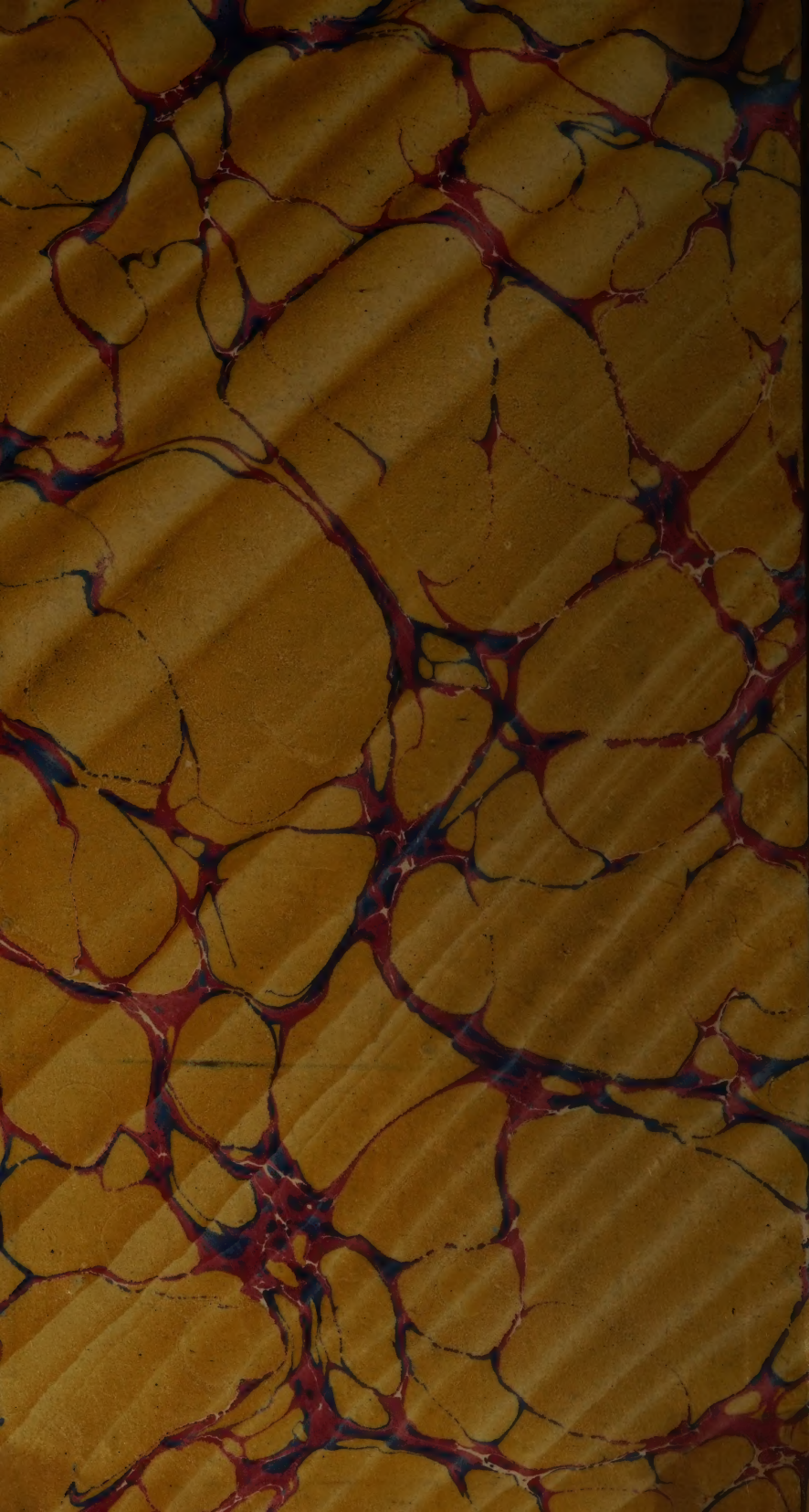

REVUE

DES

DEUX MONDES

XIIIe ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

1er JANVIER 1843.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET CIE.
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME PREMIER

TREIZIÈME ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1843

THE GETTY CENTER
LIBRARY

CRISE ACTUELLE

DE

LA PHILOSOPHIE

ALLEMANDE.

I.

ÉCOLE DE HÉGEL.

M. Schelling quitta Munich, il y a dix-huit mois, et vint à Berlin, sur l'appel du roi de Prusse, professer sa nouvelle philosophie. Ce fut un évènement pour l'Allemagne. Il s'agissait cependant d'un enseignement trop élevé, semble-t-il, pour être d'un intérêt général, et trop désintéressé pour émouvoir les passions publiques. Mais l'illustre penseur allait se trouver en face des hégeliens, et soutenir contre eux la cause de la science chrétienne. Ce pouvait être un incident décisif dans la querelle philosophique et religieuse qui divise l'Allemagne : c'est pour cela que l'attente était si vivement éveillée. Chacun prédisait l'issue au gré de sa passion. Aujourd'hui, M. Schelling a presque terminé le cycle de ses cours : un jugement impartial est devenu possible.

L'Allemagne est entrée dans une phase nouvelle de son histoire. Son siècle classique a pris fin, et il semble à plusieurs égards qu'elle commence son XVIIIe siècle. L'analogie serait toutefois loin d'être entièrement juste. La poésie, il est vrai, s'en va. De cette troupe brillante de poètes qui faisaient cortége à son prince Goethe, il ne reste plus que quelques chanteurs dispersés comme les derniers oiseaux attardés dans les bois d'automne. Une critique destructive, chez quelques-uns la haine fougueuse du christianisme, rappellent presque le parti de l'Encyclopédie. Que de différences pourtant! Les questions sont tout autrement posées. Ce n'est point d'ailleurs une réaction contre le beau siècle de l'Allemagne : il a commencé tout ce qui s'achève maintenant. Le temps de Goethe n'était point celui des Bossuet et des Fénelon : l'Allemagne, au siècle dernier, par ses philosophes et ses érudits, discréditait déjà sa foi et lacérait la Bible, feuille après feuille. Voltaire attaquait Pascal; Hégel n'a fait que continuer Kant. Sauf l'esprit positif qui succède à la poésie, rien de nouveau, à vrai dire, qu'une illusion de moins. Hier, on ne soupçonnait pas le chemin qu'on avait déjà fait loin du christianisme : aujourd'hui l'aveuglement cesse. La somnambule qui s'égarait vers les abîmes s'est réveillée. Dès-lors aussi elle cherche à les fuir; elle veut résister à l'entraînement qui l'y pousse. L'Allemagne proteste contre son doute sans le pouvoir bannir; elle a le cœur plein de foi, et dans l'intelligence un insatiable scepticisme. Son peuple de penseurs et de savans s'est mis à une œuvre colossale de critique. Un débat solennel est ouvert sur toutes les anciennes croyances.

Je l'avouerai, j'ai hésité à parler ici de ces hautes discussions; je crains de mécontenter également les adeptes de la science et le public, de paraître frivole à quelques-uns, obscur au grand nombre. Je m'efforcerai d'être clair.

La première philosophie de M. Schelling répondait à un besoin vivement senti, qui assura son succès. Fichte avait un moment asservi l'Allemagne à son génie; mais son système était trop exclusif et trop paradoxal pour se maintenir. Nos instincts sont plus indestructibles que les subtilités d'un penseur, et Fichte leur faisait rude violence. Il a donné à l'idéalisme une grandeur héroïque, une austère majesté, et l'a rendu sublime de fierté et de hardiesse. Dédaigneux des sens, il ruinait par sa dialectique cette brillante illusion que l'on appelle la nature, et ne laissait plus dans l'univers dévasté qu'un audacieux penseur, roi solitaire de ces empires du vide et souverain possesseur, maître superbe de lui-même. Mais dans la sphère de la

pensée, l'équilibre n'est pas un besoin moins impérieux que dans celle de la nature. M. Schelling justifia de nouveau notre croyance au monde extérieur, et, par une de ces ironies fréquentes dans l'histoire de l'esprit humain, il n'eut besoin pour réfuter Fichte que de lui donner pleinement raison et d'élever ses principes à une valeur absolue. Le moi reste seul substance dans l'idéalisme; mais ce moi substance n'est pas, comme Fichte le voulait, le moi subjectif, tel ou tel moi déterminé : il doit contenir toutes choses; il ne peut être que le moi absolu qui renferme toutes les existences possibles. L'idéalisme, à ses dernières limites, se dépasse lui-même et introduit au panthéisme. La nature et l'esprit cessent d'être opposés comme étrangers l'un à l'autre. Ils deviennent les deux modes du moi infini qui anime l'univers et se manifeste en lui, dans la nature comme objet, dans l'esprit comme sujet, dans les deux toujours identique, toujours le même. L'être absolu apparaît dans la nature destitué de conscience, et n'en demeure pas moins la raison éternelle. Tout, depuis les nombres de la mécanique céleste et la géométrie des cristaux, jusqu'à l'organisation des plantes et de l'animal, porte les traces de l'intelligence et n'est qu'une plastique des idées divines. Mais la raison n'est vraiment raison que lorsqu'elle a conscience de soi. Il y a donc dans son essence une nécessité qui la force à sortir de l'obscurcissement où elle se trouve dans la nature. Elle s'élève ainsi de règne en règne, elle se spiritualise de plus en plus jusqu'à ce qu'elle resplendisse de toute sa clarté dans l'homme et arrive à prendre en lui conscience de soi.

Cette philosophie satisfaisait les besoins les plus opposés, le bon sens qui nous fait croire au monde extérieur, la raison qui se retrouvait partout dans l'univers, la sympathie qui nous attire vers la nature et nous fait aimer en elle une sœur associée à nos destins. Toutes les sciences prirent un nouvel essor. Elles ne demeuraient plus isolées, comme les pierres éparses d'un édifice dont on a perdu le plan. Leur noblesse était relevée, car toutes avaient pour fin l'auguste science de Dieu. C'était sa vie dont on surprenait le secret dans la nature, c'était son histoire que l'on retrouvait dans les fastes de l'humanité. Tout se coordonnait dans une magnifique harmonie.

Ce fut un enthousiasme général et bientôt une véritable ivresse. Un système aussi poétique sollicitait l'imagination. L'analogie fut plus consultée que la raison : un mysticisme aventurenx et déréglé se substitua à la science; on tomba dans un étrange chaos. M. Schelling régnait sur la pensée de son pays; mais son royaume se trouvait dans

l'anarchie. Il n'y avait plus aucune police de l'intelligence. Le désordre devint tel, qu'on sentit enfin le besoin de retourner à une méthode sévère. Ce fut là ce qu'entreprit Hégel.

Disciple de M. Schelling, Hégel n'eut point d'abord la pensée de créer un système, et ne voulut que donner à celui de son maître une forme plus rigoureuse. Il essaya de nouveau, après Kant et Aristote, l'analyse de la raison. Sa logique est son titre de gloire. Elle est admirable d'originalité et de profondeur. Jamais encore on n'avait montré à ce point la délicatesse d'analyse, la subtilité de discernement, la vigueur dialectique. C'est un puissant et robuste esprit que celui qui a pu, sans vertige, gravir le premier, d'abstractions en abstractions, ces cimes étroites de la pensée d'où le regard ne plonge que dans de vides étendues. Il a fallu une force austère et soutenue pour vivre dans ce dépouillement de toutes les idées qui dérivent des sens; il effraie presque comme le ferait une impitoyable macération, et c'est vraiment pour l'intelligence une retraite au désert que de suivre Hégel dans sa logique : si bien elle doit pour cela renoncer à tout ce qui a forme et contour, à tout ce qui lui vient du monde extérieur, à tout ce qui n'est pas l'abstrait et l'universel.

J'entre ici au plus ardu de mon sujet. Kant énuméra les idées nécessaires, mais il les obtint d'après une division toute faite qu'il emprunta à une autre science que la métaphysique. La logique formelle distingue les diverses espèces de jugemens. Juger, c'est penser un objet. Aux diverses espèces de jugemens correspondent donc les diverses catégories de la pensée, les diverses idées nécessaires. Kant les avait ainsi dénombrées; mais il n'avait reconnu d'autre relation entre elles que leur coexistence dans un même sujet pensant : cette coexistence paraissait toute fortuite; il n'en pouvait donner aucune raison.

Hégel comprit que l'on ne doit pas suivre ce procédé empirique dans la science du nécessaire : il voulut déduire rigoureusement nos concepts selon les exigences de la pensée. Mais par où commencer? Évidemment par le terme plus abstrait, par celui que tous les autres supposent, que l'on ne peut pas ne pas admettre, et sans lequel toute pensée serait impossible. Or, l'abstraction suprême, l'idée la plus générale, le concept inévitable, est celui de l'être. Le doute peut se porter sur toutes les existences déterminées; il ne peut nier l'être en soi, ce serait se nier soi-même. Mais ce concept primitif, qui demeure après toutes les négations possibles, est l'être absolument indéter-

miné. Or, il n'existe rien d'absolument indéterminé; donc l'être pur est néant. Le premier concept que nous obtenons se transforme en son contraire lorsque nous l'isolons de tout autre; il oblige à passer aussitôt au terme opposé. L'être pur ne se peut concevoir seul et sans le néant : le néant ne se peut concevoir que par l'être, et pourtant ces deux termes inséparables qui s'appellent l'un l'autre se contredisent. L'esprit ne peut donc s'arrêter à cette opposition. Il ne pourrait ainsi les penser ensemble, et il le doit cependant; il est contraint de chercher un terme supérieur qui les concilie. Or, leur synthèse est l'idée du *devenir*. Ce qui devient à la fois est et n'est pas. Ce qui devient n'est pas encore, autrement il n'aurait pas à devenir; et cependant il est, puisqu'il devient. Le devenir participe à la fois du néant et de l'être. Cette synthèse cache à son tour en soi une antithèse qui force l'esprit à s'élever plus haut, jusqu'à ce que, stimulée par ces oppositions sans cesse renaissantes, la pensée progresse successivement depuis le concept le plus pauvre, par tous les concepts intermédiaires, jusqu'au plus riche, jusqu'à celui qui les contient et les concilie tous en soi, jusqu'à l'absolu en qui seul elle trouve son repos.

Je ne suivrai pas Hégel plus loin; j'ai seulement voulu faire entrevoir le procédé de sa logique. Hégel part d'une certitude inébranlable. Cette concession, que le scepticisme le plus vaste est pourtant obligé de faire, lui suffit pour regagner par une déduction rigoureuse les autres idées nécessaires, pour toutes les reconquérir. Il n'a point obtenu et distribué arbitrairement nos concepts; il ne les a point isolés. Il les a fait naître les uns des autres par une nécessité dialectique. Il a fait leur genèse. On voit ainsi que les concepts ne sont point simplement juxtaposés dans la raison; ils forment les anneaux entrelacés d'une même chaîne; ils se supposent mutuellement, ils sont solidaires, ils se pénètrent; de chacun on peut descendre ou s'élever à tous. La pensée ne trouve son repos que dans le terme suprême. Les autres ne lui permettent pas de persister en eux, ils la contraignent à les dépasser, ils souffrent d'un antagonisme qui l'entraîne irrésistiblement plus loin. Tous, sauf le dernier qui, exigé par tous, se retrouve ainsi également en tous, sont coexistans et successifs, nécessaires et transitoires à la fois. La raison n'est point un agrégat d'idées, elle est un merveilleux organisme : il y a en elle comme une circulation incessante de la pensée. Kant avait fait l'anatomie de la raison, Hégel a écrit sa physiologie; Kant avait donné la liste des concepts, Hégel en a donné le système.

Personne ne méconnaîtra le génie qu'il a fallu pour surprendre ainsi dans les profondeurs les plus secrètes de la pensée son jeu et son mouvement, pour dérober le mystère de ses origines. Dans ce système, chose rare, il y a une découverte. Cette logique s'imposera à l'esprit humain et fera le tour du monde. Hégel a sa place, non pas parmi ces brillans génies, ces poètes de l'intelligence que l'on nomme Platon, Malebranche ou Leibnitz, mais dans une assemblée moins nombreuse et plus austère, parmi les législateurs de la pensée, parmi ceux qui ont retrouvé quelques fragmens de son code, auprès d'Aristote, de Bacon et de Kant.

Hégel n'a cependant pas achevé l'œuvre : il s'est trompé plus d'une fois; il n'a pas toujours bien ordonné et bien déduit nos concepts. La moindre erreur a ici de graves conséquences, puisqu'il s'agit des idées universelles de la raison. C'est un trait de plume dans le conseil d'un prince : il décide du sort des états.

La logique de Hégel va révolutionner la pensée; elle est déjà devenue une arme redoutable de combat et de destruction. Les principes de contradiction et d'identité sont les deux principes de l'ancienne logique. On ne peut contester leur vérité, mais ils ne sont d'usage que dans le domaine de l'expérience et du monde sensible. Le principe de contradiction suppose des termes contradictoires entre lesquels on est forcé de choisir; il faut accepter l'un, rejeter l'autre. Mais deux termes qui s'excluent sont nécessairement tous deux finis, car aucun ne comprend tout en soi. Le principe de contradiction ne dépasse donc pas le fini. Or, le fini ne se suffit pas à lui-même; il ne peut se concevoir, et par conséquent s'expliquer que par l'infini. C'est cette science suprême que donne la métaphysique. Le principe de contradiction, ne s'appliquant pas à l'infini, ne peut ici avoir d'usage. Cela est si vrai, qu'il dénature les concepts quand il s'applique à eux. Il les suppose contradictoires, c'est-à-dire absolument incompatibles, et cependant les concepts ne sont que des termes contraires. Loin de s'exclure, ils s'exigent mutuellement. Il est tellement impossible d'isoler un concept, que, lorsqu'on l'essaie, il se transforme aussitôt en ce contraire dont on voulait le séparer. Isolez l'infini du fini, l'infini ne renferme plus alors le fini en soi, le fini demeure hors de lui : l'infini n'est donc pas tout, il devient limité, il devient fini. Isolez le fini de l'infini, le fini peut alors se concevoir par lui-même, il se suffit donc; mais ce qui se suffit est inconditionnel, absolu : voilà le fini qui devient l'infini.

Le principe d'identité ne trouve pas davantage une application en

métaphysique. Il n'y est plus vrai, car, dans l'ordre de la raison, c'est, comme nous l'avons vu, le contraire qui dérive du contraire, et non plus le même du même. Le contraire est un terme moyen entre l'identité et la contradiction; il échappe aux deux axiomes de l'ancienne logique, et ne relève pas de sa juridiction.

Le résultat de tout ceci est important. Les philosophies qui suivent l'ancienne logique, et c'est le cas encore aujourd'hui, en France, de nos écoles les plus accréditées, transportent à la science de l'infini les principes qui ne conviennent qu'à la science du fini. Cette erreur radicale leur est commune à toutes : elles procèdent par l'analyse de la raison et par le syllogisme; mais l'analyse décompose les objets et isole les termes qu'elle distingue, le syllogisme déduit le même du même. Il faut suivre en métaphysique la route opposée : on doit procéder par la dialectique, qui, à l'inverse de l'analyse, enchaîne les concepts et les distingue sans les désunir, et, à l'inverse du syllogisme, déduit le contraire du contraire. Hégel abat ainsi d'un coup de faux tous les systèmes dus à une autre méthode. Il a découvert la logique de l'infini; l'ancienne logique n'est que celle du fini.

Hégel fut, du reste, exclusif comme tous les réformateurs. La nouvelle logique devint tout pour lui. Il n'y vit plus seulement les formes éternelles de la pensée de l'être : il y vit l'être lui-même, il la prit pour Dieu. Il introduit à son système par sa *Phénoménologie*, et elle montre le chemin qui l'a conduit à cette capitale erreur. Dans ce bel ouvrage, il se place au point de vue immédiat où nous sommes des choses; il examine successivement la perception sensible, l'entendement, tous les moyens de connaissance qui, en quelque manière, sont subjectifs. En tous, il découvre et signale une contradiction. Ils ne donnent donc que le fini, c'est-à-dire ce qui est imparfait, passager, apparent. La logique, qui seule s'élève au-dessus de toutes les contradictions, donne seule aussi l'infini, c'est-à-dire l'être, la vérité, Dieu. Dieu, en tant qu'infini, ne peut, d'après Hégel, être personnel : ces deux idées s'excluent, car chaque personnalité se distingue de toutes les autres, et par là devient déterminée, limitée, finie. Mais voici une double difficulté. D'une part, l'indéterminé n'existe pas; de l'autre, Dieu est la raison absolue, et la raison n'est vraiment raison que si elle a conscience d'elle-même. Or, cette conscience suppose la personnalité. Comment résoudre ces contradictions? On ne le peut que si Dieu se réalise, non point dans une forme infinie, ce qui est un non-sens, mais dans l'infinie variété des formes finies; non point dans une personnalité unique, mais dans une per-

pétuelle succession de personnes sans nombre; que s'il se réalise, en un mot, dans la nature et l'humanité, et ne se réalise qu'en elles. Il ne faut donc le chercher que là; il ne se trouve nulle part ailleurs.

Le développement du monde n'est pour Hégel que le développement même de la raison absolue. Il avait dans sa logique déterminé ce développement. Les phases que l'idée absolue parcourt, depuis le concept le plus pauvre jusqu'au plus riche, devenaient ainsi les phases du monde, et s'exprimaient dans les époques de la nature et dans celles de l'histoire. La raison absolue a dans la nature perdu la conscience d'elle-même; elle y est aveugle, et comme aliénée et irraisonnable. Durant une suite incalculable de tristes siècles, il n'y eut que des solitudes effrayées de leur déserte immensité et le combat titanique des forces élémentaires. Nulle part encore un spectateur intelligent de ces anciens évènemens de l'univers. La raison absolue devait se relever de cette chute, redevenir maîtresse d'elle-même, prendre une forme nouvelle et supérieure, où elle arriverait à la conscience de soi. Cette forme est l'humanité.

Ce n'est point dans l'homme, c'est dans l'humanité, ce n'est point dans l'individu, c'est dans l'espèce que la raison divine se manifeste comme absolue. Les individus nécessairement limités ne peuvent réaliser Dieu; ils n'existent cependant que pour cela; ils doivent donc tous passer. Après avoir un moment duré, ils disparaissent à jamais; la mort est pour eux l'anéantissement. L'humanité seule survit à toutes ces destructions.

La raison absolue se manifeste en elle sous la triple forme de l'art, de la religion, de la philosophie. Ce sont là les trois grandes époques de l'histoire de Dieu. L'absolu se manifeste dans l'art par la beauté, sous une forme visible. Mais la raison absolue est esprit : cette manifestation sensible ne lui suffit pas. Dans la religion, Dieu apparaît comme esprit; mais ce n'est pas la raison absolue qui se connaît elle-même : c'est un homme, une pensée subjective qui la contemple et se distingue d'elle; ce n'est pas encore Dieu qui se connaît comme Dieu. Il reste un progrès à faire : il s'achève dans la philosophie. En effet, dans l'esprit du philosophe qui s'élève au-dessus de tout ce qui est subjectif jusqu'à la raison absolue, et la pense au moyen d'elle-même, cette raison, en d'autres termes Dieu, prend conscience de soi; il se contemple enfin face à face. La philosophie n'accomplit pas un moindre mystère; elle est, dans le système de Hégel, la réalisation suprême de Dieu, son véritable avénement dans l'univers. Dès-lors l'humanité n'a qu'à s'émanciper de la religion, qu'à s'ordonner

d'après la philosophie, qu'à lui soumettre tous les esprits, afin qu'en eux Dieu resplendisse de plus en plus des clartés de l'intelligence, se transfigure de lumière en lumière, et dissipe toujours davantage les obscurités primitives qui le voilent encore.

Je regrette de parler aussi rapidement de cette vaste conception. On ne résume pas une encyclopédie. Je voudrais du moins esquisser à grands traits les vues de Hégel sur l'art, les religions, le droit, l'histoire de la philosophie. Il serait intéressant de comparer le premier système de M. Schelling à celui de Hégel, et de voir combien ces deux grands esprits ont imposé le contraste de leur génie à des philosophies pareilles. Cette différence se dessine bien dans leurs vues de la nature. M. Schelling a été frappé de sa beauté, Hégel de ce qu'elle a d'irraisonnable. M. Schelling a remarqué surtout l'harmonie de la nature et de l'esprit, Hégel a plutôt signalé leur opposition. Le panthéisme a chez l'un les pompes d'une majestueuse poésie; chez l'autre, la froide précision et la sévérité logique; mais je ne puis poursuivre ce parallèle.

Ce Dieu impersonnel, qui ne se réalise que dans l'univers, obsède aujourd'hui la pensée en Allemagne. C'est contre lui qu'elle se débat et cherche à se défendre. Envisageons-le de plus près, afin de le mieux connaître et de mieux comprendre ce qui anime à le repousser.

Le panthéisme refuse à Dieu la personnalité pour sauver en lui l'infini. Qu'y gagne-t-il? Dieu ne peut alors se réaliser que dans le fini; mais le fini ne suffit pas à le réaliser. L'infini a beau multiplier le fini et le produire toujours plus parfait, le fini n'en demeure pas moins incapable de le contenir; l'univers ne sera jamais adéquat à l'idée de Dieu : la contradiction est insoluble. Le panthéisme croit la surmonter en disant que Dieu se manifeste dans l'infinie variété des choses finies. Mais cette variété est-elle vraiment infinie? Reculez sans mesure les bornes de l'espace et du temps, peuplez ces étendues de myriades de mondes, ces siècles de multitudes humaines; ne vous lassez jamais d'agrandir vos conceptions : vous ne ferez qu'un essai impuissant de dépasser le fini, vous n'aurez que sa négation et non pas son contraire, ce qui le présuppose et non pas ce qui le précède, l'indéfini en un mot et non pas l'infini. Ce Dieu n'est donc jamais réalisé en tant qu'infini. Le panthéisme immole inutilement la personnalité de Dieu. La raison qu'il donne contre elle se retourne contre lui. Il ne résout pas la difficulté, il en crée mille autres, qui toutes naissent de cette contradiction suprême que je viens de signaler.

Dieu n'existe que dans le monde. Qu'est-ce à dire? Ainsi les désordres et les fléaux de la nature, ainsi les querelles, les haines, les malheurs qui remplissent l'histoire, tout cela, ce sont les discordes intestines, les tragiques aventures de Dieu. Nos regrets, nos craintes, nos espérances déçues, notre train de guerre enfin et d'agitations sans trève, et la suprême tristesse de la mort pour consoler tant d'ennuis, ce n'est pas notre destinée seulement : Dieu a composé sa vie de toutes les nôtres et réunit dans la sienne toutes leurs afflictions. Ce secret soupir ou cette haute lamentation qui monte sans cesse de la terre, cette plainte, c'est la voix de Dieu. Le temps, qui ne donne que pour ravir, qui mêle à toutes nos joies une menace, à toutes nos fêtes une alarme, cette inquiète et triste durée des êtres qui passent et souffrent, est aussi celle de Dieu, et chaque minute lui mesure, comme à l'homme, quelque nouvelle douleur. Le christianisme annonce également, il est vrai, un Dieu martyr chargé de nos souffrances, courbé sous nos fardeaux; mais ses misères viennent de notre libre chute et non pas de lui : il ne les a connues que par compassion, et réussit à les terminer. Dans le panthéisme, elles ont Dieu pour auteur : s'il en souffre, c'est par sa faute; s'il cherche à s'en relever, c'est pour lui-même. Il était le maître de l'existence et n'a pas mieux su l'instituer. Ce qui est charité sur la croix, ici devient impuissance ou impéritie. Et tout cela en vain : emprisonné dans le fini, Dieu a beau faire, il ne réalisera jamais le rêve d'infini qui le tourmente, et ce rêve désenchantera tous les bonheurs. Altéré d'une soif brûlante de lui-même, il ne pourra jamais l'étancher; il s'est condamné à l'éternel supplice d'un désir toujours inexaucé, d'un espoir toujours détrompé. Le panthéisme promet à la terre les félicités divines, et il ne fait qu'éterniser en Dieu nos infortunes et les rendre ainsi sans ressources en celui-là qui seul les pouvait terminer. Il croit ennoblir l'univers; il ne réussit qu'à dégrader Dieu.

Il semble nous enivrer de Dieu, nous le prodiguer en toutes choses. Encore ici il nous abuse. Je me mets à chercher son Dieu; je ne dois le demander qu'aux choses finies, et toujours la même contradiction. En elles, ce n'est pas le Dieu vrai, l'infini, ce ne sont que faux semblans de lui que je trouve. Elles me le dissimulent aussi bien qu'elles me le manifestent; elles me le cachent autant qu'elles me le révèlent; elles ne sont pas sa face, maïs son masque. Je ne puis chercher Dieu que dans ce qui n'est pas lui; il ne se donne à moi que dans ce qui me le refuse. Comment donc le trouver? Tout

me le promet et tout me trompe. Dans ces formes fugitives et changeantes qui s'offrent à moi, je ne rencontre que ses décevantes images, lui jamais, lui nulle part; je ne me promène que parmi de vaines apparences de Dieu. Ce monde est vide de lui et n'est plein que de ses fantômes. Je serai éternellement séparé de celui que je ne peux m'empêcher de toujours poursuivre.

Et que parlé-je de Dieu? Dieu n'est pas dans ce système, il ne fait que devenir. Or, le *devenir* suppose nécessairement la permanence. Sous ce qui varie et passe, quelque chose doit être d'immuable et d'éternel. Qu'y a-t-il ici de permanent? Le fini change sans cesse; l'infini dans le fini se métamorphose continuellement; ce qui seul subsiste sans changer, c'est donc l'infini en tant qu'infini. Mais, dans ce système, ce n'est rien de réel, ce n'est qu'une vaine abstraction, qu'un néant. C'est là le triste secret qu'enfin je découvre. C'est là le deuil que l'univers s'efforce de déguiser sous toutes ses brillantes parures. C'est du néant que tout sort; c'est en lui que tout s'abîme; son affreuse nuit enveloppe tout. Il est le commencement et la fin, et son morne silence me répond à la place de Dieu. Ce système, avec son vêtement sacerdotal et la pompe religieuse de sa parole, n'est ainsi, à le bien prendre, comme on l'a dit, qu'un athéisme emphatique.

Je n'insiste pas sur les conséquences morales : on les prévoit, on les a souvent signalées. Dieu, s'il était quelque chose, ne serait plus qu'un inexorable destin, cruel surtout à lui-même. Avec ce fatalisme, plus de liberté, ni bien ni mal; avec l'apothéose de l'humanité, toutes les passions sanctionnées comme des forces divines.

Il faut qu'il y ait aujourd'hui un attrait puissant vers le panthéisme, car il est le grand évènement de la pensée contemporaine. On est assez peu surpris de le trouver chez nos voisins. Leur génie impersonnel et abstrait, une sorte de tendresse pour la nature, l'instinct de l'infini facilement égaré vers ce monde, tout, dans leur pensée et dans leur imagination, les y prédispose. Les forêts de la Souabe et du Harz ont vu, comme celles de l'Inde, plus d'un enthousiaste rêveur se perdre dans leur secrète nuit pour y chercher Dieu. Cependant jamais le panthéisme n'était en Allemagne, avant ce jour, général et avoué. Mais, chose étonnante, il a fait aussi invasion en France : c'est là pourtant où il devait trouver le moins faveur. Il répugne trop à la précision du génie national et à notre vif instinct d'individualité. Malgré cela, nos meilleurs esprits se sont laissé surprendre. Il a enivré de brillantes imaginations et séduit de généreuses intelligences. On le retrouve dans la poésie, le roman, l'histoire, la

philosophie : les écoles socialistes, celles qui de toutes ont le plus excité l'effervescence de la pensée, relèvent de lui. Il s'est insinué partout. On peut suivre ses traces jusque dans les œuvres et les systèmes qui ne lui appartiennent pas. Sa fascination a entraîné nos plus beaux génies à des erreurs bien peu faites pour eux. Le poète de la patrie, Béranger, oublie, dit-on, la France pour je ne sais quels rêves humanitaires, et la plus chaste de nos muses profana un jour sa voix suave à chanter les orgies orientales. Que dirai-je encore? Obermann, René, Lélia, dont l'inquiet tourment fut si bien le nôtre, n'étaient-ils pas, dans les solitudes où s'enfuyaient leurs ames blessées, les premières victimes, les tristes précurseurs d'un dieu impuissant et funeste? Si de ces hauteurs nous descendons à la foule, que trouvons-nous? Chez les jeunes imaginations, l'enthousiasme, le culte de la nature; chez tous, un fatalisme qui inspire une vaste indifférence, et dans ce scepticisme pourtant laisse subsister une conviction, celle de la raison et de l'unité de toutes choses; le ciel désert, et les espérances toujours plus pompeuses d'une terre enfin prospère; puis, sur les ruines de tout ce qui est individuel, caractère, devoir, dévouement; sur les ruines de la famille, sur les ruines de la patrie, l'autel élevé au nouveau dieu, à l'humanité; n'est-ce pas là toujours la même influence?

Lorsqu'une erreur captive l'élite des esprits et se répand dans la multitude, elle cache à coup sûr quelque grande vérité dont le temps est venu. Nous ne pouvons plus désormais croire à un Dieu séparé du monde et borné par lui, ni voir dans l'histoire une aventure purement humaine, livrée aux caprices des volontés individuelles, sans loi ni raison. Nous ne pouvons plus, en un mot, admettre le Dieu fini et le monde athée du déisme. Cela s'explique en Allemagne par le développement de la pensée, ailleurs par les évènemens politiques. Ce qui se passe depuis un demi-siècle agit puissamment sur les esprits. Les barrières des castes sont tombées, celles des peuples s'abaissent. Des espérances qui naguère auraient paru des utopies nous animent et nous aident à traverser ces jours mauvais. L'humanité ne se voit plus à jamais déchirée en lambeaux, infirme, divisée contre elle-même. Elle fait un rêve généreux de paix et d'union. Il lui est apparu dans l'avenir une image glorieuse de justice et de charité, l'auréole allumée au front. C'était elle. Alors elle a eu comme une illumination soudaine; elle s'est reconnue divine. Son passé s'est aussi transfiguré : elle a retrouvé dans l'antique Orient d'augustes et sacerdotales origines; elle a compris que Dieu vit et veut se mani-

fester en elle. En même temps, comme si tout concourait à la même fin, le progrès des sciences nous montrait partout dans la nature la vie et la raison, c'est dire Dieu encore. Nous ne pouvons donc plus nous contenter du déisme; il est irrévocablement dépassé. Nous avons le sentiment profond de l'immanence de Dieu. Or, l'idée d'un Dieu personnel a toujours, jusqu'ici, été mêlée de déisme. Il était donc naturel de n'en plus vouloir dans le premier effet de la réaction, et de se jeter dans l'excès contraire. Nous ne pouvons y demeurer; nous cherchons un Dieu personnel et distinct du monde comme celui du déisme, et à la fois universel et immanent comme celui du panthéisme. Cette transformation des idées de Dieu, du monde et de leur rapport remue toutes les questions : elle est la crise qui agite et trouble aujourd'hui l'esprit européen.

Je reviens à Hégel. Son système régna bientôt en Allemagne. Il était d'autant plus difficile de ne pas l'accueillir qu'il était l'inévitable conclusion de ceux qui l'avaient précédé. Les systèmes de Kant, de Fichte, de M. Schelling, se déduisent les uns des autres et ne forment, en un sens, qu'un système unique. Fichte ne fait que porter à leurs extrêmes conséquences les principes de Kant, et M. Schelling ceux de Fichte. Toutes ces philosophies se succèdent comme les momens divers d'une même méditation qui se termine au panthéisme de Hégel. C'était comme un bloc de marbre que tous ces maîtres de la pensée avaient sculpté : le dernier coup de ciseau venait d'être donné, la statue était achevée, elle était parfaite; seulement elle avait pour piédestal le tombeau de toutes nos croyances. Ce fut une grande tristesse quand on s'en aperçut, mais on fut loin de le voir tout de suite. On alla même jusqu'à saluer, dans la nouvelle philosophie, le messager de paix qui conciliait la foi et la raison. Cela peut surprendre; mais on est, en Allemagne, aussi lent à prévoir les conséquences d'un système que subtil s'il s'agit de remonter aux principes des choses. On y a un désintéressement de la pensée aisément crédule, avec cela un tel désir de science, un si profond instinct religieux, un si vif besoin de les unir, qu'on est toujours prêt à se flatter d'y avoir réussi. La mysticité qu'affecte le langage de Hégel aidait encore à l'illusion. L'idée en soi ou la logique était le Père, le monde le Verbe, leur union le Saint-Esprit; la chute, le relèvement, l'incarnation, rien ne manquait, pour qui se laisse prendre aux mots. On croyait voir un terme au long divorce de la théologie et de la philosophie. Kant, le père du rationalisme, avait

ôté au Christ son auréole; le dieu n'était plus demeuré qu'un moraliste. Fichte avait annoncé un jour à Iéna que dans quelques années le christianisme n'existerait plus. Schelling n'avait pu se disculper de spinosisme. On accueillit donc avec bonheur une philosophie plus sévèrement rationnelle que les précédentes, et dont les formules étaient d'une scrupuleuse orthodoxie.

Hégel fut à son apogée en 1808, au moment où il se vit soutenu par un concours assez nombreux pour publier les *Annales de Berlin;* on assure même que le gouvernement soutenait ce journal. Ce fut aussi, il est vrai, le moment où la défiance s'éveilla. On se posait avec inquiétude plus d'une grave question: on se demandait surtout si la distinction du monde et de Dieu était assez vivement accentuée. Mais des théologiens respectables, des hommes de talent et de piété, se déclaraient pour Hégel. Il était lui-même sobre, circonspect, et ne montrait rien de révolutionnaire. Il ne songeait pas à détruire: il paraissait plus jaloux d'expliquer le passé que de troubler le présent ou de préparer l'avenir : cette réserve le fit même reculer devant la conclusion de ses principes. Il semble quelquefois hésiter, et l'on peut trouver dans ses ouvrages des propositions qui ramènent au théisme; mais ce sont là évidemment des inconséquences. Hégel, en un mot, était assez différent de son système. Il montra aussi la même retenue en politique. Tout ce qui est réel est rationnel, tout ce qui est rationnel se réalise, avait-il dit. On peut s'armer de ce principe pour maintenir ce qui est et pour consacrer tous les progrès, pour demeurer stationnaire et pour provoquer des révolutions, pour légitimer le quiétisme politique, comme aussi l'impatiente ardeur des changemens. Il justifie tout acte lorsqu'il est accompli; mais interprété d'après l'ensemble du système, il appelle à un progrès incessant. Hégel fit de son principe un usage très timide. On commença, dans son école, par ne traiter guère bien le libéralisme, on l'y trouvait banal. Hégel n'alla pourtant pas jusqu'à défendre le régime absolu de la Prusse. Dans la première édition de la *Philosophie du Droit*, il propose pour idéal la monarchie tempérée et représentative; mais il parle d'un ton chagrin et équivoque des institutions qui lui sont nécessairement liées. Gans publia, après la mort de Hégel, une nouvelle édition de la *Philosophie du Droit*, et il dit dans la préface que cet ouvrage semble être fait du bronze de la liberté. Il y a en effet dans cette seconde édition un progrès sensible vers les idées libérales. Est-ce là un bon office de Gans ou un changement de son

maître vers la fin de sa vie? Toujours est-il que Gans, le spirituel et vigoureux adversaire de Savigny, sut fort bien concilier ses principes libéraux avec le système de Hégel.

Hégel fut, en 1831, enlevé par le choléra qui sévissait à Berlin. Sa mort ne fit que donner une force nouvelle à son école. Hégel terrorisait un peu ses disciples; il ne reconnaissait pas pour siens tous ceux qui se réclamaient de son nom; il ne ménageait guère ceux qui n'avaient pas saisi sa pensée à son gré. Un sarcasme les discréditait bientôt. On raconte à ce sujet plus d'une anecdote plaisante. Henning s'était rendu à Hégel à discrétion, il se bornait à copier toute sa manière. C'est de lui que le maître dit un jour : Il n'y a qu'un de mes disciples qui m'ait compris, et encore m'a-t-il mal compris. Hégel y prenait peine, à vrai dire : il est difficile de donner à sa pensée une expression plus informe. Le style de Hégel est abstrait sans être net; sa phrase pénible, enchevêtrée, semble se mouvoir lourdement dans le vide; jamais sibylle n'a mieux protégé ses arcanes. Les disciples de Hégel furent après sa mort plus libres dans leurs mouvemens. Dans son système, il n'y a qu'un principe, et ce principe fit tous ses aveux; la réserve du maître ne les contenait plus. Dans l'école, il y avait deux tendances, elles se prononcèrent toujours davantage. Au côté droit, Marheineke, Gabler, Göschel, Rosenkranz et quelques autres qui s'efforcent de concilier le théisme avec la doctrine de Hégel; au centre, Michelet; à la gauche, les vrais héritiers, je ne dis pas de l'esprit de Hégel, mais de sa philosophie, jeune et nombreuse phalange, ardente à battre en brèche le christianisme, à renverser les vieilles institutions, à provoquer une vaste révolution.

Ce parti a d'incontestables mérites. Ses écrivains exposent avec clarté le système jusqu'alors si peu accessible de Hégel. Ils apportent dans les spéculations abstraites une lucidité dont ils ont donné les premiers l'exemple en Allemagne. Ils savent rendre la philosophie populaire et pratique; ils l'ont fait descendre de l'école dans la place publique, et l'ont intéressée à tous les évènemens du jour. Ils ont enfin renoncé à cette duplicité trop commune en Allemagne et complaisante à cacher, sous le langage de la foi, des pensées destructives du christianisme. C'était tromper les simples, et souvent s'abuser soi-même. Ils ont rejeté ces artifices.

Cette sincérité distingue l'ouvrage de Strauss sur la vie de Jésus. On sait la profonde impression qu'il produisit sur l'Allemagne. Il fut interdit en Bavière; on parlait en Prusse d'en faire autant. Pour la première fois, l'Allemagne voulait détourner les lèvres du fruit de la

science. Quelle amertume lui avait-elle donc trouvée? Strauss ne disait pourtant rien de nouveau, il ne faisait que réunir les opinions éparses, conclure avec logique, et cette conclusion qui s'imposait fatalement aux esprits, qui résumait la vraie pensée de l'Allemagne, était l'apostasie. On aurait été triste à moins. On vit alors ce que cachaient les formules de Hégel. Strauss ne permettait plus de se méprendre. Il dévoilait avec une cruelle franchise le sens des paroles qu'on répétait sans les bien entendre. On connaît son résultat. Jésus n'est qu'un symbole de l'humanité; c'est d'elle qu'il faut entendre ce que le mythe évangélique disait de lui. Elle est la raison divine incarnée dans une forme finie; elle est fille d'une mère visible et d'un père invisible, de la nature et de l'esprit; elle a la puissance des miracles, car elle se soumet toujours mieux la nature, et lui commande avec autorité. C'est elle qui souffre et qui ressuscite de toutes les morts. Elle est sainte, car son développement est nécessaire, irréprochable donc, et le mal n'est qu'une infirmité de l'individu, il n'existe plus dans l'espèce. Cela était net et ne laissait plus d'équivoque.

Strauss acheva son œuvre de destruction dans sa *Théologie chrétienne*. Il y attaque l'un après l'autre tous les dogmes de l'église, comme il avait auparavant attaqué tous les faits de l'Évangile. Il ébranle sous les coups de sa dialectique les croyances qui sont la force et la consolation de l'homme, et cela sans la moindre émotion de haine ou de pitié, sans joie et sans douleur. Pourquoi s'en étonner? Ne vous y trompez pas, ce n'est pas lui qui parle : encore ici il n'apporte pas un seul argument nouveau. Il se fait l'historien du doute de l'humanité. Cette critique n'est pas la sienne, elle est celle des siècles. Il se borne à résumer leur discussion : son livre, écrit avec une précision géométrique et une froide clarté, n'en est que le protocole. Strauss cependant, malgré son désir, n'a pas réussi à être entièrement impartial. On ne peut méconnaître l'influence que sa conviction philosophique a exercée sur cette histoire. Il a le tort de prendre le système de Hégel pour le suffrage définitif de l'esprit humain. On devine ce qui lui reste de tous les débris de nos croyances. Dieu n'existe que dans la nature et l'humanité : l'autre monde est donc une superstition : plus de ciel, plus d'immortalité. Strauss s'abuse : il peut connaître les lois de la logique, il ignore le reste de l'homme. Cette triste et vulgaire sagesse ne nous suffit pas, elle ne demeurera pas long-temps la nôtre.

Strauss devait être dépassé. Dans ce 93 de la logique, il n'est que

de la Gironde; nous allons voir les nouveaux jacobins. Il garde encore du moins ce nom de Dieu qui rassure partout où on le trouve : l'athéisme fut franchement proclamé. C'est dans les *Annales de Halle* que les jeunes hégeliens développèrent les extrêmes conséquences de leur philosophie. Les *Annales de Halle* commencèrent à paraître en 1838. Elles n'avaient pas d'abord de tendance très déterminée : rédigées avec un grand talent, elles devinrent bientôt une des revues les plus importantes de l'Allemagne. Les affaires de Cologne leur donnèrent une couleur plus décidée. Görres avait, dans son *Athanase*, soutenu avec fanatisme les droits de Rome. Léo, professeur d'histoire à Halle, défendit avec non moins de violence le principe protestant. Ruge, directeur des *Annales* et de la gauche hégelienne, fit une critique de sa brochure; Léo riposta par un libelle contre les jeunes hégeliens. Ceux-ci se prononcèrent dans les *Annales* sans plus de réserve, et y attaquèrent ouvertement le christianisme : ce fut un devoir pour qui ne partageait pas ces vues extrêmes de rompre avec eux. Les *Annales* passèrent dès-lors sous l'influence exclusive de la gauche, et dévièrent de plus en plus vers une polémique aveuglément passionnée.

Il ne fut plus besoin, pour y écrire, d'avoir fait ses preuves dans les lettres ou les sciences : il ne fallait que s'approprier quelques formules de Hégel, jurer foi au drapeau, et s'inspirer de toutes les passions du parti. Le gouvernement prussien s'était d'abord montré favorable à l'école de Hégel; le ministre d'Altenstein lui avait donné l'hégémonie dans les universités de la Prusse. Mais ces dispositions avaient changé depuis l'avénement du roi actuel : la Prusse ne fut plus dès-lors, pour les *Annales*, le pays des lumières et de l'intelligence; elles ne cachèrent pas plus leur pensée sur la monarchie que sur le christianisme, et prirent pour mot d'ordre liberté absolue dans tous les sens. Il survint ainsi des difficultés qui forcèrent le rédacteur à quitter Halle pour Dresde, et la revue devint une feuille quotidienne sous le titre d'*Annales allemandes*. La nouvelle feuille ne garde plus aucune retenue. Les *Annales* ne sont guère aujourd'hui qu'un pamphlet périodique; leur ton est dédaigneux et arrogant, leur critique haineuse et virulente; c'est de la colère plus que de la science. Il suffit de la chair et du sang pour penser ainsi, il ne faut pas de la philosophie, disait à ce propos Marheineke. Leur parole est juvénile, emportée, hautaine et mordante, je voudrais dire spirituelle; mais les écrivains des *Annales* prennent l'insulte pour de la malice, et le pugilat pour la lutte : de la frivolité ils ont la suffisance sans la grace;

ils ont pris de nous l'étourderie, et l'ont ensuite bottée à l'écuyère pour lui faire passer le Rhin. Leurs amis, nos humanitaires, ont pris de l'Allemagne à leur tour le brouillard et la pesante emphase. C'est, des deux côtés, généreusement débarrasser ses voisins de ce qu'ils ont de pire. Bruno Bauer et Feuerbach sont les deux coryphées des *Annales :* ils font ouvertement profession d'athéisme.

Bruno Bauer s'est d'abord rapproché d'Hengstenberg, un des théologiens les plus distingués de l'Allemagne, et de tous le plus strictement orthodoxe. Il désirait une place. Le ministre d'Altenstein lui fit entendre qu'il n'en obtiendrait point, tant qu'il se montrerait piétiste. Bruno Bauer ne se fit pas prier : il écrivit sans hésiter contre Hengstenberg : dès-lors chaque jour l'a vu plus violent contre le christianisme. Il y a dans cet homme je ne sais quoi de sombre et d'implacable qui repousse comme une fureur déicide. Il obtint la place qu'il avait payée si cher : il vient de la perdre en voulant trop bien la mériter. Il avait autrefois réfuté Strauss : dans un nouvel ouvrage il l'a dépassé et l'accuse d'équivoque et de mysticisme; il ravale à plaisir théologie et théologiens. A quoi servent-ils, en effet, depuis qu'il n'y a plus de Dieu? Bruno Bauer occupait pourtant une chaire de théologie, et s'en servait pour professer son athéisme. Le ministre des cultes consulta les facultés protestantes de la Prusse : cette affaire fit grand bruit; Bruno Bauer finit par perdre son procès et fut destitué.

Feuerbach ne pensa pas non plus toujours comme il le fait aujourd'hui. Il inclina d'abord au mysticisme et se destinait à la théologie. L'influence de Hegel changea ses projets, et le fit se vouer aux études philosophiques. Il eut à se plaindre des piétistes d'Erlangen; leurs torts l'exaspérèrent et décidèrent sa haine pour le christianisme. Ce fut un ennemi juré : sa vive imagination et son caractère fougueux ne connaissent pas de mesure; son talent sert bien sa colère. Son livre sur le christianisme est celui qui a le plus attiré l'attention après ceux de Strauss. C'est tout autre chose cependant : ne cherchez pas ici la froideur et l'impartialité; ce n'est plus de la science, c'est l'emportement et le sophisme de la passion. Il y a dans ce livre de cyniques blasphèmes qui font peur, et des pages inspirées d'une sanglante ironie contre Dieu. Strauss se sert, pour attaquer le christianisme, de l'histoire et de la raison. Feuerbach choisit une arme plus légère; sa discussion a un intérêt tout pratique : il fait de la psychologie. On dit que le christianisme répond aux besoins de l'ame : Feuerbach ne le nie pas, mais il ne voit dans l'Évangile qu'une

mythologie imaginée par le cœur humain. C'est toujours le curieux procédé de la critique moderne. Le christianisme n'est pas entièrement faux : il est une figure de la vérité. Seulement, nouvelle étrange, la vérité qu'il cache est l'athéisme, et la charité sert de symbole à l'égoïsme. La religion n'est qu'un songe éveillé, qu'une illusion d'optique, dont on peut maintenant calculer les lois. L'humanité, dans Strauss, est encore l'incarnation de Dieu : ici, Dieu n'est que le spectre solaire de l'humanité, il n'a aucune réalité. Feuerbach, avec ceux qui donnent du christianisme une interprétation mythique, n'omet qu'une chose, pour rendre son explication plausible, c'est l'expiation. Il est vrai que c'est la pensée suprême du christianisme. Du reste, ses déductions ne manquent pas d'une perfide adresse. Feuerbach flatte nos grossiers penchans : c'est là sa faiblesse et sa force. Mais attendons la fin. L'amour de soi remplacera l'amour de Dieu; chacun vivra en ce monde comme le cœur lui dira. Ne vous inquiétez pas des autres : le meilleur souci à prendre d'eux est de ne songer qu'à vous; tous nos défauts, tous nos travers, toutes nos passions, se font équilibre et composent une humanité parfaite. C'est à peu près la belle découverte de Fourier. Je n'ai pas tout dit : Méphistophélès, sous le bonnet de docteur allemand, a des accès de candeur qui gâtent ses affaires. Savez-vous ce que Feuerbach fait des sacremens de l'église? Il y voit encore des symboles d'éternelles vérités : très sérieusement il les retient dans son athéisme. Au lieu du baptême, c'est fort simple, des bains d'eau froide : l'eau renouvelle tout l'être, purifie l'esprit et le corps, le frisson qu'elle donne fait magiquement tomber nos fatigues et nos soucis; enfin c'est toute une litanie mystique de l'eau claire. L'eucharistie, vous le devinez, c'est la table. Manger, boire et se laver, voilà les rites de la nouvelle humanité : le reste est superstition. Feuerbach avoue naïvement, dans ce merveilleux chapitre, que tout cela semblera bien vulgaire; mais il nous avertit que, s'il y a une dévotion à garder, c'est celle du trivial. Il joint à ces hautes vues des gentillesses démagogiques, et tonne contre les tyrans. En vérité, ces pauvretés ne sont plus de la philosophie.

Je viens de tracer le développement de l'école hégelienne. Le maître contint par sa réserve sa savante erreur. Strauss nia le Christ, le ciel et l'immortalité. Les *Annales allemandes* effacèrent ce nom de Dieu qui ne semblait, après tout cela, qu'une importune inutilité. Chaque pas, sur ce triste chemin, nous a fait rencontrer quelque nouvelle ruine; à la fin il nous est resté le néant. Cette critique n'est plus la mienne : c'est l'histoire qui a pris soin de la faire.

II.

NOUVEAU SYSTÈME DE M. SCHELLING.

Une réaction était inévitable; elle ne fut guère d'abord qu'une dispute d'école et de haute philosophie. Mais Strauss attaqua le christianisme : c'était un suprême péril; chacun s'émut. Vinrent ensuite les déclamations politiques des *Annales allemandes*, qui donnèrent aux hégeliens de nouveaux adversaires.

L'opposition philosophique compte une foule de penseurs coalisés contre Hégel, et qui, du reste, sont assez peu d'accord entre eux. La plupart, formés à son école, retiennent sa logique, sauf corrections, et combattent son panthéisme. Le fils du grand Fichte se distingue parmi eux. Il dirige une revue philosophique où l'on remarque, au milieu d'articles un peu diffus, des critiques heureuses, et toujours de la sagesse et des intentions élevées. Fischer et Weisse sont de la même école. Cette école ne fera pas des progrès décisifs : elle montre peu d'invention et un esprit plus judicieux que profond; on lui doit moins des idées nouvelles qu'un arrangement nouveau d'idées anciennes. Elle voit avec raison dans la liberté le principe qui sauve du panthéisme, et elle conserve cependant plusieurs des vues fatalistes de Hégel. Elle n'a pas encore dissipé le charme qu'il semble avoir jeté sur la pensée de son pays : elle n'a retrouvé que la moitié des paroles qui doivent le rompre. — Troxler, Krause, Chalybée, bien d'autres encore, se sont également tournés contre Hégel. — A part et seul, Herbart bataille un peu contre tous. On n'a pas d'abord voulu tenir compte de lui. L'Allemagne, cette terre de la critique, est aussi celle où l'on jure le plus sur la parole du maître. L'héritage trop bien accepté de tant de grands génies avait fini par appauvrir la pensée de son originalité. Herbart vint fronder ce superstitieux respect de la tradition philosophique. Il a voulu ne rien devoir qu'à lui-même : il ne tient compte des autres que pour les attaquer; il a osé tout recommencer, et il a presque réussi à tout achever à force de persévérance, de sagacité et d'invention. On peut prévoir le résultat : quelques bizarreries, beaucoup d'idées nouvelles, et, en dépit de lui-même, le cachet évident de son époque. Il a le mérite d'avoir insisté sur l'individualité, effacée du monde par une logique qui ne comprend que l'abstrait et l'universel.

Mais le plus original assurément et le plus remarquable des adversaires de Hégel, celui que Hégel estimait entre tous, est Baader.

On ne le connaît pas encore en France. M. Cousin s'est une fois fort agréablement moqué de lui. M. Cousin avait raison. Baader est pourtant, de tous les philosophes allemands, le plus spirituel, et, s'il avait connu l'attaque, il n'aurait peut-être pas manqué de rendre guerre pour guerre. Baader a eu le tort de se permettre des singularités mystiques qu'aurait dû s'interdire cet excellent et vigoureux esprit. Son exposition est concise, souvent brisée par des digressions, et presque toujours fragmentaire : il ne sait pas résister au plaisir d'une escarmouche. Il n'avait guère non plus de respect pour cette superstition de la forme savante et de l'appareil systématique qu'on a si fort en Allemagne : il se jeta dans l'excès opposé. Il n'a jamais rédigé un corps de philosophie, mais on reconnaît partout dans ses écrits détachés une intime unité de pensée, une harmonie qui coordonne tous les détails. Son style est quelquefois obscur à force de brièveté et d'allusions, il est précis cependant et étincelle d'originalité. L'étude de Baader récompense libéralement des peines qu'elle donne. Que de pénétration, que de vues ingénieuses, que d'idées fécondes, quelle dialectique acérée! J'ai parlé de son mysticisme; mais, toutes les fois qu'il ne s'égare pas dans de fâcheuses préoccupations, il montre le haut bon sens des grandes intelligences, et sa pensée a une direction éminemment pratique. Baader a professé à Munich les dernières années de sa vie. Dans presque toutes les universités d'Allemagne, il se livrait un duel entre les hégeliens et leurs adversaires, lutte générale et partout variée; Berlin et Munich étaient les deux siéges des forces rivales : Berlin, la métropole du hégelianisme, la ville savante, d'où il se répandait dans toute l'Allemagne; Munich, où Baader, Görres, Schubert, M. Schelling, défendaient la cause de la philosophie chrétienne, tous bien différens, du reste, de talent, de caractère et de théorie. Görres a, comme Baader, une tendance mystique; mais une imagination entraînée à l'hyperbole, une nature passionnée, un esprit irascible et superbe, lui enlèvent trop souvent la juste mesure et le désintéressement de la pensée. Schubert a traduit notre théosophe Saint-Martin et écrit d'une plume élégante une psychologie qui révèle une ame bienveillante et pieuse; mais Schubert n'est armé que pour une joûte à fer émoulu, et une querelle aussi sérieuse doit l'effrayer. Enfin, parmi ces adversaires de Hégel, M. Schelling occupait une position souveraine par la gloire de son passé et le mystère dont il entourait encore son système. Il joue en ce moment le premier rôle dans cette lutte philosophique dont j'essaie de donner une idée. C'est de lui que je parlerai aujourd'hui.

L'appel de M. Schelling à Berlin excita une vive attente. M. Schelling s'était, de longues années, tenu pour ainsi dire caché à l'Allemagne : il se refusait à publier son nouveau système, et se bornait à le professer devant un auditoire assez peu savant à l'extrémité de l'Allemagne. Il venait maintenant au plus épais de la mêlée, il allait se trouver en face des plus illustres vétérans de Hégel. Quarante années auparavant, il avait tenu le sceptre de la pensée. Venait-il le reprendre? C'était lui qui avait évoqué le panthéisme, réussirait-il à le conjurer? Quelques-uns s'en flattaient : les hégeliens, de leur côté, se promettaient de bien soutenir le choc. M. Schelling vint au milieu de ces passions contraires. Son discours d'ouverture fut avidement lu dans toute l'Allemagne; on aurait dit un discours de la couronne. La ressemblance n'était que trop parfaite. M. Schelling parlait majestueusement de lui-même, faisait de belles promesses, et éludait les questions embarrassantes.

Ce n'est pas la première fois qu'un des grands penseurs de l'Allemagne varie dans ses idées. Kant, dans sa *Critique du jugement*, le plus original et le plus profond de ses travaux, a bien dépassé la *Critique de la raison pure*. Fichte n'a pu se maintenir long-temps dans l'idéalisme rigoureux. M. Schelling a déjà précédemment modifié jusqu'à trois fois son système. Mais c'était là, à vrai dire, un progrès plutôt qu'un changement : ils n'avaient tous fait qu'aller plus loin sur la même route. M. Schelling, cette fois, a changé de principe : il veut introduire dans la spéculation un élément nouveau, et réunit toutes les philosophies précédentes, la sienne comme les autres, dans une même condamnation.

Ces philosophies ont un caractère commun : la raison y est le principe unique de la connaissance; elles sont exclusivement logiques. Il est entendu, depuis Descartes, que la raison est pour le philosophe le seul moyen d'arriver à la vérité. Or, la raison ne connaît que l'universel. Les idées générales qu'elle donne conviennent à tous les êtres sans exception possible, mais n'en désignent aucun en particulier; autrement elles ne s'appliqueraient plus aux autres, elles cesseraient d'être générales. L'individu est donc nul et non avenu pour la raison, elle l'ignore, elle ne l'aperçoit pas, il n'existe pas pour elle : à cet égard, elle est aveugle : il faut pour le connaître un autre organe de la pensée. Qu'en résulte-t-il? C'est que la raison, quand elle rencontre l'individu, ne voit en lui que ce qu'il a d'universel, et non point ce qu'il a d'individuel. Donc Dieu, en tant que personnel, c'est-à-dire en tant que distinct, et non plus simplement comme l'être général, ne

peut être atteint par la raison. Elle ne connaît de lui que ce qu'il a d'impersonnel. La raison ne donne non plus que le nécessaire. L'acte libre lui échappe, car on ne peut le déterminer *à priori;* on ne le connaît que par l'évènement. Mais ce qui est nécessaire est éternel aussi. Donc avec la raison seule, si l'on sait être conséquent, on ne trouve qu'un Dieu impersonnel, un monde nécessaire et éternel, le panthéisme en un mot, la personnalité et la liberté jamais.

L'histoire de la philosophie moderne le prouve. Immédiatement après Descartes vint Spinosa, qui fut, il est vrai, peu compris, décrié, et causa peut-être plus d'étonnement encore que de scandale. Ce solitaire génie avait devancé son époque de deux siècles. Il est notre contemporain, et n'a trouvé qu'aujourd'hui des esprits qui peuvent converser avec lui et comprendre la profondeur et la science de son doute. Ce fut donc une alarme passagère. On crut avoir réfuté Spinosa, et la pensée se remit tranquillement en route, sans inquiétude d'un second danger. On ne prévoit pas d'abord les conséquences d'un principe; elles n'en sont pas moins inexorables. Elles viennent d'un pas quelquefois lent, toujours sûr, comme une justice tardive peut-être, mais infaillible. L'esprit humain est ainsi arrivé depuis Descartes, de système en système, au panthéisme de Hégel. Avec la raison seule, impossible de ne pas arriver là, impossible d'aller plus loin. C'est la forme la plus achevée et la plus savante de la philosophie logique. La raison y est tout : Dieu n'est qu'elle. Le concret, le déterminé, l'individuel n'est donc que phénomène transitoire, éphémère apparence qui se montre pour s'évanouir aussitôt sans retour, car l'universel seul est, seul subsiste. Cette destruction incessante est la fête que se donne ce Dieu logique, impassible ennemi du monde. Puis il exige une plus haute victime : il réclame en sacrifice son rival, le Dieu personnel, qui tombe de son ciel et s'abîme, et l'absolu trône seul alors sur les ruines de toutes choses.

Jacobi avait déjà signalé, avant M. Schelling, cette inévitable fin de la spéculation moderne. Il avait aussi montré éloquemment que nos plus nobles instincts protestent contre le panthéisme : il avait foi en eux, et cependant il ne pouvait se résoudre à abdiquer la raison. Fasciné par elle et la maudissant, n'osant ni croire ni douter, il souffrit jusqu'à la fin de cette cruelle discorde, et ne goûta de la science que la lie la plus amère.

Il serait triste de persister avec lui dans cette contradiction. Il faudrait, pour en venir là, que la philosophie dût être exclusivement logique, que la raison fût pour elle la seule source de connaissance.

En doit-il être ainsi? M. Schelling ne le pense pas, et nous arrivons ici à l'idée essentielle de sa philosophie.

Il est deux manières de considérer l'univers : ou bien l'on déduit toutes choses du principe suprême par une nécessité logique, on descend de Dieu au monde, comme d'un principe à sa conséquence, en sorte que, Dieu étant, le monde doit être aussi, que l'un ne se conçoit pas sans l'autre, que Dieu ne peut pas ne pas produire le monde; ou bien Dieu l'a créé par un acte de sa volonté, par une libre décision. Le monde est nécessaire, ou il est accidentel. Ces deux conceptions ne peuvent subsister ensemble dans le même esprit: elles sont inconciliables et les seules possibles: l'une est vraie, l'autre est fausse. Or la raison seule, la méthode logique, ne donne qu'un monde nécessaire. L'acte libre ne se détermine pas *à priori*, nous l'avons déjà dit, il ne se connaît qu'*à posteriori*, par l'expérience. La méthode expérimentale ou historique devra donc trouver sa place dans la philosophie, si la liberté trouve la sienne dans le monde. La raison n'est donc point un arbitre désintéressé des deux systèmes comme l'observe M. Schelling. Nécessairement elle se décide pour l'un et condamne l'autre : elle n'est pas juge, elle est partie : elle n'examine pas les causes, elle en plaide une. Il en est de même de l'autre méthode : son emploi suppose un monde accidentel, autrement elle serait hors de propos. Il se présente donc au début de la philosophie une alternative de méthodes qui est une alternative de systèmes. On voudrait en vain s'affranchir de toute idée préconçue : on a un choix à faire, que l'on ne peut éviter. Cet acte est décisif : la philosophie, loin de pouvoir nous éclairer sur ce choix, ne peut commencer que lorsqu'il est fait; elle part d'une hypothèse. En admettant la raison comme seule source de connaissance, on s'abusait donc singulièrement sur ce que l'on faisait. On croyait se placer dans une position désintéressée, et l'on avait déjà pris parti entre les systèmes rivaux. On croyait éviter l'hypothèse; on ne soupçonnait point avoir fait un choix. L'illusion était facile, car c'est assurément une nécessité de penser les idées nécessaires, mais ce n'en est plus une de ne penser qu'elles. Ceci est entièrement gratuit, et c'est à ce point qu'à notre insu se glissait une conception arbitraire de la science et de la méthode.

M. Schelling cherche quelle est la plus naturelle des deux hypothèses. S'il y a une philosophie, elle est l'œuvre de la libre pensée, de l'intelligence affranchie de toute autorité extérieure. Ce n'est ni d'une tradition, ni d'un livre sacré, c'est de l'esprit humain qu'elle

relève: elle ne se conçoit qu'à cette condition. Mais cela nous laisse ignorer si elle est l'œuvre de la raison seule, car la raison n'est pas toute la pensée. L'idée préliminaire de la philosophie ne nous apprend donc rien sur le choix à faire. Que nous conseille le désir instinctif de l'esprit? Nous incline-t-il vers la méthode logique? Voulons-nous primitivement concevoir toutes choses comme nécessaires? Évidemment non. Nous sentons, en contemplant les choses de ce monde, qu'elles pourraient ne pas être, qu'elles pourraient être autrement, qu'elles sont accidentelles. La pensée d'un monde où la liberté a sa place donne d'ailleurs à l'intelligence la joie et l'essor. Rien, au contraire, n'appauvrit l'esprit, ne le désenchante, ne l'engourdit comme le fatalisme. L'humanité témoigne en notre faveur : toutes les révélations religieuses prétendent donner une histoire. Le Dieu de la conscience universelle est un Dieu personnel et libre. Nous avons donc pour préférer la méthode historique le vœu naturel de l'intelligence et le consentement de l'humanité; nous avons tous les instincts qui protestent en l'homme contre le panthéisme; nous avons les souveraines certitudes de la morale qui décident toujours, en définitive, du sort des philosophies et qui supposent la liberté de l'homme et la personnalité de Dieu. Ces motifs réunis nous décident. La méthode logique n'avait pour elle qu'une illusoire nécessité. Il faut donc ne pas laisser la raison usurper toute notre pensée. Telle est la conclusion de M. Schelling.

Est-ce à dire que l'on doive bannir la raison de la philosophie et ne plus consulter que l'expérience? Autant vaudrait dire qu'il n'y a plus de philosophie. Quelle valeur et quelle place garde donc la méthode logique? Nous ne connaissons rien véritablement avant de connaître Dieu. Toute science, jusque-là, est fragmentaire, provisoire, incertaine. Un objet n'est connu que lorsqu'on a déterminé sa place dans l'ensemble, son rapport avec la cause suprême. On ne le peut, si l'on n'a pas l'idée de Dieu. Il faut d'abord l'obtenir pour faire ensuite à sa lumière l'histoire du monde. Mais l'idée de Dieu ne s'obtient pas immédiatement : elle est de toutes la moins simple, la plus riche, la plus complexe. Comment y arriver? Dieu ne se révèle que par son œuvre. C'est la création qui nous le fera connaître. Il nous faut donc partir du monde pour arriver à la cause suprême. On ne descend pas nécessairement de Dieu au monde, mais on remonte nécessairement du monde à Dieu, de l'effet à la cause. C'est donc par un chemin nécessaire, par la méthode logique, que nous arrivons à l'idée de Dieu. La méthode logique est celle des prélimi-

naires de la science; la philosophie moderne, en la suivant d'abord, n'a donc point erré à l'aventure; elle obéissait à un instinct qui ne la trompait pas; elle commençait par le vrai commencement; elle procédait comme il faut pour arriver à l'idée de Dieu. C'était la préface de la science; elle a cru posséder toute la philosophie; c'est là son erreur. La méthode logique, légitime à sa place, devient fausse en devenant exclusive. Il fallait du reste l'abus qu'on en a fait pour en connaître la juste portée, pour savoir ce qu'elle donne et ce qu'elle refuse, pour la bien employer désormais. Elle a livré tous ses aveux; on a d'elle une complète expérience.

L'histoire de la pensée européenne se divise, d'après ce point de vue, en deux époques. De Descartes à Hégel, la philosophie remonte à Dieu pour atteindre son idée. Il lui reste maintenant à redescendre de Dieu au monde, à faire l'histoire de l'univers : c'est la vraie et définitive science, puisque seule elle fait connaître les choses dans leur ordre véritable et reproduit une image fidèle de la réalité; l'autre science ne fait que la préparer. La philosophie moderne, jusqu'à ce jour, n'est donc que l'introduction du vaste système que l'esprit humain se compose dans le cours de ses méditations séculaires. L'ancienne philosophie de M. Schelling sert pareillement d'avenue à son nouveau système : il ne la renie pas, il la complète et la corrige ainsi.

M. Schelling développe ces idées dans son cours d'introduction; il y formule nettement l'expérience que trois siècles nous ont donnée de la logique; il montre qu'il faut se résoudre au panthéisme ou associer à la raison un autre principe de connaissance, l'expérience. C'est beaucoup que d'avoir aussi bien établi la question; c'est un pas important fait pour la résoudre. M. Schelling prend parti contre la philosophie exclusivement logique. Il n'est pas douteux que l'intelligence n'entre dans cette voie. On ne voudra plus se restreindre à la raison dès qu'on sera convaincu qu'elle nous refuse un Dieu personnel. Mais si, dans la pratique, les résultats d'une philosophie suffisent à déterminer sa valeur, il n'en est plus ainsi dans la science. On ne fait pas une critique décisive d'un système quand on se borne à en signaler ses conséquences, et les autres raisons que donne M. Schelling contre la philosophie logique ne sont guère solides.

Il parle du vœu de l'intelligence. Ne serait-ce pas celui du sentiment ou de l'imagination plutôt que celui de la pensée, et, dans tous les cas, préférence individuelle et sujette à varier? Il atteste le consentement de l'humanité. Le christianisme seul admet un Dieu personnel et une création libre. L'islamisme annonce un Dieu personnel,

mais il a pour dogme le fatalisme. Restent les mythologies. Leurs dieux innombrables sont, il est vrai, personnels; ne nous laissons pas cependant abuser par cette apparence : ils étaient tous, à le bien prendre, les plus élevés même, des divinités subalternes. Par-delà ces hiérarchies et ces multitudes se cachait dans un éternel mystère leur invisible monarque. Cet être suprême, seul ainsi vraiment Dieu, était-il personnel? La question est là. Il ne l'est pas dans l'Inde ni dans ce vaste et secret Orient de l'Asie qui adore Bouddha. Si l'on assemblait les peuples et que l'on passât aux voix, les suffrages ne se réuniraient sûrement pas pour un Dieu personnel et une création libre. M. Schelling veut ensuite obtenir par la logique l'idée de Dieu, il entend d'un Dieu personnel et libre; mais si la raison peut concevoir cette idée, elle n'est plus coupable de panthéisme, et toutes les protestations de M. Schelling contre elle tombent alors nécessairement. Ce point et d'autres encore ne sont pas suffisamment éclaircis. Voilà bien des obscurités et des lacunes : elles n'aident pas à la conviction.

De l'introduction je passe au système. Dieu crée par un acte de sa volonté. Mais si le décret est libre, une fois prononcé, il se réalise par un procédé constant. Dieu crée d'après les lois éternelles que l'existence a en lui. Ce procédé de la création est le mystère même de la vie, et la plus superbe hardiesse, ou mieux, la plus grave aberration de quelques philosophes en Allemagne, a été de vouloir surprendre ce secret. Comment donner ici une idée de ces spéculations ontologiques si nouvelles pour nous, si étrangères à toutes les habitudes de la pensée française? Je ne m'aventurerai pas dans ces difficiles obscurités. Il suffit de savoir que M. Schelling distingue trois principes ou facteurs de l'existence.

Et d'abord, un principe de l'existence absolue, indéterminée, en quelque sorte aveugle et chaotique. Ce n'est pas elle que le monde nous offre. Il y a donc une énergie rivale qui lui résiste et la restreint. La lutte de ces deux puissances et le triomphe progressif du second principe ont produit la variété des êtres et le développement toujours plus parfait de la création. Ce dualisme, partout manifeste dans la nature, n'est pourtant pas le fait suprême. Ces puissances ennemies sont toutes deux soumises à une troisième, qui les unit. C'est lorsque la lutte s'achève par la réduction complète de l'existence aveugle que ce troisième principe apparaît enfin avec l'homme, avec l'esprit. L'esprit possède en soi tous les principes de l'existence; mais la guerre qu'ils se livraient dans la nature est apaisée en lui :

la matière aveugle est entièrement transfigurée; tout est clarté, lumière, harmonie. L'existence est arrivée à sa plus parfaite expression en l'homme, fidèle image de Dieu. A l'exemple de Dieu, il est libre aussi; il est maître de lui rester uni ou de s'en détacher, de demeurer ou non dans l'harmonie.

L'expérience seule nous apprend ce qui s'est passé. L'état de l'homme atteste la chute : encore ici le décret est libre, mais il se réalise d'après des lois nécessaires. L'harmonie originaire de l'homme ne pouvait être troublée que si l'existence aveugle, vaincue, reprenait son empire. Aussitôt la puissance rivale de résister et la lutte de recommencer. L'homme tomba donc en s'asservissant au principe de la matière. Un conflit pareil à celui qui produisit la nature dut alors se renouveler : seulement cette guerre, au lieu de se passer au dehors, dans le monde réel, fut intérieure. Elle ne remplit plus de son trouble les espaces de l'univers; elle n'agita que les profondeurs de la conscience humaine, et l'homme fut en proie à ce déchaînement qu'il avait provoqué. Pendant de longs siècles, il est comme dépossédé de lui-même; il n'est plus l'hôte de la raison divine; il devient celui de puissances titaniques, désordonnées, qui renouvellent en lui leurs anciennes discordes. Mais la conscience de l'homme est essentiellement religieuse; les principes qui la dominent sont pour elle des forces divines. Il devait donc lui apparaître des dieux étranges, que nous ne pouvons plus concevoir, et elle ne pouvait pourtant s'affranchir de cette tumultueuse vision. La lutte qui avait une première fois produit le monde produisit alors les mythologies. Elle suivait, du reste, les mêmes phases, et le principe de la matière, toujours mieux réduit, fut à la fin entièrement dompté. C'était la nature, mais non pas dans son harmonie actuelle; c'étaient les orages du monde avant son achèvement; c'était le mystère de la création que célébraient les anciennes mythologies. Leurs rites et leurs histoires sacrées retraçaient les diverses journées de cette grande semaine qui précéda l'homme; les aventures des dieux en figuraient les évènemens. Le christianisme vint ensuite terminer cette œuvre. Après ces vastes préliminaires, il créa l'homme, pour ainsi dire, une seconde fois, et le rendit à lui-même et au vrai Dieu.

Cette conception des mythologies étonnera par sa nouveauté et son mysticisme; elle mérite d'être bien comprise. Les mythologies deviennent ainsi pour l'homme déchu une nécessité à laquelle il n'a pu se soustraire, une phase de son histoire qu'il devait inévitablement traverser. On a voulu les expliquer, sinon dans leur contenu,

du moins dans leur forme, comme une libre fiction; mais il doit y avoir quelque nécessité à un fait aussi universel. Il serait d'ailleurs impossible de comprendre autrement l'empire absolu et souvent tragique que ces croyances exerçaient. Plus elles paraissent inconcevables, plus il semble évident que des peuples d'un beau génie et d'une haute sagesse n'auraient pas toujours subi leur loi s'ils avaient été libres de s'en affranchir, n'auraient pas gardé leur foi à de tels dieux si ces dieux n'avaient été les souverains naturels de leur conscience.

M. Schelling pense aussi que l'esprit humain était alors dans un état très différent de son état actuel. Il a vivement senti tout ce que les mythologies ont d'original et de distinctif. L'illusion de l'homme peuplait le ciel d'une multitude confuse de divinités bizarres, de formes effrayantes, qu'une imagination en délire semble seule avoir pu rêver. De ces myriades de dieux, pas un n'avait un incrédule: ils trouvaient une foi profonde, ils avaient des temples magnifiques et un culte majestueux. On voit bien que la nature était alors toute-puissante sur l'homme; mais la fascination qu'elle exerce quelquefois sur nous ne suffit pas à nous expliquer ces temps passés: elle n'évoque plus des formes pareilles, elle est une passagère extase, et le fait qu'il s'agit de comprendre est un fait constant, qui garde le plus souvent un caractère tranquille. Elle est d'ailleurs un poétique entraînement: c'est par sa beauté que la nature nous charme, et les mythologies ont peu de rapports avec la poésie. Les Égyptiens, sur qui le polythéisme a exercé un empire si absolu, étaient le moins poète de tous les peuples. Les Hindous, au contraire, avec leur brillante imagination, leur ame impressionnable, leur enthousiasme exalté, entourés de toutes les féeries de la nature, ont une belle et riche poésie, et pourtant leurs divinités sont, entre toutes celles de l'Orient, les plus grotesques et les plus monstrueuses. La mythologie ne fut poétique qu'à son dernier jour en Grèce, lorsqu'elle cessait d'être une religion. Là, sur les sommets de l'Olympe, avant de quitter la terre, elle évoqua des dieux d'une idéale beauté; mais ces dieux vinrent dans un âge incrédule, et ne trouvèrent pour adorateurs qu'un peuple léger d'artistes qui se jouait librement de la troupe immortelle. L'homme, aux siècles mythologiques, vivait donc d'une vie dont rien dans la nôtre ne peut nous donner l'idée. Nous ne pouvons nous transporter dans ces croyances; il y a là un fait psychologique qui n'a pas encore assez attiré l'attention.

Ce n'est pas tout. La servitude que les mythologies font peser sur l'homme est humiliante et douloureuse. Un mystérieux délire

lui fait violence. Des dieux licencieux ou cruels, infâmes ou terribles, qui font souvenir des voluptés et des fureurs de la nature, exercent sur lui leur tyrannie. Les sauvages emportemens des fêtes antiques, les orgies de la bonne déesse, chez les peuples les plus civilisés des prostitutions sacrées et des victimes humaines, des rites d'adultère et de sang, cet abaissement et cette infortune de l'homme, tout cela est-il dans l'ordre? M. Schelling ne le pense pas; il voit dans les mythologies une chute, mais tout à la fois un relèvement. Elles ne sont point isolées, elles ont un intime rapport, elles forment un vaste cycle. Il ne faut pas voir en elles seulement des expressions variées, en quelque sorte des métaphores différentes d'une même pensée, comme on l'a souvent voulu. Elles sont les phases successives d'une même évolution, les degrés divers d'une même série.

Ces vues générales ne sont pas les seules intéressantes dans le cours de M. Schelling. La manière dont il explique l'origine de la diversité des peuples mérite surtout d'être remarquée. Comment l'unité primitive de la famille humaine a-t-elle été brisée? La dispersion des hommes sur la terre n'explique pas ce fait. On voit des tribus séparées par de grandes distances et vivant sous des climats divers conserver le souvenir de leur parenté et garder indélébile le type de leur commune origine. Les sociétés humaines auraient donc fort bien pu demeurer unies en une vaste confédération, comme les provinces d'un même empire. La diversité des peuples n'est pas davantage la suite de quelques hostilités. Un peu de sang répandu n'isole pas à toujours l'homme de l'homme. Les hordes arabes sont sans cesse à guerroyer, et ces tempêtes passagères ne laissent pas plus de trace que le simoun sur les sables du désert. La différence des races ne rend pas compte non plus de la diversité des peuples; elle a allumé des haines terribles, mais elle ne pourrait expliquer que l'antipathie mutuelle des peuples, et un peuple ne se borne pas à nier les autres; son unité est très positive. On voit d'ailleurs des peuples différens sortis d'une même race, et quelquefois un peuple puissamment organisé issu de plusieurs races. La diversité d'origine n'a même pas toujours été effacée; elle s'est perpétuée dans les castes : il n'y a pas eu fusion, il y a cependant unité. Aucune de ces causes ne suffit donc. Serait-ce la diversité des langues qui aurait divisé les hommes? Elle-même a besoin d'être expliquée. Les langues cachent une philosophie; l'étymologie est plus qu'une dérivation de mots : elle donne une généalogie des idées, elle trahit la secrète pensée des peuples sur les rapports des choses, sur les harmonies du

moral et du physique, sur la nature, sur l'ame et sur Dieu. Les divisions, les formes, les lois de la grammaire, supposent toute une logique. Il y a dans chaque langue comme un système du monde; la diversité des langues trahit donc une diversité de vues sur l'univers, dont la plus haute et la plus vraie expression est dans la diversité religieuse. C'est là le fait auquel nous sommes forcés d'arriver pour expliquer la diversité des peuples : les autres causes étaient insuffisantes, celle-ci ne l'est plus. Le polythéisme, en brisant l'unité de Dieu, brisa celle de l'humanité. Lorsqu'une nouvelle mythologie s'enfantait, tout subissait une altération chez ceux qu'affectait cette crise. La pensée se troublait jusque dans ses plus secrètes profondeurs; la langue se modifiait sous cette influence, et il apparaissait une religion, un idiome, un peuple nouveau, qui se détachaient de la souche commune. Il fallait que le Dieu un fût rendu aux hommes pour qu'ils pussent retrouver le souvenir de leur unité perdue. Ce ne sont donc point les peuples qui ont créé leurs mythologies; ce sont les mythologies qui ont produit les peuples. Chacun d'eux a reçu de la sienne l'existence et toutes ses destinées. Ces idées sont développées par M. Schelling avec largeur et puissance. La majesté du récit, la simplicité de l'ordonnance, font de son cours sur les mythologies une œuvre d'artiste aussi bien que de penseur. De tous les systèmes proposés sur ce sujet, le sien est assurément le plus grand et le plus original; mais enfin c'est un système, le temps n'en est pas encore venu, et je craindrais fort pour ce beau poème un aristarque orientaliste.

La philosophie de la révélation couronne le système de M. Schelling. J'ai le regret d'en pouvoir à peine parler. C'est ici que M. Schelling abuse le plus de son hypothèse ontologique. Ses démonstrations en prennent quelque chose de si étrange, que les résumer serait le sûr moyen de les rendre inintelligibles. Quelques mots seulement. La suite naturelle de la chute était la ruine de l'homme. En tombant, il donna l'empire absolu de lui-même au principe de la matière; ce principe, en l'envahissant tout entier, aurait anéanti l'esprit, c'est-à-dire l'homme. Cela n'est pas arrivé. Une volonté s'est donc opposée à notre perte, et cette volonté, qu'il faut chercher ailleurs qu'en l'homme, ne peut se trouver qu'en Dieu. La chute n'était réparée que si le principe de la matière était de nouveau réduit. Il ne pouvait l'être que par la force rivale, comme dans la création. Cette force apparut alors soumise à Dieu et tout à la fois unie à une race coupable, elle devint le Verbe médiateur, elle sauva l'humanité dé-

chue. Dans sa lutte contre le principe de la matière, elle produit les mythologies, mais elle ne les traverse que pour les dépasser; c'est pour elle le chemin et non pas le but. Les religions sont les anneaux d'une même chaîne, mais la dernière est essentiellement différente de celles qui l'ont précédée. Les dieux des mythologies n'existent que dans la conscience, et n'ont du reste aucune réalité. Le Verbe du christianisme apparaît en chair et se mêle aux hommes comme une personnalité distincte. Le christianisme n'est point la plus parfaite des mythologies; il les abolit. Dans les mythologies, l'homme est désuni du vrai Dieu; dans le christianisme, il lui est uni de nouveau; il est réintégré dans l'harmonie, et comme autrefois souverain, non plus esclave de la nature.

Je devrais maintenant aborder avec M. Schelling les grands problèmes d'une philosophie de la révélation. J'ai dit ce qui m'empêchait de le faire. Il suffit de savoir qu'il admet tous les dogmes de l'église, l'incarnation, la résurrection, l'ascension; l'Évangile n'est plus un mythe; il demeure une histoire au sens réel du mot. La religion ne sera point dépossédée par la philosophie; mais le dogme, au lieu d'être imposé par une autorité extérieure, sera librement compris et accepté par l'intelligence. La foi ne disparaîtra pas devant la raison, elles seront désormais conciliées. De nouveaux temps s'annoncent. Le catholicisme relevait de saint Pierre; la réforme, de saint Paul, qui, sans la tradition, fut immédiatement éclairé de Dieu; l'avenir relèvera du disciple préféré, de saint Jean, l'apôtre de l'amour, et nous verrons enfin la victoire complète du christianisme, l'homme affranchi de toutes les servitudes, et d'un bout de la terre à l'autre les peuples prosternés dans une même adoration, unis par une même charité.

Tout le système de M. Schelling est une apologie du christianisme. Méthode historique, conception d'un dieu personnel et d'une création libre, théorie des mythologies, tout concourt également à cette fin. Contestez à M. Schelling la vérité du christianisme, et sa philosophie est entièrement ébranlée; réfutez-le sur ce point, le reste croule aussitôt : il n'en subsiste plus rien. Ceci nous fera sentir la justesse de l'appréciation que M. Leroux a prétendu faire de M. Schelling. M. Leroux entreprenait une œuvre difficile; il n'avait guère pour renseignement qu'une lettre insignifiante de la *Gazette d'Augsbourg*. Il en fut conclu que M. Schelling, le plus illustre philosophe de son pays, était, ou peu s'en faut, en Allemagne ce que M. Leroux est en France : c'est une méprise. Pour ne pas parler de ce que j'ignore,

je ne dirai rien de la méthode de M. Leroux : je n'ai pu encore la découvrir; mais M. Leroux et M. Schelling ont des vues tout opposées sur Dieu et sur l'humanité, sur les mythologies et sur le christianisme. Sur quoi sont-ils donc d'accord? Si je cherche en Allemagne les idées de M. Leroux, je ne les trouve que dans la gauche hégelienne. Avec Strauss, M. Leroux nie la personnalité de Dieu, et voit dans l'Évangile un mythe. Avec les *Annales allemandes*, il prêche la démagogie et l'épicuréisme social. M. Leroux a exalté M. Schelling et déprécié Hégel à plaisir. Il a tourné toute sa grosse artillerie contre ses amis. C'est à M. Schelling qu'il devait adresser ses superbes dédains. M. Schelling croit encore au christianisme, et M. Leroux ne cesse de nous répéter que c'est là aujourd'hui une superstition indigne des honnêtes gens. Il y a lieu de croire que M. Leroux juge aussi bien l'avenir que la philosophie allemande.

M. Schelling nous a-t-il apporté cette vérité que nous cherchons en vain jusqu'ici? A-t-il prononcé la parole qui doit terminer nos doutes? Je le voudrais penser, je ne le puis. M. Schelling explique, au moyen de son hypothèse ontologique, la nature et l'histoire, les mythologies et le christianisme, tout en un mot; mais cette hypothèse n'a pas de fondement. Le système entier repose donc sur des principes arbitraires. M. Schelling, il est vrai, trouve dans ces principes des ressources imprévues, il les manie avec une dextérité qui leur fait simuler les mouvemens de l'histoire, il sait en tirer un merveilleux parti. Mais la souplesse de ces hypothèses à se plier aux exigences des faits vient surtout de l'habileté de celui qui les emploie et de ce qu'elles ont de vague. M. Schelling en déduit une philosophie chrétienne : on pourrait également en tirer tout autre système. A chaque instant, le fil logique casse, et M. Schelling le renoue à sa guise. On dirait chez M. Schelling deux hommes : un éloquent penseur, une intelligence robuste, un goût naturel de ce qui est simple et sublime, et, à la fois, un esprit crédule à de vaines abstractions qui, chez tout autre, sembleraient frivoles plus que profondes. C'est à se demander si c'est là une recherche sérieuse ou un amusement de la pensée. M. Schelling fait preuve d'une subtilité et d'un esprit d'ensemble remarquables, en expliquant par ses trois principes l'infinie variété des choses. On reconnaît l'intuition d'un poétique et vaste génie dans cette ordonnance, si riche de détails et si une, et l'on regrette d'autant plus que M. Schelling, en réussissant à tout faire dériver de principes incertains, n'ait réussi qu'à tout compromettre.

Ce procédé aventureux était celui de la philosophie allemande

immédiatement avant Hégel, qui redonna à la science la rigueur qu'elle avait perdue. Sa philosophie a des erreurs, on la dépassera sûrement. Mais les systèmes ne se succèdent pas au hasard. La liberté humaine est ici, comme dans toute notre œuvre, associée à une nécessité divine. Il n'est point de philosophies inutiles et que l'on doive absolument renier : chacune, appelée par celles qui la précèdent, prépare celles qui la suivent; toutes ont quelque vérité à transmettre. L'homme, en avançant sur sa route, n'oublie et ne perd que ses erreurs. Or, dans le système de Hégel, la logique est la plus importante et la plus belle découverte. M. Schelling devait donc la recevoir, ou tout au moins la réfuter. Il n'en a rien fait; il semble presque vouloir l'effacer des esprits par son silence, ou, s'il parle de Hégel, c'est avec un langage plus pompeux que noble. M. Schelling ici ne sait pas être juste, il ne traite qu'avec dédain cette puissante philosophie qui pèse sur l'Allemagne. A l'entendre, on dirait une superfluité, une plante parasite venue on ne sait pourquoi. Il appelle à un progrès nouveau, et la première condition qu'il impose est de rebrousser quarante années en arrière; il ne veut rien accepter de son rival. M. Schelling s'est rendu par là un funeste service. Il rejette sans forme de procès la logique de Hégel. C'est refuser de satisfaire à l'une des exigences intellectuelles de l'époque. C'est s'interdire le succès, car on ne quittera Hégel que pour une philosophie qui respectera tout ce qu'il a de vrai et saura se l'assimiler. C'est retourner aux conjectures précaires que l'on hasardait avant le grand logicien, et elles sont aujourd'hui justement discréditées.

Ce défaut de rigueur se remarque partout. L'idée de la liberté est l'idée capitale du système; elle en fait l'originalité : c'est elle qui le distingue de toutes les philosophies précédentes. Il importait assurément de la bien déterminer; elle demeure pourtant toujours indécise et obscure. La liberté est un fait très divers et très complexe; elle n'est pas en Dieu ce qu'elle est en l'homme; elle n'est pas en l'homme toujours la même. Le christianisme du moins le pense ainsi. La vraie liberté, d'après lui, est celle d'une volonté immuablement sainte, car le mal est l'esclavage : le libre arbitre est donc moins la liberté que le choix entre elle et la servitude, il n'est donné à l'homme que pour le temps de son épreuve, et pour l'introduire à une liberté meilleure.

Quoi qu'il en soit de l'homme, la liberté, en Dieu, n'est pas le libre arbitre. Sa volonté n'hésite pas entre un oui et un non, un choix sans motif serait indigne de celui qui est la raison suprême. Un choix

motivé n'est pas plus concevable. Dieu se détermine infailliblement pour le meilleur parti; impossible qu'il en prenne un autre, impossible même qu'un autre se présente à lui et le sollicite. Il n'y a donc jamais pour lui d'alternative et de choix. Un choix d'ailleurs suppose une exclusion, et ne se conçoit que chez un être fini. Un choix suppose une époque, et ne se conçoit que dans le temps. On ne peut le comprendre dans l'être éternel et infini. Cet être n'a qu'une volonté unique, permanente, toujours la même. Nous sommes encore ici dans l'ordre de la volonté, toutefois aussi dans l'ordre éternel. Or, ce qui est éternel, immuable, nous apparaît comme nécessaire : la liberté, en Dieu, se transforme donc en nécessité; mais la nécessité, en Dieu, ne lui est imposée que par lui-même, elle est donc absolue liberté. En Dieu, la liberté et la nécessité ne sont plus contradictoires, elles sont inséparablement unies et parfaitement adéquates.

M. Schelling n'établit pas de différence entre la liberté de Dieu et celle de l'homme, et parle toujours de la première comme d'un choix. Il en fait ainsi moins une liberté qu'un arbitraire. On peut malheureusement aussi bien lui reprocher le fatalisme. L'homme est, après la chute, soumis au mouvement mythologique et ne peut pas s'y soustraire : il n'est plus libre. Le redevient-il avec le christianisme? Nullement. L'esprit humain se développe dès-lors dans la philosophie, comme autrefois dans la mythologie, sous l'empire d'une loi inflexible. Les systèmes se succèdent par une raison nécessaire, et chacun apporte avec lui une morale différente. Le bien et le mal varient sans cesse, ou, mieux, il n'y a ni bien ni mal, tout a raison d'être en son temps. Plus de règle éternelle du juste, et par conséquent plus de conscience, plus de responsabilité. La liberté n'a donc pu se trouver que dans l'acte de la chute. Ici j'ai des doutes. Il me semble que M. Schelling croit tout développement de l'humanité impossible sans la chute; dans ce cas, elle est un bien, elle cesse d'être une chute, elle devient nécessaire : Dieu lui-même a dû la vouloir et l'ordonner. Quoi qu'il en soit de ce point que je n'ose résoudre, le fatalisme pèse sur tout le reste de l'histoire, et sommes-nous bien loin avec lui des conséquences morales du panthéisme? Baader disait à ce propos que la nouvelle philosophie de M. Schelling était une belle pénitente qui se souvenait encore avec trop de douceur de sa faute passée.

M. Schelling croit avoir jeté les bases d'une philosophie chrétienne et pacifié enfin la foi et la science, depuis si long-temps ennemies. Voyons s'il y a réussi. M. Schelling a démontré qu'une philosophie

exclusivement logique ne pouvait être chrétienne; avec elle, on ne conçoit ni la personnalité de Dieu, ni une libre création: l'illusion, à cet égard, est désormais impossible; on le doit à M. Schelling. Il ne confond point le christianisme avec les mythologies: Jésus-Christ ne devient plus seulement le symbole de l'humanité, il demeure le Verbe incarné que l'église adore.

M. Schelling est jusque-là d'accord avec le christianisme; voici les différences. Le christianisme, d'après M. Schelling, se distingue des mythologies sans les contredire. Il n'est point sur un autre chemin; les mythologies fraient la route vers lui; sans elles, il n'aurait pu s'accomplir; elles le préparent; elles en sont pour ainsi dire les propylées. Évidemment, ce n'est pas là ce que pense le christianisme. L'idolâtrie et le péché sont pour lui même chose; il n'excuse d'aucune manière les mythologies; il s'oppose au culte des idoles comme le bien au mal; ce culte n'a point ramené vers Dieu; il n'a fait qu'égarer loin de lui. M. Schelling n'est pas plus orthodoxe dans ses vues sur le judaïsme. A vrai dire, on ne sait guère à quoi demeure bon un peuple élu, une fois que les mythologies préparent et annoncent le christianisme, et M. Schelling se montre fort embarrassé de ce qu'il en doit faire.

Arrivé au christianisme, il n'en donne qu'une explication ontologique et néglige l'explication morale : c'est le dénaturer. Il éclaire le mystère des deux essences unies dans le Verbe incarné, plutôt que celui de l'expiation. L'évènement moral est ici le grand évènement, celui qu'il faut avant tout expliquer; les autres en dépendent, et, sans lui, on ne les comprend pas. Le christianisme ordonne majestueusement, d'après cette pensée, ce qu'il raconte de Dieu et de l'homme, du ciel et de la terre, du temps et de l'éternité. Il ne connaît que deux peuples, l'église et le monde; qu'une guerre, celle du bien et du mal. L'usage que les créatures font de leur volonté pour se donner ou se refuser à Dieu décide de toutes leurs destinées. Cette philosophie, la plus simple et la plus pratique, la plus auguste et la plus vraie, est celle de l'Évangile. Aussi l'Évangile adresse-t-il toutes ses paroles à la conscience. Il ne serait plus lui même, il ne ferait plus son œuvre, ses histoires si suaves d'onction perdraient leur vertu sur les ames, dès que le sens suprême des récits divins serait un autre que la clémence et l'amour. Dans le système de M. Schelling, Jésus-Christ est plutôt le démiurge que le rédempteur. A ce titre, il aurait pu faire des miracles sur la nature; il n'aurait pas changé les volontés ni guéri les cœurs; c'est là pourtant son pre-

mier soin. Les sages et les heureux du siècle seraient alors accourus à lui, et non pas seulement des affligés de tout nom, de pauvres péagers et de saintes femmes; magnifique cortége de douleurs consolées et de ferventes adorations qui se pressait autour de cet humble roi. Le rédempteur est sans doute aussi le démiurge : mais M. Schelling intervertit les rôles : du subalterne il fait le premier, comme il arrive dans ces évangiles désavoués par l'église et tout brodés de légendes merveilleuses et d'imaginations orientales. Ce n'est là qu'une philosophie apocryphe du christianisme.

M. Schelling ne satisfait donc ni aux exigences de la logique ni à celles de la liberté; il ne concilie pas la foi et la science; il les mécontente toutes deux. Il a montré que la raison conduit inévitablement au panthéisme; il a rendu plus vif le besoin de le dépasser, il n'en a pas donné les moyens.

M. Schelling ne fait pas école à Berlin. Le roi lui témoigne toujours une haute faveur. Ce prince, qui médite Platon dans l'original, fait autographier le cours de M. Schelling et se le fait lire le soir. C'est pour l'heure la philosophie officielle. Son succès ne va pas plus loin. Les hégeliens en triomphent, et prennent fort bien leur parti de la malveillance que leur montre le gouvernement. Un petit martyre n'est pas sans avantage pour qui semble avoir raison. La lutte de M. Schelling et des hégeliens a du reste perdu beaucoup de son importance, depuis qu'on s'est aperçu qu'elle ne déciderait pas la querelle qui divise aujourd'hui les esprits sur le christianisme.

M. Schelling ne fait guère de conversions; on ne parle que d'Henning et du romancier Mundt. Cependant l'orage grossit : M. Schelling ne ménage pas ses adversaires; il les traite durement, et ceux-ci se vengent. Chacun se met de la partie : les linguistes cherchent querelle à ses étymologies, les théologiens à son exégèse, les philosophes le prennent en défaut de logique. On va même jusqu'à contester ses services passés. Il en est qui l'accusent de s'être fait autrefois le plagiaire de Spinosa et de Jacob Bœhme. Ceci devient de l'injustice et de la diatribe. Sauf les élèves de l'excellent théologien Néander, et les plus clairvoyans ne doivent pas être sans défiance, la jeunesse n'est pas pour M. Schelling. Elle court aventureusement aux ruines que fait la logique de Hégel. Elle a protesté de sa fidélité en donnant une sérénade à Marheineke, et ce patriarche de la théologie hégelienne a pu se vanter belliqueusement, dans son allocution, que l'ennemi n'avait pas gagné un pouce de terrain.

Le grand débat qui se poursuit en Allemagne est donc loin d'être

terminé. La pensée cherche à franchir le cercle fatal que la logique a tracé autour d'elle; elle n'y réussit pas, elle demeure dans la forêt enchantée sans pouvoir trouver d'issue. L'école de Hégel se débande, il est vrai; la droite et la gauche, plus hostiles que jamais, se renient mutuellement. Watke, l'ornement de la gauche par son noble caractère et par son talent élevé, semble hésiter. On dit qu'il est près de passer à la théologie, pour trouver enfin une vérité positive. Mais aucun des systèmes opposés à Hégel n'a mérité l'assentiment public, et ne paraît avoir un durable avenir. Toutes ces philosophies diverses, si hautaines dans leurs prétentions, si chétives dans leurs résultats, impuissantes à rien fonder, ne sont habiles qu'à s'entredétruire. Il ne reste de tout ce labeur de l'intelligence qu'une critique insatiable qui n'épargne rien; ce nouveau déluge monte, grossit, s'étend, et menace déjà de son flot amer les hauts refuges cherchés contre lui.

Une crise pareille travaille le monde entier. Partout, chez les peuples européens, c'est un même ébranlement de croyances, une même angoisse des ames, un même désordre des esprits. Un doute dont on voudrait en vain se dissimuler la puissance nous obsède. Dans les temples, il murmure ses paroles à la multitude agenouillée, il trouble le prêtre devant l'autel. Dans le sanctuaire de la conscience, il nous attend encore, et nous propose l'utile à la place du juste, le bien-être au lieu du devoir. L'hôte funeste nous suit jusqu'auprès du foyer domestique, et là il argumente contre la famille et la propriété. Tout est mis en question, tout devient précaire, tout semble menacé. Le vieil Orient aussi est atteint du même mal, il s'étonne de ne plus croire, il se défie de ses dieux, qui ne le protégent pas contre nous. Pour la première fois, le scepticisme répand ses ombres sur toute la face de la terre, et, dans cette obscurité, la tristesse, la crainte et l'ennui nous prennent. Ce ne sera pas un logicien qui terminera ces vastes incertitudes. Ce ne sont pas ici jeux et difficultés d'école, mais cruelles et profondes perplexités. De grands évènemens les ont fait naître, de grands évènemens pourront seuls y mettre un terme.

A. Lebre.

EL BARCO DE VAPOR.

Après les voyages à dos de mulet, à cheval, en charrette, en galère, le bateau à vapeur nous parut quelque chose de miraculeux, dans le goût du chapeau de Fortunatus ou du bâton d'Abaris. Dévorer l'espace avec la rapidité de la flèche, et cela sans peine, sans fatigue, sans secousse, en se promenant sur le pont, en voyant défiler devant soi les longues bandes du rivage malgré les caprices du vent et de la marée, est assurément une des plus belles inventions de l'esprit humain. Pour la première fois peut-être, je trouvai que la civilisation avait son bon côté, — je n'ai pas dit son beau côté; — car tout ce qu'elle produit est malheureusement entaché de laideur, et trahit par là son origine compliquée et diabolique. Auprès d'un navire à voiles, le bateau à vapeur, tout commode qu'il est, paraît hideux. L'un a l'air d'un cygne épanouissant ses ailes blanches au souffle de la brise, et l'autre, d'un poêle qui se sauve à toutes jambes à cheval sur un moulin.

Quoi qu'il en soit, les palettes des roues aidées par le courant nous poussaient rapidement vers Cadix. Séville s'affaissait déjà dans le lointain; mais, par un magique effet d'optique, à mesure que les toits de la ville semblaient rentrer en terre pour se confondre avec les lignes horizontales du lointain, la cathédrale grandissait et prenait des proportions énormes, comme un éléphant debout au milieu

d'un troupeau de moutons couchés. Ce n'est qu'alors que je compris bien toute son immensité. Les plus hauts clochers ne dépassaient pas la nef. Quant à la Giralda, l'éloignement donnait à ses briques roses des teintes de saphir et d'aventurine qui ne semblent pas compatibles avec l'architecture dans nos tristes climats du nord. La statue de la Foi scintillait à la cime comme une abeille d'or sur la pointe d'une grande herbe. Un coude du fleuve déroba bientôt Séville à notre vue.

Les rives du Guadalquivir, du moins en descendant vers la mer, n'ont pas cet aspect enchanteur que leur prêtent les descriptions des poètes et des voyageurs. Je ne sais pas où ils ont été prendre les forêts d'orangers et de grenadiers dont ils parfument leurs romances. Des berges peu élevées, sablonneuses, couleur d'ocre; des eaux jaunes et troublées dont la teinte terreuse ne pouvait être attribuée aux pluies, attendu qu'il n'en était pas tombé une seule goutte depuis six mois: voilà tout. J'avais déjà remarqué sur le Tage ce manque de limpidité, qui vient peut-être de la grande quantité de poussière que le vent y précipite et de la nature friable des terrains traversés. Le bleu si dur du ciel y est aussi pour quelque chose, et par son extrême intensité, fait paraître sales les tons de l'eau, toujours moins éclatans. La mer seule peut lutter de transparence et d'azur contre un semblable ciel. Le fleuve allait toujours s'élargissant, les rives décroissaient et s'aplatissaient, et l'aspect général du paysage rappelait assez la physionomie de l'Escaut entre Anvers et Ostende. Ce souvenir flamand en pleine Andalousie est assez bizarre à propos du Guadalquivir au nom moresque; mais ce rapport se présenta à mon esprit si naturellement, qu'il fallait que la ressemblance fût bien réelle, car je ne pensais guère, je vous le jure, ni à l'Escaut ni au voyage que j'ai fait en Flandre il y a quelque six ou sept ans. Il y avait, du reste, peu de mouvement sur le fleuve, et ce que l'on apercevait de campagne au-delà des rives semblait inculte et désert; il est vrai que nous étions en pleine canicule, époque où l'Espagne n'est plus guère qu'un vaste tas de cendre sans végétation ni verdure; pour tout personnage, des héronns et des cigognes, une patte pliée sous le ventre, l'autre plongée à demi dans l'eau, attendant le passage de quelque poisson dans une immobilité si complète, qu'on les eût pris pour des oiseaux de bois fichés sur une baguette. Des barques avec des voiles latines posées en ciseaux descendaient et remontaient le cours du fleuve sous le même vent, phénomène que je n'ai jamais bien compris, quoiqu'on me l'ait expliqué plusieurs

fois. Quelques-uns de ces bateaux portaient une troisième petite voile en forme de triangle isocèle, posée dans l'écartement produit par les pointes divergentes des deux grandes voiles : ce gréement est très pittoresque.

Vers quatre ou cinq heures du soir, nous passions devant San-Lucar, situé sur la rive gauche du fleuve. Un grand bâtiment d'architecture moderne, construit avec cette régularité de caserne et d'hôpital qui fait le charme des constructions actuelles, portait à son frontispice une inscription quelconque que nous ne pûmes lire, ce que nous regrettons peu. Cette fabrique carrée et percée de trop de fenêtres a été bâtie par Ferdinand VII. Ce doit être une douane, un entrepôt ou quelque chose dans ce genre. A partir de San-Lucar, le Guadalquivir devient extrêmement large et prend des proportions de bras de mer. Les rivages ne forment plus qu'une ligne de plus en plus étroite entre le ciel et l'eau. C'est grand, mais d'une grandeur un peu sèche, un peu monotone, et nous nous serions assez ennuyés sans les jeux, les danses, les castagnettes et les tambours de basque des soldats. L'un d'eux, qui avait assisté aux représentations d'une troupe italienne, en contrefaisait les acteurs et surtout les actrices, paroles, chants et gestes, avec beaucoup de gaieté et d'entrain. Ses camarades riaient à se tenir les côtes et paraissaient avoir parfaitement oublié les scènes attendrissantes du départ. Peut-être bien aussi leurs Arianes éplorées avaient-elles déjà essuyé leurs yeux et riaient-elles d'aussi bon cœur. Les passagers du bateau à vapeur prenaient franchement part à cette hilarité et démentaient à qui mieux mieux la réputation de gravité imperturbable qu'ont les Espagnols dans le reste de l'Europe. Le temps de Philippe II, des vêtemens noirs, des golilles empesées, du maintien dévot, des mines froides et hautaines, est beaucoup plus passé qu'on ne le pense généralement.

San-Lucar laissé en arrière, par une transition presque insensible, on entre dans l'Océan, la lame s'allonge en volutes régulières, les eaux changent de couleur, et les visages aussi. Les prédestinés à cette étrange maladie que l'on nomme le mal de mer commencent à rechercher les angles solitaires et s'accoudent mélancoliquement au bastingage. Pour moi, je me perchai bravement sur la cabine qui avoisine les roues, étudiant ma sensation avec conscience, car, n'ayant jamais fait de traversée, j'ignorais encore si j'étais dévoué à ces inexprimables tortures; les premiers balancemens m'étonnèrent un peu, mais je me remis bientôt, et je repris toute ma sérénité. En débouchant du Guadalquivir, nous avions pris à gauche et nous sui-

vions la côte, d'assez loin toutefois pour ne la distinguer qu'avec peine, car le soir approchait, et le soleil descendait majestueusement dans la mer sur un escalier étincelant formé par cinq ou six marches de nuages de la plus riche pourpre.

Il était nuit noire lorsque nous arrivâmes à Cadix; les lanternes des vaisseaux, des barques à l'ancre dans la rade, les lumières de la ville, les étoiles du ciel, criblaient le clapotis des vagues de millions de paillettes d'or, d'argent, de feu; dans les endroits tranquilles, la réflexion des fanaux traçait, en s'allongeant dans la mer, de longues colonnes de flammes d'un effet magique. La masse énorme des remparts s'ébauchait dans l'épaisseur de l'ombre.

Pour nous rendre à terre, il fallut nous transborder, nous et nos effets, dans de petites barques dont les patrons, avec des vociférations effroyables, se disputaient les voyageurs et les malles à peu près comme autrefois à Paris les cochers de coucous pour Montmorency ou pour Vincennes. Nous eûmes toutes les peines du monde à ne pas être séparés, mon compagnon et moi, car l'un nous tirait à gauche, l'autre nous tirait à droite avec une énergie peu rassurante, surtout si l'on songe que ces débats se passaient sur des canots que le moindre mouvement faisait osciller comme une escarpolette sous les pieds des lutteurs. Nous arrivâmes pourtant sans encombre sur le quai, et après avoir subi la visite de la douane, nichée sous la porte de la ville, dans l'épaisseur de la muraille, nous allâmes nous loger à la calle de San-Francisco.

Comme vous pensez bien, nous étions levés avec le jour. Entrer de nuit dans une ville inconnue est une des choses qui irritent le plus la curiosité du voyageur; on fait les plus grands efforts pour démêler à travers l'ombre la configuration des rues, la forme des édifices, la physionomie des rares passans. De cette façon du moins l'effet de surprise est ménagé, et le lendemain la ville vous apparaît subitement dans tout son ensemble comme une décoration de théâtre lorsque le rideau se lève.

Il n'existe pas sur la palette du peintre ou de l'écrivain de couleurs assez claires, de teintes assez lumineuses pour rendre l'impression éclatante que nous fit Cadix dans cette glorieuse matinée. Deux teintes uniques vous saisissaient le regard, — du bleu et du blanc, — mais du bleu aussi vif que la turquoise, le saphir, le cobalt, et tout ce que vous pourrez imaginer de splendide en fait d'azur; mais du blanc aussi pur que l'argent, le lait, la neige, le marbre et le sucre des îles le mieux cristallisé. Le bleu, c'était le ciel, répété par la mer; le

blanc, c'était la ville. On ne saurait rien imaginer de plus radieux, de plus étincelant, d'une lumière plus diffuse et plus intense à la fois. Vraiment, ce que nous appelons chez nous le soleil n'est à côté de cela qu'une pâle veilleuse à l'agonie sur la table de nuit d'un malade.

Les maisons de Cadix sont beaucoup plus hautes que celles des autres villes d'Espagne, ce qui s'explique par la conformation du terrain, étroit îlot rattaché au continent par une mince langue de terre, et le désir d'avoir la vue de la mer. Chaque maison se hausse curieusement sur la pointe du pied pour regarder par-dessus l'épaule de sa voisine, et montrer la tête au-dessus de l'épaisse ceinture des remparts. Comme cela ne suffit pas toujours, presque toutes les terrasses portent à leur angle une tourelle, un belvédère, quelquefois coiffé d'une petite coupole; ces miradores aériens enrichissent d'innombrables dentelures la silhouette de la ville, et produisent l'effet le plus pittoresque. Tout cela est crépi à la chaux, et la blancheur des façades est encore avivée par de longues lignes de vermillon qui séparent les maisons et en marquent les étages : les balcons, très saillans, sont enveloppés d'une grande cage de verre, garnis de rideaux rouges et remplis de fleurs. Quelques-unes des rues transversales se terminent sur le vide et paraissent aboutir au ciel. Ces échappées d'azur sont d'un inattendu charmant. A part cet aspect gai, vivant et lumineux, Cadix n'a rien de remarquable comme architecture. Sa cathédrale, vaste bâtisse du XVIe siècle, quoique ne manquant ni de noblesse ni de beauté, n'a rien qui doive étonner après les prodiges de Burgos, de Tolède, de Cordoue et de Séville. C'est quelque chose dans le goût de la cathédrale de Jaën, de Grenade et de Malaga; une architecture classique avec des proportions plus effilées et plus sveltes, comme l'entendaient les artistes de la renaissance. Les chapiteaux corinthiens, d'un module plus allongé que le type grec consacré, sont très élégans. Comme tableaux, comme ornemens, de la richesse, rien de plus. Je ne dois pas cependant passer sous silence un petit martyr de sept ans crucifié; sculpture en bois peint d'un sentiment parfait et d'une délicatesse exquise. L'enthousiasme, la foi, la douleur, sont mêlés dans des proportions enfantines sur ce charmant visage de la manière la plus touchante.

Nous allâmes voir la place des Taureaux, qui est petite et réputée l'une des plus dangereuses d'Espagne. L'on traverse pour y arriver des jardins remplis de palmiers gigantesques et d'espèces variées. Rien n'est plus noble, plus royal qu'un palmier. Ce grand soleil de

feuilles au bout de cette colonne cannelée rayonne si splendidement dans le lapis-lazuli d'un ciel oriental! ce tronc écaillé, mince comme s'il était serré dans un corset, rappelle si bien la taille d'une jeune fille; son port est si majestueux, si élégant! Le palmier et le laurier-rose sont mes arbres favoris; la vue du palmier et du laurier-rose me cause une joie, une gaieté étonnante. Il me semble que l'on ne peut pas être malheureux à leur ombrage!

La place des Taureaux de Cadix n'a pas de *tablas* continues. D'espace en espace sont disposés des espèces de paravens de bois derrière lesquels se retirent les *toreros* trop vivement poursuivis. Cette disposition nous paraît offrir moins de sûreté. L'on nous fit remarquer les logettes qui contiennent les taureaux pendant la course; ce sont des espèces de cage en grosses poutres, fermées d'une porte qui se lève comme une vanne de moulin ou une bonde d'étang. Pour exciter leur rage, on les harcèle avec des pointes, on les frotte d'acide nitrique; enfin on cherche tous les moyens de leur envenimer le caractère. A cause des chaleurs excessives, les courses étaient suspendues; un acrobate français avait disposé au milieu du cirque ses tréteaux et sa corde pour le spectacle du lendemain. — C'est dans cette place que lord Byron a vu la course dont il donne, au premier chant du *Pèlerinage de Childe-Harold*, une description poétique, mais qui ne fait pas grand honneur à ses connaissances en tauromachie.

Cadix est serrée par une étroite ceinture de remparts qui lui étreignent la taille comme un corset de granit; une seconde ceinture d'écueils et de rochers la met à l'abri des assauts des vagues, et pourtant, il y a quelques années, une tempête effroyable creva et renversa en plusieurs endroits ces formidables murailles qui ont plus de vingt pieds d'épaisseur, et dont des tranches immenses gisent encore çà et là le long du rivage. Sur les glacis de ces remparts, garnis de distance en distance de guérites de pierre, on peut faire en se promenant le tour de la ville, dont une seule porte donne du côté de la terre ferme, et dans la pleine mer ou dans la rade voir aller, venir, décrire des courbes gracieuses, se croiser, changer de bordée et se jouer comme des albatros, les canots, les felouques, les balancelles, les bateaux pêcheurs, qui ne semblent plus au bord de l'horizon que des plumes de colombe emportées dans le ciel par une folle brise; plusieurs de ces barques, comme les anciennes galères grecques, ont à la proue, de chaque côté du taille-mer, deux grands yeux peints de couleurs naturelles, qui semblent veiller à la marche et donnent à

cette partie de l'embarcation une vague apparence de profil humain; rien n'est plus animé, plus vivant et plus gai que ce coup d'œil.

Sur le môle, du côté de la porte de la douane, le mouvement est d'une activité sans pareille. Une foule bigarrée, où chaque pays du monde a ses représentans, se presse à toute heure au pied des colonnes surmontées de statues qui décorent le quai. Depuis la peau blanche et les cheveux roux de l'Anglais, jusqu'au cuir bronzé et à la laine noire de l'Africain, en passant par les nuances intermédiaires café, cuivre et jaune d'or, toutes les variétés de l'espèce humaine se trouvent rassemblées là. Dans la rade, un peu au loin, se prélassent les trois-mâts, les frégates, les bricks, hissant chaque matin, au son du tambour, le pavillon de leur nation respective. Les navires marchands, les bateaux à vapeur, dont les cheminées éructent de la vapeur bicolore, s'approchent davantage du bord à cause de leur plus faible tonnage, et forment les premiers plans de ce grand tableau naval.

J'avais une lettre de recommandation pour le commandant du brick français *le Voltigeur*, en station dans la rade de Cadix. Sur la présentation de cette lettre, M. Lebarbier de Tinan m'avait gracieusement invité à dîner, ainsi que deux autres jeunes gens, à son bord, pour le lendemain vers cinq heures. A quatre heures, nous étions sur le môle, cherchant une barque et un patron pour faire le trajet du quai au navire, quinze ou vingt minutes tout au plus. Je fus très étonné lorsque le patron nous demanda un douro au lieu d'une piécette, prix ordinaire de la course. Dans mon ignorance nautique, voyant le ciel parfaitement clair, un soleil étincelant comme au premier jour du monde, je m'étais innocemment figuré qu'il faisait beau temps. Telle était ma conviction. — Il faisait au contraire un temps atroce, et je ne tardai pas à m'en apercevoir aux premières bordées que courut le canot. La mer était courte, clapoteuse, et d'une dureté effroyable. — Il ventait à décorner les bœufs. Nous sautions comme dans une coquille de noix, et nous embarquions de l'eau à chaque instant. Au bout de quelques minutes, nous jouissions d'un bain de pieds qui menaçait fort de se changer bientôt en bain de siége. L'écume des lames m'entrait par le collet de mon habit et me coulait dans le dos. Le patron et ses deux acolytes juraient, tempêtaient, s'arrachaient les écoutes et le gouvernail des mains. L'un voulait ceci, l'autre voulait cela, et je vis le moment où ils allaient se gourmer. La situation devint assez critique pour que l'un d'eux commençât à marmotter un tronçon de prière à je ne sais plus quel saint. Par

bonheur, nous approchions du brick, qui se balançait nonchalamment sur ses ancres, et semblait regarder d'un air de pitié dédaigneuse les évolutions convulsives de notre petite barque. Enfin, nous abordâmes, et il nous fallut plus de dix minutes pour pouvoir empoigner les tireveilles et grimper sur le pont.

« Voilà ce qui s'appelle avoir le courage de l'exactitude, » nous dit le commandant avec un sourire en nous voyant monter sur le tillac, ruisselant d'eau, les cheveux éplorés en barbe de dieu marin, et il nous fit donner un pantalon, une chemise, une veste, enfin un costume complet. « Cela vous apprendra à vous fier aux descriptions des poètes; vous avez cru qu'il n'y avait pas de tempête sans orchestre obligé de tonnerre, sans vagues allant mêler leur écume aux nuages, sans pluie, et sans éclairs déchirant l'obscurité profonde. Détrompez-vous, je ne pourrai probablement vous renvoyer à terre que dans deux ou trois jours. »

Le vent était en effet d'une violence terrible, les cordages tressaillaient comme des cordes à violon sous l'archet d'un joueur frénétique, le pavillon claquait avec un bruit sec, et son étamine menaçait de se couper et de s'envoler en lambeaux dans le fond de la rade; les poulies grinçaient, piaulaient, sifflaient, et, par instans, jetaient des cris aigus qui semblaient jaillir d'un gosier humain. — Deux ou trois matelots en pénitence dans les haubans, pour je ne sais quelle peccadille, avaient toutes les peines du monde à ne pas être emportés.

Tout cela ne nous empêcha pas de faire un excellent dîner, arrosé des meilleurs vins, assaisonné des plus aimables propos, et aussi de diaboliques épices indiennes, qui feraient boire un hydrophobe. Le lendemain, comme à cause du mauvais temps l'on n'avait pu mettre de canot à la mer pour aller chercher des provisions fraîches à terre, nous fîmes un dîner non moins délicat, mais qui avait cela de particulier, que chaque mets portait une date assez reculée. — Nous mangeâmes des petits pois de 1836, du beurre frais de 1835, et de la crême de 1834, et tout cela d'une fraîcheur et d'une conservation miraculeuse. — Le gros temps dura deux jours, pendant lesquels je me promenai sur le pont, ne me lassant pas d'admirer la propreté de ménagère hollandaise, le fini de détails, le génie d'arrangement de ce prodige de l'esprit de l'homme, qu'on appelle tout simplement un vaisseau. — Le cuivre des caronades étincelait comme de l'or, les planches luisaient comme le palissandre du meuble le mieux verni. Aussi, chaque matin, l'on procède à la toilette du vaisseau, et, pleu-

vrait-il à verse, le pont n'en est pas moins lavé, inondé, épongé, fauberdé, avec le même scrupule et la même minutie.

Au bout de deux jours, le vent tomba, et l'on nous conduisit à terre dans un canot à dix rameurs. L'aspect de Cadix, lorsqu'on vient du large, est charmant. A la voir ainsi étincelante de blancheur entre l'azur du ciel et l'azur de la mer, on dirait une immense couronne de filigrane d'argent; le dôme de la cathédrale, peint en jaune, semble une tiare de vermeil posée au milieu. Les pots de fleurs, les volutes et les tourelles qui terminent les maisons varient à l'infini la dentelure. Byron a merveilleusement caractérisé la physionomie de Cadix en une seule touche :

« Brillante Cadix, qui t'élèves vers le ciel du milieu de l'azur foncé de la mer. »

Dans la même stance, le poète anglais émet sur la vertu des Gaditanes une opinion un peu leste qu'il était sans doute dans le droit d'avoir. Quant à nous, sans agiter ici cette question délicate, nous nous bornerons à dire qu'elles sont fort belles et d'un type particulier; leur teint est blanc doré, avec ce grain de marbre dépoli qui fait si bien ressortir la pureté des traits. Elles ont le nez moins aquilin que les Sévillanes, le front petit, les pommettes peu saillantes, et se rapprochent tout-à-fait de la physionomie grecque. Elles m'ont paru aussi plus grasses que les autres Espagnoles, et d'une taille plus élevée. Tel est du moins le résultat des observations que j'ai pu faire en me promenant au Salon, sur la place de la Constitution et au théâtre, où, par parenthèse, je vis jouer très joliment *le Gamin de Paris* (*el Piluelo de Paris*) par une femme travestie, et danser des boleros avec beaucoup de feu et d'entrain.

Cependant, si charmante que soit Cadix, cette idée d'être enfermé d'abord par les remparts, ensuite par la mer, dans son enceinte étroite, vous donne le désir d'en sortir. Il me semble que la seule pensée que puissent nourrir des insulaires, c'est d'aller sur le continent. C'est ce qui explique les perpétuelles émigrations des Anglais, qu'on rencontre partout, excepté à Londres, où il n'y a que des Italiens et des Polonais. Aussi les Gaditans sont-ils perpétuellement occupés à faire la traversée de Cadix à Puerto de Santa-Maria et réciproquement. Un léger bateau à vapeur omnibus, qui part toutes les heures, des barques à voile, des canots, attendent et provoquent les vagabonds. Un beau matin, mon compagnon et moi, réfléchissant que nous avions une lettre de recommandation d'un de nos amis

grenadins pour son père, riche marchand de vin à Jérès, lettre ainsi conçue : « Ouvre ton cœur, ta maison et ta cave aux deux cavaliers ci-joints, » nous grimpâmes sur le vapeur, à la cabine duquel était collée une affiche annonçant pour le soir une course entremêlée d'intermèdes bouffons, qui devait avoir lieu à Puerto de Santa-Maria. Cela composait admirablement notre journée. Avec une calessine, l'on pouvait aller de Puerto à Jérès, y rester quelques heures, et revenir à temps pour la course. Après avoir déjeuné en toute hâte à la Fonda de Vista Alègre, qui mérite on ne peut mieux son nom, nous fîmes marché avec un conducteur, qui nous promit d'être de retour à cinq heures pour la *funcion :* c'est le nom qu'on donne en Espagne à tout spectacle, quel qu'il soit. La route de Jérès traverse une plaine montueuse, rugueuse, bossuée, d'une aridité de pierre ponce. Au printemps, ce désert se couvre, dit-on, d'un riche tapis de verdure tout émaillé de fleurs sauvages. Le genêt, la lavande, le thym, embaument l'air de leurs émanations aromatiques; mais à l'époque de l'année où nous étions, toute trace de végétation a disparu. A peine aperçoit-on çà et là quelques tignasses de gazon sec, jaune, filamenteux, et tout enfariné de poussière. Ce chemin, s'il faut en croire la chronique locale, est fort dangereux. L'on y rencontre souvent des *rateros*, c'est-à-dire des paysans qui, sans être brigands de profession, prennent l'occasion à la bourse lorsqu'elle se présente, et ne résistent pas au plaisir de détrousser un passant isolé. Ces *rateros* sont plus à craindre que les véritables bandits, qui procèdent avec la régularité d'une troupe organisée, soumise à un chef, et qui ménagent les voyageurs pour leur faire subir une nouvelle pression sur une autre route; ensuite, l'on n'essaie pas de résister à une brigade de vingt ou vingt-cinq hommes à cheval, bien équipés, armés jusqu'aux dents; tandis qu'on lutte contre deux *rateros*, on se fait tuer ou tout au moins blesser, et puis le *ratero*, c'est peut-être ce bouvier qui passe, ce laboureur qui vous salue, ce *muchacho* déguenillé et bronzé qui dort ou fait semblant sous une mince bande d'ombre, dans une déchirure de ravin, qui sait? votre *calesero* lui-même, qui vous conduit dans une embuscade. Le danger est partout et nulle part. De temps en temps, la police fait assassiner par ses agens les plus dangereux et les plus connus de ces misérables dans des querelles de cabaret, provoquées à dessein, et cette justice, bien qu'un peu sommaire et barbare, est la seule praticable, vu l'absence des preuves et de témoins et la difficulté de s'emparer des coupables dans un pays où il faudrait une armée pour arrêter chaque homme,

et où la contrepolice est faite avec tant d'intelligence et de passion par un peuple qui n'a guère sur le tien et le mien des idées plus avancées que les Kabyles d'Afrique. Cependant, ici comme partout ailleurs, les brigands annoncés ne se montrèrent pas, et nous arrivâmes sans encombre à Jérès.

Jérès, comme toutes les petites villes andalouses, est blanchie à la chaux des pieds à la tête et n'a rien de remarquable en fait d'architecture que ses *bodegas*, ou magasins de vins, immenses celliers aux grands toits de tuiles, aux longues murailles blanches privées de fenêtres. La personne à qui nous étions recommandés était absente, mais la lettre fit son effet, et l'on nous conduisit immédiatement à la cave. — Jamais plus glorieux spectacle ne s'offrit aux yeux d'un ivrogne; on marchait dans des allées de tonneaux disposés sur quatre à cinq rangs de hauteur. Il nous fallut goûter de tout cela, au moins des principales espèces, et il y a infiniment de principales espèces. Nous suivîmes toute la gamme, depuis le Jérès de quatre-vingts ans, foncé, épais, ayant le goût de muscat et la teinte étrange du vin vert de Béziers, jusqu'au Jérès sec couleur de paille claire, sentant la pierre à fusil et se rapprochant du Sauterne. Entre ces deux notes extrêmes, il y a tout un registre de vins intermédiaires, avec des tons d'or, de topaze brûlée, d'écorce d'orange, et une variété de goût extrême. Seulement, ils sont tous plus ou moins mélangés d'eaux-de-vie, surtout ceux que l'on destine à l'Angleterre, où l'on ne les trouverait pas assez forts sans cela, car, pour plaire aux gosiers britanniques, le vin doit être déguisé en rhum.

Après une étude si complète sur l'œnologie jerésienne, le difficile était de regagner notre voiture avec une rectitude suffisamment majestueuse pour ne pas compromettre la France vis-à-vis de l'Espagne; c'était une question d'amour-propre international : tomber ou ne pas tomber, telle était la question, — question bien autrement embarrassante que celle qui donnait tant de tablature au prince de Danemarck. Je dois dire avec un orgueil bien légitime que nous allâmes jusqu'à notre calessine dans un état de perpendicularité très satisfaisant, et que nous représentâmes glorieusement notre cher pays dans cette lutte contre le vin le plus capiteux de la Péninsule. Grace à l'évaporation rapide produite par une chaleur de 38 à 40 degrés, à notre retour à Puerto, nous étions en état de disserter sur les points de psychologie les plus délicats et d'apprécier les coups à la course de taureaux. Cette course, dans laquelle la plupart des taureaux étaient *embolados*, c'est-à-dire portaient des boules au bout des cornes, et où

deux seulement furent tués, nous réjouit fort par une foule d'incidens burlesques. Les picadores, costumés en Turcs de carnaval, avec des pantalons de percale à la Mameluck, des vestes soleillées dans le dos, des turbans en gâteau de Savoie, rappelaient à s'y méprendre les figures de Mores extravagans que Goya ébauche en trois ou quatre traits de pointe, dans les planches de *la Toromaquia*. L'un de ces drôles, en attendant son tour de faire le coup de lance, se mouchait dans le coin de son turban avec une philosophie et un flegme admirables. Un *barco de vapor* en osier, recouvert de toile et monté par un équipage d'ânes, vêtus de brassières rouges et coiffés tant bien que mal de chapeaux à trois cornes, fut poussé au milieu de l'arène. Le taureau se rua sur cette machine, crevant, renversant, jetant en l'air les pauvres bourriques de la façon la plus drôle du monde. Je vis aussi sur cette place un *picador* tuer le taureau d'un coup de lance, dans le manche de laquelle était caché un artifice dont la détonation fut si violente, que l'animal, le cheval et le cavalier tombèrent à la renverse tous les trois, le premier parce qu'il était mort, les deux autres par la force du recul. Le *matador* était un vieux drôle, vêtu d'une souquenille usée, chaussé de bas jaunes, trop à jour, ayant l'air d'un Jeannot d'opéra-comique ou d'une queue rouge de saltimbanque. Il fut renversé plusieurs fois par le taureau, auquel il portait des estocades si mal assurées, que l'emploi de la *media-luna* devint nécessaire pour en finir. La *media-luna*, comme son nom l'indique, est une espèce de croissant emmanché d'une perche et assez semblable aux serpes à tailler les grands arbres. On s'en sert pour couper les jarrets de l'animal, que l'on achève alors sans aucun danger. Rien n'est plus ignoble et plus hideux; dès que le péril cesse, le dégoût arrive; ce n'est plus un combat, c'est une boucherie. Cette pauvre bête, se traînant sur ses moignons, comme Hyacinthe des Variétés lorsqu'il représente la naine, dans la sublime parade des *Saltimbanques*, offre le spectacle le plus triste qu'on puisse voir, et l'on ne désire qu'une chose : c'est qu'elle retrouve assez de force pour éventrer d'un coup de corne suprême ses stupides bourreaux.

Ce misérable, matador par occasion, avait pour industrie spéciale de *manger*. Il absorbait sept ou huit douzaines d'œufs durs, un mouton tout entier, un veau, etc. A voir sa maigreur, il faut croire qu'il ne travaillait pas souvent. Il y avait beaucoup de monde à cette course : les habits de majo étaient riches et nombreux; les femmes, d'un type tout différent de celles de Cadix, portaient sur la tête, au

lieu de mantilles, de longs châles écarlates qui encadraient parfaitement leurs belles figures olivâtres, au teint presque aussi foncé que celui des mulâtresses, où la nacre de l'œil et l'ivoire des dents ressortaient avec un éclat singulier. — Ces lignes pures, ce ton fauve et doré, prêteraient merveilleusement à la peinture, et il est fâcheux que Léopold Robert, ce Raphaël paysan, soit mort si jeune et n'ait pas fait le voyage d'Espagne.

En errant à travers les rues, nous débouchâmes sur la place du marché. Il faisait nuit. Les boutiques et les étalages étaient éclairés par des lanternes ou des lampes suspendues, et formaient un charmant coup d'œil tout étoilé et tout pailleté de points brillans. Des pastèques à l'écorce verte, à la pulpe rose, des figues de cactus, les unes dans leur capsule épineuse, les autres déjà écalées, des sacs de *garbanzos*, des ognons monstrueux, des raisins couleur d'ambre jaune à faire honte à la grappe rapportée de la terre promise, des guirlandes d'aulx, de pimens et autres denrées violentes, étaient pittoresquement entassées. Dans les passages laissés entre chaque boutique allaient et venaient les paysans poussant leurs ânes, les femmes traînant leurs marmots. J'en remarquai une d'une beauté rare, avec des yeux de jais dans un ovale de bistre, et sur les tempes des cheveux plaqués, luisant comme deux coques de satin noir ou deux ailes de corbeau. Elle marchait sereine et radieuse, les jambes sans bas, son charmant pied nu dans un soulier de satin. Cette coquetterie du pied est générale en Andalousie.

La cour de notre auberge, arrangée en *patio*, était ornée d'une fontaine entourée d'arbustes sur lesquels vivait un peuple de caméléons. Il serait difficile d'imaginer un animal plus bizarrement hideux. Figurez-vous une espèce de lézard ventru, de six à sept pouces plus ou moins, avec une gueule démesurément fendue, qui darde une langue visqueuse, blanchâtre, aussi longue que le corps, des yeux de crapaud à qui l'on marche sur le dos, saillans, énormes, enveloppés d'une membrane, et d'une indépendance complète de mouvement; l'un regarde le ciel et l'autre la terre. Ces lézards louches, qui ne vivent que d'air, au dire des Espagnols, mais que j'ai parfaitement vus manger des mouches, ont la propriété de changer de couleur, selon le milieu où ils se trouvent. Ils ne deviennent pas subitement écarlates, bleus ou verts, d'un instant à l'autre, mais au bout d'une heure ou deux ils s'empreignent de la teinte des objets le plus rapprochés d'eux. Sur un arbre, ils deviennent d'un beau vert, sur une étoffe bleue d'un gris d'ardoise, sur de l'écarlate d'un brun rous-

sâtre. Tenus à l'ombre, ils se décolorent et prennent une sorte de nuance neutre d'un blanc jaunâtre. Un ou deux caméléons figureraient à merveille dans le laboratoire d'un alchimiste ou d'un docteur Faust. En Andalousie, l'on pend à la voûte une cordelette d'une certaine longueur, dont on remet le bout entre les pattes de devant de l'animal, qui commence à grimper, et grimpe jusqu'à ce qu'il rencontre le plafond, où ses griffes ne peuvent s'accrocher. Alors il redescend jusqu'au bout de la corde, et mesure, en tournant un de ses yeux, la distance qui le sépare de la terre; puis, tout bien calculé, il reprend son ascension avec un sérieux et une gravité admirables, et ainsi de suite indéfiniment. Quand il y a deux caméléons à la même corde, le spectacle devient alors d'une bouffonnerie transcendantale. Le spleen en personne crèverait de rire à contempler les contorsions, les regards effroyables des deux vilaines bêtes, lorsqu'elles se rencontrent. Curieux de me procurer ce divertissement en France, j'achetai une couple de ces aimables animaux, que j'emportai dans une petite cage; mais ils prirent froid dans la traversée et moururent de la poitrine à notre arrivée à Port-Vendre. Ils étaient devenus étiques, et leur pauvre anatomie se faisait jour à travers leur peau flasque et ridée.

A quelques jours de là, l'annonce d'une course, la dernière, hélas! que je dusse voir, me fit retourner à Jérès. Le cirque de Jérès est très beau, très vaste, et ne manque pas d'un certain caractère architectural. Il est bâti en briques relevées de bandes de pierre, mélange qui produit un bon effet. Il y avait une foule immense, bigarrée, diaprée, fourmillante, un grand mouvement d'éventails et de mouchoirs. — Nous avons déjà décrit plusieurs courses, et nous ne rapporterons de celle-ci que quelques détails. — Au milieu de l'arène, se dressait un poteau terminé par une espèce de petite plate-forme. Sur cette plate-forme se tenait accroupi, en faisant des grimaces, en brochant des babines, un singe fagotté en troubadour, et retenu par une chaîne assez longue qui lui permettait de décrire un cercle assez étendu, dont le pieu était le centre. Lorsque le taureau entrait dans la place, le premier objet qui lui frappait les yeux, c'était le singe sur son juchoir. Alors se jouait la comédie la plus divertissante : le taureau poursuivait le singe, qui remontait bien vite à sa plate-forme. L'animal furieux donnait de grands coups de cornes dans le poteau, et imprimait de terribles secousses à M. le babouin, en proie à la plus profonde terreur, et dont les transes se traduisaient par des grimaces d'une bouffonnerie irrésistible. Quelquefois même,

ne pouvant se tenir assez ferme au rebord de sa planche, bien qu'il s'y accrochât de ses quatre mains, il tombait sur le dos du taureau, auquel il se cramponnait désespérément. Alors l'hilarité n'avait plus de bornes, et quinze mille rires blancs illuminaient toutes ces faces brunes. — Mais à la comédie succéda la tragédie. Un pauvre nègre, garçon de place, qui portait un panier rempli de terre pulvérisée pour en jeter sur les mares de sang, fut attaqué par le taureau, qu'il croyait occupé ailleurs, et jeté en l'air à deux reprises. Il resta étendu sur le sable, sans mouvement et sans vie. Les *chulos* vinrent agiter leurs capes au nez du taureau, et l'attirèrent dans un autre coin de la place, afin que l'on pût emporter le corps du nègre. Il passa tout près de moi; deux *mozos* le tenaient par les pieds et la tête. Chose singulière, de noir il était devenu gros-bleu, ce qui est apparemment la manière de pâlir du nègre. Cet évènement ne troubla en rien la course. *Nada, es un moro;* ce n'est rien, c'est un noir, telle fut l'oraison funèbre du pauvre Africain. Mais si les hommes se montrèrent insensibles à sa mort, il n'en fut pas de même du singe, qui se tordait les bras, poussait des glapissemens affreux et se démenait de toutes ses forces pour rompre sa chaîne. — Regardait-il le nègre comme un animal de sa race, comme un frère réussi, comme le seul ami digne de le comprendre? — Toujours est-il que jamais je n'ai vu douleur plus vive, plus touchante, que celle de ce singe pleurant ce nègre, et ce fait est d'autant plus remarquable, qu'il avait vu des *picadores* renversés et en péril sans donner le moindre signe d'inquiétude ou de sympathie. Au même moment, un énorme hibou s'abattit au milieu de la place : il venait sans doute, en sa qualité d'oiseau de nuit, chercher cette ame noire pour l'emporter au paradis d'ébène des Africains. Sur les huit taureaux de cette course, quatre seulement devaient être tués. Les autres, après avoir reçu une demi-douzaine de coups de lance et trois ou quatre paires de *banderillas,* furent ramenés au *toril* par de grands bœufs ayant des clochettes au col. Le dernier, un *novillo,* fut abandonné aux amateurs, qui envahirent l'arène en tumulte, et le dépêchèrent à coups de couteau, car telle est la passion des Andalous pour les courses, qu'il ne leur suffit pas d'en être spectateurs; il faut encore qu'ils y prennent part, sans quoi ils se retireraient inassouvis.

Le bateau à vapeur *l'Océan* était en partance dans la rade retenu depuis quelques jours par le mauvais temps, ce superbe mauvais temps dont j'ai déjà parlé. Nous y montâmes avec un sentiment de satisfaction intime, car, par suite des évènemens de Valence et

des troubles qui en avaient été la suite, Cadix se trouvait quelque peu en état de siége. Les journaux ne paraissaient plus que remplis de pièces de vers ou de feuilletons traduits du français, et sur les angles de tous les murs étaient collés de petits *bandos* assez rebarbatifs, défendant les attroupemens de plus de trois personnes sous peine de mort. A part ces motifs de désirer un prompt départ, il y avait long-temps que nous marchions le dos tourné à la France; c'était la première fois depuis bien des mois que nous faisions un pas vers la mère-patrie, et, si dégagé que l'on soit de préjugés nationaux, il est difficile de se défendre d'un peu de chauvinisme à cette distance de son pays. En Espagne, la moindre allusion à la France me rendait furieux, et j'aurais chanté *gloire, victoire, lauriers, guerriers*, comme un comparse du Cirque-Olympique.

Tout le monde était sur le pont, allant, venant, faisant des signes d'adieu aux canots qui retournaient à terre; moi qui ne laissais sur le rivage aucun regret, aucun souvenir, je furetais dans les coins et les recoins du petit univers flottant qui devait me servir de prison pendant quelques jours. Dans le cours de mes investigations, je rencontrai une chambrette remplie d'une grande quantité d'urnes de faïence d'une forme intime et suspecte. Ces vases peu étrusques me surprirent par leur nombre, et je me dis : Voilà un chargement des moins poétiques. O Delille, pudique abbé, roi de la périphrase, par quelle circonlocution aurais-tu désigné dans ton alexandrin majestueux cette poterie domestique et nocturne? — A peine avions-nous fait une lieue, que je compris à quoi servait cette vaisselle. De tous côtés, l'on criait *me mareo*, le cœur me manque, des citrons, du rhum, de l'eau de cologne, des sels! Le pont offrait le spectacle le plus lamentable; les femmes, si charmantes tout à l'heure, verdissaient comme des noyées de huit jours. Elles gisaient sur des matelas, des malles, des couvertures dans un oubli complet de toute grace et de toute pudeur. Une jeune mère qui allaitait son enfant, saisie du mal de mer, avait négligé de refermer son corsage et ne s'en aperçut que lorsque nous eûmes dépassé Tarifa. Un malheureux perroquet, atteint aussi dans sa cage, et ne comprenant rien aux angoisses qu'il éprouvait, débitait son répertoire avec une volubilité éplorée la plus comique du monde. J'eus le bonheur de n'être pas malade. Les deux jours passés sur *le Voltigeur* m'avaient sans doute acclimaté. Mon compagnon, moins heureux que moi, fit le plongeon dans l'intérieur du navire, et ne reparut qu'à notre arrivée à Gibraltar. Comment la science moderne, qui s'occupe avec tant de sollicitude des rhumes de

cerveau des lapins et s'amuse à teindre en rouge les os des canards, n'a-t-elle pas encore cherché sérieusement un remède à cet horrible malaise qui fait plus souffrir qu'une agonie réelle?

La mer était encore un peu dure, bien que le temps fût magnifique; l'air avait une telle transparence, que nous apercevions assez distinctement la côte d'Afrique, le cap Spartel et la baie au fond de laquelle se trouve Tanger, que nous eûmes le regret de ne pouvoir visiter. Cette bande de montagnes pareilles à des nuages, dont elles ne différaient que par l'immobilité, était donc l'Afrique, la terre des prodiges, dont les Romains disaient : *Quid novi fert Africa?* le plus ancien continent, le berceau de la civilisation arabe, le foyer de l'islam; le monde noir où l'ombre absente du ciel se trouve seulement sur les visages; le laboratoire mystérieux où la nature, qui s'essaie à produire l'homme, transforme d'abord le singe en nègre! La voir et passer, quel raffinement nouveau du supplice de Tantale!

A la hauteur de Tarifa, bourgade dont les murailles de craie se dressent sur une colline escarpée derrière une petite île du même nom, l'Europe et l'Afrique se rapprochent et semblent vouloir se donner un baiser d'alliance. Le détroit est si resserré, que l'on découvre à la fois les deux continens. Il est impossible de ne pas croire, quand on est sur les lieux, que la Méditerranée n'ait été, à une époque qui ne doit pas être très reculée, une mer isolée, un lac intérieur, comme la mer Caspienne, la mer d'Aral et la mer Morte. Le spectacle qui se présentait à nos yeux était d'une magnificence merveilleuse. A gauche l'Europe, à droite l'Afrique, avec leurs côtes rocheuses, revêtues par l'éloignement de nuances lilas-clair, gorge-de-pigeon, comme celles d'une étoffe de soie à deux trames; en avant, l'horizon sans bornes et s'élargissant toujours; par-dessus, un ciel de turquoise; par-dessous, une mer de saphir d'une limpidité si grande, que l'on voyait la coque de notre bâtiment tout entière, ainsi que la quille des bateaux qui passaient auprès de nous, et qui semblaient plutôt voler dans l'air que flotter sur l'eau. Nous nagions en pleine lumière, et la seule teinte sombre que l'on eût pu découvrir à vingt lieues à la ronde venait de la longue aigrette de fumée épaisse que nous laissions après nous. Le bateau à vapeur est bien réellement une invention septentrionale; son foyer toujours ardent, sa chaudière en ébullition, ses cheminées, qui finiront par noircir le ciel de leur suie, s'harmonisent admirablement avec les brouillards et les brumes du nord. Dans les splendeurs du midi, il fait tache. La nature était en gaieté; de grands oiseaux de mer d'une blancheur

de neige rasaient l'eau du coupant de leurs ailes. Des thons, des dorades, des poissons de toute sorte, lustrés, vernissés, étincelans, faisaient des sauts, des cabrioles, et folâtraient avec la vague; des voiles se succédaient d'instant en instant, blanches, arrondies comme le sein plein de lait d'une Néréïde qui se serait fait voir au-dessus de l'onde. Les côtes se teignaient de couleurs fantastiques, leurs plis, leurs déchirures, leurs escarpemens, accrochaient les rayons du soleil de manière à produire les effets les plus merveilleux, les plus inattendus, et nous offraient un panorama sans cesse renouvelé. Vers les quatre heures, nous étions en vue de Gibraltar, attendant que *la santé* (c'est ainsi qu'on appelle les agens du lazaret) voulût bien venir prendre nos papiers avec des pincettes, et voir si d'aventure nous n'apportions pas dans nos poches quelque fièvre jaune, quelque choléra bleu, ou quelque peste noire.

L'aspect de Gibraltar dépayse tout-à-fait l'imagination; l'on ne sait plus où l'on est ni ce que l'on voit. Figurez-vous un immense rocher ou plutôt une montagne de quinze cents pieds de haut qui surgit subitement, brusquement, du milieu de la mer sur une terre si plate et si basse, qu'à peine l'aperçoit-on. Rien ne la prépare, rien ne la motive, elle ne se relie à aucune chaîne; c'est un monolithe monstrueux lancé du ciel, un morceau de planète écornée tombé là pendant une bataille d'astres, un fragment de monde cassé. Qui l'a posée à cette place? Dieu seul et l'éternité le savent. Ce qui ajoute encore à l'effet de ce rocher inexplicable, c'est sa forme; l'on dirait un sphinx de granit énorme, démesuré, gigantesque, comme pourraient en tailler des Titans qui seraient sculpteurs, et auprès duquel les monstres camards de Karnack et de Giseh sont dans la proportion d'une souris à un éléphant. L'allongement des pattes forme ce qu'on appelle la pointe d'Europe; la tête, un peu tronquée, est tournée vers l'Afrique, qu'elle semble regarder avec une attention rêveuse et profonde. Quelle pensée peut avoir cette montagne à l'attitude sournoisement méditative? Quelle énigme propose-t-elle ou cherche-t-elle à deviner? Les épaules, les reins et la croupe, s'étendent vers l'Espagne à grands plis nonchalans, en belles lignes onduleuses comme celles des lions au repos. La ville est au bas, presque imperceptible, misérable détail perdu dans la masse. Les vaisseaux à trois ponts à l'ancre dans la baie paraissent des jouets d'Allemagne, de petits modèles de navires en miniature, comme on en vend dans les ports de mer; les barques, des mouches qui se noient dans du lait; les fortifications même ne sont pas apparentes. Cependant la montagne est

creusée, minée, fouillée dans tous les sens; elle a le ventre plein de canons, d'obusiers et de mortiers; elle regorge de munitions de guerre. C'est le luxe et la coquetterie de l'imprenable. Mais tout cela ne produit à l'œil que quelques lignes imperceptibles qui se confondent avec les rides du rocher, quelques trous par lesquels les pièces d'artillerie passent furtivement leurs gueules de bronze. Au moyen-âge, Gibraltar eût été hérissée de donjons, de tours, de tourelles, de remparts crénelés; au lieu de se tenir au bas, la forteresse eût escaladé la montagne et se fût posée comme un nid d'aigle sur la crête la plus aiguë. Les batteries actuelles rasent la mer, si resserrée à cet endroit, et rendent le passage pour ainsi dire impossible. Gibraltar était appelé par les Arabes Ghiblaltâh, c'est-à-dire *le Mont de l'Entrée*. Jamais nom ne fut mieux justifié. Son nom antique est Calpé. Abyla, maintenant le Mont des Singes, est de l'autre côté en Afrique, tout près de Ceuta, possession espagnole, le Brest et le Toulon de la Péninsule, où l'on envoie les plus endurcis des galériens. Nous distinguions parfaitement la forme de ses escarpemens et sa cime encapuchonnée de nuages, malgré la sérénité de tout le reste du ciel.

Comme Cadix, Gibraltar, situé à l'entrée d'un golfe dans une presqu'île, ne tient au continent que par une étroite langue de sable que l'on appelle *le terrain neutre*, et sur laquelle sont établies des lignes de douanes. La première possession espagnole de ce côté est San-Roque. Algeciras, dont les maisons blanches reluisent dans l'azur universel comme le ventre argenté d'un poisson à fleur d'eau, est précisément en face de Gibraltar; au milieu de ce bleu splendide, Algeciras faisait sa petite révolution; l'on entendait vaguement pétiller des coups de fusil comme des grains de sel que l'on jetterait au feu. L'ayuntamiento se réfugia même sur notre bateau à vapeur, où il se mit à fumer son cigare le plus tranquillement du monde.

La *santé* ne nous ayant trouvé aucune infection, nous fûmes abordés par les canots, et un quart d'heure après nous étions à terre. L'effet produit par la physionomie de la ville est des plus bizarres. En faisant un pas, vous faites cinq cents lieues; c'est un peu plus que le Petit Poucet avec ses fameuses bottes. Tout à l'heure, vous étiez en Andalousie; vous êtes en Angleterre. Des villes moresques du royaume de Grenade et de Murcie, vous tombez subitement à Ramsgate; voilà les maisons de briques avec leurs fossés, leurs portes bâtardes, leurs fenêtres à guillotine, exactement comme à Twickenham ou à Richmond. Allez un peu plus loin, vous trouverez les cottages aux grilles et aux barrières peintes. Les promenades et les

jardins sont plantés de frênes, de bouleaux, d'ormes, et de la verte végétation du Nord, si différente de ces découpures de tôle vernie qu'on fait passer pour du feuillage dans les pays méridionaux. Les Anglais ont une individualité si prononcée, qu'ils sont les mêmes partout, et je ne sais vraiment pas pourquoi ils voyagent, car ils emportent avec eux toutes leurs habitudes, et charrient leur intérieur sur leur dos, comme de vrais colimaçons. En quelque endroit qu'un Anglais se trouve, il vit exactement comme s'il était à Londres; il lui faut son thé, ses rumpsteaks, ses tartes de rhubarbe, son porter et son sherry s'il se porte bien, et son calomel s'il se porte mal. Au moyen des innombrables boîtes qu'il traîne après lui, l'Anglais se procure en tous lieux le *home* et le *comfort* nécessaires à son existence. Que d'outils il faut pour vivre à ces honnêtes insulaires, que de mal ils se donnent pour être à leur aise, et combien je préfère à ces recherches et à ces complications la sobriété et le dénuement espagnols! Depuis bien long-temps je n'avais vu sur la tête des femmes ces horribles galettes, ces odieux cornets de carton recouverts d'un lambeau d'étoffe, qui se désignent sous le nom de chapeaux, et au fond desquels le beau sexe ensevelit sa figure dans les pays prétendus civilisés. Je ne puis exprimer la sensation désagréable que j'éprouvai à la vue de la première Anglaise que je rencontrai, un chapeau à voile vert sur la tête, marchant comme un grenadier de la garde au moyen de grands pieds chaussés de grands brodequins. Ce n'était pas qu'elle fût laide, au contraire, mais j'étais accoutumé à la pureté de race, à la finesse de cheval arabe, à la grace exquise de démarche, à la mignonnerie et à la gentillesse andalouses, et cette figure rectiligne, au regard étamé, à la physionomie morte, aux gestes anguleux, avec sa tenue exacte et méthodique, son parfum de *cant* et son absence de tout naturel, me produisit un effet comiquement sinistre. Il me sembla que j'étais mis tout à coup en présence du spectre de la civilisation, mon ennemie mortelle, et que cette apparition voulait dire que mon rêve de liberté vagabonde était fini, et qu'il fallait rentrer, pour n'en plus sortir, dans la vie du XIXe siècle. Devant cette Anglaise, je me sentis tout honteux de n'avoir ni gants blancs, ni lorgnon, ni souliers vernis, et je jetai un regard confus sur les broderies extravagantes de mon caban bleu de ciel. Pour la première fois, depuis six mois, je compris que je n'étais pas convenable, et que je n'avais pas l'air gentleman. Ces longs visages britanniques, ces soldats rouges aux allures d'automate, en face de ce ciel étincelant et de cette mer si brillante, ne sont pas dans leur droit;

l'on comprend que leur présence est due à une surprise, à une usurpation. Ils occupent, mais ils n'habitent pas leur ville.

Les juifs, repoussés ou mal vus par les Espagnols, qui, s'ils n'ont plus de religion, ont encore de la superstition, abondent à Gibraltar, devenue hérétique avec les mécréans d'Anglais. Ils promènent par les rues leurs profils au nez crochu, à la bouche mince, leur crâne jaune et luisant coiffé d'un bonnet rabbinique posé en arrière, leurs lévites rapées de forme étroite et de couleur sombre : les juives, qui, par un privilège singulier, sont aussi belles que leurs maris sont hideux, portent des manteaux noirs à capuchon bordés d'écarlate et d'un caractère pittoresque. Leur rencontre vous fait penser vaguement à la Bible, à Rachel sur le bord du puits, aux scènes primitives des époques patriarcales, car, ainsi que toutes les races orientales, elles conservent dans leurs longs yeux noirs et sur leurs teints dorés le reflet mystérieux d'un monde évanoui. Il y a aussi à Gibraltar beaucoup de Marocains, d'Arabes de Tanger et de la côte; ils y tiennent de petites boutiques de parfums, de ceintures de soie, de pantoufles, de chasse-mouches, de coussins de cuir historié, et autres menues industries barbaresques. Comme nous voulions faire quelques emplettes de babioles et de curiosités, on nous conduisit chez un des principaux, qui demeurait dans la ville haute, en nous faisant passer par des rues en escalier, moins anglaises que celles de la ville basse, et qui laissaient, à de certains détours, la vue s'échapper sur le golfe d'Algeciras, magnifiquement éclairé par les dernières lueurs du jour. En entrant dans la maison du Marocain, nous fûmes enveloppés d'un nuage d'arômes orientaux; le parfum doux et pénétrant de l'eau de rose nous monta au cerveau, et nous fit penser aux mystères du harem et aux merveilles des *Mille et une Nuits*. Les fils du marchand, beaux jeunes gens d'une vingtaine d'années, étaient assis sur des bancs près de la porte et respiraient la fraîcheur du soir. Ils étaient doués de cette pureté de traits, de cette limpidité du regard, de cette noblesse nonchalante, de cet air de mélancolie amoureuse et pensive, attributs de races pures. Le père avait la mine étoffée et majestueuse d'un roi-mage. Nous nous trouvions bien laids et bien mesquins à côté de ce gaillard solennel, et du ton le plus humble, le chapeau à la main, nous lui demandâmes s'il voulait bien daigner nous vendre quelques paires de babouches de maroquin jaune; il fit un signe d'acquiescement, et, comme nous lui faisions observer que le prix était un peu élevé, il nous répondit d'une façon grandiose en espagnol : « Je ne surfais jamais, cela est bon pour les

chrétiens. » Ainsi notre mauvaise foi commerciale nous rend un objet de mépris pour les nations barbares, qui ne comprennent pas que le désir de gagner quelques centimes de plus puisse faire parjurer un homme.

Nos acquisitions faites, nous redescendîmes dans le Bas-Gibraltar, et nous allâmes faire un tour sur une belle promenade plantée d'arbres du Nord, entremêlés de fleurs, de factionnaires et de canons, où l'on voit des calèches et des cavaliers absolument comme à Hyde-Parck. Il n'y manque que la statue d'Achille-Wellington. Heureusement les Anglais n'ont pu ni salir la mer ni noircir le ciel; cette promenade est hors la ville, vers la pointe d'Europe et du côté de la montagne habité par les singes. C'est le seul endroit de notre continent où ces aimables quadrumanes vivent et se multiplient à l'état sauvage. Selon que le vent change, ils passent d'un revers à l'autre du rocher et servent ainsi de baromètre; il est défendu de les tuer, sous des peines très sévères. Quant à moi, je n'en ai pas vu; mais la température du lieu est assez brûlante pour que les macaques et les cercopithèques les plus frileux s'y puissent développer sans poêle et sans calorifères. — Abyla, s'il faut en croire son nom, doit jouir, sur la côte d'Afrique, d'une population semblable.

Le lendemain, nous quittions ce parc d'artillerie et ce foyer de contrebande, et nous voguions vers Malaga, que nous connaissions déjà, mais qui nous fit plaisir à revoir, avec son phare svelte et blanc, son port encombré et son mouvement perpétuel. Vue de la mer, la cathédrale semble plus grande que la ville, et les ruines des anciennes fortifications arabes produisent sur les pentes des rochers les effets les plus romantiques. Nous retournâmes à notre auberge des *Trois Rois*, et la gentille Dolorès poussa un cri de joie en nous reconnaissant.

Le jour suivant, nous reprenions la mer, allourdis d'une cargaison de raisins secs; et, comme nous avions perdu un peu de temps, le capitaine résolut de brûler Alméria et de pousser tout d'un trait jusqu'à Carthagène.

Nous suivions la côte d'Espagne d'assez près pour ne la jamais perdre de vue. Celle d'Afrique, par suite de l'élargissement du bassin méditerranéen, avait depuis long-temps disparu de l'horizon. D'une part nous avions donc pour perspective de longues bandes de falaises bleuâtres, aux escarpemens bizarres, aux fissures perpendiculaires tachetées çà et là de points blancs indiquant un petit village, une tour de vigie, une guérite de douanier, de l'autre la pleine mer,

tantôt moirée et gauffrée par le courant ou la bise, tantôt d'un azur terne et mat ou bien d'une transparence de cristal, tantôt d'un éclat tremblant comme une basquine de danseuse, tantôt opaque, huileuse et grise comme du mercure et de l'étain fondu; une variété de tons et d'aspects inimaginables, à faire le désespoir des peintres et des poètes! Une procession de voiles rouges, blanches, blondes, de navires de toute taille et de tout pavillon, égayaient le coup d'œil et lui ôtaient ce que la vue d'une solitude infinie a toujours de triste. Une mer sans aucune voile est le spectacle le plus mélancolique et le plus navrant que l'on puisse contempler. Songer qu'il n'y a pas une pensée humaine sur un si grand espace, pas un cœur pour comprendre ce sublime spectacle! Un point blanc à peine perceptible sur ce bleu sans fond et sans limite, et l'immensité est peuplée; il y a un intérêt, un drame.

Carthagène, qu'on appelle *Cartagena de Levante* pour la distinguer de la Carthagène d'Amérique, occupe le fond d'une baie, espèce d'entonnoir de rochers où les vaisseaux sont parfaitement à l'abri de tous les vents. Sa découpure n'a rien de bien pittoresque; les traits les plus distincts qu'elle ait laissés dans notre mémoire sont deux moulins à vent dessinés en noir sur un fond de ciel clair. A peine avions-nous mis le pied dans les canots pour descendre à terre, que nous fûmes assaillis, non par des portefaix, pour enlever nos bagages comme à Cadix, mais bien par d'affreux drôles qui nous vantaient les charmes d'une foule de Balbinas, de Casildas, d'Hilarias, de Lolas, à n'y pouvoir rien entendre.

L'aspect de Carthagène diffère entièrement de celui de Malaga. Autant Malaga est gaie, riante, animée, autant Carthagène est morne, renfrognée dans sa couronne de roches pelées et stériles, aussi sèches que les collines égyptiennes au flanc desquelles les Pharaons creusaient leurs syringes. La chaux a disparu, les murs ont repris les teintes sombres, les fenêtres sont grillées de serrureries compliquées, et les maisons, plus rébarbatives, ont cet air de prison qui distingue les manoirs castillans. Cependant, sans vouloir tomber ici dans le travers de ce voyageur qui écrivait sur son calepin : toutes les femmes de Calais sont acariâtres, rousses et bossues, parce que l'hôtesse de son auberge réunissait ces trois défauts, nous devons dire que nous n'avons aperçu, à ces fenêtres si bien garnies de barreaux, que de charmans visages et des physionomies d'ange; c'est peut-être pour cela qu'elles sont grillées avec tant de soin. En attendant le dîner, nous allâmes visiter l'arsenal maritime, établissement conçu dans les

proportions les plus grandioses, et aujourd'hui dans un état d'abandon qui fait peine à voir; ces vastes bassins, ces cales, ces chantiers inactifs, où pourrait se construire une autre Armada, ne servent plus à rien. Deux ou trois carcasses ébauchées, pareilles à des squelettes de cachalots échoués, achèvent de pourrir obscurément dans un coin; des milliers de grillons ont pris possession de ces grands bâtimens déserts, on ne sait où poser le pied pour n'en pas écraser; ils font tant de bruit avec leurs petites crécelles, que l'on a de la peine à s'entendre parler. Malgré l'amour que je professe pour les grillons, amour que j'ai exprimé en prose et en vers, je dois convenir qu'il y en avait un peu trop.

De Carthagène, nous allâmes jusqu'à la ville d'Alicante, de laquelle, d'après un vers des *Orientales* de Victor Hugo, je m'étais composé dans ma tête un dessin infiniment trop dentelé.

Alicante aux clochers mêle les minarets.

Or, Alicante, du moins aujourd'hui, aurait beaucoup de peine à opérer ce mélange que je reconnais pour infiniment désirable et pittoresque, attendu qu'elle n'a d'abord pas de minaret, et qu'ensuite le seul clocher qu'elle possède n'est qu'une tour fort basse et peu apparente. Ce qui caractérise Alicante, c'est un énorme rocher qui s'élève du milieu de la ville, lequel rocher, magnifique de forme, magnifique de couleur, est coiffé d'une forteresse, et flanqué d'une guérite suspendue sur l'abîme de la façon la plus audacieuse. L'hôtel-de-ville, ou pour plus de couleur locale, le palais de la Constitution, est un édifice charmant et du meilleur goût. L'Alameda, toute dallée de pierre, est ombragée par deux ou trois allées d'arbres assez garnis de feuilles pour des arbres espagnols, dont le pied ne trempe pas dans un puits. Les maisons s'élèvent et reprennent la tournure européenne. Je vis deux femmes coiffées de chapeaux jaune-souffre, symptôme menaçant. Voilà tout ce que je sais d'Alicante, où le bateau ne toucha que le temps nécessaire pour prendre du frêt et du charbon : temps d'arrêt dont nous profitâmes pour déjeuner à terre. Comme on le pense bien, nous ne négligeâmes pas l'occasion de faire quelques études consciencieuses sur le vin du cru, que je ne trouvai pas aussi bon que je me l'imaginais, malgré son authenticité incontestable; cela tenait peut-être au goût de poix que lui avait communiqué la *bota* qui le renfermait. Notre prochaine étape devait nous conduire à Valence, *Valencia del Cid*, comme disent les Espagnols.

D'Alicante à Valence, les falaises de la rive continuent à présenter

des formes bizarres, des aspects inattendus; on nous fit remarquer sur le sommet d'une montagne une entaille carrée, et qui semble pratiquée par la main de l'homme. Cette entaille s'appelle le Coup d'épée de Roland, du moins à ce que nous dit le capitaine du bateau à vapeur, à qui je laisse la responsabilité de ce renseignement. Le jour suivant, vers le matin, nous mouillions devant le Grao : c'est ainsi qu'on nomme le port et le faubourg de Valence, qui est éloignée de la mer d'une demi-lieue. La vague était assez forte, et nous arrivâmes au débarcadère passablement arrosés. Là nous prîmes une tartane pour nous rendre à la ville. Le mot tartane s'entend d'ordinaire dans un sens maritime; la tartane de Valence est une caisse recouverte de toile cirée et posée sur deux roues sans le moindre ressort. Ce véhicule nous parut, comparé aux *galeras*, d'une mollesse efféminée, et jamais voiture de Clochez ne fut trouvée si douce. Nous étions surpris et comme embarrassés d'être si bien. De grands arbres bordaient la route que nous suivions, agrément dont nous avions perdu l'habitude depuis long-temps.

Valence, sous le rapport pittoresque, répond assez peu à l'idée qu'on s'en fait d'après les romances et les chroniques. C'est une grande ville, plate, éparpillée, confuse dans son plan, et sans avoir les avantages que donne aux vieilles villes bâties sur des terrains accidentés le désordre de leur construction. Valence est située dans une plaine nommée la Huerta, au milieu de jardins et de cultures où de perpétuelles irrigations entretiennent une fraîcheur bien rare en Espagne. Le climat en est si doux, que les palmiers et les orangers y viennent en pleine terre à côté des productions du Nord. Aussi Valence fait un grand commerce d'oranges; pour les mesurer, on les fait passer par un anneau, comme les boulets dont on veut reconnaître le calibre; celles qui ne passent pas, forment le premier choix. Le Guadalaviar, traversé par cinq beaux ponts de pierre, et bordé d'une superbe promenade, passe à côté de la ville, presque sous les remparts. Les nombreuses saignées qu'on pratique à sa veine pour l'arrosement rendent, les trois quarts de l'année, ses cinq ponts un objet de luxe et d'ornement. La porte du Cid, par laquelle on passe pour aller à la promenade du Guadalaviar, est flanquée de grosses tours crénelées d'un assez bon effet.

Les rues de Valence sont étroites, bordées de maisons élevées d'un aspect assez maussade, et sur quelques-unes l'on déchiffre encore quelques blasons frustes mutilés; l'on devine des fragmens de sculptures émoussées, chimères sans ongles, femmes sans nez, che-

valiers sans bras. Une croisée de la renaissance, perdue, empâtée dans un affreux mur de maçonnerie récente, fait lever de loin en loin les yeux de l'artiste et lui arrache un soupir de regret; mais ces rares vestiges, il faut les chercher dans les angles obscurs, au fond des arrière-cours, et Valence n'en a pas moins la physionomie toute moderne. La cathédrale, d'une architecture hybride, malgré un abside à galerie avec pleins-cintres romains, n'a rien qui puisse attirer l'attention du voyageur après les merveilles de Burgos, de Tolède et de Séville. Quelques retables finement sculptés, un tableau de Sébastien del Piombo, un autre de l'Espagnolet dans sa manière tendre, lorsqu'il tâchait d'imiter le Corrège, voilà tout ce qu'il y a de remarquable. Les autres églises, bien que nombreuses et riches, sont bâties et décorées dans ce goût étrange d'ornementation rocaille dont nous avons donné déjà plusieurs fois la description. On ne peut, en voyant toutes ces extravagances, que regretter tant de talent et d'esprit gaspillé en pure perte. *La Lonja de Seda* (bourse de la soie), sur la place du marché, est un délicieux monument gothique; la grand'salle, dont la voûte retombe sur des rangées de colonnes aux nervures tordues en spirales d'une légèreté extrême, est d'une élégance et d'une gaieté d'aspect rares dans l'architecture gothique, plus propre en général à exprimer la mélancolie que le bonheur. C'est dans la Lonja que se donnent au carnaval les fêtes et les bals masqués. Pour en finir avec les monumens, disons quelques mots de l'ancien couvent de la Merced, où l'on a réuni un grand nombre de peintures, les unes médiocres, les autres mauvaises, à quelques rares exceptions près. Ce qui me charma le plus à la Merced, c'est une cour entourée d'un cloître et plantée de palmiers d'une grandeur et d'une beauté tout orientales, qui filent comme la flèche dans la limpidité de l'air.

Le véritable attrait de Valence pour le voyageur, c'est sa population ou pour mieux dire celle de Huerta qui l'environne. Les paysans valenciens ont un costume d'une étrangeté caractéristique qui ne doit pas avoir varié beaucoup depuis l'invasion des Arabes, et qui ne diffère que très peu du costume actuel des Mores d'Afrique. Ce costume consiste en une chemise, un caleçon flottant de grosse toile serré d'une ceinture de laine rouge, et en un gilet de velours vert ou bleu garni de boutons faits de piécettes d'argent; les jambes sont enfermées dans des espèces de *knémides* ou jambarts de laine blanche bordées d'un liseré bleu et laissant le genou et le coudepied à découvert. Pour chaussures, ils portent des *alpargatas*, sandales de cordes

tressées, dont la semelle a près d'un pouce d'épaisseur, et qui s'attachent au moyen de rubans comme les cothurnes grecs; ils ont la tête habituellement rasée à la façon des Orientaux et presque toujours enveloppée d'un mouchoir de couleur éclatante; sur ce foulard est posé un petit chapeau bas de forme, à bords retroussés, enjolivé de velours, de houppes de soie, de paillons et de clinquant. Une pièce d'étoffe bariolée, appelée *capa de muestra*, ornée de rosettes de rubans jaunes, et qui se jette sur l'épaule, complète cet ajustement plein de noblesse et de caractère : dans les coins de sa cape, qu'il arrange de mille manières, le Valencien serre son argent, son pain, son melon d'eau, sa *navaja;* c'est à la fois pour lui un bissac et un manteau. Il est bien entendu que nous décrivons là le costume au grand complet, l'habit des jours de fêtes; les jours ordinaires et de travail, le Valencien ne conserve guère que la chemise et le caleçon : alors, avec ses énormes favoris noirs, son visage brûlé du soleil, son regard farouche, ses bras et ses jambes couleur de bronze, il a vraiment l'air d'un Bédouin, surtout s'il défait son mouchoir et laisse voir son crâne rasé et bleu comme une barbe fraîchement faite. Malgré les prétentions de l'Espagne à la catholicité, j'aurai toujours beaucoup de peine à croire que de pareils gaillards ne soient pas musulmans. C'est probablement à cet air féroce que les Valenciens doivent la réputation de mauvaises gens (*mala gente*) qu'ils ont dans les autres provinces d'Espagne : on m'a dit vingt fois que, dans la Huerta de Valence, lorsqu'on avait envie de se défaire de quelqu'un, il n'était pas difficile de trouver un paysan qui, pour cinq ou six douros, se chargeait de la besogne. Ceci m'a l'air d'une pure calomnie; j'ai souvent rencontré dans la campagne des drôles à mines effroyables qui m'ont toujours salué fort poliment. Un soir même, nous nous étions perdus et nous faillîmes coucher à la belle étoile, les portes de la ville se trouvant fermées à notre retour, et cependant il ne nous arriva rien de fâcheux, quoiqu'il fît nuit noire depuis long-temps, que Valence et les environs fussent en révolution.

Par un contraste singulier, les femmes de ces Kabyles européens sont pâles, blondes, *bionde e grassote*, comme les Vénitiennes; elles ont un doux sourire triste sur la bouche, un tendre rayon bleu dans le regard; on ne saurait imaginer un contraste plus parfait. Ces noirs démons du paradis de la Huerta ont pour femmes des anges blancs, dont les beaux cheveux sont retenus par un grand peigne à galerie

ou traversés par de longues aiguilles ornées à leur extrémité de boules d'argent ou de verroteries. Autrefois les Valenciennes portaient un délicieux costume national qui rappelait celui des Albanaises; malheureusement elles l'ont abandonné pour cet effroyable costume anglo-français, pour les robes à manches à gigot et autres abominations pareilles. Il est à remarquer que les femmes sont les premières à quitter les vêtemens nationaux; il n'y a guère plus en Espagne que les hommes du peuple qui conservent les anciens costumes. Ce manque d'intelligence dans ce qui touche à la toilette surprend de la part d'un sexe essentiellement coquet; mais l'étonnement cesse lorsque l'on songe que les femmes n'ont que le sentiment de la mode et non celui de la beauté. Une femme trouvera toujours charmant le plus misérable chiffon, si le genre suprême est de porter ce chiffon.

Nous étions depuis une dizaine de jours à Valence, attendant le passage d'un autre bateau à vapeur, car le temps avait dérangé les départs et brouillé toutes les correspondances. Notre curiosité était satisfaite, et nous n'aspirions plus qu'à retourner à Paris, à revoir nos parens, nos amis, les chers boulevarts, les chers ruisseaux; je crois, Dieu me le pardonne, que je nourrisais le désir secret d'assister à un vaudeville; bref, la vie civilisée, oubliée pendant six mois, nous réclamait impérieusement. Nous avions envie de lire le journal du jour, de dormir dans notre lit, et mille autres fantaisies béotiennes. Enfin, il passa un paquebot anglais, venant de Gibraltar, qui nous prit et nous conduisit à Port-Vendre, en passant par Barcelone, où nous ne restâmes que quelques heures. L'aspect de Barcelone ressemble à Marseille, et le type espagnol n'y est presque plus sensible : les édifices sont grands, réguliers, et, sans les immenses pantalons de velours bleu et les grands bonnets rouges des Catalans, l'on pourrait se croire dans une ville de France. Malgré sa Rambla plantée d'arbres, ses belles rues alignées, Barcelone a un air un peu guindé et un peu raide, comme toutes les villes lacées trop dru dans un justaucorps de fortifications.

La cathédrale est fort belle, surtout à l'intérieur, qui est sombre, mystérieux, presque effrayant. Les orgues sont de facture gothique et se ferment avec de grands panneaux couverts de peintures. Une tête de Sarrazin grimace affreusement sous le pendentif qui les supporte. De charmans lustres du xve siècle, brodés à jour comme des reliquaires, tombent des nervures de la voûte. En sortant de l'église, on entre dans un beau cloître de la même époque, plein de

rêverie et de silence, dont les arcades demi-ruinées prennent les tons grisâtres des vieilles architectures du Nord. La rue de *la Plateria* (de l'orfévrerie) éblouit les yeux par ses devantures et ses verrines étincelantes de bijoux, et surtout d'énormes boucles d'oreilles grosses comme des grappes, d'une richesse lourde et massive, un peu barbare, mais d'un effet assez majestueux, qui sont achetées principalement par les paysannes aisées.

Le lendemain, à dix heures du matin, nous entrions dans la petite anse au fond de laquelle se trouve Port-Vendre. — Nous étions en France. — Vous le dirai-je? en mettant le pied sur le sol de la patrie, je me sentis des larmes dans les yeux, — non de joie, mais de regret. — Les tours vermeilles, les sommets d'argent de la sierra Nevada, les lauriers-roses du Généralife, les longs regards de velours humides, les lèvres d'œillet en fleur, les petits pieds et les petites mains, tout cela me revint si vivement à l'esprit, qu'il me sembla que cette France, où pourtant j'allais retrouver ma mère, était pour moi une terre d'exil. Le rêve était fini.

THÉOPHILE GAUTIER.

DE L'ADMINISTRATION

DE

L'AGRICULTURE

EN FRANCE.

Si jamais un art a été l'objet de panégyriques, d'encouragemens oratoires, de louanges poétiques, c'est celui de l'agriculture, et depuis la Bible, qui le déclare une création du Très-Haut, jusqu'à Sully, qui y voyait les mamelles de l'état, et jusqu'au XVIIIe siècle, où, en pleine académie, on applaudissait à *Choiseul agricole* et à *Voltaire fermier*, le concert approbateur ne lui a pas manqué. L'agriculture est un peu dans le cas de ces robustes enfans qui nourrissent toute leur famille de leur travail; les parens en font volontiers l'éloge, tandis qu'ils réservent leur amour et leurs caresses à l'enfant infirme dont la frêle existence est un enchaînement de maladies et de crises. Chez nous, en effet, le robuste enfant est abandonné à la force de sa constitution; l'enfant frêle et délicat, qui donne des in-

quiétudes continuelles, dont la vie est sans cesse compromise, l'industrie commerciale et manufacturière, est l'objet de tous les soins; c'est pour elle que se font les lois, les traités; on stipule de ses intérêts aux dépens de son frère qui la fait vivre et qui n'obtient que des phrases officielles, encens annuel que l'on croit devoir suffire à sa grossière simplicité.

Est-ce la bonne volonté qui manque au gouvernement pour protéger efficacement l'agriculture? Nous ne lui faisons pas cette injure. Tous nos hommes d'état connaissent l'importance de cet art, tous voudraient lui être utiles. Et comment en serait-il autrement? La plupart de nos législateurs ne sont-ils pas appelés par des électeurs qui cultivent le sol? Eux-mêmes ne quittent-ils pas la charrue, ou n'y tiennent-ils pas de près? Quand le général Bugeaud, un des plus dignes représentans des intérêts agricoles, demanda l'augmentation des fonds d'encouragement, l'opposition qui se manifesta était-elle hostile à l'agriculture? Eh! mon Dieu non! On craignait le mauvais usage que l'on pourrait faire du crédit demandé, on craignait de le voir livré à des mains inexpérimentées qui en feraient la proie de l'intrigue et de la faveur; mais, si on lui avait donné d'avance une destination utile dans l'intérêt du sol français, la chambre aurait été unanime pour le voter. C'est qu'en effet ce n'est pas la bonne volonté pour l'agriculture qui manque; c'est sans le savoir qu'on lui fait quelquefois beaucoup de mal, on voudrait toujours lui faire du bien; seulement, disons-le avec franchise, ce bien, on ne sait pas le faire; on marche en hésitant, parce qu'on craint de ne pas être dans la bonne route. La première chose dont il se faut préoccuper aujourd'hui, c'est de bien établir les vrais besoins de l'agriculture française, c'est de faire naître la conviction sur l'efficacité des remèdes proposés pour guérir ses maux : cela fait, tout sera facile, parce que tout le monde veut lui être propice.

Malheureusement, dans la confusion où sont les idées agricoles en France, ce n'est pas chose facile que d'entraîner cette conviction; il faut remonter bien haut et bien loin, il faut remuer bien des systèmes, rappeler bien des faits, combattre bien des préjugés, contrarier peut-être bien des intérêts; il faut autre chose encore, il faut être lu et lu avec attention; réclamer l'attention de ceux qui ont hâte, de ceux devant qui s'entassent les feuilles et les brochures, et qui ne peuvent suffire à la tâche quotidienne de les lire, n'est-ce pas déjà une des difficultés de l'entreprise? J'essaie cependant, espérant qu'au moins quelques esprits sérieux m'entendront, et que leur autorité

déterminera la conviction des autres. Sans entrer aujourd'hui dans le fond d'un sujet délicat, et qui demanderait une discussion approfondie, je me bornerai à parcourir rapidement l'ensemble des questions agricoles, afin d'en tirer un programme propre à diriger le gouvernement et les chambres dans le choix des mesures à prendre pour protéger efficacement l'agriculture. Nous prendrons parmi ces questions celles dont la solution est la plus grave et celles qui préoccupent et divisent le plus l'opinion. Au nombre de ces dernières se trouve sans contredit le morcellement progressif de la propriété. Je remarquerai d'abord que la loi ne peut y apporter que trois genres de restriction, l'institution du droit d'aînesse, la création de substitutions et de majorats, la fixation d'une limite dans la subdivision des parcelles. La restauration, qui par politique, plus que par des considérations agricoles, voulait reconstituer et conserver la grande propriété, opta pour le droit d'aînesse. Ce droit était encore vivant dans les souvenirs de la nation, les pères de famille et les aînés l'accueillaient avec faveur; c'était avoir une majorité certaine parmi ceux qui font la loi, et cependant la mesure qu'on présentait fut repoussée. Mais ce fut l'impopularité du gouvernement qui fit seule échouer la proposition. Qui ne sait, en effet, que le droit d'aînesse existe encore de fait au milieu de nous, quoique avec ce degré d'atténuation que lui impriment, non la volonté des parens, mais les entraves de la loi? Il n'est pas de ruse, pas de détour que les pères n'emploient pour grossir la part disponible au profit de leur aîné, et il n'est pas d'effort laborieux qu'ils ne tentent pour lui former un pécule qui puisse le mettre en état de conserver le champ paternel en désintéressant ses frères. Si ce sentiment s'efface au sein de la classe moyenne, qui vit de ses rentes et dont l'industrie pourrait trop difficilement se former un semblable capital, si cette classe paraît céder à la force des circonstances, il n'en est pas de même de nos paysans propriétaires; chez eux, l'esprit de famille est encore dans toute sa vigueur. Et cependant quel gouvernement voudrait aujourd'hui proposer à la France le rétablissement du droit d'aînesse? D'abord, selon moi, il tenterait une chose mauvaise, et ensuite ceux même qui s'accommodent le mieux de la pratique s'élèveraient contre la théorie; le sentiment public, qui ne flétrit point l'injustice du père de famille, ne souffrirait pas qu'elle fût rendue légale. On y verrait le projet de rétablir une aristocratie nouvelle, on y verrait tous les fantômes que l'esprit de parti sait si bien évoquer; ce serait courir un danger inutile pour obtenir un effet incertain.

Le faible reste du système des substitutions, renouvelé par l'empereur sous la forme de majorats, est venu finir devant la révolution de juillet. Ce système d'ailleurs est jugé. C'est l'asservissement de la famille, de la mère, des oncles, des frères, au fils aîné; c'est la ruine de celui qui jouit de la substitution, et qui, ne pouvant être exproprié, dépense sans prévoyance; c'est celle de ses créanciers, à qui tout gage échappe par la mort de leur débiteur; c'est la ruine encore de la propriété, que l'on épuise à dessein quand la substitution doit changer de ligne. A moins que l'état social n'offre d'abondantes ressources pour doter les cadets, des places opulentes accordées à leur nom, des carrières ouvertes pour eux seuls, un riche commerce qu'ils puissent exploiter, ce système crée une caste de *parias* dangereux, prêts à se révolter contre la société. C'est seulement par les ressources que nous venons d'énumérer que se conserve l'aristocratie anglaise. Quand le commerce manqua à Venise, le nombre des *barnabotes* (patriciens pauvres) s'accrut au point que la principale occupation de l'inquisition d'état était de mettre un frein à leur insolence envers le peuple.

Si ces deux moyens sont impraticables, il ne resterait que celui de fixer une limite au-dessous de laquelle la propriété ne fût plus divisible; mais qui oserait la fixer aujourd'hui? qui saurait la fixer? Avant de le tenter, consultons au moins les faits.

Je conçois très bien les terreurs de ceux qui craignent, selon leur expression, que le sol français ne tombe en poussière, résultat infaillible, à leur avis, de l'absence de toute règle dans le partage et la vente parcellaire des propriétés. Ils se représentent le cultivateur remplaçant la grande culture par la bêche, ne pouvant plus produire que ce qui suffit à sa famille, n'ayant plus rien de disponible à porter au marché, d'où suit l'exclusion de tout travail industriel, qui ne peut plus être alimenté par l'agriculture (le bétail de vente disparaissant en même temps que les bêtes de travail). Dès-lors aussi plus d'engrais, décadence rapide des facultés productives du sol, et appauvrissement de la nation.

Telle est la chaîne de raisonnemens qu'une logique inflexible nous présente chaque fois qu'on entame la question agricole, raisonnemens qui remplissent les livres, les journaux, et qui se produisent même à la tribune nationale. S'il était vrai que rien ne pût arrêter cette progression décroissante de l'étendue des propriétés, s'il était vrai que, dans trois générations, l'hectare de terre possédé par le père fût réduit à un neuvième ou à un douzième pour les petits-fils,

et qu'après trois générations, chaque Français ne pût plus posséder qu'un deux cent quarante-troisième d'hectare, nous devrions partager toutes ces alarmes et adopter, en dépit des principes de justice et d'égalité, en dépit de toutes les résistances, un parti décisif qui fermât le livre d'or de la propriété. Qui ne voit cependant que ce raisonnement a le même défaut que celui de Malthus, très vrai, mathématiquement parlant, mais considérablement modifié et atténué dans l'application? Sans doute, la possibilité légale de la division à l'infini existe en France; toutefois, comment use-t-on de cette possibilité? Le nombre des cotes, et par conséquent celui des propriétaires, augmente chaque année; mais ce que l'on ne remarque pas, c'est que cette division se fait aux dépens des grandes propriétés, qui se vendent, et non au détriment des petites, qui ne se morcellent pas autant qu'on le pourrait croire. Si, dans le partage des successions de nos paysans, quelques entêtés exigent leur parcelle d'une parcelle, le plus grand nombre comprend très bien le désavantage d'avoir un grand périmètre pour une petite surface, car les lisières des champs sont peu productives. On transige donc; généralement la parcelle demeure à un seul, et puis le paysan voisin, qui est dans l'aisance, l'achète, l'agglomère à son champ et recompose ce que le partage avait décomposé. Je ne sais pas ce qui se fait dans les pays où la petite propriété est nouvelle et où l'expérience manque encore; mais dans le mien, où elle date des époques les plus anciennes, et où l'expérieuce est acquise, la grande propriété se divise, tandis que la petite propriété s'agrandit, et la terre tend ainsi à prendre des proportions moyennes adaptées aux circonstances locales et aux véritables intérêts des possesseurs : limite naturelle qui nous dispense d'en chercher une artificielle dans la loi.

Quelle est donc cette limite fixée par la concurrence des propriétaires, et qui doit pleinement nous rassurer, car elle finira par s'établir partout, à moins de supposer le pays tout entier atteint de démence? Elle est mesurée par le capital disponible pour la culture, capital qui n'est autre chose que ce que possède la moyenne des fermiers et des propriétaires français pour l'appliquer annuellement à la culture du sol. Sans doute, la grande culture bien exploitée, pourvue de capitaux suffisans, est plus productive que la petite culture privée des mêmes ressources. C'est dans cette situation relative qu'elle est envisagée par les Anglais, et ils ont mille fois raison de lancer l'anathème sur ces petites fermes dont les fermiers sont dépourvus de capitaux; mais aussi la petite culture, avec des moyens

suffisans, l'emporte incontestablement sur la grande culture, qui en manque, et c'est ainsi qu'elles luttent en France, où nous voyons nos petites propriétés florissantes, productives, se vendant à de hauts prix et remboursant leurs acheteurs, et les grandes fermes, couvertes de jachères, exploitées par des cultivateurs malaisés : lutte qui conduit nécessairement à la vente et à la division des grandes propriétés.

Sur deux terres d'égale nature, la rente est proportionnelle au capital d'exploitation. Or, ce capital est divisé en grands lots en Angleterre, et chaque possesseur d'un de ces lots peut cultiver une grande terre; il est divisé en petits lots en France : chacun de ceux qui en sont nantis ne peut cultiver utilement qu'une petite ferme; s'il en cultive une grande, ce qui n'arrive que trop souvent, il le fait mal et improductivement. Voilà toute la question selon nous. Ainsi, voulez-vous arrêter le fractionnement du sol, n'en cherchez plus les moyens dans ces lois surannées et impopulaires qui violentent tyranniquement l'exercice du droit de propriété; mais travaillez à augmenter le capital agricole, facilitez aux cultivateurs les moyens de se le procurer. Or, qui ne sait que jusqu'à présent tout a tendu à concentrer les capitaux disponibles sur d'autres entreprises, et que les bourses des capitalistes ne se sont ouvertes pour l'agriculteur qu'à des conditions qui lui en interdisaient l'usage? Il y a sans doute de justes causes à cette préférence : le devoir du gouvernement est de les rechercher, de trouver les moyens de rétablir la confiance entre le capitaliste et l'agriculteur. On a proposé, pour atteindre ce but, un assez grand nombre de solutions toutes plus ou moins incomplètes : je me borne à dire que le ministre qui résoudra complètement ce grand problème aura plus fait pour la consolidation de la propriété que celui qui ferait adopter, en dépit du sentiment national, toutes les lois d'aînesse, de substitution et de limitation. Soustraire la charrue à l'usure, égaliser sous le rapport des capitaux la condition du travail agricole à celle des autres industries, c'est le plus grand service qu'un ministre de l'agriculture puisse rendre à son pays.

Un des moyens les plus assurés pour favoriser l'accroissement du capital agricole se trouve dans l'application des caisses d'épargne aux campagnes. C'est dans les villes seulement et dans un petit nombre de villes que le travailleur économe peut déposer ses épargnes; aussi les campagnards n'entrent-ils pour rien dans les sommes accumulées à la caisse des dépôts. Ils continuent à amasser leurs petites économies jusqu'à ce qu'elles puissent payer le champ voisin

qu'ils ont convoité. Des sommes énormes, attendu le grand nombre de ces petites bourses, doivent être ainsi soustraites à la circulation, sans que leurs possesseurs en retirent aucun intérêt. Commencer à donner à nos cultivateurs le goût de placemens mobiliers, c'est combattre le penchant excessif qui les porte à payer outre mesure les terres qui sont à leur convenance, faute d'un autre emploi de leur argent; c'est ensuite les disposer à en faire un emploi productif, parce qu'ayant un dépôt sûr, ils ne craindront plus, en manifestant leur pécule par des emplois variés, de l'exposer à être volé. Cette crainte porte les cultivateurs à cacher, à dissimuler leurs fortunes, à affecter les dehors de la misère; avec l'usage de la caisse d'épargne, les causes du mal disparaîtraient.

Il faudrait donc qu'une succursale de la caisse fût établie dans chaque commune, que des employés y fissent une tournée hebdomadaire ou mensuelle pour recueillir les dépôts, que les percepteurs, par exemple, en fussent chargés, et, si l'on pouvait intéresser le clergé à cette bonne œuvre, le succès serait certain. Je crains pourtant que l'on n'obtienne pas ce dernier point. Une partie du clergé confond les caisses d'épargne dans l'anathème qu'il porte contre le prêt à intérêt, et j'ai trouvé de la répugnance à protéger ces caisses chez un de nos plus saints et de nos meilleurs évêques.

Maintenant, la petite propriété est-elle un bien, est-elle un mal? Du moment que l'on ne peut agir sur elle que par des voies indirectes, qu'elle est une nécessité de position et de circonstances, que d'elle-même elle prend un équilibre subordonné à des conditions que le temps seul peut modifier, la question devient purement théorique, et il serait oiseux de la traiter ici. Cependant la petite propriété est au moins aussi productive que la grande à égalité de capital, mais elle produit autrement et autre chose. Son principal capital consistant dans le travail des bras, elle nourrit des hommes et non des animaux, elle cultive des vivres et non des fourrages; en fait de cultures industrielles, elle s'attache aux végétaux d'un riche produit et qui exigent beaucoup de main-d'œuvre, la garance, le safran, le lin, le chanvre, la vigne, le mûrier, de préférence à ceux qui peuvent se cultiver en grand et à la charrue. Je ne crains pas la petite propriété sous le rapport économique et agricole; sous le rapport politique, je crains que, tout en étant une garantie d'ordre, elle n'en soit pas une pour les institutions libres. Quand la propriété est nivelée sous de petites proportions, elle devient incapable de se défendre. L'atelier de la culture est trop vaste et trop disséminé pour

que les efforts des ouvriers puissent se combiner, pour que leurs plaintes soient simultanées et unanimes. Les cultivateurs sont isolés, et la tyrannie les prend un à un, sans bruit, sans retentissement, soit qu'elle leur demande leurs enfans, soit qu'elle leur ravisse leur récolte, soit qu'elle s'en prenne à leur conscience. Les grands propriétaires seuls ont la force, l'intelligence, le pouvoir de s'entendre, de se grouper et de former un rempart suffisant pour garantir les droits de tous. En l'absence de grandes fortunes territoriales, les fortunes industrielles, qui continuent à se former, parce que l'industrie, à rebours de l'agriculture, se concentre sans cesse, imposeront des lois peu favorables aux cultivateurs, qui subiront le joug. Le danger est là, et non dans une prétendue aristocratie de propriétaires que l'école qui usurpe le nom de libérale voudrait faire passer sous le niveau, comme si une égalité de faiblesse pouvait être un appui pour la liberté. Selon nous, il serait utile, même à la petite propriété, que la grande propriété qui existe encore pût se sauver. Le saura-t-elle? le voudra-t-elle? Nous l'avons dit, qu'elle applique à chaque hectare du vaste domaine un capital égal à celui qu'emploie la petite propriété sur le même espace : alors la grande propriété deviendra productive à l'égal de la petite, et il n'y aura plus intérêt à la briser.

Ce dernier conseil ne sera pas combattu, mais il sera difficilement suivi. Le désir du progrès ne manque ni chez nos petits ni chez nos grands propriétaires, mais il est entravé, chez les uns et chez les autres, d'un côté par le manque de capitaux, de l'autre par une prudence excessive, qualité estimable, utile jusqu'à une certaine limite, et qui me semble caractériser très fortement notre nation. A travers les idées plus ou moins fantastiques que l'on se fait de nous, je ne pense pas que jamais ce trait de caractère ait été assez remarqué, et cependant c'est un de ceux qui opposent le plus d'obstacles à nos succès dans le commerce, dans l'industrie, dans l'agriculture. Le Français, qui expose si facilement, si gaiement, sa vie dans les entreprises les plus difficiles, n'y compromet sa fortune qu'avec la plus grande circonspection; il semble qu'il craigne moins la mort que la misère. Il n'est pas joueur, ou il veut mettre de petits enjeux avec une chance, même éloignée, de gagner beaucoup, comme à la loterie. Ce sont les hommes qui n'ont que leur courage et leur intelligence qui tentent au loin la fortune; nos capitalistes n'engagent leurs capitaux qu'autour d'eux, sous leurs yeux, et laissent échapper toutes les occasions de fortune que présentent le commerce et les établissemens éloignés.

Dans les emplois que j'ai remplis, j'ai été à portée d'observer toutes les classes de notre population, et j'ai le plus souvent vu les hommes les plus capables de se créer une position par l'industrie offrir leur temps et leurs peines, mais non leur argent. Les mises de fonds leur étaient odieuses. J'ai vu les mêmes hommes briguer une chétive place administrative sans avenir, plutôt que de faire courir la moindre chance à leur petite fortune. En agriculture, il faut vingt essais heureux accomplis autour de lui pour décider un fermier à tenter l'expérience qu'il a vu réussir. Ce n'est que une à une que les innovations sont adoptées, et l'on commence toujours par les plus économiques, par celles dont les rentrées sont les plus immédiates, par celles qui font subir le moins de transformations au capital, et où par conséquent on peut le suivre plus facilement dans sa marche. C'est ce trait de caractère qui retient non-seulement notre agriculture, mais l'ensemble de notre industrie, dans leur médiocrité, et leur refuse cette force ascensionnelle des nations d'origine anglaise. Cette prudence excessive a d'ailleurs son beau côté moral, et s'unit toujours à la modération, à l'amour du foyer domestique. C'est aux causes qui produisent ce phénomène moral qu'il faut attribuer sans doute le préjugé qui confond le malheur avec le crime en fait de commerce. En Angleterre, en Amérique, on se relève facilement d'une faillite, résultat d'une fausse spéculation ou d'une crise; en France, presque jamais. Sans examiner ce qui a entraîné la chute d'un négociant, on lui retire toute confiance; c'est un fripon ou un incapable, il n'y a pas de milieu; il ne trouve plus de crédit pour se relever. Chez nos voisins, surtout chez les Américains, on juge souvent celui qui a échoué dans une spéculation hardie comme un homme de talent qui rencontrera plus tard une meilleure chance. De ces deux dispositions différentes dépend la destinée du commerce des deux pays. Ici on ne s'expose pas à un malheur irréparable que tous fuient comme une contagion, là on ne perd pas les bonnes occasions faute de hardiesse, parce qu'on sait que, si l'on perd la partie, on pourra plus tard en jouer une autre.

Avec ces dispositions timides, il faut mettre le succès en évidence aux yeux de nos agriculteurs, pour qu'ils soient tentés d'imiter les bonnes pratiques; il faut ensuite répandre la saine instruction agricole dans la classe des propriétaires pour qu'ils puissent juger les innovations et se mettre en garde contre les projets hasardeux sans s'exposer à rejeter ceux qui sont bons. C'est ce que l'on a essayé de faire par les fermes-modèles et les écoles d'agriculture pratique. On

a réuni généralement ces deux genres d'institutions : l'école proprement dite, qui a pour but de former des jeunes gens à la pratique et à la théorie de l'agriculture ; la ferme-modèle, qui doit servir d'exemple de culture, soit sous le rapport de la perfection, soit sous celui du choix des végétaux appropriés au climat, au sol, aux débouchés de la contrée environnante, soit enfin sous celui de l'organisation administrative des exploitations rurales. Ces deux buts sont incompatibles, et ils sont mal remplis tous les deux, quand l'un des deux n'est pas sacrifié à l'autre. En effet, pour instruire convenablement des jeunes gens venus de tous les points d'un grand pays, il faut mettre sous leurs yeux des exemples variés des différentes cultures, il faut faire devant eux des expériences que l'on sait devoir être malheureuses pour les mettre en garde contre certains dangers, il faut leur expliquer l'art de faire ces expériences, et par conséquent les multiplier sous toutes les formes; il faut enfin dépenser dans le but de l'instruction et non dans celui du produit : voilà l'école d'agriculture qui *achèvera* l'éducation d'hommes déjà faits à la pratique. Au contraire, la ferme-modèle doit former son plan de culture sur les convenances et les nécessités économiques de la contrée où elle est établie, sur son sol, sur son climat, sur le genre de demandes de ses marchés; elle doit nécessairement cultiver avec profit, si elle veut être imitée : il faut que le fermier son voisin soit convaincu qu'en adoptant tel instrument, en cultivant telle plante, en élevant tel genre d'animaux à l'imitation de la ferme-modèle, il fait une œuvre profitable. Il ne me paraît donc pas que l'école et la ferme puissent marcher ensemble sans se nuire réciproquement. Quant à faire de l'école un moyen financier pour soutenir la ferme, c'est une combinaison qui ne peut être moralement approuvée, parce qu'elle sacrifie à des considérations subalternes le haut intérêt de l'instruction agricole, qu'elle jette un nuage sur les vrais résultats de l'agriculture de la ferme, et que le public pensera toujours que par elle-même, et sans le secours du bénéfice de l'école, elle ne pourrait exister. C'est ainsi que, pour se dispenser d'imiter la ferme, on attribue à l'école tout ce qu'elle produit de plus parfait et de plus avantageux pour la culture du pays.

La ferme-modèle, étant le choix, le résumé, le perfectionnement des pratiques propres à un pays déterminé, est un établissement spécial aux localités, qui semble devoir être formé et entretenu par les départemens. Le gouvernement peut sans doute accorder ses secours pour aider à la fondation d'une ferme; mais si, un capital suffisant

constitué, l'établissement ne donne pas de bénéfices, ce n'est pas l'allocation qu'il faut augmenter, c'est le directeur qu'il faut changer; il va contre le but de l'institution. Je sais que jusqu'à présent on a vu peu de fermes-modèles se suffire à elles-mêmes, mais c'est que partout on les charge de frais étrangers à la culture, on en fait un établissement mixte d'instruction et d'agriculture, on modifie les pratiques les plus lucratives pour les faire tourner un peu à l'avantage de la science; ce système bâtard porte ses fruits, qui se révèlent par les dépenses de l'établissement. Qu'il me soit permis de citer avec éloge la ferme-modèle de Louhans, dirigée par M. l'abbé Marmorat, comme la première que j'ai vu se solder à bénéfice dès ses premières années. Quant aux écoles d'agriculture pratique, en admettant que l'on soit d'accord sur le but, la tendance, le genre d'élèves que l'on doit y admettre et les résultats que l'on en peut attendre, questions qui nous semblent encore mal résolues, nous croyons que le gouvernement doit les secourir par des subventions efficaces, car il s'agit ici des progrès de la science, utiles à toute la société; nous croyons qu'il doit demander seulement aux élèves la pension qui représente leur entretien, mais que tout ce qui concerne l'instruction, une instruction aussi nouvelle, aussi peu populaire, tout ce qui regarde les expériences à faire doit être à sa charge; et si le directeur est un homme habile et savant qui sache choisir et varier les sujets de ces expériences, il en sortira des résultats qui, par leur importance pour notre agriculture, dédommageront des sacrifices qu'ils auront coûtés. Pour s'en convaincre, que l'on songe à ceux qui ont été produits dans l'arboriculture par Duhamel, et dans l'économie agricole par Arthur Young, résultats qui ont été conçus et obtenus par deux particuliers sans aucun concours du gouvernement. Si M. Vilmorin pouvait dérober quelques instans à ses travaux pour en écrire l'histoire, il nous donnerait l'occasion d'ajouter un troisième nom aux deux que nous venons d'inscrire ici.

Mais les institutions dont nous venons de parler ne sont pas encore l'éducation agricole, large, étendue, telle que la réclame un pays essentiellement voué à l'agriculture; il s'agit d'enseigner le métier, l'art et la science. Il faut apprendre le métier aux ouvriers, aux valets de ferme; la pratique y suffit quand elle est bien dirigée, dans une ferme bien administrée. Ce que je sais de l'école pratique du Grand-Jouan, de l'habileté de M. Rieffel, son directeur, et ce que j'ai pu observer sur quelques sujets qui en sont sortis, me porte à croire que le but ne peut être atteint ailleurs d'une manière plus parfaite. Les ouvriers

et les maîtres-valets qui en sortent savent obéir et commander; ils sont sobres, endurcis à la fatigue, et exécutent les travaux avec perfection. Voilà pour le métier. A Roville, sous la direction du savant et habile M. Mathieu de Dombasles, avec le secours de son expérience, avec ses vastes connaissances en agriculture, en industrie, en économie politique, les élèves apprenaient l'art autant qu'il peut être appris dans une seule localité. Ceux qui y sont devenus experts ont perfectionné leur talent par de nombreux voyages et de longs séjours dans des pays divers; c'est ce que conseillait Arthur Young, qui voulait que le jeune fermier préludât à ses exploitations par plusieurs années d'apprentissage dans des fermes placées dans des positions variées. Aux portes de Paris, Grignon, qui serait une magnifique ferme-modèle par la perfection de sa culture, si le public pouvait croire à des résultats économiques rendus obscurs par l'association d'élémens divers de prospérité, Grignon forme aussi des élèves qui ont besoin de faire plusieurs voyages avant que leur éducation agricole soit terminée. Dans ces deux établissemens, la majorité des élèves n'est malheureusement pas composée de fils de fermiers ou de propriétaires exploitant par eux-mêmes, mais de jeunes gens qui manquent de capitaux et cherchent de l'emploi; ce n'est point avec un brevet que ces écoles ou le gouvernement peuvent leur assurer ce qu'ils demandent. Il faut un capital pour devenir fermier, et pour placer comme régisseurs tous les élèves qui sortent annuellement de ces écoles, il faudrait avoir en France un plus grand nombre de riches fortunes territoriales dont les possesseurs fissent exploiter par eux-mêmes; le nombre de ces fortunes territoriales est très restreint. Enfin, l'enseignement de la science exige des cours faits par des savans distingués ayant une suffisante pratique de l'agriculture, et pour éleves tous ceux qui sont appelés par leur position à exercer quelque influence sur l'avenir agricole de notre pays. Quand nos fils, après avoir terminé leur éducation scientifique, reviennent dans leurs foyers, ils possèdent sans doute tous les instrumens d'une étude sérieuse de la science agricole : ils ont appris la physique, la chimie, l'histoire naturelle, l'économie politique; mais rien n'a porté leurs pensées vers l'application de ces connaissances à l'art qui est la base de leur fortune. Combien ne leur serait-il pas utile d'avoir vu d'habiles professeurs employer les sciences physiques à résoudre les problèmes variés que présentent la végétation et la culture! Quelle excellente préparation pour jeter de l'intérêt sur les procédés agricoles, pour les relever à leurs yeux, pour leur apprendre à s'en préoccuper et à les

juger! Pourquoi ne pas faire l'essai de ces chaires d'application dans nos facultés? Si l'on ne peut en donner aux industries diverses, trop multipliées, et pratiquées chacune par un trop petit nombre d'individus, on ne peut les refuser à l'art agricole, qui intéresse le pays tout entier. Or, qu'avons-nous fait encore? Croit-on que les cours du conservatoire des arts et métiers atteignent le but que nous indiquons? Sans doute, les professeurs ne peuvent être mieux choisis ni plus habiles; mais, relégués loin du quartier des études, ils n'attirent pas le genre d'élèves que je voudrais voir à leur cours, ces nombreux étudians en droit et en médecine, dont si peu seront avocats et médecins occupés, mais qui tous retourneront au sein de leurs propriétés rurales, qu'ils n'apprennent pas à cultiver avec le Code civil ou le Manuel d'anatomie. Nous nous plaignons que notre jeunesse déserte de toutes parts les champs pour les professions libérales : sachons lui apprendre tout ce qu'il y a de noble, de relevé, de curieux, d'attachant dans la carrière qu'elle dédaigne; rappelons-lui qu'à côté du labeur manuel il y a aussi le travail intellectuel; rattachons-la à la terre par les mobiles qui agissent le plus sur les jeunes esprits.

Si, après avoir parcouru les questions qui touchent au capital et aux hommes qui pratiquent l'agriculture, nous abordons la question du sol, la carrière devient plus vaste encore. En effet, il s'agit ici des moyens de prévenir l'épuisement de la terre et de le réparer, c'est-à-dire de favoriser les produits qui retirent de l'atmosphère plus qu'ils ne prennent au sol et qui lui rendent des débris riches en principes fertilisans, en un mot les cultures destinées à la production et à l'entretien des animaux. C'est dans un travail spécial seulement que l'on pourrait traiter ces vastes questions auxquelles se rattachent celles des douanes et des protections, celles de la multiplication et du perfectionnement des races; mais je ne puis omettre d'indiquer ici la plus grave, la plus importante des améliorations que notre sol peut recevoir. L'est, le sud et le centre de la France sont sous l'influence d'un climat excessif où la mauvaise répartition des pluies oppose de grands obstacles à une bonne agriculture. En effet, comment faire des élèves de bestiaux, si les années de disette de fourrage succèdent inopinément et fréquemment à celles d'abondance? Comment avoir des fermiers, si l'inconstance des récoltes ne permet pas de compter sur un produit à peu près certain, s'il faut avoir en avance plusieurs années de fermage pour parer à ces fréquens accidens, si, en un mot, au lieu de produits

annuels oscillant légèrement en plus et en moins autour d'une moyenne, celle-ci ne se compose que d'écarts considérables qui dépassent toute prévoyance? Ainsi, dans ces climats, les bestiaux, peu nombreux, abandonnent les plaines au milieu du printemps pour aller chercher aux montagnes une pâture assurée, heureux quand à leur retour la sécheresse ne les prive pas de leur provision d'hiver; la disette des bestiaux cause celle des engrais, et renferme le cultivateur dans un cercle étroit de cultures céréales et arbustives. C'est du blé, des vignobles, des mûriers, qu'il doit attendre ses produits, d'autant moins abondans qu'il ne peut pas réparer convenablement les élémens de fécondité naturelle du sol. Enfin le métayage règne invinciblement dans ces contrées, parce qu'il faut que le maître y partage les chances du colon. Au milieu de ces plaines altérées brillent comme des oasis un petit nombre de terrains arrosés, qui alors dépassent autant par la richesse de leur végétation celle des pays les plus favorisés, que les terres sèches qui les environnent leur sont inférieures. N'est-il donc pas en notre pouvoir de multiplier les espaces pourvus par l'intelligence humaine de cette humidité que le ciel leur déniait? Ces deux élémens, l'eau et la chaleur, qui réunis produisent la végétation, et séparés la détruisent, n'est-il pas possible de les rapprocher dans les proportions les plus convenables aux végétaux? Sans doute l'homme ne peut suppléer à la chaleur que dans certaines limites, aussi bornées que l'enceinte de ses serres; s'il ne peut transporter sous le pôle la température de la zone tempérée, presque partout cependant il peut disposer de l'eau. Plus on avance vers le midi, plus le besoin s'en fait sentir; mais aussi, en associant une quantité d'eau suffisante à une quantité de chaleur considérable, le produit s'élève avec les deux facteurs; la valeur des terres s'accroît en raison du besoin plus grand de l'irrigation, qui alors en double, triple, centuple quelquefois le prix. Or, ce miracle de la multiplication des produits ne peut être opéré que rarement et difficilement par l'individu privé des secours d'une bonne législation et de ceux du gouvernement. Avec cet appui, au contraire, le revenu agricole peut s'accroître dans des proportions considérables, car, ne nous y trompons pas, nos pays à pluies d'été eux-mêmes sont trop près des limites de la région où elles manquent pour qu'ils n'aient pas aussi à souffrir des oscillations du climat, pour qu'ils ne subissent pas aussi des périodes de sécheresse estivale, et alors la détresse y est d'autant plus grande que le nombre des bestiaux y est plus considérable, et que la disette du fourrage les frappe tous à la fois; il faut

les vendre à perte pour les remplacer chèrement plus tard, causes qui influent gravement sur les approvisionnemens en viande de nos marchés.

Quel bienfait pour l'agriculture du nord comme pour celle du midi si des fléaux naturels qui privent trop souvent le cultivateur du fruit de ses labeurs, on pouvait en éliminer un, le plus redoutable peut-être, si l'on pouvait lui promettre une fraîcheur moyenne de son sol, indépendante des saisons! Quel est l'agriculteur qui ne bénirait la main qui le dispenserait de s'inquiéter désormais de la marche des vents et de l'absence des nuages, quand ses plantes altérées réclameraient le secours de l'humidité? C'est donc la France entière qui doit devenir le champ des recherches et des travaux du gouvernement, appelé, par notre organisation sociale et politique, à se mettre à la tête de cette belle opération. Qu'il ne craigne pas de prendre ses modèles chez ces gouvernemens que nous croyons avoir beaucoup dépassés, mais qui ont encore des leçons à nous donner; ces gouvernemens qui ont fait pulluler les hommes et les richesses sous les climats les plus ardens, ces gouvernemens de l'Inde, de l'Égypte, de la Perse, de l'Espagne maure, dont on admire encore les aqueducs, les canaux, les moyens d'irrigation, trop souvent, il est vrai, dans les débris qui en restent; pays dont la prospérité aurait résisté à la conquête, comme la Chine, si avec l'indépendance n'avaient disparu aussi ces travaux qui leur apportaient la vie. Enfin, que notre gouvernement s'empare des moyens qui font la richesse de cette vallée du Pô, où, sans fabriques, sans commerce, sans industrie, cette richesse renaît sans cesse de ses cendres, dans ce pays, théâtre et victime éternelle des guerres de ses voisins. Voilà une grande œuvre à mettre à côté de nos chemins de fer; elle reproduira les capitaux qu'ils nous auront coûtés, elle tempérera ce que l'autre a de trop hardi. Le jeune gouvernement de juillet montrera par là que son ardeur peut s'associer à une sage maturité, et que, s'il a beaucoup fait jusqu'ici pour l'industrie, il veut aussi payer sa dette à l'agriculture.

Afin d'accomplir les prodiges que nous appelons de tous nos vœux, il faut le double concours de l'intérêt privé et de celui de l'état; mais pour que les individus se mettent à l'œuvre, il nous manque une législation qui aplanisse les obstacles qui s'élèvent toujours sous leurs pas; il faut l'emprunter aux peuples qui ont eu les mêmes besoins que nous. Cette législation des peuples méridionaux nous manque encore; on voit trop que nos lois sont faites au quarante-

huitième degré de latitude, et que nos pays agricoles les plus riches sont encore au nord de la capitale. Sans cela, nous aurions mis depuis long-temps les travaux destinés à conduire l'eau par l'irrigation au nombre des travaux d'utilité publique, fussent-ils l'œuvre d'un simple particulier. La législation du Milanais accorde à tout individu le droit de conduire l'eau qui lui appartient partout où il le juge convenable, même à travers la propriété d'autrui, pourvu qu'il paie au propriétaire une indemnité proportionnée au terrain emprunté pour le canal; les jardins et les maisons de campagne sont seuls exceptés de cette mesure. Ces lois sont réunies dans le recueil publié sous Charles V, et intitulé : *Constitutiones Domini mediolanensis*, etc. La république de Venise admettait le même droit. Les statuts particuliers qui régissaient la principauté d'Orange étaient bien plus larges encore que cette législation : tout canal de dérivation pouvait, sans indemnité, traverser les propriétés voisines pour servir à l'irrigation. On devait par le plus court chemin le passage à l'eau, comme le code civil admet que l'on doit le passage pour le service des propriétés enclavées. Ces deux lois dérivent du même principe. Chacun doit pouvoir parvenir à son champ pour le cultiver, pour l'amender, pour le récolter; il doit y parvenir par le plus court chemin et le moins dommageable, et, si je puis traverser la terre de mon voisin pour charrier de la marne, par exemple, pourquoi n'en serait-il pas de même de l'eau, qui est aussi un amendement et le principal de tous? J'entends bien l'objection, c'est que ce droit n'existe que pour les terres enclavées. Mais pourquoi cela? Parce que celles où l'on aboutit par un chemin n'en ont pas besoin. Ce qui est vrai pour tout ce qui peut se transporter par les moyens ordinaires ne l'est plus quand il s'agit de l'eau, qui n'a qu'une seule direction à suivre, celle de son niveau. Dans ce cas, le champ est toujours isolé, excepté dans la direction de ce niveau; il est dans la position de champ enclavé, si on lui ferme cette direction. D'ailleurs, outre cette raison d'équité qui veut que, sans porter préjudice à son voisin ou en l'indemnisant de ce préjudice, chacun puisse jouir de ce qui lui appartient, l'intérêt public commande de protéger des entreprises qui tendent à l'amélioration du sol; il veut que l'on puisse vaincre le caprice du propriétaire qui, en empêchant une dérivation d'eau, stérilise toutes les propriétés inférieures. Aurait-on quelque scrupule de faire intervenir la loi, s'il s'agissait d'une mine placée sous le terrain de ce propriétaire? En pareil cas, elle autorise l'exploitant à s'y établir, à percer le sol, à le creuser sous la surface, moyennant indemnité,

pour que la richesse souterraine profite à la société; et cette autre richesse qui coule à flots sur la surface, que nous voulons solidifier et convertir en or par la culture, cette richesse que nous avons trop méconnue, nous ne pourrions la saisir, parce que l'industrie que nous exerçons s'appelle agriculture et non métallurgie! Mon frère a proposé un projet de loi fondé sur ce principe dans la conférence agricole de la chambre des députés; ce projet a été bien accueilli. Les amis de la prospérité du pays regretteront comme moi que, dégoûté de la stérilité de nos débats politiques, il se soit retiré de la députation; mais ses anciens collègues restés à la chambre ne répudieront pas cet héritage.

Nous venons de dire ce que la législation devait faire pour fournir aux individus et aux associations les facilités qui seules peuvent étendre et généraliser l'irrigation; mais le gouvernement peut faire plus encore. Quand on pense que chaque dizaine de milliers de mètres cubes d'eau qui s'écoule à la mer pendant l'été peut, dans nos climats les plus chauds, soustraire un hectare de terre à toutes les vicissitudes du climat, et, dans ceux qui sont plus tempérés, une plus grande étendue encore; quand on songe que, dans le midi, on n'hésite pas à payer annuellement 40 et 50 francs par hectare pour obtenir le bénéfice de l'eau, on s'étonnera que l'on n'ait pas cherché depuis long-temps à généraliser ce moyen d'amélioration. Pour avoir une idée de ce qu'il y aurait à faire, prenons pour exemple le département des Bouches-du-Rhône. C'est un de ceux où les canaux d'irrigation ont été adoptés avec le plus de faveur, et cependant ce département, qui n'arrose que 44,500 hectares sur 260,000, est loin d'arroser encore tout ce qui peut l'être; le nouveau canal des Alpines, celui de Marseille, vont accroître sa surface arrosable; toute l'île de Camargue soupire après le moment où elle sera abondamment pourvue d'eau. Je n'hésite pas à croire que, si l'on utilisait partout les eaux courantes, on parviendrait facilement à l'état où se trouve actuellement ce département. On peut donc le regarder comme représentant l'état moyen qu'on atteindra partout aisément. On pourrait donc opérer cette métamorphose sur 4,450,000 hectares qui paieraient pour droit d'arrosage une somme de 200 millions, en laissant un large bénéfice aux propriétaires. Ce serait plus de 300 millions de produit ajoutés à la richesse de la France (1). Quel

(1) Nos rivières de France portent chaque année à la mer un tribut de près de 1,400 milliards de mètres cubes d'eau, sur lesquels les mois d'été ne débitent pas

est le commerce extérieur le plus favorisé, le plus soigneusement protégé, qui donne de pareils résultats? Ce but peut être atteint par un gouvernement intelligent qui comprendrait bien les vrais intérêts du pays, et je fais l'honneur au nôtre de le croire capable de vouloir tenter cette grande œuvre. Pour l'accomplir, l'agriculture ne demandera pas le milliard des chemins de fer, elle n'attend qu'une direction et des encouragemens.

Une direction : c'est au gouvernement à s'en emparer en faisant étudier toutes nos rivières sous le rapport de l'irrigation. Qu'une division d'ingénieurs soient chargés sans délai de cette vaste reconnaissance; ils savent si bien trouver le moindre filet d'eau pour l'alimentation des canaux de navigation, ils trouveront sans peine, à partir de la source d'une rivière, les différens étages de niveau où il faut arrêter l'eau pour en faire profiter les vallées et les plaines qui l'avoisinent. Quand il se présentera des torrens dont les eaux tarissent dans la saison chaude, ils examineront s'il n'est pas possible de les barrer et de faire une réserve de l'excédant de leurs eaux d'hiver et de printemps pour s'en servir dans les temps de sécheresse, ou si au moins on ne peut utiliser ces torrens, même pendant l'hiver, pour les forcer à déposer sur les terres inférieures les limons qu'ils entraînent; industrie qui enrichit en ce moment le territoire de plusieurs communes de Vaucluse, bordées par la rivière d'Ouvèze.

Les plans et les devis de cette vaste opération ayant été réunis, communiqués aux communes et aux départemens, et approuvés, le gouvernement pourra proposer une loi qui l'autorise à former des associations et à concéder des entreprises pour l'exécution, au moyen d'un secours quand cela sera nécessaire. J'espère que ce mot de secours n'effraiera personne. Si nous sommes les derniers venus, si nous avons eu la discrétion de laisser nos cadets prendre les premiers leur part de la fortune commune, on ne peut vouloir que nous soyons déshérités. Quand on subventionne les chemins de fer, les canaux de navigation, les ports, la pêche maritime, les fabriques de draperie, l'agriculture des colonies, il semble que l'agriculture de la métropole a aussi quelques droits à obtenir de justes encouragemens. Et quelle est celle de ces industries qui puisse rembourser

plus d'un cinquième de cette quantité (un septième seulement pour la vallée du Rhône) ou 280 milliards, pouvant arroser 28 millions d'hectares. On ne peut pas prétendre à absorber complètement cette quantité d'eau, mais on voit qu'en l'utilisant convenablement, la bonification pourrait s'étendre beaucoup plus que nous ne le supposons ici.

avec usure le prêt que lui fera l'état, comme peut le faire l'agriculture française? D'ailleurs, il faut bien le dire, la réussite du plan est à cette condition, et l'exposé succinct des difficultés que présente l'opération ne laissera aucun doute à cet égard.

Le lendemain du jour où un chemin de fer, un pont, sont terminés, la recette commence immédiatement, et l'expérience a prouvé que les premières années n'étaient pas celles qui produisaient le moins. Il n'en est pas de même d'un canal d'irrigation; pour que les cultivateurs puissent profiter des eaux, il faut qu'ils changent leur mode de culture, et ce changement est une grande affaire. Il faut des capitaux pour l'opérer, il faut niveler le terrain, le fumer; il faut modifier toute l'économie de l'exploitation, acheter des bestiaux, si l'on transforme le terrain en prairie; il faut enfin quelquefois sacrifier des capitaux qui avaient une autre destination, comme quand il s'agit d'arroser une surface consacrée auparavant aux vignes; alors les nombreux bâtimens destinés à cette culture, celliers, caves, etc., les foudres, tonneaux et autres ustensiles, deviennent inutiles, et il faut les remplacer par des greniers à foin et des étables. On a toujours vu que ce n'est que plusieurs années après l'ouverture d'un canal, qu'il distribue une quantité d'eau suffisante pour payer l'intérêt de ses frais de construction. Aucun capitaliste sensé n'entreprendra donc une telle opération s'il n'est suffisamment aidé, et les associations de propriétaires ne pourront elles-mêmes la tenter qu'avec l'appât d'une subvention. C'est donc le chiffre de cette subvention qui doit devenir la base de l'adjudication du canal. Une fois largement entrés dans cette voie, les départemens, les communes, les particuliers, viendront en aide à l'opération; mais c'est au gouvernement de soutenir l'enfant par les lisières jusqu'à ce qu'il marche.

Autant l'eau dispensée avec juste mesure sur les terres sèches est un bienfait, autant la surabondance est un fléau qu'il faut conjurer. Les eaux stagnantes couvrant des bassins peu profonds dont les bords se dessèchent en été deviennent des foyers de maladies et des causes de dépopulation. Combien ne reste-il pas à faire pour rendre à la santé des contrées entières que la fièvre désole! Sera-t-il jamais possible d'assainir complétement nos côtes maritimes? Les épidémies de la Zélande, malgré le génie déployé par les Hollandais dans les desséchemens, semblent faire craindre que le problème ne soit de long-temps complètement résolu; mais il est une foule de positions sur lesquelles on peut agir avec succès, et il faut les rechercher. Le grand-duc de Toscane nous en donne l'exemple par ses tra-

vaux dans les maremmes; la France ne peut hésiter à le suivre dans cette voie. Quant aux étangs artificiels de l'intérieur, ils doivent être abolis. Aucune considération d'intérêt privé ne peut prévaloir quand il s'agit de la santé de populations entières. Ce n'est pas user, c'est abuser du droit de propriété que de faire produire la peste à son champ. Que sera-ce quand on saura que l'intérêt bien entendu du propriétaire est précisément le desséchement? L'exemple de plusieurs propriétaires éclairés l'a prouvé dans le département de l'Ain, et M. Nivière est à l'œuvre pour confirmer et populariser cette expérience parmi les élèves qui l'entourent à la Saussaye. Les riches récoltes obtenues sur ces étangs desséchés contrastent trop fortement avec les produits que l'incurie et la routine attendent de l'exploitation actuelle pour ne pas devenir le signal d'un heureux changement dans ces contrées. Espérons que l'on comprendra partout l'opportunité d'un pareil changement, et qu'on préviendra ainsi l'adoption de mesures législatives sévères, quelquefois promulguées par nos devanciers, mais toujours éludées ou tombées en désuétude. Une étude attentive de la matière montrera peut-être que le principal obstacle au desséchement est dans la lutte qui peut s'engager d'abord entre les intérêts souvent différens des propriétaires de l'eau et du terrain, puis dans le désaccord qui peut exister entre les propriétaires des divers étangs placés en échelons l'un sur l'autre et ayant l'un à l'égard de l'autre la servitude de fournir et de recevoir leurs eaux. Une disposition législative qui ferait cesser cette indivision par une licitation serait probablement la première mesure à prendre.

Les eaux stagnantes ne sont pas les seules qui nuisent à l'industrie agricole. Ces rivières, ces torrens que nous voulons utiliser, lui causent quelquefois de grands dommages, quand, dans des crues, ils sortent de leur lit, renversent leurs digues et se répandent sur la campagne. Si les fleuves qui ont des crues régulières comme le Nil, le Gange, répandent tant de bienfaits, c'est parce que les récoltes précèdent l'époque des inondations, qui est suivie des semailles, et qu'ainsi la fertilité de leurs limons, l'humidité qu'ils entretiennent dans le sol profitent à la culture sans pouvoir lui nuire. Il en est autrement quand les crues sont irrégulières et imprévues. Le premier sentiment des populations est alors de s'en garantir au moyen de digues insubmersibles, sans tenir compte des dépôts fertilisans que les eaux abandonnent. Mais quand ces digues sont renversées sur un seul point, la masse d'eau, contenue jusque-là à un niveau supérieur aux terres, s'élance, ravage tout devant elle, creuse le sol, détruit

les habitations, renverse les arbres, et par sa force d'impulsion entraîne le gravier de son lit, qu'elle dépose sur son passage en échange du terreau qu'elle dissout et enlève. La contrée est stérilisée et ruinée. Ces malheurs, trois fois répétés sur les rives du Rhône, indiquent assez que la puissance publique a un autre rôle à remplir que celui de réparer le mal quand il est arrivé : elle doit chercher à le prévenir, car ce n'est pas seulement la fortune privée qui souffre de ces catastrophes; les subventions pour réparer les travaux emportés, les dégrèvemens pour récoltes perdues, les changemens de classe des propriétés cadastrées portent une atteinte profonde aux finances de l'état.

Étudions les malheurs de la vallée du Rhône, ils sont les plus récens, les plus complets; ils seront les plus instructifs et nous éclaireront sur les mesures à prendre pour régulariser l'administration de nos rivières.

On ne peut pas reprocher à une digue qui est surmontée par les eaux de périr par défaut de solidité, la construction la plus habile et la plus soignée ne résiste pas à un tel accident; on ne peut pas reprocher non plus aux riverains de n'avoir point élevé leurs digues à une hauteur qui excède de beaucoup les plus hautes crues connues, car alors il n'y aurait plus de limite. Cherchons plutôt à ces malheurs des causes que nous puissions atteindre et conjurer. On a cru que l'élévation extraordinaire du Rhône, dans ces dernières inondations, pourrait être due à un exhaussement de son lit; il y a beaucoup de preuves du contraire, mais on ne réduit pas seulement le débouché d'un fleuve en exhaussant son fond, on le réduit aussi en diminuant outre mesure la largeur de son cours, et je pense que c'est ce qui est arrivé en beaucoup de lieux. On a construit depuis cinquante ans un grand nombre de nouvelles digues; le lit du fleuve a été resserré. L'autorité qui veille sur le cours du Rhône, morcelée entre les préfets des deux rives, a été sans efficacité; de plus elle a nui à la conservation du lit du fleuve, chaque rive se regardant comme rivale et cherchant à conquérir sur l'autre. De là, rétrécissement du fleuve, mauvaise direction des travaux, trop souvent entrepris dans un but d'hostilité réciproque. Telles me semblent les grandes causes des malheurs qui ont eu lieu sur le Rhône, et qui peuvent se reproduire partout. Ainsi, pour parer aux inconvéniens signalés, la première mesure à prendre est d'instituer une autorité unique qui décidera toutes les questions administratives soulevées par le cours des fleuves. Cette autorité, investie de pouvoirs suffisans, aurait dans ses attributions tout ce qui

est relatif à la conservation du lit des rivières, à celle des rives et à la navigabilité, questions que par une loi on soustrairait au jugement des préfets et des conseils de préfecture pour les soumettre à un *préfet du fleuve*, afin qu'il trouvât dans les lois antérieures les droits et les pouvoirs qui lui seraient nécessaires. Un conseil de préfecture jugerait les questions contentieuses. Sans cette nouvelle centralisation des intérêts de la navigation et des riverains, que la division par départemens a éparpillés outre mesure en un trop grand nombre de mains, on ne fera rien d'efficace ni de durable. Un corps d'ingénieurs hydrauliciens chargés des travaux compléterait cette organisation. Ces ingénieurs acquerraient l'expérience que leurs fonctions, si diverses dans les départemens, ne leur permettent pas d'atteindre. Ce serait une spécialité dans le corps des ponts-et-chaussées, comme on a reconnu tacitement qu'il fallait en établir une pour les travaux à la mer.

Si nous continuons à nous servir de l'expérience de ce qui s'est passé sur le Rhône pour rechercher quelle serait l'organisation la plus convenable à nos rivières, nous trouverons encore que les travaux d'une même rive, exécutés par des syndicats de commune, étaient mal conçus pour la défense générale; qu'obligés de garantir un seul territoire, ils devenaient plus coûteux, faute de se raccorder avec les travaux supérieurs; enfin, que, les ressources d'un grand nombre de petites communes étant trop faibles, les ouvrages étaient mal construits, surtout mal entretenus, et point surveillés. Le moyen de parer à ces inconvéniens est de faire de grands syndicats, formés de toutes les communes d'une même rive, dans chaque bassin du fleuve. Ces bassins, indiqués par des resserremens successifs de montagnes, comprennent évidemment des territoires solidaires l'un de l'autre, et il est juste que les communes inférieures, garanties par les ouvrages supérieurs, concourent au perfectionnement des travaux. Ces syndicats étendus et riches formeraient une caisse d'assurance mutuelle qui rendrait les malheurs partiels faciles à réparer, sans trop grever la partie qui a souffert et qui travaille dans son intérêt sans doute, mais aussi dans l'intérêt des territoires inférieurs, si les travaux sont conçus dans un bon esprit. On créerait dans chacune de ces sections des gardes de chaussée, on établirait sur les digues des corps-de-garde et des cloches pour annoncer le danger, et enfin la loi réglerait l'obligation, pour les habitans des communes, de se porter au secours des chaussées comme pour le cas d'incendie, avec une sanction pénale de cette obligation. Le décret insuffisant et ap-

plicable à une seule localité, du 15 mai 1813, reconnaissait le besoin de telles dispositions.

On peut le voir par ce que nous venons de dire, l'administration de l'agriculture est une des plus vastes et des plus importantes carrières qui puissent s'offrir à la louable ambition d'un homme d'état, et cependant je n'ai pas encore parlé des reboisemens de montagnes, des défrichemens de landes, de l'amélioration de nos races d'animaux, du bon emploi des produits de tous genres et de la première main-d'œuvre, d'où dépend quelquefois toute la valeur de ces produits, de la répartition de l'impôt et des lois de douane considérées soit comme protectrices, soit comme hostiles pour l'agriculture, et enfin des moyens de diriger l'esprit public vers cette base première de la fortune de la France. Qui ne voit le rang que pourrait prendre dans l'état et dans l'opinion un ministre qui imprimerait un vif mouvement à de si grands intérêts, et qui, placé à leur tête, viendrait développer devant les chambres des plans dignes du pays? Il en serait compris, il en serait appuyé; elles mettraient à son service toutes les forces qu'il leur demanderait, et il complèterait l'œuvre d'un règne que l'on appréciera mieux un jour que ne le fait l'esprit frondeur des contemporains.

Cte DE GASPARIN.

LA RUSSIE.

II.[1]

MOSCOU.

Il n'y a pas plus de trente ans qu'un voyage de Pétersbourg à Moscou était encore une entreprise pénible et coûteuse à laquelle on ne se résignait pas sans de graves motifs. Entre les deux grandes villes de l'empire russe, il n'existait alors qu'un chemin pareil à ceux que rencontrent encore les voyageurs dans l'intérieur du pays, couvert, en certains endroits, de poutres transversales, ailleurs coupé par des flots de sable, par des ornières profondes. L'hiver seul, avec ses amas de neige, aplanissait les aspérités de cette route, que le dégel et la pluie rendaient impraticable. On mettait quinze jours, quelquefois trois semaines, à faire le trajet, et la voiture qu'on emmenait neuve n'était plus, lorsqu'on arrivait au dernier gîte, qu'un vieux débris à mettre sous le hangar. Aujourd'hui un magnifique chemin réunit la capitale des anciens tsars à celle de Pierre-le-Grand, l'antique berceau de la puissance russe au riant foyer de sa moderne civilisation. Onze diligences, une malle-poste, une innombrable quantité de chariots de transport, sillonnent chaque

(1) Voyez la livraison du 1er décembre 1842.

jour cette route. Pour 80 francs, vous partez le soir à six heures de l'hôtel des postes de Pétersbourg, et, le troisième jour au matin, vous arrivez à la barrière de Moscou. C'est le directeur des postes actuel, M. Pranischnikoff, qui a fait établir les nouvelles malles, et tous les voyageurs doivent lui en savoir gré, car elles sont excellentes. La seule chose qu'on ait à craindre dans ces élégans coupés à deux places, c'est de se trouver accolé pendant trois jours à quelque fâcheux compagnon de voyage; ce sont trois jours de la vie à marquer avec une pierre noire. J'ai connu ce malheur; j'ai été, du 14 au 17 juin de l'an de grace 1842, en tête à tête incessant avec un marchand russe, riche et avare, sale et puant, qui, pour se concentrer dans la profondeur de ses calculs, ne prononçait pas une syllabe, et, pour ménager ses roubles, faisait son ménage sur les coussins en drap gris-perle de M. Pranischnikoff. J'ai subi l'odeur de sa vieille pipe et l'odeur plus nauséabonde encore de ses provisions de cuisine et de ses vêtemens de moujik. Que Dieu vous garde d'une aussi dure calamité! La route d'ailleurs, dans toute son étendue, est monotone et triste. Une longue plaine, tantôt aride et sablonneuse, tantôt diaprée de quelques champs de verdure, de bois de sapins, de fougères, de terrains marécageux, voilà ce qu'on aperçoit dès qu'on a franchi la barrière de Pétersbourg, ce qu'on retrouve encore le lendemain et le jour suivant. En vain vos regards avides et curieux errent de côté et d'autre: vous ne verrez pas un de ces rians paysages de la France, ni un de ces sites pittoresques des autres contrées du Nord, pas un de ces lacs frais et argentés qui, en Suède, surprennent et charment à tout instant le voyageur, pas une de ces montagnes qu'on aime à contempler de loin avec leur ceinture de nuages et leur bandeau de vapeur. Tous les points de vue sont uniformes, l'horizon est terne, le pays sombre et silencieux.

De distance en distance, on rencontre des villages de serfs composés de maisons en bois bâties strictement sur le même modèle, rangées comme des tentes de chaque côté de la route. On dirait que la même année, à la même heure, elles sont toutes sorties de terre à la voix d'un officier russe, car elles ont la même teinte grisâtre et sont alignées comme par une loi stratégique. Quelques-unes seulement, plus orgueilleuses que les autres, sont ornées d'un balcon en bois et de deux planches dentelées et effrangées qui tombent de chaque côté du toit. Trois petites fenêtres de face, élevées à dix pieds au-dessus du sol, une porte de côté, un hangar qui sert à la fois de basse-cour, de remise et d'écurie, voilà pour l'extérieur. L'intérieur se compose ordinairement de deux petites chambres, dont la moitié est occupée par un large poêle en terre où tous les membres de la famille se couchent pêle-mêle, été comme hiver, sans se déshabiller. A la base du poêle est une cavité de six pieds de longueur où, à certains jours de la semaine, le paysan entre tout nu sous le feu ardent qui en échauffe les contours, et d'où il sort ruisselant de sueur; c'est là son bain. Fidèle au costume de ses pères, il garde la longue barbe et les cheveux taillés en rond autour de la tête; en hiver, il porte le cafetan bleu sans collet et la ceinture de couleur, ou la peau de mouton

taillée en forme de redingote; en été, une chemise bleue et rouge agraffée de côté au cou, nouée sur les flancs par une légère banderole, et retombant sur le pantalon comme une blouse. Les femmes, qui avaient autrefois un vêtement très original, s'habillent aujourd'hui, à peu de chose près, comme nos paysannes, et n'ont conservé de leurs anciens usages que la coiffure. Les femmes mariées portent sur la tête une petite coiffe en toile noire, les jeunes filles laissent flotter librement en longues tresses leurs cheveux sur leurs épaules. Les hommes sont en général grands, bien faits, et leur longue barbe leur donne une physionomie imposante. Les femmes sont presque toutes laides et disgracieuses. La nature, subjuguée de tant de côtés par les infatigables efforts de Pierre-le-Grand et de ses successeurs, est restée sur ce point intraitable. Il n'y a de jolies femmes à Pétersbourg que dans les salons de la haute société, les autres n'inspireront ni une ode, ni même un pauvre madrigal. Quelle différence avec Stockholm et le nord de la Suède, ce Walhalla de la beauté septentrionale!

Les paysans qu'on rencontre sur la route de Moscou appartiennent presque tous à la couronne; avec un simulacre de liberté de plus que les serfs des seigneurs, ils sont plus malheureux, car ils ne vivent point sous la dépendance immédiate d'un maître qui, tout en les traitant parfois assez durement, a intérêt cependant à ménager leurs forces et leur bien-être matériel. Ils sont soumis à une bureaucratie hautaine et dure, à une quantité de petits employés qui les pressurent impérieusement et sans pitié. Dans un temps de disette, comme celle qui a désolé la Russie de 1840 à 1842, le seigneur emploie toutes ses ressources à nourrir ses paysans, dont la santé, la vie, sont la meilleure part de son bien. La couronne ne donne aux siens que des secours insuffisans. Elle met pourtant une grande libéralité dans ses dons, mais ces dons n'arrivent point directement aux pauvres familles auxquelles ils sont destinés, ils passent par trois ou quatre hiérarchies de fonctionnaires qui en retiennent chacun une part, et lorsqu'enfin le trésor impérial, qui n'est pas un Pactole inépuisable, se ferme forcément, un commissaire de district, qui s'est enrichi de toutes les aumônes du souverain, accorde comme une dernière faveur aux paysans qu'il régit la permission de mendier. L'été de 1841, on a vu des milliers de ces malheureux errant avec leurs femmes et leurs enfans sur les grands chemins et implorant, avec un visage pâle et des mains décharnées, un morceau de pain noir pour apaiser leur faim. Très peu de paysans des seigneurs ont été réduits à cette extrémité. Quand j'allai à Moscou, la disette durait encore; à chaque station, des troupes de vieillards affaiblis par l'âge et le besoin, des femmes vêtues de misérables haillons, des enfans aux membres chétifs, au teint cadavéreux, se pressaient autour de notre voiture, se courbaient à nos pieds en nous appelant d'une voix gémissante : *bons seigneurs* et *beaux soleils,* pour obtenir, par ces supplications orientales, une aumône de quelques copecks. Grace à Dieu, cette époque de calamité touchait à sa fin; nous vîmes les champs d'orge et de blé dorés par le soleil. Au midi et au nord de l'empire, tout se montrait sous d'heureux aus-

pices, tout annonçait une moisson qui mettrait un terme à tant de souffrances et de misères.

Une des ressources du paysan de cette contrée est de se faire charretier. Avec un cheval et une petite voiture fermée comme un panier d'osier, il entreprend de fréquens voyages de Moscou à Pétersbourg. A chaque instant, nous rencontrions des caravanes de trente et quarante chariots, marchant, comme les *grandvaliers* franc-comtois, à la suite l'un de l'autre, transportant d'une ville à l'autre les denrées de l'Europe et de l'Orient, les étoffes de France, les cristaux de Bohême, la quincaillerie de Londres et les livres de l'Allemagne. Lorsque les bateaux à vapeur recommencent leur trajet, lorsqu'ils arrivent chaque semaine à Pétersbourg, de Dunkerque et du Hâvre, de Riga et de Stockholm, une bonne partie de leur cargaison est aussitôt mise sur ces charrettes et s'en va vers Moscou. C'est que Moscou n'est pas seulement la seconde capitale de la Russie et l'une des villes les plus commerçantes de l'Europe, c'est le cœur même de la nation, c'est le centre de l'empire, c'est le point de jonction de toutes les routes de l'Orient et de l'Occident, c'est de là qu'on s'en va en Pologne et en Allemagne par les chemins pleins de deuil et de gloire de l'armée française, en Turquie par Odessa, dans le Caucase par Astracan. De quel désir vague et ardent n'ai-je pas été saisi lorsque, arrivé à Moscou, je voyais rayonner autour de moi toutes ces routes dont je venais d'atteindre la première limite, toutes ces contrées que j'aurais voulu parcourir, toutes ces villes qui m'appelaient les unes avec leurs anciennes traditions, les autres avec leur splendeur moderne : Nishni Novogorod avec sa grande foire, Kasan avec ses souvenirs des Mongols, Kiew avec ses vieilles cathédrales, Batsisaraï où les fontaines de marbre murmurent encore sous les arbres comme au temps des sultanes, Tobolsk où j'aurais contemplé avec compassion les pauvres colonies d'exilés, et la Circassie dont un jeune officier me peignait avec enthousiasme les sites rians et grandioses, théâtre de légendes héroïques. O tentations du voyageur, qui pourrait dire votre trouble plein de charme, votre essor si joyeux, hélas! et si décevant! Si j'avais eu à ma disposition quelques années de liberté et quelques-uns des cinq cents chevaux qui emportaient Catherine et son cortége dans sa fabuleuse promenade de la Tauride, vers quelle cité mémorable, vers quelle rive nouvelle ne me serais-je pas élancé avec bonheur!

Tandis que je m'abandonnais à ces rêves inutiles, mon silencieux compagnon de voyage me rappela aux réalités de la vie en tirant de sa poche son troisième déjeûner; et pour me consoler de ne pouvoir m'aventurer sur les routes lointaines de la Sibérie et du Caucase, je regardais à droite et à gauche celle que nous parcourions. C'est vraiment un très beau travail et qui a dû coûter des sommes immenses. La chaussée est ferme comme un pavé, unie comme une allée de parc, et si large que quatre diligences y pourraient facilement passer de front. A chaque ravin une forte balustrade, à chaque ruisseau un pont en pierre avec des gardefous en fer ornés d'aigles à deux têtes et de trophées. De loin en loin aussi apparaît, au bord

de cette large route, un oratoire, une coupole verte ou dorée, une église. Quand une des parois de la voiture m'empêchait de voir ces édifices religieux, je les devinais aux signes de croix du postillon et de mon compagnon de voyage. Le postillon russe n'a pas encore le scepticisme ou la joyeuse insouciance de ses confrères de France ou d'Allemagne. Le postillon français monte à cheval gaiement, fait claquer son fouet, et, selon le pourboire qui lui est promis, part au trot ou au galop. Le postillon allemand prend son cor, module une mélodie populaire, et regarde en passant les blondes jeunes filles qui l'écoutent. Le postillon russe ne s'élance pas si légèrement sur les grands chemins. Il sait que son métier est dangereux, qu'il ne doit pas trop se fier à sa force et à son adresse, que le meilleur cheval peut trébucher et la meilleure voiture se briser. En prenant les rênes de son attelage, il se découvre la tête, fait trois signes de croix et se recommande à son saint patron. A chaque chapelle, à chaque image qu'il rencontre, il renouvelle cet acte de piété, et, enfin, quand il arrive à la station, il se découvre et se signe encore pour remercier Dieu de l'avoir protégé. Les marchands, les paysans russes observent tous ce religieux usage. Il n'y a que les gens du monde qui commencent à le croire inutile, et qui ne veulent pas se donner la peine de se rappeler si souvent au souvenir des saints.

Les auberges où l'on s'arrête en allant de Pétersbourg à Moscou ne méritent pas la mauvaise réputation que leur ont faite quelques voyageurs. Certes, on aurait tort d'y chercher une carte comme celle de Véry ou un chef élevé à l'école de Carême et pénétré de la philosophie gastronomique de Brillat-Savarin; mais à quelque heure du jour qu'on y entre, on peut être sûr d'y trouver une tranche de bœuf froid, du *quass*, du thé, du pain noir très savoureux, et c'est tout ce qu'il faut pour réconforter un voyageur. Quelques-unes de ces auberges sont décorées avec une sorte de coquetterie. Plus d'une fois j'ai trouvé là les portraits de deux hommes que le peuple russe associe toujours dans sa pensée, l'un dont il parle avec un amour filial, l'autre qu'il nomme avec admiration : Alexandre et Napoléon.

Le lendemain de notre départ, nous voyions briller, au bord du Volchow, les globes dorés des églises de Novogorod. C'est ici que commencent les enseignemens de l'autocratie russe, l'histoire de ses conquêtes et de son œuvre d'absorption. Novogorod a été, au XIe siècle, la plus grande, la seule grande ville de cette contrée. A une époque où le sol qui porte aujourd'hui orgueilleusement les casernes et les palais de Pétersbourg n'était encore qu'un marais désert, où Moscou ne présentait pas encore l'éclat de sa future destinée, le nom de Novogorod était déjà connu sur les bords de la mer Baltique et de la mer Blanche. On ne sait jusqu'où remonte son origine. Un voile épais, que la main d'aucun érudit n'a pu encore soulever, entoure son histoire jusque vers le milieu du IXe siècle. C'est alors qu'elle fut envahie par les compagnons de ce courageux et aventureux Rurik, qui, des plaines de sable du Mecklembourg, des grèves orageuses de la Scandinavie, se précipitèrent comme un torrent dans l'empire russe et en conquirent une grande

partie. Vers la fin de ce même siècle, le guerrier qui s'était fait prince de Novogorod par la puissance de son épée transporta le siège de sa souveraineté à Kiew et abandonna l'administration de sa première résidence à un chef qu'il désigna lui-même.

Peu à peu la jeune cité, la nouvelle ville, reprenant haleine après la première oppression de la conquête et du joug militaire, s'essaie aux spéculations commerciales et étend çà et là ses relations. Au XIe siècle, elle a pour se défendre contre toute tentative d'invasion sa forteresse, son kremlin; puis la voilà qui s'aventure jusque vers le golfe de Finlande et subjugue les populations qui occupent ses rivages. A l'orient, elle pénètre jusqu'à la mer Baltique et établit à Wisby ses comptoirs et ses entrepôts; au nord, elle fonde la ville d'Archangel; au sud, elle parcourt le Volga et les différentes rivières qui y aboutissent. Plus habile que les autres principautés russes, qui, au XIIIe siècle, étaient ravagées par les Mongols, elle fait un traité de paix avec eux, leur paie un tribut annuel, et devient pour Lubeck et les autres villes anséatiques le point de jonction du commerce entre l'Orient et l'Occident.

Tandis qu'elle élargit ainsi son empire et augmente chaque jour ses richesses, elle se dégage graduellement de l'autorité des princes de Kiew. D'année en année, elle gagne quelque nouvelle franchise, quelque nouveau privilége, et ceux qui l'avaient d'abord gouvernée despotiquement en viennent enfin à ne plus exercer sur elle qu'une sorte de suprématie honorifique ou de protectorat pareil à celui que les empereurs d'Allemagne exerçaient, au moyen-âge, sur les villes libres. L'opulente Novogorod est affranchie de la domination de ses anciens maîtres; ses citoyens se rassemblent au son de la grosse cloche qui les appelle à délibérer ensemble sur leurs intérêts, et élisent annuellement leurs *possadnik* (consuls). Ses magistrats administrent, gouvernent, sans s'inquiéter des caprices d'un prince ou du bon vouloir d'un souverain. Ainsi elle apparaît, au XVe siècle, maîtresse d'elle-même, enrichie par son habileté, embrassant à la fois dans son commerce l'Europe et l'Asie, et portant sans cesse plus loin le succès de ses entreprises. Les autres villes russes la nomment avec respect leur sœur aînée, et le peuple, émerveillé de sa puissance, de sa fortune, répète ce proverbe cité tant de fois par les voyageurs : Qui pourrait résister à Dieu et à Novogorod la grande?

Cependant, à une centaine de lieues de là, on voyait surgir une autre puissance, qui devait un jour écraser l'orgueil de cette Carthage du Nord : c'était la principauté de Moscou. Au XVe siècle, un de ses tsars soumit la république et la força de lui payer un tribut annuel; puis il en vint un autre qui travaillait plus hardiment à agrandir ses états et s'efforçait de réunir sous son sceptre les villes et les domaines soumis à un autre gouvernement. Vrai précurseur des Romanow, on eût dit qu'il portait dans son cœur l'ambition de cette dynastie et les rêves de leur destinée future. La république de Novogorod, déjà forcée de payer un tribut humiliant, offusquait encore, par ses franchises, le prince Ivan Vassilievitsch. Il l'attaqua plusieurs fois, la vainquit dans une lutte acharnée, transporta une partie de sa population dans l'inté-

rieur de ses provinces, et remplaça ces exilés par des familles russes. En quittant Novogorod, il interdit toutes les réunions populaires et emporta la cloche qui appelait les citoyens à leurs assemblées.

Pour se rendre plus facilement maître de cette fière cité, il avait dû cependant lui laisser encore quelques priviléges; la pauvre Novogorod les perdit tous sous le prince Ivan IV, surnommé le Terrible. Entraînée par le désir de recouvrer son ancienne indépendance, elle entra en négociations avec les Polonais, pour se fortifier par leur appui. Ivan-le-Terrible l'apprit, assembla aussitôt une armée, marcha contre la ville, la subjugua, et la noya dans des flots de sang. Pendant plusieurs semaines, le farouche tsar siégea sur son effroyable tribunal, prononçant lui-même la sentence des coupables, désignant les victimes, et chaque jour dés centaines, des milliers de têtes, roulaient sous la hache de ses bourreaux. Les dernières franchises de Novogorod furent anéanties. La ville, pillée, saccagée, veuve de ses meilleurs citoyens, tomba sans force sous le joug absolu du tsar. Après cette mortelle catastrophe, son commerce se releva encore; mais l'accroissement continu du commerce de Moscou et la fondation de Pétersbourg lui portèrent un coup plus funeste que l'ambition d'Ivan III et les cruautés d'Ivan-le-Terrible.

Aujourd'hui Novogorod est le chef-lieu d'un gouvernement secondaire, et ne renferme pas plus de 12,000 habitans. Ses maisons incendiées, détruites, ont été rebâties dans le style moderne, ses rues alignées de chaque côté du Wolchow. On dirait une ville née d'hier, n'étaient les épaisses murailles de son kremlin, qui attestent encore l'ancienne étendue et l'ancienne puissance de Novogorod, sa cathédrale couverte d'or et de peintures, son palais archiépiscopal, et une petite maison à un étage cachée derrière une obscure boutique, et que les habitans montrent avec respect au voyageur. Cette maison était, dit-on, celle de Marfa, l'héroïque femme d'un bourgmestre, qui, à l'approche d'Ivan Ier, jetant elle-même le cri de guerre, et donnant des armes à ses fils, combattit intrépidement pour sa cité natale et pour sa liberté. Quelques sceptiques affirment que la demeure de Marfa a disparu depuis long-temps, et que celle à laquelle on a donné son nom ne lui a jamais appartenu. Ainsi la fière cité de Novogorod n'a pas même pu garder intacte la tradition du passé, et le doute est entré jusque dans ses souvenirs les plus glorieux. Mais qu'importe que cette maison, honorée d'un nom historique, n'ait jamais été celle de la noble Marfa, si l'aspect de ses murs éveille dans le cœur des étrangers qui la contemplent le même sentiment d'admiration, et dans le cœur des habitans la même pensée de patriotisme et de reconnaissance? Qu'importe la matière périssable, si l'idée qui y est attachée subsiste et se perpétue de génération en génération?

Autour de Novogorod, il y a encore plusieurs couvens qui jadis prenaient part aux luttes, au gouvernement de la république, et qui ont perdu leur influence sous le régime de l'autocratie. Deux de ces couvens trouvent aujourd'hui dans leur richesse une large compensation à leur nullité politique. Le premier a été royalement doté par la comtesse Orloff, qui possédait une

des plus grandes fortunes de l'empire, le second par un favori d'Alexandre, qui plus d'une fois, dit-on, abusa du pouvoir dont il était investi, de l'ascendant qu'il exerçait sur son maître, et qui, pour se sauver des arrêts du monde, s'est mis sous le patronage des saints. Les couvens de femmes sont restés pauvres, et beaucoup de religieuses sont forcées de mendier. A la porte de notre hôtel, il y en avait plusieurs qui attendaient notre voiture, qui nous suivaient avec leur voile noir, tendant silencieusement d'une main timide, et la tête baissée, leur petite boîte en ferblanc, au milieu des vieillards et des estropiés qui criaient et se lamentaient. Nul de nous n'aurait osé refuser son léger tribut à ces pauvres femmes. Elles s'en retournaient peut-être avec plus de confiance et de gaieté vers leur humble solitude, en rapportant à la communauté cette offrande des voyageurs.

On compte, de Pétersbourg à Moscou, sept cent soixante-dix werstes, c'est-à-dire deux cent dix lieues, et sur cette longue distance, qui embrasserait en France des vingtaines de cités et des millions d'individus, on ne trouve que trois villes : Novogorod, Tarshok, Tver. J'y ajouterai Wishnoi-Wolotschok, quoiqu'on ne lui donne que le titre de bourgade. C'est une riche et active bourgade située au bord d'un vaste canal qui rejoint l'une à l'autre plusieurs rivières, le Volga à la Twerza et le Wolchow à la Néva. Chaque année, plus de mille bateaux chargés de marchandises suivent le cours de ce canal, et Wolotschok est l'une de leurs principales stations. Le mouvement du port, l'aspect d'un large bassin entouré d'une ceinture de sapins, donnent à cette petite cité de commerce un attrait tout particulier. En la regardant un soir au coucher du soleil, pour la première fois depuis bien long-temps, je croyais voir encore une ville de Suède avec un de ces beaux lacs mélancoliques et limpides qu'on ne se lasse pas d'admirer et qu'on ne peut oublier.

Tarshok a une longue histoire toute pleine de vicissitudes. Tantôt défendant son indépendance, tantôt subjuguée par une principauté voisine, puis par une autre, cette ville a subi enfin le sort des cités plus puissantes qui se la disputaient, elle a courbé la tête sous le sceptre des empereurs. Les Tartares, en la traversant dans leurs sauvages invasions, lui ont laissé une industrie qu'elle développe sans cesse. Elle fabrique, en concurrence avec Kasan et Astrakan, une quantité d'ouvrages en cuir brodé, de chaussures de diverses couleurs couvertes de fleurs en or et en argent, que les marchands de Hambourg et de Leipzig répandent de côté et d'autre, en les gratifiant du nom de chaussures turques. La science gastronomique a donné à Tarshok une autre réputation. Un maître d'hôtel y a introduit une nouvelle façon de côtelettes renommée dans toute la Russie. Quand vous serez à Tarshok, me disait-on au moment où je quittais Pétersbourg, n'oubliez pas d'acheter des pantoufles brodées et de vous faire servir des côtelettes. Il y a dans le monde des villes auxquelles la naissance d'un guerrier fameux, l'œuvre d'un artiste, le chant d'un poète n'a pas donné tant de célébrité.

Tver, ville de vingt-cinq mille ames, chef-lieu d'un gouvernement, sourit de loin aux regards des voyageurs par sa charmante situation, par ses cou-

poles bleues et dorées, par les toits de ses édifices aplatis comme des toits de villas italiennes et peints en vert. Les rues sont larges et élégantes; les maisons, jadis en bois, ont été rebâties en pierres; elles sont pour la plupart toutes fraîches encore, et blanchies à la chaux ou couvertes d'une couche d'ocre, çà et là de quelques couches de carmin. Malgré cette apparence moderne, Tver est aussi ancienne que Novogorod. Il en est de même d'un grand nombre d'autres villes russes. En lisant leur histoire, en voyant par combien d'évènemens elles ont passé, combien de désastres et d'invasions elles ont subis, on s'attend à voir des rues tortueuses et obscures, des fenêtres à ogives, des tourelles et des pignons comme à Augsbourg ou à Lubeck, et il n'en est rien. Ces villes étaient bâties en bois : une seule guerre, un incendie les dévastait d'un bout à l'autre; elles ont été reconstruites à différentes époques, et toujours sur un plan nouveau. Leurs annales, leurs noms seuls sont anciens; leur forme est toute riante. Il semble que tout concourt à donner à la Russie un caractère de jeunesse et de régénération. Son véritable essor, sa vraie vie ne date que du règne de Pierre-le-Grand; toutes ses cités se dépouillent aujourd'hui l'une après l'autre de leur caractère de vétusté, et se parent à l'envi pour entrer comme des cités nouvelles dans une nouvelle époque historique.

Au pied des murs de Tver, on passe sur un pont de bateaux le Volga, si célèbre dans les chroniques russes. C'était par là que les pirates s'en allaient jadis poursuivre leur proie et grossir leur butin. Les eaux du fleuve portaient ces troupes de vagabonds féroces, ces cohortes de brigands qui semaient l'effroi dans la chaumière du paysan et la salle d'armes du seigneur. Le souvenir de leurs vols, de leurs cruautés, s'est perpétué dans les traditions du château et les chansons du village. Voici un de ces chants, qui peint une jeune fille à côté de laquelle la fameuse Clara Wendel n'aurait été qu'un doux agneau :

A seize ans, j'ai commencé à voler.
A dix-huit, j'ai assassiné.
J'ai fait périr mon propre frère :
Je l'ai pris par ses cheveux blonds;
Je l'ai frappé contre la terre,
J'ai ouvert sa poitrine blanche,
Et je lui ai arraché le cœur avec joie.
Le cœur sous le couteau a palpité.
La belle fille a souri.

Maintenant le Volga est d'une honnêteté exemplaire. L'écho de ses rives ne répète que le son des cloches pieuses ou la chanson des matelots inoffensifs. Ses ondes ne portent que les paisibles navires du commerce, et ses ports sont comme autant de champs fructueux où la main du spéculateur récolte chaque année une heureuse moisson. C'est de tous les fleuves de l'Europe le plus long et le plus facile à parcourir. Du milieu des collines du Waldai, il s'en va majestueusement jusqu'à la mer Caspienne, et sur cet espace de huit cents

lieues, nul banc de sable n'entrave son cours, nul écueil perfide ne se cache sous ses flots. Il sert de lien à des centaines de peuplades, il touche par ses embranchemens à toutes les parties de la vieille Moscovie. On dirait une puissante artère dans un corps gigantesque.

Toute l'histoire des provinces que nous traversions depuis la porte triomphale de Pétersbourg, des villes qui en sont les chefs-lieux, des villages qui s'y trouvent épars, est comme une introduction à l'histoire de Moscou. Ces provinces ont formé jadis autant d'états distincts l'un de l'autre, et Moscou les a subjuguées; ces villes ont été régies par des seigneurs indépendans, et Moscou les a l'une après l'autre assujetties à sa domination. Moscou a été le noyau de toutes les conquêtes russes, l'arsenal de cet immense travail d'assimilation et d'absorption qui dure depuis des siècles, jusqu'au jour où Pierre-le-Grand jeta sur les bords du golfe de Finlande les fondemens de sa nouvelle ville, et y transporta le siége de cette grande œuvre.

En se rappelant ainsi les souvenirs des temps anciens et en traversant ce pays, à chaque pas que l'on fait, à chaque page de la tradition que l'on déroule, on voit surgir le nom de Moscou, on éprouve un désir toujours croissant d'arriver à cette ville qui a porté si loin le glaive des boyards et la croix des patriarches. Ainsi, dans ces vastes châteaux des contes de fées, on passe de préau en préau, de salle en salle, avant d'entrer dans celle du maître. La voilà enfin, cette cité si célèbre et si justement vénérée par ceux qu'elle a tour à tour conquis et associés à sa puissance; le voilà, ce sanctuaire de la religion grecque, ce berceau de l'autocratie russe. Par un beau matin, aux rayons du soleil levant, nous voyons de loin ses murs, ses tours se découper à l'horizon bleu. Nous passons devant le bizarre château de Petrowski, construit par Élizabeth, sur lequel je jette à peine un regard, tant je suis occupé de regarder le panorama qui est en face de moi et qui se déroule peu à peu à mes yeux. A la porte, le corps-de-garde nous arrête, c'est de droit; un peu plus loin, nous rencontrons la police. Le corps-de-garde et la police se soucient fort peu de l'impatience du voyageur. Ils contrôlent la curiosité et légalisent l'enthousiasme.

Les formalités de passeport bien et dûment remplies, le fonctionnaire préposé à la sûreté publique, convaincu par douze honorables signatures et douze cachets de chancellerie que nous n'apportons avec nous ni machine infernale, ni peste, ni constitution, nous permit de continuer notre route. Le conducteur, qui se tenait devant lui la tête basse, dans un état d'humilité profonde, remonta sur son siége; le postillon se hâta de faire encore trois signes de croix devant une petite image suspendue à une muraille; enfin, nous passâmes à travers des amas de charrettes entre lesquelles circulaient des milliers de juifs, de paysans, de marchands. On eût dit une foire; c'était tout simplement un marché quotidien. Devant nous s'élevait un lourd et massif édifice surmonté d'une tour octogone. Ce monument fut consacré à la mémoire du commandant Soukhareff, qui, pendant la terrible révolte des Strelitz, suscitée, dit-on, par l'ambitieuse Sophie, sœur de Pierre-le-Grand, resta fidèle aux

deux jeunes tsars. Nous descendîmes le long d'une magnifique rue qu'on appelle la rue des Jardins, et qui justifie on ne peut mieux ce titre idyllique. A droite et à gauche s'étendent des rideaux d'arbres fruitiers, des vergers, des parterres, des balcons chargés de fleurs, et des maisons qui disparaissent derrière des rameaux de verdure. On se croirait sur les bords de la Loire, et l'on est en pleine Moscovie. Un peu plus loin apparaissent les grands édifices de la couronne et les riches hôtels de la noblesse, puis le pont des Maréchaux, jadis occupé par des ateliers de charrons et des enclumes de forgerons, maintenant envahi presque tout entier par les boutiques les plus coquettes, les marchandes de modes et de parfumerie, les gravures d'Angleterre et la librairie parisienne. De prime-abord ainsi, on a passé par plusieurs sphères, qui se mêlent l'une à l'autre sans se confondre, par le quartier du peuple, de l'aristocratie, de la bourgeoisie aisée, de la colonie française, et l'on est à quelques pas du Kremlin.

C'était le Kremlin que je voulais visiter avant tout. J'y allai avec un homme du pays qui, chemin faisant, me racontait avec un orgueil patriotique les différentes phases de l'histoire de la vieille forteresse, les noms qui l'avaient illustrée, les tsars dont elle fut le palais, les empereurs qui y avaient reçu leur couronne. Je l'écoutais d'une oreille distraite, songeant à cet autre empereur dont il ne parlait pas, et dont je voyais planer devant moi la grande image. C'était là qu'il s'était arrêté dans sa marche gigantesque, c'était dans cette enceinte qu'il avait reposé sa tête sous le poids de ses larges conceptions et de ses sombres pressentimens; c'était du haut de ces remparts qu'il avait vu l'incendie inonder son refuge, dévorer sa conquête. Ces vieux murs avaient tressailli à son approche, et cette ville s'était dépeuplée devant lui comme autrefois les champs de l'Italie devant le cheval d'Attila. Non, jamais on ne vit une telle époque, et jamais un théâtre si funèbre ne s'ouvrit pour une scène si désastreuse. Quel poète pourrait peindre le lugubre silence de ces rues désertes où notre armée entrait toute couverte encore de la glorieuse poussière de la Moskowa, s'attendant à voir venir au-devant d'elle une population suppliante, et ne trouvant pas même un enfant pour lui montrer le chemin de son capitole? Qui pourrait dire l'effroi subit, le tumulte, la consternation de nos malheureux frères, quand des mains invisibles lancèrent tout à coup, au milieu de la nuit, des brandons enflammés dans l'intérieur des maisons, quand l'incendie éclata de toutes parts, débordant comme un torrent, et faisant de cette cité, naguère encore si belle et si calme, un immense bûcher, une sépulture de cendre et de feu? Avec quelle émotion j'ai franchi les portes de ce château qui fut honoré de tant de gloire et qui abrita une si haute et si terrible destinée! Tous ses vieux souvenirs, ses siècles d'éclat et de prospérité, s'effaçaient devant cette apparition de quelques jours, qui vivra tant qu'il y aura une main pour écrire l'histoire, une oreille pour l'entendre, une mémoire pour la recueillir. Il me semblait que chacune des pierres sur lesquelles je posais le pied, chacune de ces façades et de ces coupoles, devait garder les traces de cette époque ineffaçable, et me raconter quelque épisode de ce désastre

sans exemple. De tous côtés je promenais un regard avide, et ces cours étroites, ces voûtes silencieuses, étaient pour moi comme un temple auguste, consacré par la pensée la plus héroïque et la plus grande calamité.

Les Anglais, qui, dans leur lâche envie, ne manquent jamais une occasion de profaner notre histoire ou d'insulter à notre honneur, ont accusé nos soldats d'avoir mis eux-mêmes le feu à Moscou. Les Russes sont plus justes; ils racontent sincèrement le fait tel qu'il s'est passé. Plusieurs habitans de Moscou me l'ont avoué. Ils savaient bien qui étaient les incendiaires et les pillards; ils savaient que notre armée tout entière ne se précipitait au milieu des flammes que pour tenter de les étouffer. Leur intérêt parla alors plus haut que leur équité; ils rejetèrent sur nous cette dévastation pour accroître encore le nombre de nos ennemis, et se fortifier contre nous par un redoublement de haine et d'exaspération. Leur vœu s'est réalisé, l'incendie de Moscou a eu le résultat qu'ils en attendaient. Quel résultat! La France pourra-t-elle jamais l'oublier? Quand on annonça à Alexandre l'incendie de sa vieille capitale, ce fut pour lui comme un coup de foudre. Les bulletins de la Moskowa lui annonçaient que ses troupes venaient de remporter un triomphe. Il avait fait chanter le *Te Deum* de la victoire et comblé d'honneurs la famille de Kutusoff. Tout à coup il apprenait que ce prétendu triomphe était une défaite, que notre armée, marchant sur les débris de la sienne, poursuivait sa route au centre de son empire, et que la demeure de ses ancêtres était occupée par Napoléon. On raconte qu'alors, saisi de terreur à cette sinistre nouvelle, croyant déjà voir l'aigle de France étendre ses ailes sur les ruines de Pétersbourg, il résolut de se retirer en Angleterre, et que l'impératrice usa de toute son influence pour le dissuader de ce projet désespéré. Trois jours après, il apprenait la ruine de Moscou, et cette ruine le sauvait. On ne dit pas encore pourquoi le comte Rostopschin a persisté à nier publiquement les ordres qu'il avait donnés aux incendiaires. On sait qu'il avait voulu brûler lui-même sa belle maison de Moscou, et qu'elle ne fut sauvée que par hasard; il ne peut nier en tout cas la brutale inscription qu'il plaça au-devant de sa maison de campagne, en y mettant le feu et en l'abandonnant (1).

Le Kremlin est une citadelle presque triangulaire, autrefois entourée de fossés, fermée à présent par une enceinte de hautes murailles, flanquée d'une tour massive à chaque angle. De la fondation du Kremlin date celle de Moscou même. Cette forteresse existait dès le milieu du XIIe siècle. Ce n'était d'abord qu'une simple construction en bois avec une palissade; Moscou n'était qu'un village. Vingt ans plus tard, c'est-à-dire vers 1160 ou 1170, André, petit-fils de Vladimir Monomaque, prince de Kiew, éleva au milieu de ces frêles habitations une église en pierre, et y déposa une miraculeuse image, le portrait de la Vierge, peint par saint Luc. Saccagée et brûlée au milieu du XIIIe siècle par les Mongols, la jeune ville fut reconstruite bientôt après sur un emplace-

(1) Cette inscription était à peu près conçue en ces termes : « Je brûle moi-même ma maison pour qu'elle ne soit pas occupée par ces chiens de Français. »

ment plus large. Une cabane d'anachorète fut convertie en une église; des deux côtés de la rivière s'élevèrent des couvens. Moscou devint la résidence de Jouri III, la capitale d'une principauté qui, de siècle en siècle, et pour ainsi dire d'année en année, devait étendre ses limites au nord et au sud. Ivan Danélovitch la dota de deux nouvelles églises et l'entoura d'une forte barrière en chêne. Dmitri, son petit-fils, remplaça cette barrière par une muraille en briques. Vers la fin du XIVe siècle, après les ravages d'une peste désastreuse et de plusieurs guerres, Moscou s'étendait sur les deux bords de la rivière, et renfermait déjà une demi-douzaine d'églises et de monastères.

Des églises, des monastères, une forteresse, voilà le berceau de Moscou, et toute son histoire est là, entre un glaive qui répand la terreur et une relique qui impose le respect. Dévastée au XIVe et au XVe siècle par les princes de Lithuanie, elle se releva une troisième fois de ses ruines sous le règne de l'ambitieux Ivan Vassilievitsch, qui lui donna pour premiers trophées les dépouilles de Novogorod, agrandit son enceinte et bâtit les tours du Kremlin. Ses successeurs continuèrent son œuvre avec ardeur, et, sous le règne d'Ivan-le-Terrible, Moscou occupait déjà un immense espace.

Le Kremlin, qui a été le premier noyau de cette ville, en est resté le point central. C'est de là que les différens quartiers se sont étendus de côté et d'autre, comme les rayons d'une roue, et c'est là qu'ils se réunissent comme le lin autour du fuseau. Le Kremlin domine par sa situation toute la cité. Son clocher d'Ivan Veliki avec sa coupole dorée s'élève au-dessus des autres clochers qui l'entourent, et ses remparts épais, crénelés, semblent encore prêts à défendre la demeure des tsars et le sanctuaire des patriarches. A l'intérieur, c'est un singulier assemblage de constructions de différentes époques et d'édifices de toute sorte. Rien de symétrique, rien de régulier, ni dans les rues qui traversent l'enceinte, ni dans les espaces vides qui séparent les bâtimens. Cathédrales, chapelles, palais, tout a été jeté là de siècle en siècle par la pensée pieuse ou le caprice du souverain, édifié par la fantaisie de l'artiste, et tout ce mélange d'architecture religieuse et profane, de style antique et byzantin, de flèches aiguës et de coupoles arrondies, toute cette variété de teintes et de couleurs, de façades, de clochers, produit un effet étrange, inexplicable, qui étonne comme un rêve, qui offre aux regards fascinés tantôt l'attrait d'une arabesque, tantôt l'auguste aspect d'un monument consacré par le temps et par de nobles souvenirs.

C'est d'abord la cathédrale de l'Assomption, la première église bâtie en pierre à Moscou. Sa nef est étroite et sombre, sa voûte soutenue par quatre énormes piliers qui occupent presque le tiers de son enceinte, et ces piliers, cette voûte, ces murailles, sont du haut en bas couverts de peintures à fresque, représentant sous une forme gigantesque des figures de saints et d'apôtres avec des manteaux de pourpre et des auréoles d'or. L'*iconostase*, c'est-à-dire la barrière qui sépare le sanctuaire du reste de l'église, et qui s'élève jusqu'à la voûte, est comme une de ces murailles fabuleuses dont parlent les poètes de l'Orient, une muraille de vermeil couverte d'images cise-

lées, éblouissantes de pierreries. A droite des portes qui s'ouvrent au milieu de l'iconostase, et qu'on appelle les portes royales, est une image de saint Jean, peinte, dit-on, par l'empereur grec Emmanuel; à gauche, une Vierge vénérée, qui porte sur la tête, entre autres ornemens, deux diamans, dont un seul rendrait le plus pauvre poète éligible. Ce qui est bien plus précieux aux yeux du peuple russe que toutes ces peintures, ces couronnes de diamans, ces amas d'or et de vermeil, ce sont les reliques enfermées çà et là dans des châsses. Il y en a pour toutes les dévotions et tous les accidens de la vie, depuis la tunique de Jésus-Christ, dont personne n'oserait contester l'authenticité, jusqu'à des ossemens de saints qui guérissent diverses maladies. Un sacristain montre du doigt aux fidèles celles qui ont le plus d'efficacité; ils se signent à différentes reprises devant ces trésors de la foi, y déposent un pieux baiser, et s'en vont vers une autre chapelle également pleine de reliques; là ils se signent encore, se prosternent avec humilité, se jettent la face contre terre, puis s'approchent d'un moine qui se tient debout devant l'autel, et leur donne à baiser sa main droite, qu'il a soin auparavant, dit-on, d'imprégner d'une bonne odeur afin de flatter l'odorat des respectueux croyans. Je n'ai pas vérifié le fait et ne veux point l'affirmer. C'est dans cette église qu'on enterre les métropolitains et qu'on couronne les empereurs.

Tout près de l'Assomption est l'église de l'archange Michel, bâtie à peu près dans la même forme, surmontée également de cinq coupoles, enrichie d'un splendide iconostase et de plusieurs reliques en grand renom. L'église de l'Annonciation est pavée en agathe, chargée d'or et de vermeil, et couverte sur toutes ses faces de figures d'apôtres et de martyrs, au milieu desquelles apparaissent des philosophes grecs, ce qui me semble une preuve de rare tolérance. Il est vrai que les images des saints sont entourées d'une auréole, et que celles des sages de l'antiquité ne portent point ce signe de gloire céleste. Ainsi le bon peuple de Moscou peut encore s'y reconnaître.

Si l'on fait quelques pas hors de ce premier espace, du côté du quartier appelé le Kitaigorod, voici bien certainement l'édifice le plus bizarre, le plus étonnant qui existe : une église à deux étages, composée de vingt chapelles, surmontée de seize tours d'inégale forme et d'inégale grandeur, celle-ci pareille à un clocheton naissant, celle-là pointue et élancée, une autre tordue comme les replis d'un turban, une quatrième taillée comme un artichaut, une cinquième ornée de trois rangées de pierres arrondies comme des aiguilles, une sixième surmontée d'un globe comme un de nos honnêtes clochers de village, et d'une croix grecque posée sur un croissant; toutes ces coupoles, toutes ces tours bariolées de diverses couleurs, sont peintes en rouge, en bleu, comme les grains d'un chapelet. On ne sait, en regardant cette église, où est la porte principale, ni l'autel, ni la nef, de quel côté elle commence, de quel côté elle finit. C'est un vrai conte fantastique. Elle fut bâtie, l'année 1554, en mémoire de la prise de Kasan. Le prince qui en avait ordonné la construction fut si émerveillé en la voyant, que, de peur que son architecte n'eût l'idée d'aller décorer un autre pays d'un pareil

chef-d'œuvre, il se hâta de lui faire crever les yeux. C'était Ivan IV, surnommé le Terrible. Deux yeux de plus ou de moins dans sa principauté lui importaient peu, et il était sûr, en prenant ce parti, d'avoir une église unique, unique à ce point, que les édifices les plus désordonnés de Moscou paraissent encore fort raisonnables à côté de cet assemblage de cônes, de bulbes et d'excroissances.

Les remparts du Kremlin, qui touchent à tant de merveilles religieuses, renferment aussi le palais et les richesses mondaines des tsars, l'un remarquable par ses galeries étagées comme des gradins et aboutissant à un étroit belvédère, l'autre par son revêtement à facettes. Le plus curieux à visiter est celui qu'on appelle le Palais-Rouge. Il renferme toutes les couronnes des diverses contrées subjuguées par la Russie, depuis celle de Kasan jusqu'à celle de Pologne, les globes, les sceptres, les trônes des tsars, les vêtemens que les empereurs ne portent qu'une fois, le jour de leur couronnement, toute l'histoire de l'empire russe racontée par les insignes de la monarchie, tous les dons offerts aux anciens tsars de la Moscovie et à leurs puissans successeurs par les chefs de hordes et les princes qu'ils ont vaincus, et les larges vases d'or sur lesquels la bourgeoisie de Moscou vient offrir le pain et le sel à son souverain chaque fois qu'il daigne l'honorer de sa visite. Il faudrait être lapidaire ou bijoutier pour décrire convenablement l'éclat, la valeur de ces innombrables bouquets d'émeraudes, de saphirs, de brillans, ces tissus de perles et ces chaînes de diamans. J'ai vu le gardien de ce magasin d'orfévrerie s'épuiser en efforts pour éblouir mes regards par l'aspect de ce luxe asiatique, et j'ai noté seulement trois objets qui éveillaient en moi quelque émotion : les lourdes et larges bottes de Pierre-le-Grand auxquelles le digne empereur remettait lui-même une bonne paire de clous quand le talon faisait mine de vouloir se séparer de la semelle; le brancard grossier sur lequel Charles XII malade se faisait porter de rang en rang au milieu de ses troupes, le jour de sa terrible bataille de Pultawa, et le livre renfermant la constitution de Pologne, que Nicolas a jeté comme un holocauste au pied du portrait d'Alexandre.

Une autre salle est remplie de glaives et de casques, de boucliers et d'armures, émaillés, dorés, ciselés, ceux-ci avec la richesse du goût oriental, ceux-là avec un art exquis. Mais toutes ces armures si pesantes, ces épées à deux mains, ces arquebuses à roue, ne sont que des jouets d'enfant, comparés aux trois gigantesques canons placés à l'entrée de l'arsenal. L'un a la gueule ouverte comme s'il voulait avaler tout d'une fois un régiment ennemi, les deux autres sont longs comme s'ils devaient lancer leurs boulets de Moscou à Constantinople. Tous les trois n'ont qu'un petit inconvénient, c'est de ne pouvoir jamais être employés dans une bataille. Malheureusement près de là il y en a d'autres qui ont fait un glorieux service, et sur lesquels j'ai jeté un triste regard. Ce sont ceux que nos pauvres soldats mourant de froid abandonnèrent d'une main défaillante sur leur route glacée, et que les Russes ont eu tout le temps de recueillir.

A côté du palais des tsars, que l'empereur fait reconstruire à présent sur un plus vaste espace et dans de plus hautes dimensions, est le palais des Patriarches, étroit, sombre, et rempli d'une quantité de mitres, de crosses en or et en vermeil, de vêtemens chargés de perles et de rubis que les moines déroulent avec orgueil. Là est aussi la bibliothèque du synode, composée tout entière d'ouvrages grecs et slavons, parmi lesquels on m'a montré un très beau manuscrit d'Homère que le bibliothécaire avoue n'avoir jamais lu, en sorte qu'il ne sait jusqu'à quel point il est conforme au texte imprimé.

Et la cloche! Je crois, Dieu me pardonne, que j'allais quitter le Kremlin sans parler de la fameuse cloche. Je me hâte de dire que je l'ai vue, non plus ensevelie à moitié dans le sol comme elle l'était naguère, mais posée sur un joli piédestal de granit par un ingénieur français, M. de Montferrand. Les dimensions de cette cloche ont été indiquées dans toutes les statistiques, elle a vingt pieds de haut et plus de vingt-deux pieds de diamètre. Si elle avait été fondue trois siècles plus tôt, le joyeux curé de Meudon n'aurait pu choisir un plus digne grelot pour la jument de Gargantua.

Le Kremlin communique avec la ville par cinq portes ornées d'images, et illustrées par mainte légende héroïque et religieuse. Il en est deux surtout dont l'aspect seul inspire au peuple le plus profond respect. L'une est la porte de Saint-Nicolas. Une ancienne image de ce saint, encadrée sous une vitre, décore cette porte, et une inscription placée sur le mur rapporte que dans l'explosion de 1812, tandis que les remparts du Kremlin tremblaient, que l'arsenal était renversé, et que la tour et la porte de Saint-Nicolas se déchiraient de haut en bas, l'image du saint et la vitre qui la recouvre restèrent parfaitement intactes. Je laisse à penser comme on cria au miracle, et avec quels regards pieux le paysan russe contemple ce témoignage palpable de la faveur du ciel. Aussi, du matin au soir, des flots de monde se pressent à l'entrée de cette porte, font des signes de croix et allument devant le bienheureux saint Nicolas des cierges et des lampes.

L'autre porte est encore plus vénérée. Elle est ornée d'une image sombre dont on distingue à peine les traits, et qui représente le Sauveur. Devant ce cadre noirci par le temps est une lampe grossière suspendue à une chaîne épaisse, une vraie lampe de prison; jamais tête de vierge entourée de brillans et de saphirs, jamais iconostase portant sur ses larges ailes toutes les figures de l'ancien et du nouveau Testament, n'inspira un aussi vif sentiment de dévotion que cette image sombre incrustée dans la muraille et cachée derrière cette lampe antique. On raconte qu'une fois elle a par sa merveilleuse puissance arrêté l'invasion des Tartares, et préservé la ville de leurs ravages. Ils arrivaient en triomphe, croyant déjà s'enrichir des dépouilles des marchands, et trôner comme de fiers conquérans au Kremlin; ils s'en retournèrent confus et épouvantés : la sainte image avait jeté le trouble dans leurs regards, l'effroi dans leurs cœurs et le désordre dans leurs rangs. On dit aussi que lorsque les Français, plus intrépides que les Tartares, envahirent Moscou, ils voulurent s'emparer de cette image sacrée, qu'ils ne purent,

malgré tous leurs efforts, ni prendre ni détruire. Il y a une autre histoire qui se rattache à cette même porte et qui lui fait moins d'honneur. Sous le règne de Catherine, quand la peste éclata à Moscou, le peuple, décimé, terrifié, n'ayant plus aucune confiance ni dans les médecins qui essayaient de venir à son secours, ni dans l'hygiène qu'on lui prescrivait, s'avisa de prendre l'image miraculeuse comme l'unique remède qui lui restait pour se préserver du fléau. On vit alors toute une population pâle et maladive se précipiter avec une sorte de frénésie vers cette relique, se la disputer, se l'arracher, la serrer sur son cœur, la couvrir de baisers. L'évêque, jugeant que cette agglomération de la foule, ce contact de tant de milliers d'individus ne pouvait qu'augmenter et propager les germes de contagion, voulut enlever cet objet d'un culte si dangereux : il fut massacré sur place. Quelque temps après, la peste cessa, le peuple attribua son salut à sa piété. L'image du Sauveur fut remise à son ancienne place, et vénérée plus que jamais. La porte qu'elle décore s'appelle la porte Sainte, nul Russe ne la traverse sans faire plusieurs signes de croix, et pas un étranger, de quelque religion qu'il fût, ne pourrait y passer impunément sans se découvrir la tête. Non loin de là est une image de la Vierge entourée d'une auréole de gloire militaire. Elle a fait la campagne de 1812, et on lui attribue la retraite de notre armée, la défaite de nos malheureux soldats.

Je n'en finirais pas si je voulais raconter toutes ces légendes et ces adorations de la religion grecque. C'est ici que la piété du peuple russe éclate dans toute sa force et sa primitive candeur. A Pétersbourg, elle est altérée par l'influence d'une capitale, par le rapprochement de différentes églises et de différens cultes, par le contact incessant d'une quantité d'étrangers dont la plupart arrivent là comme de vrais mécréans. Ailleurs, elle ne peut s'exercer sur un si large espace, devant des monumens si sacrés. Moscou est donc sa vraie sphère. C'est là que se trouvent les reliques les plus précieuses; c'est là que le miracle, cet enfant de la foi, comme a dit Goethe, se perpétue de génération en génération, éblouit les regards et subjugue l'intelligence de la foule. C'est là enfin que le peuple a conservé, par un autre miracle, au milieu de la société plus ou moins sceptique et corrompue des nobles et des grands, sa croyance intacte, sa pensée religieuse et sa ferveur naïve. Moscou est son sanctuaire, sa métropole; il se découvre la tête en voyant de loin l'antique cité, il l'appelle sa mère, sa ville sainte, et ces deux titres expriment à la fois toute la tendresse qu'il lui porte et le sentiment respectueux qu'elle lui inspire.

Il faut voir, la veille des jours de fête et les dimanches, quand les battans de toutes les cloches sont en branle, quand les carillons des monastères, des cathédrales, résonnent d'une extrémité de la ville à l'autre, il faut voir les milliers d'hommes, de femmes, d'enfans qui se pressent autour des oratoires étroits et des petites chapelles, ondulent dans les rues et sur les places du Kremlin, courent d'une église à l'autre pour couvrir de baisers les ossemens des saints; il faut les voir se frapper la poitrine devant les images d'or et d'ar-

gent, se prosterner devant les moines, allumer des lampes, des cierges devant une tête du Christ ou de la Vierge, et se jeter la face contre terre. Tout ce que j'ai entendu raconter des pratiques des Espagnols, de leurs prières, de leurs signes de piété, ou si l'on veut de superstition, ne me semble pas comparable à ce que l'on voit ici deux cents fois par an.

Pendant le temps que j'ai passé à Moscou, j'allais chaque jour au Kremlin et ne me lassais pas de contempler ses églises, ses palais. Je descendais chaque jour dans la ville, et, de quelque côté que je me dirigeasse, j'étais sûr de trouver sur ma route les scènes les plus neuves et les plus variées. La ville brûlée en 1812 a conservé presque tout entier, dans sa reconstruction, le caractère architectural qui la distinguait autrefois. Dans certains endroits, on n'a fait que relever les murs calcinés, renversés par l'incendie; dans d'autres, les maisons ont été seulement élargies ou exhaussées; du reste ce sont encore les mêmes rues tortueuses, les mêmes places irrégulières et le même mélange d'édifices grandioses et d'habitations obscures, de remises et de jardins. La police, qui, en Russie, se mêle de tant de choses, n'est pas encore intervenue, à ce qu'il paraît, dans les plans de construction. Elle n'a pas déterminé l'alignement des maisons, la hauteur des façades, l'emplacement des grands propriétaires et des petits. Chacun a bâti son nid, qui de çà, qui de là, comme bon lui semblait, avec des ogives de cathédrale ou des lucarnes de grenier, des balcons dentelés ou de simples escaliers en bois. De là le coup d'œil le plus singulier et les contrastes les plus inattendus. Vous sortez d'un riche magasin où vous avez vu étaler toutes les richesses de l'industrie moderne, et vous voilà devant une misérable boutique où le moujik à longue barbe, vêtu comme ses ancêtres, vend de la même manière, avec les mêmes frais d'éloquence, les mêmes denrées grossières qui se vendaient là il y a deux cents ans. Vous admirez l'étendue d'un édifice public, les colonnes, les balustrades d'une maison de grand seigneur, et vos regards tombent sur une pauvre échoppe étroite et chétive qui s'appuie sur le palais comme l'arbrisseau tremblant sur le tronc du chêne. Vous venez de traverser un quartier construit avec symétrie, décoré avec art, et vous vous dites : Voilà vraiment une belle et grande ville. Faites encore quelque pas, et vous pourriez bien vous croire au milieu d'un pauvre village.

C'est du haut de la montagne appelée la montagne des Moineaux, qu'il faut voir Moscou pour comprendre sa vraie beauté et jouir de son ensemble. On traverse la longue rue dans laquelle s'élève le splendide hôpital fondé par le prince Galitzin, à une époque où les chefs de la noblesse russe étaient encore si riches qu'ils pouvaient faire des fondations splendides comme celles des rois. Puis voici la porte de Kalouga, par où passa la plus grande partie de notre armée en quittant Moscou. Ah! c'est là une autre porte sainte, la porte devant laquelle tout Français devrait s'incliner comme les Russes devant celle du Kremlin, et adresser du fond du cœur un souvenir de respect à ceux qui sont morts, un vœu sympathique à ceux qui ont survécu.

A peine hors de la barrière, le pavé et la chaussée cessent brusquement,

on ne trouve plus qu'un chemin raboteux, inégal, coupé par de profondes ornières où l'on risque à tout instant de briser son léger droschki. C'est encore là un de ces contrastes qui ne se voient qu'en Russie, une ville riche et grandiose, et à quelques pas des plus belles rues un chemin auquel la plus pauvre de nos communes n'oserait pas donner le nom de chemin vicinal.

La montagne des Moineaux n'est pas une montagne. C'est tout simplement un plateau aride et nu, bordé çà et là de quelques bouquets d'arbres, assez élevé cependant pour que de là on puisse, d'un coup d'œil, embrasser toute la plaine qui entoure Moscou et la vieille cité des tsars avec son immense amas de maisons, ses centaines d'églises, de palais, de couvens, ses clochers pareils à des minarets, ses globes étincelans, ses hautes croix rayonnant dans l'air, ses coupoles dorées qui miroitent au soleil, ses dômes bleus et étoilés et ses larges toits peints en vert. Quelle ville! On dirait une mer d'édifices; les teintes austères du Nord, l'éclat de l'Orient, les flèches élancées du moyen-âge, les terrasses de l'Italie, les remparts séculaires et les rideaux de verdure se marient, se croisent, et de tous les côtés attirent la pensée et charment les regards.

Une seule chose dépare cette cité si richement ornée par les hommes et si bien dotée par la nature, c'est l'insuffisance de ses eaux. « Voyez, disait un jour un naïf observateur des choses humaines, voyez comme la Providence est sage et prévoyante; partout où il y a une grande ville, elle a fait passer un grand fleuve. » La Providence n'a pas été si libérale pour Moscou, elle ne lui a donné que trois rivières dont deux pourraient fort bien s'appeler des ruisseaux et dont la troisième, la Moskwa, n'est nullement en proportion avec l'innombrable quantité de constructions qui borde ses rives. Ces trois cours d'eau ne suffisent pas même aux besoins quotidiens des trois cent mille habitans de Moscou. Il a fallu, pour remplir chaque jour leurs théières et leurs tonnes de *kvan*, creuser des aqueducs et construire de profonds réservoirs.

Au pied de ce plateau d'où l'on contemple ainsi la ville aux vieux souvenirs, l'empereur Alexandre avait voulu faire élever un temple colossal en mémoire de la campagne de 1812. L'emplacement choisi pour cette œuvre commémorative était un terrain fangeux, entrecoupé de larges crevasses et entouré de sable. Avant d'oser y entreprendre le moindre travail de maçonnerie, il fallait dépenser des sommes considérables pour aplanir ce sol inégal, l'affermir, lui donner quelque consistance. Les gens experts trouvaient, à vrai dire, ce choix assez bizarre; mais l'architecte avait vu en rêve, comme par une espèce de révélation, le plan de son édifice, et le lieu où il fallait l'élever. Situation, construction, ensemble, détails, tout dans l'aspect extérieur de ce monument, dans la disposition de ses colonnades, de ses fenêtres et de ses gradins, devait avoir un caractère symbolique. Alexandre, qui, comme on le sait, avait un penchant assez prononcé pour tout ce qui s'offrait à lui avec une certaine teinte de mysticisme poétique ou religieux, adopta le plan de l'architecte et vint lui-même en grande pompe poser la première pierre du nouveau temple dans le ravin qui lui était indiqué. Après

deux ou trois années de travaux, on reconnut enfin l'impossibilité physique d'établir dans un pareil lieu un édifice tel que celui qui était projeté. L'architecte fut mis en prison et condamné à y rester jusqu'à ce qu'une nouvelle révélation lui aidât à rendre compte des sommes considérables dont l'emploi lui avait été confié, et comme il fallait absolument ériger un temple aux souvenirs de 1812, on choisit un autre emplacement moins symbolique peut-être que le premier, mais beaucoup plus convenable sous tous les rapports.

Au moment où nous allions quitter la montagne des Moineaux, nous vîmes venir à nous, sur un léger droschki, un homme à la figure grave et douce, portant l'honnête costume avec lequel on nous représente ordinairement les notaires et les docteurs du dernier siècle : cravate blanche, frac noir, culotte, et bas de soie. Venez, me dit mon guide, c'est M. Hase, le médecin de la prison; vous trouverez en lui un homme remarquable, et je le prierai de vouloir bien nous conduire au milieu des pauvres gens dont il est le patron et le soutien. Nous nous approchâmes du vénérable docteur, qui nous serra les mains avec cordialité et nous emmena aussitôt du côté de la fatale enceinte où il répand chaque jour les trésors d'une charité vraiment évangélique. C'est là que des vingt-deux gouvernemens arrivent, toutes les semaines, les malheureux condamnés à faire le voyage de Sibérie, soit pour y être employés aux travaux forcés, soit pour y être détenus comme colons. Ils passent huit jours dans cette prison centrale. Le dimanche, on les revêt d'une veste bigarrée, on leur rase la moitié de la tête, et on les place, la chaîne aux pieds, sur des charrettes découvertes qui les mènent de station en station au lieu de leur exil. Le docteur allait assister à l'un de ces départs. Nous passâmes au milieu d'une haie de soldats en grande tenue, ornement inévitable de tout cachot; nous entrâmes dans une grande cour où ces malheureux, destinés à mourir pour la plupart à six cents lieues de là, regardaient encore une fois le ciel qui les a vus naître, et se souvenaient peut-être de la demeure paternelle où ils ne rentreraient jamais. Des hommes se promenaient de long en large, traînant leurs lourdes chaînes sur le parc; des femmes étaient assises par terre, la tête penchée sur leur poitrine; des enfans, qui partageaient le sort de leurs parens et qui en ignoraient l'amertume, se roulaient en riant sur les genoux de leur mère et jouaient avec les enfans du guichetier. Plusieurs de ces pauvres gens, condamnés ainsi à quitter pour long-temps, pour toujours peut-être, leur pays natal, leur maison, leurs amis, ne portent point dans leur cœur la lèpre du vice ou la flétrissure du crime. Les uns subissent ce châtiment pour une faute politique, d'autres pour un instant de révolte envers un maître inexorable; d'autres, hélas! sont les victimes d'une erreur ou d'un cruel caprice. Chaque seigneur russe a le droit d'envoyer ses serfs en Sibérie, il ne fait que les désigner à la justice, et on les emprisonne, on leur rase la tête, on les expédie à Tobolsk avec la chaîne des forçats. Celui qui les livre à ce supplice est tenu seulement de leur payer une pension alimentaire. Est-ce là une obligation assez forte pour l'arrêter dans un mouvement de colère? Est-ce un moyen de répression suffisant contre l'injustice et la cruauté? Il y a là dans la législa-

tion russe une affreuse lacune, et, par les larmes de ceux qui en ont été les victimes, par les souffrances qu'ils ont subies, par *la loi de Dieu*, enfin, l'humanité entière demande qu'elle soit réparée. On m'a cité une jeune femme belle, grande, forte, qui ne voulait pas vivre avec son mari parce qu'il était infecté d'une maladie hideuse. Le mari a recours au seigneur; le seigneur, qui, dans un épouvantable sentiment d'avarice, pensait peut-être aux robustes enfans que cette femme pouvait donner à ses domaines, veut la forcer à accomplir son devoir conjugal. Elle résiste, et il l'envoie en Sibérie. Au bout de quelques années, il la fait revenir, la retrouve inflexible à ses ordres et la condamne de nouveau à l'exil. Le poète Pouschkin racontait qu'il avait un jour rencontré sur la route de Tobolsk, parmi les criminels condamnés à la déportation pour vols ou pour meurtres, une jeune fille d'une grace et d'une beauté angélique. Après avoir servi pendant quelque temps comme une esclave aux plaisirs de son sultan, cette malheureuse s'était laissée attendrir par un homme qui lui demandait peut-être à genoux une parole d'amour que l'autre exigeait impérieusement, et elle allait en Sibérie expier dans l'exil une heure de tendre abandon. La pauvre enfant, dit Pouschkin, habituée pendant quelques années à toutes les jouissances de la fortune et aux raffinemens du luxe, souffrait bien plus que ses rudes compagnons des fatigues de son long voyage. Les cahots de la voiture lui meurtrissaient le corps, et elle regrettait de n'avoir plus de gants pour garantir ses mains de l'ardeur du soleil. Cependant, au milieu de ces souffrances, elle ne se repentait point d'avoir été trop tendre, elle parlait avec un accablant mépris de celui qui l'avait subjuguée par son autorité souveraine, et emportait avec joie à l'extrémité de la Russie le souvenir de celui qu'elle avait aimé.

A notre arrivée dans la cour, une vingtaine de condamnés se précipitèrent au-devant du docteur; ils lui adressaient leurs suppliques, ils lui parlaient avec effusion, ils lui baisaient les mains. C'est lui seul qui a vraiment pitié des prisonniers dans cette maison d'agens de police et de geôliers, c'est lui qui guérit leurs plaies, qui leur donne des consolations et des encouragemens, qui leur distribue des aumônes. Les condamnés ne peuvent point emporter d'argent avec eux, mais tout ce qu'ils possèdent et tout ce que la charité pieuse leur accorde est envoyé en leur nom au lieu où ils doivent vivre, et ils trouvent du moins en arrivant ce secours pécuniaire pour les aider à souffrir les premières rigueurs de leur captivité ou de leur bannissement.

Nous entrâmes dans une large salle en bois, nue et sombre. Devant une petite table couverte de registres était assis un greffier du tribunal, homme dur, sec, inaccessible à toutes les demandes et requêtes, vrai greffier de cachot, établi dans ce lieu pour faire sentir aux prisonniers toute la pesanteur de cette balance de fer qu'on appelle si généreusement la balance de la justice. Le docteur s'assit modestement en face de lui, et il s'engagea entre ces deux hommes d'un caractère si différent un des débats les plus émouvans qu'il soit possible d'imaginer.

Les condamnés se présentaient l'un après l'autre pour faire une réclama-

tion légale, ou exprimer un vœu d'infortune. Celui-ci avait eu la jambe entamée par ses chaînes, et souffrait tellement, qu'il avait à peine la force de se mouvoir; il sollicitait la permission de rester là jusqu'à ce qu'il fût guéri. Cet autre attendait sa femme, qui voulait partager son exil, et il demandait un délai d'une semaine. Le greffier ouvrait froidement son registre et leur montrait qu'étant arrivés à la prison tel jour, ils devaient être envoyés en Sibérie tel jour, que toute requête et toute réclamation étaient par conséquent inutiles. Le bon docteur lui laissait paisiblement formuler ces conclusions juridiques, puis il hasardait une humble remarque, puis une autre, enfin il se faisait lui-même l'avocat de ces malheureux, et si toute son éloquence compatissante échouait contre l'obstination de son adversaire armé du texte des règlemens et de la sentence des tribunaux, alors il intervenait avec son autorité de médecin : il déclarait que, tel homme, telle femme étant hors d'état de supporter les fatigues d'une longue route, il les envoyait à l'infirmerie, et prenait ce fait sous sa propre responsabilité. Le greffier se taisait, et le docteur recommençait une lutte plus difficile : il s'agissait cette fois d'obtenir un délai pour ceux qui n'étaient pas malades et qu'il ne pouvait prendre légalement sous son égide de médecin. Cette fois il devenait timide et obséquieux comme le plus pauvre des solliciteurs; il parlait à voix basse au greffier, il le flattait, il le caressait, il avait toutes sortes de petites ruses pour ébranler sa résolution; tantôt il essayait de l'attendrir, et tantôt de le faire sourire. S'il s'apercevait que ses efforts étaient inutiles, il changeait brusquement la nature de l'entretien, il se mettait à discourir de chose et d'autre, comme s'il eût été dans un salon, des anecdotes de la ville et des nouvelles d'Allemagne. Souvent le greffier, séduit, fasciné par tant de douces paroles et tant de graves raisonnemens, accordait la grace qu'on lui demandait, et les pauvres prisonniers bénissaient leur évangélique docteur. Pour moi, je ne quittai la prison qu'en le bénissant comme eux, et en admirant l'inépuisable bonté de Dieu, qui met un secours à côté de toutes les infortunes, qui adoucit les sentences de l'homme par la tendresse de l'homme, les souffrances du cachot par la charité.

Tout est dans tout, a dit un grammairien, et cet axiome une fois admis, on ne sera point surpris que, chemin faisant, je me sois mis à méditer sur le sort de certains états, à propos d'une prison. La scène qui se passe chaque semaine dans la maison des exilés de Sibérie ne ressemble-t-elle pas à celles qu'on voit très fréquemment dans les contrées soumises au régime absolutiste? Là il y a une autorité impérieuse, sévère, difficile, qui, de même que le greffier, parle au nom de la loi, au nom d'une loi souvent juste dans ses principes, mais souvent vicieuse dans ses conséquences, et cruelle dans ses applications; puis il y a une opinion publique indulgente, honnête, qui, comme le bon docteur, prend pitié de tous les malheureux et s'intéresse même aux coupables, qui comme lui les défend par une raison de légalité ou intercède pour eux. Comme lui, quelquefois elle gagne sa cause et apparaît tout heureuse de l'œuvre charitable qu'elle vient d'accomplir. Comme lui aussi, elle échoue

dans ses efforts, et se retire à l'écart silencieuse et triste. Moscou a pendant long-temps exercé cet empire de l'opinion. Quand Pétersbourg en était encore à son premier développement, quand le système autocratique fondé par Pierre-le-Grand n'avait pas encore vaincu toutes les résistances, ni assoupli toutes les ambitions, il y avait à Moscou une aristocratie riche, puissante, qui, dans ses magnifiques châteaux, au milieu de ses milliers de serfs et de ses groupes de courtisans, se posait encore comme une royauté fastueuse en face de la royauté absolue des tsars, et protestait souvent contre elle par son silence ou par ses épigrammes. Plus d'une fois l'attitude que prenait cette aristocratie dans des circonstances importantes préoccupa les maîtres de cette nouvelle capitale. Plus d'une fois Paul Ier dans la joie enfantine de ses parades militaires, Catherine dans la splendeur de sa gloire, se demandèrent : Que dit-on à Moscou ?

Maintenant Moscou a vu disparaître l'un après l'autre ses plus beaux écussons; le régime autocratique a tout subjugué et tout absorbé. La noblesse russe a passé par le règne de Louis XI, elle en est à celui de Richelieu, et touche peut-être à celui de Louis XIV. Les fils des vieux boyards confient leurs paysans à la surveillance de leurs starostes, abandonnent leurs châteaux à l'administration d'un intendant, et s'en vont monter la garde au palais d'Hiver ou à Peterhof. Les uns ont besoin d'une place pour réparer les brèches faites à leur fortune; d'autres, très riches encore, sollicitent un titre, une fonction, qui leur donnent plus d'autorité que leur richesse ou leur nom séculaire. La loi de Pierre-le-Grand est formelle, et s'exécute à la lettre. Il faut que tous les nobles russes servent au moins pendant trois ans soit à la cour, comme gentilshommes ou chambellans, soit dans l'administration ou l'armée, et, pour servir avec plus d'avantage, ils veulent se rapprocher du souverain, qui est le juge suprême de tous les mérites, l'arbitre de toutes les faveurs.

Ceux d'entre eux qui reviennent à Moscou, soit comme fonctionnaires publics, soit pour y vivre comme de simples particuliers, y rapportent cet esprit de soumission auquel ils ont été façonnés dans l'atmosphère de la cour, et ne protestent plus. Mais un grand nombre de ces nobles émigrés ne reviennent pas, et les belles maisons qu'ils occupaient dans les plus beaux quartiers de la ville restent désertes ou changent de destination. Celle-ci a été achetée par le gouvernement, qui l'a transformée en édifice public, celle-là par un marchand qui y établit ses comptoirs, cette autre par un club. Les larges tapisseries qui décoraient autrefois ces appartemens ont été remplacées par des tentures en papier peint, les riches éditions françaises du XVIIIe siècle par les contrefaçons de Bruxelles, et les portraits en pied d'une longue suite d'aïeux par des lithographies et des gravures représentant *le Passage du Mont-Saint-Bernard* ou *les Adieux de Fontainebleau*. Chaque soir, les salles du club appellent leurs habitués autour du billard ou du jeu de cartes. Deux fois par semaine on y sert un grand dîner, demi-russe et demi-français, arrosé de *kvass* et de vin de Champagne.

Après le dîner, une douzaine de bohémiens et de bohémiennes, au teint

basané, à l'œil noir, montent sur une estrade et font entendre leurs chants nationaux. Ces chants ont une harmonie étrange et sauvage : tantôt ils résonnent comme un rire strident et sardonique, tantôt comme le cri d'indépendance d'une tribu indomptable, tantôt comme l'accent d'un amour passionné ou d'une joie frénétique. Puis tout à coup cet élan impétueux s'arrête, une jeune fille prend la guitare, et entonne d'une voix douce et plaintive une romance qui a les inflexions les plus tendres et les accords les plus suaves. Les autres répètent en chœur sur le même ton la strophe qu'elle vient de chanter, et, à la vue de ces femmes qui portent encore sur leur visage l'inaltérable empreinte de leur lointaine origine, à la flamme qui jaillit de leur regard ardent et langoureux, au soupir mélancolique qui s'échappe de leurs lèvres pâles, on se croirait transporté dans ces régions de l'Orient où un air chaud et imprégné de parfums subjugue tous les sens, où tout invite à l'amour et au repos, le ruisseau par son murmure, l'oiseau par ses mélodies, le palmier par la fraîcheur de ses rameaux solitaires. La romance est achevée, et l'on écoute encore. La jeune fille remet sa guitare au chef de la troupe, qui s'avance, la tête haute, au bord de l'estrade, avec sa jacquette bleue nouée par une ceinture d'argent, et le voilà qui fait vibrer d'une main nerveuse toutes ces cordes naguère caressées si doucement, et entonne un chant fougueux, un chant qui résonne dans toute la salle comme le bruit d'une cascade ou le sifflement d'un orage; puis il frappe du pied, il étend les bras, il appelle à lui, comme le héros d'une horde aventureuse, tous ceux qu'il veut entraîner à sa suite; les hommes et les femmes qui l'entourent se lèvent à cet appel, s'agitent, dansent, tourbillonnent : ce sont des cris, des éclats de voix, des transports qui ébranlent et mettent en mouvement tous les spectateurs.

Cette colonie bohémienne, qui est depuis long-temps établie à Moscou, qui s'y perpétue sans que le voisinage des Russes altère l'originalité de ses mœurs et le type de sa physionomie, possède seule le secret de ces chansons traditionnelles, de ces danses nationales, et le conserve précieusement. Plusieurs bohémiennes ont inspiré de sérieuses passions dans la grande ville de Moscou. Chaque fois qu'elles apparaissent dans un salon ou dans un jardin public, on voit un groupe de jeunes gens se presser autour d'elles, sollicitant un regard, implorant un sourire. Une d'entre elles est devenue la légitime épouse d'un riche gentilhomme; d'autres ont vendu chèrement un aveu d'amour. Presque toutes ont eu leur roman; un de ces romans a inspiré à Pouschkin l'idée d'un de ses meilleurs poèmes.

Mais, quelles que soient les séductions qui les entourent, les bohémiennes ne se séparent guère de leur tribu, ou, si elles la quittent pour quelque temps, elles y retournent, dès qu'elles sont libres, comme des brebis à leur bercail, et, à les voir reprendre gaiement la guitare et danser sur l'estrade avec leurs compagnons, on sent que rien ne vaut pour elles les joies de la vie indépendante, l'orgueil de parader sur une estrade comme des bayadères et de chanter des chants qu'elles seules connaissent. J'avais eu, dans ma simplicité de voyageur, la prétention de rapporter en France quelques-unes de

ces mélodies singulières. Je me fis présenter au chef de la troupe, et lui demandai respectueusement s'il ne pourrait pas m'en noter quelques-unes. Il me regarda du haut de sa grandeur, comme un souverain qui parle à un sujet audacieux, et me répondit par une phrase laconique qui se traduisait mot pour mot en ce vers de douze pieds :

Ce que l'ame a senti, la main ne peut l'écrire.

Puis il me tourna le dos et s'en alla recevoir les félicitations de ses courtisans.

Tous les convives du bal, jeunes et vieux, au nombre de plus de deux cents, avaient assisté à cette scène musicale avec un vif intérêt et applaudi à différentes reprises avec enthousiasme. Quoique les bohémiennes se montrent souvent dans les réunions publiques de Moscou, chaque fois qu'on les voit revenir avec leur manteau de pourpre et leur turban, chaque fois qu'elles entonnent leurs singuliers chants, elles excitent autour d'elles un nouveau sentiment de curiosité et une vive émotion. Il semble que les souvenirs de leur patrie lointaine se réveillent à leur vue, et que l'influence jadis exercée par l'Orient sur Moscou se perpétue par l'aspect de ces noires beautés, par les mélodies de la tribu nomade. Dès qu'elles eurent quitté d'un pas léger leur estrade, tous les spectateurs se dispersèrent dans les salles voisines, et s'assirent deux à deux, quatre à quatre, autour des jeux de cartes. Un instant après, ils étaient absorbés dans la contemplation des as et l'amour des matadors. Le salon de lecture, enrichi de tous les livres étrangers et de tous les journaux français, allemands, anglais tolérés par la censure, resta, je dois le dire, à peu près désert.

La ville de Moscou, si grande qu'elle soit, a pris déjà les allures d'une ville de province. Le pouvoir suprême n'est pas là, on a les yeux tournés du côté de Pétersbourg; on se demande des nouvelles de l'empereur et des princes, on fait de petites histoires sur les gens de la cour et les officiers du palais, comme on en fait dans nos chefs-lieux de préfecture sur les ministres et les chambres. La curiosité d'une population avide de connaître les actions et la pensée des hommes qui la régissent s'alimente par les commentaires de gazettes, les chroniques de salons; éloignée des hautes affaires, la cité s'abandonne au désœuvrement, et, pour échapper à l'ennui, se jette dans le tourbillon des fêtes et des bals. Après Vienne, je ne connais pas une ville où la société soit aussi préoccupée du soin de bien vivre qu'à Moscou. Chaque anniversaire est célébré par elle avec empressement, chaque solennité religieuse ou politique lui apporte quelque joie épicurienne. La religion grecque seconde merveilleusement, sous ce rapport, les instincts de plaisir de cette population. Le martyrologe grec a conservé des myriades de héros chrétiens, d'apôtres miraculeux, de palmes et d'auréoles. Le calendrier de l'église n'a pas encore subi les atteintes d'une main profane; il indique plus de cent cinquante jours de fête par an, et quand la matinée de ces jours pieux a été employée en prières et en pélerinages dans les églises, l'après-midi et la soirée peuvent être sans remords consacrés aux promenades joyeuses et au *dolce far niente*. Ces

jours-là, les quartiers de Moscou se dépeuplent comme les villes d'Allemagne par un beau dimanche d'été; tout le monde s'en va errer gaiement dans les environs, sous les verts rameaux du parc de Petrowski, entre les pins touffus de Sagolnik. Les femmes du monde se promènent en grande toilette dans d'élégantes voitures à quatre chevaux; les bons bourgeois s'asseoient sur le gazon avec leurs femmes et leurs enfans. Toute la forêt est parsemée de petites tables couvertes de tasses en porcelaine; de tous côtés s'élève la fumée odorante du *samovar* (1). On se croirait au sein d'une population émigrante, qui ferait une halte vers le milieu de la journée. Puis voilà que les musiciens entrent dans leur pavillon, voilà que dans cette forêt du Nord résonnent tour à tour les plus belles mélodies italiennes, quelque vieux chant national qui émeut tous les cœurs, et l'air de la *mazurka*, qui met en branle filles et garçons. La foule s'accroît, les riches équipages tournent par les allées de sable et se succèdent sans interruption; le peuple est là qui court, qui chante, ou qui contemple en silence le luxe des modes parisiennes, renouvelées à chaque saison dans sa vieille cité, et le faste de son aristocratie. Le Prater n'est pas plus riant, et Longchamps, dans ses jours sans nuages, n'est pas plus splendide.

Je ferais grand tort pourtant à la ville de Moscou, si, en essayant ainsi de décrire ses mœurs aimables, je pouvais donner à penser qu'elle ne songe qu'à ses promenades et à ses brillantes réunions. Il y a là au contraire un mouvement commercial et industriel qui grandit d'année en année, et un mouvement littéraire très caractéristique et très distingué.

Le Gastinoi-Dvor, immense bazar plus vaste encore et plus riche que celui de Pétersbourg, est le point central d'une population active, laborieuse, qui a le génie du négoce et l'instinct de toutes les spéculations. A voir les sombres galeries de cet édifice, ses boutiques étroites, ses magasins sans luxe et sans étalage, on croirait volontiers que ce bazar n'est ouvert qu'à quelques modestes trafiquans en détail, et il renferme des entrepôts où les marchandises les plus précieuses s'entassent par tonnes et par quintaux. Il y a là des générations entières d'acheteurs et de vendeurs, qui ont sucé, pour ainsi dire, comme les Hollandais, l'amour des chiffres avec le lait maternel. Cet homme que vous voyez avec la longue barbe de moujik, vêtu d'une méchante redingote rapée, se promenant de long en large devant sa boutique, comme s'il cherchait une occasion de vendre une paire de vieilles bottes, fait des affaires avec le monde entier, reçoit des cargaisons de denrées de la Perse et de la Chine, de l'Angleterre et de la France. Cet autre qui est penché sur son pupitre, et travaille du matin au soir comme un pauvre serviteur tremblant de mécontenter son maître, possède dix maisons en ville et place des millions à la banque. En voici un qui s'en va modestement dans un cabaret voisin fumer une pipe de terre et prendre une tasse de thé, et, pendant qu'il compte

(1) Grande et haute théière en bronze, meuble essentiellement populaire et national.

un à un, d'une main serrée, les quinze ou vingt copecks qu'il doit payer pour sa dépense, cinq cents ouvriers travaillent pour lui dans une de ses fabriques, et deux cents maçons lui construisent à grands frais un nouvel atelier.

Ce qu'on raconte de la fortune de ces marchands, de leur esprit d'industrie et de leurs habitudes d'économie, est prodigieux. Il n'y a qu'Amsterdam où l'on trouverait à la fois tant d'or et de telles habitudes. Quelques-uns de ces négocians, héritiers des billets de banque de leurs pères, ou enrichis par leurs propres travaux, commencent cependant à sortir des obscures régions du Gastinoi-Dvor. Ils se bâtissent d'élégantes maisons dans les plus beaux quartiers de Moscou, ou achètent les hôtels des grands seigneurs, quelquefois pour y goûter à leur tour les joies de l'opulence, souvent aussi pour en faire un objet de spéculation. Ce qui existe depuis long-temps en France apparaît déjà de côté et d'autre à Moscou. Le salon nobiliaire est occupé par une filature, le parc et le parterre se transforment en champs de betteraves. Les fortunes aristocratiques s'écroulent, et l'industrie s'élève sur leurs ruines. En même temps, la science et la littérature s'avancent d'un pas rapide à la suite des maîtres étrangers qui leur ont donné un premier essor, ou qui leur servent encore de modèles.

Il existe à Moscou cent vingt presses, plusieurs riches librairies étrangères, parmi lesquelles on distingue celle de M. Semen, et plusieurs sociétés scientifiques qui ont déjà amassé d'importantes collections. L'université, fondée par l'impératrice Élisabeth en 1755, réorganisée par Alexandre en 1804, compte un millier d'élèves, et plusieurs de ses professeurs sont des hommes très distingués. L'un d'eux, M. Schewireff, publie depuis deux ans environ une revue mensuelle intitulée *le Moscovite,* dont le succès s'accroît de jour en jour. Le but des fondateurs de ce recueil, qui a l'étendue matérielle des revues anglaises les plus compactes, est de faire connaître tantôt par des traductions, tantôt par des critiques et des analyses, les principales productions de la littérature étrangère, et d'éveiller, de propager, par des recherches historiques ou biographiques et des chants populaires, le culte des souvenirs nationaux et le sentiment de la poésie russe. *Le Moscovite* rallie à cette double pensée une jeunesse studieuse, intelligente, et animée d'un vif sentiment de patriotisme. Plusieurs de ses collaborateurs ont voyagé dans les pays étrangers; ils en ont étudié les langues, les mœurs, les œuvres littéraires et scientifiques, et, tout en conservant une profonde prédilection pour leur sainte cité de Moscou, pour ses souvenirs et ses monumens, tout en parlant avec enthousiasme des progrès de leur terre natale, des qualités de leur nation et de son avenir, ils n'en rendent pas moins justice au mérite des autres peuples, à leur gloire, à leur génie. Ils recherchent avec avidité les publications de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. La censure russe, si sévère à l'égard du public, s'adoucit en faveur des hommes qui portent dans le domaine de la science un caractère officiel. Tout professeur peut avoir la plupart des livres mis à l'index; il suffit qu'il les demande pour lui-même par écrit. Je me souviens de mainte heure charmante passée avec le directeur du

Moscovite et quelques-uns de ses amis. Je n'avais rien à leur apprendre, ni sur notre littérature actuelle ni sur nos principaux écrivains : ils connaissaient nos productions les plus récentes et les jugeaient avec une rare délicatesse; et moi, que de questions j'avais à leur faire, que de renseignemens à leur demander! Je me rappelle surtout une heureuse soirée où nous nous trouvâmes réunis à la campagne, dans la maison d'un jeune romancier. Au milieu d'une verte pelouse, sous les rameaux des tilleuls en fleurs, les poètes russes me racontaient tour à tour leurs études, leurs travaux, leurs pensées. On eût dit une églogue antique transportée sous le ciel de Moscou. L'un d'eux, M. Kamékoff, nous lut ces vers, qu'il voulut bien ensuite me transcrire. C'était une chose curieuse pour moi d'entendre ainsi parler de Napoléon à quelques lieues de la ville qu'on avait incendiée devant lui, et d'écouter au sein de la Russie ce dithyrambe adressé à l'Angleterre, au moment où les vaisseaux anglais allaient envahir les rives d'un nouvel empire.

NAPOLÉON.

« Ce n'est pas la force des peuples qui t'a élevé, ce n'est pas une volonté étrangère qui t'a couronné. Tu as régné, combattu, remporté des victoires, tu as foulé la terre de ton pied de fer, tu as posé sur ta tête le diadème formé de tes mains, tu as sacré ton front par ta propre puissance.

« Ce n'est point la force des peuples qui t'a terrassé, on n'a pas vu paraître un rival égal à toi; mais celui qui a mis une borne à l'Océan, celui-là a brisé ton glaive dans le combat, fondu ta couronne dans un saint incendie, et recouvert de neige tes légions.

« Elle s'est éclipsée, l'étoile des cieux obscurcis. La grandeur humaine est tombée dans la poussière. Dites-moi, un nouveau matin ne brille-t-il pas à l'horizon? Une nouvelle moisson ne renaîtra-t-elle pas de cette cendre? Répondez; le monde attend avec effroi et avidité une pensée et une parole puissante. »

A L'ANGLETERRE.

« Ile pompeuse, île de merveilles, tu es l'ornement de l'univers, la plus belle émeraude dans le diadème des mers!

« Redoutable gardien de la liberté, destructeur de toute force ennemie, l'Océan répand autour de toi l'immensité de ses ondes!

« Il est sans fond, il est sans bornes, il est ennemi de la terre; mais humble et soumis, il te regarde avec amour.

« Patrie de la sainte liberté, terre fortunée et bénie! quelle vie dans tes innombrables populations! quel éclat dans tes riches campagnes!

« Comme elle est éclatante sur ton front, la couronne de la science! Comme ils sont nobles et sonores, les chants que tu as fait entendre à l'univers!

« Toute resplendissante d'or, toute rayonnante de pensée, tu es heureuse, tu es riche, tu es pleine de luxe et de force.

« Et les nations les plus lointaines, tournant vers toi leurs regards timides, se demandent quelles seront les lois nouvelles que tu prescriras à leur destin.

« Mais parce que tu es perfide, mais parce que tu es orgueilleuse, mais parce que tu mets la gloire terrestre au-dessus du jugement divin;

« Mais parce que, d'une main sacrilége, tu as enchaîné l'église de Dieu au pied du trône terrestre et passager :

« Il viendra pour toi, ô reine des mers ! il viendra un jour, et ce jour n'est pas loin, où ton éclat, ton or, ta pourpre, disparaîtront comme un rêve.

« La foudre s'éteindra dans tes mains; ton glaive cessera de briller, et le don des lumineuses pensées sera retiré à tes enfans.

« Et, oubliant ton royal pavillon, les vagues de l'Océan bondiront de nouveau, libres, capricieuses et sonores.

« Et Dieu choisira une nation humble, pleine de foi et de miracles, pour lui confier les destins de l'univers, la foudre de la terre, et la voix du ciel ! »

Ai-je besoin de dire que cette nation humble, pleine de foi et de miracles, dont parle le poète, est la nation russe. C'est une pensée que j'ai souvent entendu exprimer en Russie, dans les salons comme dans les sociétés universitaires. Les Russes n'hésitent pas à s'attribuer une mission de régénération sociale et l'empire du monde. A Pétersbourg, ils regardent vers l'avenir avec la confiance que leur donnent le rapide et prodigieux développement de leur jeune capitale et l'auréole du pouvoir. A Moscou, c'est le cœur même de la nation qui se nourrit d'espérances gigantesques dans le sanctuaire de sa foi et de son histoire, dans l'enceinte des murs qui ont arrêté le glaive des Tartares et les foudres de Napoléon.

X. Marmier.

DES LOIS ANGLAISES

SUR

LE TRAVAIL DES ENFANS

DANS LES MANUFACTURES ET DANS LES MINES.

I. — Report from the select Committee on the Act for the regulation of mills and Factories. — II. — Minutes of Evidence, etc. ordered, by the house of commmons, to be printed.
1841. — 2 vol. in-f°.

III. — Report of the Children employement Commissionners : Mines and Collieries. Presented to both houses of parliament, by command of her majesty.
1842. — 3 vol. in-f°.

Aucun pays ne s'est jamais préoccupé du sort des classes pauvres autant que l'Angleterre. Serait-ce, comme le supposent quelques personnes, que depuis la révolution récente qui a soumis le sort de tant de milliers d'hommes aux orageuses variations de la grande industrie, le paupérisme ait pris dans la Grande-Bretagne un plus vaste développement, y ait été accompagné de plus lamentables misères que dans les autres pays de l'Europe? Il est permis d'en douter. Devant les tristes révélations des minutieuses enquêtes que l'Angleterre instruit chaque jour sur la condition de ses classes laborieuses, si nous pouvons nous féliciter d'avoir sur elle à cet égard un avantage, hélas! trop désirable, il est à craindre que cette supériorité ne repose en

grande partie sur notre peu de zèle à étudier chez nous le sort de cette partie de la population qui, vouée aux travaux les plus pénibles et les plus incertains, lutte vainement contre l'indigence. Pourquoi donc de l'autre côté du détroit une sollicitude si vive dans son expression, et non moins active dans la pratique? Nous croyons en apercevoir le mobile principal dans un intérêt politique; nous y voyons le calcul d'une aristocratie depuis long-temps accoutumée à ne jamais fermer les yeux sur les périls qui la menacent, et qui jusqu'à présent a toujours su conjurer par son habileté ceux qu'elle n'a pu prévenir par sa vigilance.

Sans doute, dans les vieilles sociétés, la force même des choses fait de ceux qui n'ont pas des moyens assurés d'existence les ennemis naturels des aristocraties; mais la situation de la population laborieuse de la Grande-Bretagne à l'égard de la classe qui a le monopole héréditaire de la fortune et de l'autorité, présente aujourd'hui un caractère d'une gravité toute nouvelle dans l'histoire d'Angleterre. Lorsqu'elle était employée presque tout entière aux travaux agricoles, cette population était incapable de susciter des embarras sérieux. Habituée au patronage des grands propriétaires auxquels son existence était liée, disséminée d'ailleurs sur un pays étendu, il eût été difficile qu'elle trouvât dans des souffrances communes le concert, l'union, qui font la force des masses, et qu'elle pût exercer sur les affaires de l'état une influence réelle. Aussi, dans une grande circonstance, aux élections parlementaires, lorsque la constitution du pays lui offrait le moyen de faire entendre sa voix, cédant aux propriétaires du sol, comme une autre redevance du fermage, les pouvoirs d'un jour qui étaient mis entre ses mains, elle ne semblait s'en servir que pour ajouter à l'état de choses auquel elle était assujettie l'éclatante sanction d'une soumission volontaire. D'ailleurs, les seuls besoins auxquels elle fût sensible, les premiers besoins de la vie, étaient assurés à ceux de ses membres qui ne pouvaient y subvenir en travaillant, par une législation spéciale, les lois des pauvres : tactique habile du patriciat, qui au fond aggravait le paupérisme, mais en l'endormant. Également divisés et accessibles aux mêmes influences, les ouvriers de la petite industrie ne présentaient pas d'obstacle plus grave. Il n'y avait pas de peuple alors en Angleterre, dans le sens politique de ce mot; l'élément plébéien et démocratique ne se montrait pas encore en présence de l'aristocratie souveraine.

Les découvertes d'Arkwright et de Watt n'ont pas fait une révolution moins importante en politique que dans le commerce et dans l'industrie, car elles ont complètement changé cette situation. Les forces énormes que les inventions de ces deux grands hommes ont mises à la disposition de l'industrie ont donné à l'Angleterre l'immense puissance de production qui semble en avoir fait le grand atelier du monde, et, remarquable phénomène! ces machines, qui paraissaient destinées à diminuer l'emploi des forces humaines, l'ont accru au contraire dans une proportion parallèle à l'augmentation des produits qu'elles ont offerts aux consommateurs. La grande industrie, le *factory system,* comme disent les Anglais, a suscité une population nouvelle,

la population manufacturière, qui grandit sans cesse non-seulement par son propre développement, mais en se recrutant chaque jour parmi les ouvriers de l'agriculture. Le prolétariat de la grande industrie est bien différent du prolétariat agricole. Il est groupé par grandes masses sur quelques points. Ses travailleurs se rencontrent souvent réunis par centaines dans la même fabrique, et quelquefois par milliers. Ils composent, dans les centres où les intérêts commerciaux les rassemblent, de formidables garnisons industrielles, uniformément disciplinées par la régularité des mêmes travaux. Les chiffres à cet égard sont menaçans. Sans parler des grandes villes, de Manchester, de Birmingham, où l'on rencontre 50,000, 60,000 ouvriers, on en compte à Leeds, par exemple, 10,000 employés seulement à la manufacture du drap; dans la commune de Macclesfield, 6,000 employés au coton, 1,000 à la soie et 5,000 aux tissus de soie et coton; à Spitafields, les soieries occupent 5,000 ouvriers; les rubans, 2,000 à Coventry. Il y en a 12,000 à Halifax pour le drap, 7,000 à Bradford; dans la petite ville de Paisley (Renfrewshire, en Écosse), 6,000 ouvriers travaillent à la filature de coton; la même industrie en occupe 20,000 à Glasgow. Dans les trois cantons d'Ugbrigg, de Morley et de Sheprack, dans le West-Riding du Yorkshire, 68,000 ouvriers adultes sont employés à la fabrication du drap, etc. (1). En somme, le nombre des ouvriers des grandes manufactures dépasse 400,000. Leurs conditions d'existence sont liées à un petit nombre d'industries, celles du coton, de la laine, des soies, du lin, de la quincaillerie, des mines, pour ne citer que les principales. Les travaux des mines de houille, par exemple, emploient 135,000 personnes; l'industrie des fers, 70,000; celle des laines, 100,000; celle des soies, 200,000; celle des lins, 30,000; le filage et le tissage du coton, 220,000 (2). Les souffrances de ce petit nombre d'industries touchent à un très grand nombre d'existences; mais l'agitation que les fluctuations commerciales peuvent produire devient bien plus redoutable, lorsque la crise ébranle l'industrie tout entière, lorsqu'une commotion fatale jette la perturbation dans toutes les affaires, et, ce qui augmente encore la gravité de cette considération, une expérience de près d'un demi-siècle prouve qu'au moins une année sur cinq ramène périodiquement ce terrible dérangement dans la machine économique de l'Angleterre. A ces difficiles époques, lorsque le plus grand nombre des fabriques se ferment, lorsque les autres sont forcées de diminuer leurs pertes par la diminution des salaires, la faim réveille au sein des populations manufacturières les questions les plus brûlantes. Elles s'interrogent sur les causes de leurs maux : s'inquiétant peu des circonstances accidentelles et fatales qui les ont amenés, elles croient les voir là où les leur montrent les démagogues, dans la constitution du pays, dans la direction générale du gouvernement. Elles prennent alors une attitude politique. C'est ainsi que l'établissement de

(1) Andrew Ure, *Philosophy of Manufactures*, part. I, chap. III. *Statistics.*

(2) *Mac-Culloch's Statistical Account of the British Empire*, tom. I, part. III. *Industry of the British Empire.*

la grande industrie a créé en Angleterre un élément, une force vraiment démocratique. Cette force s'est mise d'abord au service du parti radical, qui n'était que réformiste; aujourd'hui elle se prête au chartisme et menace de devenir révolutionnaire. Déjà la dernière de ses manifestations, celle que nous avons vue cette année, a pris un caractère de résolution grave et sombre qu'on ne connaissait pas encore aux émotions populaires en Angleterre. Pour la première fois, sur toute la surface de la Grande-Bretagne, on a vu au même instant plus de 400,000 ouvriers quitter leurs ateliers, interrompre tout travail pendant une semaine, et réaliser la première menace du chartisme, le jour du repos, le *holyday*. Ce concert dans une résolution négative est déjà bien effrayant : on dirait les *secessiones* de la plèbe romaine. De là à la rébellion et à la violence, quelle distance y a-t-il ? C'est un problème que les plus courageux et les plus confians ne sauraient envisager sans inquiétude.

Si l'aristocratie britannique eût pu prévoir les dangers politiques que recélait la grande industrie, si, comme le disait naguère un de ses organes les plus accrédités (1), elle avait pu constituer un état *à priori*, une *utopie*, sans doute elle se serait gardée de s'engager dans la voie où l'a précipitée une impulsion aveugle; mais, tout en acceptant comme fait accompli et irrévocable la constitution industrielle que la nature des choses a donnée à la Grande-Bretagne, on comprend qu'elle doive toujours la voir avec méfiance, avec crainte, et qu'elle cherche à modérer, à neutraliser, à combattre de toutes ses forces les coups que l'industrie porte chaque jour à l'édifice ébranlé de la vieille Angleterre. L'intérêt de sa conservation lui a commandé cette conduite, et la loi dont nous nous proposons d'examiner ici les résultats déjà accomplis et les développemens probables est le premier pas qu'elle ait fait dans cette voie.

Il y a deux ans, lorsque dans une intention fort louable assurément, et qui ne peut manquer de produire d'excellens résultats, on voulut suivre en France l'exemple de l'Angleterre et transporter chez nous la législation à laquelle elle avait soumis en 1833 le travail des enfans dans les manufactures, on a trop négligé, ce nous semble, d'apprécier à sa juste valeur le caractère spécial que cette mesure avait eu chez nos voisins au point de vue politique. L'origine même de la loi eût pu fournir à cet égard des données dignes d'attention (2). Nous sommes fort éloigné de mettre en doute les intentions philantropiques et généreuses des promoteurs et des partisans de cette législation; nous avons quelque droit néanmoins à avancer que des motifs politiques, tout particuliers à l'Angleterre, y ont présidé à l'établissement de cette loi, lorsque nous considérons le parti qui en a pris l'initiative, qui l'a conçue, et qui avait le

(1) *Quarterly Review*, n° CXL, september 1842.

(2) Il est à regretter que ce côté de la question ait été omis dans le rapport de M. Charles Dupin, qui inaugura la longue élaboration de cette loi dans notre parlement, et où, du reste, les élémens statistiques et économiques de la discussion ont été réunis et présentés avec une remarquable lucidité.

plus d'intérêt à la faire adopter. Elle fut proposée d'abord en 1832 par M. Sadler, l'économiste de l'ultra-torysme, qui s'est rendu fameux en Angleterre par la haine qu'il a vouée à la grande industrie. L'année suivante, un des représentans les plus éminens des mêmes opinions, lord Ashley, la prit sous son patronage et la fit adopter par la chambre des communes malgré l'opposition du parti libéral et la répugnance non équivoque du ministère whig, qui, par l'organe de deux de ses membres, lord Althorp et M. Poulett-Thompson, tenta vainement de substituer des amendemens aux prescriptions les plus restrictives du bill.

La loi de 1833 a porté remède sans doute à de déplorables abus, on peut le dire sans ajouter foi à toutes les peintures exagérées de la condition des enfans dans les manufactures, qui rencontrèrent d'abord trop de crédulité auprès des philantropes anglais, et soulevèrent de si vives clameurs contre ce que l'on appelait la *traite des blancs*. Il est également vrai qu'elle n'a pas encore produit tout le bien qu'en attendent les cœurs généreux. Néanmoins, ceux qui savent se contenter d'un bien incomplet, mais solide, et auquel l'avenir promet des développemens assurés, peuvent se tenir pour satisfaits des résultats obtenus jusqu'à ce jour par la législation anglaise. D'ailleurs, cette législation n'eût fait que consacrer le principe de l'intervention du gouvernement dans les rapports de la population ouvrière avec les chefs d'industrie, que ce serait un titre suffisant en sa faveur auprès des hommes d'état. Mais elle a fait davantage: elle a voulu protéger l'enfant contre l'oppression de la force industrielle, qui souvent, au péril de sa frêle existence, avait abusé de sa faiblesse dans de cupides et aveugles intérêts; elle a proclamé que l'état devait veiller au développement physique et moral de l'enfant pauvre; le but est difficile à atteindre sans doute, mais c'est déjà beaucoup que d'avoir commencé à prendre des moyens efficaces pour y arriver. Nous allons indiquer, dans un rapide aperçu, ces moyens et les conséquences qu'ils ont amenées. Nous porterons de préférence notre attention sur les points dont la pratique a paru la plus difficile et la plus douteuse dans les discussions que le vote d'une loi semblable a soulevées en 1840 au sein de nos chambres.

On sait que la loi française du 22 mars 1841 est applicable aux manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique et à feu continu, et à toute fabrique occupant plus de vingt ouvriers. Elle divise les enfans, aux intérêts desquels elle a voulu pourvoir, en deux catégories marquées par des limites d'âge : la première comprend les enfans de huit à douze ans; la seconde, ceux de douze à seize. Tout travail dans les manufactures désignées est interdit au-dessous de l'âge de huit ans. Pour la première catégorie, le travail effectif ne peut être de plus de huit heures sur vingt-quatre, et de plus de douze heures pour la seconde. La journée de travail est limitée entre cinq heures du matin et neuf heures du soir. Tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit, et à ce titre interdit aux enfans au-dessous de treize ans, et permis au-dessus de cet âge, en comptant deux heures pour trois dans le cas où il serait exigé par suite du chomage d'un

moteur hydraulique, ou par des réparations urgentes, ou encore dans les établissemens à moteur continu, dont la marche ne peut être suspendue dans le cours des vingt-quatre heures. Telles sont les prévisions restrictives de la loi qui veillent aux intérêts de la santé des enfans et de leur développement physique. L'article 5 pourvoit à leur développement intellectuel et moral; il exige que, jusqu'à l'âge de douze ans, les enfans reçoivent l'instruction primaire. Pour l'application de la loi, une grande latitude est laissée au pouvoir réglementaire de l'administration. Parmi les mesures auxquelles il lui est spécialement recommandé de pourvoir, il faut remarquer celles qui doivent assurer aux enfans l'instruction primaire et l'enseignement religieux, et prescrire les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et au bien-être des enfans. L'article 10, qui autorise le gouvernement à nommer des inspecteurs pour surveiller l'exécution des mesures arrêtées, est aussi l'un des plus importans, puisque l'efficacité de la législation dépend évidemment de la vigilance et de l'activité du contrôle qui sera exercé par les agens spéciaux du gouvernement sur les établissemens auxquels elle doit s'appliquer.

Mais rien n'a été arrêté par la loi française sur le système d'inspection à adopter; on n'a pas voulu créer des fonctions salariées dont l'expérience seule peut faire apprécier l'importance. Le ministre du commerce a déclaré qu'il confierait le mandat honoraire d'inspecteur à des personnes considérées, établies dans les arrondissemens où les manufactures seraient situées. Avant la loi de 1833, un système analogue avait été mis à l'essai en Angleterre pour une loi spéciale, connue sous le nom d'*acte pour protéger la santé et la moralité des apprentis et ouvriers employés dans les manufactures de coton*. Cette loi autorisait les juges de paix des comtés à nommer chaque année deux personnes pour examiner si les prescriptions qu'elle avait arrêtées étaient exécutées dans les manufactures de leur district. Mais en 1833, lorsqu'on a voulu faire une œuvre sérieuse, on a reconnu l'insuffisance de ce système; on a compris que, pour avoir une surveillance active, zélée et vraiment efficace, il fallait la confier à des agens spéciaux. Le secrétaire d'état du département de l'intérieur a donc été autorisé à nommer quatre inspecteurs entre lesquels ont été partagés tous les districts manufacturiers du royaume-uni. Ces inspecteurs reçoivent un traitement de 25,000 francs par an (1,000 liv. st.); ils ont sous leurs ordres des agens secondaires nommés surveillans (*superintendents*) (1). Toute manufacture est visitée au moins trois fois par an, soit par l'inspecteur du district, soit par les surveillans. Ils examinent les pièces justificatives de l'âge des enfans, les certificats qui constatent leur assiduité à l'école (la loi anglaise astreint les enfans de 9 à 13 ans à assister deux heures par jour à l'enseignement d'une école), et les registres spéciaux que les manufacturiers doivent tenir relativement aux conditions stipulées pour le travail des deux catégories d'enfans et de jeunes gens : la première comprend les enfans entre 9 et 13 ans, la seconde depuis 13 jusqu'à 18.

(1) Le traitement des surveillans est de 8,750 francs (350 liv. sterl.).

Toute personne qui s'oppose à l'exercice des fonctions de l'inspecteur est passible d'une amende de 10 liv. st. (250 fr.). L'inspecteur est autorisé à faire tous les règlemens que la bonne exécution de la loi lui paraît exiger. Il a le droit de demander au chef d'industrie tous les renseignemens dont il croit avoir besoin relativement aux personnes qu'il emploie et au travail qu'elles accomplissent. La loi lui confie d'ailleurs, sur les constables et les autres agens de police, les pouvoirs et la juridiction attribués aux juges-de-paix. Enfin l'inspecteur doit, deux fois par an, réunir, dans un rapport adressé au ministre de l'intérieur, toutes les observations qu'il a recueillies sur l'exécution de la loi, tous les renseignemens qu'il a obtenus sur la condition des classes ouvrières avec lesquelles soit par lui-même, soit par ses agens, il est continuellement en contact. Ces rapports sont imprimés et distribués aux membres des deux chambres, qui sont ainsi toujours tenus au courant de l'état de la population manufacturière.

Il suffit d'avoir parcouru quelques-uns de ces précieux rapports pour comprendre que le système d'inspection qu'elle a établi est la partie vraiment excellente de la loi anglaise sur le travail des enfans. On ne saurait se faire une idée de l'intérêt et de la valeur des renseignemens que les inspecteurs ont fournis sur la condition de la population industrielle du royaume-uni. La statistique, l'économie politique et la politique leur sont également redevables. Les résultats généraux de leur mission dominent tellement d'ailleurs la spécialité pour laquelle ils ont été créés, qu'on ne les appelle plus, comme ils le sont réellement en effet, que les inspecteurs des manufactures (*inspectors of factories*).

Mais pour ce qui regarde particulièrement les effets produits par la loi depuis qu'elle a été promulguée jusqu'à l'année dernière, on peut se dispenser de recourir à ces volumineux documens; on en trouve l'aperçu le plus complet dans un rapport présenté en 1841 à la chambre des communes par une commission, sous la présidence de lord Ashley, qui avait été chargée de faire une enquête sur les résultats de la loi jusqu'à cette époque, et sur les amendemens et les développemens qu'elle réclamait.

En Angleterre comme en France, durant la discussion de la loi, ses adversaires prétendaient qu'elle jetterait la perturbation dans les conditions du travail, que les fabricans seraient obligés de se passer des enfans compris dans la catégorie pour laquelle la durée du travail était fixée à 8 heures par jour; ils disaient, en effet, que, dans la plupart des manufactures où ils étaient employés, les enfans étaient attachés comme auxiliaires aux ouvriers adultes, et qu'enlever à ceux-ci, pendant une partie de la journée, les mains dont ils ne pouvaient se passer, ce serait diminuer forcément aussi leur journée de travail. Cette prévision s'est réalisée en partie dans l'application de la loi aux manufactures anglaises. En 1839, la dernière année pour laquelle l'enquête donne des chiffres officiels, le nombre des ouvriers de tout âge employés dans les manufactures soumises à la législation sur le travail des enfans était de 417,232, parmi lesquels on comptait 193,531 enfans ou jeunes

gens de 9 à 18, dont 160,706 entre 13 et 18, et 32,825 seulement entre 9 et 13 ans. Il y avait eu sur le nombre des enfans de cette dernière catégorie une réduction que l'on peut évaluer à plus d'un tiers. On s'en fera, du reste, une idée plus exacte par la comparaison des chiffres fournis pour l'année 1835, dans laquelle la loi a commencé à être appliquée, et l'année 1839, sur les deux districts les plus manufacturiers de l'Angleterre soumis à l'inspection de MM. Horner et Saunders. En 1835, on y comptait 228,280 travailleurs de tout âge dont :

Entre 9 et 13 ans.	38,941
Entre 13 et 18 ans.	70,220
Nombre total des enfans et des jeunes gens..	109,161

En 1839, il y avait dans ces districts 267,713 travailleurs de tout âge dont :

Entre 9 et 13 ans.	24,283
Entre 13 et 18 ans.	103,432
Nombre total des enfans et des jeunes gens..	127,715

On voit par ces chiffres officiels que, même sans avoir égard à l'augmentation qui a eu lieu sur le nombre total des mains ouvrières, en 1839, la diminution est de plus d'un tiers sur le nombre des enfans qui ne doivent travailler que 8 heures par jour. Le rapprochement des deux tableaux prouve que le nombre total des enfans et des jeunes gens s'est accru à peu près dans la même proportion que l'ensemble de la population ouvrière. Pour les travaux qui exigent la présence de l'enfant dans l'atelier aussi long-temps que celle de l'ouvrier dont il est l'auxiliaire, les manufacturiers ont donc remplacé les enfans qui ne doivent travailler que 8 heures par ceux de la seconde catégorie.

D'ailleurs, dans les industries qui réclament la même durée de travail pour l'enfant que pour l'ouvrier adulte, on a réalisé sur une assez vaste échelle une combinaison qui concilie les prescriptions de la loi avec les besoins des manufactures : je veux parler du système des relais qui consiste à avoir deux ou trois brigades d'enfans dont on alterne les travaux de manière à avoir toujours dans l'atelier le nombre d'enfans nécessaire aux ouvriers. Le système de relais le plus simple et le plus généralement suivi est celui qui fait travailler deux brigades 6 heures chacune, l'une avant le repas, l'autre après. Ce système est préféré par les inspecteurs parce qu'il est plus facile à contrôler. Mais, dans les lieux où l'on a besoin d'utiliser le plus possible le travail des enfans, on se sert de trois brigades, le principe étant d'employer trois enfans à 8 heures par jour pour faire le service de 2 à 12 heures, limite ordinaire de la journée de travail en Angleterre. La première brigade travaille 2 heures depuis 6 heures du matin jusqu'à 8, 2 heures de-

puis 8 heures jusqu'à 10 1/2, et fait les 4 heures qui lui restent de 1 heure 1/2 jusqu'à 5 1/2. La seconde brigade se met au travail à 10 heures 1/2 et y demeure jusqu'à 12 1/2; elle revient à 1 heure 1/2, sort à 5 1/2, et fait enfin ses dernières heures de 6 à 8. La troisième brigade remplit les lacunes laissées par les deux autres. Ce dernier système est suivi particulièrement à Manchester. Dans le Lancashire, le Yorkshire, les comtés de Durham, de Cumberland et de Westmoreland, sur 1900 manufactures, 1300 environ ont adopté le système des relais. Les infractions à la clause de la loi qui fixe à 8 heures par jour le travail des enfans de la première catégorie paraissent avoir été peu nombreuses. Dans la plupart des manufactures, les enfans gagnent autant en travaillant 8 heures qu'ils gagnaient auparavant dans une journée de 12 heures, et, proportionnellement, ceux qui sont embrigadés dans les relais de 6 heures ne sont pas moins payés. Dans les filatures de coton, le salaire des enfans qui travaillent 8 heures par jour varie de 1 sh. 5 d. (1 fr. 75 c.) par semaine, à 4 sh. 6 d. (5 fr. 60). A Manchester, au lieu de diminuer d'un tiers comme le travail, les salaires n'ont diminué que d'un sixième (de 3 sh. à 3 sh. 9 d.). Le salaire des enfans au-dessus de 13 ans varie de 6 à 7 sh. par semaine (de 7 fr. 50 c. à 8 fr. 75 c.).

Si un sentiment d'humanité, si un intérêt politique commandent au gouvernement de protéger la santé et la vie de l'enfant contre les funestes effets d'un travail excessif, ce n'est pour lui ni un intérêt moins pressant, ni un devoir moins sacré de veiller à la culture intellectuelle et morale des générations nouvelles. Là surtout où les classes ouvrières, plus nombreuses et plus agglomérées, font peser sur la société des menaces de perturbation plus redoutables, il semble que, contre les excès d'une force brutale à laquelle les moyens de défense dont elle dispose n'opposeraient qu'un obstacle insuffisant, la société n'ait de garantie que dans la raison même de ces masses et dans des principes de moralité assez fortement enracinés en elles pour contenir toutes les mauvaises passions que développe leur condition misérable. Les auteurs de la loi anglaise l'ont bien compris; ils ont voulu que tous les enfans engagés de bonne heure dans la grande industrie reçussent les premiers élémens de l'instruction : ils ont exigé que, jusqu'à l'âge de treize ans, ils assistassent deux heures par jour à l'école, et une clause de l'acte donne même aux inspecteurs le droit de créer des écoles partout où ils le jugeront nécessaire.

Les deux principales institutions qui, en Angleterre, répandent l'instruction parmi le peuple, sont la *Société nationale* et la *Foreign and British School Society*. La première compte un grand nombre d'écoles dirigées selon ce que l'on appelle le système national; beaucoup de ces écoles avaient été établies par des sociétés particulières qui se réunirent, en 1811, dans le but de favoriser l'éducation de la jeunesse selon les doctrines de l'église établie. Cette société, qui dispose de fonds considérables, a institué un très grand nombre d'écoles, où l'instruction est donnée à peu de frais; ce qui les caractérise, c'est l'usage du catéchisme de l'église anglicane, et l'observation

du culte de cette église par les enfans qui les fréquentent. En 1835, il y en avait 5,559, suivies par 516,000 écoliers. La *British and Foreign School Society* fut fondée en 1810 par M. Lancaster pour répandre l'éducation dans les classes ouvrières, sans acception de secte religieuse. Cette société a aussi un très grand nombre d'écoles. En somme, en Angleterre et dans la principauté de Galles, il y avait, en 1833, 35,986 écoles quotidiennes (*daily schools*), fréquentées par 1,276,000 écoliers, et 16,828 écoles du dimanche (*sunday schools*), où 1,548,000 individus, adultes ou enfans, recevaient les premiers élémens de l'instruction. La plupart de ces écoles du dimanche, institution populaire dont l'idée fut conçue par un imprimeur de Glocester, sont entretenues par des associations particulières. On y apprend à lire et à écrire, et on y enseigne les principes et les devoirs de la religion. Parmi les établissemens de ce genre, un des plus remarquables, assurément, est l'école de Stockport : elle est fréquentée par plus de 4,000 enfans, divisés en plusieurs classes et répandus dans une quarantaine de salles, où ils reçoivent les leçons de 400 répétiteurs qui donnent chacun leurs soins à 10 ou 12 élèves (1).

Il s'en faut de beaucoup néanmoins que la partie de la loi qui exige que l'enfant reçoive une instruction élémentaire soit universellement et rigoureusement appliquée, et ait produit les effets que l'on se proposait. Il y a d'abord des districts manufacturiers où il n'existe point d'écoles. Nous lisons dans les comptes-rendus des inspecteurs pour les six premiers mois de cette année (2) que dans un de ces districts, qui compte une population de plus de 50,000 ames, il n'y a qu'une seule école, une école catholique romaine. Dans les manufactures qui sont à la portée des écoles, la loi veut que tous les lundis l'enfant reçoive du maître un certificat qui constate qu'il a assisté aux cours tous les jours de la semaine précédente et deux jours d'avance. Il paraît seulement que les parens ou les chefs d'industrie n'ont pas de peine à obtenir ces attestations de la complaisance du maître. Il y a même un assez grand nombre de manufactures dans lesquelles les chefs ont établi et entretiennent des écoles à leurs frais; mais là, pour être plus exactement observée dans les formalités qu'elle prescrit, on conçoit que la loi n'est que plus facile à éluder dans son esprit. Le chef d'industrie ne met le plus souvent à la tête de son école qu'un de ses ouvriers, et, sans parler même de la valeur de l'instruction qui peut y être donnée, on devine que les transgressions de la loi ne doivent pas être sévèrement relevées par un instituteur qui est à la solde du fabricant.

D'ailleurs, si l'on examine avec attention la loi anglaise dans les détails, on y aperçoit des imperfections qui, dans un grand nombre de cas, en rendent l'application ou impossible ou insuffisante. La plus grave sans doute est celle

(1) Andrew Ure, *Philosophy of Manufactures*, part. III. *State of instruction in the factories.*

(2) *First Report of the inspectors of factories for the year* 1842, report of M. Howell.

qui est relative à la constatation de l'âge des enfans. Il est impossible que les limites de 9, 13 et 18 ans, prescrites par la loi, puissent être bien observées. Les Anglais n'ont pas, comme nous, d'état civil; ils ne peuvent, comme nous, exiger de l'enfant l'extrait de son acte de naissance, ni un livret délivré par le maire de sa commune, où toutes les circonstances de sa vie civile soient authentiquement inscrites : garantie précieuse, que l'admirable régularité de notre administration nous a mis à même de donner à l'observation d'un article important de notre loi sur le travail des enfans, et qui lui assure à cet égard une incontestable supériorité pratique sur la législation anglaise. En Angleterre, on n'a d'autre garantie de l'âge des enfans que le certificat d'un médecin qui ne peut se prononcer que sur des probabilités; rien de plus incertain, assurément, que cette autorité. Vainement a-t-on voulu recourir aux registres de baptême tenus par le clergé : beaucoup d'enfans n'ont pas été baptisés; pour un grand nombre d'autres que le déplacement de leurs familles a conduits loin du lieu de leur naissance, il eût été très difficile de se procurer l'extrait de baptême; d'ailleurs, l'enfant présentant même un certificat du *clergyman*, rien ne prouve que ce certificat lui appartient réellement (1).

Pour prévenir les transgressions que doit nécessairement rencontrer une loi si difficile à appliquer dans sa rigueur, la commission de la chambre des communes a proposé, par l'organe de lord Ashley, d'en rendre les prescriptions encore plus restrictives. Elle demande que le travail des enfans au-dessous de 13 ans soit réduit à 6 heures par jour. Le travail de jour est fixé à 16 heures; la commission trouve cette limite trop étendue, parce qu'elle permet aux fabricans de faire travailler quelquefois plus de 12 heures par jour les jeunes gens de la catégorie de 13 à 18 ans : elle voudrait la voir réduire de deux heures, et que le travail de jour fût compris entre 6 heures du matin et 8 heures du soir. Elle propose, en outre, d'étendre de 18 à 21 ans la limite d'âge de la catégorie qui ne doit pas travailler plus de 12 heures. Elle demande encore que l'on élève les pénalités, et que le nombre des surveillans soit augmenté. Enfin, l'acte de 1833 laissait en dehors des prescriptions les manufactures de soie et de tulle; la commission termine son rapport en demandant qu'elles y soient comprises. Le ministère de lord Melbourne a présenté en 1841 un projet de loi spécial pour remplir cette dernière lacune : ce bill avait déjà subi favorablement les deux premières épreuves dans la chambre des communes; mais à la fin de la session, en présence des grandes luttes où le sort de l'administration était engagé, lord John Russell en demanda l'ajournement.

Quant aux modifications plus restrictives que la commission a proposées, les hommes modérés de tous les partis sont loin d'en admettre l'urgence, et, dans la dernière session, sir James Graham, interrogé à ce sujet dans la chambre des communes, a répondu que l'administration n'avait pas l'inten-

(1) *Report from the select committee*, etc., 1841, p. 8 et 9.

tion de toucher à la loi existante. Tous ceux, en effet, qui ne voient pas seulement dans les lois des manufactures une tactique de parti destinée à faire diversion à l'assaut que le parti contraire livre aux lois des céréales, apprécient à sa juste valeur le véritable caractère de cette législation : ils ne peuvent la considérer comme rigidement applicable dans ses minutieuses prévisions; c'est moins par les détails que par l'ensemble et l'esprit qui l'inspire qu'elle leur paraît avantageuse. L'emploi des enfans dans les manufactures avait entraîné de grands abus, des abus homicides, moins fréquens, il faut le dire, qu'on n'était parvenu à le persuader à une philantropie trop crédule, mais assez graves cependant pour réclamer une législation, une surveillance, qui en prévinssent à jamais le retour. C'est ce que l'on peut atteindre, ce que l'on a même atteint en grande partie par la loi actuelle; empiéter plus encore qu'on ne l'a déjà fait sur la liberté de l'industrie, sur la liberté de l'individu, sur l'autorité du père, sur les nécessités de la famille, ce ne serait plus qu'obéir aveuglément à l'esprit de système, ou sacrifier aux calculs d'une caste les intérêts même que l'on feindrait de vouloir protéger. L'humanité raisonnable et sincère défend d'aller plus loin. Il est certain que la condition des enfans dans les manufactures est beaucoup plus heureuse que dans toutes les autres positions où l'indigence peut les placer. Le travail de la manufacture, surtout lorsqu'il est aidé par un moteur automatique, est moins pénible pour eux que celui des mines, de la marine, des forges et d'un grand nombre de petites industries. Il est prouvé, par les rapports des inspecteurs anglais, qu'il n'est pas plus préjudiciable que les autres travaux à la santé et à la longévité (1). Enfin, peut-on croire qu'écartés des grandes manufactures, les enfans pauvres trouveraient ailleurs des conditions d'existence plus avantageuses à leurs intérêts physiques et moraux? L'expérience a prouvé jusqu'à ce jour le contraire. On sait qu'un grand nombre d'enfans, éloignés des *factories* par les prescriptions de la loi, ont été jetés dans des industries et condamnés à des travaux bien plus oppressifs, bien plus dangereux, que ceux auxquels la philantropie avait voulu les soustraire. Les enquêtes dirigées par lord Ashley sur la condition des travailleurs dans les mines, et dont les résultats, consignés dans trois énormes volumes in-folio, ont été mis sous les yeux du parlement dans la dernière session, contiennent à cet égard des révélations effrayantes dont l'Angleterre tout entière s'est justement émue, et qui ne peuvent manquer d'exciter un douloureux intérêt partout où la publicité leur donnera le retentissement qu'elles méritent (2).

(1) *Factory labour is decidedly not injurious to health or longevity, compared with other employements*, telles sont les paroles expresses de M. Rickards, un des premiers inspecteurs des manufactures, et qui n'a jamais été suspecté de partialité à l'égard de l'industrie.

(2) La commission qui a travaillé à cette enquête durant dix-huit mois se composait de quatre commissaires et de vingt sous-commissaires nommés par le ministre de l'intérieur.

Le rapport de lord Ashley embrasse l'industrie minière de tout le royaume-uni. Il fait connaître l'état de l'enfance et de la jeunesse dans la population ouvrière qu'occupe l'exploitation des richesses souterraines de l'Angleterre (*the subterranean interest*). L'industrie minière se divise, dans le royaume-uni, en deux branches bien distinctes : les mines de fer et de houille d'un côté, et celles de cuivre, d'étain, de plomb et de zinc de l'autre. La première de ces branches est celle qui a le plus d'importance et qui occupe le plus grand nombre d'ouvriers. On compte environ 30,000 travailleurs dans les houillères (*collieries*) de l'Angleterre et de l'Écosse. C'est là surtout que l'intervention du gouvernement était réclamée. Nous allons essayer de donner une idée de l'état où les commissaires chargés de l'enquête ont trouvé les travailleurs dans les mines de houille.

On connaît l'importance des houillères de la Grande-Bretagne. On sait que, sous la partie occidentale de l'Angleterre, s'étendent d'immenses et profondes couches de houille, si riches que les géologues les plus accrédités dans la science ont pu affirmer que vingt siècles d'exploitation ne suffiraient pas pour les épuiser. Les avantages dont l'Angleterre est redevable à ses houillères sont vraiment inappréciables. Sous le climat froid et humide du royaume-uni, le combustible est une des premières nécessités de la vie; sans ses charbons, l'Angleterre aurait été obligée de s'approvisionner au dehors et à grands frais d'un article si indispensable, et qu'elle fournit à si bas prix à ses habitans; car elle n'aurait pas assez de bois pour la consommation de combustible qu'exigent les besoins domestiques. Quelque considérable que soit à cet égard pour la Grande-Bretagne l'utilité de ses mines de houille, elle s'efface devant les immenses élémens de puissance que l'industrie britannique y a puisés. On peut dire que les houillères de l'Angleterre sont la base de sa prospérité industrielle et commerciale. Vainement aurait-elle possédé les mines de fer et de cuivre les plus riches du monde, vainement l'esprit industrieux de ses habitans aurait-il créé ces admirables machines qui ont mis entre les mains de l'homme les forces fabuleuses des Titans : ces élémens de puissance industrielle ne seraient rien sans la houille qui fournit la force motrice; privée de ses houillères, l'Angleterre n'aurait pu atteindre dans le monde à cette suprématie commerciale et industrielle qu'aucune concurrence ne pourra lui enlever, à moins que le génie humain ne donne un jour aux machines un autre moteur que la vapeur. On a eu raison d'appeler les houillères de l'Angleterre ses « Indes noires » (*black Indies*); il est certain qu'elle y a trouvé plus de trésors que l'Espagne n'en a retiré des mines du Mexique et du Pérou.

Les personnes qui aiment le langage positif des chiffres pourront se faire une idée de la production et de la répartition des richesses houillères de l'Angleterre par les données suivantes. La consommation domestique absorbe annuellement 17,000,000 de tonnes. L'Angleterre produit annuellement 800,000 tonnes de fer qui consomment 4,000,000 de tonnes de houille. Les fonderies de cuivre emploient 500,000 tonnes de charbon pour la fonte

de 185,000 tonnes de métal; la manufacture de coton, 800,000; celle de la laine, de la soie, du lin, 600,000; enfin, en y joignant le contingent des autres industries et des exportations, qui en 1837 était de 1,100,000 tonnes, on voit le chiffre total de la production houillère de l'Angleterre s'élever à non moins de 26,000,000 de tonnes, ce qui, en évaluant la tonne au prix moyen de 8 sh. (10 fr.), représente annuellement la somme de 260,000,000 de francs (1).

Mais, quoique l'extraction de la houille soit une des plus grandes sources de richesses de l'Angleterre, par un déplorable contraste, il n'est pas d'industrie où la condition des travailleurs ait jamais présenté des misères dont l'humanité ait autant à gémir. L'exploitation seule d'une mine donne aux lieux où elle s'établit un aspect désolé, le paysage prend une teinte funèbre, les rians cottages des fermiers font place aux misérables cabanes des mineurs. Les travaux de l'agriculture disparaissent, comme effrayés de ces épais nuages de fumée que vomit la mine, de la robe funéraire dont le sol se couvre aux environs, et de cette triste population de mineurs sur la physionomie desquels l'existence qu'ils mènent dans les profondeurs de la terre imprime un caractère sombre et bizarre.

La population des mines est répartie entre quatre catégories de travailleurs dont nous allons indiquer rapidement les fonctions, déterminées par la progression de l'âge. Au sommet de la hiérarchie sont les *overmen* et les *deputies-overmen*. Ce sont eux qui sont chargés de la police de l'exploitation; ils doivent veiller à l'exécution des travaux et à la sécurité de la mine. Élevés à ce poste par leur intelligence et leur bonne conduite, ils jouissent ordinairement d'un salaire annuel de 100 liv. st. (2,500 fr.) L'*overman* a l'intendance générale; le *deputy-overman*, son lieutenant, surveille l'exécution de ses ordres; c'est lui qui mesure à chaque ouvrier extracteur (*hewer*) sa part de travail; il assigne au *putter*, jeune homme chargé d'enlever la houille extraite, le lieu de son travail.

Les mineurs proprement dits, les ouvriers qui extraient le minerai ou la houille (*hewers*), sont en général des hommes faits. Ils descendent dans les travaux à deux heures du matin et reçoivent les ordres des *deputies-overmen*. Pour travailler, ils se dépouillent de leurs vêtemens; dans quelques mines, ils gardent une ceinture, mais ils sont ordinairement dans un état complet de nudité, malgré la présence des femmes et des jeunes filles employées auprès d'eux. La nature de la roche dans laquelle ils travaillent les oblige souvent à se tenir dans les positions les plus pénibles, accroupis, étendus sur le dos ou couchés sur le côté. Leur journée se termine à deux heures après midi. Dans un des districts houillers les plus considérables de l'Angleterre, le comté de Durham, le salaire des *hewers* peut être évalué à environ 50 liv. st. (1,200 fr.) par an.

Immédiatement après les *hewers* viennent les *putters*. Ce sont des jeunes

(1) *Mac-Culloch's Statit. Account*, etc., t. I, part. III, ch. 2.

gens et quelquefois des enfans : ils descendent dans la mine à quatre heures du matin. Leur occupation consiste à enlever toutes les deux heures dans de petits chariots le charbon extrait par les mineurs, et à le traîner jusqu'aux grandes galeries : ces chariots chargés représentent un poids d'environ huit quintaux. Le *putter* pousse son chariot par derrière, dans une posture très allongée, afin de gagner plus de force, et surtout pour ne pas se briser le crâne contre le toit de la galerie, qui a très rarement plus de trois à quatre pieds de hauteur. Le *putter* ne quitte la mine que deux heures après le *hewer;* son salaire varie de 15 à 20 sh. (de 18 à 25 fr.) par semaine.

Le charbon amené par le *putter* aux grandes galeries y est chargé sur des wagons traînés par des chevaux, des poneys ou des ânes, et conduits par des enfans de douze à quinze ans, que l'on nomme *drivers*, au puits principal, d'où il est amené au jour par des machines à vapeur ou des manéges de chevaux, ou même par des roues mises en mouvement en certains endroits par des femmes (1). A la fin de sa journée de travail, qui est de douze heures, le *driver* (conducteur) a fait ordinairement dans les galeries huit à neuf lieues de chemin.

La dernière classe des travailleurs et la plus intéressante sans doute est celle des plus jeunes enfans, de la vigilance desquels dépend la sûreté de la mine, car le soin de fermer les portes (*traps*) des galeries, sur lesquelles repose l'aérage, leur est confié (2). Le petit *trapper* est éveillé par sa mère à deux

(1) *Scriven's Report*, § 26, app., part. II, p. 61.

(2) Le but de l'aérage des mines est de prévenir le danger le plus terrible auquel on y soit exposé, la formation des gaz, tels que le gaz acide carbonique et l'hydrogène carboné, dont l'embrasement, malgré l'usage de la lampe de Davy, cause souvent de grands malheurs. Pour atteindre ce but, il suffit de faire parcourir la mine par des courans d'air extérieur qui chasse et dissipe les vapeurs délétères. Le principe de l'aérage est fort simple et d'une application toujours facile, quoique malheureusement trop négligée : il repose sur la dilatation dont l'air échauffé est susceptible, et qui, le rendant plus léger, le porte à s'élever naturellement, en vertu de son élasticité, au-dessus de l'air pur qui le presse en plus grande quantité. Il suffit donc, pour aérer l'intérieur d'une mine, que toutes les galeries, même les plus sinueuses, soient mises en communication avec l'atmosphère par deux puits situés aux deux extrémités des travaux, et s'ouvrant sur la surface de la terre à des niveaux différens, l'un, par exemple, dans une vallée, et l'autre sur une hauteur. L'air extérieur descend par le puits inférieur, et chasse naturellement l'air plus chaud, qui s'échappe par le puits le plus élevé. Dans les lieux où l'uniformité de la surface du sol ne permet pas d'avoir des puits à niveaux différens, il suffit de surmonter l'un des deux d'une cheminée. Tel est le mode d'aérage le plus naturel et le plus généralement suivi, bien préférable d'ailleurs à tous les moyens artificiels, tels que les pompes foulantes ou aspirantes, les brasiers au fond des puits, etc. Mais les puits sont toujours coupés par des galeries qui suivent les capricieux détours des couches de charbon et de minerai ; l'art même demande que, pour les houilles, les travaux soient conduits par tailles échelonnées et toujours très sinueuses. Il faut donc forcer le courant d'air à circuler dans tout le réseau, à pénétrer dans les gale-

heures du matin; il se lève et se rend en toute hâte à la mine, emportant pour sa nourriture de la journée un morceau de pain et du café contenu dans une bouteille d'étain. Descendu dans les travaux, il s'achemine vers celle des galeries étroites et basses dont la garde lui est remise. Il prend sa place au fond d'une niche creusée dans la roche derrière la porte de cette galerie, qu'il doit ouvrir aussitôt qu'il entend le roulement du chariot d'un *putter*, et refermer dès qu'il a passé. Il demeure ainsi douze heures de suite dans l'isolement le plus complet, sans autre lumière que la clarté faible et vacillante de la chandelle placée devant les chariots des putters; son mince salaire, qui varie de 15 à 20 sous, ne lui permet pas de s'acheter une chandelle. Malheur à lui s'il succombe à l'ennui et s'endort! la main d'un *deputy-overman*, faisant la ronde, ne manquera pas de lui rappeler durement que le sort de la communauté repose sur lui. A quatre heures, le cri de liberté! liberté! (*loose! loose!*) part du puits principal, et se répète rapidement dans les parties les plus éloignées de la mine; mais le *trapper* n'est pas encore libre: il demeure à son poste jusqu'à ce qu'ait passé le dernier *putter*. Il remonte alors à la chaumière de sa famille, et, après une ablution indispensable et un pauvre dîner, il se hâte de se coucher.

Quoique la tâche confiée aux *trappers* mérite à peine le nom de travail, pourtant l'immobilité et la solitude auxquelles elle condamne ces pauvres enfans exercent nécessairement la plus funeste influence sur le développement de leur corps et de leur intelligence. Victimes de la pauvreté et de la cupidité de leurs parens, ils descendent dans les mines à l'âge le plus tendre. Dans le Yorkshire, il y a très peu d'enfans au-dessous de sept ans, mais dans le Derbyshire et le West-Riding du Yorkshire, on en voit un grand nombre de cinq à six ans. Dans la partie méridionale de la principauté de Galles, il n'est pas rare de rencontrer dans les mines des enfans de quatre à cinq ans. C'est principalement dans les mines de charbon de l'est de l'Écosse que l'on trouve le plus grand nombre d'enfans en bas âge (1).

Cependant le travail qui occupe le plus d'enfans des deux sexes, et qui est fréquemment accompagné des circonstances les plus odieuses, est celui des *putters*. Dans quelques houillères, les *putters* poussent leurs chariots sur des rails; dans le Staffordshire, l'est de l'Écosse, une partie du Derbyshire et le

ries les plus détournées, et on y parvient aisément en fermant par des portes bien closes les voies directes que l'air prend le plus volontiers pour se rendre d'un puits à l'autre. Il paraît, d'après le rapport de la commission d'enquête, que, dans quelques mines du nord de l'Angleterre, la formation des gaz inflammables est si rapide et si incessante, qu'une de ces portes laissée imprudemment ouverte pendant quelques minutes suffirait pour déterminer une explosion.

(1) *Dr Mitchell's Evidence*, p. 48. — *M. Scriven's Report*, app., II, p. 65. — *M. Frank's Evidence*, app., II, p. 513. — Dans les mines françaises, on se sert d'un système de portes tombant d'elles-mêmes, ce qui dispense d'employer de jeunes [illegible] u service abrutissant des *trappers* anglais.

comté de Durham, ils les tirent par des courroies. Dans les galeries les plus basses, le *putter*, assimilé à une bête de somme, attelé au chariot par une chaîne qui passe entre ses jambes et se lie à une ceinture de cuir qui entoure son corps, traîne son fardeau en rampant sur ses mains et sur ses pieds. Ce mode de traction, en usage dans les houillères du Staffordshire, du West-Riding du Yorkshire, et surtout dans le Shropshire, arrachait à un vieux mineur, interrogé à ce sujet par un commissaire de l'enquête, cette énergique exclamation : « Monsieur, je ne puis que répéter ce que disent les mères : c'est une barbarie! »

Le peu d'épaisseur des couches de houille, et le peu d'élévation des galeries qui en est la suite, sont les causes de cet emploi abusif des enfans. La roche qui enveloppe la houille étant le plus souvent très dure, on ne donne aux galeries d'extraction que la hauteur de la couche, car la dépense que nécessiterait l'exhaussement ne serait pas proportionnée au produit de l'exploitation. « Il a été constaté, dit le rapport de la commission d'enquête, que dans plusieurs mines les galeries ont de 24 à 30 pouces (environ 60 à 75 centimètres) de hauteur, et même, dans certaines parties, elles n'ont pas plus de 18 pouces (45 centimètres). » Dans le Derbyshire, où la plupart des couches n'ont que 2 pieds d'épaisseur (environ 60 centimètres), les enfans ont été employés à tous les travaux de l'exploitation de la houille. Les plus âgés extraient le charbon étendus sur le dos ou couchés sur le côté (1). Dans le district d'Halifax, il en est de même, les couches n'ayant, dans un grand nombre de mines, que de 14 à 30 pouces d'épaisseur (de 35 à 75 cent.) (2). Dans l'est de l'Écosse, les enfans commencent à extraire le charbon à 12 ans. Dans le sud de la principauté de Galles, on les emploie quelquefois à ce travail dès l'âge de 7 ans. Dans les puits du Yorkshire, où les galeries n'ont que 28 pouces de hauteur (70 cent.) et quelquefois seulement 22 (55 cent.), les enfans traînent en rampant le charbon dans des corbeilles (3). Dans ce même district, l'aérage est très imparfait, et l'épuisement des eaux y est tellement négligé, que les enfans travaillent tout le jour les pieds dans l'eau ou dans la boue. Les houillères du Lancashire sont peut-être plus malsaines encore que celles du Yorkshire, et c'est dans les puits les plus nuisibles à la santé, c'est aux travaux les plus pénibles que l'on occupe les enfans de l'âge le plus tendre, et de préférence les jeunes filles.

La plupart des enfans des deux sexes employés dans les houillères appartiennent aux familles même des ouvriers mineurs, ou aux familles pauvres établies dans le voisinage des mines. Le fruit de leur travail augmente le bien-être de leurs parens, et par conséquent n'est pas toujours perdu pour eux. Mais il y a des districts où un certain nombre de ces malheureuses créatures passent toute leur jeunesse dans le plus dur esclavage, sans retirer

(1) *M. Fellow's Report*, app. II, p. 254.
(2) *M. Scriven's Report*, app. II, p. 63.
(3) *Symon's Report*, § 98, app. I, p. 179. — *Inquiry*, n° 73, p. 241.

aucun profit de leurs peines : ce sont des orphelins, des enfans pauvres dont la paroisse, à la charge desquels l'indigence les a placés, se délivre en les cédant comme apprentis à des ouvriers mineurs. Il y a beaucoup de ces apprentis dans le Lancashire, le Yorkshire et l'ouest de l'Écosse, mais c'est dans le Staffordshire que le nombre en est le plus considérable. Le sous-commissaire chargé de l'inspection de ce comté dit dans son rapport que les maisons de travail centrales (*union work-houses*), ces asiles que la loi des pauvres de 1835 a ouverts aux indigens, envoient tous leurs enfans aux mines. Des maîtres-ouvriers les prennent avec eux et les gardent en apprentissage jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de vingt-un ans. Quoiqu'il soit reconnu que, pour les travaux des mineurs, il n'est pas besoin d'apprentissage, leurs maîtres retiennent les salaires qu'ils peuvent gagner, et subviennent à peine aux modiques frais de leur entretien et de leur nourriture. Il serait difficile de s'imaginer tous les mauvais traitemens que ces infortunés ont à subir. « Ce sont les apprentis des maîtres-ouvriers, disait un mineur du Staffordshire (1), qui sont de tous les enfans les plus maltraités. On les fait aller où on ne voudrait pas envoyer ses propres enfans, et, s'ils refusent d'obéir, on les bat et on les conduit ensuite devant les magistrats, qui les envoient en prison. » Dans le Yorkshire, un de ces apprentis, Thomas Moorhouse, raconte ainsi au commissaire qui l'interroge sa triste histoire : « Je ne sais pas l'âge que j'ai; mon père est mort, ma mère aussi, je ne sais pas combien il y a de temps. Je suis entré dans la mine à l'âge de neuf ans, ma mère m'avait mis en apprentissage jusqu'à l'âge de vingt-un ans; mais je ne sais pas depuis combien de temps j'y suis : il y a long-temps. Mon maître s'était engagé à me nourrir et à me vêtir; il me donnait de vieux habits qu'il achetait chez les chiffonniers, et je n'avais jamais assez pour apaiser ma faim. Je le quittai parce qu'il me maltraitait; deux fois il m'a frappé à la poitrine avec sa pioche. (Ici, dit le commissaire, je fis déshabiller l'enfant, et je trouvai en effet sur sa poitrine une large cicatrice indiquant une blessure faite avec un instrument tranchant; il avait aussi sur le corps plus de vingt blessures qu'il s'était faites en poussant les chariots de charbon dans les galeries basses). Mon maître me battait tant et me traitait si mal, que je résolus de le quitter et de chercher une meilleure condition. Pendant long-temps je dormis dans les puits abandonnés ou dans les cabanes qui sont au bord des puits exploités; je ne mangeais que les bouts de chandelle que les ouvriers avaient laissés dans les travaux (2). »

Parmi les faits nombreux recueillis par l'enquête qui peignent la cruauté et même la férocité des mineurs à l'égard de ces pauvres enfans, je choisis le suivant : « Dans le Lancashire, rapporte M. Kennedy, un enfant fut amené au docteur Milner, médecin de Rochdale. Il l'examina et trouva sur son corps vingt-six blessures. Ses reins et toute la partie postérieure de son

(1) *Dr Mitchell's Evidence*, nº 11, p. 67.
(2) *Scriven's Evidence*, nº 38, part. II, p. 118.

corps n'étaient qu'une plaie. Sa tête, dépouillée de cheveux, portait les traces de plusieurs blessures déjà cicatrisées; un de ses bras était fracturé au-dessous du coude et paraissait l'être depuis long-temps. Quand ce malheureux enfant fut amené devant les magistrats, il ne pouvait ni se tenir debout ni demeurer assis; on fut obligé de le déposer à terre dans une espèce de berceau. L'instruction prouva que son bras avait été cassé par un coup de barre de fer, que la fracture n'avait jamais été remise, et que pendant plusieurs semaines il avait été obligé de travailler avec le bras dans cet état. Il fut ensuite prouvé que son maître, qui avoua le fait, avait coutume de le battre avec un morceau de bois à l'extrémité duquel était fixé un clou long de plusieurs pouces. Cet enfant manquait souvent de nourriture, comme le montrait l'état d'émaciation de son corps. Son maître l'employait à traîner des chariots, et, lorsqu'il avait été tout-à-fait hors d'état de travailler, il l'avait renvoyé à sa mère, qui était une pauvre veuve (1). »

On a dit que l'on peut juger de l'état d'une société par la condition des femmes. Rien n'est donc plus propre à donner une idée déplorable de la situation de la population des mines que le genre de travaux auxquels les jeunes filles et les femmes y sont assujetties dans le West-Riding du comté d'York, le Lancashire, les districts de Leeds, de Bradford, d'Halifax, la partie méridionale de la principauté de Galles et l'est de l'Écosse. Dans les mines de charbon des districts que je viens de nommer, il n'y a pas de distinction entre les deux sexes. Les jeunes filles poussent les chariots aussi bien que les enfans; on les emploie même, ainsi que les femmes, à des travaux auxquels les ouvriers de l'autre sexe ne veulent se soumettre à aucun âge. En Écosse, par exemple, où dans beaucoup de mines il n'y a pas de machine pour élever le charbon à la surface de la terre, ce sont les femmes qui le montent sur leur dos dans des corbeilles, par des échelles ou des escaliers grossièrement construits. Les ouvriers aiment fort à avoir pour aides des jeunes filles, parce qu'elles sont plus dociles et travaillent avec plus d'assiduité que les garçons. Presque partout les femmes sont confondues avec les hommes, qui travaillent le plus souvent dans un état de complète nudité; les jeunes filles n'ont elles-mêmes pour tout vêtement que des lambeaux de chemises, et les femmes des pantalons en haillons; la plupart sont complètement nues jusqu'à la ceinture. « Si l'on considère la nature de ces horribles travaux, dit un des sous-commissaires après en avoir rappelé les circonstances les plus odieuses (2), la durée non interrompue de cette tâche pendant douze et quatorze heures, l'atmosphère humide, chaude et malsaine d'une mine de houille (3), l'âge et le sexe des tra-

(1) *M. Kennedy's Report*, app., part. II, p. 218.

(1) *Report*, p. 24, 233. — *M. Symon's Report*, app., part. I, p. 181, 295. — *M. Scriven's Report*, app., part. II, p. 73.

(2) La température des mines est toujours élevée, et ce n'est que dans le petit nombre de celles qui sont parfaitement bien aérées que les variations de la température atmosphérique sont sensibles. Dans les houillères du Yorkshire, elle varie,

vailleuses, l'esclavage systématique qui pèse sur elles, on a peine à concevoir qu'un pareil état de choses soit toléré dans un pays aussi éclairé que l'Angleterre, et à une époque où l'on se pique de porter un si vif intérêt au bien-être des classes ouvrières (1). »

Le travail des mines de houille, commencé de si bonne heure, exerce en général une funeste influence sur la constitution physique des mineurs. Il a pour premier résultat de produire un développement extraordinaire des muscles, mais ce développement exagéré de la partie supérieure du corps ne s'acquiert qu'aux dépens des autres organes. Dans les mines où les couches de houille sont étroites et les galeries basses par conséquent, les membres des mineurs présentent souvent de hideuses difformités. D'ailleurs, ces forces musculaires s'usent d'autant plus vite que le développement en a été plus précoce et plus excessif. La décrépitude arrive avec une effrayante rapidité. A quarante ou cinquante ans, le mineur est devenu incapable de travailler, et paraît aussi faible qu'un vieillard de quatre-vingts ans. Parmi les ouvriers mineurs, on compte la moitié moins d'hommes âgés de soixante-dix ans que dans la population agricole. Le terme moyen de la vie des mineurs est entre cinquante et cinquante-cinq ans. Il n'est pas surprenant que la dureté des travaux auxquels les mineurs sont soumis de si bonne heure donne à leurs mœurs un caractère de rudesse qui va souvent jusqu'à la férocité. Ils semblent ne tenir aucun compte de la vie. Les assassinats sont fréquens parmi eux, et demeurent le plus souvent impunis, surtout en Écosse, où il n'y a pas de *coroner* pour dresser des enquêtes sur les causes et les circonstances des morts violentes. La déposition d'un officier de police, citée par le rapport, est effrayante à cet égard : « Si un *policeman* tuait un chien dans les

suivant les lieux, de 16° à 22° centigrades. Dans la mine de Monkwearmouth, dont la profondeur est de 1,600 pieds anglais (près de 500 mètres), la température moyenne est de 26° à 27° centigrades, et s'élève dans quelques parties à 32° cent. (*Report*, p. 4.)

(1) En France, les femmes ne sont pas employées dans les mines. Un décret de 1815 y interdit le travail des enfans au-dessous de l'âge de dix ans. Les prescriptions philantropiques de cette loi ne sont violées, à notre connaissance, que dans les mines de lignite des Bouches-du-Rhône. Ce n'est guère aussi que dans ces mines, où les couches n'ont ordinairement que 60 à 75 cent. de puissance, que les enfans sont employés aux travaux de l'exploitation; ils y sont chargés, comme en Angleterre, du roulage intérieur, et leur âge varie de douze à vingt ans. Ce n'est que dans un petit nombre de cas, lorsque les couches n'ont que 50 cent., que l'on prend des enfans âgés de moins de dix ans. La tâche de ces travailleurs, nommés *mendits* dans le pays, consiste à traîner, comme en Angleterre, des chariots bas, ou, comme en Écosse, à porter sur le dos des cabas pleins de charbon, en grimpant le long de puits inclinés garnis d'escaliers taillés dans le roc. D'ailleurs, la condition de ces enfans est loin d'être malheureuse. Pour eux comme pour les mineurs, la journée de travail n'est que de huit heures, et leur salaire varie, suivant leurs forces, de 1 à 2 francs par jour, ce qui est considérable, eu égard à la pauvreté du pays.

rues, dit le *chief-constable* d'Oldham, cela ferait cent fois plus de sensation que le meurtre d'un mineur. Ce sont des hommes sans aucune éducation, ils n'aiment que les combats de coqs et de chiens, les courses de chevaux; la plupart sont adonnés au jeu et à la boisson. Il y en a tant qui meurent de mort violente, que l'assassinat est devenu pour eux un accident tout-à-fait naturel. Au bout d'un jour ou deux, les femmes et les enfans du mort semblent n'y plus penser. On n'en parle que sur le moment, et l'on se contente de dire : Oh! ce n'est qu'un mineur (1)! »

Si les mineurs recevaient quelque instruction, si la religion leur inculquait des principes d'ordre et de moralité, leur condition matérielle serait loin d'être mauvaise. Leurs salaires sont élevés. Il y a beaucoup de familles où le père gagne par semaine 23 sh. (28 fr. 75 c.); le fils aîné, en qualité de *putter,* 20 sh. (25 fr.); un autre enfant, comme *driver,* 7 sh. (8 fr. 75 c.); un autre, comme *trapper,* 5 sh. (6 fr. 25 c.), ce qui fait par semaine un revenu de près de 70 francs. Malheureusement, le jeu et la boisson absorbent la plus grande partie de leurs salaires. L'ivrognerie est le vice le plus commun parmi eux. Ils passent tout le jour où ils reçoivent leur paie dans les *ale-houses;* quelques-uns y dépensent tout ce qu'ils viennent de recevoir, s'inquiétant peu de leur femme et de leurs enfans, ni comment ils pourvoiront aux nécessités de la semaine. Dans le Lancashire, on voit, dans la nuit du samedi, les *ale-houses* remplies de jeunes enfans qui y retournent le dimanche aussitôt qu'elles se rouvrent. De violentes disputes, des combats sanglans accompagnent cette débauche, qui altère profondément la santé et surtout l'intelligence de cette classe. Aussi a-t-on observé que, dans les troubles populaires, les mineurs sont toujours les plus turbulens.

On voit donc que nulle part les effets du travail excessif et prématuré des enfans sur la condition physique et morale des classes ouvrières ne sont plus funestes que dans l'industrie houillère. Devant les faits révélés par l'enquête de lord Ashley, on ne pouvait tarder plus long-temps à appliquer aux monstrueux abus qu'elle dévoilait le remède déjà essayé par la loi sur le travail des enfans dans les manufactures. A la fin de la dernière session, lord Ashley présenta à la chambre des communes un bill rédigé dans ce but, qui fut voté à l'unanimité; mais ce bill subit dans la chambre haute des amendemens que parvint à faire triompher l'opposition de lord Londonderry, qui est un des plus riches propriétaires de mines du comté de Durham. Néanmoins, tel qu'il est sorti du vote de la chambre des lords, l'*act* de lord Ashley assure de grandes améliorations. Le travail des femmes dans les mines est prohibé; les enfans ne pourront y descendre qu'à l'âge de 10 ans, et jusqu'à 13 ils ne devront pas travailler plus de trois jours par semaine. Enfin les exploitations souterraines seront soumises à la surveillance des *factories-inspectors.*

Lord Ashley a terminé le discours qu'il a prononcé en présentant son bill par des paroles qui méritent d'être recueillies sur les dispositions des ouvriers

(1) *Report*, p. 144.

en Angleterre et sur les devoirs de la législature à leur égard. « Les rapports que j'ai entretenus depuis plusieurs années avec les classes ouvrières, disait le noble lord, soit par des communications directes, soit par correspondances, ont été si étendus, que je crois avoir le droit de dire que je connais à fond leurs sentimens et leurs habitudes, et que je suis en état de prévoir leurs mouvemens probables. Je ne redoute pas de cette partie de la population une explosion violente et générale; ce que je crains, ce sont les progrès d'une plaie dangereuse, et qui, si nous tardons plus long-temps à nous en occuper, deviendra incurable, car elle menace déjà d'envahir le corps social et politique : je crains qu'un jour peut-être, si les circonstances nous forcent à demander au peuple une énergie, un effort extraordinaire de vertu et de patriotisme, nous ne trouvions les forces de l'empire entièrement épuisées par le mal terrible qui en aura atteint les principes vitaux. Je sais bien qu'il y a beaucoup d'autres choses à faire pour les classes pauvres, mais je suis convaincu que la loi que je propose est un préliminaire indispensable. Les souffrances de ces classes, si destructives pour elles-mêmes, sont inutiles, sont funestes à la prospérité de l'empire; fût-il même prouvé qu'elles sont nécessaires, cette chambre hésiterait, j'en suis assuré, avant de prendre sur elle d'en tolérer la continuation.... Vous pouvez cette nuit raffermir les cœurs de plusieurs milliers de vos compatriotes; vous pouvez les aider à s'élever à une vie nouvelle, à entrer dans la jouissance de leur héritage de liberté, et à profiter, s'ils le veulent, des enseignemens de vertu, de moralité, de religion, qui vont leur être offerts... La chambre me pardonnera de finir un discours pour lequel je réclame son indulgence en lui rappelant ces paroles de l'Écriture sainte : *Effaçons nos fautes par l'esprit de justice, et nos iniquités en témoignant notre miséricorde au pauvre, si nous voulons nous assurer une longue tranquillité.*

Ces nobles et simples paroles nous ramènent aux considérations que nous avons exposées au début de ce travail. Oui, les intérêts même de la classe qui jouit en Angleterre de la double prérogative de la fortune et de l'autorité lui commandent de s'occuper avec sollicitude du sort des classes laborieuses. Les membres les plus intelligens du parti conservateur le comprennent; les journaux *tories* sont ceux qui montrent le plus de zèle à appeler sur la condition des ouvriers l'attention de l'opinion éclairée et des pouvoirs de l'état. Il y a peu de jours encore, un de ces journaux, le *Morning-Herald*, plaçait nettement sur ce terrain les problèmes dont la discussion doit dominer les débats de la prochaine session, et décider de l'avenir de l'administration de sir Robert Peel. Pourra-t-on apporter au mal qui ronge les classes ouvrières, le paupérisme, à ce mal dont les causes touchent à tant d'élémens du mécanisme social qui échappent au pouvoir de l'homme d'état, un remède efficace, assuré? Il n'est malheureusement que trop permis d'en douter. Les partis hostiles offrent tous, il est vrai, leurs trompeuses panacées. A entendre les whigs, on dirait que le bien-être des ouvriers, la sécurité des travailleurs,

sont attachés à la révocation des lois sur les céréales, au bas prix du pain, comme si le taux des salaires n'était pas proportionné au prix des denrées de première nécessité. Les ultra-tories et les chartistes prétendent, de leur côté, que tout irait bien si, intervenant arbitrairement dans les rapports des maîtres avec les ouvriers, le gouvernement réduisait la journée de travail à dix heures, et fixait un tarif pour les salaires. On devrait demander d'abord au gouvernement d'assurer aux chefs d'industrie, par l'infaillible autorité d'un acte législatif, la prospérité constante de leurs affaires, comme à une époque d'ivresse politique on décrétait chez nous la victoire. Mais quelque difficile que soit le problème, quoiqu'on puisse dire que, pendant bien long-temps encore, sinon toujours peut-être, on ne pourra attaquer le mal qu'en tâtonnant, et lui apporter que des soulagemens temporaires, et même précisément pour ce motif, la loi sur le travail des enfans dans les manufactures doit être considérée comme une mesure de bienfaisance. Elle a produit, ou tend à produire en Angleterre trois excellens résultats : elle oppose un obstacle au mouvement inconsidéré qui porte les populations pauvres vers l'industrie, elle sème dans la jeunesse des classes laborieuses des principes de moralité, de religion et d'instruction; enfin, au moyen du système d'inspection qu'elle a établi, elle tient constamment le gouvernement et l'opinion publique au courant de la situation des ouvriers dans toutes les parties du royaume-uni.

N'y a-t-il pour la France aucun profitable enseignement à retirer, au double point de vue de la philantropie et de la politique, de la pratique de cette législation dans le pays auquel nous en avons déjà emprunté l'idée première? Je ne le crois pas. Il me semble que les chambres et la presse ont trop vite oublié la loi promulguée chez nous le 22 mars 1841; applicable six mois après cette époque, il y a déjà une année que les prescriptions de cette loi doivent avoir été mises en pratique. Quels en sont les résultats? On l'ignore. Certes, à en juger par l'intérêt qu'elle avait excité pendant la discussion des chambres, on eût été autorisé à lui prédire un autre sort. Dans les premiers accès d'un zèle qui peut-être ne fut pas toujours assez réfléchi, on avait voulu faire sur le travail des enfans une loi parfaite, au risque de susciter à l'industrie et aux familles ouvrières elles-mêmes des embarras pénibles. On refusait d'écouter les hommes éclairés, qui, se défiant des surprises d'un engouement inconsidéré, demandaient que l'on se contentât de voter le principe de la loi, et de laisser à la sagesse, à la prudence de l'administration de pourvoir, par des règlemens, aux mesures de détail, aux besoins spéciaux. Quelque sensées que fussent ces observations, on leur reprochait peut-être de témoigner trop de tiédeur pour une cause dans laquelle l'humanité semblait réclamer impérieusement le zèle le plus actif, les précautions les plus promptes et les plus vastes. Cependant qui parle aujourd'hui de l'exécution de la loi? Qui pense à en demander compte au gouvernement?

Pour nous, qui savons bien que tous les effets que les promoteurs les plus ardens de cette législation s'en promettaient ne sont pas d'une réalisation facile, nous ne sommes nullement disposé à montrer à cet égard au gouvernement de trop sévères exigences. Nous serions bien aise pourtant de savoir où en est l'exécution de la loi, car nous pensons qu'elle renferme des principes au développement desquels il faut veiller, et l'exemple de l'Angleterre nous prouve qu'elle met entre les mains du pouvoir un instrument de gouvernement qu'il serait inhabile, sinon coupable, de négliger. Nous avons vu que la partie forte de la loi anglaise est le système de grande surveillance sociale qu'elle a appliqué à l'industrie. Dans ce moment même où les questions industrielles semblent devenir aussi chez nous les plus importantes, il est évident que l'on ne saurait réunir trop d'élémens d'instruction pour connaître à fond tous les intérêts engagés dans l'industrie. Le gouvernement ne doit donc pas hésiter à profiter de la faculté que la loi de 1841 lui donne d'organiser un système d'inspection destiné à surveiller l'application de la loi. Qu'il imite l'Angleterre, qu'il crée des inspecteurs de l'industrie : c'est d'abord le moyen d'avoir pour l'exécution de la loi de 1841 un contrôle actif et par conséquent efficace. Livrés à la publicité, les rapports périodiques que le gouvernement exigera fourniront d'ailleurs à la presse, aux économistes, aux hommes politiques des données fécondes. Les questions qui touchent à la condition des classes laborieuses, ces questions que l'intérêt non moins que le devoir commande de ne jamais perdre de vue, seront ainsi constamment à l'étude. Et que l'on ne s'effraie pas à l'idée d'appeler la publicité et la discussion sur la condition des ouvriers; si cette condition renfermait de graves dangers, qu'on ne croie pas qu'il serait imprudent de les regarder en face, de les examiner au grand jour : c'est bien plutôt au contraire l'ignorance qui aggrave ici le danger.

Toutes les considérations se réunissent donc à l'appui du vœu que nous formons ici : l'intérêt politique et l'intérêt d'humanité sont d'accord. L'objet que se propose la loi sur le travail des enfans ne sera atteint que lorsque le système d'inspection sera solidement organisé, et par la création des inspecteurs de l'industrie on ouvrira une voie qui, en France non moins qu'en Angleterre, ne peut manquer de conduire aux plus heureux résultats.

P. Grimblot.

POÉSIES.

JAMAIS.

Jamais, avez-vous dit, tandis qu'autour de nous
Résonnait de Schubert la plaintive musique;
Jamais, avez-vous dit, tandis que malgré vous
Brillait de vos grands yeux l'azur mélancolique.

Jamais, répétiez-vous, pâle et d'un air si doux,
Qu'on eût cru voir sourire une médaille antique;
Mais des trésors secrets l'instinct fier et pudique
Vous couvrit de rougeur, comme un voile jaloux.

Quel mot vous prononcez, madame, et quel dommage!
Hélas! je ne voyais ni ce charmant visage
Ni ce divin sourire, en vous parlant d'aimer.

Vos beaux yeux sont moins doux que votre ame n'est belle.
Même en les regardant je ne regrettais qu'elle,
Et de voir dans sa fleur un tel cœur se fermer.

RONDEAU.

Dans dix ans d'ici seulement
Vous serez un peu moins cruelle.
C'est long, à parler franchement;
L'Amour viendra probablement
Donner à l'horloge un coup d'aile.

Votre beauté nous ensorcèle;
Prenez-y garde cependant;
On apprend plus d'une nouvelle
En dix ans.

Quand ce temps viendra, d'un amant
Je serai le parfait modèle;
Trop bête pour être inconstant,
Et trop laid pour être infidèle.
Mais vous serez encor trop belle
Dans dix ans.

SONNET.

C'est mon avis qu'en route on s'expose à la pluie,
Au vent, à la poussière, et qu'on peut, le matin,
S'éveiller chiffonnée avec un mauvais teint,
Et qu'à la longue, en poste, un tête-à-tête ennuie;

C'est mon avis qu'au monde il n'est pire folie
Que d'embarquer l'amour pour un pays lointain.

Quoi qu'en dise Héloïse et madame Cottin,
Dans un miroir d'auberge on n'est jamais jolie.

C'est mon avis qu'en somme un bas blanc bien tiré,
Sur une robe blanche un beau ruban moiré,
Et des ongles bien nets, sont le bonheur suprême :

Que dites-vous, madame, à ce raisonnement?
Un point, à ce sujet, m'étonne seulement;
C'est qu'on n'a pas le temps d'y penser quand on aime.

RONDEAU.

Fut-il jamais douceur de cœur pareille
A voir Manon dans mes bras sommeiller?
Son front coquet parfume l'oreiller;
Dans son beau sein j'entends son cœur qui veille.
Un songe passe et s'en vient l'égayer.

Ainsi s'endort une fleur d'églantier,
Dans son calice enfermant une abeille.
Moi je la berce; un plus charmant métier
Fut-il jamais?

Mais le jour vient, et l'aurore vermeille
Effeuille au vent son bouquet printanier.
Le peigne en main et la perle à l'oreille,
A son miroir Manon court m'oublier.
Hélas! l'amour sans lendemain ni veille
Fut-il jamais?

ADIEU.

Adieu! je crois qu'en cette vie
Je ne te reverrai jamais.
Dieu passe, il t'appelle et m'oublie.
En te quittant, je sens que je t'aimais.

Qu'importe? pas de plainte vaine.
Avec respect je songe à l'avenir.
Vienne la voile qui t'emmène,
Sans murmurer je la verrai partir.

Tu t'en vas pleine d'espérance,
Avec orgueil tu reviendras;
Mais ceux qui vont souffrir de ton absence,
Tu ne les reconnaîtras pas.

Adieu! tu vas faire un beau rêve,
Et t'enivrer d'un plaisir dangereux.
Sur ton chemin l'étoile qui se lève
Long-temps encore éblouira tes yeux.

Un jour tu sentiras peut-être
Le prix d'un cœur qui nous comprend,
Le bien qu'on trouve à le connaître,
Et ce qu'on souffre en le perdant.

ALFRED DE MUSSET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1842.

Dans quelques jours, l'arène parlementaire sera derechef ouverte aux hommes politiques : la session va reprendre son cours. C'est l'almanach qui nous le dit, et un peu aussi quelques journaux. Quant au public, il a l'air de l'ignorer; il n'en dit mot. Toujours dominé par ses préoccupations matérielles, ne songeant qu'à ses spéculations, à ses entreprises, à ses affaires, il n'a pas de goût dans ce moment pour la politique; il n'a pas de temps à lui donner; disons mieux, il ne l'aime guère, il s'en défie. La connaissant d'humeur quelque peu inquiète et tracassière, il la redoute, il craint d'en être dérangé; il oublie, comme un ingrat qu'il est, les grands services qu'elle lui a rendus, les nobles jouissances qu'elle lui a procurées. Toujours incapable de faire deux choses à la fois, de suivre en même temps le cours de deux idées, le bonhomme se fâche et se bouche les oreilles toutes les fois qu'on essaie de lui parler de quelque chose qui pourrait l'arracher une minute à ses comptes courans. C'est ainsi qu'à une autre époque il taxait de songe-creux, de brouillons, de mauvais citoyens, tous ceux qui, lui parlant commerce, marine, liberté politique, prétendaient lui faire comprendre que tout ce qu'il y a d'important, de précieux, de sacré pour une nation, ne se trouvait pas dans les bulletins de la grande armée. Plus tard, le public changea d'avis; il fallut alors, pour en être écouté, l'entretenir de politique et de droit constitutionnel. La charte, le jury, la liberté de la presse, la réforme électorale, la responsabilité des ministres, occupaient toutes ses pensées; c'était là sa vie, sa gloire, son honneur; tout le reste lui paraissait secondaire et subalterne. Une dynastie aveuglée ne comprit pas cette phase nouvelle de l'esprit français; ce qui était une idée fixe, un sentiment profond

et résolu, ne lui parut qu'un engouement passager et sans racines; en osant le braver, elle provoqua une de ces explosions que l'histoire présente comme un enseignement aux gouvernemens et aux nations. Aujourd'hui, c'est encore une phase nouvelle et particulière, c'est un autre besoin qui se développe et veut se satisfaire à tout prix, le besoin de la paix, du travail, du bien-être, tranchons le mot, de la richesse. C'est la richesse qui est le but; on ne veut la paix et le travail que comme moyens; on s'en passerait sans peine si on pouvait également s'enrichir en faisant ses fantaisies et en quittant l'atelier pour l'arène politique.

Quoi qu'il en soit, et quelque inférieure que nous paraisse la nature du besoin dominant, il n'est au pouvoir de personne de l'étouffer et d'attirer fortement l'attention du public sur des objets d'un ordre plus élevé. A toute proposition, à toute question, sans lever les yeux de son carnet, le public vous demandera froidement : Combien pour cent à gagner? Les hommes aux grandes pensées et aux idées généreuses doivent se résigner et attendre patiemment la fin de cette humble période. L'histoire nous apprend qu'en moyenne ces phases de l'esprit social, en France, sont décennales. Ainsi le veut l'esprit vif, mobile, actif de la nation. Ajoutons, pour être justes, que l'histoire, dans son impartialité, reconnaîtra qu'en ne demandant pas au pays ce que le pays ne comprenait ni ne voulait, on n'a fait qu'obéir, à regret peut-être, aux nécessités du temps. Se flatter de les vaincre, c'eût été une erreur, une noble erreur à la vérité, une généreuse illusion; mais peut-être était-il sage de prendre les choses comme elles sont.

Sous l'influence de ces dispositions générales, ce qu'il y aura de plus vif, de plus animé, de plus bruyant dans les débats parlementaires, seront les luttes de certains intérêts particuliers contre l'intérêt général. Nous aimons à croire que dans tous les rangs, dans tous les partis, il se trouvera des orateurs qui oseront arracher à l'égoïsme ce masque de bien public dont il aime à se couvrir, et que, grace à leur voix patriotique et puissante, il sera contraint de se montrer au pays, à nu, tel qu'il est, avec ses étranges prétentions et son intolérable cupidité. Nous l'espérons, les voix de M. de Lamartine, de M. Barrot ne manqueront pas, même sur le terrain des intérêts matériels, à la cause nationale. Ce ne sont pas là des querelles de parti, ce sont des questions françaises. La France les comprendra un jour, et sa reconnaissance sera pour ceux qui l'auront aidée à les comprendre.

En attendant, ces mêmes dispositions du public ont laissé passer presque inaperçue la question politique du moment. Y aura-t-il une séance royale, un discours de la couronne, et, en conséquence, des adresses? La question a été débattue, dit-on, dans le conseil de ce jour. Les avis se trouvaient partagés, même au sein du cabinet, non sur le droit : la session n'ayant été que prorogée, une nouvelle ouverture des chambres n'est pas nécessaire. Il est d'ailleurs un précédent que tout le monde connaît, et qu'on a souvent rappelé. La question est donc toute de convenance politique.

On a dit, pour l'affirmative, que, dans le discours d'ouverture, la couronne

donnait à entendre qu'elle aurait plus tard à entretenir les chambres de sujets plus nombreux et plus variés; on ajoute que le ministère ne peut, sans s'abaisser, avoir l'air de refuser le combat. Les conservateurs n'aiment pas, dit-on, que leurs chefs paraissent ainsi douter d'eux-mêmes et ne pas compter sur l'union, la fermeté et le dévouement du parti; le ministère ne peut mécontenter ses amis.

Ces argumens, le dernier surtout, ne sont pas sans force; peut-être même paraissent-ils décisifs à ceux qui se placent uniquement au point de vue de l'intérêt ministériel.

Reste à savoir quel est, dans la question, l'intérêt du pays. Qu'arrivera-t-il, nous disait un homme politique, si la couronne nous apporte un discours? La session s'ouvre vers la moitié de janvier; nous toucherons au mois de mars sans que la chambre des députés ait fait autre chose qu'élaborer au sein d'une commission et discuter ensuite une adresse : alors, épuisée, fatiguée, et en même temps accoutumée à ces débats personnels, dramatiques, pleins d'émotion, c'est en vain qu'on l'appellera aux affaires, aux discussions paisibles et sérieuses, à l'action parlementaire, qui seule profite au pays. Alors tout traîne, tout languit; les lois les plus importantes sont ajournées et imparfaitement discutées. La fin de mai arrive, l'impatience saisit les députés, et, en définitive, la session ne donne guère d'autres résultats qu'une adresse et un budget. Et cependant que de lois importantes que le pays attend depuis long-temps, qu'on lui promet chaque année, et qu'il ne voit jamais apparaître : les sucres, la réforme des prisons, le régime colonial, l'instruction secondaire, la colonisation africaine, le notariat, le régime hypothécaire, que sais-je? Tout est annoncé, rien ne se fait; on dirait que la question importante pour le pays n'est plus de savoir comment il sera gouverné, mais par qui, et que les députés sont élus, bien moins pour participer au gouvernement du pays que pour faire la fortune politique de quelques-uns de leurs collègues. La question ministérielle, ajoutait-on, peut toujours s'élever, mais il est bon qu'elle s'élève au sujet d'une loi présentée, d'une mesure proposée. Nous avons dénaturé la discussion de l'adresse. Les Anglais, esprits très positifs et économes de leur temps, se bornent à un ou deux points capitaux; tous les efforts des partis se concentrent sur ce terrain délimité; c'est un duel prompt et décisif. Chez nous, c'est un combat désordonné de tirailleurs, sans plan, sans chef, l'un ici, l'autre là; chacun choisit ses armes, son terrain, son moment. Il n'est pas de question, soit de politique, soit d'affaires, qui ne soit abordée. On ne consulte ni les convenances du pays, ni les exigences du gouvernement, ni même les intérêts de son propre parti. Coûte que coûte, on veut parler, discuter, voir son nom dans le *Moniteur*. Que dis-je? parler, discuter? il faut dire, pour maints orateurs, lire et mal lire. Et le pays est condamné pendant ces longues journées à d'interminables psalmodies que nul n'écoute, que nul ne lit, et qui certes n'ont jamais éclairci la moindre question. Puisque l'adresse est devenue le prétexte de toutes ces divagations, on peut s'y résigner lorsque l'usage et la nécessité le commandent; mais pour-

quoi vouloir de gaieté de cœur enlever le plus utile de son temps à une session qui commence fort tard, et qui est chargée d'affaires importantes et de lois nécessairement longues et détaillées? N'aurons-nous pas les fonds secrets, le budget, dix occasions pour une d'élever la question ministérielle? Les conservateurs veulent assurer leur triomphe : soit; le meilleur moyen de l'assurer, c'est de s'occuper promptement, sérieusement, avec un zèle actif et désintéressé, des affaires du pays.

Ces réflexions sont peut-être sévères. Elles ne manquent cependant pas de vérité. Nous ne sommes pas surpris que le débat laisse les esprits perplexes, et que les ministres eux-mêmes aient quelque peine à prendre un parti définitif. Probablement, ils voudront, avant de rien décider, consulter un grand nombre de leurs amis : c'est dans ce dessein sans doute qu'ils ont ajourné à quelques jours, au 4 janvier, cette grave décision.

Le ministère a préludé à la session par une mesure qui a été généralement accueillie avec faveur. Nous voulons parler de l'ordonnance royale sur les ministres d'état. Il y a là deux idées, deux résolutions parfaitement distinctes. D'un côté, on veut assurer l'avenir des hommes que la confiance du roi aurait appelés aux fonctions les plus éminentes; de l'autre, la couronne nous apprend qu'elle songe à l'organisation d'un conseil privé. Les deux mesures nous paraissent irréprochables.

Il est conforme à l'esprit de notre temps, à la nature de nos institutions, que les fonctions ministérielles ne deviennent pas un privilége du rang et de la fortune : le roi doit être libre dans son choix, et comment le serait-il si, en enlevant un homme à sa carrière, à sa profession, à la place qu'il occupe, il devait ensuite le laisser tomber des hauteurs du ministère dans les misères d'une vie privée dépourvue du nécessaire? Comment solliciter un dévouement si ruineux? comment vouloir que ces hommes ne conservent pas une situation, modeste sans doute, mais digne? Aussi, qu'est-il arrivé plus d'une fois? On a eu recours à des moyens indirects; on a tout sacrifié à l'équité. Ces expédiens ne sont pas heureux; ils ne sont pas d'ailleurs applicables à tous les cas, et ne réalisent ainsi qu'une équité partielle. L'état doit offrir une situation convenable aux anciens ministres, et surtout à ceux qui, entrant aux conseils de la couronne, ont perdu une position qu'ils ne peuvent pas retrouver en quittant le ministère. Qu'on leur donne une pension et un titre, si l'on veut, de ministres d'état, de conseillers honoraires de la couronne, ou tel autre, peu importe; rien de plus équitable, rien de plus facile. Lors même que la chambre consentirait à ne pas se montrer trop parcimonieuse, la dépense ne sera pas considérable.

De même nul ne saurait contester à la couronne le droit de s'éclairer des lumières, de s'entourer de l'influence d'un conseil privé. Il est inutile d'ajouter que l'organisation et la réunion de ce conseil, ainsi que la nature et la mesure des communications à lui faire, seront, comme tout autre acte politique, réglées par le concours des ministres responsables. On peut établir un conseil privé et le consulter comme on nomme et on consulte une commission

spéciale. S'il y a une différence quant aux matières qu'on présente à leur examen, il n'y en a aucune quant aux attributions : le conseil privé ne peut être qu'une commission; il ne sera investi d'aucun pouvoir; toute action gouvernementale, comme toute responsabilité, lui sera complètement étrangère.

Encore une fois, les deux mesures, considérées isolément, nous paraissent irréprochables; mais le ministère ne les a pas prises isolément. Il a été plus loin : il a voulu les lier l'une à l'autre, établir entre elles un rapport qui nous paraît tout-à-fait artificiel, et qui n'est pas, ce nous semble, sans quelques inconvéniens.

Ayant voulu créer des ministres d'état pour donner aux anciens ministres une retraite honorable, il a imaginé de dire que le conseil privé serait composé de ministres d'état; il a établi de la sorte un rapport factice entre les deux mesures, rapport qui n'a d'autre fondement qu'une dénomination nullement nécessaire. La liaison artificielle a tout de suite produit ses conséquences; il aurait été ridicule de dire que le conseil privé serait composé de tous les anciens ministres, c'est-à-dire que la couronne ne consulterait qu'un corps composé en grande majorité d'adversaires du cabinet, de ses rivaux. Il a donc fallu ajouter que, bien que ministres d'état, ils ne faisaient pas nécessairement partie du conseil privé; ils pourront ne pas y être appelés. Cela ne suffisait pas, le danger n'était pas atténué; on a en conséquence établi des catégories dans lesquelles on pourra choisir d'autres ministres d'état pour les appeler ensuite au conseil privé. Ici les objections pullulent. Ces catégories sont-elles toutes également acceptables? Les ambassadeurs? Sans doute lorsqu'un homme politique aura été momentanément ambassadeur, vous pourrez l'appeler au conseil privé: il vous apportera avec ses lumières son influence; mais la plupart des ambassadeurs sont des diplomates de profession, ayant vécu plus hors de France qu'en France, connaissant peu le pays, n'en étant guère connus, peu au fait des grandes questions de la politique intérieure, des mouvemens et de la force des partis, des dangers que le gouvernement peut courir, des ressources sur lesquelles il peut compter. Quelle influence ces hommes, si habiles qu'ils soient d'ailleurs, vous apporteront-ils? Ceux qui effectivement vous seraient utiles auront déjà été ministres. Les procureurs-généraux? Certes, MM. Dupin et Hébert sont fort bons à consulter, mais comme hommes politiques influens, comme hommes considérables dans la chambre des députés, non comme ministère public. Agens révocables du pouvoir exécutif, que peuvent-ils vous dire que vous ne sachiez pas, qu'ils ne vous aient déjà dit? S'ils en savent plus que M. le garde-des-sceaux n'en sait déjà, plus qu'ils ne lui en ont déjà appris, c'est que quelqu'un a failli à son devoir. Si on établit ces catégories, pourquoi ne pas appeler le général qui commande dans le département de la Seine une armée de cinquante mille hommes? Pourquoi ne pas appeler M. le préfet de police? Laissons ces détails, et disons d'une manière générale que les catégories sont à nos yeux une erreur.

Eh quoi! vous pourrez appeler au conseil privé messieurs tels ou tels, et en supposant qu'il n'eût pas convenu à M. Royer-Collard de se laisser nommer président de la chambre, vous ne pourriez pas proposer au roi d'honorer son conseil de ce grand nom, de l'éclairer de cette vive lumière! Eh quoi! une crise politique appellerait autour du trône tous les hommes éminens, influens, attachés à la dynastie, sans distinction de parti, et le conseil privé ne pourrait pas s'ouvrir devant M. de Lamartine et M. Barrot! — Une nouvelle ordonnance modifierait la première, et leur ouvrirait les portes du conseil. — Sans doute et fort heureusement; mais alors pourquoi se renfermer dans les catégories? Pour se donner le plaisir d'en sortir? — Pour échapper, dit-on, aux sollicitations. — Faible rempart contre les importunités des hommes nuls et vaniteux ! Si vous ne trouvez pas en vous-mêmes le courage de repousser hautement leurs folles prétentions, ils sauront bien vous arracher de nouvelles ordonnances. Même à ce point de vue, les catégories sont inutiles. Elles sont plus qu'inutiles dans l'intérêt de la couronne. Pourquoi se donner des entraves? Pourquoi restreindre sa prérogative là où elle a droit à une pleine liberté? Si on veut un conseil privé permanent et connu, il faut qu'à chaque nouveau ministère, ou mieux encore que chaque année, une ordonnance royale publie la liste des hommes politiques que le roi aura honorés de son choix. Il est de l'essence de notre gouvernement que la composition du conseil privé puisse être modifiée selon le cours des évènemens et l'ensemble des circonstances.

On dit que le ministère se propose de présenter sans retard aux chambres les lois des sucres, des fonds secrets, du recrutement, des prisons, de l'enseignement secondaire, de la juridiction militaire, et quelques autres. Nous ne voulons pas nous occuper de ces matières sur de simples bruits : attendons les projets.

Van Halen a été révoqué. Le général Seoane lui succède dans le commandement général de la Catalogne. Le chef politique de Barcelone doit aussi être changé. Justice est rendue non-seulement en France, mais en Espagne, mais en Europe, au consul français, car nous ne tenons aucun compte des stupides réclamations de quelques folliculaires espagnols; ils ne méritent pas l'honneur d'une mention. Les collègues de M. Lesseps, le consul d'Angleterre y compris, lui ont offert un banquet comme témoignage de leur estime et de leur reconnaissance. Le roi de Sardaigne l'a décoré. Ce qui nous a plu davantage encore, c'est que notre gouvernement a répondu aux injustes attaques dont M. Lesseps et M. Gatier avaient été l'objet, par leur promotion dans l'ordre de la Légion-d'Honneur. Ce qui nous a le plus frappés dans cette déplorable affaire, c'est la crédulité des Anglais et surtout de leurs agens à l'étranger, même de ceux qui sont le plus haut placés. On les a fort accusés de perfidie, de parti pris, de haine aveugle contre la France, comme s'ils avaient inventé les bruits, fabriqué les fausses nouvelles qu'ils se plaisaient à répandre en Espagne et ailleurs. Il n'en est rien, nous en sommes convaincus. Ces bruits,

ils ne les inventaient pas, mais ils les accueillaient sans examen, avec avidité, ils les propageaient avec empressement et satisfaction; ce n'était pas de la perfidie, mais une crédulité peu bienveillante. Empressons-nous d'ajouter que ces remarques ne touchent en rien le cabinet anglais, en particulier lord Aberdeen. Si nous sommes bien informés, sa conduite et son langage à notre égard ont été dignes, sérieux, sensés, comme cela appartient à un gouvernement qui se respecte. Ce n'est pas lui qui a accueilli et répandu d'absurdes et ridicules bruits. Il serait seulement à désirer qu'il pût éclairer la crédulité de ses agens.

Après sa triste expédition, Espartero est rentré à Madrid. Que fera-t-il des cortès? Au 31 décembre, la perception des impôts devient illégale, si un décret du parlement n'en autorise pas la continuation jusqu'au vote du budget. Espartero osera-t-il traiter l'Espagne entière comme il a traité Barcelone, la mettre hors la loi ?

Le meilleur moyen de se maintenir, ce serait de songer sérieusement au gouvernement du pays pour le tirer enfin de l'abîme où, malgré ses admirables ressources, l'ont précipité l'ignorance et l'esprit de parti. C'est au rétablissement de l'ordre dans les finances qu'il faut s'appliquer avant tout. Un pays qui ne vit que d'expédiens est toujours à la veille d'une catastrophe. Il serait si facile, avec un peu de bon sens et de raison, de préparer des jours meilleurs à un pays si richement doté de la nature!

M. Périer, secrétaire d'ambassade et chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, vient d'être nommé ministre plénipotentiaire à Hanovre. C'est une promotion méritée. M. Périer avait soutenu avec une dignité, une mesure, un tact parfaits, la position difficile qu'on avait voulu lui faire dans une ville qui, au point de vue de la société, n'est qu'un salon de la cour. Chose plaisante et inconcevable en tout autre pays, on ne voulait plus que le chargé d'affaires de France trouvât de la courtoisie à Saint-Pétersbourg. Mais manquer soi-même de courtoisie, cela n'est ni digne ni élégant. Qu'a fait le maître? Il s'est réservé le beau rôle; il faisait inviter le chargé d'affaires aux fêtes de la cour, il lui adressait la parole; l'impératrice aussi lui faisait le même honneur avec toute la grace qui lui appartient. Le rôle disgracieux, désagréable, on l'a jeté aux sujets; on les en a chargés. Dociles, obéissans, ils ont dû l'accepter et le jouer avec toute la raideur d'un soldat qui reçoit une consigne. Armés d'une colère qu'ils ne ressentaient pas, qu'ils n'approuvaient même pas, ils ont joué cette comédie avec un aplomb parfait. Les souvenirs de Paris, les liaisons personnelles, les habitudes de société, tout a été oublié à la minute, et la légation française leur est devenue aussi étrangère que les habitans du lazaret peuvent l'être à une ville de quarantaine. C'est un trait de mœurs parfaitement comique et si rare de nos jours, qu'il vaut la peine d'être conservé.

Nous n'avons pas encore parlé des îles Marquises. Nous ne voulons pas rendre un mauvais service au ministère, en faisant de cette petite affaire le sujet d'un dithyrambe. La vérité est que c'est une entreprise utile, sagement

conçue, habilement exécutée. Un jour si, comme on l'assure, l'isthme de Panama peut s'ouvrir à la navigation par un large canal, les îles Marquises seront une station importante. En attendant, elles seront utiles à nos baleiniers. Ce que nous demandons au gouvernement, c'est de fermer l'oreille à tous les faiseurs de projets, à tous les colonisateurs qui, à l'heure qu'il est, assiégent sans doute ses bureaux. Qu'ils y établissent une force militaire suffisante, et qu'ils laissent tout le reste à l'industrie privée. Quant à la question de savoir s'il conviendrait de faire de l'une de ces îles un lieu de déportation, une succursale de Brest et de Toulon, elle demande à être traitée avec soin; nous pourrons l'examiner plus tard.

On dit que la Porte est enfin décidée à donner un chef chrétien aux Maronites et un chef druse aux Druses. La nouvelle paraît positive, et nous sommes loin d'en méconnaître l'importance. Il n'est pas moins vrai que si ces chefs ne reçoivent pas l'investiture du sultan, et que, nommés par le pacha de Saïda, ils puissent être révoqués par lui, ils ne sont plus que des agens subalternes du gouvernement turc. Il nous est évident que soit en Syrie, soit en Valachie, soit en Servie, partout où l'esprit chrétien se montre et s'agite, il est deux tendances opposées dont il ne serait pas difficile de signaler le principe et de prévoir les conséquences. Les uns voudraient que ces pays, sans rompre tout lien avec la Porte, pussent s'organiser comme des principautés vassales, mais héréditaires; qu'ils pussent ainsi se développer, s'initier à la vie européenne, et se préparer à entrer tôt ou tard dans le monde politique sans bouleversemens, sans catastrophes. Les autres, et les Turcs ne sont pas les seuls dans cette voie, ils ne sont qu'un instrument, les autres, dis-je, s'efforcent au contraire d'empêcher toute organisation permanente et héréditaire : ici ouvertement, là secrètement; paraissant un jour le vouloir, s'y opposant le lendemain; toutes ces menées diverses et contradictoires leur sont également bonnes, car elles produisent toutes le même résultat, qui est de tenir les affaires d'Orient dans un état d'incertitude, de trouble, d'agitation continue.

— Le message du président des États-Unis, M. Tyler, qui vient de parvenir en Europe, est une pièce importante qui mérite de fixer l'attention, surtout au moment où les chambres vont s'assembler. Dans ce document officiel, M. Tyler a soulevé la question du droit de visite. Les paroles qu'il a prononcées sur le traité Ashburton et les dispositions relatives à la répression de la traite méritent de rencontrer quelque sympathie en France. M. Tyler n'a pu voir sans un noble orgueil sa patrie se lever pour défendre la cause de la liberté des mers. Il engage les autres puissances à suivre l'exemple de l'Amérique. « Un pareil arrangement, dit-il, fait par les autres puissances, ne pourrait manquer d'anéantir la traite des nègres sans l'interpolation d'aucun nouveau principe dans le code maritime. » Une innovation dans ce code, tel est en effet l'écueil qu'il faut éviter. La Grande-Bretagne a cherché, non sans succès, à convaincre l'Europe qu'un remède énergique est nécessaire

pour assurer l'abolition de la traite. M. Tyler montre qu'il n'est aucun besoin de sacrifier l'indépendance des nations à ce grand intérêt. Le message de M. Tyler fournit une nouvelle force à l'opinion qui s'est prononcée en France contre le droit de visite. Il répand un nouveau jour sur cette discussion qui est loin d'être épuisée, et qui pourra bien être reprise dans la session prochaine. L'exemple de l'Amérique prêtera une grande autorité aux argumens des adversaires du droit de visite. Au reste, nous nous proposons de revenir sur cette question dans un travail spécial qui, par les documens qu'il contiendra, pourra servir, nous l'espérons, à éclairer cet important débat.

— On n'a pas encore tout dit sur le XVIIIe siècle; cette époque étrange pourra long-temps encore occuper le critique et l'historien sans qu'on en ait parcouru tous les aspects, étudié tous les types, indiqué tous les contrastes. Quoi de plus incomplet, par exemple, que les notices biographiques qui nous sont restées sur les poètes et les artistes contemporains de Voltaire et de Louis XV! Sans doute, la critique n'a plus rien à nous apprendre sur ces muses souriantes et fardées; mais combien l'histoire biographique ne peut-elle pas trouver encore de curieux détails et de tableaux imprévus dans la vie intime d'une littérature qui n'a pas eu son Tallemant des Réaux! C'est ce côté gracieux et nouveau du XVIIIe siècle qui a tenté la curiosité d'un jeune écrivain, M. Arsène Houssaye. Il a écrit, sous le titre du *Dix-Huitième siècle* (1), une suite d'agréables portraits où le cadre de l'étude littéraire n'est qu'un prétexte à la biographie et quelquefois au roman. Il a raconté ces existences aventureuses de poètes, de musiciens et de peintres, dans des pages qui ont souvent le charme d'une révélation piquante. On le suit tour à tour au cabaret avec Piron, à Versailles avec Bernis, à l'Académie avec le vieux Fontenelle; on visite Watteau dans son intérieur flamand, Grétry dans sa retraite de Montmorency. Le roi Louis XV en personne est, comme auteur de jolis vers, rangé par M. Houssaye dans la galerie des petits poètes de son temps. Ce qui ajoute un vif intérêt à ces études capricieuses, c'est la sensibilité, qui ne fait jamais défaut à l'écrivain, et qui relève ce que certains sujets, comme Dufresny et Piron, offraient de triste dans leur frivolité apparente. On doit encourager de tels essais d'histoire littéraire, en conseillant néanmoins à M. Houssaye de s'appliquer de plus en plus au côté sérieux et élevé du genre qu'il s'entend si bien à rajeunir.

— Il a paru, sous le titre de *Jérôme Paturot* (2), une amusante satire des travers contemporains. Rien n'est épargné dans ce petit roman, qui oppose à toutes les folles ambitions de l'époque le calme et impassible sourire du bon sens. Jérôme Paturot est un honnête bourgeois qui se laisse prendre à tous

(1) Deux vol. in-8°, chez Desessart.
(2) Un vol. in-8°, chez Paulin.

les piéges des utopies modernes. Tour à tour romantique, saint-simonien, homme de lettres, industriel, il est toujours victime, dans ces divers rôles, de sa crédulité naïve et de sa bonne foi. C'est un tableau de mœurs d'une vérité piquante, et qui, à beaucoup d'égards, a son utilité.

— Il vient de paraître un intéressant ouvrage intitulé *la Chine et les Chinois* (1). L'auteur, M. Auguste Borget, a passé dix-huit mois en Chine. Il a vu la côte de l'Est, théâtre des récens évènemens qui ont fixé et fixent encore l'attention de l'Europe entière; il a vécu dans l'île que l'empereur du céleste empire vient de céder à l'Angleterrre. Il s'est aventuré sur le continent; il a pénétré assez avant dans les terres; il a séjourné à Canton. Pendant dix-huit mois, M. Auguste Borget a étudié, observé, écrit et dessiné sur les lieux. L'album qu'il publie aujourd'hui, et dont le roi a accepté la dédicace, est le curieux résultat de ses travaux et de ses études. Chaque dessin, achevé sur place, a été reproduit par M. Eugène Cicéri avec un rare bonheur, et de telle sorte qu'en possédant l'album, on est pour ainsi dire possesseur des dessins originaux. M. Borget a eu l'heureuse idée de joindre à ses esquisses un texte explicatif et des fragmens de lettres qu'il écrivait de Chine à ses amis de France. Le luxe de cet ouvrage est d'ailleurs vraiment merveilleux; nous ne pensons pas que la lithographie et la typographie aient jamais rien produit de plus beau.

COLLÉGE DE FRANCE.

Le Collége de France a vu se rouvrir les cours de littératures étrangères confiés à MM. Edgar Quinet et Philarète Chasles. Chacun des deux professeurs a tracé son programme, développé les idées qui serviront de base à ses leçons, et c'est avec un vif intérêt qu'on les a entendus exposer ce que l'étude des littératures comparées peut offrir à une critique attentive de nouveaux et précieux enseignemens. M. Chasles, chargé du cours des littératures de l'Europe septentrionale, doit tracer cette année le tableau du mouvement intellectuel en Allemagne à la fin du XVe siècle et au commencement du XVIe. Il a passé en revue les richesses littéraires de cette époque glorieuse et féconde. En parlant des causes de la réforme, de cet âpre instinct de nationalité qui

(1) Chez Goupil, boulevart Montmartre.

rendait le joug de Rome si lourd aux populations germaniques, M. Philarète Chasles a pu indiquer d'heureux rapprochemens entre l'ancienne et la nouvelle Allemagne. Il a rappelé les éternelles différences de sentimens et de génie qui séparèrent toujours les races germaniques et celles qui ont hérité de la civilisation romaine. Il n'a pas caché ses préférences, et c'est avec un légitime orgueil qu'il a énuméré les titres glorieux et les immortelles qualités du génie français. L'auditoire a témoigné une vive sympathie au professeur, quand, adressant un même hommage aux représentans les plus divers de l'originalité de notre pays, M. Chasles a évoqué autour des majestueuses figures de Racine, de Corneille, de Pascal, les fines et souriantes physionomies de Rabelais et de Montaigne. On ne pouvait répondre aux attaques de la critique allemande contre nos gloires littéraires avec plus de verve ingénieuse et de courtoise ironie.

La leçon d'ouverture de M. Edgar Quinet, chargé du cours des littératures de l'Europe méridionale, avait précédé la leçon de M. Chasles. M. Quinet a un sentiment vif et profond des traits généraux qui expriment et caractérisent le génie des littératures; c'est ce sentiment qu'il a fort heureusement appliqué à l'Espagne et à l'Italie du XVIe siècle : il a tracé avec une précision brillante les grandes lignes du tableau dont il se propose d'étudier cette année les détails. L'éloquente et chaleureuse parole de M. Quinet ne semble jamais plus à l'aise que quand il contemple ainsi l'aspect le plus large et le plus élevé d'un sujet. Aussi a-t-il plus d'une fois, dans le cours de sa leçon, trouvé des élans qui communiquaient à ses auditeurs l'émotion dont lui-même était rempli. Nous insérons ici cette leçon, qui a été souvent interrompue par d'unanimes applaudissemens.

Le double caractère de la renaissance est marqué mieux qu'ailleurs, en Italie, par l'opposition de ces deux noms, l'Arioste et le Tasse, qui représentent non pas seulement deux formes de poésie, mais véritablement deux révolutions dans l'imagination humaine au sortir du moyen-âge. Nous avons vu, dans le cours précédent, le XVe siècle tout entier aspirer à une réforme religieuse, l'église elle-même y prêter les mains, les conciles de Pise, de Constance, de Bâle, s'annoncer comme autant d'assemblées constituantes, prêtes à changer les formes visibles du contrat qui lie l'homme moderne au dieu de l'Évangile. Les plus fermes esprits se laissent aller à cette pente; on se sent entraîné, sans savoir vers quel rivage. Dans cette ardeur d'innover, la papauté, surprise, disparaît par intervalles; il y a un moment où l'on croirait que la théocratie romaine, décapitée, va se changer en une république d'évêques. Dans cet affaiblissement de l'autorité de l'église, l'imagination, ou pour mieux dire, la fantaisie, le caprice règnent sans contrôle. Il se passe quelque chose de semblable à ce que l'on a vu peu de temps avant la révolution française. Une foule d'esprits charmans, imprévoyans, le sourire sur les lèvres, courent au-devant du précipice. Cette époque est celle du règne d'A-

rioste. Voyez de quelle génération d'hommes il est entouré, tous également sereins comme lui; c'est le cardinal Bembo, c'est Castiglione, l'auteur du *Courtisan*; c'est Folengo, le Rabelais de Mantoue; c'est Berni, Sannazar, *le divin* Arétin; chacun de ces hommes joue avec le scepticisme, sans penser que l'amusement va devenir sérieux. La papauté est déjà menacée, provoquée, abattue dans le Nord : eux seuls n'en savent rien. Pour mieux cacher le danger, ils l'entourent de leurs cercles joyeux. A peine s'ils ont entendu par hasard prononcer ce nom de Martin Luther; dans tous les cas, il ne représente pour eux rien qu'une de ces tentatives éphémères, une de ces révoltes de barbares que le génie du midi va promptement étouffer. Le pape Léon, dans son heureuse sécurité, ne permet pas que la fête de l'art soit troublée par aucune appréhension; plus le danger est proche, plus la sécurité augmente. En présence de cette réforme puritaine, l'église, pour sa défense, se contente d'abord de s'envelopper des magnificences réunies de la poésie et de la peinture, de même que dans les premiers temps il lui avait suffi pour repousser le barbare de marcher au-devant de lui, vêtue de ses plus pompeux ornemens. C'est par les chefs-d'œuvre de l'art qu'elle prétend désormais le convaincre, le désarmer. Époque d'imprévoyance, où l'autorité, puisant sa force en sa seule beauté, a pour poète Arioste : il réunit dans son génie les rayons heureux qui brillent au front de toute cette génération dont il est entouré; en lui se confondent l'esprit chevaleresque de Bojardo, la verve monacale de Folengo, la politesse railleuse de Castiglione, le rire effronté d'Aretin, le sarcasme plébéien de Pulci, l'ironie patricienne de Laurent de Médicis, du cardinal de Bembo; en un mot, tous les genres de scepticisme que se permettait une société, qui, au fond, pleine de confiance en sa durée, s'amusait de son propre ébranlement et riait de son danger.

Entre l'époque d'Arioste et celle du Tasse, que s'est-il passé? Pourquoi la physionomie générale a-t-elle si brusquement changé? pourquoi le sourire de la génération précédente a-t-il disparu? A la place de cette radieuse figure de Léon X, pourquoi cette suite de papes sévères, austères, affairés, Adrien VI, les deux Paul, Sixte V, Clément VIII? Pourquoi ces chefs de l'église, qui préféraient Cicéron à l'Évangile, ont-ils eu pour successeurs des ames enthousiastes qui semblent avoir reçu un nouveau baptême aux sources mêmes du christianisme : un Charles Borromée en Italie, une sainte Thérèse, un Ignace de Loyola en Espagne? Quel contraste avec l'âge précédent et la papauté des Borgia! Un mot explique ce changement. Dans l'intervalle des deux générations, la réformation a éclaté, non plus un bruit sourd, une remontrance timide, mais une scission éclatante, triomphante; le Nord a rompu avec le Midi; l'église s'est partagée; il faut qu'elle ramasse ses forces pour se défendre. De ce moment commence la réaction du catholicisme menacé de succomber par surprise; l'art prend une nouvelle route. Au catholicisme demi-païen qui s'étalait sur les toiles de l'école de Venise, le Dominiquin, le Guide, opposent les tableaux ascétiques du *saint Jérôme* et de *la Madeleine pénitente*. La musique change en même temps de carac-

tère : c'est le moment où le jeune Palestrina, dans la messe de Marcel, rend au culte les accens de l'église primitive et les cris de douleur du Calvaire. Quant au poète qui représente cette époque de réaction religieuse dans le Midi, je n'ai pas besoin de nommer le Tasse. Il puise son sujet au cœur même de l'église; ce que M. de Châteaubriand a fait en France après la révolution, le Tasse l'a fait en Italie après la réforme. Reniant, autant qu'il le peut, les inventions demi-profanes de l'âge précédent, il veut ramener les beautés éclipsées du christianisme; et je ne puis m'empêcher de remarquer qu'une grande partie de la vie de ce poète coïncide avec l'époque du concile de Trente, que les premières impressions, ou pour mieux dire l'éducation de sa pensée, ont été soumises au spectacle de cette assemblée solennelle, qui pendant dix-huit ans s'est efforcée, sous les yeux de l'Europe, de rendre à l'église et à la papauté le prestige et l'autorité des premiers siècles. La *Jérusalem délivrée* répond ainsi au mouvement imprimé dans l'Europe méridionale par le concile de Trente; œuvre de réaction, d'expiation après le paganisme des premiers temps de la renaissance. Le poète, tourmenté par le scrupule, veut refaire son poème pour le marquer davantage du génie de l'église. Terrible lutte d'un homme avec son œuvre! Partagé entre l'Olympe et le Calvaire, entre Homère et l'Évangile, entre le paganisme et le christianisme, son esprit vacille; par momens il s'égare dans ce combat; lui-même il est la victime des fantômes demi-païens que son génie a évoqués. Dans sa longue prison, entouré de ces spectres glorieux qu'il ne peut ni avouer ni détruire, savez-vous quel est le trait principal de sa folie? Le Tasse se croit damné; il veut chaque jour se confesser. A travers les barreaux de sa fenêtre, on l'entend appeler à grands cris la Madone, pour qu'elle vienne effacer la trace de ses propres inventions. Au lieu de la Madone, ses yeux hagards n'aperçoivent que les fantômes adorés de Clorinde et d'Herminie.

Les rapports de la poésie et du christianisme, en Italie, peuvent se marquer par un mot. Au commencement, Dante s'inspire du dogme même. Pétrarque change le dogme, en adressant à la créature le culte imaginé pour le créateur; Laure prend la place de la Madone. Arioste s'éloigne davantage de l'origine sacrée de la poésie; chez lui, je ne vois plus rien du génie de l'Évangile. Par un retour subit, le Tasse revient au point de départ, et le cercle de la poésie italienne est fermé pour long-temps; après avoir épuisé tous les chemins qui l'éloignaient de l'église, voilà l'homme rentré brusquement et comme par surprise dans le Dieu de Jérusalem.

Par une loi générale, qui n'a pas manqué à l'Italie, quand la poésie décline, l'âge de la philosophie commence. Les prisons de Galilée, de Campanella, les bûchers de Vanini, de Giordano Bruno, signalent les vengeances et les appréhensions de la papauté restaurée; toute l'énergie de l'Italie se retire dans ces ames exaltées. Le danger les inspire. La philosophie a désormais ses martyrs comme la religion. Rien n'est émouvant comme le spectacle de ce petit nombre d'hommes audacieux qui portent le défi à l'immutabilité de la papauté jusqu'au pied de son trône; lors même que tout n'est pas nouveau dans

ces doctrines, vous ne pouvez lire impassiblement ces théorèmes de Parménide et de l'école d'Élée écrits sur la marche des échafauds. D'ailleurs, pour soutenir le combat, ces hommes ne s'adressent pas seulement à l'enceinte des écoles, mais à l'opinion proprement dite, telle que nous l'entendons aujourd'hui. Prose et vers, pamphlets métaphysiques, dialogues populaires, comédies panthéistes, toutes les formes, toutes les armes, sont employées. Une ardeur fiévreuse se mêle, dans Giordano Bruno, à la profondeur des aperçus; l'ancienne liberté démocratique de l'Italie a passé dans ses théorèmes de philosophie. L'artiste vient au secours du torturé. Ne cherchez pas ici l'impassibilité savante de la philosophie allemande, dont il a entrevu d'avance quelques formules. C'est l'emportement du génie politique du moyen-âge mêlé à la métaphysique des premières écoles grecques; et au fond de ces discussions héroïques, vous sentez bien que c'est l'Italie elle-même qui est en jeu, que c'est là son dernier effort pour conserver la liberté de l'intelligence, quand la liberté politique est perdue, et qu'enfin avec les cendres de ses penseurs vont être jetées au vent ses dernières espérances.

Au moment où l'Italie succombe comme nation politique, elle impose aux peuples étrangers le joug de ses arts et de ses formes littéraires; ses écrivains règnent sans discussion, quand elle-même a cessé d'être. L'Espagne, qui pèse plus lourdement sur elle, se range, en apparence, plus docilement qu'aucune autre aux règles de son génie. Les écrivains que l'on considère comme des réformateurs en Espagne sont des imitateurs dociles de l'Italie. Boscan, Garcilasso, Mendoza, ces étranges conquérans, emportent dans leur pays, comme un butin légitime, les mètres, les rhythmes et tous les artifices poétiques de la Toscane; ils se couvrent des dépouilles des vaincus, et, assurément, c'est une chose digne d'attention, dans l'histoire de l'art, que de voir les formes usées de Pétrarque soudainement ravivées par les passions de la Castille et les couleurs du ciel de Grenade. Mais le véritable plagiat que l'Espagne ait fait à l'Italie, c'est Christophe Colomb, car ce grand homme n'a pas seulement donné son génie à l'Espagne; il a encore pour elle oublié sa langue natale; dans son journal de voyage, ses observations de chaque jour sont écrites en espagnol, et ce n'est pas avec la langue de Dante qu'il a salué l'Amérique. A sa suite marchent d'étranges écrivains, Fernand Cortez, Fernand Pizarre, Albuquerque, le Portugais Magellan, qui dans leurs correspondances arrivent souvent à la grandeur de l'expression par la grandeur des choses qu'ils racontent. Au milieu des graces étudiées de la renaissance, ces hommes retrouvent sans y penser la simplicité, la force, la naïveté, la nudité des anciens dans leurs récits improvisés; le journal de Colomb, dans sa concision, a je ne sais quoi de mystérieux, de sublime, de religieux comme le grand Océan au milieu duquel il est écrit. Et si je voulais donner ici un exemple des rares ouvrages où les modernes ont retrouvé le ton de l'antiquité, je me garderais bien de le chercher parmi les écrivains de profession de la renaissance, un Guichardin, un Mendoza; mais je le demanderais à ces hommes de fer qui jamais n'ont touché une plume que

lorsqu'ils ont été obligés de dépeindre à la hâte, ou, pour mieux dire, de révéler d'un trait les îles, les continens, les peuples, qu'ils viennent de soumettre à l'ancien monde. Il est frappant que dans ces récits vous ne retrouvez rien de l'enflure propre au génie castillan; l'infatuation s'est abaissée devant la grandeur des faits; les choses parlent seules, l'homme disparaît : l'orgueil des Espagnols a été vaincu par la majesté des Cordilières. Dans ce moment de surprise, il est revenu à la simplicité nue de la Bible ou d'Homère.

Est-il besoin de dire ce qui, indépendamment du mérite littéraire, donne un attrait si puissant aux livres des Espagnols et des Portugais? C'est que tous ces hardis rêveurs ont été en même temps des hommes d'action. Partout ailleurs, l'écrivain, le poète est jeté dans des circonstances communes qui contrastent péniblement avec les aspirations de sa pensée; il est tout dans ses livres, il n'est rien dans la réalité. Il pense, il rêve, il ne vit pas. Voyez Arioste, il suit des yeux de l'imagination ses héros dans leur carrière enchantée; pour lui, il passe une vie commode et assez prosaïque dans cette maison de Ferrare que peut-être vous avez visitée. Qu'il en est autrement des écrivains espagnols! Leur vie est aussi agitée, aussi aventureuse que leur rêve; ils sont tous soldats, et vous savez comme ce noble métier de la guerre trempe les ames qu'il n'étouffe pas! La loyauté, la fierté se conservent mieux qu'ailleurs sous la cuirasse. Ces hommes ont, pour se mouvoir, un empire qui semble lui-même inventé par la poésie, l'empire monstrueux de Charles-Quint; ils rêvent, écrivent, composent sur les flottes, au milieu des batailles et des siéges. Ce sonnet est daté de la côte de Coromandel, cet autre a été rimé au milieu de la tempête, près du cap Bon; cette idylle a été inspirée dans la campagne du Chili, au bord de l'Océan Pacifique; quant à ce poème, il a été écrit sur la flotte invincible. Malgré moi, j'associe à ces compositions les lieux, les climats, les rivages lointains dont ils m'apportent un écho; je les colore des feux de ce ciel étranger. Comment ne pas suivre dans ce vers de Camoëns le sillage du vaisseau? Des œuvres même très imparfaites empruntent à ces traces de la vie réelle un charme que l'art tout seul peut-être ne leur donnerait pas. Dans l'*Araucana* d'Ercillo, dans cette chronique sanglante, je m'attache aux pas de ce poète peut-être médiocre, mais qui a l'immense avantage de faire toucher du doigt cette vie d'aventures et de combats dans les forêts du Nouveau-Monde. Et s'il s'agit d'un écrivain tout-puissant, combien la vie n'ajoute-t-elle pas au poème! Je veux retrouver dans la fierté naïve de l'auteur de *Don Quichotte* l'héroïque manchot de la bataille de Lépante. Dans ce théâtre tantôt chevaleresque, tantôt ascétique de Lope de Vega et de Calderon, je cherche les vestiges de ces deux hommes qui ont commencé leur vie sous la cuirasse et l'ont finie sous le cilice, dans le cloître. Et ne pensez pas que ce soit là seulement une illusion, une sorte de mirage ardent dont le lecteur est lui-même la cause. Non, tant d'impressions réelles, tant d'expériences propres ont passé dans les livres; en sorte que, si vous me demandez quel est le caractère original de la littérature espagnole, je répondrai hardiment que ce caractère est la profusion même de la passion et de la vie

dans le domaine de l'art. Il n'est peut-être aucune littérature qui ne surpasse celle-ci par la régularité, l'ordre, la tempérance, mais il n'en est point aussi qui l'égale dans ce débordement de l'ame, dans ce sentiment exalté de la réalité, dans cette sincérité de l'émotion qui a su ennoblir le ridicule même. La différence du génie italien et du génie espagnol est celle des vierges de Raphaël et de Murillo. Les premières, embellies par le génie de la Grèce et de la renaissance, ont toujours vécu sur les sommets les plus élevés de l'idéal; leurs pieds ont à peine touché le sol, nul homme ne les a jamais rencontrées sur la terre. Les secondes sont nées en Castille et n'ont jamais vu d'autre pays. Leur ascétisme s'est exhalé sous les voûtes des églises de Séville et de Madrid; dans leurs plus divines aspirations, vous reconnaissez les souvenirs de la patrie terrestre et les stigmates de l'amour humain.

En Italie, tout se tourne naturellement au récit et à l'épopée; des quatre grands poètes qui font sa gloire, trois sont épiques; dans cette vieille terre où la civilisation s'est développée d'une manière continue comme un discours non interrompu, à travers tant de sociétés diverses qui héritent les unes des autres, il semble que la forme naturelle, indigène de son génie, soit l'épopée; tandis que le drame y est resté toujours plus ou moins artificiel. L'histoire même de l'Italie est une sorte d'épopée dont les époques étrusque, romaine, catholique, se succédant sans intervalles, et pour ainsi dire sans contradiction, les unes aux autres, forment les parties. Au contraire, en Espagne, tout aboutit au drame; c'est là le moule naturel, dans lequel s'exprime le génie espagnol. Tant d'élémens contradictoires, de croyances inconciliables, de populations ennemies, le Goth contre le Romain, l'Espagnol contre l'Arabe, le christianisme contre l'islamisme, tant d'instincts opposés aux prises, qui n'ont jamais pu rien s'accorder les uns aux autres, quoique perpétuellement en présence les uns des autres, tout cela fait de son histoire une sorte de dialogue à travers les siècles, une intrigue pleine de mystères, d'alternatives diverses, un drame éternel dont les deux grands acteurs sont le Christ et Mahomet. Dans cette longue tragédie de cape et d'épée qui dure un millier d'années, les fils sont si bien noués par la Providence, qu'il vous est impossible de prévoir le dénouement, car les choses ne se meuvent pas là, comme en Italie, en vertu d'une loi évidente de développement; elles se choquent, se heurtent, se brisent de manière à déconcerter toujours l'esprit humain et à le faire marcher d'étonnement en étonnement. D'abord le mahométisme occupe toute la scène, excepté ce point unique des Asturies; mais au moment où il semble qu'il a vaincu et que la pièce est finie, c'est lui qui commence à reculer, pendant cinq cents ans, jusque dans les murs de Grenade; c'est le christianisme dépouillé, asservi, qui, par un changement subit, triomphe dans l'Alhambra.

Voulez-vous d'autres exemples de ces péripéties, de ces contradictions dramatiques dans la vie de ce peuple? Je le répète, son histoire en est remplie. Où vont aboutir les libertés de ses cortès en se développant de plus en plus? Au règne de Philippe II, c'est-à-dire à la servilité la plus absolue qui fut

jamais. Tout l'or réuni du Mexique et du Pérou n'enfante chez lui que la famine; et comme la réalité a été pour ce peuple une sorte d'imbroglio dans lequel la Providence s'est complue à l'enlacer étroitement, à le mener, les yeux fermés, de surprise en surprise, on peut dire qu'il en a été de même de son art, et que le drame est devenu instinctivement, nécessairement, la forme classique de sa pensée.

Ce n'est pas que les élémens même de l'épopée manquassent au génie de l'Espagne. Que sont en soi ces chants populaires, ces romances fameuses du Cid, de Bernard de Carpio, des infans de Lara, sinon les ébauches d'une Iliade espagnole qui n'a jamais pu s'achever ni parvenir à sa maturité? Lorsque vous voyez tous ces rhapsodes inconnus, que vous entendez cette multitude de voix qui chantent spontanément les traditions nationales, vous croyez que ce travail poétique de tout un peuple va aboutir à un Homère castillan; eh bien! par une des révolutions propres à cette histoire, c'est le contraire qui arrive. Le dénouement de ces chants naïfs, si sérieusement exaltés, c'est de produire le livre qui les bafoue tous ensemble. Au lieu d'être consacrés dans un récit harmonieux, ils seront soudainement parodiés; l'écho grossissant de ces rhapsodes populaires ira se perdre dans la prose de Sancho Pança; au moment où vous croyez saisir l'Iliade, vous rencontrez *Don Quichotte*.

Autre surprise! Lorsque les grands écrivains de l'Espagne traitent sérieusement cette poésie populaire et nationale, ils la tournent en drame; au lieu d'essayer de la développer en longs poèmes héroïques, ils la partagent en scènes; d'où il arrive que le théâtre espagnol est le plus souvent une épopée dialoguée. De là viennent aussi la richesse, la puissance, la vie incomparable de ce théâtre. Tout afflue en Espagne de ce côté; histoire, traditions, souvenirs, se résument, se renouvellent dans cette forme chaque jour improvisée. Les générations à peine éteintes ressuscitent dans la tragédie espagnole, avec leurs noms et leurs figures; l'existence entière d'une race d'hommes, depuis les Cantabres de César jusqu'aux Catalans de Philippe IV, est dépensée, prodiguée sur la scène. Les vivans applaudissent les morts encore tièdes. Aussi ai-je peine à comprendre que, depuis Mme de Staël, ce que l'on a appelé l'art romantique soit le plus souvent attribué au génie des peuples du Nord, à l'exclusion de ceux du Midi. Si l'on entend par là l'inspiration immédiate des sentimens, des coutumes, des croyances modernes, quel théâtre s'est plus revêtu, non pas seulement du costume, mais aussi du génie national? En est-il un seul, non pas même celui de Shakspeare, qui doive moins à l'étude, à l'imitation de l'antiquité? Voulez-vous voir tout ce que peut faire un peuple moderne, renfermé en lui-même, comme si jamais ni Grecs ni Romains n'eussent existé, une race d'hommes qui se livre à l'inspiration de l'art, indépendamment de l'opinion et des règles accréditées dans le reste du genre humain : étudiez le théâtre espagnol. Vous serez quelquefois heurtés, souvent charmés, toujours étonnés, par ces prodiges de nouveauté et d'audace. Je doute qu'un homme abandonné, comme cet homme de Pascal, dans une île déserte, eût mieux conservé le type original de sa pensée à l'abri de toute espèce d'imita-

tion servile. Quand vous lisez ces pièces enivrées de l'orgueil castillan, il vous semble qu'avant ce peuple il n'existait rien au monde, et que la nature et l'histoire ont commencé avec l'Espagne; mais telle est la sincérité, la puissance de la passion, qu'elle vous ramène, quelquefois soudainement, aux effets de la scène grecque, par le chemin qui en semblait le plus éloigné. Ces pièces tiennent de la poésie lyrique par l'impression du climat, du soleil, par tous les parfums prodigués de la terre et du ciel; elles tiennent de l'épopée par le merveilleux, car les rêves mêmes y sont personnifiés, et la passion y laisse si peu de trève que les songes du héros prennent un corps visible; ils s'agitent ensemble et conversent entre eux pendant son sommeil. Ce qu'il y a d'émotion contenue dans le christianisme s'exhale librement sur cette scène africaine; l'ardeur et le sang de l'Arabie pénètrent jusque dans les abstractions personnifiées du christianisme. Que de miracles s'accomplissent sous l'œil du spectateur! La croix plantée au bord du chemin agite ses deux bras pour couvrir la Castille; les saints ressuscitent. L'ange du bien et l'ange du mal se placent à la droite et à la gauche du héros. D'autres fois c'est le Christ lui-même qui se détache du fond des tableaux appendus à la muraille; il interrompt les faux sermens en soulevant sa paupière et sa main irritée. La terre et le ciel catholiques conspirent ainsi à l'action, qui, dans les *autos sacramentales,* va jusqu'à embrasser l'univers. Mélange de grace et de violence, de volupté et de torture, c'est tour à tour l'inspiration de l'amour, de l'héroïsme et de l'inquisition. Ajoutez que tout cela est exprimé le plus souvent sur le mètre naïf des romances et des chants populaires, ce qui ajoute à la simplicité de l'expression quand elle est simple, et ce qui donne à la pompe, à la splendeur, à l'exagération même, je ne sais quoi de naturel et de vrai qui semble partir du cœur même du peuple. Voilà quelques-uns des traits généraux du théâtre espagnol. Mais combien de physionomies particulières ne prend-il pas, suivant qu'il sert d'interprète à la grace chevaleresque dans Lope de Vega, à la gravité orientale dans Calderon, à la fantaisie dans Tirso de Molina, à la beauté morale dans Alarcon, à l'ironie dans Moreto, à la suavité dans François de Rojas, à la férocité dans Bermudez! et encore, dans chacun de ces hommes, combien d'hommes différens! Au moment où j'essaie de les caractériser, j'aperçois chez eux une qualité opposée; ils prennent plaisir à déconcerter toujours la règle et l'opinion reçue. Dans cette variété inépuisable, il faut se contenter d'abord de partager ces œuvres spontanées en familles et en espèces, comme on fait dans l'histoire naturelle pour ces plantes qui poussent à profusion dans une terre vierge nouvellement découverte.

L'originalité que les écrivains espagnols ont atteinte dans le drame, ils sont loin de l'avoir conservée au même degré dans l'histoire. C'est même une chose frappante de penser que les mêmes hommes qui ont rejeté avec tant d'audace le joug de l'antiquité dans la poésie, l'ont accepté si docilement dans le récit des faits réels. Si habiles écrivains qu'ils puissent être, Mendoza, Moncada, Melo, ont les yeux attachés sur Salluste et sur Tacite.

Plus ils ont de puissance, mieux ils réussissent à briser cet orgueilleux génie des Espagnes et à fondre son idiome dans le moule de la prose romaine. Des historiens de la Péninsule je ne connais qu'un seul qui ait su marier tout ensemble l'ingénuité rapide des chroniques du moyen-âge et la majesté savante de la renaissance : c'est le Portugais Jean Barros. Dans son récit véritablement épique de la découverte des Indes orientales et occidentales, le sentiment des merveilles accomplies au nom du christianisme le ramène constamment au vrai. L'étoile de l'Évangile, qui brille toujours à la proue de ces vaisseaux lancés à la découverte de l'océan chrétien, sauve Jean Barros de l'imitation de Tite-Live. C'est véritablement le souffle du Dieu de la Bible qui pousse ces navires de Christophe Colomb, de Vasco de Gama, de Magellan, au-devant de l'inconnu, de tous les côtés de l'horizon, sur la face de l'abîme. Vous respirez dans ce magnifique récit, tout imbu de croyances et de prières, cette haleine, cet esprit de l'Éternel, qui creuse la vague à travers les golfes de Guinée, du Malabar et du Brésil, sous la barque du Christ. Quels tableaux que ceux de la partance de ces navires pavoisés en rade de Lisbonne, l'émotion de tout un peuple agenouillé sur la côte, autour de l'église des pélerins, la procession des moines, la confession générale, la bénédiction solennelle à la face du ciel, puis les pleurs de ceux qui s'embarquent, les pleurs de ceux qui restent sur ce rivage que l'auteur appelle depuis ce temps-là le champ des larmes, et enfin le son des cloches, les litanies des matelots au moment où, maîtrisés par une nécessité surhumaine, ils lèvent l'ancre, hissent la voile et tournent le cap, vers quelle contrée? ils l'ignorent; peut-être vers le vide infini, peut-être aussi vers un monde nouveau! Ces tableaux-là manquent à Camoëns, et souvent, par la vérité des sentimens chrétiens, l'historien du Portugal est ainsi plus poétique encore que son poète.

Où chercherons-nous la philosophie originale de l'Espagne au moment de la renaissance? Dans sa théologie. Sa pensée est tellement identifiée avec le génie du christianisme, qu'elle ne peut s'en détacher sans se dissiper; au contraire, sa gloire, c'est de s'engloutir avec transport, de se perdre, de s'anéantir dans les mystères de l'Évangile rallumé au souffle de l'Afrique. Ses penseurs les plus profonds, les plus éloquens, les plus entraînans, ce sont ceux qui font profession de ne pas penser; c'est saint Jean-de-la-Croix, c'est sainte Thérèse, c'est ce poète et ce prosateur accompli, frère Luis de Léon; ce sont ces grandes ames qui se plongent en Dieu comme en une mer infinie, où ils découvrent l'un après l'autre de nouveaux horizons du monde intérieur. Enthousiasme, ivresse de l'amour divin, magnificence de ce ciel invisible, qui jamais les a rendus présens, vivans, palpables, si ce n'est sainte Thérèse? Tout me semble froid et glacé auprès de ces miracles de la parole de feu. Que sont toutes les psychologies de l'école, à côté des révélations de la vie intérieure qui s'échappent d'un cœur héroïque? Et il ne faut pas croire que cette fièvre, cette faim dévorante de l'esprit s'allie mal avec la correction, la majesté, la beauté des formes du discours; car voici l'originalité de l'éloquence religieuse

et mystique de l'Espagne : c'est que tout ce que le langage peut renfermer de pompe et de richesse sert là à consacrer, à exprimer l'humilité de la raison humaine. Le mysticisme, dans le Nord et même en France, n'a pas ce caractère. Lorsque vous lisez l'*Imitation de Jésus-Christ,* vous êtes naturellement frappés de la ressemblance qui éclate entre ces sentimens de macération, de dépouillement intérieur, et cette langue latine altérée, délabrée, qui semble sortir du milieu de ruines amoncelées. Au contraire, en Espagne, jamais l'homme n'a parlé un langage si magnifique et si pompeux que lorsqu'il a voulu se dépouiller et se démettre devant Dieu; on ne connaît pas le génie de l'Espagne si on ne l'a pas vue ramasser dans sa langue tout ce qu'elle a de majestueux pour faire un acte d'humilité. Je compare à cet égard ce grand écrivain mystique, frère Luis de Léon, à l'un des rois mages, qui apportent l'encens et la myrrhe d'Arabie au pied de la crèche; il réunit, dans une prose formée de l'or le plus pur, tout ce que l'idiome castillan renferme de joyaux et de pierreries ciselées pour venir déposer cette orgueilleuse offrande au pied du Christ enfant.

Dans cette esquisse des sujets qui doivent nous occuper, n'avez-vous pas remarqué combien cet âge de gloire, lentement préparé, a été rapide pour l'Europe méridionale? Qu'elles ont passé vite, ces fêtes de l'intelligence! De ces hommes que j'ai nommés à la hâte, combien ont survécu à leur pays! Et ce jour de gloire, par quel lendemain a-t-il été suivi! Chose étrange! on voit un jour un peuple se lever, plein de grandes ambitions et de pensées accumulées; il tient dans sa main les Indes et les deux Amériques; son génie dans les lettres est si fécond, que vous diriez que des siècles de siècles ne pourront l'épuiser; et cependant, le soir venu, il s'endort, il s'endort du sommeil de l'esprit, et ceux qui étaient accoutumés à l'admirer sont tout prêts à l'insulter. En vain de nouvelles voix amies cherchent à le réveiller; quand l'engourdissement est entré jusqu'à l'ame, les paroles ne s'entendent plus; les mots ne vont plus du cœur au cœur; ils frappent comme un son, ils ne pénètrent plus; lassés, découragés, les artistes, les écrivains, les poètes, se taisent peu à peu. A la place du bruit qu'on entendait autour de ce peuple, il se fait un grand silence. Comme un homme plongé dans le sommeil laisse encore échapper çà et là quelques paroles sans suite, de même il poursuit par intervalles le rêve de sa gloire passée; mais ce rêve, contrarié par la réalité, n'arrête plus personne; ses mouvemens désordonnés restent sans effet; chacun le traverse, le heurte en passant; on finit par se le disputer comme un corps sans volonté, sans loi, sans droit.

Vous savez si ce tableau est véritable; et bien que l'on m'assure que dans les choses humaines la leçon de la veille ne doit jamais servir au lendemain, je vous dirai, comme le résultat de l'enseignement qui ressort de ce spectacle du Midi : Préservez-vous, défendez-vous, gardez-vous du sommeil de l'esprit; il est trompeur; il pénètre par toutes les voies, cent fois plus difficile à rompre que le sommeil du corps. Ne croyez pas (car c'est là une des idées

par lesquelles il commence à s'insinuer), ne croyez pas, avec votre siècle, que l'or peut tout, fait tout, est tout. Qui donc a possédé plus d'or que l'Espagne, et qui a les mains plus vides que l'Espagne? Ne reniez pas, au nom de la tradition, la liberté de discussion, l'indépendance sainte de l'esprit humain. Qui donc les a reniées plus que l'Espagne, et qui est aujourd'hui plus durement châtiée que l'Espagne dans la famille chrétienne? Vous qui entrez dans la vie, ne dites pas que vous êtes déjà lassés sans avoir couru, que vous respirez dans votre époque un air qui empêche les grandes pensées de naître, les courageux sacrifices de se consommer, les vocations désintéressées de se prononcer, les hardies entreprises de s'accomplir; qu'un souffle a passé sur votre tête, qu'il a glacé par hasard dans votre cœur le germe de l'avenir, que vous ne pouvez résister seuls à l'influence d'une société matérialiste, et qu'enfin ce n'est pas votre faute si, jeunes, vous avez déjà le désabusement et l'expérience de l'âge mûr. Ne dites pas cela, car c'est le conseil le plus insidieux du sommeil de l'esprit. Par quel étrange miracle vous trouveriez-vous fatigués du travail d'autrui? Pendant que vos pères couraient sans relâche d'un bout à l'autre sur tous les champs de bataille de l'Europe, où étiez-vous? que faisiez-vous? Vous reposiez tranquillement dans le berceau; éveillez-vous maintenant aux combats de l'intelligence, pour ne plus vous rendormir que dans la mort! Le monde est nouveau aux hommes nouveaux, et c'est un bonheur que beaucoup de gens vous envient d'appartenir à un pays qui, suivant les instincts que feront prévaloir les générations les plus jeunes, peut encore opter entre le commencement du déclin ou la continuation des jours de gloire.

E. Quinet.

V. de Mars.

DU

DROIT DE VISITE.

Au moment où les chambres vont s'occuper de nouveau, selon toute apparence, du droit de visite, il ne sera pas sans utilité de retracer ici les évènemens auxquels a donné lieu cette question, ceux surtout qui remontent aux temps de l'empire, déjà éloignés de nous. Ce récit, trop long pour la tribune, pourra servir à préparer et à éclairer la discussion.

C'est un principe fondamental du droit des gens que la mer est le domaine commun des nations, que nul ne peut en prétendre la domination exclusive. Ce principe n'est pas de pure convention; il est fondé sur la nature des choses. La mer, placée entre les continens, est leur lien nécessaire, la seule voie par laquelle ils peuvent communiquer entre eux et échanger leurs produits; elle renferme dans son sein des ressources inépuisables pour la nourriture des hommes. Or, aucune restriction à l'usage des biens que nous a départis la Providence ne peut être justifiée qu'autant qu'elle a pour but la conservation même de ces biens. Si la terre pouvait être commune, il faudrait qu'elle le fût; mais si tôt que la population a acquis un certain développement, les produits spontanés du sol ne suffisent plus à la nourrir : la culture devient nécessaire, et avec la culture la pro-

priété. Rien de semblable pour la mer; ses richesses ne sauraient s'épuiser, et l'usage qu'en peut faire chacun ne porte aucun préjudice à l'usage des autres. Si une exception est admise, ce n'est point pour la pleine mer, mais pour une faible portion de ses rivages où a pêche, nécessaire à la nourriture des habitans, s'épuise et où le privilége est utile et peut s'exercer.

De cette communauté de la pleine mer découle un autre principe, c'est que tout navire est une portion du territoire de la nation à laquelle il appartient, et qu'il n'est pas plus permis de l'envahir que d'envahir ce territoire; principe salutaire qui le protége, dans son isolement, au milieu des mers, et qui rend insaisissables, en temps de guerre, les personnes et les marchandises qu'il transporte, si sa nation n'est point engagée dans la guerre.

Cette doctrine, les neutres l'ont toujours invoquée, l'Angleterre l'a toujours méconnue. Une fois elle l'a admise en théorie. Le traité d'Utrecht de 1773 a établi que ni les marchandises ni les personnes ne seraient saisies en temps de guerre sur les bâtimens neutres, lors même qu'elles appartiendraient à l'ennemi; mais quand éclata la guerre de l'indépendance américaine, qui mit aux prises la marine anglaise avec celles de la France, de l'Espagne et de la Hollande, l'Angleterre ne tint aucun compte des priviléges des neutres, elle fit saisir en mer tous les bâtimens russes, suédois ou autres, qui portaient des bois de construction en France ou en Espagne, et confisqua ces bois, bien qu'ils ne fussent pas compris dans les objets de contrebande de guerre dont le transport était seul interdit par les traités. L'impératrice Catherine publia alors une déclaration (1) portant qu'elle ferait respecter ses droits par la force. La Suède, le Danemark, la Prusse, l'Autriche, le Portugal et Naples adhérèrent à cette déclaration de neutralité armée. On se promit de faire convoyer les bâtimens marchands pour les protéger contre les insultes de l'Angleterre, et de se prêter, en cas d'attaque, un mutuel secours. Des collisions eurent lieu entre les bâtimens neutres et les bâtimens anglais.

La fin de la guerre d'Amérique fit cesser cette querelle; mais elle recommença avec la guerre de la révolution française. Paul Ier reprit l'ouvrage de Catherine. Il publia une nouvelle déclaration de neutralité armée (2) à laquelle adhérèrent la Suède, le Danemark et

(1) Février 1780.
(2) 16 décembre 1800.

la Prusse. La mort tragique de Paul Ier, survenue trois mois après, et un combat sanglant livré par les Anglais à la flotte danoise, dissipèrent cette ligue. Les évènemens empêchèrent qu'elle ne se reformât. La guerre continentale enveloppa toutes les puissances : les unes suivirent la fortune de la France, les autres celle de l'Angleterre; aucune ne garda la neutralité et n'eut à en revendiquer les droits.

Cependant une nation nouvelle était née au-delà de l'Atlantique, qui devait désormais prendre en main la défense des priviléges des neutres, et leur prêter un appui tel qu'ils n'en avaient jamais obtenu. A peine la guerre fut-elle déclarée entre la France et l'Angleterre, que celle-ci fit visiter en mer les bâtimens des États-Unis, et confisquer les marchandises qui furent reconnues propriété française; non contente de cela, elle fit enlever sur ces bâtimens, pour les employer à son service, tous les matelots présumés d'origine anglaise ou canadienne, sans excepter même ceux qui avaient été naturalisés citoyens américains. C'était pousser aussi loin que possible l'abus de la force et le mépris des droits des neutres. Les États-Unis invoquèrent le principe reconnu par l'Angleterre elle-même dans le traité d'Utrecht, que *le pavillon couvre la marchandise* (1). Ils se plaignirent plus vivement encore de la saisie de leurs matelots, représentant à quelles erreurs on était exposé par la similitude du langage des deux peuples, et la difficulté de distinguer ceux qui étaient réellement d'origine anglaise et ceux qui n'en étaient pas; l'injustice d'enlever ceux qui étaient naturalisés, et qui devaient plus encore se croire en sûreté sous la protection du pavillon américain; le danger enfin auquel on exposait les bâtimens qu'on privait d'une partie de leur équipage, et qui étaient obligés de poursuivre ainsi leur route. Rien ne put amener la fin de ces violences. L'Angleterre répondit, quant aux marchandises, qu'elle ne pouvait pas souffrir que la France continuât son commerce sous un autre pavillon, et qu'elle devait lui faire subir tous les maux de la guerre, pour la contraindre à la paix; quant aux matelots, que la guerre les lui rendait nécessaires, que son existence même en dépendait, et que la constitution n'admettait pas qu'un Anglais pût jamais se soustraire, même par la naturalisation en pays étranger, à *l'allégeance* envers son pays, qu'il se devait toute sa vie à son service.

Les États-Unis, sans être satisfaits de ces raisons, furent obligés de

(1) *Free ship, free good.*

s'en contenter. Faibles encore, et sans marine, ils n'étaient point en état de recourir à la force. Un changement utile venait d'être opéré dans leur constitution, dont le fruit n'était pas encore recueilli. Washington, assis le premier dans le fauteuil de la présidence, jugea qu'une guerre entreprise dans ce moment serait funeste aux États-Unis et arrêterait pour long-temps le cours de leur prospérité naissante; qu'il fallait, avant de s'y déterminer, avoir épuisé tous les moyens de négociation. Il fit partir un envoyé extraordinaire pour Londres, chargé de demander que les bâtimens américains ne fussent plus visités, et de négocier en même temps un traité de commerce et la restitution des forts sur les lacs, promise par le traité de 1783.

Les deux derniers points furent accordés sans difficulté. Un traité de commerce avantageux fut conclu; mais, sur le droit de visite, le cabinet de Londres fut inflexible : il promit seulement des indemnités pour les retards qui seraient causés, pour les erreurs qui pourraient être commises. Le négociateur crut devoir accepter ce qui était accordé, et s'en remettre au temps pour obtenir le reste.

La nouvelle de ce traité causa un vif mécontentement aux États-Unis. On fut plus sensible à l'omission qu'il renfermait qu'aux avantages qui y étaient contenus. Des pétitions furent adressées au président et au sénat pour qu'il ne fût point ratifié. La chambre des représentans alla plus loin, elle adressa un message au président pour demander communication des instructions qui avaient été données au négociateur. Le président n'eut garde d'abandonner celui-ci, qui n'avait pas violé ses instructions, ni de donner la communication demandée. Il répondit qu'au sénat seul appartenait de ratifier, avec lui, les traités, et qu'obligé par son serment de respecter et faire respecter la constitution, il ne ferait rien contre la démarcation qu'elle avait établie entre les pouvoirs. Cette opposition de la chambre des représentans n'empêcha point la ratification du traité. Le président et le sénat pensèrent qu'il serait insensé de renoncer volontairement aux avantages qu'il renfermait, que le silence gardé sur le droit de visite n'en était pas la consécration; que les protestations ne subsistaient pas moins, et que la restitution des forts et le traité de commerce seraient, pour les États-Unis, des moyens d'arriver à faire respecter leurs droits par la force, la première en mettant dans leurs mains des positions militaires importantes, le second en développant leur prospérité et leur richesse. L'opinion ne tarda pas à reconnaître la sagesse de cette résolution,

et la popularité de Washington, un moment obscurcie, reprit tout son éclat.

Mais le directoire français ne se prêta pas de même à la politique du président et aux raisons qui le déterminaient. Depuis long-temps il le sollicitait de faire respecter sa neutralité, ou de rompre avec l'Angleterre. La signature et la ratification du traité de commerce, sans l'abolition du droit de visite, achevèrent de l'exaspérer. Il décréta que tout bâtiment américain, rencontré par la marine française, ou entrant dans les ports de France, serait tenu de justifier, par certains papiers de bord, qu'il n'avait pas été visité, faute de quoi il serait confisqué. En vain le président représenta qu'on ne pouvait rendre les bâtimens des États-Unis responsables des violences exercées contre eux, ni exiger d'eux d'autres papiers de bord que ceux portés aux traités; en vain il offrit, pour preuve d'une loyale impartialité, de les laisser visiter par la marine française aussi long-temps que la marine anglaise les visiterait; en vain John Adams, successeur de Washington, envoya à Paris des négociateurs pour calmer le directoire et pour arranger avec lui ce différend : le directoire refusa de les recevoir. Une vive irritation éclata aux États-Unis à la nouvelle de cet affront. On s'aigrit de plus en plus de part et d'autre, et les hostilités éclatèrent. La frégate française *l'Insurgente* s'empara, après un combat, d'un bâtiment de guerre américain, et fut prise à son tour (1). Le droit de visite, au lieu d'allumer la guerre entre les États-Unis et l'Angleterre, la fit naître entre la France et les États-Unis.

Une guerre aussi impolitique ne pouvait durer long-temps. L'opinion, en France, se révolta contre la conduite du directoire. Il fut obligé de solliciter lui-même les États-Unis d'envoyer de nouveaux commissaires, et quand ils arrivèrent, le directoire n'existait plus. Napoléon avait pris sa place. Le rétablissement de la bonne intelligence avec les États-Unis marqua l'avénement du premier consul. Il méditait, à cette belle époque de sa vie, de rendre la paix à la France comme il lui avait rendu le repos intérieur : pouvait-il mieux commencer qu'en la réconciliant avec la confédération américaine, son alliée naturelle? Il signa avec elle un traité d'amitié et de commerce (2); ce traité stipula la restitution des prises faites de part et d'autre. Il annula le décret du directoire, quant aux pièces de bord

(1) Février 1799.
(2) 30 septembre 1800.

qui devaient être produites par les bâtimens des États-Unis pour justifier qu'on ne les avait point visités. Il renouvela toutefois la consécration du grand principe que le pavillon couvre la marchandise, laissant au temps à lui faire porter ses fruits.

Un court intervalle de paix suivit entre la France et l'Angleterre, pendant lequel le commerce américain respira et ne fut plus en butte au droit de visite; mais l'Angleterre, dans le traité d'Amiens, n'avait voulu rien garantir pour le jour où les hostilités recommenceraient. Elles recommencèrent quatorze mois après, et, avec elles, toutes les violences de la marine anglaise; celle-ci saisit, sur les bâtimens des États-Unis, jusqu'aux passagers français. Napoléon, par représailles, retint prisonniers en France les voyageurs anglais que la paix d'Amiens y avait attirés, et qui avaient cru pouvoir y demeurer en sûreté.

Alors commença entre l'Angleterre et Napoléon un duel formidable, dans lequel les deux combattans, pour s'atteindre, foulèrent également aux pieds les droits des neutres, c'est-à-dire ceux du commerce américain. Napoléon, partout où il portait ses armes, fermait les ports au commerce anglais. Il espérait par là détruire les finances de son ennemi, réduire les nombreux ouvriers de ses fabriques au désespoir, et le contraindre à demander la paix. L'Angleterre ne voulut pas souffrir que, pendant qu'on la privait de son commerce, celui de la France et de ses alliés pût continuer à la faveur du pavillon américain. Un ordre du conseil de l'amirauté anglaise déclara en état de blocus tous les ports de la France et des pays occupés par ses troupes, défendant aux neutres d'en approcher, sous peine d'être saisis et confisqués (1); c'était l'acte le plus exorbitant qui eût jamais été fait contre les neutres. Il était de principe, dans le droit public européen, qu'un port ne pouvait être déclaré en état de blocus qu'autant qu'il y avait, à son entrée, une force suffisante pour défendre aux neutres d'en approcher, une force telle qu'ils ne pussent passer sans danger. Ainsi l'avait établi ou plutôt rappelé la déclaration de Catherine de 1780. Prétendre bloquer par une déclaration des pays entiers, c'était étendre sans mesure les droits de la guerre, non-seulement par rapport aux contrées qu'on frappait de cet interdit, mais relativement aux neutres qu'on empêchait de commercer avec elles. Napoléon, forcé de suivre l'Angleterre sur ce terrain, répondit par son décret de Berlin, qui déclara les îles britanniques

(1) 6 mai 1806.

en état de blocus et ordonna la confiscation de tout bâtiment convaincu d'avoir commercé ou voulu commercer avec elles (1).

Les bâtimens américains, ainsi saisis par les Anglais s'ils commerçaient avec la France, par les Français, s'ils commerçaient avec l'Angleterre, pouvaient tenter de débarquer leurs marchandises sur un point du continent non encore occupé par les troupes françaises, d'où ces marchandises se seraient répandues par terre dans les autres pays. Ils auraient échappé par là aux prohibitions de l'Angleterre. Cette ressource leur fut ôtée; un ordre du conseil défendit aux neutres d'aborder sur un point quelconque du continent, sans avoir auparavant touché en Angleterre et acquitté les droits sur les marchandises dont ils étaient chargés (2). C'était faire de l'Angleterre l'entrepôt forcé de tout le continent, et convertir en marchandises anglaises celles du monde entier; c'était faire payer par toute l'Europe un tribut à l'Angleterre. Napoléon, pour l'empêcher, rendit son décret de Milan, qui déclarait *dénationalisé* tout bâtiment neutre qui toucherait en Angleterre, et ordonnait de le confisquer comme anglais (3).

Les États-Unis, ainsi traités par l'Angleterre comme au temps où ils étaient sa colonie et ne pouvaient commercer qu'avec elle, se

(1) 21 novembre 1806.

(2) 11 novembre 1807.

(3) 17 décembre 1807. — Il faut voir dans quels termes véhémens s'exprimait Napoléon.

« Vu les dispositions arrêtées par le gouvernement britannique, en date du 11 novembre dernier, qui assujettissent les bâtimens des puissances neutres, amies et même alliées de l'Angleterre, non-seulement à une visite par les croiseurs anglais, mais encore à une station obligée en Angleterre et à une imposition arbitraire de tant pour cent sur leur chargement, qui doit être réglée par la législation anglaise;

« Considérant que par ces actes le gouvernement anglais a dénationalisé les bâtimens de toutes les nations de l'Europe; qu'il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de transiger sur son indépendance et sur ses droits, tous les souverains de l'Europe étant solidaires de la souveraineté et de l'indépendance de leur pavillon; que si, par une faiblesse inexcusable, et qui serait une tache ineffaçable aux yeux de la postérité, on laissait passer en principe et consacrer par l'usage une pareille tyrannie, les Anglais en prendraient acte pour l'établir en droit, comme ils ont profité de la tolérance des gouvernemens pour établir l'infame principe que le pavillon ne couvre pas la marchandise, et pour donner à leur droit de blocus une extension arbitraire et attentatoire à la souveraineté de tous les états;

« Nous avons décreté et décrétons ce qui suit :

« Art. 1er. — Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, qui aura souffert la visite d'un vaisseau anglais, ou se sera soumis à un voyage en Angleterre, ou aura payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, est, par cela seul, dé-

plaignirent vivement de ce nouvel abus de la force et des représailles auxquelles la France se trouvait entraînée. Ils demandèrent la révocation des ordres du conseil, pour que Napoléon pût révoquer ses décrets. On ne leur répondit que par de nouvelles violences. Un acte de la marine anglaise vint y mettre le comble.

La frégate américaine, *la Chesapeake*, naviguant dans les eaux des États-Unis, fut rencontrée par le vaisseau de guerre anglais *le Léopard*. Celui-ci, l'ayant hélée, prétendit rechercher à son bord les matelots déserteurs de la marine anglaise qui pouvaient s'y trouver. Jamais pareil affront n'avait été fait à un bâtiment de guerre. Le droit de visite ne s'était exercé jusqu'alors que sur les bâtimens marchands. Le capitaine de *la Chesapeake* répondit que ses instructions ne lui permettaient pas de se laisser visiter; qu'il n'avait point, d'ailleurs, à son bord de déserteurs, les lois de son pays le lui défendant, et qu'on devait s'en rapporter à sa parole. Le capitaine du *Léopard* insista, offrant de se soumettre, de la part des Américains, à la même visite pour rendre la mesure réciproque. Nouveau refus de la part du capitaine américain. *Le Léopard* alors, sans autre avertissement, fit feu sur la frégate, qui n'y était point préparée, lui tua trois

claré dénationalisé, a perdu la garantie de son pavillon et est devenu propriété anglaise.

« Art. 2. — Soit que lesdits bâtimens, ainsi dénationalisés par les mesures arbitraires du gouvernement anglais, entrent dans nos ports ou dans ceux de nos alliés, soit qu'ils tombent au pouvoir de nos vaisseaux de guerre ou de nos corsaires, ils sont déclarés de bonne et valable prise.

« Art. 3. — Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus sur mer comme sur terre.

« Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, quel que soit son chargement, expédié des ports d'Angleterre, ou des colonies anglaises, ou des pays occupés par les troupes anglaises, ou allant en Angleterre, ou dans les colonies anglaises, ou dans des pays occupés par les troupes anglaises, est de bonne prise, comme contrevenant au présent décret; il sera capturé par nos vaisseaux de guerre ou par nos corsaires, et adjugé au capteur.

« Art. 4. — Ces mesures, qui ne sont qu'une juste réciprocité pour le système barbare adopté par le gouvernement anglais, qui assimile sa législation à celle d'Alger, cesseront d'avoir leur effet pour toutes les nations qui sauraient obliger le gouvernement anglais à respecter leur pavillon.

« Elles continueront d'être en vigueur pendant tout le temps que ce gouvernement ne reviendra pas aux principes du droit des gens, qui règlé les relations des états civilisés dans l'état de guerre. Les dispositions du présent décret seront abrogées et nulles par le fait dès que le gouvernement anglais sera revenu aux principes du droit des gens, qui sont aussi ceux de la justice et de l'humanité. »

hommes, en blessa un plus grand nombre, et la contraignit d'amener son pavillon. Les Anglais, étant montés à bord de *la Chesapeake*, en enlevèrent quatre hommes qu'ils dirent leur appartenir, en pendirent un, comme déserteur, aux vergues de leur vaisseau, et laissèrent la frégate libre d'aller faire réparer ses avaries.

Cet affront, le plus sanglant qu'eussent encore reçu les États-Unis, excita dans toute la confédération l'indignation la plus vive. On appela de toutes parts la guerre. Le président publia une proclamation annonçant qu'elle serait déclarée, si une réparation éclatante n'était accordée immédiatement par le gouvernement britannique, et, en attendant, il interdit aux bâtimens de guerre anglais l'entrée des ports des États-Unis, même la navigation dans leurs eaux, et ordonna de mettre les côtes en état de défense (1).

Le congrès, extraordinairement convoqué, alla plus loin. Frappé du nombre considérable de bâtimens américains déjà confisqués par l'Angleterre et par la France, il craignit que les États-Unis ne perdissent tout leur matériel naval, et ne fussent ainsi hors d'état, dans des temps meilleurs, de reprendre leur commerce. Cette crainte lui inspira une résolution extraordinaire, celle de renoncer jusqu'à nouvel ordre à toute navigation. Il rendit le bill d'*embargo* par lequel défense était faite aux bâtimens de commerce américains de sortir de leurs ports; son espoir était que cette interdiction complète de tous rapports entre l'Europe et l'Amérique causerait à l'Angleterre et à la France des embarras qui les contraindraient à modifier leurs mesures. Mais il aurait fallu, pour cela, que l'interdiction eût une certaine durée, et quand vint, à la session suivante, le moment de renouveler le bill, il rencontra la plus vive opposition. Les états du nord et ceux du sud, ordinairement divisés d'opinion, furent d'accord pour se plaindre d'une mesure qui empêchait les uns de naviguer, les autres de vendre leurs produits. « Que nous sert, dirent les premiers, de conserver nos vaisseaux, si c'est pour qu'ils pourrissent dans les ports? Quelques-uns, du moins, échappaient aux croisières anglaises, et la vente, à un prix plus élevé, de leurs cargaisons nous dédommageait de la perte des autres. Qui nous donnera maintenant les moyens d'entretenir nos navires inactifs, et de faire subsister cette multitude de matelots et d'ouvriers de toute profession qui vivaient de la navigation? Le remède inventé par le congrès est pire que le mal. C'est un suicide auquel nous ne saurions plus long-temps con-

(1) Juin 1807.

sentir. — Donnez-nous, disaient les états du sud, un moyen d'écouler les cotons, les tabacs, les riz qui remplissent nos magasins, car si nous ne vendons pas nos récoltes, avec quoi voulez-vous que nous fassions nos cultures, que nous habillions nos esclaves et que nous les nourrissions? Quel plus grand mal pourraient nous faire nos ennemis que celui que nous nous faisons nous-mêmes? Le congrès, institué pour nous protéger, n'a pas le droit de nous empêcher de vivre. Qu'il renonce à ses mesures, ou nous ne prendrons conseil que de la nécessité, et du droit naturel, plus fort que toutes ses lois. »

Ce concert de plaintes, accompagné de menaces de séparation, ne permit pas de renouveler purement et simplement le bill d'*embargo*. On le remplaça par le bill de *non-intercourse*, qui défendait pendant un an le commerce avec la France et l'Angleterre seulement, et déclarait que si, dans ce délai, l'un ou l'autre pays révoquait ses mesures, les relations reprendraient immédiatement avec lui et resteraient interdites avec l'autre; et, pour faire preuve d'impartialité envers eux en les mettant sur un pied d'égalité, le bill interdit aux bâtimens de guerre français, comme à ceux de l'Angleterre, l'entrée des ports des États-Unis et la navigation dans leurs eaux.

Ce bill parut un moment avoir atteint son but. Le ministre d'Angleterre aux États-Unis, séduit par l'espèce de prime qu'il offrait à celle des deux nations qui se départirait la première de ses mesures de rigueur contre les neutres, signa un traité qui révoquait les ordres du conseil à l'égard des États-Unis, et leur donnait en même temps satisfaction sur l'affaire de *la Chesapeake*. Cette nouvelle, annoncée par une proclamation du président, causa une vive joie, mais qui fut de courte durée. Le cabinet anglais refusa de ratifier le traité; son ministre, dit-il, avait agi sans autorisation; il était prêt à accorder satisfaction pour l'affaire de *la Chesapeake*, si les États-Unis voulaient, de leur côté, renoncer à leurs actes hostiles contre le commerce et la marine de l'Angleterre, mais il n'abandonnerait jamais des droits d'où dépendaient la sûreté et l'existence même du pays.

Napoléon, de son côté, se plaignit amèrement de ce que, sous prétexte d'impartialité, on avait étendu à la France des mesures auxquelles elle n'avait pas fourni de motif, et il rendit son décret de Rambouillet, par lequel, usant de représailles, il fermait aux bâtimens de guerre et de commerce des États-Unis tous les ports de la France et des pays occupés par ses armées (1). Il eut recours en même temps,

(1) 23 novembre 1809.

pour soutenir son système continental, à un expédient extraordinaire, celui des *licences;* la France manquant de sucre, de café, de cochenille, et d'autres denrées coloniales nécessaires à sa consommation ou à ses manufactures, il délivra des permis pour l'introduction des quantités nécessaires, à la charge d'exporter des marchandises françaises pour une valeur égale. Mais comme l'Angleterre refusait de recevoir la plupart de celles-ci, on les jetait à la mer en sortant du port. Une commission était instituée près du ministère du commerce pour veiller à ce que la valeur des marchandises importées ne fût pas amoindrie, et celle des marchandises exportées exagérée. On estime qu'il fut ainsi importé pour plus de 100 millions de produits coloniaux dans trois années. Il en revint au trésor impérial des sommes considérables par les droits de douane, dont le tarif était exorbitant.

Pendant ce temps, les embarras du cabinet de Washington n'avaient pas diminué. Le bill de *non-intercourse* n'ayant pas obtenu en Europe plus de succès que le bill d'*embargo* et excitant les mêmes plaintes aux États-Unis, il fallut, à la session suivante du congrès, chercher une autre combinaison; on s'arrêta à celle-ci. Le bill de *non-intercourse* fut suspendu jusqu'au 3 mars 1811, c'est-à-dire que jusqu'à cette époque les bâtimens des États-Unis furent autorisés à commercer avec la France et l'Angleterre comme avec les autres pays. Si, avant le 3 mars 1811, l'un ou l'autre pays avait révoqué ses mesures contre les neutres, le bill, à dater de cette révocation, demeurait définitivement révoqué à son égard, et le commerce redevenait libre avec lui; trois mois étaient encore donnés à l'autre pour suivre cet exemple, et, s'il ne l'avait pas fait, le bill reprenait son exécution vis-à-vis de lui (1).

Cette combinaison, soit par sa propre vertu, soit par l'effet des circonstances, eut plus de succès que les précédentes. Napoléon crut y voir un moyen de rétablir ses relations avec les États-Unis et d'amener leur rupture définitive avec l'Angleterre. Dans cette vue, il fit remettre à leur ministre à Paris, le 5 août 1810, une note annonçant qu'il avait révoqué ses décrets à dater du 1er novembre suivant. Ce ministre, sans en demander d'autre preuve, annonça la révocation au président des États-Unis, et celui-ci, le lendemain du jour où les mesures de la France devaient cesser d'être exécutées (le 2 novembre), publia une proclamation qui rétablissait le commerce avec elle. Il en

(1) Bill du 1er mai 1810.

publia une autre, trois mois après, qui déclarait le commerce avec l'Angleterre de nouveau interdit (1).

Ces deux proclamations et les circonstances qui les avaient accompagnées excitèrent, de la part du gouvernement anglais, des plaintes amères; il prétendit que le décret annoncé par la note du ministre des affaires étrangères de France n'avait jamais existé, donnant pour preuve qu'on ne l'avait point publié, et cependant, dit-il, cette publication était nécessaire, dans le système du bill américain, pour mettre l'Angleterre en demeure. Il accusa le gouvernement des États-Unis d'avoir été dupe ou complice d'une ruse du gouvernement français. Le fait est que quand le président, pour se justifier, fit demander à Paris une expédition du décret qui aurait dû accompagner la note du 5 août 1810, on ne put en produire qu'un du 28 avril 1811 (2), postérieur à la proclamation du président du 2 novembre, qui avait rétabli le commerce avec la France. Ce décret, prenant acte de la proclamation, déclarait les décrets de Berlin et de Milan révoqués à l'égard des États-Unis, à dater du 1er novembre précédent.

Quoi qu'il en soit, les rapports rétablis avec la France demeurèrent rompus avec l'Angleterre. Celle-ci redoubla de rigueur dans la visite et la saisie des bâtimens américains; plus de neuf cents furent confisqués. L'irritation, de part et d'autre, fut telle qu'il ne fallait plus qu'un incident pour allumer la guerre; cet incident se présenta. Le sloop de guerre anglais *le Petit Belt*, de 18 canons, ayant été rencontré par la frégate des États-Unis *la Présidente*, celle-ci le héla, suivant l'usage, pour qu'il se fît connaître. Le sloop, pour toute réponse, lui envoya un boulet qui abattit son grand mat. Un combat s'engagea dans lequel les Anglais perdirent trente-deux hommes. D'un autre côté, on acquit la preuve que le gouvernement anglais, s'attendant à la guerre, pratiquait des machinations dans les états voisins du Canada, pour en faciliter l'invasion. Le président Madison

(1) 2 mars 1811.

(2) Décret du 28 avril 1811 :

« Napoléon, empereur des Français, etc. — Sur le rapport de notre ministre des affaires étrangères, portant que, par acte du 2 mars 1811, le congrès des États-Unis a interdit l'entrée de ses ports au commerce anglais, résistant ainsi, autant qu'il était en lui, à la domination exclusive de l'Angleterre sur les mers et à la violation du droit des neutres, nous avons décrété :

« Les décrets de Berlin et de Milan sont révoqués, en ce qui concerne les États-Unis, à dater du 1er novembre dernier. »

jugea que le moment était venu de se décider, et de faire respecter les droits des États-Unis par les armes. Il convoqua extraordinairement le congrès, lui rendit compte de ce qui s'était passé, et demanda les moyens de soutenir l'honneur national (1).

Le congrès délibéra à huis-clos; jamais plus grave question ne l'avait occupé; on entendit les partisans de la paix et ceux de la guerre. « Qu'attendons-nous, dirent ceux-ci, pour prendre les armes? L'Angleterre n'a-t-elle pas poussé assez loin l'insulte envers nous? N'a-t-elle pas assez fait pour notre ruine? Faut-il rappeler les confiscations et les avanies essuyées par notre commerce, les visites faites jusque sur nos bâtimens de guerre, nos citoyens enlevés en vue de nos côtes, invoquant en vain le pavillon qui devait les protéger, nos marins attaqués en pleine paix et victimes de cette agression imprévue? Souffrirons-nous plus long-temps ces blocus qui nous ferment des continens entiers, et cette prétention de nous contraindre à toucher en Angleterre, comme au temps où nous vivions sous le joug d'un honteux vasselage? L'Angleterre se justifie par les mesures de la France; mais est-ce la France qui a pris l'initiative de celles dirigées contre les droits des neutres? n'en souffre-t-elle pas au contraire, et ne joint-elle pas ses protestations aux nôtres? Ses décrets n'étaient que des représailles, et cependant elle les a révoqués. On veut que nous la forcions de recevoir les marchandises anglaises : cela est-il en notre pouvoir? L'Angleterre, par une pareille prétention, montre bien qu'elle n'a qu'une chose en vue, c'est de nous interdire le commerce pour le faire seule. En vain espérerions-nous en obtenir quelque chose par les négociations : n'a-t-elle pas déclaré mille fois qu'elle ne renoncera jamais aux droits odieux dont nous nous plaignons? » Les partisans de la paix ne contestèrent point des griefs qu'ils partageaient. Eux aussi pensèrent que les États-Unis ne pouvaient pas accepter la législation draconienne de l'Angleterre au sujet des neutres, mais ils furent d'avis de temporiser encore. « On n'était pas en mesure, dirent-ils, de soutenir la guerre avec quelque chance de succès. Avait-on achevé de mettre les côtes en état de défense? Où étaient les vaisseaux qui devaient les protéger contre les insultes de la marine anglaise, que la guerre d'Europe laissait presque entièrement disponible? Les griefs des États-Unis provenaient uniquement de la lutte engagée entre la France et l'Angleterre. Cette lutte venant à

(1) 1er juin 1812.

cesser, on n'aurait plus de motif de visiter leurs vaisseaux. Or, elle semblait arrivée à un état de violence qui permettait d'en espérer la fin. Un peu de patience encore, et quel que fût le vainqueur, de Napoléon ou de l'Angleterre, on serait délivré, sans guerre, de la tyrannie sous laquelle on gémissait. »

Ce conseil de temporisation ne prévalut point. Rien encore ne justifiait l'espérance que la guerre entre la France et l'Angleterre fût près de finir. Napoléon était dans toute sa force, et la Grande-Bretagne, inaccessible à ses armes, luttait contre lui en Espagne et préparait les élémens d'une nouvelle coalition. La majorité du congrès pensa que les États-Unis ne pouvaient attendre indéfiniment le redressement de leurs griefs, et que la situation où les avait mis l'Angleterre n'était plus tenable. Soixante-dix-neuf voix contre quarante-neuf se prononcèrent, dans la chambre des représentans, pour la guerre, et dix-neuf voix contre treize dans le sénat. Le président annonça, par une proclamation, cette grande résolution (1). Il eut soin de déclarer que les États-Unis n'entendaient point par là se mêler en aucune façon aux querelles de l'Europe, qu'ils ne prenaient les armes que pour les griefs qui leur étaient propres, et qu'ils les déposeraient aussitôt que l'Angleterre consentirait à respecter leurs justes droits.

Les États-Unis, au moment où ils entreprirent cette guerre, n'avaient encore qu'une population de six millions d'habitans. Cinq ou six mille hommes constituaient toutes leurs troupes régulières, et dix frégates toute leur marine. Cependant ils soutinrent, pendant trois campagnes, l'effort de la puissance anglaise, depuis les bords du Niagara jusqu'aux bouches du Mississipi. Leurs flottilles défirent celles de l'ennemi sur les lacs Champlain et Erié. Ils envahirent la frontière du Canada. Moins heureux sur leur frontière maritime, ils ne purent empêcher qu'elle ne fût insultée par les flottes anglaises. Des troupes de débarquement, ramas de déserteurs de toutes les nations qui avaient abandonné, en Espagne, les drapeaux de Napoléon, promenèrent sur les bords de la Delaware la mort et l'incendie. Washington, la capitale de la confédération, fut occupée, et ses principaux édifices livrés aux flammes; mais la victoire de Jackson, à la Nouvelle-Orléans, vengea cet affront. Un corps de dix mille hommes, l'élite de l'armée anglaise en Espagne, y fut défait et contraint de se

(1) 18 juin 1812.

rembarquer, laissant sur le terrain deux mille morts, et parmi eux le général qui le commandait (1).

Les Américains soutinrent mieux encore la lutte sur mer. Ils n'engagèrent que des combats de frégate à frégate et en prirent quatre (2), tandis qu'ils n'en perdirent que trois (3). Ils s'emparèrent de plusieurs bâtimens de guerre de moindre grandeur. Leurs marins montrèrent la bravoure la plus brillante, et on put juger la supériorité de leur artillerie par l'énorme disproportion des morts des deux côtés. Leurs corsaires enfin allèrent croiser jusque dans la Manche, et capturèrent un grand nombre de bâtimens anglais.

Pendant ces trois années de guerre, on essaya plusieurs fois, mais en vain, de négocier. L'empereur de Russie, après avoir joint en Europe ses armes à celles de l'Angleterre, regrettant la diversion que la guerre d'Amérique opérait en faveur de Napoléon, offrit sa médiation. Les États-Unis l'acceptèrent; le cabinet anglais la déclina. Les actes dont se plaignaient les États-Unis, dit-il, et notamment la presse des matelots, avaient leur source dans la constitution; il ne lui était pas permis de mettre la constitution en compromis. Personne ne peut dire quand et comment aurait fini cette guerre, si aucun évènement en Europe n'était venu y mettre un terme. L'orgueil de part et d'autre était tellement engagé, les intérêts tellement contraires, que nul ne pouvait reculer. Les États-Unis n'avaient presque ni armée ni marine, mais ils auraient construit des vaisseaux, et leurs milices se seraient aguerries. L'Angleterre d'ailleurs était si éloignée du théâtre des opérations, qu'elle perdait, par cet éloignement, une grande partie des avantages attachés à sa supériorité navale et au nombre de ses soldats.

Mais, peu de jours après que les États-Unis avaient déclaré la guerre à l'Angleterre, Napoléon partait pour sa campagne de Russie, et les désastres qui l'y attendaient mirent fin à sa puissance. Les alliés, maîtres de Paris et de la France, y établirent un autre gouvernement qui conclut la paix avec l'Europe. La nouvelle en fut portée aux États-Unis, et fit prévoir la fin des hostilités, sans les arrêter sur-le-champ. Des négociations s'ouvrirent à Gand entre les commissaires américains et ceux de l'Angleterre. On y agita de nouveau toutes les questions relatives aux droits des neutres. Les négociateurs amé-

(1) 28 janvier 1815.

(2) *La Guerrière, la Macédonienne, la Java, la Cyane.*

(3) *La Chesapeake, l'Essex, les États-Unis.*

ricains auraient voulu que l'Angleterre renonçât à la visite de leurs bâtimens, à la saisie des marchandises et des matelots que protégeait leur pavillon, et aux blocus fictifs, contraires au droit des gens. Les Anglais répondirent qu'ils ne prétendaient nullement visiter les bâtimens en temps de paix, que ce n'était pour eux qu'un droit de guerre, mais qu'il était alors indispensable à leur défense, et qu'ils ne s'en relâcheraient point non plus que des actes qui en étaient la conséquence. La paix avec la France avait mis fin, dirent-ils, à l'exercice de ces droits. Voudrait-on continuer de se battre pour de pures abstractions? Les commissaires américains eurent beau insister; ils ne purent obtenir aucune concession, et, placés dans l'alternative ou de continuer une guerre contre laquelle une vive opposition commençait à se manifester aux États-Unis, ou d'accepter une paix qui ne compromettait pas leurs droits et laissait subsister, en cas de nouvelles violations, leurs protestations et leurs réserves, ils jugèrent ce dernier parti préférable, et signèrent la paix au moment même où les Anglais et les Américains, en présence devant la Nouvelle-Orléans, allaient se livrer un combat sanglant que la connaissance de ce traité eût prévenu (1).

Le traité de Gand stipula seulement la restitution des prisonniers et celle des territoires réciproquement conquis; les États-Unis adhérèrent à l'abolition de la traite des noirs. Ainsi finit cette guerre, laissant entières les questions qui l'avaient amenée, et sans que ni l'une ni l'autre des parties belligérantes abandonnât rien des prétentions qui leur avaient mis les armes à la main.

Cependant, si les États-Unis ne purent faire reconnaître leurs droits par les traités, et obtenir qu'on promît de les respecter à l'avenir, ils leur firent donner une autre sorte de consécration, en obtenant une indemnité pour la violation de ces droits dans le passé. Déjà, dans le prix par eux payé à la France, en 1803, pour la cession de la Louisiane, ils avaient retenu le montant de l'indemnité qu'ils réclamaient pour les confiscations exercées contre eux avant cette époque; ils poursuivirent et obtinrent de même, après 1814, des réparations pécuniaires de la part de toutes les puissances belligérantes qui avaient illégalement saisi leurs bâtimens.

Il semblait qu'il ne dût plus être question du droit de visite jusqu'au renouvellement d'une guerre maritime. Toutes les nations étaient en paix. Nulle part le canon ne retentissait sur l'Océan. Les

(1) Traité de Gand du 24 décembre 1814.

ordres du conseil, les décrets de Berlin et de Milan étaient tombés avec Napoléon. L'Angleterre ne pouvait alléguer aucun motif de visiter les navires des autres nations, de troubler leur commerce et de porter atteinte à l'indépendance de leur pavillon; mais cette exception, née de l'état de guerre, elle aspira à l'introduire dans la paix, et en trouva un motif spécieux.

Wilberforce, avec cette persévérance que les Anglais apportent à la poursuite d'une idée, avait sollicité, pendant vingt ans, du parlement, l'abolition de la traite des noirs. Chaque session, de 1787 à 1807, l'avait vu renouveler sa généreuse motion, soutenue d'abord par une faible minorité, combattue par des hommes considérables, tels que le duc de Clarence, qui a régné depuis sous le nom de Guillaume IV, lord Eldon, qui a été chancelier, les lords Liverpool, Sidmouth et Hawkesbury, qui ont été ministres. Traité par eux de fanatique, il vit d'année en année sa minorité s'accroître jusqu'à ce qu'elle devînt majorité, et le succès couronna enfin ses efforts. Le ministère de M. Pitt et le parlement, peu favorables à la mesure, furent obligés de céder, vaincus par l'opinion extérieure et par la persistance d'un homme que ni la guerre terrible à soutenir contre la France, ni l'état intérieur de l'Angleterre, de plus en plus critique, n'avaient pu détourner de son but.

Mais du jour où le gouvernement anglais fut obligé d'entrer dans cette voie, il n'y entra pas à demi. S'interdire la traite des noirs, et la laisser libre aux autres, ne pouvait lui convenir. C'eût été placer ses colonies dans une exception dommageable, qui ne leur eût pas permis de soutenir la concurrence avec celles des autres pays. L'opinion religieuse, d'ailleurs, qui avait obtenu la consécration d'un grand principe d'humanité, n'aurait pas tenu le gouvernement quitte à si bon marché. Elle voulait qu'il le fît adopter par tout l'univers, et l'Angleterre avait une assez haute idée de sa puissance pour se croire capable de réussir dans ce dessein.

Le gouvernement anglais profita donc de la première occasion qui s'offrit, celle du congrès de Vienne, pour demander que les autres puissances adhérassent à l'abolition de la traite des noirs qu'il avait proclamée. Les souverains étaient rassemblés après la victoire pour s'en partager les fruits. Heureux d'être délivrés du joug de la France, le bonheur les disposait à la générosité. L'Angleterre, d'ailleurs, avait des droits à leur reconnaissance, et exerçait un juste ascendant sur eux; elle ne trouva donc aucune difficulté de faire

admettre par eux sa proposition, et l'abolition de la traite des noirs entra dans le droit public européen.

La conséquence de cet acte fut que chaque gouvernement rendit des lois pour empêcher ses sujets de se livrer au commerce des noirs; la France ne resta pas en arrière. Une ordonnance du 8 janvier 1817 prononça la confiscation de tout navire français qui tenterait de débarquer des noirs dans les colonies. Elle établit des croisières dans leur voisinage, pour veiller à l'exécution de cette défense. Tout bâtiment français qui tenterait de l'enfreindre dut être confisqué. Les autres puissances maritimes suivirent son exemple; mais cela ne suffit point à l'Angleterre, et avant que l'expérience de ces mesures eût été faite, et en eût constaté l'inefficacité, elle demanda que les puissances se concédassent réciproquement le droit de visite sur leurs bâtimens respectifs, en sorte que la croisière anglaise pût visiter les bâtimens français, et la croisière française les bâtimens anglais, et ainsi pour les autres nations. Sans cela, dit-elle, tout bâtiment négrier, à la vue d'un croiseur de sa nation, n'avait qu'à arborer un autre pavillon pour se mettre à l'abri de la visite, et rendre vaines les mesures des gouvernemens. C'était ramener la question la plus délicate du droit maritime, celle qui, depuis plus de cent ans, tenait toutes les nations en défiance de l'Angleterre, et leur avait mis plusieurs fois contre elle les armes à la main; c'était leur demander de renoncer à l'inviolabilité de leur pavillon. La crainte des conséquences qui en pouvaient naître n'empêcha point les puissances placées sous l'influence de l'Angleterre, trop faibles pour lutter contre elle, d'accéder à ses désirs. L'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, firent avec elle des conventions qui consacrèrent le droit de visite réciproque, et introduisirent pour la première fois ce principe dans le droit public européen. Mais il n'en fut pas de même des autres nations : la France et les États-Unis surtout opposèrent une vive résistance aux vœux de l'Angleterre.

Les démarches de celle-ci auprès de la France commencèrent dès 1817, lorsque notre territoire était encore occupé par les troupes étrangères. Le ministère Richelieu déclina la proposition, par le double motif de l'inopportunité d'une telle mesure et des dangers qu'elle présentait. On ne manquerait pas, dit-il, dans la situation douloureuse où se trouvait la France, d'y voir le doigt de l'Angleterre et un acte de soumission à sa volonté. La réciprocité ne serait qu'apparente, à raison du nombre supérieur de bâtimens de guerre que la

force de la marine anglaise lui permettrait d'entretenir dans ses croisières. Les marins anglais, enflés par le sentiment de cette supériorité et par le souvenir récent de leurs victoires, traiteraient sans ménagement les bâtimens français livrés à leur inspection, et qui pouvait prévoir ce que produirait la vieille rivalité des deux nations qui seraient ainsi en présence? « Le roi, d'ailleurs, ne se croyait pas en droit, sans le concours des chambres, de livrer ses sujets à une juridiction étrangère, en autorisant la marine anglaise à les saisir, et une commission mixte à prononcer sur la légalité des prises. Mieux valait respecter un principe qui n'avait admis jusqu'à présent aucune exception (1). »

Les rapports dans lesquels on était avec l'Angleterre firent penser qu'on ne devait cependant pas lui opposer un refus sans correctif, et pour lui donner une marque de déférence, pour marquer le zèle dont on était animé contre la traite des noirs, on présenta aux chambres une loi qui punissait de peines plus sévères ceux qui s'y livreraient (2). Cette loi, reçue avec quelque ombrage, parce qu'elle paraissait venir de l'étranger, fut votée en silence, comme l'avaient été celles que la contrainte de l'occupation avait arrachées pour des contributions de guerre et pour des cessions de territoire. On rendit bientôt après une ordonnance qui établissait une croisière sur la côte d'Afrique pour en assurer l'exécution.

L'Angleterre ne se rebuta pas pour cela; elle renouvela ses instances auprès des puissances, au congrès d'Aix-la-Chapelle, convoqué pour régler le mode de libération du territoire de la France. Le duc de Richelieu fit la réponse qu'il avait déjà faite, et persista dans son refus. Les autres puissances l'imitèrent. La Russie insista sur ce que le droit de visite réciproque demandé par l'Angleterre ne pouvait avoir d'effet qu'autant qu'on obtiendrait l'adhésion de toutes les puissances sans exception, de manière à ce que les bâtimens négriers ne pussent emprunter, pour se mettre à l'abri de la visite, le pavillon d'aucune d'elles, et sur ce qu'on ne pouvait se flatter d'arriver à une telle unanimité. « Autant il est vrai, dit-elle, que l'établissement universel du droit de visite réciproque contribuerait à faire atteindre le but, autant il est incontestable que le concert devient illusoire, pour peu qu'un seul état maritime se trouve dans l'impossibilité d'y adhérer. Or, la Russie ne saurait prévoir une accession aussi unanime. Il lui

(1) *Supplément aux Traités de Martens;* Gœttingue, 1842, t. III, p. 162.
(2) Loi du 15 avril 1818.

paraît hors de doute qu'il existe des états qu'aucune considération ne pourra décider à se soumettre à un principe nouveau, d'une si haute importance. Dès-lors, on ne peut se dissimuler qu'il faut chercher dans un système différent le moyen d'extirper le commerce des noirs. » Et à la suite de ces réflexions, le cabinet russe proposait l'établissement, sur la côte d'Afrique, d'une sorte de chevaliers de Malte, recrutés parmi toutes les nations, qui auraient pour mission de courir sus aux bâtimens négriers, et qui, suffisans pour cette tâche, seraient cependant trop faibles pour abuser de leur droit, et pour exciter les ombrages des puissances dont ils tiendraient leur pouvoir (1).

Repoussée à Aix-la-Chapelle, l'Angleterre revint à la charge à Vérone, dans le congrès qui avait pour but les affaires de la Grèce et de l'Espagne. Elle demanda de nouveau que le droit de visite réciproque fût consenti, et ne réussit pas mieux. M. de Châteaubriand répondit pour la France, « que si celle-ci pouvait consentir à ce qui lui était demandé, cette concession aurait les suites les plus funestes. Le caractère national des deux peuples anglais et français s'y opposait; s'il était besoin de preuve à l'appui de cette opinion, il suffirait de se rappeler que cette année même, en pleine paix, le sang français avait coulé sur le rivage d'Afrique. La France reconnaissait la liberté des mers pour tous les pavillons. Elle ne réclamait pour elle que l'indépendance qu'elle respectait dans les autres, et qui était nécessaire à sa dignité. »

Les États-Unis avaient été sollicités dans le même temps d'accorder leur adhésion, et on put croire un moment qu'ils céderaient. Leur ministre à Londres signa, en 1824, une convention qui consentait, dans certaines zones, le droit de visite réciproque; mais, quand le traité arriva aux États-Unis, il fut repoussé par l'opinion. La vieille aversion pour le droit de visite se réveilla dans toute sa force, et le sénat, auquel appartenait la ratification du traité, y mit deux conditions : l'une que les mers d'Amérique seraient retranchées de celles où pouvait s'exercer le droit de visite, l'autre que le traité pourrait être toujours résilié à la volonté des parties en prévenant six mois d'avance. De telles restrictions équivalaient à un refus de ratification; on ne put s'accorder avec le gouvernement anglais, et le traité n'eut pas d'autre suite.

Telle était la situation des choses quand la révolution de 1830 éclata

(1) *Supplément aux Traités de Martens;* Gœttingue, 1842, t. III, p. 100.

en France et changea le gouvernement du pays. L'Angleterre, en quinze ans d'efforts, n'avait obtenu que l'adhésion de l'Espagne, du Portugal et des Pays-Bas; les autres puissances refusaient d'abandonner un principe pour lequel elles avaient long-temps combattu, et à leur tête figuraient la France et les États-Unis, dont l'exemple devait être tout puissant sur elles.

La nouvelle situation de la France inspira à l'Angleterre l'espoir de mieux réussir auprès d'elle : la première, elle avait reconnu le gouvernement né de la révolution; ce gouvernement était vu avec défiance par d'autres et pouvait craindre qu'une coalition des souverains absolus ne se formât contre lui. Le cabinet anglais, avec cette persévérance qu'il apporte dans tous ses desseins, reprit son œuvre interrompue et demanda que le droit de visite réciproque fût consenti par la France. Il invoqua les droits de l'humanité violés par la continuation de la traite, et l'honneur qui résulterait pour le gouvernement de juillet d'un concours plus efficace accordé pour la répression de cet odieux trafic. L'alliance de l'Angleterre était importante à ménager; tout traité fait avec elle semblait la resserrer, et certains membres du gouvernement, il est juste de le dire, animés de l'esprit de Wilberforce, étaient particulièrement touchés des grands principes de la liberté humaine, plus disposés par conséquent à voir les avantages de la mesure que ses dangers; ils avaient fait adopter peu de temps auparavant (le 4 mars 1831) une loi terrible contre la traite, qui punissait de peines infamantes jusqu'aux bâilleurs de fonds et aux assureurs. La demande de l'Angleterre, par ces diverses causes, fut mieux accueillie qu'à d'autres époques; on entra en négociation avec elle, et une convention fut signée le 30 novembre 1831, par laquelle les deux gouvernemens s'accordèrent réciproquement le droit de visite. Cette convention détermina les latitudes dans lesquelles le droit pourrait s'exercer; c'étaient celles que devaient nécessairement traverser les bâtimens qui se livreraient à la traite, soit pour aller acheter les noirs, soit pour les transporter à leur destination. Il fut dit qu'une convention spéciale fixerait chaque année le nombre des croiseurs de chaque nation, qui ne pourrait différer de plus du double; que les croiseurs de chaque nation seraient commissionnés par l'autre pour pouvoir visiter les bâtimens de celle-ci; que tout bâtiment retenu comme suspect serait conduit dans la colonie la plus voisine de la nation à laquelle il appartenait, pour y être jugé d'après les lois de son pays; que les deux gouvernemens enfin agiraient de concert pour amener les autres puissances à adhérer au

traité. Une autre convention du 22 mars 1833, publiée en même temps que la première, et qui ne fixa pas davantage l'attention au milieu des troubles et des crises ministérielles dont le pays était agité, expliqua de quelle manière les navires retenus seraient conduits dans un port de leur nation et livrés à leurs juges; la part qu'auraient les capteurs dans le produit de la confiscation; les signes qui autoriseraient à retenir les navires comme suspects, tels que la disposition intérieure, la nature et la quantité des approvisionnemens de ces navires, la présence de certains instrumens. On indiqua enfin les lieux où les bâtimens capturés devraient être conduits, et les formalités à remplir, en cas d'abus dans l'exercice du droit de visite, pour en obtenir le redressement.

Les deux gouvernemens, conformément à ces conventions, envoyèrent des croisières et se délivrèrent réciproquement des commissions pour leurs croiseurs respectifs. L'exemple de la France et ses démarches, jointes à celles de l'Angleterre, amenèrent l'adhésion du Danemark, de la Sardaigne, de la Suède, de Naples, de la Toscane et des villes libres. Dix ans on vécut sous ce régime, et si on s'en était tenu là, si surtout la bonne intelligence avait continué de régner entre la France et l'Angleterre, il aurait pu durer un certain temps encore sans fixer l'attention publique et sans que rien avertît de son danger. Mais l'Angleterre et la France s'étaient engagées, par le traité de 1831, à solliciter l'adhésion de toutes les puissances. Elles agirent à cet effet auprès des cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Pétersbourg; l'Angleterre surtout se donna beaucoup de mouvement, espérant, par cet accord unanime, en imposer aux États-Unis, et obtenir d'eux quelque concession. Les trois cours finirent par consentir; seulement, leur dignité ne leur permettant pas de donner une simple adhésion à des traités à la négociation desquels elles n'avaient point pris part, il fallut en préparer un nouveau. Plusieurs fois le cabinet anglais communiqua des projets à celui des Tuileries; ce ne fut qu'en 1838 qu'il obtint de l'ambassadeur de France à Londres la signature d'un protocole à présenter aux trois cours. Ce protocole n'était pas la simple reproduction des conventions de 1831 et 1833. L'Angleterre y avait fait donner plus d'extension aux zones dans lesquelles le droit de visite pourrait être exercé; il comprenait toute la côte des États-Unis et les mers qui baignent la partie septentrionale de l'Amérique et de l'Europe, au-dessus du 32e degré de latitude nord, en sorte que toute la navigation entre l'Europe et les États-Unis y était enveloppée, et tous les navires qui allaient d'un continent à l'autre

pouvaient être visités. Trois années se passèrent en négociations avec les cours de Pétersbourg, de Berlin et de Vienne, avant qu'on fût d'accord sur la rédaction définitive du traité. La Russie s'alarma de l'extension donnée au droit de visite : elle demanda et obtint que la côte septentrionale des Etats-Unis en demeurât affranchie; le traité enfin fut signé par les représentans des cinq cours, le 20 décembre 1841, non point aussi étendu que le projet de 1838, mais soumettant au droit de visite des mers qui n'y étaient pas comprises par les conventions de 1831 et 1833.

Cependant les dispositions n'étaient plus les mêmes en France qu'à l'époque où ces conventions avaient été signées, et cette fois le traité ne passa pas inaperçu. L'Angleterre, par le traité du 15 juillet 1840, s'était séparée de la France sur les affaires d'Orient, et avait excité chez celle-ci une vive émotion et un profond ressentiment; à la nouvelle du traité, ce ressentiment éclata, et la vieille rivalité nationale qu'on avait réveillée se fit jour. La presse cita plusieurs exemples de bâtimens français maltraités. Elle montra les marins anglais rudoyant nos matelots, brisant les écoutilles, bouleversant la cargaison, consommant ou enlevant les provisions; le bâtiment arrêté dans sa marche, ou même envoyé, sur de frivoles prétextes, pour se faire juger au loin, et ne pouvant, après son acquittement, obtenir une indemnité de ses pertes; sa spéculation, pendant ce temps, manquée et faite par les Anglais, qui en ont eu connaissance par les papiers de bord; nos armateurs découragés n'osant plus se livrer au commerce avec l'Afrique, et ce commerce, qui serait susceptible de s'accroître, devenant, grace au droit de visite, le privilége exclusif des Anglais. « Que les conventions de 1831 et 1833 eussent été consenties dans un moment où on n'en prévoyait pas les inconvéniens, et où les deux nations étaient alliées, cela se comprenait, mais après l'expérience faite de leurs dangers, et surtout après le traité du 15 juillet, par lequel l'Angleterre avait brisé l'alliance, donner à ces conventions une consécration nouvelle, et les étendre à d'autres mers, serait aussi contraire à la dignité qu'à la politique de la France. »

Une circonstance contribua à fortifier cette disposition des esprits. L'Angleterre, en même temps qu'elle négociait avec la France et les trois grandes puissances pour la signature du traité, avait négocié avec les États-Unis, non plus pour obtenir leur adhésion au droit de visite réciproque, qu'ils étaient résolus de ne jamais accorder, mais pour qu'ils permissent du moins à ses croiseurs, quand ils rencontreraient un bâtiment portant pavillon américain, de s'assurer qu'il

était bien américain. On publia une correspondance entre le ministre des affaires étrangères d'Angleterre et le ministre des États-Unis à Londres, sur ce sujet. Le ministre anglais y soutenait que, sans cette vérification, la répression de la traite était impossible, et les traités entre les puissances complètement vains. Tout bâtiment négrier rencontré par les croiseurs, à quelque nation qu'il appartînt, arborerait le pavillon américain et se mettrait ainsi à l'abri de la visite. Les États-Unis ne pouvaient refuser aux cinq puissances unies pour la répression de la traite le moyen d'accomplir leurs vues bienfaisantes, quand ce moyen ne portait aucune atteinte à leurs droits. On promettait que, si le bâtiment était reconnu véritablement américain, il serait laissé libre de continuer sa route, fût-il chargé de noirs. Les notes du ministre anglais donnaient à entendre que, si les États-Unis, par une jalousie exagérée de l'inviolabilité de leur pavillon, ne consentaient pas à la vérification demandée, les puissances se passeraient de leur consentement et ne se laisseraient pas arrêter par un *morceau d'étamine*, dans l'accomplissement de la généreuse mission qu'elles s'étaient donnée. Le ministre américain répondait que le droit qu'on prétendait exercer, c'était encore le droit de visite sous une autre forme, puisqu'il ne pouvait s'exercer qu'en visitant le bâtiment, en examinant son équipage, et en fouillant dans ses papiers. On pouvait, sans doute, usurper le pavillon des États-Unis pour la traite des noirs comme pour la piraterie, mais ils se réservaient, dans un cas comme dans l'autre, de réprimer eux-mêmes cette usurpation en visitant les bâtimens qui en seraient soupçonnés. Ils ne pouvaient déléguer à personne le droit de s'immiscer dans la police de leur navigation, de vérifier les papiers de bord de leurs bâtimens et de décider de leur nationalité. On savait trop à quels excès les marins anglais, une fois sur le bâtiment et ayant la force en main, pouvaient se livrer. Que si la marine anglaise, soupçonnant un bâtiment de porter faussement le pavillon américain, le visitait, ce ne serait pas en vertu d'un droit à elle concédé, mais par exception et à ses risques et périls. Si l'évènement justifiait ses soupçons, elle serait justifiée; mais, dans le cas contraire, elle serait responsable vis-à-vis des propriétaires du navire dont elle aurait lésé les intérêts et vis-à-vis du gouvernement américain dont elle aurait violé le pavillon. Cette responsabilité serait plus ou moins grande suivant la conduite qu'on aurait tenue à bord du navire et selon que les motifs qui auraient autorisé les soupçons seraient plus ou moins légitimes. Ces principes avaient suffi jusqu'alors pour assurer la répression de la

piraterie, ils suffiraient encore pour la réprimer comme pour réprimer la traite des noirs. Les États-Unis avaient eu trop à souffrir du droit de visite pour lui ouvrir la porte, sous quelque forme que ce fût. Ils ne permettraient pas, en temps de paix, une inquisition qu'ils avaient repoussée en temps de guerre, et, si on tentait de l'exercer malgré eux, ils sauraient faire respecter ce *morceau d'étamine* dont on parlait avec tant de dédain. »

Une telle correspondance, publiée en France dans le moment où la même question allait s'y agiter, ne pouvait manquer d'agir fortement sur les esprits. Le ministre des États-Unis à Paris ne resta pas non plus inactif. Sentant toute la gravité, pour son pays, du traité conclu entre la France et l'Angleterre, il présenta, le 13 février, au ministre des affaires étrangères une note qui fut publiée quelque temps après, dans laquelle il témoignait son regret de voir la France s'engager dans cette politique, et demandait si elle induirait du traité, comme l'Angleterre, la nécessité de vérifier la nationalité des bâtimens américains, auquel cas la paix serait inévitablement troublée entre les deux pays. Il rappelait les luttes qu'ils avaient soutenues ensemble pour la liberté des mers. Verrait-on, disait-il, la France déserter cette cause et se ranger du côté de l'Angleterre contre les États-Unis, après que les deux nations avaient si long-temps combattu sous le même drapeau? Une brochure, qui lui fut attribuée, parut dans le même temps, pleine du récit des maux causés par le droit de visite. Elle rappelait les paroles par lesquelles un Anglais lui-même, lord Stowell, avait condamné d'avance la prétention élevée aujourd'hui par son gouvernement, de vérifier la nationalité des bâtimens américains malgré eux. Lord Stowell, tout en maintenant le droit de visite en temps de guerre, revendiqué par son pays, n'admettait pas qu'on pût l'exercer en temps de paix sans le consentement des parties. « Aucune nation, avait-il dit, ne pouvait exercer un droit de visite sur les bâtimens dans les portions communes de l'Océan qu'à titre de puissance belligérante; aucune n'avait le droit de poursuivre l'émancipation de l'Afrique par la force aux dépens des libertés de l'Europe ou de l'Amérique. Il n'était pas permis, en vue de l'avantage le plus grand, de recourir à des moyens illicites, et, pour faire triompher un principe, de renverser les principes non moins sacrés qui lui faisaient obstacle. » L'auteur, à l'appui de ces plaintes contre la marine anglaise, citait aussi ce passage d'un journal anglais (*le Sun*), qui contenait l'aveu de sa conduite : « L'habitude de l'arbitraire parmi nos officiers de marine, disait-il, est engendrée

et entretenue par notre mode de recrutement naval; et cette habitude, ils ne font pas difficulté de s'y livrer dans la visite des bâtimens étrangers. » On lisait enfin, dans la brochure, cette déclaration, que toute tentative de la part de l'Angleterre pour soumettre à la visite le pavillon des États-Unis serait le signal de la guerre entre les deux nations, *aussi certainement que le soleil de demain se lèverait sur elles.*

Ce fut sous ces auspices que s'ouvrit la session des chambres françaises. Le traité du mois de décembre, comme chacun s'y attendait, fut tout d'abord attaqué, à l'occasion de l'adresse, dans la chambre élective. L'opposition se plaignit qu'après le traité du 15 juillet, par lequel l'Angleterre s'était séparée de la France, on lui eût fait une semblable concession; elle reproduisit tous les reproches faits au droit de visite en général, et cita de nouveaux exemples des abus produits par les conventions de 1831 et de 1833, des violences exercées sur nos bâtimens, des préjudices causés à notre commerce; elle demanda pourquoi aucun bâtiment anglais n'avait eu à former de semblables plaintes contre notre marine? Cela ne venait-il pas de ce que nous ne les visitions point, ou les visitions avec plus d'égards et de modération? Elle en conclut que la réciprocité n'était qu'illusoire, et que, loin d'étendre les conventions de 1831 et 1833, il faudrait les abolir. Un amendement fut proposé par elle, dont le but était d'empêcher la ratification du traité dont elle se plaignait. Les plaintes de l'opposition trouvèrent cette fois de la sympathie dans la majorité, et tout ce que purent faire les amis du ministère pour dissimuler sa défaite et pour empêcher l'adoption de l'amendement de l'opposition, ce fut d'en présenter un eux-mêmes, un peu différent dans la forme, mais semblable dans le fond; il était ainsi conçu : « Nous avons la confiance qu'en accordant son concours à la répression d'un trafic criminel, votre gouvernement saura préserver les intérêts de notre commerce et l'indépendance de notre pavillon. » L'auteur de l'amendement expliqua qu'il avait pour but d'empêcher la ratification du traité, et il ajouta qu'à ses yeux, ceux de 1831 et de 1833 étaient inutiles, parce que la traite était réduite à de telles proportions, que les moyens ordinaires suffisaient parfaitement pour la réprimer. L'amendement, ainsi expliqué, fut voté, malgré les ministres, par une immense majorité. La discussion contribua autant que le vote à discréditer le traité qui en était le sujet, parce qu'on vit les cabinets qui s'étaient succédé au pouvoir en rejeter l'un sur l'autre la responsabilité. Enfin, le ministre des affaires étrangères, pressé de dire,

après l'adoption de l'amendement, s'il ratifierait ou non le traité, déclara qu'en présence du vote de la chambre, il ne le ratifierait point, tel du moins qu'il était conçu. Le refus de ratification fut en effet notifié au cabinet anglais, et celui-ci ne dut pas en être médiocrement blessé, car, dans le discours de la couronne prononcé à l'ouverture du parlement, la reine avait annoncé que c'était chose conclue, et que les cinq puissances avaient signé le traité. L'opposition, dans la chambre des communes, en fit un sujet d'interpellation. Le ministre des affaires étrangères du dernier cabinet demanda au premier ministre s'il était vrai que la France refusât de ratifier le traité. Ce refus ne lui paraissait pas probable, parce qu'aucune des circonstances qui autorisent un refus de ratification ne se rencontrait en cette occasion. Le représentant de la France signataire du traité n'avait pas agi sans autorisation; il n'avait pas dépassé ses pouvoirs. La France, au contraire, s'était unie à l'Angleterre pour proposer ce traité aux trois autres puissances, et rien n'avait été fait que de concert avec elle. M. Peel répondit qu'il conservait en effet l'espoir que le traité serait ratifié, et que le protocole restait ouvert pour recevoir la signature de la France, quand elle jugerait à propos de la donner.

Les chambres se séparèrent dans cette situation, et peu après parut une lettre du ministre des affaires étrangères d'Angleterre au conseil de l'amirauté, par laquelle, informé que des violences étaient commises par la marine anglaise dans l'exercice du droit de visite, il chargeait le conseil de donner des instructions aux commandans des croisières, pour qu'ils agissent avec plus de modération. C'était reconnaître la justice des plaintes portées dans les chambres françaises. Le dernier cabinet, de qui ces croisières tenaient leurs instructions, se plaignit amèrement de ce que ses successeurs condamnaient aussi légèrement la marine anglaise et la livraient à l'animadversion des étrangers; on lui répondit que les juges de la couronne consultés avaient jugé ses instructions illégales, et que le devoir de ses successeurs avait été de réparer le mal qu'il avait fait. Cet acte du cabinet anglais, fait à bonne intention, tourna contre son but, parce qu'il fit sentir le défaut d'égalité dans l'association des deux marines anglaise et française. Qu'était-ce, en effet, pour celle-ci, qu'une justice et une modération qui dépendaient du bon vouloir de l'autre, et qui étaient subordonnées au caractère hostile ou bienveillant du ministre qui occupait le pouvoir? La France ne pouvait être flattée de se trouver dans une position semblable.

Cependant le protocole restait toujours ouvert, et on se demandait comment finirait ce débat. Le cabinet français obtiendrait-il quelque modification, et, moyennant cela, se déterminerait-il à ratifier, ou se séparerait-il définitivement des quatre puissances, et le traité serait-il conclu sans lui? Ce qui se passait en Amérique devait avoir sur la politique du cabinet dans cette affaire une grande influence.

L'Angleterre, obérée dans ses finances, menacée dans sa tranquillité intérieure par la stagnation des fabriques et la misère du peuple, obligée de faire face, au dehors, à la guerre de la Chine et aux désastres de l'Inde, avait voulu s'assurer du moins la paix avec les États-Unis. Elle y avait envoyé, dans cette vue, un négociateur d'un haut rang, lord Ashburton, autrefois M. Baring, que ses vastes relations commerciales en Amérique et le mariage qu'il y avait contracté rendaient plus propre qu'aucun autre à régler les différends entre les deux pays. Le droit de visite, ou du moins le droit de vérifier la nationalité du pavillon américain, devait être un des objets de la négociation. La France était impatiente de savoir ce que feraient les États-Unis : accorderaient-ils, sous une forme quelconque, le droit de visite? L'opinion du pays se rallierait alors plus aisément à une concession semblable. Persisteraient-ils, au contraire, dans leur refus? Il deviendrait plus difficile que jamais de ratifier le traité.

On apprit bientôt que lord Ashburton n'avait rien obtenu, et que l'Angleterre avait reculé. Le traité conclu le 9 août n'accordait ni le droit de visite réciproque ni celui de vérifier le pavillon. Il statuait simplement que les deux gouvernemens entretiendraient des croisières pour surveiller chacun, *séparément et à part*, les bâtimens de la nation et les empêcher de se livrer à la traite. C'était précisément le système qui avait prévalu dans la discussion des chambres françaises, et dont le vœu avait été exprimé par leur amendement. Le traité des États-Unis donnait à ce vœu encore plus de force, et toute pensée de ratifier le traité sans de profondes modifications devait être abandonnée. Quelles modifications avaient été demandées? c'est ce qu'on ignore, mais tout annonce qu'elles reçurent un mauvais accueil.

Quoi qu'il en soit, le cabinet français jugea que le moment était venu de demander lui-même la clôture du protocole. Le laisser plus long-temps ouvert n'avait pour lui que des inconvéniens. La nouvelle session approchait, et il ne fallait pas qu'on pût le soupçonner de vouloir ratifier. Ce soupçon lui attirerait de nouveaux orages. Il demanda donc et obtint sans difficulté que le protocole, resté ouvert

à sa demande, fût fermé. La note qui en demandait la clôture donnait, dit-on, pour motif du refus définitif de ratification, l'opposition rencontrée dans les chambres; à quoi le cabinet anglais répondit qu'il ne pouvait admettre un pareil motif, parce qu'il n'était pas de ceux qui autoriseraient ce refus, et parce que l'opposition des chambres françaises rencontrait un sentiment contraire dans le parlement anglais, qui autoriserait le cabinet de Londres à insister. « Retirez, aurait-il dit, votre note, et demandez simplement la clôture du protocole; elle sera prononcée. » Sur quoi la note aurait été retirée. Le traité a donc été définitivement conclu à quatre, et ainsi se sont reproduites jusqu'au bout toutes les circonstances du traité du 15 juillet : — négociation entamée par un ministère, poursuivie par d'autres, et venant mourir dans les mains d'un dernier cabinet qui en recueille toute l'amertume; — influence de la chambre élective se jetant à la traverse d'une négociation et lui imprimant une direction différente qui empêche, en 1839, d'adhérer à l'amoindrissement de l'Égypte, en 1842, d'adhérer au droit de visite; — concert provoqué par la France pour régler une question à cinq et se terminant par un traité à quatre dont elle est exclue.

Ce résultat n'était pas encore connu aux États-Unis quand le congrès s'est rassemblé, mais on a vu par le message du président du 5 décembre qu'ils ont applaudi aux efforts de leur ministre à Paris pour l'obtenir, et qu'ils se flattent que les puissances de l'Europe aboliront entièrement le principe dangereux qu'elles ont laissé s'établir (1).

(1) Le président, rendant compte du traité fait avec l'Angleterre, dit :

« Après la question des frontières, la plus menaçante était celle relative à la traite des noirs. Le traité de Gand a stipulé que, le trafic des esclaves étant inconciliable avec la justice et l'humanité, l'Angleterre et les États-Unis feraient tous leurs efforts pour arriver à l'entière abolition de ce trafic; mais, par suite des traités conclus entre l'Angleterre et les autres puissances sur le même objet, un abus tendait à s'établir, celui de la visite des bâtimens américains, sous prétexte d'en vérifier la nationalité. Cette visite, en même temps qu'elle entraînait une violation de nos droits maritimes, aurait exposé à des vexations une branche croissante de notre commerce; et bien que lord Aberdeen eût déclaré qu'on n'entendait pas détenir un navire véritablement américain dans les hautes mers, même alors qu'il aurait des esclaves à bord, et que l'Angleterre bornait sa prétention à constater par une visite et une enquête que le navire n'avait pas usurpé le pavillon américain, nous n'avons pas compris comment cette visite et cette enquête pourraient avoir lieu sans une suspension du voyage, et par conséquent sans une interruption du commerce. C'était, en réalité, le droit de visite présenté sous une autre forme et exprimé en termes différens. Je regardai donc comme un devoir de déclarer, dans mon dernier mes-

Tels sont les principaux faits auxquels a donné lieu, dans le siècle dernier et dans celui-ci, la question du droit de visite. On y voit quelle importance elle a toujours eue dans les guerres maritimes, et que ce droit, toujours exercé par l'Angleterre, n'a pas cessé d'être contesté par les neutres, qui l'ont combattu tantôt par des protestations, tantôt par la force des armes.

La question prend aujourd'hui une nouvelle face. Il ne s'agit plus du droit de visite exercé, en temps de guerre, sur les neutres, malgré eux, mais d'un droit réciproque, exercé en temps de paix, sur les bâtimens des nations qui l'ont consenti, et dans un but spécial et déterminé. Le gouvernement de la restauration l'avait refusé aux instances de l'Angleterre; le gouvernement de juillet l'a accordé. Je crois que le premier avait raison et que le second s'est trompé.

Si la répression de la traite des noirs ne pouvait être obtenue qu'à cette condition, ce serait une question de savoir si on a dû sacrifier à cet intérêt, tout grand qu'il est, celui de la paix de l'Europe, que des collisions nées de l'exercice de ce droit pouvaient compromettre, si on a dû lui sacrifier aussi le respect pour un principe qui, dans les temps de guerre maritime, fait la force de la France. Mais, en 1831, la traite était déjà considérablement réduite par le seul effet de la police que chaque gouvernement exerçait sur ses nationaux, et nul

sage annuel au congrès, qu'une pareille concession ne pouvait être faite, et que les États-Unis avaient à la fois la volonté et le pouvoir d'exécuter eux-mêmes, et sans le secours de personne, leurs lois contre la traite, et d'empêcher qu'on ne fît servir leur pavillon à un commerce prohibé par leurs lois et par la réprobation universelle du genre humain. Regardant ce message comme une instruction, notre ministre à Paris a présenté au gouvernement français une remontrance contre les conséquences possibles du traité conclu entre les cinq puissances, et sa conduite a été approuvée.

« C'est en conformité de ces vues qu'a été rédigé l'article 8 du traité avec l'Angleterre. Il stipule que « chacune des deux nations maintiendra une force d'au moins quatre-vingts canons pour agir *séparément et à part*, d'après les instructions des gouvernemens respectifs, et pour l'accomplissement de leurs lois et obligations respectives. »

« Par cet article, les principes du dernier message ont été maintenus, les stipulations du traité de Gand exécutées de bonne foi, et tous les prétextes d'une intervention étrangère dans notre commerce écartés. Les États-Unis, tout en préservant la liberté des mers, sont demeurés fidèles aux traités et à l'obligation d'empêcher un commerce réprouvé par leurs lois.

« Un pareil arrangement fait par les autres gouvernemens suffirait pour anéantir la traite des noirs sans introduire un nouveau principe dans le code maritime, et nous avons droit d'espérer qu'il sera adopté par quelques-uns, sinon par tous. »

doute que ce système, joint aux lois plus sévères adoptées à cette époque et au nouveau régime des colonies, n'eût suffi pour détruire le commerce des noirs. Et qu'on ne dise pas que le droit de visite, ainsi établi, ne portait aucune atteinte au respect du pavillon, en temps de guerre, et que l'exception, ici comme ailleurs, a confirmé la règle. L'Angleterre ne l'a pas ainsi entendu. Elle a maintenu son droit de visite en temps de guerre, et a pu trouver de l'avantage à y accoutumer les peuples en temps de paix. La France, en concourant à affaiblir chez les peuples la jalouse susceptibilité du pavillon, risquait de ne pas la retrouver, dans le temps du besoin, aussi forte qu'elle avait été. On ne pouvait demander aux marins russes et suédois de se laisser visiter aujourd'hui par les Anglais, et de regarder, en temps de guerre, comme un sacrilége l'entrée d'un Anglais sur leur bâtiment. Un tel sentiment ne peut pas mourir et renaître suivant les temps, pas plus que suivant les latitudes; s'il faut y renoncer en-deçà de l'équateur, on ne le retrouvera pas en passant la ligne.

Il y avait d'ailleurs les États-Unis, dont l'alliance devait dominer toute autre considération. Leur refus, depuis 1824, d'accéder au droit de visite réciproque était connu. Il importait de ne pas se séparer d'eux sur cette question. C'est sur eux, maintenant, que repose, en cas de guerre maritime, toute l'espérance de la France, pour la défense des droits des neutres. Il n'était pas indifférent de défendre avec eux les mêmes principes de droit maritime, de conserver la même religion.

Les États-Unis ont montré, en 1812, ce qu'ils peuvent faire. Ils ont commencé par des protestations, et fini par la guerre. Leur population n'était alors que de six millions d'habitans, leur marine se composait de huit ou dix frégates. Ils ont contraint avec cela l'Angleterre à affaiblir, par deux fois, son armée d'Espagne pour les combattre, et ont occupé une partie de sa marine. Que ne feraient-ils pas aujourd'hui avec dix-huit millions d'habitans, dix vaisseaux de ligne et vingt frégates! De quoi ne seront-ils pas capables dans vingt ans, quand ils auront trente à quarante millions d'habitans! et quelle force la France ne peut-elle pas trouver dans cette alliance, si elle prend soin de la ménager! En vain les États-Unis ont déclaré, en 1812, qu'ils n'étaient les alliés de personne, qu'ils ne prenaient les armes que pour leur propre cause, et qu'ils les déposeraient aussitôt que l'Angleterre aurait fait droit à leurs griefs. C'était un hommage rendu aux principes de Washington, qui leur avait recommandé de ne point se mêler aux querelles des autres; mais ils n'en étaient pas

moins les alliés de fait de Napoléon, qui, s'il s'était tenu dans les limites d'une guerre possible et n'avait pas autant défié la fortune, eût pu recueillir les plus grands avantages de cette diversion. L'alliance qui s'est produite alors se produirait encore. Que la guerre éclatât entre la France et l'Angleterre; la marine anglaise visiterait inévitablement les bâtimens des États-Unis, et ceux-ci seraient entraînés dans la guerre. Les deux pays sont indissolublement unis sur ce terrain, si nous savons nous y tenir, et on peut dire qu'il n'existe entre l'Angleterre et les États-Unis qu'un armistice, dont la France dénoncera le terme quand elle voudra. La France enfin, par sa marine, la première après celle de l'Angleterre, est destinée à être le point d'appui et le lien des marines secondaires. Elle devait conserver dans ses mains le drapeau sous lequel elles se sont toujours ralliées, qui porte cette devise : *Point de droit de visite.*

Mais de ce qu'on se serait trompé en 1831 et 1833, ou de ce qu'on aurait sacrifié à un intérêt du moment qui n'existerait plus, s'ensuivrait-il qu'on aurait le droit de rompre immédiatement les conventions? Je ne le pense pas. Les conventions, malheureusement, ne contiennent aucune disposition qui assigne un terme quelconque à leur durée. L'Angleterre, qui ne pouvait jamais en éprouver de préjudice, n'avait aucun intérêt à faire déterminer ce terme; mais nous, n'étions-nous pas avertis par le refus qu'avait fait la restauration de consentir au droit de visite réciproque, des dangers qu'il pouvait avoir? N'était-ce pas le cas d'exiger qu'il fût soumis, au bout d'un certain temps, à une révision, à la nécessité d'un renouvellement, comme cela se pratique pour les traités de commerce? L'Angleterre y aurait consenti. Elle avait consenti, en 1824, à la clause introduite par les États-Unis, portant que le traité pourrait être résilié, en tout temps, à la volonté des parties, en prévenant six mois d'avance, et ce n'est pas sur cette clause que le traité fut rompu. Cependant, faute d'une clause résolutoire, un traité qui impose l'obligation d'entretenir une force navale sur pied ne saurait être perpétuel. Tout traité dans lequel n'est pas exprimé le temps précis de sa durée prend fin de deux manières, ou parce que le but en est atteint, ou parce qu'on reconnaît l'impossibilité de l'atteindre. Le but des conventions de 1831 et 1833 est l'extirpation de la traite des noirs. Cet odieux trafic, s'il faut en croire l'auteur de l'amendement dans la chambre élective, a cessé ou est près de cesser. Ce doit être là le sujet d'une enquête entre la France et l'Angleterre. D'un autre côté, l'Angleterre a reconnu, dans les négociations avec les États-

Unis, comme l'avait fait avant elle la Russie, que le refus d'une seule puissance maritime d'adhérer au droit de visite réciproque rendait vains les traités qui le consacrent, et l'article 9 de la convention de 1831 indique assez que tout le système avait été conçu dans l'espoir d'un concert unanime. Or la puissance qui, après l'Angleterre, possède la marine marchande la plus nombreuse, et dont le pavillon pourrait le plus favoriser la continuation de la traite, est définitivement en dehors des conventions, et l'Angleterre elle-même, par un traité fait avec elle, vient de consacrer cette brèche immense au système de visite réciproque, et de revenir au droit commun, qui est la police faite par chaque nation sur ses bâtimens. Il y a là encore une raison pour que les traités de 1831 et 1833 soient soumis, dans une époque rapprochée, à une révision. On chercherait en vain dans le texte de ces traités un moyen plus prompt de résiliation : celui de 1831 dit bien que le nombre des bâtimens croiseurs sera fixé chaque année entre les deux gouvernemens; mais, s'il donne par là le droit de les réduire, il ne donne pas celui de les supprimer entièrement. Pourquoi emploierait-on un subterfuge indigne d'une grande nation, quand on peut obtenir le même résultat par des moyens plus dignes d'elle? La France, en rompant violemment les traités, manquerait au droit des gens dans le moment même où elle lui fait appel et en veut rétablir les principes. En employant, au contraire, la voie des négociations, en se prévalant du changement qui peut s'être opéré dans la traite des noirs, et du traité conclu par l'Angleterre avec les États-Unis, elle aura pour elle le droit et la raison.

PELET DE LA LOZÈRE.

EXPÉDITION

DU

CAPITAINE HARRIS.

NARRATIVE OF AN EXPEDITION INTO SOUTHERN AFRICA,
BY CAPTAIN HARRIS.[1]

Attaquer l'Afrique par le nord, pénétrer jusqu'au milieu de ce mystérieux continent, a été le rêve des plus célèbres voyageurs de notre siècle. Quelques-uns ont remonté les fleuves qui se déversent dans l'Atlantique; de hardis Français, ceux-ci au nom de la civilisation et du christianisme, ceux-là dans un but scientifique et commercial, sont entrés par la mer Rouge; on les a vus s'enfoncer dans l'Abyssinie, parcourir des régions où, depuis le XVIIe siècle, l'Europe était presque entièrement oubliée. Ces nobles entreprises, accomplies avec des succès divers, ont eu, selon leur importance, le retentissement qui suit toute action grande et généreuse; de plus, elles ont

(1) Un vol. in-8°. Bombay, 1838.

attiré particulièrement l'attention sur cette partie du globe, si difficile à explorer, si peu connue encore, si étrangement peuplée de tribus et de familles presque toutes différentes entre elles. L'expédition du capitaine W. C. Harris, faite du sud au nord, du Cap au Tropique, nous a semblé être un de ces nombreux rayons qui, partant des extrémités de l'Afrique, se rapprochent plus ou moins du centre; et, bien que la relation en ait été publiée à Bombay en 1838, peut-être, faute d'avoir été traduite, a-t-elle été moins connue qu'elle ne méritait de l'être.

Au point de vue trop modeste du capitaine Harris, cette excursion remarquable, qui de la colonie du Cap a été poussée jusqu'au tropique du Capricorne, ce périlleux voyage à travers de nombreuses peuplades errant dans des régions inexplorées, ou fixées sur le bord de fleuves dont aucune carte ne trace le cours entier; ce voyage, complet dans son ensemble, n'est qu'une gigantesque partie de chasse! Cette relation, il ne l'avait écrite que pour quelques-uns de ses frères d'armes de l'Inde, pour ceux avec qui il avait maintes fois couru les bois et battu la plaine. Il en eût fait volontiers des chapitres épars, bons à être racontés plutôt que lus au club des *sportsmen;* mais quelques personnes, frappées des détails géographiques et ethnologiques qui fourmillent dans ces pages, décidèrent l'auteur à les publier.

Chasseur déterminé dès son enfance, comme il le prouve par de jolies anecdotes groupées en forme de préface, le capitaine Harris avait pour but principal, en débarquant au Cap, de faire une razzia dans la contrée des éléphans; et comme ces animaux se trouvent sur le territoire du plus puissant monarque du désert, Moselekatse, roi des Matabilis, le voyageur se trouva forcé d'aller jusqu'à la cour de ce potentat demander une permission en règle. La route était longue, peu frayée; de là les curieux incidens, les piquans épisodes, les aventures multipliées dont se compose ce livre. N'oublions pas non plus que le capitaine Harris, attaché au corps des ingénieurs de Bombay, se trouvait circonscrit dans les limites d'un congé de douze mois, et c'est ce temps, bien court pour un voyage, qu'il sut utiliser d'une façon si remarquable en recueillant de précieux matériaux utiles à plus d'une branche de la science. Les préliminaires ainsi posés, nous tâcherons de suivre l'intrépide chasseur pas à pas, de peur de nous égarer dans des solitudes où l'on ne rencontre ni routes tracées, ni habitations, où l'homme abâtardi et dégradé ne sait rien édifier, rien fonder.

Parti de Bombay le 16 mai 1836, le capitaine Harris mouillait à Simon's-Bay, près du Cap, le 31 du même mois. Il laissait derrière lui les maladies que l'été apporte avec la mousson sur la côte de Malabar, et courait dans l'hémisphère austral au-devant de l'hiver, comme nous irions demander un peu de soleil aux rives de la Méditerranée. Son projet, auquel venait de s'associer un ami, M. Richardson, était de pousser une reconnaissance au-delà des lieux habités, d'aller attaquer jusque dans leurs déserts, et même sur les terres des sauvages les plus redoutés, les plus grands animaux de l'Afrique. Au Cap, le premier soin des deux voyageurs fut donc de visiter les enfans des missionnaires protestans établis au milieu de ces populations idolâtres, de faire confectionner pour le plus puissant roi de ces nations inconnues un vêtement digne, par la bizarrerie de sa forme et la grotesque profusion des ornemens, de flatter l'amour-propre, le goût d'un despote africain; enfin, de recueillir une abondante provision de verroteries, de colliers, de colifichets adaptés au goût et aux besoins des naturels, avec lesquels on ne peut commercer que par échange. Le capitaine Harris avait apporté de l'Inde sa tente, son *camp furniture*, et surtout de la poudre, ainsi que d'excellentes carabines. Tout cela fut mis à bord d'une goëlette faisant voile pour Algoa-Bay.

Port Élisabeth, situé au fond de cette baie ouverte à tous les vents, est une petite ville de deux cents maisons au plus, qui fait face à la mer et s'adosse à de beaux champs de blé et d'orge. Là, les voyageurs passèrent une semaine à se procurer des montures et des attelages, devenus fort rares par suite de l'irruption des Kafres sur les terres de la colonie. Enfin, ils partirent pour Graham's-Town, avec deux maigres chevaux et deux chariots immenses (l'un pour les hommes, l'autre pour les bagages), longs de dix-sept pieds, attelés chacun de douze bœufs, que les colons dirigeaient, à l'aide d'un fouet démesuré, avec une adresse dont on ne peut avoir aucune idée, à moins que, débarquant aux mêmes latitudes, dans les plaines de l'Amérique méridionale, on ne rencontre les bouviers de Tucuman et leurs caravanes de chariots échelonnés dans la Pampa. Déjà il fallait camper au milieu des aloès en fleur, traverser un pays désolé, çà et là semé de fermes sans maîtres pillées par les Kafres. Bientôt on gravit la montagne Zwartcop en mettant double attelage sur chaque wagon. Deux ou trois autruches et autant de gazelles se montraient à l'horizon pour soutenir le courage et ramener l'espérance des chasseurs. Il gelait la nuit; le thermomètre, au lever du

soleil, ne montait pas au-delà de 34 degrés de Fahrenheit. Le septième jour, le chariot aux provisions versa, au grand préjudice d'une foule de petits objets. On arrivait à Graham's Town.

C'est une assez grande ville, d'environ trois mille ames. Les voyageurs durent y compléter leurs approvisionnemens, car déjà ils étaient à deux cent quarante-six lieues du Cap. Outre les conducteurs de chariots, le personnel se composait d'un cuisinier, Richard, qui déjà avait accompagné des officiers de l'Inde à Litakoo, et d'un Parsi, maître d'hôtel. Tandis qu'un musulman, amené de Bombay comme lui, tournant le dos à ce pays d'infidèles, s'était bien vite séparé de ses maîtres, le Guèbre, plus hardi et plus fidèle, avait voulu courir les hasards de l'expédition. Au reste, soit parce qu'ils sont désormais sans patrie, soit par un sentiment de curiosité propre à tous les peuples industrieux, les Parsis entreprennent volontiers de longs voyages. Nous en avons vu plus d'un traverser les mers, de Londres à Macao, et, si nous ne nous trompons, ce fut un Guèbre qui accompagna l'infortuné Alexandre Burnes dans son aventureuse mission au fond de l'Asie centrale. A Graham's Town, le capitaine Harris enrôla dans sa troupe un nouveau serviteur, soldat aux *riflemen* du Cap, arrière-petit-fils d'un Hottentot, et nommé *Andries Africander*. Comme il joue un rôle fort important dans la suite du récit, nous donnerons son portrait tel qu'il est tracé par le capitaine lui-même. « Ce personnage n'avait pas fait moins de cinq voyages au pays de Moselekatse; non-seulement il connaissait intimement ce chef, mais il avait une bonne teinture de la langue anglaise et de la langue *sichuana*, parlée par ces sauvages. A l'entendre, Andries était un habile tireur, un intrépide chasseur d'éléphans, un conducteur de chariots achevé, prétendant ainsi combiner en lui, malgré son physique mutilé (il lui manquait l'œil droit et l'index) et peu prévenant, toutes les qualités que dans notre situation nous pouvions exiger d'un domestique. Si ses moyens eussent été en harmonie avec les perfections qu'il s'attribuait, c'eût été en effet une précieuse acquisition; mais, hélas! poltron, mutin et menteur, on verra qu'Andries, une fois hors de la portée des lois, causa plus de malheurs et de troubles à l'expédition que ne peuvent le comprendre ceux qui n'ont jamais été assez infortunés pour se trouver exposés aux machinations d'un si dangereux bandit. » Au reste, ce portrait peut, avec quelques légers changemens, convenir à presque tous les Hottentots. En vain les voyageurs cherchèrent à engager d'autres recrues : les uns ne voulaient pas quitter leurs femmes, les autres

avaient des terres à labourer. « Il était facile de lire sur les traits de tous qu'ils demeuraient pleinement convaincus que deux pauvres *Indian gentlemen* sans expérience du pays ne pourraient jamais accomplir, au milieu des nations sauvages de l'Afrique méridionale, une si longue et si périlleuse expédition. »

A peine à quelques lieues sur la route du village de Graaff-Reinet, Andries avait déjà embarrassé son chariot dans des buissons, d'où l'on ne put le tirer qu'à l'aide des haches. Un autre conducteur avait volé un cheval; l'homme fut mis en prison, mais la bête ne fut pas retrouvée; il fallut pour la remplacer prendre au hasard un Hottentot qui se chauffait au soleil sur la route.

Le pays était monotone, inculte, moins coupé de ruisseaux, moins accidenté, couvert de plus en plus d'une épaisse forêt de petits arbres nommés *speck-boom* par les Hollandais. On reconnaît l'Afrique aride et nue hors de la portée des grands fleuves, on sent déjà le désert à ces mots du récit : « Fait l'un dans l'autre dix lieues par jour, passé deux fois la nuit sans eau pour les bœufs; rencontré des troupes de gazelles; tué trois de ces jolies petites bêtes. » A Somerset, bourgade anglaise d'environ vingt-cinq feux, les voyageurs essayèrent en vain de louer un troisième wagon qui, après avoir amené une cargaison d'oranges, retournait à vide près de Graaff-Reinet; le manque de nourriture avait mis les bœufs presque hors de service; heureusement aussi la contrée devenait plus praticable. Enfin, après avoir passé deux jours à chercher les attelages, qu'un Hollandais malin s'était plu à cacher, après avoir presque noyé un cheval dans le sable mouvant de Little-Fish-River, vu mourir un beau chien par la rupture d'une veine, traversé à grand' peine et trois fois de suite le Sunday-River, et parcouru soixante-quatre lieues depuis Graham's-Town, la petite troupe fit halte à Graaff-Reinet, dernière station avant de pénétrer dans l'intérieur.

Ce village, extrême frontière des établissemens hollandais, est décrit par le capitaine Harris comme un endroit délicieux. Encadré dans des montagnes couvertes de verdure, enlacé dans les replis du Sunday-River, dont les bords sont plantés de saules, d'acacias chargés de lianes à fleur blanche, ce petit hameau charmant se cache au milieu de jardins et de vignes comparables aux vergers de la Provence. Les avantages de cette position n'empêchèrent pas la neige de couvrir la terre et les citronniers de Graaff-Reinet pendant le séjour des deux *Indian gentlemen*, dont cette nouveauté réjouit les regards. Au reste, ces frimas du nord font mieux ressortir la richesse

du sol qu'ils recouvrent momentanément, et de ce contraste il résulte un spectacle curieux, rare en Europe, mais assez commun dans les deux Amériques, où le climat est sujet à de grandes irrégularités.

Voici quel fut définitivement le plan de campagne arrêté par les deux voyageurs : aller droit à New-Litakoo, résidence des missionnaires, à cent soixante lieues dans le nord; de là, traverser le pays de Moselekatse, roi des Matabilis, dont les états sont renommés par l'abondance de gibier qu'ils nourrissent, pays d'ailleurs fort peu connu; de là, pousser jusqu'au tropique, vers le grand lac, et rentrer dans la colonie par la rivière Likwa ou Vaal, route qu'aucun Européen n'avait suivie encore. Mais avant de mettre ce plan à exécution, avant de se lancer en pleine mer, il fallut définitivement équiper en provisions, en hommes, en animaux, ces wagons, véritables navires destinés à sillonner le désert. Une troupe de douze chevaux, trente couples de bœufs et six Hottentots, tous six repris de justice, furent loués et engagés. Dans ces immenses chariots, il y eut un triple assortiment d'objets distribués de façon à tenir le moins de place possible : c'étaient d'abord tous les articles de cuisine inséparables du gentleman anglais, depuis les sacs de farine et de riz jusqu'aux sauces et aux *pickles*, puis la poudre, les balles et le plomb en saumons, enfin les outils de charronnage et de serrurerie, les clous, les marteaux, indispensables aux réparations des voitures.

Ce fut le 1er septembre, « ce jour de si bon augure pour le chasseur européen, » que la caravane se mit en marche, que les lourds attelages donnèrent le premier coup de collier, sous une pluie battante. La moitié des Hottentots manquait à l'appel; on les trouva ivres-morts dans les tavernes, et leurs camarades les ayant couchés au fond des chariots, le lendemain matin ils s'éveillèrent, assez désagréablement sans doute, à trois lieues de là dans le désert. Nos voyageurs s'avançaient alors à travers les hautes régions des monts neigeux (*Sneuwberg*); la végétation devenait plus abondante et l'air plus froid; des pics entassés les uns au-dessus des autres, enveloppés de nuages et de neige, bornaient l'horizon; le *Spitscop* les dominait tous de sa cime majestueuse, et rien ne troublait le silence de la solitude que le cri de l'essieu et le fouet des Hottentots.

Le brouillard obligea la caravane à camper près d'un *kraal* de Fingoes (Kafres soumis). Là le capitaine Harris put apprécier le rôle important que joue le tabac dans les échanges avec les peuplades africaines; il est comme la monnaie courante du désert; on peut s'en servir aussi bien pour faire des présens à un prince que pour acheter

des œufs d'autruche ou du lait de chèvre. Outre le tabac, les Kafres fument le *dacca* (chanvre narcotique) dans une corne de bœuf pleine d'eau, disposée en manière de narguilé ou de houkka. L'effet de cette drogue est une ivresse furieuse que le voyageur décrit ainsi : « Nous pûmes voir un homme, emblème de la plus dégoûtante misère, assis devant sa cabane en forme de four, aspirer cette pernicieuse substance. Des masses de fumée étaient repoussées dans son estomac, et il en résultait un violent accès de toux accompagné d'un délire furieux. Jetant là son maigre appareil, il se rua dans la plaine comme une bête féroce, comme un fou échappé de Bedlam. »

Il neigeait toujours; les ruisseaux étaient même légèrement glacés dans la vallée des Oiseaux (*Vogel-Valley*), et des troupes de gnoos (*catablepas gnoo*) se montrèrent d'assez près pour que les chasseurs en tuassent trois. Voici la description que donne le capitaine Harris de ce curieux animal, qui paraît se rapprocher assez du bison ou bœuf musqué du Missouri et du pays des Esquimaux : « De tous les quadrupèdes, il est peut-être le plus bizarre et le plus grotesque; la nature l'aura sans doute formé dans un de ses caprices, car il est presque impossible de regarder sans rire sa figure malséante. Roulant et bondissant de tous côtés avec une tête crépue et barbue, courbée en arc entre deux jambes grêles et musculeuses, secouant au vent sa longue queue blanche, cette bête a une apparence à la fois féroce et amusante. Tout d'un coup elle s'arrête, montre un front imposant, secoue la tête d'un air moqueur et défiant; ses yeux rouges et sauvages lancent un feu sinistre, son reniflement ressemble au rugissement du lion..... Bientôt, battant ses flancs de sa queue flottante, l'animal se cabre, bondit, frappe ses talons en se livrant à de fantasques gambades, et en un clin d'œil il est parti au galop, faisant voler la poussière derrière lui, tandis qu'il balaie la plaine. » Bientôt ce sont les gazelles (*spring buck*, *gazella euchore*), qui couvrent la plaine par myriades, comme pour fournir aux voyageurs un repas abondant et toujours facile. « Quand elles sont chassées, dit le capitaine Harris, ces élégantes créatures font des bonds extraordinaires, s'élevant dans l'air avec leurs dos courbés, comme si elles allaient prendre leur vol.... Elles offrent le plus extraordinaire exemple de fécondité; il est impossible de se faire une idée de leur nombre : se précipitant comme des sauterelles du fond des plaines sans limites de l'intérieur, d'où la soif les chasse de bien loin, on les a vues arrêter des lions, tant leur phalange était serrée, et entraîner avec elles des troupeaux de moutons. Les champs qu'on voyait, le soir, fiers de la

verdure d'une récolte, espérance des laboureurs, sont dans une seule nuit tondus au ras de la terre, et le berger dépouillé est contraint d'aller ailleurs chercher le pâturage pour son troupeau, jusqu'à ce que les nuées bienfaisantes, chargées de tonnerre, fassent renaître la végétation sur ce sol brûlé. » Cette dernière phrase rappelle les vers d'un poète hindou sur les pluies désirées de la mousson; c'est un souvenir de l'Inde qui perce dans le récit du capitaine Harris.

Avant de quitter la frontière (un peu fictive) de la colonie, la caravane fit halte chez le *field-commandant*, vieux Hollandais de l'ancienne race, dont la naïveté un peu lourde, les manières surannées, divertirent les deux Anglais. C'était cependant une famille digne de figurer parmi celles que les anciens maîtres flamands nous ont léguées, les enfans debout derrière le père, le père gravement assis dans un grand fauteuil de cuir.

Le *Nu-Gareep River* (l'un des deux principaux bras du *Great Orange River*) borne la colonie de ce côté, c'est-à-dire vers le nord; au-delà s'étend le pays des Bushmans, que la civilisation a fait reculer et chasse encore chaque jour. « Maudits parmi les peuples de la terre, ils sont ennemis de tous les hommes, et tous les hommes sont leurs ennemis; ne vivant que de chasse ou des dons spontanés de la nature, ils partagent le désert avec l'oiseau de proie et la bête féroce, au-dessus desquels ils ne s'élèvent que d'un degré. »

Ici commencent les plaines unies, arides, jaunâtres, tachetées çà et là d'un buisson noir et mal venant; sur la terre, une rare autruche; sous le ciel, un vautour solitaire; partout la stérilité. Dans cette solitude, les chariots semblaient ramper l'un après l'autre; pas plus d'écho qu'au grand désert de Suez; une mer solide couleur des nuages sous un ciel bleu couleur des flots calmés. Les jours étaient brûlans, les nuits glaciales; le mirage fatiguait les yeux, un froid piquant engourdissait le corps. Mais au milieu d'une pareille monotonie de souffrances successives et régulières, les grands évènemens du voyage apportaient leur distraction. Tantôt c'était la rencontre d'une saline abandonnée, vers laquelle hommes et bêtes se ruaient avidement, croyant arriver au bord d'un lac; tantôt le passage de la rivière Orange, qui roule ses eaux transparentes, larges et profondes, entre les saules pleureurs qui baignent leurs branches flexibles dans les flots nuancés des rayons du couchant; tantôt enfin le divertissant spectacle d'une troupe de Griquas forçant l'autruche à pied. Ces Griquas, au milieu desquels est établie une mission, sont des Hottentots mulâtres; leur armée entière, moins deux hommes, fut en 1831 anéantie par Moselekatse. C'est presque une race de pygmées, qui

vit de racines bulbeuses, de sauterelles et de reptiles. Réduits à se cacher parce qu'ils sont inférieurs en taille et en force aux peuples voisins, les Griquas n'excellent qu'à courir, c'est presque dire à se sauver; leurs cabanes sont à peine visibles à l'œil du voyageur, et ils se retirent parfois si loin des sources et des rivières, qu'il leur faut aller chercher l'eau à une et deux lieues de leur gîte; encore n'ont-ils pour l'apporter d'autres vases que les œufs d'autruche. Nous n'insisterons pas davantage sur cette malheureuse race, que le capitaine Harris décrit avec presque autant de soin que les animaux du désert, mais nous mentionnerons comme très significative et très caractéristique la rencontre d'un autre gentleman anglais, qui revenait d'une chasse à l'éléphant. Singuliers hommes, qui, habitués dès leur enfance à servir sur tous les points du globe, projettent d'un congé à l'autre une expédition contre les lions dans les déserts d'Afrique, un *steeple-chase* à Saint-Alban, une chasse au kangourou à la Nouvelle-Hollande, et tout cela sans modifier leurs habitudes, sans enthousiasme apparent, et souvent sans plaisir!

Nos voyageurs étaient arrivés à Kuruman ou New-Litakoo, petit endroit assez gracieux, groupe d'habitations enchâssées dans le désert; ils y trouvèrent les missionnaires dont ils avaient visité les enfans au Cap.

Mais avant d'approcher de la capitale de Moselekatse, il est utile de dire deux mots de ce chef remarquable, devenu depuis quelques années la terreur des plaines traversées et parcourues par les émigrans hollandais. Son histoire est esquissée par le capitaine Harris à peu près en ces termes : « Moselekatse est le souverain despotique de la puissante tribu des Abaka Zooloos ou Matabilis; son père était un petit chef dont le territoire se trouve au nord-nord-est de Natal. Attaqué et battu par une peuplade voisine, Moselekatse se réfugia près de Chaka, chef des Zooloos, jusqu'à la mort duquel il resta dans un état de servilité pareil à celui des Fingoes parmi les Kafres. Peu à peu cependant Moselekatse gagna la faveur et la confiance de Chaka; avec le temps, il se trouva chargé de la garde d'immenses troupeaux et commandant d'un point militaire d'une certaine importance. L'occasion se présentant, il se révolta, prit la fuite avec son monde et le bétail vers le nord-ouest, détruisit sur sa route les tribus qui occupaient la contrée, et devint bientôt la terreur de toute une vaste étendue de pays. Quand il n'eut plus d'ennemis à combattre, Moselekatse fixa sa résidence aux sources des rivières Molopo et Moriqua, où il règne aujourd'hui. »

On conçoit ce qu'un pareil voisin doit avoir de terrible pour les

pauvres Griquas, chez qui personne n'atteint la hauteur de cinq pieds anglais; mais ce qui peut les consoler, c'est que d'autres tribus aussi, humiliées, errantes, dispersées, tremblent au seul nom de Mosekatse : telle est celle des Bechuanas, que nos voyageurs eurent bientôt l'occasion de visiter dans leur kraal de Motito. Les restes de cette horde décimée ont été recueillis par les missionnaires, qui sont venus à bout de les habiller tant bien que mal; les femmes aiment passionnément à se barbouiller de rouge, à enduire de graisse et d'huile leurs visages et leurs vêtemens de cuir; leurs cheveux laineux sont séparés et tordus en petites cordes à l'extrémité desquelles sont suspendus des morceaux de métal. Les colliers de verre forment la véritable richesse d'un Bechuana, mais tous sans exception portent le cure-dent d'ivoire et la gourde-tabatière. Leur langage est d'une remarquable douceur, abondant en voyelles et en labiales, ce qui sans doute contribue à rendre les inflexions de leur voix agréables et harmonieuses, car les intonations dépendent de l'organisme de la langue.

On arrêta les chariots afin d'entrer en marché, d'échanger les articles anglais contre les peaux et les fourrures; mais, pour nous servir d'une expression orientale, sans doute familière au capitaine Harris, le *bazar n'était pas chaud.* Les voyageurs fermèrent boutique, voyant que la tabatière avait inutilement circulé de main en main; alors un Bechuana voulut s'approprier un verre comme indemnité d'un prétendu dommage causé à son champ, un autre s'assit sur le timon et refusa d'en descendre; on se querella, il y eut presque collision, et quelques canardières furent sorties de la caisse aux armes... Mais déjà tout était calmé, et il ne restait plus trace de Bechuanas.

Dans cette contrée lointaine et sauvage, nous nous plaisons à trouver le nom d'un Français, M. Lemue, missionnaire, *et son agréable femme*, dont les soins obligeans et l'accueil hospitalier paraissent avoir laissé un profond souvenir dans l'esprit du capitaine et de son compagnon.

Cependant le bétail avait souffert, les chevaux s'étaient maintes fois évadés durant la nuit; les déboires, les ennuis, les inquiétudes, les vents contraires d'un voyage sur la terre ferme sont marqués çà et là dans le journal de route. Ici c'est un Hottentot qui se jette sur le baril au genièvre et s'enivre au point de ne plus pouvoir se tenir sur ses jambes; là ce sont ses compagnons qui, pour montrer leur ardeur au travail et le bon état de leurs facultés mentales, brisent le timon d'un chariot. Une autre fois, tous se mutinent à l'instigation

d'Andries, se calment par crainte de leurs maîtres; puis, tout d'un coup, se jetant les uns sur les autres, ils se battent, se boxent, s'assomment, et enfin s'en vont laver leurs blessures à un ruisseau, sans rancune, meilleurs amis qu'auparavant, et si bien consolés que, tout triomphans des coups donnés et reçus, ils achètent à des sauvages leurs parasols de plumes d'autruches « faits en forme de panaches de catafalques, » et les attachent fièrement à leurs chapeaux.

Et peu à peu, à force de patience, voici la caravane rendue dans un pays tout différent, dans une grasse plaine couverte d'une herbe abondante émaillée de fleurs, où pousse l'acacia nommé *mokalaa*, dont les feuilles fines et tendres sont si recherchées de la giraffe. Là galopent les *quaggas* zébrés (*equus quagga*), les *gnoos* à tête droite (*catoblepas gorgon*); autour du lac salé de *Little Chooi*, les autruches et les gazelles viennent paître un herbage que refusent les animaux apprivoisés. Magnifique spectacle d'une nature riche, fertile, belle à voir, qui se couvre de verdure, loin des troupeaux et des bergers, pour nourrir les animaux, seuls maîtres de ces solitudes; qui lance au milieu du désert des ruisseaux et des fleuves, afin que ces vallées soient arrosées et rafraîchies comme celles qui produisent les moissons et les fruits semés et plantés par la main de l'homme!

Quelques *Barolongs* et *Batlaroos*, de la famille dispersée des Bechuanas, vinrent en armes demander du tabac aux chariots, à la grande consternation du cuisinier Richard; la frayeur lui donna une expression si grotesque, il enfonça son bonnet sur ses yeux et croisa ses bras avec une telle expression de désespoir, que nous le trouverons désormais désigné, par antiphrase, sous le nom de Cœur-de-Lion!

La chasse continuait, les quaggas, les gnoos, les gazelles, les *hartebests* (*acronotus caama*) tombaient sous le plomb des chasseurs; la nuit, la chair de ces animaux attirait les hyènes; le jour, les Bechuanas, sortant tout à coup comme de dessous terre, dévoraient la bête morte. Ces sauvages vont aussi, avec de maigres chevaux et des chariots disloqués, à la chasse de la giraffe et de l'élan; des trous profonds, creusés et disposés en demi-cercle sur une étendue d'un milie, sont les piéges dans lesquels ils les poussent.

En-deçà de *Siklagole-River*, le pays n'offrait aucune trace d'habitans, bien que les ruines de gros villages se montrassent de tous côtés. Dans une chasse fantastique, comme celle de Pécopin, le capitaine Harris, après avoir chargé d'innombrables troupes de toutes espèces de gnoos, de zèbres et de *hartebests*, perdit sa boussole et

oublia sa route. A qui demander son chemin? Les cabanes bâties sur les arbres n'étaient point ces guérites au haut desquelles le Bechuana dort à l'abri des lions, mais bien des phalanstères de gros-becs (*loxia socia*), des ruches immenses construites par des républiques entières de ces curieux oiseaux. Les lions commencèrent avec la nuit leur redoutable tapage, et c'est au bruit de ces rugissemens prolongés que le chasseur, après avoir fait rôtir une pintade, s'endormit de fatigue auprès d'un grand feu. Le capitaine Harris avoue avoir bu, ce soir-là, de l'eau à son souper. — Le lendemain, au lieu de son cheval qui était allé paître un peu plus loin, le voyageur rencontra un fort beau lion; l'animal le regarda dédaigneusement par-dessus l'épaule et se retira avec un certain air méprisant. L'homme prit une route opposée qui, par hasard, le remit sur la trace des chariots, et bientôt ils eurent retrouvé, celui-ci la paisible solitude où il règne, celui-là ses compagnons dépaysés.

Il s'agissait de faire une chasse dans ces parages, entre le Siklagole et le Meritsane, deux rivières qui, prenant leurs sources bien loin dans l'est, au milieu des petites collines de Kunuana, renferment la plaine où nous nous arrêtons maintenant et se réunissent pour se jeter à l'ouest dans le Molopo. Pareils à des baleiniers qui se lancent dans leurs pirogues et laissent le navire en panne, les deux amis partent à cheval loin des chariots dételés; autour d'eux, c'est l'Éden des chasseurs : un parc verdoyant où paissent en liberté les beaux quadrupèdes de ces vallées, tandis que, du haut des mimosas, mille et mille gros-becs prennent l'air et causent aux fenêtres de leurs cabanes. Les gnoos et les quaggas, inquiétés, frappaient du pied, et c'était un bruit comparable à celui de dix escadrons chargeant à la fois, car leur troupe montait à quinze mille au moins! Au coup de fusil, quel désordre dans la bande! quelle déroute et quelle poussière! On peut juger du carnage que portaient au milieu de ces inoffensifs animaux les *patent rifles* à deux coups; aussi, derrière les deux Anglais se pressaient toujours des Griquas affamés qui, prenant le rôle de vautours et de chakals, achevaient avec des cris d'allégresse les victimes palpitantes. Quand ils étaient bien gorgés, ronds comme des tonneaux, gonflés comme des tambours, les sauvages suspendaient à leur cou, pour le lendemain, de longues guirlandes de viande saignante; quelquefois, ils étaient si empressés à dépecer la bête, que le capitaine Harris n'avait pas même le temps de la dessiner; c'est ce qui arriva pour un élan blessé, dont les beaux yeux noirs touchaient le chasseur lui-même, et qui, tombé sur les genoux, jetait

un regard presque humain sur ces féroces bipèdes. L'élan, égal en grosseur au bœuf bossu de Gouzerate, pèse environ deux mille; il n'y avait pas un sauvage assez fort pour porter la tête de celui dont parle le capitaine. La chair de l'élan est, dans toute l'Afrique, plus estimée que celle d'aucun autre quadrupède; la femelle, plus mince et moins haute que le mâle, a des bois comme lui.

La nuit, c'étaient des paniques générales : bœufs, chevaux, moutons, brisaient leurs cordes, s'échappaient, se jetaient confusément sous les voitures. Cœur-de-Lion se retranchait sur le sommet du chariot aux bagages, les Hottentots tiraient des coups de fusil; au matin, on voyait quelques lions qui se retiraient tranquillement après avoir dévoré une demi-douzaine de brebis. Un des chevaux aima mieux retourner à sa ferme que de rester dans le désert exposé à ces attaques incessantes; six mois après, les voyageurs le retrouvèrent à son écurie, à plus de cent soixante lieues de là. Rien ne prouve cependant qu'il eût retrouvé la boussole du capitaine Harris.

La caravane marchait toujours au nord vers la capitale de Moselekatse; les naturels Batlapis et autres aidaient les chasseurs avec leurs meutes de chiens sauvages (*hyæna ænatica*), maigres bêtes allongées, assez semblables au chakal de l'Inde, et qui, comme lui, poursuivent le gibier par groupes organisés, par détachemens distincts. Le 15 octobre, les wagons traversaient le Molopo, limite occidentale des états de Moselekatse, rivière dont les bords verdoyans sont ombragés de touffes d'acacias; de grands et épais roseaux empiètent sur le lit de ce petit fleuve, et recèlent des hippopotames qui ne manquèrent pas d'allonger leur horrible museau par-dessus la faible barrière disposée autour du camp. Là aussi se trouvent des *gemsboks* (*oryx capensis*), sans doute la fabuleuse licorne des anciens. Enfin, ce même jour, le capitaine fit rencontre de trois rhinocéros se promenant de compagnie, tandis que M. Richardson recevait la visite de cinq lions.

Le Parsi faisait bonne contenance au milieu de tous ces incidens; Cœur-de-Lion pleurait jour et nuit, moins par la crainte des grandes bêtes du désert que parce qu'on approchait du terrible Moselekatse; déjà même Andries était parti en avant pour porter un message au roi des Matabilis. Ce même jour, 19 octobre, la petite troupe, après avoir traversé une plaine couverte de cendres (on avait brûlé l'herbe sèche pour qu'elle se renouvelât plus vite), campa à deux lieues et demie de Mosega, près d'une ligne de lacs dans lesquels une douzaine de buffles sauvages prenaient leur bain, ne montrant que les naseaux et les yeux hors de l'eau.

Le grand monarque était absent; son premier ministre, Kapili, envoya quatre hommes vers les chariots : ils étaient grands, beaux de visage malgré leur couleur foncée, et supérieurs en tout aux sauvages précédemment observés. Comment la Providence a-t-elle placé entre les Hottentots, les Zooloos et les Matabilis, entre trois ennemis puissans, ces pauvres petits Griquas, ces Lilliputiens opprimés de toutes parts? Seraient-ils, comme cela a lieu dans tant d'autres pays de l'ancien et du nouveau continent, la race aborigène conquise et remplacée par une race étrangère plus robuste? ou bien sont-ils venus eux-mêmes d'une autre région, partout traqués, toujours fuyant? C'est dans le lobe de l'oreille, perforé à cet usage, que les Matabilis portent la gourde-tabatière; peu d'entre eux fument, mais priser est pour eux une passion générale, et voici comment ils s'y prennent : on verse dans le creux de sa main, à l'aide d'une cuillère d'ivoire, la moitié de la tabatière, et alors on s'assied bien à l'aise sous un buisson; là, dans un recueillement solennel, on aspire vigoureusement tout le tabac d'un seul coup, et il résulte de cet acte un bonheur inexprimable qui se calcule par l'abondance des larmes arrachées au priseur. Déranger brusquement une société livrée à cette sérieuse délectation serait le fait d'un manant étranger aux lois de la civilité et du bon goût.

Au bas d'une éminence riche en pâturages, dans une douce et fertile vallée, bassin d'environ quatre lieues de circonférence, borné au nord et au nord-est par les monts Kurrichanes, d'où s'échappe la rivière Mariqua, dans un pays désormais largement cultivé, et jadis habité par les Baharootzis, s'élève le *douair* militaire de Mosega, et quinze autres des principaux kraals du grand roi; là aussi vivaient avec leurs familles des missionnaires américains dont les conseils devaient être utiles aux voyageurs. Les sauvages assiégeaient toujours les wagons, demandant du tabac à priser avec tant d'insistance, qu'il fallait de temps à autre disperser la foule à coups de fouet, et cela n'a rien de fort extraordinaire; à Flores, la plus occidentale des Açores, jetez le reste d'un cigarre, et vingt enfans se battront dans la poussière pour le ramasser.

Moselekatse tenait alors sa cour dans un autre kraal, situé à dix-huit lieues au nord; prévenu de l'arrivée des blancs, il leur envoya souhaiter la bienvenue. La présence des missionnaires est sans doute ce qui éloigne de Mosega ce despote insensé; ne sont-ils pas, quoique soumis à son bon plaisir, de gênans témoins de ses extravagantes cruautés? Les voyageurs se mirent en route le lendemain matin,

sous les auspices du *deputy-governor* de sa majesté; ce grotesque personnage, assis sur le devant des chariots, s'était emparé sans façon du *cloak* de Cœur-de-Lion, et le pauvre cuisinier, voyant son manteau frotter à nu la peau grasse et huileuse du sauvage, était le dernier à rire de cette familiarité. Un interprète converti par les missionnaires, Baba, accompagnait ce cortége, dont la marche n'était rien moins que triomphale, les Hottentots tremblant déjà de paraître devant Moselekatse.

Les villages matabilis sont formés de huttes rondes fort basses, disposées circulairement et adossées à une barrière d'épines haute de six pieds environ; l'ouverture, par laquelle il faut entrer en rampant sur les genoux et sur les mains, est tournée en dedans, et donne sur une espèce de place circulaire aussi, qui sert de parc au bétail. Malgré la proximité de ces villages, assez considérables pour fournir cinq mille combattans, le gibier se montrait toujours abondant; tantôt c'étaient de redoutables troupes de buffles assiégées dans les lacs, harcelées dans la plaine, tantôt des rhinocéros solitaires pris dans les labyrinthes de haies factices solidement enlacées, piéges infaillibles d'où la bête ne peut plus sortir.

Bientôt il fallut quitter la vallée et aborder les *Kurrichanes Mountains*, dont le versant est décoré de magnifiques arbres embellis de lianes élégantes qui là, comme dans tous les climats tropicaux, se suspendent en festons fleuris aux plus hautes branches, et balancent sur la tête du passant leurs thyrses embaumés. D'ailleurs, c'était alors le printemps dans l'hémisphère austral; la pluie tombait par intervalle avec tant de force, que la terre imbibée donnait à toutes les racines une sève plus vigoureuse; le tonnerre grondait; l'atmosphère chaude favorisait aussi les développemens d'une végétation renouvelée. Des montagnes étagées en gradins, des vallons ombragés, des ruisseaux coulant à pleins bords, un ciel alternativement bleu et tacheté de nuages noirs pleins d'éclairs, que faut-il de plus pour compléter ces admirables paysages que le voyageur ému contemple avec reconnaissance, comme si la nature les avait composés exprès pour lui?

Il y a douze ans qu'une populeuse cité de Baharootzis occupait ce versant; les restes de cette tribu, détruite par Moselekatse, se sont dispersés dans les montagnes. Quelles terribles révolutions s'accomplissent inaperçues parmi ces sauvages, dont toute la politique consiste à s'exterminer les uns les autres! Arrivés là, les chasseurs furent avertis par un héraut que sa majesté les recevrait le lendemain seulement, et qu'ils eussent à attendre. « Cet *imbongo*, chargé de procla-

mer les titres du roi, sortit tout à coup du kraal, pour nous donner un aperçu de la biographie de sa majesté, dit le capitaine Harris. Marchant doucement vers les chariots, il commença la scène par un rugissement et un bond, imitation frénétique des allures du roi des animaux; puis, plaçant son bras devant sa bouche et le balançant comme une trompe, pour représenter l'éléphant, il le leva tout droit par-dessus la tête et fit entendre une espèce de cri strident; ensuite il marcha comme l'autruche sur la pointe du pied, et, prosterné humblement dans la poussière, il se mit à pleurer comme un enfant. Dans les entr'actes, il racontait les exploits et les prouesses de son maître à si haute voix, qu'il en faisait retentir les échos. Cet athlétique sauvage, haut de six pieds anglais, nu comme au jour où il était né, surexcité par cette pantomime violente, s'arrêta enfin, la bouche contournée et inondée d'écume, le corps ruisselant de sueur, les yeux étincelans. »

Nous ne dirons rien des grands-personnages qui successivement vinrent au-devant de la caravane, ni même du page Mohanycom, chargé d'apporter les félicitations du monarque; leur mission était de faire l'inventaire de tous les objets contenus dans les chariots, et d'en donner le détail à leur maître, qui, mourant d'envie de voir par ses yeux les belles choses destinées à lui être offertes, ne tarda pas à se montrer. A mesure qu'il avançait, les chefs de sa suite poussaient un grand cri et brandissaient leurs épieux; suivait une troupe de femmes, la calebasse de bière sur la tête; deux hérauts, sautant, caracolant, chargeant la foule avec leurs courts bâtons, hurlaient tous les glorieux titres du souverain, et, sur sa route, le peuple répétait : *Haiyah! Haiyah!* L'expression du despote, singulièrement pénétrante, vive, défiante, n'était pas trop désagréable; il est grand, bien tourné, agile, quoique déjà d'un certain embonpoint; la dignité de ses manières, la justesse de ses questions, la finesse de son regard scrutateur guettant les réponses, tout dénote en lui l'homme supérieur aux barbares qu'il domine de toute sa hauteur. Trois plumes vertes de perroquet placées sur la tête (deux en avant et une en arrière), un seul rang de petits grains de verre bleu passés au cou, voilà tous ses ornemens royaux; il est nu, sauf la ceinture, devant et derrière laquelle pendent deux queues de léopard. Pour s'entendre, il fallut trois interprètes, qui faisaient passer les paroles des interlocuteurs d'abord en bechuana, puis en hollandais, puis en anglais, *et vice versâ.*

Les présens furent placés devant Moselekatse par le Parsi, et le

grand roi, ne pouvant plus garder la gravité imperturbable digne de son rang, s'oublia devant toute l'assemblée au point de mordre son pouce et d'ouvrir les yeux si grands qu'il eût vu ses oreilles, selon l'expression chinoise, et alors il se mit à se frotter la poitrine «comme un gamin devant un beau morceau de pain d'épice, en criant : *Monanti, tanta!* que c'est beau, que c'est bon! »

Comme le lecteur n'aurait pas, à entendre la nomenclature de ces présens, la dixième partie de la joie qu'éprouva Moselekatse à les posséder du regard, nous lui en ferons grace; toutefois nous laisserons le capitaine raconter lui-même l'effet produit par la prodigieuse houppelande : « Il se leva brusquement, *gros d'une grande idée*, et fit signe au Parsi d'approcher et de l'aider à se revêtir de l'habit; ainsi arrangé, il se secoua à plusieurs reprises en regardant sa personne dans un miroir avec une évidente satisfaction. Puis il voulut habiller à son tour le page Mohanycom, afin de s'assurer si le vêtement faisait aussi bien par derrière; une fois ce point difficile dûment éclairci, le despote jeta bas sa ceinture, et, se montrant *in puris naturalibus*, il commanda à toute la cour de l'assister dans une opération bien autrement compliquée, à savoir de le faire entrer dans une paire de culottes de tartan. »

On conçoit avec quel empressement le roi des Matabilis fit emporter ces richesses précieuses, auxquelles il joignit les pantalons de soie rouge du Parsi, sous prétexte qu'on avait oublié de les lui donner. Jusqu'alors son vêtement de cérémonie, son habit de cour, avait consisté en un tablier composé de lanières de peau de chèvre noire, chargé de colifichets, de verroteries enlacées de la façon la plus bizarre et la plus capricieuse. Ses visites aux wagons devinrent fréquentes, trop fréquentes même; il était difficile de soustraire à sa vue certains articles trop indispensables pour pouvoir lui être offerts, et sa majesté, furetant partout, ouvrant les coffres, faisait une revue exacte et parfois une razzia effrayante, choisissant tantôt des colliers pour ses femmes, tantôt des souliers pour lui. Quelquefois, vêtu du splendide *duffel*, il s'asseyait au milieu de sa cour sur une chaise empruntée aux voyageurs, et faisait allumer six chandelles de cire, provenant de la même source, pour mieux illuminer sa radieuse personne. Souvent sa majesté s'enivrait d'*outchualla*, espèce de bière faite avec du grain kafre fermenté; tout le jour, on voyait de longues files de femmes arriver en chantant vers le kraal royal, portant sur leurs têtes des tasses pleines de ce breuvage. Au reste, il envoyait lui-même des bœufs et de vieilles vaches à ses hôtes; ils n'avaient à

se plaindre que de son importunité. De hardis trafiquans s'étaient plus d'une fois montrés à sa cour, et l'appât du gain arrêtait en lui les instincts sanguinaires.

La chasse aux éléphans est le privilége exclusif du souverain. Cependant il accorda volontiers aux deux Anglais la permission de se livrer à ce plaisir de prince; mais le point important était de pouvoir obtenir la liberté de retourner par la rivière Vaal, et aucun des interprètes n'osait faire cette demande à Moselekatse, parce que des émigrans avaient été, sur cette même route, surpris, pillés et massacrés par les Matabilis; une armée venait d'être mise sur pied pour continuer la campagne contre d'autres colons, et Moselekatse éprouvait la plus grande répugnance à parler et à entendre parler de cette guerre sourde faite par les sauvages aux blancs de la contrée. Les wagons capturés sur le colon Érasmus et sur les siens étaient là, dans le kraal de Kapain. Malgré la défense faite par les deux voyageurs, les stupides Hottentots ne cessaient de questionner les passans, de leur demander des détails sur cette fatale expédition, et il eût suffi d'un mot sur ce sujet rapporté au roi pour encourir sa colère et s'exposer peut-être à éprouver le même sort, si la caravane s'obstinait à suivre le cours de Vaal River. Ainsi, d'une part, Moselekatse, avec toute l'adresse du sauvage, cherchait, par ses bonnes manières, à effacer l'impression fâcheuse que produisait parmi les blancs cette attaque accompagnée d'un massacre général; de l'autre, feignant d'ignorer cet évènement capital, les voyageurs faisaient peu à peu des cadeaux au roi, achetant ainsi les promesses et, pour ainsi dire, les passeports qu'ils voulaient lui arracher.

Andries trahissait ses maîtres et les sacrifiait à la cupidité du Matabili; il cherchait à décourager les gens de la troupe en leur faisant peur des flèches empoisonnées des Bushmans. Après avoir exigé successivement tout ce qui pouvait lui être accordé, Moselekatse voulut avoir la tente. Les chasseurs refusaient, se réservant ce cadeau comme un dernier moyen de triompher des répugnances du despote. Enfin, ennuyé sans doute de la présence de cette caravane, Moselekatse consentit à laisser partir le capitaine et sa troupe par la route désirée, et à leur fournir des guides comme sauve-garde, au cas où ils rencontreraient l'armée, qui revenait de son expédition, sous les ordres du ministre Kapili; il consentit à tout cela pour une masse imposante de grains de verre! La tente lui fut aussi cédée, et, tandis qu'il se complaisait à se coucher dans sa nouvelle maison, à essayer l'un après l'autre sur sa personne les cent colifichets dont il se

voyait possesseur, nos deux voyageurs songèrent à se mettre en marche.

Nous passerons sous silence les curieux détails que donne le capitaine Harris sur l'intérieur de Moselekatse, sur son sérail, sur ses femmes, parmi lesquelles gémit une petite Griqua prisonnière, fille d'un chef de Bechuana tué avec les siens sur les bords de cette fatale rivière Vaal, et nous quitterons avec eux la cour de cet ignoble sauvage, dont on rit un instant, puis dont on a horreur et dégoût au bout de quelques pages, comme après quelques jours de résidence près de lui. Les plus barbares d'entre les souverains n'oublient pas que, s'ils sont rois, il y en a d'autres qu'eux sur la terre, et, bien qu'il se croie le plus grand monarque du monde, Moselekatse daigna s'informer du roi Guillaume, du nombre de ses troupeaux, et charger ces messieurs de le complimenter de sa part.

Une fois en paix avec Moselekatse, les voyageurs n'avaient rien à craindre des autres tribus, ils pouvaient parcourir librement le désert, et commencer ce qui les tentait le plus, la chasse aux éléphans, le plus noble des *sports*. N'oublions pas que les chevaux boitent, que les bœufs s'égarent la nuit, et que les Hottentots s'enivrent si bien, qu'il faut les dénicher sous les buissons; et, tout en suivant la caravane dans le sud-est, faisons cette dernière observation à propos de Moselekatse : que, dans les divers degrés de barbarie ou de civilisation, les peuples sont portés à baiser la main qui les opprime, parce qu'elle est forte, et que rien ne ressemble tant à une nation sauvage qu'une nation abâtardie; toutes les deux sont en enfance, l'une n'en sort pas encore, l'autre y est retombée.

Nous voici sur les bords de la Moriqua : elle sort de dessous une haie de magnifiques arbres épineux et traverse de beaux pâturages semés çà et là de grands acacias à fleur jaune; des mimosas groupés en petits massifs forment des oasis d'ombre où viennent s'abriter les pintades. Plus loin, sur la rive nord, s'étend une plaine bordée de montagnes bleues; des *mokaalas* aux feuilles en parasol, plantés indistinctement dans l'immensité, sont comme la bannière autour de laquelle se rallient et dorment les gnoos, les *sassaybys* (*acronatus lunata*) et les hartebests. Parfois des sauvages assez doux se laissent voir au passage, et quelque monstrueux rhinocéros met la caravane en émoi. Mais dès le lendemain matin, au-dessus des buissons, tout au haut d'un arbre, le capitaine Harris aperçoit une tête gracieuse qui se balance au bout d'un cou droit comme un pin : c'était *the long sought giraffe*, la giraffe après laquelle il avait si long-temps soupiré.

Quel temps de galop sur les traces de la majestueuse bête! Le cheval tombe dans un trou, le chasseur fait une culbute (ce n'était pas la première), mais qu'importe? l'animal est blessé, et la victoire reste au cavalier moulu dans sa chute. Combien de pareils exploits dans ce livre, et toujours racontés de la manière la plus variée et la plus divertissante! Ces combats d'un Européen contre de gros quadrupèdes presque fabuleux pour nous rappellent les histoires (nous ne dirons pas les contes), les légendes héroïques et chevaleresques de l'Hippogriphe, de la Chimère et de la Tarasque, avec cette différence toutefois, qu'ici l'homme a sous ses mains des armes trop sûres pour que le fantastique puisse intervenir dans la lutte. Cette promenade triomphante conduisit les deux chasseurs aux bords du *Tolaan-River*, dans un isthme délicieux où ils visitèrent le fils de Moselekatse, *an aristocratic and intelligent lad*, de quatorze à quinze ans. Le conquérant qui fonde un empire et une dynastie est fier, hautain, orgueilleux de ses exploits, mais il s'appuie sur lui-même; le fils du conquérant, même chez les sauvages, se montre seulement vain, c'est-à-dire glorieux de ce qu'il n'a pas gagné, d'une position toute faite.

Le 1er novembre, au matin, parut un corps de guerriers matabilis, qui chassaient devant eux un large troupeau de bœufs; ils se dirigeaient vers le kraal du souverain; ces bœufs étaient le butin pris sur les émigrans, ces soldats ceux de Kapili. Le pays, de plus en plus varié, présentait des cascades, des bois, et dans le lointain les monts Kashan. Toutefois la rencontre de bergers matabilis armés de lances et de boucliers et plus nombreux qu'ils ne l'auraient désiré, rendait de temps à autre la position des voyageurs assez précaire. Encore teints du sang des Hollandais, exaltés par cette victoire récente, en guerre contre tout homme blanc, ces Kafres hideux regrettaient qu'une escorte royale mît les étrangers à l'abri de leurs coups. Aussi ce fut une double joie pour le capitaine Harris de s'éloigner du milieu de ces kraals et de rencontrer pour la première fois des traces d'éléphans.

Tout en suivant les monts Kashan, la caravane était à chaque instant assaillie par les lions; les excursions produisaient aussi des résultats de jour en jour plus satisfaisans. Un *water-buck* (*aigocerus ellipsiprymnus*) tomba sous les balles du capitaine : il prétend être le seul Européen qui ait jamais tiré sur ce curieux animal, connu dans la science depuis dix ans à peine. Ses yeux sont larges et brillans, ses bois pesans, blancs, légèrement cannelés, longs de trois pieds, presque perpendiculaires à la tête; les pointes se recourbent en

Paris pour Marseille, où il fut commis chez un négociant dont le père habitait, à Grenoble, dans la maison du grand-père de M. Beyle. Peu de temps après, en 1806, on le nomma adjoint au commissaire des guerres, fonction qui lui valut bientôt celle d'intendant des domaines de l'empereur, à Brunswick. Dans ce bon pays allemand, il trouva un jour moyen de tirer 8 millions d'une mouture qui n'en devait rendre que quatre, et comme d'ailleurs il ne cacha point ces 4 millions de surplus dans sa poche, cela fit dire qu'il avait le *feu sacré;* c'était un mot du temps. La campagne de 1809 vint l'arracher au Brunswick. Il suivit, comme attaché à l'intendance-générale, sous M. Daru, l'armée de Wagram, et put assister dans Vienne au convoi de Haydn, mort le 31 mai du coup qui avait anéanti l'indépendance de son pays.

Ce fut, je crois, dans le cours de cette campagne que M. Beyle eut occasion de montrer qu'il possédait réellement ce feu sacré dont on lui avait fait honneur en des circonstances où le mot était moins heureusement appliqué. On l'avait abandonné avec les malades et les approvisionnemens dans une petite ville dont la garnison avait été jugée plus nécessaire ailleurs. Officier d'administration, le dépôt qu'on laissait était placé sous sa responsabilité. Le pays était mal disposé à notre égard, et n'attendait qu'une occasion pour nous le faire sentir. A peine la garnison avait-elle quitté la ville, qu'une insurrection formidable s'organisa, le tocsin sonna, toute la population se leva. Il ne s'agissait de rien moins que de massacrer les malades à l'hôpital, et de piller ou brûler les magasins. Privés de troupes, les officiers militaires de la place ne savaient où donner de la tête. Cependant l'émeute devenait plus menaçante. Les abords de l'hôpital s'encombraient, les cris de mort se faisaient entendre; au péril de ses jours, M. Beyle se jette dans ces rues abandonnées à une multitude furieuse, et pénètre dans l'hôpital. Les convalescens, les malades, les blessés, tout ce qui peut un instant se tenir debout ou à peu près, il fait tout lever, il arme tout. Les plus impotens, il les met en embuscade aux fenêtres, qui, garnies de matelas, deviennent des meurtrières; les autres, cavalerie, infanterie, toutes les armes confondues cette fois sous l'uniforme lugubre de l'hôpital, il en fait un peloton; il ouvre les portes, et se précipite sur l'émeute. A la première décharge, tout se dissipa.

Le 3 août 1810, M. Beyle passa, comme auditeur de première classe au conseil d'état, dans la grande fournée des trois cents, et fut attaché au ministère de la guerre. Peu de jours après, on le nom-

mait inspecteur-général du mobilier de la couronne. Enfin, en 1812, il partait comme directeur-général de l'approvisionnement de Minsk, Witepsk et Mohilef, pour ce grand voyage de Moscou où il emportait tant d'auteurs originaux dans sa calèche. Ici finit le cours de ses prospérités officielles. L'intermède de la restauration fut pour lui, à part un grain de politique, une période toute littéraire. Les évènemens de 1814 le firent retourner en Italie, où il mena pendant cinq ans une vie d'observation, d'études et de relations avec les hommes les plus distingués, entre lesquels il faut nommer Byron, qu'il rencontra à Venise, comme il l'a depuis raconté. En 1819, il revint à Grenoble pour coopérer à l'élection de Grégoire; puis, après une visite à Paris, il reprit le chemin de l'Italie, qu'il ne quitta qu'en 1821. Ce ne sont plus qu'allées et venues, non-seulement au-delà des monts, mais aussi en Angleterre (1). Malgré son libéralisme, un

(1) Pour cette période de sa vie, nous pouvons un instant le laisser parler de lui-même. On sait que cela lui arrive rarement, au moins d'une manière avouée, et qu'il n'a jamais pu prendre sur lui de le faire sérieusement, même dans son épitaphe, où, comme on le verra tout à l'heure, il se fait Milanais et presque poète élégiaque par l'effet sentimental qu'il a su donner à la disposition des trois mots qui la composent. Cette pièce nous a été remise avec toute sorte de petits mystères et le pseudonyme obligé. Cette fois, ce n'est plus Stendhal, c'est Darlincourt.

« Pour se consoler du malheur de vendre ses chevaux (mai 1814), M. Darlincourt fit la vie de Haydn, Mozart et Métastase. Il avait réellement assisté au convoi de Haydn à Vienne, en mai 1809. Il y fut conduit par M. Denon. Ce premier ouvrage est imité en partie d'une biographie italienne sur Haydn. Il fut traduit en anglais.

« En 1817, M. Darlincourt publia deux volumes de l'*Histoire de la Peinture en Italie*, qui n'eut aucun succès, et lui coûta 4,000 francs chez Didot. En ce temps-là, Darlincourt ne connaissait pas même les avantages de la camaraderie; il en eût eu horreur. Un de ses amis fit insérer dans les *Débats* un article à la louange de l'*Histoire de la Peinture;* le lendemain, les *Débats* se rétractèrent. Ces deux volumes furent le fruit de trois ans d'études : l'histoire pittoresque de Florence fut écrite à Florence; de Rome, à Rome, et ainsi de suite. M. Darlincourt consulta les manuscrits des bibliothèques de Florence, et toutefois fut trompé par un bibliothécaire qu'il payait. Le fils de Bianca Capello *vécut*, et fut toujours traité en prince par pitié.

« En 1817, M. Darlincourt publia *Rome, Naples et Florence.* Ce petit manuscrit avait été fait pour ses amis et sans nul dessein de l'imprimer. Il eut du succès, et l'*Histoire de la Peinture,* qui a été recopiée dix-sept fois, ne fut lue de personne.

« En 1822, M. Darlincourt, toujours étranger à la camaraderie, eut grand' peine à trouver un libraire qui voulût gratuitement du manuscrit de *l'Amour*. Ce libraire lui dit au bout d'un mois : « Votre livre, monsieur, est comme les psaumes de M. de Pompignan, de qui on disait : Sacrés ils sont, car personne n'y touche. »

« En 1823 et 24, il publia *Racine et Shakspeare* (quarante pages), qui eut beaucoup de succès et qui piqua lord Byron.

phant, ils les déclarent indignes d'être goûtés, et pareils en tout à de fortes semelles de bottes.

Cette rivière de Limpopo est comme le point auquel viennent se rallier les troupes d'éléphans, de buffles, d'hippopotames et de rhinocéros, presque à l'exclusion des animaux plus faibles qui doivent nécessairement aller chercher pâture ailleurs. Au reste, la Providence a fait la part de chacun : les plus gros, comme s'ils craignaient de trop se montrer et d'attirer l'ennemi de trop loin, se tiennent dans les joncs, sous les arbres, dans les fossés; les petits, au contraire, quaggas, antelopes, cerfs de toute espèce, comptant sur l'agilité de leurs jambes, paissent en plaine.

Il fallait, laissant à l'ouest la rivière Limpopo, traverser au nord les monts Kashan; les guides de Moselekatse refusèrent d'aller au-delà, parce qu'ils seraient entrés sur le territoire de Dingaan, leur ennemi acharné. « Ces montagnes, dit le capitaine Harris, assurément les plus hautes de l'Afrique méridionale, ne sont peut-être pas aussi élevées qu'elles le paraissent, parce qu'elles surgissent brusquement d'en bas, sans transition de terrain. Du haut d'une des cimes que nous gravîmes, l'extraordinaire réfraction de l'atmosphère nous permit d'apercevoir, dans la direction de Delagoa, une très lointaine chaîne d'autres montagnes courant aussi nord et sud, que l'on dit être la limite orientale des conquêtes de Moselekatse. C'est dans cette région, à l'est des vallons si beaux, mais si malsains, dans lesquels la Vaal prend sa source, que Triechard, le chef des premiers émigrans hollandais, alla s'établir sur les bords de ce qui semble être une large rivière, tributaire du Limpopo au dire des indigènes; toutefois la source et le cours de cette rivière sont encore inconnus. Elle fut découverte par Robert Scoon. »

De là, les voyageurs, marchant toujours, observant le cours des ruisseaux et la direction des montagnes, campèrent sur la rivière Machachochan, au lieu même où périrent les Griquas, vaincus par Moselekatse, car ses états ont été conquis à la pointe de la lance; il a d'ailleurs gagné plus de terrain que de sujets, ce qui peut-être n'est pas contre la politique d'un prince dont les troupeaux sont toute la richesse. Après une splendide chasse aux giraffes, fort curieuse en elle-même et par les détails que donne le capitaine Harris sur les mœurs de ce gracieux animal, la caravane tourna définitivement le dos au tropique et *mit le cap au sud*. Bientôt le pays devint moins riant, moins peuplé de sauvages et d'animaux; à peine rencontrait-on quelques gazelles et quelques débris errans des tribus Be-

chuanas décimées par le lieutenant de Moselekatse. Ces pauvres gens, assis devant leurs huttes, ne répondaient à aucun appel, à aucune avance, pas même à celle d'une tabatière ouverte et tendue vers eux. Souvent même ils paraissaient si misérables, que les chasseurs, en passant, leur tuaient un buffle, un rhinocéros, qu'ils laissaient sur place afin qu'ils pussent s'en repaître. Ce qui inquiétait les Bechuanas, c'était l'escorte de Matabilis toujours présente, parce que la caravane rentrait dans les limites du territoire de Moselekatse, et ce fut même avec un des chefs que se traita en dernier ressort la grande question du retour par la Vaal. Le seul évènement qui marqua le voyage jusqu'à cette rivière fut la découverte d'une nouvelle espèce d'antelope du sous-genre *aigoceros*; les bois de cet antelope sont plats, hauts de trois pieds, et retombent gracieusement sur le dos en forme de croissant.

Le 16 décembre, il fallut dire adieu « à ces forêts enchanteresses de Kashan, » quitter « ce paradis du *sportsman*, » et rentrer dans le désert, où l'eau est rare, où l'œil n'a plus pour se reposer la verdure des arbres et de la plaine. L'escorte des Matabilis, chargée de quelques nouveaux présens pour le souverain, *le grand éléphant* Moselekatse, prit le chemin de Mosega; les Anglais firent route au nord, tirant çà et là quelques élans, traversant ruisseaux et fondrières, rencontrant de loin en loin et à de grandes distances des sauvages de la tribu indépendante des Barapootsis, établis aux sources de la Vaal. L'arrivée aux bords de cette rivière fut saluée par les Hottentots à grands coups de fouet, et telle était la soif des bœufs, qu'ils trottèrent en sentant l'eau; les hippopotames se baignaient joyeusement dans cette rivière, plongeant comme des loutres.

Pareille au Kichna, qui, prenant sa source à vingt lieues du rivage malabar, va se jeter dans le golfe du Bengale, la Vaal part de derrière Delagoa-Bay, à 3 degrés ouest de ce port. « Joignant le cours principal du *Great-Orange*, dont elle est un des bras, à 250 milles géographiques au-dessous du confluent de la Chonapas, elle traverse de l'est à l'ouest le continent africain comme une grande artère, et se décharge dans l'Atlantique. » Désormais le pays à parcourir jusqu'à la colonie était complètement inexploré; les lions et les sauvages inquiétaient la marche de la petite troupe déjà bien diminuée, quant au bétail, par la perte d'un bœuf et la consommation journalière que les hommes et les animaux de la plaine faisaient des maigres brebis achetées à Somerset; le capitaine lui-même souffrait d'une chute sur les pierres; les chariots, à demi disloqués et chargés de

dépouilles, menaçaient ruine. Le 23 décembre, la caravane arriva devant la Nama-Hari ou *Donkin River;* cette rivière prend sa source à cinquante lieues dans l'est, à moitié chemin entre Port-Natal et Delagoa-Bay, dans les hautes montagnes qui séparent la Kafrerie du pays des Bechuanas. La chaleur devenait accablante, les attelages périssaient de soif et de fatigue au milieu de cette contrée désolée, si rarement rafraîchie par un ruisseau; et ces cours d'eau si rares, il fallait les franchir, travail exorbitant qui achevait d'abattre à tout jamais ces pauvres bêtes, souvent liées au joug douze heures de suite sans brouter une poignée d'herbe.

Trois jours entiers, les voyageurs errèrent dans la solitude, ne sachant si les traces qu'ils rencontraient étaient celles des Griquas ou celles des émigrans; des *Bushmans* pygmées et des buissons nains animaient seuls ce désert. Aux orages de la mousson déjà passée succédait le *simoun;* c'était un triste *christmas* pour des Anglais, désormais privés de leur tente, et tant bien que mal logés dans des chariots. Enfin, après une reconnaissance poussée sur divers points, on trouva des squelettes de chevaux « et des lambeaux de corps humains, qui furent déclarés, d'après la dimension des crânes, appartenir à des Hollandais. » Voilà tout ce qui restait d'une troupe d'émigrans partis dans l'espérance d'un meilleur avenir! Quelques jours après, « assez tard dans l'après-midi, nous donnâmes dans une ornière creusée par des chariots, dit le capitaine Harris, et nous traversâmes la rivière en suivant un sentier qui nous mena à un camp d'émigrans abandonné. Leurs huttes de roseaux, désormais désertes, offraient un abri si invitant, que nous résolûmes d'y faire halte un jour....., afin de reposer nos bœufs, de nettoyer les chariots, et de donner aux Hottentots l'occasion de danser en l'honneur du nouvel an. » Conçoit-on ces stupides et hideuses figures grimaçant et sautant sans pitié sur la place temporairement habitée par leurs maîtres, leurs amis, peut-être leurs parens, et insultant par une orgie aux ruines de paille et de jonc de ce qui fut six mois la colonie d'une colonie! Et au milieu de quel paysage cela se passait-il? Le voici : « Nous traversâmes une étendue de terrain d'environ trois lieues, bas et imprégné de sel, rempli de mares et de petits lacs. Le nombre d'animaux sauvages rassemblés dans cette plaine humide est vraiment fabuleux; les routes battues par leurs marches et contre-marches ressemblent à des voies. A chaque pas, d'incroyables troupeaux de toute espèce de gazelles et de gnoos, des escadrons de quaggas communs et zébrés exécutaient leurs évolutions compliquées; par-

fois un petit groupe d'autruches vêtues de leurs plumes blanches jouaient le rôle d'officiers supérieurs et d'état-major avec tant de vérité, que le spectateur ne pouvait s'empêcher de songer à une revue de cavalerie. » Et devant une pareille scène, les Hottentots buvaient!

Ainsi les animaux sont redevenus maîtres des plaines qu'arrose la Vaal; elles sont immenses, unies, longues à traverser au pas, monotones à mourir; la nature, pour abréger l'ennui du voyageur, y a semé sur ses pas les plus gentilles fleurs, les bulbeuses surtout, si odorantes et si variées, afin que, laissant tomber plus près de lui son regard fatigué d'un horizon sans limites, il trouve à souhait mille corolles entr'ouvertes, mille parfums odorans qui le charment et le captivent. Combien de fois dans la vie ne trouve-t-on pas de longues périodes d'années ainsi faites, où tout serait ennui si l'on ne savait apprécier dans le cercle le plus restreint les plaisirs simples et cachés!

Au-delà sont les monts Wittebergen ou Quathlama, large ceinture basaltique qui enserre le rivage oriental à une distance de vingt-neuf à trente lieues de la mer; pays peu connu, où se cachent les sources du Caledon et du Nu-Gareep, où vivent retirées beaucoup de nations sauvages, parmi lesquelles plus d'une sont cannibales, si on en croit les rapports de hardis missionnaires français qui, les premiers, ont fait connaître les tribus des *Barimos* et des *Ba-Mahakanas*.

Traverser ces contrées pendant l'été (décembre et janvier), c'était choisir le meilleur temps pour n'éviter aucun des nombreux inconvéniens qui les rendent presque inhabitables : chaleur suffocante, sources rares, marais fétides, mirage éternel qui montre aux yeux fatigués des lacs fuyans! Mais un dernier et véritable malheur y attendait la caravane. Des débris d'animaux, des huttes creusées en terre, annonçaient le voisinage des Bushmans; les voyageurs allaient en avant, heureux de sentir le terme prochain de leur expédition, lorsqu'un jour « plusieurs fantômes à forme humaine se dessinèrent à l'horizon, courant à toutes jambes vers le sommet d'une colline déjà couverte d'une troupe d'individus de même espèce. » On entra en pourparler; rien ne se passa d'extraordinaire; seulement on veilla bien autour des wagons durant la nuit, tandis que les Bushmans allumèrent des feux sur les hauteurs. Le lendemain, la petite troupe traversa un camp d'émigrans, désert comme le premier, passa une rivière (la Modder), et chemina toujours, escortée de près ou de loin par les Bushmans. Enfin, une nuit les bœufs disparurent. Ce

n'étaient pas des lions qui les avaient dévorés; ils venaient d'être enlevés par ces pygmées, qui, retranchés sur une éminence, criaient avec fierté : « Les voilà, ils sont ici, vos bœufs; venez les prendre, si vous êtes des hommes! » Il fut convenu qu'on ferait contre les voleurs une attaque nocturne à la manière de celles de Bas-de-Cuir contre les Peaux-Rouges, mais assurément moins sérieuse, et de part et d'autre assez grotesque. Que l'on se figure cinq ou six hommes montés sur des « squelettes de chevaux, » partant à minuit pour assiéger dans leurs trous une horde de Lilliputiens! Après cinq heures d'attente, le jour paraît, les fusils armés menacent l'invisible ennemi; mais, au lieu des pillards, nos deux voyageurs ne trouvèrent que les cadavres de dix-neuf de leurs bœufs, dévorés par des chiens. La colère des chasseurs, frustrés dans leur vengeance, dut nécessairement tomber sur les innocens quadrupèdes de la plaine. La ressource dernière était de monter les meilleurs chevaux et d'aller chercher du secours. Les deux Anglais firent route au sud, et leur bonne étoile les mena droit à un camp d'émigrans hollandais. Là finit, à vrai dire, leur voyage dans ce qu'il a d'aventureux. De nouveaux attelages allèrent rejoindre les wagons et les conduisirent, après de longues journées encore, « à la civilisation, » puis à la colonie du capitaine. Ainsi cet incident, capital en lui-même, mais sans suite trop fâcheuse, fut comme le coup de vent à l'entrée du port, qui fait que, pour preuve du danger couru, on mouille en rade avec quelques voiles en lambeaux.

Les voyageurs rapportaient une ample collection de dessins, de peaux préparées, de notes et de magnifiques souvenirs; ils venaient d'accomplir une excursion non-seulement périlleuse, mais dans laquelle il avait fallu une grande énergie morale pour se tracer une route, une courageuse persévérance pour la suivre sans dévier, au milieu des obstacles incessans qui naissaient des hommes et des choses. Quant aux privations, avaient-elles été sérieuses? Je laisse au lecteur le soin d'en juger par ce passage : « Le voyageur dans l'Inde, accoutumé aux aisances que procurent une tente et le service des domestiques, peut à peine se faire une idée des mille difficultés, détresses et désappointemens qui attendent le chasseur errant dans le désert d'Afrique. . . . . Rien ne peut surpasser l'ennui que causent les Hottentots, dont l'indolence *nous forçait souvent à nous lever la nuit*. La pluie, qui nous poursuivait sans relâche, triplait au moins le *decomfort* que nous éprouvions. Je ne le nie pas, parfois j'ai soupiré après les douceurs auxquelles nous avons été ac-

coutumés (dans l'Inde); le pain et la viande, avec une simple tasse de café et de thé, composaient des mois entiers tout notre ordinaire. » Pauvres gens! Mais c'est un capitaine du génie, un officier de l'Inde qui parle; ses vingt-cinq serviteurs, sa haute paie, son grade élevé, l'ont habitué à un luxe que nous ne comprenons guère.

Nous avons pensé qu'une pareille relation, postérieure à celles de Janssens, de De Mist, des missionnaires, et peu répandue en Europe, inconnue en France, ne serait pas sans intérêt, même si rapidement analysée. Un coup d'œil net jeté sur les solitudes où se passent des évènemens d'une mince importance, il est vrai, mais bien graves cependant au point de vue de l'humanité, des détails topographiques sur cette partie de l'Afrique méridionale comprise entre les frontières de la colonie, le tropique du capricorne, l'Océan-Atlantique et la baie de Delagoa, une description et presque une histoire complète des tribus conquérantes et des tribus conquises, ainsi qu'une indication des animaux avec lesquels elles partagent le désert, un bon nombre de données géographiques sur des fleuves et des rivières, des montagnes et des collines rarement explorées dans leur ensemble, voilà ce qui recommande l'ouvrage du capitaine Harris à plus d'une classe de lecteurs. Chasseur passionné, naturaliste habile, le capitaine, versé dans la littérature de son pays, sait varier son style, jeter çà et là dans ses pages de beaux vers, des citations choisies, qui rompent la monotonie d'une narration, conter les épisodes avec esprit et gaieté, et surtout peindre avec ame les paysages variés qui se déploient devant lui. Il voit la nature sous ses aspects multiples, et, comme il l'aime en artiste et quelquefois en poète, il comprend et fait comprendre qu'elle est toujours pleine de magnificences dans les mornes pâturages de la Vaal comme dans les sublimes forêts qu'abritent les monts Kashan.

A ce livre précieux à plus d'un titre sont joints une carte, un appendice zoologique, et une esquisse de l'émigration des colons hollandais dans le Natal en 1836. Cette dernière partie de l'ouvrage contient des détails assurément peu connus sur la marche, les établissemens temporaires et définitifs des émigrans; peut-être ne nous saura-t-on pas mauvais gré d'en donner ici un rapide aperçu.

« L'abandon de la colonie du Cap par les anciens habitans hollandais est sans exemple dans l'histoire des possessions anglaises, dit le capitaine Harris. Des émigrations partielles n'ont rien de rare, mais il s'agit ici d'un corps de cinq à six mille individus qui ont, d'un commun accord, déserté le lieu de leur naissance, le toit de leurs

pères, pour se plonger dans les déserts non frayés de l'intérieur, bravant les périls et les fatigues d'un voyage dans ces contrées solitaires, quoique beaucoup d'entre eux fussent sur le déclin de l'âge, et cherchant une nouvelle patrie sur un sol étranger et inhospitalier. »

En effet, c'est un spectacle extraordinaire et solennel que celui de cette troupe de colons se faisant tout à coup nomades, marchant avec une obstination résignée droit devant eux, tournant le dos aux habitations, s'enfuyant vers le désert, se vouant, eux, leurs femmes et leurs enfans, à tous les dangers d'une émigration aventureuse, et cela pour se soustraire à la domination anglaise, pour se créer hors des limites reculées de la colonie une patrie quelconque. Mais quelles furent les causes de cette détermination? C'étaient « les pertes que leur faisait éprouver l'émancipation des esclaves (essayée par l'Angleterre sur des sujets conquis), l'absence de lois qui pussent les protéger contre les déprédations et le vagabondage des gens sans aveu qui infestent la colonie, et surtout l'état peu sûr des frontières de l'est et l'insuffisant appui que leur prêtait le gouvernement anglais contre les attaques des Kafres, qui avaient changé en solitudes les lieux les plus richement cultivés. »

Ce sont là, il faut en convenir, de sérieux griefs, et l'écrivain anglais lui-même s'étonne que le gouvernement du Cap ait si longtemps négligé d'apporter à cet état de choses des remèdes dictés par « la raison, la justice et l'humanité. » Pris au dépourvu par une mesure qui les privait brusquement du travail des esclaves, sans qu'ils eussent eu le temps de s'y préparer, exposés aux incursions des sauvages, sous les coups desquels « ils virent, durant bien des années, leurs foyers inondés du sang de leurs parens les plus proches et les plus chers, » abandonnés complètement par les nouveaux maîtres, qui semblaient ne voir dans cette colonie, si florissante et si laborieuse, autre chose qu'un port de relâche sur la route des Indes et de la Nouvelle-Hollande, les colons de la frontière secouèrent un joug pesant, puisqu'il était inutile, et brisèrent hardiment les derniers liens par lesquels ils tenaient aux nations civilisées.

Quand cette grande détermination fut arrêtée, quand ce projet d'émigration fut bien mûri par les mécontens, il se tint des conseils : où aller, où fuir pour être à l'abri des Anglais et des sauvages, des maîtres qui opprimaient sans secourir, des ennemis chaque jour plus entreprenans? Et comme on parlait beaucoup sur la frontière de la richesse du sol dans le Natal, on résolut de se diriger vers ce point; un détachement de hardis colons s'avança jusqu'à cet Eldorado, et le rapport que firent les éclaireurs de la contrée explorée

fut assez encourageant pour que toute la troupe se préparât au départ. Une attaque soudaine faite par les Kafres retarda ce moment décisif, tout en le rendant plus désirable encore. A peine les hostilités eurent-elles cessé que trente familles, composant le premier détachement, se mirent en route sous le commandement de Louis Triechard. Afin d'éviter la rencontre des tribus kafres, les émigrans traversèrent au nord-est la Grande-Rivière, tournèrent les montagnes qui séparent la Kafrerie du pays des Bechuanas, pour descendre ensuite droit à l'est, dans les plaines de Natal; mais hélas! « ces monts présentent une barrière insurmontable : ce sont d'innombrables collines pyramidales entassées en désordre et de la manière la plus fantastique; un pic s'élève et se dresse au-dessus d'un autre comme pour arrêter, entraver la marche de l'homme, et à plus forte raison celle de tout chariot roulant sur un essieu. » Aussi ces pionniers, ignorant la topographie d'une contrée encore si peu étudiée, dépassèrent de beaucoup la latitude de Port-Natal, et, à la fin de mai 1836, ils se trouvèrent, entre les 26e et 27e degrés, dans une plaine fertile, mais déserte, à l'est de la belle rivière traversée par nos voyageurs, qui coule doucement au nord-est, au milieu d'un pays plat, et se jette dans le Limpopo, dont les eaux se déversent au fond de Delagoa-Bay, à l'entrée du canal de Mozambique. Pour revenir au point qu'ils cherchaient, il eût fallu traverser les états de Dingaan, roi des Zooloos, c'est-à-dire affronter un redoutable ennemi dans une contrée éminemment insalubre; et comme les pâturages, l'eau potable, le bois, le gibier, abondaient sur les bords de cette rivière et dans les plaines qu'elle arrose, Triechard et les siens résolurent de s'y fixer. Cet exemple fut suivi par d'autres détachemens qui s'acheminèrent avec leurs troupeaux au-delà de *Great-River*, à travers le désert, et sans autre détermination bien arrêtée que celle d'abandonner leurs anciennes demeures. Sourds aux avis des missionnaires rencontrés çà et là sur leur route, ils se répandirent imprudemment le long des rives fertiles et verdoyantes de la Vaal, en attendant que l'intérieur fût exploré et que leurs plans fussent ultérieurement arrêtés.

En mai 1836, deux petits détachemens poussèrent une reconnaissance dans le nord-est; ils virent Triechard établi à Zout-pans-Berg, et, après un voyage de seize jours dans une région fertile et inhabitée, ils arrivèrent jusqu'aux environs de Delagoa-Bay, près de Conrad Buys, qui vivait au milieu d'une tribu de naturels désignés, à cause de la forme remarquable de leurs nez, par le nom de *Knof-nosed Kafirs* (Kafres au nez bossu). Satisfaits de leur exploration, les deux

chefs Bronkhorst et Potgeiter revenaient gaiement apporter à la petite colonie la nouvelle qu'une terre riche et abondante les attendait; mais ils ne trouvèrent rien qu'un sol ensanglanté, couvert des ossemens de leurs frères! C'était Moselekatse qui les avait attaqués, et vingt-quatre d'entre les colons étaient morts dans le combat.

Les états de ce monarque sont immenses; la Vaal les borne au sud, et c'est de ce côté que des Griquas, profitant de l'absence des guerriers matabilis, avaient poussé leurs incursions souvent couronnées d'un plein succès, puisqu'ils étaient venus à bout d'enlever, dans l'une de ces expéditions, tous les troupeaux paissant en liberté sur les terres de Moselekatse. Depuis lors, le monarque avait expressément défendu à tout homme, trafiquant, chasseur ou autre, d'aborder ses états par ce côté : de fortes divisions de Matabilis parcouraient ces parages pour mieux faire respecter ses ordres; mais la route restait toujours ouverte par Kuruman ou New-Littakoo. Or les émigrans, formidables par le nombre, s'avançant par le chemin prohibé jusqu'aux frontières et même jusqu'au territoire de Moselekatse, devaient exciter la colère de cet ombrageux despote; de plus leur magnifique bétail était une tentation pour lui. Il s'était décidé à donner une leçon aux pionniers, afin de leur apprendre qu'on n'entrait pas ainsi sans cérémonie sur ses domaines, et qu'au moins fallait-il tâcher d'obtenir sa bienveillance par des présens. La leçon avait été terrible. Les cinq cents guerriers envoyés contre les émigrans rencontrèrent, chemin faisant, le colon Erasmus qui chassait l'éléphant, toujours dans la partie réservée. Un soir qu'il arrivait seul à ses chariots avec son fils, Erasmus les vit serrés de près par une bande de sauvages armés; il partit au galop vers le camp le plus voisin, en ramena sept colons déterminés, et, après un combat opiniâtre, les Matabilis se retirèrent, laissant un grand nombre de morts; les Hollandais n'avaient perdu qu'un des leurs.

Ceci n'était que le prélude d'un drame plus sanglant; neuf chariots groupés à une petite distance du camp furent assaillis par un parti de ces mêmes sauvages, le bétail fut enlevé, vingt-quatre Hollandais restèrent sur la place. Six jours après, Erasmus, voulant savoir au juste quel avait été le sort des siens, osa reparaître dans ce lieu fatal : deux de ses fils étaient prisonniers, les cadavres de ses cinq esclaves gisaient sur le sol, et la trace des chariots indiquait qu'ils avaient été conduits vers Kapain. Le capitaine Harris les y trouva en effet, renfermés dans le milieu du kraal.

Après ce désastre, les émigrans, rejoints par ceux qui revenaient

du nord-est, revinrent sur leurs pas, s'éloignèrent de la frontière si rigoureusement défendue, et campèrent de nouveau aux bords de la Donkin ou Nama-Hari, tributaire de la Vaal. Abattus par le découragement et le chagrin, ou peut-être heureux d'une indépendance si chèrement achetée, les émigrans restaient là, sans songer à traiter d'une manière quelconque avec Moselekatse, qui bientôt les fit attaquer par une véritable armée. Leur mode de défense, car il n'était plus temps de fuir, fut celui qu'adoptent généralement aussi les *carreteros* de la Pampa; ils formèrent un enclos avec leurs cinquante wagons bien liés entre eux par les cordes d'attelage; au centre de cette forteresse improvisée, ils en formèrent une plus petite pour les femmes et les enfans. Pleins de courage et de résolution, ils marchèrent à cheval au-devant des cinq mille Matabilis, mais tout en se battant ils finirent par reculer jusque dans leurs retranchemens; là, les sauvages les chargèrent avec furie; dix fois repoussés, dix fois ils revinrent au combat. Les Hollandais avaient à défendre leur vie, celle de leurs femmes et de leurs enfans; après un quart d'heure d'une lutte désespérée, les sauvages furent complètement battus; lançant leurs javelots par-dessus l'enceinte, ils s'éloignèrent bientôt, sans pouvoir cacher leur perte, qui était de cent cinquante guerriers. L'attaque avait été dirigée par Kapili, ce ministre de Moselekatse que nous avons vu plusieurs fois venir s'asseoir sous la tente du capitaine Harris. Parmi les émigrans, il y avait eu deux morts et dix blessés; c'était beaucoup pour une petite armée abandonnée à elle-même; d'ailleurs, les troupeaux restaient au pouvoir de l'ennemi, et les Hollandais eurent beau le poursuivre vigoureusement dans sa retraite : bœufs et moutons, tout fut perdu.

Une partie des Hollandais escorta alors les femmes et les enfans jusqu'à la mission de M. Archbell, à Tchaba-Uncha, où ils restèrent en sûreté; les autres, munis de nouveaux attelages, revinrent camper sur les bords de la Modder, où ils furent rejoints par un fort détachement, dont le chef, Maritz, riche et ambitieux fermier de Graaf-Reinet, fut bientôt proclamé gouverneur-général de la colonie nomade. Il y avait alors, rassemblés autour de Tchaba-Uncha, gros village de Griquas-Barolongs, cent cinquante chariots gardés et habités par une population de huit cents ames.

Le capitaine Harris raconte, dans un style pittoresque, la revanche que prit Gert-Maritz sur les Matabilis : « A peine eut-il en main les rênes du gouvernement, que son premier soin fut de former un détachement assez considérable pour se venger de l'injure reçue...

Le 3 janvier 1837, un *commando* (expédition), consistant en cent sept Hollandais, quarante Griquas à cheval et soixante sauvages à pied, quitta Tchaba-Uncha, guidé par un prisonnier matabili, qui ne voulut jamais se risquer à reparaître devant son roi. Prenant considérablement à l'ouest du point de départ, ils traversèrent presque à sa source le *Hart-River*, et tombèrent dans le chemin de Kurruman; par cette manœuvre adroite, ils s'approchèrent des kraals de Moselekatse, précisément du côté où ce monarque devait le moins s'attendre à une attaque. Une gracieuse et fertile vallée, bornée au nord et au nord-est par les monts Korrichane, et formant un bassin de trois à quatre lieues de circonférence, renfermait le village militaire de Mosega et quinze des principaux kraals, dans lesquels se trouvait, avec une grande troupe de guerriers, le lieutenant Kapili, à peine guéri d'une blessure au genou reçue dans le dernier combat. Ce fut là que se dirigèrent les Hollandais. Dès que les premiers rayons du soleil éclairèrent cette matinée du 17 janvier, si célèbre dans les annales des émigrans, la petite bande de Maritz sortit tout à coup en silence d'un passage caché dans les montagnes, et avant que le soleil atteignît le zénith, les cadavres de quatre cents guerriers choisis, la fleur de la barbare chevalerie des Matabilis, jonchaient la vallée ensanglantée de Mosega. Aucune créature humaine ne se doutait du danger, et le trou que fit une balle dans le contrevent de la chambre à coucher d'un des missionnaires américains fut le premier avertissement de l'attaque méditée. Un de leurs domestiques, Bechuana converti (Baba, qui servit d'interprète au capitaine), fut pris pour un Matabili, et poursuivi de si près, qu'il n'échappa qu'en plongeant dans la rivière comme un hippopotame... Les sauvages coururent aux armes à la première alerte, et se défendirent courageusement, mais ils tombèrent comme des moineaux à mesure qu'ils sortaient des retranchemens, car aucun d'eux ne put, avec sa javeline, percer la cuirasse de peau de bœuf qui couvrait la poitrine des Hollandais. »

Moselekatse ne se trouvait pas là; enflé par le récent succès de ses campagnes, ce despote, retiré à Kapain, songeait tranquillement à sa gloire, et c'en était fait de lui si Maritz eût porté plus loin ses pas victorieux; mais il se contenta de ramener sept mille têtes de bétail et ses chariots : les missionnaires revinrent aussi à Thaba-Uncha, ils craignaient avec raison le ressentiment de Moselekatse.

Le capitaine Harris avait donc visité Kapain entre la victoire et la défaite des Matabilis, entre la déconfiture d'Erasmus et l'attaque de

Maritz; aussi trouva-t-il, à son retour dans la colonie, toutes les têtes tournées par le succès de cette expédition; la manie de l'émigration avait, comme une véritable épidémie, fait des progrès rapides. « La promesse de terres illimitées possédées sans taxe ni impôts tenta des centaines de colons que leur éloignement de la frontière avait rendus moins prompts à s'enflammer; d'autres qui, comme la chauve-souris de la fable, attendaient prudemment l'issue des choses, proclamèrent enfin ouvertement leur horreur de la domination anglaise. Il y en avait aussi qui, agissant, disaient-ils, au nom de la parenté, allaient parce que les leurs étaient partis : ceux-ci mus par l'ambition, par le goût des aventures et de la vie nomade; ceux-là, et c'était le plus grand nombre, par le désir naturel d'avoir part au butin. Pendant des semaines, la frontière fut dans une grande fermentation : chaque jour, on voyait de longues caravanes de Hollandais se plonger dans le désert, et se rallier aux drapeaux de leurs compatriotes expatriés. »

Ainsi, voilà que l'amour de l'indépendance se traduit chez les Hollandais pacifiques et prudens par une aveugle folie qui les pousse à entreprendre sans réflexion des expéditions extravagantes et téméraires! En avril 1837, Piet Retief, commandant de Winterberg, officier brave et distingué, se trouvant, avec une forte division de cavalerie, campé à une assez grande distance de la troupe de Maritz, céda aux instances de ses compatriotes, et accepta le titre de gouverneur et général en chef. Digne de remplir ce poste éminent, Retief donna des preuves de sa capacité en nommant des officiers, dictant des lois sages, et surtout en passant des traités avec les tribus voisines, Basutos, Barolongs, Baharootzis et Lishuanis, toutes ennemies déclarées de Moselekatse. Ces dispositions une fois prises, les émigrans retournèrent vers le lieu du premier désastre, et, en mai 1837, « plus de mille chariots et environ mille six cents hommes en état de porter les armes, avec leurs femmes, leurs enfans, leurs esclaves, se trouvèrent réunis au confluent des deux grands bras de la *Vet-River*. Un *commando* de cinq cents hommes devait partir le 1er juin pour aller demander à Moselekatse une cession de territoire ou pour détruire le despote; alors ils seraient tous allés vers Triechard, et là ils devaient poser la première pierre de leur ville; New-Amsterdam devait lever son front au sein même du désert. »

Cependant le prudent Matabili se retira en lieu de sûreté au-delà du tropique, attendant une occasion de porter aux émigrans le coup décisif dont ils le menaçaient eux-mêmes. La discorde se mit dans le

camp; ceux-ci voulaient occuper sans retard les fertiles plaines abandonnées par Moselekatse, ceux-là persistaient dans le dessein de rejoindre Triechard à Delagoa-Bay. C'était l'avis de Retief. Placés entre la mer et les montagnes, les Hollandais pourraient résister plus facilement aux attaques des sauvages et aux poursuites des Anglais; en sa qualité de général en chef, il adressa donc au gouvernement du Cap la lettre suivante : « Le soussigné, commandant en chef des camps-unis, expose humblement que nous, colons, comme sujets du gouvernement anglais, avons, dans ces circonstances fâcheuses, fait connaître nos maux à plusieurs reprises au gouvernement de sa majesté; mais, ayant trouvé que tous nos efforts pour obtenir justice restaient sans succès, nous avons enfin résolu d'abandonner le lieu de notre naissance, afin d'éviter de nous rendre coupables d'aucun acte qui pût être considéré comme un grief à l'égard de nos gouvernans. Cet abandon de notre pays nous a occasionné des pertes incalculables; malgré cela, nous ne nourrissons aucune haine contre la nation anglaise, et, pour rester d'accord avec ces sentimens, le commerce entre nous et les marchands anglais sera, de notre part, librement établi et encouragé, tout en comprenant bien que nous sommes reconnus comme peuple indépendant et dégagé de tout lien d'obéissance. »

Cette déclaration était claire : les émigrans établis en pays neutre secouaient le joug de l'Angleterre, qui les avait, la première, abandonnés à leur sort, et ils voulaient se constituer en état libre, d'après les lois qui régissent les républiques unies de l'Amérique du Nord. Il y avait dans cette résolution, franchement exprimée, quelque chose d'audacieux et de chevaleresque; trente années passées sous le joug de l'Angleterre n'avaient rien changé dans l'esprit patriotique des Hollandais. — Peu de temps après, Retief et les siens parvinrent à franchir les monts Quathlamba ou Draakenbergs; voyage long et fatigant qui les amena dans le pays de Dingaan, roi de toutes les tribus zooloos, avec lequel ils voulaient traiter de la cession du territoire convoité à Port-Natal. Mais un roi des Mantatis, Sikonyela, ennemi de Dingaan (dont il avait pu jusqu'ici éviter de subir le joug en se retirant derrière les montagnes, aux sources de *Nu-Gareep River*), ayant enlevé une partie du bétail des Zooloos, vint à passer non loin du camp de Retief. Dingaan put croire que les émigrans avaient pris part à l'incursion de son ennemi, et leur commandant dut se rendre au plus vite près du despote pour se disculper, car les apparences étaient contre lui; il était important d'empêcher toute rupture au moment où la grande question paraissait sur le point d'être décidée.

Retief promit de remettre à Dingaan les troupeaux volés et les voleurs; il ne tint sa promesse qu'en partie, car il se garda bien de livrer à son ennemi Sikonyela, avec qui il avait toujours eu des relations amicales. Sans doute le despote zooloo se mit dans une terrible colère quand il se vit frustré dans sa vengeance, et, de la part du chef des émigrans, c'était une louable et généreuse action d'avoir risqué de nuire à ses intérêts en sauvant la vie à un sauvage. Enfin, le traité fut conclu, et Dingaan céda aux Hollandais tout le pays appelé Natal, entre Tugala et Unzimvooboo. D'après cette convention, la nouvelle colonie se trouvait complètement en dehors de la domination anglaise, établie dans un pays aussi distinct des possessions du Cap que le sont celles des Portugais à Mozambique.

« Mais, dit le capitaine Harris, il était écrit dans la destinée de Retief qu'il n'aborderait jamais cette terre promise. » Une brillante victoire remportée sur Moselekątse, un riche territoire concédé par Dingaan, des traités conclus avec toutes les tribus kafres, tels étaient les résultats de cette campagne, dont le commencement avait été si fatal; un tel succès aveugla les émigrans, et leur imprudence les perdit. Dans la matinée du 6 février 1838, les Hollandais compagnons de Retief sellaient leurs chevaux pour retourner au camp, heureux d'y apporter une si bonne nouvelle; tout était terminé; ils se voyaient déjà, paisibles habitans des plaines de Natal, occupés à faire paître leur bétail dans un pays nouveau où aucun joug ne pèserait sur eux, où aucun souvenir amer ne troublerait leur repos. Ils allaient donc partir quand Dingaan les pria de rester pour être témoins d'une fête brillante donnée en leur honneur. Afin qu'ils prissent eux-mêmes aux danses une part active, il désira qu'ils laissassent loin d'eux leurs armes à feu. Un jeune homme de la troupe, Thomas Halstead, venait d'être secrètement averti qu'il se tramait une trahison; il en informa Retief, le supplia de ne pas s'abandonner à la merci des sauvages; son avis ne fut pas écouté, et Thomas seul cacha dans sa manche un poignard.

Les danseurs étaient trois mille Zooloos qui, selon la coutume, avançaient et reculaient; peu à peu ils se rapprochèrent du centre, serrant toujours de plus près les émigrans. Enfin au signal donné par Dingaan, et tandis que les Hollandais sans défiance buvaient la bière fermentée qu'on leur versait largement, les sauvages se précipitèrent sur leurs victimes. Ces infortunés furent traînés par les cheveux jusqu'au bord de la rivière, à un mille de là; après avoir d'abord assommé Retief avec une certaine ostentation de perfidie, ils brisèrent le crâne des uns avec des massues et tordirent le cou des autres.

Halstead avait eu le temps de renverser de deux coups de poignard les deux sauvages qui le saisissaient; mais il ne gagna à cet acte de courage que d'être le témoin de la plus horrible boucherie : son tour vint, il fut écorché vif et mourut dans les plus cruelles tortures. On sut alors que, dans une précédente occasion, le même plan avait été concerté, mais que, l'officier chargé de cette mission sanguinaire n'ayant pas voulu obéir, Dingaan s'en était remis à lui-même du soin de massacrer les Hollandais.

Bientôt arriva aux établissemens anglais la nouvelle du massacre de Retief et de ses compagnons; il était question aussi d'un corps de Zooloos qui devait surprendre le reste du camp hollandais. De son côté, le gouvernement anglais avait envoyé des forces imposantes vers les émigrans pour les ramener vers la colonie ou les arrêter par la voie des armes. Il parut urgent d'avertir ces Boors (paysans) dévoués à une mort certaine, mais la fatalité voulut que le débordement des rivières empêchât les courriers d'arriver à temps pour prévenir le désastre. Pleins de sécurité, les émigrans étaient si loin de s'attendre à une attaque, qu'ils n'avaient pris aucune des précautions que leur prescrivait cependant un genre de vie aussi aventureux. Dans la nuit du 17 février, dix mille sauvages se ruèrent pêle-mêle dans le camp endormi, « et, réveillant les Boors de leurs songes de paix et de tranquillité avec des cris et des hurlemens, ils emmenèrent vingt mille têtes de bétail après avoir égorgé de cinq à six mille individus sans distinction d'âge ni de sexe, déchirant avec une barbarie sans exemple ces victimes assoupies, coupant le sein des femmes : ils mirent le comble à tant de cruautés en brisant le crâne des pauvres petits enfans sur la roue des chariots. »

Un peu avant le dénouement de cet horrible drame, un corps d'environ mille Anglais et gens de couleur assez mal choisis s'était mis en marche furtivement pour se réunir aux émigrans de Natal; mais, arrivés au camp à midi, ils ne virent plus ni ceux qu'ils cherchaient, ni l'ennemi qui avait ensanglanté la plaine. Ils ne purent atteindre que quatre mille têtes de bétail et cinq cents femmes qu'ils ramenèrent captives. Les missionnaires, forcés de quitter Mosega, se réunirent à leurs collègues au Port-Natal, et de là ils firent voile pour le Cap. Quand ces hommes paisibles demandèrent au tyran zooloo la permission de se retirer, il leur répondit : « Partez, allez-vous-en vite! Quand cette demande ne serait pas venue de vous, je vous aurais chassés de mes états, car j'ai appris des filles de ma famille que vous ne parlez jamais de moi que comme d'un menteur et

d'un assassin, et que vous priez sans cesse le ciel de délivrer la terre d'un si odieux mécréant! » Et cependant il ne leur fit éprouver aucune vexation dans leur retraite, bien que les femmes du sérail, appelées en témoignage par le roi, eussent répété les éloges que les missionnaires faisaient de sa majesté.

L'arrière-garde, la réserve des émigrans, établie à l'ouest des Drakenberg, ne tarda pas à projeter une incursion sur le territoire ennemi pour venger la mort des malheureux colons; car les choses étaient ainsi disposées, qu'une série non interrompue d'attaques et de surprises mutuelles devait marquer cette guerre entre les Kafres et les blancs. Le 6 avril, un corps de quatre mille Boors à cheval, commandés par Piet Uys et Jacobas Potgeiter, se mit en campagne pour tenter un coup de main sur Unkunginglove, capitale des Zooloos. « Le premier, dit le narrateur, était un patriarche qui, durant l'année précédente, avait quitté la colonie pour des raisons particulières, lui et ses descendans jusqu'à la troisième génération. Beaucoup de ses fils et petits-fils avaient déjà misérablement péri, et c'était maintenant le tour de l'aïeul de joindre ses os à ceux des siens qui gisaient sans sépulture dans une région lointaine. »

C'est par l'ouest que la petite troupe entra sur les terres de Dingaan, et rien ne s'opposa à son passage; seulement, sur les hauteurs, derrière la capitale du sauvage, était déployée sa puissante armée. Deux rocs, couverts chacun d'une division, se trouvaient liés entre eux par un défilé dans lequel un troisième corps se tenait en embuscade. L'ennemi se montrait supérieur en nombre, ses dispositions annonçaient un parti pris de se défendre avec courage; toutefois, sans hésiter un instant, les émigrans chargèrent, divisés en deux détachemens. Dès le commencement de l'attaque, les chevaux que commandait Potgeiter, effrayés par les hurlemens et le bruit des javelots frappant sur les boucliers de cuir, furent mis en pleine déroute. Ce fut une confusion irréparable, et le vieux Uys reçut à lui seul tout le choc de cette multitude de sauvages exaspérés. Sa petite bande le soutint avec un courage héroïque; profitant même du désordre causé dans les bandes ennemies par son feu bien nourri, le vieillard se jeta avec vingt des siens au plus épais de la mêlée pour sauver un ami renversé au fond d'un ravin par la chute de son cheval, mais un roc à pic l'arrêta, et il fut cerné par les Zooloos. Un de ses petits-fils, âgé de douze ans, combattit bravement et succomba le premier aux pieds de son aïeul; lui-même, la cuisse traversée par une zagaie, épuisé par la perte de son sang, criblé de blessures, il porta jusqu'à

la fin des coups terribles aux sauvages, et expira en s'écriant : « Tirez-vous de là à coups de fusil, mes braves garçons, c'est mon destin de mourir! » Et neuf des siens tombaient à ses côtés! Peu à peu les sauvages se rallièrent; c'en était fait de la petite troupe, serrée de près, lorsqu'une fusillade soutenue avec vigueur permit à ce qui restait d'émigrans de se frayer une route, de faire une brèche dans cette muraille vivante. Poursuivis dans leur retraite, menacés d'une attaque nocturne, ils se cachèrent au plus épais d'un champ de maïs pour attendre au passage les espions qui cherchaient à découvrir où ils camperaient cette nuit-là, et ils tirèrent si juste, qu'aucun de ces sauvages ne retourna porter à son roi le message attendu.

Le jour même de cette sanglante et désastreuse affaire, un corps de huit à neuf cents hommes, Anglais et sang-mêlés des établissemens de Port-Natal, s'était mis en marche pour seconder l'attaque des Boors sur le kraal des Zooloos; la moitié seulement de ces audacieux pionniers portait des armes à feu. Sur les bords de la Tugala, ils rencontrèrent un poste militaire de Zooloos, habilement placé au sommet d'une colline escarpée qui dominait de toutes parts un terrain coupé de ravins et entièrement nu. Cette fois comme toujours, les émigrans ne songèrent même pas à reculer; ils tentèrent follement d'enlever cette position. Le nombre des sauvages, doublé par l'arrivée de divers renforts, s'éleva bientôt à douze mille. Cette armée put prendre immédiatement l'offensive, et il ne resta d'autre chance aux émigrans que de former le cercle; ils offraient un front fort rétréci, puisqu'il avait fallu mettre au centre les hommes non armés de fusils. La ligne fut donc rompue, le bataillon entamé, et il en résulta une telle boucherie, que deux cent cinquante d'entre les vaincus survécurent seuls à cette fatale expédition, dont ils coururent porter la nouvelle à Port-Natal.

Une double victoire avait donc livré aux Zooloos tout le pays que les colons croyaient posséder en toute sécurité. Les sauvages continuèrent de ravager les établissemens à peine formés, et, comme cela devait arriver toujours, un corps de deux mille hommes, partis au secours de leurs frères, atteignit trop tard le camp qu'ils voulaient défendre. Des sauvages déserteurs, qui s'étaient associés à la fortune des Hollandais, durent aussi se cacher dans les prairies; mais les Zooloos entreprirent contre eux une chasse en règle, les traquant de buissons en buissons, tuant à coups de javelines les femmes errantes et les enfans délaissés. Aucun blanc n'eût survécu à l'invasion des Kafres, si par bonheur le brick *Comet* ne se fût trouvé sur la côte

pour recevoir les débris de cette émigration, naguère pleine d'espérance et de courage, et encore fallut-il protéger l'embarquement à coups de canon.

Il ne restait plus que la division de Maritz, que nous avons laissée au-delà des monts Drakenberg. Autour d'elle se rallièrent les émigrans dispersés sur les bords des rivières Reit et Modder. Mille autres colons passèrent encore la frontière pour partager leurs périls, et, avec plus de prudence que leurs devanciers, ils arrivèrent tous à Port-Natal, dont ils prirent possession au nom des camps-unis, fondant de nouveau, avec une incroyable audace et une ténacité sans exemple, cette colonie indépendante rêvée par tous les mécontens.

Cependant le gouvernement anglais faisait des efforts toujours inutiles pour arrêter cette fièvre d'émigration; les magistrats, les ministres de l'église réformée, étaient priés d'employer tous les moyens possibles de persuasion pour détourner les colons d'accomplir leurs projets. Le gouverneur-général chargea un officier d'état-major de faire un rapport sur l'état des établissemens de Port-Natal, et de déclarer aux Hollandais que tous ceux qui voudraient rentrer dans les limites des possessions anglaises seraient amnistiés, reçus à bras ouverts sans être inquiétés, ni pour ce crime de désertion, ni pour aucun acte que l'on pût qualifier de rébellion. Le nombre de ceux qui rentrèrent fut très minime, et ce durent être des Anglais ou des hommes de couleur, car les Hollandais ayant consulté les femmes dans un grand conseil, selon leur antique usage, celles-ci aimèrent mieux courir les chances d'une mort cruelle, ou au moins celles d'une guerre incessante, que de fouler encore le sol maudit de la colonie. La proclamation adressée par le gouvernement anglais aux émigrans était capable de produire un effet instantané sur des têtes moins échauffées que celles des Hollandais par des griefs anciens et des malheurs récens. Le gouvernement avait senti quelle responsabité pesait sur lui; ne pouvait-on pas l'accuser d'être la cause des désastres que les émigrans venaient d'éprouver par la négligence qu'il avait apportée à écouter leurs plaintes? A des maux déjà si aggravés, il fallait de prompts remèdes, et le langage du gouverneur, si paternel qu'il faisait aux émigrans toutes les avances, prouve deux choses : qu'on avait jusqu'alors traité les Hollandais avec un certain mépris, et que leur absence faisait dépérir à vue d'œil la colonie, jadis si florissante.

Ne faut-il voir dans ce refus d'accepter une amnistie pleine et entière autre chose qu'un amour-propre excessif, une obstination

tout hollandaise? Si trente années de conquête n'avaient pu habituer les colons au joug anglais, la cause en était-elle dans l'inaptitude des vaincus à se faire à des lois protectrices, mais étrangères, ou dans l'indifférence des vainqueurs à se concilier l'affection de ceux-là? Toujours est-il que Maritz s'entêta à rester au Port-Natal; il avait autour de lui six cent cinquante hommes en état de porter les armes, et trois mille cinq cents femmes, enfans et serviteurs. Avec trois cents cavaliers et quatre pièces de campagne, il voulait prendre sa revanche sur Dingaan, comme autrefois sur Moselekatse; mais il donna brusquement sa démission de généralissime, et fut remplacé par Landmann, homme plus prudent, quoique moins capable, qui conseilla de différer l'expédition. D'ailleurs, le repos et l'abondance des pâturages devaient rendre à leurs chevaux épuisés la force qui leur manquait, et il valait mieux attaquer Dingaan pendant l'hiver, époque à laquelle ce despote ne faisait pas volontiers la guerre, le vêtement trop léger de ses soldats ne leur permettant pas de tenir la campagne pendant la saison rigoureuse. Les mois de juillet et août se passèrent donc de la part des émigrans en patrouilles, en reconnaissances poussées parfois loin du camp, qu'ils avaient cette fois fortifié de leur mieux.

Dès le printemps, les Zooloos reprirent les hostilités. Dingaan avait mis l'hiver à profit, et les émigrans furent plus surpris qu'effrayés de voir une centaine de Kafres à cheval et armés de fusils. Cette misérable cavalerie, après avoir commis d'assez grandes dévastations parmi les troupeaux des Boors, essuya une déroute complète. L'astre de Dingaan était sur son déclin; craignant le voisinage des blancs, il avait envoyé dans l'intérieur son bétail, sa richesse, son véritable trésor, sous la garde d'une division qui fut battue et dépouillée par d'autres sauvages. Les émigrans, préparés de longue main à une expédition décisive, se mirent en campagne avec leurs quatre pièces de canon; leur troupe montait à six cents cavaliers: dans une bataille mémorable livrée en vue de Unkunkinglove, les Zooloos, malgré les fusils enlevés dans les précédentes attaques, ne tardèrent pas à être culbutés, massacrés par milliers; ce fut un coup décisif dont leur nation ne se relèvera jamais. Dingaan mit lui-même le feu à sa capitale, et prit la fuite. La victoire livra aux Boors quatre mille six cents bœufs, des chevaux, des fusils, et beaucoup d'argent qu'il fallut retirer du milieu des flammes; ils purent ensevelir les restes de leurs compagnons égorgés avec Retief. Dans sa retraite, et sans doute pour arrêter toute poursuite, Dingaan avait

laissé sous sa hutte le traité par lequel le territoire de Natal était à jamais concédé aux émigrans.

Ce fut alors que le gouvernement anglais songea à faire occuper militairement et en son nom le pays que les Boors avaient conquis au prix de tant de sang versé. Le langage des autorités changea. Cette première proclamation, dictée par une administration inquiète sur le sort des citoyens qu'elle devait protéger, fut suivie d'une seconde, conçue dans des termes plus sévères. Il y était dit qu'un fort serait élevé à Port-Natal même, que défense serait faite d'envoyer aucun secours aux émigrans, et que des peines seraient infligées à quiconque dépasserait la frontière pour se joindre à eux. Voici, en partie, cette déclaration, signée *George Napier:*

« Je proclame et déclare que le seul objet du gouvernement de sa majesté, dans l'occupation proposée du Port-Natal, est d'empêcher que cet établissement ne soit au pouvoir de l'une ou de l'autre des deux parties belligérantes, et d'assurer ainsi la puissance d'une intervention capable de maintenir la paix dans l'Afrique méridionale; que, dans ce but, la susdite occupation sera purement militaire, d'une nature temporaire et entièrement distincte de toute colonisation ou adjonction à la couronne, soit comme colonie, soit comme dépendance coloniale : donc le susdit fort sera fermé à tous commerçans autres que ceux munis d'une licence spéciale du gouvernement..... Et j'autorise l'officier chargé du commandement du susdit fort à empêcher par la force des armes, si besoin en est, l'entrée de tout navire, le débarquement de toute cargaison sur la côte adjacente, à moins que ledit navire ne soit également muni d'une patente spéciale.

« Pour mieux maintenir l'exécution de cet ordre, comme aussi la subordination dans les limites de cette possession militaire, j'autorise l'officier-commandant du fort à chasser des limites sus-mentionnées toute personne regardée comme préjudiciable et dangereuse à la conservation et à la défense de ladite possession, et s'il est nécessaire, de tenir sous sa garde, aussi long-temps qu'il sera jugé convenable, les personnes sus-désignées, et également de saisir et de mettre en lieu de sûreté toute arme et munition de guerre qui, lors de l'occupation, seront trouvées chez les habitans dudit lieu, après toutefois leur en avoir délivré des reçus. »

Tel est en substance le manifeste du gouverneur; il frappe d'interdit et efface de la carte la colonie rebelle. Le Port-Natal fut occupé sans opposition, les armes et les munitions furent retirées des mains

des Boors. L'amnistie proposée de nouveau fut repoussée avec plus d'énergie que la première fois par tous les émigrans disséminés le long de la Tugala et hors du territoire commandé par le fort. Alors on les menaça de les priver de tout secours par mer, tandis qu'on promettait de les aider de la manière la plus efficace, si, au lieu de pousser au hasard leurs courses aventureuses, ils consentaient à se réunir sur le point convenu, c'est-à-dire, s'ils consentaient à refaire une colonie autour du pavillon britannique. Et n'est-ce pas là précisément ce qui leur répugnait plus même que le terrible voisinage des Kafres? On leur offrait aussi les moyens de rentrer dans leurs fermes désertes, mais il y avait à cette mesure, outre le refus des Boors, des obstacles matériels. Le gouvernement se voyait avec peine privé des meilleurs colons, dont les habitations riches et bien établies formaient sur la frontière une ligne de défense à jamais rompue; de leur côté, les émigrans, maintes fois pillés par les Kafres, ne se trouvaient pas plus menacés dans les plaines de Natal, et c'était pour eux une consolation naturelle, facile à comprendre, de se sentir affranchis de toute taxe, de tout impôt, à l'égard d'un gouvernement qu'ils accusaient d'avoir si long-temps négligé leurs intérêts.

Lorsque la garnison anglaise fut installée à Port-Natal, Dingaan envoya deux de ses ministres demander la paix au commandant et renouveler avec lui le traité de cession, qui fut conclu de nouveau au nom de sa majesté; mais c'était une question en dehors de celle qui se débattait entre l'Angleterre et les émigrans.

Décimés par des attaques non interrompues de la part des sauvages et par les fièvres de la contrée, les compagnons de Triechard s'étaient peu à peu retirés jusque sur le territoire portugais de Delagoa. Aucune menace, aucune prière ne put les rappeler sur le sol de la colonie. Autour du fort, à vingt lieues environ du Port-Natal, s'éleva, dès 1838, le pittoresque village de Maritz-Burg. Enclavés une seconde fois dans les possessions anglaises, dont le territoire cédé par Dingaan devenait définitivement une dépendance, les Boors établis sur la côte se virent rejoints encore par des frères partis de tous les points de la colonie. Quant à ceux qui, fidèles à leur premier plan, persistèrent à conserver leur indépendance et élevèrent, plus au nord, une petite citadelle gardée par une garnison permanente de *quarante hommes*, on a vu, dans les journaux de septembre et de novembre dernier, comment ils ont été attaqués et soumis enfin par un petit corps de troupes anglaises.

Telle est l'esquisse de l'histoire de ces émigrations, rapportée avec

détail dans l'appendice joint au voyage du capitaine Harris. Le narrateur lui-même termine son récit par les réflexions suivantes, aussi sages qu'impartiales. « Rien n'égale la beauté et la fertilité du pays qui environne les nouveaux établissemens; des terres ont été assignées, des jardins tracés, des champs ensemencés et plantés. Des centaines de colons avec leurs familles et leurs ménages y arrivent par troupes même des environs du Cap, réalisant ainsi cette prédiction de sir Benjamin d'Urban (secrétaire colonial), que l'absence de toute mesure pour la protection des frontières serait inévitablement suivie de l'abandon et de la ruine de la colonie. » Et plus loin il ajoute : « Quoique personne ne puisse approuver la guerre presque impie que les émigrans déclaraient implicitement au gouvernement anglais, cependant peu de personnes pourront s'empêcher de sympathiser avec leurs souffrances; et qui leur refuserait la part d'éloge que méritent tant de persévérance et de courage? Peu habitués aux armes, sans le secours de troupes alliées, ils ont, par leurs seuls efforts, triomphé des plus insurmontables obstacles, et, au prix de tant de sang versé, réussi à humilier les deux plus puissans potentats de l'Afrique méridionale, véritables monstres qui avaient détruit ou soumis à l'esclavage toutes les tribus aborigènes répandues dans le désert, de la baie Delagoa à Unzimvooboo, de l'Océan indien aux solitudes que baignent les flots de l'Atlantique. »

Assurément cette histoire des émigrans hollandais est un chapitre curieux dans les annales si intéressantes des colonies. Vainement, dans leur détresse, ils s'adressèrent à l'ancienne patrie, qui avait peut-être le droit de les plaindre, mais non celui de les défendre. Elle ne put même pas réunir dans d'autres lieux, sous son autorité, sous sa protection particulière et spéciale, ces hommes dévoués qui supposaient, dans l'ignorance de leur cœur, qu'un traité donne au vainqueur le sol et non les habitans. Et si dans cette circonstance critique l'Angleterre vit sa colonie du Cap singulièrement appauvrie par la retraite de plus de dix mille paysans de vieille race, cependant elle a trouvé le moyen de compenser cette perte en s'appropriant le pays conquis par les déserteurs, ce beau territoire de Natal, que le capitaine Harris appelle déjà dans sa carte du nom de *Victoria*.

TH. PAVIE.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XLVIII.

HENRI BEYLE (M. DE STENDHAL).

I.

Nous abordons une tâche épineuse et séduisante tout à la fois, celle d'apprécier un homme d'esprit à qui son caractère droit et son talent doué de qualités originales semblaient promettre une force d'action plus grande que celle qu'il a exercée sur ses contemporains. Nous rencontrerons dans ce talent et dans ce caractère des particularités bizarres, d'étranges anomalies, des contradictions qui nous expliqueront comment, après avoir été plus vanté que lu, plus lu que goûté, plus décrié que jugé, plus cité que connu, il a vécu, si cela peut se dire, dans une sorte de célébrité clandestine, pour

mourir d'une mort obscure et inaperçue. La littérature contemporaine, il faut bien l'avouer, n'a trouvé, devant la tombe d'un de ses membres les plus distingués, que le silence ou des paroles pires que le silence. M. Beyle mort, tout a été dit pour lui. Ses dépouilles n'ont point vu leur cortége se grossir de ces regrets qui aiment l'éclat et qui viennent chercher sous les plis du drap funèbre un reflet du lustre qu'avait jeté le vivant. Nulle vanité ne s'est crue intéressée à vivre une heure des reliefs de la sienne. Sa vie a-t-elle donc été tout-à-fait sans gloire? Il a eu plus de droiture et de respect pour lui-même qu'il n'en faut pour mettre un nom en haute recommandation et léguer un thème sonore aux oraisons funèbres. Il a eu plus d'esprit qu'il n'en faut pour se faire une petite cour de flatteurs ou de poltrons, et tenir ses petits levers devant une foule de parasites. Il a eu plus d'idées enfin qu'il n'en faut pour planter une bannière à soi dans le champ de l'invention et tenir état de chef d'école. Mais, hâtons-nous de le dire, M. Beyle a eu un grand tort, et qui n'est pas commun, il a voulu être lui-même, il l'a trop voulu; tout l'effort de sa vie s'est bandé, comme dirait Montaigne, à ce but, qu'il a en somme plutôt dépassé qu'atteint. A chaque pas qu'il va faire, à chaque parole qu'il va écrire, il semble se poser cette question : En m'y prenant de cette manière, vais-je ressembler à quelqu'un? De là pour lui la nécessité d'inventer sans cesse, même dans des minuties où il n'y a plus à inventer; de là aussi l'isolement. Des gens qui l'ont approché ont vu en lui un homme fantasque, inégal, épineux; des gens qui l'ont lu lui ont reproché d'être un écrivain à paradoxes; pourtant il a conservé jusqu'à la fin ses amitiés d'enfance, et il est mort sur les idées qui lui avaient fait, à un âge déjà mûr et nourri d'expérience, écrire sa première page. Ses livres ne sont, au fond, qu'une théorie du bonheur, et sa vie n'a voulu être qu'une mise en action de sa théorie, laquelle repose sur ce principe : faire à chaque instant ce qui plaît le plus. Après tout, cet excès avec lequel il abonde dans ses propres idées et dans son propre caractère, ou du moins dans celui qu'il se faisait, est le seul paradoxe dont il se soit rendu coupable; mais ce paradoxe a été soutenu trente ans, et il s'est épanoui en une gerbe d'effets singuliers.

Pour résoudre ce problème capital qu'il s'était posé : être soi, M. de Stendhal s'est avisé d'un expédient qui a déjà sa nouveauté. Sciemment ou non, il a pris justement le contre-pied de sa propre nature. Penseur très sérieux pour lui-même, il a voulu n'être, à la superficie du moins, qu'un écrivain très léger pour ses lecteurs. Es-

prit logique et d'une rare méthode, il a mis une ténacité non moins rare à rompre le ciment qui maintenait l'édifice de ses pensées et à les répandre comme une poussière vannée par le vent; esprit laborieux, il a recherché les dehors de la négligence et travaillé jusqu'à sa paresse. Ame chaleureuse et convaincue, il a eu comme horreur de se laisser prendre en flagrant délit d'enthousiasme; il a traité sans pitié sa passion par les réactifs d'une chimie morale qui n'est qu'à lui, et chaque élan de son ame en bouillonnement a tourné tout soudain en jet-d'ironie. Génie brusque et prime-sautier, on ne lui voit jamais d'abandon, et l'homme qui se regarde penser et qui se surveille apparaît jusque dans ses saillies. Ennemi de l'affectation, il a mis de l'affectation partout, et jusque dans cette haine. Ennemi de la vanité, il s'est plu à la démasquer, à la désoler par la constance et la sagacité malicieuse de ses attaques; mais cette *idée du voisin* dont il dénonçait les burlesques effets dans les autres, il n'a pas su mieux qu'un autre en secouer le joug; le spectre du *voisin* a sans repos ni trève posé devant lui; harcelé, tourmenté, obsédé par cette vision incessante, lui-même l'évoquait sans cesse pour se raidir à la braver ou se fatiguer à la fuir. Épris du sans-gêne et du naturel, il a passé sa vie à se travestir. S'il a semé à pleines mains l'épigramme, c'était comme pour se faire un hallier où il pût cacher ses inquiétudes; il n'a tant fait marcher le ridicule devant lui que pour n'en pas être atteint. C'est en portant la croix de sa vanité qu'il a (on peut le dire) sué l'ironie. Il a consacré vingt volumes et infiniment d'esprit, de bon esprit français, à parler des beaux-arts et à médire de l'esprit, de l'esprit français surtout, qu'il trouvait incompatible avec le sentiment des beaux-arts; de façon que, si l'on en croit ses médisances, on ne le lira pas, ou que, si on le lit, on ne l'en croira pas. Une moitié de sa vie et de son intelligence s'est dépensée à écrire des livres pour le public; l'autre moitié, la plus forte peut-être, à tisser et à rompre pour recommencer sur nouveaux frais les fils du triple réseau de mystères dans le dédale duquel il aimait à faire disparaître sa personne et son nom. C'est là un travail assez nouveau, et dans lequel il n'avait guère à craindre de se rencontrer ni avec des modèles ni avec des imitateurs; aussi est-ce merveille de voir ce qu'il y a mis de prédilection, d'application, d'invention : tantôt officier de cavalerie, tantôt marchand de fer, tantôt douanier, tantôt femme et marquise, de Stendhal, Lisio, Visconti, Salviati, Birkbeck, Strombeck, le baron de Botmer, sir William R...., Théodose Bernard (du Rhône), César-Alexandre Bombet, Lagenevais, etc., etc., que dire encore?

L'anonyme ne le cache pas assez, le pseudonyme ne dépiste pas suffisamment l'inquisition qu'il veut déjouer. Outre celui qu'il affiche sur son titre, il en prendra cinq ou six différens dans le cours de l'ouvrage pour autant de pensées qui lui auront paru plus particulièrement compromettantes, et aussi (car c'est encore là un de ses artifices) plus particulièrement insignifiantes. Souvent même, si le résonnement d'un nom tout entier l'épouvante, il se réduira à l'initiale et il y épuisera les vingt-six lettres de l'alphabet. Parlant toutes les langues, portant toutes les livrées, tour à tour Anglais et Italien, Français et Allemand, homme et femme, noble et roturier, il semble, par l'aisance et la fécondité de ses travestissemens, avoir ressuscité en sa personne ces maîtres intrigans du bon vieux théâtre, et s'être fait le Sbrigani d'une pièce où il ferait jouer au public le rôle du *gentilhomme limosin*. C'est une comédie qu'il s'est donnée à lui-même durant toute sa vie; il fait bon le voir riant sous cape, tout bas, en dedans et les lèvres pincées, jusqu'au moment où une terreur panique vient l'assaillir au pied de ce théâtre fantastique qu'il s'est dressé sous son bonnet de nuit, et le fait fuir en renversant toiles et banquettes. Ce moment, où il craint d'être découvert, revient pour lui presque tous les jours, mais surtout les jours où il a publié quelque livre nouveau. C'est à l'un de ces momens solennels et décisifs qu'on le voit disparaître tout à coup et tout de bon. On le cherche : il est en voyage. Son livre, jeté dans le monde, le rejette par contre-coup à quelque bout du monde. Il fuit sa pensée produite au grand jour; il fuit cet éclat subit et ce subit retentissement; il fuit jusqu'à ce nom imaginaire qu'il s'est donné sur la première page, et dans lequel il tremble lui-même de se reconnaître; il recule, comme le canon, devant son propre éclair et son bruit. Ainsi il est toujours en contradiction avec lui-même, ainsi il est et n'est pas lui; mais ce qui devient lui, ce qui n'est aucun autre que lui, c'est le bizarre composé, le résultat final de cette contradiction perpétuelle. Voilà, si l'on veut, son paradoxe.

Que l'on ne dise pas cependant que c'est là une de ces folles plumes qui s'abandonnent en filles perdues à tous les dévergondages de la pensée, qui n'ont peut-être ni le discernement du faux, ni certainement le souci du vrai, qui se prêtent à tout et ne se livrent à rien, qui prennent tour à tour et repoussent sans choix, sans conscience, sans respect, sans amour, qui jettent une ombre sur toute clarté, font reluire d'un faux jour toutes ténèbres, qui se font un jeu

d'insulter à toute certitude, à leur propre intelligence, et appliqueraient le masque du sophisme sur la face même de la vérité. C'est là sans doute ce que l'on appelle une plume à paradoxes; mais auquel de ces traits reconnaître M. de Stendhal?

Il faut se bien convaincre d'abord que l'auteur de *le Rouge et le Noir*, des *Promenades dans Rome*, de l'*Histoire de la peinture en Italie*, de la *Vie de Rossini*, n'a visé ni à la gloire du romancier, ni à celle du voyageur ou du critique, ni à celle de l'historien, ni même, quoique sa manière d'écrire soit tout épisodique et anecdotique, à celle du biographe. L'histoire, le roman, le voyage, la biographie, ont été tour à tour le cadre dans lequel il a fait entrer l'objet unique et constant de sa pensée. Cet objet, c'est la science de l'homme, puis l'objet immédiat de cette science primordiale, la science du bonheur. Il n'y avait donc qu'une gloire pour lui, celle de voir juste et de déduire rigoureusement. Il a dit et répété de vingt manières que tout bon esprit commence par se faire une bonne logique, un art à lui de raisonner juste : tel a été en effet son grand travail préalable sur lui-même. Aussi, a-t-il affecté plus que de l'insouciance à l'égard de toutes les autres parties de l'écrivain, afin de faire mieux ressortir ce qu'il croyait avoir d'excellent dans celle-ci. Il semblerait qu'il laissât au hasard le soin de composer ses livres et retirât à la grammaire tout droit sur l'arrangement de ses phrases. Ajoutons qu'à la vérité, s'il paraît avoir peu étudié la langue sous le point de vue de la correction, il en a étudié profondément le génie et combiné les ressources quant aux effets qu'il en veut tirer le plus habituellement. Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins un écrivain négligé, et il n'est que vrai lorsqu'il dit : « Quant à moi, j'aime mieux encourir le reproche d'avoir un style heurté que celui d'être vide; » ou encore : « J'écris comme on fume un cigare; une page qui m'a amusé à l'écrire est toujours bonne pour moi. » Mais dans ces phrases même, où il confesse et montre peut-être sa négligence, nous retrouvons ce qui le caractérise bien autrement, son horreur pour le *vide*. En effet, M. Beyle est essentiellement un penseur; l'art de penser a été le but de toute son activité intellectuelle; l'art de faire penser est le principe de sa manière d'écrire; et comme l'objet unique de ses pensées a été une science d'observation, toutes ses visées, toute son ambition, toute sa gloire, tout le fruit de sa vie, sont restés attachés au renom d'observateur pénétrant et de logicien rigoureux. Un seul paradoxe jeté là-dedans de

gaieté de cœur renverse du même coup tout ce laborieux édifice; et puis, est-il besoin de s'y prendre de si loin pour entrer dans le métier de faiseur de paradoxes?

M. de Stendhal fonde si peu son succès sur ce genre d'agrément, il vise si peu à cet étrange mérite, qui consiste à surprendre un instant la bonne foi de son lecteur, que, dans la crainte que la vigilance de celui-ci ne s'assoupisse, il prend soin lui-même de la tenir en haleine et toujours sur ses gardes. Il émet peu de propositions qu'il ne fasse suivre de cet avis renouvelé sous toutes les formes : « J'invite à se méfier de tout le monde, même de moi... Ne croyez jamais qu'à ce que vous avez vu, n'admirez que ce qui vous fait plaisir, et supposez que le voisin qui vous parle est un homme payé pour mentir. » Il n'y a pas jusqu'à tel mince détail de technie musicale à propos duquel M. de Stendhal ne vous dise : « Vérifiez cette assertion sur le piano voisin; » ou s'il s'agit de peinture et de particularités d'anatomie ou de coloris : « Allez à l'école de natation, et regardez le nu. » Ce qu'il recommande à ses lecteurs, il l'a pratiqué pour lui-même. Il s'est soumis lui-même à toute sorte d'expériences minutieuses, et là peut-être est la clé de bien des bizarreries qui n'ont été que des bizarreries pour *le voisin*. Il ne lui a pas suffi de voir et de toucher; il a tenu pour suspects son tact et sa vue et son ame; il a soumis toute sa sensibilité à cette méfiance qu'il conseille aux autres; il a obligé son esprit à des tours de force pour obtenir qu'il en vînt à pouvoir observer sa propre attention lorsqu'elle était tendue elle-même à observer autre chose. Le mouvement de passion, si inopiné qu'il soit, n'échappe pas à cette surveillance, qui est devenue une habitude. Que dis-je? et comme ce mot me revient, il n'est pas jusqu'à l'habitude elle-même, cette source continue d'actes inaperçus et involontaires, il n'est pas jusqu'à l'habitude qui ne se soit laissé surprendre par cette vigilance infatigable, et qui n'ait été suivie des yeux, étudiée, comme le serait la volonté réfléchie. Voilà bien de quoi faire que nul écrivain ne soit moins naïf que M. de Stendhal, mais aussi que nul ne soit plus sincère.

En effet, nous touchons ici à la dignité de sa conscience d'homme privé et d'écrivain, et si nous l'avons vu déjà, à tant d'autres égards, se variant, se forçant, s'évitant, se cherchant hors de lui-même, le sentiment de cette dignité est un point sur lequel il n'a jamais eu ni à se forcer, ni à s'éviter, ni à revenir. Là il est resté lui, un lui qui n'avait rien d'artificiel, qu'il a trouvé tout fait et conservé tel avec soin, sans doute, mais sans effort, sans ostentation, et à peu près

comme l'on respire. A côté de son ironie perpétuelle et extérieure, il a eu dans le for de sa conscience un culte sérieux et qui ne s'est point démenti pour ce qui lui a paru respectable, comme éternel et capital objet d'intérêt pour l'esprit humain. Il a voué sérieusement sa vie à la recherche du vrai, à l'amour du beau. S'il a voulu donner à la vérité un air futile et narquois, *ridendo dicere verum*, c'est un peu par envie d'être neuf et de ne ressembler à personne, par amour de ce qu'il appelle *le divin imprévu*, un peu par haine du pédantisme et de la pesanteur des gens qui l'ont précédé dans cette recherche, un peu aussi par démangeaison taquine et pour se moquer de la futilité ignorante du vulgaire des lecteurs en ayant l'air de leur dire : Voilà tout ce que vous pouvez digérer et supporter. Il le dit même, et plus d'une fois, en termes à peu près aussi explicites et certainement plus piquans.

Ce mépris du vulgaire est encore chez lui un trait persistant, et qu'il a su lier à la dignité de son caractère, par le dégoût vrai et actif qu'il en a tiré pour les succès qui viennent d'un grand achalandage et pour les pratiques au moyen desquelles on l'obtient. « Je voudrais, dit-il quelque part, écrire dans une langue sacrée. » Ailleurs il invoque un *lecteur unique* et qu'il voudrait *unique* dans tous les sens; ailleurs encore il se relâche de cette rigueur hyperbolique, et va jusqu'à dire, en invitant toute autre espèce de lecteur à fermer le livre, « qu'il lui serait doux de plaire à trente ou quarante personnes de Paris, qu'il ne verra jamais, mais qu'il aime à la folie sans les connaître, par exemple quelque jeune Mme Roland lisant en cachette quelque volume qu'elle cache bien vite, au moindre bruit, dans les tiroirs de l'établi de son père, lequel est graveur de boîtes de montres. » Sur la dernière page de plusieurs de ses ouvrages, il inscrit, en grandes capitales, cette dédicace :

TO THE HAPPY FEW,

et ce petit nombre d'heureux, nous l'espérons, se sera rencontré en effet. Mais le grand nombre a été repoussé : est-ce par de tels moyens? Sans doute, ces déclarations ou d'autres semblables ne suffisent pas, et si M. de Stendhal s'en était tenu avec tant d'autres à paraphraser ainsi le *odi profanum vulgus*, on pourrait n'y voir que les boutades d'une impertinence quelque peu fastueuse, et peut-être un moyen de recouvrir d'un grand appareil de fierté quelque dessous de table dont l'ombre abriterait de réelles bassesses. D'ailleurs, jeter des mé-

pris au vulgaire, ce n'est pas un acte aussi hardi qu'on le pourrait croire; c'est même une insinuation flatteuse adressée à tous ceux qui voudront bien ne pas se confondre avec le vulgaire. Les vraies barrières de l'écrivain, celles qui ont résisté à l'irruption du succès, ne sont point là. Elles sont dans la nature de ses idées et dans sa manière de les présenter par la pointe; elles sont dans la contexture de ses livres et dans la forme de son style, dans cette langue sinon sacrée, du moins quelque peu hiéroglyphique, qu'il s'est créée à force d'ellipses, de tours hachés, de sens rompus ou interrompus, et faits pour rebuter une curiosité purement oisive, à force de rapprochemens disparates, au premier abord, entre des propositions dont il omet les termes intermédiaires, d'allusions à peine indiquées, de demi-mots, de taquineries, d'espiègleries de tout genre; elles sont encore dans son empressement à brusquer ou à persiffler les opinions ou les goûts établis : elles sont en un mot dans toutes ces précautions qu'il prend pour forcer son lecteur à penser ou à le prendre en haine. Rien n'est clair d'ailleurs comme sa petite phrase nette et, quoique pleine, preste et concise. Tout le travail qu'il impose porte sur les pensées, mais c'est là un travail réel, indispensable, et qui, outre l'application actuelle, demande souvent, pour aboutir à un résultat, toute une bonne éducation antérieure. Voilà derrière quelles difficultés il s'est barricadé; voilà comment il s'est rendu inabordable à deux classes de lecteurs en dehors desquelles il n'y a plus de *foule :* les lecteurs indolens et les lecteurs ignorans. Il ne s'est donc point borné à répéter d'un air hautain la première partie du vers d'Horace; il en a mis la fin dans sa pratique : *et arceo.* Il a mis à éloigner le profane un soin, un art, presque un génie, et, dans tous les cas, une bonne foi que personne avant lui, pas même Horace, n'avait été aussi jaloux d'appliquer à ce but. Peut-être s'en est-il payé par le plaisir d'être en cela encore comme nul autre; mais enfin il a donné des gages à son dire : il s'est jeté résolument, sincèrement, loin des régions faciles où le succès croît et fleurit sous le battement des pieds de la multitude, dans l'île quasi déserte où devait se rencontrer son lecteur unique ou tout au plus ses quarante Mme Roland, et il a brûlé ses vaisseaux. Il a cherché un succès peu bruyant, mais exquis, des applaudissemens rares, mais délicats. Il a donné à notre époque cet exemple trop peu répété d'un talent et d'une renommée qui ne sont exploités ni dans le sens de l'argent ni dans le sens d'une grossière satisfaction de vanité. Il s'est tenu debout au milieu du courant qui emporte vers cette double proie tant d'appétits plus gloutons qu'épurés,

et où un scandale de plus se perd si facilement dans la foule des scandales. C'est là, disons-nous, autre chose que de la fatuité et de l'impertinence, et quand, à certains momens de sa vie littéraire, des relations inévitables venaient ramener son esprit sur ces soins qui lui répugnaient, il prenait le moyen le plus court et le plus sûr pour s'y soustraire : il fuyait. Une telle répugnance lui suffisait sans doute pour justifier cette fuite brusque et singulière dans un moment où les auteurs n'ont pas pour habitude de chercher « le fond des bois et leur vaste silence. » Veut-on absolument qu'à cette raison nous en ajoutions une autre, l'amour du *divin imprévu?*

Admettons d'abord qu'en cet amour comme dans le reste, M. Beyle a été un homme de précaution, et que, pour être singulier en tout, il s'est piqué, bien qu'il parlât avec esprit, de ne parler aussi qu'avec connaissance. Il se moque, en passant, de l'académicien qui avait découvert sur une inscription *le roi Feretrius*, et ce n'est pas lui qui eût fait de saint Augustin un Grec, ou qui eût jeté le Rhône dans la mer à Marseille. Ce genre de surprise et d'imprévu n'était point celui qu'il ménageait à ses lecteurs, et tout l'esprit du monde ne lui eût point paru justifier une si profonde sécurité dans une si magnifique ignorance. En pareil cas, il eût su du moins qu'il ne savait pas, et il se fût mis à apprendre, à étudier comme un simple pédant, quitte à reprendre, pour importer et mettre en œuvre ce lourd butin, la légèreté et les graces piquantes, les ailes et le dard d'une abeille. Voyez comment il s'y prend avant d'oser parler de ce qui fait le sujet unique de ses écrits. Il pose comme base de la connaissance de l'homme la physiologie : il veut connaître l'homme, il étudie donc la physiologie, qui possède déjà de son temps Bichat et Cabanis. Il s'attache surtout à Cabanis, qui asseoit justement la question sur le point où lui-même dirige ses recherches, les rapports du physique et du moral. Toutes les fois qu'il arrive sur ce terrain, c'est à Cabanis qu'il a recours, et il lui emprunte notamment la classification et la définition des tempéramens, qui occupe une place assez importante non-seulement dans la théorie du beau antique et du beau moderne placée en tête du second volume de l'*Histoire de la Peinture en Italie*, mais encore dans l'enchaînement général de ses idées. Indépendamment de la physiologie, il y a tout un ordre de phénomènes qui peuvent être examinés à part, et qui résultent du mécanisme de la pensée. La métaphysique, telle qu'elle est constituée, n'a pas grand crédit auprès de lui. Cependant il rencontre, dans cette branche encore, un homme dont la méthode lui paraît excellente,

l'analyse sûre, le coup d'œil pénétrant, et il s'incline devant M. de Tracy aussi profondément que devant Cabanis. Voilà déjà l'homme étudié par abstraction, dans ses organes, dans ses facultés, et tel que le présentent les sciences qui ont pour objet l'une ou l'autre des deux faces de sa nature. Il faut le voir maintenant à l'œuvre comme être social, et sous l'influence des climats ou des gouvernemens. Alors se présente une nouvelle série d'études sérieusement faites et attestées par les traces que l'on retrouve dans ses écrits de Machiavel, de Montesquieu, de Delolme, de Bentham, de Malthus, aux élucubrations duquel M. de Stendhal ajoute, par parenthèse, une singulière idée, celle d'utiliser, au profit de la dépopulation, un expédient dont on use encore en Italie dans un intérêt purement musical. Tous ces documens amassés, il reste à les compléter et à les contrôler par l'histoire. Ici M. de Stendhal n'accorde d'autorité qu'aux originaux, c'est-à-dire aux écrits du temps, mémoires, correspondances, récits historiques, pièces authentiques, etc. Il veut prendre les passions sur le fait. C'est avec un beau mouvement d'orgueil et de défi qu'on le voit quelque part éloigner d'avance les contradicteurs par cette exclamation : « L'homme qui écrit ces lignes a parcouru toute l'Europe, de Naples à Moscou, avec cent auteurs tous originaux dans sa calèche. » Quant aux historiens qui ont rédigé après coup, il les récuse comme vendus à un pouvoir ou à un système. Nous retrouvons bien là sa circonspection méfiante et sa méthode expérimentale.

Tous les travaux que nous venons d'énumérer jusqu'ici n'ont eu en effet pour but et pour résultat que de lui aiguiser l'esprit, de lui ouvrir des veines d'informations, de lui fournir des thèmes à vérifier. Son étude capitale a porté sur l'homme vivant, sur l'homme qu'il pouvait voir et toucher, et il l'a regardé d'un bout à l'autre de l'Europe, d'un bout à l'autre de l'échelle sociale. Ainsi la physiologie, la métaphysique, la politique, la philosophie de l'histoire, l'histoire proprement dite, et par-dessus tout cela la vie pratique, les salons et les bivouacs *depuis Naples jusqu'à Moscou*, tels sont les fondemens sur lesquels M. de Stendhal a voulu asseoir les quelques idées qu'il allait mettre en œuvre, et tous ces matériaux étaient rassemblés, tous ces fondemens jetés, lorsque, pour la première fois, à l'âge de trente-un ans, l'observateur commença l'apprentissage d'un nouveau métier, celui d'écrivain. De tous ceux qu'il a exercés, ce métier est le seul qui n'en ait jamais été un pour lui; mais les autres ont mer-

veilleusement concouru à lui amener tout ce dont il allait avoir besoin dans celui-ci.

II.

Né à Grenoble, le 23 janvier 1783, Henri Beyle annonça tout d'abord cette vivacité d'intelligence qui a valu tant d'hommes distingués au pays qui l'a vu naître. Dès sa quatorzième année, il terminait son cours de belles-lettres par un dernier succès dont on ne trouverait peut-être pas deux exemples dans les annales universitaires; tous ses camarades renonçaient à la lutte, et lui abandonnaient la palme avant le combat. Ce feu précoce de l'esprit explique sans doute le peu d'attention qu'il donnait alors et qu'il a donné même par la suite soit à la correction du langage, soit à l'orthographe. Au temps de ses triomphes, il écrivait *cela* avec deux *ll*. Nous marquons ce détail, parce que lui-même en a consigné le souvenir dans son roman de *le Rouge et le Noir*, en prêtant la même faute à son héros, Julien Sorel. Nul romancier, pour le dire en passant, n'a d'ailleurs été plus personnel que lui.

De 97 à 99, il étudia les mathématiques. Son père voulait le faire entrer à l'École Polytechnique, qui se fondait alors. Il feignit de se prêter aux vues paternelles; mais il avait une passion vraie ou artificielle, celle de la musique : à cette époque, il se croyait appelé à exprimer par des sons ce qu'il avait dans l'ame. C'était une confidence qu'il se gardait bien de faire à son père; seulement, comme ses $a + b$ le mettaient sur le chemin de Paris, où il voulait arriver pour l'amour de la musique, il s'accommodait de son mieux aux vues qu'on avait sur lui. Cette étude des mathématiques, il n'en faut pas douter, lui a été d'une utilité qu'il ne prévoyait apparemment pas alors : il y a pris, en partie du moins, les habitudes d'esprit auxquelles il doit cette analyse exacte et pénétrante, cette netteté d'idées qui sont certainement la partie la moins contestable de son talent. C'est aussi à cette étude qu'il a dû de voir enfin Paris, et cela dans un beau moment, le lendemain même du 18 brumaire. C'était peu le temps de pâlir sur des intégrales, et peu aussi le temps de chanter, si ce n'est *le Chant du Départ*. Le jeune Beyle était recommandé à M. le comte Daru, son parent. Cette protection ne tarda pas à lui faire sentir ses effets. On lui retira des mains ses livres et sa craie; on les lui échangea contre un grand sabre. Adieu les rêves

sonores et les solitudes mélodieuses; que les forêts chantent elles-mêmes le consul, si elles en sont dignes.

M. Daru avait fait ajouter au grand sabre les galons de maréchal-des-logis; ils eurent l'honneur de recevoir le baptême du feu à Marengo. Plus tard, quand M. de Stendhal voudra donner une idée du bonheur, il dira : « Il est inutile de définir le bonheur, tout le monde le connaît, par exemple, la première perdrix que l'on tue à douze ans, la première bataille d'où l'on sort sain et sauf à dix-sept. » Ce *tout le monde le connaît*, à propos du bonheur dont il parle, a un petit air de mot échappé qui en fait un trait charmant. Tout le monde le connaît, comme tout le monde écrit cela avec deux *ll*. C'est là un détour adroit et de bon goût, qui est devenu familier à M. de Stendhal pour éviter de dire *je* et pour se mettre en scène sans trop en avoir l'air. Il y a eu surtout un moment dans sa vie, quand il écrivait son livre *de l'Amour*, par exemple, où il aimait à laisser traîner dans ses écrits le bout du grand sabre, qui ne sonnait plus depuis long-temps sur le pavé : il en avait comme gardé la dragonne attachée à sa plume. Dans ce livre, le lecteur a nécessairement des épaulettes, il est en campagne ou en garnison; on lui parle de son colonel. On ne suppose pas un instant qu'il puisse porter un simple frac bourgeois, comme celui de l'auteur.

La carrière militaire de M. Beyle ne fut pas bien longue. Du 6e régiment de dragons, où il était devenu sous-lieutenant, il passa, après un an de service, dans l'état-major du général de division Michaud; mais, le grade de lieutenant étant exigé pour les fonctions d'aide-de-camp, il se vit bientôt obligé de retourner à ses dragons. Après deux nouvelles années, M. Beyle s'ennuya du service, et, la *petite* paix de 1803 survenant, il saisit cette occasion honorable de donner sa démission. Il avait vingt ans. Malgré cette extrême jeunesse et les diversions brillantes en ce temps-là de la vie militaire, il observait déjà, et son esprit paraissait tourné aux idées qui depuis en ont occupé toute l'activité. On trouve dans *l'Amour* plusieurs anecdotes qui lui sont fournies par les observations et les souvenirs de ce premier séjour en Italie. Mais ces anecdotes sont-elles vraies? C'est une question qu'il faut souvent se faire avec lui quand on a quelque raison de tenir à la réalité des faits. Il n'aimait point à peindre autrement que par l'action même; il trouvait vague tout ce qui ne s'exprimait que par des mots emportant une signification générale. Il dit quelque part : « .... Je conterais trente anecdotes et je supprimerais toutes les idées générales sur les mœurs. Tout ce qui

est *vague* en ce genre est faux. Le lecteur qui ne connaît que les mœurs de son pays entend par les mots *décence, vertu, duplicité*, des choses matériellement différentes de celles que vous avez voulu désigner. »

Cette horreur du *vague*, qui se confond avec l'horreur du vide, engendre toute sa manière d'écrire; c'est par là qu'il est parvenu à se faire un style si propre à stimuler la pensée du lecteur; c'est par là aussi qu'il est devenu si grand conteur d'anecdotes. Qu'il s'agisse, en effet, de peuples ou d'individus, son procédé n'est pas de peindre à grands traits, mais de conter. Il ne résume pas ses impressions ou ses jugemens, il en expose les matériaux. Sans doute, dans cette foule énorme d'anecdotes qu'il rapporte ou qu'il indique seulement par un mot, comme si on les connaissait, il y en a un grand nombre qu'il s'est borné à recueillir. Néanmoins, lorsque l'observation lui avait fourni un certain nombre de traits de caractère et que le petit évènement dans lequel ils auraient pris du relief et de la vie ne se présentait pas, M. de Stendhal l'inventait. Ainsi il raconte qu'un soir, à Albano, une des dames romaines qu'il accompagnait s'écria en prenant une glace : « Quel dommage que ce ne soit pas un péché ! » A la rigueur, il n'est pas impossible que M. de Stendhal ait entendu cette parole; mais n'est-il pas plus probable qu'il l'aura prise dans son imagination, où elle se sera introduite par la mémoire, sans que, cette fois, notre penseur s'en soit aperçu, ou que plutôt encore il se sera borné à mettre bravement en prose trois vers de La Fontaine, sans même prendre la peine d'y changer aucune circonstance?

> Et ne suis pas du goût de celle-là
> Qui, *buvant frais* (ce fut, je pense, *à Rome*),
> Disait : Que n'est-ce un péché que cela (1) !

S'il a pillé quelques-unes de ses anecdotes, il en a prêté aussi; l'histoire de M. de Canaples, dont il n'est pas le premier éditeur il est vrai, est devenue, sous la plume de M. Scribe, une charmante nouvelle avec des héros et des mœurs du XIXe siècle et le titre de *Roi de Carreau*. Au reste, en fait de mots et d'anecdotes, M. de Stendhal, assez riche de son propre fonds pour traiter cela comme son bien, prenait partout. Ainsi, ce mot qu'il aimait sans doute, puisque plus d'une fois il le répète, ce mot sur Raphaël : « Il n'est pas séduc-

(1) *Le Diable en Enfer*, conte.

teur, il est enchanteur, » est tout au long dans les lettres du président de Brosses, qui ne le répète pas.

Sa démission donnée, il revint à Grenoble prendre le vent et aviser à s'orienter vers quelque carrière nouvelle. Avait-il déjà perdu de vue sa vocation musicale? Ce qui paraît certain, c'est qu'à Paris, où il se rendit bientôt après, ses études portèrent tout entières sur les matières que nous avons indiquées. Pendant deux ans, il vécut dans la solitude avec ses livres. A cette époque, le génie de la nation était tout à la guerre; la littérature brillait d'un faible éclat; on vivait sur les restes de l'abbé Delille; tout languissait, tout s'éteignait : la tragédie en était à Legouvé, la comédie à Demoustier, compensé, il est vrai, par Picard. Le reste de la poésie était à la didactique, à la traduction, à la description, à l'imitation des imitations; c'était une agonie. « Moi qui vous parle, dit M. de Stendhal, j'ai vu M. Esménard tenir dans Paris état de grand homme. » La prose en était au vieux Laharpe, encore tout étourdi du coup de massue que la révolution avait porté à ses beaux rêves philosophiques et à ses facultés, qui toutes avaient tourné à une palinodie furibonde. La prose avait encore, il est vrai, Mme de Staël et M. de Châteaubriand; mais, sur ce dernier, M. de Stendhal n'a jamais su aller au-delà de cet éloge : « Les belles phrases du *Génie du Christianisme;* » ce qui est, il faut le dire, une louange bien mince dans sa bouche. Mme de Staël était encore moins bien venue auprès de M. de Stendhal; il la nomme souvent, toujours avec ironie, sauf deux petites fois; il n'a guère vu chez elle qu'un faux goût, qu'une fausse chaleur, qu'une rhétorique phrasière et boursoufflée, et l'emphase des mots recouvrant le vide du sentiment ou de la pensée. Il souligne le mot *enthousiasme* dans cette phrase : « Une femme connue par son *enthousiasme* pour les beautés de la nature s'est écriée pour plaire aux Parisiens : Le plus beau ruisseau du monde, c'est le ruisseau de la rue du Bac! » Nous ne serions point étonné que ce fût en haine de *Corinne*, qu'il eût adopté dans ses ouvrages sur l'Italie la forme déshabillée du journal de voyage et de la note de carnet non encore rédigée. C'est encore en haine de *Corinne*, en haine du *Génie du Christianisme* et des *Martyrs*, qu'il dit : « Je serais ennuyeux comme un faiseur de prose poétique... A moins de faire de la prose poétique qui ne compte pas..... Je demande pardon pour le parler bref et tranchant, je pourrais dire les mêmes choses en beau style néologique et moral, mais... etc. » C'est encore en haine de *Corinne*, en haine de Cicéron, en haine de tous les prosateurs italiens, dont il fait deux catégories, *les pédans d'idées* et *les*

pédans de style, qu'il fait cet éloge de Fontana à propos de son *Tempio Vaticano :* « Ainsi que les ouvrages des hommes qui ont agi, celui-ci est plein d'idées, et l'auteur ne songe pas au style. » Ces manières de voir, même dans ce qu'elles pouvaient avoir d'injuste, ne lui étaient pas tellement personnelles qu'on ne les retrouve dans un écrivain qui avait, comme lui, porté l'épée, comme lui, aimé l'Italie, comme lui, mêlé les goûts de l'étude aux travaux de la guerre, et qui devait plus tard, avec un esprit semblable à quelques égards, arriver à une gloire plus grande par des moyens tout différens. Ce n'est pas, en effet, de Paul-Louis Courier qu'on peut dire qu'il ne songeait pas au style; mais il n'y cherchait la beauté que par la force, et M. de Stendhal l'a plus d'une fois consulté. Quant à ce dernier, la littérature de son temps n'était pas pour lui une littérature, elle lui paraissait manquer d'intelligence, de vie, d'inspiration, de vérité : il s'est piqué de créer, sinon un genre, au moins des ouvrages qui tireraient leur mérite de ces seules qualités, abstraction faite de toute forme littéraire; mais emporté par l'esprit de réaction contre la littérature de mots et de phrases, contre les idées et les formes *académiques*, contre les *Laharpe et les poétiques*, contre *les littérateurs estimables*, *les bons hommes de lettres*, *les gens moraux et tristes*, partout où l'humeur l'entraine, il a perdu de vue dans ce jeu d'escarmouche, dans ces habitudes de petite guerre et de combats d'avant-garde, l'importance de la discipline et de l'ordonnance des ensembles; il a trop méconnu la valeur du soldat qui combat en ligne, et il a réduit ses espiègleries en erreurs.

Quoi qu'il en soit, tout cela partait d'une vue juste et nette, et bien hardie de son temps; M. de Stendhal avait compris tout d'abord que *plus Voltaire est Virgile*, *moins il est Virgile* (1), c'est-à-dire qu'une littérature, comme un homme, doit d'abord être soi, qu'elle n'existe qu'à cette condition, et qu'elle a à se chercher elle-même, non dans les modèles et les règles du passé, mais dans les besoins, dans l'esprit, dans tous les rapports qui doivent l'unir intimement à la vie de son temps. Ce fut à chercher ces rapports qu'il s'appliqua; de là le plan d'études que nous avons tracé. C'est pendant ces deux années de retraite au milieu de Paris, de vingt à vingt-deux ans, qu'il refait lui-même son éducation de collége, non sur des livres classiques trop oubliés, mais sur Cabanis, sur M. de Tracy, sur Montesquieu, sur Montaigne, et son intelligence en est déjà au point où

(1) Mot de Montesquieu sur *la Henriade*.

nous la trouverons vingt-cinq ans plus tard lorsqu'il s'écriera : « Quand verrai-je un peuple élevé sur la seule connaissance du nuisible et de l'utile, sans Juifs, sans Grecs, sans Romains? » En 1803, il était déjà *romantique* comme il le fut lorsqu'il publia, sur le *romanticisme*, ses brochures de *Racine et Shakspeare* (1823-25). Il portait déjà en lui les idées qui se résumèrent depuis dans cet argument fondamental et charmant : « De mémoire d'historien, jamais peuple n'a éprouvé dans ses mœurs et dans ses plaisirs de changement plus rapide et plus total que celui de 1780 à 1823, et l'on veut nous donner toujours la même littérature! Que nos graves adversaires regardent autour d'eux; le sot de 1780 produisait des plaisanteries bêtes et sans sel, il riait toujours; le sot de 1823 produit des raisonnemens philosophiques vagues, rebattus, à dormir debout, il a toujours la figure allongée; voilà une révolution notable. Une société dans laquelle un élément aussi essentiel et aussi répété que le *sot* est changé à ce point, ne peut supporter ni le même *ridicule*, ni le même *pathétique;* alors tout le monde aspirait à faire rire son voisin, aujourd'hui tout le monde veut le tromper. »

Quoi de plus fin et de plus solide en même temps, de plus plaisant et de plus juste, que cet argument sur lequel repose tout le *romanticisme* de M. de Stendhal? En 1823, cet argument lui fournissait une brochure; en 1803, il avait décidé de la direction de son esprit. Mme de Staël, en se faisant romantique, s'est faite Germaine, ce qui est une autre manière d'être classique. M. Hugo a déplacé adroitement, si l'on veut, et amoindri la question en l'ajoutant au programme du libéralisme de la restauration. M. Sainte-Beuve lui a cherché une autorité bien lointaine en la rattachant, malgré la chaîne brisée des temps, au mouvement poétique du XVIe siècle, à *son* Ronsard, comme il le dit agréablement. M. de Stendhal, de tous ceux qui sont entrés dans cette controverse, serait-il donc celui qui en aurait trouvé et dénoué le nœud? aurait-il été le vrai romantique avant même que le romantisme eût trouvé son nom? Il a dit : Restez dans votre pays, restez dans la question littéraire, restez dans votre temps; regardez le sot, il vous l'expliquera. Et en effet, pour son compte personnel, il n'a cessé, durant toute sa vie, d'avoir les yeux fixés sur le sot. C'est là le terrible *voisin* qui l'a tant gêné, comme Pascal son précipice, et contre lequel il n'a su se donner de la force qu'en lui déclarant une guerre à outrance.

L'état de sa fortune ne lui permit probablement pas de continuer ses études au-delà de ces deux années; car, ce terme expiré, il quitta

Paris pour Marseille, où il fut commis chez un négociant dont le père habitait, à Grenoble, dans la maison du grand-père de M. Beyle. Peu de temps après, en 1806, on le nomma adjoint au commissaire des guerres, fonction qui lui valut bientôt celle d'intendant des domaines de l'empereur, à Brunswick. Dans ce bon pays allemand, il trouva un jour moyen de tirer 8 millions d'une mouture qui n'en devait rendre que quatre, et comme d'ailleurs il ne cacha point ces 4 millions de surplus dans sa poche, cela fit dire qu'il avait le *feu sacré;* c'était un mot du temps. La campagne de 1809 vint l'arracher au Brunswick. Il suivit, comme attaché à l'intendance-générale, sous M. Daru, l'armée de Wagram, et put assister dans Vienne au convoi de Haydn, mort le 31 mai du coup qui avait anéanti l'indépendance de son pays.

Ce fut, je crois, dans le cours de cette campagne que M. Beyle eut occasion de montrer qu'il possédait réellement ce feu sacré dont on lui avait fait honneur en des circonstances où le mot était moins heureusement appliqué. On l'avait abandonné avec les malades et les approvisionnemens dans une petite ville dont la garnison avait été jugée plus nécessaire ailleurs. Officier d'administration, le dépôt qu'on laissait était placé sous sa responsabilité. Le pays était mal disposé à notre égard, et n'attendait qu'une occasion pour nous le faire sentir. A peine la garnison avait-elle quitté la ville, qu'une insurrection formidable s'organisa, le tocsin sonna, toute la population se leva. Il ne s'agissait de rien moins que de massacrer les malades à l'hôpital, et de piller ou brûler les magasins. Privés de troupes, les officiers militaires de la place ne savaient où donner de la tête. Cependant l'émeute devenait plus menaçante. Les abords de l'hôpital s'encombraient, les cris de mort se faisaient entendre; au péril de ses jours, M. Beyle se jette dans ces rues abandonnées à une multitude furieuse, et pénètre dans l'hôpital. Les convalescens, les malades, les blessés, tout ce qui peut un instant se tenir debout ou à peu près, il fait tout lever, il arme tout. Les plus impotens, il les met en embuscade aux fenêtres, qui, garnies de matelas, deviennent des meurtrières; les autres, cavalerie, infanterie, toutes les armes confondues cette fois sous l'uniforme lugubre de l'hôpital, il en fait un peloton; il ouvre les portes, et se précipite sur l'émeute. A la première décharge, tout se dissipa.

Le 3 août 1810, M. Beyle passa, comme auditeur de première classe au conseil d'état, dans la grande fournée des trois cents, et fut attaché au ministère de la guerre. Peu de jours après, on le nom-

mait inspecteur-général du mobilier de la couronne. Enfin, en 1812, il partait comme directeur-général de l'approvisionnement de Minsk, Witepsk et Mohilef, pour ce grand voyage de Moscou où il emportait tant d'auteurs originaux dans sa calèche. Ici finit le cours de ses prospérités officielles. L'intermède de la restauration fut pour lui, à part un grain de politique, une période toute littéraire. Les évènemens de 1814 le firent retourner en Italie, où il mena pendant cinq ans une vie d'observation, d'études et de relations avec les hommes les plus distingués, entre lesquels il faut nommer Byron, qu'il rencontra à Venise, comme il l'a depuis raconté. En 1819, il revint à Grenoble pour coopérer à l'élection de Grégoire; puis, après une visite à Paris, il reprit le chemin de l'Italie, qu'il ne quitta qu'en 1821. Ce ne sont plus qu'allées et venues, non-seulement au-delà des monts, mais aussi en Angleterre (1). Malgré son libéralisme, un

(1) Pour cette période de sa vie, nous pouvons un instant le laisser parler de lui-même. On sait que cela lui arrive rarement, au moins d'une manière avouée, et qu'il n'a jamais pu prendre sur lui de le faire sérieusement, même dans son épitaphe, où, comme on le verra tout à l'heure, il se fait Milanais et presque poète élégiaque par l'effet sentimental qu'il a su donner à la disposition des trois mots qui la composent. Cette pièce nous a été remise avec toute sorte de petits mystères et le pseudonyme obligé. Cette fois, ce n'est plus Stendhal, c'est Darlincourt.

« Pour se consoler du malheur de vendre ses chevaux (mai 1814), M. Darlincourt fit la vie de Haydn, Mozart et Métastase. Il avait réellement assisté au convoi de Haydn à Vienne, en mai 1809. Il y fut conduit par M. Denon. Ce premier ouvrage est imité en partie d'une biographie italienne sur Haydn. Il fut traduit en anglais.

« En 1817, M. Darlincourt publia deux volumes de l'*Histoire de la Peinture en Italie*, qui n'eut aucun succès, et lui coûta 4,000 francs chez Didot. En ce temps-là, Darlincourt ne connaissait pas même les avantages de la camaraderie; il en eût eu horreur. Un de ses amis fit insérer dans les *Débats* un article à la louange de l'*Histoire de la Peinture;* le lendemain, les *Débats* se rétractèrent. Ces deux volumes furent le fruit de trois ans d'études : l'histoire pittoresque de Florence fut écrite à Florence; de Rome, à Rome, et ainsi de suite. M. Darlincourt consulta les manuscrits des bibliothèques de Florence, et toutefois fut trompé par un bibliothécaire qu'il payait. Le fils de Bianca Capello *vécut*, et fut toujours traité en prince par pitié.

« En 1817, M. Darlincourt publia *Rome, Naples et Florence.* Ce petit manuscrit avait été fait pour ses amis et sans nul dessein de l'imprimer. Il eut du succès, et l'*Histoire de la Peinture,* qui a été recopiée dix-sept fois, ne fut lue de personne.

« En 1822, M. Darlincourt, toujours étranger à la camaraderie, eut grand' peine à trouver un libraire qui voulût gratuitement du manuscrit de *l'Amour*. Ce libraire lui dit au bout d'un mois : « Votre livre, monsieur, est comme les psaumes de M. de Pompignan, de qui on disait : Sacrés ils sont, car personne n'y touche. »

« En 1823 et 24, il publia *Racine et Shakspeare* (quarante pages), qui eut beaucoup de succès et qui piqua lord Byron.

des séjours qu'il fit en France lui donna un moment singulier d'importance à la cour. Le pape venait de mourir. Le cabinet des Tuileries manquait de notes sur les membres du sacré collége qui pouvaient être appelés à recueillir la succession de saint Pierre. Personne, autour du roi, ne connaissait Rome suffisamment. Le temps pressait. On avait oublié pendant quelques mois cette mort du pape, et le conclave allait se réunir. Qui sera nommé? C'était une question d'un haut intérêt pour la France. Comment agir et par qui? Dans cet embarras, le nom de M. Beyle est prononcé et accueilli avec ardeur. On députe chez lui. Il promet une note sur chacun des cardinaux éligibles. Il désigne celui que la France doit appuyer, et c'est d'une bouche libérale que sort le nom du pape qui sera porté par une cour ultramontaine. Probablement sa sainteté a toujours ignoré qu'elle dût sa tiare à un pauvre homme d'esprit français logé dans les com-

« En 1824-25, un second *Racine et Shakspeare* (cent cinquante pages). Succès d'estime. On n'y comprend rien. Grande colère de M. Auger, qui fait lire ce livre deux mois après. M. Darlincourt écrit au *Globe* pour combattre les trois unités.

« En 1823, *Vie de Rossini*, fort bien vendue, deux petits volumes. Le seul des ouvrages de M. Darlincourt lu sur-le-champ dans la bonne compagnie.

« En 1829, *Promenades dans Rome*, deux gros volumes.

« En 1830, *Rouge et Noir*, deux volumes. Quelques articles dans les *revues*, avec des noms dictés par la prudence. Notice sur lord Byron dans l'ouvrage de Mme Sw. Belloc.

« M. Darlincourt est pourchassé à Venise et à Barcelone à cause de la seconde édition de *Rome, Naples et Florence*. Obligé par état de voyager, il lui importe de n'être pas connu comme auteur d'ouvrages. On ne comprend pas ces choses quand on n'est pas sorti de France. »

C'est en 1838 qu'il nous faisait remettre cette note, qui nous a paru, avec son épitaphe, un curieux témoignage de l'écrivain sur lui-même. Voici cette épitaphe telle qu'elle est dans son testament. Une tranposition de mots a été faite avec intention, mais à tort, ce semble, dans celle qu'on peut lire sur sa tombe au cimetière Montmartre, rond-point de la Croix.

ARRIGO BEYLE,
MILANESE.
VISSE,
SCRISSE,
AMÒ,
MORI.
ANNO ....

Il vécut, il écrivit, il aima. — Quoi donc! est-ce là tout? Et dans cette épitaphe, où il se donne le plaisir de mystifier encore, n'y avait-il pas un mot à ajouter : il persiffla?

bles de la rue Richelieu. En 1830, M. le comte Molé l'avait nommé consul à Trieste, mais l'Autriche lui ayant, malgré ses pseudonymes et ses déguisemens, refusé l'*exequatur*, à cause de maint passage inséré dans ses ouvrages sur l'Italie, on chercha un souverain plus accommodant, et ce fut à Civita-Vecchia qu'il alla remplir les fonctions consulaires dont il est resté investi jusqu'à sa mort.

Pendant les trois périodes à travers lesquelles nous venons de suivre la vie de M. de Stendhal, et dans toutes les parties de l'Europe, il se trouva mêlé au plus haut monde. Il était connu personnellement de presque tous les grands personnages de France, d'Italie, d'Allemagne, auxquels la politique, l'esprit, la naissance ou toute autre supériorité avaient assuré un rang élevé dans leur pays. Il savait leur histoire à tous, le faible et le fort de chacun. Leur portrait était dessiné dans son esprit en anecdotes. L'art de présenter ces anecdotes, de les taire à propos, d'en montrer une partie et d'en cacher une autre, d'être à la fois de bon goût dans la parole, de bon goût dans la réticence, et piquant dans toutes les deux, faisait de lui un homme précieux dans les salons. Il y était recherché et écouté, quoiqu'il *inventât en parlant*, chose inconvenante, comme il le dit, parce qu'elle peut surprendre l'interlocuteur et le laisser sans réplique. Il s'y était tellement acclimaté, que, sorti de là, il ne pouvait plus être autre chose qu'un homme de salon. Ses livres en effet sont encore des causeries; ils en ont le négligé, la vivacité, les interruptions, les digressions, les précautions, le trait, toutes les soudainetés, toutes les graces. Il a donc pu étudier, et sous toutes ses faces, le mécanisme des passions grandes ou petites qui meut les ressorts de la pauvre machine humaine. La rare perspicacité dont il était doué allait tout de suite au fond. Toutes les circonstances oiseuses ou trompeuses, il les éliminait sur-le-champ. C'était pour lui comme une autre algèbre aux opérations de laquelle l'habitude des problèmes de l'algèbre véritable avait dû contribuer à rompre son esprit. Mais à cette netteté pénétrante de la vue il ajoutait une malice qui ne lui venait pas de l'algèbre. Il a bien justifié pour son compte ce mot dans lequel il résume le caractère dauphinois : brave et jamais dupe. Il mettait, à la vérité, une grande bienséance dans ses plus grandes malices. Si son œil perçait à jour toutes les ombres, tous les voiles, il n'avait garde de les déchirer et de montrer grossièrement à nu des vérités déplaisantes ou choquantes. En même temps qu'il excellait à découvrir, sous le mot ou sous l'acte agréable et usité, une idée, un jugement, un sentiment qui avait moins de

graces séduisantes, il excellait aussi à couvrir du mot agréable les idées, les jugemens, les sentimens qui ne l'étaient point. Spirituel et voluptueux égoïste, il trouvait qu'on devait écarter des yeux toute image qui ne peut que les blesser sans utilité. Quoique *libéral* et homme d'opposition par conséquent, l'on peut même dire d'une opposition taquine, il était l'ennemi déclaré des déclamations, des récriminations, des scandales, de tout ce qui fomente *la haine impuissante*, comme il disait si souvent et si bien. « Trouver une meilleure manière d'arranger les choses, blâmer ce qui existe, fi donc! s'écrie-t-il, c'est nous rendre haïssans, c'est chercher à nous rendre malheureux, c'est un manque de politesse. » De même il disait qu'il n'y a que les prêtres et les pédans qui puissent s'amuser à nous faire des tableaux de la mort et à spéculer sur l'horreur qu'elle inspire : « Puisque la mort est inévitable, ajoutait-il, évitons d'y penser. »

Malgré ces délicatesses d'homme de bonne compagnie, il lui est resté une certaine brusquerie qui annonçait que la franchise militaire avait passé par là : c'est qu'avant d'étudier les passions des salons et de vivre de leur vie, il avait vécu de la vie des camps, de la vie subalterne du soldat. C'est aussi que le tempérament s'en mêlait quelque peu. C'est enfin que l'art lui-même ajoutait quelque chose à la nature. Cette brusquerie n'allait point chez lui jusqu'à la rudesse, excepté avec les gens qu'il méprisait. Une fois peut-être, à propos des *provinciaux*, par exemple, qui professent un si *profond respect pour l'argent* et pour tout ce qui a *l'honneur de leur appartenir, pour leur petite ville*, qui est la première des villes, *pour leur femme, qui est la plus incomparable des femmes;* à propos de ces provinciaux dont *il faut voir la figure lorsqu'ils nomment une grosse somme d'argent*, il s'échappera, en exprimant l'horreur qu'il y aurait à être obligé de passer sa vie au milieu d'eux, jusqu'à dire : *Ces animaux-là*. Arnolphe en dit autant des femmes.

En général, il savait arrêter cette brusquerie juste au point où elle eût fait plus qu'ajouter à l'imprévu, à ce *divin imprévu* qu'il a tant aimé, dont il avait su démêler l'importance dans tout ce qui est plaisir de l'esprit, et aux graces duquel il a tant sacrifié dans ses actions comme dans ses écrits. Le ciel lui avait donné une raison originale, l'amour de l'imprévu donna à cette raison des allures singulières. S'il était possédé de l'idée fixe de ne ressembler à rien, d'être neuf, même dans les choses indifférentes, s'il décousait en écrivant les pensées qu'il avait cousues en méditant, c'était pour un amour qu'il a porté aussi loin que l'amour de la vérité, c'était pour

l'amour du *divin imprévu*. Il n'a point été, son histoire et ses travaux l'ont démontré, un artisan de paradoxes, mais tout a voulu être brusque et imprévu dans sa vie, hélas! et dans sa mort. Frappé d'apoplexie à la porte du ministère des affaires étrangères, le soir du 22 mars 1842, M. Beyle fut rapporté chez lui, où il expira six heures après. Celui qui, fonctionnaire public, savait si bien trouver des millions, est mort pauvre, et le dernier jour l'a surpris n'ayant rien que des amis et des manuscrits qui avaient besoin encore du lendemain.

Voilà sa vie, la voilà du moins telle que nous pouvons la connaître et la comprendre. Mais, s'il faut tout dire, le dernier mot de cette vie, mot que M. Beyle a voulu nous suggérer un peu tard dans son épitaphe (*amò*), n'est ni dans les souvenirs ni dans l'intelligence d'un homme, il est dans le cœur d'une femme. L'amour, telle a dû être la pierre de touche de ce caractère. M. Beyle a-t-il été cette ame tendre et passionnée qu'il veut laisser deviner en affectant de la cacher, ou n'a-t-il été qu'un épicurien railleur, sceptique et madré, qui craindrait d'être dupe de la vie, s'il la prenait un instant au sérieux et s'il cessait d'en rire? On peut dire de tout homme, surtout lorsqu'il a passé trente ans : dis-moi quelle femme tu aimes, je te dirai qui tu es. Pour M. Beyle, qui a tant exalté un certain idéal de femme et d'amour, pour M. Beyle, dont tous les écrits reposent sur le contraste de cet idéal et de celui qu'il suppose à ses lecteurs français, cette vérité serait vraie plus encore que pour tout autre. Il nous relègue si plaisamment dans notre Nord et dans notre vanité, nous autres Français, nous surtout Français d'en-deçà la Loire, il nous répète sous tant de formes le conseil de la Vénitienne à Jean-Jacques, *studia la matematica, Zanetto, e lascia le donne*, laisse l'amour, mon petit Jean, et enlève des redoutes à la baïonnette ou fais des comédies comme Molière et des romans comme Voltaire, que, lorsqu'il parle de l'amour, il semble qu'il nous entretienne de choses inconnues découvertes en un pays lointain. N'est-il pas même dans son livre de *l'Amour* un chapitre intitulé *Voyage dans un pays inconnu?* Ne dit-il pas dès la seconde phrase de ce chapitre : « C'est une dissertation obscure sur quelques phénomènes relatifs à l'oranger, arbre qui ne croît ou qui ne parvient à toute sa hauteur qu'en Italie ou en Espagne? » Il conseille en conséquence aux hommes nés dans le Nord de sauter au chapitre suivant. Or, cet arbre des pays chauds dont il va traiter, c'est l'amour. Sur ce point qu'il donne lui-même comme capital et auquel il rattache toutes ses théories sur les beaux-arts et sur les caractères des peuples, s'est-il laissé entrevoir

tel qu'il était? a-t-il senti vraiment un amour autre que celui que nous pouvons sentir ? l'abandon sans réserve et la bonne foi aveugle de la passion ont-ils pu se concilier chez lui avec la clairvoyance matoise qui analyse toutes les impressions, avec l'ironie qui les devance? ou bien cet enthousiasme dont il tient la flamme sacrée enfermée dans un saint des saints où on l'aperçoit parfois jeter une lueur aussitôt étouffée, cet enthousiasme joué, n'est-il qu'une ironie de plus? Voilà toute la question : jugée, M. de Stendhal entier l'est aussi, et dans le même sens. Nous sommes arrivé par l'induction et le raisonnement à le trouver sincère dans les choses d'intelligence; mais sur ce point suprême quelle induction peut pénétrer aussi avant dans la certitude qu'un seul coup d'œil d'une femme regardant, suivant le mot de Jean-Jacques, son amant au sortir de ses bras?

Nous aurions donc voulu que, par-dessus tout, M. Beyle nous fût raconté par une femme, une surtout de ces énergiques et passionnées Italiennes qu'il paraît avoir tant aimées, et qui disent si résolument à un homme : « Mon cher, dites donc à votre ami qu'il me plaît et qu'il est tout présenté. *Caro, dite à M... che mi piace.* » Une telle femme n'eût point pris notre curiosité pour un outrage; elle eût trouvé plus de bonheur à parler de son amant que d'avantages à cacher qu'elle l'avait aimé. Mais si nous ne sommes point parvenu jusqu'à elle, si nous n'avons point trouvé une maîtresse de M. de Stendhal, nous sommes arrivé du moins, et tout nouvellement, bien près d'une femme qu'il a aimée pendant de longues années : femme française, de beaucoup d'esprit et d'une grande beauté, femme à qui M. Beyle n'a offert qu'une tendresse sans exigences et qu'un dévouement désintéressé, ce que Matta, dans les *Mémoires de Grammont*, appelle servir sans gages. Ce sentiment, qui était plus que de l'amitié, plus que de l'amour aussi, puisque l'amour ne connaît guère l'abnégation, a laissé un monument de son intensité et de sa pureté dans une correspondance pleine de bonhomie et de sereine affection. Nous le tenons d'un écrivain bien connu comme expert en toute sorte d'appréciations délicates, à qui la correspondance a été communiquée. M. Beyle, bonhomme! Il ne se moquait donc pas lorsqu'il écrivait à un ami fictif ou réel (*Lettres sur Haydn*) : « Il y a long-temps que nous sommes convenus d'être *naturels* l'un pour l'autre. » Cette correspondance prouve qu'il y avait en effet un asile où M. Beyle osait dépouiller tous ses masques et pouvait être naturel; elle prouve aussi que son ame comprenait toutes les délicatesses, qu'elle était au niveau des sentimens les plus élevés, les plus purs, et qu'il les prenait

assez au sérieux pour ne pas se ménager sur les sacrifices qu'ils imposent.

C'est là l'homme qui, à l'imitation de Byron, s'amuse à dire d'un petit air impertinent, et pour narguer la pruderie d'autrui : « Moi qui suis immoral! » C'est là aussi cette ame gangrénée par le paradoxe!

Nous reprochera-t-on de lui faire honneur, à lui exclusivement, de la pureté de cette liaison qu'il a si pieusement cultivée? Nous déclinerions le combat, nous nous retrancherions au besoin derrière l'autorité de La Bruyère, qui a dit : « La plupart des femmes n'ont guère de principes, elles se conduisent par le cœur (nous dirions plus volontiers par les humeurs), et dépendent, pour leurs mœurs, de ceux qu'elles aiment. »

III.

Si nous ne l'avions dit déjà, ce serait ici le lieu de déclarer hautement que M. de Stendhal, à prendre le mot dans un sens strictement littéraire, n'est pas un écrivain. Lui-même l'a senti, lui-même l'a voulu, lui-même l'a déclaré vingt fois. Nous avons cité à ce propos quelques exemples, et l'on a vu, entre autres, le passage où il avoue s'être fait écrivain pour avoir vendu ses chevaux en mai 1814. A la rigueur, ceci n'est point vrai et n'a été écrit que pour amener en parenthèse ce léger trait décoché à la restauration : *mai* 1814. Cette date lui tient fort au cœur, il y revient souvent, et il termine par exemple son volume de *Rome, Naples et Florence*, par cette note : « L'auteur, qui n'est plus Français depuis 1814, est à un service étranger. » C'est là sa manière de faire des épigrammes politiques; mais il a assez d'esprit et de perspicacité pour savoir qu'il n'est que vrai lorsqu'il déclare, même ironiquement, qu'*il regrette bien de n'avoir pas de talent littéraire*. Il s'estime d'ailleurs assez pour être convaincu qu'il a un talent bien supérieur à celui-là, celui de voir et de raisonner juste. Aussi, ce n'est pas de sa modestie que nous voulons lui faire honneur. Il a poussé aussi loin que personne l'art de trouver le mot qui va au fond des choses, le tour qui rend avec le plus de vivacité, de netteté, de lumière, sa pensée et l'intention particulière qu'il a pu y ajouter. En ce sens, on peut dire qu'il a découvert des ressources, des finesses nouvelles dans la langue, qu'il lui a imprimé son cachet, et qu'il a une manière bien à lui. Toute-

fois cette manière ne forme point un style; il a du trait, de la soudaineté, de vives et pénétrantes clartés, il a le génie du mot, il n'a point l'art de la page. Voilà comment nous entendons qu'il n'est point un écrivain, et cela, même en faisant abstraction des incorrections qui fourmillent surtout dans ses premiers ouvrages.

M. Beyle a, dans ses écrits, touché du bout de la plume à bien des choses, à la religion, à la morale, aux gouvernemens, aux mœurs, aux beaux-arts; tout cela s'est lié dans sa tête, comme cela se lie en effet dans la réalité, aux conditions les plus essentielles du bonheur de l'homme. Ce serait être infidèle envers les idées de l'auteur que de vouloir les réduire dans l'analyse à une rigoureuse déduction logique, et donner à cette philosophie légère des allures d'école que l'auteur a eu surtout à cœur de lui épargner. Vauvenargues a dit que toutes les grandes pensées viennent du cœur. En ajoutant à ce mot que toutes les grandes jouissances viennent aussi du cœur, en d'autres termes que le principe de toute grandeur et de tout bonheur pour l'homme est dans ses passions, ou plutôt dans l'énergie de leur foyer, on aurait, je crois, toute la philosophie de M. Beyle vue par son plus grand côté. Cette proposition peut résumer la philosophie d'un sot comme celle d'un grand génie; elle n'a de valeur que par le parti qu'on en tire. M. Beyle en a tiré une foule d'aperçus très ingénieux, très bien liés, mais il n'a poussé que vers certains points où sa fantaisie l'entraînait, et encore, dans ces directions qu'il a prises, n'a-t-il poussé que jusqu'au bout de sa fantaisie. Dans tout ce qui n'est pas les beaux-arts, partie qu'il a spécialement fouillée, ses vues, arrêtées trop court, s'éteignent, faute d'issue, dans des impasses et parfois même s'entre-détruisent. Ainsi il ne sait que faire de la liberté et de la monarchie; tantôt c'est la monarchie qui est mortelle aux beaux-arts en étouffant les caractères, en brisant les ames des artistes, témoin la France de Louis XIV et surtout la France de Louis XV, qui recueille tous les fruits monarchiques que l'autre a semés; tantôt c'est la liberté, en ouvrant à ces mêmes caractères d'autres voies de développement et d'activité, témoin l'Union d'Amérique. Lui restera-t-il au moins le gouvernement tempéré, le gouvernement des deux chambres, pour nous servir de ses propres termes? Il le porte souvent aux nues comme une panacée souveraine; puis il le répudie comme il a répudié les autres, par cette raison qu'il est trop sage, trop économe, qu'on ne trouvera jamais une chambre de députés votant vingt millions pendant cinquante ans de suite pour construire un Saint-Pierre de Rome, et qu'il tue l'énergie en ôtant

le danger. « Sous le gouvernement des deux chambres, dit-il encore, on s'occupe toujours du toit, et l'on oublie que le toit n'est fait que pour assurer le salon. » Il va plus loin, et, suivant lui, la liberté détruit en moins de cent ans le sentiment des arts. « Ce sentiment est immoral, car il dispose aux séductions de l'amour, il plonge dans la paresse. Mettez à la tête de la construction d'un canal un homme qui a le sentiment des arts; au lieu de pousser l'exécution de son canal raisonnablement et froidement, il en deviendra amoureux et fera des folies. » Croyez-vous que M. Beyle plaide contre ce sentiment *immoral?* Non. Entre les beaux-arts d'une part, la liberté et la morale de l'autre, son choix est fait. Il ne plaisante pas autant qu'il en a l'air lorsque, à propos des tyranneaux de l'Italie du XVe siècle, il dit : *Ces petits tyrans que je protége.* Ainsi, au nom des beaux-arts, au nom du bonheur et de la grandeur de l'homme, il veut du danger, il veut des passions fortes et des passions libres du joug, et, ces passions une fois en mouvement dans la société, il ne conçoit à celle-ci d'autre organisation que celle qui résulte du mécanisme représentatif, lequel a pour effet de les neutraliser, parce qu'il est le joug, le niveau et la force de la loi personnifiés. Or, nous disons qu'il y a ici une impasse, et que M. Beyle le logicien, s'arrêtant à son utopie constitutionnelle, après sa théorie sur les passions, n'a point poussé jusqu'au bout de sa logique. Il est vrai que M. Beyle déserte même son utopie constitutionnelle; mais alors que nous donnera-t-il? Tout pesé, je pense qu'il n'a voulu que donner des coups de lancette à la restauration. Tous les passages où il parle de Napoléon avec les expressions qu'il emprunte ironiquement aux ennemis de l'empereur déchu, pour en retourner l'effet contre eux-mêmes (1), semblent annoncer que ses affections intimes étaient restées attachées aux souvenirs de cette période de sa vie. Ce qui paraîtrait dénoter encore que son libéralisme n'était que de la taquinerie ou une contagion passagère, c'est que, après 1830, il n'en est plus trace dans ses livres, où cependant se retrouvent toutes les idées auxquelles il l'avait mêlé antérieurement. On en pourrait tirer aussi une

(1) Ainsi, après avoir conté malignement qu'une dame à Rome l'a fait appeler en toute hâte, à une heure de nuit, pour lui lire une petite brochure hors de prix dont les copies manuscrites chargées de fautes et de non-sens coûtent jusqu'à 200 fr., et où M. Marcirone, aide-de-camp de Murat, raconte les six derniers mois de la vie de son maître, il ajoute en note : « Plût à Dieu que tous les usurpateurs eussent trouvé le même châtiment! »

confirmation de ce que nous avons dit, que toutes ces idées étaient faites et liées dans son esprit lorsqu'il s'est avisé pour la première fois d'écrire; car le libéralisme, n'existant pas lorsqu'elles se formaient, n'a pu se faire sa place, comme partie intégrante, dans leur ensemble, et, quand il est survenu, il a trouvé un appareil tout construit au milieu duquel il n'a été et pu être qu'une pièce de rapport tant bien que mal ajustée, faisant tache et menaçant ruine.

M. Beyle, bien qu'il ait visé à laisser sa trace dans la politique et dans la philosophie, n'est donc pas plus un philosophe qu'un politique. Il est toujours et avant tout un homme du monde, pétillant d'idées ingénieuses, d'aperçus heureux et fins qu'il veut bien prendre la peine de coordonner avec une logique fort adroite, et au bout desquels il découvre une théorie du bonheur qui peut être profitable aux gens du monde comme lui. Mais avec cette théorie, dans l'état de nos mœurs, de nos lois, de nos croyances, de tout ce qui fait de nous une société, un honnête homme qui n'en saurait pas davantage prendrait tout droit le grand chemin de la potence. « Ce peuple, dit-on, est féroce, s'écrie M. Beyle en parlant de la canaille de Rome; tant mieux! il a de l'énergie. » Sans doute, l'énergie est belle et probablement la plus belle chose du monde, puisque sans elle nulle chose n'arrive à son sublime. Comme homme d'imagination, et même comme moraliste, M. Beyle a raison de la chercher, de l'admirer, de l'aimer; mais là où elle ne sait se produire que dans des actes comme ceux qu'il se plaît à citer, c'est-à-dire des assassinats, est-ce bien le lieu de s'écrier : Tant mieux? Ce sont ces applications forcées d'idées trop négligées, quoique très justes et très utiles, qui lui ont valu, selon toute apparence, le reproche de paradoxe. Il savait d'ailleurs que chez nous, et dans la classe où devaient se rencontrer ses lecteurs, ces petits excès n'ont rien de dangereux, et il se livrait en toute sûreté de conscience au plaisir de donner à la vérité non pas seulement un air de vérité, mais un air et une saveur de contraste. Or, quel beau contraste fait ce *tant mieux* avec les habitudes du XIXe siècle, qui « aime le joli et hait l'énergie! » M. Beyle avait en outre, pour chercher l'extrême et le singulier, une autre raison que nous pouvons surprendre dans cette phrase : « Dès qu'il ose déserter l'habitude, l'homme vaniteux s'expose à l'affreux danger de rester court devant quelque objection; peut-on s'étonner que, de tous les peuples du monde, le Français soit celui qui tienne le plus à ses habitudes? C'est l'horreur des périls obscurs, des périls qui

forceraient à *inventer* des démarches singulières et peut-être *ridicules*, qui rend si rare le *courage civil* (1). » C'est pour montrer qu'il ose déserter l'habitude, qu'il ose affronter et provoquer l'affreux danger de rester court devant une objection, c'est pour mettre du *courage civil* jusque dans sa phrase que M. Beyle ajoute souvent une rodomontade à l'expression juste et suffisante de sa pensée. Si on retrouve là l'esprit de son premier métier, on y retrouve aussi l'homme des salons, car c'est contre des dangers de ridicule que M. Beyle s'excite et s'échauffe ainsi. Il a dit encore que, « les grandes passions étant de mode dans la haute société, il a le malheur de ne plus croire à la passion que lorsqu'elle entraîne à des actes ridicules. » C'est là une de ces pensées presque profondes, et, dans tous les cas, judicieuses et avisées, qui indiquent le *Dauphinois jamais dupe;* mais, comme il tient par-dessus tout à passer pour l'homme passionné par excellence, c'est encore là une des raisons qui le poussent aux singularités. L'homme de salon reparaît dans l'attention affectée qu'il met à éviter le mauvais goût de l'emportement passionné, soutenu au-delà d'une phrase, et à contenir son enthousiasme sous le boisseau. N'a-t-il pas reconnu en effet que « le bon ton consiste assez en France à rappeler sans cesse, d'une manière naturelle en apparence, que l'on ne daigne prendre intérêt à rien? » Voilà de quel mélange bizarre s'est composée la physionomie de M. Beyle, et comment l'homme à qui l'idée et la crainte du ridicule ont été le plus insupportables est aussi l'homme qui s'est le plus ingénié à se créer des occasions de déployer un faux air de bravoure contre le ridicule. Il a fait comme ces conscrits qui, selon lui-même, « se tirent de la peur en se jetant à corps perdu au milieu du feu. »

Quant aux matières dont il s'est occupé, bien qu'il en ait étudié quelques-unes avec une application suivie, sérieuse et peu commune, bien qu'il ait pris une notion suffisante de la plupart des autres, et qu'il ait cherché dans toutes la réalité essentielle, l'élément propre qui les constitue, cependant il n'en a traité qu'avec cette façon leste, décousue, mondaine, qui réduit tout à l'agrément et s'adresse au goût plutôt qu'à l'attention. Il faut, nous l'avons dit, penser, et penser beaucoup, en lisant M. Beyle, mais nous ne parlions que pour ceux qui le prendraient plus au sérieux qu'il n'a l'air de se prendre lui-même, et qui trouveraient de l'intérêt à ressaisir le principe et la chaîne de ses pensées à lui. Nous faisions d'ailleurs

(1) Les mots en italique sont soulignés par M. Beyle.

place à ceux qui se sentiraient tout d'abord plus disposés à le haïr. Nous ménagerons encore une place pour les gens de loisir qui ne se prêteraient qu'à écouter un piquant babillage. Mais, parmi ces derniers, si quelques-uns le trouvent amusant, un plus grand nombre ne manquera certainement pas de le trouver impertinent. M. Beyle, fidèle en cela au précepte du fabuliste, n'a voulu de chaque matière que la fleur, même là où il semble qu'il n'y en ait pas. S'il fait de l'histoire, il n'est pas pour cela un historien, ni un métaphysicien s'il fait de la métaphysique; non, car il n'en prend qu'à son aise : en tout il est un *dilettante;* il fait du dilettantisme sur la métaphysique, la politique, l'économie politique, l'histoire, la physiologie, la morale, et enfin et surtout sur l'esthétique, pour parler allemand avec un mot grec.

Le premier des livres de M. Beyle, par ordre de date, est le volume des *Vies de Haydn, Mozart et Métastase*, auquel l'analogie nous fera adjoindre la *Vie de Rossini*, publiée beaucoup plus tard. Les *Lettres sur Haydn* ont été en partie traduites de Carpani. L'auteur ne l'a pas annoncé sur le titre, et c'est un tort. En revanche, il donne la *Vie de Mozart* comme traduite de l'allemand d'un certain M. Schlichtegroll, que je soupçonne fort, jusqu'à plus ample informé, de n'être autre que lui-même. On trouve là, comme dans les *Lettres sur Haydn*, beaucoup de manières de voir, beaucoup de traits qui lui sont propres, et cette considération nous paraît le laver un peu, quant aux *Lettres*, du crime de plagiat. Il dit d'ailleurs dans une note qu'il n'y a peut-être pas dans cette brochure une phrase non traduite de quelque étranger. Nous ne connaissons point l'ouvrage original de Carpani; mais, à en juger par la contexture de ces lettres, les détails biographiques et le récit auraient seuls été empruntés à l'auteur italien. Quant à la plupart des appréciations, et surtout quant aux digressions sur la musique en général, elles sont on ne peut mieux marquées au coin des idées constantes du traducteur.

En musique, comme en tout, M. Beyle se fait Italien; il prend parti pour la mélodie. Il veut bien admirer profondément Haydn et Mozart, mais Beethoven ne sera déjà plus pour lui qu'un génie fougueux et singulier; quant à Weber, il ne le nomme une fois que pour lui jeter une phrase du dernier mépris. Il le traite presque comme il traite La Harpe. L'harmonie ne lui paraît être que le fruit patient de l'étude, fruit également accessible à tous les hommes qui auront une égale dose de persévérance; il n'en reconnaît pas moins que, « plus il y a de chant et de génie dans une musique, plus elle est

sujette à l'instabilité des choses humaines; plus il y a d'harmonie, et plus sa fortune est assurée. » Pour ce qui est du principe du beau en musique, il le trouve bien moins intellectuel et par suite bien moins universel que dans la peinture ou tout autre art. Il y a dans ces *Lettres* une partie d'érudition dont nous ne faisons pas honneur à M. de Stendhal, mais qui contient un résumé très substantiel de l'histoire de la musique.

La *Vie de Mozart* ne sort guère du cadre purement biographique; mais la *Vie de Rossini* nous paraît être un chef-d'œuvre de critique musicale. Les idées y fourmillent et dénotent une intelligence de la musique, de ses élémens constitutifs, de ses moyens, de ses besoins, qui atteste une longue étude, aidée d'une puissante faculté d'observation et d'analyse, et, par-dessus tout cela, du feu, de la verve, de l'esprit à foison. M. de Stendhal était fait pour écrire des biographies comme celle de Rossini, génie original et fécond, homme spirituel, fantasque, insouciant, prodigue de tout ce que la nature lui a prodigué, plein de mouvemens imprévus, composant et vivant d'inspiration, sans s'inquiéter, soit comme homme, soit comme artiste, d'autre chose que de son plaisir. Vie singulière, animée, diverse, et toute faite d'anecdotes. Pour M. de Stendhal, qui trouvait là presque son idéal, c'était une véritable aubaine. Aussi nous apprend-il que, de tous ses ouvrages, c'est le seul qui fut lu sur-le-champ par la bonne compagnie. Cet ouvrage d'ailleurs, comme généralement ceux de M. Beyle, est fait au pied-levé et au courant de la plume, sans économie, sans vues d'ensemble. Tout y est bien peint, le livre est mal dessiné.

Dans son livre *de l'Amour*, M. Beyle a osé aborder le plus épuisé de tous les sujets, s'il est vrai, comme nous commençons à en douter, qu'un sujet puisse être épuisé, ou, ce qui revient au même, qu'un sujet puisse ne pas l'être. Ce qui nous frappe tout d'abord dans cet ouvrage, c'est qu'il est beaucoup trop long. Il semble que M. Beyle l'ait écrit non pour ce qu'il avait à dire, mais qu'il ait cherché à dire le plus possible pour échapper au désœuvrement ou à des ennuis, pour *tuer le temps* ou un chagrin. Quelques mots perdus dans le cours de l'ouvrage, et notamment un petit chapitre de deux phrases, viendraient volontiers à l'appui de cette conjecture. « Je fais, dit l'auteur, tous les efforts possibles pour être *sec*. Je veux imposer silence à mon cœur, qui croit avoir beaucoup à dire; je tremble toujours de n'avoir écrit qu'un soupir, quand je crois avoir noté une vérité. » Cependant, avec M. de Stendhal, il ne faut pas trop se fier à

ces indices, qui ne sont souvent qu'une plaisanterie ou une petite affectation. Quoi qu'il en soit, nous retrouvons ici les habitudes d'esprit du disciple de Cabanis, *avec toute la maussaderie, mais aussi avec toute l'exactitude de la science.* Il étudie l'amour exactement à la manière des physiologistes analysant une fonction de l'organisme humain. Cette méthode appliquée à ce sujet est probablement ce qu'il y a de plus nouveau dans l'ouvrage, comme aussi le mot ingénieux de *cristallisation*, dont l'auteur a su tirer un parti plus ingénieux encore.

Le second volume, bien qu'il ne se rattache pas nécessairement au sujet, me paraît être bien plus important que le premier dans l'histoire des idées de l'auteur. Ici en effet M. de Stendhal n'est plus seulement un anatomiste disséquant avec plus ou moins de dextérité une portion de la machine sensible qui s'appelle l'homme, il devient un moraliste, et par ce mot nous entendons qu'il applique à la science pratique de la vie les déductions tirées d'un certain ordre de faits qu'il a observés. Or, en cela, M. de Stendhal n'est plus lui-même, ou du moins il ne l'est qu'à l'ombre de Montesquieu. C'est la théorie des climats et des formes de gouvernemens, l'antinomie de l'honneur et de la vertu, appliquées non plus à la politique, mais à l'amour. M. de Stendhal examine historiquement cette passion chez différens peuples, situés sous différentes latitudes, et régis par des principes différens. Il attaque l'honneur, *vil mélange de vanité et de courage*, né de l'idée singulière qu'eurent certains hommes (c'est la chevalerie qu'il désigne) de faire *les femmes juges du mérite.* « Depuis 1789, dit-il, les évènemens combattent en faveur de *l'utile* ou de la sensation individuelle contre *l'honneur* ou l'empire de l'opinion; le spectacle des chambres apprend à tout discuter, même la plaisanterie. La nation devient sérieuse, la galanterie perd du terrain. » Mais si, d'après lui, les chambres nous font gagner ce point, les chambres, d'après lui-même encore, ôtent aux femmes une grande partie de leur importance dans l'existence de l'homme; si la monarchie dénature l'amour, la république l'abolit. Reste donc l'influence unique des climats. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que, sur cette question plus que sur aucune autre, il se fait Italien. Dans ce pays la passion parle seule, et l'opinion n'est rien. L'idée de M. de Stendhal, assez neuve, ce nous semble, nous paraît d'ailleurs assez juste; on n'aura de grands caractères qu'à la condition du mépris de l'opinion et de sa fille aînée, la crainte du ridicule. Cette crainte est la lâcheté de bien des grands courages. En ce qui concerne les

femmes, M. de Stendhal dit fort à propos, dans les pensées détachées qu'il a ajoutées au volume : « Grand défaut des femmes, le plus choquant de tous pour un homme un peu digne de ce nom : le public, en fait de sentimens, ne s'élève guère qu'à des idées basses, et elles font le public juge suprême de leur vie; je dis même les plus distinguées, et souvent sans s'en douter et même en croyant et disant le contraire. » Sur les idées basses du public et sur la soumission des femmes à ces idées, il s'exprime aussi dans le premier volume avec trop peu de ménagemens pour que nous puissions le citer ici. A côté de cela, il y a des idées dont nous ne voulons point garantir la justesse et dont nous blâmons la rudesse d'expression; celle-ci, par exemple : « La force d'ame qu'Éponine employait avec un dévouement héroïque à faire vivre son mari dans la caverne sous terre et à l'empêcher de tomber dans le désespoir, s'ils eussent vécu tranquillement à Rome, elle l'eût employée à lui cacher un amant. Il faut un aliment aux ames fortes. » N'y a-t-il pas ici, dans la forme sinon dans le fond, un peu de cette amertume qui aurait pu pousser M. Beyle à écrire sur l'amour pour se distraire de l'amour? Et cet autre passage, bien vrai d'ailleurs, n'est-il pas l'écho d'un ressentiment personnel? « Voilà qui devrait bien marquer aux yeux des femmes la différence de l'amour-passion et de la galanterie, de l'ame tendre et de l'ame prosaïque. Dans ces momens décisifs, l'une gagne autant que l'autre perd..... Dès qu'il s'agit des intérêts trop vifs de sa passion, une ame tendre et fière ne peut pas être éloquente auprès de ce qu'elle aime..... L'ame vulgaire, au contraire, calcule juste les chances de succès.... et, fière de ce qui la rend vulgaire, elle se moque de l'ame tendre, qui, avec tout l'esprit possible, n'a jamais l'aisance nécessaire pour dire les choses les plus simples.... L'ame tendre, bien loin de pouvoir rien arracher par force, doit se résigner à ne rien obtenir que de la *charité* de ce qu'elle aime..... » Ce passage est mal écrit, et nous en avons, pour cette raison, supprimé une bonne moitié, où la mauvaise humeur de l'auteur nous semblait seule pouvoir être intéressée, ce qui nous ramène toujours à notre supposition. Au fond, le livre *de l'Amour* se résume en ceci : Les Français sont trop vaniteux; les Anglais sont trop orgueilleux et ont trop su, comme les anciens Romains, persuader à leurs femmes qu'elles *doivent* s'ennuyer; les Allemands, qui *meurent d'envie d'avoir du caractère,* sont trop rêve-creux, ils se jettent trop dans leurs imaginations et dans *leur philosophie, espèce de folie douce, aimable, et*

surtout sans fiel. Les républicains d'Amérique adorent trop le *dieu dollar;* il n'y a d'amour qu'en Italie.

Dans cet ouvrage, il y a des définitions remarquables et qui dénotent une rare précision d'esprit : « La beauté est une promesse de bonheur. — Le caractère est la manière habituelle de chercher le bonheur. — La cruauté est une sympathie souffrante. — Le rire est l'effet produit par la vue subite d'une supériorité que nous avons sur autrui. » Dans un autre ouvrage, il ajoute à cette dernière pensée, déjà exprimée par Hobbes, que le sourire est produit par la vue du bonheur; puis il dit : « Le rire domine en France, le sourire en Lombardie. » Il y a encore quelques pensées comme les suivantes : « Le ridicule résulte de la méprise de l'homme qui se trompe sur les moyens d'arriver au bonheur. — Le génie est un pouvoir, mais il est encore plus un flambeau pour découvrir le grand art d'être heureux. — Le pouvoir n'est le premier des bonheurs après l'amour, que parce que l'on croit être en état de commander la sympathie. » On voit qu'il ramène tout à l'idée du bonheur, idée qui préside à tous ses écrits (soit qu'ils aient pour objet d'en chercher le moyen, soit qu'ils veuillent le montrer atteint ou manqué par des héros d'une action fictive), et que pour lui, le bonheur réside essentiellement dans l'amour, dans l'action des facultés sympathiques de l'homme. Il donne au génie, du moins en tant qu'il s'applique aux beaux-arts, la même source qu'au bonheur.

L'écrit auquel M. de Stendhal paraît avoir attaché le plus d'importance, et peut-être l'espoir de quelque renommée, celui où il a mis le plus de soin, d'ordre et de sérieux, celui qu'il a recopié dix-sept fois, l'*Histoire de la Peinture en Italie*, n'est point un ouvrage terminé. On disait, à la vérité, il y a déjà plusieurs années, que l'auteur en avait deux volumes manuscrits en portefeuille. M. de Stendhal, dans cet ouvrage favori, semble avoir perdu, comme l'ame tendre auprès de sa maîtresse, l'assurance, la pointe de témérité qui lui fait affecter dans les autres des formes inusitées. L'ombre de Montesquieu traînait déjà çà et là dans le livre *de l'Amour;* dans l'*Histoire de la Peinture*, ce n'est plus son ombre seulement, c'est son trait et parfois sa couleur. Indépendamment de ses théories générales sur les climats et les gouvernemens, il y a dans la division et la marche de l'ouvrage, dans la coupe des chapitres et dans la distribution des idées, l'empreinte manifeste de sa méthode et des procédés de son esprit. Ces deux esprits si français avaient d'ailleurs entre

eux une sorte de parenté naturelle; M. Beyle était un cadet de la famille. C'est le même sens net, acéré, perçant, la même prestesse, la même humeur soudaine et poussée aux vivacités parfois périlleuses, le même tour sentencieux et bref, le même goût (plus attique chez le président du parlement de Bordeaux) pour l'exactitude de la pensée relevée d'un brin de sel, le même talent d'arrêter l'expression juste au point où elle fait entrevoir la pensée et laisse au lecteur le plaisir de la deviner et de l'achever, la même absence de déclamation et de phraséologie. Seulement, sur ce dernier point, on pourrait dire de M. Beyle, opposé à Montesquieu, ce que lui-même a dit des modernes opposés aux anciens, qu'ils étaient simples par art, comme les anciens le sont par simplicité. Je ne sais si, comparativement aux Grecs et aux Latins, l'auteur de la *Grandeur et de la Décadence des Romains* n'atteint que par l'art à la simplicité; mais comparativement à nous, enfans du déclamateur Jean-Jacques, poussés au dernier degré de la corruption par l'invasion du germanisme et du britannisme, Montesquieu est un écrivain français de race pure, qui eût dû inventer l'affectation pour n'être pas simple, tandis que M. Beyle n'est simple que par réaction, et non pas seulement par art, mais par affectation. Il a outré l'art d'être simple. Et voilà pourquoi, malgré toutes les vertus du sang qui éclatent en lui, il n'est, de bien loin, qu'un cadet.

Dans l'*Histoire de la Peinture en Italie*, M. Beyle a voulu manifestement monter au rang des aînés. Le livre est composé avec suite, écrit avec tenue. Les phrases sont achevées, les mots aussi. L'ironie, si elle y reparaît, y prend elle-même un caractère plus élevé. On n'y voit plus de ces bouffonneries qui n'ont pour objet que d'agacer le lecteur et de faire pièce à ses manies présumées. Nous ne voulons point dire que ce soit là encore la véritable méthode ni le véritable style historique; nous disons seulement qu'avec quelques-unes des qualités les plus éminentes de l'historien, il y a ici l'intention d'atteindre aux autres. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, l'ordre adopté par l'auteur est, non pas l'ordre tiré du développement de la peinture en raison de la somme d'idées ou de ressources progressivement acquises par les artistes, et abstraction faite en quelque sorte des personnes, mais l'ordre biographique. Nous savons quelle est l'horreur de M. de Stendhal pour les choses abstraites. C'est ce qu'il appelle le vague. Il réduit, il ramène toujours le style à l'expression concrète, les pensées à un fait, les ensembles de faits à des noms propres. Aussi l'histoire n'a pour lui que deux échelles de proportion,

que deux formes : l'anecdote et la biographie. Avec l'une il peint les individus, avec l'autre les époques. En cela il est bien lui, et ce n'est point par là qu'il procède de Montesquieu. Mais de même que, dans son livre *de l'Amour*, la partie capitale, celle où il a placé ses idées les plus chères, n'est point l'analyse et l'histoire de l'amour, de même, dans l'*Histoire de la Peinture*, sujet dont il s'est toujours occupé, et avec passion, il a déposé le résultat de ses méditations, le fruit de toute sa vie, dans un morceau qui ne tient que fort indirectement au récit, qui l'interrompt, qui l'éclipse. Cette dissertation, qui n'a de métaphysique que le fond, est une histoire de l'idée du beau depuis l'origine des arts jusqu'à nos jours, ou, si l'on veut, une théorie comparée du beau antique et du beau moderne. Jamais, que nous sachions, des idées plus abstraites n'ont revêtu des formes plus arrêtées, plus nettes, plus palpables. Sans doute, on peut ne pas accepter toutes les opinions de l'auteur, et lui-même, faisant la part de ce qui n'est point démontré ni démontrable, déclare en un endroit : « Je n'ai point dit : je vais vous prouver cela, mais : daignez vérifier dans votre ame si par hasard ce n'est point cela. » Il prend le beau à sa première origine, c'est-à-dire à la pierre informe dans laquelle l'homme encore sauvage reconnaît et adore une représentation de son Dieu. Bientôt cette pierre brute ne suffit plus aux idées déjà acquises par la peuplade devenue moins sauvage. Le ciseau commence à la dégrossir et à lui donner une forme qui se rapproche grossièrement de celles du corps humain. Puis viendront les statues des Égyptiens, enfin l'Apollon du Belvédère. M. Beyle va construisant une à une, avec une sagacité merveilleuse, les idées qui, suivant l'ordre logique de l'esprit humain et la marche des civilisations, ont dû s'ajouter successivement à la notion où l'artiste avait pris son premier idéal, le Dieu sa première forme, jusqu'au moment où le génie d'une civilisation raffinée éclate dans le magnifique ensemble de perfections et d'idées que représente la tête du Jupiter *mansuetus*. Appuyé sur le principe que *le beau est la saillie de l'utile*, il prend dans les besoins, dans les croyances, dans les mœurs, dans les données diverses et nécessaires de la vie antique, tous les élémens du beau antique. Chaque trait qu'il ajoute à son bloc de pierre devenu statue correspond à un incident du développement social; puis, examinant à leur tour les caractères propres et distinctifs qui se sont ajoutés à la civilisation, à la vie moderne, il en fait jaillir sans effort tout ce qui, dans notre ame, s'ajoute à l'idéal des anciens, à leur perception du beau. Nous le répétons, on peut re-

jeter en tout ou en partie les idées de l'auteur; mais, même à ne voir dans ce morceau que de la gymnastique intellectuelle, il touche à tant de questions et de connaissances, il remue une si grande masse de faits et d'observations, il force l'esprit à tant de réflexions, ne fût-ce que pour contrôler et vérifier, il est conduit avec tant d'aisance, de fermeté, de clarté, il étincelle de tant d'aperçus neufs, séduisans, féconds, pleins de jets de lumière, qu'on ne saurait dire s'il est plus instructif ou s'il est plus amusant. Ce que nous croyons pouvoir affirmer, c'est que l'on retirera de ces deux cents pages plus d'idées que du livre de Winkelmann. Or, c'est là un mérite éminent chez M. de Stendhal, et, si on lui conteste celui d'avoir pensé juste pour son compte, on ne saurait du moins lui dénier ce talent assez rare et qui n'échoit qu'aux esprits vigoureux ou singulièrement déliés : faire penser. C'est dans ce morceau que l'auteur a usé fort explicitement des théories de Montesquieu, de la science de Cabanis et même de celle de Lavater. Chose singulière! M. de Stendhal, qui ne veut voir dans l'homme que des fonctions et des phénomènes physiologiques, prend à chaque instant parti pour l'ame pure et pour toute cette portion de la sensibilité, pour tous ces mouvemens de la passion immatérielle dont le scalpel ne saurait retrouver le ressort. Si quelque objection tirée d'une raison froide et prosaïque vient le contrarier : « Quand donc, s'écrie-t-il, les gens raisonnables comprendront-ils qu'il est des choses dont, pour leur honneur, ils ne devraient jamais parler? » Ce qui rappelle ce vers plus récent de M. de Musset :

Mon premier point sera qu'il faut déraisonner.

Il repousse bien loin les *cœurs secs, les athées des beaux-arts*. La raison chez lui s'était faite matérialiste, il était resté spiritualiste par le sentiment. Les idées qu'il emprunte soit aux physiologistes philosophes comme Cabanis, soit aux philosophes physiologistes comme de Tracy, soit enfin à Montesquieu, sont d'ailleurs plutôt des arcs-boutans dont il étaie ses théories, qu'une partie intégrante de ces théories même. Ainsi, par exemple, Montesquieu, dans son *Essai sur le Goût*, ne semble distinguer l'idée du bon de l'idée du beau qu'au moyen de l'idée de l'utile; témoin ce passage : « Lorsque nous trouvons du plaisir à voir une chose avec une utilité pour nous, nous disons qu'elle est bonne; lorsque nous trouvons du plaisir à la voir, sans que nous y démêlions une utilité présente, nous l'appelons belle. » Tout au rebours, M. de

Stendhal, nous le savons déjà, ne voit dans le beau que la *saillie de l'utile*. S'il considère la beauté par rapport à lui qui la contemple, il la définit une promesse de bonheur, une aptitude à donner du bonheur, une promesse d'un caractère *utile* à son ame. S'il la considère dans le sujet animé qui l'offre à ses yeux, il la définit en disant qu'elle est l'expression d'une certaine manière habituelle de chercher le bonheur. Ainsi, bien loin de séparer l'idée de l'utile de l'idée du beau, il n'arrive analytiquement à celle-ci que par l'autre, et pour lui cette utilité est toujours *présente*. C'est là d'ailleurs l'idée centrale d'où rayonnent, vers tous les points de la sphère de connaissances qu'il a embrassée, les principes secondaires dont chaque série particulière constitue une branche spéciale de connaissances ou de doctrines; c'est de l'idée de l'utile qu'il part pour tout contrôler et pour arriver à tout. En morale (il n'a jamais assez d'épigrammes contre les *gens moraux*), en morale, il veut que toute éducation repose sur la seule connaissance de l'utile. Il définit la vertu et le vice ce qui est utile et ce qui est nuisible; il niera la vertu chrétienne parce qu'elle est un calcul et qu'elle *se réduit à ne pas manger des truffes de peur des crampes d'estomac;* il ne donne le nom de vertu qu'à une action pénible qui est en même temps *utile* à d'autres. Dans la religion, il ne voit qu'une grande machine de civilisation et de bonheur éternel, rien de plus, rien de moins; il dit encore : « Comme vous le savez, une religion, pour avoir des succès durables, doit avant tout chasser l'ennui. » Et quand il écrit, avec un faux air d'onction, ces mots : *la seule vraie religion*, il ne manque jamais d'ajouter aussitôt, entre parenthèses ou en note : *celle du lecteur*. Si M. Beyle avait été un véritable philosophe et non un dilettante philosophant, ce principe de l'utile, d'où il a su faire découler tout ce qu'il a voulu avoir d'idées en philosophie, en religion, en morale, en politique, en esthétique, ce principe eût pu devenir dans ses mains une des idées les plus fortes qui aient jamais lié, fécondé et vivifié tout un ensemble de conceptions sur l'homme, sur ses facultés et ses rapports. Dans l'état où il a laissé les choses, ce n'est déjà point l'effort d'un esprit ordinaire que d'avoir pu s'élever à la conception d'une idée qui rayonne en tous sens sur tant de branches de spéculations différentes, et leur sert de foyer commun. Cela prouve qu'avec l'analyse perçante que nous lui connaissons déjà, M. de Stendhal avait aussi reçu en don la puissance de la synthèse, assemblage qui est certainement la plus belle ébauche de philosophe qui puisse sortir des mains de la nature, quand beaucoup d'enfantillage ne s'y vient point ajouter par surcroît.

Le principe de M. de Stendhal est d'ailleurs, avec plus d'étendue et de portée, une transfiguration de l'*intérêt*, d'Helvétius, Helvétius dont il ferait volontiers le plus grand philosophe qui ait jamais été, mais à qui il reproche une petite faute bien légère, à la vérité, et bien facile à réparer, celle de n'avoir point substitué à ce vilain et disgracieux mot d'*intérêt* le joli mot de *plaisir*. Là-dessus, comme sur bien d'autres points semblables, nous nous permettons de dire : voilà l'enfantillage. Bentham avait aussi adopté le principe de l'utile, mais d'une manière plus étroite.

Rome, Naples et Florence, de même que les *Promenades dans Rome*, contiennent en détail les applications des idées qui sont réduites en système dans l'*Histoire de la Peinture*. C'est à ces ouvrages, ainsi qu'aux *Mémoires d'un Touriste*, que M. Beyle a donné la forme de simples notes écrites au jour le jour. Nous n'oserons pas affirmer qu'il n'y ait pas autant d'affectation que de sincérité dans la négligence apparente de cette forme, et c'est ici que M. Beyle nous paraît avoir une paresse travaillée. Mais quel qu'ait pu être le travail d'arrangement préliminaire qui a conçu et ordonné ce désordre, les facilités qu'un tel plan laissait dans le détail à l'auteur restent telles, qu'il a dû éprouver un plaisir délicieux à écrire chacune des pages qu'il a consacrées à cette Italie, si profondément étudiée, sentie, aimée par lui. Aucun de ces ouvrages ne forme un tableau. C'est plutôt un assemblage de ces coups de crayon comme on en trouve dans les cartons de tous les peintres, et où le trait d'un personnage se trouve répété sous mille faces et dans mille attitudes différentes. Malgré ce procédé, qui sent trop l'intérieur de l'atelier, et qui n'en devrait pas sortir, l'Italie et les Italiens ont été peints par M. de Stendhal avec une finesse de vue, un détail et un fini que les ouvrages du même genre, et mieux faits d'ailleurs, n'offriraient probablement dans aucune langue ni au sujet d'aucun peuple.

Je ne sais point de voyageur qui, en mettant le pied sur un sol étranger, se soit posé cette question si simple en apparence en même temps que si précise et si complète : « Je veux connaître les habitudes sociales au moyen desquelles les habitans de Rome et de Naples cherchent le bonheur de tous les jours... Un homme bien élevé et qui a cent mille francs de rente, comment vit-il à Rome ou à Naples? Un jeune ménage qui n'a que le quart de cette somme à dépenser, comment passe-t-il ses soirées? » Qu'est-ce que Montaigne, cet esprit si observateur, si judicieux, si jaloux, lui aussi, de sa fantaisie et de son originalité, qu'est-ce que Montaigne, tout le premier, a vu en

Italie, dans cette belle Italie du XVIe siècle, toute fraîche sortie des mains de Jules II et de Léon X? Que lui reste-t-il à dire, lorsqu'il a dépeint ses auberges, décrit des réceptions, des cérémonies, et raconté que, dans je ne sais plus quelle ville, « ils nettoient les verres à tout (avec) une espoussette de poil emmanchée au bout d'un bâton? » Voilà les observations dont est rempli le journal qu'a laissé une intelligence des plus fermes, des plus curieuses et des plus clairvoyantes, placée au milieu d'un peuple encore tout bouillant des passions et du génie qui ont donné à ce siècle un nom à part dans les annales de l'esprit humain. Je cherche l'homme et la vie dans ces peintures que nous laissent la plupart des voyageurs, je n'y trouve que le mannequin costumé et l'appareil extérieur de la vie. Chez M. de Stendhal, au contraire, tout va au fond, ce qui n'est que détail curieux et vain spectacle est supprimé. Le paysage lui-même, lorsque l'auteur y a recours, n'est présenté qu'à cause de ses influences et pour expliquer l'ame de l'homme. La religion, les gouvernemens, toutes les circonstances qui entourent l'homme et le modifient, y jouent exactement le même rôle, et aucune n'est omise. Un tel mérite est fait pour racheter bien des bizarreries dont la plupart même sont cherchées en vue d'un effet détourné et railleur. Tout choque au premier abord dans M. Beyle, parce que rien n'est préparé, et que, pareil à la Galatée qui provoque et s'enfuit, il a mille petits artifices pour irriter la curiosité et éviter de se livrer sur-le-champ. Il faut avoir la clé de ses idées et s'être familiarisé avec ses allures pour savoir par où le prendre. Mais lorsqu'enfin on le saisit, encore bien qu'on s'accroche à plus d'un piquant, il plaît comme la robuste beauté de Galatée, il est dru, savoureux, et l'on ne regrette rien aux poursuites qu'il a coûtées.

Il a vu dans l'Italien l'homme qui marche le plus sûrement vers l'art d'être heureux; dans le Français, il ne voit guère que l'homme qui se trompe le plus gaiement sur ce sujet capital. Le trait dominant du caractère italien paraît être à ses yeux l'énergie et l'abandon sincère de la passion : « Ici, les gens ne passent point leur vie à *juger* leur bonheur. *Mi piace*, ou *non mi piace*, est la grande manière de décider de tout. » Dans sa manière rapide de raisonner, il vous dira : « De là le génie pour les arts, de là aussi l'absence de ridicule et, par suite, de comédie. » Le premier point va de lui-même, et, quant au second, chacun étant tout à sa passion, personne n'a le loisir de s'occuper de celle de son voisin, ni, dans aucun cas, l'envie d'en rire. En France au contraire, pays de vanité, l'opinion est tout; on vit dans les

autres. On ne se bornera pas à *juger* son bonheur, on le fera juger par autrui, et l'on dira volontiers à son voisin : *Veuillez m'apprendre si j'ai du plaisir, si je suis heureux.* De là une incapacité absolue de *sentiment* dans les beaux-arts, quoiqu'il y ait une intelligence très déliée pour les *comprendre*. De là aussi le ridicule et la comédie. L'opinion veut tout contrôler et se faire justice lorsqu'on la méprise ou qu'on l'oublie. La crainte du ridicule, née de la monarchie et de l'influence d'une cour, ne tue pas seulement le génie des arts, elle tue les caractères, personne n'osant plus être soi. Nous voilà donc réduits aux bonheurs et aux vertus qui viennent de la vanité, comme la vaillance à la guerre, et, pour patrie, au *plus vilain pays du monde que les nigauds appellent la belle France.*

Avec cette vue primitive sur les hommes et sur le sol, les *Mémoires d'un Touriste* étaient peu exposés à des excès d'enthousiasme; aussi l'auteur, pour s'accommoder mieux à nos mœurs, débute-t-il par se donner la qualité de marchand de fer et par nous entretenir des faillites ou autres affaires intéressantes qui l'obligent à se mettre en voyage, aucun autre intérêt n'étant réputé digne de notre attention. Cet ouvrage, bien que fait d'après le même procédé que *Rome, Naples et Florence*, et les *Promenades dans Rome*, est en effet d'une tout autre couleur. Plus d'admiration, plus de tendresse, plus de beaux-arts, car nous n'osons comprendre dans cette qualification l'art gothique, en présence duquel la plume de l'auteur va se rencontrer pour la première fois : « Quelle laideur, grand Dieu! il faut être *bronzé* pour étudier notre architecture ecclésiastique. » Tel est le cri qu'il pousse; et ailleurs encore : « Je ne me sens pas assez savant pour aimer le laid et ne voir dans une colonne que l'esprit dont je puis faire preuve en en parlant; » il ne pardonne pas à ce genre d'esprit; dans le premier volume des *Promenades*, il le renvoie à Platon, à Kant, et à leur école : « L'obscurité, dit-il, n'est pas un défaut quand on parle à de bons jeunes gens avides de savoir et surtout de *paraître savoir*, mais, dans les beaux-arts, elle tue le plaisir. » Dans les *Mémoires d'un Touriste*, il a affaire à l'esprit savant et obscur qui découvre un symbole dans chaque pierre, et il déclare, à propos d'un chœur d'église qui incline visiblement à gauche, que les architectes apparemment ont voulu rappeler que Jésus-Christ expira sur la croix la tête inclinée à droite. Quand il redevient sérieux, il saisit très bien, et avec cette netteté que nous lui connaissons, les caractères distinctifs du style gothique; nous ne parlons pas de l'érudition fraî-

chement acquise qu'il déploie sur cette matière, et qu'il venait sans doute de puiser à une source amie.

Les *Mémoires d'un Touriste* s'attaquent d'ailleurs à de plus forts que ces pauvres savans. Les journaux que M. Beyle n'avait pas respectés, même dans le temps de sa plus grande ferveur libérale, sont appelés cette fois un des grands malheurs de Paris, et bien plus, « un des grands malheurs de la civilisation, un des plus sérieux obstacles à l'augmentation du bonheur des hommes par leur réunion sur un point. » De la nécessité politique du journal dans les grandes villes naît la triste nécessité du charlatanisme, seule et unique religion du XIXe siècle. A Rome, où il n'y a pas de journaux, le charlatanisme est inconnu, « ce qui lui laisse la chance de produire encore de grands artistes. »

Plus qu'aucun autre des ouvrages de l'auteur, les *Mémoires d'un Touriste* sont empreints d'une négligence qui, cette fois, n'est pas jouée. On voit qu'il a peu de goût à la besogne; rien n'est plus décousu, il y a des longueurs et des répétitions fastidieuses, il y a des hors-d'œuvre d'érudition sur les races et surtout sur le système orographique de la France, qui semblent une leçon apprise de la veille et jetée là pour remplissage. Tout ce charme, toute cette grace piquante qu'il a su répandre dans *Rome, Naples et Florence*, cet intérêt solide qui soutient les deux gros volumes des *Promenades dans Rome*, ont disparu dans cette excursion en France. L'esprit qui abonde en maint endroit et quelque joli épisode, comme celui de la jeune Bretonne sur le bateau à vapeur, ne suffisent pas pour donner à ce livre un attrait que l'auteur n'a pas trouvé dans son voyage, et auquel il n'a pu suppléer que par l'épigramme. Comme ouvrage d'étude, c'est trop peu sérieux et trop incomplet, les trois quarts de la France s'y trouvant omis. Comme ouvrage d'agrément, c'est trop souvent ennuyeux. Tout ce que le livre contient d'observations importantes sur le caractère français se trouve d'ailleurs dans les autres ouvrages de l'auteur.

Ses romans ont voulu concourir pour leur part à démontrer la supériorité des caractères qui ont pour ressort la passion sur les caractères qui ont pour ressort la vanité ou tout autre mobile, l'idée du devoir, par exemple. Le premier de ces romans, *Armance, ou Un Salon au dix-neuvième siècle*, n'est pas un essai heureux. Tout y est forcé, rien n'y a sa mesure, rien n'y est intelligible; l'auteur n'avait pas encore le sentiment de la perspective du récit. Faute de savoir mon-

trer ou cacher, développer ou restreindre à propos, il s'y prend de manière à ce que l'on ne puisse saisir le rapport qui unit les actions des personnages à leurs intentions ou à leur caractère annoncé. On croit se promener dans une maison de fous. M. de Stendhal a voulu peindre le côté triste et maladif des jeunes gens du XIXe siècle. Il n'a griffonné qu'une caricature indéchiffrable. C'est le seul de ses livres où il ait trouvé l'art d'être constamment ennuyeux.

Dans *le Rouge et le Noir*, il paraît avoir repris le même type de caractère en le développant et le complétant. Il en a retiré aussi la rêverie sombre et la tristesse dont on ne sait pas la cause. Quand Julien Sorel devient sombre, c'est que ses passions ont rencontré un objet qui les irrite; il devient sombre par *haine impuissante*, par envie, par vanité blessée, par ambition, par toutes les passions mauvaises dont l'auteur fait le lot du XIXe siècle. Pourquoi M. de Stendhal ajoute-t-il à tous ces élémens de malheur l'idée du devoir qui, lorsqu'elle est librement acceptée, ne peut être qu'un élément de bonheur, s'il est vrai, surtout comme il l'affirme lui-même, qu'il n'y a dans la volonté rien d'autre que le plaisir du moment? Cette idée du devoir, donnée, nous le savons, comme contraste à l'idée de l'utile, avait déjà bien assez embrouillé son premier roman, où l'on voit le héros principal se rendre malheureux à plaisir, en allant se chercher des devoirs dans les visions les plus fantasques, et violer en même temps les plus simples devoirs d'humanité. L'idée du devoir est-elle donc d'ailleurs si inhérente aux mœurs de notre époque? Il nous semble que non; et si l'auteur n'a voulu que présenter une idée négative de l'idée de plaisir, ne pouvait-il pas mieux rencontrer? A défaut du plaisir, ce n'est point le devoir qui meut les générations nouvelles : c'est l'intérêt, c'est *l'utile*, et cela était vrai en 1827 et en 1830 au moins autant qu'aujourd'hui. Quelles sont d'ailleurs les circonstances dans lesquelles M. de Stendhal met à l'œuvre cette idée de devoir? Julien Sorel, pour en citer un exemple, nouvellement établi dans la maison de M. de Raynal, s'impose, un certain jour, comme devoir, d'avoir baisé, lorsque dix heures du soir sonneront, la main de Mme de Raynal, sinon il se brûlera la cervelle. Ici, nous devons l'avouer, l'auteur et nous ne parlons plus une langue commune, et nous ne pouvons comprendre celle qu'il parle. A qui fera-t-on admettre et comprendre cette confusion qu'il admet et qu'il comprend sans doute entre *le devoir* et l'obligation que s'impose un drôle vaniteux de violer les lois de l'hospitalité, les lois de la reconnaissance, et *les devoirs* les plus sacrés? tout cela pour le plaisir de se brûler la cervelle s'il man-

que d'audace, car il n'a pas même l'amour pour excuse; l'amour ne spécule pas ainsi. Si M. de Stendhal n'a voulu que représenter dans cet exemple la vanité française, il l'a outrée monstrueusement et au point de la rendre aussi inadmissible qu'inintelligible. La vanité peut pousser un homme au suicide, mais seulement pour les humiliations qui ont des témoins, et non pour une simple reculade de la conscience. Ce dernier fait n'est justiciable que de l'orgueil, qui seul le connaît, et l'orgueil ne s'impose point d'aussi ridicules devoirs. Ce qu'une ame haute commence par respecter, c'est elle-même. Le caractère de Julien Sorel est donc faux, contradictoire, impossible, incompréhensible en certaines parties. Nous ne reconnaissons point, dans cette morose création du romancier, la vanité de ce Français sanguin, jovial, insouciant, présomptueux, que le physiologiste a plus d'une fois dépeint. Sans doute M. de Stendhal a réussi à figurer un personnage on ne peut plus malheureux; mais comment, sauf beaucoup de détails parfaits d'observation et de justesse, a-t-il pu voir dans le dessin général de cette figure l'image et la personnification de la jeunesse française? Cette jeunesse savante, pédante, ambitieuse, dégoûtée, il n'était point fait pour la comprendre. De son temps, on était tout autre chose.

Quoi qu'il en soit, *le Rouge et le Noir* a été lu, et nous serions presque tenté d'en conclure qu'il n'a pas été compris, car le *patriotisme d'antichambre*, pour parler comme M. de Stendhal après Turgot, ne lui eût point pardonné. Ce livre s'est sauvé par le charme et la nouveauté des détails, qui ont masqué l'idée fondamentale par la transpiration des opinions politiques de l'auteur, par l'odieux jeté sur quelques figures de prêtres, enfin par la beauté réelle des deux caractères de femmes, beauté touchante chez l'une, énergique et fière chez l'autre. Sur ce propos, il est à remarquer que les femmes, dans les romans de M. de Stendhal, ont toujours un rôle plus beau que les hommes, même quand les hommes ont un beau rôle, ce qui tournerait à la gloire de celles qu'il a aimées. Malgré tout, il s'est rencontré dans ce roman assez de bonnes choses pour que des écrivains qui ont trouvé du plaisir à ravaler M. de Stendhal après sa mort aient trouvé de l'avantage à le piller de son vivant. L'éducation fashionable que reçoit Julien Sorel, devenu secrétaire de M. de La Mole et diplomate, a été copiée depuis pour l'éducation du héros d'un autre roman aussi connu que *le Rouge et le Noir*.

Dans cet ouvrage, M. de Stendhal a voulu montrer comment, par la vanité, les Français savent se rendre malheureux; dans *la Char-*

treuse de Parme, il a essayé de montrer comment, par la passion, un peuple qui n'a point de vanité sait se rendre grand, sinon heureux. Quel cœur est plus déchiré que celui de Fabrice? Au moins l'œil se repose ici sur de beaux caractères. Ce roman, qui marque l'apogée du talent de M. de Stendhal, témoigne aussi de l'aptitude qu'il avait à se perfectionner encore, le solstice de la vie déjà passé. Mais probablement, après *la Chartreuse de Parme*, l'auteur, comme romancier, n'eût fait que déchoir. C'était là, en effet, le couronnement logique de toute sa vie et de toutes ses pensées, le livre spécial pour lequel il semblait être né à la vie d'écrivain, le fruit mûr et doré promis par tous ses ouvrages antérieurs, qui n'en ont été que la floraison dans ses phases successives. Jusqu'ici, M. de Stendhal n'a fait que chercher son idéal, ou l'expliquer, soit par des idées positives, soit par des contrastes et de la critique. Il en a analysé tous les élémens, il en a montré les faces diverses, et comme rassemblé une à une les parties. Cette fois, l'idéal a un corps, il marche, il est animé du souffle de vie. La voilà, cette vie, telle que M. de Stendhal l'a conçue, avec de grandes ames qui ont une sensibilité profonde et une logique droite. Pour qui a lu les vingt volumes qui ont précédé ceux-ci, *la Chartreuse de Parme* n'est que le résumé en action de toutes les idées et de toutes les théories qu'il a rencontrées antérieurement à l'état de formules analytiques. Nous dirons même que ce passage d'un état à l'autre se fait trop sentir. Nous avons déjà remarqué comme M. de Stendhal aime les incidens et les petits faits minutieux pour peindre ses idées; il les aime non-seulement par instinct, mais par système, car il dit quelque part : « Les La Harpe auraient bien de la peine à nous empêcher de croire que, pour peindre un caractère qui plaise pendant plusieurs siècles, il faut qu'il y ait beaucoup d'incidens qui peignent le caractère et beaucoup de naturel dans la manière d'exposer ces incidens. » Or, comme il a amassé beaucoup d'observations résumées dans sa tête en aphorismes, et qu'il lui faut amener un incident pour reproduire dans un personnage chacun des aphorismes dont l'ensemble se rapporte au caractère qu'il lui a prêté, il semble que ces caractères n'aient pas été conçus d'un jet, mais formés de petites pièces rapportées. C'est de la mosaïque, et non de la peinture.

Je me figure M. de Stendhal travaillant à peu près comme un homme qui ouvrirait La Rochefoucauld, je suppose, et qui se dirait : A l'aide de pensées extraites de ce livre qui peint les hommes, je vais reconstruire un héros que je ferai agir. J'inventerai un incident

pour chacune des maximes que j'aurai choisies, et j'aurai un roman. Ce procédé est très sensible, nous le répétons, dans *le Rouge et le Noir*, et il se montre encore dans *la Chartreuse*, mais peut-être est-il plus sensible pour nous que pour les lecteurs moins familiarisés avec les idées préexistantes dans l'esprit de l'auteur. Quoi qu'il en soit, dussions-nous être appelé un La Harpe, nous croyons que les ouvrages durables sont ceux où la vie prend du relief dans les images les plus nettes et les plus fortes, et par conséquent se condense dans quelques traits simples et faciles à saisir comme à retenir. Nous le croyons par raison, *à priori;* nous le croyons par expérience. Le héros épique dont la figure colossale s'est le plus profondément empreinte dans le souvenir et l'imagination des âges est un personnage qui ne fait que pousser un cri et tuer un homme; mais ce cri dessine mieux son ame et sa puissance que ne le feraient cent batailles, et cet homme qu'il tue est Hector. Combien sont petits, à côté d'Achille, tous ces autres chefs dont le courage et la force se montrent chaque jour sous une nouvelle face, dans une nouvelle épreuve! Qui a retenu les mille combats d'Ajax ou de Diomède? qui a oublié le cri d'Achille et le combat où périt Hector? La multiplicité des incidens n'est donc point nécessaire pour rendre une conception, si peu ordinaire qu'elle soit; nous dirons même que, plus elle sera forte et durable, plus elle sera simple. Lorsqu'un trait est bien choisi, lorsqu'il est un trait de génie, il suffit, et lorsqu'un seul suffit, pourquoi en ajouter plusieurs? On n'est donc conduit à *inventer* beaucoup que parce que l'on ne sait pas *trouver* ou *choisir*. On se rabat sur *la monnaie de M. de Turenne;* mais la multiplicité des détails, si elle n'atteste pas toujours l'indigence du génie, atteste au moins son désordre.

Ce roman a été l'objet d'éloges auprès desquels pâlirait tout le bien que nous en pourrions dire; il s'est vu aussi dénigré assez récemment encore, sans esprit de justice. On a été jusqu'à reprocher à l'auteur la manière dont il défigure et rapetisse la bataille de Waterloo. Heureusement M. Beyle avait du bon sens. Qui ne voit qu'il ne cède point à la tentation de décrire cette bataille et de faire un brillant hors d'œuvre, mais qu'il décrit tout simplement les impressions de son héros mis aux prises avec le danger, en ne montrant de ce danger que ce que le personnage en peut voir lui-même? Ce tableau d'une bataille et d'une déroute vues de près, et non à vol d'oiseau ou de bulletin, nous paraît au contraire d'une énergie admirable en même temps que d'une vérité aussi neuve que frappante. Qu'eût-on pré-

féré? Sans doute, une belle bataille avec de longues lignes de troupes bien rangées et un bel empereur au milieu, comme dans ces enluminures qui servent de tapisserie aux cafés militaires de la province. Mais qui eût aperçu Fabrice, le héros de l'action et non de la bataille, au milieu de ces cent mille hommes qui jouent leur vie et à côté de cet empereur qui joue son empire? M. Beyle a caché tout cela pour ne laisser voir que des généraux qui passent au galop, des boulets qui font jaillir la boue, des cantinières, des blessés, des traînards, qui volent des chevaux, toutes les brutalités, toutes les petites misères de la grande gloire des batailles. Il a laissé l'histoire pour rester dans son sujet, au lieu de quitter son sujet pour se jeter dans l'histoire. Il a donné une nouvelle preuve de cette précision d'intelligence, de cette netteté d'esprit que nous avons si souvent rencontrées chez lui. Nous lui reprocherions plutôt d'avoir poussé jusqu'à la niaiserie la simplicité de Fabrice, qui se demande encore, six mois après, s'il a assisté à une vraie bataille. Nous savons bien que l'auteur veut dire : Ce n'est point là la vanité française; mais il le dit si longtemps, que l'invraisemblance du moyen fait évanouir le sel de l'intention.

Le Rouge et le Noir et *la Chartreuse de Parme* sont les deux romans que devait écrire M. de Stendhal. Ils se font suite, ils se complètent, ils résument toutes ses idées, l'un par le côté critique, l'autre par le côté idéal. C'est le monde qu'il a conçu, appuyé sur ses deux pôles. Après ces deux romans, il n'eût pu en écrire un troisième, au moins sur le même plan philosophique que les premiers. Ses voyages en Italie et son voyage en France résument, avec la même disposition symétrique, les mêmes idées à un état différent. Ses autres ouvrages n'en sont que l'application à divers objets de la connaissance ou de la sensibilité humaine. Ainsi il a pu montrer toutes les faces de sa pensée, et la mort est venue le surprendre au moment où il n'avait plus rien à dire.

Nous en avons fini avec ses livres; sauf une histoire de Napoléon, en dix volumes, qu'il laisse, dit-on, manuscrite, il ne reste plus que quelques articles de *revues* françaises ou anglaises, une brochure contre le saint-simonisme de 1825, intitulée : *D'un nouveau complot contre les Industriels*, quelques nouvelles, les unes plus étendues, comme *l'Abbesse de Castro* et *les Cenci*, insérées dans cette *Revue*, et empruntées toutes les deux à des manuscrits italiens; les autres, de moindre importance, comme *le Coffre et le Revenant*, *le Philtre*, etc. Nous n'avons à y signaler que les qualités ordinaires et

déjà connues de l'auteur; mais nous dirons un mot encore sur une brochure que nous avons citée déjà plusieurs fois, *Racine et Shakspeare*. Cette brochure contient probablement les mêmes choses qu'un ouvrage italien de M. Beyle, *Del Romanticismo nelle arti*, in-8°, *Firenze*, 1819, sur lequel nous regrettons de n'avoir d'autre renseignement que ce titre inscrit en tête de l'opuscule français que nous avons entre les mains. Tout le romantisme de M. de Stendhal peut être ramené à cette proposition qui en fixerait aussi le point de départ : les hommes qui ont vu la retraite de Moscou ne peuvent pas avoir goût aux mêmes choses que les aimables gentilshommes de Fontenoy, qui, chapeau bas, disaient aux Anglais : Messieurs, tirez les premiers. Le *romanticisme*, pour lui, est l'art de présenter aux peuples les œuvres littéraires qui, dans l'état actuel de leurs habitudes et de leurs croyances, sont susceptibles de leur donner le plus de plaisir possible. Le *classicisme*, au contraire, leur présente la littérature qui donnait le plus grand plaisir possible à leurs arrière-grands-pères. Racine a été romantique dans son temps, comme Shakspeare dans le sien, et nous ne devons pas plus imiter l'un que l'autre. Seulement, « *par hasard*, et uniquement parce que nos circonstances sont les mêmes que celles de l'Angleterre en 1590, la nouvelle tragédie française ressemblerait beaucoup à celle de Shakspeare. » Voilà dans quels termes de bon sens et dans quelles limites bien dépassées depuis M. Beyle établissait sa thèse en 1823.

Dès-lors, au reste, il se séparait, en les répudiant formellement, des hommes qui soutenaient à côté de lui le drapeau romantique. Quant aux moyens qu'il demandait pour réaliser cet art dramatique le mieux approprié à nos mœurs et à nos croyances, ils se bornent à ceci : la suppression du vers et la suppression des deux unités de temps et de lieu. « Notre tragédie n'est, dit-il, qu'une suite d'odes entremêlées de narrations épiques;... la tirade est peut-être ce qu'il y a de plus anti-romantique dans le système de Racine; et, s'il fallait absolument choisir, j'aimerais encore mieux voir conserver les deux unités que la tirade. » L'esprit français de M. de Stendhal n'a jamais pu s'accommoder beaucoup du vers français; il verrait probablement sans regret notre langue se réduire à la prose, et laisser à d'autres langues plus richement douées la gloire de la poésie. Il n'ose aller cependant jusqu'à proscrire formellement l'ode, l'épopée, ni surtout l'épître familière et la satire; mais, rencontrant le vers sur un terrain qui ne lui appartient pas nécessairement, il lâche la bride à une impatience trop contenue, et engage un combat à outrance. Malgré

cette antipathie déclarée, ce n'est pas à lui que pourrait s'appliquer un mot de mépris que contient cette strophe d'un poète contemporain :

J'aime surtout les vers, cette langue immortelle ;
C'est peut-être un blasphème, et je le dis tout bas,
Mais je l'aime à la rage; elle a cela pour elle
Que *les sots* d'aucun temps n'en ont pu faire cas,
Qu'elle nous vient de Dieu, qu'elle est limpide et belle,
Que le monde l'entend et ne la parle pas.

Jamais en effet, avec plus de sens, de raison et de mesure, M. de Stendhal n'a eu plus de légèreté, d'acuité, de malice, d'esprit, dans toute la force du mot, que dans ces deux brochures, l'une de 1823, l'autre de 1825, où il attaque l'alexandrin tragique. Et à vrai dire, en lisant M. de Stendhal, il m'est venu souvent une pensée dont je commence par demander pardon, c'est que sept ou huit de nos écrivains, réputés par excellence hommes d'esprit, et comme tels en possession de la plus grande faveur et du succès le plus déclaré, pleins d'agrément d'ailleurs, et justifiant par là leur bonne fortune, ne sont point réellement des hommes d'esprit, mais tout simplement des hommes d'imagination. Ils arrivent à l'effet en outrant certains aspects des choses, en brisant certaines proportions, certains rapports, et en présentant ainsi tout à coup les objets sous une image neuve et inaccoutumée; ils isolent ce qui veut être uni, il rapprochent dans un contraste deux termes peu destinés à se faire contraste, et le plaisir de la surprise en jaillit. Mais c'est l'imagination qui crée cette fantasmagorie. J'appelle esprit une dose indéfinie de bon sens et d'observation, assaisonnée d'une dose égale de logique *sous-entendue*. Avoir de l'esprit, c'est arriver tout droit et brusquement au résultat final et jusque-là inaperçu, quoique juste, d'une combinaison d'idées. J'ai grand'peur qu'il ne reste plus un homme d'esprit, dans le sens pur de la tradition française, parmi nos écrivains de profession. M. de Stendhal a été tout-à-fait un homme d'esprit, malgré qu'il en ait, et bien dans le prolongement de la grande lignée française.

Cette question du romantisme, dont il s'est emparé en maître dans *Racine et Shakspeare*, a été aussi traitée par lui dans l'ancien *Globe* en quelques articles sur *les unités*. Parmi les hommes distingués dont il est devenu le collaborateur, il s'en trouvait un qui a été en quel-

que sorte son disciple, et qui depuis, voué à la politique, a acquis à son nom, comme député, une importance parlementaire, et, comme écrivain, donné à ses interventions dans la polémique un certain caractère de solennité. Un autre écrivain, resté fidèle à des travaux plus paisibles, talent remarquable par la fermeté, par le goût dans l'innovation, par la sobriété dans l'imagination, par le calme dans la force, et enfin par une puissance d'ascension continue vers un terme de perfection de plus en plus élevé, a subi aussi les influences de M. Beyle au point de s'en faire à lui-même une sorte de tyrannie. Il avait, pour ainsi dire, installé son maître et son ami, non seulement dans son cabinet, mais encore dans son imagination, et là il le faisait, en esprit, juge de toutes ses pensées et de l'expression qu'il leur donnait. Qu'en dirait Beyle? telle était la question qu'il se posait à chaque ligne qu'il allait écrire. Qu'en dirait Beyle, répéterons-nous aussi, si ce n'est qu'elles sont trop rares?

Voilà dans quelle classe d'esprits M. Beyle a su rencontrer un peu plus que son lecteur unique, beaucoup plus même que de simples lecteurs; et sur ces esprits, où l'on peut reconnaître l'empreinte de l'action qu'il a exercée, on peut aussi juger le sien mieux encore peut-être que sur ses ouvrages, gâtés par lui systématiquement et à plaisir. Nous avons dit pourquoi, avec beaucoup de qualités éminentes, dont la première est la clarté, il n'était point fait pour un succès populaire. Il a traduit son *to the happy few* par : les gens qui en 1817 ont plus de cent louis de rente et moins de vingt mille francs. Mais même dans cette classe qui veut du loisir occupé, pour un lecteur qui aura le courage de mâcher le brou amer et piquant dont il a enveloppé la pulpe substantielle et savoureuse de sa pensée, il y en aura vingt qui le rejetteront. Que si nous arrivons jusqu'aux penseurs et aux hommes d'étude, ils reconnaîtront et ils aimeront en lui une force réelle, mais ils lui en reprocheront le gaspillage; ils reconnaîtront qu'il a beaucoup aimé la vérité, mais ils lui reprocheront d'avoir aussi beaucoup aimé son plaisir et de l'avoir pris pour guide même dans la recherche de la vérité; ils lui reprocheront encore d'avoir souvent fait servir celle-ci plutôt à l'étonnement qu'à l'enseignement de ses lecteurs; ils reconnaîtront qu'il a remué, combiné, lié fort bien beaucoup d'idées, mais ils lui reprocheront d'en avoir laissé beaucoup, et d'importantes, en dehors de ses spéculations. Et ses qualités même d'observateur perspicace lui seront d'autant plus justement imputées à crime qu'il aura été un observateur plus incomplet.

L'indifférence que lui ont témoignée toutes les catégories de lecteurs n'a donc été jusqu'à un certain point que justice, car, ayant beaucoup reçu de la nature, il a beaucoup promis, et n'a donné à personne ce que chacun avait le droit d'attendre. Il ne nous paraît pas être de ceux que la postérité relève du jugement des contemporains; il ne vivra probablement pas. Cependant, à cause des vices même qui l'empêcheront de vivre, autant que pour les qualités qui devaient le rendre durable, nous comprendrons très bien que chacune des générations qui se succéderont lui apporte en contingent *son lecteur unique*, quelque esprit curieux, singulier, enthousiaste, qui lui sera non seulement un lecteur, non seulement un admirateur, mais un amant follement épris, passionné, jaloux. Il sera aimé pour ce qu'il y a de vrai dans sa nature et dans son intelligence, et pour ce qu'on y devra admirer; il sera adoré pour ce qu'il y a mis de faux et pour ce qu'on aurait à lui pardonner, car c'est ainsi que va l'amour. Tout ce que peut dire aujourd'hui de M. Beyle un juge impartial, c'est qu'il a été moins paradoxal qu'on ne l'a voulu prétendre, moins vrai que lui-même n'y a prétendu.

AUGUSTE BUSSIÈRE.

POÈMES PHILOSOPHIQUES.

N° I.

LA SAUVAGE.

I.

Solitudes que Dieu fit pour le Nouveau-Monde,
Forêts, vierges encor, dont la voûte profonde
A d'éternelles nuits que les brûlans soleils
N'éclairent qu'en tremblant par deux rayons vermeils,
(Car le couchant peut seul et seule peut l'aurore
Glisser obliquement aux pieds du sycomore),
Pour qui, dans l'abandon, soupirent vos cyprès?
Pour qui sont épaissis ces joncs luisans et frais?
Quels pas attendez-vous pour fouler vos prairies?
De quels peuples éteints étiez-vous les patries?
Les pieds de vos grands pins, si jeunes et si forts,
Sont-ils entrelacés sur la tête des morts?
Et vos gémissemens sortent-ils de ces urnes

Que trouve l'Indien sous ses pas taciturnes?
Et ces bruits du désert, dans la plaine entendus,
Est-ce un soupir dernier des royaumes perdus?
Votre nuit est bien sombre et le vent seul murmure.
— Une peur inconnue accable la nature.
Les oiseaux sont cachés dans le creux des pins noirs,
Et tous les animaux ferment leurs reposoirs
Sous l'écorce, ou la mousse, ou parmi les racines,
Ou dans le creux profond des vieux troncs en ruines.
— L'orage sonne au loin, le bois va se courber,
De larges gouttes d'eau commencent à tomber;
Le combat se prépare et l'immense ravage
Entre la nue ardente et la forêt sauvage.

II.

Qui donc cherche sa route en ces bois ténébreux?
Une pauvre Indienne au visage fiévreux,
Pâle et portant au sein un faible enfant qui pleure;
Sur un sapin tombé, pont tremblant qu'elle effleure,
Elle passe, et sa main tient sur l'épaule un poids
Qu'elle baise; autre enfant pendu comme un carquois.
Malgré sa volonté, sa jeunesse et sa force,
Elle frissonne encor sous la pagne d'écorce,
Et tient sur ses deux fils la laine aux plis épais,
Sa tunique et son lit dans la guerre et la paix.
— Après avoir long-temps examiné les herbes
Et la trace des pieds sur leurs épaisses gerbes
Ou sur le sable fin des ruisseaux abondans,
Elle s'arrête et cherche avec des yeux ardens
Quel chemin a suivi dans les feuilles froissées
L'homme de la *Peau-Rouge* aux guerres insensées.

Comme la lice errante, affamée et chassant,
Elle flaire l'odeur du sauvage passant
Indien, ennemi de sa race Indienne,
Et de qui la famille a massacré la sienne.
Elle écoute, regarde et respire à la fois
La marche des Hurons sur les feuilles des bois;
Un cri lointain l'effraie, et dans la forêt verte
Elle s'enfonce enfin par une route ouverte.

Elle sait que les blancs, par le fer et le feu,
Ont troué ces grands bois semés des mains de Dieu,
Et, promenant au loin la flamme qui calcine,
Pour labourer la terre ont brûlé la racine,
L'arbre et les joncs touffus que le fleuve arrosait.
Ces Anglais qu'autrefois sa tribu méprisait
Sont maîtres sur sa terre, et l'Osage indocile
Va chercher leur foyer pour demander asile.

III.

Elle entre en une allée où d'abord elle voit
La barrière d'un parc. — Un chemin large et droit
Conduit à la maison de forme britannique,
Où le bois est cloué dans les angles de brique,
Où le toit invisible entre un double rempart
S'enfonce, où le charbon fume de toute part,
Où tout est clos et sain, où vient blanche et luisante
S'unir à l'ordre froid la propreté décente.
Fermée à l'ennemi, la maison s'ouvre au jour
Légère comme un kiosk, forte comme une tour.
Le chien de Terre-Neuve y hurle près des portes,

Et des blonds serviteurs les agiles cohortes
S'empressent en silence aux travaux familiers,
Et, les plateaux en main, montent les escaliers.
Deux filles de six ans aux lèvres ingénues
Attachaient des rubans sur leurs épaules nues,
Mais voyant l'Indienne, elles courent, leur main
L'appelle et l'introduit par le large chemin
Dont elles ont ouvert, à deux mains, la barrière;
Et caressant déjà la pâle aventurière :
« As-tu de beaux colliers d'Azaléa pour nous?
« Ces mocassins musqués, si jolis et si doux,
« Que ma mère à ses pieds ne veut d'autre chaussure?
« Et les peaux de castor, les a-t-on sans morsure?
« Vends-tu le lait des noix et la Sagamité (1)?
« Le pain anglais n'a pas tant de suavité.
« C'est Noël, aujourd'hui, Noël est notre fête,
« A nous, enfans; vois-tu? la Bible est déjà prête;
« Devant l'orgue ma mère et nos sœurs vont s'asseoir,
« Mon frère est sur la porte et mon père au parloir. »

L'Indienne aux grands yeux leur sourit sans répondre,
Regarde tristement cette maison de Londre
Que le vent malfaiteur apporta dans ses bois
Au lieu d'y balancer le hamac d'autrefois.
Mais elle entre à grands pas, de cet air calme et grave
Près duquel tout regard est un regard d'esclave.

Le parloir est ouvert, un pupitre au milieu;
Le Père y lit la Bible à tous les gens du lieu.
Sa femme et ses enfans sont debout et l'écoutent,

(1) Pâte de maïs.

Et des chasseurs de daims, que les Hurons redoutent,
Défricheurs de forêt et tueurs de bison,
Valets et laboureurs, composent la maison.

Le Maître est jeune et blond, vêtu de noir, sévère
D'aspect et d'un maintien qui veut qu'on le révère.
L'Anglais-Américain, nomade et protestant,
Pontife en sa maison, y porte, en l'habitant,
Un seul livre, et partout où, pour l'heure, il réside,
De toute question sa papauté décide,
Sa famille est croyante, et, sans autel, il sert,
Prêtre et père à la fois, son Dieu dans un désert.

Celui qui règne ici d'une façon hautaine
N'a point voulu parer sa maison puritaine,
Mais l'œil trouve un miroir sur les aciers brunis,
La main se réfléchit sur les meubles vernis;
Nul tableau sur les murs ne fait briller l'image
D'un pays merveilleux, d'un grand homme ou d'un sage;
Mais, sous un cristal pur, orné d'un noir feston,
Un billet en dix mots qu'écrivit Washington.
Quelques livres rangés, dont le premier, Shakspeare
(Car des deux bords anglais ses deux pieds ont l'empire),
Attendent dans un angle, à leur taille ajusté,
Les lectures du soir et les heures du thé.
Tout est prêt et rangé dans sa juste mesure,
Et la maîtresse, assise au coin d'une embrasure,
D'un sourire angélique et d'un doigt gracieux
Fait signe à ses enfans de baisser leurs beaux yeux.

IV.

— La sauvage Indienne au milieu d'eux s'avance :
« Salut, maître. Moi, femme, et seule en ta présence,
Je te viens demander asile en ta maison.
Nourris mes deux enfans; tiens-moi dans ta prison
Esclave de tes fils et de tes filles blanches,
Car ma tribu n'est plus, et ses dernières branches
Sont mortes. Les Hurons, cette nuit, ont scalpé
Mes frères; mon mari ne s'est point échappé.
Nos hameaux sont brûlés comme aussi la prairie.
J'ai sauvé mes deux fils à travers la tuerie;
Je n'ai plus de hamac, je n'ai plus de maïs,
Je n'ai plus de parens, je n'ai plus de pays. »
— Elle dit sans pleurer et sur le seuil se pose,
Sans que sa ferme voix ajoute aucune chose.

Le Maître, d'un regard intelligent, humain,
Interroge sa femme en lui serrant la main.
« — Ma sœur, dit-il ensuite, entre dans ma famille;
Tes pères ne sont plus; que leur dernière fille
Soit sous mon toit solide accueillie, et chez moi
Tes enfans grandiront innocens comme toi.
Ils apprendront de nous, travailleurs, que la terre
Est sacrée et confère un droit héréditaire
A celui qui la sert de son bras endurci.
Caïn le laboureur a sa revanche ici,
Et le chasseur Abel va, dans ses forêts vides,
Voir errer et mourir ses familles livides,

Comme des loups perdus qui se mordent entre eux,
Aveuglés par la rage, affamés, malheureux,
Sauvages animaux sans but, sans loi, sans ame,
Pour avoir dédaigné le Travail et la Femme.

Hommes à la peau rouge! Enfans, qu'avez-vous fait?
Dans l'air d'une maison votre cœur étouffait,
Vous haïssiez la paix, l'ordre et les lois civiles,
Et la sainte union des peuples dans les villes,
Et vous voilà cernés dans l'anneau grandissant.
C'est la Loi qui sur vous s'avance en vous pressant.
La Loi d'Europe est lourde, impassible et robuste,
Mais son cercle est divin, car au centre est le Juste.
Sur les deux bords des mers vois-tu de tout côté
S'établir lentement cette grave beauté?
Prudente fée, elle a, sans sa marche cyclique,
Sur chacun de ses pas mis une République.
Elle dit, en fondant chaque neuve cité :
— Vous m'appelez la Loi, je suis la Liberté.
Sur le haut des grands monts, sur toutes les collines,
De la Louisiane aux deux sœurs Carolines,
L'œil de l'Européen qui l'aime et la connaît
Sait voir planer, de loin, sa pique et son bonnet,
Son bonnet phrygien, cette pourpre où s'attache,
Pour abattre les bois, une puissante hache.
Moi, simple pionnier, au nom de la raison
J'ai planté cette pique au seuil de ma maison,
Et j'ai, tout au milieu des forêts inconnues,
Avec ce fer de hache ouvert des avenues;
Mes fils, puis, après eux, leurs fils et leurs neveux
Faucheront tout le reste avec leurs bras nerveux,
Et la terre où je suis doit être aussi leur terre,
Car de la sainte Loi tel est le caractère
Qu'elle a de la Nature interprété les cris.

Tourne sur tes enfans tes grands yeux attendris,
Ma sœur, et sur ton sein. Cherche bien si la vie
Y coule pour toi seule. Es-tu donc assouvie
Quand brille la santé sur ton front triomphant?
Que dit le sein fécond de la mère à l'enfant?
Que disent en courant les veines azurées?
Que disent en tombant les gouttes épurées?
Que dit le cœur qui bat et les pousse à grands flots?
Ah! le sein et le cœur, dans leurs divins sanglots
Où les soupirs d'amour aux douleurs se confondent,
Aux morsures d'enfant le cœur, le sein, répondent :
« A toi mon ame, à toi ma vie, à toi mon sang,
« Qui du cœur de ma mère au fond du tien descend,
« Et n'a passé par moi, par mes chastes mamelles,
« Qu'issu du philtre pur des sources maternelles;
« Que tout ce qui fut mien soit tien, ainsi que lui! »

. . . . . .

— Oui! dit la blonde Anglaise en l'interrompant. — Oui!
Répéta l'Indienne en offrant le breuvage
De son sein nud et brun à son enfant sauvage,
Tandis que l'autre fils lui tendait ses deux bras.

« — Sois donc notre convive, avec nous tu vivras,
Poursuivit le jeune homme, et peut-être, chrétienne
Un jour, ma forte loi, femme, sera la tienne,
Et tu célébreras avec nous, tes amis,
La fête de Noël au foyer de tes fils. »

Cte Alfred de Vigny.

Les Poèmes philosophiques, dont celui-ci est le premier, formeront un recueil qui doit faire suite aux *Poèmes antiques et modernes* de M. de Vigny.

LES ORIGINES

DE LA PRESSE.

I. — L'ATELIER DE GUTENBERG. — ÉTAT DES ESPRITS AU XVe SIÈCLE. — ANTÉCÉDENS DE L'IMPRIMERIE.

On a beaucoup écrit sur les origines de l'imprimerie. Sans discuter les opinions de mes devanciers, sans me mêler à la controverse soutenue par plus de cent érudits respectables, souvent spirituels, trop ingénieux quelquefois, et tous d'un avis différent, je m'en tiendrai, avec une modeste simplicité, aux vieux documens que Schœpflin l'Alsacien publia en 1760, et qui contiennent les procès-verbaux relatifs à la vie de Gutenberg. C'est le dossier des litiges judiciaires soutenus, entre 1441 et 1470, par le gentilhomme mayençais *Jean Chaird'oie de Bonnemontagne*; tel est le nom bizarre qu'il portait : « Hans Gensfleisch von Gutenberg. » Ce dossier authentique, ce vieux dialecte allemand mêlé de patois d'Alsace, ces dépositions de témoins obscurs, ces bavardages de servantes, ces causeries de bourgeois surannés, rumeurs de faubourg et de place publique, sentences de bourgmestres, réclamations de fournisseurs, promettent peu de chose; grace à eux cependant la clé de l'atelier primitif est retrouvée. On voit les presses, les vis, les formes, les caractères, la

petite maison de pierre rosâtre sur les bords du Rhin, la voûte souterraine de l'inventeur; un excessif amour du paradoxe pourrait seul se refuser à la conviction que ces antiques parchemins nous apportent.

Avant de suivre Gutenberg dans sa vie, il est bon d'examiner le temps où nous vivrons tout à l'heure. Au milieu du xve siècle, une grande chose allait finir. Le monde féodal était mourant. Il avait représenté la force brutale et sauvage, victorieuse de la discipline romaine énervée; il tombait à son tour, victime de son principe poussé à l'excès. Il avait abusé de sa grandeur, et sa hiérarchie formidable s'était brisée dans l'anarchie des rivalités. Le sang des Armagnacs et des Bourguignons l'étouffait. Le comte de Raiz disait la messe noire en l'honneur du démon, en égorgeant des enfans nouveau-nés; dernier monstre comme il en apparaît toujours quand les institutions finissent, Héliogabale de cette société sanglante. En face de lui, comme un symbole contraire, Jeanne d'Arc s'élevait sur les débris de la féodalité croulante, dernier type du beau, tel qu'il était conçu dans une époque d'action et de piété.

Unité dans le monde politique, lumière et analyse dans le monde intellectuel, c'étaient les deux aspirations de cette époque. Les grands vassaux s'effacent, les monarchies grandissent, le tiers-état lève la tête; les rois lui ont donné la main. La chevalerie elle-même est une épée d'ornement, une arme de parade, un souvenir plutôt qu'un fait. A la place des saint Louis, des Suger et des Bayard, quelques hommes d'un sens net et ironique deviennent les instrumens politiques du temps nouveau. C'est un maître des comptes nommé Jean Bureau, un banquier nommé Jacques Cœur; plus tard un roi plus madré que ces bourgeois, plus futé que ces habiles, Louis XI. Il achève de tuer la féodalité dont il lègue le cadavre à ses successeurs. François Ier n'y retrouvera qu'un fantôme qu'il essaiera en vain de ranimer.

L'esprit européen se débattait violemment. Dès le règne de Charles VI, le justicier commençait à compter; le clergé, qui avait favorisé le mouvement intellectuel, marchait de pair avec l'homme de loi; l'écritoire devenait une arme redoutée. C'était un temps de grande fermentation d'esprit. Une fureur de lecture, que Louis XI et le duc de Bourgogne ressentaient à la fois, une frénésie d'écriture attestée par les gains énormes et la haute considération des copistes, une ardeur de savoir, de comprendre, de secouer enfin l'arbre de vie et de mort, l'arbre de science, une fièvre générale, avaient saisi

toute l'Europe. En Italie, Pétrarque et son triomphe, Boccace et ses honneurs, Dante et sa gloire classique sollicitaient et exaltaient cette fièvre ardente. Alors le plus beau cadeau est un manuscrit, la plus belle possession celle d'un volume. On se met à écrire si violemment, que les mots se confondent; les lettres ne font plus qu'un trait, les mots une ligne, et les lignes, comme dit Clemengis, une broderie indéchiffrable avec des jours et des enchevêtremens plus divers que les tours dentelées de nos cathédrales. Pendant cinquante ans, tous les hommes instruits se plaignent de l'illisibilité des caractères cursifs; on multiplie les abréviations, comme si la pensée, impatiente de son instrument imparfait, l'eût brisé dans sa colère.

Cette irrésistible pression que le genre humain exerce sur ses destinées mérite bien plus d'être remarquée que les dates, les documens, les citations et les témoignages. Le genre humain avait besoin d'un instrument nouveau, et il le créa. Pendant tout le commencement du xve siècle, on sent la véhémence de l'élément comprimé qui va reculer ses parois ou les briser. Le Midi possède déjà des génies aimables ou sublimes et jouit des produits de l'intelligence, premiers fruits éclos sous le soleil et à l'aide de l'héritage antique. On est plus inquiet au Nord; on est plus jeune, moins avancé, plus ambitieux. Le peuple s'éveille, la populatiön augmente, les bourgeois se réunissent, le bien-être suscite de nouveaux besoins. Ce que l'on a, on le perfectionne; ce que l'on n'a pas, on l'emprunte. Le clergé inférieur sert cette impulsion; le haut clergé, vêtu de sa cotte de mailles et tenant la croix pacifique, chrétien et féodal, contradiction étrange, se croirait déshonoré s'il renonçait à l'une de ses forces actives, et à la plus vive de toutes, à l'éducation des sociétés; il y travaille, quoi que l'on ait dit, tout en faisant des fautes, en sacrifiant à ses intérêts, en créant trois papes et en tuant des hommes; ce que je n'excuse pas.

C'est dans de telles circonstances et sous ces influences que l'on trouva le moyen de se passer de copistes, de remédier à leurs erreurs ou à leur lenteur, de copier mécaniquement, de copier exactement, de multiplier l'exemplaire à l'infini, de le perpétuer à jamais, c'est-à-dire d'éterniser l'idée. L'imprimerie naquit.

Mais d'où vint-elle? Quelques-uns disent de Chine et de Tartarie. Bernhard de Malinckrot (1) examine la question de savoir si Saturne

(1) *De ortu ac progressu artis typographicæ*, etc., a B. Malinckrot, Decano monasteriensi, etc. (Coloniæ Agrip. 1640, in-4°.)

fut le premier imprimeur (1). Un autre érudit, Robert Mentel (2), n'est pas éloigné d'attribuer le même honneur au Grec Agesilas, qui, selon Plutarque, fit paraître sur le foie d'une victime immolée l'empreinte du mot *niké*, victoire, tracé en noir dans le creux de sa main. Ce qui est certain, c'est que depuis l'époque de Marcus Tullius Cicero, on était aux portes de ce miracle, sans dépasser le seuil, sur lequel on restait suspendu. Cicéron avait dit : « Prenez toutes les lettres de l'alphabet; séparez-les, jetez-les à terre. Ces caractères composeront-ils une phrase? » Ce sont bien là les indices élémentaires de l'imprimerie. On avait été plus loin, on avait séparé et mobilisé les caractères pour apprendre à lire aux enfans, comme le prouvent Quintilien (3) et saint Jérôme (4). Des types mobiles gravés à l'envers servaient à imprimer des noms sur les poteries et les terres cuites, qui souvent offrent quelques lettres retournées par hasard (5). Cependant, ni Cicéron, ni les grands hommes du moyen-âge n'avaient songé à l'extension de cette industrie. Il faut que l'esprit humain et les besoins de notre race travaillent des millions de fois sur l'expérience avant de tirer toutes les conséquences d'un fait. Cette gradation imperceptible, éternelle, invincible, perfectionnant sans cesse l'héritage légué, prouve notre puissance et notre faiblesse, la grandeur de l'humanité, la petitesse de l'homme. Les anciens connaissaient la force de la vapeur; ils ne l'appliquaient pas. Au XVIe siècle, cette force parut si frappante à un homme d'esprit, à l'Italien Manzolli, qu'il bâtit le système du monde avec la vapeur. Il a dit positivement, dans son poème intitulé *le Zodiaque de la Vie humaine*, que les astres, les comètes et tous les mondes marchent à la vapeur :

Vidi ego, dùm Romæ, decimo regnante Leone,
Essem, opus a figulo factum, juvenisque figuram,
Efflantem angusto validum ventum oris hiatu.
Quippe cavo infusam retinebat pectore lympham,
Quæ subjecto igni resoluta exibat ab ore
In faciem venti, validi longèque furebat.
Ergo etiam ventus resolutâ emittitur undâ,

(1) Saturnus an invenerit typographiam, p. 2.

(2) *R. Mentelii de verâ typographiæ origine paræsis.* Parisiis, 1650, in-4°, pag. 22.

(3) *Eburneas literarum formas.* (Institut. Orat. I. 2.)

(4) *Fiant literæ buxeæ.* (Epist. ad Paulam.)

(5) *Wald's Geschichte der Wissenschaften*, etc. Halle, 1784, p. 394.

Dum vapor exhalans fugit impellente calore;
Namque fugare solent sese contraria semper, etc. (1).

« Léon X régnait quand je vis à Rome l'œuvre étrange d'un potier. C'était une figure de jeune homme dont la bouche exhalait un souffle violent. Dans sa poitrine, on avait introduit de l'eau qui se transformait en vapeur par l'action du feu au-dessus duquel elle était placée, et qui sortait avec fureur. C'est ainsi que l'onde vaporisée devient une force irrésistible, etc., etc. » Manzolli déduit le système du monde de cette puissance qu'il retrouve partout. Notre temps, qui croit fort à la magie de la vapeur, ne va pas aussi loin, et ne la donne pas pour le dieu unique.

Le véritable inventeur, c'est le genre humain. Il est naturel de fondre un caractère dans un moule, après l'avoir vu gravé en relief; c'est chose naturelle de sculpter une lettre dans le métal après l'avoir déjà gravée sur bois; il est logique de diviser les lettres de l'alphabet quand on a divisé les mots, de séparer les mots après avoir séparé les pages, et, en remontant toujours, de graver des pages après avoir gravé des cartes, de faire des cartes avec des empreintes après avoir fabriqué des cachets ou des sceaux en relief, enfin d'essayer le relief après avoir usé du cachet creux : rien de plus simple. Il a fallu cependant, pour descendre tous ces degrés, du cachet à l'imprimerie, quatre mille ans. C'est un roman, un drame souvent terrible que l'infini perfectionnement humain.

L'imprimerie est née, non pas en dépit de la religion chrétienne et catholique, mais dans son sein même et bercée par elle. Comme premiers monumens, comme atomes élémentaires et primitifs de cette découverte, on trouve des légendes grossièrement sculptées, des reproductions de prières sur des blocs de bois, des fragmens bibliques, des livres d'éducation rédigés par les moines. Cela devait être. Le clergé était seul instituteur des ames et des esprits. Que l'on explique la naissance de l'imprimerie par les petits *Donats* de Hollande (2), ou par les jeux de cartes du XVe siècle (3), on ne peut échapper à l'influence du clergé. Les philosophes des derniers temps, assez peu dévots, comme chacun sait, ont caché de leur mieux cette source ecclésiastique : que n'ont-ils pas dit contre les moines augustins, dominicains et bénédictins! Ces moines sont les premiers pro-

(1) *Marcelli Palingenii Zodiacus vitæ humanæ.* Aquarius, p. 339, v. 19.
(2) Voyez les ingénieuses dissertations de M. Léon Delaborde. Techener, 1840.
(3) Hegewisch, *Uebersicht*, etc., 1827. Halle.

moteurs de l'imprimerie, ou plutôt les premiers imprimeurs. Ils avaient fait les cathédrales, les avaient ornées, sculptées, festonnées et chargées de vitrages transparens accompagnés de légendes. Tous les arts s'étaient développés sous leur main. Le clergé s'était tout approprié, jusqu'aux jeux; il avait insinué son ame et son esprit dans toutes choses. Il avait pris le drame, la satire, la caricature, l'ode, la musique, et, rapportant à Dieu et à lui-même toutes les créations, tous les plaisirs, tous les besoins de l'homme, il l'avait cerné et enveloppé de toutes parts. On peut blâmer si l'on veut, on ne peut nier ce caractère populaire et universel du catholicisme qui se lit dans nos cathédrales et dans les mystères qu'il y a fait jouer. Le moyen-âge, gigantesque fusion, était nécessairement synthétique. Cette synthèse catholique a touché son apogée au XIIIe siècle.

Pas de belle église qui ne fût ornée de ses verreries, enchâssées et brillantes comme des diamans, tachant çà et là le pavé de pourpre, d'azur, d'orange, et présentant toute l'histoire de la Bible resplendissante au soleil. C'était la Bible du pauvre. Il ne savait pas lire, mais il voyait. Ne pouvant empêcher les passions ni le développement des facultés humaines, le clergé, c'est-à-dire l'esprit catholique, les avait confisquées à son profit; ainsi il avait pris les bateleurs, il avait fait jouer des jongleurs, il avait écrit et représenté des comédies, il s'était emparé de la musique. Quand il vit les cartes à jouer courir entre les mains de tout le monde, il essaya d'appliquer les cartes à des usages plus nobles et plus pieux. On y perdait de l'argent; il voulut qu'on espérât y gagner son salut.

On s'était fort épris du jeu de cartes. De toutes les dynasties, la moins périssable assurément est celle du roi David, de Salomon et de César, têtes graves que nous connaissons tous, qui portent si bénévolement leur diadème innocent, et que Rabelais semble avoir résumées dans la benoîte figure de son Pantagruel. Un monarque du jeu de cartes n'est pas à mépriser; c'est l'idéal d'un roi selon le peuple du moyen-âge, qui voyait en lui son paternel défenseur contre les suzerains. Rien de plus historique que ces figurines aux jambes écartées et aux yeux écarquillés, et ce petit éventail que tient la reine Judith, et la pique du *varlet* ou valet, notre ami Hector, et son air mutin; et les armoiries des reines, blason si large qu'il couvre la moitié de leurs chastes corps, et les piques symboles des soldats, et les trèfles symboles des paysans, et les carreaux symboles des bourgeois, et les cœurs symboles des femmes. Tout enfans, nous cherchons le sens de ces mystères et nous causons quelques heures avec

Lancelot. Ces belles images étaient peintes et dorées d'un côté, blanches de l'autre, fortes comme des plaques de bois, vivement enluminées, et elles charmaient tout le monde. On aimait le symbole alors, et c'était une très belle allégorie. Les rois et les reines y gagnaient à coup sûr, et les puissans y avaient toujours raison.

Le clergé s'avisa donc de vouloir bannir les cartes, jeu de hasard et d'abomination, et de conseiller aux fabricans la création de feuilles de parchemin séparées, portant, au lieu de ce païen César et de cette païenne Didon, de beaux saints et de belles saintes avec des légendes et quelquefois leurs noms. L'œuvre n'était pas difficile; il suffisait de copier les vitraux de toutes les églises. On jouait aux cartes avec les fidèles, et quand même ils n'auraient pas su lire, il n'y avait pas moyen de fermer les yeux et de ne pas se rappeler Moïse, Pharaon, Joseph ou Jacob. Bientôt ces nouvelles cartes, grandes comme la main, furent recherchées; on les assembla pour en faire des recueils de gravures. Les vitres et les fenêtres des couvens déteignirent sur ces petits volumes primitifs. Toutes les verreries du couvent d'Hirschau se retrouvent, dit Lessing (1), dans le vénérable bouquin nommé *Biblia Pauperum*. Cette fécondité de l'idée est le plus profond et le plus admirable des prodiges.

Ces cartes étaient gravées sur bois comme les anciennes cartes à jouer. Point de perspective, de proportion, de dégradation de lumière. Cependant l'étude des vitraux perfectionna ces graveurs sur bois; ils formèrent deux confréries, celle des *tailleurs de bois* et celle des *peintres de lettres* ou *ymagiers*, toutes deux fort riches. Ainsi le dessin, la gravure, la peinture, l'empreinte imitée du cachet antique, avaient déjà contribué à former cet art, qui n'était encore qu'une ébauche.

Tout cela se passait dans le moment où fermentait la singulière exaltation que j'ai décrite, où le roi cherchait des livres, où le pauvre voulait déchiffrer une inscription, où l'on retenait un copiste six mois à l'avance, où Alphonse de Naples faisait la paix avec Médicis, qui lui avait prêté un manuscrit. Puisque l'on gravait déjà des légendes de saints sur des blocs de bois, pourquoi ne pas y graver des mots, des phrases et des paragraphes? Pourquoi ne pas se servir du même moyen pour tirer beaucoup de copies? Le clergé ne pouvait que gagner à cette popularisation des légendes et des psaumes. Ces grossières images de saints que l'on voit suspendues au foyer de nos

(1) *Lessings Beytræge*, II S. 327.

chaumières sont précisément semblables aux informes essais de l'imprimerie. Elle débute par de petits *specula humanæ salvationis*, par des grammaires à l'usage des couvens, par des fragmens de cantiques qui remplaçaient économiquement les livres imprimés. Je ne chercherai pas ici quand finit l'époque de la gravure en bloc ou *xylographie*, quand et par quelles mains heureuses se mobilisèrent les caractères de l'alphabet auxquels ce fractionnement donna tant de pouvoir, si ce fut à Harlem en 1400, à Strasbourg en 1440, à Mayence en 1460, à Bamberg en 1461, que le prodige s'opéra. Chaque opinion compte de grandes autorités; il ne serait pas impossible qu'elles eussent toutes raison, que des essais incomplets, des tentatives avortées, nombreuses, disséminées, aient précédé la découverte définitive, qui devait remplacer le manuscrit par le livre imprimé.

Un livre était alors chose sacrée; on l'achetait six cents francs. On le déposait chez le notaire, on le mettait dans un coffre d'or; on l'attachait avec une grosse chaîne au pupitre de lecture, de peur qu'il ne s'envolât. Ce fut une joie de pouvoir, au moyen de blocs ou planches de bois, reproduire même grossièrement un beau manuscrit. L'ouvrier gravait les lettres à rebours, les enduisait d'encre grasse, et le rouleau passé sur le parchemin ou le papier donnait une empreinte imparfaite de ces caractères mal taillés, inégaux, mal venus. Jamais il n'imprimait que d'un côté; il collait deux pages blanches ensemble, ce qui leur donnait la consistance d'une feuille de carton. C'était quelque chose de fort laid que ces *Specula* et ces *Donats*, si ravissans pour le bibliophile; aïeux de nos beaux exemplaires, ils étaient fort répandus et très nombreux, surtout en Flandre, où le mouvement religieux se mêlait au mouvement industriel, et sur toute la ligne du Rhin, dont les villes s'élevaient florissantes au milieu de leurs vignobles rians et magnifiques.

Nous entrons dans un singulier roman, plein de faits singuliers. Il a trois parties et compte cinq acteurs : un vieil orfèvre rusé, riche et habile; sa fille, blonde Allemande; un jeune copiste spirituel et hardi, quelque peu clerc; un gentilhomme alchimiste et pauvre, et un bourgeois avide de faire sa fortune; c'est là son seul caractère. Ce dernier se nomme André Dryzehn; l'orfèvre, Hans Faust; sa fille, Christine Faustine; le clerc, Pierre Schœffer, et le gentilhomme, Gutenberg. Quelques-uns des faits que j'alléguerai sembleront peu conformes à ce qu'on lit dans les biographies et les manuels, la plupart de ces livres persistant dans la vénérable et commode habitude de copier l'erreur antérieure, sauf à surajouter quel-

que erreur nouvelle. Je me suis plu à lire et à étudier les documens primitifs (1) que l'Alsacien Schœpflin déterra en 1760, lorsque le *Pfenningthurn*, la tour des archives de Strasbourg, cénotaphe de parchemins que l'on n'aurait jamais lus, vint à crouler. Il fallut entrer dans le sanctuaire, et il y pénétra avec les architectes. Il y trouva des bulles d'or, la vieille bannière déteinte, des diplômes et des actes en allemand du xve siècle (2). Là se trouve la vie de Gutenberg, trahie par plusieurs procès minutés en vieux langage et rongés des rats, car il a passé sa vie dans les procès perdus, les espérances déçues, près de son fourneau allumé et des élémens de ses inventions inutiles pour lui, utiles au monde. C'est une vieille et éternelle histoire, une légende de plus dans le martyrologe du génie; l'argent s'empare du talent, l'exploite et le brise. L'histoire de l'esprit a sa moralité tragique : tout premier inventeur est victime; Prométhée dérobe la foudre, et succombe.

A cette époque où l'on s'ingéniait de toutes parts à imiter l'art des copistes au moyen de blocs de bois plus ou moins mal sculptés, en 1424, au moment où l'Italie versait sur l'Europe un souffle enivrant, et où la féodalité se mourait dans ses orgies, un chevalier de Mayence, de vieille famille et pauvre, meurt dans cette ville, ne laissant à son fils, âgé de quinze ans, qu'une petite rente sur la ville, son épée et beaucoup d'orgueil. A peine son père mort, Hans Gensfleisch Gutenberg quitta sa cité natale et partit pour Strasbourg. C'était, comme le prouvera suffisamment son histoire, un caractère altier, entreprenant et singulier. Les rentes du père ne furent pas payées au mineur, qui épuisa sa bourse et réclama vainement le solde de ce qui lui était dû. Soit qu'il eût étudié à Strasbourg ou que d'autres soins aient occupé le jeune homme, comme semble le prouver le procès que lui fit plus tard Anna von Iserin Thür, fille noble, pour une promesse de mariage qu'il n'avait pas remplie, il est certain qu'à vingt-cinq ans il n'avait pas pu se faire payer de la ville de Mayence. Le jeune gentilhomme, mécontent et à juste titre, déclare, comme Coriolan, la guerre à sa patrie. Il fait arrêter et emprisonner le greffier mayençais Nicolas, comme res-

(1) Fournier, Wetter et Dibdin ont attaqué l'authenticité de ces actes. Oberlin, Bœr, et surtout M. Léon Delaborde, en ont prouvé l'irrécusable sincérité. Deux autres documens faux, dont nous ne parlerons pas, ont été fabriqués en faveur de Gutenberg par Bodman, archiviste mayençais.

(2) *Die ist die worheit*, etc. — Voyez Schœpflin, *Vindiciæ*, etc.; Meerman, *Origines*, etc.

ponsable de la dette. Mayence essaie de transiger; les deux sénats de Strasbourg et de Mayence négocient. Hans Gutenberg relâche son prisonnier sur bonne promesse de paiement; mais vainqueur sur ce point, il est battu sur un autre. Anna Iserin gagne son procès contre lui, le force au mariage et devient Anna Gutenberg. C'est l'avant-scène de cette singulière vie, telle qu'elle résulte des pièces de ces deux procès.

Pendant que la belle Ennelin ou Annette faisait son bonheur malgré lui, quelles idées, quelles études, quelles rêveries occupaient le gentilhomme? Dans cette ville curieuse, remplie du moyen-âge, demi-allemande, demi-française, active, rêveuse, véhémente, réfléchie, qui se mire dans le Rhin et qui regarde les Vosges, comment passa-t-il son temps? On ne le voit ni marchand, ni banquier, ni homme d'armes, ni homme de loi; il rêve. Cependant le rêveur qui attaque une ville et traite avec elle d'égal à égal n'est pas un homme sans énergie. Par quels enchantemens inspira-t-il une vénération si grande à ses nouveaux concitoyens, qu'ils accoururent, l'entourèrent, le supplièrent de vouloir bien lui communiquer ses secrets, de les leur vendre, de les admettre en société de ses bénéfices, de les faire participer à ses découvertes et à ses succès (*artes mirabiles*, — *Sin kunste und afenthur*)? Je n'en sais rien; mais ce que peu de savans ont voulu voir, c'est cet étrange ascendant de Gutenberg à vingt-cinq ans, pauvre et marié, sur ce qui l'environne. On croit en lui; on espère en lui; il a le grand arcane; il est souffleur, alchimiste, sorcier. C'est quelque chose de comique, et que le dramaturge anglais Ben Jonson a très bien peint dans son *Alchimiste*, que ce flot de bons bourgeois avides de gain, se disputant d'avance l'or que fera le possesseur du secret merveilleux.

Nous sommes bien loin de l'imprimerie, et nous en sommes bien près cependant. Un nommé André Dryzehn a un petit patrimoine et ne désire qu'une chose, s'associer à ce Gutenberg qui est sorcier. Dryzehn avait le fanatisme de Gutenberg; ce dernier fait traité avec lui et lui apprend un secret pour tailler le diamant, un secret pour faire ou perfectionner les miroirs. Dryzehn y gagne beaucoup; mais il soupçonne Gutenberg de lui cacher d'autres arcanes. Il signe un nouveau traité, auquel prennent part un nommé Heilmann et un nommé Riff. A ce traité il sacrifie son patrimoine, met ses meubles en gage, emprunte sur les diamans de sa femme, et meurt n'ayant pas une obole, étendu tout habillé sur un lit, se confessant au curé

de Saint-Martin, nommé Eckhart, mais sans se plaindre de Gutenberg (1).

Cette nouvelle invention qui avait déjà dévoré sa fortune et qui doit en dévorer deux autres, cet art magique, c'est l'imprimerie. En dehors de la ville, près de Saint-Arbogast, dans une maison isolée, s'était réfugié l'alchimiste, qui travaillait seul, et que ses associés visitaient. Il est facile de se le représenter dans cette antique maison allemande, au fond d'une grande cave de pierre de taille rose comme toutes les pierres du bord du Rhin, la robe de chambre fourrée sur les épaules, le bonnet fourré sur les yeux, assis près de sa forge et cherchant, non comme le croyait le vulgaire, et comme Nicolas Flamel ou Angelo Catho, les figures genethliaques et la sixième maison du zodiaque, mais bien le grand arcane, l'imprimerie, l'infini donné à la pensée de l'homme. Avec l'argent de ses associés, il avait inventé beaucoup de choses, comme le prouvent les titres originaux. André Schultheiss, charpentier, lui avait fabriqué un pressoir à vis, et la machine qui fait le vin devait graver les paroles. Il avait des formes contenant quatre pages et composant l'in-4°; il avait des lettres mobiles de plomb, non encore fondues peut-être, mais gravées. Ainsi le gentilhomme de vingt-huit ans a été du connu à l'inconnu, comme Christophe Colomb. Il a beaucoup vaincu, et il a encore beaucoup à vaincre. Le plomb était trop mou et ne marquait pas. L'acier était trop dur, trop cassant, et coupait le papier. Le bois, trop facile à s'user, donnait des empreintes auxquelles la netteté manquait. Les métaux sans alliage n'avaient aucun moelleux, et la difficulté de la taille était extrême pour donner aux caractères cette égalité et cette pureté qui charment et reposent l'œil. Les *gulders* des associés s'en allaient. Mais ce qui a dû surtout retarder l'invention, et c'est encore là une remarque qui n'a pas été faite par des hommes infiniment plus savans que nous, c'est un défaut, un défaut de race, un défaut du temps, l'orgueil de Gutenberg.

Croit-on que le gentilhomme industriel qui le premier réalisa la phrase de Cicéron, vainement semée dans le champ de seize cents années, surveillât en personne ses ouvriers, son atelier, son entreprise, comme un gentilhomme ou un prince le feraient aujourd'hui?

(1) Voyez les dépositions de Schultheiss, de Sidenneger et du curé Eckhart. Celle de la mercière Barbara et sa conversation avec Dryzehn pendant une nuit (*uffein nachtallerleye*) est aussi fort curieuse. Il aurait fallu un volume pour justifier tous les faits et toutes les assertions du texte.

Non pas. Il aurait dérogé. Il était féodal et chevalier de nom et d'armes, Gutenberg Gensfleisch. Il donnait des idées. Dryzehn, qui, d'après ses conversations rapportées par la servante Barbara, n'avait pas la tête très forte, se chargeait de la partie matérielle; l'atelier était dans sa maison à Strasbourg. Gutenberg, homme mystérieux et secret, restait dans sa propre maison du faubourg. Il recevait ses associés et les faisait boire (1). Ceux-ci versaient l'argent à pleines mains, et Gutenberg, engagé à la poursuite de ce nouveau monde, s'endettait horriblement. Ils ne se plaignaient pas du solitaire dévoué à l'entreprise; ils se ruinaient de compagnie, achetant plomb, étain, matériaux, coupant, essayant, fondant, coulant et ne pouvant obtenir qu'une imitation imparfaite des manuscrits si beaux et si réguliers où la main des scribes, comme dit Janus Dousa, poète latin, « semait des épis de caractères élégans sur des plaines de papier vélin. » On se désespérait, et l'argent s'écoulait. Riff quitta la partie. André mourut, sans prononcer une parole de mauvaise humeur contre Gutenberg, le prince de ce groupe, et qui se montre toujours calme, rêveur, infatigable et mystérieux. A peine André mort, le gentilhomme se souvient qu'il y a en forme une feuille in-4° prête à imprimer; il sait la valeur de sa découverte : « Allez vite, dit-il à son valet, défaites la forme et jetez les parties qui la composent sur la presse ou sous la presse; que personne n'en voie rien. » Il ajoute : « Telle est la nature de la chose que, les parties une fois décomposées, on ne sait plus ce que c'est. »

Le frère du mort est si persuadé de la réussite, qu'il veut remplacer André dans l'affaire; Gutenberg le déboute de sa demande, au moyen d'un procès. En 1442, son oncle Loheymer meurt à Mayence et lui laisse une rente que Gutenberg, toujours endetté par son œuvre magique, vend au chapitre de Saint-Thomas. Enfin, ruiné sans doute, il quitte Strasbourg, et l'on n'entend plus parler de lui. Pas un volume ne porte sa signature. Le noble ne fera pas métier d'artisan. C'est la première époque de cette misérable vie. Un brave bourgeois est tué déjà par la première explosion de cette autre poudre à canon, et les inventions de Gutenberg, presse, vis, formes, caractères mobiles, essais de gravure en relief, n'ont abouti qu'à des résultats incomplets, sa ruine exceptée, qui est complète.

(1) « ... *Kein gelt usgeben, do usse für essen und trinken*, etc. » Déposition de Heilmann.

Jusqu'en 1450, il disparaît, noyé sans doute dans une de ces obscurités où la misère plonge ceux que la Némésis choisit. Pendant ce temps, l'Europe avançait, et la France faisait ses affaires; l'Anglais, chassé de Paris, chassé de Bordeaux, acculé à la mer, qui est son domaine, laissait partout ses morts sur nos parages. L'Espagne marchait à sa libération définitive, et l'Italie étincelait des clartés de l'art. Nous retrouvons tout à coup l'alchimiste gentilhomme sans le sou, mais sans crainte, à Mayence, en 1450. Il avait quarante-un ans. Déjà la plus belle portion de son âge était dévorée par le travail. Il cherchait ce qui manque toujours au génie, l'argent. Sans doute il eut quelque peine à le trouver; ne pouvait-on pas dire qu'il avait, neuf ans, travaillé au grand œuvre et n'avait rien produit, que par conséquent il en imposait? Enfin il trouva son homme, et le troisième acte héroïque s'ouvrit.

Un vieil orfèvre, usurier, riche et retors, avait une fille nommée Christine et, selon l'usage du temps et de l'Allemagne, *Fustinn*, parce que lui s'appelait Faust. Il comprit que la fortune lui venait, amenée par le génie; mais, dans le contrat, il prit ses précautions, n'avança son argent qu'à très gros intérêts et se réserva les bénéfices. Gutenberg avait donné son dernier *gulden* pour avoir du plomb. L'orfèvre avance huit cents *gulders*. Gutenberg sera vaincu par l'or et la ruse. Il continue à imprimer et à lutter contre toutes les difficultés de l'alliage et de la fonte. Il cherche, il projette, il travaille, il dépense. Alors paraît sur la scène un nouvel acteur fort intéressant et qui va décider de la destinée de Gutenberg. C'est un jeune clerc qui a voyagé, qui a vu la belle ville de Paris et qui a exercé dans l'Université le métier de copiste. Il écrivait merveilleusement bien, et on voit dans plusieurs bibliothèques, entre autres dans celle de Strasbourg, des manuscrits signés de lui qui sont des chefs-d'œuvre. Il se nomme Pierre Schœffer, il est roturier; le vieux Faust l'admet chez lui pour l'aider dans ses travaux. On peut croire que la jeune Fustinn partagea l'admiration de son père pour la science du voyageur. Profitant des longs travaux précédens, adresse ou bonheur, l'un et l'autre sans doute, le jeune clerc, qui cherchait aussi le grand œuvre, apporte un jour à l'orfèvre une belle feuille, bien réussie, égale, semblable au manuscrit le plus net. Depuis vingt-cinq années, on tendait à ce but. Dryzehn était mort à la peine. Gutenberg y avait blanchi. C'était vers 1454. O joie pour le vieux Faust! Il y retrouvera toutes ses avances avec dépens, frais et inté-

rêts, tous ses métaux qu'il a fondus, et que le creuset de Gutenberg a détruits pour essayer le nouvel alliage! Le glorieux Schœffer est conduit à l'autel, où, couvert de gloire et d'encre d'imprimerie, il épouse Christine Fustinn.

Gutenberg vieillit et ne sert à rien. Gentilhomme et fier, il vit isolé; les huit cents *gulders* ont rapporté des intérêts; Faust est un homme habile, il connaît les affaires de ce monde. N'ayant plus besoin de son associé, il lui fait un procès. « Rendez-moi deux mille vingt *gulders*, » intérêts compris. La somme avait fructifié; huit cents égalaient deux mille, c'est l'arithmétique de l'usure. Gutenberg ne pouvait que perdre son procès : il le perdit, fut exproprié, laissa ses matériaux, ses caractères et ses presses à Faust, secoua la poussière de ses pieds, et quitta Mayence, vaincu par l'or, comme il avait quitté Strasbourg, vaincu par la pauvreté. On ne sait, pendant dix ans, ce qu'il devint (1).

A cinquante-cinq ans, il n'avait pas de pain. Consommée dans une seule œuvre, sa vie s'était perdue. Le prince évêque de Mayence, Adolphe de Nassau, le recueillit par charité en 1465, et lui fit une pension en l'admettant parmi ses gentilshommes. Il consacra encore son argent à travailler à son art favori et sa fierté à le cacher. Tous les historiens de la typographie ont cherché pour quoi Gutenberg n'a pas réclamé, pourquoi aucun livre ne porte son nom; la cause en est claire. Il était trop gentilhomme pour avouer son génie. Ce don Quichotte d'espèce nouvelle use quarante obscures années à doter le monde de la grande invention et aime mieux être volé par Sancho que de descendre à la plainte ou de s'avouer artisan. Du temps de son association avec Faust, on avait commencé l'impression d'un beau psautier, le chef-d'œuvre de l'art naissant. Il eut la douleur de le voir paraître en 1457, lorsque peut-être il était en prison, ce qui semble assez probable. Pendant ce temps, Faust et Schœffer achevaient leur entreprise, et ces beaux livres qu'ils déclaraient *écrits sans plume et faits par un procédé magique* étonnaient toute l'Europe. Qu'il nous soit permis de nous figurer les souffrances de cet inventeur pendant les douze années de son noviciat et son angoisse, dans la prison peut-être; où peut-il avoir été si ce n'est là? Enfin il

(1) Je m'écarte de quelques hypothèses, spirituellement déduites, d'après lesquelles Gutenberg, endetté, ruiné, chassé par le vieux Faust, aurait fondé à Mayence un atelier rival. Je m'en tiens au texte des documens, à l'absence totale de preuves relatives à ce nouvel atelier, et surtout au train commun des choses humaines qui frappe d'une impuissance incurable l'homme que la fortune a vaincu.

meurt à plus de soixante ans, et le syndic Humery, qui s'appelait Homerius par amour de l'antiquité, hérite de ses instrumens, sous la condition que l'évêque de Mayence lui impose de ne pas les emporter de la ville.

Cependant le beau-père et l'heureux gendre adoré que Faust, au bas d'un livre, appelle *Peter meus*, mon petit Pierre, achèvent leur édifice sur la cendre de l'inventeur. Ils pensent à faire beaucoup d'argent, à tenir leur art mystérieux, secret, magique, à vendre cher, à fabriquer vite, à faire fortune. Ils établissent leur sanctuaire dans des caves, *in ædibus subterraneis;* Faust, magicien à barbe blanche, fait jurer sur la bible à ses ouvriers qu'ils ne diront pas un mot du mystère; il leur fait signer des billets payables, s'ils ne gardent pas le secret, et pour dernière précaution qui équivalait à toutes les autres, il ne les laisse pas sortir. C'étaient de vrais esclaves, dit un auteur, *velut in ergastulo habiti.* Au bas de ses impressions, il ne s'attribue pas l'invention, afin de ne pas exciter la colère de Gutenberg, qui, après tout, peut parler; mais il y place son nom et celui de son gendre, et parle de *l'art magique, de l'invention divine* qui lui a fourni ce moyen « d'écrire sans plume. » Puis, apprenant que Paris est curieux de telles nouveautés, il part pour cette ville, y vend très cher ses belles bibles, comme si c'étaient des manuscrits, et y meurt de la peste, au milieu des satisfactions de son avarice, deux années avant Gutenberg. C'était un terrible homme que le vieux Faust.

Schœffer, qui avait été tenu en bride par lui, continuait à exploiter son atelier un peu moins sévèrement, car il avoua la vérité à l'abbé Tritheim qui la consigna dans sa chronique (1). Mais une nuit, les cloches sonnent, les tambours battent, la ville est pillée; deux archevêques, Adolphe de Nassau et Dieterich de Mayence, se la disputent. Adolphe reste vainqueur. Depuis ce temps, on n'entend plus parler de Schœffer, apparemment tué, dans ses caves souterraines, par quelque soldat ivre. Il faut en effet que ce siège ait été sanglant pour que tous les ouvriers de Schœffer se soient enfuis; il faut que Schœffer y ait péri pour que l'on n'entende plus parler de lui désormais. Son fils Jean lui succède et avoue dans la dédicace de son beau Tite-Live, offert à Maximilien, que l'invention primitive appartient à Gutenberg.

Aussitôt il part des imprimeurs pour Naples, pour Paris, pour Rome, pour Milan, pour Florence. C'est une graine d'imprimeurs qui se ré-

(1) Hirsaug. *Chronic.*

pand dans l'air. Le monde de la pensée est conquis. Chose étrange, exceptée l'innocente Fustinn, qui semble n'avoir d'autre rôle que d'aimer Schœffer et de l'épouser, tous nos acteurs meurent tristement et tragiquement : l'avare et fourbe Faust, de la peste; Gutenberg, réduit à l'aumône; Schœffer, pillé, et André Dryzehn de douleur et ruiné. Légende singulière et pleine de passion, que Walter Scott n'eût pas dédaignée. Le génie humain a enfin trouvé son instrument, rapide, violent, éternel. Comment s'en servira-t-il?

II. — MYTHOLOGIE DE LA PRESSE. — LÉGENDES DE HARLEM, DE BAMBERG ET D'OXFORD.

Mayence est en flammes; un évêque l'assiége, un évêque la défend. Les soldats d'Adolphe de Nassau la mettent au pillage, et, dans les ruines de l'atelier souterrain où le vieux Faust, ce sorcier de l'imprimerie naissante, avait caché ses ouvriers, on voit entassés pêle-mêle les presses primitives, les caractères inventés par Gutenberg, et Schœffer lui-même égorgé au milieu des instrumens de ce grand art naissant, dont il a hérité et qu'il a perfectionné. Aussitôt se répandent dans toutes les directions les hommes que le vieux Faust avait associés dans cette franc-maçonnerie de la pensée et de l'industrie. Ils ne se croient plus liés par aucun serment; ils vont exercer eux-mêmes cette science magique, comme ils le disaient au bas de leurs livres primitifs, ce secret d'écrire *sans main et sans plumes, par une merveilleuse concordance de moules et de types*. C'est bien un art allemand, une science germanique; si les provinces rhénanes et les Flandres l'ont nourri, c'est l'Allemagne qui l'adopte. Partout les premiers missionnaires de l'imprimerie sont les apôtres sortis du caveau de Faust. Mentelin s'établit à Strasbourg en 1466, Ulrich Zell à Cologne en 1467, Zainer à Augsbourg en 1468, Sensenschmid à Nuremberg en 1470, Richel à Bâle en 1474, Brændis à Lubeck en 1475; les trente premiers imprimeurs dont on cite et connaît les noms sont Allemands. C'était pourtant le pays le plus arriéré de toute l'Europe. Ainsi les forces naïves et ingénues, le courage, la patience, l'ardeur soutenue de la lutte, tout ce que les nations civilisées perdent dans leurs plaisirs se trouve en dépôt chez les nations neuves et barbares; c'est là que Dieu vient reprendre, au moment nécessaire, l'élément dont la civilisation a besoin, la sève et la vigueur qui renouvellent le monde.

Les esprits attendaient, les peuples étaient préparés; la flamme jetée dans les épis gagne et dévore la moisson sèche et jaunissante avec une rapidité moins énergique que celle qui propagea l'imprimerie en Europe. En vingt années, de 1466 à 1486, on voit quatre-vingt-six ateliers d'imprimerie qui sortent de terre, et cela non-seulement dans les capitales, mais dans de petites villes de second et de troisième ordre, comme Alost, Udine, Zwoll, Reggio, Rostock, Ulm et Lawingen. La merveille enivrait toutes les pensées, savans et rois, manans et grands seigneurs. Ceux qui ne connaissaient pas les détails de l'opération magique s'ingéniaient à la deviner; ils passaient des mois à imiter Gutenberg, à fondre, à couler, à tailler, à égaliser des caractères. Toute une famille se mettait à l'œuvre, et à la fin de ces vieux livres, elle ne manquait guère de chanter le *Te Deum* de son chef-d'œuvre accompli. A Florence, un orfèvre nommé Bernard Cennini, aidé de ses fils Pierre et Dominique, parvint à imprimer, en 1472, la vie de sainte Catherine de Sienne, exploit dont il conserva, dans ces mots naïfs qui terminent le volume, le souvenir mémorable : *Aidé de mon fils Dominique, jeune homme d'un très bon caractère, j'ai gravé sur cuivre et ensuite fondu les lettres qui m'ont servi à imprimer ce volume; mon autre fils Pierre l'a corrigé avec tout le soin qu'il a pu y mettre.* — Tu vois, ajoute le républicain de Florence, qu'il n'y a rien que ne puisse faire le génie des Florentins :

Florentinis ingeniis nil arduum.

Que devinrent, dans ce mouvement général émané de l'Allemagne, notre France et sa grande ville? Bientôt nous examinerons en détail, dans toute l'Europe et chez nous-mêmes, les progrès rapides de l'invention nouvelle. J'ai encore à parler de ses temps fabuleux, de sa mythologie, de sa légende; légende curieuse, nécessaire à l'histoire de l'esprit humain. C'est un conte de fées, un rêve allemand à propos de types de plomb et de morceaux d'étain. Tout le monde attendait ce messie industriel avec tant d'anxiété, on avait si long-temps travaillé à trouver le grand arcane, les premiers essais avaient été couverts de si mystérieuses ténèbres, et l'on était si légitimement glorieux du succès obtenu, que l'imagination populaire, travaillant à sa guise sur la réalité de la merveille, la fit disparaître dans l'éclat fabuleux de ses arabesques. Rien de plus matériel sans doute que les procédés de l'imprimerie; rien de plus idéal que cette légende que l'orgueil national a brodée de mille façons

hétéroclites. L'histoire des fictions n'est pas à dédaigner; tissue par notre folle du logis, l'imagination, elle donne la couleur à la vie, et l'éclat aux réalités. *L'impression est descendue du ciel*, dit l'Anglais Burges. A ce titre, elle a sa légende. La Hollande, la Belgique, l'Italie, l'Angleterre, fabriquèrent de singuliers contes que l'on a pris pour la vérité, et qui devaient assurer à telle ou telle ville le grand titre de *mère de l'imprimerie*.

Commençons par l'Angleterre. En fait d'orgueil national, elle n'est pas la moins hardie, et ici son invention romanesque doit prendre le pas sur toutes les autres.

Henri VI, dit la légende anglaise, entendant l'archevêque de Cantorbéry faire tout haut l'éloge de l'invention de l'imprimerie, qui ne se pratiquait encore que dans deux villes, Mayence et Harlem, envoya un agent déguisé, qu'il chargea de dérober à ces villes leur secret, de leur escamoter leur invention. Mayence et Harlem se tenaient sur leurs gardes, fort jalouses de leur trésor; souvent elles avaient mis en prison des étrangers soupçonnés d'une intention subreptice. Le diplomate déguisé ne pénétra donc pas dans la ville; mais, au moyen d'une bonne femme qui vendait des herbes, il parvint à se mettre en rapport avec l'un des ouvriers de Costar, l'imprimeur de Harlem. On le couvrit d'or; il se sauva de la ville, malgré la vigilance des sentinelles qui protégeaient l'imprimerie naissante, et sous bonne garde vint établir ses presses à Oxford. Ce traître, nommé Corsellis, ne fut laissé libre que lorsque l'on eut obtenu de lui toute la révélation du mystère. Il travailla sous clé, avec deux hallebardiers à côté de lui. On ne cite pas un seul livre qui porte sa signature, et le savant docteur Middleton a osé le traiter d'*imprimeur idéal;* mais comme il y a encore des Corsellis dans l'Oxfordshire, les bons Anglais soutiennent que les premières impressions appartiennent à ces Corsellis.

Malheureusement, d'autres Anglais de bonne foi, Middleton, Cotton et le charmant historien littéraire D'Israëli, ont cherché la source du conte. C'est un intérêt de servilité politique qui l'a inventé. Sous Charles II, pendant cette restauration anglaise qui fit tant de bassesses, et qui copia si follement la France de Louis XIV, un avocat royaliste, voulant délivrer la couronne de l'embarras que lui causait la presse, conçut une des idées les plus comiquement ingénieuses et les plus burlesquement politiques dont un homme de parti puisse s'aviser. Il prétendit faire du roi le seul imprimeur de l'Angleterre; le pouvoir dormirait bien tranquille : il n'imprimerait que ce qui lui

plairait. Mais sur quoi fonder ce nouveau privilége de la couronne? Sur un conte. Atkins inventa ce Corsellis, agent du roi au xve siècle, et chargé d'introduire à Oxford la presse et les caractères. D'après cet ingénieux roman, que Meerman discute avec un grand sérieux, le trône, ayant importé l'imprimerie en Angleterre et ne l'ayant jamais cédée à personne, a le droit de la confisquer à son profit, ou de la reprendre, si elle lui a été enlevée, et tout imprimeur, par cela seul qu'il imprime, a droit à être pendu; ce qui est un très beau raisonnement, digne de ces temps de folie désespérée (1).

Telle est la légende d'Oxford. Bamberg a aussi la sienne (2), ainsi que Florence (3), qui s'app uie sur l'autorité de ce bon Cennini, que nous avons vu travailler tout à l'heure avec ses deux fils, — ainsi que la ville d'Anvers, fière de son antique corporation des imprimeurs de cartes à jouer, qu'elle essaie de confondre avec les imprimeurs de lettres moulées et de caractères mobiles (4). Innocente supposition d'état, pardonnable mensonge, amusement d'un amour-propre peu dangereux! Tout le monde avait quelques prétentions légitimes; les vœux, le désir, le travail, les longs efforts, les tentatives multipliées appartenaient évidemment à ce pays limitrophe de l'Allemagne et de la France, qui fut, au moyen-âge, la vraie patrie de l'industrie bourgeoise. Vous diriez que la France, le monde de l'action, la patrie du fait pratique, devait s'entendre et se liguer avec la Germanie, le monde de la pensée métaphysique, pour faire éclore la découverte qui rend la pensée active, et la perpétue sous une forme palpable. Harlem, Anvers, Strasbourg, Mayence, Bâle, Nuremberg, toute cette ligne de villes commerçantes, catholiques, curieuses, industrieuses, depuis la mer jusqu'aux limites de la Suisse, a pris surtout part à la fabrication de ces petits livres sacrés qui ont devancé l'imprimerie. En la devançant, l'ont-ils créée? Non sans doute; ils préparaient, sans l'atteindre, le point de perfection praticable, conquis, vers 1451, par Gutenberg, qui périt dans son œuvre même, et qui en laissa le fruit à de plus rusés, comme il arrive toujours.

Mais Harlem nous attend et nous appelle; elle a aussi son grand homme, qui s'appelle Costar. Il n'est pas tout-à-fait certain que ce grand homme ait jamais existé. La Serna ne le pense pas. De grandes autorités, M. Van Praët, M. Brunet, M. Renouard, repoussent très

(1) Voyez Atkins *On the Origin of Printing.*

(2) Voyez Peignot, *Dictionnaire bibliographique,* article Bamberg.

(3) Voyez Domenicho Manni, *Della prima promulgazione de' libri,* 1761.

(4) Desroches, *Invention de l'Imprimerie.* Bruxelles, 1777.

vivement cette opinion, qui, pour messieurs de Harlem, est arrivée à l'état de croyance et de fanatisme. Meerman y avait consacré sa vie et un gros volume bien écrit. La légende harlémienne, abandonnée au XVIIIe siècle, vient d'être brillamment ravivée par un artiste érudit que je ne combattrai pas (1).

Est-il bien vrai qu'un rêveur, se promenant dans une pâle forêt hollandaise, au milieu des bouleaux gémissans et de leurs feuillages blancs et plaintifs, ait vu, comme le dit M. Michelet, l'écorce ridée des hêtres se détacher d'elle-même en lettres mobiles, et vouloir parler? C'est la tradition hollandaise; j'y crois faiblement, les Hollandais doivent me le pardonner. Ils ont institué des fêtes séculaires en l'honneur de Costar, béni sa maison, érigé sa statue; mais cela ne prouve rien. D'après cette légende, le bourgeois de Harlem, Coster ou Costar, eut un jour l'idée de tailler ces écorces de hêtre, et d'en faire des lettres; l'écorce de hêtre, dit M. Renouard, ne se prête à rien de tel et ne « supporterait aucune pression, comme peuvent s'en convaincre tous ceux qui ont dans leur bûcher quelques morceaux de ce bois. » Cette imprimerie primitive attira une foule d'acheteurs; puis, une belle nuit de Noël, voici qu'un ouvrier de Costar, qui était le frère aîné de Gutenberg, dévalisa l'imprimerie de son maître et emporta tout, presse, caractères, ustensiles : il se sauva à Mayence, où il trouva son frère cadet, notre ami Jean, auquel il livra le secret fatal. C'est là un conte bizarre : un docteur assez peu croyable, quoique médecin, nommé Adrien Junius, ou plutôt *Der Jonghe*, l'inséra dans un livre écrit en l'honneur de la Hollande, cent cinquante ans après l'invention de l'imprimerie, et il eut soin de dire qu'il le tenait d'un vieillard qui l'avait entendu dire à un autre vieillard, lequel autre vieillard fut jadis l'ami de ce chimérique Costar. Là-dessus la ville de Harlem a bâti une statue à Costar; elle lui a donné un visage de fantaisie et l'a divinisé. Je n'y vois pas le moindre mal.

(1) L'existence d'un véritable Costar ou Coster, qui, imprimeur à Harlem en 1420, aurait possédé le secret de la mobilité donnée aux types, est encore un point hypothétique et conjectural sur lequel je regrette de m'écarter de quelques brillantes déductions récemment appuyées par beaucoup de sagacité et d'érudition. Que la première idée de l'imprimerie mobile ait été suggérée à Gutenberg par la vue d'un petit livret hollandais ou *Donat* gravé sur bois, rien de plus vraisemblable; mais entre ces *Donats* et la belle Bible de Mayence, il y avait un espace immense à franchir : Gutenberg en eut le pressentiment; il le franchit et y périt. Faust en recueillit le bénéfice, et l'imprimerie fut créée.

La statue de Gutenberg vêtu en ouvrier, ce qui est une faute commise par le grand sculpteur Thorwaldsen (Gutenberg était avant tout gentilhomme), a été aussi inaugurée chez les Mayençais. Schœffer, qui me semble plutôt un heureux coureur d'aventures qu'un grand homme, possède la sienne à Gernsheim. Le canon est la dernière raison des rois; il paraît que les statues sont la dernière raison des savans. Quand même on y ajouterait celle de Jansen à Anvers, celle de Mentelin à Strasbourg, celle du fantastique Corsellis à Oxford, et celle de Cennini à Florence, ces statues n'auraient rien de très instructif. Les sept statues ne prouveraient rien. Dans cette question, il faut bien se garder d'écouter les gens de Bamberg, de Harlem, de Mayence, d'Oxford et de Strasbourg; tous ont des prétentions. Ce qu'on doit consulter, c'est l'histoire humaine, plus intéressante et plus vraie que cette grande et interminable controverse soutenue par d'honnêtes bourgeois prêchant chacun pour son saint, et quand les argumens sont épuisés, mettant un champion armé à leurs portes, accompagné d'une armée de savans qui disent mille folies. Voltaire n'aurait pas manqué de recueillir ces étranges bizarreries et de s'en amuser quelques instans. Les auteurs des discours prononcés en Allemagne en offrent une collection curieuse. L'un écrit un discours sur l'*Impression produite par l'Impression*, jeu de mots délicieux; l'autre adresse une superbe *hypotypose* aux *types*, qui sont, dit-il, des semences plus fécondes que le blé et plus puissantes que des cartouches; un troisième nomme les imprimeurs les « embaumeurs du passé, » et dit que l'encre de l'imprimerie a remplacé la myrrhe d'Arabie (1). Passons sur ces saillies d'un enthousiasme de mauvais goût, et revenons à l'histoire véritable.

III. — DÉBUTS ET PROGRÈS DE L'IMPRIMERIE EN EUROPE. — L'ATELIER D'ALDE MANUCE. — LUCRÈCE BORGIA.

L'imprimerie, dès long-temps préparée par les arts, par le commerce, par la dévotion, par le besoin d'apprendre et le mouvement des esprits, inventée sur la limite de la France et de l'Allemagne, traversa les Alpes, et, à peine arrivée en Italie, elle y prit feu pour ainsi dire. C'était là, dans cette malheureuse, brillante et magnifique Italie, sillonnée par le commerce, baignée de voluptés, éclatante de

(1) Voyez Aretin, *Ueber die Folgen*, etc.; Munich, 1801.

génie, que la flamme trouvait ses alimens tout préparés. Deux des ouvriers de Gutenberg, Arnold Pannartz et Conrad Schweynheim, allèrent s'établir à Subiaco, et de ce couvent, situé dans une gorge solitaire des Apennins, firent une imprimerie. Les solitaires des Apennins vendaient très peu, et leur magasin, situé dans une localité qui ne favorisait point le commerce, leur laissèrent, comme ils le dirent, beaucoup d'exemplaires sur les bras; ils demandèrent secours au pape Paul II, et ils l'obtinrent, *propter nimiam paupertatem*, à cause de leur excessive pauvreté. Le pape les fit venir à Rome, et bientôt Venise, Milan, Vérone, Ferrare, Florence, Naples, Trévise, Crémone, Mantoue, Parme, Padoue, eurent leurs imprimeries.

C'était une magie de voir tous les morts de l'antiquité se redresser dans leur tombe, pourvus d'immortalité et populaires; le caractère de la presse est surtout d'être populaire. Les grands et les princes non-seulement ne s'opposaient pas à ce mouvement triomphal, mais ils le favorisaient. Ils ne virent l'insurrection probable des esprits que plus tard, quand leur intérêt menacé les avertit. Papes et cardinaux, altesses et grandes dames, s'empressèrent autour de ce berceau d'Hercule. Les premiers patrons du géant qui venait de naître furent Paul II, Léon X, Maximilien, Ximenès, Henri VIII, François Ier, Élisabeth. On vit François Ier visiter l'atelier de l'imprimeur, et rester debout pendant que l'on corrigeait une épreuve, « afin, disait-il, de prouver son respect pour la science. » Une étrange association, qui va nous surprendre, protégea surtout le développement de l'imprimerie en Italie : on y voit réunis le cardinal Bembo, ce poète érotique, ce philosophe galant, que la beauté de Lucrèce Borgia avait si vivement charmé; le savant Alde Manuce, l'auteur de ces chefs-d'œuvre d'impression qui se vendent au poids de l'or, et Lucrèce Borgia, la célèbre et terrible femme que l'on sait. Bembo le cardinal avait tout crédit sur l'esprit de Lucrèce. Un jour cette femme, qui avait, dit-on, autant d'esprit qu'elle avait de vices; Lucrèce que son poète Strozzi nous montre couverte de longs cheveux blonds tombant sur ses épaules et noués par une bandelette noire, l'œil noir et ardent, les formes vigoureuses et presque viriles :

Plusque tua igniferi forma vigoris habet!

descendit à Venise dans l'atelier de Manuce et lui tint ce discours que Manuce a conservé : « Je défraierai, si vous le voulez, toutes les dépenses de votre entreprise nouvelle. Ainsi, quoique je doive

mourir, je serai utile après ma mort. » Singulières paroles pour une telle femme! Les premiers travaux de l'industrie qu'elle protégeait furent consacrés au panégyrique de Lucrèce. On la nomma belle, généreuse, prudente, pudique surtout. L'imprimerie, menteuse dès le berceau, prodigua les mêmes panégyriques à ce Borgia son frère, que Monaldeschi, annaliste grave, qualifie de *magnanime*, de *généreux* et de *sage*. Les éloges des Borgia retentissaient à la cour de Ferrare, dont Lucrèce était la reine et la déesse. Mais pendant que Manuce multiplie les éloges du frère incestueux et de la sœur meurtrière, un autre Allemand, caché derrière les portières du sacré palais, écrivait tout ce que faisait, tout ce que disait cette effroyable famille du vice intelligent et du crime hardi; notant tout, jusqu'aux traits de cette femme « au nez long et effilé, creux et enfoncé, au front beau, à la chevelure prodigue, aux lèvres ignobles, au menton fuyant et à la taille majestueuse (1). » Plus tard, l'imprimerie recueillait ces détails et transmettait à l'avenir la véritable Lucrèce.

Cependant l'art lui-même, dont nous esquissons trop rapidement l'histoire, allait en se perfectionnant. L'Allemagne avait imité avec scrupule les pointes et les angles aigus de ce caractère gothique, qui semble avoir introduit dans l'écriture les caprices de l'architecture ogivale. En Italie, on imita le caractère romain, si net, si franc, si facile, si bien discipliné. La beauté de l'art s'introduisit dans cette industrie; ce progrès fut dû surtout à la grande famille des Manuce ou Manuzio, qui constitue une véritable dynastie. Non-seulement Alde Manuce se débarrassa du gothique, mais il imita dans ses impressions l'écriture penchée et cursive, *manum mentita*, et créa ce que nous appelons encore l'*italique*, le caractère le plus complètement opposé au type allemand et gothique. On trouva ces caractères si doux à l'œil, que l'on ne put imaginer qu'ils étaient imprimés avec de l'étain ou du plomb. Le bruit se répandit que Manuce se servait de caractères d'argent, *typi argentei*. C'est encore une légende après tant d'autres.

Nous avons pénétré dans le caveau magique de Gutenberg, en Allemagne; entrons chez Manuce, le savant de Venise, le promoteur du beau et du grand style de l'impression. Nous ne sommes plus chez le gentilhomme alchimiste, à côté de la ville gothique de Mayence, mais à Venise, chez l'artiste et le savant passionné. Ses lettres latines nous introduisent sans peine dans cette maison pleine de visiteurs; il

(1) Voyez *Diarium Burckhardti*. — Leibnitz, *Anecd.*

en vient de tous les pays. A peine lui reste-t-il le temps de manger; il vit dans l'atelier même, dont il ne sort que pour faire un cours de latin et de grec. On lui apporte en foule les manuscrits anciens, qu'il corrige pendant les nuits. Les courtisans accourent l'écouter, les jeunes oisifs, qui bâillent après une nuit d'orgie, *sedent oscitabundi*, admirent ses presses roulantes. Sur la porte de son imprimerie, on lit ces mots en latin : « Qui que tu sois, je t'en supplie mille fois, dis vite ce que tu peux avoir à me dire, et va-t-en bien vite, à moins que tu ne veuilles aider Hercule à porter le monde! » En effet, c'était le vieux monde que le sérieux Alde ressuscitait.

L'Allemagne, qui avait usé d'abord de son invention pour imprimer des missels, des almanachs et le Doctrinal de Durand, c'est-à-dire les œuvres populaires du temps, entra bientôt de tout son pouvoir dans le mouvement scientifique. Elle eut pour ambassadeur principal auprès de l'imprimeur de Venise le plus fin et le plus aimable des esprits, ce Hollandais qui à la patiente habileté de son pays joignait la souple et lumineuse finesse de la France, Érasme. Il voulut recueillir en un seul volume la quintessence de la sagesse antique, et proposa au célèbre Alde Manuce l'impression de ce livre intitulé : *les Adages*. Alde accepta avec empressement. Érasme se rendit à Venise. Quand il se présenta chez l'Italien, on ne l'annonça pas sous son nom, et l'imprimeur, toujours occupé, ne se pressa guère et ne se dérangea pas pour recevoir le barbare qui voulait lui parler. Après une longue attente, Érasme fut admis et reçut les excuses de son hôte. Alde interrompit toutes ses impressions d'anciens auteurs pour faire place à l'œuvre nouvelle de l'érudit germanique; il logea Érasme et l'admit à sa table; mais bientôt l'hostilité s'établit dans leur personne entre l'Allemagne et l'Italie. La table de Manuce était frugale, et le maître sérieux, fier, fin et rusé. Érasme était accoutumé à boire plus sec et à rire plus haut. Les deux représentans de l'Italie et de la Germanie se séparèrent brouillés, et il suffit, pour comprendre leur incompatibilité d'humeur, de jeter les yeux sur ces deux figures, peintes par Holbein et Jean Bellini, toutes deux malignes, sagaces, aux yeux vifs, aux lèvres minces, l'une spirituellement railleuse et semblable à ce masque inexorable de Voltaire, l'autre active, observatrice et malicieuse, toutes deux très peu indulgentes.

Dès l'origine, la profession d'imprimeur s'était classée à la tête de la société; elle avait déjà ses armoiries féodales; l'*ancre* des Aldes, l'*oranger* d'Henri Estienne, ne sont pas autre chose. L'imprimerie s'emparait du symbole pour se faire un blason, elle qui allait tuer le

symbole. Bembo, ami intime de Lucrèce Borgia, ayant donné à Manuce une médaille de l'empereur Vespasien, dont le revers représente un dauphin, signe de la vitesse, s'enlaçant autour d'une ancre, signe de stabilité, Érasme, qui était encore son ami, s'écria que ce blason était celui du savoir faisant la guerre à l'ignorance, et Manuce s'en empara. Plus tard, Maximilien, dans une longue concession d'armes, créa gentilhomme l'un des fils de l'imprimeur, lui donnant pour armoiries réelles l'aigle autrichienne tenant l'ancre aldine dans ses serres; l'aigle devait un jour être vaincue par le dauphin.

Déjà mêlée très activement aux origines de l'invention par la situation limitrophe de Mayence, par la vente des Bibles de Faust, par l'éducation que l'université de Paris avait donnée à cet habile copiste Schœffer, le troisième nom dans les annales de l'imprimerie, la France reparaît, dès l'année 1469, comme l'ardente propagatrice du nouvel art. C'est, ne vous en étonnez pas, la Sorbonne qui l'appelle à Paris. Jean de La Pierre, ou Jean Stein, qui en était prieur, entend parler de la nouvelle invention, et fait venir à ses frais trois ouvriers de Gutenberg, Ulrich Geringe, Cranz et Freyburger. Ils impriment, dans la Sorbonne même, sous ses yeux émerveillés, leur premier volume; le sanctuaire théologique donne asile au premier type mobile, conquérant infaillible de l'avenir. Aussitôt nos imprimeurs font souche. Toutes les rues qui environnent la montagne Sainte-Geneviève, ce Parnasse du moyen-âge, se peuplent de libraires et d'imprimeurs. Si l'Allemagne avait été féconde en grammaires, en voyages, en calendriers, en fleurs des saints, en sermons, en doctrinaux; si l'Italie, dès les premiers temps de l'invention, avait produit en foule les belles éditions des anciens, on vit la France, fidèle à sa mission intermédiaire et arbitrale, publier à la fois, dès l'origine, des Cicérons, des psautiers, des vers français, des contes plaisans, des livres d'histoire, Homère, *le Roman de la Rose*, et des chansons françaises. Remarquez cette place moyenne et intelligente, si bien signalée par les produits de la presse parisienne. Remarquez aussi qu'à peine parvenue en France, l'imprimerie y devient action et pamphlet. La pensée allemande a dû passer le Rhin pour se réaliser dans l'impression; elle a dû arriver jusqu'à la Seine pour devenir ce qu'elle est, une force d'attaque. L'esprit critique, cette grande puissance de la France, se développa bientôt, grace à l'imprimerie, avec une vigueur qui n'appartenait à nul autre pays. Elle publie Ramus, Étienne Dolet, Rabelais, Marot, Villon, tous esprits critiques. L'un des premiers petits volumes curieux du XVIe siècle est cet in-12 révolution-

naire, la première partie du *Pantagruel* de Rabelais, une des curiosités de nos bibliothèques. Josse Bade, Conrad Bade, Vascosan, les Morel, suivent les traces italiennes. Ensuite règne la grande dynastie des Estienne, qui sont à la France ce que les Alde sont à l'Italie, et qui donnent des livres souvent aussi beaux, presque toujours plus corrects que ceux des Manuces. C'est au milieu de cette grande famille qui est bien bourgeoise, bien française, savante et mordante, curieuse et satirique, économe et de bonne humeur, laborieuse et narquoise, famille qui sent son vieux Paris et sa place Maubert, pleine d'une originale et satirique candeur; famille qui a occupé pendant cent soixante-dix ans son trône, c'est-à-dire sa presse; — se battant contre les rois, narguant la Sorbonne, faisant des vers, imprimant de la prose, exilée, battue de l'orage, s'y plaisant assez; — que brille la vive et charmante figure d'Henri Estienne, qui résume tous les caractères de la famille.

Nous avons vu en Italie l'art, en France la critique, en Allemagne la crédulité populaire, recevoir dans leurs bras l'imprimerie naissante. L'Angleterre vient ensuite. Sa place, à elle, est singulière et isolée. Au milieu du XVe siècle, la barbarie y régnait avec la guerre civile; la féodalité s'y débattait plus obstinément que partout ailleurs : citoyens contre citoyens, échafauds contre échafauds, le peuple écrasé, sur toutes les portes des villes des têtes sanglantes, les Yorks et les Lancastres se disputant les lambeaux d'une couronne meurtrière et mutilée, c'est un affreux spectacle. A quoi bon l'intelligence? A quoi servira l'imprimerie? A calmer ces orages semés de cadavres humains, à tempérer ces ambitions frénétiques. La marche de la civilisation anglaise mérite d'être remarquée; elle ne se fit point, comme celle de l'Allemagne, par le mélange de la féodalité guerrière et de l'érudition théologique; elle ne releva pas, comme en Italie, de l'héritage latin; elle n'eut pas pour centre, comme en France, la lutte de l'esprit critique et de la civilisation catholique; elle avança par secousses, un flot de lumière succédant toujours à une stagnation momentanée, ce qui explique assez bien le caractère imprévu, les saillies originales et les penchans excentriques de ce peuple et de cette littérature (1).

A toutes les époques, l'Angleterre, isolée par sa position insulaire, a marché d'abord lentement vers le progrès. Puis, quand les clartés

(1) Voyez D'Israëli, Warton, Hallywell, etc.

étrangères sont venues se briser sur les lumières nationales, même incomplètes, la nation, recevant un choc violent, a produit de grands résultats, mêlés d'ombres et de clartés, comme un tableau de l'Anglais Martin. Ainsi Rome tombe sur elle et la civilise; mais bientôt elle se rendort. Les Saxons reviennent secouer son sommeil, dans lequel elle retombe. Les Normands s'emparent d'elle et la vivifient de nouveau. A travers ses études et ses imitations de Boccace, des trouvères, de l'Italie, de la France, on saisit toujours un parfum sauvage et singulier, une mordante saveur qui rappelle la bruyère de ses forêts. Le rhythme de sa poésie est saccadé, l'amour de l'originalité l'emporte sur le charme exquis et complet de la forme, et l'élégance même n'exclut pas la bizarrerie. Un des flots de civilisation les plus puissans et les plus vifs qui aient jamais fécondé cette île singulière, c'est assurément l'invention de l'imprimerie.

Elle en fit d'abord un usage plus puéril encore que l'Allemagne, emploi conforme à la profonde ignorance dans laquelle elle végétait. C'était en 1474, trente ans après l'invention de Gutenberg, un peu tard, comme on voit. Un marchand, né dans le comté de Kent, et nommé Caxton, avait été attiré dans les Pays-Bas, par l'intérêt de son commerce. Sans éducation, sans érudition et sans goût, il fut surtout frappé de la grande importance pécuniaire de la nouvelle industrie, prit « à grands frais, dit-il, et au moyen de beaucoup d'argent, » tous les renseignemens nécessaires, et revint en Angleterre, accompagné de quatre ou cinq ouvriers allemands. Pendant son séjour et son apprentissage à Cologne, il avait déjà fait imprimer sous ses yeux le plus fabuleux et le plus ridicule des livres du moyen-âge, le *Recueil des Histoires de Troye*, en français, langue déjà mitoyenne et d'un usage général. « Voilà, dit-il à la fin du volume, un livre que j'ai fait faire avec beaucoup de dépense, dans l'ordre que vous voyez. Il est écrit sans encre et sans plume; chaque homme peut l'acheter *à la fois*, et tous les livres de cette histoire ont été commencés et finis le même jour. » Caxton mentait. Il ajoutait au mystère du fait le mystère des paroles; la poésie du commerce a ses licences, et il faut les lui pardonner.

On fit peu d'attention à ce nouvel art qui ne sembla pas important aux chroniqueurs. Hall et Hollinshed parlent beaucoup d'une « girouette neuve plantée sur la croix de Saint-Paul, » mais fort peu de l'imprimerie. Il est vrai que le style de Caxton et le choix des livres qu'il imprimait n'étaient pas de nature à forcer l'admiration. L'An-

gleterre ne possédait guère que le germe sauvage du sentiment littéraire, la curiosité, et Caxton, qui était marchand avant tout, la satisfaisait en publiant « la véritable Histoire du vaillant chevalier Jason, les Merveilles de nécromancie du sorcier Virgile, et la noble Histoire de monseigneur Hercule. » Il avait bien quelques scrupules sur les faits consignés dans ces récits : « mais, dit-il dans une de ses préfaces, un *gentleman* m'a assuré que c'était grande folie et aveuglement de ne pas y croire. » Rien n'est plus plaisant que la simplicité de ce premier imprimeur anglais. « N'ayant pas d'ouvrage à composer, dit-il, et assis dans mon cabinet où étaient épars divers livres et pamphlets, je mis par hasard la main sur un petit livre récemment traduit du latin par quelque noble clerc de France, lequel est nommé *Eneydos* » (pour *Æneis*). C'est tout bonnement l'Énéide de Virgile, devenue un roman de chevalerie, mise en français barbare et retraduite en anglais plus barbare. Ces publications ignorantes suffisaient à des lecteurs ignorans; Caxton fit sa fortune; ses légendes, ses traités de la chasse et de la fauconnerie assouvirent les appétits peu difficiles de l'époque et du pays. Avant d'apprendre à lire, on épèle; ne nous moquons pas trop de cette gourmandise sans choix des intelligences rudes et peu préparées. Tout en imprimant de fort mauvais livres, Caxton *le vénérable* fut le bienfaiteur de son pays. Au commencement du XVIe siècle, tous les esprits britanniques s'ouvraient à la lumière, et bientôt un déluge de clartés et de science venues d'Italie inondèrent cette civilisation à peine ébauchée. Oxford eut son imprimeur en 1478, Saint-Albans en 1480, Cambridge en 1521; les ouvriers allemands amenés par Caxton pratiquèrent leur art avec plus de choix et de tact, et l'Angleterre eut sa part de la dot universelle.

Cependant la Suisse était fière de ses Froben et de ses Oporin, les Pays-Bas de leur Martens et de leurs Plantins. L'Espagne, toute livrée à une autre œuvre de civilisation, à la guerre contre les Maures et à la conquête de l'Amérique, prenait peu de part à la conquête intellectuelle. En 1474, cependant, il y avait un imprimeur à Valence; en 1475, il s'en établissait un à Barcelone et un à Sarragosse. Séville suivait cet exemple en 1476, et Salamanque en 1481. Mais le génie chevaleresque et d'aventures, le génie du moyen-âge, l'esprit du symbole, dominait trop absolument cette grande nation pour qu'elle s'occupât avec amour d'une invention roturière, qui dérobe sous la vulgaire servitude des soins matériels la plus haute liberté de l'esprit.

Nous venons de voir se dessiner les grands traits qui distinguent les races. La bourgeoisie catholique des Flandres prépare l'invention. L'Allemagne, vigoureuse et neuve, l'enfante, et jette ses ouvriers sur l'Europe. L'Italie en use pour la science, l'art et la beauté, la France pour la critique. L'Angleterre bégaie des contes de son enfance; l'Espagne dédaigneuse court les mers à la recherche d'un monde. Cependant tout change. Les savans du Nord et du Midi fouillent les caveaux, les greniers, les pupitres, les vieilles malles, tous les recoins oubliés, pour découvrir des manuscrits nouveaux à imprimer. Le Pogge, tous les hommes d'esprit d'Italie et d'Allemagne, Leland en Angleterre, consacrent leur vie à cette recherche; ils soulèvent « les linceuls de toile d'araignée » qui couvraient, comme dit Leland, la vénérable figure de tous ces vieux héros. A la voix des empereurs, des rois et des abbés, on continue avec plus d'ardeur cette investigation universelle. Le temps n'est plus où les moines de Croyland défendaient, dans leurs statuts, le prêt d'un volume « sous peine d'excommunication, » ce qui était alors plus dangereux et plus redouté que les galères; où Oxford n'avait pour bibliothèque que trois ou quatre volumes « dans une malle, » dit le catalogue (1); où un roi qui avait besoin d'un livre, comme le roi Jean, l'empruntait à l'abbé du couvent voisin et donnait un reçu, qu'il signait, pour avoir emprunté le *livre nommé Pline*. On voit du même coup s'éteindre la nation puissante des copistes, et naître les bibliothèques, les imprimeurs, les libraires, les bibliophiles, les bibliomanes, les bibliophages. Quelle volupté délicate s'offrit tout à coup aux intelligences, quand elles purent disposer en souveraines de tout ce que le monde a jamais produit d'idées! Au lieu de ces petites chambres du moyen-âge qui renfermaient six volumes dans un bahut, et dont le catalogue était peint en lettres rouges sur les vitraux (2), les bibliothèques se formèrent; vastes dépôts de tant de livres, forêts épaisses au milieu desquelles il est difficile de trouver aujourd'hui sa route! J'ai été charmé d'une piquante description que donne Leland d'une des premières bibliothèques formées, aussitôt après l'invention de l'imprimerie, par la famille noble des Percy : « C'était dans une tourelle, en face du parc, dans le silence et la solitude le plus agréable; on lisait sur la porte : *Paradis*. Il y avait huit côtés et huit pu-

(1) Voyez Dibdin, *Décaméron*.
(2) Voyez *Leland's Itinerary*.

pitres égaux suspendus au plafond, qui descendaient au moyen d'un ressort pour supporter le livre que l'on voulait lire. Voilà, dit le bonhomme, une bien délicieuse et savante invention. » C'est dans ce *paradis* de l'intelligence qu'une foule d'esprits aimables ont vécu voluptueusement, quelques-uns doués de génie et enrichissant l'avenir de leurs idées, d'autres épicuriens innocens de la pensée, tels que ce Hollandais *Von Bosch* (Dubois), qui fit graver sur l'étiquette de ses livres sa propre personne mollement étendue au milieu de ses chers volumes, avec ces mots en latin pour exergue :

> Ce sont là mes forêts : j'y chasse sans fatigue.
> *Hæc nunquam lassat densâ venatio sylvâ.*

Ce sont là les gourmets, les exclusifs, les délicats, et je les aime fort.

Mais les vrais et grands résultats de l'imprimerie se trouvent ailleurs. Elle appartient essentiellement au peuple; elle répand, propage, popularise, divise les connaissances acquises en atomes imperceptibles, et les répand dans l'atmosphère comme un arome subtil qui pénètre en dépit d'elles-mêmes les intelligences les plus vulgaires. L'indépendance de l'esprit en est la conséquence nécessaire, et la facilité de l'insurrection s'y rattache. Tout comprendre, tout savoir! l'arbre de la science accessible à tous! Dès le commencement du XVIe siècle, les puissans virent ce que c'était que l'imprimerie; ils en avaient eu grande admiration : ils en eurent peur; la censure, inventée par Tibère, fut renouvelée par ce même Borgia qui avait, dans sa bulle, loué avec enthousiasme les « nouvelles lettres inventées pour la commodité des savans. » On détruisit des livres et même des imprimeurs; on brûla et l'on pendit à Londres, à Paris, à Rome, à Naples, à Saragosse; résistance frivole et impuissante, prolongée inutilement pendant deux siècles. C'était une digue de jonc tressée par des enfans pour arrêter un torrent des Alpes. Une fois la lumière faite, comment l'éteindre? Qui donc forcera le jour d'être la nuit? Les amères censures de Tacite, ce dernier des Romains, ne revivaient-elles pas éclatantes à tous les yeux? Et quand même Louis XI, ce mauvais homme d'esprit, aurait mal accueilli l'imprimerie, que d'ailleurs il aimait beaucoup, qu'aurait-il pu tenter contre cette seconde délivrance de l'homme, comme l'appelait Martin Luther? L'imprimerie, c'est la mémoire du genre humain fixée.

Une fois adoptée par l'Europe et parvenue à ce point de maturité, l'imprimerie suit une marche nouvelle et demande un autre histo-

rien. Ce ne sont plus des origines obscures et des efforts souvent stériles qu'il faut décrire, mais une succession variée de conquêtes irrésistibles; je n'ai prétendu qu'ébaucher ses premières phases, la plus intéressante et la plus dramatique portion de sa grande histoire. J'ai surtout voulu montrer qu'elle appartient non à une industrie matérielle et à un hasard heureux, mais à la pensée humaine, agissant sur la nature et sur elle-même, par ce merveilleux travail qui ne finira qu'avec le monde. J'ai cherché et reproduit, avec une fidélité qui ne semblera superficielle qu'à ceux qui n'ont pas soulevé les montagnes de volumes entassés par l'imprimerie en son propre honneur, le curieux drame qui résulte toujours du conflit de cette pensée civilisatrice et des passions humaines qu'elle heurte, éveille, secoue, froisse ou favorise dans son progrès. De là ces anecdotes si romanesques et si parfaitement authentiques, ces caractères si finement dessinés et si vivement colorés, ce Faust, cette Lucrèce, cet Érasme, ce Gutenberg, qui montrent de temps à autre leur figure expressive, et jouent rapidement leur rôle actif dans les origines philosophiques de la presse. Je la laisse au moment où elle a consolidé son pouvoir; elle n'a pas besoin de mes éloges; les despotismes ne manquent jamais de voix qui les exaltent.

PHILARÈTE CHASLES.

REVUE LITTÉRAIRE.

Jean-Jacques va tous les matins se promener sur les rives d'une petite île où il s'est confiné dans un de ses accès de poétique misanthropie. Chaque objet qui se présente à lui le fait penser. La fleur qui vous regarde à travers les herbes, le peuplier pâle, le saule éploré, augmentent tour à tour d'une note vibrante le concert qui s'élève dans son cœur. Un jour qu'il se sent en veine d'écrire, il se souvient de toutes les voix qu'il a entendues en lui et hors de lui dans ses excursions champêtres, et il compose un livre qui passionne plus certains esprits qu'un récit de découvertes ou de conquêtes, *les Rêveries d'un Promeneur solitaire*. Il est un monde qui vaut bien le monde de la matière, c'est le monde de l'intelligence. Pourquoi le promeneur recueilli, qui raconte avec simplicité et bonne foi ce qu'il a pensé dans ses courses à travers les romans, les poèmes et les drames, ne serait-il pas écouté avec autant d'intérêt que celui qui s'est arrêté devant les sources murmurantes et les buissons chargés d'oiseaux? Ce promeneur, c'est le critique. Il livre au public, pour qu'il les juge, les impressions qu'ont fait naître en lui les objets divers et multiples sur lesquels s'est portée sa vue. Dire à la critique : « Vous faites une œuvre inutile et sans valeur, parce que nous pouvons bien voir par nos yeux ce que vous essayez de nous raconter, » c'est dire à la peinture et à la poésie : « Pourquoi rendre cet arbre? Pourquoi décrire ce cheval? L'arbre dont le vent balance les branches, le cheval dont une puissance électrique parcourt le corps frémissant, font paraître ridicule votre amas de couleurs et de mots. Vous profanez les choses vivantes en les prenant pour en faire des fantômes. » Ce qui dégoûte beaucoup de nobles intelligences de la critique,

ce sont les dédains emportés que nombre de gens lui prodiguent. Je crois que ces dédains et ces colères tiennent à ceci : l'artiste ne touche qu'aux œuvres éternelles; or le créateur de ces œuvres, malgré l'effrayante tradition qui existe sur Prométhée, use de beaucoup d'indulgence envers ceux qui entrent en lutte avec lui. Voici bien des siècles que les poètes déclarent qu'il existe un beau idéal dont eux seuls ont le secret sans qu'aucun foudre ait châtié cette prétention impertinente. Le critique n'a pas affaire à des créateurs si patiens, on ne lui passe aucun blasphème. Si par hasard il prétend, lui aussi, avoir l'instinct d'une perfection que ne lui offre nul des ouvrages qu'il interroge, on le punit bien vite de sa superbe. Il a au-dessus de lui tout un olympe irrité dont le tonnerre ne se repose jamais.

Il existe cependant quelques poètes qui ne sont pas vengeurs, ou du moins dont la vengeance est tempérée par des sentimens de mansuétude; ceux-là méritent d'être cités. Parlons donc de Mme Desbordes-Valmore, qui, sous le titre de *Bouquets et Prières*, vient de faire paraître un nouveau recueil de poésies. Je voudrais pouvoir transcrire tout entière ici une bonne et charmante pièce de vers dont voici la première strophe :

Jeune homme irrité, sur un banc d'école,
Dont le cœur encor n'a chaud qu'au soleil,
Vous refusez donc l'encre et la parole
A celles qui font le foyer vermeil.
Savant, mais aigri par vos lassitudes,
Un peu furieux de nos chants d'oiseaux,
Vous nous couronnez de railleurs roseaux,
Vous serez plus jeune après vos études;
Quand vous sourirez,
Vous nous comprendrez.

Tout l'esprit mélancolique et sans fiel du livre de Mme Desbordes-Valmore est dans cette espèce d'ode familière. *Où prenez-vous donc*, ajoute-t-elle un peu plus bas, en s'adressant à celui envers lequel elle use de si douces représailles :

Où prenez-vous donc de si dures armes?
Qu'ils étaient méchans, vos maîtres latins!

Il y a trois choses divines presqu'égales entre elles qui entr'ouvrent au fond du sourire les mêmes profondeurs lumineuses : c'est la beauté, le génie, et la bonté. La bonté rayonne dans le sourire que Mme Desbordes-Valmore a su mettre dans ces vers lestes et gracieux qui vont d'un seul bond se loger dans le cœur. Une tristesse sans bruyans éclats, une résignation qui a souvent de la grace, une modestie qui porte en elle quelque chose d'attendrissant, voilà les qualités qu'offrent encore plusieurs autres pièces des *Bouquets et*

Prières. L'auteur de ce nouveau recueil de poésies y dit quelque part avec finesse et douceur :

J'ai rencontré sur la terre où je chante
Des cœurs vibrans, juges harmonieux,
Écoutant bien pour faire chanter mieux.

Puisse-t-il avoir de nouveau à se louer de ces cœurs indulgens! Nous désirons sincèrement le succès de son livre. Si pour notre part nous ressemblons trop peut-être au jeune homme qu'on reprend avec tant de bienveillance, si *nous n'avons chaud qu'au soleil*, combien n'existe-t-il point de tendres et rêveurs esprits qui étendent de préférence leurs ailes aux rayons des pâles lumières! A la fin d'une veillée solitaire, plus d'une femme pensive, dont les enfans sont endormis, quittera peut-être son aiguille pour placer avec bonheur ce livre de poésies sous la clarté de la lampe qui vient d'éclairer ses travaux. Ceux que n'enivrent point Properce et Catulle, qui ne se sont pas embrasés au flambeau de Lucrèce d'un amour ardent pour les mystérieuses énergies de la nature, ceux que Pétrone n'a pas conduits à ces étranges saturnales où la vie prend les gigantesques dimensions du rêve; tous ceux enfin qui ne les ont pas connus, *ces maîtres latins* dont les leçons font paraître dure l'ame qu'elles ont trempée, peuvent goûter un plaisir sans réserve dans le livre de Mme Desbordes-Valmore. Voilà, je pense, pour les *Bouquets et Prières*, un assez bon nombre de lecteurs.

L'œuvre de Mme Desbordes-Valmore ne soulève aucune question d'art. Il faut la juger, comme elle a été écrite, avec abandon et simplicité. Pieux héritage d'un poète mort avant le temps, une œuvre vient de paraître, où la pensée de l'art règne au contraire, peut-être même avec trop de tyrannie : c'est le livre de Louis Bertrand, *Gaspard de la Nuit, fantaisies à la manière de Rembrandt et de Callot*.

M. Sainte-Beuve a déjà raconté les souffrances et la mort de Louis Bertrand. L'auteur de *Gaspard de la Nuit* a rendu le dernier soupir dans le lit d'un hospice. C'est un de ces poètes ignorés auxquels M. de Vigny a élevé dans son *Chatterton* un monument semblable à ceux que les sculpteurs antiques élevaient aux *dieux inconnus*. On s'est souvent révolté, quelquefois même avec une cruelle ironie, contre la partialité que nous donne la mort en faveur de ceux qu'elle atteint. Nombre de gens se plaignent de l'attrait de gloire mélancolique prêté aux périls d'une carrière ingrate par les honneurs funéraires qu'on rend aux poètes qui ont succombé. Les natures assez nobles pour s'enflammer au récit de toutes ces douleurs dont un peu de gloire est le seul prix, doivent réjouir et non pas attrister l'ame; ce serait un malheur, et un malheur honteux pour un siècle, que de parvenir à les étouffer. Il faut désirer qu'il y ait toujours des soldats que l'espoir d'une ligne dans un bulletin de victoire empêche de sentir le sang couler de leurs blessures,

et des poètes dont le cœur oublie les misères de la vie en s'ouvrant à de généreuses croyances dans un avenir au-delà du tombeau.

Louis Bertrand est un véritable artiste, un artiste dans toute l'étendue qu'on puisse donner au sens de ce beau nom. Toute sa vie s'est consumée à rêver l'alliance qui produit les ouvrages durables, l'alliance du sentiment instinctif et passionné de la nature avec le sentiment patient et réfléchi du travail humain. Il a étudié les vaches dans les prés et dans les tableaux de Paul Potter. Il a compris qu'avec des larmes on écrivait des lettres d'amour, mais qu'on ne faisait point d'élégies, qu'avec de l'enthousiasme on se battait, mais qu'on ne faisait point d'odes. Comme à l'amant, il faut au poète des larmes; comme au soldat, il lui faut de l'enthousiasme, et de plus qu'eux il faut encore qu'il acquière, par la recherche inquiète d'un secret de création, la puissance de faire sortir de son sein, pour les animer d'une vie indépendante de la sienne, ses tendresses et ses ardeurs. Louis Bertrand n'a rien négligé pour arriver à cette puissance. Il a cherché l'art de créer avec une passion d'alchimiste. Le seul reproche qu'on puisse lui adresser, c'est même de ne pas avoir eu assez de foi dans la soudaineté de l'expression. Je crois qu'on pourrait faire dans la poésie la distinction que les théologiens font dans la vertu. Une belle œuvre comme une bonne action est due à deux mouvemens, dont l'un est la grace, l'autre l'effort. Louis Bertrand a trop négligé la grace pour ne s'en rapporter qu'à l'effort. Je suis sûr qu'à la fin de sa vie, il n'eût pas eu plus de plaisir à voir Venise d'une gondole en respirant l'odeur marine de ses lagunes qu'à la voir d'un banc du Louvre dans un des tableaux de Canaletto. La préoccupation constante et exclusive des transformations que l'art fait subir aux objets doit toujours amener un semblable résultat. L'imagination se rétrécit, le cœur se resserre à ne pas regarder un arbre sans songer au moyen de le réduire pour le peindre, à ne pas entendre un chant d'oiseau sans essayer de le noter. Il vaut mieux que la coupe ait quelques ciselures de moins, et qu'elle soit assez profonde pour contenir tout le nectar qu'on veut y verser. Louis Bertrand a été obligé de répandre au dehors un breuvage que son vase n'était pas assez grand pour renfermer. Ainsi M. Sainte-Beuve, dans sa notice, cite des pages empreintes d'une mélancolique élévation que le poète a retranchées parce qu'elles ne pouvaient pas s'accorder avec les dimensions de son livre.

Maintenant, qu'est-ce que *Gaspard de la Nuit?* C'est une œuvre qui a un grand charme et qu'il serait dangereux d'imiter. Louis Bertrand vint à Paris en 1828. On était alors au plus fort de la réaction littéraire contre les idées de l'empire. C'était surtout dans les ateliers qu'éclatait la révolution. La peinture et la poésie, qui de tout temps ont été si étroitement unies, se confondirent presque à cette époque, en se soulevant pour la même cause; et ceux qui tenaient la plume, et ceux qui maniaient le pinceau, prirent le même nom, artiste. Les écrivains, en combattant dans les rangs des peintres contre les types traditionnels et convenus, y contractèrent un goût passionné pour

le côté pittoresque des objets. On rêva d'appliquer au style les procédés de Rubens et de Murillo. L'abus de l'épithète morale, qui avait perdu l'école de l'empire, fut remplacé par l'abus plus grand encore de l'épithète matérielle. Il ne fut plus permis au ciel que d'être bleu, à la mer que d'être verte; les flots paisibles et le ciel souriant appartenaient à une langue proscrite. Je ne conçois pas un homme qui veut écrire après n'avoir médité que sur des livres; on court risque de ne pas arriver à la complète rectitude du langage sans l'intelligence des principes du dessin, et le poète qui n'a pas le sentiment du coloris, si grand puisse-t-il être, ne sera jamais que le dieu d'un monde sans soleil. Mais il faut prendre garde pourtant aux envahissemens de la peinture dans le style. L'écrivain qui ne prend ses couleurs que dans la palette du peintre finit par donner à sa pensée une enveloppe lourde et opaque, sous laquelle elle ne rayonne plus. Il n'atteint jamais au mérite de saisissante réalité que présente un tableau, et il perd le bénéfice du suprême idéal qui est réservé à la poésie.

Le style, qui est la matière dont sont faites les œuvres d'esprit, doit être au-dessus du marbre et des couleurs. On se souvient de ce métal de Corinthe qui était composé d'airain, d'argent et d'or. Le style aussi est dû à un mélange. Il se compose en unissant aux élémens terrestres des élémens ravis aux seules régions de l'intelligence. *Gaspard de la Nuit* a le tort d'être une suite de tableaux exécutés sans pinceau et sans crayon, avec les procédés uniquement réservés au crayon et au pinceau.

Après ces réserves, qu'il nous soit permis de dire tout le bien que nous pensons du livre de Louis Bertrand. Ce n'est point seulement, comme il le déclare lui-même dans sa préface, ce n'est point seulement Rembrandt et Callot qu'il a aimés et imités. Si puissante, si originale soit-elle, l'inspiration de Callot et de Rembrandt, à laquelle tant d'esprits se sont allumés déjà dans les lettres comme dans la peinture, ne suffirait pas à donner à *Gaspard de la Nuit* la physionomie insolite par laquelle il nous séduit dès les premières pages. On trouve dans cette œuvre des traces d'adorations moins connues et toutes particulières à la nature qui les a ressenties. Louis Bertrand n'était pas un de ces hommes qui, dans une galerie de tableaux, vont faire les stations prescrites devant les toiles désignées d'avance par l'opinion publique à l'admiration; c'était un de ces fantasques promeneurs dont l'ame et les yeux s'arrêtent où est le charme qui les attire, qui s'attardent tellement dans une église de Peeter-Neef ou dans quelque chemin creux de Wynants, qu'il ne leur reste plus de temps pour contempler le Titien ou le Raphaël qu'ils étaient venus visiter. Le nom de Breughel de Velours est un de ceux que Louis Bertrand a écrits dans une préface où il rend hommage à ses maîtres. Breughel fut un des peintres les plus bizarres de cette école flamande, où sont écloses tant de merveilleuses fantaisies. On se souvient de cet artiste d'Hoffmann, qui veut peindre les plantes et les arbres avec le langage qu'ils vous tiennent et le regard qu'ils attachent sur vous. Breughel rappelle ce personnage du conteur

allemand; il cherche à faire tenir tout un poème dans un cadre de fleurs. Comme Abraham Mignon, qui naquit douze ans après sa mort, il place dans les profondeurs d'une tulipe un drame mystérieux dont les acteurs sont des scarabées. Bertrand a compris ses paysages à la manière de Breughel de Velours. On voit qu'il a rêvé aussi devant ces naïfs intérieurs où Lucas de Leyde nous montre la Vierge à genoux entre un lit et un dressoir gothiques, ayant derrière elle une fenêtre ouverte sur une campagne des rives du Rhin. Enfin, Salvator Rosa et Murillo, qu'il met encore au nombre des génies inspirateurs qui ont formé son talent, marquent leur influence dans son livre par des morceaux touchés avec ce sombre et éclatant coloris dont ils avaient le secret. Certes, l'on rencontre avec plaisir le vif souvenir de ces grands peintres, et cependant il y a dans Louis Bertrand quelque chose qui vaut encore mieux que tous ses emprunts; c'est ce qu'il est parvenu parfois à tirer de son propre cœur. Avant de venir végéter et mourir à Paris, le poète a vécu et rêvé à Dijon. Dijon, où s'est épanouie sa jeunesse, est pour lui ce qu'est à l'enfant la maison où il est né, un monde à la fois mystérieux et connu, illuminé par l'amour et agrandi par la rêverie. Tous ceux dont l'enfance s'est écoulée en province retrouveront les plus chers parfums, les voix les plus argentines de leurs jeunes années, en lisant les pages où Bertrand raconte ses excursions sur les bords de la Suzon et ses extases devant les ruines de la Chartreuse. Nous regrettons que le poète de Dijon ne se soit point plus souvent livré aux inspirations du terroir. Pourquoi Béranger nous émeut-il si vivement? C'est parce que nous croyons respirer dans ses vers l'odeur de ces bonnes plaines de Montmirail et de Montereau, où nous avons si vigoureusement battu les cosaques. Il n'est point d'endroit où le sang français coule plus généreux et plus chaud que dans ces pays de Bourgogne et de Champagne, où le cep de Brennus fleurit toujours. Si charmantes que soient les régions fantasques où l'imagination de Louis Bertrand s'est promenée jusqu'à la lassitude, je crois qu'on leur préfère encore ces régions amies avec leurs horizons doux et familiers aux regards. Ceux que consultait Bertrand auraient dû lui dire : « Laissez là les paysages de Salvator Rosa avec leurs noirs rochers, dont vous n'avez pas entendu les échos; leurs cieux pleins de nuées houleuses, dont vous n'avez point respiré les souffles orageux, pour nous dépeindre ces sentiers connus de vos pas, où le lapin de La Fontaine fait encore son déjeuner de thym et de serpolet. »

Ce n'est point le livre de M. André Delrieu qui nous rendra la saveur natale qu'on trouve trop rarement dans l'œuvre de Louis Bertrand. *La Vie d'Artiste*, c'est le titre que M. Delrieu a donné à son ouvrage, ne manque certainement ni de grace ni d'intérêt; mais il y a quelque fatigue à voir pendant deux volumes un Français qui se consume en efforts afin de devenir Allemand. M. Delrieu a fait une bien autre entreprise que de vouloir écrire avec les mots dont se servent nos voisins d'outre-Rhin; il a voulu écrire avec leur esprit. Or les mots peuvent jusqu'à un certain point s'apprendre dans

les grammaires, tandis qu'on ne dérobe point au ciel d'un pays, même en allant se baigner dans l'air de ce ciel, l'esprit qu'il donne à ceux dont il fera verdir la tombe et dont il a éclairé le berceau. Tâchons que la nature se montre plus dans nos œuvres que dans *la Henriade,* rien de mieux, et allons pour cela entendre quelles voix s'échappent des roseaux du Rhin, rien de mieux encore; seulement prenons bien garde à ces amours pleines d'une passion dangereuse et emportée comme toutes les amours éphémères qu'inspirent souvent à nos cœurs les bords étrangers. Songeons à ne point boire l'oubli du pays dans le vaste verre rempli d'une bière écumante que nous présentent les enfans de la Germanie. Quand notre ame est près de se noyer dans le pâle azur des grands yeux rêveurs de Marguerite, pensons au sourire, à l'œil vif et aux joues à fossettes de Manon Lescaut.

Il existe un livre moitié pensée, moitié parfum, où la rêverie achève ce que la réflexion n'a fait qu'ébaucher, un livre où les horizons sont voilés, mais par des nuages de pourpre et d'or, non point par des nuées brumeuses : c'est le *Reisebilder* de Heine. Le malheur de M. Delrieu, c'est d'avoir voyagé dans les pages de ce livre au moins autant que sur les rives du Rhin et dans les forêts de la Bohême. Aux véritables paysages qu'il a bien vus par ses propres yeux, il mêle les paysages fantasques qu'il a vus seulement par les yeux de Heine. Grace à sa nature d'Allemand, l'auteur de *Reisebilder* trouve moyen d'ouvrir à la fois à son lecteur le monde réel et un monde de porcelaines de Chine. Il éclaire en même temps ses créations de la lumière des rêves et de la lumière de la vie. M. André Delrieu, qui n'a point son secret, reste dans une sorte de crépuscule entre les régions où luit le soleil de tout le monde et ces contrées merveilleuses peuplées seulement d'essaims de songes que l'astre de la fantaisie inonde de ses changeantes clartés.

M. Delrieu avait cependant de quoi se passer des imitations dans lesquelles il persévère pendant tout le cours de son ouvrage. Il possède un sentiment qui suffit à répandre du charme sur une œuvre; il a de la tendresse pour l'art. Il parle de Beethoven avec émotion et de Mozart avec respect. Il a trouvé moyen d'encadrer dans ses récits d'excursions une sorte de nouvelle où les passions de l'artiste sont décrites avec chaleur et vérité. Que n'a-t-il écrit simplement ce qu'il voyait et ce qu'il pensait sans se préoccuper d'une fantasmagorie étrangère! Son livre toucherait davantage et surtout serait plus clair, car il faut mettre le défaut de clarté au premier rang des reproches qu'a encourus M. Delrieu. Il a parcouru les rives du Rhin et les montagnes du Tyrol, il a visité les jardins de Munich et les manoirs de la Hongrie, il fait passer un grand nombre de tableaux devant vos yeux, et il explique souvent ces tableaux avec verve; malheureusement il ne s'inquiète pas assez de placer de la lumière dans sa lanterne.

Un écrivain qui, lui aussi, se préoccupe de l'art, vient de faire sur la scène une tentative accueillie par le public avec un bienveillant intérêt. Il y avait près d'un an déjà qu'il était question d'un drame de M. Léon Gozlan,

arrêté dans son essor par les lacets de la censure. Le drame captif a recouvré enfin sa liberté. *La Main droite et la Main gauche* relèvent quelque peu la fortune si souvent compromise de l'Odéon. Je ne saurais donner une idée plus exacte de la pièce de M. Gozlan qu'en la comparant à un tableau envoyé dernièrement à l'exposition des beaux-arts par un jeune peintre de notre école de Rome. Ce tableau représentait une scène charmante et impossible où étaient entassés, entre un gazon d'émeraude et un ciel de saphir, les types de tous les âges et de toutes les passions représentés par une foule de personnages peints avec verve et fantaisie. Ceux qui connaissent les procédés du dessin et les mystères du coloris disaient : « Cette courbe est extravagante. Où sont pris les tons de cette chair? On ne comprend rien aux reflets de cette étoffe. » Mais ce dessin, souvent incorrect, avait en certains endroits tant de grace, ce coloris, quelquefois invraisemblable, rachetait ses défauts par tant d'éclat; enfin il y avait dans l'ensemble du tableau un attrait si victorieux de pétulance et de jeunesse, que c'était, en définitive, l'indulgence qui s'épanouissait au fond de l'ame du visiteur. C'est cet attrait qui protége aujourd'hui la pièce de M. Léon Gozlan. Il y a tant de gens de ce temps-ci qui font de l'art théâtral quelque chose de pis que l'art des mimes, en composant pour les acteurs un dialogue cent fois moins spirituel que les coups de batte d'Arlequin, il existe une si détestable bande de trafiquans dramatiques, qu'on accueille avec transport tout homme qui cherche à se frayer, dans la carrière scénique, une route indépendante. La gloire des intelligences d'élite, c'est qu'elles finissent par faire adopter aux intelligences inférieures leurs répulsions et leurs dégoûts. On est las, jusque sur les bancs du parterre, de ces intrigues conduites par des moyens d'une vulgarité traditionnelle, et de cette langue triviale qui n'a même point, comme la langue de Tabarin, pour se faire pardonner sa bassesse, des mots d'une pittoresque énergie. *Halifax* a failli réussir le mois dernier par l'air de hardiesse et de nouveauté répandu dans son prologue; M. Léon Gozlan doit le succès de sa pièce à ses louables efforts contre la banalité de style et d'action qui règne encore sur la scène, quoiqu'elle n'y triomphe plus.

Il y a dans *la Main droite et la Main gauche* une donnée ingénieuse et un dialogue soigneusement écrit. Un de ces petits princes d'Allemagne comme les poètes et les romanciers les aiment tant, bonhomme simple d'esprit, ingénu de cœur, plus occupé des fleurs de son parterre que des choses de la politique, est venu s'établir en Suède avec ses roses et ses tulipes pour y remplir des fonctions qui lui laissent de longs loisirs; il est le mari de la reine. Malheureusement Hermann, c'est ainsi que s'appelle le prince allemand, ne s'est point borné à transporter en Suède ses plantes favorites; il y a fait venir tout un ménage qui ne devrait pas exister sur les bords du Rhin et encore moins à Stockholm. Le bon Hermann était secrètement marié. Il tient tant à ses habitudes, qu'il a sollicité de sa nouvelle épouse la permission d'appeler auprès de lui sa première femme; Mme Rodolphine, l'objet de la vieille et

constante affection d'Hermann, est présentée à la reine comme l'ancienne et indispensable gouvernante des serres germaniques. Sans rencontrer aucun obstacle, elle va habiter, dans les environs de Stockholm, la maison de plaisance du prince, avec Wilfrid, son fils et le fils du mari de la reine. La reine semble bien peu clairvoyante ou bien peu inquiète des mœurs de son époux; c'est qu'elle a des motifs pour respecter les mystères de la bigamie. Elle avait, en épousant Hermann, une fille et un mari, tout comme Hermann en recevant sa main avait une femme et un fils. Sa fille est auprès d'elle, élevée sous un nom emprunté, le nom de la comtesse de Lowembourg. Quant à son mari, c'est un aventurier qui court le monde, espèce de don César qui est parti pour les Grandes-Indes et qu'on croit englouti sous les sables, sous les flots, ou dans les flancs de quelque tigre. Au théâtre, comme on sait, il n'est aucun rivage, même celui des morts, d'où l'on ne revienne; le don César de M. Gozlan débarque dans le même équipage que celui de M. Victor Hugo, arrivant, lui aussi, des *pays les plus extravagans*. S'il n'entre point par une cheminée, il ne se présente pas d'une façon beaucoup plus convenable. Il pénètre de force dans le palais de sa femme en rossant les laquais. L'arrivée du major Palmer, c'est le nom d'aventure qu'a pris ce damné mari, entraîne une foule d'évènemens que je n'entends certes point raconter. Qu'il me suffise de dire que Palmer, qui appartient à la classe si connue des libertins sensibles, prend sous son patronage deux amans séparés l'un de l'autre par une foule d'obstacles, Wilfrid et la comtesse de Lowembourg. Wilfrid, qui n'est pas fort au courant des choses de ce monde, comme un véritable amoureux allemand, croyait aimer la reine dans la comtesse de Lowembourg, qu'il avait vue passer entourée d'une pompe royale. Aussi nourrissait-il une haine romanesque et juvénile comme son amour contre ce pauvre prince Hermann, qu'il ne connaissait pas tout en habitant sa maison, grace à une suite de précautions mystérieuses prises par Mme Rodolphine, précautions des plus difficiles à expliquer et peut-être même à comprendre. Un jour Wilfrid satisfait cette haine en insultant Hermann au milieu d'une fête où il est parvenu à se glisser. Il apprend, après ce scandale, qu'il n'a jamais été le rival du prince Hermann, que c'est la comtesse de Lowembourg qu'il aime et même dont il est aimé. Cette révélation vient bien tard. Le mari de la reine est aussi sacré en Suède que l'est chez certains peuples lointains le prêtre qui couve, dit-on, les œufs d'où sortent les oiseaux qu'on adore. Un outrage au prince Hermann doit se payer de la vie. Wilfrid est dans la situation la plus désespérée, quand la Providence lui vient en aide sous les traits de ce Palmer, qu'une bonne action réjouit à l'égal d'un joli visage et d'une bouteille de vin de Chypre. Palmer a encore moyen, tout mari répudié qu'il est, d'agir sur la reine de Suède, et même avec beaucoup plus d'efficacité que le prince Hermann. Il obtient la grace de Wilfrid. Un dénouement moitié riant, moitié mélancolique, un peu grotesque, nous montre Wilfrid qui s'unit à celle qu'il aime, le major Palmer qui part pour aller chercher au loin

le repos sous des treilles, Rodolphine qui s'éloigne en emportant le bonheur de son fils pour dorer le reste de sa vie, enfin le prince Hermann et la reine de Suède qui se résignent, avec le moins de tristesse possible, à vivre en cessant de se tromper.

Tels sont les faits principaux sur lesquels repose le drame de M. Léon Gozlan. Ces faits sont entourés d'une multitude d'évènemens secondaires que des fils inextricables lient entre eux. L'obscurité et la confusion, voilà les deux grands défauts de la pièce nouvelle; quant à l'inexpérience de la scène, c'est un de ces défauts dont on ose se plaindre à peine, tant semble parfois maussade et ennuyeuse la qualité qui leur est directement opposée. Ces bouffées d'air et ces élans d'ame, ces parfums du ciel et du cœur qu'on cherche avidement de nos jours dans le roman et dans la poésie, M. Léon Gozlan a essayé de les faire sentir dans son drame. La manière dont il a traité le caractère d'Hermann rappelle une délicieuse bluette de M. Alphonse Karr, *les Révolutions de Pirmasents*. Le prince allemand est peint avec cette spirituelle et mélancolique bonhomie que l'auteur de *Sous les Tilleuls* a rencontrée si souvent. Le sentiment germanique se montre plus d'une fois dans *la Main droite et la Main gauche*, et, ce qui est bien rare, il s'y montre presque toujours dans une juste mesure. Depuis le jour où elles envoyèrent leurs sons à travers le feuillage jauni des bois réveiller la rêverie dans le cœur de René, que de poétiques pensées les cloches ont fait naître et ont bercées! Ces voix du monde des ames jouent encore un rôle et un rôle heureux dans la pièce de M. Gozlan. Wilfrid est dans cette radieuse extase qui suit l'instant où l'on découvre qu'on est aimé; tout à coup s'élève dans le ciel un son lointain, écho des chants qui éclatent sous sa poitrine. Une cloche résonne. Wilfrid traduit par une image de bonheur chacune des notes mystérieuses qui lui arrive en traversant l'air, quand survient brusquement un de ses compagnons qui lui crie : « Wilfrid, sais-tu bien ce que te dit cette cloche? elle te dit : *Tu es un lâche! tu es un lâche!* car elle sonne la mort d'un homme qui se dévoue pour toi. » Dans une des nombreuses péripéties de la pièce, le major Palmer s'est accusé, pour sauver Wilfrid, de l'insulte faite à Hermann. Cette scène est d'un effet saisissant dans sa dernière partie, dans sa première d'une grace fraîche et nouvelle. Je la choisis entre plusieurs autres où l'on trouve également une efflorescence printanière de talent d'autant plus curieuse à constater qu'elle était plus inattendue chez un homme depuis longtemps livré aux fatigantes ardeurs de la presse. Il y a dans la pièce de M. Léon Gozlan quelques gouttes du philtre dont on est ivre quand on a lu *l'Intrigue et l'Amour*, de ce philtre que Schiller compose avec les larmes qu'essuient les premiers baisers sur les joues des jeunes filles.

Ce que nous reprocherons à M. Léon Gozlan, c'est cet abus si fréquent dans la littérature actuelle, et contre lequel nous avons déjà protesté maintes fois, du sentiment maternel. Quand se lassera-t-on de nous montrer ces mères qui ressemblent à des bêtes fauves? Quand cessera-t-on de peindre, avec les

traits qui conviennent à une passion de bacchante, la plus sainte des passions? Quand voudra-t-on se souvenir enfin, toutes les fois qu'on essaiera de peindre une douleur maternelle, de la grace décente qui reluit, à travers les pleurs, dans ces deux types immortels de mères affligées, si souvent reproduits par le pinceau antique et le ciseau moderne, la Vierge et la Niobé? Il existe aussi, dans *la Main droite et la Main gauche*, une tendance fâcheuse que le sujet de la pièce provoquait peut-être, mais qu'il était pourtant possible d'éviter. Le major Palmer, dans un monologue qui rappelle par la pensée, sinon par le style, les mélodrames du boulevart, se glorifie d'abaisser la puissance royale en humiliant la reine. On nous rappelle de nouveau qu'un trône se compose de planches et de velours, et mille autres choses de cette nature qui n'ont certes point le mérite d'être originales. Il serait vraiment à regretter qu'une intelligence comme celle de M. Gozlan s'égarât dans ces voies vulgaires, après avoir fait tant d'heureux efforts pour se sauver de la trivialité. Je ne sais rien de plus pénible que d'entendre des maximes séditieuses sortir de la bouche d'un acteur. Il s'élève alors des combles de la salle des applaudissemens de mauvais aloi qui éveillent les honnêtes gens de leur rêve.

En résumé, l'auteur de *la Main droite et la Main gauche* a bien mérité de la littérature par la conscience qu'il a mise à écrire son œuvre. Tandis que le feuilleton perd le roman, une autre invention de l'industrie menace en ce moment le théâtre. Dans leur fureur d'imiter en tout point les ouvriers, un grand nombre d'auteurs dramatiques ont formé entre eux une coalition semblable à celles que nous avons vues récemment se produire dans les rues. Sous tous les rapports, c'est une mauvaise chose, d'abord parce que le travail est interrompu pendant les émeutes, parce qu'on ne s'occupe point de combinaisons poétiques alors qu'on s'occupe des combinaisons de la chicane; en second lieu, parce que toutes ces intrigues mercantiles blessent les lettres dans leur dignité, et courent même le risque d'altérer leur caractère. Tel écrivain d'autrefois qui marchait à pied, fier de sa plume, comme le gentilhomme de son épée, avait bien plus le droit de jeter un regard de dédain dans le carrosse du financier, que tel écrivain d'aujourd'hui qui passé, emporté par des chevaux fringans. Ce qui repousse dans le trafiquant, ce sont ses mœurs et non point la denrée qu'il débite; si le littérateur traite de son talent comme le banquier de ses écus, une des grandes différences qui les séparaient cesse tout à coup d'exister. Le talent reste une chose plus précieuse que l'or, j'en conviens, mais l'or a ce grand avantage que l'exploitation le laisse intact, tandis que le talent s'use, et finit même par s'anéantir à force d'être exploité. Enfin, il faut le dire aussi, une bien funeste conformité s'établit souvent entre certains hommes de lettres et certains marchands, par suite de ce mélange des habitudes littéraires avec les habitudes commerciales. Il est une littérature qui traite le public comme sont traités maints chalans, empruntant pour le tromper à la rouerie des comptoirs ses plus mesquins et ses plus

honteux stratagèmes. Ainsi, je pourrais citer tel auteur dramatique et tel romancier qui mettent aux endroits de leur livre et de leur pièce où ils savent que doit se porter l'attention, soit à la fin, soit au début, quelques phrases élaborées avec soin, et s'en rapportent, pour le reste de l'ouvrage, aux distractions du public. Au milieu de faits empreints d'une pareille dépravation, tout écrivain qui produit au jour une œuvre consciencieuse, n'importe à quelle école littéraire il appartienne, ne saurait être encouragé par trop de marques de sympathie.

L'Académie nous entraîne bien loin, Dieu merci! du monde d'idées où nous force si souvent à vivre la littérature commerciale. Une de ces paisibles solennités que consacre maintenant, comme aux beaux jours du XVIIIe siècle, une affluence de gens d'élite, avait lieu tout récemment pour la réception de M. Patin. *Cinq-Mars, Stello, Chatterton*, œuvres de marbre d'où sortent des accens de lyre! il faut en ce moment vous oublier. Le souvenir de M. de Vigny écarté, on reconnaît dans M. Patin un érudit qui appartient à cette classe instruite et patiente où l'Académie a besoin de se recruter de temps en temps pour mener à fin l'œuvre de son dictionnaire. M. Patin a la réputation d'un habile professeur; ceux qui font des pèlerinages à la Sorbonne sont tous d'accord sur le mérite de son cours de poésie latine. Il vient de publier récemment une étude soigneusement faite de la tragédie grecque. C'est sur ce dernier titre que nous voudrions particulièrement l'apprécier. Un écrivain qui joint à une érudition de bénédictin des vues élevées et un style chaleureux, M. Charles Magnin, a déjà parlé dans ce recueil des *Études sur les tragiques grecs*. En quelques pages, M. Magnin trouve moyen d'évoquer devant nos yeux plusieurs des scènes les plus saisissantes des temps antiques, et de donner une solution à un des grands problèmes que la perfection de l'art grec fait naître pour notre esprit. Cette vivacité et cette décision d'intelligence qui placent ce petit nombre de pages au-dessus de maint gros traité sont les qualités qu'on regrette en lisant l'œuvre de M. Patin. Dans une histoire littéraire comme dans toutes les histoires possibles, on cherche des détails ingénieux, formant par leur réunion des tableaux piquans et nouveaux, ou ces considérations hardies qui jettent sur des faits connus déjà des clartés inattendues. La nouveauté des détails et la hardiesse des considérations manquent également aux *Études sur les tragiques grecs*. M. Patin a perdu la docte bonhomie de Rollin sans savoir prendre cette énergie un peu aventureuse qu'on demande à la critique moderne. S'il ne porte plus la robe, ainsi que le lui a rappelé M. de Barante, il marche comme si c'était d'hier seulement que la Sorbonne eût quitté la robe. Il n'a plus le vieil accent du pays latin dans sa naïveté, il parle en français, quoiqu'il conserve les périodes traînantes; enfin il ne refuse point de reconnaître le jour qu'ont fait dans la science quelques ardens génies des récentes époques, mais ce jour l'éblouit plutôt qu'il ne l'éclaire. Ses yeux, accoutumés à l'ombre de l'école, je parle de l'école que représentaient MM. Lemaire et Andrieux, soutiennent

mal la trop vive lumière qui vient du dehors. Après avoir fait appel à l'autorité de Goethe ou de Byron sur un sujet antique, il revient bien vite aux notes de Dacier. Un seul exemple fera juger de l'attitude de M. Patin devant les chefs-d'œuvre de l'art grec. Il s'agit de *Prométhée,* cette tragédie gigantesque d'Eschyle, qui remplissait d'enthousiasme, à l'égal des rochers et de l'Océan, le cœur du chantre de *Child-Harold :* comment va-t-il caractériser cette légende sublime du paganisme dans laquelle l'imagination effrayée reconnaît à la fois et la prophétie des luttes éternelles de l'humanité et l'instinct confus des mystérieuses douleurs d'où sortira le christianisme? C'est, nous dit M. Patin, un sujet difficile à accepter, car, pour sa part, il ne peut point comprendre la colère de Jupiter contre *les efforts innocens de la civilisation naissante.* Cela posé, il cherche à nous démontrer qu'une fois résigné à cet étrange sujet, on trouve des beautés incontestables dans la pièce du tragique grec.

Le discours de M. Patin n'est pas de nature à détruire le jugement qu'on peut porter sur lui d'après un semblable trait. Il serait cependant à désirer que les hommes appelés à prendre place parmi les représentans de l'intelligence française se crussent obligés, dans un jour de gloire, souvent l'unique de leur existence, de tirer des pensées qu'ils ont poursuivies ou des évènemens auxquels ils ont pris part quelque leçon profitable pour leurs auditeurs. On voudrait, en un mot, avoir ce jour-là sous les yeux un homme qui vous introduirait dans son ame, qu'il aurait seulement pris soin de parer, comme on pare sa maison les jours où l'on attend des hôtes. Alors les discours académiques auraient cette saveur originale que tout esprit reçoit de ses propres impressions, au lieu de cette monotonie fatigante qui naît d'un panégyrique obligé. Le prédécesseur de M. Patin possédait, comme écrivain dramatique, la veine d'Andrieux encore affaiblie, ce qui constitue un talent presque inappréciable à force d'être délicat. A l'indolente culture des lettres, M. Roger mêlait le travail régulier d'une place; c'est ainsi que s'est passée sa vie. M. Patin nous a raconté cette existence avec autant de détails que si c'eût été celle d'un des maîtres de notre scène. Il a épuisé pour son sujet toutes les ressources de l'anecdote, toutes les subtilités de l'analyse. Nous avons appris à quelle succession d'idées, à quel enchaînement de circonstances notre théâtre devait la comédie de *l'Avocat;* maint opéra-comique oublié a été évoqué du néant; on eût dit un article nécrologique emprunté aux mémoires de Bachaumont sur le chevalier Rochon de Chabanne ou sur M. de la Poupelinière. Est-il rien qui inspire plus profonde tristesse que de voir, exposée en vente dans une maison mortuaire, la garde-robe fanée d'une coquette? Eh bien! nous avions pour notre part le cœur serré d'une tristesse semblable, à cet étalage public de frivoles souvenirs, derrière lesquels était aussi l'idée de la mort.

M. de Barante a ramené l'attention de l'auditoire sur des sujets à la fois plus graves et plus intéressans. Il n'est point d'homme qui représente mieux que notre ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg l'esprit du monde dans

le sens sérieux qu'on peut donner à ce mot. Le monde proprement dit, et c'est même ainsi qu'il mérite son nom, nous offre chaque soir, dans un espace étroit, la réunion de tout ce qui parle à notre ame. Le merveilleux attrait des voyages y pénètre avec des hommes qui ont vu couler les ondes du Nil et salué les cimes de l'Atlas; des poètes dont les vers sont au nombre des choses de votre cœur y font sentir le charme victorieux du génie; des noms dont les oreilles sont doucement chatouillées y rappellent à chaque instant le prestige immortel de la naissance. Il existe un certain esprit ailé et brillant qui butine sur tous ces élémens et compose ainsi un miel délicieux. Cet esprit, qui est l'esprit du monde, est celui que M. de Barante a reçu.

Une urbanité qui n'exclut pas toute ironie, mais qui n'admet qu'une ironie tempérée et presque onctueuse, une grande délicatesse d'expression et surtout cette précieuse élévation de pensée qui naît et se développe naturellement dans certaines régions de l'ordre social, telles sont les qualités que possède M. de Barante, et que son discours nous a tour à tour montrées. M. de Barante a pris le rôle que M. Patin n'avait pas même essayé de remplir; il nous a parlé de la littérature ancienne et des principes de la critique. De bruyans applaudissemens ont couronné le rapide passage où il traitait de la Grèce. Cette terre inspiratrice a rarement été célébrée en phrases d'un souffle plus entraînant et d'un rhythme plus savamment cadencé. Ce morceau était un véritable triomphe pour les gens du monde, qui voyaient qu'on peut aimer et comprendre les Grecs sans appartenir à la docte corporation dont Rollin fut si long-temps le chef. M. de Barante n'a pas eu moins de bonheur en caractérisant la critique moderne. Il a peint avec de vives couleurs *cette appréciation animée qui participe de la sensation autant que du jugement*. Tout en condamnant, et même trop sévèrement peut-être, les recherches plus inquiètes qu'heureuses de l'art actuel, il a tenu compte à notre époque du généreux désir dont elle est tourmentée, de faire pénétrer dans toutes les parties de la littérature ce je ne sais quoi de vivifiant et de nouveau tiré par Shakspeare et par Goethe des profondeurs de la nature et des entrailles de l'ame humaine. C'est l'examen plus intelligent des œuvres antiques, l'étude plus courageuse des sources de l'histoire, enfin la préoccupation plus ardente de toutes les questions d'art et de philosophie, qui ont amené ce mouvement dont profite déjà, comme il l'a si bien remarqué, le langage de nos savans, moins ardu, plus animé, empreint même parfois d'une certaine éloquence poétique.

On comprend sans peine que M. de Barante n'a pu qu'effleurer tant de grandes questions littéraires. C'est déjà beaucoup de les avoir soulevées. Il faut parler aux hommes assemblés des choses qui inquiètent et passionnent les esprits. On ne peut nier qu'en ce temps-ci les questions d'art soient de ce nombre. La société commence à se rasseoir, et dans les classes élevées qui se reforment s'éveille, comme autrefois, une tendre sollicitude pour les efforts

de l'intelligence. Je n'en veux point d'autre exemple que l'attente pleine d'espérance excitée depuis long-temps déjà par le rôle où notre tragédienne doit mettre le comble à sa renommée. Malgré toutes les préoccupations matérielles dont nous remplit la politique pleine de détails journaliers des gouvernemens représentatifs, le nom de *Phèdre* éveille aujourd'hui autant de poétiques émotions qu'au temps de Racine et du grand roi. Espérons que ces dispositions heureuses ne seront point perdues pour l'art. Si les esprits qui ont reçu le don de produire veulent éviter les deux grands écueils de notre époque, les mauvais conseils de l'industrie et les emportemens souvent grotesques d'une vanité fabuleuse, notre littérature peut retrouver encore une vigueur inattendue aux sources d'ordre et de calme où la société elle-même sent maintenant le besoin de se retremper.

G. DE MOLÈNES.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 janvier 1843.

La chambre des députés prélude aux débats parlementaires par des actes qui ne sont pas sans quelque intérêt, et qui méritent toute l'attention des hommes politiques. Ces actes ne sont pas des résultats, mais des signes. Ils caractérisent exactement la situation et pourraient autoriser des pronostics qui ne seraient pas trop téméraires.

M. Jacqueminot ayant imaginé, dit-on, que ses nouvelles fonctions sont incompatibles avec celles de vice-président de la chambre, le concours était ouvert pour la place vacante. L'opposition a réuni ses suffrages sur M. Vivien : elle ne pouvait faire un meilleur choix. Ancien garde-des-sceaux, esprit aussi ferme qu'éclairé, l'opposition, en le désignant, faisait à la fois acte de justice et preuve d'habileté, car, tout en déployant son drapeau, elle présentait un candidat que les hommes indépendans et dégagés de tout lien de parti auraient pu accepter sans scrupule. Opposer à M. Vivien un conservateur ardent, une créature du ministère, c'eût été une imprudence. On aurait donné à croire qu'on prétendait emporter l'élection de haute lutte. Or, il est des cas où mieux vaut se contenter d'une victoire plus modeste. C'est ce qu'a pensé le cabinet, et il a eu raison de le penser. La force n'est plus de saison; il faut aujourd'hui de l'adresse. Il en a fait preuve en opposant à M. Vivien un candidat non moins digne et non moins honorable, M. Lepelletier d'Aulnay, qui n'est l'homme de personne, et qui, représentant très légitime des principes d'ordre et de conservation, ne représente cependant aucune de ces

coteries qui s'arrogent ambitieusement le titre exclusif de conservateurs. Ce choix a assuré, dans un second tour de scrutin, le succès du candidat du ministère. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que M. Vivien est resté avec les 114 ou 115 voix qu'il avait obtenues au premier tour. D'où vient donc la différence entre les deux scrutins? Il est, ce nous semble, évident que M. Vivien n'a eu que les voix de la gauche et du centre gauche, les voix des amis de M. Barrot et de M. Thiers. Ces voix lui sont restées fidèles. Mais trente à quarante conservateurs, ne voulant pas d'abord du candidat porté par le ministère, n'ont pas osé non plus voter pour un ancien ministre du 1er mars; au premier tour, ils ont été chercher dans leurs rangs les moins ministériels des conservateurs, M. de Wustemberg, qui tolère, dit-on, le cabinet, mais ne l'aime pas, et M. Jacques Lefebvre, qui connaît si bien l'art de se rendre populaire aux dépens des ministres. C'était là évidemment perdre des voix par une sorte d'enfantillage. La première condition pour les hommes politiques, c'est de savoir ce qu'ils veulent. Si on voulait procurer un échec au ministère, il fallait avoir le courage de voter pour M. Vivien. Sans cela, pourquoi se séparer du gros de son parti et se faire compter? Pourquoi un acte inutile?

Le ministère a de nouveau appliqué son système de ménagement et de transaction à la nomination des commissaires pour l'adresse. Il n'a porté que deux ou trois de ses amis les plus dévoués; il a accepté sans contestation des candidats dont le principal mérite pour lui était de lui servir à repousser les candidats de l'opposition. On le voit, le ministère évite sagement les hautes luttes et ménage les esprits rétifs, en retenant, s'il le faut, ses amis dans l'ombre, et en mettant en relief des alliés quelque peu suspects.

Cette conduite ne manque pas d'habileté; si elle n'annonce pas pour la campagne qui vient de s'ouvrir des opérations de grande stratégie, elle promet du moins les évolutions d'une tactique savante. Le cabinet ne remportera pas de ces victoires décisives et glorieuses qui ôtent pour long-temps toute puissance comme tout courage à l'ennemi; mais il espère qu'en définitive il gardera le champ de bataille. Il prévoit qu'il aura, lui aussi, des pertes à endurer, des blessures à cicatriser; il s'y résigne. Au fait, pourquoi ne s'y résignerait-il pas? Vivre comme on peut, faire ses affaires à petit bruit, cacher ses plaies et passer outre, c'est la sagesse de notre temps. Une conduite opposée paraîtrait de nos jours excessivement orgueilleuse ou tout-à-fait ridicule.

Le cabinet manque visiblement d'unité. S'il y a quelque vérité dans le compte-rendu de la discussion qui a eu lieu dans les bureaux de la chambre des députés, M. le ministre des finances a prononcé sur le droit de visite, sur la question principale du jour, des paroles fort malsonnantes, ce nous semble, pour M. le ministre des affaires étrangères. De même M. Duchâtel n'aurait pas gardé, sur la question de l'union franco-belge, la même réserve que M. Guizot.

Qu'importe? La commission de l'adresse, mêlée comme elle l'est, en viendra peut-être à proposer sur le droit de visite je ne sais quelle phrase vague, indirecte, digne de figurer parmi ces phrases entortillées que le défunt tiers-parti décochait de ses embuscades contre le ministère du 11 octobre. Aujourd'hui comme alors, on voudra surtout pouvoir dire : C'est à nous qu'on la doit. Les députés pourront un jour rappeler la phrase à leurs électeurs; c'est l'essentiel. Ajoutons cependant qu'on n'est pas sans inquiétude sur l'issue du débat dans la chambre. On craint que les députés, entraînés par la vivacité de la discussion, ne gardent pas la mesure que la commission aura apportée dans son travail.

Le cabinet, il est juste de le reconnaître, n'a pas été avare de projets de loi. Et cependant il n'a encore rien présenté sur les prisons, sur l'instruction publique, sur le conseil d'état, sur la colonisation de l'Algérie. Sur ce dernier point, le discours de la couronne a gardé un silence absolu et qui pourrait faire craindre la prolongation indéfinie de ce provisoire qui dévore inutilement nos soldats et les revenus de notre trésor. Les promenades militaires de M. Bugeaud et ses razzias, ses sévérités comme les actes de sa clémence, bref son épée, sa parole, même sa plume, ne suffisent pas pour fonder en Algérie un établissement solide, permanent, sur l'avenir duquel la France puisse compter. La vigilance et la régularité de l'administration seront sans doute de fort bonnes choses et fort nouvelles en Afrique, nous remercions la couronne de nous les avoir promises; mais elles ne suffiront pas non plus à donner une base inébranlable à la domination française sur le sol africain. Sans une forte colonisation européenne, sans une colonisation civile, active, nombreuse, régulière et pourvue des capitaux nécessaires, rien n'est fondé pour nous en Afrique. Les soldats en occupent, en parcourent, en défendent le sol; ils ne peuvent y créer une nation, une France africaine. Les soumissions des Arabes ne sont que des trêves. Ne pas le voir, ce serait un aveuglement volontaire. Qu'une guerre européenne éclate, et nous aurons tous les Arabes sur les bras. Forcés alors de ramener en France, non sans difficulté, la plus grande partie de notre armée, nous compromettrons le reste et nous nous exposerons à perdre les sommes énormes que l'Afrique nous aura coûtées et les établissemens militaires que nous y aurons construits à grands frais. Résultat inévitable, si le littoral de l'Algérie n'est pas occupé par une population chrétienne, française, solidement établie, fortement organisée, qui, aidée d'un petit corps de troupes, puisse se maintenir et défendre en même temps nos villes, nos ports, nos magasins, nos fortifications, nos arsenaux. En un mot, la France ne sera maîtresse assurée de l'Algérie que lorsque les côtes de la Provence et les côtes de l'Afrique ne seront plus étrangères les unes aux autres, et que la mer qui les sépare ne sera plus je voudrais presque dire qu'un grand fleuve traversant les départemens du même empire. Tous ceux qui sont comme nous frappés de l'évidence de ces vérités ont

dû s'affliger du silence que le discours de la couronne a gardé sur la colonisation africaine.

M. le ministre des finances a présenté le budget pour l'année 1844. Il ne faut pas y chercher de vastes conceptions, des idées nouvelles, mais le travail d'un esprit sage, prévoyant, d'un administrateur intelligent et loyal, qui ne s'est point trompé dans ses prévisions, et dont la prudence n'est pas sans quelque hardiesse. Si rien d'imprévu, de grave, ne vient déranger les combinaisons du ministre, la France, dans très peu d'années, aura soldé son arriéré, accompli d'immenses travaux productifs, établi l'équilibre dans son budget sans rien ajouter à ses impôts, et tout en élevant la dépense au niveau des nouveaux besoins du pays. La prospérité générale a résolu ce beau problème, et cette prospérité, par la force des choses, doit se développer dans des proportions de plus en plus larges. Nous le pouvons dire avec un juste orgueil : les finances françaises sont les premières finances de l'Europe.

Il ne faut pas en juger d'après le taux des fonds publics. Ce taux n'est pas ce qu'il devrait être, et il ne serait pas difficile d'énumérer les causes diverses qui en retardent le mouvement ascendant. Nous ne voulons aujourd'hui en signaler qu'une seule : c'est la situation d'un de nos principaux fonds publics, le 5 pour 100. Pourquoi n'est-il pas à 130 ou 135? Parce qu'il se trouve dans une fausse situation. Il s'élève au-dessus de 100 parce que les acheteurs espèrent qu'il ne sera pas remboursé. Il ne s'élève pas comme il pourrait et il devrait s'élever, entre autres raisons, parce que cette espérance est toujours contrebalancée en partie par la crainte du remboursement. Sans doute plus le taux du fonds s'élève, plus le remboursement devient difficile; l'équité protège tous les jours davantage les acquéreurs, et fait taire le droit. Toujours est-il que le droit existe et qu'il pourrait être appliqué. C'est là une situation dont le gouvernement devrait s'occuper sérieusement, car elle nous coûte cher. Le 5 pour 100, et par sa masse, et par la lenteur de sa marche, comprime le 3 pour 100, ainsi que tous les autres effets publics : d'où il suit, entre autres conséquences, que toutes les fois que l'état doit recourir au crédit, cette situation lui coûte plusieurs millions. Il place à 4 et à 3 et 1/2 les bons du trésor qu'il pourrait placer à 3 et 1/2 et à 3. Il emprunte en 3 pour 100 à 75, à 78, au lieu d'emprunter à 85. Puisque l'état ne veut ou ne peut rembourser le 5 pour 100, mieux vaudrait déclarer par une loi qu'il n'est pas rachetable. De toutes les positions, l'incertitude est la plus fâcheuse et pour le trésor public et pour les particuliers.

Le ministère doit informer les chambres de ce qu'il a fait pour l'exécution de la grande loi sur les chemins de fer. Ceux qui n'ont voté la loi que parce qu'une disposition intercalée autorisait le gouvernement à profiter du concours des compagnies particulières, non-seulement pour la pose des *rails* et l'exploitation, mais aussi pour la construction du chemin, ceux-là demanderont au gouvernement quel usage il a su faire de cette disposition, quels encoura-

gemens les compagnies, même les plus solides, ont trouvés à la direction générale des ponts-et-chaussées. Il y a là une grave question qui grossit tous les jours, et qu'il serait sage de ne pas perdre de vue. Sans doute, nous l'avons souvent dit, la centralisation est chère à la France, au point qu'elle en a toléré, quelquefois même aimé jusqu'aux abus; mais on se trompe si on croit que l'éducation publique n'étend pas ses progrès même sur ce point. Voyez plutôt les conseils-généraux. Avec quelle promptitude et quel succès s'est développée cette belle institution! On dit, on répète tous les jours à la France ce qui est vrai, à savoir que l'industrie particulière serait un puissant auxiliaire même pour les travaux publics, qu'elle travaille à meilleur marché et plus rapidement que l'état, que l'encourager même par quelques sacrifices, c'est une bonne spéculation, car le jour où l'association industrielle aurait appris à déployer sa puissance, cette force nouvelle serait un moyen de prospérité pour le pays et d'économie pour le trésor national. La France, malgré les jalousies, les préventions, les préjugés qui voilent encore ces vérités, finira par les comprendre; mais si elle les comprenait trop tard, s'il lui fallait un jour ajouter à l'histoire de ses canaux, qui ont à la fois épuisé la patience du commerce et la bourse des contribuables, une histoire non moins douloureuse pour les chemins de fer, ce jour où la lumière brillerait enfin à ses yeux serait un jour de réaction et de colère. Jusqu'ici le public français n'a guère fixé son attention, en fait de chemins de fer exécutés par des compagnies, que sur les folies de Versailles. Sous peu, il verra les chemins d'Orléans et de Rouen. Il pourra comparer, juger, en connaissance de cause, et pour la durée des travaux, et pour le montant de la dépense.

D'ailleurs est-ce là la question toute entière? Pourquoi faire, par l'impôt et par des emprunts officiels, ce qu'il serait possible de confier aux capitaux particuliers, à des capitaux qui nous viendraient peut-être de l'étranger et laisseraient ainsi à notre agriculture, à nos industries, à notre commerce le capital français? Regorgeons-nous tellement de capital disponible, que nous devions décourager, repousser ce qui viendrait s'y ajouter du dehors? La prospérité de la France est grande, son capital s'augmente rapidement, et nous sommes convaincus qu'il pourrait, à toute rigueur, suffire à nos entreprises actuelles. Est-il moins vrai qu'une addition de capital nous mettrait plus à l'aise et nous permettrait de donner plus d'essor à l'activité nationale? Et, pour ne pas sortir de la question des chemins de fer, n'est-il pas évident que, si le gouvernement pouvait en confier deux ou trois à des compagnies françaises ou étrangères, il pourrait alors concentrer ses efforts sur certaines lignes et accélérer l'achèvement des travaux qui resteraient à sa charge? Le système des chemins de fer ne sera vraiment utile, productif, que lorsqu'il se trouvera je dirais presque animé par l'activité générale du pays. Attirez des capitaux dans toutes les branches de l'industrie nationale, encouragez les capitaux à venir chez nous, à s'y fixer, à s'y employer, en procurant du travail

à notre population, des acheteurs à nos producteurs des matières premières, multipliez les communications, les rapports entre les divers foyers de la production, de la consommation et de l'échange, et alors, mais alors seulement, ces grandes dépenses seront des sources abondantes de revenu pour le pays. Nous ne voulons pas des ponts, des routes, des canaux, des chemins de fer, uniquement pour les admirer comme on admire l'arc de l'Étoile, ou la façade du Louvre. Ce serait accorder à messieurs les ingénieurs une *salle d'exposition* beaucoup trop vaste et beaucoup trop coûteuse. C'est bien assez de celles qu'on accorde à nos légions de peintres et d'*industriels*. Les travaux publics de communication et de commerce sont avant tout du domaine de l'*utile*. Et, en définitive, leur utilité se proportionne aux capitaux dont le pays dispose. Que serait un chemin de fer en Valachie si par un miracle on pouvait l'y établir du matin au soir? Une pure curiosité. Les chemins de fer seront productifs chez nous, mais leur utilité s'accroîtra comme le capital travaillant en France. Ce serait donc une erreur, une erreur grave, nuisible au pays et contraire, en particulier, au succès de l'entreprise même des chemins de fer, que de repousser les capitaux que les compagnies particulières ne manqueraient pas d'attirer en France, si elles parvenaient à se former à des conditions raisonnables.

Espartero a consommé ses coups d'état. Les cortès sont dissoutes et les impôts exigés sans loi qui en autorise la perception. Que les Espagnols doivent être fiers de leur révolution de septembre! Quel rare service leur ont rendu ceux qui l'ont fomentée ou conseillée! L'Espagne a obtenu en partage l'honneur de tomber sous le bon plaisir du général Espartero. Il y a vraiment là de quoi perdre la tête de satisfaction et d'orgueil! Le noble duc a voulu que l'Espagne sache bien à quoi s'en tenir; il n'aime pas le doute, l'ambiguité. Ses coups d'état sont clairs, nets, décisifs : la première ville d'Espagne bombardée, la peine de mort prodiguée par ordonnance des agens subalternes du duc (les Espagnols insurgés ne méritaient pas même l'honneur d'un décret du régent); une contribution de 12 millions imposée sans loi, non-seulement aux coupables, mais à la ville tout entière, aux coupables, aux innocens, aux auteurs du mouvement comme à ceux qui en ont été les victimes (le gouvernement d'Espartero n'aime pas les distinctions); les cortès dissoutes par un décret sans contre-seing des ministres, les impôts perçus sans autorisation de la loi. Avions-nous tort de dire, au bruit du bombardement de Barcelone, qu'Espartero avait franchi le pas fatal, et que désormais rien ne pouvait plus l'arrêter dans la carrière de l'illégalité? La prédiction était facile, comme il serait facile d'en ajouter d'autres à celle-là. Mais ne cherchons pas à devancer les évènemens; simples spectateurs, complètement désintéressés dans ces luttes déplorables, nous pouvons attendre sans impatience les récits de l'histoire; c'est un spectacle si dégoûtant, qu'on n'a aucune envie de l'anticiper par la prévision. Répétons seulement que si

les Espagnols trouvent bon d'être traités de la sorte, ils n'ont rien de mieux à faire que d'envoyer une députation à Bourges supplier le *rey netto* de vouloir bien les gouverner et les livrer à l'inquisition.

Pour ce qui concerne les rapports de la France avec l'Espagne, notre gouvernement s'est dignement conduit à l'endroit de nos agens à Barcelone; nous nous sommes empressés de le reconnaître. Reste à savoir quelles sont au juste les réparations qu'il a obtenues du gouvernement de Madrid. M. Guizot s'en expliquera sans doute sous peu de jours à la tribune. Attendons.

Les généraux anglais ont laissé d'horribles souvenirs dans l'Afghanistan. Nous aimerions à croire que ces atrocités n'ont été que la vengeance d'un soldat irrité, un emportement individuel, et non une mesure froidement calculée et commandée par le gouvernement. Hélas! cela est difficile à penser. Les faits sont trop graves, et il paraît qu'ils se sont répétés dans plus d'un endroit. C'était évidemment un plan médité et concerté d'avance, un acte de politique. A la vérité, il ne nous est pas donné d'en comprendre l'utilité. On a voulu, dit-on, effrayer les habitans de Lahore, de ce royaume que l'Angleterre se proposerait d'occuper. L'explication est ingénieuse. Est-elle fondée? Nous l'ignorons. Toujours est-il que le gouvernement anglais a cru que ces actes lui seraient utiles, et il n'a pas hésité à les réaliser. L'Angleterre est un des pays où la double personnalité, celle de l'individu et celle de l'état, se montre de la manière la plus frappante. C'est encore un trait de ressemblance de l'Angleterre avec Rome ancienne. L'état est un dieu inexorable auquel tout doit être sacrifié.

Certes il n'y a que justice à reconnaître que les Anglais sont en général des hommes religieux, humains, charitables; il n'y a pas de peuple qui, dans sa vie privée, offre moins d'exemples de violence, de cruauté, de barbarie. Mais l'intérêt de l'état paraît-il l'exiger? les mêmes hommes oublient complètement leur individualité et exécutent tranquillement les actes les plus contraires à leurs sentimens naturels. L'un bombarde Copenhague, l'autre laisse, au mépris d'une capitulation, pendre l'amiral Caracciolo; en Grèce, on livre Parga; aux Antilles, en 1832, pour réprimer une insurrection de noirs, après en avoir tué deux cents dans l'action, on en fait exécuter cinq cents par la main du bourreau. Ce ne sont pas là des actes d'emportement, de colère, de révolution : non. C'est comme le sénat de Rome, c'est comme le conseil des dix. Ce n'est pas la passion, c'est la logique qui commande. Peut-on se dire : *Suprema lex esto?* Tout est dit. Il n'y a plus d'objection ni de scrupule possible. Ajoutons que cette inexorable politique ne se retrouve qu'au sein des aristocraties. Serait-ce à ce régime sévère, impitoyable, que les aristocraties doivent la longue durée de leur vie politique? C'est là probablement l'opinion de ceux qui approuvent ce régime ou qui le pratiquent.

La Suisse vient d'entrer dans une phase nouvelle. En suivant la rotation prescrite par le pacte fédéral entre les trois cantons directeurs, Zurich, Berne

et Lucerne, la direction des affaires fédérales se trouve pour deux années, à partir du 1er janvier, confiée au conseil d'état du canton de Lucerne : c'est à Lucerne que se réunira la diète; c'est le chef du gouvernement de Lucerne qui en sera le président. Or, le canton de Lucerne qui, ainsi que Berne et Zurich, était au nombre des cantons radicaux, ou, comme on disait, régénérés, a subi récemment une contre-révolution complète; le clergé y a repris tout son ascendant (on sait que Lucerne est un canton catholique); le nonce du pape, qui avait quitté le canton pour s'établir à Schwitz, est rentré dans Lucerne; enfin les Lucernois sont venus à résipiscence au point qu'ils n'ont eu, dit-on, l'esprit en repos sur leur nouvelle constitution qu'après l'avoir soumise à l'examen du saint-siége et en avoir obtenu l'approbation. Ces faits seraient sans importance s'ils ne pouvaient avoir d'action, d'influence, que sur le canton même de Lucerne. Libre aux Lucernois de passer du radicalisme à la théocratie, de M. Casimir Pfiffer au nonce du pape : c'est leur affaire en tant que gouvernement cantonal; mais la situation devient délicate pour Lucerne gouvernement fédéral. Évidemment Berne et Zurich seront en méfiance, Berne avant tout par ses opinions et ses tendances politiques, Zurich par ses croyances religieuses. Les autres cantons se grouperont autour de Berne et de Zurich, et Lucerne n'aura sincèrement avec elle que quelques petits cantons, et dans une certaine mesure le Valais par la religion, par la politique Bâle-Ville et Neufchâtel. Le canton de Lucerne a plus que jamais besoin de modération et de prévoyance; il a plus que jamais à se tenir en garde contre des conseils imprudens ou perfides. La Suisse, avec ses profondes divisions, est toujours au bord d'un abîme. Ce serait une tache ineffaçable dans l'histoire que celle du canton qui l'y précipiterait même involontairement.

La Servie est loin d'être tranquille. Des complots et des troubles en menacent sans cesse le repos, et probablement ces agitations et ces tentatives se rattachent à des intrigues dont il n'est pas facile de saisir le fil.

La Valachie est fortement préoccupée de l'élection de son nouvel hospodar. Les Valaques ne méconnaissent point la puissance de la presse, et leurs brochures se multiplient. Nous ne les suivrons pas dans ces débats trop locaux et trop personnels pour qu'ils aient quelque intérêt pour nous. Laissons à d'autres le soin d'examiner si réellement MM. Shtirbei et Bibesco, MM. Philippesco et Campignano et quelques autres méritent tout le bien et tout le mal que les divers partis publient sur leur compte. Au fond, il est facile d'apercevoir qu'il n'y a dans tous ces débats qu'une question sérieuse. Le nouvel hospodar sera-t-il ou non un partisan de la Russie? Tous les hommes qui paraissent attachés à la Russie sont maltraités par les patriotes. C'est le sentiment de la nationalité qui se fait jour comme il peut, et qui, dans l'état des choses, préfère la Porte, faible et caduque, à la Russie, despotique et puissante. Nous sommes loin de condamner les patriotes valaques. Seulement, nous craignons qu'égarés par des querelles secondaires et au fond peu importantes,

ils ne perdent de vue le but essentiel. Le jour viendra où la Porte ne pourra plus conserver la souveraineté même nominale des provinces danubiennes. Quel sera alors le sort de ces provinces? Seront-elles à la Russie ou à l'Autriche? Seront-elles partagées entre ces deux puissances? Formeront-elles, comme les patriotes valaques le désirent, une souveraineté particulière? L'état économique et moral des populations entrera pour beaucoup dans la solution de la question. La vie politique ne s'infuse pas et ne s'improvise point. Si ces populations sont pauvres et ignorantes, on trouvera qu'elles ont besoin d'un tuteur, et les tuteurs ne manqueront point, armés l'un du knout, l'autre du bâton. Les préparer à l'indépendance par l'instruction et par l'industrie, voilà le but qu'il faut se proposer. La vie d'une génération n'est pas toujours suffisante pour l'atteindre. Les Valaques qui sont venus puiser aux sources de notre civilisation, ont, en rentrant dans leurs foyers, une longue et noble mission à accomplir.

M. Labitte, chargé de suppléer M. Tissot dans le cours de poésie latine au Collége de France, a fait sa leçon d'ouverture au commencement du mois. Le jeune professeur est resté fidèle aux antiques usages, aux antiques convenances universitaires; il a lu un discours écrit, comme cela se pratique d'ordinaire aux premières leçons, et ceux qui l'ont entendu ont retrouvé dans sa pensée les qualités habituelles de son talent, la finesse, la sûreté toute française du sens critique, et une érudition spirituelle et discursive. M. Labitte est sorti avec bonheur des banalités inévitables de l'exorde : « Je me dispenserai, a-t-il dit à ses auditeurs, de tout ambitieux programme, car, à mon sens, le moindre inconvénient des programmes est de n'engager à rien et de substituer d'ordinaire des projets à des résultats; je m'efforcerai de suivre une autre route. La meilleure et la plus simple manière d'entrer en relation avec vous, c'est de vous indiquer tout d'abord mon point de départ et mon but, les deux seules choses que je sache bien précisément, et de vous montrer dans un tableau rapide l'intervalle qui les sépare. Quelques-uns des souvenirs imposans que soulève de lui-même le nom romain, quelques applications naturelles à des temps plus proches viendront d'eux-mêmes se mêler à cette courte esquisse. » M. Labitte a ensuite exposé rapidement quelques idées fort justes sur les progrès et sur le rôle de l'histoire littéraire : « Autrefois elle pouvait se contenter de suivre les littératures, maintenant elle doit les précéder; elle doit être, non plus un commentaire, mais un enseignement. Guider les vivans par l'itinéraire des morts, faire profiter l'avenir des leçons du passé, donner l'impulsion par l'examen des œuvres vraiment durables,

par le spectacle des grands siècles, pousser enfin l'esprit dans ses voies, dans les voies de la morale et du talent, en montrant l'éternelle alliance de la beauté et de la vérité, voilà quelle doit être sa mission nouvelle. » Et comme le dit avec raison le jeune professeur : « En quoi la modestie se trouverait-elle compromise par ce but, un peu grandiose peut-être? C'est moins encore par le résultat obtenu que par l'effort tenté, qu'il est équitable de juger les hommes; l'effort est dans les limites de la volonté, le reste est un don... Ne redoutons pas les grands buts, on ne perd jamais rien à s'exagérer la portée de ses devoirs, car la dignité humaine en est relevée, car l'esprit gagne à vivre dans ces sphères plus sereines. » Envisagée de ce point de vue, l'histoire des lettres romaines, faite du sein de la France du XIXe siècle, ne peut manquer d'exciter un intérêt réel, et de porter en elle un enseignement profitable. « Rome et la France, quel point de départ et quel but! N'est-ce pas la plus magnifique et la plus étonnante hérédité du gouvernement intellectuel? N'est-ce pas le triomphe, ici des armes, là des idées; des deux côtés la conquête du monde? La civilisation et les lettres ont-elles jamais eu des apôtres plus actifs, plus vigilans? Ce flambeau de la vie, *lampada vitaï*, selon le mot de Lucrèce, ce flambeau dont les nations inquiètes attendent la lumière, n'est-ce pas des mains de Rome mourante que l'a recueilli le génie de la France? Soyons justes envers ces devanciers illustres que nous continuons sans leur ressembler. »

Ces quelques lignes que nous transcrivons ici, recueillies, peut-être altérées, au courant de la parole du professeur, font deviner cependant sa méthode et son procédé. Comparer le passé et le présent, dégager, dans la poésie même, le côté réel et pratique, chercher l'homme sous l'écrivain, qu'il s'appelle Eschyle ou Shakspeare, Virgile ou Dante, montrer, à travers les variations de la surface humaine, l'immobilité des sentimens éternels qui font dans tous les âges les grands artistes et les grands poètes, et, dans ces appréciations diverses, éviter tout à la fois un fétichisme étroit pour la poésie des temps païens, un enthousiasme exclusif et obstiné pour la poésie des âges nouveaux, tel est le but que se propose M. Labitte; les sympathies du public ne lui manqueront pas, non plus que la science et le talent. Il y aura profit à le suivre dans ses conversations studieuses avec les hommes des temps antiques; car, ainsi qu'il le dit lui-même : « Je ne séparerai point la poésie de Rome de son histoire, je chercherai à montrer ce qu'elle a reçu du génie grec, ce qu'elle a puisé en elle-même, ce qu'elle a donné aux sociétés postérieures, les traces profondes qu'elle a laissées empreintes dans leurs littératures; en un mot j'aurai à suivre ces voies romaines qui conduisaient aux extrémités de l'empire, mais qui toutes ramenaient à la ville éternelle. J'essaierai surtout de mettre en relief ce sentiment si vrai des réalités de la vie, que la poésie latine exprime avec un accent profond et réservé en même temps qui va au cœur, *tremulo scalpantur ubi intima versu*, comme dit Perse.

A Rome le poète n'est plus, comme en Grèce, un prêtre et un législateur, il est tout simplement un artiste, *mens divinior,* qui redit sous une forme meilleure les voix que nous entendons en nous. De là vient que la poésie latine a incessamment dans la vie le privilége de la citation, et que beaucoup de ses vers sont devenus des maximes et comme des proverbes sanctionnés par les siècles. Nous trouverons donc dans l'étude des chefs-d'œuvre de la muse romaine de l'expérience et des consolations en même temps que d'admirables modèles.... Nos engouemens poétiques ont fait peu à peu le tour de nos frontières. Au temps d'Henri III, nous imitions la fausse manière italienne; au temps de Louis XIII, l'enflure espagnole; au XVIIIe siècle, la manie anglaise nous a poursuivis; voilà aujourd'hui que l'Allemagne a son tour avec ses rêveries et ses brouillards. Le bon sens français, qui finit toujours par se retrouver à travers ces éclipses passagères, a fait justice de ces exagérations. Pour l'engouement anglais, le patriotisme a suffi; mais pour l'Allemagne, que faut-il faire? Peut-être, ici encore, le commerce des anciens ne nous serait-il point inutile. Rappelez-vous ce que raconte Tacite de ces bandes germaines dont les vents apportaient de loin le bruit à Germanicus, *inconditi agminis murmur*. N'était-ce pas un peu comme la poésie actuelle des descendans d'Arminius? Mais quand les Romains revinrent plus tard, ces armées confuses s'étaient disciplinées, elles avaient des drapeaux et des chefs, *insueverant sequi signa, dicta imperatorum accipere*. Ne pourrions-nous pas faire ainsi : ce qui nous manque également, n'est-ce pas ce qui fait la force, la discipline? Je voudrais que le souvenir de Rome pût nous guider, comme il guidait les Germains. » La première leçon de M. Labitte est un sûr garant du succès qui l'attend, et le public studieux qui suit les cours du haut enseignement applaudira d'autant plus volontiers le professeur, qu'il trouvera par ses applaudissemens même l'occasion de protester contre ces *maîtres ès-arts* de la vieille université française, qui semblent, lorsqu'ils choisissent un suppléant, ne s'occcuper que du soin de se faire valoir par le contraste, ce qui aboutit parfois à de tristes défaites.

V. DE MARS.

ÉTAT

DE

LA PHILOSOPHIE

EN FRANCE.

LES RADICAUX, LE CLERGÉ, LES ÉCLECTIQUES.

La philosophie n'est qu'une chimère, c'est le cri des esprits positifs, et, tant qu'elle subsistera, c'est-à-dire tant qu'on agitera l'éternel problème de la destinée humaine, il y aura des esprits positifs pour prendre la philosophie en pitié et nier sans relâche et sans pudeur le droit au profit du fait. Que gagnent-ils à s'obstiner ainsi dans les préjugés de l'éducation et la religion des faits établis? Rien que d'être conduits par un fil invisible à leurs propres yeux et d'accepter en aveugles ce que d'autres ont conquis en philosophes. Chimères si l'on veut, ces chimères philosophiques mènent le monde. De ce nuage où la science s'enveloppe, elle fait incessamment sortir quelques-

unes de ces idées fécondes qui s'infiltrent dans la littérature, dans les mœurs, dans l'éducation, pénètrent peu à peu jusqu'aux derniers rangs de la société, finissent par devenir un patrimoine commun de tous les esprits, et donnent à la civilisation d'une époque le caractère auquel l'histoire la reconnaît. Quelle est aujourd'hui la véritable question sociale? Ce n'est ni l'organisation du travail, ni la réforme politique. Décidez entre la maîtrise et la concurrence, absorbez le monopole des industries privées dans un monopole national, donnez à des ouvriers qui ne savent pas lire le droit d'influer directement sur les affaires du pays, tout cela n'est rien. La première question partout et toujours, mais là surtout où la liberté est proclamée en fait et en droit, c'est l'éducation, et l'éducation, c'est la philosophie. Dans quelques semaines peut-être, on va discuter cette question, et qui sait si, grace à cette manie d'ajournement que nous prenons tous de si bonne foi pour de la prudence, on ne se bornera pas à voter solennellement quelques bourses ou quelques chaires de plus ou de moins? Et cependant il s'agira là de la véritable émancipation du peuple, de l'organisation des esprits, qui a bien son importance à côté des intérêts matériels; et si nous n'étions pas aveugles, radicaux ou conservateurs, avons-nous un autre champ de bataille? S'il est question d'établir cinq cents lieues de chemins de fer, vous trouverez aussitôt des statisticiens pour savoir combien de milliards on y peut jeter; mais on prendra parti sur l'éducation, on décidera s'il faut moins de formalités pour s'ériger en magistrats de la jeunesse que pour ouvrir une officine de pharmacie, si l'état, qui prend le soin d'interdire au père de famille d'user le corps de son enfant dans les travaux d'une manufacture, le laissera libre d'infecter son ame des plus pernicieuses doctrines, ou de le condamner à un ilotisme perpétuel en le laissant croupir dans l'ignorance; on choisira entre la tradition et la liberté, entre la religion et la philosophie, sans avoir même jeté un coup d'œil sur ce que sont devenues en France, au milieu de tous ces ateliers et de ces fabriques, les idées philosophiques et religieuses, tant s'est enracinée chez nous l'habitude de tout ramener à des chiffres, et de compter les idées pour des non-valeurs!

Le clergé, qui réclame à grands cris la liberté de l'enseignement parce qu'il connaît l'influence et les ressources dont il dispose, et que, dans de telles conditions, un monopole à son profit lui vaudrait moins que la concurrence, le clergé, ou du moins ceux qui se donnent la mission de parler pour lui, ont commencé, il y a plus d'un an, une sorte de croisade contre la philosophie de l'Université. A les entendre,

ils veulent arracher la jeunesse française à ces agens officiels de corruption, à ces empoisonneurs publics, qui enseignent l'athéisme au nom de l'état, et, dans l'impénétrable secret de leurs écoles et de leurs colléges, s'occupent incessamment à ruiner la base de toute religion et de toute morale. Cette philosophie qu'on attaque avec tant d'aigreur est pourtant la seule école de philosophie qu'il y ait aujourd'hui en France. Elle a été fondée, il y a vingt-cinq ans, dans des temps difficiles pour l'indépendance de la pensée, et elle est arrivée en 1830, avec les autres libertés du pays, à cet établissement officiel qui excite maintenant contre elle ces attaques inintelligentes. Quelle plaie profonde d'un siècle civilisé, si toutes ces philippiques ont autant de vérité que de véhémence! Ce n'est plus ici, comme au XVIIIe siècle, une coterie philosophique n'ayant pour elle que ses écrits et la vogue des salons; c'est un corps organisé, dépositaire de la plus précieuse part de l'autorité publique, ou plutôt c'est l'état lui-même qui distribue tous ces poisons, et contraint les familles à subir ce joug immoral. Ne semble-t-il pas qu'il n'y ait d'autre parti à prendre que de laisser toutes ces colères s'épuiser d'elles-mêmes et périr par leur propre exagération? Nous avons vu un vénérable personnage entraîné par la verve de sa rhétorique jusqu'à soutenir publiquement dans les journaux que la question de savoir si un fils peut assassiner son père était aux yeux de M. Jouffroy une question prématurée. Basile eût-il cent fois raison, il ne peut rien rester d'une telle calomnie. L'Université, d'ailleurs, n'est pas un corps d'inquisiteurs ou de francs-juges qui ne siégent que dans des souterrains et le masque sur la figure; elle ne fait pas jurer le secret sur ses doctrines aux élèves qu'elle rend tous les ans à leurs familles et à la société; elle a, dans toutes les grandes villes de France, des facultés dont les cours sont publics; ses membres publient des ouvrages que tout le monde peut consulter; on a mille moyens d'étudier ses doctrines ailleurs que dans les diatribes de ses ennemis. Les gens modérés, les gens de bonne foi, laisseront-ils la lice à des déclamateurs passionnés dans une question capitale? Et ces chimères qu'on invente tout exprès pour les combattre, ne faudrait-il pas en montrer le néant, ne fût-ce que par respect pour la morale publique? Peut-être au fond n'est-ce pas telle ou telle philosophie que l'on attaque; mais on veut, à travers l'éclectisme, atteindre la philosophie tout entière. Et en effet, qu'on y prenne garde : tandis que sous le nom du clergé on attaque les éclectiques comme ennemis de la religion, les philosophes humanitaires, qui ont trouvé pendant deux ans le chris-

tianisme si malade qu'ils croyaient les pauvres idées saint-simoniennes qu'ils avaient alors de force à le supplanter, attaquent les éclectiques comme n'étant pas ennemis de la religion. Est-ce une illusion? Non, certes, rien n'est plus vrai, ces deux accusations contradictoires se soutiennent de part et d'autre avec un égal sang-froid, il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en assurer. Il semble, après cela, que la philosophie éclectique n'ait plus qu'à sortir du champ de bataille et à se reposer sur un de ses ennemis du soin de la délivrer de l'autre. Mais puisqu'ils ont fait tout récemment une coalition, et qu'ils ne sont point avertis de leur erreur en se voyant ensemble, il faut bien montrer à tout le monde et à eux-mêmes le secret de la comédie, et qu'ils ne sont autre chose que les deux partis extrêmes d'une assemblée coalisée contre le pouvoir précisément parce qu'il les ménage l'un et l'autre et les empêche d'en venir aux mains.

Faisons comparaître devant nous toutes les armées philosophiques, et rangeons-les en bataille. Voici d'abord l'armée radicale, et l'on n'y compte que trois drapeaux : M. Leroux, M. Buchez, M. de Lamennais; tous trois séparés par des différences profondes, tous trois dans un isolement presque absolu, trois chefs d'école sans écoles. Le clergé (ou du moins ceux qui parlent pour lui et se servent de son nom) n'a qu'un seul intérêt en présence de la philosophie; mais outre sa cause générale, il a quelques philosophies qu'il patronne, jeunes écoles qui aspirent à naître, encore ensevelies dans l'obscurité des séminaires, et dont nous attendrons que le nom et les doctrines rompent la fatale barrière et arrivent au grand jour de la publicité. Le seul nom dont le clergé puisse se prévaloir est celui de M. Bautain, dont il désavouait hautement la philosophie à une époque assez rapprochée de nous, et quand il n'était pas aussi nécessaire de rassembler toutes les forces du parti. Vient enfin l'ennemi commun, l'éclectisme, et, de quelque façon qu'on le juge, on ne peut lui contester ni le nom d'école, que ses adversaires ne méritent pas, ni l'influence qu'il a su conquérir à force de persévérance, et dont le déchaînement qui le poursuit est une démonstration sans réplique.

Nous réunissons sous le nom de *philosophie radicale* les trois différens systèmes de M. de Lamennais, de M. Leroux et de M. Buchez, parce que leur seul commun caractère est de se vouer au service des opinions politiques les plus avancées. C'est un nom nouveau dans l'histoire de la philosophie; mais il est presque aussi nouveau de voir une doctrine philosophique se mettre à l'abri derrière un parti politique, et se donner des protecteurs à défaut de disciples.

Aucun d'eux cependant n'a pu faire accepter ses doctrines; on ne leur a pris que leurs noms. De l'ouvrage de M. de Lamennais, on lit le troisième volume, d'où la philosophie est absente; *l'Humanité* de M. Pierre Leroux a été pour ses meilleurs amis un sujet de désappointement, et c'est à peine si l'on se souvient encore du volumineux manuel où M. Buchez a voulu accoupler les doctrines républicaines avec la philosophie de M. de Bonald. Nos trois philosophes se sont reposés après ces grands ouvrages; mais on annonce en ce moment qu'ils vont sortir de leur retraite. M. de Lamennais et M. Buchez préparent l'un et l'autre la partie politique de leur encyclopédie, et M. Leroux, qui aime les rééditions et qui reproduit volontiers ses anciens écrits, va lancer de nouveau son lourd manifeste humanitaire. Il est plus que temps que le public voie autre chose que des articles et des pamphlets; on ne devient pas une école à si peu de frais, et quelque bruit que l'on fasse autour d'un nom, à force d'éloquence ou bien à force de scandale, il n'en résulte qu'une célébrité telle quelle, et non pas de l'influence.

Est-il nécessaire d'esquisser le plan de chacun de ces trois systèmes, et d'en montrer en détail l'insuffisance? Non, car ils n'ont pas obtenu assez de crédit, et ne tiennent pas assez de place au soleil pour appeler un examen approfondi. Les trois ouvrages dont il s'agit ont été jugés quand ils ont paru avec les autres livres leurs contemporains, et il n'y a pas lieu de ramener sur ces tentatives impuissantes l'attention publique, qui s'en est détournée. Cependant M. de Lamennais est un esprit d'élite, à qui rien de ce qui constitue essentiellement la philosophie n'est étranger, et qui, dans une situation moins équivoque, aurait pu se placer au premier rang de la science. Mais qui ne voit au premier coup d'œil, en lisant l'*Esquisse*, qu'elle a été conçue dans un point de vue catholique auquel il a fallu bon gré mal gré substituer ensuite la raison, et ce qui restait de la théorie du témoignage universel, après qu'on eut renoncé à l'intervention du pape? Les amis de l'auteur vantent à tout propos la magnifique unité de sa vie, et nous sommes prêt à y souscrire, s'il ne s'agit que de la constante sincérité de ses convictions; néanmoins, quand on démontrerait que les mêmes principes qui faisaient autrefois de M. de Lamennais un ultramontain et un absolutiste en font aujourd'hui un démocrate et un incrédule, il ne sera jamais facile de faire admettre l'unité d'un système de philosophie qui va de saint Anselme à J.-J. Rousseau, et qui s'appuie sur le dogme de la trinité pour arriver à la théorie du progrès indéfini. Singulier accouplement! M. Buchez écrit sur son

drapeau : Catholicisme et progrès. Qu'est-ce donc que le catholicisme, sinon une autorité immuable, un dogme immuable? Et quel progrès annoncez-vous sous ses auspices, puisqu'il ne peut se renouveler ni changer sans périr? Ces grands ennemis de l'éclectisme, qui unissent si témérairement des idées et des principes contradictoires, font assez voir qu'ils n'ont pas toujours l'intelligence complète des doctrines dont ils veulent composer leurs propres systèmes.

Examinez, par exemple, la philosophie de M. Pierre Leroux. A coup sûr, s'il existe quelque part un démocrate sincère et radical, c'est bien lui, et lorsqu'après avoir prêché à Lyon la doctrine saint-simonienne, puis rompu ouvertement avec la religion nouvelle, et tenté de fonder l'école humanitaire, il livra enfin au public, après dix années, son grand ouvrage, on pouvait craindre d'y trouver des traces de cette vie aventureuse qui l'avait d'abord poussé des bancs de la Sorbonne, où il applaudissait M. Cousin, dans la chaire des prophètes saint-simoniens; mais on devait s'attendre à n'y trouver rien de contraire au principe de l'égalité, que les plus *immoraux* des ennemis de M. Leroux, les éclectiques eux-mêmes, ne songent pas à contester. Et cependant qu'arriva-t-il? Que l'on suive un instant l'enchaînement de son système. Selon M. Pierre Leroux, tout l'homme est dans ces trois phénomènes, sensation, sentiment, connaissance; il n'est pas question de la liberté; ces trois phénomènes sont inséparables des phénomènes corporels, d'où il résulte que l'existence de l'ame séparée du corps est une abstraction, ou un pur rien. S'ensuit-il que tout périt avec nous, et que le système de M. Pierre Leroux ne diffère en rien de la vieille doctrine matérialiste? Loin de là : chacun de nous est immortel, non comme individu, mais comme espèce, et c'est une base suffisante pour la morale, puisqu'il ne s'agit que de transporter notre amour et nos espérances à cet être général et abstrait qui est la substance commune de tous les individus, et qui s'appelle l'humanité. Cette ame qui habite mon corps et le fait vivre ne doit le quitter un jour que pour en revêtir aussitôt un autre, et selon que j'aurai été digne de colère ou de faveur, je renaîtrai philosophe ou prolétaire. La justice de M. Leroux est satisfaite à ce prix, et pourvu que dans une autre vie j'aie mérité les biens et les maux de la vie présente, il n'importe que je le sache ou que je l'ignore : c'est peine ou récompense à mon insu. C'est le cas de dire avec Bossuet justifiant le péché originel : Ne voyons-nous pas les maladies se transmettre du père coupable aux enfans innocens par un juste jugement de Dieu, et la vengeance des lois,

après avoir frappé le criminel, le punir dans sa postérité, et condamner ses descendans à la dégradation et à l'ignominie? Cette théorie de la métempsycose n'est pas nouvelle, elle remonte jusqu'à Pythagore, et même jusqu'aux Indes et à l'Égypte, M. Pierre Leroux prend soin de le déclarer; et quand on est disposé comme lui à voir dans le fratricide de Caïn l'énergique symbole par lequel Moïse flétrit l'établissement de la propriété, quand on ne sait aucune différence entre Moïse, Rousseau et Babœuf, quand on appelle la pâque un repas égalitaire, il n'est pas bien difficile de montrer que la métempsycose remonte jusqu'à l'Égypte; seulement, pourquoi se borner à constater l'origine de cette théorie? Pour bien faire, il faudrait encore ajouter, ce qui est vrai, qu'elle y servait de base à la distinction infranchissable des castes. Comment parler en effet d'égalité? comment même rappeler l'ancienne formule des temps féodaux, le hasard de la naissance? Il n'y a point hasard, mais justice dans l'inégale distribution des biens de ce monde; celui qui naît au dernier rang expie les fautes de sa vie passée, et je ne suis pas plus tenu de partager avec lui mon bien-être que de tirer les malfaiteurs de leur prison, et de les établir avec moi dans une égalité parfaite des biens que la société nous procure. Les égalitaires qui travaillent avec M. Pierre Leroux à établir entre tous les hommes une communauté parfaite de toutes choses, ne seraient pas moins fous à ce prix que le bon chevalier de la Manche, qui délivra si généreusement les prisonniers de la Sainte-Hermandad, et qui déjà prenait pour des géans et des sorciers et pourfendait à grands coups de lance ces honnêtes agens de la tranquillité publique.

Qui l'eût pensé? Ces trois systèmes disparates s'accordent à admettre le dogme de la trinité, et M. Leroux lui-même, ce grand admirateur des encyclopédistes, est infidèle en ce point à leur vieille polémique, et de gaieté de cœur, sans y être obligé par aucun scrupule, il charge sa philosophie de ce lourd fardeau. Ce n'est pas un moyen de se rendre populaire en France que de proposer à croire et à comprendre ce que l'église catholique propose à croire seulement et regarde comme un mystère. Quelle est la raison de cet emprunt fait au christianisme par trois hommes dont l'un n'y a jamais cru, l'autre a cessé d'y croire, et l'autre n'y croit pas de la bonne façon? C'est l'héritage de l'ancien romantisme littéraire. Cette philosophie démocratique descend en ligne droite du romantisme, et se trouve comme lui mi-partie d'idées libérales exagérées et de je ne sais quel retour à un christianisme poétique. Jamais alliance ne fut si mal-

heureuse, jamais emprunt si mal choisi. Le bon sens public ne se révolte pas quand on lui dit que Dieu a parlé et qu'il a révélé des mystères; mais accepter le mystère et rejeter la révélation, ou plutôt transformer le mystère en philosophême et enseigner au nom de la raison ce que la raison ne peut ni démontrer ni comprendre, c'est retourner aux premiers âges de la pensée philosophique et rêver des hypothèses mystérieuses pour abuser les autres et se tromper soi-même sur les problèmes qui intéressent le plus l'humanité. Cette entreprise était au moins plus sérieuse dans l'école d'Alexandrie. Pour Plotin et ses successeurs, la troisième hypostase représentait le Dieu vivant qui gouverne le monde dans le temps et dans l'espace, tandis que l'unité absolue répondait au besoin de la dialectique, qui nous représente Dieu comme l'être inconditionnel, élevé au-dessus de l'étendue et de la durée, et dans lequel il n'y a ni changement ni mouvement. Ainsi ils avaient voulu, dans un seul Dieu, réunir les attributions contradictoires du Dieu de la philosophie vulgaire, conçu à l'image de l'homme, et de celui de l'école d'Élée, placé si haut au-dessus du monde, qu'il ne pouvait plus sortir de son unité absolue et demeurait sans aucun rapport avec la multiplicité et le mouvement. Ils affrontaient ce flot dont parle Platon dans la *République* et qui menace de l'engloutir, mais en corrigeant cette conception de la plus sévère dialectique par l'introduction dans la même nature d'hypostases inférieures. Le mal était de guérir une blessure par une autre, et, au lieu d'un Dieu mobile ou d'un moteur immuable, les deux écueils qu'avait rencontrés la métaphysique de leurs devanciers, de nous donner un Dieu à la fois mobile et immobile, une unité qui est triple, une triplicité qui est une. Suivez donc au moins l'école d'Alexandrie jusqu'au bout, si vous voulez l'imiter, et comme elle renonçait à la raison pour établir ses hypostases et se jetait dans l'enthousiasme, choisissez votre genre de folie; mais connaissez l'état où vous êtes, et n'attribuez pas à la raison ce qu'elle repousse de toute sa puissance.

M. Bautain est aussi un trinitaire, quoique pour lui la question soit bien différente : il est catholique, et croit par conséquent au mystère de la Trinité. Son but est de rendre les mystères intelligibles : entreprise, comme on voit, très étrangère aux intérêts de la foi. M. Bautain ne croit pas malgré l'absurdité et à cause de l'absurdité, suivant la vieille et énergique formule; il ne demande à la raison aucun sacrifice, et recevant de la tradition tout le dogme religieux, il sait le moyen de le transformer en système philosophique. « Ce qu'on veut

bien appeler ma philosophie, dit-il, n'est que la parole chrétienne scientifiquement expliquée. » La prétention est un peu haute et ne passera pas. En esquissant d'un trait rapide la philosophie de M. Bautain, c'est cette philosophie que nous voulons faire connaître, et non pas l'explication scientifique de la parole chrétienne. Pourquoi cette halte sur un système ignoré? C'est ce même M. Bautain qui publiait, il y a un an, dans sa *Morale*, ces grandes découvertes sur l'alphabet qui surpassent celles de Molière, et effacent à jamais la science de M. Jourdain. Extravagant si l'on veut, son système a eu des partisans dans un coin de la France; il a été censuré par un évêque; il reprend faveur aujourd'hui dans ce même clergé qui poursuit avec tant de force la philosophie éclectique. M. Bautain est directeur du collége ecclésiastique de Juilly, et pendant qu'il se fait suppléer à Strasbourg par M. Delcasso, il enseigne à Paris sa philosophie chrétienne dans les réunions du *Cercle catholique*. C'est enfin le seul philosophe que le clergé possède dans son sein; le clergé est descendu de M. de Bonald à M. Bautain, et il n'est pas sans intérêt de voir si cette doctrine tient mieux sur ses pieds et aboutit à une morale plus pure que la philosophie éclectique. Un seul mot d'ailleurs suffira.

M. Bautain accepte les conclusions du système de Kant sur la raison humaine; il nous fait ensuite sortir de cette subjectivité et de cet isolement où le kantisme nous condamne, en adoptant l'hypothèse d'une faculté mystique supérieure à la raison, et qu'il appelle l'intelligence; faculté toute passive, tout endormie, que la parole de Dieu doit réveiller et féconder. Ainsi nous ne sommes rien que par la parole, et il n'y a rien en nous qui juge la parole et l'accepte en la comprenant : le peu que nous sommes ne commence d'exister véritablement qu'après la parole reçue. Il y a là l'éternel paralogisme de ceux qui veulent démontrer la nécessité de la foi en établissant que rien ne peut être démontré; et ce qui est digne de remarque, c'est que le clergé, qui avait adopté M. de Maistre et M. de Bonald, s'émut de ce système où la raison était anéantie au profit du mysticisme, et le mysticisme au profit de la foi. M. Bautain fut condamné à renoncer à cette intelligence supérieure à la raison, et pourtant impuissante : il dut renoncer aux objections kantiennes contre l'autorité de la raison elle-même; et, réduit à admettre, malgré lui, une base raisonnable à ses croyances, il lui fallut reconnaître d'abord la raison, puis constater ses limites, et employer, suivant l'usage des doctrines religieuses qui comprennent la nature de l'homme, la force dé-

monstrative de la raison à poser les fondemens de la foi, et à établir cette autorité au-dessus de la raison elle-même.

Ainsi frappé dans le fondement de toute sa doctrine, M. Bautain ne se rebuta pas; à défaut de cette intelligence qu'il avait rêvée, il se servira de cette raison qu'il avait crue impuissante, et voici ce que d'abord cette raison lui fait connaître : « La vie part d'un foyer un, de l'ÊTRE, source de toute vie, qui la rayonne hors de lui. Elle est déterminée ou posée en formes, et la forme posée est ce que nous appelons existence. La vie est une en elle-même, une dans tout l'univers, et tout ce qui vit en forme déterminée ne vit que par la vertu de la vie une, etc. » Ce n'est pas la parole chrétienne assurément qui a révélé à M. Bautain ce rayonnement, et ces formes posées et déterminées en existences; M. Bautain n'ignore pas sans doute qu'il se sert des termes mêmes et des formules du panthéisme alexandrin, de ce fameux système des émanations ou des rayonnemens (car ces deux métaphores s'employaient l'une pour l'autre dans l'école) auquel on veut renvoyer l'éclectisme moderne comme à sa source native. Il faut sans doute faire deux parts de la philosophie de M. Bautain, renvoyer ce rayonnement et cette vie unique dans tout l'univers qui vit en forme déterminée, aux leçons qu'il a reçues de M. Cousin à l'École normale; et réserver le reste du système pour la parole chrétienne scientifiquement exprimée. Le premier rayonnement de l'être un, source de toute vie, c'est la nature, c'est-à-dire la plastique de chaque être, son *extrême dedans*, la force centrale qui attire si puissamment l'esprit de vie, et qui est la racine du développement de l'existence, la substance fixe, stable, indestructible. « Cette substance sort d'elle-même sous l'action et la direction de ce rayon excitateur; elle pose quelque chose d'elle au dehors, elle évolue, irradie. » Cette nouvelle irradiation est l'esprit de la nature. L'esprit devient le mâle et la nature la femelle, et de leur accouplement naît le monde. Un monde ainsi produit se compose nécessairement d'esprits et de plastiques, d'irradiations et d'accouplemens, et il en découle une physique et une psychologie dans lesquelles tout résulte du principe mâle et du principe femelle, et qui aboutissent à faire de l'homme un acide et de la femme un alcali. L'homme et la femme ne sont que deux moitiés, un acide et un alcali, qui ont besoin de s'unir pour former ce qu'il plaît à M. Bautain d'appeler une indivi-dualité (avec un trait-d'union), c'est-à-dire, ajoute-t-il, une dualité indivisible. Tout cela ne laisse pas que d'être plaisant. L'auteur donne naissance d'un coup de baguette à une foule d'es-

prits, les uns psychiques et les autres physiques, avec lesquels il explique tout, et qui laissent bien loin derrière eux les esprits animaux. Voilà bien des petits êtres! Mais ce qui diminue la difficulté et prévient l'encombrement, c'est qu'ils ont l'étrange propriété de n'être pas des substances. Voulez-vous comprendre maintenant la mystérieuse union de l'ame et du corps? Rien de plus simple en vérité : « L'esprit physique qui émane du corps entre en relation avec l'esprit psychique qui ressort de l'ame, et par leur combinaison ils forment une région moyenne qui tient des deux natures. » Ne vous laissez pas effrayer de ce mélange de deux natures contradictoires; c'est le fond même de la théorie de M. Bautain. M. Bautain n'a pas de ces vains scrupules qui poussent les spiritualistes à établir entre l'ame et le corps une séparation si profonde. On a dit que la spiritualité de l'ame était pour M. Jouffroy une question prématurée? Son condisciple à l'école normale a su prendre résolument son parti sur ce point; il introduit tout directement dans l'ame la lumière physique, et en fait un des élémens dont elle se nourrit. « Il en est de même des fonctions de l'intelligence. L'esprit est stimulé par la lumière physique, par la parole et par la lumière intelligible. Il les reçoit sous la dépendance de la volonté, se les assimile, s'en nourrit, et réagit par le regard, par la parole, communique ou transmet ce qu'il a reçu et modifié en lui. Il reçoit la vie du dehors, vit d'elle et par elle, et la rayonne à son tour pure ou corrompue. » En voilà trop, et pourtant comment résister à cette citation : « L'atmosphère est réellement une région intermédiaire où s'opère le commerce de la terre avec le monde supérieur dont elle reçoit la vie. C'est par cette région que les vertus d'en haut arrivent à la terre au moyen du rayon solaire, de la rosée et de la pluie, agens physiques très propres à servir d'organes à l'esprit céleste. » L'auteur, en parlant ainsi, abandonne évidemment l'explication scientifique du christianisme, car il admet une doctrine païenne depuis long-temps condamnée et réfutée par saint Augustin; mais il rentre dans l'orthodoxie en disant que « le corps humain est une croix désharmonisée, ce qui peut nous faire pressentir pourquoi tout a dû être restauré par le mystère de la croix. » Voilà qui est orthodoxe; je suis seulement fâché pour le premier père de l'humanité de ce que M. Bautain ajoute que l'homme n'est devenu une ellipse qu'à cause de sa déchéance. Adam n'est pas ménagé par nos philosophes modernes : M. Bautain en fait une sphère, et quant à M. Leroux, il hésite entre un mollusque et un polype.

L'Université a de quoi se consoler de déplaire aux feuilles religieuses, si ce sont là les doctrines qui leur agréent; et elle ne doit pas s'étonner de se trouver panthéiste, s'il est une fois admis que M. Bautain ne l'est pas. Cependant, qui le croirait? la théorie à la mode dans le clergé, que quiconque n'est pas catholique est panthéiste, a pour véritable père M. Bautain. J'en demande humblement pardon à M. l'abbé Maret; mais il a été devancé dans la carrière par M. l'abbé Goschler que M. Bautain inspirait directement. Dans une thèse intitulée *du Panthéisme*, dédiée à M. Bautain, M. Goschler débute ainsi : « Le but de cette dissertation est de démontrer par le fait, en consultant l'histoire de la philosophie et ses œuvres, que, hors la doctrine fondée sur le texte sacré, tous les systèmes métaphysiques ont erré sur la première des vérités philosophiques, l'*Être-Dieu*, et que tous, en tout temps, depuis l'origine de la philosophie humaine qu'on pourrait dater de la confusion des langues et des esprits dans la plaine de Sennaar jusqu'à nos jours, en tous lieux, dans la vallée des Brahmes, sur les hauteurs des Parses, dans les sanctuaires de l'Égypte et dans les temples de la Grèce; du Nil au Gange, de l'Indus au Rhin, tous ont abouti à une erreur commune et fatale : cette erreur est le panthéisme. »

Il faut l'avouer, il y a quelque courage à s'embarquer de gaieté de cœur dans la démonstration d'une proposition pareille. Non que la marche qu'on s'est tracée et cette longue suite de siècles puissent effrayer la patience la plus robuste, car il y a des éruditions de tous les degrés. Mais ce résultat auquel on aspire, y a-t-on bien songé? Et si jamais on démontre que la raison humaine, interrogée par les plus grands génies, depuis l'origine du monde, les a toujours conduits directement et fatalement au panthéisme, à qui pense-t-on porter secours par une telle découverte? Est-ce à la foi, qui devient ainsi directement contraire à la raison? Est-ce à la raison, qu'on avertit d'avance qu'elle ne peut échapper au panthéisme qu'en s'abdiquant elle-même et en se condamnant à la contradiction? Cette étrange théorie n'est heureusement qu'un rêve aussi absurde que téméraire. L'église catholique peut continuer à enseigner la séparation de Dieu et du monde sans choquer la raison humaine; quant aux philosophes, loin de regarder cette conséquence comme une condamnation de leurs principes s'ils la trouvent au bout de leurs systèmes, ils doivent se sentir de plus en plus confirmés dans la voie qu'ils ont suivie, et jouir avec une sécurité plus entière des fruits et des résultats de leur méthode.

Il faudrait suivre M. Goschler pas à pas dans toute son exposition, et écrire à côté de chaque assertion : *faux* ou *douteux*. M. Maret, qui s'est acquis une grande célébrité dans le clergé, pour avoir développé plus amplement la thèse de M. Goschler, n'a pas une connaissance plus approfondie des systèmes qu'il veut juger de si haut. M. Maret est un esprit distingué, et il porte dans la discussion une bienveillance et une impartialité qui honorent son caractère; mais comment ne pas lui dire que l'histoire de la philosophie est une science qui exige des années d'étude et des années, qu'il faut vivre familièrement avec les anciens, compulser les textes, lire les commentateurs, ne se donner ni repos ni trève; et qu'encore, au milieu de tous ces systèmes, dont quelquefois il ne nous reste que l'histoire ou des fragmens décousus épars çà et là, on court sans cesse le risque de juger le passé avec nos idées modernes, de remplir une lacune avec ses propres idées, de donner plus à l'imagination qu'à la science? M. Maret se jette résolument au milieu de tous ces problèmes, et pour achever sa démonstration, il n'a nul souci de ces innombrables textes, ni de cette armée de commentateurs : il prend un manuel publié au collége de Juilly pour aider les enfans à se préparer au baccalauréat. Voilà tout son fonds d'érudition; ces petites indications sommaires lui suffisent pour juger tous les systèmes de philosophie, et, comme il est trop loyal pour s'en cacher, il le cite à chaque page avec une tranquillité, une naïveté qui ferait dire de tout autre que lui, que c'est là un livre de parti et non un livre de science. Tout au plus se sert-il quelquefois de M. de Gérando, qu'il prend pour une autorité en histoire, et c'est sur cette grande autorité qu'il se fonde pour juger l'école même qui importait le plus à la thèse qu'il soutient, l'école d'Alexandrie. M. Maret ne sait pas qu'une seule des phrases qu'il emprunte à M. de Gérando, sur cette école, est une démonstration sans réplique que M. de Gérando n'a jamais rien compris à cette philosophie. Il est satisfait, il ne sent plus de scrupules quand il a écrit au bas de chaque page, avec une persistance méritoire : Ennéades, *passim*. Les livres de Plotin s'appellent, en effet, les *Ennéades*, et il y en a cinquante-quatre!

Depuis que cette démonstration a été faite, l'accusation de panthéisme est devenue un lieu commun contre l'école éclectique, et l'un des argumens dont on se sert pour demander à grands cris la liberté de l'enseignement. L'Université appartient à l'école éclectique, c'est la vérité; s'il lui reste un petit nombre de professeurs qui ne partagent pas les opinions de cette école, c'est une minorité qui

devient tous les jours plus faible. Il y a même dans l'Université plusieurs prêtres qui enseignent la philosophie éclectique et ne croient pas, en le faisant, contrevenir à d'autres devoirs. Soutenir que l'Université entière enseigne le panthéisme depuis vingt ans sous l'autorité et la sanction de l'état, c'est beaucoup avancer sans doute. Et comment le prouve-t-on? Laissons là la grosse artillerie de M. Goschler et de M. Maret; car ce sont des pièces de parade dont on se sert pour éblouir des recrues et qu'on n'oserait pas mettre en ligne. On établit, au moyen de deux ou trois phrases tirées des écrits de M. Cousin et séparées de ce qui les expliquerait, que M. Cousin est panthéiste, et l'on en conclut que l'Université tout entière est panthéiste. Passons sur le principe, que nous retrouverons tout à l'heure; la conclusion est mauvaise.

Qu'est-ce qu'une école de philosophie? Est-ce une réunion d'hommes vivant en commun sous une autorité suprême et demandant à leur chef la permission de penser? Depuis le père Enfantin, qui nous a donné ce triste spectacle, personne que je sache ne s'est jamais attribué un tel pouvoir. On est de la même école par une certaine communauté d'idées et de principes; mais comme l'essence de la philosophie est précisément la liberté de penser, qui donc a jamais imaginé que cette liberté n'existât que pour le chef d'une école, et que s'avouer le disciple d'un autre fût renoncer soi-même à la qualité de philosophe et se résigner à n'être plus qu'un écho? Quand il s'agit d'une école telle que celle-ci, qui dure depuis vingt ans, et qui compte un si grand nombre de professeurs et de disciples, un adversaire de bonne foi ne peut conclure sans examen qu'une erreur du maître est partagée par toute l'école. Et quant à l'Université, qui a et qui doit avoir une discipline, on ne soutient pas apparemment qu'une des prescriptions de cette discipline soit l'enseignement du panthéisme. Il peut se rencontrer çà et là quelques écarts dans l'enseignement universitaire : la solidarité d'un grand corps n'est jamais absolue, et ce serait un pauvre raisonnement que de déclarer l'église française hérétique, parce qu'on aurait surpris une hérésie dans quelques-uns des innombrables sermons qui se débitent chaque jour. Mais il faut le déclarer hautement, parce que c'est la vérité, parce qu'une calomnie répétée avec acharnement dans un intérêt de parti est une sorte de crime, parce que enfin il s'agit d'un enseignement qui n'est pas interrompu, et par conséquent d'une assertion que chacun peut vérifier par soi-même : l'Université n'enseigne pas le panthéisme, les professeurs éclectiques de l'Université

n'enseignent pas le panthéisme; ils n'enseignent ni le panthéisme ni aucune des odieuses doctrines qu'on leur prête. Si quelqu'un d'entre eux enseignait le panthéisme, il serait à l'instant mis en demeure de s'amender où de se retirer; et j'ajoute que sa destitution serait provoquée ou prononcée par celui-là même qu'on affecte de regarder comme le propagateur du panthéisme en France. Il n'y a pas dans l'Université un seul professeur de philosophie qui en doute, et l'opinion opposée est tellement étrange, tellement contraire à des faits publics et notoires, que la bonne foi de ceux qui la soutiennent doit paraître au moins suspecte.

Est-il donc vrai que M. Cousin soit panthéiste? Au moins a-t-il peu de zèle, lui chef d'école, pour sa doctrine; car il la poursuit, il la condamne, il la réfute. Eh bien! je le reconnais, personne ne s'est jamais avoué panthéiste, et Spinosa lui-même repoussait cette imputation; mais autre chose est de repousser le nom, autre chose de nier la doctrine sous sa formule; et cette négation, M. Cousin ne l'a pas épargnée. Qu'est-ce donc que le panthéisme, et en quoi consiste-t-il? Le panthéisme consiste à identifier Dieu et le monde. Ce n'est pas un athéisme déguisé, c'est un athéisme déclaré, comme le dit M. Cousin lui-même dans sa préface de Pascal. Et en effet, dire que Dieu n'existe pas, ou que c'est le monde qui est Dieu, n'est-ce pas, sous deux formes, exprimer la même pensée? Et qu'est-ce donc que l'idée de Dieu, s'il en reste quelque chose dans ce prétendu Dieu des panthéistes, dans cet être nécessaire dont nous-mêmes faisons partie, et qui n'est que collection et durée successive? Dieu est un être éternel, indivisible, parfait, substance séparée du monde, cause de toutes les substances particulières, cause intelligente et libre qui connaît ses créatures et les gouverne, et dans la plénitude de sa bonté les mène, à travers les épreuves de cette vie, vers le plus grand bien que leur nature comporte. Tel est sur la nature de Dieu et ses rapports avec le monde l'enseignement de M. Cousin. Voilà le panthéisme qu'il a professé vingt-cinq ans à l'École normale, quatorze ans devant deux mille auditeurs à la Faculté des lettres. Il a démontré l'existence de Dieu par la contingence du monde; étrange démonstration, si le monde est Dieu! Il a démontré la liberté de Dieu et la liberté de l'homme; étrange théorie pour un leibnitzien, si Dieu et l'homme ne sont qu'un même être! Ne l'a-t-il fait qu'une fois? c'est le fonds même de sa doctrine. Quelle est sa méthode? N'est-ce pas la méthode psychologique? Et quelle est sa psychologie? En quoi consiste-t-elle, ou du moins quelle en est la théorie capitale? N'est-ce

pas l'analyse de la raison? J'entends bien que M. Maret l'accuse de panthéisme pour avoir dit que le fonds de la raison humaine n'est autre chose que l'idée même de Dieu qui lui apparaît; mais c'est un point que nous laisserons M. Maret discuter contre saint Augustin. Il suffit d'ouvrir les livres de M. Cousin, si les souvenirs ne suffisent pas. L'adversaire qu'il avait à combattre, on ne peut l'avoir oublié, si bas que M. Cousin l'ait réduit, c'est le sensualisme. M. Cousin prenait une à une les idées de la raison; il les étudiait en elles-mêmes, et ensuite les opposait à l'idée sensible correspondante, pour démontrer, et il le faisait à outrance, la profonde, l'éternelle, l'ineffaçable différence qui les sépare. Mais quoi! cette doctrine qui trace une telle séparation entre les idées sensibles et les idées rationnelles, cette école qui se consume à montrer qu'il n'y a rien dans les sens ni dans leurs objets que d'éphémère et de passager, qu'il faut donc regarder plus haut, qu'il faut chercher ailleurs pour trouver ce qui persiste éternellement, le digne objet de la pensée et de l'amour, la cause de ce qui est, la cause, la raison du monde, c'est cette école que vous accusez de mettre le nécessaire dans le contingent, le fini dans l'infini, et de confondre le monde avec Dieu! tandis que le maître et les disciples qui couvrent la France vous crient tout d'une voix que le panthéisme est une impiété, que Dieu est la cause du monde séparée du monde, et qu'avec tout votre zèle vous n'avez pas encore assez combattu ce fléau que vous leur attribuez, et que pour le terrasser on enseigne dans leurs écoles des argumens plus puissans que les vôtres!

Mais l'argument triomphant contre M. Cousin, l'argument sans réplique, c'est, dans les quinze ou vingt volumes que M. Cousin a publiés, une phrase! Cette phrase contient une énumération des attributs de Dieu, et, prise isolément, elle renferme une assertion panthéiste. Nul doute après cela! On a extrait une phrase panthéiste des ouvrages de M. Cousin; donc il est panthéiste, donc l'école éclectique et l'Université tout entière sont panthéistes. Est-ce là un argument philosophique? N'est-ce pas plutôt un argument de parti? Ne vous suffit-il pas que M. Cousin désavoue le sens que vous prêtez à cette phrase? Quand il s'agirait d'un mort, on pourrait résister à votre interprétation en se servant du reste de sa doctrine. Mais il est là pour protester; ne parle-t-il pas assez haut? Dieu est temps, selon M. Cousin; or, le temps est limité; donc Dieu est limité, suivant M. Cousin. Quoique ce raisonnement soit d'un évêque, il pèche par sa base; car M. Cousin enseigne deux choses, l'une que la durée

est successive et limitée, l'autre que le temps est éternel, et il a employé, pour le prouver, une année de son enseignement et un volume de ses œuvres. Jugez, à la bonne heure, l'ensemble d'une doctrine; mais isoler une phrase de ce qui la précède et de ce qui la suit, c'est se condamner soi-même à l'erreur. Quel chemin on ferait faire aux plus grands esprits avec un tel procédé! M. l'évêque de Chartres ne veut pas que M. Cousin puisse dire que Dieu est dans l'espace; mais que dira-t-il de cette phrase de saint Anselme : Dieu n'est pas seulement dans tous les lieux, mais dans tous les êtres? Et de cette autre : Il est nécessaire que la nature de Dieu soit dans tout ce qui est, de manière qu'elle soit une, la même et tout entière en même temps en chaque chose (1)? N'est-ce pas là du panthéisme au même titre? Eh bien! que ce soit un nom de plus pour la liste de M. Maret et de M. Goschler!

Il se passe en ce moment un fait qui mérite au moins d'être remarqué. Dans la préface d'un volume qu'il vient de publier sur Pascal, M. Cousin revient sur cette accusation de panthéisme, et dans les termes les plus explicites il renie le panthéisme sous son nom et sous sa formule; même, pour ne laisser aucune prise à l'erreur ou à la mauvaise foi, reprenant quelques-unes de ses opinions, il en fait voir le véritable sens, et déclare que, si l'on persiste à les interpréter autrement, il les retire. Cette préface contient encore, non pas une profession de foi religieuse, personne n'a le droit d'en demander une à M. Cousin, c'est l'affaire de sa conscience et voilà tout, mais une protestation de son respect pour la religion chrétienne, une déclaration expresse qu'en cherchant librement la vérité par les lumières naturelles, il n'a jamais rien avancé qui soit contraire à l'existence du fait historique d'une révélation et aux conséquences religieuses qui en découlent. L'école éclectique a toujours pensé que la recherche de la nature de Dieu par la lumière naturelle de la raison était une science, et que l'exposition des prophéties et des témoignages qui établissent la divinité du christianisme en était une autre. Cette déclaration de M. Cousin devait naturellement lui attirer les reproches de ceux qui font consister la philosophie dans la négation du christianisme, et ces reproches ne lui ont pas manqué. Mais ce qui, au premier coup d'œil, ne semble pas aussi naturel, c'est qu'une telle déclaration ait pu ranimer les craintes du clergé. Cependant qu'avons-nous vu? A peine un extrait de la préface de M. Cousin eut-il

(1) *Monologium*, XXIII.

paru dans les *Débats*, qu'un évêque dirigea contre M. Cousin et l'Université en général ce qu'il appelle lui-même une attaque violente. Et quel est le fonds de cette attaque? Tout le sens de ce discours, si l'on veut y prendre garde, le voici : — M. Cousin déclare qu'il n'est pas panthéiste, il déclare qu'il respecte la religion, qu'il ne l'a jamais attaquée, que ni lui ni ses amis philosophiques ne l'attaqueront jamais, il prend une à une toutes les opinions que nous lui avons attribuées en les censurant, et sous cette forme il les répudie; mais M. Cousin n'en a pas moins écrit dans un de ses ouvrages une phrase qui a un sens différent des opinions qu'il professe aujourd'hui : par conséquent il ne lui sera permis ni de s'expliquer, ni de s'amender ni même de se contredire, et dans la crainte de trouver en lui un ami, nous nous en référons aux passages qui nous paraissent répréhensibles, et nous oublions volontairement tout le reste. — Or, quand on parle et quand on agit ainsi, on ne démontre qu'une seule chose, c'est qu'on serait bien fâché que la philosophie fût innocente, et qu'un certain parti a besoin qu'elle soit criminelle, parce qu'il a besoin de l'anéantir.

Cependant M. l'évêque de Chartres songe si peu à détruire la philosophie, qu'il daigne lui apporter le secours de ses lumières. A la suite du long article où il fait voir la faiblesse et le néant de la philosophie de M. Cousin, il en publie un autre qui contient le plan d'une philosophie chrétienne. M. de Chartres est par devoir, dit-il, versé dans ces matières. Il est plein d'assurance sur la vérité, la fécondité de ses principes; c'est le dernier mot de la science. Que les défenseurs de la nouvelle école l'attaquent, dit-il; qu'après l'avoir examiné et sondé de tous côtés, ils y cherchent un côté faible! C'est ainsi que M. l'évêque de Chartres en a fini avec la philosophie en un quart d'heure et en trois petites pages. O aveuglement de tant de grands hommes et de tant de pères de l'église, des Clément d'Alexandrie, des saint Augustin, des saint Thomas et des saint Anselme, qui ont consumé une si grande part de leur vie dans l'étude d'une science si claire et si facile, et qui n'offrirait pas de difficultés à un enfant! O misère de Pascal, qui a failli perdre l'esprit, et qui est mort à la peine pour avoir voulu sonder des profondeurs imaginaires! Descartes dispute sur le témoignage des sens, et l'évêque de Cloyne va jusqu'à le nier; M. de Chartres finit la question d'un seul mot : « Quand on dit en ma présence : *Le soleil se lève à l'orient et finit sa course à l'occident*, ma nature emporte malgré moi et comme sans moi mon consentement. Voilà sans doute un motif légitime de mon

acquiescement ferme et absolu. » Que parlez-vous après cela de vos Copernic et de vos Galilée! Le témoignage des sens est au-dessus de toutes les inductions de la science, et, comme le dit énergiquement M. l'évêque de Chartres, ne pas s'en contenter, c'est prendre en dégoût le soleil. L'école allemande s'efforce de trouver un passage pour aller du moi au non-moi. Kant y emploie toute sa vie, sans y parvenir, et le plus grand nombre de ses successeurs s'épuisent vainement sur ce problème. « Comment ne voient-ils pas que cette séparation du moi et du non-moi, dont ils font tant de bruit, est comblée par la nature? » En effet, ils n'ont pas vu cela, et puisque la séparation est comblée par la nature, c'est une question résolue. Où sont les difficultés? Tout est clair, tout est simple et facile; on avait jusqu'ici fermé les yeux tout exprès pour ne pas voir. Quels efforts ne font pas les philosophes éclectiques pour démontrer l'existence de Dieu! Ils entassent démonstration sur démonstration. Peine inutile! « Quiconque a un cœur, et sent qu'il ne s'est pas donné l'être à lui-même, peut-il balancer? » La philosophie n'a rien à voir avec ce petit catéchisme élémentaire. Les joies austères de la science doivent s'acheter au prix de bien des angoisses; et s'il n'est pas nécessaire de faire de la philosophie une tragédie comme Pascal, ce n'est pas non plus une idylle. J'admire et je comprends cette tranquillité de M. de Chartres; mais je ne puis dire que je l'envie.

A quoi se réduit en définitive ce programme annoncé avec tant de pompe et promulgué par un évêque? Otez la course du soleil et quelques naïvetés, il ne contient que l'autorité du témoignage des sens, de la raison, de l'histoire, l'existence de Dieu, l'immortalité de l'ame et la divinité de la religion catholique. Sur ce dernier point, les éclectiques ne se chargent pas de faire une démonstration qui convient mieux à un évêque, et que personne sans doute ne songe à leur demander. Mais que M. l'évêque de Chartres fasse une enquête, qu'il ne se fie pas aux rapports de quelques journaux hostiles, et il reconnaîtra avec surprise que toutes ces théories qui font, suivant lui, la base de la philosophie chrétienne, sont précisément ce qu'enseignent les professeurs de l'Université. M. l'évêque de Chartres regrettera peut-être alors d'avoir accusé tant d'hommes honorables de corrompre officiellement la jeunesse; il le regrettera d'autant plus, que ses vertus personnelles et l'éminente dignité dont il est revêtu semblent donner plus de poids à ses accusations. Comment M. l'évêque de Chartres a-t-il pu dire que l'Université prêche le suicide? Pour établir une telle accusation, il lui suffit d'une phrase de M. Da-

miron, qui ne contient rien de pareil. Lisez donc au moins la phrase suivante, qui vous apprendra de quoi il s'agit, et, puisque cette phrase est extraite d'un programme, lisez le cours de morale où ce programme est développé, et sachez surtout que, quand M. Damiron prêcherait le suicide, cela prouverait que M. Damiron prêche le suicide, et cela ne prouverait rien de plus.

Un évêque accuse M. Damiron d'enseigner le suicide. M. Pierre Leroux, dans un même intérêt, accuse M. Damiron d'avoir mutilé le dernier écrit de M. Jouffroy. On suppose que le traité sur l'*Organisation des Sciences* a été écrit par M. Jouffroy sur son lit de mort, quoiqu'il l'ait conservé en manuscrit depuis 1836; on suppose que M. Jouffroy avait écrit sur ce manuscrit *bon à imprimer*, quoiqu'il n'ait mis cette inscription que sur un petit mémoire sans importance; on suppose que M. Jouffroy avait donné à M. Damiron la mission de publier ses œuvres posthumes, quoique M. Damiron n'ait reçu cette mission que de la veuve. Avec toutes ces suppositions, on réussit à fournir un aliment à la haine des partis; M. Damiron, le constant modèle des plus pures vertus, est accusé de je ne sais quelle lâcheté; on soutient que M. Cousin a tout conduit, et cela parce que M. Jouffroy taxait d'inexpérience le premier enseignement de M. Cousin à l'École normale. A vingt ans, M. Cousin était un professeur sans expérience! Le clergé, qui n'a jamais été partisan de la censure, et qui ne sait ce que c'est que de tronquer un ouvrage, prend l'accusation des mains de M. Pierre Leroux, et il y met, c'est tout dire, autant de passion que M. Pierre Leroux lui-même. En effet, M. Jouffroy ne croyait pas à la religion; quel argument contre les éclectiques! Et les éclectiques ont failli ôter au clergé cet argument victorieux; quel grief! Pour moi, je l'avoue, je crois cet argument si faible, que je n'aurais pas craint, à la place de M. Damiron, de le fournir à des adversaires; je crois aussi qu'on avait le droit de publier un ouvrage que M. Jouffroy avait gardé six ans sans le détruire; mais ceux qui crient si haut que le supprimer ou l'ajourner aurait été un crime sont-ils dupes eux-mêmes de leurs sophismes?

Pendant que ces belles inventions servent de thème aux haines personnelles et aux déclamations des partis, M. Cousin publie, outre son beau travail sur Pascal, le premier volume de ses leçons sur la philosophie de Kant. La connaissance de la philosophie allemande est un des services que nous devons à M. Cousin. On parle de son système, de la doctrine éclectique. M. Cousin n'est pas là tout entier. S'il a eu de l'action sur les esprits comme propagateur d'une

philosophie nouvelle, il a aussi détruit d'anciennes et fatales influences, et restauré des études presque abolies. Où en était l'histoire de la philosophie, quand il commença à professer? On peut en juger par ce seul fait, que le livre de M. de Gérando rendit, lorsqu'il parut, un véritable service. M. Cousin s'attacha d'abord à Platon, et bientôt par ses ouvrages, par son enseignement, il accoutuma les esprits à reprendre le chemin des anciennes écoles. Dans une science comme la philosophie, où les problèmes présentent tant d'aspects divers, où les difficultés semblent naître des difficultés mêmes, il ne faut jamais séparer l'histoire de la spéculation. L'oubli et le dédain du passé sont une condition de stérilité pour l'avenir. En retrouvant tous ces systèmes combattus, soutenus tour à tour par les plus grands génies de tous les siècles, on retrouva le véritable champ des études philosophiques, et l'on remit à sa place cette famille de penseurs à courte vue, dernier reste de l'école de Locke, ou plutôt de Condillac, qui s'épuisait et se consumait, impuissante et ignorée, dans les froides analyses de l'idéologie. M. Cousin ne se borna pas à triompher du sensualisme en l'accablant de sa dialectique, il le supplanta partout, et détruisit le peu d'influence qui lui restait dans les écoles. Au lieu de dater de Locke et de Condillac, on data de Descartes et de Leibnitz, on remonta jusqu'à Platon. On apprit presque avec étonnement qu'il y avait en Écosse une école sage et mesurée qui déjà avait su faire bonne justice de la philosophie empirique; on s'occupa du grand et puissant développement qu'avait pris la philosophie allemande, et les noms de Kant, de Fichte, de Schelling, de Hegel, furent prononcés parmi nous pour la première fois. Fidèle à sa méthode historique, M. Cousin dans chaque école était à la fois un juge et un disciple; il suivait Kant dans les voies nouvelles qu'il ouvrait à la métaphysique, mais sans se livrer, sans abdiquer, opposant à ce redoutable scepticisme une psychologie moins chimérique dans son fondement, sans cesse attentif à rétablir le véritable caractère de nos facultés, à tirer d'une observation plus approfondie de notre intelligence la nature même de l'intelligence en soi, et à faire voir que cette lumière qui nous distingue des êtres inanimés sur lesquels nous régnons est un bien, un être positif, et non pas une suite de notre infirmité, une condition négative de notre nature humaine. L'antique symbole de la caverne troublait Kant, qui craignait toujours que nos idées ne fussent que des ombres, et qu'on ne fît que proclamer l'utilité des ténèbres en cédant à la nécessité de la raison. La psychologie de M. Cousin ré-

pondait à Locke en démontrant l'existence des idées éternelles et nécessaires, et à Kant en expliquant le véritable caractère de cette nécessité, et en rattachant la raison humaine à la nature même de l'absolu.

Le mouvement donné depuis plus de vingt ans par M. Cousin à la philosophie française continue dans l'école éclectique, et ni l'ardeur des études théoriques, ni le zèle de l'histoire ne s'y ralentissent. Les derniers *Mélanges* de M. Jouffroy, les *Essais* de M. de Rémusat, sont des travaux dogmatiques qui ont marqué ces derniers temps, et l'on y peut joindre les leçons sur Kant, où la critique a constamment ce caractère magistral qui fait d'une histoire un ouvrage théorique. M. Damiron publie une longue et complète réfutation de Spinosa, ce qui sans doute ne l'empêche pas d'être panthéiste (1). M. Frank rend à l'histoire un service inappréciable par ses savantes recherches sur la cabale (2), mais peut-être n'est-ce qu'un moyen adroit pour attaquer le christianisme, car on nous a appris dernièrement que les éclectiques ne parlaient du mysticisme que pour combattre les idées chrétiennes sous un faux nom et par un chemin détourné. Nous citerions aussi les excellentes monographies de M. Charles Schmidt, de Strasbourg, l'une sur Tauler (3), l'autre sur Eckart (4), composées d'après des manuscrits importans et qui éclairent d'un nouveau jour une partie considérable du mysticisme, si M. Schmidt, notre compatriote, écrivait pour nous et non pour l'Allemagne. La France est-elle si dédaigneuse de l'érudition, si étrangère à la philosophie, que M. Schmidt ait besoin de s'adresser à nos voisins et nous oblige d'aller ensuite leur emprunter nos propres richesses? Cet exemple heureusement n'est pas contagieux à Strasbourg. M. Taillandier y publie en français son travail sur Scott Erigène, M. Lehr nous rend Pfeffel, M. Wilm développe et perfectionne encore un mémoire déjà présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, et qui fera complètement connaître à la France la philosophie allemande contemporaine. A Paris, une réunion de professeurs publie des éditions populaires des chefs-d'œuvres philosophiques du XVIIe et du XVIIIe siècle : Descartes, Leibnitz, les maîtres avoués et reconnus de l'école éclec-

(1) *Compte-rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, publié sous la direction de M. Mignet, par MM. Vergé et Loysau.

(2) *Mémoires des savans étrangers.*

(3) *Johannes Tauler von Strasburg*, von Carl Schmidt; Hamburg, 1841.

(4) *Meister Eckart*, von Carl Schmidt, dans les *Theologische studien und critiken*; Hamburg.

tique; Bossuet, Fénelon, cartésiens véritables; Locke, qui mérite aussi de devenir populaire par l'influence qu'ont eue ses idées sur la révolution philosophique du XVIIIe siècle. La philosophie aura de cette façon sa propagande à bon marché, et elle fera voir qu'elle aime à suivre les bons exemples. La traduction de Spinosa, que M. Saisset publie dans cette collection, n'est pas destinée à réhabiliter ses pernicieuses doctrines; elle ne paraîtra qu'accompagnée d'une réfutation solide, et l'on espère que quand Spinosa sera entre les mains de tout le monde, on cessera de le citer à tout propos comme une autorité en faveur du panthéisme; sa doctrine ne gagnera pas à être connue. La traduction des philosophes allemands se continue et ne tardera pas à être achevée. A la longue liste des ouvrages de Kant, traduits par M. Tissot, M. Trullart vient d'ajouter *la Religion dans ses rapports avec la raison* (1). Kant y professe ouvertement la religion naturelle, et, ce qui en est la suite, l'indifférence des religions; il distingue ce qui peut servir à la sanctification en rappelant l'homme par quelque symbole à la pensée de Dieu et à l'amour de la vertu, et les pratiques qui passent pour un moyen direct et formel d'obtenir des graces ou d'effacer une souillure, pratiques qu'il n'hésite pas alors à traiter de superstitions et de fétichisme. Ce qui reste de plus important à traduire, pour que nous ayons à peu près toutes les œuvres de Kant, se compose des *Principes métaphysiques de la physique*, de *la Critique du jugement*, qui contient la théorie du beau, et de ses deux grands ouvrages de morale, le *Fondement de la métaphysique des mœurs* et la *Critique de la raison pratique*. M. Tissot, au lieu de traduire ces deux ouvrages en entier, s'est borné à faire passer dans notre langue quelques analyses médiocres qui couraient en Allemagne. Heureusement, le second volume des leçons de M. Cousin doit contenir des extraits abondans de *la Raison pratique*, et M. Barni nous en promet la traduction pour une époque rapprochée. Schelling, Hegel, Fichte, sont restés en arrière; les traducteurs ont commencé par Kant, et ils ont eu raison. Il y a long-temps que M. Barchou de Penhoen nous a donné la *Destination de l'Homme*, de Fichte, et voici enfin M. Grimblot, à qui nous devons déjà une excellente traduction du *Système de l'idéalisme transcendental*, de M. de Schelling, qui promet de nous donner les œuvres choisies de Fichte. Cette entreprise, qui mérite tant d'être encou-

(1) Chez Ladrange. — M. Lortet a publié à Lyon la traduction d'une analyse de cet ouvrage, attribuée en Allemagne à Kant lui-même.

ragée, est déjà en bonne voie d'exécution, et le premier volume, qui contient les *Principes fondamentaux de la science de la connaissance*, vient de paraître.

M. Peisse, qui nous a donné, il y a deux ans, les *Fragmens d'Hamilton*, et nous a mis ainsi au courant des progrès et de la transformation de l'école de Reid et Dugald Stewart, publie maintenant les *Lettres sur la Philosophie* de M. Galuppi (1). M. Galuppi est un des écrivains les plus distingués de l'Italie, et il mérite d'autant plus les honneurs d'une traduction française, que ses ouvrages présentent la sûreté de méthode et la clarté d'exposition qui distinguent si éminemment nos écrivains nationaux. L'Académie des sciences morales vient de publier, dans le *Recueil des Savans étrangers*, un mémoire sur le système de Fichte (2), où M. Galuppi analyse et réfute l'idéalisme transcendental, et marque ses rapports avec les principales doctrines de la philosophie grecque. Un professeur de l'Université, M. Amédée Jacques, publie dans la même collection un mémoire sur le *sens commun*. Un autre, M. Bouchitté, a traduit le *Monologium* et le *Proslogium* de saint Anselme (3), et ceux qui aiment les rapprochemens pourront y trouver toute la doctrine de M. de Lamennais sur la trinité. L'enseignement de la philosophie est en pleine activité dans toutes les facultés nouvelles, qui déjà rivalisent avec les anciennes et propagent le rationalisme sur tous les points de la France. A Lyon, M. Bouillier a pris pour sujet de son cours la théorie de la raison impersonnelle. Il fait d'abord une énumération aussi complète que possible des idées de la raison; puis il montre comment elles peuvent être réduites à une seule, l'idée de l'infini, dont la présence en nous est la preuve de l'existence de l'être infini. Loin d'être séparé du monde et de nous, Dieu est si près du monde, que le monde tire de la toute-puissance de Dieu sa durée, comme il en a tiré son être, et si près de nous, que notre intelligence n'est plus, si l'idée de l'infini en est absente. Mais si Dieu est avec nous, il n'est pas nous, et le monde n'est que sa créature, nécessairement distincte de lui. A Toulouse, M. Courtade a pensé avec raison que devant un auditoire

(1) Librairie de Ladrange, quai des Augustins.

(2) *Mémoire sur le système de Fichte, ou Considérations philosophiques sur l'idéalisme transcendental et sur le rationalisme absolu*, par M. Galuppi. Voyez aussi les *Comptes-rendus de l'Acad. des sciences mor. et polit.*

(3) *Le Rationalisme chrétien à la fin du onzième siècle*, par M. Bouchitté; Paris, chez Amyot.

composé en majorité d'étudians en droit, sa tâche devait être d'exposer les principes fondamentaux de la morale. Quelle ressource, en effet, pour l'étude de la jurisprudence, qu'une analyse approfondie des divers mobiles qui gouvernent les actions des hommes, et une exposition ferme, démonstrative de cette loi naturelle, dont la loi positive ne doit être que l'application, et qu'on ne saurait nier ni subordonner aux lois humaines, sans renoncer à la véritable notion du droit, et sans absorber toute autorité dans l'usage arbitraire de la force. M. Riaux, professeur à la faculté de Rennes, fait l'histoire du XVIIIe siècle; matière riche et abondante qui lui fournit l'occasion de démontrer par l'exemple combien est juste et nécessaire la devise écrite par M. Cousin sur le drapeau de l'éclectisme, indépendance et modération. Ce sont là, certes, les meilleures réponses aux calomnies dont l'Université est l'objet : pendant que d'un côté on l'accuse de sacrifier les droits sacrés de la liberté et de l'autre de ne garder aucune mesure et de préconiser l'anarchie des intelligences; pendant qu'on transforme sa morale en je ne sais quelle école de dépravation, qui ne trouverait pas un auditoire en France, quoiqu'il s'y trouve des dupes pour ajouter foi à ces calomnies; pendant qu'on assure ouvertement que sa métaphysique est panthéiste, ses professeurs les plus distingués emploient tout leur zèle à soutenir des doctrines diamétralement contraires, et ils le font avec d'autant plus de sécurité, qu'ils n'ont pas à craindre le reproche d'avoir changé dans leurs opinions, et qu'ils savent bien, comme le savent au reste la plupart de leurs ennemis, que l'Université n'a jamais tenu un autre langage. A Dijon, M. Tissot, dans son discours d'ouverture de cette année, a démontré que la philosophie est au-dessus des disputes des philosophes, et qu'il est indigne d'un sage de rien conclure contre la science des contradictions où les savans peuvent tomber. Quelques cours n'ont pas une utilité aussi immédiate, quoiqu'il n'y en ait pas un seul qui ne traite un sujet important. M. Delcasso à Strasbourg, M. Ladevi-Roche à Bordeaux, s'occupent à réfuter le fouriérisme, qui n'est peut-être pas de toutes les utopies la plus immédiatement dangereuse. A Caen, M. Charma fait l'histoire de la philosophie grecque; à Besançon, M. Peyron fait l'histoire de la logique; le professeur de Montpellier, M. l'abbé Flottes, qui l'année dernière traitait *des signes*, fait cette année une théorie de l'habitude. Une aussi grave question de psychologie a sans doute de quoi intéresser la jeune population de l'école de médecine, mais répond-elle véritablement à ses plus pressans besoins? Il n'y a peut-être pas de chaire en France

qui impose une aussi grande responsabilité que la chaire de philosophie de Montpellier. Les professeurs ne sont pas les seuls qui aient charge d'ames; tout homme éclairé exerce nécessairement une influence heureuse ou fatale sur ceux qui dépendent de lui, et certains ministères surtout donnent à ceux qui en sont revêtus une véritable action sur la morale publique. L'école de médecine de Montpellier a toujours été une pépinière de médecins philosophes, et, grace à Dieu, le feu sacré, qu'entretient d'ailleurs une sorte d'esprit national, ne périra pas entre les mains des professeurs qui occupent aujourd'hui les chaires illustrées par les Sauvage et les Barthez (1).

Si la réaction spiritualiste, que nous devons surtout à l'influence de M. Cousin, est heureusement accomplie dans l'enseignement philosophique, il faut l'avouer, la plupart des écoles de droit et de médecine, attachées aux vieilles routines, se traînent obstinément dans l'ornière du sensualisme. Cabanis, Gall et Broussais règnent en souverains dans les chaires de physiologie, et l'on y enseigne encore sans pudeur, au milieu du XIXe siècle, que la pensée est une sécrétion du cerveau. Les jurisconsultes ne valent guère mieux; la loi positive est tout pour eux, et la loi naturelle un préjugé; ceux qui devraient enseigner le droit se réduisent à soutenir que le droit n'est rien, ou qu'il n'y a d'autre droit que la force. Ils oublient cette grande parole de Montesquieu : « Dire qu'il n'y a de juste ou d'injuste que ce qu'ordonnent ou défendent les lois positives, c'est dire qu'avant qu'on eût tracé des cercles, tous les rayons n'étaient pas égaux. » Les admirables travaux de MM. Rossi et Troplong détermineront-ils une révolution favorable? Déjà de jeunes esprits s'élancent avec ardeur sur leurs traces. Quelques symptômes de vie se

(1) Le cours de physiologie de M. Lordat est un véritable cours de philosophie. La pensée, la parole, la volonté, dans leur double rapport d'action et de réaction avec les agens physiques qu'elles emploient, tel est cette année l'objet de son enseignement. Après avoir recherché quelle est la part d'influence que la force vitale et l'agrégat matériel ont sur les opérations de la pensée dans les divers états de l'organisation, il a abordé la théorie du langage, analysé tous ces actes nombreux enchaînés l'un à l'autre qui s'exécutent nécessairement dans l'homme, depuis le projet de convertir une pensée en des sons jusqu'à la réalisation de la parole parfaite, et distingué les diverses sortes d'*alalia* ou de privations de la parole suivant les diverses sortes d'impuissance qui peuvent survenir dans chacun des anneaux qui composent cette chaîne. M. Lordat se propose d'étudier ensuite les effets de la volonté sur son agent matériel, cette même question qui a tant occupé M. Maine de Biran. Le cours de M. Lordat est suivi avec un empressement extrême, et sa personne comme son talent excitent le plus grand respect et la plus vive sympathie.

révèlent aussi parmi les physiologistes. Outre l'école vitaliste de Montpellier, qui se souvient de Barthez, à Paris M. Flourens vient de publier une réfutation de la phrénologie (1); M. Dubois (d'Amiens) (2), suivant les disciples de Cabanis et de Broussais, sur leur propre terrain, discute à la fois contre eux en philosophe et en physiologiste, également versé dans les deux sciences, et démontre, par l'enseignement et les livres de Broussais lui-même, la vanité de tout cet attirail organique. De pareils travaux sont à la fois un titre scientifique et une bonne action.

Au lieu d'attaquer les philosophes de l'Université, qui ont combattu le sensualisme à outrance, il vaudrait mieux les aider à étendre plus loin les bienfaits de la révolution qui leur est due; mais cette fois comme toujours les intérêts de parti nuiront à ceux de la vérité, et on détournera les yeux de la véritable plaie pour s'indigner contre des maux imaginaires. Quand le proconsul Gellius vint à Athènes, il assembla tous les philosophes qui s'y trouvaient en grand nombre, et, par un discours étudié, les exhorta à terminer leurs longs débats, leur offrant sa médiation et ses bons offices. La proposition ne venait pas d'un homme très versé dans les matières philosophiques; mais, s'il se présentait à présent un proconsul animé d'intentions aussi conciliantes, il aurait du moins un bon argument à faire valoir : c'est que les gens qui sonnent le tocsin parmi nous, et qui prétendent détruire, ceux-ci la liberté, ceux-là la religion, s'engagent de gaieté de cœur dans une guerre sans issue; c'est que les moyens qu'ils emploient de concert pour arriver à leurs fins contradictoires ne valent pas mieux que les causes au service desquelles ils se sont mis. Personne ne croira jamais que l'état enseigne directement une doctrine immorale, ni que M. Cousin l'impose par force à l'Université, et que M. Villemain pousse le dévouement pour son ancien collègue jusqu'à engager à ce point sa propre responsabilité, et l'honneur d'un corps auquel il doit son illustration.

Il faut mettre hors du débat cette scandaleuse accusation d'immoralité adressée à l'enseignement philosophique de l'Université. C'est

(1) Voyez aussi son *Mémoire sur l'ame des bêtes*, où il insiste sur la distinction des merveilles de l'instinct et des signes de sentiment et d'intelligence. Cependant, malgré ces services rendus à la cause du spiritualisme, telle est l'influence de l'éducation sur les meilleurs esprits, que, dans son *Mémoire sur le système nerveux*, M. Flourens semble absorber l'ame dans l'organisme.

(2) *Examen des doctrines de Cabanis, Gall et Broussais*, par M. Dubois (d'Amiens), membre de l'Académie de Médecine. Paris, 1842, chez Cousin.

une calomnie. Il suffit d'ouvrir les yeux et de regarder autour de soi pour s'en convaincre; c'est par des argumens pareils que l'on perd les meilleures causes. L'Université peut avoir d'importantes réformes à opérer dans son sein; mais que tous ses vœux et tous ses efforts tendent à inspirer l'amour du beau et du bien, cela est plus clair que la lumière du jour. A cette audacieuse calomnie, il n'y a donc rien à opposer que le démenti le plus formel et le plus énergique.

Quant à la double accusation de ne pas enseigner la religion et de ne pas attaquer la religion, il est vrai, si ce sont là des fautes, l'Université en est coupable.

Les professeurs de philosophie de l'Université enseignent à leurs élèves, outre les méthodes logiques et l'histoire de la philosophie, la liberté, la spiritualité, l'immortalité de l'ame, la morale fondée sur le principe du devoir, et la providence de Dieu; mais ils n'enseignent pas la divinité du christianisme. Ils démontrent que la raison humaine est une autorité légitime, inébranlable, que l'on ne peut contester sans se réduire au scepticisme absolu; mais ils ne démontrent pas que la raison puisse résoudre tous les problèmes et sonder tous les mystères, ni que Dieu ne puisse pas, s'il le veut, prendre la parole au milieu de nous, et nous accorder une autre révélation que cette révélation intérieure qu'on appelle la lumière naturelle. Ils ont tort, si la philosophie et la religion ne sont qu'une seule chose; mais ils ont raison, si la philosophie et la religion existent et doivent exister à part.

Nous disons à ceux qui veulent anéantir la philosophie au profit de la religion, que ce qu'ils demandent est impossible, qu'il y a dans la nature humaine un besoin de connaître que la religion n'assouvit pas; que la religion donne le fait et non pas l'explication du fait; qu'elle détruit l'inquiétude et laisse subsister la curiosité; que l'homme enfin croit ce qu'il peut et non ce qu'il veut, et qu'il lui faut par conséquent des démonstrations et des preuves, c'est-à-dire des convictions raisonnées et philosophiques. Nous disons à ceux qui veulent anéantir la religion au profit de la philosophie, que la philosophie ne leur sait aucun gré de cette humeur belliqueuse, qu'elle n'a nul besoin de régner toute seule, et que, loin de redouter l'influence de la religion, elle la désire et la réclame. Que mettrez-vous à la place de la religion, quand il n'y en aura plus? Monterez-vous une seconde fois sur la borne, pour prêcher au peuple vos doctrines humanitaires? Convertirez-vous en philosophes des ouvriers qui ne savent pas lire? Apprendrez-vous la métaphysique aux petits enfans? Ou bien

nous ménage-t-on une seconde représentation de cette honteuse comédie sifflée en 1830, et verrons-nous surgir de vos rangs une nouvelle génération de dieux et de prophètes?

Qu'est-ce que l'Université? Car, à force de raisonner en dehors des faits, les partis s'égarent dans leurs utopies, et perdent de vue la réalité. L'Université, c'est l'état enseignant. Nous n'avons pas une religion d'état en France : on peut le regretter, à la bonne heure; mais c'est un fait. Nous n'avons pas non plus la liberté d'enseignement : qu'on la réclame, on l'obtiendra peut-être; jusqu'ici on ne l'a pas obtenue. L'état enseigne seul, et il n'a pas de religion d'état; ses professeurs ne peuvent donc ni enseigner, ni attaquer aucune religion. Je défie qui que ce soit de répondre à ce raisonnement autre chose qu'un sophisme.

Il ne faut pas que les catholiques se plaignent que les philosophes de l'Université n'enseignent pas le catholicisme, ni que les protestans trouvent mauvais que les professeurs de l'Université n'enseignent pas le protestantisme. De pareilles réclamations sont insensées. Plus insensés encore, ceux qui voudraient voir recommencer dans les colléges l'œuvre de l'Encyclopédie, comme si l'état, qui écrit dans la charte liberté et protection pour tous les cultes, pouvait ensuite les faire attaquer par ses professeurs. L'Université fait ce qu'elle doit; elle a dans tous ses colléges des aumôniers qui enseignent leur religion, et des professeurs de philosophie qui n'enseignent que la philosophie.

Vous pouvez demander aux chambres deux choses, ou la suppression de l'Université, ou la création de colléges particuliers pour chaque religion. Voilà des demandes claires et intelligibles; tout le reste n'est, de chaque côté, que prétentions insoutenables.

Si l'état se dépouille du droit qu'il exerce aujourd'hui, nous verrons ce que l'enseignement gagnera de moralité à passer dans le domaine de l'industrie. S'il sépare les enfans par culte, et fonde des colléges catholiques, des colléges protestans, des colléges israélites, nous verrons si l'unité nationale en deviendra plus complète, et si on ne luttera pas, dans cinquante ans d'ici, à qui fera ou défera des édits de Nantes. Quant aux Saint-Barthélemy, il faudra sans doute les ajourner un peu plus loin; les progrès ne vont pas si vite.

Lorsqu'il sera une fois bien entendu que nous avons la liberté d'enseignement, voici ce que nous y gagnerons pour la philosophie, car ce sont là les seuls profits qui nous intéressent, et quand même on perfectionnerait l'éducation littéraire jusqu'à la rendre complète

en une seule année, c'est-à-dire suffisante pour l'épreuve du baccalauréat, nous avouons que cela nous touche peu : nous y gagnerons d'abord que la philosophie humanitaire, qui jusqu'ici ne s'enseigne que dans les journaux et les pamphlets, s'adressera à nos enfans. On leur apprendra que la pensée ne peut exister sans le corps, ce qui n'est pas le matérialisme; que, si notre ame survit à notre corps, elle perd tout souvenir de son identité, ce qui n'est pas la négation de l'immortalité de l'ame; que les pauvres et les idiots sont des coupables que la vengeance de Dieu poursuit, ce qui n'est pas la plus insolente consécration qui ait jamais été rêvée du principe de l'aristocratie. Ou bien encore, si la famille est religieuse et qu'elle n'ait point de sympathie pour les transformations de la doctrine saint-simonienne, elle mettra son enfant dans une école portant enseigne de catholicisme, et là on lui apprendra que le monde est né de l'accouplement de la plastique avec l'esprit de la nature, que l'homme est un acide et la femme un alcali, que l'A est la voyelle la plus profonde et l'expression du mouvement central de l'être, et que notre cerveau se nourrit de la lumière physique. Et nous, nous serons réduits à souhaiter alors, dans l'intérêt de la philosophie, qu'on supprime son nom du programme des études, et qu'on en revienne à la méthode de cet écrivain célèbre qui disait à un philosophe : « Eh! n'avons-nous pas le catéchisme? »

Eh bien! cela est vrai, nous avons le catéchisme, et la doctrine qui y est contenue est une doctrine sainte et vénérable; c'est par elle qu'a été accompli presque tout ce qu'il y a de bien dans les temps modernes; il est digne d'un philosophe d'être le premier à la glorifier et à la bénir. Il faut le faire en tout temps, il faut le faire surtout quand quelques esprits égarés calomnient la philosophie au nom de la religion. Non, quoi qu'ils fassent les uns et les autres, la philosophie n'est pas l'ennemie de la religion, elle ne peut pas, elle ne doit pas l'être. On enseignera le catéchisme, et la première vertu qu'on y apprendra, ce sera la charité, qui comprend la tolérance. Mais on enseignera aussi la philosophie, parce que la philosophie, c'est la liberté, et que la liberté est le premier et le plus saint de tous les droits.

Il y aura peut-être quelques jeunes esprits dans l'Université qui, se voyant calomniés, seront tentés de réagir contre leurs ennemis. Une injustice ne peut en légitimer une autre. Le courage ne consiste pas à céder à une provocation, mais à y résister, et à demeurer ferme dans ses principes, sans rien ôter, sans rien ajouter. Ce sont

les lâches qui exagèrent le péril, et crient aux armes prématurément. Ils ne savent pas que la philosophie a tout l'appui qu'il lui faut tant qu'elle n'a pas les mains liées et la bouche bâillonnée; que ses ennemis lui sont nécessaires, qu'elle en a besoin, qu'elle vit par eux; qu'elle doit accomplir tous ses progrès au grand jour, et que pour elle, refuser la discussion ou la craindre, c'est abdiquer. Que vous importe que la discussion soit violente, si ce sont vos adversaires qui sont violens, et vous modérés?

M. l'évêque de Chartres s'est plaint de quelques expressions dédaigneuses employées à l'égard du clergé; il se trompe sans doute : ce n'est pas à tous les membres du clergé qu'elles s'adressent, mais à ceux, en bien petit nombre, qui se laissent entraîner par la discussion, et oublient, dans la chaleur de la polémique, ce que leur état et leur croyance leur imposent de modération et de retenue. Qui songe à mépriser le clergé? M. de Chartres n'a pas besoin d'emprunter à l'histoire quelques noms glorieux. Le clergé offre encore assez de membres illustres, et surtout il y a dans le clergé français assez de dévouement et de vertu pour qu'il puisse se passer d'apologistes, et se fasse respecter par lui-même. Le clergé est-il donc notre ennemi, qu'il faille le défendre contre nous? N'est pas notre ennemi qui veut. Si vous prêchez une morale pure, vous êtes nos amis en dépit de vous-mêmes. Et quant à la liberté, s'il est vrai qu'on la menace, ce n'est pas connaître ce qu'elle vaut et ce qu'elle peut, que d'être si prompts à trembler pour elle.

Ceux qui espèrent la victoire, ou qui craignent une défaite, ne savent guère ce que c'est que la philosophie. Elle a vécu deux mille ans, et n'a rien à craindre des émeutes passagères que l'on peut susciter contre elle. La philosophie n'est pas un besoin factice, un superflu de la civilisation dont on puisse se débarrasser quand elle devient importune. C'est une science qui a sa raison d'être dans la nature même de l'esprit humain, et jamais, quoi qu'on fasse, on n'éteindra dans les ames cette noble curiosité qui nous pousse à chercher les causes dans les effets, et à rattacher ce monde qui passe à l'essence immuable qui ne passe point. Nous pouvons perdre toutes nos libertés; mais la liberté de penser une fois conquise, les efforts que l'on tenterait contre elle ne feraient que l'affermir. S'il y a des principes que la force peut abattre, il en est aussi qui triomphent dans la persécution, et se rient de toutes les barrières, parce qu'ils sont éternels, et que le monde leur appartient.

JULES SIMON.

LES

COLONIES PÉNALES

DE L'ANGLETERRE.

L'occupation des îles Marquises, au nom de la France, a fait supposer que le gouvernement avait la pensée de fonder, au milieu de l'Océan Pacifique, un grand établissement pénal. La peine de la déportation existe dans notre code; le moment serait-il venu de tirer de l'arsenal législatif cette arme rouillée, et de la faire servir à la répression des délits? Les mauvais effets de notre système pénitentiaire, l'insuffisance matérielle de nos maisons de détention, l'accroissement régulier du nombre des criminels, tous ces désordres appellent un changement dans l'action répressive de la société. Le changement doit-il consister dans une mesure qui purgerait notre territoire des malfaiteurs dont il est infesté, pour verser sur un sol étranger et dans un autre hémisphère cette écume de la civilisation?

On ne saurait contester que l'état de notre régime pénal exige une prompte réforme. La marche ascendante du crime en France a quelque chose d'effrayant. Il se développe avec plus d'abondance que la richesse, et va plus vite que le mouvement de la population.

Chaque année, les comptes-rendus de la justice criminelle attestent cette progression fatale et qui ne s'arrête pas. Pour ne citer que les derniers résultats connus, en 1840, le nombre des accusations a excédé de 225, ou de 4 pour 100, la moyenne des trois années antérieures. L'accroissement paraît encore plus sensible si l'on s'attache à la catégorie purement correctionnelle. En effet, le nombre des prévenus de vol simple, qui était de 17,972 en 1839, s'est élevé, en 1840, à 19,531. On en comptait moins de 10,000 en 1826. Ainsi, en quinze années, et pendant que la population s'augmentait à peine d'un quinzième, l'accroissement des délits les plus communs, des vols simples, a été, à peu de chose près, de 100 pour 100.

Il n'entre pas dans le cadre de ces réflexions d'examiner par quel vice de notre organisation civile s'opère cette décomposition déjà menaçante de l'état social; mais tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que le régime corrupteur de nos établissemens de détention y contribue pour une grande part. Il se tient dans ces maisons une école permanente de crime, et les condamnés qui y étaient entrés avec une moralité douteuse en sortent, presque sans exception, complètement pervertis. La preuve en est dans le nombre croissant des récidives. Les récidives en matière criminelle, qui étaient, en 1839, de 22 sur 100 accusés, se sont élevées, en 1840, à 23 sur 100, et les récidives en matière correctionnelle, qui comprenaient, en 1838, 10,258 prévenus, se sont étendues, en 1839, à 10,661, et, en 1840, à 11,842. En trois années, l'augmentation a dépassé 15 pour 100.

Tels qu'ils sont, ces foyers d'infection ne peuvent plus contenir les détenus que l'on y envoie. La population des bagnes, qui était descendue un moment à 6,000 condamnés, en comptait déjà plus de 7,000 en 1841. Celle des maisons centrales, qui flottait, en 1839, entre 17 et 18,000 détenus, envahit maintenant, faute d'espace, les prisons départementales, qui étaient réservées aux condamnés à moins d'un an de détention. Pour obvier à cet encombrement, l'administration vient de créer une vingtième maison centrale à Vannes, sans l'autorisation et même contre le vœu formel du pouvoir législatif. Mais c'est là un expédient transitoire qui ne dispense pas de chercher des remèdes proportionnés à la gravité de la situation.

Faut-il substituer à nos établissemens de détention des colonies pénales ou des pénitenciers institués selon la règle des États-Unis? Doit-on entreprendre la réforme des condamnés au sein de la société qu'ils ont troublée par leurs désordres, ou plutôt désespérer de leur

amendement et s'en débarrasser par un exil lointain prononcé sans esprit de retour? Voilà toute la question telle qu'elle se pose aujourd'hui.

La discussion des systèmes pénitentiaires qui sont pratiqués dans l'Amérique du Nord occupe depuis plusieurs années les académies, la presse, les chambres et l'administration. La question des colonies pénales semble, au contraire, avoir échappé à la controverse, et bien qu'elle ait trouvé en France deux historiens (1) qui ne manquent pas de mérite, bien qu'elle ait fait dans la Grande-Bretagne l'objet de plusieurs enquêtes parlementaires, les données qui peuvent en sortir ont encore pour nous tout l'intérêt comme aussi toute l'obscurité de l'inconnu.

Les États-Unis nous ont frayé les voies du système pénitentiaire; le gouvernement britannique, en établissant des colonies de déportation dans l'Australie, a donné au monde, par les désastres même de cette entreprise, un salutaire enseignement. Nous avons ainsi, pour nous éclairer, l'expérience de deux grands peuples; il ne s'agit plus que de choisir entre ces exemples, qui nous épargneront du moins les périls de l'innovation.

L'opinion publique a hésité long-temps en Angleterre sur le jugement qu'elle devait porter des colonies pénales. Cette cause a eu ses panégyristes et ses détracteurs, et ce n'est que depuis quelques années que la statistique, apportant ses inflexibles données, a contribué à fixer les incertitudes de l'histoire.

Les colonies pénales de l'Australie existent depuis plus d'un demi-siècle. Pendant près de vingt-cinq ans, le gouvernement britannique les administra sans contrôle; mais en 1812, le parlement, frappé de l'augmentation des dépenses et de la faiblesse relative des résultats que l'on avait obtenus, ordonna la première enquête qui ait été faite sur le régime de ces établissemens. Ce document est d'une nature purement descriptive. Soit que la chambre des communes n'eût recueilli que des renseignemens insuffisans, soit que l'esprit critique lui ait manqué, elle se borna à exposer l'état des choses, en déclarant que la colonie, au moyen de quelques réformes, paraissait devoir atteindre le but que l'on s'était proposé en la fondant. Cependant l'inefficacité de la déportation, considérée comme peine, avait frappé les esprits éminens de l'époque, sir Samuel Romilly, Wilberforce, Abercrombie. Le ministère, pressé par de tels adversaires, et cédant

(1) *Histoire des colonies pénales de l'Angleterre*, par E. de Blosseville; *Histoire de Botany-Bay*, par J. de La Pilorgerie.

aux instances des chambres, envoya dans la Nouvelle-Galles du sud un commissaire muni de pleins pouvoirs pour constater la situation morale et matérielle de la colonie.

Le rapport du commissaire, M. Bigge, qui fut publié en 1822, peut être considéré comme le recueil de toutes les infirmités qui affligeaient alors cet établissement naissant. Mais, après avoir étalé tant de misères, il ne conclut qu'à des remèdes de détail, à des palliatifs impuissans. Six ans plus tard (1828), un comité de la chambre des communes, chargé d'examiner l'état des crimes et de la répression, recommandait d'abolir la déportation à temps; cependant il croyait encore à l'utilité de cette peine, quand elle devait s'étendre à la durée entière de la vie. Un troisième comité, qui avait reçu la mission de s'enquérir de l'efficacité des peines secondaires, fit un pas de plus en 1831 : il déclara que la déportation n'était point une peine suffisante pour effrayer les malfaiteurs, et conseilla de la combiner avec un séjour préalable dans les prisons de la métropole. C'était déjà pressentir les bases nécessaires de tout système répressif, qui doit pourvoir à la fois à la détention des condamnés et au placement des libérés. Enfin, le comité de la chambre des communes nommé, en 1837, sur la proposition de sir W. Molesworth, pour rechercher quels avaient été les effets de la déportation sur l'état moral de la société dans les colonies pénales de l'Australie, a formellement proposé l'abolition de ce système. Le rapport du comité, qui est l'œuvre de son président, sir W. Molesworth (1), renferme l'historique le plus complet et le plus judicieux des phases par lesquelles ont successivement passé les établissemens de la Nouvelle-Galles du sud et de la terre de Van-Diemen. On ne peut pas suivre un meilleur guide dans l'étude de cette grave question.

L'amendement des condamnés est un point de vue récent de la philosophie pénale. On se proposait, autrefois, d'intimider les malfaiteurs, ou de délivrer la société de leur présence; mais on ne songeait pas à les corriger. Les châtimens n'avaient que ce but matériel et presque immédiat. L'Angleterre, en particulier, peuple naturellement disposé à l'émigration, déporta de bonne heure ses condamnés au-delà de l'Océan, ainsi qu'elle avait exporté ses pauvres et ses dissidens politiques ou religieux. La première forme de la déportation (*transportation*) fut l'exil pur et simple; elle remonte aux règnes

(1) *Report from the select committee of the house of commons on transportations*, by sir W. Molesworth, baronnet, chairman of the committee; London, 1838.

d'Élisabeth et de Charles Ier. La quatrième année du règne de George Ier, cette peine prit le caractère qu'elle a conservé depuis, en joignant à l'exil dans un lieu déterminé la servitude du travail forcé. L'acte du parlement donne aux personnes qui se chargeront de transporter les condamnés dans les possessions anglaises de l'Amérique, et à leurs héritiers ou représentans, le droit de disposer en toute propriété du travail de ces malfaiteurs, pour la durée de leur condamnation. Ceux-ci étaient mis aux enchères et vendus comme serfs ou engagés à temps. C'était une véritable traite, qui se faisait ouvertement et sous la protection de la loi.

On sait ce qu'un pareil régime souleva d'indignation dans les colonies anglaises, et avec quelle énergie Franklin reprocha un jour au gouvernement britannique de vider sur le nouveau monde les prisons de l'ancien. La guerre de l'indépendance ayant interrompu la régularité de ces exportations, et les geôles de la Grande-Bretagne ne pouvant plus contenir la multitude croissante des condamnés, il fallut aviser sans perdre de temps. Le système pénitentiaire, déjà confusément entrevu par quelques publicistes et vaguement prescrit par un acte du parlement, loin de pouvoir passer dans la pratique administrative, n'était pas encore arrivé à l'état de science. D'un autre côté, l'on craignait d'offenser et d'irriter les colonies américaines qui étaient demeurées fidèles, en les désignant pour être le lieu d'exil des malfaiteurs. On résolut donc de fonder une nouvelle colonie, qui aurait cette unique destination, et par un ordre du conseil, qui porte la date du 6 décembre 1786, on choisit la côte orientale de l'Australie pour y former l'établissement pénal.

Jeter les fondemens d'une colonie a toujours été une tâche difficile; mais ces difficultés augmentent nécessairement dans une forte proportion, lorsque les élémens de la nouvelle société sont des hommes que la civilisation a rejetés de son sein. « Les condamnés que l'on transportait en Amérique pendant le dernier siècle, dit sir W. Molesworth, entraient dans des sociétés dont le noyau était formé par des hommes probes et tempérans; ces enfans de l'imprévoyance se trouvaient jetés un à un au milieu d'une population déjà compacte qui les absorbait et se les assimilait aussitôt. Ils se voyaient dispersés et séparés l'un de l'autre; quelques-uns contractaient les habitudes d'une honnête industrie, et ceux que la peine ne réformait point avaient du moins la chance de ne pas perdre, en traversant cette épreuve, ce qui leur restait de moralité. Dans la Nouvelle-Galles du sud, au contraire, la population se composait de la lie de la métropole,

d'hommes que l'expérience avait montrés impropres à toute société, que l'on tirait des prisons de la Grande-Bretagne, et que l'on mettait en liberté pour se mêler ensemble dans le désert, sous la direction de quelques contre-maîtres chargés de les appliquer à la tâche au milieu de ces espaces sans bornes, et sous la surveillance de la force armée qui devait les tenir dans la soumission. Les conséquences de cet étrange assemblage ont été le vice, l'immoralité, des maladies terribles, la désertion, et une mortalité effrayante parmi les colons. Les condamnés (*convicts*) ont été décimés par les épidémies durant le voyage, et décimés encore par la famine à leur arrivée. Enfin, l'on a traité les indigènes avec une hideuse cruauté. Telle est l'histoire de la Nouvelle-Galles du sud dans les premiers temps de la colonie. »

On peut diviser l'histoire de la colonie pénale en deux époques bien distinctes : la première, qui s'étend de 1788 à 1821, et pendant laquelle les condamnés ou les enfans des condamnés étaient les seuls colons; la seconde et la plus récente, pendant laquelle le flot de l'émigration libre est venu féconder le sol de l'Australie. Les progrès de la colonisation ne datent que de cette dernière époque. Tant que le gouvernement anglais n'a pas employé d'autres instrumens que les malfaiteurs rejetés par ses tribunaux sur les terres australes, cette gigantesque entreprise est demeurée sans résultats. Il a fallu l'industrie des émigrans honnêtes pour donner l'essor à la population, pour mettre le sol en valeur, pour créer entre la colonie et la métropole un échange quelconque de produits, pour organiser en un mot une société.

Depuis la Bible jusqu'aux annales de la république romaine, la tradition des vieilles sociétés leur assigne généralement pour fondateurs des bandits ou tout au moins des exilés. A ce compte, les bandits de l'antiquité devaient grandement différer de ceux des temps modernes; car, si l'expérience que l'Angleterre a faite dans la Nouvelle-Galles du sud prouve quelque chose, c'est l'impossibilité absolue de fonder une colonie, un ordre social, sans autres élémens que des malfaiteurs et leurs geôliers.

Deux obstacles principaux doivent arrêter le développement de toute colonie qui se recrute dans les bagnes ou dans les prisons. C'est d'une part la disproportion des sexes, les femmes ne représentant communément que le cinquième de la population des condamnés; c'est de l'autre la difficulté d'employer aux travaux de défrichement et de culture des hommes qui ont appartenu en majeure partie

à la population urbaine, et qui ont contracté des habitudes de dissipation et d'oisiveté dont la contrainte seule peut triompher.

Ces difficultés se manifestèrent au plus haut degré dans les premiers temps de la Nouvelle-Galles. De 1787 à 1820, l'Australie reçut 25,878 déportés des deux sexes, parmi lesquels on ne comptait que 3,661 femmes, ou 14 sur 100. Aussi le nombre des enfans nés dans la colonie pendant cette période trentenaire fut-il à peine de 1,500. Quant à l'état social qui résultait de cette inégalité des sexes, il peut se caractériser d'un mot : c'était la prostitution, ou, pour mieux dire, la promiscuité. Les deux tiers des naissances étaient illégitimes, et il avait fallu, dès 1798, ouvrir des asiles ainsi que des écoles pour arracher les enfans à la contagion des exemples que donnaient les mères, cette source impure de la jeune génération. On comprendra mieux la dépravation vraiment incroyable des femmes déportées quand nous rappellerons que le gouverneur Macquarie, le même qui déclarait en 1810 que le gouvernement ne saurait envoyer trop de condamnés mâles dans la colonie pour la rendre prospère, s'opposait à la déportation des femmes, qu'il considérait comme « nuisant essentiellement à ses progrès. »

L'éloignement et l'inaptitude des condamnés pour l'agriculture sont démontrés par la variété des tentatives faites pendant plusieurs années pour fertiliser le sol. « Je ne connais pas, disait un juge de la Nouvelle-Galles, l'art de transformer des coupeurs de bourse en fermiers. » En effet, dix ans après son inauguration, la colonie ne produisait pas encore le blé nécessaire à la subsistance de ses habitans. La culture de quelques parcelles de terrain ne s'opérait que par voie de travaux forcés. Le gouvernement avait beau émanciper les déportés, leur concéder des terres, leur fournir des instrumens aratoires, des bestiaux et des vivres pour dix-huit mois; ces nouveaux planteurs avaient bientôt fait échouer les plus sages comme les plus généreuses dispositions. Tantôt ils ne savaient pas résister aux déprédations organisées par les bandes de maraudeurs qui égorgeaient le bétail, pillaient et brûlaient les fermes, et gaspillaient les récoltes en vert; tantôt ils dissipaient eux-mêmes ces précieuses ressources, négligeaient le sol ou vendaient leur blé pour avoir du rhum, et ne tardaient pas à hypothéquer leur propriété aux débitans de spiritueux, devenus les maîtres et les régulateurs suprêmes de la colonie. « La population de la colonie, dit l'historien Dunmore-Lang, se composait alors de deux classes, celle des vendeurs et celle des consommateurs de rhum. » Le gouverneur Macquarie exprimait la même

vérité sous une autre forme, quand il disait, quelques années plus tard : « Je ne connais que deux classes dans la colonie, ceux qui ont déjà subi une condamnation et ceux qui méritent d'en subir une. »

La corruption et la licence des mœurs devaient rendre l'exercice de l'autorité difficile; peu de colonies présentent dans leur histoire l'exemple d'un pareil relâchement. Dès les premières années, le contact de tant de malfaiteurs avait dégradé et perverti leurs gardiens; presque tous les condamnés avaient les soldats pour complices dans leurs vols ou dans leurs évasions. Bientôt la démoralisation gagna les officiers, qui vivaient en concubinage avec les femmes déportées, et qui, à la faveur d'une position privilégiée, avaient monopolisé dans leurs mains le commerce du rhum. Dans une société qui n'eut pas de temple ni de Dieu pendant plus de dix ans, l'ivrognerie régnait en souveraine, et les meneurs de cette orgie permanente étaient les propres agens du pouvoir. Malheur à qui les troublait dans leurs désordres! Le gouverneur King, qui avait manifesté des pensées de réforme, se vit plusieurs fois à la veille d'être arrêté et déposé par ses subordonnés. Bligh, qui lui succéda, fut beaucoup moins heureux, et le chef de la révolte, le major Johnson, ayant déposé son supérieur, usurpa, pendant près de deux ans, au grand étonnement de l'Angleterre, des fonctions qu'il ne tenait pas du gouvernement central.

La colonie pénale d'Hobart-Town, dans la terre de Van-Diemen, fondée quinze ans plus tard que celle de Sydney et mieux réglée dès l'origine, parcourut cependant les mêmes vicissitudes et offrit le spectacle des mêmes excès. L'ivrognerie, la prostitution et le vol formèrent également les traits saillans de cette société, où le rhum était aussi la monnaie d'échange, où la ruse et la violence se donnaient carrière, où les faussaires n'étaient pas moins communs que les voleurs de grand chemin, et où l'autorité n'avait d'autre moyen d'action que la potence et le fouet.

La terre de Van-Diemen eut encore plus à souffrir que la Nouvelle-Galles du sud d'un système de brigandages qui est connu sous le nom de maraudage des bois ou des buissons (*bush-ranging*). Les condamnés qui étaient mécontens de leur sort se réfugiaient dans les bois, d'où ils dirigeaient de véritables expéditions contre les fermes et les villages, tantôt s'unissant avec les naturels, et tantôt les traitant avec la plus abominable cruauté. Cette vie d'aventures a eu ses héros, et le nom de Robin Hood n'est pas plus célèbre dans les chroniques de l'Angleterre que celui de Howe dans la Nouvelle-Galles du sud, et celui de Lemon dans la terre de Van-Diemen. « Les vols de

grand chemin, dit M. de la Pilorgerie (1), et autres attaques à main armée étaient devenus si fréquens, que le gouvernement se vit obligé de recourir aux mesures les plus sévères pour garantir la sécurité publique. Le pays assura cette répression par des lois exceptionnelles et par l'établissement d'une police très étendue. On peut juger par un seul fait du degré auquel le mal était parvenu. Une dépêche du général Darling parle d'une rencontre entre les soldats de la police et une bande de quinze maraudeurs équipés jusqu'aux dents; les premiers, après un vif engagement d'un quart d'heure, furent battus et obligés de se retirer en laissant sur le terrain deux hommes et cinq chevaux. »

La seconde période d'existence pour la colonie, la période d'émigration et de renaissance, commence à l'année 1820. Les progrès de cette infusion des travailleurs libres dans une agrégation de forçats et d'émancipés furent d'abord très lents. Le premier émigrant qui avait payé son passage arriva à Sydney en 1819. En 1825, le nombre des émigrans fut de 485, en 1826 de 903, en 1827 de 715, en 1828 de 1056, et en 1829 de 2016; en 1833, 13,000 colons libres vinrent se fixer dans la Nouvelle-Galles du sud, sur la rivière des Cygnes, ou dans la terre de Van-Diemen; en 1836, 45,029 émigrans prisent terre dans la Nouvelle-Galles du sud. La même colonie avait reçu, de 1793 à 1836, 74,200 condamnés, et cependant sa population n'excédait pas alors 77,096 personnes : les deux cinquièmes du nombre total des émigrans avaient péri.

En décomposant les nombres bruts, on découvre que la réduction annuelle avait porté exclusivement sur la classe des condamnés. Sur 77,000 personnes qui formaient la population de la Nouvelles-Galles en 1836, on comptait 59,265 hommes libres et 27,831 condamnés. Dans la classe des hommes libres, nous rangeons 17,000 émancipés, ce qui ramène le chiffre de la population d'origine honnête à 42,000 personnes, et le chiffre de la population d'origine pénale à 44,000. Ainsi, la première n'avait perdu que 5 pour 100, pendant que la seconde éprouvait un déficit de 40 pour 100.

En 1836, la population des deux colonies de la Nouvelle-Galles et de Van-Diemen s'élevait à 120,000 habitans. Quelques années plus tard, le progrès était devenu plus sensible : le recensement opéré le 2 mars 1841, dans les seuls établissemens de la Nouvelle-Galles, a constaté l'existence de 130,856 colons, dont plus de 100,000 appar-

(1) *Histoire de Botany-Bay.*

tenaient à la classe des hommes libres. Celle-ci avait presque doublé en cinq années. Pour comprendre cette disproportion croissante, il ne suffit pas de savoir que le nombre des émigrans libres augmente chaque année, pendant que celui des déportés se maintient à peu de chose près au même niveau; il faut encore se rappeler que la classe des condamnés n'a jamais été dans des conditions favorables à la reproduction de l'espèce humaine. Pendant que l'on compte, dans les rangs de la population libre, deux femmes pour trois hommes, l'on trouve à peine 1 femme pour 7 hommes dans les rangs des condamnés. C'est l'émigration libre qui fait aujourd'hui la force et qui représente l'avenir des colonies que l'on espérait d'abord peupler avec les seuls déportés. Plus de 100,000 émigrans quittent chaque année les ports de la Grande-Bretagne; en supposant que la cinquième partie de ce nombre aille s'ajouter à la population de l'Australie et de Van-Diemen, avant un quart de siècle la race anglaise aura couvert les terres australes de 1 million d'hommes et sera parvenue à s'assimiler ce vaste continent.

Les premiers colons libres qui vinrent se fixer dans les établissemens de l'Australie étaient des fermiers pauvres, des artisans qui n'avaient d'autre capital que leur industrie, et même des gens sans aveu. Il n'y avait, en effet, que la misère ou le vice qui pût diminuer, aux yeux de ces émigrans, l'horreur qu'inspire toujours le contact des malfaiteurs. Le gouvernement, pour encourager l'expatriation, offrait alors le passage gratuit, des concessions de terres, des avances en rations, en instrumens aratoires, en bestiaux et souvent même en bâtimens. Plus tard, il se fit lui-même agriculteur et tenta d'exploiter, avec l'assistance obligée des condamnés, des fermes établies à New-Castle et à Emu-Plains; mais ces efforts mal dirigés restèrent sans résultat. Même pour féconder une colonie, au point de vue de la richesse, le travail ne saurait suffire; il faut encore une base morale, une impulsion intelligente et une certaine abondance de capitaux.

La Nouvelle-Galles du sud n'a commencé à prospérer que du moment où l'émigration qui l'inondait s'est recrutée parmi les classes moyennes de l'Angleterre et a déposé sur les terres australes une alluvion d'agriculteurs honnêtes, laborieux et capitalistes à quelque degré. Alors la colonisation s'est faite concurremment par les individus et par les compagnies. Il s'est formé à Londres une compagnie agricole pour mettre en valeur le territoire de la Nouvelle-Galles; une autre s'est plus spécialement attachée à la terre de Van-Diemen; la

première a réalisé un fonds de 25 millions. Les condamnés ont été chargés, moyennant un prix convenu, de défricher le sol pour les nouveaux colons. Le rayon des terres cultivées s'est étendu par-delà les Montagnes Bleues. Le canton des Plaines, cette immense solitude, s'est peuplé de pâtres et de bestiaux. L'Australie a commencé à fournir les laines qui servent à tisser les étoffes de Leeds et de Manchester. La colonie se peuplant, les institutions qui annoncent une société civilisée y ont pris naissance. Les villes se sont fondées ou agrandies, et ont semé les villages autour d'elles. Sydney couvre aujourd'hui une étendue de 2,000 acres et renferme 20,000 habitans. Les routes se sont multipliées, et les voitures publiques les parcourent, comme si l'on n'était pas sur la limite du désert. Hobart-Town et Sydney ont leurs banques et leurs journaux quotidiens, sans parler des théâtres, des clubs et des courses de chevaux.

Un discours récent du ministre des colonies, lord Stanley, montre que le commerce entre la Nouvelle-Galles et la métropole a pris, en quelques années, un développement sans exemple. En 1835, les exportations de la colonie s'élevaient à 682,000 liv. st. (17,186,400 fr.); en 1840, elles ont représenté une valeur de 1,251,000 livres sterling (31,525,200 fr.). Les importations, qui se composent, pour les deux tiers, de produits manufacturés en Angleterre, étaient en 1835 de 787,000 liv. sterl. (19,832,400 fr.); en 1840, elles se sont élevées à 2,600,000 liv. sterl. (65,520,000 fr.). Enfin, les colons de l'Australie, qui avaient fourni à l'Angleterre 9,000 quintaux de laine en 1830, en ont expédié en 1840 près de 80,000 quintaux.

Le prodigieux développement de la richesse dans l'Australie ne doit pas être uniquement attribué aux progrès de l'émigration volontaire. Les émigrans libres ont apporté leurs capitaux et leur expérience; mais ils ont trouvé un puissant secours dans le travail des condamnés, et l'on peut dire qu'ils n'ont eu que le mérite de mettre en œuvre les matériaux que le gouvernement leur avait par avance préparés. Ce phénomène social est décrit et jugé dans le rapport de la chambre des communes (1838) avec une grande supériorité.

« Les condamnés étaient assignés comme esclaves aux planteurs; ils étaient forcés de travailler en combinant leurs efforts, et produisaient plus qu'ils ne pouvaient consommer; pour cet excédant, le gouvernement avait ouvert un marché, en défrayant un établissement militaire et pénal qui a coûté à l'Angleterre plus de 7 millions liv. st. (près de 200 millions de fr.). Ainsi, le gouvernement a d'abord fourni le travail aux planteurs, puis il leur a acheté le produit de ce

travail; le trafic organisé sur ce pied a été très profitable aux planteurs, aussi long-temps que les demandes ont excédé les approvisionnemens, et il en a été ainsi jusqu'à ces derniers temps.

« L'histoire de la prospérité matérielle à laquelle sont parvenues la Nouvelle-Galles et la terre de Van-Diemen est, sous beaucoup de rapports, au point de vue économique, l'histoire d'une colonie à esclaves; et comme les colonies à esclaves, en raison de la combinaison des efforts dans le travail forcé, ont vu leur richesse s'accroître plus généralement et plus rapidement que celle des colonies fondées uniquement par des hommes libres qui n'ont pas introduit le principe de l'association dans le travail, de même, dans ces colonies de condamnés réduits à l'état de servage, où les planteurs libres trouvaient non-seulement des esclaves qui ne leur coûtaient rien, mais encore un excellent marché pour leurs produits, on a dû accumuler plus promptement une plus grande somme de richesse que dans aucune autre société de la même étendue. Mais cette prospérité doit-elle se maintenir? Dans quelle mesure sera-t-elle affectée par la durée ou par le terme de la déportation? Le marché que le gouvernement a fourni aux colons est très limité; la somme de travail qu'il peut leur procurer dans la personne des condamnés, a des limites encore plus restreintes. Pendant plusieurs années, il y avait dans la colonie plus de travailleurs que les planteurs n'en pouvaient employer, et le gouvernement accordait divers priviléges à ceux qui consentaient à admettre des condamnés dans leurs établissemens. Bientôt la demande fut égale à l'offre pour le travail des déportés, et le gouvernement n'éprouva plus aucune difficulté à les placer. Dans ces dernières années, la demande a excédé l'offre, et l'on s'est fait concurrence pour obtenir des condamnés. A mesure que le capital augmente, un surcroît de travail est nécessaire pour le rendre productif. Par une conséquence naturelle de la disproportion des sexes, la population dans la Nouvelle-Galles est inférieure au nombre des personnes qui ont débarqué dans la colonie; le capital, au contraire, s'est prodigieusement accru. Aussi, la Nouvelle-Galles souffre beaucoup faute de travailleurs; les troupeaux de moutons sont deux fois plus nombreux qu'ils ne devraient être, et il en périt énormément faute de soins. On demande en ce moment 10,000 travailleurs dans la Nouvelle-Galles, et le nombre des condamnés que l'on va diriger sur ce point n'excédera pas 3,000, un nombre à peine suffisant pour remplir les vides que l'émancipation et la mort feront dans leurs rangs. Si donc les colonies pénales continuent à n'attendre que de

nos prisons les travailleurs qui leur sont nécessaires, leur prospérité a atteint son point culminant; elle doit même décliner, à moins d'un débordement de crimes qui n'est pas probable dans ce pays. Il reste donc démontré que le travail doit être fourni par des sources d'approvisionnement autres que la déportation, si l'on veut que la Nouvelle-Galles et la terre de Van-Diemen continuent de prospérer. »

On voit que, si l'émigration combinée avec le travail des condamnés a eu pour effet d'enrichir les colonies australes de l'Angleterre, cette prospérité essentiellement transitoire est à la veille de subir une transformation ou d'éprouver un temps d'arrêt. Les travailleurs libres peuvent seuls achever ce que des serfs ont commencé; de là l'imminente nécessité pour le gouvernement anglais de renoncer au système de la déportation, car partout où les esclaves cultivent les terres, les hommes libres refusent de manier la charrue. Mais, si l'émigration n'a pas suffi à développer complètement la richesse matérielle, elle a été absolument impuissante à corriger le vice originel de cet état social. La corruption a succédé à la violence, un désordre à un autre; voilà tout. A la place d'un bagne, on a une colonie à esclaves, et la pire sorte d'esclavage, celui qui est imposé comme peine aux malfaiteurs. L'histoire de cette grande anomalie s'arrête là.

Essayons maintenant de saisir dans le vif les principaux traits de la colonie pénale. Prenons-la telle qu'elle est et au point où elle est arrivée. Examinons les effets que ce régime produit sur les déportés, sur la société coloniale et sur la métropole elle-même. Tous ces points de vue ont été soigneusement étudiés par le comité de la chambre des communes, et nous n'aurons guère qu'à dépouiller les documens qu'il a recueillis. Voici d'abord la situation des déportés.

Lorsque la sentence a été rendue, les condamnés à la déportation sont enfermés dans les geôles ou envoyés sur les pontons, où ils restent jusqu'au moment de leur départ. A bord des vaisseaux qui les transportent, ils sont sous le contrôle du chirurgien en chef, qui reçoit lui-même ses instructions de l'amirauté. Les précautions que l'on a prises contre les épidémies, et la discipline que l'on maintient sur ces bâtimens, ont notablement diminué les souffrances inhérentes à une aussi longue traversée, et ont prévenu la mortalité qui sévissait parmi les condamnés dans une proportion effrayante, durant les premières années de la déportation (1); mais ces mesures n'ont rien ôté

(1) En 1790, sur 1,000 condamnés pris en Angleterre ou en Irlande, 281 périrent pendant la traversée.

au mal moral qui résulte nécessairement d'un contact intime et journalier entre tant de malfaiteurs, et que doit augmenter l'oisiveté obligée d'un voyage de six mois (1).

A l'arrivée de chaque transport, le secrétaire du gouvernement colonial passe la revue des condamnés, et reçoit les plaintes qu'ils peuvent avoir à élever. Les hommes sont ensuite logés provisoirement dans les baraques destinées à cet usage, tandis que les femmes sont enfermées dans les pénitenciers ou ateliers du gouvernement. Le surintendant des condamnés vient ensuite classer les nouveaux arrivans. L'âge, le caractère et l'aptitude de chacun sont, autant que possible, constatés. Ceux qui ont reçu une éducation professionnelle sont réservés pour les ateliers de l'état, avec un certain nombre de simples manœuvres. La plupart des condamnés sont distribués entre les planteurs en qualité d'engagés (*assigned servants*). Les plus dépravés, ceux dont on désespère, sont relégués dans les établissemens disciplinaires de l'île de Norfolk, de la baie de Moreton et de la presqu'île de Tasman.

En 1836, le nombre des condamnés engagés ou assignés s'élevait à 6,475 dans la terre de Van-Diemen; il était de 20,207 dans la Nouvelle-Galles en 1837. Cette espèce de servitude était donc la condition la plus générale des déportés, dont elle comprenait les cinq septièmes dans la Nouvelle-Galles, et la moitié dans la terre de Van-Diemen. On peut dire que les autres peines ne sont, dans l'une et l'autre colonie, que l'accessoire de celle-là. C'est donc par la nature ainsi que par les résultats de ce mode de châtiment, qu'il faut principalement juger de la moralité et de l'efficacité de la déportation.

Les occupations auxquelles se livraient les déportés avant leur condamnation déterminent généralement leur sort dans les colonies pénales. Ceux qui servaient comme domestiques en Angleterre sont voués, en Australie, à la domesticité; il n'y a pas un domestique dans les colonies qui n'ait commencé par être un malfaiteur. On aurait de la peine à imaginer une peine moins rigoureuse. Ceux qui en sont

(1) « Il y avait 108 femmes condamnées à bord, dont 12 avaient des enfans. Les femmes et les enfans étaient toujours ensemble; les lits, placés dans toute la longueur du navire, étaient séparés de trois en trois par des planches, et chaque lit servait pour trois personnes. Les femmes qui avaient un enfant avaient également deux compagnes de lit. Jamais, affirme John Owen, langage plus obscène n'avait frappé son oreille; la présence des enfans n'arrêtait point ce débordement de paroles dégoûtantes; souvent même l'on était obligé de recourir à l'eau que l'on jetait à pleins seaux sur ces femmes pour les empêcher de se mêler aux matelots de l'équipage. » (Faits relatifs au transport *l'Amphitrite*, cités par M. de La Pilorgerie.)

l'objet se trouvent bien nourris, bien vêtus, et reçoivent un salaire de 10 ou 15 liv. st. par année (250 à 375 fr.). Dans les familles respectables, ils sont aussi bien traités que peuvent l'être les domestiques en Angleterre dans les meilleures maisons.

Les condamnés qui sont des ouvriers habiles ont un sort égal, sinon préférable, à celui des domestiques. Quiconque a été forgeron, charpentier, maçon, charron ou jardinier, se voit recherché avec empressement dans une colonie où le travail est à si haut prix. Un condamné de cette espèce vaut deux ou trois déportés ordinaires. Mais, comme il n'y a pas de peine qui puisse contraindre un artisan à exercer son habileté, le maître a intérêt à se concilier les bonnes graces de son domestique pour obtenir de lui qu'il apporte du soin à son travail. C'est ce qu'il fait en lui payant un salaire, en lui permettant de travailler à la tâche, et même pour son propre compte, enfin en fermant les yeux sur ses désordres; car, dans les colonies pénales comme dans l'ancien monde, les ouvriers les plus habiles sont peut-être aussi ceux qui ont la plus mauvaise conduite et qui s'adonnent le plus à l'ivrognerie.

La plus nombreuse classe d'*assignés* est celle des condamnés que l'on emploie comme bergers ou comme bouviers. La Nouvelle-Galles en comptait 8,000 en 1837. Ces hommes ont une condition plus dure sans contredit que celle qui est réservée aux domestiques et aux ouvriers. Cependant les témoignages recueillis dans l'enquête de 1836 les représentent comme étant mieux nourris que la plupart des laboureurs dans la Grande-Bretagne; ajoutons qu'ils reçoivent de leurs maîtres soit des gages, soit, au lieu d'argent, du riz, du sucre, du tabac et de l'eau-de-vie.

Ce qu'il y a de pire dans un pareil châtiment, c'est l'inégalité avec laquelle il peut se trouver appliqué selon les cas. Le sort d'un esclave dépend nécessairement du caractère de son maître, et l'assigné est l'esclave du planteur. La seule différence consiste en ce que le planteur n'a pas le droit d'infliger lui-même à l'assigné une punition corporelle; mais il y supplée en invoquant l'autorité du magistrat. L'esclave est d'ailleurs un condamné à vie, tandis que l'assigné n'est qu'un esclave à temps.

Les lois reconnaissent certains droits à l'esclave; il a bien fallu déterminer ceux qui resteraient à l'assigné. On a fixé la quantité des alimens et la qualité des vêtemens que le maître aurait à lui fournir; les règlemens veulent en outre que le maître qui maltraitera un assigné, si le fait est prouvé, soit privé à l'instant de ses services. Mais,

comme les tribunaux se trouvent séparés la plupart du temps par de grandes distances du théâtre des délits, ce n'est guère que dans le voisinage des villes que l'on y a recours. Ni le maître ni le serviteur ne peuvent appeler la justice à prononcer entre eux. Ils restent donc, l'un à l'égard de l'autre, dans une situation qui approche de l'état sauvage. Le planteur opprime l'assigné, ou l'assigné se joue du planteur, selon que la force est dans les mains de celui qui commande ou de celui qui obéit. Et comme le travail devient de jour en jour plus rare et plus cher, les esclaves de la colonie pénale sont décidément aujourd'hui en position de faire la loi. C'est l'abus de l'indulgence et non l'abus de la sévérité qu'il faut craindre désormais.

On comprend qu'un pareil régime ne soit pas très favorable à la réforme des condamnés. Aussi, malgré le nombre des délits qui demeurent couverts par l'impunité, le bras de l'exécuteur ne s'arrête pas. En 1835, sur une population de 28,000 condamnés, on a compté 22,000 condamnations sommaires dans la Nouvelle-Galles. En un mois, 247 condamnés avaient reçu 9,714 coups de fouet en punition de leur paresse, de leur insolence ou de leur insubordination. La même année, le juge Burton attribuait aux condamnés qui servaient en qualité de domestiques le plus grand nombre des vols simples et des vols avec effraction commis à Sydney. Aussi la plupart des témoins entendus dans l'enquête de 1837 ont-ils demandé que l'usage de placer les condamnés dans les villes comme domestiques fût immédiatement aboli.

La domesticité forcée est aussi la peine que l'on inflige aux femmes déportées, quand on ne les enferme pas dans les ateliers pénitentiaires; mais la nature de leurs travaux rend cette condition infiniment plus douce pour elles que pour les hommes : elles ne sont pas traitées autrement que les domestiques libres en Europe, et cette indulgence, loin de les corriger, donne carrière à tous leurs mauvais penchans. « On ne peut rien concevoir de pire, dit sir W. Molesworth dans son rapport; elles s'abandonnent presque toutes à l'ivrognerie et à la prostitution. Et quand il s'en trouverait quelqu'une disposée à se bien conduire, la disproportion des sexes est si grande dans les colonies pénales, que cet état de choses les livre à d'irrésistibles tentations. Une condamnée, par exemple, qui est au service d'une famille, et qui est souvent peut-être la seule femme employée dans le voisinage, se voit entourée par plusieurs hommes dépravés qui l'assiégent de leurs poursuites et de leurs sollicitations. Il faut qu'elle en choisisse un pour amant, si elle veut se délivrer des importunités des autres.

Elle reste rarement long-temps au service des mêmes personnes. Ou elle commet un délit, pour lequel on la rend au gouvernement, ou bien elle devient enceinte, et se fait renvoyer à l'atelier (*factory*), où elle reste enfermée aux frais de l'état. A l'expiration de sa retraite ou de son emprisonnement, elle est engagée de nouveau (*reassigned*), et recommence le même train de vie.

« On comprend sans peine la pernicieuse influence que doit exercer sur le caractère de la génération naissante l'usage de placer les enfans des planteurs, dès leur bas âge, sous la garde de ces misérables. Plusieurs colons ont refusé de recevoir des femmes déportées en qualité de domestiques, et ont préféré s'adresser à des hommes pour les services que les femmes seules ont en Europe dans leurs attributions. Néanmoins, un grand nombre de condamnées sont employées par des colons de la classe la plus vile, qui les font notoirement servir au métier de prostituées. »

Ainsi, l'esclavage temporaire auquel on soumet les déportés, en les plaçant dans les familles des planteurs, soit au sein des villes, soit au milieu des plaines de l'Australie, n'est rien moins qu'un système propre à réformer leurs penchans dépravés. Ceux que le gouvernement se charge lui-même d'occuper et de surveiller sont-ils dans une voie plus favorable à l'amendement moral? On en jugera par quelques faits.

Le gouvernement emploie les condamnés à construire ou à réparer les routes, et va même chercher parmi eux des recrues pour l'administration. En 1835, sur 14,903 condamnés que renfermait la terre de Van-Diemen, 516 étaient attachés au génie civil, 716 au génie maritime, et 318 à la police en qualité de constables. Les malfaiteurs devenus magistrats de la police judiciaire, voilà un trait qui peint les colonies pénales et la société qui en est sortie! Qui s'étonnerait ensuite de lire, dans le rapport de la chambre des communes, que cette police « se laisse corrompre, qu'elle favorise les malfaiteurs, qu'elle accuse des innocens et dérobe les coupables à la justice, qu'elle insulte les femmes qu'on lui donne à garder, en un mot qu'elle déjoue tous les efforts du gouvernement pour prévenir ou pour réprimer le crime? »

Les condamnés qui travaillent par escouades (*road-parties*) à la réparation des routes, ont certainement une existence plus pénible que celle des *assignés*. Il est dur de casser des pierres, de déblayer ou de terrasser neuf heures par jour, sous un soleil brûlant; mais les condamnés savent alléger leur tâche par la mollesse qu'ils mettent à

la remplir. On estime qu'un ouvrier libre fait autant d'ouvrage que deux condamnés. Comme ils travaillent sous la surveillance de quelqu'un des leurs qui ne les gêne guère ou de quelque émancipé tout aussi indulgent, ils quittent leurs baraques individuellement ou par troupes, armés ou sans armes, selon qu'il leur plaît; ils s'entendent avec les assignés qui servent chez les planteurs des environs pour commettre toute espèce de déprédations, et le produit de ces vols est bientôt dissipé en orgies. Dans l'opinion de tous ceux qui ont administré les colonies pénales, c'est aux condamnés qui travaillent à réparer les routes qu'il faut attribuer tous les vols avec effraction qui se commettent dans les cantons ruraux. Cet usage a presque cessé dans la NouvelleGalles, où les routes sont maintenant construites et réparées par des entrepreneurs, à l'exception de celles qui occupent encore les condamnés chargés de fers.

La déportation est le châtiment des délits commis en Angleterre. Mais si les déportés, au sein même de la colonie pénale, enfreignent encore les lois sur lesquelles repose toute société, quelque exceptionnelle qu'elle soit, quelle peine prononcer contre eux? Les planteurs préfèrent la flagellation à tout autre châtiment pour les assignés, parce qu'elle occasionne une moindre interruption du travail; il en est ainsi de tous les maîtres d'esclaves, et ceux de l'Australie pensent exactement là-dessus comme ceux des Antilles, des États-Unis et du Brésil. Cependant le code de la répression ne pouvait pas s'arrêter là. On a donc imaginé deux autres classes de châtimens entre le fouet et la mort : l'un est une sorte de bagne en camp volant, un second degré du travail forcé, le travail dans les fers; l'autre est une déportation dans la déportation, qui consiste à rejeter les condamnés sur quelque rocher isolé, où ils n'ont d'autre société que celle de leurs complices et de leurs geôliers. Celle-ci est la peine des crimes, et celle-là des délits. Un sixième de la population des condamnés se trouve compris dans ces deux catégories. Voici le tableau que trace des condamnés qui travaillent aux routes le rapporteur de la chambre des communes : « Depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, ils sont enfermés dans des baraques qui contiennent 18 à 20 hommes, mais dans lesquelles ces hommes ne peuvent ni se tenir debout, ni s'asseoir ensemble, si ce n'est leurs jambes faisant angle droit à leur corps, ce qui ne donne pas plus de dix-huit pouces d'espace à chaque individu; ils travaillent durant le jour sous la surveillance de soldats armés, et, pour la moindre infraction à la règle, ils sont livrés au fouet. Comme ils sont enchaînés, on parvient aisément à faire ré-

gner la discipline parmi eux. Cette peine, qui semble appartenir à un âge barbare, n'a d'autre résultat que de pousser les malfaiteurs au désespoir. La nature des devoirs imposés à la troupe qui surveille les condamnés a la plus déplorable influence sur la discipline et sur le moral des soldats. Les sentinelles s'enivrent, et la troupe se dégrade par ce contact journalier avec des condamnés, *parmi lesquels elle retrouve des pères, des frères ou des parens.* »

Dans les établissemens pénaux, nous ne disons pas pénitentiaires, de Norfolk et de Port-Arthur, le régime paraît être encore plus rigoureux et plus funeste à la moralité des condamnés. Mille ou douze cents criminels sont parqués ensemble et occupés aux plus rudes travaux. Pour garder ces hommes désespérés, les soldats se font assister d'une troupe de chiens féroces. La moindre faute est punie par le fouet; la peine de toute faute grave est la mort. Les condamnés préfèrent généralement la mort à la détention dans l'île de Norfolk. On en a vu couper la tête à quelqu'un de leurs camarades, sans provocation ni colère apparente, dans le seul but d'abréger leurs propres souffrances en méritant le dernier supplice. Les révoltes sont fréquentes dans l'île, et il est déjà arrivé que les condamnés, après avoir égorgé leurs gardiens, se sont emparés de l'établissement. La dernière insurrection, qui date de 1834 et qui faillit réussir, fut étouffée dans des torrens de sang : neuf condamnés furent tués sur la place, et onze exécutés. « L'aspect de ces misérables annonce leurs crimes, dit le rapport, et, suivant l'aveu très expressif que faisait un condamné avant de mourir, quiconque descend dans cet enfer devient bientôt aussi méchant que les autres; on lui prend son cœur d'homme, et on lui donne l'ame d'une bête. » Voici un catalogue funèbre, mais instructif, qui met en relief cette dépravation inouie. Sur 116 condamnés qui s'évadèrent de Port-Macquarie (établissement abandonné aujourd'hui) de 1822 à 1827, 75 périrent de misère dans les bois, 1 fut pendu pour avoir tué et mangé son compagnon, 2 furent frappés à mort par les soldats, 8 furent égorgés et 6 dévorés par leurs compagnons, 24 atteignirent les districts habités par les planteurs, qui en pendirent 15 pour meurtre ou maraudage dans les bois.

Il reste une dernière classe de déportés, c'est celle des condamnés qui deviennent libres, soit par l'expiration de leur peine, soit par une émancipation provisoire et conditionnelle (*ticket of leave*). Un condamné qui est déporté pour sept ans obtient cette remise de peine au bout de la quatrième année, à moins que sa conduite n'ait été

mauvaise; ceux qui sont condamnés à quatorze ans de déportation deviennent libres à la fin de la sixième année, et à la fin de la huitième s'ils sont condamnés à vie. Cette liberté provisoire leur donne les moyens de travailler pour leur propre compte, en se conformant à certains règlemens. En résultat, et malgré des abus fort graves, l'institution des libertés provisoires a eu quelques bons effets : c'est une prime offerte à la bonne conduite, car le condamné s'expose à rentrer dans l'état de servage, s'il fait un mauvais usage de cette faculté. Les libérés provisoires n'ont pas de peine à trouver du travail dans la colonie; ils occupent même des postes de confiance, tels que celui de constable dans la police et de surveillant dans les travaux exécutés sur les routes; ceux qui ont reçu quelque éducation sont choisis pour administrer des propriétés, pour être commis chez des banquiers, chez des avocats ou dans des maisons de commerce, et même pour présider à l'éducation des enfans. On en connaît qui ont épousé des femmes libres et qui ont acquis de grandes richesses; c'est un libéré provisoire qui dirigeait dans la Nouvelle-Galles le principal journal de la colonie.

La classe des émancipés, sur laquelle repose en grande partie l'édifice social des colonies australes, est dépeinte dans le rapport de 1838 comme la plus immorale et la plus dangereuse à beaucoup d'égards. C'est là que se rencontrent les plus grandes fortunes; on cite un émancipé qui possède 40,000 liv. sterl. de revenu (1 million de francs). L'origine de ces fortunes rapides est la même pour tous. L'émancipé commence par tenir une taverne (*public house*); bientôt il prête sur gage; enfin il devient propriétaire de terres et de grands troupeaux, qu'il achète fréquemment à ceux qui les ont dérobés. La plupart des émancipés sont ouvriers ou petits boutiquiers; on leur attribue les trois quarts des crimes qui se commettent dans la colonie. C'est parmi eux que l'on trouve les voleurs de bétail, les receleurs d'objets dérobés, ceux qui vendent sans autorisation des liqueurs spiritueuses, les maraudeurs enfin. Cette classe d'hommes ne tardera pas à égaler en nombre les condamnés, et elle forme déjà un élément redoutable de la population.

Dans les colonies pénales, où, suivant l'expression de sir W. Molesworth, le vice est la règle et la vertu l'exception, l'intimidation peut seule imposer aux déportés un peu de retenue. Aussi leur conduite s'améliore-t-elle à mesure que le châtiment auquel ils sont soumis est plus rigoureux et plus immédiat; elle devient plus désordonnée à mesure qu'ils jouissent d'une plus grande liberté. Le rap-

port de 1838 constate que les assignés commettent moins de délits que les libérés provisoires, et ceux-ci moins que les émancipés. Ce résultat est conforme aux données du bon sens. Un système pénal dont l'efficacité dépend absolument de la sévérité de la peine, et qui ne tend pas à redresser ou à fortifier dans l'ame du condamné l'énergie du sentiment moral, doit le rendre incapable de prévoyance et l'abrutir.

Si l'on veut savoir ce que peut être une société dont les malfaiteurs ont formé le noyau, il n'y a qu'à prendre le relevé des crimes commis annuellement dans la Nouvelle-Galles et qu'à le comparer avec les tables criminelles de la mère-patrie. La proportion des criminels à la population est en Angleterre de 1 sur 850 habitans; elle était de 1 sur 104 à la Nouvelle-Galles en 1835. La proportion des crimes commis avec violence aux crimes commis sans violence est en Angleterre de 1 sur 8 1/2; elle était dans la Nouvelle-Galles comme 1 est à 1 5/8. Dans la terre de Van-Diemen, on avait compté, en 1834, 1 criminel sur 81 habitans.

Le nombre des crimes augmente à la Nouvelle-Galles dans une proportion plus grande que la population. En effet, on ne trouvait que 1 délinquant sur 157 habitans en 1829, et, six ans plus tard, le rapport était de 1 délinquant sur 104 habitans. Ce fait prouve que la classe des hommes libres s'y démoralise tout aussi vite que celle des condamnés. La description que donne le juge Burton de la ville de Sidney en 1836 ressemble à un mauvais rêve. Dans cette Ponérople ou cité du crime, les vols avec effraction se commettaient en plein jour; le vice de l'ivrognerie était porté à un excès inimaginable : la consommation des liqueurs spiritueuses était annuellement de quatre gallons (1) par tête dans la colonie. On comptait 219 tavernes autorisées à Sidney, sans parler des innombrables repaires ouverts en contrebande. Joignez à cela une population rurale (*peasantry*) dépourvue de tout sentiment de famille, sans parens, sans femmes, sans enfans, sans foyer, moins attachée au sol, en un mot, que les esclaves nègres d'un planteur dans les Indes occidentales. Cette population habite en troupes dans de misérables huttes, et passe dans d'ignobles orgies la partie de la nuit qu'elle peut dérober au sommeil.

La chambre des communes attribue exclusivement au régime que l'on suit pour les condamnés cette irritabilité d'humeur qui envenime dans les colonies pénales tous les rapports sociaux. « Des serviteurs

(1) Le gallon contient un peu plus de quatre litres et demi. Ainsi chaque individu consommait par an plus de dix-huit litres d'eau-de-vie.

dégradés, dit le rapport, rendent les maîtres soupçonneux, et l'habitude du soupçon étant une fois prise, les maîtres ne tardent pas à douter de leurs égaux et de leurs supérieurs aussi bien que de leurs inférieurs. De là, entre autres symptômes, l'impatience avec laquelle on reçoit les ordonnances du gouvernement et les décisions de la justice, quelque justes et fondées en raison qu'elles soient. L'absence de toute impulsion morale dans les rapports domestiques, et l'habitude d'obtenir l'obéissance par la force, donnent aux habitans de l'Australie un ton de hauteur et de dureté dans leurs transactions qui fait dégénérer en querelle toute différence d'opinions, et qui amène les plus lamentables désunions. »

A l'heure qu'il est, les colonies pénales sont divisées en deux partis, les *émancipistes* et les *exclusionistes*. Les premiers veulent que les émancipés continuent à être admis aux fonctions sociales, qu'ils puissent être officiers de police, jurés, magistrats, qu'ils jouissent en un mot de tous les priviléges constitutionnels. Les autres, qui attribuent la perversité croissante de la société coloniale à l'indulgence prématurée avec laquelle les condamnés y sont traités, prétendent élever une barrière absolue entre la population d'origine libre et la population déportée. C'est, avec plus de fondement, le même préjugé qui, dans les colonies à esclaves, sépare les blancs des noirs et des hommes de couleur. Mais les exclusionistes de Sydney se raidissent en vain contre les conséquences même de l'ordre social qu'ils ont dû accepter en y portant leur industrie. La force des choses, aussi bien que les prescriptions de la loi, favorise cet amalgame impur. Tant que l'Angleterre versera ses malfaiteurs dans les colonies australes, il faudra que ceux-ci, à l'expiration de leur peine, puissent y acquérir le droit de cité. C'est une dignité qui ne les élève qu'à condition d'abaisser son niveau.

Avec l'égoïsme qui est le propre des vieilles sociétés, l'Angleterre se consolerait peut-être d'avoir engendré, à six mille lieues de ses rivages, cette communauté sans exemple et sans nom, si elle avait ainsi diminué ses propres charges et amélioré ses mœurs; mais l'événement a donné, sur ce point, le plus cruel démenti aux calculs et aux illusions de ses hommes d'état. On a beau expulser les grands criminels de la Grande-Bretagne et en déporter jusqu'à 5,500 par année, la quantité des crimes va toujours croissant : l'augmentation a été de plus de 100 pour 100 depuis vingt ans. Il n'y a que deux moyens d'obtenir, dans une société bien réglée, la diminution des délits. On les prévient, en arrêtant, par la ter-

reur qu'inspire le châtiment, ceux qui auraient la tentation de les commettre, et en réformant, par un bon système disciplinaire, les coupables qui se trouvent sous la main de la loi. Nous avons déjà vu que la déportation n'avait pas été établie dans un but d'amendement, et qu'elle dépravait au contraire les condamnés, dont un certain nombre sont destinés à revoir la mère-patrie. Il nous reste à montrer que cette peine, réduite à sa propre vertu, n'exerce, sur l'esprit des malfaiteurs novices ou émérites, aucun effet d'intimidation.

La déportation, telle que l'ont faite cinquante années d'expérience, n'est pas une peine simple; c'est une succession de peines qui embrassent tous les degrés de la souffrance, depuis la gêne la plus légère apportée à la liberté d'action jusqu'à la torture la plus excessive et la plus prolongée. Ce que les condamnés en supportent en moyenne constitue sans contredit un châtiment qui ne manque pas de sévérité; mais, si l'on veut juger de l'effet que produit la déportation sur les esprits, il faut moins considérer la somme réelle de douleur qu'elle inflige aux coupables que l'opinion qu'en conçoivent ceux qui sont à la veille de commettre un délit. Or, ce qui est certain, c'est que la race des malfaiteurs, et même l'opinion publique, dans la Grande-Bretagne, s'exagèrent l'indulgence avec laquelle sont traités les déportés dans les colonies. On ne redoute guère plus la déportation que le simple exil. Il arrive quelquefois que les soldats désertent pour se faire envoyer à la Nouvelle-Galles, et pour obtenir ainsi le même traitement que les criminels. Combien d'ouvriers, dans les temps calamiteux, commettent des vols avec l'espoir d'être déportés dans les colonies pénales, où ils trouveront du moins du travail et du pain assurés!

« La déportation, dit le rapport de 1838, est principalement redoutée des délinquans que l'on pourrait appeler *les criminels par accident*, de ceux qui ne font pas métier du crime, qui n'ont cédé, en violant les lois du pays, qu'à l'impulsion du moment, et en qui tout bon sentiment n'est pas éteint; mais elle n'effraie pas le moins du monde la classe la plus nombreuse des malfaiteurs, *les criminels d'habitude*, qui composent ce que l'on appelle, à proprement parler, la population criminelle du pays, les voleurs par état, les coupeurs de bourse, les bandits de grand chemin, enfin tous ceux qui vivent de la répétition de ces délits, et qui, ayant perdu toute aversion pour le crime, ne peuvent plus être contenus que par la terreur. Ceux-là doivent envisager sans éloignement la chance d'être exilés dans l'Australie, où ils entendent dire que les salaires sont élevés, où ils sa-

vent qu'ils trouveront la nourriture et les vêtemens en abondance, et où ils doivent rencontrer d'anciens compagnons de crime, la plupart dans une situation prospère et honorée.

« L'état d'esprit d'un individu qui va commettre un crime est exactement celui d'un joueur; il s'arrête avec satisfaction à toutes les chances favorables, dédaigne celles qui sont contraires, et croit qu'il n'arrivera que ce qui s'accorde avec ses désirs. Il se flatte, s'il commet un crime, de n'être pas découvert; s'il est découvert, de n'être pas condamné; s'il est déporté, d'être envoyé à la Nouvelle-Galles; s'il est envoyé à la Nouvelle-Galles, de ne pas s'y trouver plus mal que certains de ses complices qui ont fait fortune là-bas. »

Ainsi, la déportation n'est pas un épouvantail pour la classe la plus nombreuse des malfaiteurs, pour ceux qui font métier d'enfreindre les lois sociales, pour ceux qui, devenus insensibles à toutes les émotions honnêtes du cœur humain, ne peuvent plus être contenus que par la terreur. Où l'on voulait poser la digue du crime, il se trouve que l'on a ouvert une large brèche par laquelle s'écoule cet impur et inépuisable torrent. Un témoin entendu dans l'enquête de 1831, cherchant à expliquer un tel état de choses, déclare que, si la déportation intimide peu, cela vient de ce que le régime de cette peine ne répond pas à l'intention du législateur (*the spirit of the sentence is not carried into effect*). Reste à savoir s'il était possible d'imprimer à la déportation un caractère vraiment pénal, et si les créateurs du système ne s'étaient pas fait illusion sur l'avenir de cette institution.

Si l'on veut produire un effet d'intimidation, c'est moins à la sévérité qu'à la certitude de la peine qu'il faut viser. La déportation pèche contre le premier principe de toute législation pénale en présentant des châtimens multiples, variables, et par conséquent incertains. Aussi les criminalistes les plus clairvoyans ont-ils cessé de la considérer comme une peine, et l'archevêque de Dublin, M. Whately, a pu dire, non sans quelque apparence de raison : « C'est une véritable plaisanterie que de donner à un système tel que celui-là le nom de système pénal. La prudence conseillerait à plusieurs milliers de personnes en Irlande et dans le midi de l'Angleterre de commettre un crime qui leur valût d'être condamnées à sept ans de déportation dans la Nouvelle-Galles. Les dépenses du voyage leur seraient ainsi payées; même la courte durée d'une servitude de quatre ans serait une grande amélioration dans leur sort; viendrait ensuite la récompense sous la forme d'un congé provisoire, avec la liberté de tra-

vailler pour eux-mêmes le reste de leur vie. En outre, au bout d'une certaine période de temps, le gouvernement enverrait leurs femmes les joindre, aux frais du trésor public (1). »

Nous pensons avoir démontré, par le simple exposé des faits, que la déportation n'a pas été pour l'Angleterre un moyen de coloniser les vastes espaces de l'Australie, et que ce nouvel établissement n'a pris son essor que du jour où l'émigration libre est venue en faire cesser l'incurable stérilité. Envisagée comme un lieu de détention, la Nouvelle-Galles n'est pas beaucoup plus intéressante. Ce bagne exotique s'est trouvé tout aussi mal ordonné pour corriger les déportés que pour comprimer, par l'effroi salutaire de l'exemple, la génération en germe des criminels.

Un système pénal, qui n'a été ni une source de richesse ni un moyen d'amendement, ne pourrait se recommander que par l'économie d'argent qu'il aurait introduite dans la répression. Sur ce point encore, l'infériorité de la déportation a été constatée sans appel. De 1786 à 1837, les colonies pénales ont coûté à l'Angleterre près de 8 millions de livres sterling (200 millions de francs), et chaque condamné a entraîné ainsi une dépense de 82 liv. sterl. (2066 fr. 40 c.); la dépense annuelle est aujourd'hui le triple de ce qu'elle était dans le principe. En 1836, les colonies pénales ont grevé le budget d'une somme d'environ 500 mille livres sterling (12,500,000 fr.). La population des prisons et des bagnes réunis ne coûte pas aussi cher, en France, que les seuls déportés de Van-Diemen et de la Nouvelle-Galles, en dehors desquels l'Angleterre a encore les détenus de ses prisons et de ses pontons à nourrir. Nous ne parlons pas des États-Unis, où le produit du travail des prisonniers suffit à leur entretien.

Nous venons d'esquisser rapidement et à grands traits l'histoire des colonies pénales, ainsi que la description de l'état social qu'elles ont enfanté. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans de plus longs détails pour convaincre tout lecteur de bonne foi que cette vaste expérience a misérablement échoué. Le comité de la chambre des communes, dans le rapport dont nous avons donné la substance, conclut à l'abolition immédiate du système; il n'admet ni tempérament ni replâtrage. Le gouvernement anglais avait proposé de discontinuer la pratique d'*assigner* des condamnés pour domestiques aux planteurs, et d'employer tous les déportés au service de l'état, soit à la réparation des routes, soit à d'autres travaux pénibles et forcés. Le comité re-

(1) *Thoughts on secondary punishments.*

pousse cet expédient comme entraînant l'alternative d'un régime militaire dégradant par sa brutalité, ou d'un laisser-aller qui démoraliserait les condamnés. Il fait remarquer en outre qu'il faudrait doubler le nombre des soldats que l'on entretient dans les colonies pénales, et qu'un condamné employé aux routes coûtant 14 liv. st. par an à l'état, tandis qu'un assigné ne lui coûte que 4 l. st., le budget des dépenses s'accroîtrait de 300,000 l. st. par année (7,560,000. fr). Enfin l'on avait conseillé de créer des pénitenciers dans l'Australie; le comité prouve qu'il est facile de les construire en Angleterre à meilleur marché, et que l'on épargnera d'ailleurs ainsi les frais inhérens au transport des condamnés, frais qui s'élèvent annuellement à 2 millions de francs.

Nous considérons, quant à nous, l'état de choses qui existe dans les colonies australes comme la conséquence nécessaire de la déportation. Aucune amélioration du système ne nous paraît possible; il faut y renoncer d'une manière absolue, ou se résigner aux fruits amers que cet arbre a portés. Les deux périodes par lesquelles ont passé les établissemens de l'Australie étaient le développement rationnel du principe qu'y avaient déposé leurs fondateurs. Ils ont commencé par être un bagne perdu au milieu du désert, et ils seraient restés un bagne, si l'on n'avait admis l'émigration libre à venir occuper l'espace qui demeurait vide devant les condamnés; mais du moment où les émigrans d'origine libre ont pris possession du sol, en assez grand nombre pour le cultiver et pour s'y multiplier eux-mêmes, deux races différentes se sont trouvées en présence, deux races qui différaient comme deux castes, dont la plus forte devait dominer l'autre, et la plus faible obéir.

Les colonies australes sont devenues des colonies à esclaves, en vertu de la loi qui a institué partout les esclaves dans l'ancien monde, et au moyen-âge les serfs. L'égalité doit exister dans les faits avant d'être érigée en principe légal. Si l'on veut que les malfaiteurs ne soient pas réduits à l'état d'esclavage, il faut les isoler de tout contact avec la société, et les enfermer étroitement dans les prisons. Si vous les mêlez avec les autres hommes, vous ne pouvez pas les placer sur le même rang; car ce serait dégrader la société. Ils doivent porter la peine et la marque de leur infériorité morale, et jusqu'ici l'on n'a pas trouvé une autre place dans l'ordre social pour ces parias de la loi, quand on leur a fait respirer l'atmosphère où vivent les honnêtes gens, que celle qui s'étend depuis l'esclavage jusqu'à la domesticité.

Pour couper court aux conséquences, il faut donc supprimer le principe. Les colonies australes ne remonteront au niveau des sociétés civilisées que lorsqu'elles cesseront de servir d'égout aux prisons de la métropole. L'esclavage pénal est le signe de leur origine, tache qui ne s'effacera, et lentement encore, que si elle n'est pas renouvelée. Quant à faire autre chose que ce que l'Angleterre a fait en fondant ses colonies pénales, il y aurait de la présomption à y songer. Si l'Angleterre n'a pas réussi, étant maîtresse de la mer, ayant une grande navigation, le commerce le plus étendu, des capitaux considérables, un indomptable esprit d'entreprise, l'habitude de l'ordre, et le courage de la persévérance jusqu'à tomber dans l'opiniâtreté, quelle nation pourrait concevoir raisonnablement l'espoir du succès?

Soit que l'on se propose de fonder une colonie, soit qu'on envisage plutôt la possibilité de réformer les coupables que les lois ont frappés, la déportation est le plus mauvais de tous les systèmes. Il a désormais l'expérience autant que les principes contre lui. Si l'on ne veut qu'établir un bagne, il est puéril de traverser les mers et de transporter des condamnés à six mille lieues. Si l'on veut défricher et peupler de nouveaux territoires, il faut se rappeler que l'œuvre de la colonisation est peut-être celle qui exige le plus de liberté. Il ne faut pas charger de chaînes les mains qui doivent dompter la nature sauvage; c'est d'ailleurs se poser un problème insoluble que de former le noyau d'une colonie au moyen d'une population dont la moitié devra perpétuellement observer, garder et contenir l'autre moitié.

Et de quel droit encore une nation verserait-elle sur un territoire étranger l'écume de ses grandes villes? Est-ce bien aux malfaiteurs qui encombrent nos prisons que nous devons confier la mission de communiquer aux peuples non civilisés les lumières de notre état social? Les sauvages de l'Australie, s'ils avaient su exprimer leurs griefs dans la langue de leurs conquérans, n'auraient-ils pas eu le droit d'élever les mêmes plaintes que Franklin, au nom des planteurs américains, porta quelques années plus tôt devant le parlement anglais?

Toute civilisation a ses plaies. Un peuple entretient des prisons comme il défraie des hôpitaux. La répression des délits n'est pas un devoir moins étroit que le soulagement des misères, et il n'est pas plus permis d'empoisonner un peuple voisin ou éloigné, civilisé ou barbare, des émanations méphytiques de nos bagnes, que de lui

expédier des pauvres à nourrir. On dit que les anciens Scythes exposaient leurs vieillards dans le désert; en ferons-nous de même pour nos malfaiteurs, et mettrons-nous aussi à la loterie des colonies pénales? Cela serait une folie désormais sans excuse après l'exemple, après la leçon que les fautes de l'Angleterre nous ont donnée.

Les colonies pénales étaient une idée fausse qui approchait d'une idée vraie. Ce qu'on a tenté vainement de faire avec des condamnés, des libérés pourraient l'entreprendre après avoir payé leur dette à la loi. Supposez que les prisons de la métropole soient organisées de manière à relever les détenus de la dégradation morale qui pèse sur eux, ou tout au moins de façon à prévenir une corruption plus grande, quel mal y aurait-il à récompenser ceux qui auraient donné des gages de repentir, en leur ouvrant, à l'expiration de la peine, la perspective d'un établissement lointain?

On conçoit que les états de la Nouvelle-Angleterre aient repoussé les colons souillés de crimes que leur envoyait le gouvernement de la mère-patrie, et que Franklin, dans son langage simple autant que hardi, comparait à des serpens à sonnettes. On s'explique encore l'horreur que les scélérats déportés à la Nouvelle-Galles ont inspirée aux sauvages de l'Australie. Mais des hommes que le châtiment aurait éprouvés, et qui auraient été purifiés par la souffrance, ne provoqueraient pas cette répulsion universelle dont les condamnés sont l'objet. Le seul fait d'avoir été jugés dignes de commencer une existence nouvelle en contribuaut à reculer la frontière des sociétés civilisées leur confèreraitt un véritable droit aux égards de tous. Quant à eux, l'avantage serait évident; on les arracherait aux antécédens et aux tentations de leur vie passée; on ferait d'eux les pionniers de la nation; 'on mettrait leur énergie, cette énergie qui s'était trouvée à l'étroit dans l'ordre civil, aux prises avec les obstacles naturels du sol et du climat, lutte salutaire qui ajoute aux forces morales de l'homme et d'où naissent les bonnes pensées. La société coloniale, que l'on ne fonde pas d'une manière durable avec des esclaves, peut commencer du moins par des affranchis. Les colonies de libérés nous paraissent le dernier mot de tout système pénitentiaire, et le premier detout établissement colonial.

LÉON FAUCHER.

DISCOURS

PRONONCÉS

DANS LES CHAMBRES LÉGISLATIVES

PAR M. LE BARON PASQUIER.[1]

L'époque de la restauration est bien faite pour tenter le talent d'un véritable historien. Toutes les conditions que l'art de l'histoire peut exiger sont remplies. Dans un temps assez court se déroule une action immense. La scène s'ouvre par la chute répétée d'un héros, et Waterloo vient se placer entre les deux commencemens de la restauration, qui se trouve ainsi avoir pour exorde les derniers momens de la plus haute puissance au faîte de laquelle la France ait jamais monté. C'est sur cette ruine que vient régner une antique race de rois; mais la ruine est vivante. Ceux qui après quinze années de défaites avaient enfin rencontré la victoire savaient bien tout ce qu'il y avait de ressources, d'avenir et de force dans ce peuple que

(1) Librairie d'Amyot, rue de la Paix; 4 vol. in-8°.

la fortune abandonnait, et ç'a été la gloire de la France d'exciter encore l'envie, même dans l'abîme où elle était tombée. Aussi les puissances coalisées travaillèrent à élever contre la France de menaçantes barrières; elles la repoussèrent dans ses anciennes limites, qu'elles ne respectèrent pas même sur tous les points. Les peuples qui avaient été les alliés ou les sujets de l'empire français devinrent pour nous de redoutables gardiens, et l'on n'entendit plus sur les rives du Rhin, de l'Escaut et du Var que le *qui vive?* des sentinelles étrangères.

C'est dans cette France, ainsi cernée de toutes parts, que les Bourbons furent mis face à face avec un peuple qui ne les connaissait pas. Quand Charles II entra dans Londres, il ne trouva pas une nation nouvelle. Les luttes parlementaires de 1640, pour avoir dégénéré en guerre civile, n'avaient rien changé au fond de la société anglaise. En France, au contraire, la révolution avait été complète; elle ne s'était point arrêtée aux surfaces de la vie politique, et elle avait pénétré jusque dans les derniers replis du corps social. Cette différence n'avait pas échappé à l'ingénieuse industrie de ceux qui mirent dans la bouche de Charles X, arrivant à Paris avant Louis XVIII, ce mot plein de convenance : « Il n'y a rien de changé, ce n'est qu'un Français de plus. » La maison de Bourbon semblait ainsi s'excuser de se voir elle-même si peu en harmonie avec cette France dont elle venait reprendre le gouvernement : vingt-cinq ans l'avaient vieillie de deux siècles.

Les passions qui sous la restauration s'entrechoquèrent furent sincères et élevées. Dans les partis qui militèrent, l'un pour la monarchie, l'autre pour la liberté, il y avait une foi vive, et cette ardeur dans les convictions donne à cette époque un caractère noblement dramatique. A peine remise des émotions de la guerre, la France se jeta dans les agitations de la vie politique. La liberté devint pour elle un dédommagement, la Charte un instrument de civilisation. C'est au moment où l'on eût dit que l'esprit du siècle était abattu, qu'il déploya le plus de forces : les travaux de la paix s'organisèrent; les moyens propriétaires, les industriels grands et petits, les commerçans, les banquiers, eurent bientôt la conscience qu'ils représentaient le pays, depuis que l'aigle impériale n'était plus le symbole de la France. Mais ils avaient en face d'eux un parti considérable et puissant, car il détenait entre ses mains presque toute la grande propriété, et les événemens paraissaient favorables à ses desseins, à ses espérances. Les royalistes ne se contentaient pas du re-

tour du roi, et ils voulaient restaurer avec leurs princes l'ancienne société. Contre la révolution, qui était pour eux un objet de scandale et de haine, ils méditaient à leur tour une autre révolution; telle était la pensée qui dans le camp royaliste se montrait à demi ou se dévoilait tout entière, selon la faveur des circonstances et l'habileté des meneurs.

C'étaient là de grands débats. Les hommes d'une société nouvelle et les partisans d'un ordre antique aux prises les uns avec les autres, les idées modernes et les anciennes croyances se faisant une guerre acharnée, cette lutte se manifestant par des systèmes, par des émeutes, par des conspirations militaires, par des associations secrètes, les triomphes alternatifs des deux opinions qui divisaient la France, jusqu'à la péripétie finale qui éclate comme un coup de tonnerre, voilà une période de quinze années vraiment féconde. Quelle rapidité dans les vicissitudes des partis! Après Waterloo, les royalistes exercent une influence exclusive qui leur est enlevée par l'ordonnance du 5 septembre 1816; pendant quatre ans, jusqu'au 13 février 1820, le parti libéral est en progrès et en prospérité. L'assassinat du duc de Berri livre entièrement le pouvoir aux royalistes, qui le gardent sept ans. Le 4 janvier 1828, l'avénement de l'administration Martignac était l'aveu officiel du triomphe des opinions libérales, aveu que Charles X retira l'année suivante pour remettre le gouvernement aux mains d'un parti dont la France était lasse. Le ministère de M. de Polignac n'avait pas un an d'existence quand la monarchie tomba. Pendant cette remarquable époque, que de talens et de réputations ont brillé! La restauration nous présente, pour ainsi parler, la fleur de l'éloquence parlementaire et de la littérature politique : les discours et les écrits qu'elle a produits nous offrent des accens plus passionnés, des couleurs plus vives que ce qui se fait et se dit aujourd'hui; on y remarque tout ensemble plus de foi et plus d'art.

Dans cette histoire de la restauration, au milieu de ses acteurs, M. Pasquier demande aujourd'hui une place. A ce personnage éminent qui aurait pu contracter une certaine satiété des choses et des hommes à travers les vicissitudes et les impressions diverses qu'il a traversées, on dirait que le goût de la réputation littéraire est venu. C'est une ambition qui, pour se montrer la dernière, n'a pas moins d'exigences que les autres. D'ailleurs les circonstances ont dû paraître favorables à M. Pasquier pour rassembler sous les yeux du public ses titres oratoires et parlementaires. Nous avons aujourd'hui tant d'impartialité, nous comprenons si bien toutes les opinions et tous les

partis, qu'on peut, sans crainte aucune, faire appel à notre curiosité, à notre justice. Même plus la vie d'un homme aura été diverse, ondoyante et variée, plus les innombrables contrastes de notre histoire depuis cinquante ans viendront s'y refléter, mieux nous nous sentirons disposés à regarder avec intérêt les oppositions et les incidens de ce tableau. C'est le caractère de notre époque que l'injustice en matière d'appréciations politiques ne se trouve plus que là où il y a mauvaise foi systématique ou ignorance épaisse. Quant à la passion en elle-même, elle n'est plus assez forte pour interdire l'équité. Nous avons vu les mêmes idoles déifiées, foulées aux pieds, puis retrouvant leurs autels par un retour d'enthousiasme et d'apothéose. La monarchie a été un instant maudite et condamnée; mais d'un autre côté la république a été couverte d'exécration et d'opprobres. L'empereur, qui, en 1811, semblait devoir garder dans sa main le globe du monde, était, en 1815, poursuivi par une foule en furie dans un des départemens de la France; cette foule voulait l'assassiner. Les systèmes et les théories se sont tour à tour jeté à la face l'excommunication et l'outrage; la philosophie a dit au christianisme qu'il faisait injure à l'esprit humain, et la religion a répondu en reprochant à la philosophie de tromper l'homme et de le perdre. Quel a été le résultat de cette implacable franchise avec laquelle toutes les opinions et toutes les causes se sont acharnées les unes contre les autres? Tout a été percé à jour; toutes les misères de l'humanité ont été mises à nu. Il a été donné à chacun de pouvoir plonger un œil irrespectueux dans les infirmités de la gloire qui paraissait la plus inébranlable, et dans les faiblesses de la pensée qui semblait la plus solide et la plus vraie. Partant, plus de foi, plus d'enthousiasme; mais aussi, par compensation, nous sommes doués d'une intelligence merveilleuse pour assigner à chaque chose, à tout homme, sa place et sa valeur, ni trop haut, ni trop bas, sans colère, sans engouement. M. le baron Pasquier n'a donc pas eu tort de publier ses discours.

Il n'y a point d'homme, sous la restauration, qui ait été plus en butte aux attaques des partis et de tous les partis que M. le chancelier. La raison en est simple : un parti, quel qu'il soit, est la chose du monde qui a toujours répugné le plus aux instincts politiques de M. Pasquier. Il a toujours été exclusivement homme d'affaires, serviteur intelligent du pouvoir. A ses yeux, au milieu de nos agitations, le devoir le plus impérieux a toujours été de se rallier au gouvernement qui s'élevait, dès qu'il lui reconnaissait des pensées d'ordre et de civilisation. Dans l'infinie variété des changemens qui venaient

affecter le corps social, le pouvoir était pour lui l'unité nécessaire qu'il importait de sauver. Trois grands gouvernemens ont été tour à tour nécessaires à la France : le gouvernement de Napoléon, celui de la restauration, la monarchie de 1830. M. Pasquier les a servis tous les trois; ç'a été sa vocation naturelle de mettre son expérience au service de ce qui surgissait du milieu du chaos et des ruines.

On comprendra quelle irritation devait causer aux partis une conduite politique qui ne tenait aucun compte de leurs ardeurs, de leurs haines, de leurs préférences. Le sang-froid de M. Pasquier, la sérénité avec laquelle il marchait à son but, étaient comme une condamnation de leur fanatisme, et ce contraste excitait leur fureur. Les royalistes frémissaient quand ils voyaient M. Pasquier dans les conseils de Louis XVIII. Ils n'admettaient point qu'un ancien fonctionnaire du gouvernement impérial fût un digne serviteur de la monarchie légitime, et ils poursuivaient sans relâche de leurs agressions le ministre qui ne pouvait se laver du tort, impardonnable à leurs yeux, d'avoir été dans les affaires avant le retour des princes. M. Pasquier essuyait ces bordées avec un aplomb qui n'était pas sans dédain. Cependant un jour la patience lui échappa. L'évènement du 13 février 1820 avait, en précipitant du pouvoir M. Decazes, amené le second ministère du duc de Richelieu, qui, pour s'assurer les moyens de gouverner, avait fait entrer dans le conseil MM. de Villèle et Corbière. C'était une première satisfaction, une garantie donnée aux royalistes; mais elles ne leur suffisaient pas. Les royalistes sentaient leur force, et ils voulaient le pouvoir tout entier. Aussi pendant que leurs chefs étaient déjà dans la place et prenaient position auprès de Louis XVIII, les hommes les plus ardens du parti faisaient au duc de Richelieu et à ses collègues une guerre à outrance, et c'était surtout contre M. Pasquier qu'ils lançaient leurs traits les plus acérés. Dans les derniers jours de la session de 1821, M. de Castelbajac lui adressa à la tribune le plus singulier de tous les reproches; il l'accusa de ne pas aimer les royalistes : « Oui, disait le fougueux orateur de la droite, M. Pasquier hait les royalistes, il les repousse comme principe; placé par ses antécédens dans une situation fausse, il ne peut avoir une doctrine, il ne peut professer une opinion sans craindre le *Moniteur* et d'importuns souvenirs. » Cette véhémente sortie triompha du stoïcisme habituel de M. Pasquier, et le lendemain il répondit au royaliste implacable; il convint qu'il avait des amitiés aussi bien que des éloignemens politiques, et il se mit à faire l'énumération des unes et des autres. Il commença par ses an-

tipathies : « J'ai de l'éloignement, dit-il, pour ceux qui, par d'odieuses récriminations, presque toujours injustes, toujours impolitiques, fournissent sans cesse des armes et des auxiliaires aux ennemis de la monarchie. Comme je redoute toutes les usurpations, j'ai de l'éloignement pour un petit nombre d'hommes qui voudraient usurper à eux seuls le titre de royalistes.... Mon éloignement pour ces mêmes hommes ne diminue pas apparemment lorsqu'ils manifestent trop clairement à mes yeux la pensée de faire, d'une chose aussi sacrée que la royauté et du pouvoir qui en émane, l'instrument de leurs passions, de leur intérêt, de leur ambition. Il peut bien être permis aux ministres, quand on leur répète sans cesse qu'ils ne travaillent que pour conserver leurs places, de répondre qu'on ne se livre à tant d'emportemens que parce qu'on veut les envahir. » M. Pasquier terminait en proclamant ses amitiés, et il élevait aux nues les bons citoyens, qui, disait-il, se montraient d'autant plus royalistes qu'ils étaient plus constitutionnels (1). Mais le côté droit s'était plutôt reconnu dans le chapitre des éloignemens que dans le chapitre des amitiés, et désormais entre lui et M. Pasquier la brouille fut irrémédiable.

Louis XVIII se sépara avec un regret véritable de M. de Richelieu et de ses collègues; le gouvernement et la santé lui échappaient à la fois. Il avait vu avec plaisir, dans son conseil, des hommes distingués qui avaient trop de sens et de goût pour aller au-delà de certaines limites dans le royalisme et le dévouement. Jamais il ne fut plus utile à un pays d'avoir un homme d'esprit sur le trône. Tant que Louis XVIII conserva une certaine vigueur de tempérament et de pensée, il lutta non-seulement contre les entraînemens de parti, mais, ce qui est plus difficile encore et plus méritoire, contre les obsessions de famille. « Par un malheur attaché à la nature humaine, a dit Montesquieu (2), les grands hommes modérés sont rares. » Louis XVIII n'était pas un grand homme; mais si l'on considère que, pendant les six années où ses forces physiques ne le trahirent pas, ce prince gouverna avec la modération la plus habile et qu'il n'avait permis ni aux douleurs de l'exil, ni aux malheurs de sa race d'obscurcir la pénétrante fermeté de son jugement, on ne lui refusera pas une place parmi ces rois qu'un bon sens supérieur recommande à l'estime de l'histoire.

(1) *Discours*, t. III, p. 171-175.
(2) *Esprit des Lois*, liv. XXVIII, ch. XLI.

La vivacité des opinions libérales ne fut pas moins hostile à M. Pasquier, sous la restauration, que l'ardeur des sentimens royalistes. La puissance morale de la gauche, à cette époque, était immense : elle portait à la tribune l'accent des passions qui faisaient battre le cœur du pays, le regret de la gloire et l'amour de la liberté. L'éclat de ses notabilités et de ses talens donnait à sa popularité un nouveau lustre. A côté du général Foy, qui montrait à la France ce qu'elle aime tant, l'éloquence dans la bouche d'un soldat, se faisait remarquer le plus spirituel des tribuns, le plus agréablement sceptique des hommes de parti, Benjamin Constant, qu'appuyait de sa haute autorité le doyen de la révolution, M. de Lafayette. N'oublions pas Manuel, improvisateur toujours prêt à porter dans toutes les questions une clarté courageuse. Ce qui assurait encore à la gauche une nouvelle force comme opposition, c'est qu'elle ne pouvait prévoir, ni personne pour elle, le moment où elle serait appelée à appliquer ses théories et ses doctrines. Aussi rien ne la gênait dans l'énonciation de ses principes; elle allait toujours à ce qu'il y avait de plus général et de plus absolu. Avec quel mépris, avec quelle colère elle repoussait toutes les considérations tirées des nécessités du gouvernement et du maintien de l'ordre! Quand on lui parlait des besoins du pouvoir, elle répondait par des cris d'alarme sur les dangers de la liberté, intraitable, inflexible, parce qu'elle se voyait populaire et applaudie.

On ne s'étonnera pas qu'avec de pareilles dispositions d'esprit, les chefs de la gauche fissent à M. Pasquier une guerre incessante : ils ne lui savaient aucun gré de ce que sa conduite et son langage avaient de modéré; on eût dit au contraire qu'ils étaient fâchés de voir aux affaires un homme dont l'expérience, acquise à une grande école, pouvait être utile au gouvernement de la restauration. La presse libérale avait surnommé M. Pasquier l'*inévitable*. Il y eut d'ailleurs une époque où la position de M. Pasquier semblait appeler sur lui tous les coups. Quand, après la mort du duc de Berri, la restauration demanda aux chambres le rétablissement de la censure et des mesures suspensives de la liberté individuelle, M. Pasquier porta seul tout le poids de la discussion dans les chambres. Le président du conseil, M. le duc de Richelieu, avait l'habitude de rester étranger aux débats de politique intérieure; le plus brillant orateur du cabinet, M. de Serres, alors garde-des-sceaux, cherchait à ranimer sous le soleil de Nice les derniers restes d'une vigueur noblement épuisée au service d'une cause qui n'eut pour lui qu'ingratitude et oubli. En 1822, les royalistes firent échouer la réélection de M. de Serres

dans le Haut-Rhin. M. Pasquier était donc seul pour défendre les projets les plus importans présentés par le cabinet, car la parole de M. Siméon, alors ministre de l'intérieur, était un médiocre secours. La gravité particulière de la situation inspira à M. Pasquier un langage plus ferme que celui qu'il apportait d'ordinaire à la tribune. Elle lui souffla même une certaine audace. Il ne craignit pas d'avouer qu'il demandait l'arbitraire, en ajoutant toutefois qu'il le demandait à des Français libres (1). Cette franchise souleva contre le ministre les plus violens orages, et il fut personnellement pris à partie à la tribune par les orateurs de la gauche : on attaqua son passé; on y chercha les causes de ce goût pour l'arbitraire qui ne craignait pas de s'afficher. Les agressions furent si passionnées, que M. Pasquier crut devoir défendre à la tribune les commencemens de sa vie politique. « Entré dans les rangs du conseil d'état en 1806, dit-il, je me suis vu appelé assez promptement, et contre toute attente, à des fonctions importantes, mais délicates et fort pénibles..... Ma conscience me rend ce témoignage que les momens les plus doux, dans cette période de ma carrière politique, ont été ceux où il m'a été donné d'adoucir, par tous les moyens en ma puissance, les rigoureuses dispositions de la législation que je devais mettre en pratique... Mes principes n'ont pas changé, et dans toutes les situations que j'ai parcourues depuis 1814, j'ai constamment repoussé les exagérations des divers partis (2). » Pendant que M. Pasquier combattait ainsi sur la brèche, les royalistes travaillaient à l'évincer du ministère : MM. de Villèle et Corbière souriaient sur leurs bancs de ses efforts pour fortifier un pouvoir dont ils allaient bientôt s'emparer.

A cette époque, il fut dans la destinée de M. Pasquier non-seulement d'être attaqué par les libéraux et les royalistes, mais encore d'être combattu par les hommes politiques qui commençaient alors à se créer une autorité sous le nom de *doctrinaires*. Ces derniers avaient fait leur choix; ils s'étaient séparés du pouvoir et avaient pris place dans les rangs de l'opposition. Tant que le gouvernement de Louis XVIII ne fut pas débordé par la puissance croissante des royalistes, ils l'avaient servi : la défense du pouvoir royal leur avait paru à la fois un devoir, une nécessité, une position forte. Mais il arriva un moment où, quelle que fût leur bonne volonté, cette position n'était plus tenable. L'invasion des principes et des passions du

(1) *Discours*, t. II, p. 100.
(2) *Ibid.*, t. II, p. 106-107.

côté droit était trop générale et trop violente pour ne pas tout chasser devant elle. D'ailleurs les royalistes, et ce ne fut pas une de leurs moindres fautes, enveloppaient dans la même antipathie les libéraux et les doctrinaires : à leurs yeux, ces derniers étaient aussi des ennemis de l'autel et du trône, et quelquefois même, par leur ton doctoral, ils inspiraient au côté droit plus de défiance et de colère.

Sous la restauration, on était doctrinaire quand on aspirait ouvertement à la double aptitude d'être homme d'affaires et d'être homme de doctrines. Dès 1814, quelques esprits distingués s'étaient jetés dans l'administration; on débutait par l'activité pratique. Après les cent-jours et les emportemens royalistes de 1815, les mêmes hommes, dont plusieurs continuèrent d'occuper des positions administratives, cherchèrent à élever et à soutenir la pratique du gouvernement par un constitutionalisme théorique qui allait souvent chercher ses exemples en Angleterre. Dès que la chute de M. Decazes eut annoncé le triomphe des royalistes, les doctrinaires eurent le mérite de se jeter promptement dans l'opposition. Ils comprirent vite qu'il fallait quitter les affaires pour les théories, le rôle de défenseurs du pouvoir pour celui d'opposans. D'ailleurs, ils étaient jeunes; ils retrouvaient avec plaisir les études graves, les travaux littéraires, et s'ils avaient fait des sacrifices à leur honneur politique, une popularité naissante les en dédommageait. Dans cette situation nouvelle pour eux, les doctrinaires ne furent pas moins impitoyables que les libéraux et les royalistes envers ceux qui, n'étant qu'hommes d'affaires, sans avoir l'orgueil des théories, gardaient leurs portefeuilles avec ténacité. Collègue de M. le baron Mounier et de M. de Serres sous le second ministère du duc de Richelieu, M. Pasquier fut plus que tout autre le point de mire des attaques de ceux qu'il devait bientôt aller rejoindre lui-même dans les rangs de l'opposition. Les hommes qui se targuaient d'avoir des doctrines trouvèrent piquant et utile à leur cause de faire la satire des aptitudes exclusivement pratiques de l'ancien fonctionnaire impérial. « On dit que M. Pasquier n'a point d'opinions, écrivait M. Guizot; on se trompe, il en a une. C'est qu'il faut se méfier de toutes les opinions, passer entre elles, glaner quelque chose sur chacune, prendre ici de quoi répondre là, là de quoi répondre ici, et se composer ainsi chaque jour une sagesse qui suffise à la nécessité du moment..... La situation de M. Pasquier a souvent varié depuis 1815, trop souvent, selon moi, même dans son propre intérêt.... En 1815, il s'unit aux défenseurs de la France nouvelle, mais sans se déclarer l'ennemi de l'ancien régime; il a servi

en 1820 sous les drapeaux de l'ancien régime, mais sans que la France nouvelle le pût regarder comme ennemi.... C'est un homme du monde dénué de principes généraux, mais non de morale pratique, et qui met sa conscience politique à ne pas compromettre son caractère privé (1). » De nos jours, la scène politique est si mobile, que les rancunes ne sauraient être durables. Des événemens rapprochent ceux qui s'étaient combattus par des écrits, par des discours, et les intérêts sont plus forts que les phrases. La grande opposition que suscita le ministère de M. de Villèle réunit *l'homme du monde dénué de principes généraux* et le doctrinaire dogmatique. Dix ans plus tard, l'un et l'autre défendaient de concert un gouvernement nouveau, et peut-être M. Pasquier aurait d'assez bonnes raisons pour demander à M. Guizot de vouloir bien, dans un moment de loisir, recommencer son portrait.

M. le chancelier use de son droit quand il en appelle à des esprits moins prévenus que les partis qui, durant la restauration, le maltraitèrent si fort; toutefois, il n'a pas dû se dissimuler les dangers d'une publicité solennelle et littéraire donnée à des discours politiques qui tirent presque toujours leur plus grande valeur de l'intérêt du moment. C'est une terrible épreuve pour des œuvres parlementaires que d'être relues quand les circonstances qui les ont fait naître sont déjà loin. Il est donné à peu d'hommes de paraître encore orateurs, lorsque la tribune est fermée, lorsque l'auditoire a disparu, lorsqu'enfin, selon le mot de Buffon, *ce n'est plus le corps qui parle au corps*. Sous les formes et les replis de sa prose incorrecte, Mirabeau est encore vivant; mais cet homme, privilégié entre tous, se sépare des autres orateurs modernes par l'abîme de ses passions et de son génie. Un souffle poétique anime encore les harangues de Vergniaud. Il est aussi des hommes qui se font toujours lire avec curiosité : ce sont ceux qui ont exercé sur leurs contemporains une influence tragique. Ainsi on cherche avidement dans les colonnes du *Moniteur* les harangues de Robespierre; l'historien et le philosophe s'arrêtent long-temps sur les pages de ce rhéteur cruel et médiocre. Depuis que la charte nous a mis en possession du gouvernement représentatif, les œuvres de deux députés célèbres ont été rassemblées; nous voulons parler des discours du général Foy et de Benjamin Constant. Jusqu'à quel point la gloire de ces deux orateurs

(1) *Des Moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France*, par F. Guizot, 1821.

a-t-elle gagné à cette seconde publicité? Le patriotisme et la loyauté du général Foy ne suffisent pas toujours à donner à ses paroles de la consistance. Il arrive au lecteur qui parcourt les développemens un peu laborieux de cette éloquence, d'être attristé par la faiblesse, quelquefois même par l'absence de la pensée. La personnalité de l'homme est rarement assez forte pour soutenir l'œuvre, et cependant il y a vingt ans à peine que ce noble cœur a cessé de battre. Benjamin Constant est plus heureux; l'écrivain appuie l'orateur. Ses discours n'ont pas sans doute la piquante valeur de ces pamphlets, de ces pages ingénieuses que n'aurait pas désavouées Voltaire : néanmoins ils en retiennent quelque chose, et cela suffira pour les faire relire. Pour vivre dans la postérité, il est utile sans doute d'avoir été proclamé un grand citoyen, mais il ne nuit pas non plus d'être un homme d'esprit.

« Je ne voudrais pas, dit M. Pasquier dans l'avertissement qui précède ses discours, qu'on me supposât une trop haute opinion du mérite de ces productions; à Dieu ne plaise que j'aie la prétention de les donner comme des modèles, *non que plusieurs d'entre elles n'aient eu en leur temps un certain éclat, et des effets assez considérables...* » Voilà un ton quelque peu dégagé qui met la critique à son aise; c'est sans crainte, sans timidité, que M. Pasquier présente ses discours au public. Il nous dit quelques lignes plus loin « qu'il croit pouvoir regarder le recueil de ses œuvres parlementaires comme un des élémens de l'histoire consciencieuse d'une époque où les débats législatifs ont tenu une si grande place. » M. le chancelier a soin de nous apprendre lui-même l'importance que nous devons attacher au cadeau qu'il nous fait; peut-être y eût-il eu plus de tact à ne pas devancer ainsi l'opinion de ceux qui le reçoivent. Au surplus, le noble éditeur a traité ses discours avec une sollicitude toute paternelle; il les a revus, corrigés, développés; il en est quelques-uns même qu'il a dû récrire en entier. Cicéron en usait ainsi. Nous ne blâmons pas ces soins, cette coquetterie : quand on se présente à son siècle avec la prétention avouée de passer à la postérité, il est naturel qu'on cherche à se produire avec tous ses avantages.

La lecture des discours de M. Pasquier nous a convaincu de l'intérêt réel des documens qu'il met sous les yeux du public. Ces documens seront consultés avec fruit par l'historien, par l'administrateur, par l'homme politique : ils nous font voir le point où en étaient, sous la restauration, la plupart des questions qui nous occupent aujourd'hui, politique intérieure, politique étrangère, lois de finances,

mesures répressives de la presse. Il ne faut pas chercher dans ces discours ces vastes aperçus, ces idées générales qui d'un coup illuminent un sujet : quand même le genre d'esprit qui distingue M. Pasquier ne les lui interdirait pas, sa prudence suffirait pour l'éloigner de ces pensées trop complètes qui ont le tort d'engager un homme, de le compromettre. Ce que M. Pasquier défend, c'est le fait actuel; ce qui inspire toujours M. Pasquier, c'est la circonstance. Ne lui demandez pas de maximes absolues, n'attendez pas que de sa bouche tombe jamais un axiome; mais il vous donnera d'utiles leçons d'empirisme politique. C'est dire assez que les personnes avides d'émotions oratoires trouveront bien languissante l'éloquence que nous cherchons ici à caractériser. M. Pasquier ne s'échauffe pas. A la passion il ne répond point par la passion, mais par une modération presque méticuleuse : toujours occupé à ne pas paraître trop libéral aux royalistes, et trop royaliste aux libéraux, il ne se propose pas d'électriser les esprits, mais au contraire d'en amortir les ardeurs, en leur opposant une parole calculée qui marche à son but par d'habiles détours et une froide abondance.

Dans les cabinets où M. Pasquier a occupé un siége, il a eu une importance réelle, et toutefois secondaire. Collègue de M. le duc Decazes et du duc de Richelieu, il fut primé par l'un et l'autre tant dans la confiance du roi qu'en autorité sur les chambres et sur l'opinion. Louis XVIII avait cependant pour ses lumières une haute estime, et il lisait avec intérêt les mémoires que M. Pasquier lui soumettait de temps à autre sur la situation; mais ses antécédens *bonapartistes*, que lui reprochaient sans cesse les royalistes, semblaient un obstacle à ce qu'il exerçât une influence principale. Si nous nous trompons, si la part de pouvoir échue à M. Pasquier a été plus grande que nous ne la faisons ici, ses *Mémoires* nous l'apprendront un jour. Les discours qu'il vient de rassembler sont, dans la pensée de M. le chancelier, le complément nécessaire de *quelques écrits dont la publication ne sera pas jugée indigne d'attention par ceux qui aiment à pénétrer dans le fond des affaires humaines*. Si, dans cette annonce, M. Pasquier ne s'est pas fait illusion à lui-même, nous pouvons espérer des révélations curieuses, nécessaires au surplus à la consistance de sa réputation politique. A défaut du rang de premier ministre et d'éclatant orateur, M. Pasquier doit vouloir s'assurer dans l'histoire contemporaine la place notable d'un homme tenu en haute considération par les divers gouvernemens qu'il a servis, d'un

homme consulté dans les crises, dans les pas difficiles, et qui, s'il n'a pas joué le premier rôle, a toujours été assez avant dans les grandes affaires pour apprendre beaucoup de choses aux politiques qui viendront après lui.

Les futurs historiens de la restauration auront d'intéressans matériaux. M. Pasquier nous promet positivement ses mémoires; il y a des *papiers* de M. de Talleyrand qui doivent paraître à une époque déterminée. Si les mémoires de M. de Châteaubriand ne sont pas destinés à nous révéler des mystères politiques, ils dérouleront du moins un magnifique tableau des deux règnes de Louis XVIII et de Charles X. M. le comte Molé ne sera pas assurément sans confidences à faire à l'avenir. Il y aura donc abondance de témoignages illustres. Ce qu'on y cherchera le plus curieusement, ce sont les causes, grandes et petites, qui ont déterminé la chute d'un gouvernement auquel les conditions de durée semblaient ne pas manquer.

Il est facile aujourd'hui d'être juste envers la restauration, même à ceux qui, lorsqu'elle était debout, n'éprouvaient pas une bien vive affection pour elle. Les passions de cette époque n'ont plus maintenant d'application et de sens. D'ailleurs nous devons aux douze années qui nous en séparent une expérience bien faite pour modifier nos impressions et nos jugemens sur le passé. La restauration s'est perdue plutôt par la forme téméraire qu'elle a donnée à ses entreprises que par le fond même des sentimens et des idées qu'elle avait à cœur. Nous dirions volontiers qu'elle a perdu son procès sur une question de procédure. Le parti royaliste avait des croyances et des principes qu'il voulait faire partager à la société française; cette ardeur de prosélytisme, cette ambition, n'étaient un crime ni envers la constitution ni envers la liberté. Un parti a le droit de demander le triomphe de ses opinions à ses efforts, à une lutte persévérante et publique; seulement il ne faut pas que ce triomphe se trouve incompatible dans ses moyens et dans son but avec les lois fondamentales de la société qu'on se propose de gouverner en la modifiant. Sur le but, les royalistes étaient divisés : les uns voulaient nier et détruire les résultats positifs et légaux de la révolution, les autres se proposaient plutôt d'en combattre les principes et les tendances envahissantes. Les premiers méditaient une folie; les seconds, dans leurs desseins, ne dépassaient pas la mesure de leurs droits. Cette division sur le but mit le désordre dans les rangs, et la direction souveraine finit par tomber dans les mains des

plus déraisonnables. Alors toute prudence se trouva méconnue, et les moyens les plus insensés furent choisis comme les plus efficaces et les plus sûrs. Le dénouement ne se fit pas attendre. La charte, offensée par la démence de ceux qu'elle déclarait inviolables, réagit avec toute la puissance des forces révolutionnaires qui s'étaient mises sous son égide. Cette fois, ces forces avaient le droit pour elles; sur la défensive, elles étaient invincibles.

La restauration, dans le choix des hommes qu'elle avait à prendre pour ministres, montrait une certaine défiance contre ceux qui avaient servi un autre gouvernement; même quand elle les acceptait, elle ne se livrait pas tout-à-fait à eux. Cette réserve était naturelle; mais parmi les royalistes il y eut deux hommes dont la monarchie restaurée pouvait tirer le plus grand parti, et qui, tout en étant employés par elle, n'ont pas, pour parler avec le cardinal de Retz, *rempli tout leur mérite :* c'est M. de Châteaubriand et M. de Villèle. Tous les deux avaient l'entière confiance des royalistes, tous les deux avaient sur la société nouvelle de puissans moyens d'influence. M. de Châteaubriand parlait vivement à l'imagination et à l'ame des jeunes générations; il leur présentait l'union féconde des anciennes croyances avec les idées nouvelles, de l'antique gloire de la monarchie avec le vif éclat des premières années du siècle. S'il eût été investi de tout le pouvoir dont il était digne, M. de Châteaubriand eût fini par amener à la cause royale une grande partie des forces de la littérature et de la jeunesse. Cependant M. de Villèle, mandataire habile des intérêts les plus positifs des royalistes, chef aimé et suivi par les propriétaires et les gentilshommes des provinces qui formaient la phalange du côté droit, s'était mis en rapport avec la banque, le commerce et l'industrie, et travaillait à faire concourir ces grandes puissances à la prospérité, non-seulement de la monarchie, mais de son parti. L'action combinée de MM. de Châteaubriand et de Villèle, leur accord maintenu avec franchise et constance eût exercé une influence salutaire et décisive, en ce sens qu'il eût fini par écarter de la pensée du côté droit tout projet de contre-révolution par des voies exceptionnelles. Le temps a manqué à la restauration pour transformer les questions, ce qui est une manière de les résoudre. Admirons la fatalité : c'est M. de Villèle qui proscrivit M. de Châteaubriand; l'esprit des affaires rompit son association avec l'éclat de la renommée et du génie, et l'auteur de *la Monarchie selon la charte* passe à l'opposition, qui ouvre ses rangs pour le recevoir : elle ne

le rendra plus. Désormais sans contrepoids, M. de Villèle se trouva lui-même plus impuissant à mener son parti, et peu à peu le gouvernement de la restauration dégénéra en une obéissance forcée aux exigences les plus folles. La réaction constitutionnelle de la France en 1827 rendit impossible le maintien de M. de Villèle au pouvoir.

Ainsi les deux hommes principaux de la restauration se trouvaient désarmés : ils ne pouvaient plus rien pour elle. L'un, par une opposition vive, s'était aliéné les bonnes graces de la royauté, l'autre était condamné momentanément à l'inaction. C'est alors qu'on put juger de quel poids peuvent être dans les destinées d'un peuple le caractère et l'esprit d'un roi, même d'un roi constitutionnel, appelé d'intervalle en intervalle à se prononcer entre les mouvemens des partis. Le cours naturel des choses ramenait au pouvoir le centre droit, puis le centre gauche. Maintenir aux affaires M. de Martignac le plus long-temps possible, y appeler M. Casimir Périer quand les exigences constitutionnelles auraient parlé, telle était la conduite indiquée à la couronne tant par la charte que par les intérêts les plus vrais de la monarchie. Mais Charles X, au lieu d'agir en roi, conspira comme un émigré.

Que fût-il advenu si la maison de Bourbon ne se fût pas mise elle-même en dehors de la constitution? Les douze années écoulées depuis 1830 autorisent ici d'assez plausibles conjectures. Une partie considérable de l'opposition constitutionnelle, et c'était la plus intelligente, adhérait en 1828, avec une loyale franchise, au gouvernement des Bourbons. Beaucoup de ceux qui, six ou sept ans auparavant, avaient pu demander la chute de la dynastie à des associations et à des menées secrètes, avaient renoncé à ces pensées étroites et haineuses; les esprits s'étaient à la fois élevés et calmés. Il y avait d'ailleurs derrière les chefs de l'opposition constitutionnelle, derrière les orateurs et les publicistes en renom, toute une jeunesse que son âge et son caractère séparaient des préjugés et des complots du vieux libéralisme. Nous n'avions au cœur de haine contre personne, et c'est sans déplaisir aucun que nous voyions sur le trône constitutionnel les descendans de Louis XIV. Nous ne demandions qu'à user librement de nos facultés et de nos droits, à respirer l'air de notre siècle; mais aussi, quand nous vîmes qu'on voulait nous étouffer entre les souvenirs de Coblentz et les stupides entraves de la congrégation, à notre impartialité succéda une indignation violente.

Si la gauche constitutionnelle eût été appelée au pouvoir par

Charles X, il se fût fait dans les rangs de l'opposition la même séparation que depuis 1830 : autour du prince exécutant loyalement la charte se seraient rangés les hommes vraiment politiques, et, dans la défense des droits de la couronne, les ministres du centre gauche et de la gauche modérée n'eussent pas manqué à leurs devoirs. Ils auraient accepté la lutte avec la partie la plus vive de l'opposition; ils l'eussent soutenue avec fermeté. Pour n'avoir pas su ce qu'il y avait dans M. Casimir Périer et dans ses amis de convictions monarchiques, la restauration s'est perdue.

En face d'un ministère du centre gauche et de la gauche, le centre droit et le côté droit eussent repris une énergie nouvelle. Rien ne retrempe comme l'opposition. Que de moyens les royalistes avaient en leurs mains pour reconquérir le pouvoir! Un habile usage de la liberté de la presse, l'influence du clergé, l'influence de la grande propriété, étaient de redoutables armes. Nous eussions eu alors nos tories et nos whigs solidement constitués les uns vis-à-vis des autres, et peut-être quelques années ne se seraient pas passées sans ramener aux affaires M. de Villèle, successeur naturel de Casimir Périer perdant la majorité.

Ces conjectures rétrospectives n'infirment en rien la nécessité de ce qui s'est fait. La restauration n'a pas vécu, parce qu'elle n'a pas eu la sagesse de vivre. Dans toute péripétie fondamentale qui change la situation d'un peuple, il y a une raison profonde; la méconnaître, ce serait ôter à l'histoire toute moralité, et n'en faire, pour ainsi parler, qu'une désespérante ironie. Fatale destinée de la maison de Bourbon! Ce n'est pas à Coblentz, ce n'est pas à Mittau, ce n'est pas à Hartwell, c'est à Paris même, après un retour inespéré, que sa cause est irréparablement perdue. Napoléon est tombé du trône pour lui faire place; l'empire, élevé par la main du conquérant, s'est écroulé, afin que l'antique royaume de France pût être rendu à ceux qui le revendiquaient comme un patrimoine; ils habitent le palais de leurs ancêtres, ces princes hier dans l'exil; tout est calme, la sédition ne gronde pas autour d'eux; même, en parcourant quelques provinces, ils ont pu entendre des acclamations populaires; les insensés y répondent en attaquant les droits du peuple, et en trois jours ils perdent la couronne de France entre une partie de chasse et une partie de whist!

C'est que dans cette race l'esprit politique n'habitait plus. Il faut rendre cette justice aux Bourbons, que jusqu'au dernier moment de leur puissance ils gardèrent des instincts généreux et français : ils

auraient accueilli avec empressement tout ce qui aurait pu relever la France et l'agrandir; mais, en dehors de ces nobles sentimens, quelle déplorable impuissance pour comprendre le pays et le conduire!

Au nombre des choses funestes au gouvernement royal rétabli en 1814, il faut mettre en première ligne les passions et les exigences du clergé. L'église abusa de la restauration; elle s'en fit un instrument pour dominer la société, et comme elle ne trouva pas dans la restauration cette force de résistance que tout pouvoir civil intelligent oppose toujours à l'ambition ecclésiastique, elle l'entraîna dans des entreprises insupportables au bon sens du pays. Autant il importe à un état de posséder une église florissante et jouissant du respect mérité des peuples, autant il est nécessaire que ce ne soit pas l'église qui possède l'état et le mène. La restauration se compromit de la façon la plus grave pour une cause qui n'était pas la sienne : ceux qui, au nom du clergé, lui demandaient sans relâche des concessions nouvelles, pensaient à toute autre chose qu'aux intérêts de la monarchie. Quel royaliste que M. de Lamennais!

Pour avoir été inévitable, la chute de la restauration n'en a pas moins eu de notables inconvéniens. Elle a ébranlé l'ordre social tant en France qu'en Europe; elle a enflammé les esprits, elle a ramené un moment le goût des révolutions. On a pu un instant prendre le change sur la mission et le génie de notre siècle; on a pu penser que nous allions recommencer l'histoire des années qui suivirent 1789. La société, remuée jusque dans ses derniers fondemens, laissa monter à sa surface ces passions mauvaises et ces théories folles qui, dans des époques bien ordonnées, manquent de moyens et d'audace pour se produire.

Heureusement les choses ont repris un cours plus régulier et plus calme. Les mouvemens révolutionnaires ont cessé; les symptômes qui avaient pu faire craindre une guerre générale ont depuis longtemps disparu. Néanmoins, au milieu du développement plus tranquille de ses institutions, il y a pour la société française des causes de faiblesse que le temps n'a pas jusqu'à présent corrigées.

Sous la restauration, le côté droit du pays, le parti royaliste, repoussait de toute participation au gouvernement tout ce qui constituait les forces vives du pays, les banquiers, les industriels, les écrivains, enfin tout ce qui représentait la France nouvelle. Exclusion fatale à ceux qui la prononcèrent!

Or, le côté droit, qui voulait alors le pouvoir pour lui seul, se

trouve aujourd'hui tout-à-fait séparé du gouvernement, tandis que ceux qu'il en repoussait disposent souverainement, depuis 1830, de la puissance publique. La bourgeoisie, qui, sous l'ancienne dynastie, se fût estimée heureuse d'un partage, même inégal, d'influence et de pouvoir avec la grande propriété, a été tout à coup poussée au premier rang par le souffle impétueux des révolutions, et elle est devenue maîtresse avant de savoir tout ce qu'il faut pour gouverner.

Cette élévation si rapide de la bourgeoisie ne saurait lui être imputée à crime, car la bourgeoisie n'a donné l'exclusion à personne, et ce n'est pas sa faute si des évènemens extraordinaires qu'elle n'avait point provoqués ont, pour un temps, écarté du pouvoir les représentans de la grande propriété et de l'ancienne France. Cette situation de la bourgeoisie serait insoutenable et fausse si elle était le résultat d'une violence arbitraire; mais ici la nécessité a tout fait. Il est désirable que ceux qui, par leur singulière imprudence, ont perdu toute participation au gouvernement du pays arrivent à mieux comprendre enfin leurs devoirs et leurs droits. La grandeur et la prospérité de la France ne peuvent résulter que du concours de tous. Avec un gouvernement de charte octroyée, le côté droit pouvait se proposer de tendre la main à la bourgeoisie et de l'initier graduellement au pouvoir; aujourd'hui la bourgeoisie, portée au timon du gouvernement par une révolution, attend que le côté droit vienne lui demander une place.

Nous n'avons pas dissimulé les inconvéniens de la révolution de 1830; nous en indiquerons maintenant les avantages. Les libertés et les droits constitutionnels ont conquis un terrain qu'ils ne peuvent plus perdre; la loi fondamentale du pays est désormais assise sur une base inébranlable : elle s'interpose avec une autorité souveraine entre la nation et la dynastie qui préside à ses destinées. Toutes les questions touchant les droits respectifs de la couronne et du pays, questions qui ont embarrassé d'une manière si funeste la marche de la restauration, sont vidées. La charte n'est plus octroyée, elle a été consentie; le trône n'est plus chose reconquise : il a été librement offert et constitutionnellement accepté. Les libertés les plus essentielles d'une démocratie tempérée ont été organisées. Puisque ces progrès incontestables, puisque ces garanties précieuses n'ont pu s'obtenir que par un changement fondamental dans l'état, la révolution de 1830 a donc toute l'autorité d'un fait nécessaire et primordial.

Le cadre politique est tracé, défini : c'est maintenant à la société de s'y mouvoir avec puissance, d'y trouver son équilibre. Sous la restauration, les difficultés semblaient venir toutes de l'état imparfait des formes politiques : les hommes apparaissaient comme des géans que gênaient d'indignes obstacles; quelle force ne devaient-ils pas déployer quand ces liens seraient tombés! Aujourd'hui le champ est libre, les institutions sont plus avancées qu'on ne pouvait alors le prévoir et l'espérer. Tout est gagné du côté des choses; mais que dirons-nous des hommes?

Il y a eu certainement, depuis douze ans, de nobles forces dépensées au profit de l'intérêt public. Cette bourgeoisie, sommée à l'improviste d'accepter et de contenir une révolution, de porter le poids des plus lourdes affaires, n'a pas plié sous le faix, c'est beaucoup. Nous avons vu un homme tiré d'une maison de banque pour être soudainement placé à la tête du ministère se trouver non pas la science, mais le génie du gouvernement, car dans des choses capitales il a su vouloir et agir. C'est à côté de lui qu'ont fait leurs premières armes et qu'ont commencé de grandir les deux hommes qui se disputent aujourd'hui l'influence politique, et qui quittaient alors, l'un le bureau d'un journal, l'autre une chaire de professeur, pour monter au pouvoir. Les premières années qui ont suivi 1830 ont été fécondes en talens, en courages, en luttes dramatiques et vives. Victorieuse de l'ancien régime, la bourgeoisie a dû réprimer la démocratie extrême, et c'est après cette seconde victoire qu'elle a pu seulement reconnaître combien il était embarrassant de gouverner.

La situation est nouvelle et difficile. Les classes qui sont en possession de la puissance sociale n'ont plus devant elles un gouvernement suspect et hostile qu'elles pourraient dénoncer comme un obstacle malfaisant au bien qu'elles seraient tentées d'accomplir; elles constituent elles-mêmes le gouvernement, elles disposent de la majorité partout où l'élection donne le pouvoir. Pas davantage ces classes ne sont gênées dans leur action par des partis violens; de malheureux essais de guerre civile ne troublent plus la cité. Libres et puissantes, elles se trouvent donc responsables.

On peut voir, dans la sphère parlementaire, à la timidité de plusieurs actes, à l'indécision de certaines idées, combien cette responsabilité est sentie par ceux qui la portent. Il arrive parfois que, devant de grandes questions, leur regard se trouble; aussi, de peur de s'égarer, ils s'abstiennent. L'histoire nous montre ce qu'il faut de

temps pour que des classes entières apprennent l'art de gouverner; ajoutez qu'aujourd'hui leur noviciat est d'autant plus difficile que le pouvoir dont elles disposent, avant de savoir vraiment l'exercer, est plus grand.

Apprendre le gouvernement, contracter l'esprit politique, voilà donc quel doit être le but constant de la bourgeoisie française. C'est ici une ambition nécessaire, car, le voulût-elle, la bourgeoisie ne pourrait pas se décharger sur d'autres du fardeau que les circonstances à venir lui imposeront encore davantage. Dans le siècle dernier, un des hommes que ses contemporains aimaient le plus à lire leur indiquait ainsi ce qu'à ses yeux il y avait de plus sage à faire :

Je laisse au roi mon maître, en pauvre citoyen,
Le soin de son royaume, où je ne prétends rien.
Assez de grands esprits, dans leur troisième étage,
N'ayant pu gouverner leur femme et leur ménage,
Se sont mis par plaisir à régir l'univers.
Sans quitter leur grenier, ils traversent les mers;
Ils raniment l'état, le peuplent, l'enrichissent;
Leurs marchands de papier sont les seuls qui gémissent (1).

Toute cette satire aujourd'hui n'a plus d'application; car, maintenant, quel est le député, quel est le publiciste qui, par la pensée, ne traverse pas les mers, et qui, tout en demeurant au troisième étage, ne veuille partager avec le roi le gouvernement de l'état? Ce que Voltaire signalait comme un ridicule est devenu une nécessité : au reste, ce qui le choquait, c'était surtout l'impuissance où étaient réduits ceux qui entreprenaient ainsi *de régir l'univers;* le poète ne se dissimulait pas les maux que peuple et bourgeois avaient à endurer, et il ajoutait :

On est un peu fâché, mais qu'y faire?... Obéir.
A quoi bon cabaler quand on ne peut agir?

Aujourd'hui, ceux auxquels Voltaire donnait ces conseils de patience peuvent et doivent agir : telle est la différence des temps.

Le premier des remèdes à appliquer au malaise moral dont nous nous plaignons est l'éducation politique de la bourgeoisie, car elle occupe seule le gouvernement, dont se tient encore séparé le côté

(1) Voltaire, *les Cabales.*

droit du pays, et qui, sous peine de périr, ne saurait aujourd'hui pencher davantage du côté du peuple. Aussi, c'est à la bourgeoisie que s'adressent toutes les plaintes, toutes les espérances, toutes les accusations, tous les éloges : on s'aperçoit qu'elle est sur le trône. Les uns lui reprochent de ne pas répondre à l'attente de la société; ils ne trouvent pas dans son gouvernement ce qu'après 1830 ils avaient espéré; d'autres célèbrent sa sagesse, qui à leurs yeux est une garantie, une ancre de salut.

Nous ne dirons pas à la bourgeoisie que ces contradictions prouvent qu'elle a rencontré le milieu le plus juste dans les choses humaines; nous croyons au contraire qu'elle doit beaucoup se préoccuper des reproches qu'elle encourt. Non que nous puissions un moment nous joindre à ceux qui prononcent contre elle les mots d'égoïsme incurable, de bassesse d'esprit et de cœur : il faut laisser ces déclamations aux calomniateurs systématiques ou aux enfans qui ne savent rien de la vie. Mais la bourgeoisie doit faire sur elle-même un travail d'examen et de réforme pour ne pas laisser dégénérer son gouvernement en une gestion mesquine d'intérêts étroits et souvent mal compris : puisqu'ils sont au pouvoir, les membres de la bourgeoisie doivent s'élever des préoccupations individuelles à l'esprit politique.

Dans l'intérieur d'une société, l'esprit politique consiste à faire avec précision la part de ce qui doit être conservé, maintenu d'une manière inébranlable, et de ce qui appelle des réformes motivées, nécessaires. Ceux qui ont le fanatisme de l'immobilité ne sont pas plus sages que ceux que possède la manie des innovations. Quand un gouvernement a contre lui à la fois les stationnaires et les utopistes, il peut penser qu'il est dans le vrai.

A l'extérieur, l'esprit politique consiste à soutenir la dignité du pays sans forfanterie comme sans faiblesse, à porter dans les rapports avec les peuples, dans les négociations avec les gouvernemens, toute la conscience et tout le poids de la grandeur nationale, à sentir ce qu'on vaut, à ne pas croire qu'à la première résistance il sera répondu par la guerre, à vouloir que dans le maintien d'une paix nécessaire, non pas à une seule puissance, mais à toutes, chaque cabinet apporte sa concession, et, s'il le faut, son sacrifice. En face d'états qui parcourent encore une période ascendante comme l'Angleterre et la Russie, la France doit apporter un soin d'autant plus jaloux à étendre son influence, à maintenir ses droits. Si en ce moment nous ne pouvons nous élever, au moins ne perdons rien.

La révolution et la monarchie de 1830 compteront bientôt autant d'années que la restauration, et déjà le parallèle est institué aux yeux du monde. Chaque jour vient apporter des élémens nouveaux à cette comparaison qui prépare le jugement souverain de l'avenir. On raconte que dans les temps antiques il y eut des rois dont un historien, témoin incorruptible, enregistrait chaque jour les actions et les paroles : ces rois ne l'ignoraient pas, ils avaient sans cesse à se demander ce qu'on penserait après eux de leurs discours et de leurs actes, et l'on assure que les peuples éprouvèrent souvent les heureux effets de cette inquiétude salutaire. La prévision des jugemens de l'histoire aura-t-elle moins d'empire sur une époque démocratique?

LERMINIER.

LES AMÉRICAINS

EN EUROPE

ET LES EUROPÉENS

AUX ÉTATS-UNIS.

VOYAGES DE CHARLES DICKENS,
MISS MARTINEAU, MARRYATT, LIEBER, etc., EN AMÉRIQUE;
FENIMORE COOPER,
WILLIS, SANDERSON, etc., EN EUROPE.

Beaucoup de citoyens des États-Unis ont récemment visité l'Europe et communiqué leurs réflexions au public; Willis nous a donné ses *Pencillings by the way* (*Coups de crayon d'un voyageur*), Fenimore Cooper ses *Recollections of Europe, England, Italy, Excursions in Switzerland, Residence in France, Homeward bound,* six volumes de critiques ou plutôt de préjugés; nous possédons en outre l'*American in Paris,* les *Sketches of Paris,* par Sanderson, les *Lettres écrites de Paris,* par J. D. Franklin, et les *Sketches of Society in Great-Britain,* par C. S. Stewart. Willis a de l'esprit et de la malice sans bon goût et sans convenance, Cooper de la mauvaise humeur sans philosophie. Le reste ne s'élève pas au-dessus de la médiocrité.

Les Américains ont aussi beaucoup écrit sur leur pays : par exemple Cooper, dont le *Democrat* a fort irrité ses concitoyens; Channing, l'adversaire éloquent de l'esclavage; George Watterston et Nicolas Biddle Van Zandt, rédacteurs d'excellentes tables statistiques (*Tabular statistical views*); l'auteur de *Voice from America*, pamphlet très remarquable par la justesse et le courage des idées; Sanderson, auteur d'*America;* Downing, qui a osé railler les mœurs politiques de l'Union (*Lettres de l'oncle Sam*); le célèbre Washington Irving; James Hall, qui a publié les *Sketches of the West;* le docteur Reid (*D. Reid's Tour*); surtout Audubon, peintre naïf, quelquefois admirable, des forêts immenses et de leurs hôtes. Trois Allemands, le prince Puckler-Muskau, F. Lieber et J. Grundt, viennent ensuite; l'ouvrage de ce dernier, aussi mal composé que mal écrit, tend à prouver que l'aristocratie règne aux États-Unis (*Die Aristocratie in America*, von J. Grundt).

Quant aux Anglais qui ont visité l'Union pour la gourmander ou se moquer d'elle, on aurait peine à les compter : tels sont mistriss Trollope (*the Americans*), miss F. Ann Butler (*A Journal*), Halliburton (*Samuel Slick*), Tyrone Power (*Impressions of America*), Basil Hall, Hamilton, miss Martineau (*Society in America*), le capitaine Marryatt (*Diary in America*), enfin Charles Dickens, qui a mis récemment en circulation son voyage aux États-Unis sous ce titre qui est un calembour : *Notes for general circulation.*

Ces œuvres si diverses, la plupart écrites avec une diffusion et un sans-gêne intolérable, empreintes la plupart des préoccupations et des intérêts de leurs auteurs, composent le dossier le plus récent de ce procès qui se continue et ne se videra jamais, entre la vieille civilisation et la nouvelle, entre l'Europe féodale, qui se dépouille de son passé, et les États-Unis, qui ne sont pas en pleine possession de leur avenir. Chaque année, de nouveaux voyageurs anglais passent l'Atlantique, curieux de savoir ce que deviennent leurs petits-fils d'Amérique. Ces derniers franchissent à leur tour l'Océan et viennent quand ils ont le loisir, quand leurs spéculations, leurs défrichemens, leurs banqueroutes, le leur permettent, observer de près leur vieille mère, espérant bien se venger d'elle, et lui trouver des fautes, des vices et des ridicules. Personne ne manque son but. L'aristocratie essaie de prouver que la démocratie est vicieuse, et *vice versâ;* la vanité jeune combat la vanité séculaire. Quel peuple n'offre pas sa moisson de folies? Marryatt, Hall, miss Martineau,

mistriss Trollope, Dickens, ont passé au crible l'Amérique; Cooper, l'auteur des *Pencillings*, et quelques autres, se sont chargés de faire à l'Europe son procès. Irving, homme de goût, traite les Anglais, ses pères, avec une condescendance filiale.

Grace à ces soixante et quelques volumes, on peut voir l'Amérique sans bouger de place, et tranquillement assis au coin de son feu. On emprunte ainsi les lunettes de vingt personnes de tous les pays, y compris les Américains eux-mêmes. On écoute tous ces rapporteurs, on se garde bien de les croire sur parole, et l'on compare leurs récits. Comment une seule des faces de l'Amérique septentrionale vous échapperait-elle, soumise tour à tour à l'examen contradictoire d'un docteur allemand, d'un diplomate suédois, d'un romancier américain, d'un prêtre, d'un historien, d'un statisticien, sans compter une romancière, une économiste, un marin, un capitaine de cavalerie, un peintre de mœurs et un dramaturge? Non-seulement les points de vue, mais les époques, diffèrent, ainsi que les localités visitées et décrites. Le plus récent et le plus spirituel de ces voyageurs, Charles Dickens, ne se pique ni de philosophie ni de profondeur, mais il est fort gai. Il a rapporté de son voyage une douzaine de croquis, exécutés d'un crayon rapide, qui ne trahit ni mauvaise humeur ni prétention. Si l'on compare à ses esquisses comiques les caricatures amères de mistriss Trollope, les justifications maladroites de miss Martineau, les caustiques accusations du capitaine Marryatt, pendu en effigie par ses hôtes, et qui, en revanche, les a écartelés et crucifiés dans son livre, on obtiendra des résultats curieux. Cette manière de comprendre et de vérifier l'histoire des peuples et des faits m'a toujours paru infaillible. En rectifiant l'une par l'autre des valeurs diverses, il est impossible ne ne pas arriver aux sommes véritables; en balançant les opinions hostiles, on atteint la réalité. Parmi ces contradictions violentes, tous les faits qui résistent demeurent évidens et acquis.

Rien par exemple ne trahit plus vivement le fond du caractère américain et l'état social de l'Union que l'aspect singulier sous lequel nos contrées européennes se présentent à ses voyageurs, et la manière dont ils nous jugent. Ils ont d'incroyables admirations et des colères peu raisonnables. Ils tombent à genoux devant un vaudeville, mais ne donnent pas la moindre attention à nos grands évènemens ou à nos hommes de premier ordre. Les membres, même les plus distingués par l'intelligence, de cette société qui n'a pas encore re-

jeté ses langes, ne comprennent absolument rien à ce vieux phénix social de notre monde, qui, depuis 1789, s'agite sur son bûcher, espérant renaître un jour. Willis, en Angleterre, se préoccupe de la façon dont on mange; Fenimore Cooper, en France, de celle dont on donne le bras à une dame. Cet enfantillage excessif provoque le sourire; on croit voir une petite fille qui joue, sans les comprendre, avec les bijoux, la boîte à mouches et les mystères de l'aïeule.

L'aveuglement de Fenimore Cooper au milieu de nos émeutes est tout-à-fait burlesque. Il n'y aperçoit que des gardes nationaux qui courent les rues, et des gamins qui braillent. Il est surtout très plaisant lorsque, après avoir présenté l'émeute sous d'assez aimables couleurs, mais se voyant surpris par elle dans les rues de Paris, il se met tout à coup sous la protection d'un corps-de-garde et s'écrie : « Je trouvai bon une fois dans ma vie d'être *juste-milieu.* » On connaît le talent de M. Cooper pour la narration intéressante, et l'on supposerait assez volontiers qu'un raconteur aussi pittoresque a dû trouver dans le Paris de 1830, dans notre société mêlée et dans les jours les plus étranges de nos derniers temps, quelques matériaux dignes de lui. Eh bien! non; cet observateur a passé parmi nous les terribles années de 1830, de 1831, de 1832, du choléra et de Saint-Méry, sans avoir fait sa récolte. Oui, cela est arrivé à M. Cooper. On est effrayé de cette puérilité, de cette nullité des observations d'un homme de talent qui ne sait pas voir. Dickens, homme d'esprit qui babille fort agréablement, nous amuse et nous distrait du moins, quand il nous parle des États-Unis. Mais Fenimore Cooper à Paris, remarquant que les Tuileries ont été construites par Catherine de Médicis, et qu'un garde national qui passe est possesseur d'un très gros ventre, fait peine en vérité; à quoi servent le talent et la gloire?

Si M. Cooper nous satisfait peu et ne nous apprend rien lorsqu'il parle de la France, en revanche il contient des révélations fort curieuses sur son pays. Il allègue des faits dont la valeur et l'importance futures sont énormes. Il évalue à cinq cent mille ames par année l'accroissement de la population en Amérique, y compris l'émigration. Déjà la population d'un seul état dépasse celle des royaumes de Hanovre, de Wurtemberg et de Danemark. Souvent aussi il se trompe d'une manière bizarre. A Philadelphie, le mot français *mère* a remplacé, pour beaucoup de personnes, le mot anglais *mother*. Cette étrange substitution dicte à M. Cooper une réclamation plus étrange encore. Il prend le mot *mère* pour le substantif anglais

mare, qui se prononce à peu près de même, et signifie une *jument*. « A-t-on jamais vu, demande-t-il gravement (1), *un fils appeler sa mère une jument?* »

Dissertations sur la *soupe au lait*, sur son identité avec le *pap* qui nourrit les enfans anglais, sur les croisées et leur origine, sur les jardins à Paris et les bons bourgeois qui s'avisent de dîner dans leur jardin, voilà tout ce que le célèbre Cooper a recueilli d'intéressant dans ce vieux monde aux jeunes désirs, dans ce grand réservoir d'ambitions qui s'annulent mutuellement et de folies qui vendent la sagesse,—à Paris. Ses opinions et ses préceptes politiques sont marqués d'un timbre tout particulier. Il dit et il croit que le meilleur gouvernement pour la France serait Henri V à la tête d'une république. Vraiment, cela est fort joli. Imaginez une chaîne de wagons traînés par des colombes sur un chemin de fer, ou une salle de bal éclairée à coups de canon. Toutes les rêveries de ces hommes politiques, qui ne sentent pas que les formes politiques ne changeront rien à la maladie interne, produisent sur le philosophe un effet singulier. Il croit voir des tailleurs que l'on appellerait à titre de médecins, et qui voudraient nous guérir de la fièvre ou de la jaunisse en nous faisant endosser, qui un frac, qui une veste de chasse. Tel tailleur vote pour le despotisme militaire, tel autre pour le fédéralisme, tel autre pour la république commerçante. Mais, de toutes ces inventions, la plus charmante est assurément celle de M. Cooper; un monarque absolu, fils de monarques absolus, commandant à une démocratie toute puissante. A chaque page, on est forcé d'admirer la badaude crédulité de cet homme qui a un coin de génie, écrivain singulier, minutieux, trop complet et cependant incomplet. Un soir, il rencontre dans les Tuileries, pendant le feu d'artifice, un petit vieillard qui lui prédit que la révolution recommencera en l'an 1840, et il le croit. Un autre jour, il tombe en extase devant un nègre, espion de son métier, qu'il rencontre dans une antichambre, orné de la double vertu de nettoyer des bottes et d'avoir menti toute sa vie.

Il y a des gens qui aiment la fraude pour la fraude : tel était ce nègre, nommé Harris, que Fenimore Cooper loue singulièrement, tant les idées de probité sont altérées par les passions politiques. Harris avait servi d'espion double à lord Cornwallis pour les Anglais, et au marquis de Lafayette pour les Américains. Lorsque Cornwallis

(1) *Residence in France*, p. 232, éd. Baudry.

se fut rendu, il trouva dans l'antichambre du vainqueur, auquel il faisait sa visite, ce nègre traître qui nettoyait les bottes du marquis. — « Bah! s'écria le général anglais! C'est vous, Harry!... Je n'aurais pas cru vous trouver ici! — Il faut bien, répondit l'espion, faire quelque petite chose pour sa patrie! » Ce nègre perfide, qui n'avait d'autre patrie que la bourse des deux adversaires, et d'autre patriotisme que sa cupidité honteuse, a probablement servi de modèle au héros du roman de Cooper, *the Spy*. Il avait, toute sa vie, travaillé au succès des hommes qui devaient soumettre les enfans de l'Afrique à la plus humiliante, à la plus cruelle des servitudes. Une comédie plaisante, c'est de voir l'admiration de Cooper pour cette réponse et pour ce nègre.

Malgré tant d'enfantillages, la lecture des huit ou dix voyageurs américains qui ont visité l'Europe est assez piquante pour un Français. Le ridicule de nos prétentions, le caractère illogique de nos habitudes et de nos mœurs, ne leur échappent guère. En général, les étrangers sont très bons à consulter; ils sont frappés des particularités que nous ne remarquons pas. Cooper lui-même a très bien observé que la France est aujourd'hui livrée à un mélange dangereux de faits qui résultent du despotisme ancien et de lois ou de désirs qui appartiennent à la démocratie. Centralisez, c'est-à-dire despotisez, voilà ce que dit Napoléon après Louis XIV. Individualisez et éparpillez, voilà ce que dit la liberté des journaux, et ce que répètent les livres. Absurde mélange de la lumière et de l'ombre, du oui ou du non, des termes les plus contradictoires. C'est le vrai mal de la France. Un gouvernement constitutionnel n'est pas la juxta-position des contraires, mais la lutte féconde des intérêts dont chacun cède un peu pour gagner davantage. En France, les habitudes sont nées de l'extrême asservissement; les tendances s'élancent vers l'extrême affranchissement. Jugez de quelles douleurs la nation doit être assaillie.

Notre monde vieilli, qui cherche à se rajeunir, se rapproche nécessairement, par l'intention du moins, de ce monde jeune et à peine formé, qui voudrait se donner pour accompli. La France de Mirabeau et de Voltaire se retrouve dans la république nouvelle, sortie des mains de Locke et de Washington; il y a plus d'une analogie entre nous et les États-Unis. Nous coïncidons en plusieurs points avec cette création étrange née du puritanisme anglais, œuf démocratique venu au monde au XVIIe siècle et couvé au XVIIIe par la philosophie voltairienne. Il faut lire les soixante voyageurs dont je n'ai cité plus haut

que les principaux, pour reconnaître combien il y a de la France actuelle dans l'Amérique septentrionale, et des États-Unis dans la France. On part des mêmes principes, on marche au même but, on se heurte contre les mêmes erreurs; on croit à l'égalité des hommes, ce qui est dangereux; on croit à la bonté naturelle de l'homme, comme s'il n'avait ni passion, ni intérêt, ce qui est fou. On regarde le travail matériel et industriel comme une panacée à laquelle rien ne résiste, ce qui est faux.

Mais du moins cette prépondérance exclusive de l'industrie et du commerce, dangereuse pour les pays très avancés en civilisation, exerce-t-elle sur les États-Unis une influence bienfaisante? L'Amérique septentrionale, ce n'est pas encore un pays, c'est une ébauche; ni un gouvernement, mais une épreuve; ni un peuple, mais mille peuples. Là tout se transforme sous l'œil du philosophe, comme les substances mêlées dans le vase ou la cornue se métamorphosent sous l'œil du chimiste. Là, observer ne suffit pas; il faut calculer les transformations perpétuelles qui s'opèrent. Cette civilisation qui s'arrange sur une échelle si énorme, avec des circonstances si extraordinaires, mérite une contemplation attentive. Elle est encore peu avancée; le laboratoire est bizarre autant que vaste, et le philosophe ne peut pas trouver de sujet plus digne de lui.

Malheureusement la plupart des voyageurs qui parcourent les provinces de l'Union ne sont pas des philosophes. Miss Butler, actrice distinguée et spirituelle, décrit fort bien les singularités de mœurs et les nouvelles impressions produites par ces vastes paysages sur son imagination et sa sensibilité féminines. Le capitaine Hamilton apprécie avec finesse les relations diplomatiques et les tendances politiques de l'Union. L'Allemand Puckler-Muskau est léger comme un Allemand qui se fait léger, c'est-à-dire qu'il l'est trop. L'autre Allemand, Grundt, espèce de docteur paradoxal, brouille toutes les idées et tous les faits par un confus assemblage de souvenirs européens et d'affectations philosophiques. Audubon connaît bien les oiseaux des bois, mais très peu les hommes des villes et des villages. Miss Martineau, partie d'Angleterre avec la ferme résolution d'admirer les États-Unis, selon les lois de l'esthétique et de l'économie politique, a été surprise de se voir forcée d'enrayer, et les nuances de blâme involontaire qui traversent son admiration préalable produisent un effet amusant. Marryatt, apportant dans ce nouveau monde les plus invétérés des préjugés anglais, se venge à force d'épigrammes de l'ennui que lui a fait éprouver le pays des améliorations maté-

rielles. Dickens prend son parti plus bravement; sa plaisanterie est moins amère et plus aimable; elle éclaire avec grace quelques particularités de la vie intime en Amérique.

Tyrone Power est un acteur. Il a le style vif, souple, facile, accidenté et nomade d'un mime qui court le monde. Il a vu les Américains par leurs meilleurs côtés, et c'est lui qui les juge avec l'indulgence la plus sympathique; ils l'ont applaudi, il leur en sait gré. Rien de plus démocratique qu'un acteur. Cette habitude de la foule, cette servitude devant la masse, ce culte de l'apparence, qui plient le cou et courbent le front des plus nobles, des plus dignes, des Talma, des Kemble, des Garrick, sont essentiellement républicains. Il faut opposer Tyrone Power à Marryatt et à Basil Hall pour connaître les mérites et les qualités des citoyens de l'Amérique, trop sévèrement jugés par la plupart des Anglais.

Le capitaine Basil Hall est de cette race que l'Angleterre va perdre, race qui ne pouvait naître que dans une île, et que nous voyons poindre avec la première civilisation britannique; race qui aime à voir pour voir, qui n'est satisfaite qu'en courant, qui sort de chez elle pour *voir* (*to see sights*), mot exclusivement anglais. « Dès ma première enfance, dit ce capitaine, je me suis désigné à moi-même un certain nombre de curiosités à voir, et je les ai vues. » Ces curiosités étaient le Japon, l'Amérique, l'Égypte et la Polynésie. Si tous ces touristes ont assez mal compris et jugé superficiellement les États-Unis, la comparaison de leurs récits donne à leur étude parallèle un caractère important; ils se contredisent, mais ils s'éclairent.

L'élément démocratique anglais, s'étant détaché, vers le milieu du XVIIe siècle, des autres élémens de la constitution britannique, s'est réfugié en Amérique. Là il fait son œuvre tout seul. C'est lui qui donne le singulier spectacle auquel nous assistons. Comme ce même élément, pendant le cours du XVIIIe siècle, s'extravasa sur la France, et y produisit les grands effets moraux par lesquels nous sommes encore dominés, il se trouva que des deux côtés de l'Atlantique, la patrie de Franklin d'une part, et de l'autre le pays de Mirabeau et de Camille Desmoulins, suivirent une voie parallèle, malgré la diversité des races. Comment l'Amérique ne haïrait-elle pas l'Angleterre? Elle représente la portion puritaine, rebelle et démocratique, qui n'a pas voulu s'accommoder originairement de l'aristocratie anglaise. Comment la France ne serait-elle pas ce qu'elle est? Elle représente le tiers-état long-temps asservi, maintenant triomphant et le cœur plein d'un fiel amer? L'envie et la haine de la démocratie

américaine ont l'Océan à traverser pour rencontrer le vieil ennemi : nous n'avons pas autant de chemin à faire; mais sous beaucoup de rapports les deux pays se rencontrent et se touchent. La plupart de nos défauts sont des défauts américains. Dans ce pays comme chez nous, toutes les paroles sont larges, toutes les phrases sont grandes. Nous appelons un apothicaire *pharmacien*. Nous n'avons plus d'épiciers; sur un écriteau rouge, on lit en caractères jaunes : *Commerce universel des denrées coloniales*. Les Américains comptent, ainsi que nous, deux ou trois mille génies en prose et en vers; comme nous, ils parlent avec orgueil de leurs *trois cents meilleurs poètes*. Ils se méprisent, ils s'injurient, ils se ménagent comme nous; ils se craignent mutuellement et se complimentent mutuellement comme nous. Ils ont tous les malheurs de la démocratie, qui pour eux est le berceau, qui pour nous serait la tombe, si l'on n'y prenait garde.

Il y a même dans la prononciation américaine des points de ressemblance avec la France qui sont vraiment singuliers. Ainsi les Anglais prononcent *tchivalry*, les Français *chevalerie;* les Américains ont abandonné la prononciation britannique pour la nôtre, et disent *chivalry*. L'identité de résultats provenant de l'identité des institutions mérite fort d'être observée. Tyrone Power, en arrivant à New-York, crut se trouver à Paris, dans quelque parage inconnu de nos boulevarts. Tout ce que l'on peut craindre pour la France se manifeste déjà dans l'Amérique septentrionale : abaissement du niveau des capacités, règne mobile de l'argent, bavardage, détérioration des produits pour atteindre une modicité de prix inférieurs, délaissement des femmes, honorées et mises de côté; habitude de ne rien faire pour l'avenir; improvisation, rapidité, légèreté : singuliers vices que l'on n'aurait jamais cru pouvoir attribuer à la race saxonne; mais l'influence des institutions politiques est inévitable.

Il y a entre nous et l'Amérique toute la distance qui sépare la première jeunesse de l'extrême maturité. Nous sommes surtout embarrassés de notre passé, les Américains sont surtout embarrassés de n'en pas avoir. Nous balayons nos décombres, ils creusent leurs fondations dans un sol vierge. Notre histoire est un vieux drame qui se complique à mesure qu'il avance, et dont les ressorts sont nombreux; l'Amérique en est au prologue et à l'avant-scène. Il y a chez nous trop de souvenirs et d'acquisitions, il y a au contraire quelque chose de provisoire et d'incomplet dans cette fabrique immense, toujours active qu'on appelle les États-Unis; c'est si bien et si exclusivement un atelier, une fournaise, un laboratoire pour la fabrication

future d'une civilisation inconnue, et c'est si peu une patrie, quelle que soit l'apparente ardeur du patriotisme américain, qu'après avoir fait fortune là-bas, on se hâte de venir s'établir en Europe. Sanderson, l'Américain, en convient expressément et reproche à l'élite des citoyens des États-Unis leur goût pour l'Europe, où « c'est chaque jour davantage la mode, dit-il, d'aller faire élection de domicile. » Il faut bien leur pardonner : cette vie préparatoire et sans repos, cette existence d'artisan harassé et nomade, cette course haletante vers la fortune et les entreprises, offrent peu de charmes au philosophe, peu de loisirs pour la rêverie, peu de repos pour la pensée. Une société dans l'enfance a tous les caractères de son âge; elle marche beaucoup et étourdiment, elle aime l'exercice pour l'exercice, l'action pour l'action; elle mange vite, court vite, brûle le pavé, ne reconnaît point de passé, et ne sait ni donner aux femmes leur place, ni élever leur esprit, ni raffiner leurs mœurs; elle reste plongée dans une admiration de Chérubin devant le sexe entier, admiration privée de discernement, instinct plutôt que préférence.

Cette situation des femmes en Amérique a fort préoccupé les voyageurs. Là, elles sont honorées et isolées, elles sont aimables et sans influence; elles ont beaucoup de lecture et peu d'idées; miss Martineau ne s'explique point cette énigme.

On peut dire que la condition de la femme dans tous les pays est le signe certain du degré de civilisation auquel ces pays mêmes sont parvenus. Elle n'est rien pour le sauvage; esclave au commencement de la civilisation, elle acquiert ses droits et sa valeur en parcourant les degrés successifs qui effacent la tyrannie de la force physique et font régner l'intelligence. Ne pas écraser l'être faible, lui faire sa part au soleil, reconnaître ses priviléges et lui assigner une influence, c'est le symptôme d'une société très perfectionnée, et qui sent que la loi du corps est la loi des brutes. Arrive ensuite le moment où la civilisation s'épuise par son excès, où elle se dégrade par son raffinement, où l'on ne se contente plus de protéger l'être faible, où l'on fait dominer la faiblesse avec la volupté. Cette époque de galanterie et de décadence aboutit définitivement au même résultat que la vie sauvage, à l'avilissement de la femme, à la promiscuité des sexes et à la confusion des devoirs. La belle époque, l'époque saine et magnifique, est celle où, selon l'état de chaque société, tout prend sa place naturelle, où la femme n'est pas seulement une nourrice, une esclave, une gardienne fidèle de la maison, où elle ne s'est pas transformée encore en arbitre de la folie contemporaine, en

distributrice des faveurs de la mode. Dans nos derniers temps, elle a voulu davantage encore; elle a réclamé pour ses mains débiles la charrue, le glaive, la hache, le timon d'un vaisseau, le portefeuille d'un ministre et le pénible gouvernement des sociétés.

Cette ébauche ardente de civilisation qu'on appelle l'Amérique septentrionale a donné à la femme une situation intermédiaire. Là, elle essaie, mais en vain, d'imiter les aristocraties d'Europe, et de conquérir les élégances, les recherches, le bon ton, auxquels les vieilles sociétés sont accoutumées; imitation factice et ridicule, parodie qui ne peut réussir. Une société jeune et marchande n'a pas assez de temps pour disposer de ses balles de coton et défricher ses forêts.

Il faut que l'Amérique attende encore; quand elle aura du loisir, elle trouvera une littérature et des arts, et ce produit exquis et singulier d'une civilisation extrême, la femme du monde, y apparaîtra. On s'est beaucoup élevé contre les oisifs, les improductifs, les hommes de loisir. Sans ce loisir et cette oisiveté, il n'y a pas de poésie, de style, d'art, d'élégance, pas même de méditation et de pensée. Ces fleurs n'éclosent que dans la parfaite abstraction de tous les soins matériels. Sans préconiser l'esclavage antique, on peut dire que la grande beauté artistique de la civilisation grecque ne s'est développée avec tant de force et tant d'éclat, avec une aussi féconde et une aussi facile splendeur, que grace aux loisirs dont jouissaient les Épaminondas comme les Socrate, les Platon comme les Praxitèle. C'étaient des gentilshommes. Toute la partie inférieure et matérielle de la vie humaine était livrée aux esclaves. Leur soin, à eux, était de moudre ou de tisser. Les maîtres se chargeaient d'être de grands hommes, de grands écrivains ou de grands artistes. Malgré la loi du polythéisme, qui faisait de la femme la première esclave, on voyait au sein de cette civilisation singulière, dont nous n'avons plus aucune idée, les Aspasie et les Sapho s'élever tout à coup et partager la couronne des Pindare, des Anacréon et des Tyrtée.

L'Amérique actuelle, soumise à l'élément chrétien, immensément supérieur à l'élément païen, est par conséquent arrivée à une phase de civilisation bien plus haute; mais elle est beaucoup moins avancée dans cette même phase des nations modernes que ne l'était, relativement aux nations antiques, la Grèce à l'époque dont nous parlons. Miss Martineau, cette femme philosophe, qui espéra trouver en Amérique le paradis de la philosophie et de l'indépendance ré-

publicaine, fut bien étonnée de reconnaître dans quel cercle étroit et misérable les facultés et les forces féminines étaient parquées et renfermées par les Américains; dans plusieurs chapitres remarquables par la verve du mécontentement et les diffusions de la mauvaise humeur, elle a témoigné au monde sa surprise.

Elle n'a pas remarqué que les premiers jours de la colonie anglo-américaine ont eu pour point de départ, non pas l'esprit chevaleresque et catholique, favorable aux femmes, mais l'esprit calviniste, profondément rigide et dénué de charité pour l'être faible. Le culte de la vierge Marie était effacé; la séparation des sexes passait en loi. Cette rigidité inhumaine de la loi calviniste n'a pas encore perdu toute influence : dans le Connecticut, elle a laissé des traces profondes. On n'y tolère point les théâtres; les directeurs d'une troupe équestre furent obligés récemment de s'arrêter sur les limites de la province, après avoir donné des représentations dans les provinces voisines. Le gouvernement du Connecticut leur fit parvenir l'utile et loyal avertissement de ne pas se hasarder dans les domaines du comté, à moins de vouloir s'exposer à la confiscation de leurs chevaux. Les habitans des provinces limitrophes ne manquent pas de dire que la sévérité du Connecticut est pure hypocrisie, que tous ses habitans se livrent en secret aux vices les plus odieux et les plus infames, ce qui, malgré l'assertion et l'assentiment du capitaine Marryatt, ne semble pas tout-à-fait prouvé.

L'esprit fondamental et créateur des États-Unis, modifié depuis l'époque primitive par la philosophie plus tolérante de Locke, ne se retrouve que dans le vieux code puritain, le *Code bleu*, qu'on aurait dû nommer le *Code noir*. « Si, dit le chapitre XIII de cette charte draconienne, un enfant ou des enfans au-dessus de seize ans, et possédant l'intelligence, frappent ou *maudissent* leur père ou leur mère naturels, il ou ils sera ou seront *mis à mort*, selon l'Exode, 21, 17, — et le Lévitique, 20. » — Si, dit le chapitre XIV, quelque homme a un fils rebelle et entêté (*stubborn*), d'âge compétent et d'intelligence suffisante, lequel fils n'obéisse pas à la voix de son père et de sa mère, ses parens naturels doivent mettre sur lui la main et l'amener devant les magistrats, en prouvant qu'il est indompté, entêté, rebelle, qu'il ne cède ni à leur voix, ni à leurs châtimens, mais qu'il vit dans divers péchés notoires; — alors ce fils sera *mis à mort* (*shall be put to death*). »

Le mensonge est puni du fouet, le blasphémateur est mis au pilori; l'usage du tabac n'est pas traité moins cruellement. « Per-

sonne, dit la loi, ne se servira de tabac, à moins d'avoir apporté au magistrat un certificat signé d'un docteur expérimenté en médecine, lequel attestera que le tabac est utile ou nécessaire à cette personne. Alors elle recevra sa licence et pourra fumer. Il est défendu à tout habitant de cette colonie de prendre du tabac publiquement, sur les grandes routes, etc., etc. » Les extraits des registres judiciaires relatifs à l'époque où le code bleu était en vigueur, offrent des détails beaucoup plus comiques, et d'une pruderie tellement indécente que notre plume, par égard pour le lecteur, ne peut reproduire ici qu'une faible partie de ces incroyables détails. Ces choses se passaient en 1660, dans un coin du monde, pendant le règne éclatant de Louis XIV et le règne débauché de Charles II. « Le 1er mai 1660, on a fait appeler devant la cour Jacob Mac Murline et Sarah Tuttle pour les causes suivantes : le jour du mariage de Jean Potter, Sarah Tuttle alla chez mistriss Murline, à laquelle elle demanda du fil. Mistriss l'envoya en chercher dans la chambre de ses filles, où se trouvaient le marié Jean Potter et sa femme, tous les deux boiteux. Sarah Tuttle y alla, et, en causant avec les deux boiteux, se servit... d'expressions mal séantes relativement à cette circonstance. Alors entra Jacob Potter, frère de Jean Potter, et Sarah Tuttle ayant laissé tomber ses gants, Jacob les ramassa. Sarah les lui redemandant, il répondit qu'il ne les lui rendrait que si elle lui donnait un baiser; là-dessus, ils s'assirent tous deux, Sarah Tuttle posant son bras sur l'épaule de Jacob, et Jacob tenant embrassée la taille de Sarah; ils restèrent ainsi une demi-heure environ devant Marianne et Suzanne, qui témoignent aussi que Jacob donna un baiser à Sarah..... » A ce propos, les témoins se suivent à la file, déclarant, certifiant, désignant où était le bras, où était le front, où étaient les lèvres, et circonstanciant ce baiser fatal avec une rigueur d'analyse qui mettrait toute la critique du monde aux abois, et qui remplit les trois pages les plus étonnantes, les plus pudiques et les plus impudiques, les plus sévères et, en définitive, les plus licencieuses qui se trouvent dans aucun roman, si bien qu'il est impossible de les transcrire. Jacob et sa complice non seulement sont admonestés, mais mis à l'amende, la cour déclarant que « c'est chose singulière et à déplorer éternellement que jeunesse ait de pareilles idées, et que les personnes de l'un et l'autre sexe se corrompent ainsi mutuellement. En ce qui concerne Tuttle, elle est une corruptrice injustifiable du discours et de la parole. Pour ce qui est de Jacob, sa manière et sa conduite sont inciviles, immodestes, corruptrices,

blasphématrices et démoniaques; » il ira en prison et paiera l'amende.

Pour s'être enivré, le pauvre Isaïe, domestique du capitaine Turner, paie cinq livres sterling, ce qui, eu égard au changement de valeur de l'argent, ressemble fort à trois cents francs d'aujourd'hui; la servante Ruth Acie est fouettée peur avoir menti et reçu chez elle, la nuit, William Harding, le don Juan de la colonie; Marthe Malbon reçoit le même châtiment pour avoir soupé avec ce même bandit de William Harding; Goodman Hunt est chassé du Connecticut pour avoir mis au four un pâté destiné au susdit Harding, et mistriss Hunt, sa femme, ayant reçu ou donné un certain baiser relatif au même personnage, évidemment redoutable, est fouettée et chassée. Toutes ces exécutions, qui tombent, comme on le voit, sur des baisers et des pâtés, datent de janvier 1643. Notre don Juan William Harding poursuit sa carrière jusqu'en 1651; en décembre de cette dernière année, nous le retrouvons; il a épuisé l'indulgence des juges, des pères et des maris. On le condamne « à payer cinq livres sterling à M. Malbon, cinq autres livres à M. Andrews, à quitter la colonie, et à être fouetté *très sévèrement.* » Triste fin pour un don Juan.

Telle était la législation calviniste qui a civilisé et préparé les États-Unis. Plusieurs des articles de son code bleu se font remarquer par leur terrible concision : « Aucun quaker ne recevra le logement ni la nourriture. — Quiconque se fera quaker sera banni, et, s'il revient, sera pendu. » Le crime des quakers, selon les puritains, était de ne pas vouloir tuer les sauvages. Les articles suivans valent encore mieux : « Art. 17. Le jour du Seigneur, personne ne *courra;* on ne se promènera pas dans son jardin ni ailleurs, et l'on marchera seulement avec gravité pour aller à l'église ou pour en revenir. — Art. 18. Le jour du Seigneur, personne ne voyagera, ne fera la cuisine, ne fera le lit, ne balaiera la maison, ne se coupera les cheveux, ou ne fera sa barbe. — Art. 31. Il est défendu à tout le monde de lire la liturgie anglicane, de fêter la Noël, de faire des pâtés de hachis (*mince-pies*), de danser, et de jouer de tout instrument, le tambour, la trompette et la *guimbarde* exceptés. »

Voilà certes une civilisation bien peu semblable à cette civilisation chevaleresque qui instituait les cours d'amour, et qui, annonçant de loin la position des femmes dans les sociétés européennes, frayait la route à la galanterie, à ses graces, à ses raffinemens et à ses excès. La cruauté de ce code bleu, qui trouvait très mauvais que la jeunesse

eût de *pareilles idées*, s'est mitigée peu à peu, mais les rapports mutuels des deux sexes s'en sont toujours ressentis. Aujourd'hui la femme américaine, par un étrange contraste, est soumise à un étouffement moral joint aux meilleurs traitemens physiques. Devant elle, on se lève, on parle bas, on a soin de ne traiter aucun sujet qui puisse lui déplaire ou la blesser; elle a la meilleure place à table ou dans une voiture publique, mais elle ne possède ni influence, ni confiance, ni sympathie. On dispose d'elle comme de quelque chose d'incomplet ou de nécessaire, qu'il faut honorer, puisque le dépôt des générations humaines lui est confié, qu'on doit soigner, puisque son affaiblissement altérerait la pureté et la force des races, mais qu'il faut tenir en dehors de toute participation aux droits intellectuels et moraux de l'homme. La prédication du dimanche et le lieu-commun du journal, la causerie avec la voisine et la promenade dans les boutiques, sont les seuls épisodes qui viennent apporter quelque diversion à la plus monotone et à la plus restreinte des existences. Comme il n'y a dans l'air, comme il ne circule dans la société aucun de ces élémens de curiosité intellectuelle dont l'Europe est remplie, et que les hommes ne songent qu'à manger, à boire, à faire fortune et à faire banqueroute, la femme, de son côté, ne pense qu'à se marier le plus tôt possible, élève beaucoup d'enfans, et meurt l'esprit étiolé par la stérilité de sa vie et la répétition constante des mêmes devoirs demi-serviles et des mêmes frivolités sans but. Tels sont les fruits de l'institution de Calvin. La femme n'y est plus un objet d'achat et de vente, une chose matérielle, mais elle y reste passive, timidement docile, sans ressource et sans ressort. On la tolère plutôt qu'on ne l'accepte, et si les générations pouvaient se multiplier en Amérique par quelque autre moyen, on se passerait d'elle très volontiers. Dans les provinces du sud et de l'ouest, les familles se débarrassent de leurs filles par le mariage avant même qu'elles soient nubiles. Il n'est pas rare de trouver dans ces états des femmes de vingt ou vingt-un ans déjà veuves de deux maris; il n'est pas rare non plus d'y rencontrer de doubles ou de triples divorces. Toutes les lois et toutes les coutumes de l'Amérique tendent à relâcher le lien sympathique des deux sexes, ou à les rendre indépendans l'un de l'autre. Il suffit d'un danger moral exposé par la femme devant ses juges, pour la délivrer du lien qui lui pèse : « Son mari est un joueur; — ou il est trop oisif pour alimenter ses enfans; — ou il leur donne de mauvais exemples et des leçons dangereuses. » Aussitôt le mariage est rompu.

Ainsi s'établit une indépendance bizarre, qui assure à la femme certains droits inférieurs et maintient l'homme dans sa dure supériorité. Ainsi se formulent une liberté glacée, une indifférence mutuelle et la destruction presque définitive des affections vives et des attachemens durables. Je ne sais si la moralité y gagne; plusieurs voyageurs prétendent le contraire, et miss Martineau est de ce dernier avis. S'il faut l'en croire, les mariages américains étant mercenaires, c'est-à-dire exclusivement fondés sur l'intérêt, la corruption secrète y abonde : corruption sans passion, débauche sans plaisir. Dans la Nouvelle-Angleterre; la plupart des femmes sont mariées à des vieillards qui seraient leurs pères; partout la spéculation étouffe les sentimens du cœur; tout est immolé aux règles de l'arithmétique. Miss Martineau, avec sa violence de femme, appelle cela une prostitution légale et se révolte amèrement contre « la sainteté du mariage profanée par l'intérêt. » Sans adopter les véhémences romanesques de la philanthrope, nous convenons sans peine qu'un pays où le désintéressement de l'amour n'existe pas, et où les plus ardentes émotions de la nature humaine sont étouffées par l'égoïsme, marche à une corruption froide, plus dangereuse peut-être que les excès de la passion et des sens.

Un résultat collatéral de cet anéantissement des rapports entre les deux sexes, c'est l'anéantissement du ménage et de la famille. On va loger dans un hôtel garni. Le mari court à ses affaires, la femme reste dans son boudoir. On dîne à table d'hôte, et cette vie commune, sans domicile, sans abri, sans foyer domestique, cette vie errante et à vol d'oiseau ne déplaît à personne. Les hôtels garnis contiennent quelquefois jusqu'à cinquante ménages, si l'on peut appeler ainsi la réunion accidentelle d'un homme et d'une femme qui se rencontrent à peine deux fois par jour, à dîner et à déjeuner. On comprend quelle doit être l'éducation des jeunes personnes qui passent leur vie dans ces parloirs encombrés ou assises à ces tables entourées de convives de tant d'espèces différentes; la vie d'hôtel garni doit produire sur elles le même effet que la vie d'estaminet produit sur les hommes. D'ailleurs il est difficile d'avoir un ménage dans un pays où rien n'est plus rare qu'un domestique; le mot même n'existe pas. Cette personne, que vous payez et que vous appelez votre *help*, votre appui, accompagnera sa maîtresse à l'église, vêtue d'une robe de soie, avec un chapeau à plume, ou elle se placera derrière sa chaise à table, coiffée en cheveux avec une couronne de roses et un peigne d'or. « J'en ai

vu une, dit miss Martineau, qui, pour la commodité du service, avait ajouté à cet attirail coquet une paire de lunettes vertes. » Au moindre mot, à la plus legère observation, vous êtes menacé du magistrat par ces domestiques, dont en réalité les Américains sont les esclaves. On trouve plus commode et moins coûteux d'employer les services des garçons d'hôtel garni, qui sont mercenaires, mais actifs, obéissans et empressés.

La femme américaine ne s'attache donc à rien, elle n'a point de maison à tenir, personne ne cause avec elle, et ses prétentions à l'originalité de la pensée seraient plutôt un objet d'irritation et de mécontentement pour ses concitoyens qu'un honneur pour elle. Dans les maisons qui tiennent ménage, c'est le mari qui va au marché, sans doute par un sentiment délicat d'économie. Tels sont les portraits que nous donnent les voyageurs que j'ai cités, car je suis loin de prendre ou d'accepter la responsabilité personnelle de ces accusations. S'il faut se fier à eux, les femmes américaines, qui n'ont rien à faire, lisent beaucoup et ne réfléchissent guère. Elles savent en général plusieurs langues, mais l'activité de la pensée leur manque; la seule faculté qu'elles cultivent est la plus humble de toutes, la mémoire. Jolies, d'une fraîcheur délicate et éblouissante dans la première jeunesse, douées de toute la finesse, de toute la bonté et de toute la grace que Dieu a départies à leur sexe, ayant du loisir pour cultiver leur esprit et élever leur ame, de la richesse pour s'entourer des élégances de la vie, que leur manque-t-il? Une société plus intellectuelle, moins occupée de soins matériels, moins absorbée par le commerce; une société plus chevaleresque, plus impétueuse, plus ardente pour l'idéal, moins concentrée dans l'intérêt. Il leur manque des juges qui les stimulent et les excitent. L'ancien monde, malgré ses nouveaux penchans démocratiques, diffère en cela de la jeune Amérique. Il doit la culture intellectuelle et la délicatesse exquise de ses femmes à l'ineffaçable trace de ses vieilles institutions, mêlées de vices et de grandeur, d'ombre et de lumière, incomplètes d'ailleurs, irrégulières et mauvaises à plusieurs égards, comme tout ce qui est de l'humanité. Il se trouve aujourd'hui que les institutions américaines, qui repoussent la chevalerie, qui s'appuient exclusivement sur l'intérêt personnel, produisent des résultats plus dangereux et de plus tristes effets.

Au surplus, l'avenir s'ouvre encore si vaste devant cette nation novice, et sa situation est si évidemment transitoire, qu'il serait

tout-à-fait injuste de croire sur parole les plaintes et les critiques des touristes de la Grande-Bretagne. Ils ne se font pas faute d'avouer que, sous le rapport de l'instruction et de la politesse, les femmes américaines sont très supérieures à leurs frères et à leurs maris. Comment cela serait-il autrement? Et quel besoin les Américains ont-ils aujourd'hui de ce raffinement et de cette politesse? Quel bien leur ferait un Dante, un Raphaël ou un Molière? Ils ont une tâche bien plus pénible à mener à bonne fin. C'est à eux qu'il faut pardonner la rude ambition, le négoce ardent et impitoyable. La patrie en profite; les individus y perdent. L'activité qu'on exagère abrutit. C'est le repos, la rêverie, l'oubli des nécessités du jour, qui font naître toutes les graces et toutes les délicatesses. N'attendez rien de ce pivot de fer brûlant qui s'appelle un homme, et qui roule éternellement dans un cercle d'activité dévorante; il vous broiera et vous déchirera en lambeaux, si vous êtes sur la route de son intérêt.

On comprend d'avance quelle espèce d'injustice nous reprochons aux voyageurs anglais en Amérique. Un pays qui se forme, ils le jugent comme s'il était mûr et accompli. Ils ne voient pas que les qualités les plus aimables et les plus appréciées dans le monde ancien seraient des vices et des dangers, appliquées au monde nouveau.

Quelques coteries de Philadelphie et de New-York essaient de calquer leurs usages sur ceux de Londres et de Paris; c'est cette portion affectée des mœurs américaines que M. Grundt a saisie avec assez de bonheur et reproduite avec un sentiment un peu grossier du ridicule. Quant à M. Dickens, il est beaucoup plus malin, et ses portraits se distinguent par plus de finesse et de gaieté. Il ne s'arme pas d'une folle colère contre la démocratie, mais il signale les bons côtés qu'elle met en relief, les germes bienfaisans qu'elle développe. Parmi ces qualités que les institutions nouvelles de l'Amérique ont évidemment protégées, on trouve en première ligne l'activité, puis la patience, la complaisance mutuelle et la douceur dans les relations. C'est un grand maître de philosophie que la foule. Cette masse aveugle, cyclope qui n'a pas d'œil et qui va par ses instincts, force chaque membre de la communauté à ne pas exagérer sa propre valeur et à compter pour beaucoup ses semblables. On se porte mutuellement secours, on s'entr'aide, on tolère le voisin.

L'habitude de la démocratie a même donné aux Américains du Nord une sorte de politesse banale, une complaisance d'assentiment

qui devient quelquefois insipide. Tout le monde est de l'avis de tout le monde; le lieu commun devient, pour chacun, un asile assuré.

M. Dickens a écrit là-dessus quelques chapitres assez plaisans. Selon lui, le fonds de la langue anglo-américaine, c'est ; *Oui*, *monsieur*, mots qui ne peuvent blesser personne, et que les citoyens des États-Unis répètent à tout bout de champ avec des inflexions diverses. « J'ai entendu, dit-il, ce terrible : *oui*, *monsieur*, plus de deux mille fois dans une journée. Il retentissait comme les cloches et semblait, comme elles, se prêter à tous les mouvemens de l'esprit, exprimer toutes les sensations, suppléer à toute espèce de causerie, et remplir toutes les lacunes de l'intelligence et du loisir. Par exemple, la voiture publique s'arrête devant une auberge de la grande route par une chaude journée. La porte de la taverne est déjà obstruée de convives impatiens qui attendent le dîner et qui jouissent des rayons bienfaisans du soleil. Un personnage robuste coiffé d'un chapeau gris s'est établi sur l'un de ces fauteuils aux pieds ronds si communs en Amérique, et qui bercent par leur mouvement oscillatoire le gentilhomme qui s'y assied. Une tête passe par la portière de la voiture; elle porte un chapeau de paille; croyant reconnaître le chapeau gris, elle engage avec lui la conversation suivante :

LE CHAPEAU DE PAILLE. — Je suppute bien quand je dis que c'est le juge Jefferson que je vois?

LE CHAPEAU GRIS, se balançant toujours, parlant lentement, sans aucune émotion et sans regarder le chapeau de paille : — Oui, monsieur.

LE CHAPEAU DE PAILLE. — Juge, il fait chaud.

LE CHAPEAU GRIS. — Oui, monsieur.

LE CHAPEAU DE PAILLE. — Il a fait une petite pincée de froid la semaine dernière, juge?

LE CHAPEAU GRIS. — Oui, monsieur.

LE CHAPEAU DE PAILLE, avec la même gravité : — Oui, monsieur.

Il se fait alors une pause, et les deux têtes se contemplent mutuellement avec un grand sérieux.

LE CHAPEAU DE PAILLE, reprenant la parole : — Si mon calcul est juste, votre grand procès des corporations doit être fini, juge?

LE CHAPEAU GRIS. — Oui, monsieur.

LE CHAPEAU DE PAILLE. — Quel en est le résultat?

LE CHAPEAU GRIS. — En faveur de l'intimé, monsieur.

LE CHAPEAU DE PAILLE, interrogativement : — Oui, monsieur?

LE CHAPEAU GRIS, affirmativement : — Oui, monsieur.

Tous les deux en duo, très lentement, et en regardant ceux qui passent :

— Oui, monsieur.

Nouvelle pause. Ils se regardent encore plus sérieusement qu'auparavant.

LE CHAPEAU GRIS. — Cette voiture est en retard, si je calcule bien.

LE CHAPEAU DE PAILLE, sur le ton du doute : — Oui, monsieur!

LE CHAPEAU GRIS, regardant à sa montre : — Oui, monsieur; de deux heures.

LE CHAPEAU DE PAILLE, en élevant ses sourcils et d'un air de profond étonnement : — Oui, monsieur!

LE GHAPEAU GRIS, d'un ton positif, en remettant sa montre dans son gousset : — Oui, monsieur.

Tous les autres voyageurs se parlant l'un à l'autre, dans l'intérieur de la voiture. — Oui, messieurs.

Le cocher se retournant, et d'un ton de mécontentement très vif : — *Non*, messieurs.

LE CHAPEAU DE PAILLE, s'adressant au cocher, et avec un certain respect : — Oui, monsieur; mais il me semblait que les derniers milles nous avaient coûté un assez bon bout de temps; c'est un fait et un calcul.

Comme le cocher ne voulait pas entrer dans cette controverse, dont le sujet ne sympathisait pas avec ses idées, un autre voyageur prit la parole et s'écria : Oui, monsieur. Le chapeau de paille, par politesse, lui répondit de même, et le chapeau gris répéta les susdits mots sacramentels; enfin le chapeau de paille demanda au chapeau gris si cette voiture n'est pas neuve. Il reçut la réponse accoutumée.

LE CHAPEAU DE PAILLE. — Je m'en doutais. Elle répand une forte odeur de vernis, monsieur?

LE CHAPEAU GRIS. — Oui, monsieur.

Tous les voyageurs, du fond de la voiture : — Oui, monsieur.

LE CHAPEAU GRIS, s'adressant en général et en particulier à chacun des voyageurs : — Oui, messieurs!

Enfin la capacité de chacun pour la conversation se trouvant épuisée, le chapeau de paille, qui était évidemment le plus actif comme le plus bavard de ces citoyens de l'Amérique, ouvrit la porte, s'élança

de la voiture sur la grande route, et de la grande route dans la salle à manger. »

On n'aurait pas attendu d'une république cet affaiblissement du caractère individuel, cette crainte de blesser qui que ce soit, cette apathie de la conversation, cet assentiment perpétuel et insignifiant qui rend la société aux États-Unis si tiède et si fatigante. On est doux, on est hospitalier, on se dissimule, on se gêne, on cède son droit au droit de tous. On perd ainsi, avec l'âpreté et les saillies aiguës du caractère naturel, la naïveté sauvage, l'originalité et la variété piquante qui résulte des contrastes. Miss Martineau, qui ne cesse d'exalter sa république chérie, avoue cependant que les Américains passent leur vie à se flatter mutuellement, et le dégoût que lui inspire cette adulation de tous envers tous lui dicte une comparaison hardie pour une dame anglaise : « J'en suis plus révoltée, dit-elle, que de cette coutume immonde de fumer et de cracher partout, qui laisse des traces dans les salons, dans les boudoirs et dans la chambre des députés. » Dans l'intérieur des familles, le père flatte le fils et le fils flatte le père. A ce défaut de sincérité vient bientôt se joindre un mépris général pour les vertus et les éloges que l'on accorde à tous sans y regarder de près. Un misérable chargé de banqueroutes frauduleuses et soupçonné de faux vient-il à mourir, son éloge funèbre retentit dans toutes les églises. Un méchant livre paraît-il, les journaux débordent de panégyriques. L'orateur flatte le peuple, le peuple flatte l'orateur. Les ecclésiastiques louent leurs ouailles, et les ouailles restent éblouies en face de la supériorité de l'ecclésiastique; les professeurs admirent leurs élèves, et les élèves grandissent démesurément le mérite de leurs professeurs. Tout cela est puéril, vulgaire, et, ce qui est pis, égoïste. Chacun, dans ce pays de liberté, se fait, de l'éloge qu'il prodigue, une monnaie avec laquelle il achète d'avance l'éloge d'autrui. On jette au nez d'un égal qui pourrait nuire un mensonge d'admiration auquel répond un autre mensonge.

Ce n'est pas seulement l'Anglaise miss Martineau, ni l'officier de marine Marryatt, qui accusent l'Amérique républicaine de ce défaut misérable de sincérité et de liberté. Il a paru à Boston, en 1835, un petit volume intitulé : *Pensées sérieuses sur l'époque actuelle;* nous lui empruntons le passage suivant : « Sans cesse la vanité folle de nos journaux répète que nous sommes le peuple libre par excellence,

que chez nous la liberté de la pensée et de l'opinion est complète. Eh bien! je défie tout observateur de citer une seule de nos provinces où la pensée et l'opinion soient libres. C'est au contraire un fait, un fait déplorable, que dans aucun lieu du monde l'intelligence n'est plus esclave qu'ici. Nulle part on n'a vu s'établir de despotisme plus dur et plus écrasant que celui que l'opinion publique exerce parmi nous, enveloppée de ténèbres, monarque plus qu'asiatique, illégitime dans sa source, tyran qu'on ne peut ni accuser ni détrôner; irrésistible quand elle veut étouffer la raison, réprimer l'actiou, imposer silence à la conviction; soumettant les ames timides qu'elle fait ramper devant le premier imposteur. Soyez charlatan, emparez-vous pour un moment du préjugé populaire; vous forcez les sages à fuir et à se cacher, jusqu'à la minute fatale où un imposteur nouveau viendra vous détrôner. Telle est la situation morale et intellectuelle de l'Amérique, la moins libre en réalité de toutes les régions du monde (1). »

On a pu remarquer, dans le dialogue un peu diffus des Américains que M. Dickens a raillés tout à l'heure, quelques mots singulièrement appliqués : je *suppute*, je *calcule*, je *combine;* ce sont des locutions particulières au dialecte anglo-américain. Les traits principaux de ce dialecte méritent d'être recueillis. *To calculate* (supputer) remplace les mots *penser* et *supposer; to guess* (deviner) est employé à tout moment au lieu de *croire* ou *imaginer*. Au lieu de *directly* (tout de suite), on vous répond, « à droite, en avant, *right away*. » Ces piquantes altérations peuvent être étudiées sur place, au moment même où elles s'opèrent. L'Amérique transforme, en les conservant, les vieux mots de la mère-patrie, comme l'Italie a changé le sens du mot *virtù*, dont elle a fait la science des arts, et la Grèce le sens du mot *timé*. Ce qui peut paraître aussi fort logique, c'est que ce peuple d'avenir et d'*attente* ne dit jamais : je conjecture, ou je m'imagine, mais j'*attends*. « Attendre, deviner et calculer » sont les trois mots sacramentels. Dans le wagon d'une machine à vapeur, dit M. Dickens, il est à peu près certain que vous serez accosté de la façon suivante :

« *J'attends* (je conjecture) que les chemins de fer d'Angleterre sont semblables aux nôtres. »

« Vous répondez : *Non!* — L'Américain reprend avec l'accent interrogatif : — *Oui?* Et quelle différence y a-t-il entre les nôtres et

(1) *Sober thoughts on the state of the times*, p. 27; Boston, 1835.

les vôtres? — Vous le satisfaites. A chaque pause de votre commentaire, il s'écrie : — *Oui?* Puis il continue dans son idiome : — Je *devine* (je présume) que vous n'allez pas plus vite en Angleterre? — Pardon, répondez-vous. — *Oui?* réplique-t-il, et il se tait poliment, persuadé que vous mentez. Il mord pendant dix minutes la pomme de sa canne, et s'adressant à cette pomme autant qu'à vous : — Les *yankee* sont *comptés* (regardés comme) un peuple qui *va de l'avant*, et ferme! (Aller de l'avant, *going ahead*, est, en Amérique, la plus grande marque de civilisation possible.) Vous ne pouvez vous empêcher de répondre : — *Oui?* — et l'Américain répète affirmativement et de la façon la plus vigoureusement appuyée : — *Oui!*»

Ce sont là de fort petits détails, mais qui font bien connaître le caractère d'un peuple. Je les préfère, quant à moi, aux dissertations savantes. C'est par ces circonstances familières et intimes que ce trahissent les vrais penchans d'une nation trop jeune encore et trop puissante déjà, trop incomplète et trop riche, pour échapper aux susceptibilités, aux faiblesses, à la morgue, aux niaiseries des parvenus. Devant tous les voyageurs, les Américains se replient avec cette espèce de sensibilité souffrante et nerveuse qui ne développe pas sous son jour le plus favorable le caractère national; n'apercevant plus que ce côté mauvais et timide, miss Martineau disserte, Basil Hall bavarde, Dickens plaisante, et Marryatt se met en colère. Dans l'histoire littéraire, on a trop rarement observé les passions de l'écrivain; c'est cependant là le mobile, le vent qui souffle dans la voile et qui conduit le bateau. Les rancunes des Anglais les aveuglent trop souvent quand ils s'occupent de l'Amérique. Ils choisissent ses plus mauvais aspects et nous les présentent; mais que ne peut-on pas dire de ce pays qui contient tout, qui se fait de toutes pièces, qui change toujours, qui s'étend de tous côtés, qui n'a de limites naturelles que les deux mers, qui ne sait pas lui-même ce qu'il est, ce qu'il peut, ce qu'il doit, ce qu'il sera, qui n'a ni passé, ni présent, mais un avenir sans bornes! Vous peindrez sous les couleurs les plus diverses la vie des *squatters* qui luttent avec le désert, celle des fanatiques qui dansent en hurlant dans les bois et celle des marchands qui traversent les états de l'Union, comme les étoiles filent au ciel. Toutes ces descriptions isolées seront inexactes; réunissez et groupez-les; elles vous donneront une idée juste de la démocratie américaine, de cet embryon gigantesque, de ces molécules errantes encore, mais qui plus tard formeront un ensemble colossal.

Quand on réfléchit sur ces résultats obtenus par les voyageurs, on

est porté à croire que le climat de l'Amérique septentrionale a déjà exercé sur les fils des puritains une action qui les rapproche un peu de l'ancien sauvage des forêts américaines. La prédilection pour les grandes images et les vastes métaphores, l'amour de la vie errante, la froideur dans les relations entre les deux sexes, froideur mêlée de dignité, semblent des caractères empruntés aux aborigènes, soit que la température ait modifié la race anglo-saxonne, ou que l'exemple des sauvages ait été contagieux. Dans les romans les plus remarquables de Cooper, le sauvage rouge et le *squatter* se touchent ou plutôt se confondent. Voilà bien des influences diverses : l'ancienne sève de la race, l'action d'un climat nouveau, la philosophie du XVIIIe siècle, l'esprit démocratique, et enfin l'esprit puritain, dont, comme je l'ai dit plus haut, toutes les traces ne sont pas effacées. Plusieurs scènes rapportées par Marryatt et Dickens rappellent vivement l'époque de Cromwell; vous croyez quelquefois lire une page de Butler ou un roman de Walter Scott. Par exemple, le dernier de ces voyageurs vous met en face d'un prédicateur qui, ayant été marin dans sa jeunesse, forma une congrégation de marins, planta le drapeau naval sur son église et conserva dans sa chaire toutes les allures d'un capitaine de navire. La première fois qu'il prêcha, on le vit arriver, une grosse Bible in-quarto sous le bras gauche et frappant sur le bois de sa chaire : « D'où viennent ces gens-là? D'où viennent-ils? Qui sont-ils? Où vont-ils? Ah çà! répondrez-vous? » Alors il se mit à se promener de long en large dans sa chaire, toujours la Bible sous le bras; puis il reprit : « Vous venez de là-bas, mes enfans, vous venez de la cale du péché. C'est de là que vous venez. Et où allez-vous? » Encore une promenade dans la chaire. « Où vous allez? au perroquet de misaine! Là-haut!... (*forte*); là-haut!... (*fortissimo*); là-haut!... (*rinforzando*). C'est là que vous allez, vent frais, filant cent nœuds à l'heure! » Nouvelle promenade dans la chaire, la Bible sous le bras.

Il y a place pour tout, on le voit, pour le passé comme pour le présent, dans un pays si vaste; excentricités anglaises, nouveautés françaises, échantillons de mœurs arriérées, y tiennent à l'aise. L'accroissement de la population est proportionnel au cadre énorme qui la renferme. La seule petite ville de Rochester, qui était en 1815 de 331 âmes, est aujourd'hui de 15,000 (1). Elle a plus que triplé

(1) La population de Rochester était, en 1815, de 331.
— — — en 1818, — 1,049.

en trois ans; onze ans lui ont suffi pour atteindre cette multiplication effrayante de *vingt-six* fois son nombre *primitif*. Quand on pense que de telles opérations ont lieu sur toute la face de l'Amérique sans que personne s'en doute et sans qu'il y paraisse, on reconnaîtra sur quelle échelle travaille cette société géante et enfant. Elle va si vite et marche à si grands pas, qu'on ne doit point se montrer fort exigeant sur l'élégance de ses poses; ce qui est certain, c'est qu'elle avance et fait d'énormes enjambées. Elle met bien un peu de puérilité dans ses créations, et elle se hâte d'enterrer toute notre Europe avant que cette dernière soit bien morte; elle fait des villages qui se nomment *Paris* et des bourgades qui s'appellent *Rome*. Ce vieux monde renouvelé, cette géographie ancienne en habits de carnaval, prêtent à la plaisanterie; Syracuse auprès d'Orléans, Chartres auprès de Memphis, Canton à côté de Venise. Le vieux globe se dédouble; tout déteint sur cette sphère jeune et inconnue. Vous traversez Troie, vous arrivez à Pontoise; de là vous passez à Mondaga, à Tchecktawasaga; vous vous trouvez dans le faubourg de Corinthe, d'où vous arrivez à Madrid; et successivement Thèbes, Tripoli, Schenectady, Tompkins, Babylone, Londres, Sullivan et Naples passent sous vos yeux. Mais ce qu'il y a de plus remarquable, c'est le progrès permanent de toutes ces localités. Là où le capitaine Basil Hall avait laissé deux boutiques et une église, Hamilton trouve une bourgade; trois ans après, miss Martineau y voit une petite ville; enfin Charles Dickens, deux années plus tard, y admire des hôtels, un théâtre, un mail, un port, une jetée. Cette rapidité de végétation sociale est le miracle de l'Amérique.

Tout cela pousse, si l'on peut se servir d'un mot très vulgaire, comme des champignons. Nous avons l'avantage de voir ce monde politique se faire et s'arranger sous nos yeux. C'est un plaisir. Aussi ne devons-nous pas, si nous sommes équitables, demander à un peuple qui va si vite une société achevée, mais seulement le commencement, l'ébauche et la préparation d'une société. Ne vivez pas, à la bonne heure, dans une forge ou dans une maison qui se bâtit, sous le coup des marteaux qui retentissent, sous l'ardeur des flammes qui

La population de Rochester était, en 1820, — 1,502.
— — — en 1822, — 2,700.
— — — en 1825, — 5,273.
— — — en 1826, — 7,669.
— — — en 1827, — 8,000.
(*Tabular statistical Views.*)

pétillent et parmi les cyclopes qui ne pensent qu'à leur œuvre; mais ne leur imputez pas à crime cette activité puissante qui fait leur force et leur grandeur. Il est absurde de s'étonner qu'une nation si rapidement parvenue ait les défauts des parvenues, la susceptibilité, l'ostentation, la vanité, l'esprit de domination, l'inquiétude quant à l'opinion d'autrui.

On doit rendre cette justice à M. de Tocqueville, qu'il a fort bien observé les vices de cette société; on ne peut lui adresser qu'un reproche : c'est de n'avoir pas assez dit que la nôtre est vieille, et qu'elle ne peut sans danger s'inoculer les maladies de la jeunesse. Comme la plupart des écrivains de France et d'Amérique, M. Tocqueville n'a pas osé braver notre tyran : l'opinion. La superstition de l'opinion nous menace; le culte des masses est à nos portes. Avant de les subir, il faudrait les élever et les ennoblir, ces masses aveugles. Déjà en Amérique, l'opinion et la presse, son esclave, ont fait des ravages extraordinaires et accompli d'incroyables usurpations. Il semble qu'il faille à tous les peuples un tyran, et que la loi de l'humanité soit de se soumettre à un pouvoir; celle du pouvoir est d'abuser. Les Américains, tout en professant les principes démocratiques, ont créé le pouvoir de l'opinion et s'y soumettent. Ce pouvoir en est arrivé à l'abus; comme il est du choix de la nation, elle l'encourage. Armé d'un journal, c'est-à-dire d'une des batteries de l'opinion, vous y pouvez impunément piller, tuer, assassiner. Veut-on savoir ce que peut un journal en Amérique? La récente anecdote que voici éclairera le lecteur.

Un créancier vient réclamer la somme qui lui est due; son débiteur se libère au moyen d'un couteau qui tue le créancier. Le cadavre reste sur le plancher; pour se délivrer encore de ce nouvel embarras, le meurtrier, qui est un libraire, découpe le cadavre, le sale proprement, place les morceaux dans une boîte entre six couches de sel, cloue la boîte, la goudronne, l'enveloppe, la ficelle, l'étiquette, et y ajoute cette inscription : *Porc salé*. Tout ceci se passe à Boston, chez les démocrates d'Amérique. La boîte est jetée à bord d'un vaisseau et expédiée je ne sais où. Par malheur, l'homme salé avait du sang, et le sel n'était pas en quantité suffisante; le sang coula, et la boîte ouverte envoya le libraire Colt (c'est son nom) répondre de son atroce cuisine devant un jury de citoyens américains. Trois fois jugé, trois fois remis en cause, toujours condamné, toujours vivant, il existait encore il y a peu de mois, et l'on s'intéressait à lui; ses parens étaient riches, ses amis puissans, il n'était

pas de sang mêlé, il tenait d'une part au commerce et d'une autre aux journaux. C'est là, ô philosophes, l'aristocratie de la démocratie. Un journal de New-York, dirigé par un nommé Bennett, ami de Colt, trouve la cause du saleur, du cuisinier humain, bonne et curieuse à défendre, et il la défend. Il ne nie pas la salaison, ce serait absurde et maladroit; il l'avoue. Apprentis avocats des causes noires, jeunes suppôts de ce grand art des alchimistes de la parole, instruisez-vous et apprenez ce que peut l'opinion égarée!

Notre journal new-yorkiste s'y prend ainsi : le lendemain du procès, son *premier New-York*, en gros caractère, donne la description de la séance arrangée en mélodrame. Voici la boîte, les morceaux, le couperet, les habits; quel supplice pour l'accusé! Voici sa femme, ses enfans, ses amis! Pauvre homme, dans quelle surexcitation et quelle ivresse se trouvait-il plongé quand il a salé son semblable! Les dix heures de supplice du criminel pendant le procès, sa douleur, son repentir, sa confession (confession fausse qui le disculpe), occupent deux ou trois pages; plus le journaliste va, plus il s'attendrit. Subir une telle torture, dit-il, c'est avoir été puni d'une manière au moins suffisante. O Bennett! dramaturge magnifique! je n'ai pas lu deux de tes pages que je me sens convaincu. Ce vertueux assassin me fend le cœur. Lorsque le jury passe huit heures à délibérer, Colt ne devient pas seulement un objet de pitié, c'est un héros. O Bennett! « Colt étend son manteau sur les banquettes et s'endort paisiblement, pendant que sa mort ou sa vie se décident. » Il dort, ce juste, et le président du jury vient d'une voix tremblante lui annoncer la sentence. Plusieurs membres du jury fondent en larmes. Colt est foudroyé. Enfin Bennett, l'admirable Bennett, s'écrie : « Sera-t-il pendu? C'est la question. Lui accordera-t-on une révision du procès? Et le gouverneur *osera-t-il lui donner* sa grace? »

Il n'a pas osé donner cette grace, mais on n'a pas osé punir le meurtrier; la main du bourreau n'a pas touché le protégé de l'opinion, mais Colt s'est suicidé après trois ans de délais. Il faut lire ce que rapportent au sujet de la presse en Amérique tous les écrivains anglais et américains. Quelques citoyens des États-Unis ont eu le courage de dire la vérité, et ils ont couru des dangers très réels. « La liberté de la pensée et de la parole, dit quelque part un philosophe allemand, ne semble pas faire de grands progrès sur la face du globe. Déjà un Anglais m'a dénoncé à la malédiction publique, comme ayant osé dire que Byron et Walter Scott écrivaient mieux que la plupart de leurs successeurs. Déjà un Italien de beaucoup d'esprit

m'a livré à l'anathème italien, comme ayant avancé que la péninsule actuelle est un peu déchue. On m'annonce, et cela me flatte extrêmement, qu'ayant médit de la Chine, je serai prochainement mis en pièces par le mandarin Hou-lou-fou, qui prend la défense du pays des théières. Deux ou trois Américains des États-Unis ne suivront-ils pas ce bon exemple, et serai-je pendu en effigie à Boston, comme l'a été récemment un voyageur qui avait déplu? Le libre penseur, où se réfugiera-t-il bientôt? Pour s'exprimer sans réticence sur une contrée quelconque, il faudra fonder une imprimerie dans une île déserte, du côté du pôle. La facilité et la rapidité des communications semblent avoir réprimé, au lieu de l'encourager, l'indépendance des idées, et bientôt l'on reconnaîtra avec étonnement que la typographie, ce second Verbe de l'humanité, lui a été donnée, comme la parole, pour déguiser sa pensée. »

Il faut citer en Amérique quelques penseurs indépendans, quelques héros du courage moral, qui sont Clay, Webster, le docteur Channing, Fenimore Cooper et Garrison. Ce dernier a soutenu les droits de l'esclave au péril de sa vie. Mais dans un pays où personne ne veut servir, comment se passer d'esclaves? Les sonnettes sont bannies, sous prétexte que cet usage est humiliant. Les domestiques ou plutôt les *aides* (*helps*), car il n'y a pas de domestiques, vous laissent attendre des heures entières. Ce chapitre des domestiques est intarissable en plaisanteries plus ou moins bonnes; chaque jour est témoin des plus originales aventures. Une maîtresse de maison attendait quelques amis à souper; ils vinrent tard, les mets étaient déposés dans un de ces poêles portatifs destinés à en conserver la chaleur et placés dans le lieu du repas. Lorsque les convives entrèrent, on aperçut le domestique assis à table et démolissant, pour son usage personnel, une très belle volaille; aux reproches qui lui furent faits, il répondit : « Personne ne venait, tout aurait été froid. » Un autre laquais, dont miss Martinean raconte l'histoire, reçut de sa maîtresse l'ordre de ne rien faire et de ne rien dire pendant toute la soirée, mais d'examiner seulement si chacun avait du sucre et du lait dans son thé. Pendant deux heures à peu près, il accomplit fidèlement cette mission, puis il ouvrit la porte et s'en alla. Un remords le prit tout à coup, et, entrebâillant la porte, il s'adressa aux personnes qui occupaient un canapé situé à l'autre coin de la chambre : « Ohé, là-bas! cria-t-il de toutes ses forces, y a-t-il encore du sucre? »

Ce n'est pas seulement dans les relations de domesticité que l'influence de la destruction des classes se fait sentir. Là comme en

France, le commerce et la production deviennent démocratiques, c'est-à-dire s'abaissent. Les acheteurs ne se classent plus; les consommateurs sont sur un pied d'égalité; les fabricans et les vendeurs n'ont plus qu'un seul niveau. On fait vite et assez bien pour que la marchandise soit acceptée. On fabrique au pas de course; on achète de même : de là une médiocrité générale dans les produits. Qu'importe le plus ou le moins de perfection? Une teinte générale s'empare de ce pays aussi romanesque par les faits qu'il l'est peu par les mœurs. Ce mélange d'Allemands, d'Espagnols, d'Irlandais, d'Écossais, de Français, tombant à la fois dans la masse anglo-saxonne et hollandaise qui fait l'ancien fonds de la colonie, devrait donner les fruits les plus bizarres. Nullement. Ces couleurs hostiles s'amortissent et s'éteignent, comme la fusion de toutes les nuances aboutit sur la palette d'un peintre à une teinte grise et sans nom. Ce n'est pas qu'il n'y ait là-bas de terribles drames de la vie réelle. Du côté des Montagnes Rocheuses et vers les régions du sud, la vie des colons est sauvage à épouvanter; la loi se tait ou reste impuissante. Il se fait dans ces solitudes des actions effroyables et inconnues. On s'est fort étonné en Europe de cette association indoustanique des Thugs et des Phansegars, qui étranglaient scientifiquement les voyageurs sur les grandes routes, et qui constituaient une secte religieuse. Le petit volume publié à Boston, et intitulé : *Vie de Murel et ses Confessions*, prouve que le même genre d'association, soumis à des combinaisons et à des lois plus raffinées, comme il convient aux petits-fils de la vieille civilisation européenne, existait, il y a cinq ans seulement, aux États-Unis. Même concours de volontés pour le mal et pour le lucre, même cupidité, même secret, même régularité savante dans l'exécution des meurtres. C'est sur les bords du Mississipi que se passent en général ces terribles scènes; fleuve boueux et sanglant, dont les vagues, dit un Américain, ont englouti plus de cadavres, et les rives caché plus de crimes qu'on ne le saura jamais. Certes, un écrivain de génie tirerait grand parti de la vie de *Murel*, de celle de *Mike*, des récits consacrés par les journaux à la perte des bateaux à vapeur *le Home* et *la Moselle*. Il suffit de parcourir les procès-verbaux des tribunaux, tels que les papiers publics les donnent, pour reconnaître les matériaux dramatiques dont l'Amérique regorge dans son état de fournaise où se forge, comme un fer rouge, la société de l'avenir.

Ce grand bouillonnement laisse subsister, comme je l'ai dit, quelques-uns des anciens traits nationaux: l'entreprenante énergie et la

patiente audace du Saxon, la témérité indomptable du Normand, un *cockneyisme* exagéré, la vulgarité de Wapping, le calme stérile et l'égoïsme chiffré de Leadenhall-Street, la *smartness* aventureuse du *blackleg*, la rigueur formaliste et extérieure du puritain. La vieille nationalité anglaise n'a pas encore eu le temps de se rasseoir, de se raffiner et de se transformer totalement; mais elle y parviendra, et bientôt on ne reconnaîtra plus sa descendance. Chaque jour, la métamorphose avance, et beaucoup de gens ne se doutent guère de ce qui se crée sous leurs yeux. En 1666, les germes d'une république remplissaient l'Amérique; personne ne s'en doutait. Aujourd'hui une Europe colossale se forme là-bas, et l'on n'y pense guère. Que deviendra cette civilisation puritaine, soumise à une éducation mathématique? C'est la première fois que l'on tente un pareil essai, et que la philantropie, les arts, la religion elle-même, se formulent par racines cubiques et par cosinus. Le capitaine Hall rapporte que les jeunes élèves de l'école militaire de West-Point perdent leurs noms et sont classés mathématiquement comme des chiffres. Cette réduction de l'homme à l'état de chiffre fonctionnera-t-elle bien? On le saura plus tard. Marryatt donne une autre preuve curieuse de cette royauté du chiffre : deux jeunes femmes en diligence parlent de leur bonnet, et en parlent mathématiquement.

Une telle organisation sociale ne favorise point la littérature et n'en a pas besoin. Cette nation de fourmis laborieuses, d'abeilles actives, d'êtres humains, dont le mouvement de création est incessant, qui ne se donnent pas le temps de manger, qui méprisent le loisir, qui abhorrent le repos, est dans la situation la plus détestable pour cultiver l'art et la poésie. Elle compte cependant quelques imitateurs heureux de l'ancienne littérature anglaise, — comme orateurs politiques : Webster, Clay, Everett, Cass; — comme historiens : Bancroft, Schoolcraft, Butler, Carey, Pitkins, Prescott, Sparks; — les polygraphes Neal, Child, Steevens, Leslie, Sedgewick, Sanderson, Willis, Hall, Fay, Washington Irving; — les romanciers Paulding, Ingraham, Kennedy, Bird, Fenimore Cooper; — les poètes Drake, Longfellow, Sigourney, Bryant, Halbeck; — les légistes Kent, Story et Hall; — mais surtout l'homme courageux qui a dit aux Américains leurs dangers, qui leur a indiqué les écueils contre lesquels leur prospérité peut faire naufrage, le docteur Channing. Le grand caractère du talent manque à la plupart; ils ne sont pas originaux. C'est un fait incontestable que depuis l'introduction et le développement de l'élément démocratique en France, l'originalité s'y est également

abaissée. Ni la France, ni l'Amérique, ne possèdent aujourd'hui d'écrivain aussi hardi que le furent Montaigne, Bacon, Sterne, Swift, Molière, Cervantes et Rabelais. C'est que le gouvernement des masses, chose étrange, ne développe pas la liberté de l'esprit; il l'étouffe, et par une raison mathématique. Lorsque tous ont droit sur tous, quiconque se détache des autres blesse les droits de tous. Comment concilier l'originalité avec l'égalité? L'élégance et l'exactitude, la magniloquence ou l'afféterie, pourront s'accorder avec de telles mœurs; la liberté et l'originalité, jamais.

Faute d'une littérature et d'une poésie originales, on a essayé, en Amérique, cette littérature des stimulans et des caustiques, qui n'a n'a pas encore dit son dernier mot en France, mais qui cependant marche et ne va pas mal. Les Américains nous ont dépassés. Nos représentations dramatiques n'ont pas atteint le degré d'excitation et de puissance obtenu récemment par un drame américain. C'est le chef-d'œuvre du genre que ce drame, qui doit désespérer les modernes créateurs; il a pour titre *les Régions infernales*, et l'on ne se lasse pas de le représenter dans toutes les provinces de l'Union. L'auteur n'a fait aucuns frais de dialogue. Ce sont des damnés, des pendus, des chaudières, des supplices, des écartèlemens, des flammes rouges, des hurlemens, des grincemens; une obscurité mêlée de sillons de feu, des mares de sang, des sanglots plaintifs, des foules de malheureux plongés dans la poix bouillante, et des diables qui arrachent de longues lanières de chair humaine. Tout cela remplace Sophocle, Shakspeare et Corneille avec beaucoup d'avantage. Les Américains sont touchés de ce grand pathétique; ils n'ont pas le temps de lire; ils bâtissent, creusent des canaux, défrichent, labourent, et passent comme l'éclair d'un bout de l'Amérique à l'autre. Un tel peuple ne peut pas être intellectuel; en fait d'art comme de poésie, la première condition, c'est le repos, seul il est fécond.

PHILARÈTE CHASLES.

REVUE LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

On serait dans une grande erreur si, en essayant de caractériser le mouvement intellectuel et les mœurs littéraires d'outre-Rhin, on osait espérer de satisfaire aux exigences de l'Allemagne. Depuis que la nation allemande, entraînée, par le génie de quelques grands hommes, hors de ses habitudes et de son docile instinct d'imitation, a vécu de sa propre vie pendant environ un demi-siècle, et répandu çà et là ses œuvres de poésie et d'érudition, c'en est fait de cette modeste nature de caractère que nous louons encore par tradition, que nous trouvons bien encore dans certains cercles d'honnêtes familles, garantis par une grace providentielle de la contagion, mais dont on ne reconnaît plus la moindre trace parmi les jeunes écrivains qui aujourd'hui dissertent dans six cents journaux et inondent de leurs productions la foire de Leipzig. Un étrange orgueil a saisi le cœur de ce peuple, qui jadis chantait si doucement ses chants de Minnesinger et ses ballades. Ce n'est plus ce grave et laborieux disciple qui, dans son ardente curiosité, interrogeait tour à tour le monde ancien et le monde moderne. C'est Pygmalion se passionnant pour l'œuvre de ses mains, c'est Narcisse absorbé dans la contemplation de sa beauté.

Il n'est plus permis aux étrangers de juger cet heureux pays, et aux Français moins qu'à tous autres. Ces *légers Français,* disent les docteurs d'Allemagne en affectant un air de grave supériorité, et par cette épithète ils

condamnent d'avance toutes nos observations. Si on les loue, ils acceptent avec une royale bienveillance l'éloge comme un hommage qui leur est dû, et daignent même quelquefois témoigner qu'ils sont satisfaits. Si on les critique, oh! alors il se fait parmi ces régens de la pensée un terrible mouvement. Tous les journaux, grands et petits, sonnent le tocsin; tous les folliculaires courent aux armes. C'est une levée de drapeaux générale, une vraie croisade. L'Allemagne, divisée en tant de petits états et de petites villes, ne forme plus qu'un seul empire dès qu'elle se croit attaquée par l'étranger, et la presse, soumise à tant d'entraves, bâillonnée par tant de règlemens sévères, s'en donne à cœur-joie quand elle trouve une occasion de lacérer un pauvre homme que nul article de censure ne protége. La déclaration de guerre, le mot de ralliement, courent avec la poste d'une province à l'autre, agitant les clubs d'étudians et les habitués des cabinets de lecture. Dans l'espace de quelques semaines, le critique qui a osé émettre un doute sur le profond savoir de l'Allemagne, contredire une de ses doctrines, blâmer une de ses tendances, est poursuivi, insulté dans six cents feuilles périodiques, traîné au grand marché de la librairie, et marqué d'un sceau indélébile de réprobation. Quand il en viendrait à produire un chef-d'œuvre vingt ans après cette fatale campagne, on lui refuserait encore toute espèce de mérite, car les rancunes de l'Allemagne sont implacables; la mort même ne les apaise pas, et, comme l'a dit M. Edgar Quinet, si vous leur échappez vivant, comptez qu'elles barbouilleront d'encre votre squelette. N'ont-ils pas, dans leur sotte ignorance, nié le talent d'Alfred de Musset, en défendant les plates et triviales strophes de leur Becker, et ne voyons-nous pas chaque jour encore leurs insolens journaux insulter niaisement aux plus belles gloires de la France?

En reprenant cette revue littéraire de l'Allemagne, nous devons nous attendre à soulever contre nous les invectives de la presse allemande, mais nous nous résignons d'avance à nous voir traduits à la barre de la *Gazette de Leipzig,* injuriés dans les journaux de M. Kühn et de ses adhérens. Que nous importe la colère de cette école vaniteuse et stérile, qui n'a pas su respecter même le génie de ses maîtres, et qui, après avoir porté une main sacrilége à l'immortelle couronne de Goethe et de Schiller, s'est posée comme la régénératrice de l'art et des lettres en montrant au public, d'une main triomphante, quelques chansons immorales et quelques romans imités de *Candide?* Il est au milieu de cette jeune Allemagne, qui a pris son orgueil pour de la force et son scepticisme pour du génie, il est une autre Allemagne laborieuse et féconde, réfléchie et puissante. C'est celle de tous ces graves professeurs d'université, qui continuent patiemment dans leur retraite austère leur cours d'enseignement et d'étude, de tous ces philologues qui se dévouent aux recherches les plus pénibles de l'érudition, de tous ces historiens qui font revivre à nos yeux, sous un jour nouveau, des annales inconnues ou défigurées. Cette Allemagne-là, nous l'aimons, nous la respectons. Les hommes qui lui appartiennent ont plus d'une fois éclairé la France par leurs travaux et n'ont pas nié ce qu'ils devaient à la France. Nous aimons leurs mœurs simples,

leur demeure hospitalière, asile sacré où l'on retrouve encore les saintes affections et les vertus patriarcales de la vieille Allemagne.

Avant de suivre dans ses phases nouvelles le mouvement de la littérature allemande, nous devions faire cette réserve, afin qu'on ne nous accusât pas de confondre dans la même critique les esprits sérieux et les prétendus réformateurs modernes, le savoir et la jonglerie, l'honnête modestie et la fatuité. Nos paroles s'adressent en ce moment à cette tourbe inquiète et mercantile d'écrivains qui se jettent comme des frelons sur les fruits qui tentent leur convoitise, et portent partout la piqûre de leur aiguillon. Depuis plusieurs années, il existe un fait affligeant qui a déjà été signalé dans cette *Revue*, et que nous devons livrer encore au jugement des honnêtes gens. Des hommes qui, soit pour suspicion de délit politique, soit pour quelque autre motif que nous ne voulons point rechercher, ont été forcés de quitter leur pays, sont venus se réfugier en France et y ont trouvé un asile libéral. Ils sont là, au milieu de nous, à l'abri des poursuites dirigées contre eux, accueillis avec tous les égards que la France a coutume de montrer à ceux qui invoquent son secours, protégés et en partie même salariés par notre gouvernement. Il semble que tout, dans leur situation, devrait leur inspirer un sentiment de sympathie pour la France, que si nos mœurs, nos idées, ne peuvent s'allier à celles qu'ils ont rapportées de leur terre natale, la confiance que nous leur témoignons, l'hospitalité franche et souvent affectueuse dont ils jouissent, devraient du moins leur graver dans le cœur une pensée de gratitude. Quelques-uns, il faut le dire, ont prouvé plus d'une fois qu'ils comprenaient les devoirs d'une telle position; mais la plupart ont traité la France comme une terre ennemie. Chaque jour, les innombrables journaux de l'Allemagne reproduisent dans leurs colonnes des correspondances de Paris où l'on peint sous les couleurs les plus fausses nos hommes politiques, nos artistes et nos écrivains, où les évènemens les plus simples sont à tout instant dénaturés et noyés dans un tissu de circonstances mensongères. Ce sont les réfugiés allemands qui rédigent une grande partie de ces correspondances, et ces hommes qui crient au scandale quand un de nos écrivains, au retour d'un long voyage en Allemagne, essaie d'énoncer un jugement sur leur pays, ne se donnent pas même la peine d'étudier la nation au milieu de laquelle ils doivent peut-être passer toute leur vie, et dont ils parlent sans cesse avec tant d'assurance. Ils s'en vont de côté et d'autre furetant les *on dit,* épiant le scandale, recueillant les pages les plus obscures de nos livres les plus infimes, les scènes les plus bruyantes de nos débats parlementaires, pour en faire une caricature grossière, sans vérité et sans esprit.

A force d'entendre répéter les mêmes fables et de relire les mêmes récits répandus de toutes parts avec tant de persistance et d'audace, l'Allemagne, et cette fois je le dirai, l'Allemagne la plus honnête et la plus judicieuse ne doit-elle pas finir par en être impressionnée? Ne doit-elle pas à la longue nous croire entachés de tous les ridicules et livrés sans défense à toutes les

mauvaises passions dont ses écrivains nous dotent si généreusement? On a beaucoup parlé de l'animosité que l'Allemagne manifesta contre nous en 1840; eh bien! j'ose l'affirmer, cette animosité était en grande partie le résultat de ces infidèles correspondances. L'Allemagne, unie à nous par tant de rapports d'intérêts matériels et de sympathies morales, par une longue communauté de travaux intellectuels, l'Allemagne ne pouvait en un jour briser tant de liens fraternels et s'éveiller un beau matin le cœur rempli de haine pour ceux qu'elle regardait la veille avec confiance et affection. Mais ses correspondans ne l'entretenaient que de nos dispositions hostiles et de nos projets sanguinaires. Leurs articles injurieux provoquaient nécessairement de notre part une réponse qui, torturée à plaisir, éveillait de l'autre côté du Rhin de nouvelles susceptibilités et enfantait de nouvelles récriminations. Toute cette fameuse guerre de 1840 n'a été après tout qu'une guerre de journaux. En France, où les idées se succèdent si rapidement, elle a cessé; en Allemagne, elle dure encore. L'Allemagne a pris en main la plume d'oie et mis son cœur dans une bouteille d'encre. L'hostilité de 1840 sert de texte à mainte dissertation prétendue nationale, elle alimente les faiseurs de brochures et de gazettes qui avaient grand besoin d'un nouveau thème, et qui se garderont bien de lâcher celui-ci avant de l'avoir retourné en tout sens et épuisé jusqu'à la dernière ligne. Elle figure dans le catalogue de Leipzig sous une légion d'opuscules qui doivent, comme de vaillans soldats, défendre la patrie, et qui mourront obscurément dans les magasins des libraires où ils ont pris leurs quartiers. Elle éclate même dans les livres qui ont la prétention d'être sérieux. Je trouve dans un récent ouvrage de M. de Raumer, *l'Angleterre en* 1841, un passage où l'auteur juge de son autorité privée avec une incroyable assurance la lutte diplomatique de 1840, et d'un tour de main écrase la France, élève l'Angleterre, donne à lord Palmerston la sagesse des philosophes, la majesté des rois, la splendeur du génie, puis accable M. Thiers sous le poids d'une phrase doctorale. M. de Raumer a le malheur d'écrire beaucoup et de conserver un pieux respect pour tout ce qu'il écrit. C'est le Capefigue de l'Allemagne, et un romancier spirituel l'a représenté tournant de la main gauche les feuillets d'un in-folio, et remplissant de la main droite ceux d'un in-8° avec tant de prestesse et d'habileté, que, quand il arrive à la dernière page du livre qu'il compulse, la dernière page du volume qu'il rédige est toute prête à être envoyée à l'imprimerie. Nous n'avons point à nous occuper de toutes ces compilations plus ou moins sérieuses; mais que dire de la légèreté avec laquelle ce grave professeur d'histoire à l'une des plus grandes universités d'Allemagne parle d'un événement dont l'Europe entière connaît aujourd'hui tous les détails?

Un autre écrivain, après avoir inséré dans le *Phénix* et dans quelques autres journaux, dont il s'était fait le rédacteur, ces précieux articles datés de Paris, veut à son tour jouir des honneurs de la correspondance. Il arrive en France, y passe quelques semaines, et publie deux volumes, deux petits volumes il est vrai, qui, par l'exiguité de leurs dimensions, font un singu-

lier contraste avec ces massifs et honnêtes in-8° qui semblent inhérens à l'Allemagne. Mais ces petits volumes, si légers en apparence, renferment la quintessence des pensées les plus graves et des considérations les plus élevées. Ils touchent à toutes les questions qui nous agitent le plus vivement, et traitent avec une parfaite assurance du mérite et des défauts de nos hommes les plus éminens. Si, après cela, nous ne connaissons pas très bien notre situation, notre valeur et notre avenir, en vérité c'est notre faute.

M. Gutzkow, qui est venu de Hambourg pour nous présenter, à nous et à l'Europe entière, ce fidèle tableau de notre pays, M. Gutzkow est l'un des novateurs les plus intrépides qui existent de par-delà les montagnes de la Thuringe et les plaines de Saxe. D'abord il a innové dans le style, ce qui, à vrai dire, n'est pas une tâche sans mérite, car la langue littéraire allemande ne ressemble que trop d'ordinaire à un épais fourré mêlé de broussailles, de bruyères, où la lumière du soleil descend difficilement, et il faut savoir gré à celui qui y pénètre avec un instrument tranchant quelconque, ne fût-ce qu'une serpette, pourvu qu'il élague les branches parasites, les rameaux touffus, les longues lianes tortueuses qui, dans les récits des historiens et les contes des romanciers, entravent et voilent le chemin de la pensée. M. Gutzkow s'est fait une façon de langage souple et léger, parfois affecté et souvent prétentieux, mais net et transparent, chose assez rare avant lui. Une fois qu'il a eu atteint par sa légèreté de style cette innovation dans la forme, M. Gutzkow, fidèle à son système, en a imaginé une plus importante et plus profonde : ç'a été de mettre à la place de ces graves et pieuses croyances que l'Allemagne conservait comme le plus pur héritage de son génie national, tous les paradoxes irréligieux et les fantaisies immorales empruntés aux boutades misanthropiques de Rousseau et aux contes de Voltaire. Cette fois, la grave Allemagne, atteinte jusque dans la paix de son sanctuaire, a crié à la profanation; M. Menzell, qui d'abord avait exalté le génie naissant du jeune athlète, est entré dans une sainte colère, et, abdiquant tout à coup l'erreur de son enthousiasme, a lancé contre le spoliateur de l'arche germanique un réquisitoire en forme. La censure s'en est mêlée, les gouvernemens ont pris parti pour la censure, et M. Gutzkow a expié dans la prison de Mannheim les témérités de son roman de *Wally*.

Ainsi glorifié par une triple innovation de style, de scandale et d'emprisonnement, M. Gutzkow a dû nécessairement se croire appelé à de hautes destinées, et, dans le radieux sentiment de sa puissance et de sa mission, il a voulu voir, il a vu la France et l'a jugée. Ce qui semble à tant d'esprits sérieux une œuvre difficile, l'appréciation exacte d'un grand pays, de ses institutions, de ses hommes politiques et littéraires, n'a été pour M. Gutzkow qu'un léger passe-temps. Un coup d'œil jeté çà et là, une note au crayon, et voilà son jugement arrêté, sa sentence écrite dans deux volumes, que M. Brockhaus, qui devrait connaître la France, puisqu'il a une maison à Paris, n'a pas craint de publier.

Le 17 mars de l'année 1842, M. Gutzkow entre à Paris. Il y entre le cœur

rempli d'ardentes pensées et de nombreux désirs. Où ira-t-il? que verra-t-il pour commencer l'immense série de ses explorations? Ah! d'abord, s'écrie le grave allemand, Véry, Véfour, Musard! puis les ministres, la chambre des députés et la chambre des pairs. C'est que M. Gutzkow n'est pas un observateur comme un autre. Ce qui attire le plus notre attention, à nous pauvres esclaves de la routine, est précisément ce dont il se soucie le moins. Un cheval de fiacre arrêté sur le boulevard l'occupe plus, dit-il, que l'*hôtel des Capucines, où M. Guizot donne ses dîners*, et le pavage en bois de la rue Richelieu lui inspire de profondes réflexions. Vous qui regardez innocemment ces blocs octogones, vous vous figurez peut-être qu'ils n'ont été mis là, à la place des pavés de grès, que pour la commodité des voitures et des piétons? Pas du tout; c'est pour empêcher les Parisiens de faire de nouvelles barricades et une nouvelle révolution. C'est encore une diabolique invention de notre gouvernement, à laquelle nous n'avions pas pris garde jusqu'à ce jour, et que M. Gutzkow a eu seul la perspicacité de comprendre. Si M. Gutzkow avait su que la plupart des rues de Pétersbourg et de Moscou sont également pavées en bois, que n'aurait-il pas dit! Sans doute il aurait accusé le gouvernement représentatif de la France de profiter des leçons de la Russie, de se rendre complice des mesures liberticides du despotisme!

Cette première découverte doit faire pressentir tout ce qu'il y a d'aperçus ingénieux et de merveilleuses révélations dans le livre de M. Gutzkow. Nous ne suivrons pas ce profond observateur dans le cours incessant de ses visites et de ses pérégrinations. Il faudrait des volumes entiers pour commenter dignement les singuliers traits d'esprit qu'il sème dans ses petits livres. Que n'a-t-il pas vu pendant le peu de temps qu'il a employé à connaître Paris! Il a vu M. J. Janin, et il affirme que le talent de l'auteur de *l'Ane mort* baisse de jour en jour, et que le critique ne conserve sa place aux *Débats* que par ses complaisances pour les propriétaires de ce journal. Il a vu quelques-unes de nos célébrités parlementaires et de nos hommes politiques. « Un jour, dit-il, un jeune professeur français, aujourd'hui conseiller d'état, arriva à Berlin dans le but d'apprendre l'allemand, et je lui donnai des leçons. Je lui expliquai l'Allemagne, et il m'expliqua la France. » La gasconnade hambourgeoise dépasse celle des bords de la Garonne. Le professeur dont il est ici question a trop d'esprit et de bon goût pour se faire expliquer l'Allemagne par un homme tel que M. Gutzkow, et s'il a jamais daigné parler de la France au pamphlétaire allemand, M. Gutzkow a certainement bien mal profité de son honorable entretien.

Quoi qu'il en soit de cette fatuité, M. Gutzkow vient réclamer l'appui de son prétendu disciple, et se présente sous son patronage en divers lieux. Il a été conduit chez M. Guizot, qui, après lui avoir d'abord exprimé ses vives sympathies pour l'Allemagne, a voulu le revoir une seconde fois, l'a invité à déjeuner, et lui a expliqué tout son système politique et toute la nullité du système de ses adversaires. M. Gutzkow, profondément touché d'un tel témoignage de confiance, et sans doute charmé aussi du déjeuner, n'a pas assez

d'ampleur dans la période et de superlatifs dans l'expression pour célébrer les vertus et les éminentes qualités du ministre des affaires étrangères! C'est seulement dommage qu'une petite phrase tombe comme un sinistre final à la suite de ce concert d'éloges : « M. Guizot, dit-il, méprise les Français. » Nous pensons que cette fois encore M. Gutzkow se laisse aller au plaisir de commettre une nouvelle gasconnade, ou que son ignorance de notre langue aura faussé dans son esprit le sens des paroles qui lui étaient adressées, car nous ne pouvons supposer qu'un long entretien avec M. Guizot puisse inspirer à celui qui y a pris part cette phrase écrite en forme d'axiome : M. Guizot méprise les Français!

Quant à MM. Molé et Thiers, qui n'ont point fait l'honneur à M. Gutzkow de lui dérouler leur politique, il les traite avec moins de considération, et ne craint pas de ramasser contre eux des calomnies tombées depuis longtemps devant le mépris public. Il serait puéril de relever de pareilles misères; ce serait accorder à M. Gutzkow une importance qu'il ne mérite pas. Il faut d'ailleurs reconnaître que les journaux sérieux de l'Allemagne n'ont parlé de son livre que pour le stigmatiser. M. Gutzkow n'a plus le droit de repousser le surnom de *gamin de la littérature* qui lui fut décerné dans son pays quand il publia ses premiers romans, et nous ne nous serions pas occupés de cet écrivain, si nous n'avions tenu à faire voir par un exemple récent avec quelle présomption les régens de la jeune presse allemande viennent à nous, avec quelle insolence ils nous jugent.

Mais pourquoi nous plaindrions-nous des réquisitoires que les écrivains de la jeune Allemagne élaborent contre nous, lorsque nous les voyons, dans leurs momens de loisir, lancer eux-mêmes le fiel de leur satire contre les cités où ils ont reçu le jour et le sol qui les a nourris? L'Allemagne n'a jamais eu à subir de plus sanglantes épigrammes que celles qui lui ont été jetées du sein d'une terre étrangère par deux de ses enfans, Bœrne et Heine, et à l'heure même où nous écrivons, elle entend de tous côtés, dans ses forums et à ses tribunes, des voix amères qui l'accusent, qui lui reprochent rudement son indolence et sa faiblesse. A Kœnigsberg, un jeune candidat ès-lettres ouvre un cours public d'esthétique. Ce cours est suivi par plus de quatre cents auditeurs, et M. Wasselrode, qui monte en chaire au milieu de cette nombreuse assemblée, se met à railler avec une vive et acerbe ironie les prétentions ridicules et les vices du peuple allemand. S'il veut parler de Munich et de Berlin, « j'aperçois, dit-il, sur le théâtre de ce monde deux villes masquées qui se tiennent bras dessus, bras dessous, et se murmurent à l'oreille avec une coquette confiance leurs petits secrets pour attirer l'attention des autres masques : l'une avec un masque antique, un vêtement grec, veut jouer le rôle d'Athènes, mais elle le joue mal; sous son carton classique, elle boit beaucoup de bière de Bavière, et sous les plis ondulans de la toge grecque, elle fait le signe de la croix et tourne le rosaire entre ses mains. L'autre a une enveloppe mystique et bizarre. Elle porte plusieurs masques et plusieurs costumes, car, de même que le personnage du *Songe*

d'une nuit d'été, elle veut remplir tous les rôles, celui de Pyrame et de Thisbé, du lion et de la lune. Elle veut être en même temps Athènes, Florence, Jérusalem, et capitale allemande. Une grande raie noire la traverse. Cette raie représente le méridien de l'esprit et de l'intelligence qu'elle s'est approprié pour que la science et l'art mesurent d'après elle leur longitude. Elle est remplie d'une foule tumultueuse : tambours en mouvement, acteurs récitant une tragédie grecque, commissionnaires qui font des jeux de mots, gendarmes, piétistes, savans, danseurs de ballets, et elle aspire à gouverner le monde ! »

M. Wasselrode parle ensuite du peuple allemand et le caractérise ainsi : « Voyez ce gros masque à la rude charpente, qui, pressé de tous côtés, froissé, mutilé, supporte tout avec un flegme patient. Essayons de le voir de plus près. Ah ! je le reconnais, c'est notre cher Michel, la meilleure figure qui existe dans le carnaval de la vie, le pauvre bouc émissaire qui a pris sur lui toutes les fautes de l'humanité, et qui reçoit des coups quand les autres peuples se conduisent mal. Quoiqu'il soit doué par la nature du caractère le plus sérieux et le plus moral, le bon Michel est pourtant mis en tutelle pour toute sa vie, de peur qu'il ne se laisse aller à quelque légèreté. Du haut de la chaire, on lui fait de longs discours sur les voluptés effrénées de Sodome et de Gomorrhe, de Babylone et de Ninive; le pieux Michel se recueille tout repentant, se promet à lui-même de ne point s'abandonner à de tels plaisirs et de se mettre régulièrement au lit chaque soir à dix heures. Si, par hasard, Michel, en buvant un cruchon de bière avec son voisin, a eu le courage de calculer qu'il est assez injuste de lui faire payer un impôt considérable pour l'éclairage des rues, lorsqu'il est bien prouvé que les réverbères ne sont pas allumés pendant les trois quarts de l'année, à l'instant même les feuilles politiques et les historiens conseillers intimes lui retracent les horreurs de la révolution française, et le bon Michel, qui pourrait prouver parfaitement son alibi dans cette révolution ainsi que dans toute autre, baisse les yeux et rougit comme s'il avait pris place dans un club de jacobins, et dîné avec Marat et Robespierre. Si par hasard quelque peuple s'avise un beau jour de remplacer la lourde coiffure de l'absolutisme par le léger bonnet phrygien, Michel peut être sûr qu'à l'instant même la police lui défendra de porter son chaud et agréable bonnet de nuit en laine, parce que ce bonnet ressemble beaucoup à celui des Grecs.

« L'homme le plus timide peut aussi avoir un moment d'oubli, et, s'il arrive que Michel essaie une fois de s'adresser à un de ses nombreux instituteurs dans ces termes respectueux : Votre excellence daignera-t-elle excuser et permettre... quoique... sans doute... mais pourtant si j'osais très humblement..... avant qu'il ait achevé sa phrase, il est saisi sur place par les gendarmes et conduit en lieu de sûreté comme un tribun populaire et un démagogue dangereux. Et cependant voyez quelle figure rayonnante de santé et quels muscles nerveux ! Il a gardé la force de l'ancienne race teutonique et pourrait, comme Goetz de Berlichingen, abattre d'un coup de poing un bœuf de Hongrie; mais Michel tient son poing dans sa poche et ne l'en tire que pour

payer loyalement ses impôts. Du reste, il joue son rôle comique avec tant de naturel, qu'on doit croire qu'il est doué d'un remarquable talent mimique, ou qu'il y a dans son fait plus de sérieux que de plaisanterie. »

M. Wasselrode passe tour à tour en revue les érudits qui écrivent commentaires sur commentaires, les poètes qui se donnent des airs mélancoliques de Byron et regardent chaque soupir qu'ils exhalent comme un élan de leur génie; puis il arrive aux pompes impériales de l'Autriche et au diplomate habile qui, depuis quarante ans, gouverne cet empire.

« Silence! une assemblée nombreuse apparaît. L'empereur romain et sa suite vont se montrer dans un quadrille historique. Le peuple accourt de tous côtés et se dispute une place pour voir ce spectacle; il se presse, il s'entasse avec une sorte de frénésie. On entend les cris d'angoisse, le râlement des femmes et des enfans écrasés dans le tourbillon; mais les masses sont sans pitié. N'importe qui tombera, pourvu que nous puissions dire à nos enfans et petits enfans : Nous avons vu le manteau rouge de l'empereur romain, les officiers impériaux portant sur leur tête des casques étincelans et sur la poitrine les armoiries de l'état, ouvrant avec leurs hallebardes une rue au milieu de la foule. Le cortége est aussi pompeux qu'un intendant de la cour a pu le faire; hommes et chevaux sont couverts d'étoffes splendides; tout est brodé, armorié, empanaché à la façon du moyen-âge. Les historiens, qui, non contens de prêcher la contre-révolution, demandent encore le contraire de la révolution, affirment que ces costumes du moyen-âge sont non seulement très poétiques, mais qu'on doit les regarder comme une garantie du repos social. En vérité ils n'ont pas tort, les hommes du moyen-âge ressemblaient à des dômes ambulans avec des façades architectoniques, des flèches, des volutes, des chapiteaux. Tous leurs vêtemens criaient, grinçaient, sifflaient; ils portaient dans ces vêtemens leur cachot avec eux et ne pouvaient prendre aucun élan physique ni intellectuel. Un homme de nos temps, avec ses cheveux courts, son habit étroit, sa cravate plissée, du haut de laquelle sa tête tourne librement de côté et d'autre, appartient au mouvement et ne peut être trop surveillé.

« Parmi les hauts fonctionnaires de l'état, nous distinguons un courtisan richement galonné : c'est le conseiller intime de son maître; il marche auprès de lui et lui souffle à l'oreille de pieuses maximes de gouvernement. Voyez quel caractère a ce masque, comme tout y est fortement empreint et gravé! qui pourrait démêler, dans les hiéroglyphes de ses rides, les passions d'un homme de cœur? Et ce sourire glacial, ce sourire démoniaque, voyez, quelles tristes traces il a laissées sur les teintes vertes de ce masque métallique; ah! croyez-moi, c'est la plus malheureuse figure de tout ce carnaval de la vie, plus malheureuse encore que le tragique masque de fer de Louis XIV!

« Les autres masques peuvent encore, après leur travail journalier, leurs efforts honnêtes ou leur hypocrisie fatigante, reprendre dans le sommeil leur figure humaine; on a vu de vieux maîtres d'école, pauvres souffre-douleurs du monde grammatical, sourire dans leur repos quand leur rêve heu-

reux leur rappelait l'âge d'or de la fable grecque. Les censeurs peuvent aussi sourire dans leur sommeil en songeant qu'ils boivent dans le même vase que la littérature démocratique. La reine Mab visite la couche de tous les hommes qui souffrent, et assoupit dans un baiser les souffrances de leurs veilles; le malheureux conseiller de l'empereur dort, quand il peut dormir, avec son lourd masque de fer et l'expression de son hypocrisie diplomatique. »

Qu'on nous permette de citer encore un passage de M. Wasselrode sur le style politique de sa nation. Cette fois on ne nous accusera pas d'être le jouet d'une rigoureuse prévention et d'une erreur. C'est un Allemand même qui parle : « Nous avons, dit-il, dans notre style plus de variété qu'aucune autre nation, car notre langue, comme l'a dit un poète, pense et compose pour nous. Nous pouvons parsemer nos périodes de tant de mots élégans, de tant de sel attique, que les graces et les muses s'en réjouiraient, et nous pouvons pousser la rudesse béotienne jusqu'à l'injure la plus grossière. Nous faisons des hexamètres avec la rapidité de l'éclair, et des pentamètres avec le même abandon. Notre langue peut être si scientifique qu'elle en devienne incompréhensible, et si frivole que les rédacteurs du *Journal évangélique* en soient épouvantés. La langue teutonique, dont on a si souvent loué la loyauté, peut avoir aussi ses équivoques machiavéliques; les habiles joueurs de gobelets peuvent faire avec cette langue des tours de passe-passe comme avec des cartes, et à l'aide des mêmes mots avec lesquels ils nous faisaient une promesse qui excitait notre enthousiasme et notre reconnaissance, ils nous développent une idée tout opposée.

« Il en est de la langue allemande comme des Suisses : elle est née libre et républicaine, elle gravit les Alpes escarpées, les glaciers de la poésie et de la pensée, et s'élance avec l'aigle vers le soleil; et, comme les Suisses, elle sert de garde au despotisme. Ce que le roi de Hanovre a dit à son peuple en mauvais allemand, il n'aurait pu l'exprimer mieux s'il avait employé l'anglais. Notre langue, enfin, est comme certaines pilules propres à tout; il lui manque seulement une chose dont elle a grand besoin, le style politique.

« Lorsque l'Allemand essaie de faire valoir les simples droits politiques qui lui sont assurés par un papier timbré, comme sa femme par un contrat de mariage, alors il enferme ses prétentions dans un tel réseau de phrases de chancellerie, de formules de respect, de protestations de fidélité et de dévouement éternel, qu'on prendrait son écrit pour la déclaration cérémonieuse d'un garçon tailleur plutôt que pour une juste réclamation, car l'Allemand n'est pas assez courageux pour user de ses droits, et il demande mille fois pardon quand il ose croire, penser, soupçonner ou pressentir qu'il pourrait avoir quelque titre à formuler une légère demande politique. Que s'il s'enthousiasme pour son droit jusqu'au point de s'avancer, comme a dit Schiller, avec une fierté d'homme devant le trône des rois, il fait alors tant de pathos théâtral, qu'il n'atteint pas son but. La plupart de nos suppliques pour la liberté de la presse ne ressemblent-elles pas à ce marquis de Posa, revêtu

d'un costume scénique, qui se jette aux pieds de Philippe II, en lui disant : « Donnez-nous la liberté de la pensée. » Et peut-on s'étonner si le roi s'écrie, en voyant ces suppliques : « Singulier rêveur ! »

« Le petit nombre d'Allemands qui ont eu le courage de se faire les avocats de leur patrie, de représenter ses droits politiques, sont devenus les victimes de l'inquisition d'état, par suite de la lâcheté de notre style politique.

« Autant le style allemand est lâche quand il s'agit de faire valoir un droit politique, autant il est humblement sot quand il doit encenser le pouvoir des grands. Qu'un prince s'avise par hasard de dire : Je veux exercer la justice, à l'instant même voilà un essaim d'écrivassiers qui se précipite sur ces mots, comme des abeilles sur une goutte de miel, et tressaille de joie sur cette découverte faite dans le désert. Y a-t-il rien de plus offensant pour un prince que de louer et de proclamer par toutes les trompettes des journaux comme une vertu extraordinaire une simple volonté sans laquelle il mériterait d'être appelé un Néron ? Et ce sont des journaux officiels qui répètent sous les auspices de la confédération, sous les yeux des censeurs, de pareilles louanges ! Ne devrait-on pas appliquer dans toute sa sévérité le paragraphe 92 du code criminel à de tels prôneurs ?

« Voyez comme le style politique et les pensées qu'il doit exprimer sont négligés dans ces écoles que M. Cousin a tant louées ! On devrait y prendre garde; on devrait obliger du moins chaque étudiant de l'université à écrire à la fin de ses cours un article pour la gazette d'état. »

Tandis que, dans une des grandes villes de la Prusse, M. Wasselrode se moque ainsi en plein auditoire de l'Allemagne entière, à Munich, le roi de Bavière, qui, entre autres prétentions démesurées, a celle de vouloir se faire considérer comme un grand poète et un habile prosateur, compose les biographies des personnages auxquels il a décerné dans son Walhalla les honneurs de l'immortalité, et un ordre émané de toutes les chancelleries prescrit à tous les censeurs de l'Allemagne d'empêcher qu'on parle de ce livre dans les recueils périodiques et les journaux quotidiens. Le voilà placé de fait à l'état des livres condamnés par l'*index*, et c'était en vérité le plus grand service qu'on pût lui rendre; car cet ouvrage est écrit avec si peu de respect pour les plus simples règles de la grammaire, qu'un professeur allemand me disait : « Si un des élèves de nos écoles élémentaires remettait à son maître une composition faite dans ce style-là, il mériterait qu'on lui donnât le fouet. » Pourquoi donc proscrire l'enseignement de la langue française dans les écoles de Bavière, quand on maltraite ainsi la langue allemande? Le roi Louis serait-il jaloux par hasard du style de Montesquieu et de Bossuet? Sur ma foi, il aurait en ce cas bien de la bonté, car il est inimitable dans son genre.

A Zurich, un jeune poète allemand (1), proscrit par le conseil d'état de sa principauté, compose un recueil de chansons démagogiques, fougueuses,

(1) *Gedichte von Herveg*, 1842.

ardentes, qu'il lance comme des flèches incendiaires dans son pays. J'en citerai seulement un échantillon qui pourra faire juger du reste :

« Arrachez les croix de la terre et faites-en des glaives. Le Dieu du ciel nous pardonnera. Ne vous fatiguez plus à écrire d'inutiles strophes. Mettez le fer sur l'enclume. Que le fer soit notre sauveur!

« Qu'on n'attende point de paix avant le jour de la liberté. Que nulle femme ne sourie à l'homme, que nul épi doré ne s'élève dans les vallons! Que nul enfant au berceau ne jette un joyeux regard sur le monde avant le jour de la liberté!

« Que dans les villes tout soit en deuil jusqu'à l'heure où, du haut des remparts, la liberté agitera son drapeau! Que les flots du Rhin tombent comme une malédiction sur le sable jusqu'à ce qu'ils répètent comme un coup de tonnerre le cri de la liberté!

« Arrachez les croix de la terre et faites-en des glaives. Le Dieu du ciel nous pardonnera. Tournez-les contre les tyrans et les lâches esclaves. Le glaive a aussi son sacerdoce, et nous voulons être ses apôtres. »

Un autre de ces chants est consacré à la haine, dernier refuge de l'opprimé :

« Allons, allons, au lever de l'aurore, de par-delà les fleuves et les montagnes; un dernier baiser à la femme fidèle, puis prenons la fidèle épée! Gardons-la jusqu'à ce que notre main se dessèche. Nous avons assez aimé, nous voulons enfin haïr.

« L'amour ne peut nous secourir, l'amour ne peut nous sauver. Commence tes mortels jugemens, ô haine! brise nos fers, conduis-nous là où les tyrans imprudens nous bravent. Nous avons assez aimé, nous voulons enfin haïr.

« Que celui qui sent encore son cœur battre le dévoue à la haine! Partout nous trouverons assez de bois sec pour allumer notre bûcher. Chantez à travers les rues allemandes : nous avons assez aimé, nous voulons enfin haïr.

« Combattez sans relâche les tyrans de la terre, et notre haine deviendra plus sacrée que notre amour. Gardons, gardons l'épée jusqu'à ce que notre main se dessèche. Nous avons assez aimé, nous voulons enfin haïr. »

Ce livre a été, comme on peut le croire, marqué à l'encre rouge dans toutes les chancelleries, condamné par toutes les censures. On ne peut l'annoncer dans aucun catalogue ni en rendre compte dans aucun journal allemand, et, malgré la surveillance de la police, l'Allemagne en a épuisé en quelques mois trois grandes éditions.

Mais l'Allemagne répète aujourd'hui un hymne bien autrement révolutionnaire. La chanson de Becker dirigée contre la France, honorée par les rois, le peuple allemand la parodie pour injurier ses rois, et elle court de main en main, des rives du fleuve où elle fut inspirée jusque sur les froides plages de l'Oder. On nous l'a montrée à Dresde, on nous l'a chantée à Mannheim. Je la traduis mot pour mot dans sa rude expression :

« Nous ne voulons pas l'avoir, le joug maudit de Dieu; nous ne voulons pas l'avoir, le knout ensanglanté du Russe; nous ne voulons pas les avoir, ces rois déclamateurs qui démentent aujourd'hui ce qu'ils avaient promis hier.

« Nous ne voulons pas les avoir, ces régens du droit divin qui prennent le bon Dieu pour leur contrôleur; nous ne voulons pas les avoir, ces rois poètes qui bâtissent des glyptothèques et foulent aux pieds la liberté de la presse.

« Nous ne voulons pas les avoir, ces despotes venus de l'Angleterre. Que chaque peuple garde sa richesse et sa honte. Nous ne voulons pas les avoir, ces princes qui nous écrasent; que le diable les emporte, et nous prierons pour eux. »

Évidemment l'Allemagne est en proie à une agitation morale et littéraire à laquelle elle n'entrevoit encore point de terme. Exaltée par son orgueil, et pénétrée cependant du sentiment de sa misère, elle cherche les hommes de génie qui lui ont donné aux yeux du monde une auréole de gloire et ne les trouve plus. Chaque fois qu'un nouvel écrivain apparaît dans ses steppes frappées de stérilité, elle crie au miracle, et annonce, à grand renfort d'éloges emphatiques et de fanfares, l'aurore d'une nouvelle ère; elle tresse une couronne et se hâte de la poser, tout humide encore de la rosée du jour, sur le front de celui qu'elle proclame son Messie; mais le lendemain, cette couronne tombe feuille à feuille. Alors l'Allemagne, fatiguée de ses inutiles efforts pour produire une œuvre originale, et pressée en même temps par son incessant besoin d'écrire, d'entasser feuille sur feuille, livre sur livre, se retourne vers l'Angleterre et la France; elle compulse, imite, traduit avec une ardeur fiévreuse tout ce que nous produisons, tout, depuis nos dissertations scientifiques les plus sérieuses jusqu'à nos plus légers feuilletons. La traduction lui a été donnée par la Providence miséricordieuse pour la soutenir dans sa faiblesse et l'abreuver dans son indigence. Tout ce qui vient de nous, elle le demande avec avidité et le reçoit avec colère. Pour conserver à notre égard un air de supériorité, en même temps qu'elle reçoit d'une main nos livres, élaborés dans l'atelier de ses traducteurs, elle nous montre de l'autre une férule magistrale et nous injurie. Je comprends l'amertume de cette situation. Il est triste d'avoir été riche et de ne l'être plus, d'avoir prêté aux autres et de se voir réduit à vivre d'emprunts; mais l'Allemagne, qui est si sage, devrait penser dans sa sagesse que l'injustice ne relève point celui qui la commet, et que l'injure n'a jamais été considérée comme l'expression du génie.

C'est assez guerroyer cependant contre les défauts actuels d'un pays que nous voudrions pouvoir louer sans réserve. Essayons de retracer quelques-uns de ses titres littéraires. Voici venir, sous le titre d'*Atta Troll*, un nouveau poème de M. Henri Heine. A en juger par ce que nous en connaissons, ce doit être une œuvre humoristique, spirituelle, digne de l'auteur des *Reisebilder*. Déjà l'Allemagne en lit avec avidité les premiers chants. En attendant que ce poème ait été entièrement publié, et que nous puissions l'apprécier dans son ensemble, la disette de livres nouveaux nous oblige à retourner vers le passé. Tieck a fait paraître son recueil de poésies, et Tieck est le représen-

tant d'une des nuances les plus délicates et les plus attrayantes du vrai génie de l'Allemagne.

Le peuple allemand a, dans son caractère même, les élémens essentiels de la poésie. Il est rêveur, superstitieux, tendre et ardent. Au fond de son cœur, il conserve avec un sentiment pieux les traditions historiques et les traditions religieuses. Il aime la vie de famille et les scènes de la nature, les épanchemens affectueux et les vagues caprices de la pensée, qui, par une belle matinée de printemps, s'enfuit comme l'oiseau à travers les vallées odorantes et les forêts mystérieuses. Tout ce qui offre à ses yeux une apparence idéale exerce sur lui un grand prestige, et tout ce qui est naïf charme son imagination. Une des occupations favorites de l'Allemagne était encore récemment de recueillir les légendes de châteaux et de monastères, les histoires de sorcellerie et de mythologie populaire conservées dans les manuscrits des bibliothèques ou dans la mémoire des paysans. Jacob Grimm, le savant philologue, n'a pas cru déroger à sa haute réputation en publiant un recueil de contes pour les enfans (1), et la moitié des œuvres des poètes modernes est employée à la reproduction des naïfs récits du moyen-âge. Mais ce n'est pas seulement dans les œuvres d'art et de poésie qu'il faut chercher le reflet du caractère poétique des Allemands; c'est dans leur existence même, dans leurs mœurs, dans leurs habitudes journalières et leurs loisirs du dimanche. Pendant long-temps, les productions littéraires de l'Allemagne n'ont été que l'expression d'une société bien restreinte, d'une coterie de gentilshommes ou de pédans fardée et mignarde, revêtue d'oripeaux étrangers et dénaturée par le mauvais goût. Ceux qui voudraient juger de la nature poétique du peuple allemand d'après les livres les plus célèbres de cette époque tomberaient dans une grave erreur, car le peuple n'était pour rien dans cette littérature d'école et cette poésie de château.

C'était après la guerre de trente ans. L'Allemagne, épuisée, accablée par cette lutte désastreuse, abdiqua pour ainsi dire son sentiment de nationalité littéraire, et se mit patiemment à marcher à la suite des écrivains étrangers. Le présent ne pouvait éveiller en elle qu'une pensée d'humiliation; le moyen-âge faisait pitié à ses savans : elle se tourna vers l'antiquité; mais la France était là, qui prétendait reproduire dans ses bergeries et ses drames, dans les entretiens de l'hôtel de Rambouillet et les romans de Mlle de Scudéry, la quintessence de l'antiquité, et l'Allemagne n'alla pas plus loin. Elle copia nos Catons galans et nos Brutus damerets, elle eut ses Lucrèces langoureuses, ses héros en perruques, ses Tircis soupirant au pied des hêtres, et ses Chloés suivies d'un charmant troupeau. Le labeur mythologique étouffa l'inspiration; les termes de convention remplacèrent le trait senti et naturel. Au lieu de se laisser aller, comme les Minnesingers, aux douces et naïves rêveries, de peindre avec abandon l'image qui frappait leurs regards et l'émotion qui agitait leurs cœurs, les poètes allemands des XVIIe et XVIIIe siècles s'occupaient tout sim-

(1) *Kinder und Haus Mærchen.*

plement d'arranger avec art la phraséologie apprise dans les écoles, ils exprimaient les souffrances de leur amour en comptant les flèches que leur avait lancées Cupidon. On ne cessait de parler alors des dieux de l'olympe et des héros de la Grèce, mais ces héros et ces dieux arrivaient en Allemagne comme des fils de bonne maison qui venaient de faire leur éducation en France et qui en rapportaient les formes de langage les plus raffinées et les modes les plus récentes. Homère et Sophocle, en les voyant passer, ne les auraient pas reconnus.

On sait quelle réforme éclatante Klopstock, Voss, Lessing, Wieland, opérèrent, vers le milieu du XVIIIe siècle, dans cette prétendue imitation de l'antiquité. Après eux vinrent Goethe et Schiller, ces deux nobles poètes qui surent si bien allier le génie de l'école grecque avec celui des temps modernes. Déjà on commençait à revenir des préjugés qui avaient détourné l'attention des œuvres du moyen-âge; mais ce mouvement d'études rétrospectives se manifesta surtout lorsque l'Allemagne, lasse de courber la tête sous la main de fer qui l'avait long-temps asservie, se leva tout à coup, engagea la lutte, et prit pour appui le passé. Gœrres, nouveau prophète, frappa la roche des siècles germaniques et en fit jaillir une nouvelle source vivifiante. L'impulsion une fois donnée, tous les poètes, tous les patriotes allemands se précipitèrent vers cette époque si oubliée, si méprisée naguère, et qui apparaissait tout à coup si brillante et si riche. Alors on entendit la harpe des Minnesinger chanter comme autrefois les beautés de la nature et les charmes de l'amour mystique. Alors l'épopée des *Niebelungen* sortit de son cercueil de fer, et le glaive à la main, le casque sur la tête, fit résonner dans toute l'Allemagne l'éclat de sa voix farouche et le lamentable récit de son drame de sang. Oh! ce fut une grande et noble époque, celle où le patriotisme germanique éveillait dans leur tombe tous ces empereurs et tous ces héros pour les conduire sur un nouveau champ de bataille, pour se fortifier par le souvenir de leur gloire et de leurs exploits. En quelques jours, l'Allemagne avait franchi six siècles. La veille, encore, elle essayait de se faire légère et rieuse; elle imitait les galanteries de la France et rimait des madrigaux; le lendemain, elle rejetait l'habit à paillettes pour la cotte de mailles; elle venait de prendre, comme Vonved, le héros des chants danois, l'épée de ses aïeux dans les entrailles de la terre, et la bannière des Hohenstaufen dans les arceaux des cathédrales.

Quand on voit comment l'école du moyen-âge s'est formée et sur quelles bases elle repose, on comprend l'éclat qui l'entoure et l'ascendant qu'elle exerce. Cette école tient à tout ce qu'il y a de plus profond et de plus vivace dans le caractère des Allemands, à leur gloire littéraire et historique, à leur sentiment de nationalité. Elle compte, du reste, parmi ses prosélytes, les hommes les plus distingués de l'Allemagne moderne. Grimm, Van der Hagen, Gœrres, ont mis à son service le fruit de leurs laborieuses études; Burger lui a donné deux de ses chants les plus populaires; Goethe et Schiller lui doivent quelques-unes de leurs plus charmantes inspirations; Auguste et Frédéric

Schlegel ont été ses apôtres ardens, Novalis son interprète religieux, Uhland son chantre chevaleresque. Tieck son poète le plus fécond et son conteur.

Tieck a écrit une vingtaine de volumes en prose et en vers, et la plus grande partie de ses œuvres est empruntée aux traditions du moyen-âge. Pour reproduire sous ces différentes faces cette époque si riche et si variée, il a recours à toutes les formes d'art. Il déroule dans de longs drames l'histoire d'Octavien, les infortunes de Geneviève de Brabant, les merveilleuses aventures de Fortunatus. Il raconte, avec la simplicité et la bonne foi des anciens chroniqueurs, la légende des chevaliers amoureux et des chevaliers fidèles, les combats prodigieux des quatre fils Aymond, et les douleurs de la belle Maguelone. Enfin, il descend jusqu'aux contes d'enfans; il traduit en drames, en comédies, en scènes caustiques et douloureuses, les récits de Perrault : *la Barbe bleue, le Chaperon rouge, le Chat botté.*

Dans la sympathie profonde que Tieck éprouvait pour le moyen-âge, il ne l'a pas seulement étudié en Allemagne, il l'a cherché en Angleterre, en France, en Espagne, partout où il trouvait dans une tradition populaire, dans un livre d'art ou de science, une manifestation originale du génie de cette époque. Il s'est passionné pour Calderon et Cervantes, pour les mystères et les fabliaux. Du récit poétique il a passé à la critique; il a publié sur le théâtre anglais antérieur à Shakspeare une œuvre excellente, pleine de faits curieux pris à leur source même, et d'observations ingénieuses et neuves. Dans son *Phantasus,* il a mêlé habilement la dissertation philosophique à la nouvelle romanesque. C'est une espèce de *Décaméron* sérieux où les gracieuses et coquettes figures de Bocace sont remplacées par de blondes Allemandes au regard mélancolique, où chacun des interlocuteurs a une forme de sentiment à soutenir, une pensée d'art à exprimer, où chaque conte devient le sujet d'une intéressante dissertation.

Toute cette longue étude du moyen-âge n'a pas été pour Tieck une tâche systématique entreprise dans le but de se faire un nom et de se donner, aux yeux de ses compatriotes, un caractère d'originalité en s'éloignant de la voie commune pour prendre une route abandonnée. C'est une œuvre de choix et de prédilection qu'il a commencée avec ardeur et poursuivie avec une rare persévérance. Il aime les naïves légendes, les productions tendres et religieuses, les mœurs chevaleresques du moyen-âge pour elles-mêmes, et non point pour la gloire qu'il peut obtenir en les faisant revivre. Il a l'esprit et le cœur tout imprégnés de cette époque, il la dépeint avec charme dans ses livres et ses entretiens. Je n'oublierai jamais le jour où j'allais d'une main timide frapper à sa porte, le jour où il m'accueillait, pèlerin obscur, dans sa demeure de poète, toute pleine de bons livres, ornée d'anciennes gravures et de quelques tableaux. A le voir alors au milieu des siens, avec sa belle et noble physionomie, son sourire mélancolique tempéré par une légère finesse, ses grands yeux bleus profonds et méditatifs, j'éprouvais je ne sais quelle sympathie pleine de respect. J'écoutais en silence chacun de ses récits, et, lorsqu'après l'avoir quitté, j'allais, à quelques pas de sa retraite, errer sur les bords de

l'Elbe ou m'asseoir rêveur sur la terrasse du Brühl, il me semblait que je venais d'entendre un de ces heureux voyageurs dont il est souvent question dans les traditions du Nord, un de ces hommes qu'une main mystérieuse conduit le soir dans la grotte des elfes, et qui reviennent le lendemain en raconter les merveilles à leurs amis étonnés.

Tieck a publié une trentaine de nouvelles fort recherchées en Allemagne. Quelques-unes ont été traduites en français et ont eu parmi nous peu de succès. Il est facile d'en comprendre la raison. Ces nouvelles ne sont point du genre de celles qui ont le privilége de nous émouvoir; ce sont pour la plupart des études psychologiques fines et senties, mais dépourvues d'action. Son roman de *Sternbald*, qui est sans contredit l'un de ses meilleurs, s'adresse surtout aux artistes. Sa *Révolte dans les Cévennes* aurait parmi nous un succès plus général; malheureusement l'auteur n'en a encore écrit que la première partie. Un de nos journaux a publié, il y a quelques années, la traduction d'une nouvelle de Tieck intitulée : *Le Voyage dans le Bleu*, qui renfermait des attaques assez vives contre plusieurs de nos écrivains. C'est une erreur de l'illustre poète, une erreur qui, à la distance où il se trouve de Paris, et avec les fausses idées que l'Allemagne se fait de notre littérature, nous paraît excusable.

Dans les derniers temps, l'activité littéraire de Tieck s'est un peu ralentie. Il y a plus de cinquante ans qu'elle dure. Cependant, chaque automne, il enrichit encore quelque *Taschenbuch* d'une ou deux nouvelles; il travaille à la publication de ses œuvres complètes, et déjà il a réuni en un volume ses poésies éparses dans divers recueils. Ce que nous avons dit de ses nouvelles, nous pouvons le répéter à propos de ses vers, nous ne croyons pas qu'ils soient de nature à obtenir beaucoup de succès en France, et cependant le volume de Tieck est l'une des plus gracieuses et des plus charmantes productions de l'Allemagne moderne. Mais la difficulté est de traduire ces poésies si différentes par la forme et par le fond de tout ce qui se fait parmi nous, si différentes même en grande partie de ce qui se fait en Allemagne. La poésie de Tieck n'est ni la vive et sage chansonnette de Goethe, ni la rêverie philosophique et idéale de Schiller, ni le triste et religieux soupir de Novalis, ni la ballade chevaleresque ou le cri patriotique d'Uhland; c'est je ne sais quel chant musical, léger, mobile, aérien, insaisissable. C'est un singulier mélange de panthéisme antique et d'émotion religieuse, l'aimable gaieté des Minnesinger unie à la tristesse du romantisme moderne, l'image riante et l'austère pensée, un badinage d'enfant et un cri douloureux de déception; ajoutez à cela l'amour, l'enivrement de la nature. Tous les rêves, toutes les émotions que cet amour jette dans nos cœurs, Tieck les traduit avec une légèreté, une variété de versification inexprimable. Le rhythme est pour lui comme un instrument sonore et docile dont il s'exerce à toucher toutes les cordes, et à tirer sans cesse des effets nouveaux. Souvent, à vrai dire, au fond de ses chants, il y a peu de pensée et de réflexion, mais ses vers cadencés,

sautillans et pétillans, charment l'oreille et ne donnent pas à l'esprit le temps de réfléchir.

Les premières pièces du recueil de Tieck datent de 1793, les dernières de 1840. C'est d'un bout à l'autre un concert de pensers d'amour et de religion, de rêves tendres et mélancoliques, sans une seule satire, sans un seul sentiment de haine et d'envie. Heureux le poète qui, après avoir sillonné pendant quarante ans les difficiles sentiers de la littérature, rassemble un jour les fleurs qu'il a cueillies le long de sa route, et ne trouve pas dans sa gerbe odorante une seule ronce, une plante amère, une épigramme!

Ah! si l'Allemagne, au lieu de s'abandonner aux vagues et aventureux systèmes qui l'égarent, au lieu de se laisser agiter, dominer, tromper par les vaniteuses et arides ambitions de ses jeunes écrivains, voulait rentrer dans ce domaine de la poésie candide et pieuse, chevaleresque et pure, qui est son vrai domaine, si elle voulait reprendre cette vie d'études et de recueillement dont ses grands maîtres lui ont donné l'exemple, quelle force ne trouverait-elle pas encore en elle-même, et quelles œuvres importantes ne pourrait-elle pas enfanter! Pour nous, qui lui avons voué une affection que ses erreurs ne pourront effacer, nous accomplissons un devoir rigoureux en prenant les armes contre elle. Il nous en coûte d'avoir à repousser ses agressions quand nous aimerions à la remercier de ses sympathies; il nous en coûte de la combattre, quand il nous serait si doux de lui tendre la main et de la louer. Mais nous écrivons ces pages sans passion et sans colère systématique. Chaque fois qu'il nous arrivera d'Allemagne un livre remarquable, nous le signalerons avec empressement, et si l'Allemagne voyait poindre enfin, à la place de ces feux follets qui si souvent l'éblouissent et disparaissent, le rayon brillant et durable d'une littérature meilleure, nous voudrions être des premiers à le reconnaître et à le saluer.

Malheureusement, nous regardons en vain à l'horizon. A part un petit nombre d'œuvres sérieusement méditées, nous ne voyons apparaître de côté et d'autre que les fantômes de l'orgueil et les denrées sans nom d'une littérature qui de plus en plus tombe à l'état de fabrique et de négoce. Par une singulière contradiction d'esprit, les Allemands condamnent d'un air superbe les œuvres de nos écrivains que chaque jour ils traduisent et imitent; ils en ressassent toutes les pages, ils en tirent la substance, ils en vivent, et nous parlent de l'originalité allemande!

Au théâtre, on ne joue plus que de loin en loin les pièces de Goethe, Schiller, Lessing. Depuis la mort des deux grands poètes de Weimar, beaucoup de tentatives ont été faites pour prendre leur place; beaucoup de jeunes esprits, déployant leurs ailes au sortir du gymnase, se sont crus appelés à régénérer l'art. Qu'est-il résulté de toutes ces présomptions extravagantes, de toutes ces audaces d'écoliers soutenues par des acclamations de coteries? Rien, à part quelques drames, assez habilement conçus et élégamment écrits, mais longs et froids, de M. Grillparzer, à part la *Griseldis* de M. Munch Bil-

linghausen; rien, n'en déplaise à M. Gutzkow, qui a voulu transporter sur la scène l'excentrique immoralité de ses romans. Il y a pourtant à Berlin, dans cette ville qui se pose aujourd'hui comme la reine toute puissante, l'arbitre intellectuel et le mobile de l'Allemagne, il y a là un homme qui a fait à lui seul plus de drames et de comédies que Goethe et Schiller. Dans l'espace de vingt ans, M. Raupach a rempli les *Taschenbücher* allemands et inondé le théâtre royal prussien de ses productions. La Grèce, l'Italie, le monde réel et le monde imaginaire ont tour à tour attiré sa fantaisie, occupé ses loisirs. S'il reste quelque sujet à traiter après lui, ce n'est pas sa faute, il a fait tout ce qui dépendait de lui pour ne pas laisser une situation neuve, une passion intacte à ses successeurs. Le voilà maintenant qui dépèce l'histoire des Hohenstaufen, la découpe en silhouette, la groupe par scènes; quelques petites inventions çà et là, quelques monologues philosophiques, quelques légers anachronismes, saupoudrés du vernis de l'hexamètre, et toute une grande et chevaleresque époque se dresse sur le théâtre pour l'édification des Allemands. Shakspeare n'est à côté de M. Raupach qu'un petit garçon. Fi de *Richard II*, de *Henri IV*, du *roi Léar!* Lisez *les Hohenstaufen* de M. Raupach. Voilà comment on fait revivre une histoire nationale. Le malheur est que l'infatigable dramaturge n'a point les qualités nécessaires pour justifier son étonnante fécondité; que, de l'aveu même des critiques d'outre-Rhin, les sujets historiques qu'il a choisis sont d'une trop haute taille pour les dimensions de son esprit; que s'il a réussi parfois, dans ses incessantes tentatives, à revêtir d'un style agréable une situation intéressante, le plus souvent il n'a produit que des scènes communes, languissantes, inanimées, et des pièces fastidieuses. Mme Crelinger, que l'Allemagne proclame à juste titre sa première actrice, Mme Crelinger, condamnée à jouer ces pièces sur le théâtre royal de Berlin, leur a donné quelque peu de vie par la puissance de son jeu; mais là se bornait la magie de son talent, et M. Raupach, malgré l'énorme quantité de ses drames et de ses comédies, n'a jamais pu jouir d'un instant de vogue générale, d'un succès populaire.

Dans cet état de pénurie, l'Allemagne en est revenue au point où elle était il y a quelque cinquante ans. Alors on traduisait Racine et Molière, Voltaire et Beaumarchais; maintenant on traduit nos vaudevilles et nos opéras-comiques. La musique d'Auber, d'Halévy, résonne, avec celle de Meyerbeer, dans tous les théâtres, et avec les valses de Strauss sur toutes les places et dans tous les *lustgarten* de l'Allemagne. De Mannheim à Kœnigsberg, le nom de M. Scribe est imprimé chaque soir en grosses lettres sur les affiches de spectacle, et non-seulement on nous traduit, mais on réimprime à Stuttgard, à Berlin, toutes les pièces de notre nouveau répertoire dramatique depuis les drames de MM. Hugo et Dumas jusqu'aux boûffonneries des Variétés. C'est une autre contrefaçon qui laisse peu de chances de succès à celle de Belgique.

Si de l'œuvre des théâtres nous passons à celle des journaux, voici une autre méthode de plagiat non moins curieuse à observer. A Leipzig, à Berlin, à Stuttgard, des feuilles de pirates qui n'ont à redouter aucun droit de visite,

reproduisent textuellement les articles de nos revues et de nos feuilles quotidiennes, en les assaisonnant de fautes d'impression et de solécismes germaniques. A Hambourg, à Francfort, à Iéna, et dans cinquante autres villes, on imprime des recueils quotidiens, hebdomadaires, mensuels, composés tout entiers de traductions. Quelquefois le traducteur éprouve un si pieux amour pour l'œuvre de notre pays, qu'il l'adopte avec une tendresse touchante et supprime le nom de la revue à laquelle il l'a empruntée et celui de l'écrivain qui l'a signée. De là des rivalités d'amour-propre et des querelles vraiment plaisantes. On se dispute la priorité d'une traduction avec toute la vivacité qu'on emploierait ailleurs à réclamer la possession d'une œuvre originale. Le *Didaskalia* de Francfort accuse l'*Europa*, de M. Lewald, de lui avoir méchamment dérobé la traduction d'une nouvelle extraite de la *Revue de Paris*. L'*Europa* affirme que cette œuvre est bien la sienne, et, pour prouver qu'il l'a faite d'après l'original, cite le nom de l'auteur. Que répondre à un tel argument? Les petits journaux viennent ensuite et grapillent dans les traductions des grands, qui une anecdote, qui un passage de roman, un tableau de voyage, et voilà comme notre littérature s'émiette de l'autre côté du Rhin et sert au festin de la docte Allemagne.

De temps à autre, une voix grave et sévère s'élève du milieu de ces traducteurs faméliques et lance contre eux un arrêt de réprobation. Je lis dans le *Deutsche vierteljahres Schrift* les lignes suivantes : « Pourquoi traduit-on plus mal en Allemagne que partout ailleurs? Pourquoi le sérieux Allemand, chaque fois qu'il s'occupe d'un idiome étranger, traite-t-il si légèrement sa propre langue? Qu'on pénètre dans cet amas de soi-disant journaux des beaux esprits, *journaux de modes, chroniques du monde élégant;* qu'on regarde toutes ces feuilles qui se parent de l'écume des littératures étrangères et qui ont la prétention d'introduire au milieu de la nation allemande le raffinement des mœurs; qu'on parcoure l'un après l'autre tous ces romans à couverture rose, bleue, jaune, tous ces recueils de nouvelles, où l'esprit des idoles les plus brillantes et les plus vulgaires du peuple de Paris se trouve jeté dans la vase allemande. Qu'on se souvienne que celui qui a écrit ces livres est Allemand, qu'il doit penser, parler, et écrire en allemand. Qu'y trouvera-t-on à chaque page et pour ainsi dire à chaque phrase? La langue à laquelle on attribue à juste titre tant de qualités, la noble langue allemande ravalée, dégradée, réduite au rôle du plus grossier drogman. Mais nous nous sommes habitués à cette misère, et nous ressemblons à ceux qui, vivant au milieu d'un air corrompu, n'en sentent plus les miasmes empestés. » Toutes ces protestations n'arrêtent point l'activité des traducteurs. Les journaux qui s'ouvrent à ces justes plaintes s'abandonnent eux-mêmes au flot qui les entraîne. Ils ont de plus que les autres l'orgueil, ils refusent de reconnaître leur plagiat, mais leur manteau plus ample déguise mal leur pauvreté. Qu'on retranche de la collection de la *Gazette d'Augsbourg* et des *Unterhaltungs Blaetter* ce qui appartient à la France, et l'on verra ce qui leur restera.

F. DE LAGENEVAIS.

POÈMES PHILOSOPHIQUES.

N° II.

LA MORT DU LOUP.

I.

Les nuages couraient sur la lune enflammée
Comme sur l'incendie on voit fuir la fumée,
Et les bois étaient noirs jusques à l'horizon.
Nous marchions, sans parler, dans l'humide gazon,
Dans la bruyère épaisse et dans les hautes brandes,
Lorsque, sous des sapins pareils à ceux des landes,
Nous avons aperçu les grands ongles marqués
Par les loups voyageurs que nous avions traqués.
Nous avons écouté, retenant notre haleine
Et le pas suspendu. — Ni le bois ni la plaine

Ne poussaient un soupir dans les airs; seulement
La girouette en deuil criait au firmament;
Car le vent, élevé bien au-dessus des terres,
N'effleurait de ses pieds que les tours solitaires,
Et les chênes d'en bas, contre les rocs penchés,
Sur leurs coudes semblaient endormis et couchés.
Rien ne bruissait donc, lorsque baissant la tête
Le plus vieux des chasseurs qui s'étaient mis en quête
A regardé le sable en s'y couchant; bientôt,
Lui que jamais ici l'on ne vit en défaut,
A déclaré tout bas que ces marques récentes
Annonçaient la démarche et les griffes puissantes
De deux grands loups-cerviers et de deux louveteaux.
Nous avons tous alors préparé nos couteaux,
Et, cachant nos fusils et leurs lueurs trop blanches,
Nous allions pas à pas en écartant les branches.
Trois s'arrêtent, et moi cherchant ce qu'ils voyaient,
J'aperçois tout à coup deux yeux qui flamboyaient,
Et je vois au-delà quatre formes légères
Qui dansaient sous la lune au milieu des bruyères,
Comme font chaque jour, à grand bruit sous nos yeux,
Quand le maître revient, les lévriers joyeux.
Leur forme était semblable et semblable la danse;
Mais les enfans du Loup se jouaient en silence,
Sachant bien qu'à deux pas, ne dormant qu'à demi,
Se couche dans ses murs l'homme leur ennemi.
Le père était debout, et plus loin, contre un arbre,
Sa Louve reposait comme celle de marbre
Qu'adoraient les Romains, et dont les flancs velus
Couvaient les demi-dieux Rémus et Romulus.
Le Loup vient et s'assied, les deux jambes dressées,
Par leurs ongles crochus dans le sable enfoncées.
Il s'est jugé perdu, puisqu'il était surpris,
Sa retraite coupée et tous ses chemins pris;
Alors il a saisi, dans sa gueule brûlante,

Du chien le plus hardi la gorge pantelante,
Et n'a pas desserré ses mâchoires de fer,
Malgré nos coups de feu qui traversaient sa chair,
Et nos couteaux aigus qui, comme des tenailles,
Se croisaient en plongeant dans ses larges entrailles,
Jusqu'au dernier moment où le chien étranglé,
Mort long-temps avant lui, sous ses pieds a roulé.
Le Loup le quitte alors et puis il nous regarde.
Les couteaux lui restaient au flanc jusqu'à la garde,
Le clouaient au gazon tout baigné dans son sang,
Nos fusils l'entouraient en sinistre croissant.
Il nous regarde encore, ensuite il se recouche
Tout en léchant le sang répandu sur sa bouche,
Et sans daigner savoir comment il a péri,
Refermant ses grands yeux, meurt sans jeter un cri.

II.

J'ai reposé mon front sur mon fusil sans poudre,
Me prenant à penser; et n'ai pu me résoudre
A poursuivre sa Louve et ses fils qui, tous trois,
Avaient voulu l'attendre, et, comme je le crois,
Sans ses deux louveteaux, la belle et sombre veuve
Ne l'eût pas laissé seul subir la grande épreuve;
Mais son devoir était de les sauver, afin
De pouvoir leur apprendre à bien souffrir la faim,
A ne jamais entrer dans le pacte des villes
Que l'homme a fait avec les animaux serviles
Qui chassent devant lui, pour avoir le coucher,
Les premiers possesseurs du bois et du rocher.

III.

Hélas! ai-je pensé, malgré ce grand nom d'Hommes,
Que j'ai honte de nous, débiles que nous sommes!
Comment on doit quitter la vie et tous ses maux,
C'est vous qui le savez, sublimes animaux!
A voir ce que l'on fut sur terre et ce qu'on laisse,
Seul, le silence est grand; tout le reste est faiblesse.
— Ah! je t'ai bien compris, sauvage voyageur,
Et ton dernier regard m'est allé jusqu'au cœur!
Il disait : « Si tu peux, fais que ton ame arrive,
A force de rester studieuse et pensive,
Jusqu'à ce haut degré de stoïque fierté
Où, naissant dans les bois, j'ai tout d'abord monté.
Gémir, pleurer, prier, est également lâche.
Fais énergiquement ta longue et lourde tâche
Dans la voie où le sort a voulu t'appeler,
Puis après, comme moi, souffre et meurs sans parler. »

C^TE ALFRED DE VIGNY.

Écrit au château du M***

L'ESPAGNE.

LA PRESSE. — LES ÉLECTIONS.

La crise qui vient d'agiter l'Espagne paraît suspendue. Le moment semble venu de se rendre compte des causes qui l'ont amenée et des résultats qu'elle a produits.

Nous avons déjà raconté, dans une précédente livraison, comment le gouvernement sorti de l'émeute de septembre 1840 avait successivement trompé les espérances de tous ceux qui avaient contribué à son avénement. Cette universelle déception a bientôt amené sa conséquence naturelle, une coalition contre le gouvernement. Cette coalition comprenait les vainqueurs et les vaincus de septembre, les modérés et les exaltés, c'est-à-dire toute l'Espagne constitutionnelle. Le gouvernement s'est trouvé isolé au milieu de la nation, et sans autre point d'appui que l'armée. De là sont sorties les complications dont nous venons d'être témoins, et qui se sont terminées provisoirement par la dissolution des cortès et la convocation des colléges électoraux.

La coalition des partis a surtout éclaté par la presse. Il importe donc, pour se faire une idée exacte des choses, de savoir quel est l'état actuel de la presse périodique en Espagne, même sous le rapport matériel, si important quand il s'agit de journaux.

La liberté de la presse n'existe complètement en Espagne que depuis le

ministère de M. Martinez de la Rosa, en 1834, c'est-à-dire depuis huit ans environ. Mais avant cette époque elle existait de fait, sinon de droit, et on peut faire remonter son origine jusqu'à 1832, c'est-à-dire au changement de politique qui caractérisa la dernière année du règne de Ferdinand VII. C'est encore une des libertés dont l'Espagne est redevable à l'intervention de la reine Christine; lorsque la jeune épouse du roi mourant commença à prendre la direction des affaires, l'émancipation de la presse fut, en même temps que l'amnistie, le signal de la régénération nationale. Depuis lors, la presse politique s'est fortifiée, et a pris une véritable importance au milieu des troubles qui tourmentaient le pays. Dans cette Espagne où personne ne lisait il y a dix ans, on compte aujourd'hui un grand nombre de journaux, dont la plupart sont lus, recherchés, et jouissent d'un certain crédit.

Cette révolution, car c'en est une, est peut-être le fait qui montre le plus combien la vieille Espagne se modifie sous l'empire des nouvelles lois et des nouvelles habitudes. Le goût de la lecture s'est propagé rapidement. Tel journal espagnol se débite aujourd'hui à quatre et cinq mille exemplaires; et puisqu'on l'achète, c'est qu'on le lit. Les Espagnols de nos jours n'ont pas assez d'argent pour le jeter par les fenêtres. On peut évaluer à trente mille au moins le nombre actuel des acheteurs de journaux sur toute la surface de l'Espagne, ce qui suppose bien cent cinquante mille lecteurs. En France, ce double chiffre est environ six fois plus fort, mais il faut remarquer que la population de l'Espagne est à peine la moitié de la nôtre, et que le gouvernement représentatif n'y est fondé que depuis huit ans, tandis qu'il a chez nous vingt-sept ans de durée.

Les journaux espagnols sont proportionnellement plus chers que les nôtres. Un journal de grand format coûte à Madrid 36 fr. par an; un journal de petit format coûte 30 fr. L'affranchissement pour la province est de 2 fr. par mois, ce qui porte l'abonnement aux grands journaux, pour la province, à 60 fr. Or, l'impôt du timbre, qui double les frais de nos journaux, n'existe pas en Espagne. En outre, les plus grands journaux espagnols ne paraissent pas le dimanche, ce qui est une économie d'un septième sur les frais généraux. Voilà ce qui explique comment la presse périodique espagnole a pu se soutenir et même prospérer. Les honoraires des rédacteurs sont relativement à Madrid ce qu'ils sont chez nous. Les frais de tout genre, surtout les frais d'établissement, ont été considérables. Il a fallu faire venir presque tout le matériel de l'étranger, presses, caractères, papier même; on a d'abord beaucoup emprunté à l'Angleterre ou à la France, aujourd'hui on se passe presque de ce secours.

En ce moment, on compte à Madrid seulement treize journaux politiques.

Le plus ancien de tous, celui qui était le seul en 1830, est le journal officiel, la *Gazette de Madrid;* il est insignifiant comme tous les journaux officiels de tous les pays du monde.

Après la *Gazette* vient, dans l'ordre de l'ancienneté, l'*Eco del Comercio.*

Ce journal a joué un très grand rôle, peut-être le premier, dans l'histoire de la révolution espagnole. Il a été jusqu'à ces derniers temps l'organe tout-puissant du parti progressiste. Il a commencé à paraître un peu avant la mort de Ferdinand VII. Son principal rédacteur a été long-temps M. Caballero, qui est devenu depuis député, et qui est un des hommes les plus actifs et les plus habiles de son parti. De 1834 à 1840, l'*Eco del Comercio* a été le centre où venaient aboutir toutes les menées révolutionnaires. MM. Arguelles, Calatrava, Mendizabal, tous les chefs du mouvement, l'ont aidé de tous leurs moyens et en ont fait le principal instrument de leur influence. C'est sa polémique hardie et violente qui a préparé les différens coups frappés par le parti exalté, et en particulier l'insurrection de la Granja et la révolte de septembre.

Après 1840, il est arrivé à l'ancien parti exalté ce qui arrive à tous les partis vainqueurs. Il s'est dissous. Une portion a passé sous les drapeaux des *ayacuchos* ou de la faction militaire; une autre s'est faite républicaine; le reste a constitué une espèce de tiers-parti qui obéit à MM. Olozaga et Cortina, et qui, comme tous les tiers-partis, n'est pas assez caractérisé pour alimenter un organe. Il en est résulté que l'*Eco del Comercio* a tout à coup vu son public lui échapper; il s'est comme enseveli dans son triomphe. C'était la régence de la reine Christine qui l'avait fait vivre. La régente exclue, il a été fort embarrassé; il a traîné encore quelque temps après ce coup-fourré, puis il s'est transformé.

Ce grand évènement est arrivé il y a quelques mois. Il a passé inaperçu au milieu de beaucoup d'autres, mais il ne laisse pas que de mériter l'attention de ceux qui aiment à méditer sur les lois du monde politique. Un agent de l'infant don Francisco a acheté l'*Eco del Comercio*. Le titre est resté, mais l'ancienne vie s'en est allée. Aujourd'hui ce journal n'est guère plus que l'ombre de lui-même, et, s'il a toujours la même haine contre la reine Christine, il ne la puise plus dans les emportemens de l'esprit révolutionnaire, mais dans les suggestions intéressées d'une *camarilla*.

Depuis la décadence de l'*Eco del Comercio*, le premier rang dans la presse de Madrid appartient au journal des modérés, qui s'appelait naguère le *Correo nacional* (Courrier national), et qui s'appelle aujourd'hui l'*Heraldo* (le Héraut). Du temps où les modérés occupaient le pouvoir, plusieurs journaux ont essayé de se fonder pour les représenter; on a vu d'abord l'*Espagnol*, qui a été long-temps, par son caractère et son format, un des plus beaux journaux de l'Europe, puis la *Ley* (la Loi), *el Porvenir* (l'Avenir), *el Piloto* (le Pilote), etc. Toutes ces feuilles se sont successivement fondues dans une seule, le *Correo nacional*, qui eet devenu l'organe généralement accepté du parti.

C'est surtout après l'exclusion de la reine Christine que la presse modérée a montré de la vigueur et de l'éclat. Les Espagnols ne sont arrivés qu'alors à cette période de la vie politique des nations libres où les opinions gouvernementales peuvent être soutenues avec la même verve que les idées subver-

sives. Jusqu'à 1840, le mouvement, l'impulsion, la nouveauté, l'esprit d'opposition, tout ce qui fait le succès des journaux en général a été du côté des révolutionnaires. Depuis l'avénement de la nouvelle régence, les rôles ont changé. Maîtres du pouvoir, les exaltés ont voulu se modérer, se ménager, ils se sont embarrassés dans les restrictions et les tempéramens; leur journal s'est décoloré. Les modérés, au contraire, ont eu de leur côté la passion, la colère, l'ardeur de l'attaque, le courage, la menace, la liberté : leur journal a grandi.

Depuis quelque temps, l'*Heraldo* est soutenu par un nouveau journal de la même couleur et qui s'appelle modestement *le Soleil* (*el Sol*). Ces deux journaux sont les mieux faits de Madrid sous tous les rapports. Leur format est celui du *Journal des Débats :* ils sont mieux imprimés que les autres; leur papier est meilleur, leurs caractères sont plus neufs. Leurs rédacteurs ont un véritable talent pour la polémique, et ils montrent en outre un courage extraordinaire. Peut-être peut-on leur reprocher, comme aux Espagnols en général, un peu trop d'emphase dans les formes et de vague dans les idées; les qualités solides de l'écrivain politique, celles qui tiennent à la connaissance des affaires, aux fortes études de droit public et d'économie politique, manquent encore à la plupart des journalistes espagnols, et ce n'est pas étonnant : ces qualités sont celles qui viennent les dernières et après une longue pratique de la discussion; mais pour tout ce qui est abondance, énergie, vivacité, ressources d'esprit, inspiration passionnée, ironie mordante, enfin pour tout ce qui constitue la polémique proprement dite, l'*Heraldo* et le *Sol* sont égaux, sinon supérieurs, à leurs aînés de France et d'Angleterre.

Ce qu'on appelle la littérature n'est pas négligé dans ces journaux. Le système des romans-feuilletons y est fort en usage. L'Espagne a suivi de près la France dans cette voie. Du reste, c'est presque toujours la littérature française qui alimente cette portion des journaux espagnols. En ce moment, l'*Heraldo* et le *Sol* donnent tous les deux à leurs lecteurs des romans-feuilletons traduits du français. Nous aimons mieux, nous l'avouons, les articles sur les théâtres, les courses aux taureaux, etc., qui paraissent quelquefois dans l'un et dans l'autre, et qui ont pour nous beaucoup plus de saveur nationale. En général, s'il est à la fois un éloge et un reproche à faire à l'*Heraldo* et au *Sol*, c'est qu'ils ressemblent beaucoup à des journaux français ou anglais; le plus souvent c'est un bien, quelquefois c'est un inconvénient.

Après ces organes des deux grands partis qui divisent l'Espagne, vient une espèce de journaux particulière au pays : ce sont ceux qui n'appartiennent en propre à aucun parti, et qui sont également critiques envers l'un et l'autre. Tels sont le *Corresponsal* (le Correspondant), et le *Castellano* (le Castillan). Aujourd'hui, ces deux journaux se rapprochent beaucoup du parti modéré, mais ils ont toujours fait et ils font encore bande à part. Celui des deux qui a le plus de succès est le *Castellano;* son titre est le plus national de tous, et sa rédaction est comme son titre. C'est un petit journal dégagé,

parfaitement indépendant, ne représentant que les idées et les jugemens de son unique rédacteur; attaquant tantôt la reine Christine, tantôt le régent Espartero, blâmant tour à tour exaltés et modérés, alliance française et alliance anglaise, plein de ce genre de bon sens qui caractérise l'ancien esprit espagnol et qui s'embarrasse peu des théories; à la fois avancé à l'égard des autres en ce qu'il ne se jette pas dans le vague des idées et dans l'emportement des passions, et arriéré en ce qu'il ne sent pas le besoin d'une doctrine et la nécessité d'un mot de ralliement; s'adressant enfin à cette masse immense du public qui, en Espagne plus encore qu'ailleurs, reste étrangère à la lutte qui se passe devant elle, et donne successivement tort aux deux partis.

Le *Castellano* est le journal de Madrid qui se vend le plus. Il a peu d'abonnés, mais il est crié et colporté dans la rue comme les journaux anglais. De petits cabinets de lecture mobiles s'établissent en plein vent, près de la *Puerta del Sol* et dans les autres quartiers les plus fréquentés de Madrid. Les journaux y sont dans des paniers que tient la plupart du temps un aveugle. Le passant s'arrête, *embossé* dans son manteau, lit son journal pour quelques maravédis, et continue son chemin. C'est surtout le *Castellano* qui a les honneurs de ces exhibitions foraines. Quand les autres journaux de Madrid perdaient de l'argent, il en a gagné. Ses frais sont très peu considérables. Il n'a ni la belle exécution ni la rédaction soignée de l'*Heraldo* et du *Sol;* mais il est plus approprié qu'eux aux idées et aux habitudes de la nation, telles qu'elles sont encore du moins

Le *Corresponsal* est moins individuel, moins essentiellement espagnol que le *Castellano;* il se rapproche davantage du type européen des grands journaux politiques. Il a pris pour spécialité principale les questions matérielles; c'est l'organe des intérêts catalans à Madrid.

Le parti républicain est représenté dans la presse de la capitale par un seul journal, le *Peninsular* (le Péninsulaire); ce nom de Péninsulaire lui vient de l'ancienne prétention du parti ultrà-progressiste de réunir toute la Péninsule, Espagne et Portugal, dans une seule république, fédérative ou non. Le *Peninsular* n'a ni beaucoup de crédit, ni beaucoup d'audace. Il est contenu par le peu de faveur que rencontrent à Madrid les idées qu'il représente. Ce serait une curieuse histoire que celle des tribulations de la presse républicaine en Espagne depuis l'avénement du gouvernement qu'elle a contribué à fonder. Le fameux journal l'Ouragan (*el Huracan*), qui était bien autrement vif que ne l'est aujourd'hui le *Peninsular,* a été contraint, à force de procès, de suspendre ses publications. Il avait imaginé, pour échapper aux persécutions de l'autorité, de paraître *sans titre,* mais cette ingénieuse innovation ne pouvait avoir qu'un succès passager. Un journal sans titre, c'est un corps sans tête. Le *Peninsular* a eu quelque temps recours, lui aussi, au même expédient; mais il l'a perfectionné. Il a transcrit, en tête de sa feuille, pour remplacer le titre absent, l'article de la constitution qui établit la liberté de la presse, en ayant soin de mettre en capitales les lettres qui se rencontraient

dans le texte, dans l'ordre nécessaire pour former son nom. Comprenez-vous? C'est une nouvelle forme de journal, le journal-énigme ou le journal-acrostiche.

Après ces journaux, qu'on appelle *indépendans*, viennent les journaux ministériels, qui sont au nombre de trois : l'*Iberia* (l'Ibérie), le *Patriota* (le Patriote), et *l'Espectador* (le Spectateur). L'un de ces trois journaux, *l'Espectador*, représente le parti progressiste rallié, et particulièrement les anciens ministres Gonzalès et Infante; les deux autres sont purement et simplement ministériels, et appartiennent tout entiers au cabinet actuel. Les uns et les autres sont sans influence et presque sans lecteurs.

Enfin viennent deux journaux qui sont pour Madrid ce que *le Charivari* est pour Paris. La *Postdata* (le Post-scriptum) est le *Charivari* du parti modéré, et la *Guindilla* (espèce de piment extrêmement fort), le *Charivari* du parti exalté. La *Postdata* publie des caricatures qui sont, le plus souvent, très plaisantes et très malignes. Le général-secrétaire Linage avec une plume gigantesque en guise d'épée, et le général-ministre Rodil, également armé du compas qui lui servait à tracer ses fameuses parallèles contre Goméz, en font les principaux frais. Le régent lui-même y comparaît souvent avec une face blème, allongée, et dans des accoutremens plus ou moins ridicules, le tout accompagné du cortége obligé de calembours, de chansons, d'épigrammes, enfin de tout un attirail satirique assaisonné du plus gros sel. Les Espagnols sont naturellement moqueurs; leur ancienne littérature est pleine de bouffonneries. Aussi s'en donnent-ils à cœur joie depuis qu'ils sont libres, et, sous le rapport de la caricature, ils n'ont plus rien à désirer.

Voilà pour Madrid seulement, et nous ne parlons pas des revues, *Revue de Madrid*, *Revue d'Espagne*, qui paraissent tous les quinze jours, dans le genre des revues françaises, ni de plusieurs autres publications comme les journaux militaires ou religieux, qui n'ont qu'un rapport indirect avec la politique. Dans les provinces, le nombre des journaux n'est pas moins considérable; il n'y a pas de ville un peu importante qui n'ait ses organes. Dans toute la Catalogne, les feuilles de Barcelone sont lues à l'exclusion de celles de Madrid, et il y a tel journal de Barcelone qui a autant de lecteurs qu'aucun de ses confrères de la capitale. A Sarragosse, à Valence, à Séville, à Malaga, à Cadix, à Bilbao, les feuilles locales sont également préférées à toute autre. On sait quel a été de tout temps l'esprit d'indépendance de chacun des *royaumes* dont la réunion a formé la monarchie espagnole; cette rivalité de province à province se retrouve sous toutes les formes; elle éclate dans la presse périodique comme ailleurs. Autant d'anciennes capitales, autant de centres de publicité, et toute cette foule de journaux trouve à vivre tout aussi bien, mieux quelquefois que la plupart de nos journaux de province.

Tel est aujourd'hui l'état de la presse politique en Espagne; il était le même il y a trois mois quand la coalition s'est formée. A cette époque, le

le bruit s'était répandu que le régent voulait s'emparer du pouvoir absolu, congédier les cortès, supprimer la liberté de la presse, et prolonger la minorité de la reine; les rédacteurs de tous les journaux non ministériels de Madrid se réunirent et convinrent d'un programme commun. Un manifeste identique fut publié à la tête de chacune des feuilles coalisées; il était signé de l'*Eco del Comercio*, l'*Heraldo*, le *Sol*, le *Corresponsal*, le *Castellano*, le *Peninsular*, la *Postdata*, la *Guindilla*, de deux journaux qui n'existent plus, le *Trône* et l'*Espagnol Indépendant*, des deux revues politiques et d'un journal religieux, le *Catholique*. Il y était dit que la coalition résisterait par tous les moyens à tout acte arbitraire et inconstitutionnel, et que la presse indépendante remplirait son devoir, sans distinction de couleurs, qui était de veiller à la défense des libertés du pays, et en particulier de la plus vitale de toutes, la liberté de la presse.

Dès que cette déclaration fut connue des feuilles publiques des départemens, elles s'empressèrent d'y adhérer.

Depuis lors tous les journaux ont tenu leur parole; ils ont fait une rude guerre aux projets du gouvernement ou à ses actes, aussi bien l'*Heraldo* que le *Peninsular*, le *Castellano* que l'*Eco del Comercio*, le *Corresponsal* que le *Sol*. De son côté, le pouvoir a fait ce qu'il a pu pour briser ce faisceau d'opposition. Le *fiscal*, ou procureur du roi, a fait procès sur procès aux journaux de tous les partis; mais le jury, qui est aux termes de la constitution le seul juge des délits de la presse, a acquitté systématiquement tout le monde. On ne peut se faire une idée de la portée de ces acquittemens qu'en lisant ce qui s'imprime à Madrid; c'est véritablement incroyable. Jamais la presse française, dans les temps de violence qui suivirent la révolution de 1830, n'a poussé aussi loin l'invective. Le chef de l'état est personnellement en cause tous les jours, il n'y a pas d'épithète outrageuse qu'on ne lui adresse; les mots de *traître* et d'*assassin* reviennent à tout moment. Dix fois on a dit et on a cru qu'Espartero allait monter à cheval et balayer cette foule d'*insulteurs* publics qui troublent la paix de son triomphe; mais, soit qu'il ne l'ait pas osé, soit pour toute autre cause, il ne l'a pas encore fait.

Ceci se passait à la fin d'octobre et au commencement de novembre. Peu après, le moment fixé pour la réunion des cortès est arrivé. On se rappelle comment le régent s'était débarrassé au mois de juillet, la canicule aidant, de l'opposition parlementaire. L'année étant près de finir et le budget n'étant voté que jusqu'au 1er janvier 1843, il a bien fallu convoquer les chambres pour leur demander de nouveaux subsides. Malgré tous les moyens d'intimidation et de corruption, la même opposition s'est reproduite dès l'ouverture, accrue encore par quelques mois d'un silence forcé, et encouragée par le nouvel appui qu'elle trouvait dans la coalition des journaux. M. Olozaga a été réélu président à une forte majorité, et, ce qui est plus significatif encore, M. Cortina a été nommé vice-président. Le gouvernement ne savait plus comment s'y prendre pour éluder encore une fois les injonctions de l'opinion, de la presse et des chambres, quand un évènement fortuit est venu lui offrir

une diversion dont il s'est empressé de profiter. Cet évènement malheureux sous tous les rapports, mais qui n'a pas eu toutes les conséquences qu'on en espérait, c'est le soulèvement de Barcelone.

Nous ne reviendrons pas sur les détails, maintenant bien connus, de cette douloureuse histoire. Nous nous bornerons à rappeler les faits principaux.

Depuis long-temps, les exactions du capitaine-général Van Halen, les cruautés du général Zurbano, et surtout le bruit d'un prochain traité de commerce entre l'Espagne et l'Angleterre, qui ruinerait les fabriques de la Catalogne, entretenaient à Barcelone une vive irritation. Le ressentiment populaire, si facile à soulever dans cette ville industrieuse et de tout temps turbulente, était encore excité par les publications furibondes d'un journal, *le Republicano*. Une échauffourée entre des ouvriers qui voulaient faire entrer du vin sans payer de droits et les soldats qui gardaient la porte de ville amena la première collision. L'arrestation du rédacteur du *Republicano* acheva de monter les têtes. Il y a à Barcelone plusieurs milliers d'ouvriers que le baron de Meer avait désarmés et qui avaient été réintégrés dans la garde nationale à la suite de l'émeute de 1840, fomentée par Espartero contre la reine-mère. Ces ouvriers prirent les armes; Van Halen résista faiblement, les troupes évacuèrent la ville après deux jours de combat. Restés maîtres de Barcelone et assez étonnés de l'être, les insurgés ne surent quel drapeau arborer; la division ne tarda pas à se mettre parmi eux, et bientôt il devint évident qu'ils étaient hors d'état de résister à une attaque.

Quant au gouvernement, il reçut avec joie la première nouvelle du mouvement. Il y vit une occasion de frapper de terreur tous ses ennemis à la fois et d'échapper à la discussion à la faveur du péril. Le régent se hâta de proroger les chambres et de partir lui-même pour se mettre à la tête de la répression. Un grand appareil militaire fut déployé. Des troupes reçurent l'ordre de marcher de toutes parts sur Barcelone. Le ministre anglais offrit son concours, qui fut accepté; des vaisseaux de la marine royale britannique reçurent à Gibraltar l'ordre de se rendre devant la ville rebelle. Des paroles d'une violence calculée furent prononcées par le régent, soit avant son départ de Madrid, soit pendant son voyage, pour effrayer tous les mutins par la menace d'un châtiment exemplaire. C'est en vain que les citoyens les plus notables de Barcelone, et parmi eux l'évêque du diocèse, intercédèrent pour épargner à la ville la vengeance d'Espartero. Barcelone, à demi soumise, fut bombardée sans pitié; l'armée reprit possession de la citadelle au milieu de l'incendie. Au défaut des chefs qui étaient en fuite, des malheureux obscurs furent fusillés sans jugement régulier; une contribution extraordinaire de guerre fut frappée comme en pays ennemi; le désarmement général de la Catalogne fut effectué par la force. En ce moment, ces mesures sauvages s'exécutent encore.

L'Espagne peut bien exister sans la Catalogne (*bien puede existir España sin Cataluna*), criait, dit-on, Zurbano le jour de la révolte, quand il engageait ses soldats à charger dans la ville, en leur promettant le pillage de

la riche rue des Orfèvres. Il semble que ce cri farouche soit la devise que le gouvernement espagnol ait adoptée à l'égard de cette belle et triste province. On aurait réellement pris à tâche de ruiner la Catalogne, de la dépeupler, de l'effacer en quelque sorte de la carte de l'Espagne, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Toutes ces barbaries sont d'autant plus coupables, qu'elles sont inutiles. Le bombardement de Barcelone n'a pas atteint son but. La terreur a régné sans doute quelque temps dans la ville déserte et dévastée, mais là même elle n'a pas duré, et il ne paraît pas que le reste de l'Espagne ait eu peur un seul moment. Ce n'est pas seulement la crainte qu'inspire l'invincible duc qui a empêché l'insurrection de se propager; c'est l'absence de drapeau. Pourquoi s'insurgerait-on maintenant en Espagne? Pour la république? personne n'en veut; pour la reine Christine? son retour est impossible; pour don Carlos? il est abandonné de tous; pour la reine Isabelle? elle n'est pas majeure; pour l'infant don François? on redoute avec raison l'ambition de l'infante sa femme. Le mouvement de Barcelone n'était qu'un accident, une émotion sans but. L'attitude des vainqueurs l'a bien prouvé le lendemain même de leur victoire. A Valence, il y a eu aussi un soulèvement dans le premier moment, mais, après quelques heures, l'ordre s'est rétabli de lui-même. L'insurrection victorieuse n'avait que faire de son succès.

Voilà ce qui a mis fin à la révolte de Barcelone et prévenu des révoltes nouvelles autant au moins que les bombes du fort Montjuich et les *bandos* sanguinaires des généraux vainqueurs. Même sous les bombes, les corps francs auraient résisté s'ils avaient eu une cause à défendre. Espartero a pu voir par lui-même qu'il n'intimidait qu'à demi; autour de son quartier-général de Sarria, la Catalogne entière s'est soulevée au bruit de l'exécution de Barcelone; il a pu entendre le tocsin sonner partout à *somaten*, comme dans les temps les plus agités des levées en masse catalanes. Tant qu'il est resté dans le pays, il n'a pas cessé un seul instant de prendre pour sa sûreté des précautions extraordinaires, ne sortant presque jamais de chez lui et vivant lui-même comme un assiégé au milieu de son armée. Un député aux cortès, le colonel Prim, s'est échappé de Madrid malgré le capitaine-général, qui le menaçait de le faire fusiller, s'il sortait de la ville sans passeport, et est accouru se mettre à la tête des insurgés qui marchaient au secours de leur capitale. La seule nouvelle de la soumission de Barcelone a pu faire rentrer dans leurs foyers ces milices populaires, et quand l'occupation a été consommée, le régent n'a pas cru devoir entrer dans la ville vaincue, mais encore ennemie; il a fait le tour de ses murs pour se rendre à Valence, comme s'il eût reculé devant la sombre expression des visages et les sourds murmures de vengeance.

Aujourd'hui encore, le capitaine-général Seoane, malgré l'inflexibilité bien connue de son caractère, est obligé de céder devant l'obstination plus inflexible encore des Catalans. Tous les moyens sont mis en œuvre pour faire rentrer la contribution de guerre qui a été décrétée au mépris du texte formel

de la constitution; au milieu de leurs maisons ruinées, sous le feu toujours prêt de la citadelle et du fort Montjuich, les Barcelonais n'ont pas encore payé. Les élections municipales ont eu lieu le lendemain du bombardement; elles ont donné, malgré l'absence de la moitié la plus compromise de la population, une municipalité tellement hostile, qu'il a fallu la casser. L'autorité militaire avait fait arrêter un des habitans les plus notables de la ville par ce seul motif que les suffrages des électeurs se portaient sur lui; après l'avoir conduit enchaîné à la citadelle, on l'a relâché. Les journaux de Barcelone, un moment contenus, reprennent peu à peu leur assurance, et il en est un, le *Constitucional,* autrefois défenseur enthousiaste du régent, qui ne cache plus l'amertume de sa déception. Enfin, on parle d'une nouvelle feuille qui serait sur le point de paraître et qui s'appellerait *la Bombe*. Les Catalans ont ramassé dans leurs rues en feu un des projectiles destructeurs et veulent le lancer à la tête de ceux qui le leur ont envoyé : échange terrible de la part d'un peuple!

A Madrid, l'attitude publique a été plus significative encore s'il est possible. Il n'y a pas eu de révolte, car encore un coup, dans l'état actuel de l'Espagne, une révolte n'aurait pas de but; mais, le soulèvement excepté, aucun témoignage de répulsion n'a été épargné au gouvernement. Quand le régent est parti pour Barcelone, les cortès l'ont solennellement invité, par un vote formel, à ne rien faire qui portât atteinte à la constitution de l'état. Espartero s'est vivement irrité de cette marque de défiance; il a répondu qu'il n'avait donné à personne le droit de le soupçonner d'un manque de foi. Quelques jours après cependant, Barcelone était mis, non pas *en état de siége*, le mot n'a pas été prononcé, mais *dans un état exceptionnel*, c'est le terme du décret. Les arrestations en masse, les condamnations à mort sans publicité, l'imposition de la contribution de guerre, toutes ces mesures illégales et inconstitutionnelles, n'ont été que des conséquences de cet *état exceptionnel*. *Exceptionnel* est fort bon; et que demandaient donc les représentans du pays quand ils rappelaient la constitution au soldat irrité qui menaçait Barcelone, si ce n'est que le châtiment infligé à la ville rebelle n'eût rien qui fît exception aux lois?

Aussi quand on a appris à Madrid comment le régent avait tenu sa promesse, le mouvement d'indignation a-t-il été universel. Il était impossible de se démentir plus vite et plus ouvertement. On a vu quelle lettre vigoureuse a été adressée à Espartero par les députés catalans pour demander le renvoi immédiat des ministres qui avaient conseillé ces violences. Un acte d'accusation contre le ministère a été en outre préparé par les mêmes députés et devait être déposé sur le bureau des cortès dès leur première séance. A cette explosion dans les chambres a répondu une explosion encore plus retentissante dans la presse. Espartero, étonné, est revenu à Madrid le plus tard qu'il a pu. Il y a fait son entrée le 1er janvier, au milieu d'un silence glacial. Soit fatigue, soit chagrin, il s'est mis au lit en arrivant, et a eu une violente attaque de son mal de vessie; puis, après quelques jours d'hésitations

et de souffrance, il a rendu le décret qui dissout les cortès et qui en convoque de nouvelles pour le 3 avril prochain. Il lui était devenu encore plus impossible qu'avant son départ d'affronter le formidable orage qui l'attendait dans la chambre des députés, et la fatalité qui le pousse aux coups d'état était décidément la plus forte, qu'il le voulût ou non.

Ainsi l'évènement de Barcelone n'a eu d'autres conséquences sur la situation générale que de l'accuser plus fortement. Cette situation a reparu, après cet épisode, ce qu'elle était avant, avec plus d'irritation de part et d'autre. Le gouvernement n'y a trouvé que pour un moment la diversion qu'il désirait, et si l'insurrection a échoué, le bombardement n'a pas mieux réussi. La question posée est toujours la même.

Depuis le décret de dissolution, le gouvernement représentatif est suspendu de fait en Espagne. La perception des impôts a cessé d'être légale à partir du 1er janvier. L'état *exceptionnel* de Barcelone s'est étendu sur toute la péninsule. Plusieurs députations provinciales, entre autres celle de Sarragosse, ont déjà déclaré que tout citoyen était en droit de refuser l'impôt. Il est vrai que le gouvernement ne fera pas une grande perte en perdant le peu d'argent qui lui arrivait. Un peu plus ou un peu moins de désarroi dans ses finances n'est pas ce qui lui importe. L'armée se paiera, au besoin, par ses propres mains, comme elle a déjà fait et particulièrement en Catalogne, où un ordre du jour du général Van Halen avait autorisé les officiers à puiser de force dans les caisses municipales; et, pourvu que l'armée soit payée tant bien que mal, le reste n'est rien. Les juges, les administrateurs, les employés de toute sorte, se tireront d'affaire comme ils pourront. La justice, l'administration, les travaux publics, à quoi bon? On n'en est pas à cela près avec ce gouvernement.

La grande affaire maintenant, ce sont les élections. Tout le monde s'y prépare. Le gouvernement fait main-basse sur tous les agens politiques dont il ne se croit pas sûr; les destitutions sont *à l'ordre du jour,* comme on disait pendant la révolution française. A l'égard des partis, la tactique qu'il suit est fort simple : il cherche à diviser ses ennemis. L'opposition qui a rendu nécessaire le coup d'état de la dissolution se composait de deux coalitions, une première coalition dans les cortès, une seconde dans la presse. La coalition des cortès ne comprenait que des progressistes, les modérés s'étant volontairement exclus de la chambre en n'allant pas aux dernières élections; la coalition de la presse était plus large et comprenait tous les partis. Le gouvernement s'applique à réveiller toutes les vieilles haines; il veut remettre aux prises les modérés et les exaltés, et, dans le sein des exaltés mêmes, rapprocher de lui les moins irréconciliables de ceux qui se sont détachés. En même temps, un travail très actif s'accomplit dans l'intérieur des partis eux-mêmes. Des alliances se brisent, d'autres se forment. Tantôt le principe dissolvant paraît l'emporter, tantôt l'esprit de rapprochement a le dessus. Il semble qu'on soit à la veille d'une transaction générale, comme il arrive souvent en pareil cas.

L'ancien parti progressiste se partage, comme nous l'avons dit, en trois fractions bien distinctes.

La première, qui reconnaît pour chefs MM. Gonzalès et Infante, amis et confidens intimes du régent, se compose de ceux qui se sont partagé les places à la suite du mouvement de septembre, et qui ont porté Espartero à la régence unique; on les a appelés pour ces deux causes les *frères chaussés* (*calzados*) et les *unitaires*. La seconde, dont les chefs sont MM. Olozaga et Cortina, est aussi composée d'unitaires, *chaussés* pour la plupart, mais qui, tout en voulant investir de la régence le duc de la Victoire, auraient tenu à servir en même temps le gouvernement représentatif; ceux-là sont les politiques du parti, ils ont contribué à renverser le ministère Gonzalès et sont les adversaires du ministère Rodil, mais ils ne veulent rien faire qui soit personnellement nuisible à Espartero. La troisième fraction est elle-même un mélange de beaucoup de nuances diverses, elle se compose des anciens *trinitaires* ou partisans de la régence triple qu'on appelle aussi *donanistas* ou partisans de la constitution de 1812, de tous les mécontens que le gouvernement militaire a faits depuis deux ans, tels que les *déchaussés* (*descalzos*), c'est-à-dire ceux qui n'ont pas eu de places, des Catalans que le traité de commerce et le bombardement de Barcelone ont aliénés sans retour, des rares partisans de l'infant don Francisco, et enfin des républicains proprement dits; ceux-là sont hostiles au régent lui-même.

La première fraction formait à elle seule la minorité dans la chambre dissoute; la seconde et la troisième étaient réunies pour former la majorité.

La conduite des deux portions extrêmes dans les élections était d'avance toute tracée; celle de la portion intermédiaire est plus difficile. M. Olozaga est entre deux écueils. D'un côté, il risque de la confondre avec les *ayacuchos* purs, de l'autre il risque de tomber dans une opposition trop radicale. Ce dernier danger est celui qui paraît l'avoir le plus frappé; il n'a pas voulu se laisser conduire par ceux avec qui il marchait depuis un an, et il a rompu la coalition par sa retraite. M. Cortina, quoique engagé un peu plus avant que lui dans l'opposition, l'a suivi. Reste à savoir maintenant ce que va devenir ce tiers-parti dans la mêlée. Sera-t-il détruit dans le choc électoral? Parviendra-t-il au contraire à dominer les deux élémens qu'il sépare? M. Olozaga a assez bien mené sa barque depuis l'avénement du duc de la Victoire, pour qu'on doive attendre de lui beaucoup de dextérité en présence des nouvelles difficultés qu'il rencontre. Le juste-milieu qu'il représente est peut-être ce qui concilie le plus d'exigences diverses et également impérieuses; mais est-il pos sible? voilà la question.

Si l'épreuve électorale est délicate pour les exaltés elle l'est plus encore pour l'ancien parti modéré. La première question qu'il a dû se poser était celle de savoir s'il irait aux élections de 1843. Cette question a été discutée dans une grande réunion qui a eu lieu à Madrid. D'un côté, on a soutenu qu'il fallait persister à s'abstenir; que se rendre aux élections, ce serait reconnaître le gouvernement du régent, qu'il y aurait à la fois un égal danger à

échouer et à réussir; que, si le résultat du scrutin n'était pas favorable au parti, il perdrait de la force morale que lui a donnée depuis deux ans son attitude expectante; que la rentrée des modérés dans la lice aurait probablement pour effet d'effrayer la grande masse des exaltés et de les rejeter dans les bras d'Espartero; qu'enfin, dans le cas où l'on aurait la majorité, on se trouverait dans le plus grand embarras, et qu'on serait amené probablement à appuyer Espartero. De l'autre côté, on répandait que rester plus long-temps en dehors des affaires, c'était s'annuler complètement; que l'on devait, avant tout, s'attacher à sauver la monarchie constitutionnelle, à empêcher l'établissement de la dictature militaire, à prévenir tout attentat sur la personne de la reine; que le parti avait tiré de sa retraite tout le bénéfiee qu'il en pouvait tirer; que la rupture du chef de l'état avec la plupart de ceux qui l'avaient élevé était désormais complète et irrémédiable, et que, dans tous les cas, il valait mieux s'exposer à maintenir la régence pendant vingt mois que risquer de tout perdre en abandonnant tout.

C'est cette dernière opinion qui l'a emporté. La réunion a nommé une commission présidée par le marquis de Casa Irujo, et dont le personnage principal est M. Isturiz, l'ancien ministre, le plus courageux défenseur qu'ait encore eu en Espagne la résistance. Un manifeste à la nation a été aussitôt publié. Ce manifeste invite les électeurs modérés à se rendre aux élections dans l'intérêt de la monarchie et de la liberté. Il n'y est pas dit un mot du régent. Pour calmer les inquiétudes possibles des exaltés, le parti modéré déclare qu'il n'aspire pas à la majorité dans les chambres, qu'il ne veut que porter secours à ceux qui défendront la constitution et la reine.

Il nous semble que les modérés ont pris la bonne voie. Sans doute, s'ils n'avaient voulu que renverser Espartero, il aurait mieux valu, pour eux, s'abstenir et laisser les ultrà-révolutionnaires faire justice eux-mêmes de l'homme qui a été long-temps leur idole; mais quel que soit le profond ressentiment des anciens partisans de la reine Christine contre le duc de la Victoire, il ne doit pas aller jusqu'à compromettre la paix de l'Espagne et l'avenir de la monarchie. Dans les terribles complications qui peuvent survenir à tout moment, il est bon que quelqu'un ait un droit légal pour rappeler à haute voix les vrais principes. L'important est d'empêcher qu'Espartero ne mette la reine de côté et la constitution dans sa poche; toute autre question n'est que secondaire devant celle-là. Quand le parti modéré sera représenté dans les cortès, il verra ce qu'il aura à faire. S'il peut sans danger satisfaire son juste courroux, il le fera; sinon il attendra. La majorité de la reine arrive dans moins de deux ans; pourvu que la minorité ne soit pas prolongée, l'heure de la justice n'est pas loin.

Aussi bien, depuis quelque temps, l'Espagne tout entière semble aller au-devant du parti modéré. Dans les élections municipales qui viennent d'avoir lieu, des modérés ont été nommés presque partout, et ce fait est d'autant plus remarquable que les électeurs modérés proprement dits se sont abstenus. Le

peuple est fatigué des prétendus progressistes, il se tourne de lui-même vers les hommes sages, éclairés, vraiment libéraux. Dans la presse, le même symptôme se reproduit; presque tous les journaux qui étaient autrefois contre les modérés inclinent maintenant de leur côté. Un besoin d'ordre, de légalité, d'organisation, se manifeste généralement, comme il arrive d'habitude après les grandes convulsions politiques. Espartero lui-même a travaillé pour les modérés; il s'est chargé de détruire ce qui restait des anciens germes révolutionnaires; fils de l'anarchie, il tue l'anarchie. Les républicains de Barcelone, qui l'ont fait ce qu'il est, se souviendront long-temps de la récompense qu'ils en ont reçue. Grande leçon pour les peuples qui apprendront peut-être enfin, par cette nouvelle expérience, ce qu'on gagne à servir l'ambition d'un soldat.

Ce n'est pas la première fois que ce retour de l'Espagne aux idées raisonnables s'accomplit de lui-même. Pendant la régence de la reine Christine, on a vu exactement la même réaction suivre la révolution de la Granja. Quand les exaltés se furent emparés du pouvoir par un coup de main, et eurent proclamé la constitution de 1812, les élections, faites en vertu de cette constitution même, donnèrent une majorité modérée. Il a toujours fallu employer la force pour enlever aux modérés l'ascendant que leur donnait l'opinion. Ils ont compris cette fois qu'il fallait user avec ménagement du nouveau progrès qui leur arrive; il faut les en féliciter. Ils peuvent sans danger faire quelques concessions aux hommes les moins exigeans du parti exalté. Au fond, rien ne les divise plus aujourd'hui que les souvenirs.

Cette conduite vraiment politique du parti modéré semble porter ses fruits. Le gros du parti progressiste vient de publier à son tour son manifeste : c'est une condamnation fort nette du gouvernement, une sorte d'acte d'accusation contre les ministres. Ainsi les deux grands partis sont de nouveau d'accord. Il n'y a plus de doute que sur la position que prendra M. Olozaga. De son côté, la coalition de la presse est restée entière. Le gouvernement a fait de grands efforts pour provoquer une démonstration de la milice nationale de Madrid contre la presse; il a échoué. S'il veut frapper les journaux, il faudra qu'il se passe de prétexte. Le journal religieux *le Catholique* est même entré dans la lice et a invité les électeurs catholiques à voter contre ceux qui ont rompu les rapports de l'Espagne avec le saint-siége. Le mouvement commence à se répandre dans les provinces. Deux députations provinciales, celles de Sarragosse et de Burgos, ont publié des circulaires fort explicites dans le sens des partis coalisés. Si les choses se maintiennent comme elles sont, il n'est pas impossible que les élections donnent un résultat unanime d'opposition.

Il résulte de tout ceci que le gouvernement représentatif entre de plus en plus dans les mœurs de l'Espagne. Les Espagnols ont moins de tendance à recourir à la force pour faire triompher leurs idées; ils sont las de la guerre civile, et n'en veulent plus. La résistance légale, la discussion libre, le vote

électoral, commencent à leur paraître des moyens tout aussi sûrs, quoique moins violens. Ils s'habituent, avant de prendre un parti, à en calculer les conséquences. Ils ne se lancent plus étourdiment dans la destruction d'une forme de gouvernemeut, sans se demander ce qu'ils mettront à la place. Ils comprennent le jeu des partis, ces transactions, ces concessions mutuelles, ces réunions et ces séparations successives, qui font la vie des nations libres. Les divergences qui auraient été pour eux, dans d'autres temps, des questions de gouvernement ou de dynastie, se rapetissent peu à peu, et sont déjà bien près de n'être plus que de simples questions ministérielles. On apprend à attendre, à se ménager, on n'est plus si près de se dévorer au moindre dissentiment. Les amis de l'ordre apprennent qu'il est conciliable avec la liberté, et les amis de la liberté, qu'elle est conciliable avec l'ordre. Il se forme peu à peu un grand parti monarchique constitutionnel, et mieux qu'un grand parti, une nation.

Ce spectacle est d'autant plus consolant, que les Espagnols sont dignes de la liberté; ils l'ont prouvé dans l'occasion récente. Nous, Français, si justement fiers d'une plus longue pratique du gouvernement libre, aurions-nous pu nous flatter de donner l'exemple qu'ils viennent de donner? Supposons qu'un homme, un soldat, investi parmi nous du prestige militaire qui environne en Espagne Espartero, eût bombardé la seconde ville du royaume et menacé du même sort quiconque eût entrepris de lui résister, se serait-il trouvé dans le pays et assez d'énergie pour vaincre cet homme par les armes légales, et assez de sang-froid pour attendre de ces armes seules une juste réparation? Peut-être est-il permis de dire que la France se serait insurgée ou aurait cédé; l'Espagne n'a fait ni l'un ni l'autre, et elle a bien fait. Il s'est trouvé des journaux pour traduire le dictateur devant l'opinion publique, des députés pour mettre en accusation les ministres, et signer de leur nom l'acte vengeur; cependant l'ordre matériel n'a pas été troublé, et l'Espagne ne s'est pas rejetée dans la tempête des révolutions. C'est là un courage et une patience, une intelligence et une fermeté qui font honneur à l'esprit public de nos voisins. Il faut espérer que les élections compléteront l'œuvre, et qu'elles s'accompliront librement et hardiment sous les baïonnettes. L'Espagne n'a plus que cette dernière épreuve à subir pour conquérir tout-à-fait sa place parmi les peuples libres.

En même temps que la liberté se fortifie, la monarchie, cette compagne nécessaire de la liberté chez les grands peuples, se consolide aussi. Tout le monde sent maintenant que la monarchie sera le salut du pays. C'est un des sentimens qui font le plus d'honneur à l'humanité, que ce respect du droit qui est le fondement des monarchies. Voilà une jeune fille faible, désarmée, orpheline, une enfant de douze ans qui n'a d'autre force que ses larmes, et à côté d'elle un victorieux qui a mis fin à la guerre de Navarre, un général entouré de ses soldats obéissans, un homme dont la colère est terrible. Eh bien! ce n'est pas à l'homme, c'est à l'enfant que s'adressent tous les hommages,

et le maître de l'Espagne est forcé lui-même de fléchir le genou devant le fragile objet qu'il briserait d'un souffle. C'est que cette jeune fille c'est la reine, c'est-à-dire la monarchie, l'unité, la transmission, la nationalité, tout ce qui fait la force des peuples. La puissance morale, l'idée, est ici bien au-dessus de la puissance physique, de la force. Peu après le soulèvement de Barcelone, quand les insurgés étaient maîtres de la ville et les troupes campées autour, le jour anniversaire de la naissance d'Isabelle II arriva. Ce jour-là, le camp et la ville, les assiégeans et les assiégés, ont célébré une même fête, et ceux qui s'étaient battus la veille se sont confondus dans les mêmes sentimens de dévouement et de respect.

Tous les partis comptent avec impatience les jours qui les séparent encore de la majorité de la reine, époque fixée par la Providence, comme l'a si bien dit M. Cortina, pour la *conciliation* des Espagnols. Que la reine atteigne sa majorité, que la constitution soit respectée, et rien n'est perdu. Il n'y a donc qu'un vœu à former pour l'Espagne, et ce vœu n'est autre que le cri national du plus ancien peuple constitutionnel : *Dieu sauve la reine!*

****

REVUE MUSICALE.

On aura beau faire, tant qu'il existera un genre bouffe en musique, les Italiens seuls en posséderont le secret. Il y a évidemment dans cet éclat de rire napolitain quelque chose qui vient du soleil, une force exhilarante, comme dirait Molière, dont les autres peuples ne se doutent pas. Quand la muse du Nord s'égaie, vous surprenez dans son sourire contenu je ne sais quels vagues souvenirs de ses mélancoliques habitudes; c'est toujours plus ou moins le regard attendri d'Ophélie ou de Thécla. Voyez les *Noces de Figaro* de Mozart : quelle noble réserve et quel ton! cela ressemble-t-il en rien à l'esprit entraînant de Beaumarchais? et n'est-ce pas plutôt en musique le style du *Misanthrope*. Et, pour chercher moins haut, prenez l'*Enlèvement du Sérail* du même maître et l'*Abu-Hassan* de Weber; voilà bien en effet une musique vive, colorée, étincelante de verve et de génie; mais l'élément bouffe, sympathique, où le trouverez-vous? Mozart et Weber sont de trop grands poètes allemands pour rien comprendre à cet éclat de rire de Cimarosa, de Fioravanti et de tant d'autres, jusqu'à Donizetti, jusqu'à Ricci. J'appellerai volontiers l'*Enlèvement du Sérail* ainsi qu'*Abu-Hassan* de ravissantes imaginations, d'heureuses merveilles de fantaisie et d'art; mais, quant au genre qu'ils affectent, ces jolis chefs-d'œuvre sont aussi loin du bouffe italien que *le Songe d'une Nuit d'été* ou *la Tempête* peuvent l'être des *Fourberies de Scapin* et de *Sganarelle*. Le vrai comique est ce qu'il y a de plus classique au monde. Le romantisme n'atteint au rire qu'à la condition de transformer; le Falstaff de Shakspeare se meut dans une région tout aussi fantastique, tout aussi abstraite que ce personnage à tête de perroquet du

célèbre conte d'Hoffmann. Quoi d'étonnant dès-lors que la musique allemande, romantique par essence, ne se prête en aucune façon au genre bouffe? Quant à notre musique française, il est bien convenu qu'elle a l'esprit pour qualité distinctive, et que cette qualité-là exclut trop souvent les autres, tant celles de sentiment que celles d'inspiration. Parlez-moi des Italiens pour savoir remuer le fou rire; eux seuls possèdent le don du vrai bouffe, eux seuls excellent dans ce genre, privilége (si toutefois c'en est un en dehors du théâtre) de la nature méridionale. Quel autre qu'un Italien saura jamais faire parler un orchestre et réciter les voix? Il est vrai qu'une fois lancés dans leur élément, rien ne les arrête, et qu'ils ne sont pas gens à reculer devant les plus incroyables caricatures. Mais qu'importe le goût en pareille affaire? On connaît ce virtuose crotté qui s'affuble d'une défroque de marquis et baragouine dans les carrefours quelque chanson vénitienne qu'il accompagne lui-même en râclant sur un affreux violon, plus faux encore que sa voix nasillarde; c'est pourtant là le dernier rejeton de l'opéra bouffe italien, rejeton avili, dégradé, mais qu'on ne peut désavouer, et dont le bonhomme Géronimo et le seigneur Magnifico lui-même, lorsqu'ils le rencontrent dans leurs promenades du soir, ont plus d'une fois, je suis sûr, serré la main dans l'ombre en y glissant quelque furtive aumône. Le *Don Pasquale* de M. Donizetti se rattache, lui, par les liens les plus purs et les plus légitimes à cette homérique lignée de radoteurs sublimes que le vieux Lablache affectionne tant. On sent à chaque pas les plus aimables traditions de Cimarosa dans cette musique ingénieuse, facile, charmante, écrite avec une exquise correction; et à ce propos il est vraiment impossible de ne point admirer le talent singulier que possède M. Donizetti, de savoir s'approprier ainsi tous les styles, toutes les manières. C'est le génie de l'imitation, de l'arrangement. Naguère, en écrivant pour Vienne, il recherchait dans *Linda di Chamouni* les formules plus compliquées de l'instrumentation allemande. Aujourd'hui le voilà nageant en plein dans les eaux limpides et si pures de Cimarosa, dans cette transparence divine qui nous fait penser au lac d'azur de la baie de Naples. Étonnez-vous après cela de cette fécondité qui ne connaît pas de bornes! Pour les esprits de ce genre qui savent s'approprier la pensée d'autrui et faire leur profit de toute chose, les conditions de l'œuvre se simplifient beaucoup, on l'avouera. Lorsqu'ils se mettent au travail, le plus difficile est déjà fait. On peut dire que M. Donizetti a fourni à peine la moitié de sa carrière, et dejà il a imité Mozart, Rossini, Cimarosa, Bellini; qui n'a-t-il pas imité, qui n'est-il pas destiné à imiter encore? Dès qu'un sujet nouveau à traiter se présente il sait fort bien où s'adresser, il connaît d'avance les modèles et les fréquente. Là, selon nous, est sa supériorité. En empruntant aux autres ce que son propre génie lui refuse (quel génie suffirait à si terrible tâche?), il ne s'abdique jamais complétement lui-même, il arrange plutôt qu'il ne copie; en un mot, il imite en maître, non en plagiaire. Ainsi, dans ce *Don Pasquale*, où le style de Cimarosa est partout, vous ne citeriez pas un motif qui rappelle telle ou telle phrase du *Matrimonio*. Ce que M. Donizetti a pris

au chantre immortel des amours de Caroline et de Paolo, c'est le ton général de l'ouvrage, ce ton naturel et bourgeois plein de franchise et de bonhomie, qu'a donné à l'opéra bouffe Cimarosa, le Molière de la musique italienne. Mais cette fois le plagiat de M. Donizetti ne s'étend pas au-delà d'une question de style. A lui appartiennent bien les mélodies qui sont en nombre dans *Don Pasquale;* à lui ce charmant duo entre Isabelle et son Cassandre, à lui le joli trait de violons qui soutient le récit des voix dans le morceau de la signature du contrat, à lui surtout cet admirable quatuor, diamant de la partition, dont il n'est pas un maître de l'ancienne école qui ne se fît honneur. Lablache est d'un comique excellent dans le personnage de cet amoureux caduc dont tout le monde s'amuse. Nous regrettons seulement que l'action se passe de nos jours; puisqu'il est bien convenu que ces sortes de pièces n'ont point de date et se jouent dans un monde impossible, où fleurit la face épanouie du fantastique baron de Montefiascone, nous eussions mieux aimé voir à cette création de Lablache le costume sacramentel des rôles classiques de son répertoire; une perruque à l'oiseau royal, et quelque souquenille bien extravagante de lampas à ramages, nouée à la ceinture par une écharpe de satin bleu de ciel lamée d'argent, nous eussent paru rehausser davantage l'originalité du personnage. Le seul tort, à notre avis, qu'on puisse reprocher au don Pasquale de Lablache, c'est d'être trop réel. Ce vieux lion essoufflé qui se débat contre sa corpulence, vous l'avez rencontré le matin à la promenade; il dînait tout à l'heure à côté de vous au Café de Paris, et le voilà maintenant qui essuie les verres de sa lorgnette dans une stalle voisine de la vôtre: à quoi bon le retrouver encore sous les traits du comédien qu'on aime? Qu'est-il besoin de s'inspirer de types si fâcheux quand on a pour soi le don de la fantaisie? M. de Candia, dans un rôle d'amoureux du Gymnase, devait s'en tenir à contribuer pour sa part au rare ensemble de l'exécution, et c'est de quoi il s'acquitte de la meilleure grâce; nous citerons néanmoins une ravissante chanson au second acte où sa jolie voix fait merveille et pour laquelle on n'a jamais assez de bravos. Quant à la Grisi, son chant ne le cède cette fois qu'à son jeu plein de verve, de finesse et d'esprit; on n'aurait vraiment jamais soupçonné dans Sémiramis ou Norma tant d'espiéglerie et de gentillesse; à la voir si vive et si agile, à l'entendre se jouer si coquettement de la charmante cabalette de son duo avec don Pasquale au second acte, on se demande si c'est bien là l'héroïque tragédienne de la veille et du lendemain. Nous nous souvenons bien de l'avoir vue dans la *Prova* comédienne intelligente; mais son succès nouveau dans l'opéra de M. Donizetti dépasse tout, et ce n'est pas trop que son plus joli sourire pour remercier le maestro qui vient de lui fournir une telle occasion de mettre en évidence un côté si précieux de son riche talent.

Faut-il féliciter l'administration du Théâtre-Italien d'avoir repris la *Gazza?* En tout cas, son zèle bien connu ne lui aura guère réussi cette fois, non que la partition de Rossini ne soit un chef-d'œuvre et ne mérite tous les honneurs du répertoire, à Dieu ne plaise! De pareilles compositions, loin d'avoir

à souffrir d'un exil de quelques années, y prennent comme un nouveau regain de vie et de jeunesse; le temps, au lieu de les détruire, les consacre, et, quand elles reparaissent dans leur gloire, on se sent tout confus du présent, il y a en elles tant de mâle inspiration, tant de sève féconde et généreuse, ce luxe d'imagination qui sème les trésors à pleines mains et semble ne jamais compter vous étonne et vous charme tant, aujourd'hui qu'on est accoutumé à voir la plus chétive dose, le moindre grain d'esprit, étendu par beaucoup de savoir-faire, suffire seul aux conditions d'une œuvre. Mais peut-être aurait-on dû calculer davantage les chances de l'exécution. La *Gazza* partage avec quelques opéras de Mozart et de Rossini le privilége d'émouvoir les plus beaux souvenirs du Théâtre-Italien; or, rien n'est dangereux pour une reprise comme un semblable privilége, et les souvenirs dont nous parlons devaient se réveiller cette fois d'autant plus vifs, qu'on voyait figurer dans certains rôles principaux des chanteurs qui jadis eurent aussi leur bonne part de ces ensembles mémorables où concouraient David et la Malibran. En dix ans, le temps marche, et la voix de Lablache elle-même n'a pu se garder contre cette loi commune qui fait que l'airain le plus robuste s'altère et que les plus lourdes cloches se fêlent. La partie musicale du podesta n'a jamais convenu que médiocrement aux moyens de Lablache; déjà, il y a dix ans, ce rôle, écrit dans les notes agiles du baryton, où Pellegrini excellait, offrait peu d'avantages au sublime buffo qui se tirait d'affaire par son jeu et sa pantomime vraiment admirables. Chez les acteurs de la trempe de Lablache, il y a une faculté qui survit à la voix et peut même grandir encore lorsque celle-ci diminue, c'est l'observation, l'esprit et la force comique; il suit de là que Lablache compose et rend aujourd'hui la physionomie du rôle avec une intelligence toute supérieure, et met dans chacun de ses gestes, jusque dans ses moindres lazzis, une finesse, un tact, une expérience à toute épreuve; pantomime, expression des traits, costume, rien ne manque. On ne saurait voir une physionomie plus vivante; c'est la cruauté stupide aux ordres de la convoitise brutale, la luxure d'un Tartuffe sous une si drolatique enveloppe, qu'elle sauve par le grotesque ce que le personnage ainsi compris pourrait avoir de trop risqué. Malheureusement, si Lablache joue ce rôle comme personne, on peut le dire, ne l'a joué, il faut bien avouer aussi qu'il ne le chante plus. L'a-t-il chanté jamais? Il est impossible aujourd'hui de ne pas remarquer son insuffisance dans certains morceaux; je citerai en première ligne la cavatine avec chœurs de la prison, où les roulades telles qu'il les avait simplifiées autrefois lui sont devenues impraticables. D'ordinaire, Lablache n'a jamais plus d'esprit que lorsqu'il sent que sa voix l'abandonne. Le chanteur en péril appelle à son aide le comédien, qui n'a garde de le laisser en défaut et le tire d'embarras par toute sorte d'amusantes bouffonneries. S'agit-il d'un trait d'agilité qui manque? Lablache se met à chercher ses lunettes; d'une note qui s'obstine à ne pas vouloir sortir? vous le voyez enfler ses joues, secouer sa perruque, recoquiller ses yeux en une effroyable grimace à désarmer la critique, s'il pouvait y avoir une critique pour Lablache. Tamburini, lui aussi, a perdu

de ses avantages, et sa voix nonchalante et molle, qui se prête encore admirablement aux cantilènes de Bellini et de Donizetti, n'a plus en elle ni la vigueur ni le mordant qu'il faut pour s'attaquer avec succès à la partie de Fernando, à ce rôle peut-être le plus énergique du répertoire de Galli. Il fallait donc s'en remettre à la Ninetta du soin de rendre son ancienne gloire à l'exécution du chef-d'œuvre. L'entreprise était rude, je l'avoue, mais non impossible à mener à bien, et digne de l'émulation d'une grande cantatrice. La Malibran, la Sontag, la Grisi, se sont vues à de plus terribles épreuves. Malheureusement, soit qu'elle se trouvât indisposée, soit que la tâche fût véritablement au-dessus de ses forces, Mme Viardot a trompé toute l'attente de ses amis et du public, qui, prévenu par de récens échecs, s'était montré du reste assez peu empressé de se rendre à cette représentation. Après la célèbre cavatine d'entrée, dite froidement sans *brio* ni passion, on espérait encore : le trouble, l'émotion, qui s'emparent d'une cantatrice aux abords d'une création de semblable importance, pouvaient au besoin être invoqués. Mais, trois scènes plus tard, au retour de Gianetto, lorsque Ninetta s'élance vers son bien-aimé, dans un magnifique transport de tendressse, et qu'on a vu Mme Viardot, en face d'une pareille situation, d'une pareille musique, demeurer sans puissance et sans voix, et ne rien savoir faire de ce cri sublime, de ce cri de l'ame avec lequel la Malibran et la Grisi entraînaient la salle et savaient soulever en un moment de l'enthousiasme pour toute une soirée, alors le désappointement a commencé de se mettre dans le public. Le duo entre Ninetta et Fernando, et le trio si dramatique qui termine l'acte, sont venus encore augmenter pour la virtuose le nombre des défaites, et le chef-d'œuvre, qui ne demandait qu'à revivre sous le souffle d'une grande cantatrice, s'est traîné ainsi languissamment jusqu'à la fin, à travers l'indifférence et l'ennui. Il y a six ans, peut-être huit, la Ninetta était le plus beau rôle de la Grisi, à cette heureuse époque d'essais charmans et de préludes, la Grisi promettait d'être plutôt une virtuose de l'école de la Sontag et de Mme Damoreau que cette dramatique et superbe cantatrice qu'elle est devenue. Quiconque a l'habitude des Bouffes doit se souvenir de la fraîcheur délicieuse qu'elle répandait sur cette jolie cavatine de *Di piacer*, où sa voix, toute fière de sa limpidité naturelle et de son timbre d'or, semblait dédaigner de recourir aux ornemens usités d'ordinaire. Elle disait l'andante avec largeur et l'allégro avec une délicatesse, une grace, une précision exquises. Les rares changemens qu'elle introduisait étaient si habilement combinés, si bien motivés, qu'ils ne choquaient jamais personne. Avec elle du moins vous pouviez suivre la phrase du maître et vous oublier dans votre rêve musical, sans crainte d'en être éveillé tout à coup par quelques-uns de ces soubresauts insupportables que provoquent à chaque instant les vocalisations excentriques des cantatrices de l'école de Mme Viardot. A ce propos, nous dirons qu'on ne saurait trop s'élever contre une déplorable manie qu'un exemple illustre a malheureusement autorisée, et qui finira, si l'on n'y prend garde, par devenir la ruine de l'art du chant. Depuis la Malibran, toute cantatrice douée soit d'un contralto possédant quelques notes

hautes, soit d'un soprano pourvu de quelques cordes basses, se croirait perdue, si elle manquait une seule fois de faire figurer dans ses roulades, ses traits, en un mot dans tous les accessoires de son chant, les deux extrémités de sa voix. Or, c'est là un abominable défaut qui détruit à mon sens toute espèce de style. La Malibran, elle au moins, était la Malibran, et ses amis pouvaient alléguer en sa faveur le caprice d'une nature indomptée, la fougue d'une tête sans frein, qu'entraînait l'inspiration du moment; et d'ailleurs, l'effet ne répond-il pas à tout, l'effet puissant, irrésistible? Parlez donc du beau esthétique à Desdemona qui se relève toute haletante de la lutte désespérée qu'elle vient de soutenir contre le Maure, et Desdemona vous montrera la salle encore frémissante sous l'impression de son dernier accent, et continuera de compter ses couronnes. Le génie a ses droits que nul ne lui conteste, il brûle ses vaisseaux, et peut dire comme Louis XV : Après moi le déluge. Mais prétendre l'imiter, c'est vouloir s'exposer aux plus tristes déboires : la fable de *l'Aigle et du Corbeau* n'est pas d'hier. Que la Malibran usât à son gré d'une voix qui, sans être un contralto ni un soprano, participait également des deux natures, rien de mieux; la Malibran passait au ciel de l'art comme une comète errante, et n'avait à rendre compte à personne du fantastique éclat qu'elle jetait; mais que dire, lorsque des cantatrices du vol de Mme Albertazzi, de Mme Viardot, et de Mlle Pixis, qui n'ont certes pas, nous le pensons du moins, la prétention d'invoquer les droits divins du génie, viennent, sous l'unique prétexte qu'elles possèdent des voix mixtes, confondre à plaisir tous les modes et déranger les classifications adoptées par les plus grands maîtres depuis Caffarelli jusqu'à Paër! Ceci me rappelle le mot de M. Spontini, un soir que Francilla Pixis chantait le troisième acte d'*Otello*, sur le théâtre royal de Berlin : « Ah! mon Dieu! s'écria l'auteur de *la Vestale* en entendant la jeune virtuose aller ainsi de la cave au grenier, et rebondir sans motif des notes les plus graves du contralto aux cordes les plus aiguës du soprano, ah! mon Dieu! que cette voix-là fait des grimaces! — C'est pourtant ainsi, lui répondit le comte R., que chantait la Malibran. — Oui, sans doute, la Malibran chantait de la sorte; seulement vous oubliiez, monsieur le comte, ce quelque chose indéfinissable que l'immortelle fille de Garcia tenait de sa nature et que les autres n'ont pas, cette imperceptible nuance qui distingue l'original de la copie, le portrait de la charge. Je ne sais si je me trompe, mais il me semble que la Malibran a exercé sur toute une génération de cantatrices une influence non moins désastreuse que celle qu'ont eue Hoffmann et Beethoven sur une foule d'artistes contemporains; comme le poète de Kreissler, comme le chantre de la symphonie en *ut* mineur et de *Fidelio*, la Malibran a fait des dupes. Cette femme qui descendait de cheval pour venir répéter Zerline, cette Desdemona échevelée que possédait la fièvre du moment, il fallait l'admirer, lui jeter des bravos et des couronnes, mais non pas l'imiter; il n'y a que le génie classique qui laisse derrière lui une voie lumineuse où nul de ceux qui s'y engagent ne risque de s'égarer. Les traditions de la Pasta subsistent encore. Le jour qu'elle mourut à Manchester, la Mali-

bran emporta pour jamais avec elle tous les secrets de son inspiration. Peut-être la Grisi n'est-elle une aussi charmante cantatrice que parce qu'elle n'éprouve aucune tentation de se lancer à travers les combinaisons hétéroclites de ce style romantique, dont Mme Viardot abuse tant. Soprano flexible et pur, elle chante comme l'oiseau gazouille avec la voix que lui a donnée la nature, et ce n'est pas nous qui le lui reprocherons. Pour en revenir à la *Gazza*, jamais on n'imaginerait que le beau rôle de la Ninetta puisse paraître si froid et si décoloré; les endroits même où il semblerait que la voix de Mme Viardot doive se produire avec avantage passent inaperçus. Ainsi, après l'échec de la cavatine, tout le monde s'attend à la voir prendre sa revanche dans le petit trio : *O Nume benefico :* d'où vient que la cantatrice manque aussi cette occasion? Les notes graves dont il abonde, écrites pour la Camporesi, sont bien faites cependant pour mettre en évidence les belles parties d'une voix de contralto. Dans sa fureur d'intervertir les registres, on dirait que Mme Viardot réserve spécialement ses cordes basses pour les cavatines de soprano. Donnez à Mme Viardot un air de la Sontag ou de la Grisi, et vous pourrez être sûr que le contralto, bon gré mal gré, y va jouer son rôle; mais si par hasard quelque passage grave se rencontre, cette voix, qui s'enflait à plaisir tout à l'heure, s'efface tout à coup, et vous ne l'entendez plus. Nous ne parlerons pas du magnifique duo de la prison : *O cielo rendi mi il caro bene;* Mme Viardot et M. Corelli s'y maintiennent tous deux à la même hauteur, et c'est à ne pas soupçonner que cette musique soit la même qui provoquait jadis de tels enthousiasmes lorsque l'ame inspirée de Davide et de la Malibran passait dans le chef-d'œuvre. Quant à la prière de la fin, la Grisi la disait à ravir. Si l'on s'en souvient, il y a quelque dix ans, les prières étaient assez de mode au Théâtre-Italien. Depuis, les scènes de démence les ont remplacées. Mais, à une certaine époque, Lucia, Linda, Elvira, toutes ces chères folles d'aujourd'hui, n'auraient pas su mourir sans joindre leurs blanches mains et se recueillir à genoux. La Grisi chantait cette prière à mezza-voce, ou plutôt elle la murmurait de ce son de voix indéfinissable qui est pour l'oreille ce que le clair-obscur est pour les yeux. A peine si, en terminant, elle ajoutait une cadence; c'était une merveille que ce morceau tel que la Grisi le chantait à cette époque. La Pasta soupirait divinement la prière d'Anna Bolena, mais la mezza-voce de la Pasta avait quelque chose d'étouffé; la mezza-voce de la Grisi, au contraire, était douce et pure, d'une limpidité, d'une transparence cristalline. Dans l'adagio que chante Ninetta lorsqu'on vient de l'arracher à l'échafaud : *Queste grida di letizia*, dans ce cri qu'elle pousse un moment après : *Dove, mio padre? vive? che fà?* elle trouvait des élans de voix pathétiques, de chaleureux accens que Mme Viardot semble ne pas même soupçonner. Et le couplet final : *Ecco cessato il vento*, avec quelle hardiesse brillante elle l'enlevait! comme elle jetait avec aisance les belles notes pleines et franches de sa voix! La Grisi avait alors une façon de prononcer merveilleuse, et sur ces dernières paroles de la Ninetta : *Salvi*

siam giunti al lido alfin respira il cor! qu'elle disait d'un air de joie, presque de triomphe, la salle entière éclatait en bravos. *Ah! tempi passati!*

Au théâtre Favart, MM. Scribe et Auber obtiennent cette année encore, avec *la Part du Diable,* un de ces succès qui font date. C'est, à vrai dire, toujours un peu la même pièce et la même musique; les procédés et les combinaisons, tant du côté du *poète* que du côté du maestro ne changent pas. Il s'agit toujours, pour M. Scribe, de placer son héros dans une situation impossible, et de l'en tirer, au moment où vous vous y attendez le moins, par toute sorte de précieuses ficelles qui font mouvoir ses personnages à la manière des marionnettes. M. Auber, lui non plus, ne varie guère; c'est toujours le même motif élégamment tourné, la même distinction dans les nuances d'orchestre, en un mot cette touche habile qui survit aux temps de l'inspiration, et se retrouve jusqu'à la fin chez les artistes supérieurs. Qu'importent, après tout, les redites d'un homme d'esprit, puisqu'on les aime et que le public ne se lasse pas de s'en amuser? Ce qu'il y a de certain, c'est que tous les ans, à époque fixe, le public attend à l'Opéra-Comique son petit chef-d'œuvre de Scribe et d'Auber, et serait fort désappointé si le petit chef-d'œuvre n'arrivait pas. Cette fois, du moins, le personnage principal pourrait, au besoin, réclamer certaines origines poétiques. En effet, si l'on veut y regarder de bien près, on découvrira je ne sais quelles mystérieuses et lointaines ressemblances entre le Carlo Broschi de l'Opéra-Comique et l'une des plus ravissantes créations sorties du cerveau de Goethe. Cet enfant italien, dont l'auteur a soin de taire le sexe, qui traverse la pièce sans amour dans le cœur, une chanson sur les lèvres, cet enfant italien, si dépaysé qu'il soit, au milieu des prosaïques combinaisons de la plus bourgeoise des pièces de théâtre, ne rappelle-t-il pas de loin l'idéale figure de Mignon? Peut-être serions-nous mieux que tout autre en mesure d'expliquer le secret de cette parenté, et, s'il nous est permis, nous donnerons notre version, mais sans que cela tire à conséquence et toujours à condition qu'on ne verra dans nos paroles que la plus vague des conjectures. Un soir donc que nous causions avec Meyerbeer de chose et d'autre, de musique, de poésie surtout, nous vînmes à parler longuement de Wilhelm Meister.— Quel type musical un maître tel que vous ferait de Mignon! lui dis-je après maintes réflexions plus ou moins esthétiques sur l'intrigue singulière et la splendide prose de ce roman assez médiocrement compris en France.—Oui, répondit-il, c'est là une idée, j'y penserai. Mignon! une blonde et souffrante créature qu'il faudrait envelopper d'ombres mélodieuses! je ne lui donnerais à chanter que des lieds, et je voudrais l'action combinée de telle sorte, que chacun de ces lieds amenât une péripétie, un coup de théâtre. Ah! comme il y a quinze ans la Devrient aurait *senti* un pareil rôle! Mme Thillon serait bien en garçon, reste à savoir si elle comprendrait. N'importe; nous ferons Wilhelm Meister. Il est écrit que je m'inspirerai tôt ou tard d'un poème de Goethe; vous savez qu'il m'a désigné, avant que j'eusse composé *Robert*, comme le seul capable de mettre son *Faust* en

musique.—Notre conversation en resta là. Depuis ce temps, qui sait combien d'opéras nous avons composés de la même manière, l'hiver au coin du feu, l'été au clair de lune, sous les charmilles du bois où l'oiseau chante, ce gentil virtuose des romantiques partitions que nous aimons tant à rêver tous les deux! Ces causeries-là ont leur bon côté en ce qu'elles rafraîchissent la tête et le cœur; on y remue des germes d'idées, des étamines qui s'en vont ensuite fleurir ailleurs et servent à d'autres. Meyerbeer aura dit quatre mots de Mignon à M. Scribe, qui, sans y penser non plus, l'aura inventé un matin qu'il cherchait à la pipée quelque *nouveauté* pour M. Auber, quelque bon personnage à effet. Après cela, le Carlo Broschi de M. Scribe ressemble-t-il vraiment à Mignon? La parenté que nous avons cru voir existe-t-elle pour d'autres que pour nous? et l'auteur du jeune Savoyard de *la Grace de Dieu* n'aurait-il pas des droits bien autrement légitimes que ceux de Goethe à revendiquer sur ce musicienambulant de *la Part du Diable?*.... Nous le disions, la musique de M. Auber a toutes les qualités qu'on a pu remarquer dans *l'Ambassadrice,* dans *Zanetta, les Diamans de la Couronne, le Duc d'Olonne,* en un mot dans les mille et une partitions de ce répertoire coquet où sa muse semble s'être retirée. Les idées ne coulent plus de source, mais le savoir-faire reste, et tant bien que mal, à force d'expédiens, l'air de jeunesse se maintient encore. La musique de M. Auber veut être entendue, comme veulent être vues les femmes de quarante ans, le soir, à la clarté des lustres et des bougies. Je ne sais trop ce qu'en déshabillé du matin une semblable partition peut valoir; mais, après dîner, quand l'actrice est jolie et la pièce amusante, on aurait mauvaise grace de prétendre faire le difficile. J'aurais voulu seulement une phrase plus large, une mélodie mieux sentie pour la romance de Carlo Broschi, cette complainte sacramentelle qui revient quatre ou cinq fois dans le cours de l'ouvrage, et toujours pour produire dans la situation un revirement magique. Il eût fallu trouver là un motif grave et simple, quelque chose comme cette admirable ballade d'Alice dans le *Zampa* d'Hérold. La chanson que le jeune Carlo débite d'un ton égrillard au commencement du second acte est une assez agréable boutade, fort goûtée du public, et à laquelle nous ne ferons qu'un reproche, celui de rappeler un peu trop la *belle Bourbonnaise.* Si Mme Rossi, qui chante cet air grivois en s'accompagnant de la mandoline, consentait à se mettre une paire de lunettes sur le nez, rien ne manquerait à l'illusion. En revanche, le quatuor qui suit est un morceau de choix, d'une instrumentation serrée, parfaitement coupé pour les voix, bien en scène. Il n'y a que M. Auber pour savoir découvrir de pareils diamans et les façonner avec cet art; vous aurez beau chercher, vous ne trouverez pas dans tout son répertoire un opéra, si faible qu'il puisse être, où ne se rencontre quelque rare pièce du genre de celle que nous citons ici, et c'est là un don que M. Auber possède entre tous et qu'il gardera jusqu'à la fin. Aussi long-temps qu'il lui plaira d'écrire, soyez bien convaincus qu'il y aura toujours dans le moindre de ces opéras qu'il lance désormais chaque année comme des almanachs, un quatuor, un air, ne fût-ce qu'un motif

capable de rappeler à ceux qui l'oublieraient l'homme de talent et de goût dont l'esprit ne vieillit pas.

Nous ne quitterons point l'Opéra-Comique sans lui recommander un maître allemand, qu'une réputation sérieuse et populaire, justement acquise au pays de Beethoven et de Weber, recommande d'ailleurs mieux que tous nos éloges ne pourraient le faire. L'auteur d'*une Nuit à Grenade*, aimable partition qu'on se souvient d'avoir entrevue l'été dernier, pendant cette si courte et si lamentable campagne des chanteurs allemands à Paris, M. Conradin Kreutzer, semble plus que tout autre destiné à composer pour l'Opéra-Comique. Son inspiration facile et chantante, sa phrase, plutôt vive et mélodieuse que grandiose et passionnée, conviendrait à merveille, et nous pouvons répondre qu'il entendrait parfaitement ce genre, dont il a déjà, quoique Allemand, les graces et le motif. M. Conradin Kreutzer n'est ici qu'en passant. Maître de chapelle du duc de Nassau, cet heureux prince de vingt ans dont les petits états renferment les plus nobles vins du Rhin et les plus belles chasses de l'Allemagne, et qui fait passer (chose rare chez un souverain de cet âge) sa musique et son théâtre avant sa vénerie et sa cave, M. Kreutzer doit repartir avant deux mois pour Wiesbaden et Biberich, et nous avons assez de confiance en l'esprit des directeurs de l'Opéra-Comique pour croire qu'ils saisiront avec empressement une aussi bonne fortune, et ne laisseront point partir M. Kreutzer sans qu'il emporte au fond de sa malle l'imagination la plus nouvelle de M. Scribe. Je souhaite à tous ceux qui aiment encore l'improvisation au piano, la vraie, la grande improvisation musicale, celle qui part de la tête et du cœur et non des doigts seulement, de rencontrer dans le monde Conradin Kreutzer; et, s'il est en veine ce soir-là, je leur prédis les plus nobles et les plus vives sensations que la musique puisse donner. La manière de Kreutzer se ressent tout-à-fait de la tradition des maîtres, de ceux pour qui l'exécution dans l'art n'était jamais qu'un accessoire. Lorsqu'il est assis au piano, il fait mieux que jouer, il pense. Aussi ne doit-on rien lui demander de ce manége extravagant si fort à la mode chez certains virtuoses en crédit; il vous donnera des phrases sublimes; il mariera, par les plus savantes modulations, l'inspiration de Beethoven à celle de Weber, la pensée de Mozart à la pensée de Schubert; n'en exigez pas davantage, car il ne sait rien de ces yeux qui roulent égarés dans leur orbite, de ces démoniaques pantomimes de Kreissler. Impassible devant son clavier, modérant sa propre fougue au lieu de lui lâcher la bride sur le cou, ainsi jouait Hummel. Après tant de divagations auxquelles on a pu assister, on n'imagine pas de quel effet est ce style mesuré, calme, transparent comme un cristal de roche; puis c'est une finesse de touche, une délicatesse dans la force, dont la ténuité maladive du jeu de M. Chopin ne saurait donner une idée; il n'y a que le mot *sain* qui puisse rendre l'impression d'un pareil style, ce mot *gesund* dont Goethe aimait à se servir chaque fois qu'il parlait de l'art classique.

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1848.

La question du droit de visite est encore la grande affaire du jour. Toute autre question politique semble s'effacer devant ce débat de droit international. La diplomatie s'est installée à la tribune et s'efforce d'en bannir les questions de politique intérieure. On pourrait s'en féliciter, si ce fait était la preuve que les questions de l'intérieur sont, aux yeux de tous les partis, définitivement résolues, et si on était assuré pour les questions diplomatiques d'une discussion sérieuse et mesurée. Il serait pénible de voir ces questions compliquées et délicates livrées aux emportemens de l'esprit de parti et aux hasards d'une improvisation téméraire. D'un côté, le droit public n'offre rien de plus difficile que les questions de droit maritime qui se rattachent aux traités de 1831 et 1833, car, pour peu qu'on pénètre au fond de ces questions, on rencontre deux maximes et deux pratiques diamétralement opposées et peut-être également excessives. D'un autre côté, ces débats, par leur nature, agitent tous les sentimens nationaux, enflamment les imaginations et raniment les souvenirs les plus irritans. Nous serions fâchés qu'il en fût autrement; l'insensibilité, la froideur du pays, seraient un symptôme funeste; tout est préférable à la léthargie nationale, à la mort de l'esprit public. Il n'est pas moins vrai que ceux qui, au fond, désirent autant que personne éloigner les conséquences possibles d'un ébranlement général des esprits, doivent sentir la nécessité d'apporter dans ces débats la mesure, la modération qui leur est en même temps commandée par la dignité nationale. Les criailleries et la colère n'appartiennent qu'aux faibles; elles sont presque toujours une preuve d'impuissance.

La discussion de la chambre des pairs sur le droit de visite a rempli toutes les conditions désirables; elle a été sérieuse et contenue. Nous arrivons trop tard pour entrer dans les détails de ce beau débat : le public les connaît de-

puis long-temps. Il n'est pas besoin de lui rappeler que les traités de 1831 et 1833 ont été attaqués, entre autres, par M. Ségur de Lamoignon et M. le duc de Noailles avec une mesure et une prudence qui n'ôtaient rien à la vigueur du raisonnement et à la franchise des opinions. Aussi les deux discours avaient-ils produit une forte impression sur la chambre, et, malgré la parole toujours habile de M. Guizot, le résultat du scrutin était encore on ne peut pas plus incertain. M. de Broglie a mis dans la balance le poids de sa parole et de son autorité. Son discours restera dans nos annales parlementaires comme la preuve de tout ce qu'un caractère noble et pur peut ajouter de puissance et d'éclat à un grand talent.

On assure que M. de Broglie a enlevé beaucoup de suffrages à l'amendement proposé, qui cependant en a encore réuni 67 sur 185 votans. C'est un fait qui honore à la fois l'orateur et la chambre; l'orateur qui agit sur ses collègues non-seulement par le talent, mais par la loyauté et l'autorité morale de son caractère; la chambre, qui n'apporte pas dans les débats de préoccupations invincibles et qui n'a point de parti pris. C'est là ce qui la distingue essentiellement. Composée en grande partie d'hommes qui ont l'intelligence de la politique sans en éprouver les passions, qui ne cherchent plus rien pour eux-mêmes et n'aspirent qu'à terminer avec dignité et sans reproche, dans une glorieuse retraite ou sur les hauts siéges de la magistrature, ou dans les nobles loisirs de la vie privée, une carrière honorable, la chambre des pairs ne saurait être confondue avec ces assemblées politiques qu'agite la lutte des partis, et dont toute grande discussion est un combat entre les hommes qui aspirent au pouvoir et ceux qui l'occupent. C'est là le lot des assemblées populaires, et il est bon qu'elles puissent librement se développer selon les lois de leur nature; il est bon qu'une arène légale soit ouverte à ces combats; mais il est bon aussi, il est nécessaire qu'à côté de ce bruyant théâtre où se préparent les péripéties de la politique du jour, et s'accomplissent les catastrophes ministérielles, une enceinte soit ouverte aux intelligences sans passion, à l'expérience désintéressée, à l'impassible raison d'état. C'est le sénat à côté du forum. Si l'un est indispensable à la vie politique du pays, l'autre ne l'est pas moins au développement régulier et au maintien de la puissance nationale. Celui qui imaginerait de faire de la chambre des pairs une chambre des députés au petit pied, ne ferait qu'une chose ridicule en soi et funeste au pays par ses résultats. Les luttes personnelles appartiennent au Palais-Bourbon; il ne doit y avoir au Luxembourg que des discussions d'affaires, mais des discussions profondes, dignes, fermes; le pays ne demande pas à la chambre des pairs des impulsions, mais des lumières, de l'expérience, de l'autorité morale et au besoin une salutaire résistance.

Il en est des personnes collectives comme de l'individu. Pour les états aussi, la perfection consiste dans l'équilibre des facultés. Les deux chambres ne représentent pas, ne doivent pas représenter la même faculté de l'esprit humain.

C'est à la chambre élective que s'agite dans ce moment la question du droit

de visite. On n'a eu jusqu'ici qu'une discussion générale; le combat décisif, corps à corps, sera livré au sujet du paragraphe proposé par la commission. Si ministérielle qu'elle fût, la commission n'a pu se dispenser de le proposer; elle aurait été débordée par l'assemblée et aurait perdu toute influence sur le débat. Elle s'est donc appliquée à construire une phrase qui, selon le goût du lecteur, peut signifier quelque chose ou ne signifier rien du tout. C'était un problème ingénieux qu'elle s'était donné à résoudre; elle l'a à peu près résolu. L'esprit ne manquait pas dans la commission. Nous croyons cependant que ce travail, destiné à satisfaire tout le monde, a été peine perdue. Le paragraphe de la commission sera, nous voulons le croire, adopté par la chambre, mais après les commentaires les plus explicites. Ajoutons que, si l'opposition avait quelque peu le gouvernement d'elle-même, elle s'abstiendrait de tout amendement; elle ne s'exposerait pas à une défaite; elle se dirait que l'essentiel pour les adversaires du droit de visite n'est pas de changer les termes employés par la commission, mais de les expliquer et de les commenter. Elle se dirait en outre que le commentaire serait d'autant plus efficace et d'autant plus embarrassant pour les ministres, qu'il serait l'œuvre des conservateurs. Elle se dirait que l'opposition n'a besoin ici que d'adhérer et de grossir la majorité contraire au droit de visite.

Il est fort douteux que les choses se passent ainsi. Les uns voudront donner à leurs électeurs des preuves éclatantes et personnelles d'ardeur nationale; les autres essaieront d'un amendement qui puisse démolir le ministère à l'instant même. C'est ainsi que le cabinet peut espérer une victoire. Plus les amendemens qu'il parviendrait à faire rejeter seraient hostiles et pressans, et moins par contre-coup serait significatif le paragraphe de la commission. Il est tel amendement qui, une fois rejeté, ne laisserait aucune valeur à ce paragraphe.

L'évènement mémorable de la discussion générale, à la chambre des députés, a été le discours de M. de Lamartine, ou, comme on l'a dit, l'acte de M. de Lamartine; car c'est l'acte qui est tout, le discours n'est rien. Il a enveloppé de sa magnifique parole des idées qui n'avaient rien de neuf, rien de piquant, des accusations qui ont fort vieilli et qui n'avaient quelque verdeur que lorsque l'illustre orateur mettait au service des centres toute la puissance de son talent. Mais n'insistons pas sur ce point. Qu'un conservateur passe à la gauche ou qu'un membre de l'opposition pénètre dans les rangs des hommes gouvernementaux, nous n'examinons que les résultats politiques; il ne nous appartient pas de scruter les consciences. D'ailleurs, nous l'avons dit aux premiers symptômes du fait qui vient de s'accomplir, M. de Lamartine est de ces hommes qui agissent toujours par sentiment, par antipathie ou sympathie, mais jamais par calcul.

M. de Lamartine nous a dit trois fois qu'il passait à l'opposition et qu'il y passait pour toujours. Soit : c'est son affaire. Cependant que fera-t-il au sein de l'opposition? Quelles ressources peut lui offrir l'opposition? Quelles ressources peut-il lui apporter? C'est là ce qu'il ne nous est pas donné de comprendre.

M. de Lamartine se trouvera peut-être d'accord avec elle sur quelques questions de réforme électorale, sur l'adjonction des capacités, sur les incompatibilités, que sais-je? Mais, n'en déplaise, ce ne sont pas là des questions capitales aujourd'hui. A part quelques écrivains et quelques députés, qui pense dans ce moment à ces questions? qui s'en occupe? Personne. Reste donc l'extérieur. A cet endroit, l'accord entre M. de Lamartine et l'opposition est-il réel ou n'est-il qu'apparent? Plein d'idées généreuses et de sentimens expansifs, M. de Lamartine est, par son esprit et par ses tendances, quelque peu cosmopolite. Il aime la paix; il ne veut point de guerre offensive; il repousse les conquêtes; c'est dire qu'il respecte les traités de 1814 et 1815; il est philanthrope, négrophile, et nous ne savons pas si, au risque de voir les négriers étendre leur infame et abominable trafic, M. de Lamartine verrait avec plaisir supprimer le droit de visite.

L'esprit de la gauche au contraire est tout-à-fait positif. On la méconnaît lorsqu'on lui reproche de n'avoir que des idées vagues et de ne pas savoir ce qu'elle veut. Elle sait parfaitement ce qu'elle veut, et ses idées sont arrêtées jusqu'à l'obstination. On peut croire qu'elle désire l'impossible, qu'elle se propose un but qu'on ne saurait atteindre; mais ses désirs sont connus, le but est déterminé. La guerre l'effraie peu, les conquêtes ne lui déplaisent point; les traités de 1814 et 1815 lui sont odieux, elle est sans doute philanthrope, mais d'une philanthropie qui ne la gêne guère. C'est ainsi qu'elle veut avant tout l'abolition du droit de visite, sauf à voir après ce qu'il adviendra de la traite des noirs et de l'esclavage. Bref, on peut trouver la politique de l'opposition imprudente, turbulente, téméraire; mais il n'y a rien là de poétique, de social, d'humanitaire.

Faut-il dire notre pensée tout entière? M. de Lamartine est poussé à l'opposition plus encore parce qu'il n'aime plus les conservateurs, que par inclination pour la gauche. Il a cru de bonne foi se sentir rapproché des uns par cela seul qu'il brisait ses liens avec les autres. La théorie lui a dit qu'après tout il faut se mettre avec quelqu'un et ne pas marcher seul. Sa nature, plus forte que la théorie, l'emportera sur ces combinaisons politiques, et il marchera seul, ou à peu près seul. Qu'il s'en console : c'est ainsi que se comportent les aigles.

Quoi qu'il en soit, le rôle de M. de Lamartine devient difficile, sa position très délicate. Plus il s'isolerait des hommes parlementaires, plus les partis qui s'agitent en dehors de la légalité fixeraient les yeux sur lui, et pourraient nourrir à son endroit des espérances que M. de Lamartine ne réaliserait certes pas, mais dont il serait déjà déplorable d'être l'objet. La parole de M. de Lamartine est si puissante! si propre à remuer les cœurs, à exalter les esprits! L'illustre orateur le sait bien. Les hommes auxquels la Providence a confié le feu sacré, les princes de l'imagination, doivent plus que tout autre, dans les orages de la politique, ménager leur parole, contenir leur force. Ils peuvent ajouter à la tempête comme ils peuvent l'apaiser. Ils ont devant eux deux carrières, deux buts, deux renommées. Le caractère et les

antécédens de M. de Lamartine nous rassurent. Il a pu se détacher des conservateurs de la chambre; il ne se séparera jamais de l'ordre public.

La chambre est entrée dans la discussion des paragraphes de l'adresse. A propos du paragraphe où il est parlé du bon ordre des finances et du crédit public fondé *sur notre économie comme sur notre richesse,* M. Jacques Lefebvre voulait qu'on ajoutât : *et sur notre loyauté.* Cela pour donner une leçon, une admonestation officielle, solennelle, au gouvernement des États-Unis. Mais qu'a donc M. Lefebvre? Quelle inquiétude l'agite, le tourmente? Il paraît s'être donné la mission de nous brouiller avec l'univers. Au nom de Dieu, qu'on le nomme ministre des finances, et qu'il n'en soit plus question. Il a décidément besoin d'un portefeuille pour se calmer. Au surplus, comme il ne s'est pas trouvé dans la chambre un seul membre qui l'ait appuyé, l'amendement n'a pas eu les honneurs d'un vote.

Le paragraphe qui a trait à notre politique en Orient a donné lieu à une longue et intéressante discussion, à laquelle ont pris part M. le ministre des affaires étrangères, M. de Carné et M. Janvier. M. David, ancien consul à Smyrne, a proposé un amendement dont le but réel était de pousser le gouvernement à ressaisir, en Orient, sur les populations catholiques, une grande influence, une protection exclusive. Nous le craignons, c'est là un anachronisme, plein sans doute de bonnes intentions et de nobles sentimens. On oublie trop que l'Orient n'est plus ce qu'il était; qu'il a eu ses révolutions, que l'empire a été démembré, qu'il s'est formé à côté un royaume chrétien, le royaume de Grèce, royaume qu'il faut maintenir à tout prix, et agrandir un jour si cela est possible; que l'Orient est toujours à la veille d'une grande crise politique, d'une crise qui pourrait agiter le monde entier et amener de grandes catastrophes. Il est évident qu'en présence de ces faits nouveaux, la diplomatie a dû modifier ses allures, élargir son horizon, et voir de plus haut les mêmes questions qu'on pouvait traiter jadis comme des questions toutes locales et isolées. Ce n'est pas trop du concours de l'Europe pour préparer, si cela est possible, une solution pacifique et équitable du problème oriental. Ce que nous reprocherions à la diplomatie européenne, ce n'est pas son intervention, mais sa lenteur; ce que nous reprocherions à la nôtre, ce n'est pas de conférer de ces grandes affaires, de ces graves complications, avec les autres diplomaties chrétiennes, mais c'est de ne pas le faire avec plus d'énergie, plus de résolution; c'est de ne pas faire assez sentir que la France, étant évidemment la plus désintéressée dans les affaires matérielles de l'Orient, saurait au besoin déployer, même seule, au profit de l'humanité et du christianisme, une puissance que les plus malveillans ne pourraient calomnier. Une allure plus résolue et au besoin plus énergique stimulerait les cabinets, qui ne voudraient ni être devancés ni s'exposer à des complications inattendues, et imposerait à la Porte. Il est ridicule de voir les envoyés de l'Europe joués par des ministres turcs en l'an de grace 1843.

Quoi qu'il en soit, la question a changé de face aujourd'hui à la chambre. La commission avait modifié le paragraphe du projet, et M. David s'était

réuni à la nouvelle rédaction; mais le paragraphe disant toujours que les populations chrétiennes de la Syrie avaient obtenu une administration conforme à leur foi et à leurs vœux, M. Berryer a proposé de dire seulement : « L'établissement d'une administration plus régulière. » Cet amendement, vivement combattu par le ministère et par le rapporteur de la commission, soutenu par MM. Dufaure, Lamartine et Vivien, a été adopté au scrutin secret à la majorité de 206 voix contre 203.

Mais encore une fois, et les affaires d'Orient et les autres points de l'adresse ne sont dans ce moment que des questions secondaires et qui ne fixent nullement l'attention du public. C'est sur le droit de visite qu'elle se concentre. On sent que cette question pourrait seule avoir une double et grande portée, un plus grand refroidissement dans nos relations avec l'Angleterre, peut-être même une sorte de brouillerie et une crise ministérielle. C'est là ce que les uns espèrent, ce que les autres craignent. *Inde iræ.*

Jusqu'ici les chefs des grandes fractions de la chambre n'ont pas abordé la tribune au sujet du droit de visite. On n'a pas entendu M. Thiers, M. Barrot, MM. Dufaure et Passy, M. Berryer. Il serait singulier qu'une discussion qui pourrait avoir de si graves conséquences n'amenât, en présence des ministres, aucun des chefs reconnus dans les rangs anti-ministériels ou peu ministériels de la chambre. Disons cependant qu'on annonce un discours de M. Odilon-Barrot.

Les Valaques ont nommé leur nouvel hospodar. C'est M. Bibesco. Les uns s'obstinent à ne voir en lui qu'une créature de la Russie; les autres, se rappelant qu'il a été élevé en France, comptent sur ses sentimens de reconnaissance et d'affection envers le pays qui lui a été une seconde patrie. C'est en France qu'il est né à la vie de l'intelligence. Quant à nous, nous aimons à croire, et quelques renseignemens nous autorisent en effet à penser que M. Bibesco saura s'élever à toute la hauteur de sa situation, et qu'il en comprendra toutes les nécessités. L'hospodar de la Valachie ne doit être ni Russe ni Anglais, ni Français; il doit être Valaque. Il y a beaucoup à faire dans les provinces danubiennes, mais rien ne peut se faire que modestement, à petit bruit et en vue d'un avenir dont probablement les hommes d'aujourd'hui ne jouiront pas. Il faut le plus noble de tous les courages qui est celui de faire le bien sans espérance d'en voir les résultats, de greffer l'arbre dont nos héritiers pourrons seuls savourer les fruits. Et ce bien, si modeste et désintéressé qu'il puisse être, n'est pas moins fort difficile à faire. Il n'est pas de position plus délicate, plus scabreuse que celle d'un hospodar des provinces du Danube. Que d'intrigues s'agitent autour de lui! Que d'influences opposées et redoutables à ménager! Que de faux amis! Que de protecteurs perfides! Que d'ennemis ouverts et cachés! Ces princes rappellent les petits souverains de l'Italie à la fin du moyen-âge. Hélas! que pouvaient-ils malgré leur admirable sagacité, leur incomparable adresse? Les évènemens étaient plus forts qu'eux : l'habileté est nécessaire, mais en politique elle ne suffit pas sans la force.

Le parlement anglais va reprendre dans deux jours le cours de ses séances.

Comme la discussion de l'adresse est en Angleterre beaucoup plus rapide que chez nous, il se pourrait, si le débat dans la chambre des députés ne se termine pas cette semaine, que le feu de la discussion anglaise vînt se croiser avec celui de nos orateurs.

Il paraît que l'influence anglaise vient d'éprouver un échec à Lisbonne. On dit que le traité de commerce était convenu, paraphé, qu'il ne restait qu'à régler les tarifs, et que c'est sur ce point capital que le dissentiment a éclaté. Si la nouvelle est fondée, elle n'est pas sans importance. Le gouvernement espagnol osera-t-il conclure un traité que refuse, indirectement du moins, le gouvernement portugais ?

THÉATRE-FRANÇAIS. — Reprise de *PHÈDRE*.

On sait qu'un jour l'un des sévères instituteurs de Port-Royal gourmanda vivement Racine pour avoir lu un roman en cachette; or, ce roman, on le sait aussi, était *Théagène et Chariclée*, que le jeune écolier lisait dans le texte grec. Il me semble qu'avec ce seul fait l'on pénètre dans l'ame de Racine, et l'on y assiste à la naissance des pensées qui s'y développèrent avec tant de grace. Racine, sous les grilles du collége et du sein d'une religion austère, était entraîné par les premiers instincts de son cœur vers les riantes régions du monde antique. Autour du sombre monastère où les jours de l'étude s'écoulaient pour lui, la nature l'appelait par ses voix païennes. Vénus, la Vénus de Lucrèce, notre mère éternellement jeune et belle venait lui jeter son sourire à travers les hautes fenêtres du couvent. L'enfant répondait au sourire de la déesse, mais furtivement et sans trop se laisser distraire des graves pratiques qu'on accomplissait sous ses yeux. Dans son cœur, il y avait place pour les deux cultes entre lesquels se partage la race humaine. Après s'être enfoncé dans les pages de Tertullien et de l'Imitation du Christ comme un promeneur solitaire s'enfonce dans les ténébreuses galeries d'un cloître, il prenait joyeusement sa volée à travers les pages de Théocrite vers une Tempé au ciel transparent.

Les œuvres de Racine offrent toutes le mélange des deux sentimens qui se partagèrent son ame, l'amour inné de la beauté antique et le dévouement sincère aux lois de la morale chrétienne. A ces deux sentimens qui prirent, chez lui, leur essor dans les studieuses années de l'enfance, les jours dorés de la jeunesse en ajoutèrent un troisième, le culte soumis et tendre de l'élégance exquise que faisait alors régner sur l'esprit français le plus galant des monarques. De là dans ses tragédies je ne sais quelle lumière brillante qui ne vient ni du soleil qu'arrêta Josué, ni du soleil dont Phèdre est la fille, mais

plutôt, comme on le disait alors, des beaux astres dont Louis XIV avait peuplé sa cour. Rien ne saurait donner une idée plus exacte des pièces de Racine que les fêtes même de Versailles. Imaginez-vous dans ce grand parc, autour de ce splendide palais où la royauté eut son Olympe, l'assemblage des plus étranges merveilles de l'art avec les beautés les plus simples et les plus touchantes de la nature : des arbres portant à leurs branches, comme des fruits de feu, des milliers de girandoles, des bassins de marbre au milieu desquels l'eau s'élève en aigrettes diamantées, des portiques lumineux au bout des allées profondes, des statues, des festons, des colonnes, et, à côté de ces effets si cherchés, quelque effet bien autrement propre à remuer le cœur, naissant tout simplement du rayon tombé d'une étoile sur la pâle verdure d'un gazon. Les créations de Racine présentent ces mêmes contrastes. Comme Versailles paré pour une fête, elles ont leurs sources artificielles de clarté et leurs ornemens d'une recherche magnifique; mais, comme le parc, elles ont au-dessus d'elles un ciel pur et profond.

Phèdre, ainsi que toutes les autres tragédies de Racine, réunit les trois sentimens qui existent chez ce grand poète; mais, il faut le reconnaître, l'amour de l'antiquité y domine, et y domine d'une façon triomphante. Les sentimens modernes se produisent d'une façon malheureuse dans le rôle d'Hippolyte. Ce caractère, entièrement antique, présentait cependant avec la religion des âges nouveaux de merveilleux rapports peu remarqués, quoique très saisissans, dont il eût été facile de tirer parti. Le commerce mystérieux plein d'ardentes et secrètes joies qu'entretiennent au fond des monastères les filles consacrées au ciel avec celui qu'elles nomment leur divin époux, ce commerce qui va jusqu'à tromper, tant sa puissance est souveraine, les instincts de notre nature terrestre, l'Hippolyte d'Euripide l'a connu, c'est avec Diane qu'il l'entretient. Comment ce jeune homme si robuste, dont les belliqueux plaisirs fatiguent les chiens et les coursiers, éprouve-t-il une complète tranquillité de sens sous un climat comme celui de la Grèce? Comment ces prairies et ces bois dont Euripide dépeint la fraîcheur avec tant de poésie, ce ciel où rayonne un jour doré, ce sol fécond en fleurs et en sources d'eau vive, plein de murmures et de soupirs comme le sein même de Vénus, ne disent-ils rien à son cœur? C'est qu'il porte au fond de son ame, ainsi que la vierge vouée au Seigneur, une image qui en bannit toutes les autres images; c'est qu'il a sous les chênes des forêts les mêmes visions que la religieuse devant son prie-dieu. Dans cette admirable scène que le tragique français n'a point conservée, où l'on rapporte à Thésée Hippolyte mourant, Diane apparaît à son favori pour lui donner de mélancoliques consolations. Certes, ce n'est point là une mort semblable à celle d'une recluse ou d'un moine, car chez l'inspiré chrétien la mort est reçue avec des transports d'enthousiasme, tandis qu'elle cause toujours une tristesse sereine et profonde à l'ame païenne; mais cependant il y a une évidente ressemblance entre la scène qui se passe dans le palais de Thésée et celle qu'ont vue les murs de mainte cellule : c'est le même secours arrivant

du ciel pour soutenir la créature humaine dans le redoutable passage de la lumière de cette vie à la lumière d'un autre monde. Racine ne s'est point servi des idées de sa religion à l'égard d'Hippolyte pour comprendre ce qu'il y avait de sympathique avec ces idées dans le fils de l'Amazone; il les a employées au contraire à repousser entièrement un caractère imprégné de la plus intime essence d'une religion étrangère. Au lieu d'être l'amant radieux d'une déesse, Hippolyte n'est qu'un froid chevalier ayant une dame qu'il honore d'un culte respectueusement glacial. Figurez-vous un poète qui, voulant mettre sainte Thérèse en scène, remplacerait les sublimes désordres de son amour spirituel pour le fils de Dieu par un commerce d'une galanterie réservée avec un jeune seigneur des environs de son couvent : vous aurez ce qu'a fait Racine. Aucun acteur, eût-il le génie de Talma et la figure d'Antinoüs, ne saurait tirer quelque chose de ce personnage inerte. Plus il chercherait à se rapprocher de l'antique, plus il ferait paraître choquant le caractère qu'il voudrait rendre. L'habit de soie, le chapeau à plumes, tout le costume de carrousel des acteurs d'autrefois n'était que la traduction exacte et saillante d'un semblable rôle. Racine lui-même l'a si bien compris, qu'il a chargé le titre de sa pièce de transporter d'avance sur un autre personnage l'intérêt appelé par le tragique grec sur le fils de Thésée. La pièce antique se nommait *Hippolyte,* et la pièce moderne se nomme *Phèdre.*

Phèdre, voilà le rôle où le poète a mis toute son habileté et toute sa passion, voilà le rôle qui ressemble à ces gigantesques armures, œuvres d'un artisan divin, qu'un mortel entre une génération tout entière est assez fort pour porter. Jouer Phèdre comme Phèdre a été comprise par Racine, c'est avoir reçu une étincelle de cet amour sacré pour la poésie antique dont sont sortis les figures de Titien et les vers d'André Chénier. Avec les magnifiques élans de son ame vers les grands spectacles de la nature mêlés aux emportemens victorieux de ses sens, avec l'entourage splendide et mystérieux de sa famille immortelle, la fille de Minos entr'ouvre au fond de notre cœur ces abîmes de rêverie profonds et lumineux comme les flots de la Méditerranée, où nous font descendre les chants d'Homère. L'*Hippolyte* d'Euripide est, avec le *Prométhée* d'Eschyle, une de ces antiques tragédies où l'on sent circuler l'air des grèves et l'air des forêts. Si la pièce de Racine est dépouillée d'une partie du merveilleux mythologique, si elle n'offre point, comme la pièce grecque, une action qui commence par l'apparition de Vénus, et finit par l'apparition de Diane, elle est cependant illuminée par endroits de clartés tombées du ciel de la fable. Le dragon que Neptune fait sortir de ses cavernes marines pour amener la mort d'Hippolyte, rappelle aux spectateurs dans quel monde on est transporté. Le récit de Théramène conserve au dénouement de la tragédie française le caractère de religieuse terreur répandue sur l'œuvre d'Euripide. Mais c'est surtout dans le personnage de Phèdre que l'inspiration païenne est puissante et visible. Si un peintre voulait rendre la Phèdre de Racine, il devrait placer au-dessus d'elle, dans un coin lumineux du tableau,

l'ardente image de Vénus. Ce vers sublime qui, par un phénomène presque unique, tomba de l'écrin d'Horace dans celui de Racine, sans rien perdre de son éblouissant éclat, ce vers gravé en caractères de feu dans toutes les mémoires :

C'est Vénus tout entière à sa proie attachée,

renferme le sujet de toute la pièce. S'il n'est qu'une fois sur la bouche de l'actrice qui joue Phèdre, il doit être toujours dans son cœur.

C'est aux entrées que les grands acteurs se reconnaissent. Il faut qu'au moment où ils paraissent pour la première fois sur la scène, l'action soit commencée depuis long-temps dans leurs ames, que les spectateurs lisent sur leurs traits tout un passé de joie ou de souffrances. On sait quelle douce clarté baigne les yeux de Mlle Rachel quand elle fait son entrée dans *Ariane,* comme ses mains se joignent avec grace dans un geste de bonheur, comme sa démarche est légère, comme elle ressemble, tant elle a sur le front de jeunesse heureuse, à quelque nymphe sortie, par une matinée de printemps, de l'eau transparente d'une fontaine ou de la verte écorce d'un chêne. Quand elle paraît dans *Phèdre,* si pâle avec son long manteau de pourpre, ses voiles flottans et sa tunique étincelante d'or, on a sous les yeux une apparition telle que pouvait en éclairer le ciel de la Grèce; un de ces fantômes antiques qui ne sont point, comme les nôtres, les hôtes des ténèbres, mais conservent au contraire jusque dans l'atmosphère glaciale de terreur au sein de laquelle ils s'avancent je ne sais quel éclat en harmonie avec la clarté du soleil. Mlle Rachel nous a rappelé les vers où Virgile nous montre la reine de Tyr prête à monter sur son bûcher; elle nous a rappelé aussi les chants où Homère évoque Circé et Calypso.

Le premier acte de *Phèdre* est celui qui se rapproche le plus de la tragédie grecque. C'est l'acte de la confidence à Œnone. Jamais souffle plus franchement païen n'anima des vers échappés à la lyre d'un poète moderne. Mlle Rachel nous a fait comprendre combien étaient près de la nature ces grands poètes d'il y a deux mille ans, Catulle, Properce, Tibulle, dont les œuvres, comme dit Montaigne, *rient encore d'une fraiche nouvelleté,* car on sentait dans l'accent de cette jeune fille, qui n'a peut-être jamais prononcé leurs noms, l'inspiration dont ils s'enivrèrent. Cet amour dont parle Pétrone, cet amour dont la terre embrasée crie le nom à travers les herbes épaisses :

..... Humus Venerem molles clamavit in herbas,

cet amour que Titien nous fait entrevoir sous le feuillage éclatant et sombre de ses arbres, respire sur les lèvres de la tragédienne à ce magnifique endroit où elle décrit, dans des vers limpides comme une ode grecque, fougueux comme une élégie romaine, toutes les tumultueuses ardeurs des sens :

Je le vis, je rougis, je pâlis à sa vue,

Un trouble s'éleva dans mon ame éperdue,
Mes yeux ne voyaient plus, je ne pouvais parler,
Je sentis tout mon corps et transir et brûler.

Chose étrange! le pieux Racine, en lutte avec Euripide sur un sujet antique, va risquer sur notre théâtre, au second acte de sa pièce, une situation devant laquelle a reculé un poète qui croyait en Vénus. Dans la pièce grecque, la confidente, ou, pour mieux dire, la nourrice, reçoit seule l'aveu de Phèdre. Hippolyte ne voit point la femme de son père rougir et trembler devant lui. C'est une esclave qui se charge de faire entendre au fils de Thésée des paroles indignes d'une reine. Phèdre, quand elle apprend que son amour est repoussé, se décide, comme Didon, avec une résignation farouche, à quitter la vie; seulement, par une fatale inspiration d'implacable vengeance, elle cache dans ses vêtemens un billet accusateur qui doit être l'arrêt de mort d'Hippolyte. Avec ce goût un peu brutal de la muse latine, Sénèque, après avoir déjà fait de sa Phèdre une sorte de furie amoureuse, Sénèque hasarde cette situation monstrueuse, dont tout le génie du monde ne fera jamais disparaître le côté choquant et contre nature, d'un homme qui repousse les attaques d'une femme. Une ancienne édition de ses tragédies nous offre, en tête de cette scène, l'argument qui suit, écrit par un naïf commentateur dans un latin que je traduis littéralement : « Phèdre livre assaut avec toutes ses forces à la pudeur du jeune homme, et ne parvient pas à s'en emparer. » Toute la mâle simplicité du style biblique n'a pu sauver ce qu'il y a de ridicule dans le chaste effroi de Joseph et dans son pieux respect pour la couche de Putiphar. Dans les scènes de cette nature, le rôle de la femme sera toujours révoltant, le rôle de l'homme toujours grotesque. Eh bien! Racine cependant s'est écarté d'Euripide pour imiter Sénèque; et comme il sentait mieux que tout autre, lui le poète du goût délicat par excellence, ce que pouvait amener de blessant une situation pareille, il s'est cru obligé de voiler sous toutes les recherches du langage le sauvage éclat qu'une flamme aussi impétueuse devait jeter dans cette déclaration. De là ces vers délicieux, mais d'une grace trop savante dans leur tour, qu'aurait pu débiter à Louis XIV, lorsqu'il avait vingt ans, une femme de la cour habillée en Pomone ou en Flore pour une mascarade galante :

Charmant, jeune, traînant tous les cœurs après soi,
Tel qu'on dépeint les dieux et tel que je vous voi.

Mlle Rachel, en récitant ces vers, a trouvé des modulations pleines d'un charme sans mignardise. Sa voix conserve, même en descendant à ses notes les plus douces, quelque chose de vibrant et de métallique. Quand elle arrive à ce passage où Racine lui-même, emporté par le mouvement naturel de la pensée, laisse éclater tout entière dans ses vers, qui se brisent sans rien perdre de leur divine harmonie, la passion qu'il veut rendre; quand elle s'écrie :

Eh bien! connais donc Phèdre et toute sa fureur,
J'aime!....

on a sous les yeux un des plus beaux spectacles que l'art puisse jamais offrir. On sait comment Mlle Rachel dit le « je crois » de *Polyeucte;* le pendant de ce mot est le « j'aime » de *Phèdre*. L'esprit des deux éternelles religions de ce monde est dans ces deux cris de l'ame.

On a exprimé quelque part une bizarre idée; on a dit qu'à partir de l'instant où Hippolyte perd son épée, le caractère de Phèdre et celui d'Hermione se confondent tellement, que Mlle Rachel, en redevenant tout à coup l'amante de Pyrrhus, est tombée dans un écueil presque impossible à éviter. Nous sommes persuadé que, Phèdre et Hermione eussent-elles présenté en effet des points de ressemblance, Mlle Rachel aurait su varier sa manière de jouer ces deux rôles; mais, en vérité, peut-on faire de bonne foi un semblable rapprochement? Est-il, au contraire, douleurs plus différentes que celle de la rivale d'Aricie et celle de la rivale d'Andromaque? Hermione, dont l'amour de jeune fille est dédaigné par un homme en qui elle voyait déjà un époux, Hermione éprouve une de ces amères douleurs qui puisent dans la conscience même de ce qu'elles ont de légitime une incessante irritation. Phèdre, portant au fond de son ame un amour incestueux qu'elle maudit elle-même, éprouve un de ces craintifs chagrins dont les fureurs sont à chaque instant domptées par les épouvantes des remords. Mlle Rachel, dans le rôle de Phèdre, ne s'est pas plus rappelé Hermione que Racine lui-même ne s'en était souvenu. Au troisième et au quatrième acte, elle a été non pas la jeune fille dont le cœur ignorant de la vie ne connaît qu'un seul sentiment, celui auquel elle s'abandonne, mais la femme qui, depuis long-temps initiée à tous les mystères de l'existence, entend dans son ame remplie de souvenirs s'élever les voix de mille passions opposées. Regret altier de la dignité perdue, retour plein de terreur vers le passé enseveli dans la couche nuptiale, il n'est point d'émotions que ne renferme le cœur de Phèdre, tout s'y trouve, jusqu'à des élans subits de tendresse maternelle :

Je ne crains que le nom que je laisse après moi.
Pour mes tristes enfans quel affreux héritage!

Mlle Rachel a eu dans son organe une corde pour chacun de ces sentimens. Lorsqu'elle a voulu rendre cette jalousie entièrement opposée à celle d'Hermione, cette jalousie que Phèdre déteste elle-même comme son funeste amour, quels accens inattendus elle a trouvés! Il y a dans Racine un mouvement qui tout à coup, au milieu d'un passage rempli d'une furie antique, entraîne l'ame au degré le plus élevé de touchante tristesse où puisse jamais parvenir l'élégie moderne :

Hélas! ils se voyaient avec pleine licence,
Le ciel de leurs soupirs approuvait l'innocence,

Ils suivaient sans remords leur penchant amoureux,
Tous les jours se levaient clairs et sereins pour eux.

Ces vers divins, que depuis long-temps cependant nous nous répétions sans en être émus, accoutumés que nous étions à leur douceur enchanteresse, Mlle Rachel les a dits avec tant de grace et de puissance, qu'une odeur nouvelle et charmante s'en est exhalée; noüs sentions qu'ils refleurissaient. Et à cet endroit où Phèdre s'écrie, après l'éloquent tableau de ses crimes :

Misérable! et je vis, et je soutiens la vue
De ce sacré soleil dont je suis descendue,

la tragédienne a été si belle, qu'il a passé sur la salle tout entière un de ces souffles mystérieux qui tirent des grandes assemblées les murmures que les vents font sortir des vagues.

Au cinquième acte, sans manteau, sans diadème, entourée de longs voiles blancs qui laissent découverts les noirs bandeaux dont son front pâle est encadré, elle a produit sur les cœurs une impression religieuse. Elle est morte sans convulsion, à la façon dont se dessèche et meurt une fleur des rives de l'Ylyssus. Malgré les Euménides dont sont peuplés leurs enfers et la lumière heureuse qui circule sous les ombrages de leur Élysée, les anciens ne placent d'habitude aux portes de la mort ni terreurs désespérées, ni joies triomphantes. En ce moment, on dirait que le fond réel de leur religion, c'est-à-dire la croyance dans un repos éternel au sein de la nature, leur apparaît d'une façon visible sous toutes les allégories dont eux-mêmes s'étaient plu à le cacher. Qu'existe-t-il de plus horrible pour une imagination chrétienne que la récompense dont Jupiter honore la vertu de Philémon et de Baucis : sentir sa vie passer lentement dans le tronc et les branches d'un arbre? Cette fin, dont la plupart d'entre nous ont peine à supporter l'idée, est le type de la mort chez les païens. Ces deux admirables vers :

J'ai voulu devant vous, exposant mes remords,
Par un chemin plus lent descendre chez les morts,

expriment on ne peut mieux la façon dont Phèdre doit mourir. Apaisée par les aveux expiatoires qu'elle fait à son époux, elle descend d'un pas calme les sentiers silencieux, pleins d'une ombre croissante, qui conduisent aux lieux où l'on ne sent plus battre son cœur. Je crois qu'on aurait tort de prendre pour un sentiment entièrement étranger aux croyances antiques ce besoin de réconciliation avec la vérité et la vertu éprouvé devant le trépas. Si la Phèdre d'Euripide ne l'a pas ressenti, c'est à un caprice du poète qu'il faut s'en prendre, non pas à une inspiration farouche de sa religion; car, dans la tragédie grecque, Thésée, par un mouvement en rapport inverse, mais tout-à-fait exact, avec celui de Racine, supplie son fils mourant de calmer ses remords en prononçant sur lui des paroles de bénédiction. Le

repentir de Phèdre ne doit en rien altérer la sérénité toute païenne de sa mort.

Un des plus grands charmes de la tragédienne, c'est la parfaite harmonie de ses mouvemens. On dirait une statue de marbre qui vient d'être animée. Galatée dut marcher ainsi. Voltaire a dit quelque part avec ces hardiesses inattendues d'image et de pensée qu'on trouve à chaque instant sous l'attrayante limpidité de son style : « Mlle Clairon est devenue sans contredit le plus grand peintre de la nation. » Mlle Clairon venait de jouer dans *Tancrède,* de sorte que le poète dont elle avait fait triompher la pièce était mu peut-être en sa faveur d'une fort excusable partialité; mais tout le public donnerait aujourd'hui volontiers à l'actrice qui joue Phèdre le brevet de peintre que Voltaire décernait à l'actrice qui jouait Aménaïde. Beaucoup ont pâli devant les fresques florentines ou médité devant les bas-reliefs du Parthénon qui n'entendent point comme cette jeune fille la science des expressions et des attitudes.

Ce dont on ne saurait jamais être trop reconnaissant envers Mlle Rachel, c'est de ce qu'elle a fait circuler dans notre vieille poésie je ne sais quelle sève qui nous enivre, comme la sève printanière des poésies les plus récentes. Grace à elle, Phèdre a paru devant nous telle qu'elle était sortie du cerveau de Racine et telle peut-être qu'elle ne s'était jamais produite sur notre scène. La jeune tragédienne vient d'acquérir victorieusement à son répertoire l'œuvre la plus parfaite du théâtre classique; maintenant qu'elle est parvenue au but qu'on lui désignait depuis si long-temps, des voix inquiètes et curieuses se mêlent déjà aux voix qui applaudissent pour lui demander vers quels nouveaux horizons vont se diriger ses pas. C'est là le côté mélancolique de tous les triomphes; il n'est point de trône ici-bas où il soit permis de se reposer. Au lieu de se débattre contre cette condition de la gloire, un artiste doit l'accepter avec courage. Que Mlle Rachel en soit convaincue, le moment des plus puissans efforts est venu pour elle. Les conquérans ne conservent leur royaume qu'à la condition de l'étendre chaque jour. Les conseils vont lui arriver de toutes parts, impérieux et opposés. Il faut qu'elle sache se garder également et de ceux qui voudront offrir son talent en holocauste à tous les caprices du drame moderne, et de ceux qui, ne voyant en elle qu'une apologie vivante des préceptes d'Aristote, voudront la pousser dans les catacombes où dorment les alexandrins oubliés.

G. DE MOLÈNES.

V. DE MARS.

VAILLANCE.

A M. Paul P....

I.

Sur la côte de Bretagne, entre la ville de Saint-Brieuc et le village de Bignic, s'élève une espèce de manoir qu'on a de tout temps, dans le pays, décoré du nom de château, sans doute à cause de la tour crénelée qui écrase de sa sombre masse le reste de l'édifice. Le fait est qu'avant la révolution de 89, le Coët-d'Or était la demeure des seigneurs de l'endroit. Devenu propriété nationale, les hibous s'en emparèrent et y firent tranquillement leurs petits jusqu'en 1815, époque à laquelle la famille Legoff l'acheta et s'y vint installer. L'aspect en est lugubre, les abords en sont désolés. D'un côté l'Océan, de l'autre, à perte de vue, des champs d'ajoncs et de bruyères. Entre ces deux mers qu'il domine comme un promontoire, le château apparaît triste et solitaire, avec sa tour pareille à un phare.

Par un soir d'hiver de l'année 1836, les trois frères Legoff étaient réunis dans la chambre de rez-de-chaussée qui leur servait habituel-

lement de salon. C'était une vaste salle qui présentait un bizarre assemblage de luxe, d'élégance et de simplicité rustique. Ainsi, tandis qu'un riche tapis étalait sur le carreau ses rosaces aux vives couleurs, le plafond étendait au-dessus ses poutres noircies par le temps et par la fumée. Les murs étaient blanchis à la chaux, mais chaque fenêtre avait de doubles rideaux de soie blanche et de damas rouge. Quelques chaises de paille grossière escortaient humblement un magnifique fauteuil, velours et palissandre, tout surpris de se voir en si mauvaise compagnie. Une carabine, des sabres, des poignards, des haches d'abordage, des fusils de chasse emprisonnés dans leurs étuis de cuir, tapissaient le manteau de la cheminée; un piano d'ébène, inscrusté de filets de cuivre, occupait le fond de cette chambre, dont les trois frères Legoff n'étaient pas le moindre ornement.

Le plus beau des trois était encore fort laid, en admettant toutefois que la figure douce, intelligente et résignée du frère Joseph pût passer pour laide. On se laissait prendre bien vite à son air souffrant et rêveur, on finissait par le trouver charmant. Dans sa longue redingote brune, boutonnée jusqu'au menton, avec ses cheveux blonds et plats séparés sur le milieu du front et tombant négligemment sur le col et sur les épaules, on eût dit un de ces cloarecs qui mêlaient parfois à leurs pieuses méditations les chastes inspirations de la muse. Les deux autres, pour parler net, avaient tout l'air d'ours mal léchés. Le frère Christophe portait, sous une houppelande de peaux de chèvres, un costume de marin du temps de l'empire; il avait les jambes courtes, le ventre gros, la barbe inculte, les sourcils épais, les cheveux noirs et la tête énorme. Il aurait pu tuer Joseph d'une chiquenaude et un bœuf d'un coup de poing. Le frère Jean, l'aîné de la famille, pouvait avoir de quarante-cinq à cinquante ans. Il était long et maigre, et, près de Christophe, ne ressemblait pas trop mal à don Quichotte en société de Sancho Pança. Il avait des moustaches rousses, hérissées et menaçantes comme les dards d'un porc-épic; la pièce la plus importante de son vêtement était une redingote grise qu'il portait à la façon de l'empereur. Les trois frères avaient aux pieds de gros sabots qui se prélassaient sans gêne sur un tapis de mille écus.

Assis autour de l'âtre, tous trois paraissaient en proie à une violente inquiétude qu'ils exprimaient différemment, chacun selon son caractère. Jean et Christophe juraient; Joseph priait à voix basse, tout en suivant d'un regard préoccupé les jets de flamme bleuâtre qui s'échappaient de l'ormeau embrasé. De temps en temps, Chris-

tophe ou Jean, à tour de rôle, se levait, allait entr'ouvrir les rideaux d'une fenêtre, puis, après être resté quelques instans en observation, retournait à sa place d'un air agité. Joseph n'interrompait ses prières que pour consulter le cadran d'une de ces horloges de village vulgairement appelée *coucou*, qui mêlait son chant monotone aux cris du grillon et aux sifflemens de la bise. Bien que la soirée fût peu avancée, il faisait nuit sombre. La chambre n'était éclairée que par la lueur du foyer. La tempête soufflait au dehors.

L'horloge sonna sept heures; au septième coup, Christophe et Jean se levèrent brusquement et se prirent à marcher de long en large dans la salle. Une vive anxiété se peignait sur leur visage. Immobile à sa place, Joseph avait redoublé de ferveur dans ses prières. On entendait le grésillement de la pluie qui fouettait les vitres, et la voix furieuse de l'Océan qui se brisait contre les rochers du rivage.

— Mauvais temps! dit Jean.

— Fatal anniversaire! ajouta Christophe. Voici dix-neuf ans qu'à pareil jour, par un temps pareil, notre vieux père et notre jeune frère ont péri dans les flots.

— Dieu veuille avoir leur ame! murmura Joseph en se signant.

— Et voici jour pour jour, heure pour heure, dix-sept ans que Jérôme est mort, s'écria Jean en hochant la tête.

— C'est vrai, dit Christophe avec un sentiment de terreur religieuse.

— Mon Dieu! s'écria Joseph avec onction, qu'il vous plaise que ce funeste jour ne nous amène pas quelque nouveau malheur!

En cet instant, la porte du salon s'ouvrit, et un serviteur parut sur le seuil. L'eau ruisselait le long de ses cheveux et de ses habits.

— Eh bien! Yvon, quelle nouvelle? demandèrent à la fois les trois frères.

— Mes maîtres, rien de nouveau, répondit Yvon d'un air consterné. Nous avons battu la côte depuis Bignic jusqu'à la Herissière, où nous avons perdu les traces de notre jeune maîtresse. Ce matin, à Bignic, on l'a vue passer à cheval. Il faut qu'entre les deux villlages mademoiselle se soit jetée dans les terres, à moins que, profitant de la basse marée, elle ait quitté la côte pour prendre par les brisans.

— Dans ce dernier cas, nous sommes tous perdus, s'écria Christophe avec désespoir.

— Il est plus probable, reprit Yvon, que mademoiselle, surprise par le grain, se sera réfugiée sous quelque toit des environs.

— Non, dit Jean; elle n'est point fille à fuir le danger. Si elle vit, elle est en selle, et galope pour venir à nous.

Un coup de vent ébranla les portes et les fenêtres, et on entendit les tuiles de la toiture qui volaient en éclats.

— Que le ciel la protége! s'écria Joseph en tombant à genoux.

Yvon s'étant retiré, une assez vive altercation éclata entre le frère Jean et le frère Christophe. Ils commencèrent par s'accuser réciproquement de l'étrange façon dont Jeanne avait été élevée, ils finirent par reconnaître qu'ils n'étaient en ceci blâmables ni l'un ni l'autre, et que tous les reproches revenaient de droit à Joseph. Ce point une fois établi, on put voir en action la fable du loup et de l'agneau se désaltérant dans le courant d'une onde pure; seulement, cette fois, au lieu d'un loup il s'en trouvait deux.

— Tu le vois, malheureux! s'écria Jean en laissant tomber sur Joseph la foudre de son regard, voici le résultat de la belle éducation que tu as donnée à cette enfant, voici le fruit de tes lâches condescendances et de ton aveugle tendresse!

— Mais, mon frère Jean, répondit timidement Joseph...

— Tais-toi! s'écria Christophe en le poussant par les épaules; c'est toi qui as fait tout le mal!

— Mais, mon frère Christophe, répliqua humblement Joseph...

— Réponds, s'écria Jean; dans quelle autre famille que la nôtre voit-on des filles de seize ans partir seules, le matin, à cheval, courir les champs à l'aventure, et ne rentrer au gîte que le soir?

— Plût à Dieu qu'elle fût rentrée! dit Joseph. Mais, mon frère Jean, le cheval que Jeanne essaie aujourd'hui, c'est vous qui, malgré moi, le lui avez donné.

— Ah! mille tonnerres! je l'avais oublié, s'écria Jean en se frappant le front; une bête toute jeune, ardente, ombrageuse, à peine domptée! S'il arrive malheur à cette enfant, c'est à toi, scélérat, que je m'en prendrai.

— Tu réponds d'elle sur ta tête, ajouta Christophe en lui secouant le bras.

— Je donnerais avec joie tout mon sang pour vous la conserver, dit Joseph; mais, mon frère Christophe, vous oubliez que c'est vous qui avez fait présent à Jeanne de l'amazone qui lui sert aujourd'hui. N'est-ce pas vous aussi, Christophe, qui l'avez gratifiée d'une selle anglaise?

— Mais, maraud! s'écria Christophe, c'est toi qui l'as gratifiée des

défauts et des imperfections qui déparent ses qualités; c'est toi qui l'as encouragée dans tous ses travers; c'est à toi, c'est à la servilité de tes soins, à la bassesse de tes complaisances, que nous devons de la voir ainsi, capricieuse, fantasque, volontaire...

— Sans déférence pour nous, dit Jean.

— N'en faisant qu'à sa tête, reprit Christophe.

— Se jouant sans pitié de notre tendresse et de notre tranquillité.

— Un diable, enfin!

— Un monstre! dit Jean en enfonçant résolument ses mains dans ses poches.

— Tu vois donc bien, bandit, s'écria Christophe, que, s'il lui arrive malheur, ce n'est qu'à toi qu'il s'en faudra prendre!

Joseph essuya le feu de cette double batterie avec la résignation d'un martyr.

— Mes frères, répondit-il timidement, je ne veux pas examiner jusqu'à quel point, dans les faiblesses que vous me reprochez, vous avez été mes complices. Permettez-moi cependant de vous faire observer que si parfois une voix s'élève ici pour conseiller, diriger, réprimander même l'objet de notre amour, cette voix n'est jamais une autre que la mienne. Si l'on m'eût consulté, si l'on m'eût laissé libre, Jeanne ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui; à cette heure, nous ne tremblerions pas pour une si chère existence. Rappelez-vous, mes frères, que j'ai toujours blâmé le goût des exercices violens que vous vous êtes plu à développer en elle. Que de fois, en cherchant à l'en détourner, n'ai-je pas encouru votre colère! Il m'eût été doux de voir à notre foyer une fille pieuse et modeste, gardienne de la maison, vouée au culte paisible des vertus domestiques : si j'ai failli dans mon espoir, Dieu sait que ce n'est pas ma faute. N'est-ce pas vous, mes frères, qui l'avez élevée comme une jeune guerrière? Moi, lui ai-je enseigné autre chose que l'amour des arts et le goût des saintes études?

— C'est-à-dire, maître cagot, s'écria Jean en haussant les épaules, que, si l'on vous eût laissé faire, nous aurions à notre foyer une bégueule, confite en dévotion, qui nous étourdirait du matin au soir de ses sermons et de ses *oremus*.

— Mon frère, répliqua Joseph, pensez-vous qu'il soit préférable d'avoir à trembler sans cesse pour la plus chère partie de nous-mêmes?

— C'est bon, c'est bon, dit Christophe d'un ton d'autorité brutale. D'ailleurs, tout cela va changer; je suis las de voir une enfant faire

ici la loi et nous mener, tranchons le mot, par le bout du nez. Je me charge de lui parler d'une rude façon.

— Et moi, dit Jean, de lui tracer une ligne de conduite un peu différente de celle qu'elle a suivie jusqu'à présent.

—Écoutez! s'écria Joseph en se levant par un brusque mouvement d'épouvante.

C'était la tempête qui redoublait de furie. Les vagues s'engouffraient avec un horrible fracas dans les criques et dans les anfractuosités des rochers qui bordent le rivage. Bien qu'on fût au mois de février, la foudre grondait, et l'on pouvait voir, à la lueur des éclairs, la mer qui roulait des montagnes. Les trois Legoff restèrent immobiles d'effroi. L'horloge sonna huit heures.

— Allons, mes frères, dit Joseph, c'est perdre trop de temps en paroles. Qu'on allume des torches, et que tous nos serviteurs viennent avec nous explorer la côte et les environs!

Mais comme ils se préparaient à sortir, un violent coup de marteau ébranla la porte du château; presque en même temps le pavé de la cour résonna sous les pas d'un cheval, et la maison tout entière retentit d'aboiemens joyeux.

— Que le saint nom de Dieu soit béni! s'écria Joseph dans un pieux transport de joie et de reconnaissance.

Jean et Christophe étouffèrent l'élan de leur cœur, et s'apprêtèrent à recevoir la jeune fille selon ses mérites. Effrayé de l'expression de sévérité qui assombrissait leur visage :

— Mes frères, dit Joseph, soyons indulgens encore une fois. Ne traitons pas cette enfant avec une rudesse à laquelle nous ne l'avons pas habituée. C'est une ame susceptible et tendre qu'il faut craindre d'effaroucher.

— Tu vas voir, dit Christophe à Jean, ce chien couchant lui lécher les pieds.

Joseph voulut insister; mais tout à coup deux grands lévriers se précipitèrent dans le salon, sautèrent follement sur les meubles, se roulèrent sur le tapis, puis s'échappèrent brusquement pour revenir presque aussitôt, escortant de leurs gambades l'entrée de leur jeune maîtresse.

Elle entra, calme et souriante, la cravache au poing.

C'était une grande et belle fille, regard fier, taille élancée, peau brune, fine et transparente. Elle n'avait pas la frêle délicatesse de ces fleurs de salon auxquelles il faut ménager avec soin les baisers du soleil et les caresses de la brise; on eût dit plutôt, en la voyant, une

de ces plantes sauvages et vivaces qui aiment le grand air et s'épanouissent en plein vent. Chez elle, toutefois, la vigueur n'excluait point la grace, et ce qu'il y avait d'un peu viril dans le charme de sa personne, s'adoucissait au suave éclat de la jeunesse qui rayonnait sur son front et sur son visage. Peut-être aurait-on pu déjà lire dans ses yeux quelque chose d'inquiet et de rêveur, premier trouble de l'ame et des sens qui s'ignorent; mais elle avait encore la bouche rose et volontaire d'un enfant capricieux et mutin. Ses cheveux noirs, déroulés par la pluie, pendaient en spirales humides le long de ses joues. Elle était coiffée d'une casquette de velours; une amazone d'un goût sévère enveloppait tout entier son corps souple, élégant et flexible.

Elle alla droit au frère Jean, qu'elle embrassa, en disant : Bonsoir, mon oncle Jean; puis, elle embrassa le frère Christophe, en disant : Bonsoir, mon oncle Christophe; enfin, elle embrassa le frère Joseph, en disant : Bonsoir, mon oncle Joseph. Cela fait, elle s'approcha du foyer, et tout en présentant l'un après l'autre ses deux petits pieds à la flamme :

— Qu'est-ce donc, mes oncles? demanda Jeanne; on dit que vous étiez inquiets de votre nièce? A Bignic, il n'est bruit que du trouble que mon absence a jeté dans votre maison.

— C'est, dit Jean, ce poltron de Joseph qui se met toujours de sottes idées en tête. Il s'est imaginé qu'à cause de la tempête, la côte n'était point sûre, et que tes jours étaient en danger.

— La tempête! s'écria la jeune fille : il fait un temps charmant, Joseph.

— C'est ce que je me suis tué à lui dire, répliqua Christophe; mais tu le connais, intrépide comme un lapin, et brave comme une poule : pour peu qu'il entende soupirer le vent, il croit que c'est la fin du monde. Et puis, il s'effrayait à cause de ce cheval que tu montais pour la première fois.

— C'est un agneau, dit Jeanne.

— C'est précisément ce que je lui disais, s'écria Jean : un agneau, un pauvre mouton bridé! Mais depuis qu'un âne au trot lui a fait mordre la poussière, maître Joseph a voué une haine implacable aux chevaux.

— Chère enfant, dit Joseph, il n'est que trop vrai; tu as été pour nous la cause d'un grand trouble et d'une vive inquiétude. Si tu nous aimes, ma Jeanne chérie, tu te montreras désormais plus soigneuse de notre bonheur.

— Peste soit du butor! s'écria Christophe avec humeur; ne va-t-il pas sermonner cette enfant? Mais en quel état te voici, ma petite Jeanne! ajouta-t-il en soulevant les plis de l'amazone alourdis par la pluie.

— Tes mains sont glacées, dit Jean; tes pieds fument comme en été les champs au lever du soleil. Mais, Jeanne, tu te soutiens à peine, ajouta-t-il avec effroi; tu pâlis, tes jambes fléchissent. Tu vois, dit-il en s'adressant à Joseph, voici le résultat de tes brutales remontrances.

Christophe approcha l'unique fauteuil du salon; Jean y fit asseoir la jeune fille; puis tous deux, Christophe et Jean, disparurent chacun de son côté, laissant Jeanne seule avec Joseph.

— Ce n'est rien, mon bon Joseph, dit-elle en lui tendant la main; l'émotion de la course, voilà tout. Ce cheval, à vrai dire, allait comme la foudre! Il faut convenir aussi qu'il vente agréablement sur la côte.

— Cruelle enfant! dit Joseph d'un ton de reproche affectueux, en lui baisant tendrement les doigts; ce n'est pas ainsi que je te voudrais voir, ma Jeanne bien-aimée.

— Que veux-tu, Joseph? s'écria-t-elle avec un geste d'impatience. Depuis quelque temps, je ne sais pas ce qui se passe en moi. Pourrais-tu me dire quel démon me pousse et m'agite? D'où vient cette fièvre qui me dévore, ce besoin de mouvement qui me consume, cette ardeur, jusqu'alors inconnue, qui me fait chercher le danger? Aujourd'hui, par exemple, aujourd'hui j'étais folle. Comment ne me suis-je pas rompu vingt fois le col? C'est que sans doute tu priais pour moi. Ce n'est pas tout : il y a des instans où je suis triste sans savoir pourquoi; d'autres, le croirais-tu? où je me surprends à pleurer sans pouvoir deviner la source de mes larmes. Tiens, mon pauvre Joseph, je crois que je m'ennuie. Ne me gronde pas. Tout ce que tu pourrais me dire là-dessus, je me le suis dit à moi-même. Vous m'aimez, vous êtes bons tous trois, vous n'avez d'autre soin que celui de me plaire. Le matin, vous vous disputez mon premier regard, et le soir, mon dernier sourire. Vous allez au-devant de mes fantaisies; vous guettez mes caprices pour les satisfaire. Enfin, vous m'aimez tant, qu'il ne m'est jamais arrivé, je le dis à ma honte, de pleurer ma mère que je n'ai pas connue. Eh bien! je m'ennuie, Joseph : je suis ingrate, je le sais, je le sens; mais je m'ennuie, c'est plus fort que moi.

— Jeanne, Jeanne, que vous voici changée! s'écria Joseph en soupirant. Qu'est devenu le temps où l'étude remplissait tes jours?

Qu'as-tu fait de ces jours heureux où la lecture d'un livre aimé suffisait aux besoins de ton cœur et de ton esprit?

— Maudits soient-ils, les livres aimés! s'écria la jeune fille avec un mouvement de colère; pourquoi les as-tu laissé pénétrer sous ce toit? Ce sont eux qui m'ont appris que le monde ne finit pas à notre horizon, que le soleil n'a pas été créé seulement pour illuminer Bignic, et qu'enfin il est encore quelque chose par-delà cette mer et par-delà ces champs qui nous cerclent de toute part.

— Enfant, tais-toi! dit Joseph; garde-toi d'alarmer la tendresse de Christophe et de Jean; ménage ces deux excellens cœurs, qu'il te suffise d'avoir troublé le mien.

— Christophe et Jean ne me comprendraient pas; je ne me comprends pas moi-même. Si je trouble ton cœur, c'est que ton cœur est le seul que je puisse interroger. Dans le tumulte d'idées et de sentimens qui m'assiégent, à qui m'adresserai-je, si ce n'est à toi, mon guide, mon conseil, mon maître en toutes choses, qui m'as faite ce que je suis? J'ai pensé que toi qui sais tout, tu pourrais m'expliquer l'état de mon ame. Pourquoi suis-je ainsi, Joseph? Tiens, par exemple, je me lève, chaque matin, remplie d'ardeur et d'espérance : ce que j'espère, je l'ignore; mais je sens la vie qui m'inonde; il me semble que le jour qui commence me doit révéler je ne sais quoi d'inconnu que j'attends. Les heures passent dans cette attente, et j'arrive au soir, triste, découragée, irritée de voir que le jour qui vient de s'écouler ne m'a rien apporté de nouveau, et qu'il s'est écoulé tout pareil au jour de la veille. Je ne manque de rien; vous ne me laissez même pas le temps de désirer. Ma volonté fait votre loi. Fut-il jamais enfant plus gâtée que moi sous le ciel? Je me demande parfois si vous n'avez pas entre les mains la baguette enchantée de cette fée dont tu me contais l'histoire pour m'endormir, quand j'étais au berceau. D'où viennent donc, Joseph, dis-moi, d'où peuvent venir cette vague attente d'un bien que je ne connais pas, cette aspiration sans but, ce mystérieux espoir toujours déçu et toujours renaissant?

A ces mots, la jeune fille attacha sur Joseph un regard inquiet et curieux; mais Joseph ne répondit pas. Il demeura silencieux, les pieds sur les chenets et les yeux fixés sur la braise.

Christophe et Jean rentrèrent bientôt dans la salle. Jean portait gravement un plateau chargé d'un verre de cristal et d'un flacon de vin d'Espagne. Christophe tenait au bout de ses doigts deux pantoufles de velours noir doublées de duvet de cygne. Joseph prit le

plateau des mains de son frère, et tandis que Jeanne buvait lentement et à petits coups la liqueur parfumée, Christophe et Jean, à genoux devant elle, délaçaient ses brodequins, et l'aidaient à glisser ses pieds fins et cambrés dans le duvet blanc et soyeux. Cette opération achevée, ils restèrent à la même place, les yeux tournés vers leur idole, assez pareils à deux chiens accroupis, implorant un regard de leur maître. Le gros Christophe, avec sa tête énorme, le long et mince Jean avec sa moustache hérissée, avaient l'air l'un d'un boule-dogue et l'autre d'un griffon.

A la façon dont la jeune fille recevait ces hommages, on pouvait aisément deviner qu'elle y était depuis long-temps habituée. Lorsqu'elle eut bien réchauffé ses pieds et ses mains à la flamme, Jeanne se retira dans son appartement, et reparut au bout de quelques instans, vêtue d'une robe de chambre de cachemire, serrée autour de sa taille par une torsade de soie.

Les trois frères avaient profité de son absence pour faire servir auprès du feu le souper de l'enfant. Elle se mit à table sans façon et se prit à manger de grand appétit, tandis que ses trois oncles la contemplaient avec admiration, et que les deux chiens sautaient autour d'elle pour attraper les miettes du repas. De temps en temps, elle adressait aux uns quelques paroles affectueuses, et jetait aux autres quelques os de perdrix à broyer.

— Vous ne fumez pas, mes oncles? demanda-t-elle à Jean et à Christophe.

— Je n'ai plus de tabac, dit Jean.

— J'ai cassé ma pipe, dit Christophe.

La jeune fille tira de sa poche quelques onces de tabac enveloppées de papier gris qu'elle tendit à Jean, puis une pipe de terre enfermée dans un étui de bois qu'elle offrit à Christophe.

— On pense à vous, dit-elle en souriant. En passant à Bignic, je me suis rappelé que mon oncle Christophe avait cassé sa pipe, et que mon oncle Jean touchait au bout de sa provision. J'ai donc arrêté mon cheval devant la porte du bureau. A l'intérieur, on faisait noces et festin; la débitante avait marié, le matin, sa fille Yvonne avec le fils de Thomas le pêcheur. On m'a reconnue; il m'a fallu mettre pied à terre et complimenter les époux. Ils sont jeunes tous deux et gentils : assis l'un près de l'autre, leurs mains entrelacées, ils ne se disaient rien, mais tous deux avaient l'air si heureux, si heureux, que je m'en suis revenue, je ne sais trop pourquoi, le cœur tout agité.

A ces mots, les trois frères se regardèrent à la dérobée.

— Je n'aime pas les gens qui se marient, dit Christophe en fronçant le sourcil.

— Pourquoi donc, mon oncle, ne les aimez-vous pas? demanda Jeanne avec curiosité.

— Pourquoi.... pourquoi.... balbutia Christophe d'un air embarrassé.

— C'est tout simple, répondit Jean en lâchant un nuage de fumée : parce que le mariage est une institution immorale.

— Immorale! s'écria Jeanne, le mariage une institution immorale! Ce n'est point là ce que m'a enseigné Joseph.

— C'est que Joseph, répondit Jean, est un imbécile, imbu de préjugés fâcheux.

— Ce n'est pas non plus, reprit Jeanne, ce que dit au prône M. le curé de Bignic; à l'entendre, le mariage est une institution divine.

— Les curés disent tous la même chose, répliqua Christophe; mais, la preuve qu'ils n'en pensent pas un mot, c'est qu'aucun d'eux ne se marie.

— Qui se marie? s'écria Jean; personne. Nous sommes-nous mariés, nous autres? Pourtant nous l'aurions pu faire, ce me semble, avec quelque avantage. Nous sommes riches; il n'y a pas si longtemps que nous étions encore, Christophe et moi, assez galamment tournés. Il s'est trouvé sur mon chemin plus d'une belle, j'ose l'avouer, qui a convoité mon cœur et ma main. Christophe, de son côté, n'a pas dû manquer d'occasions. Nous étions des gaillards! Mais nous avons compris de bonne heure que le célibat est l'état naturel de l'homme et de la femme.

— Enfin, mon père s'est marié, dit Jeanne.

— Ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux, répondit Christophe.

— C'est-à-dire, mon oncle, que je suis de trop dans la maison, ajouta la jeune fille en se levant de table avec des larmes dans les yeux.

A ces mots, on l'entoura, on lui prit les mains, on les couvrit de baisers, on affirma qu'on la tenait pour un bienfait et pour une bénédiction du ciel. Christophe, furieux contre lui-même, se tirait les cheveux et se reconnaissait pour un assassin indigne de toute pitié. Jeanne fut obligée de le calmer; elle l'embrassa avec une grace touchante.

— Comment n'as-tu pas compris, dit Joseph, que tes oncles plaisantaient, et voulaient seulement donner à entendre que tu es encore trop jeune pour t'occuper de ces choses-là?

— Trop jeune! s'écria Jeanne; Yvonne, qui s'est mariée aujourd'hui, n'a que seize ans, et moi, aux pousses nouvelles, j'en aurai dix-sept.

— Oui, répliqua Jean; mais les filles bien élevées ne se marient jamais avant la trentaine.

— Est-ce que je suis bien élevée, moi? demanda d'un air mutin l'impitoyable enfant.

— Ta mère, dit Joseph, avait trente-deux ans lorsqu'elle épousa Jérôme.

La conversation fut interrompue par un violent coup de tonnerre qui ébranla toutes les vitres du château. La tempête continuait avec une furie sans exemple.

— Décidément, dit la jeune fille, voici un mauvais temps pour les pauvres gens qui tiennent la mer.

Au même instant, un serviteur entra et dit qu'on croyait entendre, depuis près d'un quart d'heure, des coups de canon qui partaient sans doute de quelque navire en perdition. Jeanne et les trois frères prêtèrent une oreille attentive; mais ils n'entendirent que le grondement de la foudre et le bruit des vagues, pareil, en effet, à de sourdes détonations. Christophe donna des ordres pour qu'on allumât la lanterne de la tour.

Jeanne était visiblement préoccupée; ses oncles l'observaient avec anxiété. Organisation délicate, soit qu'elle subît l'influence orageuse du temps, soit qu'elle pressentît à l'insu d'elle-même quelque chose d'étrange près d'éclater dans sa destinée, elle était inquiète, agacée. Elle alla à son piano, promena ses doigts sur le clavier, puis se leva presque aussitôt pour s'approcher d'une fenêtre; après être restée quelques instans, le front collé contre la vitre, à regarder les éclairs qui déchiraient le manteau de la nuit, elle retourna à son piano, essaya de chanter en s'accompagnant, s'interrompit brusquement au bout de quelques mesures, et demeura silencieuse, la tête appuyée sur sa main.

Debout contre la cheminée, les trois frères tenaient leurs regards attachés sur elle.

— Ça va mal, ça va mal! dit Jean avec mystère, en se penchant à l'oreille de Christophe.

— Ce n'est encore qu'une enfant, dit Christophe; essayons de la distraire et de changer le cours de ses idées.

Ils allèrent tous trois près de Jeanne et se groupèrent autour d'elle, sans qu'elle parût les apercevoir.

— Tu es triste, ma Jeanne bien-aimée? dit Joseph en lui posant doucement une main sur l'épaule.

Elle tressaillit.

— Triste! moi? s'écria-t-elle en relevant la tête; pourquoi serais-je triste? Je ne suis pas triste, Joseph.

— Jeanne, sais-tu, dit Christophe, qu'il y a bien long-temps que nous ne sommes allés à la pêche?

— La pêche m'ennuie, dit-elle.

— Et la chasse? demanda Jean. Quand irons-nous battre ensemble nos champs et nos guérets?

— La chasse m'ennuie, dit Jeanne.

— Ce matin, après ton départ, nous avons reçu, ajouta Joseph, un ballot de livres et de romances.

— La chasse, la pêche, les livres et les romances, tout cela m'ennuie, répéta Jeanne.

Les trois frères se regardèrent d'un air découragé.

—Voyons, dit Christophe; as-tu quelque désir qui nous ait échappé, quelque fantaisie que nous ayons négligé de satisfaire, quelque caprice que nous n'ayons pas su deviner?

— Peut-être, reprit Jean, n'es-tu pas satisfaite des dernières parures qui sont arrivées de Paris?

— Si ton manchon d'hermine te déplaît, s'écria Christophe, il faut nous l'avouer.

— Je gagerais, moi, s'écria Jean en se frottant les mains, qu'elle a envie d'un nouveau cachemire?

— D'un cheval arabe? dit Christophe.

— D'un fusil à deux coups? demanda Jean.

— D'un épi de diamans?

— D'une paire de pistolets?

A chacune de ces questions, Jeanne secouait la tête d'un petit air dédaigneux et boudeur.

— Mais, mille millions de tonnerres! s'écria Christophe aux abois, que te faut-il? de quoi as-tu envie? Quoi que ce soit, je te le donnerai, dussé-je pour cela remonter sur le brick *la Vaillance* et faire à moi seul la guerre au monde entier! Parle, commande, ordonne; veux-tu que j'apporte tous les trésors de l'Inde à tes pieds?

— As-tu envie d'une étoile du firmament? s'écria Jean, qui ne voulut pas se laisser vaincre en générosité; j'irai la demander pour toi au Père éternel, et, s'il refuse, je la décrocherai du bout de mon épée, et reviendrai te la mettre au front.

Joseph dit à son tour en se penchant vers Jeanne :

— Si tu voulais à ta ceinture une des fleurs qui croissent sur la cime des Alpes, enfant, j'irais te la chercher.

A toutes ces questions, la jeune fille était restée muette, et ne semblait pas pressée de répondre, quand tout d'un coup elle se leva, le front pâle, l'œil étincelant.

— Entendez-vous! entendez-vous! cria-t-elle.

Elle courut, ouvrit une fenêtre qui donnait sur la mer, et tous quatre demeurèrent immobiles, le regard plongé dans l'abîme.

Après quelques minutes d'un lugubre silence, une pâle lueur blanchit la crête des vagues, et presque en même temps un coup de canon retentit.

II.

Avant d'être ce qu'ils sont aujourd'hui, seigneurs du Coët-d'Or, en pays breton, les Legoff n'étaient qu'une pauvre famille de pêcheurs, vivant tant bien que mal sur la côte. En 1806, cette famille se composait du père Legoff, de sa femme et de quatre fils, taillés en Hercule, bien portant et toujours affamés, sauf le plus jeune, qui tenait de sa mère une nature délicate, que raillaient volontiers les trois autres. Tous trois l'aimaient d'ailleurs, et s'ils se riaient de la faiblesse de leur jeune frère, ils la protégeaient au besoin, de telle sorte que les enfans du village ne se frottaient guère au petit Legoff, qui avait toujours à sa disposition trois gaillards dont les bras n'y allaient pas de main morte. Dans les premiers jours de 1806, l'aîné partit pour l'armée. Ce fut au mois de novembre de la même année que parut le décret du blocus continental, daté du camp impérial de Berlin. A cette nouvelle, le chef de la famille s'émut. Il était brave, entreprenant, familier avec la mer; les deux fils qui lui restaient, il comptait pour rien le dernier, avaient l'ardeur aventureuse de leur âge. Aidé d'un armateur de Saint-Brieuc, il obtint des lettres de marque, arma le corsaire *la Vaillance* et se prit à battre l'Océan, en compagnie de ses deux fils et de quelques hommes de bonne volonté qu'il avait recrutés à Bignic et aux alentours. Le métier était bon; les Legoff le firent en conscience, c'est-à-dire sans conscience aucune. On se souvient encore, dans le pays, d'un malheureux brick danois que ces enragés saisirent et déclarèrent de bonne prise, sous prétexte d'une douzaine d'assiettes de porcelaine anglaise qui s'y trou-

vaient très innocemment. Mais alors on n'y regardait pas de si près, ou plutôt on y regardait de trop près.

Grace à la délicatesse de leurs procédés, les Legoff purent, en moins de quelques mois, désintéresser l'armateur de Saint-Brieuc et pirater pour leur propre compte. Pendant ce temps, le petit Legoff, il se nommait Joseph, achevait de grandir près de sa mère, pieuse femme d'un esprit simple et d'un cœur honnête, qui l'élevait dans l'amour de Dieu et des pratiques de l'église. D'une autre part, le curé de Bignic, qui avait pris Joseph en grande affection à cause de son humeur douce et facile, aimait à l'attirer au presbytère et à développer les dispositions naturelles qu'il avait observées en lui. C'est ainsi que le petit Legoff devint le phénix de son endroit; non-seulement il savait lire, écrire, calculer, mais encore il savait un peu de latin, cultivait les lettres, et s'occupait de théologie. Il chantait au lutrin, et le bruit courait à Bignic qu'il n'était pas étranger aux belles choses que M. le curé débitait le dimanche au prône. Le secret désir de sa mère était qu'il entrât dans les ordres, elle en toucha même quelques mots à son mari; mais le père Legoff, qui, quoique Breton, avait eu de tout temps quelques tendances voltairiennes, ayant nettement déclaré qu'il ne voulait pas de *calotin* dans sa famille, la bonne femme dut renoncer à la plus chère de ses ambitions.

Cependant le corsaire rentrait souvent au port, et n'y rentrait jamais que chargé de dépouilles opimes. Il arriva qu'en 1812 le père Legoff eut une étrange distraction. Pour fêter une des captures les plus importantes qu'il eût faites jusqu'à ce jour, maître forban avait réuni à sa table les meilleurs marins de son bord. Ce fut un festin formidable. L'amphitryon y donna lui-même l'exemple de la sobriété; il but comme une éponge, et s'enivra si bien, que neuf mois plus tard la bonne dame Legoff, un peu confuse, accoucha d'un cinquième fils, qui fut baptisé sous le nom d'Hubert. La pauvre femme ne se releva pas de ce dernier effort. Après avoir traîné quelque temps une vie languissante, elle rendit l'ame entre les bras de Joseph, qui se trouva seul au logis pour l'assister à sa dernière heure. En l'absence de son père et de ses frères, Joseph garda la maison et surveilla l'enfance du nouveau venu avec toute sorte de soins et de tendresse.

Enfin, en 1815, le père Legoff et ses deux fils, Christophe et Jérôme, se décidèrent à jouir paisiblement du fruit de leurs conquêtes. Ils réalisèrent leur fortune, achetèrent le Coët-d'Or, espèce de vieux

château perché sur la côte, à un quart de lieue de Bignic, et s'y retirèrent avec Joseph, le petit Hubert et cinquante mille livres de rente. Depuis la déroute de Russie, on n'avait pas eu de nouvelles de Jean, l'aîné de la famille, et l'on avait tout lieu de croire qu'il avait succombé dans ce grand désastre. Les Legoff se consolaient en voyant le dernier-né pousser à vue d'œil. Mais il y avait à peine deux ans que ces braves gens étaient installés dans leur bonheur, lorsqu'un coup terrible les frappa. Le vieux pirate se plaisait à faire de petites excursions en mer avec son plus jeune fils. Un jour que leur chaloupe avait gagné le large, un ouragan furieux s'éleva, et dès-lors on n'entendit plus parler ni du père ni de l'enfant; tous deux furent engloutis par les flots.

On peut juger du désespoir des trois frères; rien ne saurait peindre la désolation de Joseph, qui, ayant élevé lui-même son jeune frère, le regardait comme son enfant. Le ciel leur réservait une indemnité. A quelque temps de là, un soir qu'ils étaient assis tous trois devant la porte de leur habitation, et qu'ils s'entretenaient tristement de la perte récente, un pauvre diable s'approcha d'eux, mal vêtu, presque nu-pieds, appuyé sur un bâton d'épine. Une barbe épaisse cachait à moitié son visage; bien que jeune encore, il semblait courbé sous le fardeau des ans. Les trois frères le prirent d'abord pour un mendiant, et Joseph s'apprêtait à lui donner l'aumône. Lui cependant, après les avoir contemplés en silence, leur dit d'une voix émue : — Ne me reconnaissez-vous pas? — A ces mots, six grands bras s'ouvrirent pour le recevoir. C'était Jean qui revenait du fond de la Russie, où on l'avait retenu prisonnier. On lui conta tout d'abord ce qui s'était passé durant son absence; aussi la joie du retour fut-elle mêlée d'amertume.

Voici donc nos quatre frères réunis sous le même toit, riches, heureux, n'ayant plus qu'à jouir d'une fortune qui ne doit rien qu'à l'Angleterre; sous ce même ciel qui les a vus naître pauvres et grandir nécessiteux à l'abri du chaume rustique, les voici dans un vieux château seigneurial, maîtres de céans, rois sur cette côte, le long de laquelle ils jetaient autrefois leurs filets et récoltaient le goëmon. Toutefois l'ennui ne tarda pas à les visiter, ni leur intérieur à devenir moins aimable qu'on ne se plairait à l'imaginer.

Comme trois rameaux violemment détachés de leur tronc, Christophe, Jérôme et Joseph ne s'étaient pas relevés du désastre qui avait emporté d'un seul coup la souche et le rejeton de la famille. Cette sombre demeure, que n'égayait plus la verte vieillesse du père ni

l'enfance turbulente du dernier né, était devenue morne et désolée comme un tombeau. En perdant le petit Hubert, le logis avait perdu la seule grace qui l'embellissait. Les trois frères aimaient cet enfant; Joseph surtout le chérissait d'une tendresse peu commune. Hubert était leur jouet, leur distraction, en même temps que leur espoir. Point portés vers le mariage, voués au célibat par raison autant que par goût, ils avaient mis tous trois sur cette blonde tête l'avenir de leur dynastie. Ils s'étaient reposés sur lui du soin de perpétuer leur race. Quels beaux projets n'avait-on pas formés autour de son berceau! Quels doux rêves n'avait-on pas caressés, le soir, aux lueurs de l'âtre, tandis que le bambin grimpait aux jambes du vieux corsaire, ou qu'il s'endormait doucement entre les bras du bon Joseph! De quels soins on se promettait d'entourer sa jeunesse! Quelle éducation on lui réservait! Unique héritier de ses frères, à quel riche et brillant parti ne pourrait-il pas prétendre un jour! Beaux projets et doux rêves balayés par un coup de vent! Pour comprendre la douleur des Legoff, il faut savoir quel abîme de deuil et de tristesse est dans une maison le vide d'un berceau; il faut avoir pleuré sur le bord d'un de ces nids froids et silencieux qu'on a vus pleins de gazouillemens, de joyeux ébats et de frais sourires.

La présence inespérée de Jean éclaircit ces teintes funèbres. La joie de se revoir, la surprise de Jean, qui avait laissé une chaumière et qui rentrait dans un château, le bonheur des trois frères en retrouvant leur aîné, qu'ils avaient cru mort; puis, de part et d'autre, les récits merveilleux, les causeries intimes, les épanchemens fraternels, tout ne fut d'abord qu'ivresse, enchantement. Christophe et Jérôme racontèrent leurs prouesses et quelle terrible guerre ils avaient faite au commerce anglais; Jean raconta ses campagnes et l'histoire de sa captivité. Joseph les écoutait, car il était le seul qui n'eût rien à conter. Tout alla bien durant quelques mois. Jérôme et Christophe étaient de francs marins, Jean était un franc soldat; bons compagnons tous trois, ayant les mêmes goûts, les mêmes sympathies, les mêmes opinions politiques. Cependant, élevés dans le travail, taillés pour la lutte, habitués de bonne heure aux périls d'une existence aventureuse, jeunes tous trois et pleins de vigueur, ils durent en arriver bientôt à se ressentir du malaise qu'engendrent nécessairement chez les organisations de cette trempe le repos et l'oisiveté. C'étaient de braves et honnêtes natures, mais rudes et grossières, incapables de suppléer l'activité du corps par celle de l'intelligence. Les jours étaient longs et longues les soirées. Leur curiosité

une fois satisfaite, ils ne surent trop que devenir ni qu'imaginer pour abréger la durée des heures. Bignic est un assez misérable village, qui ne leur offrait aucune ressource; Saint-Brieuc ne les attirait guère. N'étant gens ni d'imagination ni de fantaisie, ils se trouvèrent tout aussi embarrassés de l'emploi de leur richesse qu'ils l'étaient de l'emploi de leur temps. Ils avaient gardé la modestie de leurs goûts et la simplicité de leur ancienne condition. Leurs repas n'étaient guère plus somptueux que par le passé; le linge et l'argenterie étaient complètement inconnus sur leur table. L'élégance de leurs vêtemens répondait au luxe de leur service; ils usaient moins d'habits que de vestes, plus de sabots que de souliers. Quant au château, c'était un abominable bouge. Abandonné durant plus de vingt ans, les murs en étaient humides, les plafonds effondrés, les lambris rongés par les rats. Toutes les cheminées fumaient; pas une croisée, pas une porte ne fermait. Les Legoff, en s'y venant installer, s'étaient bien gardé de rien changer à un si charmant intérieur; c'est à peine s'ils avaient osé remplacer par du papier huilé les carreaux qui manquaient à toutes les fenêtres. Quelques meubles de première nécessité grelottaient çà et là dans de vastes salles froides et sans parquet. Joseph, qui avait des instincts distingués, et à un haut degré le sentiment de l'ordre et de l'harmonie, qui manquait essentiellement à ses frères, s'était efforcé de mettre la maison sur un pied plus convenable; mais on l'avait prié brutalement de garder pour lui ses avis, ce qu'il avait fait sans murmurer, avec sa résignation habituelle. Ce n'était pas que ces braves gens fussent avares, bien loin de là; seulement, nés dans la pauvreté, ils manquaient complètement d'un sens qu'on pourrait appeler le sens de la fortune. Ce qu'il y avait de plus triste dans l'arrangement de leur vie, c'est que, pour se venger du temps où ils n'avaient pas d'autres serviteurs que chacun ses deux bras, ils s'étaient avisés de prendre une demi-douzaine de domestiques, qui se trouvaient, en réalité, n'avoir d'autre occupation que celle de voler leurs maîtres. C'était le seul tribut qu'ils payassent à cet orgueil de parvenus, à cette vanité de paraître, qui atteignent toujours sur quelque point les meilleurs esprits. C'était aussi le seul moyen qu'ils eussent de se convaincre eux-mêmes du changement de leur condition, car, à vrai dire, ils n'en avaient pas d'autres révélations que le bruit que faisait cette valetaille et le pillage qu'elle exerçait dans la maison.

L'oisiveté les jeta dans l'ennui; l'ennui les poussa naturellement dans la voie des distractions vulgaires. Ils se mirent à boire, à fumer,

à jouer aux cartes; leur demeure devint peu à peu une espèce de taverne, point de réunion de tous les mauvais garnemens du pays. Christophe et Jérôme attirèrent les anciens marins de leur bord; Jean recruta tous les vieux grognards qu'il put découvrir à dix lieues à la ronde; chaque jour, on put voir au Coët-d'Or l'armée de terre et l'armée de mer fraterniser le verre à la main. Encore, s'ils s'en étaient tenus à fraterniser! Mais ainsi qu'il arrive à coup sûr entre gens désœuvrés, la désunion s'était glissée entre le soldat et les deux marins. Bien qu'il fût revenu de ses campagnes dans un assez piètre équipage, Jean avait pris tout d'abord des airs de vainqueur et de conquérant : bavard, hableur par excellence, affectant des prétentions au fin langage et aux belles manières, profondément pénétré du sentiment de son importance, il n'avait pas attendu longtemps pour en accabler ses deux frères. A l'entendre, il avait vécu dans l'intimité de l'empereur, qui ne pouvait se passer de lui et le consultait dans les circonstances difficiles. Ajoutez à tant d'impudence qu'il ne se gênait point pour témoigner à ses frères le peu d'estime qu'il faisait du métier qui les avait enrichis, ni pour leur donner à entendre qu'ils n'étaient, à tout prendre, que des pirates et des voleurs. Jérôme et Christophe commencèrent par se dire que leur aîné abusait quelque peu de leur crédulité; ils finirent par s'indigner de le voir trancher du grand seigneur, dans ce château où il n'avait eu que la peine d'entrer, où il était entré sans habits, presque sans souliers. Un beau jour, la guerre éclata. Jean ne disait pas précisément aux corsaires qu'ils n'étaient que des mécréans ayant vingt fois pour une mérité la corde ou les galères; Christophe et Jérôme ne disaient pas précisément au soldat qu'il n'était qu'un va-nu-pieds qui mendierait son pain, si ses frères ne se fussent chargés du soin de lui gagner des rentes. Mais ces petits complimens réciproques étaient toujours implicitement renfermés dans les débats qu'ils entamaient, sous prétexte de décider laquelle des deux l'emportait sur l'autre, de l'armée ou de la marine, et qui devait céder le pas, du drapeau ou du pavillon. A voir l'acharnement qu'ils y mettaient, on eût dit d'une part Jean Bart et Duguay-Trouin, de l'autre Turenne ou le grand Condé, se disputant l'honneur d'avoir sauvé la France. Christophe et Jérôme se vantaient de tous les exploits de la marine française et reprochaient à Jean tous les désastres qui avaient amené la chute de l'empire; à son tour, Jean prenait sur son compte toutes les victoires de l'empereur et accusait ses frères de toutes les défaites que la France avait essuyées sur les flots. On comprend aisément

quel échange de gracieusetés devait entraîner une pareille polémique, entre gens qui maniaient la parole avec autant d'aménité qu'ils en mettaient autrefois à jouer de la carabine et de la hache d'abordage. Mais c'était surtout lorsqu'ils se trouvaient en présence, Christophe et Jérôme avec leurs anciens corsaires, Jean avec les débris de la grande-armée qu'il était parvenu à ramasser de côté et d'autre, c'était surtout alors que ces discussions, échauffées par le vin, par l'eau-de-vie et par la fumée, enfantaient des luttes véritablement homériques. Ces séances orageuses débutaient toujours par une tendre fraternité : on commençait par porter des toast à la gloire de l'empereur, à la ruine de l'Angleterre; on s'embrassait, on buvait à pleins verres; mais il ne fallait qu'un mot pour rompre ce touchant accord. A ce mot, jeté dans la conversation comme une étincelle dans une poudrière, les passions rivales s'allumaient, éclataient, et, l'ivresse aidant, arrivaient à des tempêtes qui couvraient parfois la voix de l'Océan. Les marins battaient les soldats à Waterloo, les soldats battaient les marins à Aboukir. De chaque côté, on criait, on brisait les verres, on se lançait de temps en temps les bouteilles vides à la tête, et cela durait jusqu'à ce que vainqueurs et vaincus roulassent sous la table ivres-morts.

Or, Joseph vivait dans cet antre, comme un ange dans un repaire de damnés. A le voir sous le manteau de la cheminée, avec ses cheveux blonds et son doux visage, dans une attitude triste et songeuse, tandis que ses frères, assis autour d'une table chargée de verres et de bouteilles, jouaient, s'enivraient, fumaient et juraient, n'eût-on pas dit en effet un ange d'Albert Dürer dans une kermesse de Teniers, contemplant d'un air de mélancolique pitié la joie bruyante des buveurs? Imaginez encore un daim dans une tanière de loups, un ramier dans une aire de vautours. D'ailleurs, il n'assistait guère à ces scènes d'orgie que pour tâcher d'intervenir entre les partis, lorsque l'ivresse étant à son comble, on en venait à se jeter l'injure et les flacons au nez. Parfois il réussissait à calmer ces emportemens; plus souvent il en était victime, heureux alors lorsqu'on se contentait de lui faire avaler de force quelque verre de rhum ou qu'on l'envoyait coucher en le poussant par les épaules.

A part ces incidens, qui n'auraient été que burlesques sans le spectacle affligeant qui les accompagnait, la vie de Joseph s'écoulait pleine de calme et de recueillement. Il s'était arrangé, dans la partie la plus élevée de la tour, un nid d'où l'on ne voyait, d'où l'on n'entendait que les flots. Rien n'y respirait le luxe ou l'élégance, mais un gra-

cieux et poétique instinct s'y révélait en toutes choses. Les murs étaient cachés par des cadres de papillons et de scarabées, par des rayons chargés de livres, de minéraux, de plantes desséchées et de coquillages. Au-dessus du lit, blanc et modeste comme la couche d'une vierge, pendaient un christ d'ivoire et un petit bénitier surmonté d'un rameau de buis. Près du chevet, un violoncelle dormait debout dans son étui de bois peint en noir. Une table couverte de palettes de porcelaine occupait le milieu de la chambre. Tous les meubles étaient de noyer, mais si propres et si luisans, qu'on pouvait aisément s'y mirer. Une natte des Indes étendait sur le carreau son fin tissu de joncs. Le plafond, remplacé par une glace sans tain, que les goëlands effleuraient parfois du bout de leurs ailes, laissait voir la voûte céleste, tantôt bleue, tantôt voilée de nuages. C'était dans ce réduit que Joseph partageait ses jours entre l'étude, la lecture, les arts et les exercices pieux. Il aimait les poètes et composait lui-même dans la langue de son pays de chastes poésies, suaves parfums qu'il ne confiait qu'aux brises marines. Il jouait du violoncelle avec ame et peignait avec goût les fleurs qu'il cultivait lui-même. L'amour divin suffisait aux besoins de son cœur, et c'était au ciel que remontaient les trésors de tendresse qu'il en avait reçus. Jamais aucun désir n'avait altéré la sérénité de ses pensées; jamais aucune image décevante n'avait troublé la limpidité de son regard; tous ses rêves s'envolaient vers Dieu. Il ne manquait jamais d'aller, le dimanche, entendre la messe et les vêpres à Bignic. On l'adorait au village et aux alentours, au rebours de ses frères, qu'on n'aimait pas, à cause de leur fortune qu'on enviait, et dont l'origine, au dire de quelques-uns, faisait plus d'honneur à leur courage qu'à leur probité. Joseph lui-même n'était pas là-dessus sans quelques remords. Il avait poussé les scrupules jusqu'à consulter le curé de Bignic, pour savoir s'il pouvait, sans démériter de Dieu, accepter la part de butin qui lui revenait dans la succession de son père, ajoutant qu'il y renoncerait et qu'il vivrait de son travail avec joie, plutôt que de s'exposer à offenser son divin maître; ce qu'il aurait fait à coup sûr, si le vieux pasteur, ne l'en eût détourné en l'exhortant toutefois à sanctifier son héritage par de bonnes œuvres, et à rendre aux pauvres ce que son père avait pris aux riches. Pour en agir ainsi, Joseph n'avait pas attendu l'exhortation du bon pasteur; les malheureux le bénissaient. Sur l'emplacement de la cabane où il était né, il avait fait élever une chapelle et y avait fondé à perpétuité douze messes par an pour le repos de l'ame de son père. Il avait aussi fondé à Bignic une école

primaire et un hospice de dix lits pour les marins infirmes et les pauvres pêcheurs. On pense bien qu'une si pieuse vie lui attirait au logis des sarcasmes sans fin, surtout de la part de Jean, qui, en sa qualité d'ex-caporal de la grande armée, faisait profession de ne croire ni à Dieu ni au diable. A la longue, ces tendances irréligieuses ayant gagné Christophe et Jérôme, Joseph dut se voir en butte à toutes les plaisanteries de bord et de corps-de-garde que les trois frères purent imaginer. Par exemple, ils n'avaient pas de plus grand bonheur que de lui faire manquer l'heure de la messe, ou bien de chanter devant lui des chansons qui n'étaient pas précisément des cantiques, ou bien encore de l'amener, par quelque ruse plus ou moins ingénieuse, à manger de la viande un vendredi. Ils se vengeaient ainsi de sa supériorité, qu'ils subissaient sans se l'avouer, tout en refusant de la reconnaître. Ils l'aimaient au fond et n'auraient pas souffert qu'on touchât à un seul cheveu de sa tête; seulement ils lui en voulaient, à leur insu, de ne se point ennuyer comme eux. Rien ne les irritait surtout comme de le surprendre un livre à la main. Jean le traitait alors de caffard, les deux autres de pédant et de cuistre. Un jour, ils avaient profité de son absence pour s'introduire dans sa chambre, avec l'intention de jeter au feu tous ses livres; mais en reconnaissant, suspendus comme des reliques au-dessus du chevet de Joseph, la caline de flanelle et le mantelet d'indienne que portait autrefois leur mère, ces barbares avaient été saisis d'un religieux respect, et s'étaient retirés confus, sans avoir osé mettre leur projet à exécution. Joseph supportait avec une patience angélique toutes les avanies qu'il plaisait à ses frères de lui infliger. Son plus grand chagrin était de ne plus pouvoir attirer au château le vieux curé de Bignic, qu'il aimait et qu'il vénérait. Il avait dû renoncer au bonheur de le recevoir, sous peine de l'exposer aux spirituelles railleries que le terrible caporal ne lui aurait point épargnées.

Cependant le désordre allait croissant. Jean, Christophe et Jérôme en étaient arrivés à perdre toute réserve et toute retenue, et le Coët-d'Or à ressembler exactement à un cabaret un jour de foire; il n'y manquait qu'un bouchon à la porte. On y tenait table ouverte et on s'y grisait du matin au soir, quelquefois même du soir au matin. La meilleure partie des revenus de la maison s'écoulait en vins et en liqueurs de toute sorte; en même temps, on y jouait gros jeu, si bien que ce saint lieu faisait le double office d'auberge et de tripot. Les domestiques imitaient leurs maîtres, et la cuisine avait

ses saturnales aussi bien et mieux que l'antique Rome. Bref, au bout de quelques mois, la place n'était plus tenable, et Joseph, après avoir essayé à plusieurs reprises, et toujours vainement, de ramener ses frères dans une meilleure voie, songea sérieusement à se retirer de cet enfer pour aller vivre seul au village voisin. Toutefois, avant de se décider à prendre un parti qui n'eût pas manqué de déconsidérer ses frères et d'attirer sur eux le mépris des honnêtes gens, il voulut tenter un dernier effort et tâcher encore une fois de rendre ces malheureux à de plus louables sentimens. Il alla trouver d'abord le curé de Bignic, et, après s'être consulté avec lui sur les plaies de son intérieur, il revint avec un remède qu'il ne s'agissait plus que de proposer et de faire agréer à ces ames malades.

Long-temps il hésita; il savait d'avance que de répulsion il allait rencontrer, que d'antipathies il aurait à combattre. Cependant, c'était le seul remède à tant de maux, la seule chance de salut qui restât à ces égarés. Mais comment les gagner à son avis? Par quel charme soumettre et amollir ces esprits rebelles et ces cœurs endurcis? Un soir enfin, il pensa que l'heure propice était venue. C'était un soir d'automne. Tous quatre se tenaient assis devant une flamme claire et joyeuse, Joseph silencieux et songeur comme de coutume, les trois autres pâles, souffrans, et un peu honteux d'une abominable orgie qu'ils avaient consommée la veille. On les avait relevés ivres-morts pour les porter chacun dans son lit, et, bien qu'ils eussent un estomac à digérer l'acier et un front habitué depuis long-temps à ne s'empourprer que des feux de l'ivresse, ils se sentaient doublement mal à l'aise, et quand Joseph tournait vers eux son doux et limpide regard, la rougeur leur montait au visage. Joseph, qui les observait, pensa donc, avec raison peut-être, que c'était le cas ou jamais de risquer sa proposition. Après avoir prié Dieu de l'inspirer et de le soutenir, au moment où Christophe, Jérôme et Jean secouaient la cendre de leurs pipes et se préparaient à s'aller coucher, le 15 octobre de l'année 1818, à la neuvième heure du soir, Joseph prit la parole, et, d'une voix qu'il s'efforça de rendre ferme :

— Mes frères, dit-il, nous menons une triste vie, triste devant Dieu, triste devant les hommes. Que dirait notre sainte mère, si elle était encore au milieu de nous? Quelle doit être sa douleur, toutes les fois que du haut du ciel elle abaisse les yeux sur ses fils!

A ce début, ils restèrent silencieux et confus, car, au milieu de leurs égaremens, ils avaient gardé pour le souvenir de leur mère un profond sentiment d'amour et de vénération. Jean fut bien tenté de

répondre par quelque impiété; mais Christophe le prévint et lui dit d'un ton brusque :

— Jean, respecte ta mère; elle valait mieux que nous.

— Mes frères, reprit Joseph avec plus d'assurance, c'est surtout par nos actions qu'il conviendrait d'honorer sa mémoire. Hélas! si Dieu nous la rendait, pourrait-elle reconnaître en nous ces enfans qu'elle avait élevés dans l'accomplissement rigoureux de tous les devoirs de la pauvreté? Jérôme, est-ce toi? dirait-elle de cette douce voix dont l'harmonie vibre encore dans nos cœurs; est-ce toi, mon bien-aimé Christophe? est-ce toi, Jean, mon premier-né, l'enfant de ma prédilection, le premier fruit qui fit tressaillir mes entrailles? Est-ce mes quatre fils que je retrouve ainsi, eux qui promettaient de grandir pour être un jour l'orgueil et la consolation de ma vieillesse?

Jean mordit sa moustache rousse, Jérôme et Christophe se détournèrent pour essuyer leurs yeux du revers de leur main. Ils avaient du bon; il faut dire aussi que leur estomac, qui se ressentait encore des excès de la veille, les disposait merveilleusement bien à l'attendrissement et au repentir. Ce sont les lendemains d'orgie qui ont fait les anachorètes.

— C'est vrai, dit Christophe, nous vivons comme des sacripans. C'est ce gueux de Jean qui nous a infestés des habitudes de sa vie des camps.

— Halte là! s'écria Jean; à l'armée nous étions cités, l'empereur et moi, pour notre tempérance. C'est Jérôme, c'est Christophe qui m'ont inoculé les mœurs infâmes de leur vie de bord.

— Voici donc, mes frères, s'écria Joseph en les interrompant, voici à quel point nous en sommes venus! à nous accuser les uns les autres de nos vices et de nos désordres. Il fut un temps où nous vivions unis, sans querelles et sans discordes, simples et contens comme de braves enfans du bon Dieu. Nous étions pauvres alors, mais le travail remplissait nos jours, et chaque soir nous nous endormions dans la joie de nos ames et dans la paix de notre conscience.

Encouragé par le silence de l'assemblée, Joseph fit une peinture énergique et fidèle de ce qu'était l'intérieur du Coët-d'Or depuis la mort du chef de la famille; il mesura l'abîme dans lequel s'étaient plongés ses frères; il leur dévoila l'avenir qui les attendait, s'ils persistaient dans leurs égaremens; il leur prédit la honte et la ruine de leur maison. Il s'exprimait avec une conviction douloureuse. Christophe et Jérôme l'écoutaient d'un air humble : Jean, lui-même, ne

cherchait plus à cacher son émotion; tous trois entrevoyaient avec épouvante à quel degré d'abaissement ils étaient descendus. Lorsqu'il se vit maître de son auditoire, dès qu'il comprit qu'il tenait ces trois hommes comme trois grains de sable dans sa main, Joseph s'avança d'un pas plus confiant et plus sûr vers le vrai but de sa harangue.

— Mes frères, poursuivit-il, nous ne sommes pas tombés si bas qu'il nous soit interdit de nous relever. D'ailleurs, il n'est pas d'abîmes d'où la main du Seigneur ne puisse tirer les malheureux qui tendent vers lui leurs bras suppliants.

— Que veux-tu que nous devenions? dit Christophe avec tristesse. Nous aurons beau tendre nos bras : nous ne sommes pas des savans comme toi, nous autres; l'ennui nous dévore et nous tue.

— Je ne suis pas un savant, Christophe, et plus d'une fois j'ai subi les atteintes du mal qui vous ronge et qui vous consume. J'ai mûrement réfléchi là-dessus. Ce qui nous tue, mes frères, c'est l'absence d'un devoir sérieux qui nous rattache à l'existence, c'est l'égoïsme, c'est l'isolement, c'est qu'en un mot nous ne sommes pas une famille. La famille est comme un arbre éternel et sacré dont le tronc nourrit les rameaux, dont les rameaux communiquent à leur tour la vie à des pousses nouvelles, destinées elles-mêmes à rendre plus tard la sève qu'elles auront reçue. Nous ne sommes, nous autres, que des branches séparées de leur tige, sans racines dans le passé, sans rejetons dans l'avenir. Nous ne tenons à rien, et rien ne tient à nous. Nous ne vivons que par nous et pour nous, mauvaise vie dont nous portons la peine. Dites, ô mes amis, dites si, aux heures de dégoût et de lassitude, vous n'avez jamais rêvé un intérieur plus calme et plus honnête? Dites, mes frères, si, dans l'ivresse même de vos plaisirs, vous n'avez jamais aspiré à des joies plus pures, à des félicités plus parfaites? Souvenez-vous, Christophe, vous aussi, souvenez-vous, Jérôme, du temps où notre jeune frère remplissait nos cœurs d'allégresse. Par son âge et par sa faiblesse, il était moins notre frère que notre enfant. Rappelez-vous quel charme il répandait autour de nous et de quelle grace il égayait notre maison. Vous entendez encore les frais éclats de sa voix joyeuse; vous voyez encore sa bouche souriante et ses bras caressans. Comme nous nous plaisions, le soir, à l'endormir sur nos genoux! comme nous nous disputions ses caresses et sa blonde tête à baiser! Comme Jean eût aimé le suspendre à son cou et sentir ses petits doigts roses lui tirer ses longues moustaches!

— A quoi bon, dit Christophe, réveiller ces souvenirs? Hubert est mort; la mer qui nous l'a pris ne nous le rendra pas.

— Dieu peut nous le rendre, mes frères! s'écria Joseph avec entraînement. Que de fois n'ai-je pas vu dans mes songes une femme, chaste créature, venir s'asseoir à notre foyer! Celui d'entre nous qui l'avait choisie l'appelait du beau nom d'épouse; les trois autres, respectueux et tendres, l'appelaient du doux nom de sœur. Elle entrait grave et sereine, suivie du pieux cortége des vertus domestiques; le bonheur entrait avec elle. Elle avait en même temps la prudence qui dirige, la bonté qui encourage, la raison qui convainc, la grace qui persuade. Sa seule présence embellissait notre demeure. A sa voix, les passions s'apaisaient; elle rappelait l'ordre exilé et resserrait le lien de nos ames. Rêve charmant! bientôt de blonds enfans se pressaient autour de l'âtre, et notre mère, ange du ciel, bénissait l'ange de la terre qui nous faisait ces félicités.

Joseph partit de là pour montrer sous leur jour poétique et réel les salutaires influences qu'exercerait la présence d'une épouse au Coët-d'Or; il employa tous les dons de persuasion qu'il avait reçus du ciel, pour prouver à ses frères combien il était urgent que l'un d'eux se mariât, Jean, Christophe ou Jérôme, car Joseph se mettait tacitement en dehors de la question. Plus chaste que son chaste homonyme des temps bibliques, il n'avait jamais envisagé une autre femme que sa mère, et ses goûts, sa piété, son extrême jeunesse, sa frêle santé, son caractère timide et craintif, le dispensaient si naturellement de descendre dans la lice qu'il ouvrait à ses frères, qu'il ne lui vint même pas à l'esprit de s'en défendre et de s'en expliquer.

Les paroles de Joseph déroulèrent devant les trois frères toute une série d'idées qu'ils n'avaient même pas soupçonnées jusqu'alors. Ils étaient par nature si peu portés vers le mariage, qu'ils ne s'étaient jamais avisés d'y songer. A voir leur surprise, il eût été permis de croire qu'ils avaient jusqu'à ce jour ignoré l'existence du dieu Hymen, et que ce dieu venait de se révéler à eux pour la première fois. De l'étonnement ils passèrent à la réflexion. Les poétiques argumens que Joseph avait développés à l'appui de sa proposition n'avaient guère touché ces trois hommes; mais la perspective des avantages réels et positifs les avait saisis tout d'abord. A parler franchement, ils étaient las et même un peu honteux de la vie qu'ils menaient; ils s'en accusaient réciproquement et ne demandaient pas mieux que d'en sortir. Aussi la harangue de leur jeune frère éveilla-t-elle en eux plus de sympathies qu'on n'aurait dû raisonnablement s'y at-

tendre. Christophe et Jérôme pensèrent que la présence d'une femme au logis imposerait à Jean; de son côté, Jean pensa que la présence d'une épouse au Coët-d'Or apporterait nécessairement un frein aux déréglemens de Jérôme et de Christophe. Joseph, qui avait compté sur une vive opposition, dut être surpris à son tour de voir avec quelle faveur on accueillait sa proposition.

Ce fut le caporal qui rompit le premier le silence.

— Joseph a raison, dit-il; il est certain que, si l'un de nous prenait une maîtresse femme qui s'entendît aux soins du ménage, les choses ici n'en iraient pas plus mal; nos domestiques ont changé le Coët-d'Or en un coupe-gorge; nous sommes volés comme au coin d'un bois.

— Sans compter, ajouta Jérôme, que, lorsque nous serons vieux et malades, nous ne serons pas fâchés de trouver à notre chevet une petite mère qui nous soigne et nous fasse de la tisane.

— Et puis, s'écria Christophe, ce sera gentil de voir une femme trotter, comme une souris, dans la maison. Ensuite viendront les bambins; ça crie, ça rit, ça pleure, et, comme dit Joseph, ça vous distrait toujours un peu.

— Ajoutez, dit Jean, que, s'il ne nous pousse pas un héritier, à la mort du dernier survivant notre fortune retourne à l'état.

— C'est pourtant vrai! s'écrièrent à la fois Christophe et Jérôme avec un mouvement de stupeur.

— Décidément, reprit Jean, ce petit Joseph a eu là une excellente idée. D'ailleurs une femme au logis est toujours bonne à quelque chose; ça va, ça vient, ça veille à tout.

— Ça raccommode le linge, dit Christophe.

— Et ça donne des héritiers, ajouta Jérôme en se frottant les mains.

— Est-ce entendu? s'écria le caporal.

— Entendu! répondirent les deux marins.

Jean se leva d'un air solennel, et, s'adressant à Joseph, qui triomphait en silence et craignait seulement que ses frères ne voulussent se marier tous trois :

— C'est une affaire arrêtée, lui dit-il; il faut que tu sois marié dans un mois.

— Je te donne mon consentement, dit Christophe.

— Et moi, dit Jérôme, ma bénédiction.

A ces mots, le pauvre Joseph devint pâle comme la mort. Il voulut se récrier, mais la soirée était avancée; les trois frères levèrent brus-

quement la séance et se retirèrent chacun dans sa chambre, laissant Joseph sous le coup de foudre qu'il venait lui-même d'attirer sur sa tête.

A partir de ce jour, les trois Legoff ne lui laissèrent pas un instant de répit. Vainement il objecta ses goûts, ses habitudes, sa nature timide, ses vœux de chasteté, sa santé délicate, sa constitution débile, Christophe, Jérôme et Jean se montrèrent impitoyables. Après l'avoir harcelé et traqué comme une bête fauve, ils l'attaquèrent par ses bons sentimens; ils lui donnèrent à entendre qu'il tenait leur salut entre ses mains, et qu'il en répondrait désormais devant Dieu et devant les hommes. Ils le prirent aussi par sa vanité, car, pareille au fluide invisible qui réchauffe le monde et qu'on retrouve partout, dans le silex et jusque sous la glace, la vanité se faufile dans les esprits les moins accessibles; il n'en est pas qui n'en recèle au moins un ou deux grains. Ils lui démontrèrent que, par son éducation autant que par ses manières, il était le seul de la famille qui pût légitimement prétendre à un mariage honorable, en rapport avec leur position. Poussé à bout, il consulta le curé de Bignic, qui lui fit de beaux discours, et lui enjoignit, au nom de Dieu, de se sacrifier pour les siens. Dès-lors, Joseph n'hésita plus; il se décida, nouveau Curtius, à se jeter, pour sauver ses frères, dans le gouffre du mariage qu'il avait lui-même imprudemment ouvert sous ses pas.

En ce temps-là, aux alentours de Bignic, dans une ferme isolée qu'elle faisait valoir, vivait seule, sans parens, sans amis, Mlle Maxime Rosancoët. C'était une austère et pieuse fille de trente-deux ans; elle avait quelque fortune, elle avait eu jadis quelque beauté. Il n'est point rare de trouver ainsi, en Bretagne, des filles de bonne maison qui se retirent dans leur ferme, aimant mieux vieillir et mourir dans le célibat que mésallier leur cœur et leur esprit. Comme celle-ci allait, tous les dimanches, entendre la messe à Bignic, Joseph avait fini par la remarquer; et comme elle était la seule femme qu'il eût remarquée durant sa vie entière, qu'en outre elle avait dans la contrée une grande réputation de sainteté et de bienfaisance, quand il fut question pour lui du choix d'une épouse, Mlle Rosancoët dut nécessairement se présenter à l'esprit de notre héros. Il avait été décidé au Coët-d'Or qu'on laisserait à la victime la liberté pleine et entière de choisir l'instrument de son supplice. Joseph ayant nommé Mlle Rosancoët, ils allèrent tous quatre la demander en mariage. Ce fut Jean qui porta la parole; mais, voyant qu'il s'embarrassait dans ses phrases, Jérôme l'interrompit et raconta

simplement l'histoire, tandis que Joseph, rouge commn un coquelicot et les yeux baissés, ne savait à quel saint se vouer. Jérôme s'exprima comme un franc marin qu'il était. Mlle Rosancoët mêlait à ses idées religieuses des instincts d'abnégation et de dévouement. Elle avait entendu parler des Legoff en général, de Joseph en particulier. L'étrangeté de la proposition ne l'effaroucha point; il faut dire aussi que le curé de Bignic, que Joseph avait consulté en ceci comme en toutes choses, s'était déjà mêlé de cette affaire, et qu'il avait eu, quelques jours auparavant, un long entretien à ce sujet avec la plus pieuse et la plus docile de ses ouailles. Bref, Mlle Maxime Rosancoët, après avoir entendu Jérôme, tendit à Joseph sa main et consentit à quitter sa ferme pour aller vivre au Coët-d'Or. On prit jour, séance tenante, pour la signature du contrat, et Joseph, en se retirant, osa baiser le bout des doigts de sa fiancée.

Chemin faisant, tandis que Jean prodiguait à Joseph des encouragemens et des consolations :

— Comment la trouves-tu? dit Jérôme à Christophe.

— Et toi? demanda Christophe à Jérôme.

— Point jeune, sacrebleu!

— Point belle, mille tonnerres!

— C'est une vieille frégate désemparée, dit l'un.

— Un vieux brick échoué sur les rivages de l'éternité, dit l'autre.

— Il a fait là un joli choix, notre ami!

— Que le diable l'emporte! s'écria Christophe. Je parierais que cette péronnelle va nous faire damner au logis.

Ainsi causant, ils arrivèrent au Coët-d'Or. On s'occupa sans plus tarder de tout disposer pour recevoir dignement la reine de céans. On fit blanchir les murs à la chaux, poser des vitres aux fenêtres et des carreaux où le parquet manquait. Le premier tailleur et le premier bijoutier de Saint-Brieuc furent appelés : on commanda les habits de noces, et Joseph choisit pour sa future une magnifique parure de perles fines. Il s'efforçait de faire bonne contenance; mais plus l'heure fatale approchait, plus le jeune Legoff devenait mélancolique et sombre. Il négligeait ses livres, son violoncelle et jusqu'à ses pieux exercices, pour aller seul errer sur la grève, le front baissé, les yeux mouillés de larmes.

Cependant le jour de la signature du contrat arriva. Dès le matin, Jean, Christophe et Jérôme étaient sur pied, vêtus chacun d'un superbe habit noir, et le cou emprisonné dans l'empois d'une cravate blanche. Tous trois avaient un air passablement railleur et gogue-

nard. Quand l'heure fut venue de se rendre à la ferme de Mlle Rosancoët, on appela Joseph, qui n'avait point encore paru; Joseph ne répondit point. On le chercha : point de Joseph! Faut-il le dire? au moment décisif, il avait senti son courage fléchir, ses forces chanceler. Il s'était échappé le matin, après avoir laissé dans sa chambre quelques lignes touchantes, par lesquelles il annonçait à ses frères qu'il n'avait pas l'énergie de consommer le sacrifice. Il les priait de lui pardonner et promettait de ne jamais reparaître devant leurs yeux. A cette nouvelle, le soldat et les deux marins se regardèrent d'abord d'un air consterné, puis éclatèrent en transports de rage et de colère. Le cas, à vrai dire, était embarrassant. Les paroles étaient engagées; depuis plus d'un mois, il n'était question que de ce mariage dans tout le pays. Il s'agissait de sauver l'honneur des Legoff et de ne point porter atteinte à la réputation d'une Rosancoët. Mais que faire et comment s'y prendre? C'est ce qu'aucun d'eux ne put imaginer.

— Je ne sais qu'un moyen, dit Jean en se frappant le front.

— Lequel? demandèrent à la fois les deux frères.

— C'est qu'un de vous deux, répliqua Jean, remplace Joseph et épouse la demoiselle. En fin de compte, celui qui s'y résignera ne sera pas trop à plaindre; entre nous, c'est un assez beau brin de femme.

— Puisqu'elle te plaît, que ne t'en arranges-tu? dit Christophe.

— Pourquoi pas Jérôme? répondit Jean.

— Pourquoi pas Christophe? riposta Jérôme.

— Pourquoi pas Jean? s'écria Christophe.

Chacun d'eux avait une excuse. Jean faisait valoir les rhumatismes qu'il avait gagnés en Russie, Jérôme un coup de sabre, Christophe un coup de feu, qu'ils avaient reçus l'un et l'autre à leur bord. Ainsi, durant près d'une heure, ils se renvoyèrent la pauvre fille comme une balle ou comme un volant, non sans accompagner cet exercice de blasphèmes contre Joseph, ni sans appeler sur sa tête toutes les malédictions de l'enfer. Cependant le temps fuyait : Mlle Rosancoët attendait.

— Eh bien! s'écria Jean, que le sort en décide!

Aussitôt dit, aussi fait. Chacun écrivit son nom sur un carré de papier qu'il roula entre ses doigts, puis qu'il déposa dans la casquette de Christophe. Cette opération achevée, les trois frères croisèrent leurs mains droites sur l'urne fatale, et chacun s'engagea par serment à se soumettre sans murmurer à l'arrêt du destin. Jérôme ayant

glissé deux doigts dans la casquette que Jean tenait à demi fermée, il en tira, non sans hésiter, un carré de papier qu'il déroula lui-même en tremblant. Une sueur froide inondait son visage. De leur côté, Christophe et Jean n'étaient guère plus rassurés; mais, tout d'un coup, en entendant Jérôme pousser un rugissement de tigre blessé, ils se prirent à rire, à chanter et à danser, comme deux cannibales, autour de la victime que venait de désigner le sort. Jérôme espérait que Mlle Rosancoët refuserait de consentir à une substitution. Il en arriva tout autrement. L'austère fille était aussi jalouse de sa bonne renommée que les Legoff de leur honneur; elle aima mieux accepter la main de Jérôme que de prêter au ridicule et aux sots propos que les méchans ne lui auraient pas épargnés. On signa le contrat; les bans furent publiés, et, à quelque temps de là, Jérôme Legoff et Mlle Maxime Rosancoët échangèrent leur anneau au pied des autels. Joseph manqua seul à la cérémonie. Le fuyard n'avait point reparu.

Le lendemain de ce grand jour, entre sept et huit heures du matin, l'époux se promenait seul, sur la côte, d'un air sombre et préoccupé. Il pensait que, si Joseph lui tombait jamais sous la main, il lui couperait les deux oreilles. Ce ne fut qu'au bout de deux mois que Joseph osa reparaître au Coët-d'Or. Durant ces deux mois, qu'il avait passés en proscrit dans les villages environnans, Joseph était devenu diaphane. En le voyant si pâle, si maigre et si chétif, Jérôme consentit à l'épargner; mais il déclara devant sa femme qu'il ne pourrait jamais lui pardonner.

D'ailleurs, ce mariage n'eut pas les bons résultats qu'on en attendait. Mme Jérôme n'avait rien de ce qui peut embellir un intérieur. Aux qualités qu'elle possédait, il manquait la grace et le charme. Elle ne réalisa ni les rêves poétiques de Joseph, ni les espérances des trois autres : elle réforma la maison, mais ne la rendit pas plus aimable. Jean disait que rien n'était changé, et qu'il n'y avait qu'un hibou de plus au logis. Grave, austère, un peu sèche, et même un peu revêche, comme presque toutes les femmes qui ont passé leur jeunesse dans la dévotion et dans le célibat, elle gouverna son ménage avec une sévérité dont son mari fut la première victime. Elle proscrivit la pipe et garda la clé de la cave. Il en résulta que Jean, Christophe et Jérôme lui-même désertèrent peu à peu le Coët-d'Or, pour aller à Bignic boire et fumer à leur aise. Ils commencèrent par s'observer assez pour pouvoir rentrer au gîte sans trahir l'emploi de leurs journées : ils ne tardèrent pas à s'oublier, et il arriva qu'un soir Jérôme se présenta devant sa femme dans

un déplorable état. Mme Legoff se plaignit amèrement, et demanda si c'était là ce qu'on lui avait promis, lorsqu'elle avait consenti à quitter sa retraite pour venir s'établir au Coët-d'Or. Quoi qu'elle pût dire, Christophe et Jean n'en reprirent pas moins le cours de leurs habitudes; mais Jérôme, troublé par les remontrances de sa femme moins encore que par les reproches de sa propre conscience, se voua résolument au culte des vertus domestiques. On le vit renoncer brusquement au tabac et à la boisson, et accompagner assidûment Mme Legoff à l'église. Pour prix de sa conversion, il fut atteint, au bout de quelques mois, d'une profonde mélancolie qui se changea bientôt en un sombre marasme. Il perdit l'appétit, et devint, en peu de temps, jaune et maigre comme un hareng saur. Il passait des jours entiers au coin du feu, dans une attitude affaissée, sans qu'il fût possible de lui arracher une parole ni même un regard. Il n'y avait que la présence de Joseph qui parvînt à le distraire. Jérôme l'avait pris en une telle aversion, qu'il ne pouvait plus l'apercevoir sans entrer dans d'horribles colères, au point que Joseph avait dû se résigner à ne plus paraître devant lui.

C'est là qu'en étaient les choses, lorsqu'on apprit au Coët-d'Or qu'un officier de la marine anglaise se permettait de tenir, à Saint-Brieuc, des propos outrageans sur l'origine de la fortune des Legoff. Christophe ne fit ni une ni deux. Il courut à la ville, insulta l'officier anglais, et prit jour avec lui pour une rencontre. A cette nouvelle, Jérôme sortit de son apathie; le dégoût de l'existence lui inspira une résolution désespérée. Sans en rien dire autour de lui, il prévint Christophe de vingt-quatre heures, et, assisté de deux témoins, logea une balle dans le flanc de l'Anglais, qui lui rendit politesse pour politesse, car tous deux tombèrent en même temps, mortellement atteints l'un et l'autre. Jérôme fut rapporté au Coët-d'Or, presque sans vie, sur un brancart. Près d'expirer, il ouvrit de grands yeux, et s'écria : « Je me suis marié pour Joseph, et me suis fait tuer pour Christophe. » Sa femme et ses frères pleuraient autour de lui. Après quelques instans de silence, il tendit la main droite à Christophe, et lui dit : « Je te remercie. » Puis il tendit la main gauche à Joseph en disant : « Je te pardonne. » Et là-dessus il expira. On persuada à Mme Legoff que son mari, dans le trouble des derniers momens, avait pris sa main droite pour sa main gauche.

Mme Jérôme suivit de près son mari dans la tombe. Elle mourut en donnant le jour à une fille qu'elle confia solennellement à la garde de Joseph et de ses deux frères. A son heure dernière, cette femme

épancha sur la tête de son enfant et sur les mains de Joseph tous les flots de tendresse qu'elle avait soigneusement comprimés jusqu'alors. Il est ainsi des cœurs qui ne se révèlent qu'au moment suprême, pareils à ces vases qui ne répandent qu'en se brisant les parfums recélés dans leur sein. Elle inonda sa fille de larmes et de baisers; elle appela sur ce petit être la protection de ses trois frères. Sa parole était grave et solennelle. Près de s'envoler, l'ame projetait un lumineux reflet sur cette pâle figure d'où la vie allait se retirer. Lorsqu'elle eut exhalé son dernier souffle, Joseph prit l'enfant entre ses bras et le présenta à Christophe et à Jean, qui jurèrent chacun de veiller sur elle avec l'affection d'un père. A quelques jours de là, l'orpheline fut baptisée à Bignic. En sa qualité de parrain, Jean lui donna le nom de sa patrone; mais Christophe voulut qu'elle portât en même temps le nom du brick sur lequel les Legoff avaient fait fortune, et c'est ainsi qu'elle fut inscrite sur les registres sous les deux noms de Jeanne et de Vaillance.

Dès-lors on put voir au Coët-d'Or un spectacle étrange et touchant. Ce que n'avaient pu faire ni les prières de Joseph, ni le mariage de Jérôme, ni la présence d'une grave épouse, une petite fille blanche et rose le fit par enchantement. Sur le bord des deux tombes qui venaient de s'ouvrir sous leurs yeux, Christophe et Jean avaient déjà senti leurs mauvaises passions chanceler; ils les virent s'abattre et s'éteindre peu à peu au pied d'un berceau. Ces deux hommes en arrivèrent sans efforts à toutes les puérilités de l'amour; ils rivalisèrent de maternité avec Joseph, et ce fut un spectacle touchant en effet de les voir tous trois penchés sur ce nid de colombe, épiant les premiers gazouillemens et les premiers battemens d'ailes. L'enfant grandit; avec elle grandit l'affection des trois frères. C'était une belle enfant, vive, pétulante, pleine de vie et de santé, portant bien le nom que lui avait donné Christophe. Chez elle toutefois, le caractère viril n'excluait aucun charme; à peine échappait-elle au berceau qu'elle avait déjà le gracieux instinct des coquetteries de la femme. Cet instinct, où l'avait-elle pris? C'est ce que nul ne saurait dire. Le lis sort blanc et parfumé d'une bulbe noire et terreuse; le papillon sort de sa chrysalide étincelant d'or et d'azur. Elle s'éleva en pleine liberté, dans le robuste sein d'une âpre et sauvage nature. Le soleil de la côte et le vent de la mer brunirent la blancheur de son teint; sa taille s'élança, ses membres s'assouplirent, elle poussa svelte et vigoureuse, comme la tige d'un palmier. Christophe et Jean la formèrent aux exercices du corps, Joseph prit la direction de son cœur

et de son esprit. Les deux premiers la bercèrent avec de belliqueux récits; le troisième lui inspira le goût de l'étude et des arts. Christophe la familiarisa avec les jeux de l'Océan, Jean avec l'équitation et les armes; Joseph surveilla l'épanouissement de cette jeune intelligence. Il en tempéra la fougue aventureuse et s'appliqua de bonne heure à modifier les mâles tendances que Jean et Christophe se plaisaient à développer en elle. Il n'y réussit qu'à demi; mais Jeanne était douée d'une distinction native et d'une instinctive élégance qui, à défaut de Joseph, auraient combattu victorieusement les influences d'un entourage vulgaire. Non-seulement elle ne prit rien de son oncle le marin et de son oncle le soldat, mais ce fut elle au contraire qui les embellit d'un reflet de ses graces. Au contact de cette aimable créature, leurs mœurs s'adoucirent, leurs façons s'ennoblirent un peu, et leur langage s'épura. Elle ne fut d'abord entre leurs mains qu'un jouet précieux et adoré; un sentiment de respect et de déférence se mêla insensiblement à l'expression de leur tendresse. Ce qu'il y eut de plus étrange, c'est que cette tendresse éveilla tout d'abord en eux ce sens de la fortune dont nous parlions tout à l'heure, et qui leur avait manqué jusqu'alors. Pour eux, ils ne changèrent rien à la simplicité de leurs habitudes; mais, pour leur nièce, ils eurent toutes les vanités, toutes les fantaisies du luxe, toutes les perceptions du bien-être. Enfant, ils l'avaient enveloppée de langes à humilier la fille d'un roi; plus tard, pour parer sa chambre, ils s'épuisèrent en folles imaginations et en dépenses extravagantes. Paris envoya ses meubles les plus recherchés, ses plus riches étoffes; rien ne sembla trop beau ni trop ruineux pour égayer la cage d'un oiseau si charmant. Le reste à l'avenant; ils firent pleuvoir sur elle les diamans, les bijoux; le velours, la soie, la dentelle, arrivèrent par ballots au Coët-d'Or. Le goût et l'à-propos ne présidaient pas toujours à ces prodigalités; mais Joseph se chargeait d'en corriger les excentricités, et d'ailleurs Jeanne préférait aux parures dont on l'accablait la robe d'indienne avec laquelle elle courait sur les brisans et les brins de bruyères en fleurs qu'elle tressait dans ses cheveux.

A quinze ans, Jeanne était l'orgueil du Coët-d'Or. Elle tenait de Dieu l'intelligence et la bonté, de Joseph la chaste réserve d'une fille pieuse et charmante, de Christophe et de Jean l'ardeur et l'intrépidité d'une Amazone. Avec Joseph, elle cultivait les lettres et les arts; avec Jean, elle montait à cheval, tirait le pistolet, chassait le lièvre dans les landes; avec Christophe, elle pêchait le long de la côte, et courait la mer sur une yole légère comme le vent. Mais c'é-

tait toujours à Joseph qu'elle revenait de préférence. Il avait été, il était encore son maître en toutes choses. Il avait mis à parer son esprit autant d'amour et de soin qu'en mettaient Jean et Christophe à parer sa beauté naissante. Il lui avait enseigné ce qu'il savait de peinture et de musique; ils lisaient ensemble les poètes, et, durant les beaux jours, étudiaient dans les champs l'histoire des insectes et des fleurs. Pendant les soirées d'hiver, l'enfant se mettait au piano, Joseph prenait son violoncelle, et tous deux exécutaient de petits concerts, tandis que les deux autres, assis au coin du feu, écoutaient dans un ravissement ineffable. Jeanne jouait sans talent, elle chantait sans beaucoup d'art ni de méthode; mais elle avait une voix fraîche, un goût pur, un sentiment naïf : on l'écoutait comme on écoute les fauvettes, sans se demander si elles chantent bien ou mal; on se sentait charmé, sans savoir comment ni pourquoi. Elle avait ainsi dans toute sa personne un charme indicible que Christophe et Jean subissaient en esclaves amoureux de leur chaîne. L'affection de Joseph semblait plus grave et plus réfléchie. Jeanne était, dans la plus large acception du mot, ce qu'on est convenu d'appeler une enfant gâtée : fantasque, volontaire, mobile comme l'onde, elle avait tous les caprices d'une reine de quinze ans. Joseph la grondait bien parfois, mais c'était, dans le fond de son cœur, une adoration qu'on pourrait comparer à celle des anges aux pieds de la Vierge. Cette ame tendre et poétique avait enfin rencontré une jeune sœur à son image; le ramier n'était plus seul au nid; le daim avait trouvé sa compagne.

Quant à l'affection du marin et du soldat, ce devint un culte insensé. Les mères elles-mêmes n'auraient pas de mot pour exprimer un semblable délire. Enfant, ils l'avaient bien aimée; mais quand ces deux hommes qui n'avaient eu jusqu'à présent aucune révélation de la beauté, de la grace et de l'élégance, virent sous leur toit, à leur foyer et à leur table, une jeune et belle créature, élégante et gracieuse, aimable autant que belle, vivant familièrement de leur vie, tendre, caressante, rôdant autour d'eux, et leur rendant en cajoleries de tout genre les attentions qu'ils avaient pour elle, ces deux hommes en perdirent la tête, et leur amour, exalté par l'orgueil, ne connut plus de bornes ni de mesure. Toutefois, ils l'aimaient surtout, parce que c'était sa blanche main qui les avait tirés tous deux du gouffre des passions honteuses. Ils se plaisaient à établir de mystérieux rapports entre cette enfant et l'ancien brick dont elle portait le nom. L'un avait été l'arche de leur fortune; l'autre était devenue, pour ainsi dire, l'arche de leur honneur. Il leur semblait

qu'en portant le nom du vieux corsaire, Vaillance ennoblissait et purifiait la source de leurs richesses. Cet amour prit à la longue tous les caractères de la passion, et ce furent de part et d'autre des jalousies et des rivalités qui remplirent le Coët-d'Or de coquetteries adorables. Jaloux de Joseph, Jean et Christophe étaient en même temps jaloux l'un de l'autre. Les vieilles haines du drapeau et du pavillon s'étaient réveillées; mais la jeune fille avait un art merveilleux pour faire à chacun sa part et tenir la balance des amours-propres dans un parfait équilibre; elle appelait Christophe son oncle l'amiral, et Jean son oncle le colonel. Une lutte inavouée n'en existait pas moins entre eux. Chacun se tenait à l'affût pour surprendre les fantaisies de Jeanne; ils la questionnaient en secret et usaient de mille ruses pour se vaincre mutuellement en munificence. Voici par exemple ce qui arriva pour le quinzième anniversaire de la naissance de Vaillance.

Plusieurs mois auparavant, Christophe et Jean s'étaient consultés entre eux pour savoir ce qu'ils donneraient à leur nièce à l'occasion de ce solennel anniversaire. — Toute réflexion faite, avait dit Jean, cette fois, je ne donnerai quoi que se soit à Jeanne. Sa dernière fête m'a ruiné. D'ailleurs l'enfant n'a besoin de rien. Je me réserve pour l'année prochaine. — Puisqu'il en est ainsi, s'était écrié Christophe, je suivrai ton exemple, frère Jean. Vaillance a plus de bijoux et de chiffons qu'il n'en faudrait pour parer toutes les femmes de Saint-Brieuc. Ses dernières étrennes ont mis ma bourse à sec. Je m'abstiendrai comme toi, et nous verrons l'an prochain. — C'est le parti le plus sage, avait ajouté Jean. — Nous avons fait assez de folies, avait ajouté Christophe. — Eh bien! c'est entendu, avait dit Jean; nous ne donnerons rien à l'enfant pour son quinzième anniversaire. — C'est convenu, avait dit Christophe.

Le grand jour étant arrivé, Jeanne, qui avait compté sur de magnifiques présens, s'étonna de voir ses oncles venir l'embrasser les mains vides. Il n'y eut que Joseph qui lui offrit un bouquet de fleurs écloses au premier souffle du printemps. Cependant Christophe riait dans sa barbe, et Jean avait un air de satisfaction diabolique. Sur le coup de midi, voici qu'un haquet, traîné par un cheval et chargé d'une immense caisse, s'arrêta devant la porte du Coët-d'Or. On transporte la caisse dans une des salles du château, et tandis qu'on en brise les planches et que la jeune fille rôde à l'entour en se demandant avec anxiété quelle merveille va sortir des flancs du monstre de sapin, Christophe et Jean se frottent les mains et se regardent l'un l'autre

à la dérobée et d'un air narquois. Enfin, les planches croulent, le foin est arraché; il ne reste plus que la toile d'emballage qui cache encore le trésor mystérieux. Jeanne est pâle, immobile; l'impatience et la curiosité agitent son jeune cœur. Christophe et Jean l'observent tous deux avec complaisance. Bientôt la toile crie sous les ciseaux qui la déchirent, le dernier voile tombe, la jeune fille bat des mains, et Christophe et Jean triomphent chacun de son côté.

C'était un beau piano d'ébène à filets de cuivre, d'un travail exquis, d'un goût charmant, d'une richesse merveilleuse. Jeanne, qui n'avait eu jusqu'à ce jour qu'un méchant clavecin acheté à Saint-Brieuc, dans une vente publique, demanda lequel de ses oncles elle devait remercier d'une si aimable surprise.

A cette question, chacun d'eux prit un air de modeste vainqueur.

— C'est une bagatelle, disait Jean.

— C'est moins que rien, disait Christophe.

— Ce n'est pas la peine d'en parler, ajoutait le premier.

— Cela ne vaut pas un remercîment, ajoutait le second.

— Enfin, mes oncles, qui de vous est le coupable? s'écria Jeanne en souriant, car c'est le moins que je l'embrasse.

— Puisque tu le veux... dit Christophe.

— Puisque tu l'exiges... dit Jean.

— Eh bien! c'est moi, s'écrièrent-ils à la fois, en ouvrant leurs bras à Vaillance.

A ce double cri, ils se tournèrent brusquement l'un vers l'autre.

— Il paraît, dit Christophe, que notre frère Jean veut rire.

— Il me semble, répliqua Jean, que notre frère Christophe est en humeur de plaisanter.

— Je ne plaisante pas, dit Christophe.

— Et moi, dit Jean, je ne ris guère.

Le fait est qu'ils n'avaient envie de rire ni l'un ni l'autre. Les yeux de Christophe lançaient des flammes; hérissés et frémissans, les poils roux de la moustache du soldat semblaient autant d'aiguilles menaçantes prêtes à sauter au visage du marin irrité.

— Mes oncles, expliquez-vous, dit la jeune fille, qui, non plus que Joseph, ne comprenait rien à cette scène.

— Je soutiens, s'écria Christophe, que c'est moi, Christophe Legoff, ex-lieutenant du brick *la Vaillance*, qui donne à ma nièce le piano que voici.

— Et moi, j'affirme, s'écria Jean, que c'est moi, Jean Legoff,

ex-officier de la grande armée, qui donne à ma nièce le piano que voilà.

— Comment, mille diables! s'écria Christophe en serrant les poings, un piano qui me coûte mille écus!

— Mille écus que j'ai payés, répliqua Jean avec assurance.

— J'en ai le reçu, dit Christophe.

— Le reçu? je l'ai dans ma poche! s'écria Jean en tirant une lettre qu'il ouvrit et qu'il mit sous le nez du marin, tandis que celui-ci dépliait un papier qu'il mettait sous le nez du soldat.

Heureusement un second haquet venait de s'arrêter devant la porte du château, et, au plus fort de la dispute, les serviteurs introduisirent dans la salle une seconde caisse exactement semblable à la première. Dès-lors tout fut expliqué. Christophe et Jean, à l'insu l'un de l'autre, avaient eu la même idée; le même jour, à la même heure, deux pianos à l'adresse de Jeanne étaient arrivés à Saint-Brieuc par deux roulages différens.

— Ah! traître, dit Christophe en s'approchant de Jean; tu devais ne rien donner! tu te réservais pour l'année prochaine!

— Et toi! maître fourbe, répliqua Jean; tu prétendais que ta bourse était vide!

— A bon chat bon rat.

— A corsaire corsaire et demi.

Cependant que faire de deux pianos? L'un était d'ébène, l'autre de palissandre, tous deux également riches, admirablement beaux tous deux. Christophe vantait celui-ci et Jean exaltait celui-là; entre les deux long-temps Jeanne hésita. Il se fût agi pour Jean et pour Christophe d'un arrêt de vie ou de mort, que leurs angoisses n'auraient été ni moins vives ni moins poignantes. Pour contenter à la fois son oncle l'amiral et son oncle le colonel, la jeune fille décida qu'on porterait dans sa chambre le piano de palissandre, et qu'on laisserait au salon le piano d'ébène.

Ainsi passait le temps. Afin qu'aucun des caractères de la passion ne manquât à l'amour de ces hommes pour cette enfant, cet amour, sans s'en douter, en était arrivé, même dans le cœur de Joseph, à un naïf et monstrueux égoïsme. Jamais il ne leur était venu à l'esprit que cette jeune fille pût avoir d'autres destinées à remplir que de distraire et d'occuper leurs jours. Ils croyaient ingénument que cette fleur de grace et de beauté ne s'était épanouie que pour embaumer leur maison. Telle était en ceci leur aveugle sécurité, qu'ils

n'avaient même pas abordé l'idée que ce trésor pût leur échapper. Jeanne, de son côté, ne semblait pas se douter qu'il y eût sous le ciel des êtres plus aimables que ses trois oncles, ni une existence plus délicieuse que celle qu'on menait au Coët-d'Or. Bignic était pour elle le centre du monde; ses rêves n'allaient pas au-delà de la distance que son cheval pouvait mesurer en une demi-journée. Jamais elle n'avait tourné vers l'horizon un regard ardent et curieux; elle n'avait jamais entendu dans son jeune sein ce vague murmure qui s'élève au matin de la vie, pareil au bruissement mystérieux qui court dans les bois aux blancheurs de l'aube. L'activité d'une éducation presque guerrière l'avait préservée jusqu'à présent du mal étrange, nommé la rêverie, qui tourmente l'oisive jeunesse. Son imagination dormait: ce fut une imprudence de Jean et de Christophe qui l'éveilla.

Nous l'avons dit, Christophe et Jean étaient moins jaloux l'un de l'autre qu'ils ne l'étaient tous deux de leur frère. Quoi que pût faire la jeune fille pour cacher les préférences de son cœur, et quoi qu'ils pussent eux-mêmes imaginer pour se les attirer, ils comprenaient que Joseph était préféré et ne se faisaient point illusion là-dessus, bien que ce fût pour eux un sujet d'étonnement continuel. — C'est inoui! se disaient-ils parfois, Joseph ne lui a jamais rien donné que des fleurs; nous nous sommes ruinés pour elle! Il la gronde souvent et ne craint pas de la reprendre; nous sommes à genoux devant ses défauts! C'est un blanc-bec qui n'a jamais vu que le feu de la cheminée et qui mourra dans la peau d'un poltron; nous mourrons l'un et l'autre dans la peau d'un héros! Eh bien! c'est ce maraud qu'on aime et qu'on préfère! — C'est un savant, ajoutait Christophe en hochant la tête; il a inspiré à Jeanne le goût de la lecture; l'enfant aime les livres, et Joseph lui en prête. — Si Jeanne aime les livres, dit un jour le soldat fatalement inspiré, nous lui en donnerons, un peu plus propres et un peu plus galamment vêtus que les sales bouquins de Joseph. — En effet, dès le lendemain ils écrivirent à Paris, et, au bout de six semaines, en rentrant d'une longue promenade qu'elle avait faite sur la côte, Jeanne trouva dans sa chambre une bibliothèque composée de volumes magnifiquement reliés. C'était, hélas! la boîte de Pandore. Ce fut la perte du repos de Jeanne.

Rien de plus honnête pourtant que cette collection de livres; seulement, comme l'élite des poètes et des romanciers y brillait au premier rang, et que la littérature contemporaine s'y montrait en majorité, c'étaient pour la plupart de très honnêtes empoisonneurs. Jeanne et Joseph lui-même, car il ne put résister à la tentation,

puisèrent avidement à ces sources enivrantes. Ils y perdirent l'un et l'autre la sérénité de leur ame. Bien qu'il eût laissé depuis long-temps derrière lui les rapides années de la jeunesse, Joseph avait le cœur aussi jeune que celui de sa nièce; l'innocence et la chasteté avaient conservé dans son bouton virginal la fleur du printemps de sa vie. Ainsi, jusqu'à présent, ces deux cœurs étaient au même point et s'ignoraient encore; ce furent les mêmes influences qui hâtèrent la floraison de l'un et décidèrent le tardif épanouissement de l'autre.

A la lecture de ces poèmes étranges qui ne ressemblaient en rien à ceux qu'ils avaient lus déjà, à ces lectures passionnées faites en commun, assis l'un près de l'autre, le jour sur le sable fin et doré des baies solitaires, le soir à la lueur de la lampe, Joseph se troubla. Que se passa-t-il en lui? Dieu seul a pu le savoir. Pour Jeanne, elle devint tout à coup inquiète, rêveuse, agitée, passant tour à tour d'une folle gaieté à une sombre mélancolie, sans qu'elle pût se rendre compte de sa joie ou de sa tristesse. Bientôt elle se demanda si le monde finissait à l'horizon, si Bignic était la capitale de l'univers, et si sa vie devait s'écouler tout entière sous le toit enfumé du Coët-d'Or. Vainement ses oncles, pour la distraire, redoublèrent autour d'elle de tendresses et de soins; elle s'irritait de leurs soins et de leurs tendresses. Joseph assista silencieusement à ces premiers troubles du cœur et des sens qui s'éveillent; long-temps il fut seul dans le secret de cette ame qui ne se connaissait pas elle-même. Cependant, à la longue, éclairés par leur égoïsme plutôt que guidés par la délicatesse de leurs perceptions, Jean et Christophe arrivèrent à leur tour à confusément entrevoir la cause du mal qui tourmentait leur nièce. Joseph n'en avait saisi que le côté poétique et charmant; natures moins élevées et médiocrement idéales, Christophe et Jean en saisirent le côté physique et réel. Ces avares comprirent enfin que le trésor qu'ils avaient enfoui dans leur demeure pouvait leur échapper d'un jour à l'autre; ils comprirent que l'oiseau qu'ils avaient mis en cage avait grandi, qu'il avait des ailes, et qu'au premier cri de quelque oiseau voyageur qui l'appellerait dans les plaines de l'air, il s'envolerait à travers les barreaux de sa prison dorée. En un mot, pour nous servir d'un langage moins figuré et plus en rapport avec les idées des deux oncles, ils découvrirent que l'enfant avait seize ans, et qu'un jour viendrait inévitablement où il faudrait songer à la marier.

Or, ils ne se dissimulaient pas que marier Jeanne, pour eux, c'était la perdre. Ils se rendaient justice mutuellement. Jean se disait qu'un

homme que Jeanne aurait choisi ne se déciderait jamais à vivre près d'un être aussi grossier que l'était le forban; Christophe pensait, de son côté, qu'un époux du choix de leur nièce ne consentirait pour rien au monde à mêler son existence à celle d'un personnage aussi mal élevé que l'était son frère le caporal. Ils convenaient ensemble que le Coët-d'Or n'était rien moins qu'un lieu de délices, et que deux tourteraux s'ennuieraient bientôt de roucouler dans un pareil nid. Enfin, en admettant que le jeune ménage se résignât à vivre auprès d'eux, l'égoïsme de leur folle tendresse se révoltait à l'idée que Jeanne, cette fille adorée, leur amour, leur joie et leur orgueil, pourrait cesser d'être leur enfant et passer dans les bras d'un homme qui oserait l'appeler sa femme au nez de Jean et à la barbe de Christophe.

Les choses en étaient là, quand, par un soir d'orage, un coup de canon retentit sur les flots de la mer en courroux.

III.

Les trois frères, suivis de tous leurs serviteurs, coururent aussitôt sur la dune. Ils y trouvèrent les pêcheurs de Bignic, accourus comme eux aux signaux de détresse. Christophe fit allumer de grands feux de distance en distance. A partir du moment où le navire en perdition eut remarqué qu'on répondait à ses signaux et qu'on était à portée de le secourir, il ne cessa point de tirer du canon de trois minutes en trois minutes. Il était si près de la côte, qu'on entendait du rivage, malgré le bruit de la tempête, les cris des matelots et le sifflet du maître qui commandait la manœuvre; mais la mer était trop mauvaise pour qu'on pût mettre aucun bateau dehors, et la nuit si sombre et si épaisse qu'on ne distinguait sur les flots que la lueur qui précédait chaque détonation. On présumait que c'était un bâtiment près de sombrer sous voiles ou bien échoué sur un des bancs de sable assez communs dans ces parages. En effet, au lever du jour, on aperçut, à quelques encâblures de la plage, les vergues d'une frégate engravée dans le sable, et qu'on reconnut, au pavillon, pour appartenir à la marine anglaise. Il y avait des instans où la mer, en se retirant, laissait à découvert tout le corps du navire, d'autres où, revenant sur ses pas avec une incroyable furie, elle l'ensevelissait sous des montagnes écumantes. Le pont semblait désert; le canon ne tirait plus, et déjà les lames avaient jeté plus d'un cadavre sur

la grève. On pouvait supposer que tout l'équipage avait péri, lorsqu'à l'aide d'une longue-vue Christophe s'assura qu'il restait des vivans à bord.

— Allons, enfans! s'écria-t-il en s'adressant aux pêcheurs; il paraît que tout n'est pas fini là-bas. Ce sont des Anglais, c'est vrai; mais lâche est celui qui, pouvant sauver un chien qui se noie, ne lui tend pas une main secourable.

A ces mots, aidé de Jean et de Joseph, il poussa vers la mer une des chaloupes qu'on avait tirées bien avant sur la plage, et lorsque la frêle embarcation fut près d'être soulevée par les vagues :

— Enfans! s'écria Christophe en saisissant une rame de chaque main; pour gagner le navire, et ramener ici ce qui survit de l'équipage, il ne me faut plus que six bras!

— Bien, mon oncle! bien, mon brave Christophe! s'écria Jeanne en l'embrassant avec effusion.

Après avoir passé toute la nuit, debout, à sa fenêtre ouverte, la jeune fille, au lever du jour, était accourue sur la falaise. Elle se tenait près de ses oncles, enveloppée d'un manteau, tête nue, les cheveux au vent.

Cependant nul n'avait répondu à l'appel de Christophe. Quoiqu'un peu calmée, la mer était encore furieuse; pas un des pêcheurs ne bougea.

— Comment, tas de gueux! dit Christophe avec colère, vous restez immobiles et les mains dans vos poches, lorsqu'il y a là-bas des malheureux qui vous appellent! Quoi! sur quinze ou vingt drôles que vous êtes ici, il n'en est pas trois de courage et de volonté!

Les pêcheurs se regardaient entre eux d'un air embarrassé.

— Allez, dit Jeanne avec mépris, ne vous exposez pas plus longtemps au grand air; la bise est froide, vous courriez risque de vous enrhumer. Retournez à Bignic et envoyez-nous vos femmes; elles prendront vos rames, tandis que vous filerez leurs quenouilles. En attendant, à nous quatre, mes oncles! ajouta l'intrépide enfant, prête à sauter dans la chaloupe, les bras de Joseph et les miens ne seront pas d'un grand secours, mais Joseph priera Dieu pour le succès de l'entreprise, et moi, je chanterai pour égayer la traversée.

En voyant chez cette jeune fille tant de résolution, les pêcheurs rougirent de leur pusillanimité, et pour trois qu'avait demandés Christophe, il s'en présenta vingt. Christophe prit trois des plus vigoureux, les arma de rames solides, puis, après avoir embrassé sa nièce et serré la main à ses frères, il s'élanca dans la chaloupe, suivi

de ses trois compagnons. Ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à mettre la barque à flot; enfin une vague terrible la souleva et l'emporta en rugissant.

Les yeux au ciel, les mains croisées sur sa poitrine, Joseph priait avec ferveur. Silencieux et groupés çà et là sur les rochers du rivage, la jeune fille, Jean et les pêcheurs suivaient d'un regard avide les évolutions de la chaloupe, qui apparaissait de loin en loin sur la cime d'une vague pour disparaître presque aussitôt dans un abîme. On eût dit que l'Océan, irrité de tant d'audace, avait redoublé de fureur. Le découragement et l'épouvante se peignaient sur tous les visages; il n'y avait que Jeanne qui gardât encore quelque espoir. Vainement les lames se brisaient à quelques pieds au-dessous d'elle avec un horrible fracas; exaltée par l'héroïsme de Christophe, elle était calme, presque sereine, et, confiante en Dieu, semblait dominer la tempête. Cependant il y eut un instant où un cri de terreur sortit de toutes les poitrines : une énorme voûte d'eau, pareille à un édifice qui s'écroule, venait de s'abattre sur la chaloupe, qu'elle avait, pour ainsi dire, ensevelie sous ses liquides décombres. Il y eut dix minutes de mortelle attente. Enfin un cri de joie retentit sur la plage : la barque avait reparu à une portée de fusil du navire. Ayant appuyé sur l'épaule de son oncle la longue-vue dont on s'était servi déjà une fois, Jeanne colla son œil sur le petit verre de la lunette.

— Jeanne, que vois-tu? lui demanda son oncle le soldat.

Après quelques instans de muette observation :

— Je vois, dit-elle, un bâtiment qui me fait l'effet d'être bien malade : tous les mâts sont brisés; les flots le soulèvent de l'arrière à l'avant comme s'ils voulaient le mettre sens dessus dessous. Il y a des instans où la carène est droite en l'air. — Sur le pont, pas une ame.... Attendez pourtant! Si! je vois un homme, un seul, qui se tient aux bastingages. Les autres auront péri : pauvres gens! — Il fait des signes, — sans doute à Christophe. — On dirait qu'il lui crie de s'en retourner. — Il n'a pas l'air d'avoir peur. — Il est vêtu d'un frac bleu et porte une épée au côté.

— C'est un officier, dit Jean.

— La chaloupe, voici la chaloupe! s'écria-t-elle. Seigneur! elle va se briser contre le flanc du navire... Non, Dieu soit béni! une lame amortit le choc. — On jette un câble à l'officier. — Pourquoi ne se hâte-t-il pas de descendre? qu'attend-il? que de temps perdu! — Il parle à Christophe, Christophe lui répond. Quelle folie! c'est bien de causer qu'il s'agit! — Christophe est en colère, je le devine

à ses gestes; il jure comme un damné; je ne l'entends pas, mais je le parierais. — Bon! il s'élance sur le pont de la frégate, — il prend l'officier à bras le corps, — l'enlève comme une plume et le jette dans la chaloupe, — à son tour il y descend. Que Dieu protége leur retour!

Le retour fut rapide. Le vent et la mer poussaient l'embarcation vers la côte. Lancée par la vague comme une flèche par un arc de fer, elle vint, en moins de quelques minutes, labourer le sable de la plage. A peine Christophe eut mis pied à terre, que Jeanne lui sauta au col et l'embrassa à plusieurs reprises.

— Je suis fière de vous, lui dit-elle avec un sentiment d'orgueilleuse tendresse dont Jean et Joseph purent être un instant jaloux.

— Il n'y a pas de quoi, répondit Christophe, qui pensait n'avoir rien fait que de simple et de naturel. Nous sommes arrivés trop tard et n'avons pu en ramener qu'un seul; encore, mille tonnerres! ce n'aura pas été sans peine, car ce diable d'homme avait décidé qu'il périrait avec sa frégate. Cet enragé a fait plus de façons pour se laisser sauver qu'on n'en fait généralement pour se laisser conduire à la mort. Enfans, ajouta-t-il en s'adressant aux marins qui l'avaient assisté, vous allez nous suivre au château, où l'on aura soin de vous. — Puis, se tournant vers l'officier anglais, il s'apprêtait à l'interpeller, mais il resta muet et respectueux devant la douleur de cet homme.

L'étranger contemplait d'un air sombre les cadavres que la mer avait jetés sur la grève. Il allait à pas lents de l'un à l'autre et les appelait par leur nom. Il en avait nommé plusieurs, quand tout d'un coup il en reconnut un dont la vie sans doute lui avait été particulièrement chère, car aussitôt qu'il l'aperçut, il s'agenouilla près de lui avec un morne désespoir et demeura long-temps à lui parler, comme si le mort avait pu l'entendre.

Tous les témoins de cette scène étaient profondément émus.

— Infortuné! dit Jeanne; il pleure un frère ou un ami.

— Oui, dit Christophe, qui entendait un peu l'anglais, il l'appelle son frère, son ami, son cher et malheureux Albert. Ç'a beau être des Anglais, c'est égal, ç'a vous brise l'ame... Allons, milord, ajouta-t-il en s'approchant de l'officier, vous verseriez toutes les larmes de votre corps que vous ne rendriez pas ces braves gens à la vie. C'est un malheur, mais vous n'y pouvez rien, et, en fin de compte, vous avez fait votre devoir. Je vous tiens pour un homme d'honneur, pour un brave et loyal marin, et, s'il en est besoin, j'irai témoigner pour vous devant le conseil de l'amirauté britannique. Que diable, milord, ayez du courage! on fait naufrage, on échoue, on perd son navire,

cela se voit tous les jours et peut arriver au premier amiral de France ou d'Angleterre; on n'est pas déshonoré pour si peu. L'Océan est notre maître à tous; c'est un mauvais coucheur qui, au moment où on y pense le moins, vous jette brutalement dans la ruelle du lit. Je vous affirme, moi, que vous êtes un homme de cœur, et si nous nous étions rencontrés, voici quelque vingt-cinq ans, sur la mer que voici, à portée du boulet, vous sur votre frégate et moi sur le brick *la Vaillance*, je vous jure que nous nous serions dit bonjour d'une singulière façon.

Christophe ajouta quelques mots pour l'engager à venir au Coët-d'Or; mais l'étranger ne paraissait pas entendre ce qu'on lui disait. Debout, les bras croisés sur sa poitrine, il se tenait immobile, les yeux attachés sur sa frégate, que les flots continuaient de battre à coups redoublés. Il resta long-temps ainsi, sans qu'il fût possible de l'arracher à ce spectacle déchirant. Enfin, sous les assauts incessans de la lame, le corps du navire craqua, s'entr'ouvrit, et, en moins de quelques secondes, les vagues roulèrent sans obstacle sur la place qu'il avait occupée. L'officier pressa sa poitrine avec désespoir, et des larmes silencieuses roulèrent le long de ses joues.

Par un brusque mouvement de pitié, Jeanne et Joseph lui prirent chacun une main. Il abaissa un regard triste et doux sur la jeune fille, puis, sans rien dire, il lui offrit machinalement son bras et se laissa emmener comme un enfant.

On s'achemina vers le Coët-d'Or. Jean et Christophe marchaient en avant; Jeanne les suivait, appuyée sur le bras de l'officier anglais. Joseph était resté sur la grève pour s'occuper des cadavres que la mer y avait jetés. Le trajet fut silencieux. Une fois dans le salon :

— Monsieur, dit Christophe en s'adressant à l'étranger, vous êtes en France, sur les côtes de Bretagne, dans le château des trois frères Legoff. Voici Jean; je suis Christophe; le troisième veille sur vos morts; cette belle enfant est notre nièce bien-aimée. Je ne vous aurais pas sauvé à votre corps défendant que nous n'en serions pas moins disposés à remplir vis-à-vis de vous tous les devoirs de l'hospitalité. Veuillez donc regarder cette maison comme la vôtre, et croire que nous ne négligerons rien pour vous aider à supporter le malheur qui vous a frappé.

— Vous êtes notre hôte, ajouta Jean.

— Nous sommes vos amis, dit Jeanne.

— Nobles cœurs! généreuse France que j'ai toujours aimée! s'écria l'étranger d'une voix attendrie en portant à ses lèvres les doigts de la jeune fille.

Puis, reprenant le flegme britannique, il tendit la main à Christophe, et lui dit :

— Je m'appelle George, officier de marine, ce matin encore capitaine de frégate, au service de l'Angleterre. Vous m'avez sauvé malgré moi; je voulais, je devais mourir à mon bord. Cependant je vous remercie.

— Pour m'exprimer votre reconnaissance, attendez, sir George, que vous ayez goûté de nos vieux vins de France, répliqua Christophe en l'invitant à s'asseoir à une table qu'on venait de servir. Je prétends vous prouver, monsieur, qu'il n'est point de si triste vie qui n'ait encore plus d'un bon côté.

Sir George était épuisé par le besoin autant que par l'émotion. Toutefois, avant de s'asseoir à la place que Christophe lui indiquait, il demanda à se retirer dans la chambre qu'on lui avait préparée à la hâte, mais à l'arrangement de laquelle la prévoyance de Jeanne avait présidé. Lorsqu'il revint, il s'était débarrassé du caban qni recouvrait son uniforme, et avait réparé, autant qu'il l'avait pu, le désordre de sa toilette. Dans le trouble du premier instant, Jeanne n'avait pas songé à remarquer si l'hôte que lui envoyait la tempête était beau ou laid, jeune ou vieux; elle n'avait vu que la douleur, elle n'avait été préoccupée que du désastre de cet homme. D'ailleurs, il eût été difficile alors de pouvoir juger des avantages extérieurs de sir George. Un caban du Levant l'enveloppait tout entier; il avait son chapeau enfoncé sur la tête; ses cheveux humides lui cachaient à moitié le visage; ses mains se ressentaient du rude métier qu'il venait de faire. Lorsqu'il reparut, Jeanne et ses oncles ne purent s'empêcher d'être frappés de sa jeunesse et de son bon air. C'était un grand et beau jeune homme qui pouvait avoir de vingt-cinq à vingt-huit ans au plus; il avait le teint d'une mate blancheur qui faisait ressortir le limpide azur de ses yeux; deux moustaches blondes et fines relevaient fièrement de chaque côté d'une lèvre pâlie par la fatigue, mais qui devait être habituellement fraîche et rose. Ses cheveux blonds et soyeux, négligemment rejetés en arrière, laissaient voir un front dont la tristesse et les ennuis n'avaient point altéré l'albâtre intelligent et pur. Sa taille était souple et mince, l'uniforme lui seyait à ravir. A peine entré, il alla droit à Jeanne et lui offrit gravement, pour la conduire à table, une main blanche et délicate.

— Pardieu! monsieur, s'écria Christophe en le faisant asseoir près de lui, vis-à-vis de sa nièce; vous avez dû rire tout à l'heure quand je vous ai parlé de ce qu'on aurait pu voir dans le cas où mon brick et

votre frégate se seraient rencontrés voici vingt-cinq ans : c'est à peine alors si vous étiez né. Capitaine de frégate, à votre âge! vous n'avez pas perdu votre temps. Et vous vouliez mourir, jeune homme! En vérité, c'eût été dommage, car, pour peu que vous continuiez, vous serez amiral à trente ans.

Sir George ne répondit d'abord que par un pâle sourire; puis il conta dans tous ses détails l'histoire du sinistre qu'il venait d'essuyer. Chargé de protéger les intérêts du commerce anglais sur les côtes de France, il avait été surpris, la veille, par un coup de vent furieux qui, après lui avoir fracassé sa mâture, l'avait jeté sur les haut-fonds semés de rescifs et de bancs de sable qui le séparaient du rivage. Il avait tiré le canon toute la nuit. Vers le matin, un peu avant le lever du jour, comme le bâtiment menaçait à chaque instant de s'entr'ouvrir, on avait mis le canot à la mer; tout l'équipage, peu nombreux d'ailleurs, s'y était précipité, et lui-même se préparait à y descendre, lorsque l'embarcation avait été violemment emportée par les vagues. Aux cris de détresse qui s'étaient tout à coup élevés sur les flots, puis au silence de mort qui les avait suivis, sir George avait compris que le canot avait chaviré, et que c'en était fait de ses marins et de ses amis.

— Oui, s'écria-t-il, je voulais mourir, et, à cette heure encore, dussiez-vous m'accuser d'ingratitude, je regrette que vous m'ayez sauvé! Je voulais mourir, puisque tous les miens avaient péri et que je ne devais plus revoir mon cher Albert, la meilleure partie de moi-même. Je voulais que la mer, qui l'avait englouti, me servît de tombeau, et mon navire de cercueil. Hélas! c'était mon premier commandement, ajouta-t-il en rougissant d'une noble honte. J'aimais ma frégate comme on aime une première amante; elle était pour moi comme une jeune et belle épouse. Il m'eût été doux de périr avec elle.

— Ce langage me plaît, dit Jean, et vous êtes un brave jeune homme, ajouta-t-il en lui tendant la main par-dessus la table. Quant à votre gouvernement, merci! c'est une autre affaire; nous en reparlerons.

— Buvez un coup! s'écria Christophe en lui remplissant son verre; il en est des frégates comme des amantes et des épouses : pour une perdue, on en retrouve dix.

— Cet Albert était votre frère? demanda la jeune fille avec un curieux intérêt.

— Il était mon ami. Les mêmes goûts, les mêmes sympathies, les mêmes ambitions nous avaient rapprochés dès l'enfance. Nous avions

suivi les mêmes études, partagé les mêmes travaux. On connaissait si bien notre amitié, qu'on aurait craint de nous séparer. Où l'un allait, l'autre était sûr d'aller. Que de doux rêves n'avons-nous pas échangés, sur le pont de notre navire, durant les nuits sereines, à la clarté des cieux étoilés! Que d'espérances n'avons-nous pas mêlées et confondues au bruit harmonieux de ces vagues perfides qui devaient si tôt nous désunir! Nous n'avions qu'une volonté, nous n'étions qu'une ame à nous deux. Et cependant il n'est plus, et je vis!

A ces mots, il s'accouda sur la table, et, la tête appuyée sur ses mains, il sembla s'abîmer dans une méditation douloureuse.

— Pauvres jeunes gens! s'écria Jeanne avec un naïf attendrissement.

— Ces Anglais ont du bon, dit Jean en vidant un verre de vin de Bordeaux.

— Il y a d'honnêtes gens partout, dit Christophe.... Voyons, mon capitaine, ajouta-t-il en frappant sur l'épaule de sir George, ne vous laissez point abattre ainsi. Vous êtes jeune, partant destiné à perdre encore bien des frégates et bien des amis. L'homme de mer doit être prêt à tout. Vous savez le proverbe : les femmes et la mer, bien fou est qui s'y fie. Moi qui vous parle, j'en ai vu de sévères. Nous avons un ennemi commun : l'Océan vous a pris un ami; il nous a pris, à nous, notre vieux père et notre jeune frère. Remplissez votre verre; je veux que nous portions un toast à la mémoire de ceux que nous avons aimés.

Sir George se leva, et, près de porter à ses lèvres le verre que Christophe venait de remplir :

— A la mémoire du père et du frère de mon sauveur! dit-il, et puissent descendre sur cette maison hospitalière toutes les bénédictions du ciel!

Jean, Christophe et la jeune fille s'étaient levés en même temps.

— A la mémoire de sir Albert, qui fut l'ami de notre hôte! répliqua Christophe, et puissent descendre dans le cœur de sir George toutes les joies et toutes les consolations de la terre!

— A vous aussi! ajouta l'officier en saluant Jeanne avec une grave politesse; à vous, jeune et belle miss, qui, pour me servir des expressions d'un vieux poète anglais, vous trouvez mêlée à ces souvenirs de deuil comme un myrte en fleurs à la sombre verdure des cyprès!

A ces mots, ils se rassirent tous, et la conversation reprit son cours. Sir George parlait la langue de ses hôtes avec une remar-

quable facilité, et l'accent étranger qu'il y mêlait donnait je ne sais quelle grace à chacune de ses paroles.

Cependant la jeune fille l'observait avec un étonnement qu'on peut imaginer sans peine. Jeanne avait été élevée dans la haine de l'Angleterre. Grace à l'éducation politique que Christophe et Jean avaient donnée à leur nièce, jusqu'alors l'Angleterre n'avait été pour elle que la perfide Albion, la patrie d'Hudson Lowe, une cage de fer dans laquelle l'empereur Napoléon était mort à petit feu, une île d'ogres et d'antropophages, un nid de serpens au milieu des flots. En outre, elle savait, depuis le berceau, que son père avait été tué par un officier de la marine anglaise. Enfin, elle avait naïvement pensé jusqu'ici que tous les marins, excepté dans les poèmes de Byron, juraient, buvaient, fumaient, avaient de larges mains, un gros ventre, une longue barbe, et ressemblaient, en un mot, à l'ex-lieutenant du brick *la Vaillance*. Aussi peut-on se faire aisément une idée du charme imprévu qui entoura tout d'abord à ses regards l'apparition de sir George au Coët-d'Or. Tout en lui la surprenait, tout la jetait dans des étonnemens ingénus qui touchaient presque à l'extase : l'élégance de son langage, la distinction de ses manières, la délicatesse de ses traits, la pâleur de son teint, le bleu de ses yeux et jusqu'à la blancheur aristocratique de ses mains, elle remarquait tout, elle examinait tout avec la chaste curiosité d'une enfant, comme si cet homme n'était pas de la même espèce que Christophe et Jean.

Le repas achevé, sir George alla, sans plus tarder, faire son rapport au consul anglais résidant à Saint-Brieuc. Christophe et Jean l'accompagnèrent et appuyèrent sa déposition de leur témoignage. Ainsi que cela se pratique en pareille occurrence, il fut décidé que sir George attendrait, pour aller se présenter devant le conseil d'amirauté, le départ du premier bâtiment qui ferait voile pour l'Angleterre. D'ici là, le consul lui offrit l'hospitalité; mais, ne voulant point désobliger les Legoff, qui insistaient chaleureusement pour qu'il s'en revînt avec eux, sir George demanda qu'il lui fût permis d'établir sa résidence au Coët-d'Or, où d'ailleurs sa présence était nécessaire pour opérer, s'il y avait lieu, le sauvetage des débris du navire.

Le soir du même jour, une cérémonie touchante eut lieu à Bignic. A la tombée de la nuit, les trois Legoff, Jeanne et leurs serviteurs accompagnèrent sir George au cimetière du village. En marchant le long de la plage, l'officier aperçut les lambeaux de son pavillon que la mer y avait déposés; il les releva, les baisa tristement et les plaça religieusement sur son cœur. Grace aux soins de Joseph, tous les

cadavres ramassés sur la grève avaient été portés dans une fosse commune, creusée à l'angle du cimetière qui touchait de plus près à l'Océan. Le vieux curé avait dit pour eux la messe des morts, sans se soucier de savoir s'ils avaient été durant leur vie catholiques ou protestans. Ce fut lui qui, après les avoir bénis dans leur dernier asile, jeta sur eux la première pelletée de terre; sir George jeta la seconde; puis, quand le fossoyeur eut achevé l'œuvre, au milieu du silence et du recueillement des assistans, sir George planta lui-même sur le sol fraîchement remué qui recouvrait ses frères une croix de bois qu'il avait enveloppée des lambeaux du pavillon anglais. Après leur avoir dit une dernière fois adieu, il s'éloigna à pas lents, et la petite caravane reprit le chemin du château.

Le souper fut court, triste et silencieux, véritable repas des funérailles. D'ailleurs, à part les impressions lugubres qu'ils avaient rapportées, tous les convives étaient harassés. La nuit et le jour qui venaient de s'écouler avaient été rudes et laborieux pour tous. N'étant plus exalté par le sentiment impérieux des devoirs qu'il venait de remplir, sir George se soutenait à peine.

Jeanne était la seule qui ne sentît point de lassitude; chez elle, l'émotion et la curiosité, le charme du nouveau, l'attrait de l'inconnu, avaient triomphé de la fatigue. Retirée dans sa chambre, au lieu de chercher le repos, elle resta long-temps accoudée sur l'appui de sa fenêtre, à contempler le magique tableau qui se déroulait devant elle. La tempête s'était calmée : la lune montait, pleine et radieuse, dans l'azur du ciel rasséréné; l'Océan quittait ses rivages, et, mystérieusement attiré, gonflait son sein encore ému, comme pour aller se suspendre aux lèvres de sa pâle amante. A la même heure, Joseph veillait de son côté, en proie à un malaise et à une oppression qu'il ne savait comment s'expliquer. Ainsi que Jeanne, il avait été frappé de la distinction de sir George; plus d'une fois, durant la soirée, il avait surpris les regards de sa nièce attachés sur le jeune étranger, et il souffrait sans deviner pourquoi.

Jeanne veilla bien avant dans la nuit. Lorsque enfin le sommeil lui eut fermé les paupières, elle vit passer dans ses rêves, sous des traits vagues et confus qu'elle crut pourtant reconnaître, tous les types gracieux que les livres lui avaient récemment révélés.

IV.

Le lendemain, Jeanne se leva avec le jour. Elle ouvrit sa fenêtre; l'air était doux et le ciel pur : le soleil promettait une de ces belles journées d'hiver qui semblent annoncer le retour du printemps. Excepté les serviteurs, tout le monde dormait encore au château. Sous prétexte de tuer le temps jusqu'à l'heure du déjeuner, la jeune fille revêtit son amazone, fit seller son alezan et partit au galop, accompagnée, cette fois, d'Yvon, qui la suivit à cheval, conformément aux ordres que lui avait donnés Joseph depuis la dernière équipée de l'enfant. Elle glissait, vive et légère, le long de la côte. Jamais elle ne s'était sentie à la fois si calme et si joyeuse. Pourquoi? elle l'ignorait et ne se le demandait pas. A quelque distance du Coët-d'Or, elle aperçut de loin sir George, qui, debout et immobile, contemplait avec mélancolie la mer, en cet instant unie comme un miroir. Explique qui pourra les divinations de ces jeunes cœurs! Aucun des serviteurs n'avait vu sortir l'étranger; on pouvait présumer, sans faire tort à sa vigilance, qu'après les fatigues de la veille sir George reposait encore; cependant, à l'insu d'elle-même, Jeanne, en partant, était sûre de le rencontrer. Au bruit du galop qui s'approchait, sir George tourna la tête et vit la jeune fille venir à lui, belle, fière et gracieuse comme la Diana du poète anglais. A quelques pas de l'officier, le cheval qui portait Jeanne se cabra sous la pression presque imperceptible du mors, et demeura immobile au temps d'arrêt.

Après l'échange des politesses obligées en pareille rencontre : — Sir George, dit la jeune fille, vous devez être plus à l'aise sur le pont d'un navire que sur la selle d'un cheval; cependant, s'il ne vous déplaisait pas de faire avec moi un temps de galop, je vous offrirais de prendre la monture d'Yvon et de m'accompagner; nous pousserions jusqu'à Bignic et reviendrions ensemble au château.

A ces mots, Yvon, qui venait de rejoindre sa jeune maîtresse, ayant mis pied à terre, le capitaine de frégate sauta en selle non sans quelque grace, et presque aussitôt les deux coursiers partirent de front et suivirent le sentier étroit qui se dessinait, comme un ruban sinueux, sur la côte. Jeanne remarqua tout d'abord que, pour un officier de marine, sir George était un très agréable cavalier, et qu'il

aurait pu, quant à l'élégance, en remontrer sans peine à l'oncle Jean. Après avoir galopé pendant quelques instans en silence, ils ralentirent le pas de leurs bêtes, et peu à peu se prirent à causer. Jeanne raconta naïvement l'histoire du Coët-d'Or et la façon étrange dont elle avait été élevée. Plus grave et plus réservé, sir George ne conta rien de sa vie; mais il arriva qu'en toutes choses ils avaient les mêmes instincts, les mêmes goûts, les mêmes sympathies. Jeanne n'était point tout-à-fait étrangère à la littérature britannique; sir George avait un peu de littérature française : ils échangèrent leurs idées et leurs sentimens. On ne saurait calculer de combien de passions naissantes les écrivains se sont ainsi trouvés les complices. Les cœurs se rencontrent dans la même admiration, et ce qu'ils n'oseraient se dire l'un à l'autre, c'est le poète qui le chante.

Après avoir gravi une côte assez rapide, ils s'arrêtèrent, pour laisser souffler leurs chevaux, sur un plateau d'où l'on découvrait une vaste étendue de pays : la mer d'un côté, de l'autre, les champs d'ajoncs et de bruyères; ici le clocher élancé de Bignic, là-bas la tour massive du Coët-d'Or. A cette vue, à tous ces aspects, tandis que la jeune fille flattait de la main l'encolure nerveuse de son alezan, sir George avait laissé tomber la bride sur le cou de sa monture, et promenait autour de lui un regard étonné et rêveur. Frappée de l'attitude de son compagnon, Jeanne en demanda la raison.

— Je ne saurais trop vous l'expliquer, jeune miss, répliqua-t-il en ramassant dans sa main la bride de son coursier; mais vous-même, n'avez-vous jamais éprouvé ce que j'éprouve à cette heure? Ne vous êtes-vous jamais surprise à songer qu'avant de revêtir cette enveloppe charmante, vous aviez déjà vécu sur une autre terre et sous d'autres cieux? N'est-il pas des parfums et des harmonies qui réveillent parfois en vous de vagues souvenirs d'une patrie mystérieuse? Me voyant étonné et rêveur, vous demandez ce qui se passe en moi? Ce qui devra se passer en vous, belle enfant, lorsque vous reverrez le ciel. Il me semble reconnaître ces lieux, que je vois cependant pour la première fois; il me semble que mon ame, avant d'animer le corps qu'elle habite aujourd'hui, a jadis erré sur ces grèves désertes et sur ces landes solitaires..... N'ai-je pas, en effet, respiré déjà les âpres parfums de cette sauvage nature? ajouta-t-il en aspirant avec lenteur l'odeur des bruyères et des genêts, mélangée des exhalaisons de la mer. Ainsi, chose étrange! toutes les fois qu'à l'horizon j'ai vu blanchir un rivage inconnu, j'ai senti mon cœur palpiter et mes yeux se mouiller de pleurs; je n'ai jamais touché une terre étrangère sans

être tenté de m'y agenouiller aussitôt et de la baiser avec attendrissement en la nommant ma mère.

— Cette contrée mystérieuse dont nous nous ressouvenons, ce n'est point ici-bas que nous devons la chercher, sir George, dit avec gravité la jeune fille, qui se rappelait les pieuses leçons de Joseph.

— Enfant, vous dites vrai, ajouta George avec tristesse; les malheureux et les exilés n'ont point de patrie sur la terre.

Jeanne comprit qu'il y avait un secret douloureux dans la destinée de son hôte. Elle n'osa point l'interroger; mais leurs regards se rencontrèrent, et, lorsqu'ils rentrèrent au Coät-d'Or, un lien invisible existait déjà entre ces deux ames.

La présence de sir George donna une vie nouvelle au château. Les repas devinrent plus animés; les conversations abrégèrent, en l'égayant, le cours des soirées. Sir George avait beaucoup voyagé, beaucoup vu, beaucoup observé. Sous un flegme apparent, sous un fonds de tristesse réelle, il cachait un cœur prompt à l'enthousiasme, un esprit facile et parfois enjoué. Pour employer les expressions énergiques de Christophe, c'était un Français cousu dans la peau d'un Anglais. Chez lui toutefois, l'expansion et la gaieté étaient tempérées par une longue habitude de réserve et de mélancolie. Il ne parlait jamais de lui, se mettait rarement en scène; mais il racontait avec charme ses voyages en lointains pays. Quoique jeune encore, il avait navigué dans toutes les mers et doublé tous les continens; les glaces de la Norvége, les rives du Bosphore et les bords de l'Indus lui étaient aussi familiers qu'à Jeanne les falaises de l'Océan qui s'étendent du Coät-d'Or à Bignic. Il connaissait le monde ancien aussi bien que le nouveau monde; il avait visité les ruines de la vieille Égypte et les forêts de la jeune Amérique. Il disait en poète ce qu'il avait vu, ce qu'il avait senti; à tous ces récits, le nom d'Albert se mêlait sans cesse, et Jeanne écoutait, comme suspendue aux lèvres de l'étranger.

Puis venaient les vieilles querelles de la France et de l'Angleterre. C'était surtout sur ce terrain que Christophe et Jean se plaisaient à attirer leur hôte. Sir George soutenait noblement l'honneur du pavillon britannique, mais on pouvait deviner que son cœur était pour la France. Il en aimait toutes les gloires, il en respectait tous les malheurs, et presque toujours, à leur grand désappointement, Christophe et Jean trouvaient en lui un complice au lieu d'un adversaire. Sir George apportait dans toutes ces discussions une élégance de formes, une élévation d'idées et une éloquence chevaleresque qui

exaltaient d'autant plus l'imagination de Jeanne, que Jean et Christophe ne l'y avaient point habituée.

Assis sous le manteau de la cheminée, Joseph se mêlait rarement à ces entretiens; les mains sur ses genoux, les pieds sur les chenets, plus que jamais triste et réfléchi, il observait tour à tour avec un secret sentiment de chagrin et de jalousie sir George et Jeanne, qui n'avait plus d'yeux et d'oreilles que pour voir et pour entendre le jeune officier. Tout deux étaient jeunes et beaux, et le pauvre Joseph, en les contemplant l'un et l'autre, ne pouvait se défendre d'un mouvement de tristesse et d'envie. Il souffrait; comment n'aurait-il pas souffert? Depuis le jour où cet étranger avait franchi pour la première fois le seuil du Coët-d'Or, c'est à peine si l'ingrate avait eu pour son oncle quelques paroles affectueuses et quelques bienveillans sourires. Sir George l'absorbait tout entière, et Joseph n'était plus qu'un roi détrôné sous ce toit où il avait tenu si long-temps le double sceptre des affections et de l'intelligence. Hélas! le spectacle de ces deux jeunes cœurs qui s'aimaient sans se le dire et peut-être sans le savoir lui révéla dans toute son étendue le mal de son ame, qu'il ignorait encore. Il le connut enfin, le secret de ce mal étrange qui, depuis quelque temps, troublait sa veille et son sommeil. Confus et misérable, agenouillé chaque soir devant son prie-dieu, il appela le ciel à son aide. Quant aux deux autres Legoff, ils ne remarquaient rien, ils ne soupçonnaient rien; leur hôte les amusait, et, en voyant leur nièce reprendre la sérénité de son humeur, Christophe et Jean, sans s'en alarmer davantage, avaient repris leur sécurité. Ils jouaient ainsi tous trois, sans s'en douter, Joseph le rôle d'un amant trompé et jaloux, Christophe et Jean celui de deux maris confians et aveugles.

Il fallait toute l'inexpérience qu'avaient ces deux hommes de la passion, non-seulement pour ne rien voir de ce qui se passait sous leurs yeux, mais aussi pour n'avoir point prévu, dès l'apparition de sir George au Coët-d'Or, ce qui allait nécessairement arriver. Oui, sans doute, ils s'aimaient, ces deux cœurs. Par quel charme aurait-il pu en être autrement? Depuis long-temps Jeanne était pour l'amour une proie toute prête. Elle entrait dans cet âge où l'amour est comme une flamme inquiète qui cherche à se poser; elle touchait à cette heure matinale où le blond essaim de nos rêves s'abat autour de la première ruche qui lui est offerte, où nous saluons comme un ange, tout exprès pour nous descendu du ciel, le premier être que nous envoie le hasard ou la Providence. Age charmant! heure trop vite envolée! La jeunesse est comme un arbre en fleurs sur le

bord d'un chemin; c'est toujours sur le front du premier voyageur qui s'assied sous ses branches qu'elle secoue sa fraîcheur, ses illusions et ses parfums.

Ainsi, au point où en était Jeanne, le premier venu, il faut bien le dire, aurait eu des chances pour absorber à son profit cette sève exubérante qui ne demandait qu'à s'épandre. Or, il se trouva que la destinée servit cette enfant au gré de ses rêves, et que son imagination n'eut rien à créer à côté de la réalité. Rien n'y manqua, pas même la mise en scène, qui dépassa de beaucoup les exigences du poète. La nuit sombre, la mer en furie, le canon mêlant sa voix terrible et solennelle aux mugissemens de la tempête, une frégate échouée en vue de la côte, tout l'équipage englouti par les flots, le capitaine seul arraché, malgré lui, au gouffre près de le dévorer : c'était là, assurément, plus qu'il n'en fallait pour émouvoir un cœur romanesque et le disposer en faveur du héros d'une telle aventure. Pour mettre le comble à tant d'enchantemens, ce héros avait en lui toute l'étrangeté de sa position. Il était jeune, intrépide et chevaleresque, grave et réservé, mélancolique et tendre. Enfin, comme s'il n'eût pas suffi de tant de séductions, il y avait dans sa vie un secret douloureux qui l'enveloppait d'un poétique mystère et donnait le dernier trait à sa ressemblance avec les pâles figures que toutes les jeunes filles ont plus ou moins entrevues dans leurs songes. Jeanne l'aima; comment ne l'eût-elle pas aimé? Et lui-même, à moins d'être indigne d'inspirer un si chaste amour, comment ne l'aurait-il point partagé? Comment n'aurait-il pas, en dépit de toute raison, subi le charme de tant de grace et de beauté? Ils s'aimèrent comme deux nobles cœurs qu'ils étaient, sans y songer, sans le savoir, irrésistiblement attirés.

Vingt fois Joseph, qui suivait d'un œil inquiet les progrès que ces deux jeunes gens faisaient, à leur insu, dans l'esprit l'un de l'autre, avait été sur le point d'interroger sa nièce; la crainte d'éclairer ce cœur, en y touchant, l'en avait toujours empêché. Il comptait d'ailleurs sur le prochain départ de sir George. Cependant des semaines s'étaient écoulées sans qu'il en eût été question. Par un sentiment de délicatesse que les natures les moins déliées n'auront pas de peine à comprendre, les Legoff s'abstenaient scrupuleusement de toute allusion à ce sujet. Jeanne, enivrée, n'y songeait même pas, et sir George semblait oublier lui-même qu'il dût partir d'une heure à l'autre. Joseph comptait les jours avec anxiété; plus d'une fois il était allé, en secret, à Saint-Brieuc, s'assurer s'il ne s'y trou-

vait point quelque bâtiment en partance pour l'Angleterre. Ce n'était pas seulement la jalousie qui le poussait; il tremblait aussi pour le repos de Jeanne, il s'effrayait avec raison en songeant à la destinée de cette enfant. Bien souvent il avait tenté d'inquiéter la sollicitude de ses frères; mais, par une fatalité qui n'est pas sans exemple parmi les maris, il se trouva que Christophe et Jean, si susceptibles et si jaloux à l'endroit de leur nièce, s'étaient engoués tout d'abord du seul homme qui dût leur porter naturellement quelque ombrage, et qu'ils avaient en lui la confiance la plus naïve et la plus absolue, ce que nous pourrions appeler une confiance conjugale.

Jeanne et sir George continuaient donc de se voir à toute heure, en pleine liberté. Christophe et Jean n'y voyaient aucun mal; ils n'étaient point fâchés de faire savoir à un officier de la marine anglaise de quelle façon on entendait l'hospitalité sur les côtes de France; ajoutez qu'ils se paraient de leur nièce comme d'un joyau qu'ils étaient fiers d'exposer à l'admiration d'un étranger. Plus clairvoyant, Joseph les surveillait avec une vigilance ombrageuse; mais, quoi qu'il pût imaginer, le pauvre garçon y perdait son temps et sa peine. La jeune fille trouvait toujours, pour lui échapper ou pour l'éloigner, quelque ruse innocente, quelque prétexte ingénieux. Les accompagnait-il dans leurs excursions sur la grève, si la brise fraîchissait, Jeanne s'apercevait bientôt qu'elle avait oublié son châle ou son manteau; si le soleil brillait à pleins rayons, c'était son voile ou son ombrelle. Et le bon Joseph de courir au Coët-d'Or, pour revenir à toutes jambes, un cachemire sur le bras ou bien une ombrelle à la main. Mais vainement cherchait-il des yeux Jeanne et sir George; vainement criait-il leurs noms à tous les échos du rivage. Les deux ramiers s'étaient envolés, et quand le soir les ramenait au gîte, si Joseph faisait mine de vouloir sermonner l'enfant, Jeanne se récriait aussitôt, affirmait qu'elle avait attendu Joseph, le grondait de n'être point revenu, se plaignait à l'avance d'un rhume ou d'un coup de soleil qu'elle devrait à coup sûr à sa négligence, tout cela avec tant d'esprit et de gentillesse, que Christophe et Jean se rangeaient bien vite de son côté, et que Joseph se voyait tancé par tout le monde. Ce qui le tourmentait surtout, c'étaient les courses à cheval du matin. Jeanne partait seule, au soleil levant, accompagnée d'Yvon. Sir George ne manquait jamais de se trouver, à cette heure, sur la côte, et le serviteur lui prêtait sa monture, qu'il reprenait ensuite pour rentrer au château avec sa jeune maîtresse. Joseph, qui se doutait de ce petit manége, s'avisa de vouloir, un matin, accompagner sa

nièce à la place d'Yvon. Jeanne y consentit de bonne grace et fit faire à son oncle huit lieues au galop avant l'heure du déjeuner. Quand Joseph rentra au Coët-d'Or, il fallut l'enlever de dessus sa selle et le déposer doucement sur le coussin le plus moelleux qu'on put trouver dans la maison. Il était brisé, moulu et point tenté de recommencer.

Ainsi la cruelle enfant se jouait sans pitié de l'ame la plus tendrement dévouée. Mais telle est l'histoire de tous ces jeunes cœurs : à peine s'éveillent-ils à la passion, que tout le reste n'est plus compté pour rien. Amis, parens, famille, les affections les plus sacrées, les tendresses les plus légitimes, tout pâlit et s'efface aux premières clartés de l'amour. Rosine se serait jouée de son tuteur, quand même celui-ci eût été le meilleur des pères. L'amour est le premier chapitre du grand livre des ingratitudes.

Quel besoin d'ailleurs ces deux jeunes gens avaient-ils de ruses et de mystères? Craignaient-ils que Joseph ne surprît leurs regards ou leurs discours? Leurs discours étaient tels que l'ange gardien de Jeanne put se réjouir en les écoutant; les regards qu'ils échangèrent ne furent jamais que les plus purs rayons de leurs nobles et belles ames. Le monde entier aurait pu, sans que la rougeur montât à leur front, les observer et les entendre. Comment se seraient-ils dit qu'ils s'aimaient? chacun d'eux ne se l'était point encore dit à lui-même. Ils allaient doucement le long des grèves, s'entretenant des choses qu'ils savaient, enjoués parfois, graves plus souvent, Jeanne appuyée sur le bras de George, tous deux s'abandonnant sans défiance au charme qui les attirait. Le but le plus ordinaire de leurs petites excursions était le coin de terre qui renfermait les compagnons de George; Jeanne se plaisait à l'entendre parler de ce jeune Albert qu'il avait tant aimé et qu'elle se surprenait elle-même à regretter. Quand le soleil avait échauffé le sable fin et doré de la plage, ils se retiraient dans quelque baie mystérieuse, et là, assis l'un près de l'autre, tandis que les vagues expiraient à leurs pieds, ils lisaient un livre qu'ils avaient emporté, et qu'ils fermaient bientôt pour reprendre leurs entretiens. C'est ainsi que passaient leurs jours, et le bonheur de Jeanne eût été sans trouble, de même qu'il était sans remords, si les sombres mélancolies auxquelles sir George se laissait aller parfois n'avaient rempli son cœur d'une préoccupation incessante, mêlée d'inquiétude et d'effroi. Plus d'une fois elle avait essayé de soulever d'une main délicate le voile qui enveloppait la destinée de ce jeune homme, mais toujours vainement, et, sous

peine de paraître indiscrète, Jeanne avait dû se résigner à ne rien savoir de cette vie qu'elle n'aurait voulu connaître que pour en consoler les douleurs.

Un jour, tous deux étaient assis, ainsi que nous venons de le dire, sur le sable d'une de ces petites anses naturelles que les flots ont creusées dans le flanc des rochers qui bordent le rivage. On touchait au printemps; avril venait de naître. De petites fleurs blanches et roses, épanouies çà et là dans les anfractuosités du roc, se réjouissaient sous les chauds baisers du soleil. Les oiseaux chantaient dans les landes; la terre rajeunie mêlait ses doux parfums aux âpres senteurs de la mer. Jeanne et sir George avaient subi à leur insu ces influences amollissantes. La jeune fille était rêveuse, George silencieux et troublé. Ils avaient essayé de lire, mais le livre s'étant échappé de leurs mains, ni lui ni elle n'avait songé à le reprendre. Ils étaient si près l'un de l'autre, que parfois les cheveux de l'enfant, que lutinait la folle brise, effleuraient le visage du jeune homme enivré. Ils se taisaient; les flots jetaient à leurs pieds leurs franges d'argent; l'Océan les berçait de son éternelle harmonie; le soleil les inondait d'or et de lumière. Ce qui devait arriver arriva. Depuis long-temps attirées, leurs ames se confondirent. Sans y songer, Jeanne appuya son front sur l'épaule de George; leurs mains se rencontrèrent, et long-temps ils restèrent ainsi, muets, immobiles, abîmés et perdus dans le sentiment de leur bonheur.

A quelques pas de là, debout sur la grève, Joseph les contemplait d'un air souffrant et d'un œil jaloux. Ils étaient là tous deux, si jeunes, si charmans, pareils à deux printemps en fleur! On eût dit que le soleil les regardait avec amour, que la brise était heureuse de les caresser, et que les champs, la mer et toute la nature étaient complices de leurs félicités. A ce tableau, Joseph sentit son cœur qui s'éteignait dans sa poitrine. Il cacha son visage entre ses mains, et le pauvre garçon pleura.

Cependant le soleil commençait à descendre vers l'horizon. Jeanne et sir George se levèrent et reprirent le chemin du Coët-d'Or. Ils n'avaient point échangé une parole; c'est à peine si leurs regards s'étaient rencontrés, mais ils s'étaient compris l'un l'autre. Ils revinrent à pas lents, silencieux, écoutant le langage muet de leurs ames. Tous deux rayonnaient d'une vie nouvelle; mais tout à coup, à l'insu de Jeanne, le cœur de sir George se serra, et son front se chargea de nuages.

Lorsqu'il entra dans le salon, Joseph était si pâle et si défait, que

Christophe et Jean, qui achevaient en cet instant une partie d'échecs, se levèrent, tout effrayés du bouleversement de ses traits. Leur esprit alla droit à Jeanne.

— Que se passe-t-il? qu'est-il arrivé à Vaillance?

Tel fut leur premier cri à tous deux. Joseph s'était laissé tomber sur une chaise et tenait sa tête cachée entre ses mains.

— Parle donc, malheureux! s'écria Christophe en le secouant par le bras.

— Que se passe-t-il? répéta Jean avec anxiété.

— Ce qui se passe, mes frères! dit enfin Joseph d'une voix tremblante; vous me demandez ce qui se passe! Comment, grand Dieu! ne le savez-vous pas?

— Mais, triple oison! s'écria Jean en frappant du pied, si nous le savions, nous ne le demanderions pas.

— Eh bien! dit Joseph en faisant un effort sur lui-même, Jeanne, notre nièce, notre enfant bien-aimée, la joie de ce foyer, l'orgueil du Coët-d'Or, notre amour, notre vie enfin...

— Morte! s'écrièrent à la fois les deux frères.

— Morte pour nous, si nous n'y prenons garde, dit Joseph avec désespoir.

— Mais parle donc, malheureux, parle donc! s'écria Christophe d'un ton de colère suppliante.

— Eh bien! reprit Joseph, cet étranger que nous avons reçu sous notre toit, cet officier, cet Anglais, sir George.... Mes frères, maudit soit le jour où cet homme a franchi le seuil de notre maison!

Jean et Christophe étaient sur des charbons ardens.

— Eh bien! s'écrièrent-ils; Jeanne et sir George....

— Ils s'aiment!

Une aérolithe, crevant le toit du Coët-d'Or et tombant aux pieds des deux frères, les aurait frappés de moins de stupeur et de moins d'épouvante. Ils restèrent attérés, sans voix, sans mouvement, foudroyés sur place.

— C'est impossible, dit enfin Christophe; Vaillance Legoff ne peut pas aimer un Anglais.

— Jeanne n'oublierait pas à ce point, ajouta Jean, ce qu'elle doit à son nom, à son pays, à la mémoire de son père, aux cendres de Napoléon.

— Jeanne a seize ans, elle aime, elle oublie tout, s'écria Joseph.

Et il raconta ce qu'il avait vu, ce qu'il avait observé depuis l'entrée de sir George au Coët-d'Or. Non-seulement il prouva que ces deux

jeunes gens s'aimaient, mais encore il démontra clairement qu'ils ne pouvaient pas ne point s'aimer, et qu'il n'y avait d'étrange en tout ceci que l'aveuglement et la sécurité des deux oncles. Toutefois, dans tout ce qu'il put dire, il n'y avait rien de bien alarmant; mais, emporté par le sentiment jaloux qui l'aiguillonnait, Joseph mit à ce récit tant d'émotion et de chaleur, que les deux autres durent naturellement supposer le désastre plus grand que Joseph ne le pensait lui-même.

— Malédiction! s'écria Jean; puisque tu voyais tout, que n'as-tu donc parlé plus tôt?

— J'attendais, je doutais encore, répondit humblement Joseph. Je comptais sur le prochain départ de notre hôte; je craignais de troubler inutilement votre repos et celui de Jeanne.

Le marin et le soldat marchaient à grands pas dans la chambre, comme deux loups-cerviers dans leur cage. Pour bien comprendre la fureur et l'exaspération de ces deux hommes, il faut avoir bien compris déjà quel amour insensé ils avaient pour leur nièce. Qu'on s'imagine deux bêtes fauves auxquelles on vient de ravir leurs petits.

— Allons, s'écria brusquement Christophe en se jetant sur une paire de pistolets suspendus au manteau de la cheminée dans un étui de serge verte, vengeons du même coup la mort du père et l'honneur de l'enfant!... Si je suis tué, Jean, tu me remplaceras. Si Jean succombe, une fois dans ta vie, auras-tu du cœur, toi? demanda-t-il énergiquement à Joseph.

— Si tu n'as pas le courage de te battre, ajouta Jean, jure devant Dieu que tu le prendras en traître, comme il nous a pris, et que tu l'assassineras.

— Tue-le comme un chien, dit Christophe.

— C'est un Anglais, s'écria Jean; les hommes te béniront, et Dieu te pardonnera.

Ils étaient de bonne foi dans leur haine et s'exprimaient avec plus de sang-froid et de conviction qu'on ne pourrait croire. L'amour qu'ils avaient dans le cœur pouvait faire de ces hommes des chiens caressans ou des tigres furieux.

— Voici ce que je craignais, s'écria Joseph avec effroi; voici pourquoi j'hésitais, encore aujourd'hui, à vous entretenir de ces choses. Mes frères, le mal n'est pas si grand que vous l'imaginez, et ce serait l'aggraver que de s'y prendre de la sorte. Dieu merci, l'honneur de Jeanne n'est point en question; il ne s'agit ici que du bonheur et du repos de notre nièce. Vous calomniez notre enfant et notre hôte. Ils

n'ont fait qu'obéir, peut-être sans s'en douter, au charme de la jeunesse qui les entraînait l'un vers l'autre. Jeanne est aussi pure que belle; sir George...

— Est un misérable! s'écria Christophe; je le tiens pour un lâche, et me charge de le lui dire en face!

A ces mots, la porte s'ouvrit, et sir George entra, plus grave que de coutume. Il avait l'air si froid, si calme et si digne, que les trois frères restèrent un instant muets sous son regard. Enfin, Christophe déposa sur une table les pistolets qu'il tenait à la main, et marcha droit à l'étranger.

— Je répète, monsieur, que je vous tiens pour un lâche! dit-il en lui mettant une main sur l'épaule.

Après avoir ôté poliment la lourde main que Christophe venait d'appuyer sur lui :

— Monsieur, répondit sir George avec sa froideur habituelle, je doute que ce soit à moi que s'adresse un pareil langage.

— A vous-même, sir George, à vous seul. Écoutez-moi, monsieur, reprit aussitôt Christophe sans lui laisser le temps de répondre. En vous sauvant la vie au péril de la mienne, je n'ai fait que mon devoir; je ne m'en vante pas. Seulement, ce devoir accompli, j'étais quitte envers vous et ne vous devais rien. Rien ne m'obligeait, en effet, à vous ouvrir cette maison. En danger de mort, vous étiez un homme pour moi; vivant et sauvé, vous n'étiez plus qu'un Anglais. Notre nation a de tout temps détesté la vôtre. Nous autres Legoff, nous vous haïssons comme peuple, comme gouvernement, comme individus. Ce nom d'Anglais résonne mal à nos oreilles. C'est un Anglais qui a tué notre frère Jérôme. Cependant, touchés de votre malheur, nous vous avons reçu comme un frère. Vous avez pris place à notre table, vous avez dormi sous notre toit; en un mot, vous êtes devenu notre hôte. Dites, nous est-il arrivé de faillir aux lois de l'hospitalité? Avez-vous jamais rencontré céans d'autres cœurs et d'autres visages que des cœurs amis et des visages bienveillans?

— Je n'oublierai jamais, dit sir George, votre hospitalité généreuse.

— Veuillez croire que notre mémoire sera aussi fidèle que la vôtre, monsieur, et que nous nous souviendrons toujours de quelle façon vous l'avez reconnue, cette hospitallté qui a du moins eu le mérite d'être franche, cordiale et sincère.

— Que voulez-vous dire? demanda sir George avec fierté.

— Je veux dire, monsieur, s'écria Christophe d'une voix tonnante, que vous avez honteusement trahi notre confiance. Je veux dire que nous avions un trésor auquel nous tenions plus qu'à notre propre vie, et que vous avez cherché lâchement à nous le ravir. Je veux dire que vous avez indignement abusé de votre jeunesse et de notre sécurité pour séduire un cœur sans défense. Je veux dire enfin qu'en échange de l'accueil que vous y receviez, vous avez apporté à ce foyer le trouble, la honte et le désespoir.

— C'est l'action d'un traître et d'un félon, ajouta Jean. Nous sommes trois ici pour en tirer vengeance.

Immobile dans son coin, Joseph ne soufflait mot. Il s'était retiré sous le manteau de la cheminée pour laisser éclater la mine dont il avait allumé la mèche.

— Je vous comprends, messieurs, dit enfin sir George avec dignité. C'est vrai, ajouta-t-il en élevant la voix et en s'adressant aux trois frères, j'aime votre nièce. Si c'est une lâcheté et une félonie que de n'avoir pu contempler, sans en être épris, tant de grace et de charme, tant d'innocence et de beauté, vous ne vous trompez pas, je suis un félon et un traître; mais, j'en atteste le ciel, et vous en pouvez croire un homme qui ne sait point mentir, je n'ai jamais touché qu'avec vénération à ce jeune cœur, que vous m'accusez d'avoir voulu troubler et surprendre. Vis-à-vis de cette noble enfant, mon attitude a toujours été celle d'un frère grave et respectueux. Je l'aime; mais jamais mes lèvres n'ont trahi devant elle le secret de mon ame.

— Si vous l'aimez, c'est tant pis pour vous, répliqua brutalement Christophe, qui, bien que rassuré d'ailleurs, pensa que sir George voulait en arriver à une demande en mariage. Tenez, monsieur, ajouta-t-il d'un ton radouci, je vais vous parler franchement. Notre nièce, voyez-vous, c'est notre vie; nous séparer d'elle, autant vaudrait nous arracher à tous trois les entrailles. Vous êtes jeune, le monde est grand, et les femmes ne sont pas rares; vous en trouverez vingt pour une, et n'aurez que l'embarras du choix. Nous nous faisons vieux, nous autres; cette enfant est toute notre joie. Nous l'aimons au-delà de tout ce que je pourrais exprimer. Interrogez Jean et Joseph; tous deux vous répondront, comme moi, que, tant que l'un de nous vivra, Jeanne ne se mariera pas.

— Mais qui vous dit.... s'écria sir George.

— Tout ce que vous pourriez ajouter serait inutile, dit Jean en l'interrompant. Nous avons décidé que Jeanne ne se marierait jamais, et vous comprenez bien, monsieur, ajouta-t-il en appuyant sur chaque

mot, que, si nous devions nous départir d'une pareille résolution, ce ne serait point en faveur de l'Angleterre.

— Nous ne voulons pas, ajouta Christophe, que les os de notre frère se lèvent pour nous maudire.

— Ni que les os de notre empereur, reprit Jean, se dressent pour nous accuser d'avoir mêlé le sang français au sang d'Hudson Lowe.

— Sir George, dit à son tour Joseph avec douceur, que votre cœur essaie de nous comprendre. Jeanne est notre enfant adorée; elle est l'air que nous respirons et le soleil qui nous réchauffe. Songez que nous étions perdus, et que notre famille menaçait de s'éteindre dans la honte et dans la débauche, quand Dieu, pour nous retirer de l'abîme, nous envoya cet ange sauveur! Quelque digne que vous puissiez être de posséder un semblable trésor, jamais nous ne consentirons...

— Encore une fois, messieurs, s'écria sir George avec un léger mouvement d'impatience, à quoi bon tous ces discours? Je ne suis point ici pour vous demander la main de miss Jeanne; je sais mieux que personne à quel titre tant de bonheur m'est interdit et quelle serait ma folie d'y prétendre. Dieu m'est témoin, ajouta-t-il avec mélancolie, que je ne me suis pas un seul instant bercé d'un si doux espoir. Voici quelques heures à peine, j'ignorais encore le secret de mon cœur. J'ai compris, en le découvrant, qu'il ne m'était plus permis désormais d'habiter parmi vous sans forfaire à l'honneur, et je suis venu, sans hésiter, pour prendre congé de vous, mes hôtes.

A ces paroles, Christophe et Jean restèrent presque aussi stupéfaits qu'ils l'avaient été en recevant les révélations de Joseph. Joseph, de son côté, se sentit délivré d'un grand poids et se mit à respirer plus à l'aise. Tous trois furent touchés de la loyauté de sir George; mais ils se hâtèrent de la prendre au mot, peu curieux qu'ils étaient de garder plus long-temps un tel hôte, et pensant avec raison que le plus honnête loup du monde ne saurait être à sa place dans une bergerie. D'ailleurs, tout en reconnaissant que sir George venait de se conduire en tout ceci comme un galant homme, ils n'en étaient pas moins portés contre lui par un vif sentiment de rancune et de jalousie.

— Puisqu'il en est ainsi, monsieur, dit assez sèchement Christophe, je retire les paroles un peu dures que je vous ai adressées dans un mouvement de colère que je croyais légitime alors. Si je savais quelque autre réparation qui pût vous être plus agréable, je n'hésiterais point à vous l'offrir.

— Je n'ai pas besoin de réparation, monsieur, répondit sir George avec noblesse; les paroles que vous adressiez à un lâche ne sont point arrivées jusqu'à moi.

— Nous reconnaissons sir George pour un galant homme, dit Joseph.

— Sans doute, sans doute, ajouta Jean, et, puisque sir George tient absolument à coucher ce soir à Saint-Brieuc, je vais donner des ordres pour qu'on lui selle un cheval; Yvon l'accompagnera.

— Comme il s'agit de votre repos plus encore que du nôtre, dit Christophe, je pense, monsieur, que nous aurions mauvaise grace à vouloir vous garder plus long-temps. Votre probité nous est un sûr garant que vous ne chercherez point à revoir notre nièce.

— Je vous en donne ma parole, répondit sir George avec une expression d'héroïque résignation.

Deux chevaux sellés et bridés piaffaient dans la cour du château. Près de s'éloigner, sir George promena autour de cette chambre qu'il allait quitter pour jamais un long et triste regard, puis d'une voix solennelle :

— Mes hôtes, dit-il, adieu! adieu, franchise, honneur et loyauté que j'ai trouvés assis à ce foyer! Adieu, grace et beauté dont j'emporte le parfum dans mon cœur! Adieu, demeure hospitalière dont le souvenir me suivra partout! Si mes vœux montent jusqu'au ciel, mes hôtes, vous aurez de longs jours exempts d'ennuis et de misères, et vous vieillirez dans la joie de vos ames, sous les ailes de l'ange qui habite au milieu de vous. Allons, messieurs, ajouta-t-il en tendant sa main; ma main est digne de toucher les vôtres.

A ce moment suprême, les trois Legoff se sentirent émus. Ils s'étaient pris pour ce jeune homme d'une affection vive et sincère; Joseph lui-même, malgré toutes les amertumes dont il l'avait abreuvé durant son séjour au Coët-d'Or, n'avait pu s'empêcher de rendre justice aux aimables qualités de sir George. En le voyant près de partir, sa paupière se mouilla de pleurs. Christophe lui ouvrit ses bras et le tint long-temps embrassé. Jean l'embrassa aussi à plusieurs reprises. Enfin, quand ce fut le tour de Joseph, ils se pressèrent l'un contre l'autre avec effusion et répandirent des larmes abondantes. Ils souffraient du même mal; on eût dit que leurs douleurs se comprenaient.

— Vous êtes un noble cœur! s'écria Joseph en sanglotant.

— Mais, mille tonnerres! disait Christophe en essuyant ses yeux, pourquoi ce brave garçon a-t-il été s'amouracher de cette petite fille?

— Que le diable emporte les amours! ajouta Jean avec un geste de colère.

— Adieu! adieu! s'écria sir George d'une voix déchirante, en s'arrachant des bras de Joseph; pour la dernière fois, adieu!

A ces mots, il sortit d'un air égaré, se précipita dans la cour, se jeta sur la selle du cheval qui l'attendait, et, suivi d'Yvon, partit au galop pour ne s'arrêter qu'à Saint-Brieuc.

Cependant, que faisait la jeune fille? La joie est, comme la douleur, amie du silence. Jeanne, en rentrant au Coët-d'Or, s'était retirée dans sa chambre, et, tandis que sir George s'éloignait de ces lieux pour n'y plus revenir, l'enfant s'emparait avec ivresse du bonheur qui lui échappait; elle s'abandonnait follement aux promesses de l'avenir, elle élevait avec complaisance l'édifice gracieux de sa destinée. A cet âge, l'amour n'entrevoit point d'obstacles; habituée d'ailleurs à voir ses oncles obéir en esclaves à ses plus frivoles caprices, cette jeune reine pouvait-elle supposer qu'ils résisteraient à un désir sérieux de son cœur? Il ne lui vint même pas à l'idée d'y songer. Elle refusa de descendre à l'heure du dîner, car telles sont les vraies joies de l'amour, qu'elles préfèrent parfois la solitude à la présence de l'être aimé. Jeanne avait besoin d'être seule pour écouter les mille voix charmantes qui chantaient dans son sein. Pour la première fois, elle prit plaisir à se regarder dans sa glace et à se trouver belle. Elle pleurait et riait à la fois. Elle se jetait sur son lit tout en larmes, puis courait toute joyeuse à sa fenêtre, pour contempler avec un sentiment de reconnaissance la mer, moins vaste et moins profonde que la félicité qui remplissait son ame, cette mer dont elle bénissait les fureurs, car Jeanne se rappelait avec délices la nuit orageuse qu'elle avait passée tout entière, debout, à cette même place, tandis que le canon grondait au milieu des cris de la tempête. — Il est triste, se disait-elle, je le consolerai; il est pauvre sans doute, je le ferai riche; il aime la France, je la lui donnerai pour patrie. Il me devra tout, et je serai son obligée. Nous vivrons au Coët-d'Or, nous l'embellirons de nos tendresses mutuelles. Nos oncles achèveront de vieillir près de nous; notre bonheur les rajeunira, et les caresses de nos enfans égaieront la fin de leurs jours. — A ce tableau, elle battait des mains et se plongeait dans de longs attendrissemens mêlés de pleurs et de sourires.

Yvon la surprit au milieu de ces rêves et de ces transports. Il entra sans bruit, lui remit une lettre à la dérobée, comme si Jeanne

n'avait pas été seule, puis s'esquiva d'un air mystérieux, sans avoir dit une parole.

Le frisson de la mort passa sur le cœur de la jeune fille. Elle pâlit et resta plusieurs minutes les yeux fixés avec terreur sur cette lettre qu'elle tenait sans oser l'ouvrir. Enfin elle brisa le cachet, déplia d'une main tremblante le papier qu'enfermait l'enveloppe, et lut d'un seul regard ces quelques lignes tracées à la hâte :

« J'ai dû m'éloigner sans vous voir; mais je ne veux point partir sans vous envoyer l'éternel adieu. Votre vie sera belle, si le ciel, comme je l'en prie, ajoute ma part de bonheur à la vôtre; puisse ainsi la destinée se racquitter envers moi, jeune amie! Je vais reprendre le fardeau de mes jours; mais il est une étoile que je verrai briller dans mes plus sombres nuits. Allez parfois vous asseoir sur le gazon qui couvre les restes de mon cher Albert : songez qu'il fut long-temps ce que j'aimai le mieux et le plus sur la terre. Quand le printemps émaillera les prés, cueillez quelques fleurs sur sa tombe et jetez-les une à une à la mer; souvent mes yeux les chercheront et croiront les apercevoir dans le sillage de mon navire. Vous êtes jeune, vous m'oublierez sans doute : je voudrais vous laisser un gage qui me rappelât sans cesse à votre cœur; mais les flots ne m'ont rien laissé, rien que cette petite relique. Portez-la, miss Jane, en souvenir de moi; je l'ai bien souvent interrogée; bien souvent, en la couvrant de mes baisers et de mes larmes, je lui ai demandé le secret de ma triste vie. Puisque je n'attends plus rien ici-bas, acceptez-la, c'est mon seul héritage. Il m'est doux de penser, en la détachant de mon col, que vous la suspendrez au vôtre.

« GEORGE. »

A cette lettre, était jointe une petite relique d'argent, suspendue à une chaîne de cheveux éraillés par le temps et par le frottement.

Élevée en toute liberté, nature franche et primitive, Jeanne ignorait la feinte et la dissimulation tout aussi bien que la résignation et la patience. Si chaste et si pure qu'elle ne soupçonnait même pas la réserve que les convenances imposent à la passion, elle devait, sous le coup d'une impression vraie, agir spontanément, sans réflexion, sans frein et sans entraves. Elle ne fit qu'un bond de sa chambre au salon.

Les trois Legoff s'y trouvaient encore réunis. Assis autour de

l'âtre, ils se concertaient sur la façon dont ils devaient s'y prendre pour annoncer à Jeanne le départ de sir George; ils ne se dissimulaient pas qu'il leur restait encore fort à faire, et qu'ils auraient difficilement raison de leur nièce. Joseph surtout, qui était descendu dans ce cœur, en pressentait avec effroi les révoltes et le désespoir. Ils s'effrayaient aussi tous trois de l'avenir, car ils savaient déjà par expérience combien une jeune fille est un trésor difficile à garder.

— J'espère, disait Jean, que nous voici guéris pour long-temps du mal de l'hospitalité! Le père éternel viendrait frapper lui-même à la porte du Coët-d'Or, que je ne lui ouvrirais pas.

— Mon frère, répondit Joseph, qu'effarouchait toujours l'impiété de l'ancien caporal, rappelez-vous que c'est pour avoir empêché le fils de Dieu de s'asseoir sur le banc de sa porte, que le juif errant fut condamné à marcher sans cesse ni repos.

— Que le diable vous emporte, toi et ton juif errant! s'écria Jean en haussant les épaules avec humeur. Penses-tu qu'il soit agréable d'avoir au logis un pèlerin qui lampe votre vin de Bordeaux et vous exprime sa reconnaissance en enlevant le cœur de votre nièce?

— Ils peuvent bien tous se noyer comme des rats! ajouta Christophe; que je sois pendu si je leur jette seulement le bout d'une ficelle!

— Oui, dit Jean, le sauvetage t'a bien réussi! c'est un joli succès, tu peux t'en vanter!

— Mes frères, répliqua Joseph, il ne sied pas de regretter le bien qu'on a pu faire : Dieu nous en récompense tôt ou tard, ici-bas ou là haut, dans ce monde ou dans l'autre.

— Merci! dit Jean; en attendant, tire-nous de là, ajouta-t-il en voyant la porte du salon s'ouvrir violemment et Jeanne apparaître, pâle comme un marbre, les cheveux en désordre et l'œil étincelant.

— Sir George, où est sir George? demanda-t-elle d'une voix tremblante.

— Mon petit ange, répondit Christophe de son air le plus doux et de sa voix la plus caressante, sir George a reçu l'ordre de se rendre immédiatement à Saint-Brieuc; un sloop en partance pour l'Angleterre n'attendait plus que lui pour mettre à la voile. Notre hôte a bien regretté de ne pouvoir te baiser la main avant son départ; mais tu conçois qu'il n'avait pas de temps à perdre.....

— Parti! s'écria Jeanne d'une voix ardente et brève : c'est impossible, mes oncles; sir George ne doit point partir.

— Chère enfant, dit Joseph, il reste à sir George de graves devoirs à remplir. Il a des comptes à rendre devant le conseil d'amirauté de son pays. Il y va de bien plus que sa vie, puisqu'il y va de son honneur.

— Je vous dis, moi, que c'est impossible, s'écria Jeanne avec fermeté. Il y a des raisons pour que sir George ne parte point. Il faut courir et le ramener. Ce n'est point de son gré que sir George a quitté ces lieux, je le sais, je le sens, j'en suis sûre. Il n'y a point de sloop à Saint-Brieuc prêt à partir pour l'Angleterre : le vent est contraire; je m'y connais. Vous me trompez.

— Voyons, voyons, dit à son tour Jean d'un air patelin, voici des enfantillages! En fin de compte, qu'y a-t-il de changé autour de toi? Ne sommes-nous plus tes vieux oncles?

— Oui! s'écria-t-elle en passant tout d'un coup de l'exaltation à l'attendrissement; oui, vous êtes toujours mes vieux oncles, mes bons et vieux amis, n'est-ce pas? Oui, je suis toujours votre enfant bien-aimée, ajouta-t-elle d'une voix suppliante, en allant de l'un à l'autre et en les embrassant tour à tour. Mon oncle l'amiral, vous m'avez appelée du nom de votre brick. Mon oncle le colonel, vous êtes mon parrain; je porte votre nom. C'est vous qui le premier m'avez bercée sur votre noble poitrine; c'est vous qui m'avez appris à chérir les armes de la France et la gloire de votre empereur. Et toi, mon bon Joseph, toi dont les prières sont si agréables à Dieu, je suis ton élève, ta sœur et ta compagne.

— Ah! syrène! ah! serpent! murmura Christophe en essayant, mais vainement, de surmonter son émotion.

— Puisque vous m'aimez, reprit-elle, vous ne voulez pas que je meure, car elle en mourrait, votre Jeanne!

— Mourir! s'écrièrent-ils tous trois, en se pressant autour de leur nièce.

— Mes oncles, dit Jeanne avec une noble fierté, j'aime sir George, il m'aime. Je l'ai déjà nommé mon époux dans mon cœur; si je le perds, votre nièce est veuve, et n'a plus qu'à mourir.

— Quelle folie! dit Jean; un méchant petit officier de marine qui n'a pas le sou!

— Je l'aime et je suis riche, répondit la jeune fille.

— Un maladroit, dit Christophe, qui ne sait même pas les élémens de son métier, et que l'amirauté britannique devrait faire passer par les verges, sur l'une des places de Londres!

— Qu'importe, si je l'aime? répondit Jeanne avec orgueil.

— Un jeune homme, dit Joseph, dont nous ne connaissons ni les antécédens ni la famille.

— Je l'aime et veux être sa femme, répliqua l'inflexible enfant.

— Mais, Jeanne, tu n'y réfléchis pas! s'écria Christophe. Tu oublies que sir George est Anglais, que c'est un Anglais qui a tué ton père et t'a faite orpheline au berceau!

—Songe, mon enfant, dit Joseph, que sir George appartient sans doute à la religion protestante!

— Tout cela m'est égal, répondit Jeanne. Je l'aime et le veux pour mari.

Ainsi l'on put voir aux prises, d'un côté l'égoïsme de l'amour, de 'autre l'égoïsme de la famille. Tous deux furent inexorables. On procéda d'abord, de part et d'autre, par la prière et par les larmes; on finit par en arriver aux récriminations et à la colère. Christophe, Jean et Joseph lui-même pensaient au fond que l'amour de Jeanne n'était guère qu'un enfantillage; mais, quand bien même ils en eussent apprécié toute la gravité, ces hommes n'auraient jamais consenti à donner leur nièce à sir George, tant ils étaient convaincus qu'ainsi mariée, leur nièce était perdue pour eux. Vainement donc elle les supplia; ils se montrèrent impitoyables. Vainement ils s'efforcèrent de l'amener à leur sentiment; ils la trouvèrent inébranlable.

— Chère et cruelle enfant, s'écria Joseph, qui voulut tenter un dernier effort, n'es-tu donc pas bien heureuse ainsi, et quel besoin insensé te presse d'échanger ta jeune liberté contre les soucis du mariage! Tu commences la vie à peine, et voici que déjà tu veux t'enchaîner par des liens éternels! Que manque-t-il à ton bonheur?

— Sir George, répondit Jeanne avec un implacable sang-froid.

Le pauvre Joseph ne se sentit pas le courage de pousser plus loin un discours dont l'exorde venait d'obtenir un si brillant succès.

— Va, tu n'es qu'une ingrate! s'écria Jean avec amertume.

— Oui, s'écria Christophe avec emportement, et je ne pense pas qu'il y ait jamais eu sous le ciel un cœur si ingrat que le tien. Oublie donc ce que tes oncles ont été pour toi; hâte-toi d'en perdre tout-à-fait la mémoire, si tu ne veux pas que ta propre conscience se soulève pour te maudire.

— Je vous comprends, dit Jeanne en pleurant, et je lis enfin dans vos ames. Allez, vous ne m'avez jamais aimée! Non, jamais vous ne m'avez aimée, barbares! J'ai maintenant le secret de vos égoïstes tendresses. Je n'ai d'abord été pour vous qu'un jouet, qu'un amusement, qu'une distraction. Plus tard, c'est votre orgueil qui m'a

parée et non pas votre amour. Je n'ai dû qu'à votre vanité vos caresses et vos présens. Il ne vous a plu d'embellir ma jeunesse que pour animer votre maison, égayer vos loisirs. Encore à cette heure, ce n'est point votre affection qui tremble de me perdre, c'est votre égoïsme qui se révolte et qui s'indigne à l'idée que ma destinée pourrait ne plus se borner à charmer vos journées oisives. Et c'est moi que vous accusez de cruauté et d'ingratitude! Si je pouvais vous ouvrir ce cœur, vous y verriez, hommes sans pitié, que je vous associais avec joie à tous mes rêves de bonheur. Quand je serais ingrate, d'ailleurs! s'écria-t-elle avec désespoir. Est-ce ma faute, à moi, si dans votre Coët-d'Or on se meurt de tristesse et d'ennui? Est-ce ma faute, si vous n'êtes pas à vous trois le monde entier et la vie tout entière? Que me font vos parures, vos diamans, vos bijoux, si je ne dois être jeune et belle que pour les goëlands de ces rivages! Mes oncles, prenez-y garde! j'ai de votre sang dans les veines. Vous m'avez appelée Vaillance : je suis fille à vous prouver tôt ou tard que j'étais digne de me nommer ainsi.

— Mais, malheureuse égarée! s'écria Christophe, inspiré par le diable; tu ne vois donc rien, tu ne comprends donc rien! Le mystère dont s'enveloppait sir George, la mélancolie de ce jeune homme, sa répugnance à nous entretenir de sa vie et de sa personne, tout cela ne t'a donc rien dit? Il ne t'est donc jamais arrivé de penser que sir George n'était plus libre, et qu'il était marié peut-être?

Ce fut pour Jeanne une horrible lueur. Elle se leva, fit quelques pas, poussa un cri d'oiseau mortellement atteint, et tomba sans vie dans les bras de Joseph, qui s'était approché pour la recevoir.

— Ah! s'écria Joseph, le remède est pire que le mal; vous avez tué notre enfant! Et puis, c'est un mensonge, Christophe; Dieu ne permet le mensonge dans aucun cas.

— Un mensonge! qu'en savons-nous? dit Christophe; c'est peut-être la vérité.

— Au fait, ajouta Jean, ces Anglais sont capables de tout.

On porta Jeanne dans sa chambre. A l'évanouissement succéda une fièvre ardente. Le délire s'ensuivit, et l'on dut craindre pour ses jours. Ce fut Joseph qui la veilla, car il était le seul que la jeune malade voulût souffrir à son chevet. Elle repoussait les deux autres avec horreur. Qui pourrait exprimer le désespoir de Christophe et de Jean? Surtout qui pourrait dire les remords du pauvre Joseph? — Ah! misérable, s'écriait-il la nuit, agenouillé près du lit de sa nièce et tenant dans ses mains les mains brûlantes de l'enfant; c'est moi qui

ai fait tout le mal! Mon Dieu, pardonnez-moi! pardonne-moi, ma chère infortunée! — Mais Jeanne ne l'entendait pas. Elle appelait sir George avec amour, puis tout d'un coup elle poussait un cri déchirant et cachait sa tête sous les couvertures, comme pour ne point voir un fantôme menaçant qui venait toujours se placer entre elle et son fiancé. Et vainement Joseph lui criait-il qu'on l'avait trompée et que George était libre; la malheureuse n'entendait que les cris de son propre cœur. En présence d'une si grande douleur, Joseph avait noyé ses mauvais instincts dans les larmes du repentir; volontiers il eût donné sa vie pour pouvoir assurer le bonheur de sa chère souffrante, et racheter ainsi un moment d'erreur et d'égarement. Plus d'une fois il alla supplier ses deux frères de rappeler sir George; mais Christophe et Jean répondaient, l'un qu'il fallait voir, l'autre qu'il fallait attendre. Entre leur égoïsme et leur tendresse, ce fut, on le peut croire, une lutte acharnée et terrible. Sans doute la tendresse aurait fini par l'emporter; mais le danger n'avait duré qu'un jour, et le danger passé, l'égoïsme triompha.

Le délire avait cessé, le feu de la fièvre s'était abattu. Jeanne semblait résignée, mais, en voyant son pâle et triste visage, on pouvait aisément deviner qu'elle était morte à toute joie aussi bien qu'à toute espérance. Christophe et Jean profitaient de son sommeil pour se glisser à pas de loup dans sa chambre, car elle s'était obstinée à ne point les recevoir. Ils s'approchaient de son lit, la regardaient d'un air attendri et se retiraient en pleurant comme de vrais enfans qu'ils étaient.

— Tiens, dit un jour Jean à Christophe, ça me fend le cœur de la voir ainsi! Je crois que nous ferions bien de rappeler cet enragé de sir George. Je ne l'aime pas, mille canons! mais vois-tu, Christophe, que ce soit lui ou un autre, il faudra bien tôt ou tard en passer par là.

— Je ne conçois pas, répondit Christophe, cette manie qu'ont les petites filles de vouloir se marier!

— Que diable veux-tu, mon pauvre Christophe! répliqua Jean en soupirant; il paraît que c'est partout comme ça.

— Il faut voir, il faut attendre, dit Christophe; d'ailleurs sir George est parti.

— Qui le sait? dit Jean.

— Je suis sûr qu'il est parti, affirma Christophe avec assurance.

— En ce cas, ajouta Jean avec une secrète satisfaction, nous aurons fait notre devoir et n'aurons rien à nous reprocher.

Un incident imprévu changea tout à coup la face des choses.

Durant les nuits qu'il avait passées près d'elle, Joseph avait bien remarqué que Jeanne portait souvent à ses lèvres une relique suspendue à son col. Le pieux garçon, sans s'en préoccuper autrement, s'était félicité de voir qu'au milieu de ses chagrins, sa nièce eût recours aux saints du paradis.

— Tels sont, se disait-il, les fruits d'une éducation religieuse! Quand tout nous abandonne ici-bas, les anges et les saints descendent du ciel pour essuyer nos larmes.

Cependant, une nuit que Joseph veillait seul dans la chambre de la jeune fille, il trouva par hasard la lettre de sir George que Jeanne, sous le coup de l'émotion qu'elle en avait reçue, avait négligé de serrer. Joseph lut cette lettre à la lueur voilée de la lampe; les dernières lignes le troublèrent. Il se leva, courut au lit de Jeanne; l'enfant reposait, calme et presque sereine. Joseph, en se penchant doucement, aperçut autour de son col la chaîne de cheveux qui retenait la relique de George. A cette vue, ses jambes se dérobant sous lui, il fut obligé de s'asseoir sur le bord de la couche. Enfin, d'une main tremblante, il détacha la chaîne, s'approcha de la lampe, et le jour levant le surprit à la même place, pâle, immobile, les yeux fixés sur la chaîne et sur la relique.

Ce fut le froid du matin qui le tira de la profonde stupeur dans laquelle il était plongé. Il porta ses mains à son visage pour s'assurer qu'il veillait, et que ce n'était point un rêve.

—O mon Dieu! s'écria-t-il enfin en tombant à genoux, vos desseins sont impénétrables. Vous nous frappez d'une main et vous nous relevez de l'autre. Votre bonté est plus grande encore que vos colères ne sont terribles. Soyez béni, Seigneur, et faites que ce jeune homme n'ait point encore quitté nos rivages!

A ces mots, il se précipita hors de la chambre, fit seller un cheval, et, sans prévenir ses deux frères, s'éloigna au galop en se dirigeant vers Saint-Brieuc.

— Faites, mon Dieu, qu'il ne soit point parti! répétait-il en pressant les flancs de sa monture.

Aux approches de la ville, il s'arrêta pour parler à des ouvriers du port qui se rendaient à leurs travaux. Joseph leur demanda si quelque navire n'avait pas mis récemment à la voile pour les côtes d'Angleterre.

— Non, dit l'un d'eux, à moins pourtant que le capitaine du *Waverley* n'ait appareillé cette nuit, comme il en avait l'intention.

— Impossible! dit l'autre; la brise était mauvaise.

— A minuit, le vent a tourné, ajouta un troisième, qui prétendit avoir vu, au soleil levant, du haut de la côte, un bâtiment gagner la haute mer à toutes voiles.

— Dans ce cas, dit le premier, c'était *le Waverley*.

— Ou *le Washington*, dit le second, faisant route pour l'Amérique.

— Je crois plutôt, ajouta le troisième, que c'était le brick du capitaine Lefloch se rendant à La Rochelle ou à Bordeaux.

Tandis qu'ils se disputaient pour soutenir chacun son dire, Joseph, dévoré d'angoisses, reprit sa course, et ne s'arrêta qu'à la porte du consul anglais.

En apprenant que *le Waverley* n'avait pas quitté le port, et qu'étant en réparation, il ne pourrait appareiller encore de quelques jours, Joseph rendit grace au ciel, et se fit conduire à la chambre de sir George. Lorsqu'il entra, George était accoudé sur une table, la tête entre ses mains. Au bruit que fit la porte en s'ouvrant, il se retourna et reconnut Joseph. Son premier cri fut pour miss Jane; mais Joseph, au lieu de lui répondre, s'arrêta et se prit à le considérer avec une muette et ardente curiosité. Enfin, il tira de son sein la chaîne et la relique qu'il avait détachées du col de sa nièce, et les présentant à sir George :

— Est-ce bien de vous, monsieur, lui dit-il d'une voix émue, que ma nièce tient cette relique et cette chaîne de cheveux?

— Oui, monsieur, c'est de moi, répondit gravement l'officier.

— Ne sauriez-vous me dire aussi, reprit Joseph, de qui vous tenez ces objets? Ce n'est point une indiscrétion, monsieur : il y va de notre bonheur à tous. Qui vous a remis cette chaîne et cette relique? où les avez-vous trouvées? depuis combien de temps les possédiez-vous avant de les donner à Jeanne?

— Monsieur, dit George, qu'avait gagné déjà l'émotion de Joseph, voici bien long-temps que j'adresse les mêmes questions à la destinée. Que puis-je vous répondre? La destinée ne m'a point répondu.

— Mais, sir George, du moins savez-vous de qui vous tenez cette relique et cette chaîne de cheveux? s'écria Joseph d'une voix mourante.

Il se soutenait à peine et fut obligé, pour ne pas tomber, de s'appuyer sur le dos d'un fauteuil.

— Je l'ignore, monsieur, répliqua sir George, qui sentait lui-même ses jambes fléchir, car le trouble de Joseph passait peu à peu dans

ses sens. Tout ce que je puis dire, c'est que jusqu'au moment où je l'ai détachée pour l'envoyer à miss Jane comme un gage de ma respectueuse tendresse, cette relique a toujours été sur mon cœur.

— Toujours! s'écria Joseph.

— Toujours, répéta le jeune homme. Mais, monsieur, ajouta-t-il, ne sauriez-vous me dire, à votre tour, où tendent toutes ces questions?

— Vous dites donc, s'écria Joseph en poursuivant le cours de ses idées, vous dites que cette relique a reposé de tout temps sur votre poitrine! Vous ignorez, dites-vous, quelle main l'a suspendue à votre cou? Mais alors, monsieur, ajouta-t-il avec quelque hésitation et comme en faisant un effort sur lui-même....., vous n'avez jamais connu votre famille?

— Vous auriez dû, monsieur, répondit froidement sir George, le deviner à mon silence et à ma tristesse toutes les fois qu'au Coët-d'Or vous m'avez fait l'honneur de m'interroger à ce sujet. Vous auriez dû surtout le comprendre à ma prompte résignation, lorsqu'il s'est agi pour moi de quitter les lieux où je laissais mon ame tout entière.

— Parlez, monsieur, parlez! s'écria Joseph; c'est un ami qui vous en supplie. Interrogez votre mémoire, consultez bien vos souvenirs, racontez ce que vous savez de votre vie.

— En vérité, monsieur, répliqua sir George surpris autant qu'ému, je ne sais si je dois...

— Si vous devez! s'écria Joseph éperdu; si vous devez! répéta-t-il à plusieurs reprises. Cette chaîne a été tressée avec les cheveux de ma mère; cette relique, c'est moi qui l'attachai, le jour de sa mort, au cou de mon plus jeune frère! C'est bien elle, voici la date que j'y gravai moi-même avec la pointe d'un couteau.

A ces mots, George pâlit, et tous deux restèrent quelques instans à se regarder en silence.

— O mon Dieu! murmura George en se parlant à lui-même de l'air d'un homme qui cherche à se ressouvenir; que de fois ne m'a-t-il pas semblé, sous le toit de mes hôtes, entendre comme un écho lointain de mes jeunes années! Que de fois n'ai-je pas cru reconnaître ces grèves solitaires! Que de fois ne me suis-je pas surpris à chercher la trace de mes pieds d'enfant sur le sable de ces rivages!

Puis il reprit après quelques minutes de recueillement :

— Je ne sais rien de mon enfance. Il me semble que la mer fut mon premier berceau. Tout ce qu'ont pu m'apprendre ceux qui

m'ont élevé, c'est qu'en février 1817, je fus recueilli sur la cime d'une vague, cramponné aux flancs d'une barque, par un brick hollandais, qui s'alla perdre lui-même en vue des côtes d'Angleterre.

— Attendez, attendez! s'écria Joseph en l'interrompant. En février, dites-vous? en février 1817! En effet, voici bien la date, ajouta-t-il en examinant les chiffres qu'il avait gravés lui-même sur le revers de la relique, et que le temps n'avait qu'à demi effacés.

— Sauvé et recueilli pour la deuxième fois, reprit George, je fus adopté par un vieux et bon midshipman, qui me fit élever avec son fils Albert. Il mourut; j'étais bien jeune encore. J'ai vu depuis tant de contrées diverses, que tous ces souvenirs sont très confus dans ma mémoire; j'ai parlé tant de langues différentes, que je ne me rappelle plus quelle est celle que je balbutiai la première. Cependant je n'ai jamais parlé la vôtre sans que tout mon cœur n'ait vibré au son de ma propre voix; j'ai toujours pensé que c'était celle de ma mère.

— Ainsi, dit Joseph en le couvant des yeux, lorsqu'on vous a sauvé, vous n'étiez qu'un enfant?

— J'échappais au berceau.

— Et vous aviez au col...

— Cette chaîne et cette relique. Mais, à votre tour, parlez, monsieur, parlez! Dites, qu'avez-vous à m'apprendre?

Joseph, qui s'était laissé tomber dans un fauteuil, se leva brusquement, écarta de ses deux mains la chemise qui cachait la poitrine de George, et, reconnaissant la cicatrice d'une blessure qu'il avait pansée autrefois lui-même sur le sein d'Hubert, il lui jeta ses bras au cou, et le pressant contre son cœur :

— Est-ce toi? s'écria-t-il d'une voix étouffée; dernier fils de ma mère, est-ce toi?

V.

Le même jour, quelques heures après la scène qui s'était passée le matin à Saint-Brieuc, Jeanne se réveilla d'un long assoupissement. En ouvrant les yeux, elle vit assis à son chevet Jean, Joseph, Christophe, et George que les trois autres appelaient leur frère. La joie et le contentement étaient répandus sur tous ces visages. George et Joseph tenaient chacun une main de Jeanne dans les siennes. — Rêve charmant! ne me réveillez pas, murmura-t-elle; et, refermant doucement ses paupières, elle retomba dans ce demi-sommeil

qui est à l'ame comme un crépuscule : ce n'est plus la nuit, ce n'est point encore le jour. Enfin, poursuivie par un vague sentiment de la réalité, elle ouvrit les yeux de nouveau, et, comprenant cette fois que ce n'était point un songe, elle tomba dans les bras de Joseph et ne s'en arracha que pour appeler dans les siens son oncle l'amiral et son oncle le colonel. A George, pas un mot, pas un geste, à peine un regard, mais aux trois autres les caresses les plus folles et les plus tendres baisers. Cependant une sourde inquiétude grondait encore au fond de son bonheur. Tout à coup sa figure se rembrunit : Jeanne se tourna vers Christophe, et, d'une voix tremblante :

— Mon oncle, s'écria-t-elle, vous m'aviez dit qu'il n'était plus libre?

— Je t'ai dit la vérité, répliqua Christophe avec un fin sourire.

— Mon oncle, vous m'aviez dit qu'il était marié?

— Oui, s'écria Christophe, et voici sa femme, ajouta-t-il en couvrant de baisers la tête de la belle enfant.

Les quatre frères avaient décidé entre eux que leur nièce n'apprendrait qu'à l'heure de son mariage toute la vérité. Il plaisait à George de prolonger un mystère qui lui permettait de se sentir aimé pour lui-même; d'une autre part, il ne déplaisait point aux trois oncles de paraître n'avoir cédé qu'aux vœux de leur nièce, et de la laisser un peu croire à leur désintéressement.

— Je n'ai point de patrie, disait George.

— Vous avez la France, répondait Jeanne; aviez-vous donc rêvé une patrie plus belle?

— Je n'ai point de fortune, ajoutait-il.

— Ingrat! disait Jeanne en souriant.

— Je n'ai point de famille.

— Vous oubliez mes oncles.

— Songez que je n'ai point de nom.

— George! disait Jeanne en lui fermant la bouche avec sa main.

— Puisque tu l'as voulu, s'écria Jean, il a bien fallu te le donner, ce sir George!

— T'avons-nous jamais rien refusé? dit Christophe.

— Oh! vous êtes bons, s'écria Jeanne en les attirant sur son cœur.

On eût dit que le ciel avait pris pitié de la tendresse et de l'égoïsme de ces deux hommes et de Joseph lui-même, en combinant les évènemens de telle sorte que Jeanne pût se marier sans changer de toit, de nom et de famille. Nous sommes toutefois obligé d'ajouter que Christophe et Jean ne s'accommodèrent pas avec un bien vif enthou-

siasme des décrets de la Providence, Jean surtout qui, n'ayant jamais connu le petit Hubert, se souciait assez médiocrement de la résurrection de ce nouveau Moïse.

— Ah ça! dit-il le soir à Christophe en le prenant à part, es-tu sûr que ce soit le petit Hubert? Tout ceci me semble, à moi, un peu bien romanesque et passablement fabuleux.

— Il n'y a pas à douter, répondit Christophe en branlant la tête. J'ai reconnu sur son bras gauche l'image du brick *la Vaillance* que je dessinai moi-même en traits de poudre sur le bras de notre jeune frère.

— C'est égal, dit Jean, il faut convenir que voici un gaillard bien heureux. Nous lui avons élevé sa femme à la brochette. Il faut convenir aussi que notre père a eu de jolies idées pendant mon absence.

— Que veux-tu? répliqua Christophe; tu le disais toi-même, tôt ou tard il aurait fallu en passer par là. Mieux vaut donc Hubert que tout autre. Ça ne sortira pas de la famille. Jeanne portera notre nom et perpétuera la race des Legoff.

— C'est vrai, répondit Jean, qui ne put s'empêcher de se rendre à ces raisons; mais toujours est-il que le drôle n'est point à plaindre. Une nièce, une femme, un million de dot, une famille agréable, un nom glorieux dans les fastes de l'armée et de la marine, tout cela pour une frégate perdue! Les naufrages lui ont réussi. Il avait la vie dure, le petit. Mais, mille tonnerres! ajouta-t-il avec humeur, ce cagot de Joseph avait bien besoin d'attacher un grelot au col de ce morveux d'Hubert!

— Allons, allons! maître Jean, dit Christophe; au bout du compte, lorsque vous êtes revenu sans souliers du fond de la Russie, vous n'avez pas été fâché de trouver votre chaumière changée en château et un million pour oreiller.

— Oui, répondit Jean; mais, moi, je n'épouserai point ma nièce.

— Je le crois pardieu bien! s'écria Christophe; il ne manquerait plus que cela.

Empressons-nous d'ajouter que, passé ce premier mouvement de jalousie et d'égoïsme, ils acceptèrent franchement leur rôle, et remercièrent la destinée de leur avoir envoyé pour Jeanne le seul époux qui pût satisfaire à toutes leurs exigences. Quant à Joseph, il chantait les louanges du Seigneur, et ne se lassait point de contempler les deux jeunes têtes qu'il avait tant de fois baisées l'une et l'autre au berceau.

Le bonheur et l'amour sont de grands médecins. Au bout d'une

semaine, Jeanne était tout-à-fait rétablie. Il avait été décidé que toute la famille accompagnerait George; car, bien qu'il eût recouvré sa patrie, son nom et sa famille, Hubert n'en restait pas moins, jusqu'à nouvel ordre, l'humble sujet de l'Angleterre. En effet, ils s'embarquèrent tous à bord du *Waverley*, et ce fut un voyage véritablement enchanté, excepté toutefois pour Christophe et pour Jean, qui se résignèrent difficilement à mettre le pied sur le sol de la perfide Albion. Ils déclarèrent que Londres était un horrible bourg, bien inférieur, pour les monumens, à Bignic et surtout à Saint-Brieuc. Ils avaient, dans les rues, une certaine façon de regarder les gens, qui faillit maintes fois leur attirer une mauvaise affaire. Jean, qui s'était imaginé jusqu'alors que Saint-Hélène était une prison de Londres, demanda à visiter le cachot où son empereur était mort. En moins de quelques jours, George en eut fini avec le conseil d'amirauté britannique. Jean et Chistophe s'y présentèrent pour l'appuyer de leur témoignage. Jean trouva le moyen de faire intervenir la grande ombre de Napoléon, et s'exprima en termes si malséans pour l'Angleterre, qu'on fut obligé de lui imposer silence et de le mettre poliment à la porte. Le jeune homme n'en arriva pas moins à son but. Il offrit sa démission, qui fut acceptée, et un mois ne s'était pas écoulé depuis leur départ de la France, qu'ils en avaient regagné les rivages. Ce ne fut qu'à la mairie que Jeanne apprit qu'elle épousait son oncle. On peut juger de sa joie et de ses transports, en voyant qu'elle continuerait de porter le nom que Joseph, Christophe et Jean lui avaient appris à aimer.

A l'heure où nous achevons ce récit, sept années ont passé sur le mariage de nos deux jeunes gens; c'est toujours dans leur cœur le même amour et la même tendresse. Jeanne n'a rien perdu de sa grace et de sa beauté; grave et souriante, comme il sied à une jeune mère, elle est plus que jamais l'orgueil et la joie du Coët-d'Or. Deux beaux enfans jouent à ses pieds, et ses vieux oncles redoublent autour d'elle de respect et d'adoration; — car c'est toi, ma fille, lui disent-ils souvent, c'est toi qui nous a ouvert les voies bénies du devoir et de la famille.

JULES SANDEAU.

LA RUSSIE.

III.[1]

Le Couvent de Troïtza. — Le Clergé russe.

Il y a douze grands couvens à Moscou; il y en a à Pétersbourg, à Kieff, à Smolensk, dans toutes les villes et toutes les provinces de l'ancien empire russe. De ces nombreux couvens d'hommes et de femmes, fondés par des princes, enrichis par des dons multipliés, illustrés par des traditions pieuses, il n'en est pas un qui jouisse d'une aussi grande célébrité que celui de Troïtza. La légende religieuse lui donne un caractère auguste, l'histoire un nom glorieux. Le peuple le nomme avec vénération comme un des sanctuaires de sa foi, et avec amour comme un rempart de son pays.

Le couvent de Troïtza fut fondé au milieu du XIVe siècle par saint Serge, l'humble anachorète dont toute la vie est une longue suite de miracles. Les miracles éclatent même avant sa naissance. Sa mère enceinte s'en va un jour à l'église. « Au moment où le prêtre allait lire l'Évangile, dit le naïf biographe du saint, le métropolitain Philarète (2), l'enfant qu'elle portait dans son sein jette un cri, et le répète après la communion, si fort que toute l'assemblée l'entend. L'enfant vint au monde connaissant déjà les commande-

(1) Voyez les livraisons du 1er décembre 1842 et du 1er janvier 1843.

(2) Discours sur la vie de saint Serge, prononcé par le métropolitain Philarète. Moscou 1822.

mens de l'église et les règles de l'abstinence. Quand sa mère prenait une nourriture trop substantielle, l'enfant refusait son sein comme pour lui reprocher sa faute, et il le refusait également les jours de jeûne et de carême. » On le mit à l'école avec son frère, qui fit de rapides progrès. Quant à Serge, il ne put entrer dans la science du monde : son maître le punit, ses camarades se moquèrent de son ignorance; il s'efforça de suivre les leçons qu'on lui donnait, et ne parvint pas même à apprendre à lire. Un vieillard inconnu, vêtu d'une robe de moine, qu'il rencontra par hasard dans les champs, et à qui il raconta avec douleur les vaines tentatives qu'il avait faites pour s'instruire, prononça une prière avec Serge et lui remit un morceau de pain bénit en disant : — Je te donne ceci comme un signe de la grace de Dieu et de l'entendement des saintes Écritures. Puis il le reconduisit chez ses parens et lui ordonna de lire un psaume. L'enfant n'osait, le vieillard insista; le petit Serge se soumit enfin à l'épreuve, prit le livre qui lui était indiqué, et le lut couramment. Le vieillard disparut en disant que cet enfant serait un jour le temple de la sainte Trinité. A partir de ce jour, Serge se livra avec ardeur à l'étude des Écritures; il jeûna, pria, se macéra le corps, malgré les remontrances de sa mère, qui le conjurait de ménager ses forces. Son père, qui était un riche et puissant boyard de Rostow, fut ruiné par une invasion des Tartares, et se retira avec sa femme dans un couvent. Serge s'en alla, suivi de son frère, au milieu d'une forêt épaisse, éloignée de toute habitation; puis il construisit, à quelque distance d'un ruisseau, une hutte pour lui servir de demeure, et une église qu'il consacra à la sainte Trinité. Telle fut l'origine du riche couvent de *Troïtza* (Trinité). Bientôt le frère de Serge le quitta; le saint resta seul dans sa sombre retraite comme un anachorète de la Thébaïde, exposé à la faim, à la soif, aux rigueurs du froid et aux attaques des bêtes féroces. A l'âge de vingt-quatre ans, Serge se fit sacrer prêtre par un abbé qui vint le voir. Il soutint vaillamment les combats de la chair, la lutte des passions, se jetant à genoux chaque fois qu'il sentait une tentation mondaine s'éveiller dans son cœur, et se confiant à Dieu en face de tout danger. Un jour il rencontra dans le bois un ours affamé, et lui présenta un morceau de pain. L'ours se traîna à ses pieds, accepta la pauvre nourriture du solitaire, et revint de temps en temps lui faire une humble visite.

Cependant l'odeur de sainteté du cénobite se répandit dans les environs; des hommes pieux vinrent le trouver et lui demander la permission de s'associer à sa vie austère. Il se forma autour de lui une communauté de douze religieux, qui se bâtirent des cellules à l'imitation de la sienne, et le choisirent pour leur supérieur. Cette communauté récitait dans la petite église les matines, les vêpres, les cantiques; l'office divin terminé, Serge se livrait avec un dévouement infatigable aux plus rudes travaux. C'était lui qui fendait le bois pour les autres frères, portait le grain au moulin, pétrissait la pâte, allait puiser de l'eau pour les cellules, et cousait les vêtemens et les chaussures nécessaires à la communauté. Investi par un vote unanime de la dignité de supérieur, il ne changea rien à ses modestes habitudes; il travaillait plus

que tous les autres religieux, ne prenait que la nourriture la plus chétive, et ne portait que le plus mauvais vêtement. Il soutenait par son exemple leur courage, qui, de temps à autre, vacillait, et relevait leur piété par ses exhortations. Une fois la communauté se trouva dans un état de disette effrayant; elle n'avait plus ni pain, ni grain, et n'avait pris depuis deux jours aucun aliment. Serge se mit en prières, et le lendemain un inconnu lui envoya d'abondantes provisions. Une autre fois la communauté se plaignit de l'éloignement d'un ruisseau dont l'eau servait aux besoins du monastère; Serge s'en alla dans la forêt, trouva au pied d'un arbre un peu d'eau de pluie, la bénit, et il en jaillit une source féconde, la même que l'on voit encore aujourd'hui. Quelque temps après, il ressuscita un enfant par ses prières, il guérit un boyard de ses accès de rage. Alors il devint célèbre au loin et fut invoqué de toutes parts. Les pélerinages commencèrent; les dons affluaient dans la pauvre communauté. La forêt, jusque-là si déserte et si sauvage, fut percée de côté et d'autre, traversée par des grandes routes, et des villages s'élevèrent autour des cellules. Une nuit que Serge était en prières, il entendit une voix qui l'appelait par son nom; il ouvrit la fenêtre, aperçut au ciel une lueur extraordinaire, et devant lui une grande quantité d'oiseaux; la voix mystérieuse lui dit : — Serge, Dieu a exaucé les prières que tu lui adresses pour tes frères; le nombre de tes disciples égalera celui de ces oiseaux. — Peu à peu la communauté, agrandie, enrichie, s'organisa selon les règles des couvens, d'après les avis du patriarche de Constantinople. Déjà elle donnait l'hospitalité aux pèlerins, et distribuait aux pauvres le superflu des offrandes qu'elle recevait de toutes parts, quand tout à coup la guerre éclata; les Tartares, conduits par un chef redoutable, envahirent la Russie. Le grand-duc Dmitri Ivanovitsch consulta Serge sur ce qu'il devait faire. L'homme de Dieu, après s'être mis en prières, lui dit de prendre avec confiance le commandement de ses troupes, et de marcher au-devant de ses ennemis. Pendant que la bataille s'engageait entre l'armée du grand-duc et les hordes tartares, Serge priait comme Moïse sur la montagne. Le duc remporta une victoire éclatante, et pour témoigner sa reconnaissance à Serge, à qui il attribuait le succès de ses armes, il dota de plusieurs domaines le couvent de Troïtza.

La vie du saint fut signalée par une foule d'autres miracles; mais nous ne suivrons pas plus loin la légende, légende déjà bien longue, qui nous a paru cependant offrir quelque intérêt comme expression des croyances pieuses de tout un peuple, comme tableau fidèle de la fondation et des progrès d'une grande institution. Saint Serge mourut en 1391, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Après sa mort commence une autre légende, celle du couvent qu'il a fondé. Celle-ci se continue, d'année en année, avec le même mélange de réalité et de merveilleux. Les Russes croient à la toute puissante efficacité des reliques de saint Serge, ils regardent son couvent comme un asile assuré contre tous les fléaux, et le prouvent tantôt par des faits authentiques, tantôt par de naïves traditions. L'ancienne et la nouvelle chronique de Troïtza forment à présent toute une histoire populaire qui se détache parfois sur l'histoire gé-

nérale de la nation comme une image dorée de Byzance sur les murs sombres d'une vieille église et tout à coup s'y rejoint par une action éclatante ou un lien miraculeux.

En 1421, le corps de saint Serge fut enlevé à la tombe pour être déposé dans une châsse, et, si on en croit la sainte chronique, après avoir été enseveli pendant trente années dans la terre, n'avait pas subi la moindre altération. En 1609, une armée de Polonais, conduite par Sapieha et Lissowski, assiégea le couvent; la main de Dieu, qui protégeait les moines, émoussa les dards des Polonais, fatigua leur courage. Après seize mois d'attaques continues, d'assauts réitérés, ils se retirèrent tout honteux, n'ayant pas même pu franchir les remparts qui entourent le saint monastère. Ils portèrent leurs armes d'un autre côté, et le supérieur de Troïtza fit vendre les vases d'or et d'argent amassés dans le couvent, pour payer la solde des troupes qui essayaient de résister à l'invasion. — Les Polonais s'emparèrent de Moscou; les religieux de Troïtza, par leurs exhortations, ranimèrent le courage des Moscovites et employèrent leurs dernières ressources à rassembler un nouveau renfort de troupes, à réunir des armes et des munitions. Les Polonais, vaincus sur plusieurs points, cernés de toutes parts, poursuivis avec ardeur, gardèrent pourtant leur conquête. Moscou, au désespoir, appela à son secours les hordes tartares, qui arrivèrent dans le pays comme alliés, et le ravagèrent comme d'implacables ennemis. Le généreux cloître de Troïtza, poursuivant sa noble mission, leur envoya, pour apaiser leur avidité, les ornemens de ses autels, les vêtemens de ses prêtres : c'était tout ce qui lui restait. Les Tartares, par un sentiment de délicatesse ou de piété qu'on ne se serait pas attendu à trouver parmi eux, refusèrent les dons des moines. Quelque temps après, les Polonais évacuèrent le pays. Trois ans plus tard, ils revinrent de nouveau assiéger le cloître miraculeux qui avait déjà lassé leur patience, essayant de s'en emparer par la ruse et la trahison, et furent comme la première fois forcés d'abandonner ces remparts infranchissables. — C'est dans les murs de Troïtza que Pierre-le-Grand se réfugia avec son frère Jean tandis que la révolte des Strélitz éclatait avec des cris de mort à la porte de son palais. C'est dans ces murs que les empereurs et les impératrices de Russie viennent tour à tour chercher les sages conseils de la sagesse ou le repos de la religion. — Sur la fin du XVIIIe siècle, la peste ravagea la ville, les environs de Moscou, et n'atteignit pas les domaines de Troïtza. Soixante ans plus tard, le choléra, plus cruel encore que la peste, porta pendant plus de quatre mois la mort et la désolation à Vladimir, à Jéroslaw, à Moscou, et le fléau s'arrêta encore à dix lieues de là, aux portes du couvent. Voici un autre fait qui n'ajoute pas peu à la gloire de Troïtza : quand les Français se furent emparés du Kremlin, disent les paysans russes, un de leurs régimens se dirigea vers Troïtza, bien décidé à s'emparer du couvent et à le piller; mais Dieu ne permit pas à ces soldats impies de reconnaître la route qu'ils devaient suivre, il troubla leur intelligence et fascina leurs regards. Après avoir erré tout un jour sur le chemin qui leur était indiqué, ils se retrouvè-

rent le soir, accablés de fatigue, sous les murs de Moscou. Une main invisible leur avait dérobé l'église de Saint-Serge et les avait égarés dans les plaines de neige. Nul autre régiment, après celui-ci, n'osa recommencer cette difficile tentative.

Tant de merveilles ne se sont pas opérées à Troïtza sans éveiller dans le cœur des souverains ces sentimens de piété fastueuse qui se manifestent par des actes de munificence. Ceux-ci ont agrandi ses domaines, ceux-là lui ont donné à pleines mains, comme des rois d'Orient, des perles et des rubis. Au xve siècle, le couvent de Saint-Serge, naguère encore si pauvre et si obscur, était propriétaire et maître de plus de cent mille paysans. Un ukase de Catherine II l'a dépossédé de cette propriété; mais il lui est resté des maisons, des fermes, des enclos, et en comptant le produit de ses terres et des offrandes des pèlerins on évalue le revenu annuel du cloître à environ 300,000 fr.

Rester à Moscou sans aller à Troïtza, c'est rester à Naples sans monter au Vésuve, à Londres sans descendre sous les voûtes du Tunnel, à Stockholm sans gravir les sentiers pittoresques du Mosebacken. Troïtza est le premier nom que les Russes citent aux voyageurs et l'un des premiers édifices qu'ils lui signalent après le Kremlin. « N'irez-vous pas à Troïtza? me dit un de ces bons Moscovites qui s'était fait avec une parfaite gracieuseté mon cicérone. — Oui, sans doute, j'y pense depuis que je suis ici. » Et le lendemain il arrivait à la porte de mon hôtel avec une large voiture à six chevaux, un postillon en tête, un cocher sur le siége, deux de ses amis à côté de lui, et les coffres remplis de verres, d'assiettes, de provisions de toute sorte. « Que dirait l'humble saint Serge, lui demandai-je, s'il nous voyait aller ainsi en pèlerinage à son couvent, avec ces bouteilles de vin de Champagne et ces pâtés de Moscou? — Saint Serge, me répondit-il avec l'accent de l'humilité chrétienne, était un homme de Dieu, et nous autres nous ne sommes que de pauvres gens du monde assujétis encore aux besoins matériels; d'ailleurs, quand vous entrerez dans nos auberges, vous verrez que nous n'avons pas pris une précaution tout-à-fait inutile. »

Nous voilà donc roulant vers Troïtza par une large chaussée, que l'on compte au nombre des belles routes de Russie, ce qui me donna une terrible idée des autres, car à chaque instant nous étions ballottés d'ornière en ornière. Mais si les ingénieurs n'ont pu vaincre les aspérités, ni aplanir les ondulations de cette prétendue chaussée, la piété en a fait un des chemins les plus animés qui existent. Tous les jours, la route de Troïtza est sillonnée par des flots de pèlerins, des familles entières qui s'en viennent de cent ou deux cents lieues portant le havresac sur l'épaule et s'arrêtant de distance en distance au bord d'un ruisseau pour faire leur modeste repas et prendre un peu de repos. Les femmes marchent pieds nus, un léger mantelet de laine gris sur la tête, un ruban sur les cheveux. Des vieillards à longue barbe s'appuient sur leur bâton et ressemblent de loin à des patriarches, tant ils ont l'attitude imposante et la figure vénérable. Des enfans courent à côté de leur

mère, demandant peut-être, comme ceux des croisades, à chaque village qu'ils aperçoivent si ce n'est pas là Jérusalem la sainte. En même temps une longue file de voitures lourdes, grossières, s'avancent péniblement sous le poids de nombreux pèlerins, et d'élégans landaus, de riches berlines emportent au grand trot de quatre vigoureux alezans quelque noble couple dans l'enceinte sacrée du monastère. On dirait une migration de tribus. Les pauvres prient le long de la route et font des signes de croix devant chaque chapelle. Les riches se bercent mollement sur leurs coussins élastiques et parlent du dernier roman qu'ils ont lu, de l'exposition du Louvre, des eaux de Carlsbad ou du chant des bohémiennes. Les pauvres sont en vérité partout les uniques enfans de Dieu. Les riches ne s'occupent des saints et de l'église que lorsque la fantaisie leur en vient, ou lorsque certaines convenances leur en font une loi. De temps à autre, les fidèles piétons qui marchent pieds nus et tête nue sur un sol rude et sous un soleil ardent, tendent une main suppliante vers l'équipage du riche, qui leur jette en courant quelques kopeks et se replonge avec délices dans le sentiment de son bien-être.

Nous traversâmes des villages de serfs pareils à ceux que j'avais vus en venant de Pétersbourg à Moscou; nous entrâmes dans de vastes auberges où le service de la cuisine est réduit à sa plus simple expression. Il est convenu que les voyageurs auront soin de se pourvoir eux-mêmes de tout ce qu'il leur faut. Le maître du caravansérail leur fournit seulement la table, les chaises, au besoin de l'eau chaude pour faire du thé, et quelques tasses ébréchées. Exiger davantage serait une prétention exorbitante. Les pauvres qui ne craignent pas d'entrer dans la salle puante occupée par la famille de l'aubergiste peuvent prendre leur part, les jours gras, d'une épaisse soupe aux choux, espèce d'*olla podrida* composée des élémens les plus substantiels, et, les jours maigres, acheter pour quelques kopeks des tartines de pain noir couvertes d'un beurre rance, ou des queues de poissons séchées. Les lois de l'abstinence s'observent ici rigoureusement, et le vendredi ou le samedi on n'obtiendrait pas à beaux roubles comptans, dans une de ces auberges, une aile de poulet, à supposer qu'il y en eût.

Nos chevaux reposés, notre dîner fini, nous remontâmes aussitôt dans notre voiture. Mes trois compagnons de voyage me charmaient par leur entretien. Je ne me lassais pas de les interroger sur l'histoire, sur les mœurs, sur la littérature de leur patrie, et ils répondaient à toutes mes questions avec une complaisance infatigable et une lucidité parfaite. Quelquefois notre causerie errait d'une contrée à l'autre, des institutions de la Russie à celles de la France, et ils parlaient de notre pays avec une grande justesse de raisonnement et une vive sympathie. Vrais Russes de cœur, dévoués avec amour à leur patrie, à sa religion, à ses lois, ils n'en dissimulaient pourtant pas les vices et les défauts; mais ils voyaient le progrès descendre peu à peu des régions de la haute société dans l'esprit du peuple, adoucir ses mœurs, combler les lacunes de l'ancienne législation, répandre de toutes parts les germes d'une

utile instruction et d'un sage développement. Ils reconnaissaient de bonne foi la barbarie du passé, les imperfections du présent, et regardaient avec confiance l'avenir.

A vingt werstes de Troïtza, nous mîmes pied à terre et nous entrâmes dans une grotte creusée, il y a quelques années, au sein d'une colline par un moine d'un couvent voisin. Le pauvre religieux s'était imposé ce labeur comme une punition. Il sortait le soir de son cloître, et venait toute la nuit bêcher, creuser, charrier le sable et la terre. Il a lui-même ouvert cette demi-douzaine de galeries souterraines, qui s'entrelacent, se croisent comme les allées d'un labyrinthe; il a porté sur son dos les pierres nécessaires pour les affermir, maçonné leurs parois, élevé leurs voûtes, et il accomplissait cette étonnante tâche le corps chargé d'une ceinture de fer que nous pouvions à peine soulever. Son travail achevé, le religieux est mort, tout tremblant encore de n'avoir pas vécu d'une vie assez austère et murmurant d'une voix inquiète une parole de pénitence. Sa grotte est maintenant en grande vénération. Sa lourde ceinture a été suspendue à la muraille à côté de la crosse en bois sur laquelle il s'appuyait dans ses vieux jours. Des images de saints et de la Vierge ornent le fond des galeries. Tous les pélerins qui vont à Troïtza s'arrêtent là avec un sentiment de piété; un moine les attend à la porte, et les conduit avec un flambeau de souterrain en souterrain. On se prosterne devant chaque image, et on laisse, en s'en allant, tomber quelque pièce de monnaie dans le tronc de la charité. Le bon moine, en travaillant ainsi pour son salut, s'est rendu utile à ses frères. Il n'est personne qui, en parcourant sa sombre retraite, n'y laisse une pieuse offrande ou un témoignage de son admiration pour une telle œuvre de foi et de patience.

Le soir, nous arrivâmes à Troïtza. La grande place qui touche aux murs du couvent était couverte de tentes, de boutiques en planches, d'échoppes portatives. On dirait la place de Leipzig à la foire de Pâques. Seulement ces tentes et ces échoppes ne sont pas remplies, comme celles de Leipzig, des plus belles productions de l'industrie allemande et française. On n'y trouve que des étoffes communes, des ustensiles de ménage, des étalages de boulanger et de boucher, et des amas de jouets en bois et en carton, pour que les enfans emportent aussi un doux souvenir de Troïtza. Les prières des chapelles venaient de finir quand nous traversions la grande place, le cloître était fermé, et les allées pratiquées entre les boutiques, les rues voisines, la plaine entière, étaient inondées de pélerins, les uns assis par terre, comme une famille nomade, sous un lambeau de toile posé sur un piquet, d'autres savourant un verre d'eau-de-vie ou une tasse de thé dans une taverne ouverte à tous les vents; ceux-ci regardant avec une sainte avidité les images en bois et en porcelaine qui représentent les miracles de saint Serge ou de saint Nicolas, ceux-là s'arrêtant de préférence devant les tables chargées de fruits et de légumes. Une foule bigarrée errait au milieu de ces richesses terrestres et marchait de tentation en tentation. Le marchand, debout devant sa boutique, haranguait les passans, et les tirait par les pans de leur habit ou les plis de

leur robe pour les forcer à voir ses denrées. Le vendeur d'eau-de-vie agitait ses verres et ses bouteilles; le boucher balançait fièrement son grand couteau et offrait à tout venant un quartier de bœuf ou de mouton. C'était un tumulte, un tourbillon de gens de tout âge et de toute classe, religieuses en robe noire, paysannes aux longs cheveux flottant sur les épaules, pauvres en haillons, femmes du monde coquettement parées; un mélange de cris et de paroles au milieu duquel on entendait tout à coup retentir l'horloge du cloître, vibrant comme une voix austère pour rappeler à cette foule insouciante la fuite du temps et la pensée de Dieu.

En me mêlant avec mes compagnons de voyage à cette cohue bruyante, j'aperçus au milieu des magasins d'images et de médailles une boutique de libraire où l'on vendait une traduction de Shakspeare et quelques-uns de nos romans du XVIIIe siècle, ce qui me sembla bien profane pour un tel lieu. Des groupes de bohémiennes plus profanes encore s'en allaient çà et là en vraies mécréantes, sans faire un signe de croix, sans murmurer une seule prière, épiant une occasion de larcin, et jetant quelquefois sur leur passage, par le murmure de leur voix ou l'éclair de leurs sombres prunelles, d'affreux sortiléges. L'une d'elles m'arrêta et voulut absolument me dire la bonne aventure. Elle était jeune et belle, et je me trouvais déjà très heureux de contempler la coupe gracieuse de sa figure légèrement bronzée, ses grands yeux noirs pétillant sous de longs cils, ses boucles de cheveux qui s'échappaient des plis d'un foulard trop étroit pour les contenir, et sa taille élégante, dont un tartan, jeté négligemment sur l'épaule, ne dérobait qu'à demi les légères proportions. Je lui abandonnai donc très facilement ma main; elle la retourna, la regarda, consulta une vieille sorcière qui l'accompagnait et lui servait sans doute de guide dans cette belle science de la divination; enfin elle m'annonça le plus charmant avenir. Le moyen après cela que je ne sois pas parfaitement heureux? C'est la plus jolie fille de Bohême qui s'est portée garant de ma fortune, et il ne m'en a coûté qu'un rouble pour entendre prononcer par une voix si douce une si riante prédiction.

Le lendemain, les cloches sonnèrent dès le matin. Le carillon tinta gaiement dans toutes les coupoles. Au lever du soleil, nous vîmes se dérouler autour de nous une vaste plaine, coupée par de légères collines, parsemée de groupes d'arbres et d'habitations champêtres. Dans un affaissement de terrain est la petite ville de Troïtza, composée presque tout entière de magasins et d'hôtelleries, vivant du passage des pélerins, comme Baden ou Bagnères du séjour des baigneurs. Au centre de la cité s'élèvent les remparts du couvent, ces fiers remparts qui n'ont guère que cinq pieds d'épaisseur et qui ont soutenu pourtant deux siéges opiniâtres. Ils ont quatre à cinq toises de haut, et sont traversés au dedans de leur enceinte par deux galeries couvertes. C'était là que la troupe des religieux se rassemblait au temps des Polonais pour lancer sur ses adversaires les dards acérés et les balles ardentes; c'est là que, dans les jours pacifiques, les moines vont se promener dans l'intervalle des offices. Au-dessus de cette barrière illustrée par deux vic-

toires, on voit briller les dômes argentés, les coupoles élancées du couvent. Là chaque jour de l'année est un jour solennel; la fête d'un martyr ou d'un apôtre, d'une vierge ou d'un cénobite, qui se passe ailleurs sans faste et sans bruit, se célèbre à Troïtza par maint carillon joyeux et mainte cérémonie pompeuse. Le calendrier des autres églises n'a qu'un petit nombre de jours vraiment mémorables; celui de Troïtza est, du 1er janvier au 31 décembre, écrit en lettres d'or.

Au premier appel des cloches, nous vîmes des milliers d'hommes, de femmes et d'enfans sortir de toutes les maisons de la ville, de toutes les boutiques de la place, et se diriger vers la porte du couvent. Nous nous joignîmes à cette multitude, et pour la première fois je mesurai du regard, non sans surprise, l'immense espace renfermé entre les remparts du monastère. Il y a là neuf églises et une chapelle, trois corps de logis, un palais occupé par l'académie de théologie, et un autre édifice habité en partie par l'archimandrite. Toutes les églises étaient ouvertes, tous les autels éclairés par des lampes d'argent et des cierges, et les reliques exposées à la vénération des fidèles. Dans la cathédrale, l'archevêque lui-même officiait, l'encens fumait, les moines chantaient; les parois d'or et d'argent de l'iconostase, les couronnes de diamans des images de saints, étincelaient à la lueur de cent bougies. L'archevêque, la mitre en tête, s'avança entre deux prêtres revêtus comme lui de chappes éblouissantes, et traversa la nef portant à chaque main un candélabre d'or qu'il tournait de côté et d'autre pour bénir le peuple. Les moines étaient rangés sur des stalles à droite et à gauche du sanctuaire, et chantaient en chœur le *Kyrie eleison*. Il me sembla que pour des hommes qui ont fait vœu d'abstinence et qui chaque jour répètent les prières les plus humbles, ils avaient la figure bien riante et le regard bien animé. Tous portent une longue barbe arrangée avec soin; leur chevelure, partagée sur le front en deux bandeaux, tombe en grosses boucles sur les épaules; on dirait qu'elle sort des mains du coiffeur. Une longue robe noire leur descend jusque sur les talons; quelques-uns la font faire en étoffe de laine, d'autres en velours. Avec ce vêtement féminin, ces cheveux si artistement bouclés, beaucoup de petits novices qui n'ont point encore de barbe au menton ressemblent parfaitement à de jeunes filles. Ceux qui ont la physionomie plus mâle ne sont guère plus imposans. Tous ces moines paraissaient en général fort peu édifiés eux-mêmes de la cérémonie religieuse à laquelle ils prenaient part, et ils chantaient avec distraction, comme des gens qui accomplissent une tâche journalière plutôt qu'un acte de piété. Un seul (mais celui-là n'est plus moine, c'est leur chef actuel, leur archimandrite) se distinguait entre tous par son attitude sérieuse, par la majesté de sa démarche, le recueillement de sa physionomie. Il était jeune encore et d'une beauté tout orientale : une barbe noire comme de l'ébène, des yeux noirs, un étonnant mélange de fierté et de douceur dans tous les traits, une expression d'audace vaincue dans le regard et de résignation virile sur les lèvres : Faust converti ou Manfred repentant. On dit que son enfance

s'est passée dans un palais, qu'il a trouvé près de lui, tout jeune, au milieu du monde, les rêves trompeurs qui devaient le séduire et le péril qu'il n'était pas assez fort pour affronter. On dit que son cœur a fait un doux et triste roman. A Dieu ne plaise que j'arrache d'une main profane le voile mystérieux qui recouvre à présent cette vie agitée. Le noble prêtre a cherché dans les murs du couvent un refuge à ses angoisses, et dans l'exercice des devoirs religieux une consolation à ses regrets. Puisse la paix du ciel descendre comme un baume salutaire dans tous les replis de son ame! Rien qu'à le voir, on éprouve ce sentiment de sympathie qu'inspire une douleur dignement supportée, et quiconque a causé avec lui a été pénétré des graces de son esprit et de l'onction de sa parole.

Tandis que je le regardais avec une curiosité pleine de respect, les moines continuaient leur chant monotone, auquel se mêlaient de temps à autre les voix d'un chœur d'enfans qui produisaient un effet charmant. L'archevêque redescendit le long de la nef sur un tapis de pourpre, puis remonta à l'autel. La foule s'écarta à son approche, se resserra dès qu'il se fut éloigné, se pressa et s'étendit jusque dans le chœur, faisant des signes de croix, murmurant à voix basse d'inintelligibles prières, se jetant la face contre terre. Selon la loi de l'Évangile, tous les rangs ici sont confondus. Le grand seigneur avec ses plaques en diamans est debout au milieu des paysannes, la femme du monde se voit entourée de moujiks. Il n'y a de siéges réservés que pour le prélat et les prêtres. Ce mélange produit un désordre qu'on ne remarque pas dans nos églises catholiques; c'est à qui s'approchera le plus près de l'autel et des reliques, et le plus fort ou le plus hardi est le plus heureux. Le bras robuste de l'ouvrier écarte les petites mains délicates qui essaient de lui fermer le passage; le pauvre en haillons franchit intrépidement tous les obstacles pour jouir des magnificences de l'église. On se heurte, on se coudoie, on se précipite vers l'autel avec une ardeur sauvage. C'est une effervescence de piété déréglée, un tumulte qui ressemble à celui d'un spectacle populaire.

La messe terminée, une partie de cette assemblée orageuse se retira, comme fatiguée de la lutte; mais des centaines de gens étaient encore là, qui attendaient l'archevêque au sortir du sanctuaire pour lui baiser les mains et se prosterner devant lui. Pour moi, je m'éloignai en silence, comparant cet office de la religion grecque à ceux de notre religion, à ces messes d'une pauvre église de village, célébrées avec tant de simplicité et de recueillement devant une communauté qui suit en silence les mouvemens du prêtre, qui se lève à l'Évangile comme pour attester hautement les règles de sa foi, et tombe à genoux, la tête penchée vers la terre, les mains jointes sur la poitrine, au son de la clochette qu'une main d'enfant agite sur les marches de l'autel.

L'heure du dîner venait de sonner. Nous entrâmes dans le réfectoire, où tous les moines étaient assis sur deux lignes parallèles. On leur servit une soupe de gruau, du poisson, des légumes et des cruchons de *quass*. Il me parut que c'était un repas assez comfortable; seulement les convives étaient d'une saleté repoussante. Dans une chambre voisine, on servait un dîner à

peu près semblable à une douzaine de religieuses qui étaient venues là en pélerinage, et, sous une longue voûte sombre et humide, plusieurs pauvres se partageaient les chaudières de soupe et les morceaux de pain noir que la charité du couvent leur distribue chaque jour.

La demeure des moines est spacieuse et élégante. Le mot de cellule est trop modeste pour en donner une juste idée. Chacun d'eux a pour lui seul une chambre à coucher, un cabinet qui lui sert d'oratoire, et un salon de réception. J'ai trouvé là des tapis étendus sur le parquet, des canapés, des gravures assez mondaines, et des livres; mais ces livres ne donnent pas, à vrai dire, une haute idée de l'instruction des religieux. Plusieurs pauvres prêtres d'Islande ont dans leur misérable cabane des ouvrages français, allemands, danois. Dans le salon si paré et si coquet des moines de Troïtza, je n'ai vu que des ouvrages russes, des recueils de sermons, des traités de théologie, et quelques dissertations d'histoire.

Troïtza est pourtant le siége d'une de ces académies ecclésiastiques qui remplacent en Russie nos séminaires. Elle fut fondée à Moscou en 1673, sous le règne du tsar Théodore, frère aîné de Pierre-le-Grand. Ce n'était d'abord qu'une simple école destinée à raviver les études du clergé, qui, par suite des troubles politiques, étaient tombées dans un déplorable état de décadence. Dix ans après, cette école fut agrandie et honorée du titre d'académie. Ses élèves furent investis de plusieurs priviléges notables; ils ne reconnaissaient d'autre juridiction que celle de leurs maîtres, et pendant tout le temps de leurs études ils ne pouvaient être arrêtés que sur l'accusation d'un crime capital. Les professeurs venaient pour la plupart de la Grèce; quelques-uns d'entre eux, choisis par le patriarche de Constantinople, étaient des hommes d'une vraie distinction, et rendirent d'importans services au pays où ils étaient appelés. Les leçons se faisaient en grec et en latin.

En 1814, toutes les écoles du clergé ayant subi une nouvelle réforme, celle de Moscou fut transportée à Troïtza. On y compte à présent quinze professeurs et cent trente élèves. Cette académie ecclésiastique possède une bibliothèque de dix-huit mille volumes environ, parmi lesquels on remarque une collection de Bibles dans toutes les langues connues, et un Pentateuque hébreu écrit sur parchemin en 1142. La durée des études à l'académie est de quatre années. Les deux premières sont consacrées à l'enseignement de la philosophie, de ses divers systèmes et de son histoire, de la littérature moderne et ancienne, nationale et étrangère, de l'histoire des autres peuples et de celle de Russie. Les élèves doivent en outre suivre le cours de statistique, de géographie ancienne et moderne, de mathématiques, de sciences naturelles, de langues grecque, française, allemande. Pendant les deux autres années, ils étudient la théologie dogmatique, le droit canon, la polémique, l'exégèse, l'archéologie biblique et ecclésiastique, et l'hébreu. Ce programme d'études est assez large, malheureusement il est restreint dans l'exécution par toutes les réserves politiques, historiques, religieuses, qui entravent l'éducation en Russie, et surtout l'éducation du clergé. L'aca-

démie est d'ailleurs placée en dehors des attributions du ministère de l'instruction publique. Elle est régie par une conférence ecclésiastique soumise à l'inspection immédiate du métropolitain de Moscou. Elle a sous sa dépendance quarante-une écoles de paroisse, quarante-une écoles de district, et neuf séminaires secondaires. Ceci m'amène à parler de l'organisation du clergé russe. Il est divisé comme on sait en deux classes, désignées sous les noms de clergé noir et de clergé blanc.

Le clergé noir est celui qui se consacre aux pratiques de la vie religieuse dans l'enceinte des couvens. Tous les moines, à quelque ordre spécial qu'ils appartiennent, portent une robe noire appelée *talar*, un grand chapeau noir, rond, sans ailes, recouvert d'un voile noir pareil à celui d'une femme. La plupart entrent dès leur jeunesse dans le cloître, y reçoivent leur éducation, et montent de grade en grade. Les moines seuls peuvent arriver aux plus hautes dignités ecclésiastiques. Ils justifient ce privilége par des études plus larges et plus fortes que celles du clergé blanc, par une existence plus austère, et vouée à un célibat perpétuel.

Les membres du clergé nommé par opposition *clergé blanc* portent une longue robe brune boutonnée du haut en bas, recouverte d'un talar de la même couleur, à larges plis et à larges manches. Ils laissent, comme les moines, tomber leur barbe sur leur poitrine, et flotter leurs cheveux sur leurs épaules. Leur tête est couverte d'un grand bonnet en velours ordinairement brun, quelquefois rouge, et orné d'une bande de fourrure. Lorsqu'ils officient, ils se revêtent, ainsi que les moines, d'un costume beaucoup plus éclatant. Les richesses de nos églises catholiques ne sont rien, comparées à celles des églises grecques. J'ai déjà parlé de ces couronnes de diamans, de ces bouquets d'émeraudes et de rubis qui ornent les images des saints, de ces lames d'or et d'argent qui recouvrent l'iconostase. Chaque cloître, chaque grande église renferme un trésor, que la foule ne voit qu'en partie aux principales fêtes, mais que l'on déroule avec empressement les autres jours aux regards des curieux. Ce sont les chasubles, les chapes, les étoles des prêtres, les mitres des hauts dignitaires, tissues d'or et d'argent, parsemées de perles et de pierres précieuses. Une grande salle du couvent de Troïtza est du haut en bas remplie de ces vêtemens splendides, dons des princes et des empereurs, conservés depuis des siècles avec un singulier mélange d'orgueil et de piété. Le moine qui nous conduisait d'armoire en armoire nous regardait de temps à autre, comme pour jouir de notre surprise et de notre admiration. On eût dit une jeune femme étalant avec une joie naïve sa parure de fiancée et ses robes de bal. La robe en laine grossière de saint Serge, placée au milieu de ces richesses orientales comme un monument de l'antique humilité des cénobites russes, fait un étrange contraste avec les tissus d'or et de perles qui l'entourent. Plusieurs hommes du peuple qui s'étaient glissés à notre suite dans la chambre du trésor posèrent avec respect leurs lèvres sur cette robe. Aucun d'eux ne s'avisa de rendre le même hommage à la chasuble éblouissante des archevêques et des métropolitains.

Les prêtres du clergé blanc sortent en grande partie des petits séminaires, où ils ne reçoivent qu'une instruction très incomplète. Ils sont placés dans les paroisses de campagne ou dans les domaines seigneuriaux, et portent le titre de *popes*. Quelques-uns, ayant étudié dans les académies ecclésiastiques, obtiennent par là le droit d'entrer dans un presbytère plus important, et d'arriver au rang des *protopopes*, qui remplacent à peu près nos curés de canton. Dès leur entrée en fonctions, tous doivent être mariés; s'ils deviennent veufs, ils ne peuvent se remarier de nouveau, et sont forcés d'abandonner leurs cures pour se retirer dans un couvent. Aussi n'y a-t-il pas de femme plus choyée que la femme d'un pope russe, et pas un sort n'est plus enviable que le sien dans les conditions obscures de la vie. Elle peut être tant qu'elle voudra nerveuse et capricieuse : son mari, si rude qu'il soit, se gardera bien de contrarier ses fantaisies. Au moindre danger qui la menace, il a peur de perdre avec elle ses joies paternelles, son toit, sa liberté. La pauvre femme, de son côté, a grand intérêt à ménager les jours de son mari, car, s'il vient à mourir, elle est forcée de quitter l'humble domaine qui entoure le presbytère, et se trouve seule dans le monde, sans ressource aucune et sans autre espoir que celui de rencontrer par hasard quelque jeune prêtre qui, au sortir du séminaire, daigne l'épouser.

Pour se consoler de leur retraite et de leur célibat, les popes qui entrent au couvent après leur veuvage ont une perspective qui leur était rigoureusement fermée tant qu'ils vivaient dans les liens du mariage. Ils peuvent alors aspirer aux titres suprêmes de la hiérarchie ecclésiastique; mais il est rare qu'ils s'abandonnent à cette pensée ambitieuse, et bien plus rare encore qu'ils la réalisent. Leur savoir est trop borné, leurs habitudes sont trop rustiques, pour qu'ils puissent décemment remplir quelques fonctions élevées. Le progrès qui se manifeste de toutes parts en Russie n'a pas encore pénétré dans les rangs du bas clergé, ou, s'il commence à y pénétrer à présent, on n'en distingue pas encore les résultats. Tels les popes étaient il y a deux siècles, tels ils sont pour la plupart aujourd'hui, incultes et sans élan, conservant des mœurs grossières ou souillés de vices impardonnables. Les Russes reprochent à notre clergé de s'immiscer dans l'examen des questions politiques, dans les actes du gouvernement, et ils ne remarquent pas que, si nos prêtres sont parfois un peu trop ambitieux, les leurs tombent de plus en plus dans une nullité désespérante; que les nôtres sont les premiers maîtres de l'enfance, les premiers instituteurs du peuple, et que les leurs n'exercent pas la moindre influence sur les communautés confiées à leur direction; que notre clergé enfin est souvent à la hauteur des idées les plus avancées de l'époque, et que le leur est en arrière de toutes les classes civilisées de la Russie. Non certes, il n'y a pas de danger que les pauvres popes s'avisent jamais de commenter les articles d'un ukase impérial et d'en entraver l'exécution; mais leur soumission absolue aux lois du pouvoir temporel n'est point le résultat d'une humilité éclairée : c'est le fait d'une ignorance passive, impuissante et résignée. Dans beaucoup de presbytères, les popes ne se distinguent de leurs

paroissiens les plus grossiers que par leur robe et leur coiffure. Le paysan les respecte quand il les voit à l'église; hors de là, il les traite avec une insultante familiarité. Il y a parmi le peuple russe des sarcasmes particuliers, des proverbes injurieux qui ne tombent que sur les popes, des superstitions qui les offensent et qui se perpétuent de siècle en siècle. Qu'un Russe prêt à entreprendre un voyage rencontre sur sa route un pope, il regarde cette apparition comme de mauvais augure et crache à terre pour détruire l'influence sinistre qui le menace. Qu'on invite à s'asseoir à table un Russe qui a déjà dîné : Croyez-vous, dit-il, que je sois un pope, pour dîner deux fois?

L'éducation religieuse que les popes donnent aux enfans n'exige pas de leur part de grandes connaissances. Ils remplacent le raisonnement par la prière, l'instruction par les pratiques traditionnelles. A peine un enfant est-il né, qu'au risque de le faire mourir on le plonge trois fois dans l'eau du baptême au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit; à peine a-t-il l'usage de la parole, qu'on l'oblige à se confesser et qu'on l'admet à la communion. Quelquefois même, quand il tombe malade, on lui donne la communion comme un remède temporel. Les pauvres popes ne peuvent pas enseigner ce qu'ils ne savent point. Dans les séminaires, ils ont appris machinalement par cœur quelques résumés d'histoire et de géographie en latin et en russe sans y recueillir aucune idée. Ils s'en tiennent à la lettre même des leçons qu'on leur donne et ne poussent pas plus loin leurs investigations; les dogmes de l'église leur sont expliqués avec une précision minutieuse, systématique, et quand ils subissent un examen, ils n'ont qu'à répéter mot pour mot les réponses qu'ils ont dû graver dans leur mémoire; il ne leur est pas permis de s'écarter de la ligne rigoureuse qui leur est tracée, de se laisser aller à une fantaisie de symbole ou de dissertation. Un jeune écrivain allemand (1) qui a passé plusieurs années en Russie cite un curieux exemple d'un de ces examens. Les jeunes séminaristes sont réunis autour d'une urne qui renferme diverses questions écrites en latin; l'un d'eux prend celle-ci : *Quid est angelus?*

Le Prêtre. — Bien; dites-moi, je vous prie, qu'est-ce qu'un ange?

L'élève. — C'est un esprit saint qui sert Dieu dans le ciel.

Le Prêtre. — C'est juste. Combien y a-t-il d'anges au ciel?

L'élève. — Il y en a une quantité qu'il serait difficile d'énumérer.

Le Prêtre. — Pardon; on peut très bien l'énumérer. Qui d'entre vous peut me dire combien il y a d'anges au ciel?

Un autre élève. — On en compte douze légions.

Le prêtre. — Et combien dans chaque légion?

L'élève. — Au temps où la Bible fut écrite, chaque légion se composait de quatre mille cinq cents anges.

Le prêtre. — Prenez la craie et faites-nous sur le tableau cette multiplication.

(1) Kohl, *Reisen im inneren von Russland und Polen.*

L'élève multiplie quatre mille cinq cents par douze et montre un total de cinquante-quatre mille.

Le prêtre. — Bien. De quel sexe sont les anges?

L'élève. — Il serait difficile de le dire au juste.

Le prêtre. — C'est vrai; mais quelle est leur forme extérieure? Ressemble-t-elle à celle du sexe masculin ou féminin, ou, pour m'expliquer plus clairement, quels vêtemens portent-ils quand ils se montrent aux hommes?

L'élève. — Des vêtemens qui tiennent le milieu entre ceux de l'un et l'autre sexe, une sorte de robe flottante.

Le prêtre. — Très bien.

Les popes sont pauvres, et cette pauvreté est une des causes radicales du peu de respect que les paysans leur témoignent, et bien souvent des vices qu'on leur reproche. Ils cultivent eux-mêmes, pour en tirer tout le produit possible, l'enclos et les champs joints à leur presbytère. Ils vivent, comme le paysan, d'une vie de labeur, et, quand ils en trouvent l'occasion, oublient, comme le paysan, avec la cruche de quass et le flacon d'eau-de-vie, le poids de leur misère. Tout en condamnant leur ignorance, leurs habitudes grossières, on ne peut en vérité s'empêcher de regarder avec un sentiment de sympathie et de pitié ces pauvres prêtres sans force et sans pouvoir, humbles d'ailleurs, patiens, et pleins de tolérance. Le simple serf les traite souvent à peu près comme ses égaux, le gentilhomme affecte à leur égard une supériorité dédaigneuse, la loi civile ne leur reconnaît aucun privilége. Ils peuvent être, comme tous les sujets de l'empire russe, envoyés en Sibérie, dépouillés de leur caractère sacerdotal, et condamnés à servir dans l'armée parmi les simples soldats.

Le clergé noir, qui a fait son éducation dans les couvens, est en général instruit, éclairé, et, sous tous les rapports, beaucoup plus respectable et plus respecté que celui des campagnes, quoique la chronique scandaleuse mêle parfois des cloîtres d'hommes et de femmes à de singulières histoires. C'est ce clergé qui enseigne, qui écrit, et occupe exclusivement les grandes dignités ecclésiastiques. La plus élevée était autrefois celle de patriarche. Au XVIe siècle, les patriarches marchaient presque de pair avec les tsars et pouvaient entraver leur pouvoir. L'empereur de Russie n'a plus à craindre une telle rivalité; il est lui-même le chef souverain, le patriarche de son église. Il la dirige et la gouverne comme bon lui semble. Toutes les affaires ecclésiastiques doivent être, il est vrai, traitées par une sorte de sénat spécial composé de plusieurs prélats, et qui porte le titre de saint-synode. Le président actuel du saint-synode est un colonel de cavalerie aide-de-camp de l'empereur : je laisse à penser ce qu'il reste de liberté au vénérable sénat sous ce régime militaire.

Le plus haut titre qui existe à présent en Russie est celui de métropolitain. Il y a un métropolitain à Moscou, un autre à Kieff, un troisième à Pétersbourg. Les deux premiers ont les siéges les plus anciens; le troisième occupe, par sa résidence dans la capitale, le plus important. Viennent en-

suite les archevêques et évêques de première, seconde et troisième classe. Au-dessous des évêques sont les archimandrites, ou abbés des couvens; après eux la hiérarchie ecclésiastique compte encore les protopopes, les popes, les archidiacres, les diacres et les sacristains.

Tous les grands dignitaires qui officient dans les églises avec des vêtemens d'or et d'argent, des mitres chargées de perles et de pierreries, et auxquels on prodigue dans la conversation, dans les lettres qu'on leur adresse, les titres de saint et de très saint, ne reçoivent qu'un traitement très modique. Celui des métropolitains ne s'élève pas à plus de 4,000 francs par an, celui des archevêques ne dépasse pas 3,000. On leur assigne, il est vrai, encore une part dans les rentes de certains couvens, on leur donne une maison en ville, une maison à la campagne, et ils perçoivent, comme les simples prêtres, un droit de casuel pour les mariages, baptêmes, enterremens auxquels ils assistent; mais tout compté, bon an mal an, le revenu du métropolitain ne peut guère être évalué qu'à 30,000 francs, et celui de l'évêque à 10,000.

Plusieurs hommes ont illustré ce clergé par leur savoir et leurs travaux. D'une de ses académies sont sortis le premier poète russe, Lomonosoff, et le premier orateur de l'église russe, Platon. Malgré le haut rang qu'il occupe et la considération qui l'entoure, ce clergé me semble, comme le clergé blanc, isolé du mouvement général de la nation, et comme lui arrêté forcément dans une situation passive et stationnaire. Tant qu'il en sera là, il pourra entretenir le goût des pratiques extérieures chez les fidèles prosélytes de la religion grecque, inculquer à leur esprit la croyance aux miracles et le respect des images saintes; mais je ne pense pas qu'il exerce une grande influence sur le développement moral et intellectuel du peuple.

Les églises russes sont pour la plupart bâties sur un modèle uniforme. A l'extérieur, elles présentent un édifice carré sur lequel surgit une haute coupole ronde, massive, appuyée sur un rang circulaire de colonnes, surmontée d'une croix posée sur un croissant, symbole sans doute du triomphe de la religion grecque, de l'asservissement des Mongols et des hordes tartares; à chaque angle, une coupole plus petite s'élève, peut-être en l'honneur des quatre évangélistes, autour de la grande, qui représente l'image suprême du Christ. Quelquefois il n'y a que trois coupoles représentant la Trinité. Les unes sont peintes en bleu et parsemées d'étoiles d'or comme la voûte du ciel, d'autres argentées, et la plupart dorées. De loin, on les voit s'élancer au-dessus des villes et des villages, scintiller comme une flèche ardente au milieu d'une enceinte de remparts, briller comme une auréole à l'horizon. A l'intérieur s'offre une nef étroite, obscure, coupée par d'énormes piliers et revêtue du haut en bas d'images peintes sur un fond d'or, de figures gigantesques de saints, d'apôtres qui étendent de longs bras et tournent de grands yeux sombres vers l'assemblée. Point de sculptures, le dogme grec les rejette, mais une quantité de tableaux vieillis, noircis, où l'on ne voit que les mains et le visage; le reste du corps est recouvert d'une plaque d'argent ou de vermeil qui imite les plis onduleux d'un vêtement; la tête est entourée d'un cercle d'or

compact ou de plusieurs rayons de diamans; le cou et la poitrine sont très souvent parsemés de saphirs, de rubis et d'émeraudes. Devant chacune de ces images sont suspendues des lampes d'argent que l'on allume aux jours de fête, des candelabres où des fidèles font brûler des cierges pour honorer le saint qu'ils invoquent ou pour donner plus d'efficacité à leur prière. Parfois ceux qui accomplissent cette œuvre pie se trouvent à une grande distance du lieu vénéré auquel ils consacrent leur hommage. Quand je partis de Pétersbourg pour Moscou, un Russe, qui venait de gagner un procès, me pria de faire brûler pour lui un cierge devant l'image de la Vierge qui orne la cathédrale de l'Assomption. Il y a des cierges à tout prix, pour toutes les fortunes et tous les degrés de piété et de reconnaissance. C'est l'église elle-même qui les vend, c'est le sacristain qui en recueille les restes pour les fondre de nouveau.

Mais toutes les richesses qui revêtent les murailles ne sont rien encore, comparées à celles de l'iconostase, haute et large barrière qui s'étend sur toute la longueur de la nef et s'élève parfois jusqu'à la voûte. C'est, comme son nom l'indique, une galerie d'images, ornées seulement de dorures dans les petites églises, couvertes, dans les grandes cathédrales, de tout ce que la dévotion a pu imaginer de plus splendide, et la générosité des empereurs, de plus éblouissant. Il y a trois portes à cette barrière : celles de droite et de gauche s'ouvrent facilement aux curieux; celle du milieu, qu'on appelle la porte impériale, est presque toujours close : l'empereur et les prêtres qui officient ont seuls le droit de la franchir. Derrière cet iconostase est le sanctuaire. A l'heure de la messe, le prêtre est là devant l'autel qui dit les prières, fait les invocations, mêle dans le calice le pain et le vin. Pendant ce temps, les moines et les autres prêtres chantent dans le chœur. Leur chant n'est pas accompagné comme le nôtre de l'harmonie solennelle de l'orgue et ne se compose pas d'autant de psaumes et de versets. C'est, du commencement à la fin de l'office, la répétition presque continue de deux seuls mots, *gospodi pomilui* (*Kyrie eleison*), modulés sur tous les tons, depuis la basse la plus vibrante jusqu'au fausset le plus aigu; puis une longue prière pour l'empereur et l'impératrice, pour leurs fils et leurs filles, leurs gendres et leurs parens.

Au moment de la consécration, la porte sacrée de l'iconostase s'ouvre; on aperçoit le prêtre penché sur son calice, le sanctuaire resplendissant d'or et de lumière. Les fidèles se jettent la face contre terre, se relèvent, se prosternent de nouveau et redoublent leurs signes de croix. Ils n'apportent point de livres de prière à l'église et n'unissent point leur voix au chant des prêtres; ils répètent seulement à voix basse le *Kyrie eleison* et manifestent leur piété par des prosternations et des signes de croix continus. La messe finie, le prêtre s'avance au bord de la nef et bénit l'assemblée au nom de la Trinité et de la Vierge, de saint Jean, de saint Joseph et de sainte Anne, de saint Antoine et de saint Nicolas et de tous les saints ermites.

Il n'y a pas de peuple qui reçoive plus de bénédictions sacerdotales que le

peuple russe. Il lui en faut pour lui et pour ses alliés, pour les maisons qu'il habite et la terre qu'il cultive, pour ses moissons et ses bestiaux, pour tout ce qu'il fait et tout ce qu'il veut entreprendre. Le 6 août de chaque année, les églises sont pleines de pommes et de poires que les prêtres bénissent. Jusque-là aucun vrai croyant n'aurait osé manger un fruit. A peine la cérémonie religieuse est-elle terminée, que tout le monde se précipite sur les corbeilles arrosées par la main du prêtre. Chacun s'en va les poches et les mains pleines, savourant, dévorant ces fruits consacrés. Ce n'est pas une sensualité grossière qui anime toute cette foule, ce n'est pas un hommage qu'elle rend à la païenne Pomone, c'est un sentiment de foi et de piété qui la domine. Le 6 janvier, on bénit les fleuves et les rivières. Le prêtre s'avance en grande pompe sur le rivage, fait faire une ouverture dans la glace, et y plonge par trois fois une croix en récitant des prières. Aussitôt les femmes accourent avec des vases, des seaux pour puiser cette onde consacrée; les hommes se la disputent et la boivent à longs traits. On se presse, on se heurte, on s'arrache les verres et les bouteilles. C'est une lutte de plusieurs heures, une lutte entre la force et l'adresse, l'audace et l'habileté. Une fontaine de vin coulant sur l'une de nos places publiques un jour de fête nationale ne produirait pas plus de rumeur.

Cette même église, qui bénit tant de choses, a aussi ses heures de malédiction. Il y a un certain jour où, dans la cathédrale de Pétersbourg, au milieu d'une assemblée nombreuse, le chantre de l'église qui a la voix la plus éclatante prononce tour à tour les noms des hérétiques les plus célèbres, les noms des hommes qui ont jeté le trouble et le désordre dans l'empire russe : le nom de Boris Godunow, qui usurpa le trône des tsars; de Mazeppa, le fougueux chef des Cosaques; de Pugatscheff, qui se fit passer pour Pierre III, et à chaque nom il jette le cri d'anathème, qui résonne sous toutes les voûtes. L'église est ce jour-là resplendissante de lumières et inondée d'encens comme pour une grande fête. Le métropolitain est à l'autel, revêtu de ses habits sacerdotaux; un chœur d'enfans répète d'un ton plaintif et mélodieux la sentence d'anathème. A peine cette série de condamnations est-elle terminée, que les prêtres recommencent à bénir le peuple et l'état, et tous les princes de la maison de Romanow, depuis le premier tsar de leur race jusqu'à l'empereur régnant, car la religion grecque est une religion de paix et de mansuétude. Les saints qu'elle vénère le plus sont surtout ceux qui ont vécu dans une humble retraite, construit des couvens, pratiqué les pieuses leçons de la charité chrétienne. Elle a dans ses cérémonies des invocations spéciales pour les saints ermites, et l'évangéliste qu'elle préfère, c'est saint Jean, le disciple bien-aimé de Dieu (1). Je ne connais qu'un seul grand acte de persécution qu'on puisse réellement attribuer à l'église gréco-russe, c'est celle que

(1) Dans les livres religieux du culte grec, l'Évangile de saint Jean est toujours placé en tête des autres.

l'archevêque de Novogorod exerça vers la fin du XVe siècle contre la secte juive (1). Les autres furent l'œuvre d'un gouvernement qui, sous une apparence de zèle religieux, cachait une intention de conquête et une idée de souveraineté absolue. L'église même a mis l'épée dans le fourreau et s'est vouée à une existence passive : elle écrit peu et prêche peu. Du commencement à la fin de l'année, elle répète son cri de miséricorde, son *Kyrie eleison*, et n'enseigne à ses prosélytes que des pratiques d'humilité. Subjuguée dès les premiers siècles de son origine par le despotisme de l'Orient, et privée par son schisme du puissant appui qu'elle aurait trouvé dans la papauté, elle n'a pu, comme l'église de Rome, se mêler aux grandes agitations sociales du moyen-âge, intervenir dans la cause des peuples et des rois, distribuer des empires et briser des couronnes. Les tsars moscovites ont assoupli le clergé russe à leur volonté, et en ont fait un instrument de leur ambition ou un jouet de leur caprice. Au XVIe siècle, Ivan IV, surnommé à juste titre le terrible, chassait les métropolitains de leur siége, jetait en prison ceux qui avaient le courage de condamner ses crimes, pillait les églises, enlevait les trésors des couvens. L'archevêque Levnidas, de Novogorod, ayant refusé de consacrer le quatrième mariage d'Ivan, le farouche grand-duc le fit coudre dans une peau d'ours et déchirer tout vivant par des chiens. Après avoir répudié trois femmes, assassiné son fils, il insultait encore à la religion, en envoyant, comme une suffisante expiation de ses scandales, une aumône aux quatre patriarches d'Orient.

Sur la fin de son règne, ce prince cruel gouvernait le clergé de ses états avec un pouvoir absolu. Il avait enlevé aux évêques leurs priviléges de juridiction, il assemblait lui-même les conciles et décidait en dernier ressort de toutes les affaires spirituelles. Les prélats devaient obéir à ses ordres comme s'ils venaient de Dieu même, et, par un ukase du 12 avril 1552, il institua un tribunal de laïques pour veiller à la moralité des prêtres (2). L'ordonnance qu'il rédigea pour ce tribunal est un des documens historiques les plus curieux qui existent. Elle se compose de cent articles, et offre une triste peinture de l'ignorance, de la superstition et de la grossièreté de mœurs de la Russie au XVIe siècle (3). Qu'il nous soit permis d'en citer quelques

(1) Cette secte professait un dogme mêlé de judaïsme et d'athéisme. Elle fit de rapides progrès, et, pour la détruire, on eut recours aux moyens les plus barbares. L'archevêque de Novogorod condamnait les hérétiques à d'affreux supplices, et quelquefois les faisait jeter sur des bûchers ardens.

(2) J'emprunte la plupart de ces détails à un ouvrage très intéressant qui doit paraître prochainement en français et en allemand : *De l'Église ruthénienne et de ses rapports avec le saint-siége*, par M. Aug. Theiner. Chez Débécourt.

(3) On a publié, il y a quelques années, à Londres, un autre document qui donne une singulière idée de l'ignorance ou de la fourberie des prêtres russes. C'est un passeport pour l'autre monde délivré, le 30 juillet 1541, par un métropolitain de Kieff, et adressé directement à saint Pierre. Les prêtres accordaient ces recomman-

passages. Nous choisissons de préférence ceux qui se rapportent au clergé, afin de ne pas nous écarter de notre sujet. L'article 4 est ainsi conçu : « Ce n'est point le salut de son ame qu'on va chercher dans les couvens, mais bien le repos et les jouissances corporelles. Les archimandrites traitent dans leurs cellules des convives étrangers; les moines ont des domestiques; ils ne rougissent pas de faire venir des femmes; ils vivent dans la joie et les plaisirs, et dissipent les biens des couvens. Désormais il n'y aura qu'une table dans chaque couvent, les moines devront congédier leurs jeunes domestiques, et s'abstenir de rechercher aucune femme; ils ne devront avoir ni vin ni hydromel, et ne pourront aller courir les villes et les bourgades pour passer le temps. »

A l'article 12, il est dit : « Le clergé devra veiller particulièrement à ce que certains abus honteux et dignes du paganisme disparaissent entièrement. Ainsi, lorsqu'un combat judiciaire doit avoir lieu, on voit des sorciers prétendre lire dans les étoiles à qui sera la victoire. Ces hommes de peu de foi ont entre les mains d'absurdes livres aristotéliques et astrologiques, des zodiaques, des almanachs et autres ouvrages qui ne sont remplis que d'une science païenne. Le jour de la Pentecôte, ils versent des pleurs, poussent des cris, se répandent dans les cours des églises, hurlant et sanglotant, frappant des mains et chantant des chansons diaboliques. Le matin du jeudi saint, ils brûlent de la paille et appellent les noms des morts; les prêtres mettent du sel sur l'autel, et cherchent à guérir les malades avec ce sel. De faux prophètes courent de village en village, nus, sans chaussure aux pieds, les cheveux épars; ils tremblent de tout leur corps, se roulent par terre, et racontent des apparitions de saint Anastase et autres. Des troupes de possédés, qui s'élèvent quelquefois jusqu'à cent hommes, tombent tout à coup dans un village, vivent aux frais des habitans, s'enivrent, et finissent par dépouiller les voyageurs. Les enfans des boyards fréquentent en foule les cabarets, où ils perdent tous leurs biens aux jeux de hasard. Les hommes et les femmes vont ensemble aux bains, et l'on a vu des moines ne pas rougir d'y aller avec des nonnes. On achète, dans les marchés, des lièvres, des canards et des coqs

dations pour le paradis à prix d'argent et plus ou moins cher, selon le rang et la fortune de ceux qui désiraient emporter un tel sauf-conduit dans leur cercueil. Voici la forme dans laquelle elles étaient ordinairement conçues : « Je soussigné, évêque, ou prêtre de ....., reconnais et certifie que N....., porteur de ce billet, a toujours vécu parmi nous en vrai chrétien, faisant profession de la religion grecque, et, quoiqu'il ait quelquefois péché, il s'en est confessé et a reçu l'absolution, la communion, et la rémission de ses péchés. Il a honoré Dieu et les saints, il a jeûné et prié aux heures et saisons ordonnées par l'église, il s'est fort bien gouverné avec moi, qui suis son confesseur, en sorte que je n'ai point fait difficulté de l'absoudre de ses péchés et n'ai pas sujet de me plaindre de lui. En foi de quoi lui avons expédié le présent certificat, afin que saint Pierre, le voyant, lui ouvre la porte éternelle. » (*British and foreign Review*, juillet 1839.)

de bruyère étouffés; on mange du sang et des boudins, contrairement aux lois écuméniques; on suit les usages des Latins, on se rase la barbe, on coupe ses moustaches, on porte des vêtemens étrangers, on jure par le saint nom de Dieu; enfin, et c'est là ce qu'il y a de plus déplorable, ce qui attire sur un peuple la colère de Dieu, la guerre, la famine, la peste, on se livre à la sodomie. »

Plus loin, le grand-duc ajoute : « De toutes ces coutumes hérétiques, il n'en est pas de plus condamnable que celle de se raser la barbe. L'effusion de tout le sang d'un martyr ne saurait racheter cette faute. Raser sa barbe pour plaire aux hommes, c'est violer toutes les lois, et se déclarer l'ennemi de Dieu, qui nous a créés à son image. » Cent ans plus tard, Pierre-le-Grand voulait obliger les Russes à se raser la barbe. De toutes les réformes qu'il osa tenter, celle-ci était sans aucun doute l'une des plus hardies.

En 1581, Boris Godunow, qui avait besoin de l'appui du clergé pour se faire pardonner le meurtre de son souverain légitime et affermir son usurpation, institua de son autorité privée le patriarcat de Moscou, et consacra lui-même dans l'église du Kremlin le prélat investi de cette dignité. « Très saint père, lui dit-il en lui mettant la mitre sur la tête et la crosse dans la main, très digne patriarche, père de tous les pères, premier des évêques de toute la Russie, patriarche de Russie, Wladimir, Moscou, etc., je te donne le pas sur tous les évêques, je te confère le droit de porter le manteau de patriarche, la calotte d'évêque et la grande mitre, et ordonne qu'en tout mon pays tu sois reconnu et honoré comme patriarche et frère de tous les patriarches. » Cette institution, qui n'avait d'autre arbitre que celui du pouvoir temporel, ne devait pas fort embarrasser, comme on le voit, les successeurs de Boris Godunow. Aussi, lorsque Pierre Ier en vint à songer qu'il ne lui serait pas inutile de joindre à son autorité de tsar l'autorité suprême de patriarche, il n'eut besoin que d'un léger subterfuge pour s'emparer de ce nouveau pouvoir. En 1720, il rassembla à Moscou les métropolitains, archevêques et évêques de son empire, et leur demanda s'ils voulaient s'unir à l'église romaine. Sur leur réponse négative, il s'écria : « Je ne reconnais d'autre légitime patriarche que le patriarche de l'Occident, le pape de Rome, et puisque vous ne voulez pas lui obéir, vous n'obéirez qu'à moi seul. » Puis il lut les nouveaux statuts du saint-synode. Tous les assistans les signèrent et jurèrent de les observer.

Depuis ce temps, les souverains russes sont restés maîtres absolus de l'église. Le saint-synode n'est qu'une assemblée délibérante à laquelle on abandonne tout au plus certains droits administratifs. C'est l'empereur lui-même qui tranche les questions importantes et juge les cas litigieux; c'est lui-même qui assigne à ses fidèles sujets un rang dans ce monde et une place éternelle dans l'autre. Par une singulière condescendance, l'église russe ne reconnaît d'autres saints que ceux qui ont été canonisés avant le schisme d'Orient, mais l'empereur peut lui-même, par le simple fait d'une ordon-

nance que saint Pierre est tenu de respecter, créer des légions d'élus auxquels il donne seulement le titre de bienheureux. Chacun de ces bienheureux a quelque vertu spéciale; celui-ci protège les pélerins, celui-là vient en aide aux plaideurs, cet autre est très utile dans un accès de fièvre. Les moines recueillent avec soin les ornemens de ces bienheureux de création impériale et les offrent aux regards de ceux qui le demandent moyennant un léger salaire. Il n'y a pas long-temps qu'en ouvrant le caveau d'une cathédrale, celle de Novogorod, si je ne me trompe, on y trouva le corps d'un métropolitain parfaitement conservé. Là-dessus grand miracle, rapport du saint-synode, décision de l'empereur qui appelle à l'état de bienheureux le prélat honoré si visiblement de la faveur du ciel; on transporte pompeusement les membres du nouvel élu dans une châsse splendide; mais à peine avaient-ils été exposés à l'air, qu'ils tombent en poussière. Cette première déception en amène une autre; on s'enquiert des vertus du défunt, et l'on apprend par la rumeur publique que c'était un homme fort vicieux qui n'avait eu d'autre ambition que celle de vivre joyeusement sur cette terre sans s'inquiéter de ce qui lui arriverait dans le ciel. Nouveau rapport à l'empereur, qui, cette fois, se fâche sérieusement et publie un autre ukase par lequel il destitue l'impudent métropolitain de ses fonctions de bienheureux et condamne son vil cadavre à être transporté en Sibérie. Voilà comment les souverains de Russie gouvernent les affaires religieuses. Dieu lui-même n'a plus guère à s'en occuper; ils mettent le ciel dans leurs églises et l'enfer dans leur Sibérie.

Cependant, en l'année 1595, l'union projetée depuis long-temps entre l'église romaine et l'église *ruthénienne* (1) fut accomplie. Les ruthéniens conservaient leur rituel en langue slavonne et leurs offices grecs; leurs prêtres conservaient le privilège de se marier, mais ils se soumettaient à l'autorité pontificale et la reconnaissaient journellement en associant le nom du pape à leurs prières; de là les persécutions exercées par les souverains russes. Catherine II, cette Sémiramis si honteusement adulée par les philosophes du XVIIIe siècle, Catherine II ne pouvait se résigner à l'idée de voir des prêtres de son empire admettre une autre suprématie que la sienne et prier pour un autre pouvoir. Elle engagea la lutte avec l'église ruthénienne, cette humble et pacifique église, et la poursuivit opiniâtrément, tantôt par la ruse, tantôt par la violence. Il y a dans le crime une sorte d'ivresse fatale, ou, pour mieux dire, un commencement de justice providentielle qui pousse le coupable d'égarement en égarement jusqu'à ce qu'il ait comblé dans son aveugle délire la mesure de ses forfaits. Le partage de la Pologne fut un de ces crimes honteux qui jettent une tache ineffaçable au front de ceux qui l'ont commis; il entraîna à sa suite

(1) L'église ruthénienne comprenait les évêchés de Kieff, Léopol, les provinces de la Podolie et de la Volhynie, une partie du palatinat de Lublin, et les gouvernemens de Smolensk, Czernikow, Poltawa, Karkow et Ecatherinoslaw, en tout plus de dix millions d'ames.

mille autres crimes dont le gouvernement russe ne se lavera jamais. Par sa première et sa seconde spoliation, Catherine s'emparait de la plus grande partie des paroisses ruthéniennes; elle avait solennellement promis de respecter les priviléges et le culte religieux de ses nouveaux sujets (1); à peine les eut-elle asservis à son joug, qu'elle oublia tous ses sermens. Les prêtres de l'église ruthénienne furent circonvenus de toutes parts. Pour les ébranler dans leur foi et les rendre parjures à leurs engagemens, on employait tour à tour les offres et les menaces. S'ils résistaient aux harangues pompeuses des émissaires de Catherine, on les chassait de leurs presbytères, on les jetait dans les cachots. Les gouverneurs des provinces avaient ordre de les traiter militairement, et ils exécutaient cet ordre à la lettre. Les couvens du clergé-uni étaient frappés d'interdiction ou dépouillés de leurs biens, les prélats arrachés violemment de leur siége, les humbles pasteurs de campagne remplacés dans leur chapelle par des prêtres schismatiques, et envoyés comme des malfaiteurs en Sibérie. En vain le monde catholique se montra-t-il tout ému de ces persécutions, en vain le pape et l'impératrice Marie-Thérèse essayèrent-ils, par leurs lettres et leurs exhortations, d'en adoucir la rigueur : Catherine était sourde à toutes les remontrances. Elle voulait être le patriarche absolu de son empire; quel patriarche! Les arrêts d'une juridiction servile, le knout, les bannissemens, les pillages et les cruautés de toute sorte, servirent ses ambitieux desseins. En 1774, le *Journal historique et littéraire* de Luxembourg disait : « La religion catholique a beaucoup souffert dans la partie de la Pologne qui vient d'être soumise à l'impératrice de Russie. On a enlevé plus de douze cents églises aux Grecs-unis pour les donner aux schismatiques. » En 1795, l'archevêque schismatique de Mohilew annonce « que dans l'espace d'une année, grace aux sages dispositions de l'impératrice de toutes les Russies, plus d'un million de ruthéniens-unis des deux sexes et de toutes les classes ont été ramenés à la foi russe. » Enfin, on a fait le calcul que dans le cours de vingt-trois années (1773-1796) l'église unie de Russie avait perdu cent quarante-cinq couvents, neuf mille trois cent seize paroisses et huit millions de fidèles.

Sous le règne de Paul Ier et d'Alexandre, cette malheureuse église, ainsi froissée, appauvrie, écrasée, retrouva quelque repos et respira plus librement. Alexandre avait l'ame noble et généreuse. Nous en avons eu la preuve en France, à l'époque de la restauration, lorsqu'il tempérait par son pouvoir et calmait par sa douceur les exigences de l'Angleterre et la brutalité sauvage de Blücher. Les idées de mysticisme qu'on lui a si amèrement reprochées s'alliaient dans son cœur à de hautes idées de philantropie et de liberté sociale, et ce n'est pas lui qui aurait voulu troubler la conscience de ses sujets par l'unique désir d'ajouter un prestige de plus à son pouvoir.

Les persécutions contre le clergé ruthénien ont recommencé sous le règne

(1) Manifeste publié à Saint-Pétersbourg, le 5 septembre 1772. Traité de Grodno du 13 juillet 1793.

de Nicolas, non point, comme on l'a prétendu, après la révolution de Pologne, mais dès l'année 1830, et cette révolution n'a fait que donner au tsar un nouveau prétexte pour continuer ses rigueurs. Tout ce qui avait déjà été essayé avec tant de succès par Catherine : astuce et menaces, système de séduction et d'intimidation, harangues des missionnaires, ordonnances des gouverneurs, arrêts d'exil et d'emprisonnement, tout a été renouvelé maintes fois dans les derniers temps. Dans cette œuvre de violence et d'oppression, Nicolas n'a pas, nous devons le dire, le mérite de l'invention; il n'a fait que suivre la route frayée par sa noble aïeule, mais il l'a suivie avec une merveilleuse opiniâtreté, et il l'a embellie de plusieurs ukases assez ingénieux. En 1833, il a remis en vigueur une ordonnance de Catherine promulguée en 1795. Cette ordonnance prescrit « de punir comme rebelle tout catholique, prêtre ou laïque, de condition obscure ou élevée, toutes les fois qu'on le verra s'opposer, soit en paroles, soit en action, au progrès du culte dominant, ou empêcher, de quelque manière que ce soit, la réunion à l'église russe de familles ou de villages séparés. »

Appuyés sur le texte de cet édit, les gouverneurs ont envoyé dans les villes, dans les campagnes, des missionnaires schismatiques. Quiconque essaie de résister aux exhortations de ces satellites du pouvoir est aussitôt dénoncé et traité comme un sujet rebelle. En 1835, on a vu un riche gentilhomme du district de Vitepsk, M. Makowiecki, dépouillé de ses biens et exilé en Sibérie, parce qu'il persistait dans sa foi religieuse. Souvent ces missions produisent des scènes sanglantes. Les prêtres du schisme arrivent dans un village, escortés d'une troupe de soldats : les paysans se révoltent, la lutte s'engage, et les pauvres ruthéniens, qui n'ont pu être gagnés par la persuasion, sont subjugués par la terreur et vaincus par la force. Il y a quelques années, une commission ecclésiastique, escortée de deux bataillons, s'empara d'une église, assembla les habitans, et leur déclara qu'ils devaient, par l'ordre suprême de l'empereur, se rallier à la religion dominante. Ils s'y refusèrent; les soldats fondirent sur eux le sabre à la main; les uns moururent sous les coups, d'autres se précipitèrent vers un étang recouvert d'une glace légère : les soldats les poursuivirent, brisèrent la glace, et les malheureuses victimes de la foi furent englouties dans les eaux.

Quelquefois les autorités russes, pour éviter de tels conflits, ont recours à la fourberie. On séduit par des offres d'argent, par quelques misérables denrées, souvent par un peu d'eau-de-vie, un certain nombre de paysans; on leur fait signer une pétition pour demander la réunion de leur communauté à l'église impériale, puis un beau jour arrive le délégué du gouverneur qui réunit les habitans de la paroisse et leur dit que l'empereur, dans sa sollicitude paternelle, n'a pu résister à leurs touchantes prières, et qu'il les admet tous dans le sein de l'église grecque. Le fameux acte d'union de Polock, chanté en termes si pompeux par les journaux russes, est dû à une de ces honteuses manœuvres. Trois évêques du rite ruthénien, éblouis par les pré-

cens, par les promesses de toute sorte du gouvernement, déclarèrent en 1838 qu'ils se ralliaient, eux et les fidèles de leurs diocèses, à l'église russe; mais leur métropolitain ne voulut jamais adhérer à ce pacte menteur, et la moitié des membres du clergé ruthénien le rejeta avec la même opiniâtreté.

Le gouvernement poursuit son œuvre d'oppression par tous les moyens qui sont en son pouvoir; rien ne lui coûte pour en venir à son but, ni les mesures les plus rigoureuses, ni la violation de tous les principes de justice. La guerre qu'il a livrée à l'église ruthénienne, il la dirige à présent contre l'église catholique de Pologne avec la même audace et la même violence. En 1839, il a publié une ordonnance en vertu de laquelle tout catholique condamné pour quelque crime au knout, au travail des mines, à l'exil, est libéré de tout châtiment s'il se fait schismatique. En 1842, il s'est approprié, par un simple ukase, tous les biens de l'église catholique situés dans l'empire. Par un autre édit, il ordonne que tout enfant né d'un mariage mixte, c'est-à-dire grec et catholique, sera de droit élevé dans la religion grecque. Le conseil chargé spécialement de la direction des affaires catholiques embarrassait encore le gouvernement : il lui a enlevé son autorité et l'a incorporé au synode russe. L'académie ecclésiastique de Wilna pouvait de temps à autre donner un utile conseil ou prêter un appui aux catholiques opprimés : il l'a transférée à Pétersbourg.

Tous ces actes d'illégalité, tous ces abus de pouvoir, s'accomplissent silencieusement sous le manteau de la censure et du despotisme. Nul journal n'ose signaler un seul de ces faits scandaleux. La police russe suit de près les opprimés; leurs lettres sont ouvertes, leurs relations épiées, et leurs plaintes n'arrivent pas au-delà des frontières. Le pape lui-même a long-temps ignoré les souffrances, les angoisses du clergé catholique de Russie et de Pologne. Le gouvernement russe, habile à profiter de toutes les circonstances, déclarait que, puisque le souverain pontife n'intervenait point dans cette lutte de l'église impériale contre l'église ruthénienne, c'est qu'il lui importait peu que le clergé catholique se ralliât au rite grec. Le souverain pontife a su enfin les persécutions exercées contre les catholiques, il a publié les documens qui constatent l'œuvre de spoliation et de cruauté du gouvernement russe, et il a adressé à l'empereur Nicolas de grandes et touchantes paroles (1).

Cette noble voix du père de l'église sera-t-elle entendue? Cette plainte profonde, partie de la capitale du monde chrétien, pénétrera-t-elle dans le cœur de celui vers qui elle est dirigée? Hélas! nous n'osons le croire. L'empereur de Russie veut avoir l'omnipotence absolue, il a déjà celle des nobles, de l'armée, du peuple, il lui faut encore celle de l'église : la crainte qu'inspirent ses agens dans les provinces, les rigueurs qu'il emploie, la coupable indifférence des autres nations, tout le sert dans ses projets. Il veut user du des-

(1) *Allocuzione della santita di nostro signore Gregorio.* P. P. XVI. Roma 1842. 1 vol. in-folio.

potisme dans toute l'étendue du mot, il en usera, et nous qui avons déjà assisté quatre fois aux tortures, au morcellement de la Pologne, si Dieu ne vient en aide à ce malheureux pays, nous pourrons bientôt voir la destruction d'un de ses derniers élémens d'indépendance et de vitalité, la chute radicale de ses églises catholiques. Des rives de la Vistule jusqu'aux plages d'Arkangel, des provinces de la mer Baltique jusqu'aux plaines de l'Asie, tout le clergé sera soumis à la volonté absolue du tsar. Le clergé russe est déjà depuis long-temps subjugué, terrassé, incapable par son ignorance, ses vices grossiers et sa misère, de tenter un généreux effort, d'exercer quelque ascendant moral et intellectuel sur les communautés qu'il administre. Le clergé ruthénien a été, comme nous venons de le voir, vaincu par la ruse et la violence. Le clergé catholique de Pologne, qui se distingue par sa noblesse de caractère et son instruction, qui s'appuie sur un peuple nombreux dont il a, dans toutes les époques, soutenu le courage, partagé les malheurs, résiste seul encore avec énergie à l'oppression; mais s'il n'est soutenu plus efficacement par le pape, qui est son chef principal, par les catholiques d'Allemagne, de France, d'Italie, il succombera aussi dans la lutte inégale où il est engagé. Alors l'empereur de Russie sera le pontife universel de ses immenses domaines; le couvent de Troïtza sera le temple de la religion impériale, et les colonels de cavalerie seront ses prophètes.

X. Marmier.

LA

LITTÉRATURE ILLUSTRÉE.

S'il est une vérité qui commence à n'être plus un paradoxe, c'est que les conquêtes morales de la philosophie, de l'art, de la littérature, tendent de plus en plus à devenir les seules possibles en Europe. Désormais les peuples devront surtout leur supériorité historique à des invasions d'idées; leur influence se pèsera moins au nombre de leurs armées qu'au poids de leur génie. La France a pu gagner ou perdre des batailles, et cependant ce fut dans le siècle dernier, où elle a subi le plus de mécomptes à la loterie de la guerre, que sa prépondérance s'est le plus étendue et le plus affermie dans le monde. Matériellement et politiquement, elle était abaissée, diminuée; mais par ses livres, ses créations, ses prédications écrites, elle transformait l'Europe en se transformant elle-même. Ses chefs-d'œuvre étaient autant de victoires intellectuelles qu'elle remportait sur les nations voisines.

Si donc notre littérature a fait notre force au dehors, si elle nous a placés haut dans l'admiration des peuples, si elle a préparé partout l'application de nos principes par l'étude de notre langue, si elle a enseigné à tous le respect de notre génie, nous devons, au point de vue politique et dans un amour-propre national bien compris, pieu-

sement conserver et développer toutes nos traditions de grandeur intellectuelle. La France doit demeurer un atelier des idées, et ne pas déchirer ses titres de noblesse littéraire au milieu des nations, qui n'ont intellectuellement qu'une patrie commune.

Les peuples, comme les individus, n'obtiennent cette supériorité de l'esprit qu'à la condition d'accomplir des œuvres sérieuses. Il leur faut une foi élevée et une conscience inébranlable dans leur travail, et non pas chercher, dans le commerce de l'esprit, à frauder leurs concitoyens et les étrangers. Il faut qu'ils aient l'intention bien avouée à eux-mêmes, bien évidente pour tous, de donner à leurs ouvrages le caractère de l'utilité, de la durée. L'écrivain ne relève que de ses convictions, de ses inspirations; fausses ou justes, puissantes ou faibles, il ne doit jamais aliéner le droit de les livrer entières à la masse qui les reçoit, qui les juge et qui les classe.

Malheureusement, nos écrivains se sont laissés déposséder du plus glorieux de leurs priviléges, de l'initiative. Ils ne choisissent plus leurs sujets, ils les subissent; ils ne dirigent plus la pensée publique, ils se laissent diriger eux-mêmes et enrôler par les spéculateurs. Ainsi s'explique cette décadence toujours croissante de la littérature française; de là cette multiplication insensée d'œuvres destinées à l'oubli.

Cependant ce sont les seuls coupables de cette grande prévarication de l'intelligence qui gémissent le plus haut du discrédit de la librairie; ils s'étonnent de ce qu'on ne veut plus acheter de livres nouveaux, et, au lieu d'éditer des livres sérieux, de former ainsi le goût public, ils cherchent au contraire à le tromper en exploitant d'inintelligentes et passagères fantaisies. C'est ainsi que nous avons vu s'accroître, dans une proportion vraiment prodigieuse, cette littérature qu'on ne peut nommer d'aucun nom, qui est aux trois quarts faite par les dessinateurs.

L'industrie ne relève pas de la critique; il lui est loisible de porter ses capitaux où elle l'entend, de mettre dans la circulation les œuvres qu'il lui plaît d'y jeter. Si la librairie française trouve son intérêt à se transformer en magasin d'estampes et de gravures, nous aurons sans doute le droit de nous plaindre de voir la littérature déposer la première de toutes les souverainetés et marcher à reculons vers la civilisation mercantile de l'Amérique. Nous qui savons que les grands peuples se font par les grandes littératures, que, les esprits une fois affaissés et dégradés, les institutions tombent rapidement; nous qui croyons qu'Homère n'a pas fait moins pour la nationalité grecque que toutes les victoires d'Athènes, nous pourrons voir à regret cette

dernière déroute des idées, de la science et de l'art devant les marches et les contre-marches de l'industrie. Mais nous saurons comprendre que la librairie, aveugle instrument de sa fortune, n'est pas chargée, à ses risques et périls, de l'enseignement des peuples. Simple et modeste commerce, elle livre au public ce qui lui rend des bénéfices.

Heureusement pour la France et pour le monde, ce duel illogique entre les bons livres et le succès de vente n'existe pas; la librairie se ruine à multiplier ces publications éphémères qui séduisent un moment l'acheteur, mais qui ne le trompent pas long-temps. Il en résulte néanmoins un immense préjudice pour les œuvres sérieusement pensées, consciencieusement écrites. L'intelligence, tout intelligence qu'elle est, se trouve soumise à des conditions matérielles de diverse nature.

Il y a chez les peuples, quoiqu'à leur insu, quoique sans accord préalable et sans texte écrit, un budget régulier pour toutes leurs dépenses. De même qu'on peut dire que la France consomme à peu près chaque année la même quantité de vins, de blés ou de soieries, elle consomme aussi la même quantité de livres. Il y a une économie collective dans les masses, qui fait que les dépenses sont balancées. Or, il arrive aujourd'hui que, par les commissions, les visites à domicile, les sollicitations de tout genre, les fanfares des annonces, on force la main à l'acheteur; on s'adresse à sa curiosité plutôt qu'à son esprit. Il ne reste plus au contribuable littéraire d'épargne suffisante pour les œuvres qui instruisent ou qui élèvent la pensée.

Toutes les fois qu'on veut soumettre la littérature aux caprices de la mode, il arrive que la mode passe et que l'exploitation meurt. La librairie se trouve réduite aux terribles éventualités des industries sans écoulement; son crédit est ébranlé. Les éditions complètes s'empilent sur les éditions antérieures sans avoir cette dernière ressource d'être exportées aux colonies, comme à l'époque de l'empire. Il y a quelques années, les romans étaient soutenus par cette faveur factice qui n'est pas le goût public; les éditeurs ne se lassaient pas d'en faire imprimer, les cabinets de lecture d'en acheter. Que sont devenues ces générations de romans, plus innombrables que la postérité d'Abraham? Personne n'en veut plus lire, à plus forte raison posséder. Les romans sont passés dans les journaux; là on les prend à petites potions, on les lit par désœuvrement; l'intérêt, suspendu de la veille au lendemain, tient en haleine les pacifiques et indolentes habitudes d'esprit de l'abonné.

Après le roman est venue la littérature *pittoresque;* qu'on nous pardonne ce nom de baptême. Jusqu'à ce jour, la gravure, à peu d'exceptions près, s'était bornée à la traduction des œuvres de la peinture. La difficulté, la longueur du travail sur cuivre, sur acier et à l'eau forte, élevaient assez haut le prix des produits de la gravure. Mais la lithographie et la gravure sur bois, bien moins difficiles d'exécution et bien moins coûteuses, ont retiré cet art de la position secondaire où il se trouvait. Les estampes se sont adressées, par le bas prix, à toutes les classes de la société, aux grandes comme aux petites bourses. La lithographie surtout pénétra en tous lieux; elle contribua largement, par ses bacchanales de toute sorte, à la démoralisation des esprits; elle alla chasser l'ange gardien du chevet de la jeune fille, éconduire le poète de son livre, le dramaturge de son dialogue. Au train dont elle va, nous n'aurons bientôt plus qu'un art et qu'une langue écrite, la lithographie.

Nous lui passerions encore ses albums, ses voyages, ses caricatures, ses keepsake, ses vues, ses paysages, ses matins, ses couchers, ses musées, ses femmes nues, ses Julia, ses Éléonore; tout cela peut être son domaine. L'art, et encore moins la critique, n'ont rien à revendiquer là dedans. On sait à quoi s'en tenir sur l'étiquette. Nous concevons même que des journaux se soient fondés, dont la lithographie est le principal élément de succès, dont tout l'esprit est dans la caricature, qu'on lit d'un coup d'œil et qu'on rejette ensuite. Toutes ces choses portent leur justification avec elles; leurs intentions sont claires, et le goût public n'y est pas trompé.

Mais la lithographie et ensuite la gravure sur bois, importation du mauvais goût et de l'esprit industriel de l'Angleterre, sont sorties de leurs attributions; elles sont venues se mêler à la littérature, elles ont pris une place dans les œuvres de l'esprit; d'abord associées suppliantes et timides, elles ont fini par chasser la littérature du logis et par prendre la première place dans les livres. Bientôt tous les auteurs de quelque réputation, vivans ou morts, se sont vus impitoyablement illustrés. L'illustration est devenue un prétexte pour écouler d'anciennes éditions ou pour en faire de nouvelles; les livres sérieux, qui s'adressent surtout aux hommes d'étude, se sont vus contraints d'entrer dans cette mascarade universelle et de subir les culs-de-lampe et les vignettes. Jamais aucun siècle n'avait poussé aussi loin que le nôtre cette débauche d'illustrations mercantilement conçues, qui ne profitent pas même à l'art de la typographie.

On ne saurait dédaigner avec raison les belles éditions de luxe, les

belles œuvres typographiques; mais, outre qu'elles ne peuvent réussir que dans les contrées où il existe une aristocratie assez intelligente pour les reconnaître, assez riche pour les payer, jamais la moindre pensée d'art sérieux n'a préoccupé nos éditeurs. Ils ne mettent pas leur gloire à conquérir la réputation des Pannartz, des Alde, des Elzevier, ni même des Didot. Ils sont beaucoup plus modestes, ils n'ont voulu faire que du bon marché, de la marchandise courante. Ils ont vu que la vente par livraisons accompagnées de gravures réussissait au-delà de toute espérance, ils ont compris que le public se prêtait volontiers à cet impôt déguisé, très modique en apparence et en réalité très onéreux.

Quels peuvent donc être aujourd'hui les titres de la gravure pour s'immiscer aussi largement dans les œuvres de l'intelligence? Est-elle une langue plus perfectionnée, plus sublime? a-t-elle des beautés supérieures à celles de la poésie?

Au moyen-âge, lorsque les livres étaient fort rares et par conséquent la classe des lecteurs excessivement restreinte et peu cultivée, on conçoit que les enluminures, que les représentations figurées vinssent commenter le texte, le plus souvent incompréhensible pour les intelligences simples. C'était l'époque où un évêque de Limoges appelait la cathédrale, avec ses innombrables sculptures, l'évangile des sens. Mais aujourd'hui l'image, premier alphabet des peuples, est le moyen le plus imparfait de s'adresser à l'esprit. Il faut la laisser dans les chaumières, là où elle est l'unique lecture des pauvres gens. Elle y a remplacé la ballade, qui meurt chaque jour dans la mémoire des rapsodes rustiques. La poésie, à défaut de l'art, ne peut s'empêcher d'approuver ces grossières, mais touchantes représentations de piété religieuse ou de gloire nationale. Par ces figures coloriées, suspendues au-dessus de la cheminée, entre la branche bénite, la faucille et l'épi de la Fête-Dieu, l'esprit du paysan se trouve ramené à la pensée d'un autre monde. Devant ces tableaux achetés aux foires, le travailleur entrevoit, vaguement il est vrai, mais enfin il entrevoit de grands personnages dont l'histoire exacte lui est inconnue. Ni le poète ni l'homme politique ne doivent mépriser les solennelles batailles de l'empereur à deux sous, en songeant qu'elles consolent les souvenirs du vieux soldat, et qu'elles entretiennent des traditions de courage parmi les fils ignorans de la charrue. On est tenté de s'incliner avec respect devant ces bonnes Vierges, si vigoureusement enluminées, qui surmontent le lit de paille des ménagères;

car ces madones champêtres sont compatissantes aux prières du pauvre, et dans les longues veillées d'hiver, quand la résine brûle dans le foyer et jette en tressaillant des clartés errantes sur les murailles, ces images rappellent à l'indigent, au milieu de l'abandon du monde, une idée d'assistance divine.

C'est donc aux basses classes de la société qu'il faut abandonner le luxe indigent de l'image. Elles seules en comprennent, en aiment la naïve éloquence. C'est pour elles une parole qui s'adresse à leurs yeux et qui impressionne vivement leur ame. Nous ne sommes pas iconoclastes; nous reconnaissons volontiers avec le catholicisme qu'il faut des représentations figurées aux populations primitives.

Mais autre chose sont les gravures, les lithographies isolément prises, qui ne réclament qu'un cadre et une place à la muraille; autre chose celles que l'on impose si facilement, si largement à toutes les œuvres de la littérature. Vainement on se demande quel intérêt nouveau peut ajouter l'illustration aux bons livres. Molière a été illustré, Lesage a été illustré; Homère a été appauvri de gravures, le Tasse n'y a pas plus échappé que pendant sa vie à tous les autres malheurs; le grave Bossuet s'est vu bariolé d'arabesques sur toutes les marges. Nous le demandons de bonne foi, aura-t-on mieux lu ces immortels écrivains dans leurs éditions illustrées? Y comprend-on mieux leur poésie, leurs idées? Bien au contraire. La gravure n'a donc qu'un but, celui de rendre les ouvrages littéraires plus coûteux, d'assimiler des livres à des œuvres de luxe, à des curiosités banales, de leur donner rang parmi les coquillages transatlantiques et les vases de Chine. Or, nous ne croyons pas que les livres soient faits uniquement pour être dorés sur tranche, reliés en maroquin et relégués ensuite sur des tablettes.

Non-seulement la gravure n'ajoute aucun charme aux œuvres écrites, mais encore elle leur en ôte presque toujours. Il y a une impression particulière dans le vague de la peinture par la parole. Par cela même que rien n'est précisé, que l'esprit du lecteur est continuellement obligé d'en appeler à ses réminiscences et à ses émotions personnelles, d'interpréter en quelque sorte l'idée du poète, il arrive que chacun croit retrouver dans sa lecture ce qu'il a éprouvé lui-même et qu'il pourrait y revendiquer sa part de poésie; car il ne faut pas oublier que le poète complet est non-seulement un homme, mais encore une foule, qu'il est la personnification sympathique des sentimens existans à la fois en lui et autour de lui. Il dit ce que

d'autres ont rêvé, il formule ce que d'autres ont pensé; ainsi s'explique pourquoi, dans les grandes œuvres poétiques, nous retrouvons non-seulement un individu, mais une époque.

Soit dans la description, soit dans le dialogue, l'émotion que le lecteur reçoit en lisant est graduée, successive; elle ne provient jamais d'un moment particulier, mais de l'ensemble des préparations et des artifices d'incidens. Le talent du poète et du narrateur est de s'emparer de notre esprit, de l'entraîner à sa suite, insensiblement, sans qu'il s'en aperçoive, de le mettre sous l'influence magnétique de sa volonté propre; il ne peut y parvenir qu'avec de longs développemens, des illusions produites, que la gravure vient détruire en représentant un moment unique de l'action, en détournant l'attention à chaque pas, au lieu de laisser le lecteur continuer paisiblement sa route et assister sans témoin ni interrupteur au spectacle qui se joue successivement dans son esprit.

La grande ressource de la parole écrite est de contraindre, par son côté mystérieux et infini, l'esprit de celui qui lit à travailler lui-même, à être poète avec le poète, penseur avec le savant. Nos ames ne sont pas uniquement passives dans nos lectures; elles sont, beaucoup plus qu'on ne croit, parties actives. Lorsque le dessinateur vient donner des formes précises tantôt aux rêveries, tantôt aux récits de l'écrivain, il arrive nécessairement que l'esprit ne s'habitue plus à comprendre ces récits et ces rêveries que sous les figures dont le peintre les a revêtues. Le dessinateur se substitue ainsi au poète, il impose son interprétation personnelle au lieu de cette interprétation multiple et vivante que chacun pouvait faire selon sa fantaisie ou selon son caractère. C'était ce droit précieux d'intervention du lecteur dans sa lecture qui faisait dire à un homme d'esprit que la meilleure traduction d'un auteur étranger était celle que nous faisions nous-mêmes. Dans la lecture, chacun apporte des facultés particulières, chacun admire selon la nature ou la force de son intelligence; les chefs-d'œuvre ont des festins où chaque convive est libre de choisir les mets et les vins.

S'il était un livre où les tableaux paraissaient esquissés à l'avance, c'était la touchante idylle de *Paul et Virginie*. Au milieu de la magnifique végétation d'un autre monde, sous les gigantesques ombrages des pamplemousses, avec les naïves figures de personnages si voisins de la nature, il semblait que le talent du dessinateur pouvait s'élever facilement à la hauteur de la poésie descriptive. Cependant, malgré le goût élégant, l'habileté pratique du crayon de M. Français,

le plus habile paysagiste sur bois, l'illustration de *Paul et Virginie* ne fait qu'amoindrir les idées poétiques inspirées par les pages étincelantes et mélancoliques de Bernardin de Saint-Pierre. Au lieu des parfums et des vagues murmures de ces forêts lointaines, au lieu de ces impénétrables paysages que nos rêves seuls entrevoyaient, qui n'avaient pas de contours arrêtés, qui, reculés dans la profondeur des espaces, participaient pour nous du mystérieux et de l'infini, comme le ciel, comme l'Océan; au lieu de ces tableaux que nous trouvions d'autant plus sublimes que chacun de nous en était l'artiste, la gravure nous montre des brins d'herbe, des troncs d'arbre et des feuilles de palmier. Et quelque artistement que ces détails soient exécutés, en regardant ces vignettes, l'esprit ne pénètre pas, comme dans la lecture solitaire et recueillie, sous ces forêts sonores et majestueusement paisibles qui, sur les bandelettes éparses des lianes lascives, balancent, parmi les fruits odorans et les grappes de fleurs, l'aile des papillons et la plume de feu des oiseaux du tropique.

Cette sorte de fatalité, d'immobilité, substituée par le dessinateur à l'impression vague et multiple du poète, ne fatigue pas moins l'ame et ne détruit pas moins cette conversation intime du lecteur avec le livre, dans les ouvrages les plus consciencieusement et les plus habilement illustrés, tels que *la Chaumière indienne* et *la Chute d'un Ange*. M. Meissonier est l'homme qui a fait descendre le plus de talent dans les vignettes. Il les a conçues comme des tableaux, il les a exécutées avec cette patience, avec cet amour de son travail que l'on retrouve dans sa peinture. On voit qu'il s'irrite, qu'il s'épuise dans une lutte inutile contre la difficulté, la stérilité de la gravure sur bois. Il veut lui faire rendre plus qu'elle ne peut donner. Il veut lui imposer le modelé, le dessin, l'expression, toutes les finesses d'intention de la miniature. Et cependant, malgré ses efforts, les figures sont tourmentées; loin de commenter, de développer les idées et les situations de l'écrivain, elles ne font que les affaiblir. Ce poème de *la Chute d'un Ange*, qui fait mouvoir dans la lueur sinistre du premier crépuscule du monde les passions, les instincts, les vices des hommes naissans, forts et cruels comme les brutes, ne perd-il pas évidemment à mettre sous les yeux, à traduire en chairs, en membres, ces corps monstrueux ou beaux des races primitives, mais presque surnaturels, comparés à notre nature, et qui flottent vaporeux et indéfinis dans les nuages de l'aurore des temps? On ne conçoit pas que nos bons poètes aient pu consentir à laisser travestir et mutiler ainsi leurs œuvres par cette irruption exorbitante

de portraits, de majuscules et de figurines. Comment n'ont-ils pas compris que l'attrait de curiosité, que le plaisir des yeux l'emporterait infailliblement sur la volupté laborieuse, patiente et réfléchie de la lecture? Comment n'ont-ils pas compris que leurs œuvres illustrées ne s'adressaient plus qu'aux femmes et aux enfans, qui ne lisent qu'en feuilletant et qui traitent les livres comme des chiffons? L'illustration est un symptôme de décadence littéraire. Il n'exista qu'un écrivain dans le siècle dernier qui eut l'idée de faire valoir ses ouvrages par la gravure : ce fut Dorat; ce qui fit dire de lui qu'il se sauvait du naufrage de planche en planche. Sans nul doute, les estampes de Marillier et d'Eisen étaient fort habilement faites; aussi bien arriva-t-il qu'on les achetait et qu'on laissait le livre à l'éditeur.

Les gravures d'ailleurs ne nuiraient pas au texte, ne rompraient pas l'unité d'impression nécessaire à toute lecture, que pour le seul effet matériel il faudrait les proscrire; elles ne font que jeter le désordre dans les pages, elles dérangent cette harmonie régulière des lignes, à laquelle l'œil est habitué, qui fait disparaître à la lecture le souvenir du livre, qui nous laisse seuls face à face avec les personnages, les scènes décrites, et qui contribue beaucoup à la compréhension rapide des choses qu'on lit. Dans les éditions illustrées, au contraire, le regard est perpétuellement inquiété, excédé par cette multitude de figures qui se déroulent et qui renaissent les unes des autres; on oublie, pour les regarder ou pour les éviter, la page précédente. Autant vaudrait rêver au milieu des cris et des mouvemens de la foule.

Notre époque, parmi beaucoup d'autres tentatives heureuses et malheureuses, veut trop souvent associer ce qui est du domaine des sens et ce qui est du domaine de l'esprit. Le drame moderne a cherché à inspirer de fortes émotions par les effets de décors et le secours des machines. Il en est résulté beaucoup de tragédies en toiles peintes, mais l'art s'est matérialisé en pure perte. L'action, l'émotion dramatique, ont perdu en intérêt tout ce que le regard du spectateur pouvait puiser de jouissances dans ces successions rapides de tableaux étalés devant la rampe et qu'un coup de sifflet faisait paraître et disparaître.

La fusion non-seulement d'arts antipathiques, mais même de ceux qui ont quelque analogie, a toujours paru impossible. L'un des deux se ruine le plus souvent dans ces sortes de commandites. Chaque art a son genre de beauté particulière. Si la peinture n'a véritablement

pas existé chez les anciens, si, dans tous les cas, elle a été inférieure à la sculpture, ne serait-ce point qu'elle n'a pas assez compris ses propres lois, et qu'elle a continuellement suivi celles du bas-relief? Si au contraire, chez les modernes, la sculpture est demeurée bien loin de sa rivale, n'est-ce pas que, venue après la peinture, elle a voulu lui emprunter son genre de composition, faire ses bas-reliefs comme des tableaux, et arriver dans ses statues à des mouvemens et à des expressions que la peinture seule peut rendre?

L'enfance des arts a voulu seule les réunir. Ils se séparent à mesure qu'ils avancent et qu'ils acquièrent ce qu'on pourrait appeler leur nationalité. Il est remarquable que, dans ces sortes de promiscuités, l'art le plus matériel absorbe l'art le plus intellectuel. Quelle poésie devient possible à l'Opéra, au milieu des tempêtes déchaînées des trompettes et des trombones? Aussi a-t-on renoncé à voir un drame dans l'opéra. Le libretto ne sert plus que de support à la musique aérienne et flottante, qui s'y enlace comme la vigne à l'érable.

Il en est de même de la peinture; elle ne peut guère inventer d'action, car elle serait obligée d'en donner l'explication aux spectateurs. Elle représente donc des actions connues ou censées connues, tirées des livres religieux ou des poèmes les plus universellement admirés. Il a pu arriver que des œuvres littéraires aient servi en quelque sorte de libretto à de grands artistes. Jules Romain a illustré de ses dessins pornographiques une œuvre qu'il ne doit plus être permis de nommer. Le Poussin a illustré le poème de l'*Adonis* du Marini; les estampes d'après la fable de *Psyché*, dessinées par Raphaël et gravées par Marc-Antoine, sont aussi des illustrations. Les dessins de Flaxman, d'après Homère, Hésiode et Dante, ceux de Prudhon, d'après *Daphnis et Chloé*, ceux de Cornélius, d'après *les Niebelungen*, ceux d'Overbeck, d'après l'oraison dominicale, et de Martin, d'après *le Paradis perdu*, sont des œuvres qui, à des titres divers, font pardonner, par leur mérite, la lutte inégale de la gravure avec la poésie. Mais aujourd'hui quel est celui de nos grands peintres qui ait consenti, si ce n'est Delacroix, et encore par une erreur de jeunesse, à illustrer des œuvres littéraires? Les entrepreneurs de publications pittoresques sont allés trouver tous les talens faciles, capables de composer des scènes et d'ajuster des figures; il s'est rencontré des populations de graveurs assez habiles dans leur métier, et en peu d'années tous les livres qu'il était possible de couvrir de gravures en ont été couverts, sans excepter ces vieux fonds

de boutique de nos romanciers les plus féconds, qui avaient sans nul doute besoin des bons offices de la gravure pour se faire relire.

Alors la gravure s'est trouvée avoir une librairie spéciale, une population active de producteurs. Elle est devenue triomphante, souveraine. Elle n'a plus voulu se mettre uniquement au service de la littérature et en buriner les gloires. Lorsque ses premières tentatives eurent réussi, lorsque par le fait même du succès il se fut établi des réputations de vignettes, qu'il se fut créé des génies sur pierre et sur bois, alors les prétentions de la gravure ont grandi, elle n'a plus voulu traduire le texte, mais le dicter : seconde période des publications pittoresques.

On s'est servi de tout ce qui pouvait fournir matière ou motif à dessin. On a fait des *Jardins des Plantes*, des *Français peints par eux-mêmes*, des *Animaux peints par eux-mêmes;* les écrivains n'ont eu d'autre travail que de commenter, expliquer et développer l'œuvre du crayon. Les diableries, les almanachs, les physiologies, ont été exécutés sur une large échelle. Lorsqu'on voit les éditeurs de cette littérature *pittoresque* dépenser pour la publication de certains ouvrages dix ou douze fois le prix d'un volume de Châteaubriand ou de Lamartine, on est en droit de se demander quelle est cette littérature si dispendieuse qui charge la librairie française d'un budget annuel si considérable. Cette prétendue littérature, née de l'illustration, n'est autre chose qu'une littérature de foire, de colporteurs, de femmes et d'enfans. Comme elle ne s'adresse pas à l'esprit d'hommes sérieux, mais à la curiosité de tous les passans; comme elle tend à devenir populaire par l'avilissement du sujet et la forme du langage, elle produit des œuvres d'un esprit grossier. Faite pour la rue et l'étalage aux vitres, elle a pris les farces et les grimaces des comiques de la rue. Aussi tous les éditeurs de pittoresques ne sont préoccupés que d'une seule question à résoudre : trouver ce qu'ils nomment une idée à exploiter. Le plus souvent, ce sera quelque sujet grotesque ou vulgaire, lequel pourra prêter davantage aux fantaisies du dessinateur, ou bien encore quelque sujet de mode ou de costume qui plaira au monde ignorant et dissipé des jeunes gens de famille. Jusqu'à présent, la littérature avait voulu satisfaire les nobles cupidités de l'intelligence; elle cherchait son auditoire dans l'aristocratie des ames. Aujourd'hui, elle ne prétend plus, par les ouvrages pittoresques, amuser que les oisifs et les badauds; elle cherche son public dans les classes les moins lettrées. Aussi toutes les variétés d'ouvrages

pittoresques peuvent se réduire à un seul genre, tableaux ou romans de mœurs, physiologie de ceci, physiologie de cela, *Un Hiver à Paris*, *Belles Femmes de Paris*, *la Grande Ville*, *Si jeunesse savait, si vieillesse pouvait*, etc., etc.

On peut s'expliquer encore qu'en de tels ouvrages, où évidemment la partie pittoresque est le principal et la partie littéraire l'accessoire, les éditeurs fassent sans regret un holocauste de toutes les conditions de style, de pensée, de langue. On ne trompe en définitive, avec la littérature d'illustrations, que ceux qui veulent bien être trompés. Mais l'histoire, mais la géographie, qui sont des sciences, qui sont pour tous des nécessités d'études, qui, par leur nature grave et importante, s'étaient toujours maintenues dans une région austère, élevée, qui n'avaient jamais accepté les caprices de la mode littéraire, qui enfin avaient toujours conservé une certaine forme traditionnelle et solennelle, ont eu à subir aussi les violences du pittoresque. Les écrivains au rabais, qui n'avaient ni assez de connaissance des faits, ni assez de pénétration philosophique pour les expliquer, se sont mis à compiler ou à rajuster de vieux ouvrages historiques oubliés, méprisés, où les erreurs de dates ne sont rachetées que par les erreurs d'évènemens. Les dessinateurs sont devenus historiens, comme ils étaient devenus romanciers et moralistes, et, pour se mettre d'accord avec les écrivains, ils ont multiplié de leur fait les anachronismes de costume, d'ornementation et d'architecture. Nous avons vu d'abord paraître des ouvrages bariolés de vignettes, qui avaient la prétention d'enseigner l'archéologie, l'art, la statistique, les mœurs de tous les pays. Quand des gravures avaient orné quelque ouvrage anglais, on les rachetait en France, et on rédigeait un texte nouveau sur ces gravures. A ces espèces d'encyclopédies pittoresques ont succédé les histoires. La librairie a jeté successivement sur le marché public des *histoires de France pittoresques*, des *histoires d'Angleterre pittoresques*, des *histoires de Napoléon pittoresques*. Toutes ces histoires, faites le plus souvent à coups de ciseaux, sans intelligence, sans esprit critique, exercent une influence fâcheuse sur la portion la moins éclairée du public, qui seule est appelée à les lire; elles répandent les plus fausses notions dans de jeunes têtes qui ne peuvent discuter les idées et les assertions de l'historien, qui acceptent les mensonges pour des vérités, l'ignorance pour la certitude, les hérésies pour des dogmes politiques. Cette famille de médiocres esprits n'a garde d'étudier les faits, en-

core moins de les expliquer : dans sa vulgaire ambition, elle n'a qu'un but, c'est de prendre le plus de dupes possible à l'appât de ses compilations illustrées.

Malheureusement, à côté de ces aventuriers littéraires, on voit des écrivains distingués, qui ont habitué le public à compter sur eux dans la littérature sérieuse, consentir à être des faiseurs de paroles pour des dessinateurs de troisième ordre. On a beaucoup reproché à M. Scribe ce métier de manœuvre littéraire qu'il acceptait dans tous les opéras. M. Scribe au moins se faisait l'organe de Meyerbeer, et dans cette commandite il pouvait avouer hautement son associé. Nous ne voulons pas dire, nous ne voulons pas même savoir les motifs qui ont poussé des hommes de talent à venir abdiquer ainsi, dans toute la plénitude de leur jeunesse et de leur force, cette dignité de l'esprit qui doit toujours être la vertu de l'écrivain. Se pourrait-il que par le fait même du talent, la parole, qui n'a été donnée au talent que pour servir l'idée ou la poésie, que l'outil divin de la grandeur humaine ne soit plus qu'une matière vénale au service, aux gages de quiconque veut la payer? Ce scandale a été donné par trop peu d'hommes d'un mérite véritable pour qu'eux-mêmes ne reviennent pas de l'erreur où ils sont tombés; ils laisseront cette littérature de marchands forains et d'étalages à ces folles plumes qui ont compromis leur renommée ou qui n'ont pu s'en faire aucune. Ils ne mettront pas ainsi leur nom au Mont-de-Piété pour aider à tromper le public, qui croit trouver dans ce qu'ils signent le talent de leurs autres œuvres, et qui ne le trouve jamais. Alors la littérature pittoresque n'aura plus pour instrumens que ces natures fourvoyées qui, poussées à Paris de tous les points de l'horizon par la grande maladie des esprits, s'imaginent que le mépris des études et des traditions littéraires est le talent, et l'impertinence de la parole, le génie. Cette famille d'écrivains, la plus nombreuse, et qui s'accroît chaque jour, alimente surtout les publications pittoresques. Ce sont des jeunes gens qui n'ont pu prendre leur vocation au sérieux, et qui, pour ne pas se séparer des immenses facilités de plaisir qu'une grande capitale procure toujours, ont cru que de toutes les vocations la plus facile, la plus lucrative, était la vocation la plus élevée, la plus difficile, la littérature. Parmi ces écrivains, il en est sans doute qui méritent plus de pitié que de blâme, il en est qui n'arrivent à vendre ainsi leur plume, à sacrifier leur dignité, qu'après une lutte opiniâtre avec la misère. Ce n'est

pas sans de longs et douloureux combats qu'ils se sont résignés à subir enfin dans toute sa rigueur cet humiliant servage littéraire. Mais ces derniers sont rares, et ce qui met le plus souvent tant de jeunes esprits au service de la spéculation, c'est l'appât des gains faciles ou je ne sais quel sentiment de puérile vanité.

Si la valeur des ouvrages pittoresques est littérairement ce qu'elle devait être, en fait d'art, la gravure sur bois et la lithographie ont produit peu de talens. M. Tony Johannot, qui possède la réputation la plus populaire et la plus ancienne, est un dessinateur ordinaire. Il a une élégance maniérée qui n'atteint, à vrai dire, ni au sentiment ni au style. Cependant M. Johannot a un mérite qu'il serait injuste de lui refuser. Il a trouvé une certaine somme de procédés et d'effets qui sont des imitations telles quelles de la nature. Il a été suivi dans cette voie par deux hommes de talent et de fantaisie, M. Baron et M. Célestin Nanteuil. Cependant M. Tony Johannot a toujours tenu le premier rang dans la faveur publique. Il n'est guère d'illustration, petite ou grande, qui n'ait été faite, sinon entièrement, au moins partiellement par lui. Il a eu les honneurs de tous nos poètes et du frontispice de tous nos romanciers modernes, de Châteaubriand, de Lamartine, de Victor Hugo, sans compter les morts, Molière, l'abbé Prévost, et quelques autres encore. Il a débuté dans le domaine fantastique du moyen-âge, qu'il affectionne beaucoup, par l'illustration des *Sept châteaux du roi de Bohême*. Venu à l'époque de réaction qui nous emportait vers les souvenirs de la féodalité, vers cette poésie archéologique de l'Allemagne, il en a exhumé tout le vestiaire. Il dessinait ces armures tant décrites alors, ces longs corsages plats, ces longues robes à plis fins, ces cheveux flottans des femmes et des anges sculptés dans les voussures des cathédrales. Il a vu tout le parti qu'on pouvait tirer des ajustemens anciens, depuis ceux de l'école flamande jusqu'à ceux de l'école florentine. Copiste intelligent et persévérant de nos musées, il pouvait paraître original aux mémoires fatiguées des nudités froides de Prudhon. Il transporta sur le bois la révolution qui se faisait dans la peinture.

Cependant il se présenta un ouvrage de fantaisie par excellence, qui concordait admirablement avec le talent du peintre, avec ses études antérieures de costumes, le seul ouvrage peut-être dont l'illustration aurait des chances de pardon à nos yeux, c'est le roman de Cervantes. Dans ce texte, en effet, sont réunis tous les con-

trastes, tous les temps, tous les costumes, tous les rangs, bandits, moines, grands seigneurs, filles d'auberges, grandes dames penchées à leur balcon, opulens dîners en plein champ, avec une tête d'ail et une gourde, et dans de somptueuses salles, avec de beaux pages et des écuyers, et des hanaps en verre de Bohême. Batailles burlesques et batailles sérieuses, types éternellement comiques de ces quatre graves personnages, Rossinante, don Quichotte, Sancho et l'âne, qui cheminent sur les routes poudreuses de l'Espagne, tout le roman d'un bout à l'autre semble avoir été composé pour la peinture et pour la gravure. Aussi, durant le siècle dernier, en avait-on souvent reproduit les scènes sur les tapisseries flamandes, et, dans les grandes salles de ces vieux châteaux qui disparaissent chaque jour du sol, l'histoire douloureuse du chevalier de la Manche et de sa Dulcinée tombe en lambeaux le long des murs. M. Tony Johannot a fait de l'illustration du *Don Quichotte* son véritable chef-d'œuvre. Il n'a point inventé, à vrai dire, le type des deux figures principales; il les a copiées du seul homme peut-être qui était capable d'illustrer avec génie une œuvre de génie, si M. Decamps ne pensait pas qu'il vaut mieux produire de belles compositions de peinture, lorsqu'on peut les produire, que de dessiner autant et plus de sujets qu'il n'en vient à l'esprit sur toutes les pages d'un livre. Néanmoins, il y a dans l'illustration de M. Johannot beaucoup de scènes bien entendues, du mouvement, de l'entrain, une couleur locale; mais il manque à sa manière une étude plus approfondie de la nature et de l'individualité des figures, surtout dans les têtes de femmes. Ce sont toujours les mêmes cous longs et flexibles qui ont la grace indolente du cygne, toujours les mêmes corsages qui doivent contenir des figures aériennes. Il lui manque, en un mot, l'impression, ce sentiment intime de la vie qui traverse l'ame de l'artiste pour arriver à l'ame du spectateur. M. Tony Johannot est un archéologue érudit, un copiste habile, qui restaure des formes passées, mais qui n'invente pas. Il possède si bien un talent de reflet, qu'en examinant ses œuvres on retrouve presque toujours la physionomie du peintre passé ou contemporain qu'il a le plus récemment étudié. Il a ignoré ou méconnu ce sens plus réel, plus individuel de l'art, qui explique et qui légitime le succès de M. Gavarni. Celui-ci, en effet, n'a voulu puiser ses inspirations qu'en lui-même et dans la comédie incessante et variée de la vie. Ceux qui ne veulent admirer dans le talent de M. Gavarni que son caractère spirituel et satirique ne lui rendent pas une justice complète. Il n'y a pas seulement en lui l'observation

profonde, fine, caustique, du romancier, du comédien ou du moraliste; il y a encore une science consommée du dessin. Il a su le premier élever jusqu'à l'art, jusqu'au style, nos costumes et nos modes. Personne n'a saisi comme lui l'expression particulière de forme que les châles, les mantilles, les robes, les coiffures, peuvent prendre, combinés avec les attitudes et la démarche des femmes. Il a démontré que l'on pouvait tirer parti de tous les ajustemens, même de ceux qui, par leur vulgarité long-temps réfractaire à l'art, dérangent le plus les idées reçues d'élégance et de beauté. Il a donné à nos modes nouvelles, à nos intérieurs, à ces mille détails du luxe moderne, cette poésie saisissante que nous admirons dans les gravures d'après Chardin. Il est allé plus loin : il a reproduit les formes et les chairs du corps qui se laissent plutôt deviner que voir sous les draperies. Il a été le biographe de ces existences sensuelles et voluptueuses qui envahissent toujours plus d'espace dans la civilisation des grandes villes, et qui remplacent les hétaïrés de la Grèce.

Cette même qualité d'impression, que M. Gavarni possède en représentant les mœurs et les modes de notre pays, M. Raffet l'a transportée dans la reproduction des costumes et des mœurs de la Russie. Comme exécution, comme science des procédés de la lithographie, M. Raffet a laissé derrière lui tous les autres artistes, et cependant, lorsque l'on compare les dessins qu'il a faits pour des illustrations d'ouvrages littéraires avec ceux qu'il a faits uniquement pour traduire des inspirations directes tirées de son imagination ou de la nature, on s'aperçoit que la manie des illustrations pittoresques n'est pas moins funeste aux dessinateurs qu'aux écrivains.

A côté d'eux, M. Grandville se traçait une voie particulière. Il prêtait aux animaux les expressions et les poses humaines; il tentait l'apologue dans le domaine du dessin. C'était une entreprise impossible, mais que des inspirations souvent heureuses paraissent justifier chez M. Grandville. Le fantastique et le surnaturel ne peuvent appartenir qu'à la seule poésie; l'esprit oublie, dans l'entraînement de la fiction poétique, la réalité des objets. L'homme se fait, dans la solitude de la pensée, du monde chimérique un monde possible; mais la peinture n'a pas cette faculté. Elle ne peut dénaturer ostensiblement ni directement aux regards les proportions des objets, se soustraire aux lois d'espace et d'étendue, détruire la logique invincible des yeux, qui ne veulent accepter que les formes qu'ils ont vues, et sous la configuration exacte où ils les ont vues.

Même dans le champ beaucoup plus vaste de la littérature, l'emploi

du moyen fantastique n'est pas arbitraire. L'apologue ni l'épopée ne conviennent à toutes les époques. La fable est la forme un peu enfantine de la pensée qui n'est pas encore affranchie, et qui, comme la femme esclave de l'Orient, ne se montre que voilée. Il a fallu une époque de despotisme pour produire La Fontaine. Le charme de l'apologue est dans l'espèce d'énigme qu'il propose à l'esprit et dans le plaisir que celui-ci éprouve à la deviner. Aussi Montesquieu, écrivant dans un siècle où un mot suspect était payé de la Bastille, parle-t-il beaucoup par apologue.

Si donc littérairement la fable appartient surtout aux civilisations primitives ou opprimées, dans l'art d'imitation elle ne peut servir qu'à faire une caricature à la longue monotone. Ce n'est pas qu'on doive absolument répudier le parti qu'on peut tirer du rapprochement spirituel du type humain avec le type bestial. Les scènes satiriques des panneaux de Chantilly, les fantaisies profondément observées de Decamps, prouvent que les expressions et les occupations de l'homme peuvent très bien, par une métempsycose matérielle, se transmettre à des figures d'animaux. Il y a même, dans cet ordre de peinture ou de gravure, un genre d'effets plein de nouveauté, qui appartient au sentiment d'analogie; mais ces effets ne sont obtenus qu'à la condition que les lois d'analogie soient toujours rigoureusement observées, et qu'en voulant atteindre au résultat comique du rapprochement de deux types, on maintienne l'équilibre entre eux. M. Grandville n'est sans doute pas dépourvu de ce sentiment d'analogie. Il sait trouver des rapports justes, quoique lointains, entre les attitudes, les fourrures et les plumes des différens quadrupèdes et bipèdes, et les formes, les poses et les vêtemens de l'homme. Il sait quelquefois prêter fort spirituellement nos coutumes les plus excentriques à d'humbles bêtes dont il ne détruit pas d'ailleurs l'identité. C'était le seul moyen de rendre pour nous ses représentations d'animaux plus intéressantes que des planches d'histoire naturelle. Sous ce rapport, il a mieux compris que son prédécesseur Oudry l'illustration des fables de La Fontaine. Le célèbre peintre d'animaux du siècle dernier n'a point cherché à reproduire la mise en scène et le caractère de ces fables; il s'est contenté de placer les animaux, en présence les uns des autres, au milieu de vastes paysages. Il a esquivé la difficulté par une énorme dépense d'accessoires. Il ne s'est pas plus occupé de l'expression que du dialogue présumé des interlocuteurs. Si on excepte quelques fables, comme celle de la cigogne et du renard, où l'on aperçoit quelque velléité de traduire les intentions et

l'esprit de La Fontaine, l'œuvre d'Oudry, malgré la facilité et la latitude que lui laissait la gravure sur cuivre, n'est guère autre chose qu'une collection fastidieuse de bêtes et de vues.

M. Grandville, au contraire, a voulu et a su se tenir à l'esprit de la fable. Il s'est créé un monde d'animaux plus ou moins humanisés. De ceux-là il n'a pris que la tête, de ceux-ci le corps entier. Il les a tous ramenés, mammifères, oiseaux, poissons ou insectes, à un seul principe, leur rapport avec l'homme. Les créations de M. Grandville pourraient démontrer par la physionomie le système de M. Geoffroy Saint-Hilaire, l'unité, l'échelle ascendante de vie, l'animalité multiple dont l'homme est sur cette terre le dernier échelon. Malheureusement le peintre officiel des bêtes n'a pas su s'arrêter à propos dans ce travestissement universel du monde animal. Il y avait tout au plus une trentaine de fables qu'il pût illustrer avec esprit et sans violer les convenances. Il a voulu les illustrer toutes, et il a reproduit des scènes impossibles à reproduire. Dans *les Animaux peints par eux-mêmes*, il a poussé encore plus loin l'exagération de ce défaut. Les races qui ne peuvent avoir une ressemblance assez voisine avec l'homme se sont vues travesties, contraintes de représenter nos gestes, nos habitudes, nos costumes. Il a fait des éléphans qui fument des cigares, des escargots majestueusement traînés en carrosse, des crocodiles attablés au milieu de bouteilles et de plats, des chevaux tenant une plume à leur sabot. Cette puérilité poussée à l'extrême, cette absence de goût, deviennent à la longue l'impertinence du fantastique. Avec sa finesse d'observation, M. Grandville n'a pas vu que peu d'animaux se rapprochent assez, par certains côtés, de quelques hommes, pour légitimer ses spirituelles mascarades. Avec les fourmis, les coléoptères, les chiens, les rats et quelques oiseaux, il a dessiné des scènes, créé une race hybride, qui lui assignent une place à part dans l'histoire de l'art de notre époque. Pour les portraits de petits animaux, car l'instinct, signe d'une origine commune, rapproche dans l'enfance toutes les races, M. Grandville a trouvé des formes, des attitudes admirables. Seulement on pourrait lui reprocher l'absence d'expression et de naïveté. Le talent de M. Grandville est systématique, volontaire; il s'est formé par la patience, l'étude, l'observation; on sent qu'il se rattache à deux ou trois théories inflexibles; on n'y trouve pas assez ce qui est un des plus grands charmes de l'art, la spontanéité, l'entrain, l'abandon, la facilité généreuse qui produit toujours et se régénère sans cesse. La manière de M. Grandville est passée dans son

esprit à l'état de dogme, de texte précis, arrêté, de lettre morte, et quelque chose que l'on voie désormais de lui, on n'éprouvera pas ce bonheur de l'imprévu qui donne toujours un nouvel intérêt aux œuvres d'un même artiste. Ensuite les tableaux de M. Grandville manquent en général d'effet. Aujourd'hui que la couleur de la gravure a fait d'incontestables progrès, M. Grandville a conservé une manière pâle. Il est venu trop tôt, il porte la peine d'une éducation incomplète; il lui manque, comme à Brascassat, la lumière, qui est la vie du paysage.

Nous n'avons examiné dans *les Animaux peints par eux-mêmes* que les travaux de M. Grandville, car évidemment l'ouvrage n'a été conçu que pour exploiter, sous une nouvelle forme, le talent populaire du dessinateur. Toute la partie littéraire se réduit à des allusions plus ou moins spirituelles contre la chambre des députés, à des plaisanteries plus ou moins compréhensibles sur les systèmes qui divisent la science. Il semblait que les hommes de talent se trouvaient dépaysés. La malicieuse, l'élégante et la fine bonhomie de Nodier lui a fait défaut pour ses *Tablettes de la giraffe* ainsi que dans l'histoire du *Renard pris au piége*. *Le premier Feuilleton de Pistolet* témoigne de cette facilité qu'a M. Janin de laisser envoler ses feuilles écrites. Quant à la monographie intitulée *Histoire d'un Moineau à la recherche du meilleur gouvernement*, c'est une galanterie fort désintéressée que l'auteur de *Lélia*, descendant des hautes sphères qu'il habitait autrefois, a bien voulu faire aux *Animaux peints par eux-mêmes*. Il leur a officieusement prêté son nom; par un accès de dévouement que nous ne nous chargeons pas d'expliquer, il a consenti à endosser la traînante et prétentieuse phraséologie de M. de Balzac; on a compté assez sur l'ignorance des moineaux pour espérer qu'ils ne s'apercevraient pas des différences de style. Si l'on excepte une très mordante et très fine raillerie de certains ridicules littéraires, par M. Alfred de Musset, cette publication n'a que l'esprit très médiocre des petits journaux. En vérité, ce n'était pas la peine de prêter aux animaux si peu d'esprit, qu'ils pouvaient parfaitement le rendre sans être tenus à la moindre reconnaissance.

Nous demandons sincèrement, après avoir achevé la lecture de cet ouvrage, quel peut en être le but littéraire, car nous n'y voyons que des scènes écrites de toute main, sans que nous puissions trouver entre elles aucune loi logique, aucune parenté d'intention. Est-ce une critique de nos vices, de nos ridicules, de nos institutions politiques, de notre littérature actuelle? Précisément non. Il existe bien

une velléité vague de faire la satire de toutes ces choses à la fois, mais sans que le lecteur le plus clairvoyant puisse en avoir personnellement la certitude. L'absence de plan, qui n'est pas toujours la fantaisie, l'espèce de cohue et de quiproquo perpétuel entre les auteurs et leurs personnages, déroute à chaque instant l'esprit du lecteur. La moralité ou, comme l'on voudra, la conclusion du livre, est demeurée dans les limbes. Et cependant, par une sorte d'unanimité miraculeuse dont le secret n'échappe pas à l'éditeur, tous les journaux ont fait l'éloge de cet ouvrage, toutes les *réclames* qui se déguisent sous forme de critique lui ont valu une grande popularité et un grand succès de vente. Serait-ce donc qu'il y aurait une solidarité latente entre la littérature des pittoresques et celle des feuilletons?

Pas plus que *les Animaux*, *les Français peints par eux-mêmes* ne peuvent prétendre à un mérite d'observation ou de forme. Pour ce dernier ouvrage, qui a failli devenir aussi volumineux qu'une encyclopédie, on avait convoqué le ban et l'arrière-ban de la littérature. On y retrouvait bien encore ce don d'ubiquité de M. de Balzac et de quelques autres écrivains universels, qui à toute publication donnent au moins leur signature; mais, à côté de ces plumes infatigables, toute cette menue littérature à laquelle les petits journaux servent ordinairement de dépôt de mendicité, avait trouvé dans les volumes des *Français peints par eux-mêmes* un type, une profession à exploiter, qui le poète, qui le gendarme, qui l'invalide, qui le portier, chacun selon ses goûts et sa connaissance de la matière. Il y avait là assurance tacite d'indulgence mutuelle; on y apportait cet esprit courant, très bonhomme au fond, qui s'est évaporé plus tard en physiologies et en imperceptibles publications de poche.

Tous ces ouvrages, qui ne sont que des thèmes pour les gravures, n'ont qu'une durée temporaire; ils vivent, ils passent, ils meurent. On en est quitte pour les avoir vus ou pour les avoir oubliés; ils n'exercent d'influence qu'individuellement sur l'écrivain qui se résigne à s'effacer devant le graveur. La littérature pittoresque ne sert donc ni le peintre, qui a cependant ici le rôle du musicien à l'Opéra, ni le littérateur, qui descend au rôle de faiseur de libretti; elle ne fait que diminuer le talent. Mais il est une autre nature de publications dont la perpétuité, la périodicité, entraînent avec elles de graves inconvéniens pour l'éducation de l'intelligence par les livres. Comme la gravure sur bois et celle à la mécanique, comme toutes les innovations qui tendent à séduire l'acheteur par le bon marché, les *magasins pittoresques* sont nés en Angleterre,

la patrie naturelle de toutes les idées commerciales. La librairie anglaise n'avait vu que le moyen de vendre beaucoup de feuilles de papier en leur donnant le double attrait de l'image et de la gravure. Le succès de vente légitima l'entreprise. La librairie française se hâta bien vite d'importer chez elle ce commerce. On fit venir de Londres des graveurs anglais, et l'on publia en France des magasins pittoresques à deux sous la feuille. Cependant, comme on comprenait qu'il fallait procéder par voie d'abonnement et non par la vente au détail, que ce qui pouvait convenir à la curiosité désintéressée de la famille anglaise ne suffirait pas aux exigences actuelles de notre esprit, ces magasins eurent dès l'abord la prétention de faire l'éducation du peuple à bon marché, de multiplier chez lui sans fatigue, sans peine, sans perte de temps, des connaissances universelles. Il en est résulté que magasins et musées ont augmenté cette confusion d'idées, mille fois pire que l'ignorance, qui laisse les classes intermédiaires à la porte de toutes les connaissances et leur inocule la vanité, la plus triste de toutes les maladies de l'esprit.

Peut-être eût-il été possible que les *magasins pittoresques*, s'ils avaient été rédigés dans un ordre méthodique, avec une intention précise, comme certains livres faits pour populariser la science, eussent contribué à la diffusion de ces notions élémentaires que tout homme, quel que soit son rang, doit posséder dans la vie habituelle; mais il règne dans toutes les publications périodiques accompagnées de gravures la plus complète anarchie de connaissances. Tantôt ce sont des curiosités de costumes, tantôt des expositions d'art, quelquefois de philosophie transcendante, d'autres fois d'histoire naturelle, tout ce qu'il est possible d'imaginer de plus opposé, de plus confus, de plus fragmentaire, et conséquemment de plus insaisissable. Quelqu'un qui aurait conservé dans la mémoire les sujets traités par l'un de ces *magasins pittoresques* se croirait sous l'obsession d'un de ces rêves laborieux où toutes les formes se confondent et se transfigurent incessamment, où se brisent continuellement toutes les conditions de temps et d'étendue. Quelqu'un qui lirait assidûment et ne lirait qu'un semblable ouvrage, s'il arrivait à cet effort de génie de bien classer ses lectures dans sa tête, aurait le droit de citer beaucoup de choses sans en savoir aucune. Il ne faut pas croire que les œuvres collectives et périodiques, par cela seul que la variété se trouve être un de leurs principaux élémens d'existence, ne doivent pas cependant être faites dans une vue d'ensemble, avec ordre et unité. Une *revue* constituée avec intelligence,

non-seulement reproduit le mouvement d'esprit d'une nation, mais encore les questions actuelles qui, en art, en littérature, en politique, préoccupent et passionnent les esprits. Elle sait conserver l'équilibre entre les faits intellectuels de la vie d'un peuple, elle les distribue sinon dans un ordre rigoureux, du moins dans un ordre suffisant, pour qu'à la fin de l'année, le lecteur se trouve instruit de tous les grands évènemens littéraires de son pays. Une *revue* d'ailleurs s'adresse aux esprits d'élite qui ont leur éducation faite, qui ont un ensemble d'idées sur les questions de philosophie et de poésie. Elle ne les promène donc pas de détours en détours dans une route sans but. Elle ne se propose pas l'instruction des lecteurs; elle la suppose au contraire. Mais il n'en est pas de même pour les *magasins pittoresques* qui s'adressent surtout aux enfans, au peuple, à toute la partie la plus ignorante de la société, incapable de discerner, dans cette grande confusion de choses et d'idées, le lien, le rapport de ce qu'il doit savoir avec ce qu'il doit ignorer. Ce que les *magasins pittoresques* dépensent pour la gravure, ils sont obligés de l'économiser sur la partie littéraire; ils traitent nécessairement les questions avec moins d'étendue. Ils sont contraints de concilier les conditions rivales des idées et des gravures, et, dans ce conflit, c'est presque toujours la partie pittoresque qui l'emporte sur la partie littéraire. Souvent même des gravures sur bois, déjà faites pour une publication, servent ensuite pour d'autres ouvrages; il ne s'agit plus que de leur trouver un nouveau commentaire, un nouveau prétexte de les éditer. Comme c'est aux yeux plutôt qu'à l'intelligence qu'on s'adresse, comme c'est sur l'élément pittoresque plutôt que sur le mérite de science ou de style que l'on fonde ses espérances de succès, les *magasins* et les *musées* ne font que précipiter la décadence, pour nous visible et incontestable, de toutes les formes de la pensée.

Le grand nombre des publications pittoresques a donc eu deux résultats également funestes à la littérature. En illustrant des œuvres anciennes, loin de donner à celles-ci une nouvelle valeur d'art, la gravure n'a fait que nuire au texte, que détruire l'impression poétique de la lecture. Elle a aidé à remettre en lumière des œuvres justement oubliées. Quant aux productions autocthones, tirées de son propre fonds, elle a encore été littérairement plus nuisible. L'esprit des deux arts, comme il a été démontré, n'est pas le même; Hogarth, commenté par Swift, eût fait perdre à ce dernier sa réputation d'homme spirituel. L'esprit exige en toute chose la spontanéité,

l'allure propre, l'indépendance. Les publications pittoresques n'ont jamais fait que poser ce problème à tous les écrivains : trouver le moyen de mettre en prose des coups de crayon, de traduire des figures en paroles, comme l'on met de mauvais vers sous les notes du musicien. Nous ne sommes étonné que d'un fait, c'est que des hommes de talent aient pu se plier à de semblables exigences, c'est que des hommes d'imagination aient pu volontairement renoncer à la plus belle de toutes les prérogatives de l'esprit : celle d'inventer son œuvre, et de la conduire en pleine liberté.

Nous devons le dire hautement, car nous ne nous occupons de toutes ces fantaisies de gravure sur bois et de lithographie que dans leurs rapports avec la littérature, s'il y a décrépitude visible des formes de la pensée, il ne faudrait pas seulement en rejeter la faute sur la librairie. La librairie, sans doute, est coupable de la déchéance progressive de la littérature, mais les écrivains eux-mêmes sont complices. Ce n'est point le talent qui a manqué de nos jours aux hommes qui écrivent; jamais époque peut-être, en virtualité, en faculté de poésie, ne fut aussi privilégiée que la nôtre; jamais il ne fut donné à la critique de contempler une plus riche et plus forte expansion de tous les genres d'esprit. Ce qui a manqué, c'est la règle du talent, c'est le respect de soi-même et de son travail.

Il n'est pas étonnant que, dans une époque industrielle, avec la grande surexcitation d'esprit qui nous pousse aux jouissances, la littérature ait voulu devenir une industrie, un instrument de fortune. Mais rendons-en grace à la nature même de la pensée, du moment où la littérature a prétendu se matérialiser ainsi, battre monnaie avec ses produits, elle s'est suicidée. L'esprit n'est pas une machine à filer qui n'a besoin que d'un jet de vapeur pour ranimer ses rouages et rendre chaque jour, et sans cesse, sans fatigue et sans péril, la même somme de travail, la même quantité de produits. Si l'esprit est infini comme Dieu, son origine et son essence, son labeur est limité. Il est composé de facultés diverses qui s'aident et qui se contrôlent. Pour produire de grandes œuvres empreintes de génie, il a besoin de toutes ces facultés, mais il ne les trouve pas toutes et à toute heure. Le champ de l'esprit, c'est le temps, ce mystérieux milieu dont il a besoin pour créer. Il lui faut recueillir les élémens de ses œuvres, les combiner, attendre ceux qui ne sont pas venus, diriger tous les coups de fortune de l'inspiration, tous les calculs de la réflexion vers un centre et toujours vers un centre unique. Les natures les plus richement organisées, les hommes qui ont reçu

les deux qualités extrêmes de l'art, n'ont jamais fait que peu d'ouvrages; ils se sont dépensés, engloutis corps et ame dans peu de créations, quelquefois dans une seule. Ils ont été fidèles à leur idéal, ils ont été loyaux envers leur génie.

Qu'est-il arrivé lorsque la littérature, qui autrefois servait uniquement la gloire et les idées de l'écrivain, est devenue un comptoir, une boutique ouverte sur la rue, avec étalage et enseigne, que chaque œuvre, que chaque ligne, que la vente en gros et en détail ont pu se débiter et se traduire en revenus? Il est arrivé que les œuvres se sont multipliées du fait de l'écrivain, non pas dans une intention littéraire, encore moins dans un but philosophique, non pas pour obéir à sa conviction et à la sibylle intérieure, mais pour improviser une fortune, pour avoir le droit de connaître, d'expérimenter et d'épuiser toutes les jouissances de la vie.

Alors on a vu naître la démagogie de la littérature, on a vu ces émeutiers de la pensée dont les bandes se composent de toutes les vocations détournées, de toutes les vanités surexcitées, de toutes les gloires manquées, poètes, romanciers, critiques, qui devaient réformer l'art, la science, le théâtre, organisations faibles où les facultés natives ne remplacent pas l'absence d'études et qui croyaient follement qu'on arrive au gouvernement de l'intelligence par des coups de main et du tapage dans les rues.

Alors les auteurs qui pouvaient avoir quelque avenir n'ont cherché ni le recueillement ni les longs et solitaires dialogues de l'inspiration avec la réflexion; ils n'ont pris la peine ni de condenser, ni de mûrir leurs idées, d'étudier ni de former un plan; ils se sont prodigués, dissipés dans des ouvrages que ni leur inspiration ni leur conviction souvent ne leur commandaient. Ils n'ont pas connu l'attente, la concentration, la discipline indispensables aux bons ouvrages. Leurs pensées étaient comme des recrues qu'on n'a pas le temps d'instruire, de rassembler et de mettre en bataille; on les mène au feu minute par minute, à mesure qu'elles arrivent. Elles sont sacrifiées en pure perte. Elles s'épuisent, disparaissent et périssent sans honneur. Les écrivains ont gaspillé toutes leurs facultés, ils ont écrit sur tout, à propos de tout, sans amour, sans retenue, sans piété filiale pour leurs aïeux, sans respect pour leur réputation à faire ou déjà faite. Ils ont été presque tous punis de la plus terrible punition; ils ont survécu à leur talent, comme le débauché survit à la faculté d'aimer.

Toutes les forces productives de la nature veulent être économi-

sées et réglées; le travail de l'esprit, de fatigue en fatigue, peut devenir une habitude machinale. Ce n'est là qu'une décrépitude plus ou moins retardée. L'imagination la plus riche n'a pas l'haleine inépuisable, elle n'est pas une bête de somme qui peut porter le bât tous les jours, et refaire le lendemain la route qu'elle a faite la veille. Le génie n'a qu'un certain nombre d'œuvres à donner; ce qu'on nomme improvisation, fécondité, n'est pas un don, mais un malheur de l'esprit. Dieu n'a dispensé personne de la réflexion; il n'apporte à personne, à heure fixe, des inspirations nouvelles; il veut qu'en faisant son travail, l'homme fasse lui-même sa gloire; il veut que ses veilles soient des batailles. L'improvisation n'est et ne sera jamais un mérite pour aucun écrivain : elle n'est que l'excuse de ces œuvres interminables qui ne sont parties de nulle part pour n'arriver en aucun lieu, qui traînent de soleil en soleil, de borne en borne, leur éternel vagabondage.

Mais lorsque l'improvisation n'a plus suffi à ces existences fiévreuses et dispendieuses, qui voulaient associer, par un singulier adultère, la prodigalité et l'incurie du poète avec les calculs et la cupidité de l'industriel, alors il est arrivé que la littérature n'a plus eu de bonne foi ni de probité dans ses relations. Autrefois, il existait entre l'auteur et l'éditeur une solidarité complète. Des liens d'intérêt, de reconnaissance, ou de dignité commune, s'établissaient entre eux. L'un et l'autre y gagnaient. Aujourd'hui, une guerre de ruse et de supercherie s'est établie entre les écrivains et leurs médiateurs avec le public. Chacun veut exploiter la situation de l'autre. Du moment où la confiance réciproque est brisée, il s'ensuit que les auteurs mettent leurs œuvres aux enchères, les distribuent de droite et de gauche, au plus offrant. Jusqu'à ce jour, du moins, la direction de la littérature était restée dans des mains intelligentes. Les fonctions d'éditeur, dans le siècle dernier, supposaient des connaissances littéraires, un jugement, un goût formé, mais à ces hommes qui aimaient la littérature, qui la comprenaient, qui l'encourageaient, s'est substituée la génération grossière et avide des gens d'affaires, banquiers, éditeurs pittoresques, purs marchands sans goût et sans instruction, contrefacteurs intérieurs, pour ainsi dire, des véritables éditeurs d'autrefois; exploitateurs de l'esprit pour le tenter et le perdre, qui ont mis en commandite la renommée de l'écrivain comme une mine de charbon de terre, ou comme une usine; et les littérateurs ont accepté avec empressement la complicité de cet industrialisme intellectuel! Nous connaissons même des romanciers qui vendent leurs marchan-

dises à différens prix, selon leur qualité; d'autres qui ne font pas les œuvres qu'ils signent, qui ont des aides et des manœuvres à leurs ordres. La grande extension qu'a prise la partie littéraire des journaux politiques a puissamment contribué à cette prostitution patente de l'intelligence. Dans ses gouffres toujours béans, toujours insatiables, le journal reçoit tant de choses, dévore si vite ce qu'il reçoit, que, bon ou mauvais, tout passe, tout disparaît. Le feuilleton, avec sa rotation incessante et rapide, a une incroyable indulgence pour les pauvretés littéraires. Il a un autre inconvénient : c'est qu'ayant besoin de toute la partie militante et peu consciencieuse de la littérature, il interdit à l'avance toute critique sérieuse. Le moyen en effet de tirer sur ses propres troupes et de critiquer ce qu'on imprime?

Tant que les écrivains ne voudront pas rester maîtres de leur inspiration et qu'ils abandonneront la direction de leur talent, tant qu'ils consentiront à cette vie nomade qui va planter ses tentes partout, tant qu'ils voudront suffire par leurs seules veilles à cette effroyable consommation de nouvelles et de romans, il faudra qu'ils renoncent à toute prétention de littérature sérieuse et qu'ils s'habituent à voir sans cesse décliner leur puissance. Les exemples ne manquent pas. L'ame ne saurait jamais se dissiper impunément ainsi, et on ne saurait adopter la vie de bohême sans en porter les guenilles.

Au milieu de cette existence problématique des condottieri de la plume, il n'y a plus pour la haute littérature, pour les chastes amans de la muse qui ne court pas les carrefours les cheveux dénoués, qu'à constituer la cité littéraire, qu'à se grouper, se réunir autour du même centre, du même beffroi. Du moment où ils auront leurs armoiries, leurs droits communs, qu'ils ne seront plus errans et nomades, mais qu'ils auront leur foyer, leur Dieu, leur travail assuré, alors le public, au milieu de cette affreuse mêlée de promiscuités d'intelligences, saura sur qui et sur quoi compter. La cité couvrira le citoyen et réciproquement. Alors les écrivains se classeront selon leurs aptitudes, les écoles littéraires pourront se fonder, comme se sont fondées les écoles de peinture. On saura quels principes et quels systèmes sont ici, quels systèmes et quels principes sont là; on saura qu'il y a ici l'écrivain convaincu, les idées, les formes de style, là l'homme d'affaires et le mercantilisme qui ouvre boutique; chacun parlera sa langue et aura sa patrie. L'écrivain travaillera à son jour, à son heure, dans son vrai centre. Il suivra sa propre tradi-

tion, il ne sera pas distrait par mille sollicitations étrangères. Il saura qu'il a contracté avec son public des obligations saintes, qu'en retour de la sympathie qu'on a témoignée à son talent, on exige de lui plus d'attention et plus d'efforts sur lui-même. Les écrivains obtiennent d'autant plus de respect, qu'ils s'observent davantage et se prodiguent moins. Aussi bien, le mercantilisme introduit dans le domaine de la pensée est déjà parvenu à sa conclusion logique. De toute cette jeune et tumultueuse littérature qui entrait si brusquement sur la scène, il ne reste plus guère que peu de noms respectables et respectés; tout le reste est mort ou mourant. Dans leur indolence ou leur vanité, ces hommes, épuisés par les succès de feuilleton, n'aperçoivent pas le mouvement littéraire qui grandit derrière eux. De l'excès du mal, nous espérons le remède. Nous pensons qu'une génération plus forte ou plus prudente, avertie par l'exemple de la génération qui l'a précédée, et qui n'a paru sur la scène littéraire que pour disparaître, sera convaincue qu'il faut porter son talent respectueusement, comme le jeune lévite porte les chandeliers de l'autel, sans l'exposer à tous les vents du dehors. Alors on se retournera vers les études sérieuses, laborieuses et lentes, qui consacrent seules les œuvres durables. Alors il y aura espoir de sauver la littérature, aujourd'hui déchue par suite des idées mercantiles, et avec sa science, avec le glorieux cosmopolitisme de sa poésie, de sa langue, la France reprendra dans l'Europe une place qu'aucune défaite politique ne saurait lui faire perdre.

F. DE LAGENEVAIS.

JOURNAL

D'UN PRISONNIER

DANS

L'AFGHANISTAN.

JOURNAL OF AN AFFGHANISTAN PRISONNER,
BY LIEUT. VINCENT EYRE.

Ce livre vient d'avoir en Angleterre un très grand succès. Plusieurs éditions en ont été faites en quelques jours et ont été enlevées avec rapidité. Ce succès est facile à comprendre. L'intérêt qui s'attachait aux affaires de l'Asie ne s'était pas encore ralenti; on venait de recevoir la nouvelle de la délivrance presque miraculeuse des prisonniers du Caboul, et on attendait avidement l'histoire de leur longue captivité. Le livre de M. Eyre avait donc le plus grand à-propos; il avait surtout le singulier mérite de paraître le premier, car, avec la tendance naturelle qui porte tous les Anglais à raconter leurs voyages et leurs aventures, nous ne pouvons douter que nous ne devions bientôt

être inondés de relations du même genre. Nous sommes encore à nous demander comment il se fait que le docteur Brydon par exemple, le seul homme qui ait échappé au massacre ou à la captivité de ses compagnons et qui soit arrivé jusqu'au premier poste anglais, monté sur un misérable *pony* des montagnes, n'ait pas encore publié un journal de ses fabuleuses aventures. A coup sûr lady Sale, dont la conduite héroïque pendant toute la campagne, pendant la retraite, et pendant les longs jours d'épreuves qu'elle a passés au milieu des barbares, a excité l'admiration générale, ne peut manquer de raconter ses *impressions de voyage;* mais, dans tous les cas, M. Eyre a pris les devans, et il a eu la primeur de la curiosité publique. Son journal mérite le succès qu'il a obtenu; c'est une relation faite avec simplicité, souvent avec sentiment, de souffrances réelles qui égalent en intérêt toutes les aventures de romans. Ces notes ont été écrites *super flumina Babylonis;* le narrateur était aussi un des acteurs dans ces scènes lamentables dont il nous a donné l'histoire; et bien qu'une partie des faits que nous y trouverons racontés soient déjà connus, nous croyons cependant que de nouveaux détails, empruntés au premier récit fidèle et complet d'un témoin oculaire, ne seront pas sans quelque intérêt.

Il est toujours très aisé, nous le savons, de dire après les évènemens ce qui aurait dû être fait pour les prévenir; mais, en faisant la part de cette sagesse posthume, on ne peut cependant s'empêcher de croire que les Anglais auraient pu éviter le désastre qui les a frappés dans le Caboul s'ils n'étaient allés eux-mêmes au-devant de leur ruine avec une incapacité et un aveuglement inconcevables. La facilité avec laquelle ils avaient envahi et conquis ce pays les avait complètement abusés; ils croyaient pouvoir le garder avec aussi peu de peine qu'ils l'avaient pris, et ils s'étaient créé des illusions incompréhensibles sur la nature des sentimens que leur portaient les indigènes. Lord Keane, qui avait commandé l'expédition, s'était hâté d'aller jouir en Angleterre de sa gloire récente, et dans la chambre des lords de son nouveau titre. En quittant Caboul, il avait emmené avec lui une partie de ses troupes et avait ainsi réduit de moitié l'armée d'occupation, sans même prendre le soin d'établir une ligne de postes militaires pour assurer les communications avec l'Inde. Il était bien clair que pendant long-temps encore l'armée d'occupation devait être obligée de tirer de l'Inde toutes ses munitions; la distance de Caboul à Ferozepore, la première station anglaise, était de six cents milles, et sur cette ligne se trouvaient le Punjab, sur lequel,

depuis la mort de Runjet Singh, les Anglais ne pouvaient plus compter, et les défilés impraticables qui devaient plus tard leur servir de tombeau.

Quand le général Elphinstone vint, au mois d'avril 1841, prendre le commandement des troupes, il trouva l'armée anglaise complètement isolée dans le sein d'un pays en apparence tranquille et soumis, mais qui n'attendait qu'un signal pour se soulever. Il fut, comme l'avait été son prédécesseur, la dupe de ce calme perfide, et en devint la victime. Les hommes qui devaient le mieux connaître le caractère de la population conquise, sir William Mac-Naghten, sir Alexander Burnes et le major Pottinger, tous les trois portant des noms bien connus dans l'Asie, semblaient partager cet aveuglement. Ils laissèrent la rébellion se former et grandir presque sous leurs yeux, sans chercher à la comprimer dans ses commencemens, et quand elle éclata, il était trop tard pour la vaincre.

Ce fut chez les Ghilzis que se manifestèrent les premiers symptômes d'insurrection. Les Ghilzis sont une tribu nomade de l'Afghanistan, la plus nombreuse et en même temps la plus indomptable, parce qu'après chaque défaite elle se réfugie dans les montagnes en y emmenant ses troupeaux, et y attend patiemment le jour des représailles. Nous verrons, pendant la fatale retraite des Anglais, les Ghilzis se montrer les plus acharnés et les plus impitoyables, et se mettre à la tête du massacre malgré les efforts des chefs afghans, qui n'exerçaient sur eux qu'une autorité très limitée. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que les Afghans sont partagés en plusieurs tribus, dont la plus puissante était celle des Douranis. Cette tribu se divisait elle-même en plusieurs familles, dont les plus considérables étaient celle des Suddozis et celle des Barukzis. La première était regardée comme la branche royale légitime de l'Afghanistan; le shah Soudja, que les Anglais avaient rétabli sur le trône, était un Suddozi. Dost-Mohamed, qu'ils avaient détrôné, était un Barukzi. Son fils, Mahomed-Akbar-Khan, qu'on appelait aussi *le sirdar*, et qui devint le chef de l'insurrection, avait donc contre les Anglais et contre le shah Soudja une double inimitié. Depuis le détrônement de son père, il s'était réfugié dans le nord, du côté du Turkestan, où il préparait en silence la révolte des tribus vaincues. Dost-Mohamed, prisonnier des Anglais, l'avait en vain plusieurs fois engagé à faire sa soumission; il avait préféré mener la vie d'un proscrit.

Au commencement d'octobre, on apprit que Mahomed-Akbar était entré dans le pays, et en même temps plusieurs chefs ghilzis quit-

taient soudainement Caboul, et allaient prendre possession d'un fort situé dans le défilé du Kourd-Caboul, à environ dix milles de la ville. La communication avec l'Inde se trouvant ainsi coupée, le général Elphinstone envoya le général Sale avec une brigade pour rétablir le passage, et aller prendre position à Jellalabad, de l'autre côté des montagnes. Ce fut cette expédition qui donna la mesure des dangers que courait l'armée d'occupation. La brigade eut à traverser des défilés dont les bords s'élevaient à cinq ou six cents pieds et qui avaient plusieurs milles de long. Nous ne reviendrons pas ici sur cette expédition dont nous avons déjà parlé antérieurement; qu'il suffise de rappeler que ce fut plus tard le général Sale qui, en refusant de rendre Jellalabad et en maintenant sa position sur la frontière, conserva aux Anglais l'entrée du pays.

Cependant, à Caboul même, peu de temps avant ces actes de rébellion ouverte, la population avait manifesté par plusieurs signes sa haine contre les Anglais. Des officiers avaient été insultés, deux Européens avaient été assassinés. Chose singulière! le jour où la brigade du général Sale avait été attaquée, les assaillans se composaient en grande partie des gens des chefs afghans qui demeuraient à Caboul. On les avait vus sortir le matin et rentrer le soir, et, bien qu'ils eussent à traverser les postes anglais, on n'avait tenté ni de les arrêter ni de les punir.

Les deux principaux chefs de cette première insurrection étaient Amenoulah-Khan et Abdoulah-Khan, deux hommes de très grande influence. Le premier était fils d'un conducteur de chameaux et avait acquis par ses talens une autorité considérable. Il pouvait mettre dix mille hommes en campagne. On raconte du dernier l'anecdote suivante. Pour se défaire d'un frère aîné, il le fit enterrer vif jusqu'au menton, ensuite il lui fit mettre une corde autour du cou, et attacha à cette corde un cheval sauvage. L'animal, fouetté jusqu'au sang, tourna dans ce cercle terrible jusqu'à ce qu'il eût tordu et enlevé la tête de la victime. Tels étaient les hommes avec lesquels les Anglais allaient se trouver aux prises.

Ce fut le 2 novembre 1841 que la révolte générale éclata dans la capitale de l'Afghanistan.

« Ce matin, de bonne heure, dit M. Eyre, nous avons reçu de la ville l'alarmante nouvelle qu'une révolte populaire avait éclaté, que toutes les boutiques étaient fermées, et qu'on avait fait une attaque générale sur les maisons des officiers anglais résidant à Caboul. » Au nombre de ces officiers était, comme nous le savons déjà, Alexan-

der Burnes. M. Mac-Naghten et le général Elphinstone étaient dans le camp situé hors la ville; le major Pottinger était dans le Kohistan; le shah Soudja était dans le Bala-Hissar, qui est la citadelle de Caboul. *L'envoyé*, comme on appelait habituellement M. Mac-Naghten, reçut à huit heures du matin un billet dans lequel Burnes lui annonçait qu'une grande agitation régnait dans la ville, mais qu'il espérait pouvoir la comprimer. Ce furent les dernières lignes écrites par le malheureux Burnes; une heure après, on reçut la nouvelle de sa mort. Il paraît que, trop confiant dans les dispositions du peuple, il repoussa tous les avis qui lui étaient donnés, et refusa de se réfugier dans la citadelle. Quand sa maison fut attaquée, il défendit à ses gens de faire feu, et monta sur une terrasse pour haranguer les assaillans; mais malgré la résistance désespérée de ses soldats indiens, qui se firent tous tuer autour de lui, sa maison fut forcée; il fut massacré avec son frère, et tout ce qui fut trouvé chez lui, hommes, femmes et enfans, fut impitoyablement égorgé.

Le roi (Shah-Soudja), qui était dans la citadelle, envoya un de ses fils avec un régiment pour rétablir l'ordre; ils furent repoussés et rentrèrent dans le fort. Ce fut alors que les Anglais comprirent l'étendue de la faute qu'ils avaient commise en négligeant de s'assurer des points fortifiés. Au lieu de se retrancher dans le Bala-Hissar, qui commandait la ville, ils avaient disséminé leurs forces, et avaient établi leurs magasins en dehors de leur camp. Ce camp lui-même, ayant des lignes trop étendues, était presque impossible à défendre, et dès le commencement de l'insurrection, les communications furent coupées entre le camp où résidait l'envoyé, la citadelle où se tenait le roi, et les magasins qui contenaient les provisions. Les Anglais se laissèrent prendre par la famine.

Une sorte de vertige semblait avoir frappé le général Elphinstone. La faiblesse naturelle de son caractère était encore augmentée par de vives souffrances physiques. Comme il est mort honorablement, sinon glorieusement, au milieu de ses soldats, ses compatriotes ont respecté sa mémoire; cependant il est permis de dire que, si dès le premier jour les assiégés avaient agi avec énergie et résolution, ils avaient encore des chances de salut. Leur première faute, la plus grande peut-être, fut d'abandonner presque sans résistance les magasins qui contenaient leurs provisions. En même temps, les détachemens cantonnés dans différens forts répandus dans la campagne se repliaient sur le camp. Le major Pottinger, obligé d'abandonner le Kohistan, se fit jour avec peine jusqu'au quartier-général. L'armée

réunie avait alors des vivres pour *deux jours*. Le général Elphinstone, retenu au lit par la goutte, partagea le commandement avec le brigadier Shelton. Ce dernier, désespérant de pouvoir maintenir sa position pendant l'hiver, se prononça pour une retraite immédiate sur Jellalabad. M. Mac-Naghten s'y opposa résolument, mais le mot avait été prononcé et s'était répandu, et le découragement était déjà parmi les troupes.

Le 29 novembre, Mahomed-Akbar arriva à Caboul, et désormais, sous les ordres de ce chef habile, l'insurrection s'organisa d'une manière plus régulière et plus redoutable.

Les assiégés ne pouvaient attendre du secours de l'Inde avant le printemps, et ils étaient menacés par la famine. Le peu de vivres qu'ils enlevaient dans quelques sorties ne pouvaient leur suffire longtemps. On agita dans le conseil le projet de se faire jour jusqu'au Bala-Hissar, qui était à deux milles de distance, et où on aurait pu tenir tout l'hiver; mais, outre les risques du passage, il aurait fallu abandonner l'artillerie, peut-être les malades et les blessés. La proposition fut rejetée. Celle de la retraite sur Jellalabad était toujours énergiquement combattue par M. Mac-Naghten comme déshonorante pour les armes anglaises. Cependant l'indiscipline commençait à se répandre dans le camp, et les soldats, témoins des hésitations et des mésintelligences de leurs chefs, avaient perdu tout courage.

Ce fut alors, on était au 26 novembre, qu'un des chefs afghans fit à l'envoyé anglais les premières ouvertures d'une négociation. M. Mac-Naghten, après avoir consulté le général Elphinstone, accepta cette proposition, et le lendemain, deux députés des chefs assemblés se rendirent au camp et eurent une entrevue avec l'envoyé. On ne sait ce qui se passa dans cette conférence, mais il paraît que les Afghans firent des conditions inacceptables, car ils se retirèrent en disant : « Nous nous reverrons bientôt sur le champ de bataille. — De toutes manières, répondit l'envoyé, nous nous reverrons au jour du jugement. »

Le 7 décembre, on découvrit avec effroi que les vivres manquaient, et qu'il n'y en avait pas même pour un jour. Un détachement, envoyé à la citadelle, réussit à en ramener quelques provisions. Mais M. Mac-Naghten commençait aussi à perdre courage, et, en conservant les formes régulières de communication, il adressa au général Elphinstone une lettre publique dans laquelle il lui demandait si, dans son opinion, ils avaient une autre alternative que celle de négocier aux termes les plus favorables qu'il leur serait possible d'ob-

tenir. Le général répondit que, dans sa conviction, l'envoyé ne devait pas perdre de temps pour négocier. Sa lettre fut contresignée par trois de ses officiers. Le 11 décembre, l'envoyé sortit avec les capitaines Lawrence, Mackenzie et Trevor, et eut une conférence en plaine avec les principaux chefs de tribus. Il leur fit une longue allocution, parla des anciens temps, et de l'amitié qui avait autrefois uni les chefs aux Anglais. Le gouvernement de l'Inde n'avait voulu que le bonheur des Afghans en rétablissant sur le trône de ses ancêtres un prince que le peuple avait toujours aimé; mais puisque les sentimens de la nation étaient changés, le gouvernement anglais ne voulait pas entreprendre de les contraindre, et il était prêt à entrer en négociations.

Mahomed-Akbar et Osman-Khan, les deux principaux chefs, exprimèrent leur assentiment, et alors l'envoyé demanda la permission de lire un papier contenant le projet de traité. Les conditions générales étaient : que les Anglais évacueraient l'Afghanistan, y compris Caboul, Candahar, Ghizni et Jellalabad, et toutes les autres stations; que non-seulement ils retourneraient en sûreté dans l'Inde, mais que de plus des vivres leur seraient fournis sur toute la route; que l'émir Dost-Mohamed, père de Mahomed-Akbar, sa famille et tous les Afghans prisonniers, seraient rendus à la liberté; que Shah-Soudja, avec sa famille, aurait la faculté de rester à Caboul ou de retourner dans l'Inde avec les Anglais, et que le gouvernement afghan, dans tous les cas, lui ferait une pension annuelle d'un lac de roupies; qu'une amnistie serait accordée à tous les indigènes qui avaient embrassé le parti des Anglais; que tous les prisonniers seraient relâchés; que jamais les forces anglaises ne rentreraient dans l'Afghanistan, à moins qu'elles n'y fussent appelées par le gouvernement afghan avec lequel la nation anglaise établirait une amitié perpétuelle. Ces conditions furent acceptées par tous les chefs, à l'exception de Mahomed-Akbar, qui s'opposait surtout à l'amnistie, et qui refusait de fournir des vivres aux Anglais avant qu'ils eussent évacué leur camp; mais il se trouva en minorité dans le conseil, et les chefs, en acceptant les termes proposés, emmenèrent comme otage le capitaine Trevor.

Pendant cette entrevue, on avait dans le camp les plus vives inquiétudes sur la sûreté de l'envoyé. Il n'avait avec lui qu'une escorte très faible, et on pouvait voir des corps nombreux d'Afghans répandus dans la plaine, et que leurs chefs avaient évidemment beaucoup de peine à retenir. Mais l'heure n'était pas encore venue.

Nous avons maintenant à raconter la scène sanglante dans laquelle l'envoyé anglais perdit une vie digne d'une meilleure fin. Quand la nouvelle du meurtre de sir William Mac-Naghten arriva en Europe, elle y souleva un cri unanime d'exécration. Le livre de M. Eyre a jeté un nouveau jour sur des faits jusqu'alors imparfaitement connus, et si les révélations qu'il contient ne doivent point diminuer l'horreur qu'avait inspirée cet assassinat sauvage, elles prouvent cependant, et d'une manière malheureusement trop claire pour la mémoire de l'homme qui en fut la victime, que les Anglais avaient pris l'initiative de la trahison. Il est très possible que M. Mac-Naghten fût intimement convaincu des intentions perfides de Mahomed-Akbar, il est possible encore qu'il ne se crût pas tenu d'observer avec des barbares les règles d'honneur en usage chez les nations policées; mais, dès qu'il sortait de « cette île escarpée et sans bords » pour entrer dans la carrière de la ruse et de l'intrigue, il commençait une entreprise dont la seule justification ne pouvait être désormais que le succès, et sa propre trahison, nous disons le mot, quoiqu'à regret, devait appeler, si elle ne la justifiait pas, la trahison de son adversaire.

Les termes du nouveau traité furent communiqués immédiatement au shah Soudja, qui se trouvait ainsi condamné pour la quatrième ou cinquième fois à l'exil. Le même jour, cependant, une députation des chefs vint proposer, à la grande surprise des Anglais, que le shah restât roi de Caboul, pourvu qu'il donnât ses filles en mariage aux principaux chefs, et, ce qui peut paraître puéril, qu'il s'engageât à ne plus faire faire antichambre aux nobles de son royaume, qu'il faisait habituellement attendre des heures entières à sa porte. Eh bien, ce singulier monarque tenait tellement à l'étiquette, qu'on eut toutes les peines du monde à lui faire accepter cette proposition, bien qu'il n'eût d'autre alternative qu'une abdication; et, deux jours après, il retira son consentement. Il est à croire, du reste, qu'il n'avait pas grande confiance dans la loyauté de ses vassaux.

On était alors au 13 décembre. Le départ des troupes anglaises fut encore différé de quelques jours, à cause des délais que les chefs afghans mettaient à leur fournir des vivres et des fourrages. Mahomed-Akbar voulait évidemment gagner du temps et affamer la garnison. Les provisions de toute espèce étaient devenues si rares dans le camp, que les chevaux et les bestiaux ne se nourrissaient plus que d'écorces d'arbres, et en mangeant et remangeant leur propre fumier, qui était régulièrement ramassé et étendu devant eux. Les domestiques, qui forment toujours la partie la plus nombreuse d'une

armée de l'Inde, étaient réduits à manger la chair des animaux qui mouraient tous les jours de faim et de froid. Le 17 décembre, il y avait encore du grain pour deux jours. Le 18, un nouveau fléau vint accabler les malheureux assiégés, la neige! Elle tomba si abondamment qu'elle couvrit la terre à la hauteur de cinq pouces. « Elle ne disparut jamais depuis, dit le narrateur de ces tristes désastres; ainsi nous vîmes arriver sur la scène un nouvel ennemi, qui devait devenir plus formidable pour nous qu'une armée de rebelles. »

Des officiers proposèrent au général Elphinstone de se fier à la fortune et de s'ouvrir un passage de vive force jusqu'à Jellalabad; malheureusement le général ne sut prendre aucune résolution. Ce fut le 22 décembre que l'envoyé anglais se laissa misérablement entraîner au piége que lui tendait l'astucieux chef barbare. Nous emprunterons les détails qui vont suivre à la narration de deux témoins oculaires, les capitaines Mackenzie et Lawrence, qui avaient accompagné l'envoyé.

Un officier anglais, qui était resté caché dans Caboul depuis le commencement de l'insurrection, le capitaine Skinner, vint au camp avec deux chefs porteurs de propositions secrètes de Mahomed-Akbar. Ces propositions étaient : Que le lendemain l'envoyé viendrait à une dernière conférence dans la plaine avec les principaux chefs; qu'il tiendrait, dans le camp, un corps de troupes tout prêt à faire une sortie, et qui, à un signal donné, joindrait les gens du sirdar (Akbar) et s'emparerait avec eux d'Amenoulah-Khan, l'ennemi le plus invétéré des Anglais. Ici un des émissaires proposa à sir William de lui apporter la tête d'Amenoulah pour une certaine somme d'argent, mais l'envoyé répondit avec indignation qu'il n'était ni dans ses mœurs ni dans celles de son pays de donner de l'or pour du sang. Le sirdar, de son côté, promettait son concours, à la condition qu'il serait fait le visir du shah Soudja, qui resterait roi, et que le gouvernement anglais lui assurerait une pension viagère de 4 lacs de roupies, et lui paierait immédiatement 30 lacs de roupies. L'armée anglaise l'aiderait à soumettre les chefs et quitterait ensuite le pays, mais seulement huit mois après, afin de sauver sa considération.

Ces propositions du sirdar n'étaient qu'un complot tramé avec les autres chefs. La plupart d'entre eux voulaient exécuter loyalement le traité qui les débarrassait pour toujours de l'occupation anglaise. Il est même probable, et ceci peut servir à donner l'explication de la conduite de Mahomed-Akbar, que ces chefs ne tenaient pas beaucoup à l'échange des prisonniers, qui aurait rendu la liberté à l'an-

cien émir Dost-Mohamed. Cet homme supérieur, qui serait sans aucun doute parvenu à rétablir la monarchie des Afghans, si les Anglais n'étaient venus arrêter sa fortune, était beaucoup plus craint qu'aimé des chefs des tribus, et ceux-ci n'étaient pas fâchés de le savoir prisonnier à Loudiana. Mahomed-Akbar, afin de rompre tout arrangement dont la délivrance de son père ne serait pas une condition, voulut forcer les chefs à « brûler leurs vaisseaux; » et, pour les amener à ses fins, il voulut leur montrer que les Anglais eux-mêmes n'étaient pas de bonne foi. Le malheureux envoyé donna dans le piége avec un inconcevable aveuglement. Non-seulement il accepta les propositions perfides qui lui étaient faites, mais, comme gage de sa parole, il remit aux émissaires du sirdar un papier écrit de sa main en langue persane, et qui fut montré aux chefs. Contrairement à ses habitudes, il ne confia à personne cette fatale résolution, et ce ne fut que le lendemain, quand il pria les capitaines Trevor, Lawrence et Mackenzie, de l'accompagner, qu'il leur fit part du projet qu'ils étaient appelés à exécuter avec lui. Le capitaine Mackenzie lui dit que c'était évidemment un complot formé contre lui. « Un complot! répondit sir William; laissez-moi faire, fiez-vous à moi là-dessus. » Puis il donna ordre au capitaine Lawrence de rester à cheval pour galoper jusqu'à la citadelle et prévenir le roi. A toutes les objections qui lui furent faites, il répondit : « Il y a du danger, mais la chose en vaut la peine. Dans tous les cas, j'aime mieux mourir cent fois que de vivre encore six semaines comme celles que je viens de passer. » Il avait prié le général Elphinstone de tenir deux régimens tout prêts à faire une sortie. Quand il partit, rien n'était préparé; il haussa les épaules et dit : « Au reste, c'est comme cela depuis le commencement du siége. »

A peu de distance du camp, sir William fit faire halte à sa petite escorte, et s'avança avec ses trois officiers à cinq ou six cents pas du rempart. Là ils rencontrèrent le sirdar accompagné d'Amenoulah-Khan et des principaux chefs. Après les salutations habituelles, l'envoyé offrit au sirdar un superbe cheval qu'il venait de payer 3,000 roupies. Mahomed-Akbar le remercia de son présent, et aussi d'une paire de pistolets que sir William lui avait envoyés la veille avec sa voiture et deux chevaux. C'est avec un de ces pistolets que le sirdar allait tout à l'heure assassiner l'envoyé.

On étendit à terre des couvertures de chevaux, à l'endroit où la neige était le moins épaisse. Sir William s'assit à côté du sirdar, ayant derrière lui les capitaines Trevor et Mackenzie. Mahomed-

Akbar demanda à l'envoyé s'il était toujours prêt à exécuter leurs conventions; sir William répondit : « Pourquoi pas? » A ce moment, les Anglais s'aperçurent qu'une troupe d'Afghans armés jusqu'aux dents s'approchaient insensiblement en formant un cercle autour d'eux. L'envoyé les montra au sirdar, qui lui répondit : « Oh! ils sont dans le secret. » Puis tout à coup il cria : *Begeer! begeer!* « Je me retournai, dit le capitaine Mackenzie, et je vis le sirdar saisir le bras gauche de l'envoyé avec une expression de férocité diabolique peinte sur ses traits; le sultan Jan s'était assuré du bras droit. Ils l'entraînèrent ainsi renversé, et le seul mot que j'entendis dire au malheureux sir William fut : « *Az barae khooda!* Au nom du ciel! » Je vis un instant sa figure, elle était pleine d'horreur et de surprise. » Le capitaine Lawrence dit aussi dans sa relation : « Tout à coup je me sentis saisir les bras, arracher mes pistolets et mon épée, et moi-même je fus violemment enlevé de terre et entraîné par Mahomed-Shah-Khan, qui me dit : « Venez vite, si vous tenez à la vie! » Je me retournai et je vis l'envoyé étendu par terre, la tête placée où étaient tout à l'heure ses talons, ses mains emprisonnées dans celles d'Akbar, et la consternation et l'horreur peintes sur la figure. »

Le sirdar comptait garder l'envoyé comme otage, mais il paraît que sir William fit une résistance désespérée, et alors Mahomed-Akbar lui tira un coup de pistolet dans la poitrine. Son corps fut immédiatement taillé en pièces; sa tête fut promenée dans la ville et montrée triomphalement à un officier anglais qui y était prisonnier, et ses restes mutilés furent exposés sur le principal marché de Caboul.

Il est certain que l'intention des chefs afghans était, non pas de massacrer leurs prisonniers, mais de les garder et de leur dicter des conditions. Dans l'entraînement de la vengeance, ils conservaient encore un certain esprit politique; ils savaient que le gouvernement anglais était assez fort pour tirer d'eux des représailles signalées, et ils voulaient autant que possible tenir une porte ouverte aux négociations. Aussi firent-ils tous leurs efforts pour protéger leurs prisonniers contre la fureur de la multitude, et on les vit s'exposer plusieurs fois à la mort pour les sauver, et recevoir les coups qui leur étaient destinés. Le capitaine Trevor fut placé en croupe sur le cheval de Mohamed-Khan, mais il tomba et fut impitoyablement massacré. Son corps fut promené dans les rues de Caboul. Le capitaine Mackenzie monta aussi en croupe derrière un des chefs, qui prit le galop en se dirigeant vers un fort. Les balles sifflaient autour d'eux, et les barbares les poursuivaient en criant : Tuez le *kafir* (l'infidèle)! Le

chef fut obligé de s'arrêter un instant, et, en ôtant son turban, ce qui est le dernier appel que puisse faire un musulman, de les prier d'épargner la vie de son ami. En montant une butte, le cheval tomba, le prisonnier fut avec peine arraché à la rage de la foule; le sirdar accourut et fit une charge pour le secourir; le chef qui le protégeait se mit au-devant de son corps pour le couvrir, et reçut un coup de sabre. Ce fut ainsi que le capitaine Mackenzie put arriver jusqu'au fort, où il trouva le capitaine Lawrence, sauvé comme lui, mais épuisé par la course furieuse qu'on lui avait aussi fait faire, et par les coups qu'il avait reçus.

Les chefs vinrent successivement les rejoindre dans le fort. Un vieux mollah ou prêtre musulman fut le seul qui osât flétrir ouvertement et intrépidement la conduite de ses frères; il s'écria que cette trahison infame était un déshonneur pour l'islamisme. Mahomed-Akbar dit aux prisonniers que sir William et le capitaine Trevor étaient en sûreté, mais, au même instant, on leur tendait par une fenêtre la main sanglante et mutilée du malheureux envoyé. Comme ils n'étaient pas en sûreté dans le fort, qui recevait continuellement des assauts, ils furent emmenés au milieu de la nuit dans la ville. Ce fut la maison du sirdar qui leur servit d'asile. Ils y retrouvèrent le capitaine Skinner, celui qui avait porté à sir William les fatales propositions qui l'avaient trompé. Le capitaine Skinner, n'ayant sa liberté que sur parole, était revenu se constituer prisonnier.

Les officiers anglais furent convenablement traités, et les chefs barbares cherchèrent à renouer les négociations. Le capitaine Lawrence fut logé chez Amenoulah-Khan, qui lui montra la lettre que sir William avait écrite au sirdar. Le 29 décembre, il fut renvoyé au camp avec une escorte. Le lendemain, les capitaines Mackenzie et Skinner apprirent que le major Pottinger avait renoué les négociations, et ils furent aussi reconduits au camp, déguisés en Afghans pour plus de sûreté.

Que faisaient les Anglais dans leur camp pendant que le représentant de leur pays était massacré sous leurs yeux? Rien. Ils semblaient paralysés et frappés de stupeur. Ici, M. Eyre ne peut contenir son indignation, et il s'écrie : « Pas un coup de fusil ne fut tiré, pas un soldat ne bougea; le meurtre d'un envoyé anglais fut accompli à la face et à portée de fusil d'une armée anglaise, et non-seulement on ne chercha pas à venger cet acte atroce, mais on laissa le corps, étendu dans la plaine, servir de trophée à une populace fanatique, et de parade sur un marché public. »

Pendant toute la journée on fut dans l'incertitude sur le sort des parlementaires. La malheureuse femme de sir William était dans toutes les angoisses du doute. Enfin le soir le général Elphinstone reçut une lettre du capitaine Conolly, qui était à Caboul, et qui lui annonçait la triste mort de l'envoyé.

Le major Pottinger se trouva alors chargé de l'agence politique, et à peine était-il entré en fonctions, qu'il reçut des ouvertures de négociations. Les conditions proposées étaient : que les Anglais abandonneraient toute leur artillerie, sauf six pièces de canon, qu'ils livreraient tous leurs trésors, et que les hommes mariés seraient donnés pour otages, avec leurs femmes et leurs enfans.

Ici, nous rencontrons dans le livre de M. Eyre quelques simples lignes qu'on ne peut lire sans une pénible émotion. Le lendemain du jour du massacre de l'envoyé était le 25 décembre, le jour de Noël! Noël, la fête des familles anglaises, le jour traditionnel de la joie! Pour qui a vu un *christmas* anglais, pour qui sait combien est populaire cette réjouissance religieuse et domestique, il est impossible de contempler sans sympathie et sans tristesse cette faible troupe de chrétiens ensevelis dans les neiges de l'Asie, cernés par des masses d'infidèles et d'ennemis sans pitié, et se rappelant, en face de la mort et sous le coup des plus cruelles souffrances, la fête du foyer natal. « Jamais, dit M. Eyre, jamais un plus triste jour de Noël n'avait brillé sur des soldats anglais dans une terre étrangère. Le peu d'entre nous auxquels la force de l'habitude a fait encore échanger les vœux et les complimens d'usage l'ont fait avec des contenances et avec des paroles qui exprimaient tout autre chose que la joie. »

On a dit avec vérité qu'un conseil de guerre ne se bat jamais. Le major Pottinger s'opposait résolument à tout projet de négociation, n'ayant aucune confiance dans la bonne foi des chefs afghans; mais il fut seul de son avis dans le conseil. Pour trouver les quatre familles demandées comme otages, on afficha dans le camp une circulaire avec l'offre de 2000 roupies par mois à qui voudrait se livrer volontairement. Mais les Afghans inspiraient une telle frayeur, que des officiers déclarèrent qu'ils aimeraient mieux tuer leurs femmes que de les exposer à de pareils dangers. On répondit donc aux chefs qu'il était contraire aux usages de la guerre de donner des femmes en otage.

La convention fut néanmoins conclue sans cette condition; mais le départ des troupes fut, sous divers prétextes, différé jusqu'au 6 janvier. Les symptômes de trahison éclataient de toutes parts, et les

Anglais recevaient des avertissemens sinistres. Le shah Soudja lui-même leur fit dire à plusieurs reprises qu'ils allaient à leur ruine, et il engagea instamment lady Mac-Naghten à venir se mettre sous sa protection dans la citadelle. «Mais, dit M. Eyre, tout fut inutile. Le général et son conseil de guerre avaient décidé que nous partirions, et il fallut partir.»

Nous avons maintenant à suivre l'armée anglaise dans les vicissitudes de sa terrible retraite. Nous avons, dans une autre occasion, comparé cette expédition désastreuse à la retraite de l'armée française de Moscou, et ce rapprochement a pu paraître au premier abord empreint d'une certaine exagération. Sans aucun doute, les aventures de l'armée anglaise dans l'Afghanistan n'ont point ces proportions épiques avec lesquelles la campagne de notre grande armée apparaît dans l'histoire. Cependant, dans un cadre plus restreint, elles offrent pour ainsi dire un résumé de toutes les souffrances et de toutes les calamités qui peuvent frapper une armée en déroute. Le tableau qu'en a tracé M. Eyre est, dans sa simplicité, rempli d'un intérêt poignant. Nous conserverons l'ordre qu'a suivi le narrateur, en assignant à chaque jour de cette affreuse semaine sa part de malheurs. Les Anglais se mirent en marche le 6 janvier, et le 13 il ne restait de dix-sept mille hommes, femmes et enfans, que des cadavres et quelques prisonniers.

Il faut connaître la composition d'une armée indienne pour bien apprécier les immenses difficultés que les Anglais avaient à combattre. Sur ces dix-sept mille individus qui allaient s'engager dans des gorges impraticables, il n'y avait pas plus de quatre mille cinq cents combattans, en y comprenant les soldats indigènes. Le reste se composait de ce qu'on appelle dans l'Inde *camp followers* (suivans de camp), qui sont les domestiques des officiers et des soldats, car dans une armée indienne chaque soldat a plusieurs hommes affectés à son service personnel. Cette masse inutile, augmentée encore par les femmes et les enfans, fut la cause principale de l'entière destruction de l'armée, car elle jeta dans toutes les opérations un désordre qu'il fut impossible de réparer. Quant aux femmes et aux enfans, il suffira de dire que la femme du capitaine Trevor avait avec elle sept enfans, et était grosse d'un huitième qui naquit depuis dans la captivité.

Le 6 janvier 1842, ces malheureux se mirent en route. On ouvrit une brèche dans le rempart du camp pour donner passage aux troupes et aux équipages; environ deux mille chameaux emportaient ce qui

était strictement nécessaire pour camper dans la neige. « Lugubre était la scène, dit M. Eyre, au milieu de laquelle nous nous engagions avec un courage abattu et les plus tristes pressentimens. Une neige épaisse couvrait la montagne et la plaine d'une nappe sans tache, et le froid était d'une telle intensité, qu'il pénétrait les plus chauds vêtemens et les rendait inutiles. » Il avait été convenu que deux mille Afghans, sous les ordres du sultan Jan, escorteraient l'armée; mais l'escorte ne parut pas. A peine la première colonne des Anglais était-elle sortie du camp, que des masses d'Afghans s'y jetèrent par un autre côté et commencèrent le pillage. Pendant toute la retraite, nous verrons ainsi les Afghans suivre pas à pas les traces de l'armée comme des nuées d'oiseaux de proie. La première journée fut tout entière employée au départ; la longue file des équipages sortit par la brèche jusqu'au soir. La nuit tomba sur cette scène de désolation, et à ce moment, les Afghans ayant mis le feu au camp abandonné, toute la campagne fut illuminée sur l'espace de plusieurs milles, et offrit, dit M. Eyre, un spectacle d'une sublimité terrible. Les Afghans, dans leur fanatisme ignorant, mirent le feu à plusieurs trains d'artillerie, dont ils s'enlevèrent ainsi l'usage. On avait à plusieurs reprises pressé le général Elphinstone d'enclouer les canons qu'il s'était engagé à livrer; mais il avait refusé, considérant cet acte comme un manque de parole. Dès le premier jour, avant même que l'arrière-garde se fût mise en marche, les hommes tombaient par vingtaines et restaient dans la neige. Les cipayes surtout (les soldats indiens) et les suivans de camp, découragés et accablés par le froid, s'asseyaient avec désespoir dans la plaine et y attendaient la mort. Le froid fit pendant cette nuit un nombre considérable de victimes. Une vingtaine de carabiniers, sous les ordres du capitaine Mackenzie, eurent recours à un assez curieux expédient pour se préserver autant que possible du froid. Ils commencèrent par nettoyer un étroit espace de terrain, et, en ayant enlevé la neige, ils s'y couchèrent en cercle, très serrés les uns contre les autres, leurs pieds se joignant au centre, après avoir eu soin d'étendre sur eux tout ce qu'ils avaient pu rassembler de couvertures et de vêtemens. De cette manière, ils purent conserver assez de chaleur naturelle pour se soustraire à la gelée, et le capitaine Mackenzie déclara qu'il avait à peine souffert du froid.

Le lendemain, le 7 janvier, la moitié des cipayes était déjà hors de combat; ils allaient par centaines se joindre aux suivans de camp, et augmentaient la confusion. La neige durcie était tellement adhérente aux pieds des chevaux, qu'il aurait fallu le ciseau et le mar-

teau pour l'en détacher. « L'air même que nous respirions, dit M. Eyre, gelait en sortant de notre bouche et de nos narines, et chargeait de petits glaçons nos moustaches et nos barbes. »

Ce fut alors que le sirdar Mahomed-Akbar reparut sur la scène, et que les Anglais, déjà vaincus par la neige, eurent encore à combattre des ennemis non moins impitoyables. La conduite de Mahomed-Akbar, pendant la retraite, est souvent incompréhensible; elle présente le plus singulier mélange de bonne foi et de perfidie, de générosité et de cruauté. Son but semble avoir été d'exterminer toute l'armée, en n'épargnant que les officiers et les femmes, qu'il se proposait de garder comme otages pour la rançon de sa famille. Il faut se souvenir aussi que les Afghans qui tenaient la campagne étaient, pour la plupart, de la tribu des Ghilzis, c'est-à-dire d'une tribu rivale de celle dont Mahomed-Akbar était un des chefs, et qu'il n'exerçait sur eux qu'une autorité très précaire. C'est pourquoi nous le voyons, pendant la retraite, lancer incessamment les Ghilzis comme une meute sur la masse des fuyards, et donner constamment pour excuse qu'il n'était pas maître de les retenir. Il se fait successivement livrer les officiers et les femmes, et abandonne le reste au couteau.

Quand les barbares commencèrent l'attaque, le capitaine Skinner se fit conduire auprès du chef barbare, qui lui dit qu'il avait été chargé de les escorter dans la montagne, mais qu'il réclamait six otages, comme garantie de la reddition de Jellalabad, qu'occupait le général Sale. Il fallut souscrire à ces conditions, et le feu cessa pour quelque temps. La nuit vint encore avec un redoublement de rigueur, avec la faim, le froid, l'épuisement, la mort. L'armée était alors arrivée à l'entrée des gorges du Kourd-Caboul; en deux jours, elle n'avait encore fait que dix milles.

Le 8 janvier, des milliers d'hommes ne se relevèrent pas, et continuèrent dans la neige leur dernier sommeil. Dès le matin, les Afghans recommencèrent leur feu. L'avant-garde des Anglais dut s'ouvrir un passage à la baïonnette. Le capitaine Skinner alla de nouveau trouver Mahomed-Akbar; le sirdar demanda encore pour otages le major Pottinger et les capitaines Lawrence et Mackenzie. Les trois officiers se livrèrent volontairement, et le feu cessa. Alors l'armée se remit en marche, et ici nous laissons parler M. Eyre :

« Une fois encore, dit-il, cette masse vivante d'hommes et d'animaux se mit en mouvement. Les rapides effets de désorganisation produits par deux nuits passées dans la gelée peuvent à peine se

concevoir. Le froid avait tellement mis au vif les mains et les pieds des hommes les plus forts, qu'ils étaient complètement hors de service : la cavalerie, quoique moins exposée, avait néanmoins tant souffert, que les hommes étaient obligés de se faire monter sur leurs chevaux. En réalité, il restait à peine quelques centaines d'hommes en état de combattre.

« L'idée de nous engager dans le défilé terrible qui était devant nous, sous le feu de barbares altérés de vengeance, avec cette masse confuse et irrégulière, était effrayante. Le spectacle que présentaient alors ces flots de créatures animées, dont la plupart devaient dans quelques heures former un sentier de cadavres, ne pourra jamais être oublié par ceux qui l'ont vu. Le formidable défilé a environ cinq milles d'un bout à l'autre, et des deux côtés il est encaissé par une ligne de rochers à pic entre lesquels le soleil, dans cette saison, ne pouvait jeter qu'une lumière momentanée. Il est traversé par un torrent dont le cours impétueux résiste à la gelée..., et que nous avions à passer et repasser à peu près vingt-huit fois. A mesure que nous avancions, le passage devenait plus étroit, et nous pouvions voir les Ghilzis se rassembler sur les hauteurs en nombre considérable. Ils ouvrirent bientôt un feu très vif sur l'avant-garde. C'était là que se trouvaient les dames; voyant que leur unique chance de salut était de ne pas rester en place, elles prirent le galop en tête de tout le monde, à travers les balles qui sifflaient par centaines à leurs oreilles, et franchirent ainsi bravement le défilé. Elles échappèrent toutes providentiellement au danger; lady Sale reçut seule une légère blessure au bras. Je dois dire cependant que plusieurs des gens de Mahomed-Akbar, qui avaient pris l'avance, firent les plus énergiques efforts pour faire cesser le feu; mais rien ne pouvait arrêter les Ghilzis. La foule qui suivait se jeta au plus épais du feu, et le carnage fut affreux. Une panique universelle se répandit rapidement, et des milliers d'hommes, cherchant leur salut dans la fuite, se précipitèrent en avant, abandonnant bagage, armes, munitions, femmes, enfans, et ne songeant plus qu'à leur vie. »

Au milieu de cette déroute universelle, quelques traits de courage se font encore jour. Le lieutenant Sturt, blessé mortellement, était resté étendu dans la neige; le lieutenant Mein retourna sur ses pas pour le chercher au milieu du feu; il réussit à le mettre sur un misérable *pony* et le conduisit au camp, où il mourut le lendemain. « Ce fut, dit M. Eyre, le seul homme de toute l'armée qui reçut une sépulture chrétienne. » Cependant le défilé fut passé, mais la neige se

remit à tomber et continua toute la nuit. On n'avait pu sauver que quatre petites tentes, dont une appartenait au général. On en donna deux aux femmes et aux enfans, et la troisième aux blessés; mais un nombre immense de blessés resta sans abri et périt pendant la nuit. « De toutes parts, dit M. Eyre, retentissaient des gémissemens et des cris. Nous étions entrés dans une température plus froide encore que celle dont nous sortions, et nous étions sans tentes, sans feu, sans vivres; la neige était notre seul lit, et pour beaucoup elle fut un linceul. Il est seulement miraculeux qu'un seul d'entre nous ait pu survivre à cette nuit horrible. »

Le 9 janvier, on se remit en marche, mais désormais sans aucun ordre et sans aucune discipline. La désertion commençait à éclaircir les rangs des soldats indigènes. Mahomed-Akbar offrit alors de prendre sous sa garde les femmes et les enfans, promettant de les escorter en suivant l'armée à une journée en arrière. Le général Elphinstone y consentit et donna des ordres pour que toutes les femmes et tous les officiers mariés se préparassent à partir avec un détachement de cavalerie afghane qui les attendait. Laissons encore M. Eyre raconter ces scènes navrantes :

« Jusqu'à ce moment, dit-il, les dames avaient à peine mangé depuis qu'elles avaient quitté Caboul. Plusieurs avaient au sein des enfans nés depuis quelques jours et ne pouvaient se tenir sans être soutenues. D'autres étaient dans un état de grossesse tellement avancé que, dans des circonstances ordinaires, traverser un salon eût été pour elles une fatigue; cependant ces faibles et pauvres femmes, avec leur jeune famille, avaient été obligées de voyager sur des chameaux ou sur le haut des chariots à bagage; heureuses celles qui avaient pu trouver des chevaux et qui pouvaient s'en servir! La plupart étaient restées sans abri depuis leur départ du camp; leurs domestiques avaient déserté ou avaient été tués, et, à l'exception de lady Mac-Naghten et de Mme Trevor, elles avaient perdu tout leur bagage et n'avaient plus autre chose que ce qu'elles portaient sur elles, encore étaient-ce des vêtemens de nuit avec lesquels elles avaient quitté Caboul dans leurs litières. Dans de pareilles circonstances, quelques heures de plus auraient fait d'elles des cadavres. L'offre de Mahomed-Akbar était donc leur seule chance de salut. Leurs maris, bien vêtus et plus forts, auraient certainement préféré courir la chance des troupes; mais où est l'homme qui pourrait hésiter entre le soin de sa vie et la pensée de secourir et de consoler par sa présence les êtres qui lui sont le plus chers? »

L'escorte du sirdar emmena donc les femmes, les enfans, les officiers mariés, et plusieurs officiers blessés. Au nombre de ces derniers était M. Eyre, qui survécut ainsi pour raconter la triste destinée de ses compagnons. Nous retrouverons plus tard les prisonniers; nous devons en ce moment suivre jusqu'au bout les restes de la malheureuse armée qui continuait sa marche.

Le 10 janvier, le jour se leva sur des scènes d'une désolation croissante. Dès que le signal de la marche eut été donné, les troupes se précipitèrent en avant dans le plus grand désordre, chacun craignant par-dessus tout d'être laissé en arrière. Il n'y avait plus, à ce moment, que les soldats européens qui fussent valides; les Indiens avaient les mains et les pieds gelés, ils ne pouvaient plus tenir leurs armes, et le froid agissait sur eux de manière à les rendre fous. La terreur et le désespoir étaient sur tous les visages. L'avant-garde s'engagea dans une gorge étroite; les Afghans, qui occupaient les hauteurs, la laissèrent s'approcher à portée de fusil, et ouvrirent tout à coup sur elle un feu terrible. Chaque coup portait sur cette masse serrée; bientôt les morts et les mourans encombrèrent le passage, et ceux qui suivaient se trouvèrent arrêtés par ce rempart de cadavres. Les cipayes, désespérés, jetèrent leurs armes et se mirent à courir. La masse des suivans de camp se dispersa dans toutes les directions. Alors les Afghans descendirent le sabre à la main sur leurs victimes sans défense, et il y eut un massacre général. Les débris des troupes indiennes furent taillés en pièces. Cependant l'avant-garde avait fait une trouée et continué sa marche. Après avoir fait environ cinq milles, elle s'était arrêtée pour attendre l'arrière-garde, lorsqu'elle apprit avec stupeur, par quelques fugitifs échappés au carnage, que de toute la troupe qui s'était mise en mouvement le matin, elle seule avait survécu. Les suivans de camp formaient encore une masse assez considérable, mais de l'armée proprement dite, il ne restait que cinquante artilleurs et cent cinquante cavaliers.

Voyant approcher un parti d'ennemis, le général Elphinstone fit aligner sa petite troupe, mais il reconnut le sirdar. Le capitaine Skinner alla de nouveau parlementer avec lui; Mahomed-Akbar annonça qu'il ne pouvait plus retenir les Ghilzis, que son autorité était méconnue. Il demanda que les deux cents hommes qui restaient déposassent les armes, promettant de les conduire en sûreté jusqu'à Jellalabad; quant aux suivans de camp, il déclara qu'il n'y avait plus d'autre alternative que de les abandonner à leur sort. Le général ne

put accepter ces conditions désespérées, et donna l'ordre de reprendre la marche.

Les Anglais firent encore cinq milles dans un étroit défilé sous le feu de l'ennemi qui couronnait les hauteurs. Quinze officiers tombèrent seulement pendant ce trajet. Le capitaine Skinner retourna auprès du sirdar, qui fit encore la même réponse et les mêmes offres; le général ne pouvant les accepter honorablement, tout espoir de ce côté fut perdu. On se remit en marche. Le dernier canon fut abandonné, avec un médecin blessé qui y avait été attaché avec des sangles, et que les soldats, qui l'aimaient beaucoup, avaient jusqu'à ce moment réussi à sauver. La nuit tomba encore sur cette scène d'horreur.

Le 11 janvier, la famine et la soif se firent sentir d'une manière terrible. La chair crue de trois taureaux qu'on avait pu sauver fut partagée entre les soldats, qui la dévorèrent avec rage. La neige, qu'ils mangeaient avidement, ne fit qu'accroître leur soif. Un messager du sirdar vint chercher le capitaine Skinner, qui revint quelques heures après, porteur d'une proposition d'entrevue. Le général partit avec deux officiers; Mahomed-Akbar les reçut avec les plus grandes démonstrations de bienveillance, leur fit servir des vivres, et les conduisit dans une petite tente, où, pour la première fois depuis leur départ de Caboul, ils purent jouir d'un sommeil tranquille.

Le 12 janvier, il y eut une conférence entre le général et le sirdar, qu'étaient venus joindre plusieurs chefs; mais rien n'y fut décidé. La journée se passait, le général pressait vainement Mahomed-Akbar de le faire reconduire au milieu de ses soldats. A sept heures, on entendit recommencer la fusillade, et on apprit que la petite troupe, se croyant abandonnée, avait repris sa marche. Le capitaine Skinner, qui était resté avec les soldats, s'étant avancé pour faire une reconnaissance, reçut un coup de pistolet à bout portant dans la figure. Il fut rapporté au camp, et mourut dans la nuit. Le découragement était au comble. Les malades et les blessés durent être abandonnés; les débris de la troupe s'engagèrent encore dans un défilé impraticable où chaque homme était ajusté comme une bête fauve. Douze officiers tombèrent l'un après l'autre. Une cinquantaine d'hommes, mieux montés que les autres, parvinrent seuls à sortir du passage.

Quand les Afghans purent voir le petit nombre de leurs adversaires, ils poussèrent des cris de triomphe sauvages, et, se jetant sur eux le sabre à la main, terminèrent enfin cette lutte inégale.

Douze hommes restaient encore et galopaient en avant; six tom-

bèrent exténués sur la route; les six autres parvinrent jusqu'à un village où ils furent forcés de s'arrêter un instant pour prendre quelque nourriture. Mais les habitans se jetèrent tout à coup sur eux, deux furent mis en pièces, les quatre autres reprirent le galop; à quatre milles de Jellalabad, trois d'entre eux furent atteints et massacrés, et de toute l'armée, *un seul* homme, le docteur Brydon, monté sur son petit pony, arriva à Jellalabad, et tomba, sans forces et presque sans vie, dans les bras de ses compatriotes.

Telle fut la fin de l'armée de Caboul. Cette armée formait le principal corps d'occupation; mais les Anglais avaient aussi des garnisons dans les deux autres villes royales de l'Afghanistan, Candahar et Ghizni. Celle de Candahar, la plus éloignée, se maintint à son poste; celle de Ghizni eut un sort presque aussi triste que celle de Caboul. Elle avait voulu marcher au secours du général Elphinstone; mais, assiégée et affamée elle-même, elle avait dû ne plus songer qu'à se défendre. Les détails du siége et de la reddition de Ghizni ne se trouvent point dans le livre de M. Eyre; nous emprunterons ceux qui vont suivre à une relation publiée par un des officiers de la garnison, le lieutenant Crawford.

Dès le milieu du mois de décembre, les Anglais et les cipayes avaient été obligés d'évacuer la ville et de se retrancher dans la citadelle. L'hiver était, comme à Caboul, de la plus grande rigueur; en une nuit, il tombait deux pieds de neige, et le thermomètre descendait quelquefois à 12 et 14 degrés. Aussi les cipayes furent-ils bientôt hors de service, ayant les pieds et les mains ulcérés et décomposés par le froid. Néanmoins la garnison soutint le siége pendant trois mois, au bout desquels, n'ayant plus aucun espoir d'être secourue, et manquant de vivres, d'eau et de bois, elle capitula. Le colonel Palmer, qui la commandait, signa un traité aux termes duquel lui et ses hommes devaient être escortés en toute sûreté jusqu'à Peshawer, avec armes et bagages. Le 6 mars, les Anglais évacuèrent la citadelle et prirent leurs quartiers dans plusieurs maisons de la ville. Dès le lendemain, ils furent attaqués par surprise; poursuivis d'étage en étage, puis de maison en maison, ceux qui survécurent se replièrent tous sur deux maisons occupées par le colonel Palmer et son état-major. Pendant deux jours, cet espace resserré présenta un affreux spectacle; la faim et la soif sévissaient à l'envi, et les assiégés se disputaient des glaçons pour se désaltérer. On se prépara à mourir. « Les couleurs du régiment, dit le lieutenant Crawford, furent brûlées afin qu'elles ne tombassent pas entre les

mains de l'ennemi. Quant à moi, je pris ma montre et je la jetai dans un fossé avec ce que j'avais d'argent; je brûlai aussi la miniature de ma pauvre femme, et je bourrai un fusil avec le cadre en or, bien déterminé à le faire avaler à un Ghazi avant de mourir. Heures sur heures passaient, et nous attendions à chaque instant le signal d'un assaut général. Nous voyions les ennemis cerner de toutes parts nos maisons, ils formaient au loin des masses noires, et étaient alors au moins vingt mille. »

Il paraît que les chefs proposèrent encore aux Anglais de leur laisser la vie sauve, pourvu qu'ils abandonnassent les cipayes à la fureur des Ghazis. Les officiers refusèrent; mais les cipayes, se croyant perdus, tinrent conseil et résolurent de se chercher un passage les armes à la main. Ils partirent pendant la nuit, se perdirent dans les champs et dans la neige, et furent tués ou pris jusqu'au dernier. Alors les Anglais se rendirent.

Durant une captivité de plusieurs mois, ils endurèrent des souffrances cruelles. Le lieutenant Crawford raconte qu'ils étaient dix dans une petite chambre dont ils couvraient complètement le sol quand ils se couchaient; pour prendre un peu d'exercice, ils étaient obligés de se promener, chacun à son tour, de long en large dans un espace de six pas. Ne pouvant changer de linge, ils étaient infectés de vermine, qu'ils passaient tous les matins une heure à pourchasser. La porte et la fenêtre de leur chambre étant constamment fermées, ils respiraient à peine dans une atmosphère étouffante. Le colonel Palmer fut mis à la torture, et les autres officiers furent menacés du même supplice, s'ils ne livraient pas un trésor qu'on les accusait d'avoir enfoui. Un d'eux mourut, et ses camarades lurent l'office des morts sur son corps, chacun croyant bientôt le suivre. Ils vécurent ainsi jusqu'à la fin du mois de juin, et à cette époque furent dirigés sur Caboul, où Mahomed-Akbar les reçut avec une excessive bienveillance. Nous les y retrouverons plus tard; nous avons maintenant à rejoindre les prisonniers de l'armée de retraite, qui étaient, depuis le 10 janvier, séparés de leurs compagnons, et que la captivité sauva de la mort.

Emmenés dans le camp du sirdar, ils y retrouvèrent le major Pottinger et les officiers qui avaient été livrés comme otages quelques jours auparavant. Une des dames y retrouva aussi son enfant qu'elle croyait perdu, et qui avait été ramassé sur la route. Les chefs afghans les accueillirent avec beaucoup de courtoisie, et leur abandonnèrent trois cabanes, où ils eurent à choisir entre le froid et une

fumée intolérable. Ils n'avaient pour lit que la terre, et pour couvertures que leurs manteaux. N'ayant ni cuillères ni fourchettes, ils se résignèrent à manger à la gamelle, et à plonger leurs doigts dans un plat commun. Mais qu'était-ce que ces privations auprès des souffrances inouies qu'enduraient les malheureux engagés dans la montagne?

Pendant plusieurs jours, ils marchèrent sur les traces de l'armée. La neige, dit M. Eyre, était littéralement rougie par le sang sur l'espace de plusieurs milles; partout, sur leur passage, ils rencontraient des mourans criblés de coups de couteau, et reconnaissaient les cadavres de leurs amis. Ils retrouvèrent, entre autres, le corps d'un des chirurgiens de l'armée, qui s'était fait la veille amputer une main *avec un canif*. Des blessés qui gisaient abandonnés sur la route poussaient inutilement des cris supplians en les voyant passer. Le 14 janvier, à minuit, ils arrivèrent dans un fort où on leur donna des vivres qui consistaient en morceaux de mouton à moitié cuit et en pain sans levain; mais, et ici nous reconnaissons bien les Anglais et les Anglaises, leurs domestiques trouvèrent le moyen de leur faire du thé! Ce fut un vrai régal pour eux tous; le thé fut une véritable consolation. Nous nous souvenons qu'il y a quelque temps, Mme la marquise de Waterford, emportée dans sa calèche par des chevaux fougueux, fut jetée par terre et presque tuée. Elle resta pendant plusieurs heures sans connaissance, et la première parole qu'elle prononça en revenant à elle fut pour demander *a cup of tea*. Du thé! c'est le premier et le dernier mot d'une Anglaise, après la Bible.

Le 15 janvier, les prisonniers eurent à traverser un torrent assez rapide. Les dames furent mises en croupe derrière des soldats afghans; le sirdar montrait pour elles la galanterie la plus empressée. Plusieurs hommes et plusieurs chevaux furent entraînés par le courant et noyés. Des meutes de chiens affamés, qui suivaient depuis quelques jours la petite troupe, ne purent traverser, et restèrent sur l'autre bord. A mesure que les captifs passaient dans les hameaux épars sur la montagne, ils étaient couverts de malédictions et souvent lapidés.

Le sirdar apprit bientôt que le général Sale avait refusé de rendre la ville de Jellalabad, malgré les ordres du général Elphinstone. Il entra dans une grande fureur, bien que le major Pottinger cherchât à lui faire comprendre qu'un prisonnier, quel que fût son rang, n'avait plus aucune autorité sur ses subordonnés.

Les captifs, cependant, commençaient à organiser leur ménage.

Ils s'habituaient insensiblement aux horreurs de leur position. Leur plus grande tribulation était la vermine, qu'ils ne pouvaient éviter. Il faut voir l'espèce de terreur qui les saisit la première fois qu'ils trouvèrent... un pou. Au bout de quelque temps, ils réussirent à enlever aux Afghans le soin de leur faire leur cuisine, et eurent la consolation de restituer ces fonctions à leurs domestiques indiens. Du reste, les Afghans se montraient pour eux d'assez agréables compagnons de voyage, très enclins à la conversation et à la plaisanterie, et doués, à ce qu'il paraît, d'une indépendance et d'une aisance de manières qui contrastaient singulièrement avec les façons serviles des nobles de l'Indoustan. Mahomed-Abkar, depuis qu'ils étaient complètement en son pouvoir, leur témoignait beaucoup d'égards. Il avait laissé aux officiers leurs épées. Un jour, sachant qu'ils avaient besoin d'argent, il leur donna 1,000 roupies. Il les laissait même communiquer avec Jellalabad, et un de leurs jours les plus heureux fut celui où ils reçurent de cette ville un paquet de lettres et de journaux, avec des vêtemens et du linge, que les officiers de la garnison leur envoyèrent généreusement. Leurs amis avaient imaginé un moyen fort ingénieux de communiquer secrètement avec eux. Ils faisaient des marques sur des lettres de l'alphabet dans les journaux, et composaient ainsi des mots que ne pouvaient découvrir ceux qui n'étaient pas prévenus. Ce fut ainsi que les prisonniers apprirent qu'il arrivait des renforts de l'Inde, et qu'ils surent aussi pour la première fois que le docteur Brydon était arrivé seul à Jellalabad. Ils apprirent en même temps, par les Afghans, que le shah Soudja avait été tué d'un coup de fusil à Caboul par un de ses gens.

Les captifs vécurent ainsi pendant deux mois. Au milieu de ces dures épreuves, on les voit encore conserver strictement leurs habitudes religieuses. Un dimanche, on leur donna, à leur grande joie, vingt-quatre heures de halte. « Nous en profitâmes, dit M. Eyre, non-seulement pour prendre un peu de repos, mais surtout pour accomplir nos dévotions du sabbat, ce qui, dans les circonstances où nous nous trouvions, ne pouvait manquer d'être pour nous une consolation plus qu'ordinaire. »

Cependant les Afghans commençaient à les piller. Ainsi un jour un des chefs s'empara de cachemires qui étaient à lady Mac-Naghten, et qui valaient environ 125,000 fr.; il lui prit aussi pour 250,000 fr. de bijoux. Pendant ces deux mois, quatre des prisonnières accouchèrent; les femmes supportaient la fatigue avec un courage qui tenait du miracle. Le général Elphinstone fut moins heureux. Il lui restait

à peine assez de force pour se tenir, et, au milieu de souffrances mortelles, il était obligé de faire à cheval des marches forcées pendant des journées entières. Le 23 avril, il rendit le dernier soupir. Le sirdar parut touché de cette triste fin; il offrit de faire transporter à Jellalabad la dépouille de l'infortuné général. Le corps fut cloué dans une bière et partit sous la garde d'un soldat européen déguisé en Afghan; mais un parti d'Afghans qui rencontra ce modeste convoi brisa le cercueil et lapida le cadavre. Le sirdar apprit la nouvelle de cette profanation avec colère et fit relever le corps, qui fut dirigé sur Jellalabad avec une nouvelle escorte. Ce jour-là, le major Pottinger dit à Mahomed-Abkar que, si le traité avait été fidèlement exécuté, les Anglais seraient sortis de l'Afghanistan pour n'y jamais rentrer. « Est-ce bien vrai? répondit le sirdar; alors, j'ai été un bien grand fou! »

Un autre jour, les officiers anglais, pendant leur marche, le rencontrèrent assis sur le bord du chemin. « Il paraissait malade et abattu, dit M. Eyre; mais il nous rendit poliment notre salut. » Il devenait de plus en plus triste et irrésolu. Les troupes qu'il avait envoyées pour réduire Jellalabad avaient été repoussées et avaient abandonné le siége. La désertion et l'indiscipline commençaient à se répandre dans les tribus sauvages, qu'il ne dominait que par l'ascendant du succès.

Mahomed-Akbar semblait alors sentir qu'il avait été trop loin et craindre les conséquences du parti désespéré qu'il avait pris. Cependant il dissimulait ses inquiétudes. Pendant une des conférences qu'il eut avec ses prisonniers, on lui remit une lettre qui lui annonçait que sa famille, captive à Loudiana, avait été affamée pendant une semaine entière par ordre du gouvernement de l'Inde. Les officiers présens s'écrièrent que c'était une fausseté; mais le sirdar, faisant un effort sur lui-même, répliqua qu'il s'en inquiétait peu, et que la destruction de tous les siens ne pourrait altérer en rien ses résolutions, quelles qu'elles fussent. D'autres fois, il faiblissait, et questionnait avec une certaine anxiété ses prisonniers. Il regrettait, disait-il, de n'avoir pas connu plus tôt les Anglais, car il avait été, dès son enfance. imbu de préjugés à leur égard qui avaient influé sur toute sa vie, et dont il reconnaissait maintenant l'injustice.

Des partis rivaux se disputaient la souveraineté dans la capitale depuis l'assassinat du shah Soudja. Le sirdar retourna donc sur Caboul, où sa présence était nécessaire. Il proposa à M. Eyre de partager le commandement de ses troupes et de l'aider à prendre Ca-

boul; mais l'officier anglais répondit qu'il ne pouvait prendre du service en pays étranger sans le consentement de sa souveraine. A mesure qu'ils se rapprochaient de la capitale, ils entendaient le bruit du canon, annonçant que la lutte se prolongeait entre les tribus rivales. Le sirdar établit son camp à deux milles de Caboul vers la fin du mois de mai. Un officier anglais retrouva là sa petite fille, qu'il avait perdue durant la retraite; on lui avait appris à dire : « Mon père et ma mère sont infidèles, mais moi, je suis une vraie croyante. » Le Bala-Hissar était alors occupé par Futty-Yung, un fils de Zehman-Shah, frère du shah Soudja. Il fut bientôt obligé de composer avec Mahomed-Akbar et plusieurs autres chefs; il leur abandonna à chacun une tour dans la citadelle, se réservant à lui-même la résidence royale, qui renfermait les trésors. Les tribus et les chefs ennemis prirent ainsi chacun un lambeau du pouvoir, mais la discorde était plus violente que jamais.

Mahomed-Akbar cherchait maintenant tous les moyens de s'assurer l'appui des Anglais. Le général Pollock, qui s'avançait avec des renforts, lui avait offert de lui renvoyer sa famille, qui était entre les mains du gouvernement de l'Inde; mais le sirdar refusa de l'associer à son existence errante et précaire. Il aurait lui-même volontiers rendu à la liberté tous ses captifs, si les autres chefs ne s'y étaient constamment opposés.

A Caboul, les Anglais retrouvèrent la femme d'un officier, qui avait embrassé la religion mahométane, et était devenue la maîtresse d'un chef afghan. Il paraît que cette femme s'était montrée depuis ce moment l'ennemie la plus implacable de ses compatriotes. Elle a depuis recouvré sa liberté avec les autres.

Ce fut vers la fin du mois de juin que les prisonniers de Ghizni furent, comme nous l'avons dit, amenés à Caboul. Le sirdar leur fit le meilleur accueil. « Je ne pouvais me figurer, dit le lieutenant Crawford, que ce grand jeune homme, de si bonne mine et de si bonnes manières, qui s'informait avec tant de bonté de notre santé, fût le meurtrier de Mac-Naghten et le chef du massacre de nos troupes. Il nous assura que nous serions désormais traités en officiers et en *gentlemen*. » La conduite de Mahomed-Akbar à l'égard des prisonniers ne se démentit pas. Il leur laissait beaucoup de liberté, veillait avec beaucoup d'intérêt à tous leurs besoins, et semblait chercher à leur faire oublier tout ce qu'ils avaient souffert.

Jusqu'au dernier moment, il espéra pouvoir conclure la paix avec

les Anglais, et peut-être obtenir leur protection. Il fit offrir au général Pollock, qui s'avançait toujours, l'échange des prisonniers; mais le général avait reçu de nouvelles instructions et l'ordre de ne pas accepter de conditions. Réduit au désespoir, Mahomed-Akbar revint à ses idées de vengeance. L'avant-dernière note du journal de M. Eyre est du 29 juillet, et est ainsi conçue : « Mahomed-Akbar a déclaré ce matin, avec une expression de détermination sauvage, que, si Pollock avance, il nous emmènera tous dans le Turkestan, et nous donnera en présent aux différens chefs. Et soyez sûr qu'il exécutera ses menaces, car ce n'est pas un homme dont on se puisse jouer. »

Nous avons dit ailleurs (1) comment Mahomed-Akbar accomplit en effet ses menaces, comment à l'approche des Anglais il dirigea ses prisonniers sur le nord, et comment ces malheureux, qui se voyaient entraînés vers un esclavage sans doute éternel, furent miraculeusement délivrés, et rentrèrent à Caboul le 23 septembre. Treize femmes, douze enfans, trente-un officiers et cinquante-trois soldats recouvrèrent la liberté après une captivité de deux cent trente-un jours. Ce fut ainsi que se termina cette série d'aventures, de souffrances et de désastres, qui, de quelque manière qu'on l'envisage, forme certainement un des épisodes les plus attachans et les plus tragiques de l'histoire contemporaine.

Redevenus maîtres de ce pays qui leur avait été si funeste, les Anglais se livrèrent aux plus cruels excès et aux plus sanglantes représailles. Ainsi, un corps de troupes marcha sur Istalif, une ville de quinze mille ames, dans le Kohistan, et après l'avoir emportée d'assaut, l'abandonna au pillage et au feu. Un officier anglais raconte ainsi cette féroce exécution. « Pendant deux jours, la place fut mise à sac. Tout ce qui ne put pas être emporté fut brûlé. Les soldats, Européens ou Indiens, montrèrent une rage qui était portée à son comble par le souvenir des cadavres de leurs compagnons qu'ils avaient retrouvés dans les montagnes. Pas un homme ne fut épargné, avec ou sans armes; on ne fit pas un seul prisonnier, tous furent pourchassés et écrasés comme de la vermine; nul ne songeait à faire merci. Nous avons été bien vengés. Partout où ils trouvaient le corps d'un Afghan, les cipayes hindous mettaient le feu à ses habits, afin que *la malédiction d'un père brûlé* tombât sur ses enfans. On dit

(1) Voir la livraison de la *Revue* du 15 décembre dernier.

même que les blessés qu'on prenait encore vifs étaient ainsi rôtis jusqu'à la mort. »

La ville de Caboul fut aussi détruite de fond en comble, sauf le quartier des Kusilbachis ou Persans, que les Anglais voulaient ménager. Le célèbre bazar, la gloire et l'ornement de l'Asie centrale, et qui datait du règne d'Aureng-Zeb, fut ruiné et brûlé. C'était un magnifique bâtiment, composé d'une file d'arcades longue de six cents pieds et large de trente, et décoré de peintures à fresque. Tous les voyageurs en parlent comme d'une merveille; c'était là qu'avaient été exposés les restes mutilés de sir William Mac-Naghten. L'œuvre de destruction dura deux jours. C'est ainsi que la ville la plus riche et la plus florissante de cette partie de l'Asie, qui l'année précédente avait une population de 60,000 ames, devint un monceau de ruines. Les Anglais épargnèrent la citadelle, qu'ils laissèrent au pouvoir d'un fils de Shah-Soudja, un enfant de seize ans. La plus grande partie des habitans avait évacué la ville avec Mahomed-Akbar, et s'était réfugiée dans les montagnes. Ghizni, Jellalabad, et tous les forts qui étaient dans les défilés, furent également détruits; l'armée anglaise se retira de l'Afghanistan comme un fleuve après une inondation, ne laissant sur son passage que la ruine, la désolation et la mort. Du reste, nous n'exprimerons point ici l'indignation que ces cruautés inutiles doivent soulever dans tous les cœurs; nous devons au peuple anglais la justice de dire que, lorsque le récit de ces excès sauvages est arrivé en Angleterre, il n'y a soulevé qu'un cri unanime d'exécration.

Le gouverneur-général de l'Inde, lord Ellenborough, semble seul avoir pris sa gloire au sérieux, et il a voulu déployer une pompe extraordinaire pour la réception des prisonniers. Les lettres de l'Inde disent qu'il doit aller au-devant de lady Sale, et la prendre avec lui dans son palanquin et sur son éléphant pour parader triomphalement dans le camp de Ferozepore. Il paraît aussi que Dost-Mohamed a reçu l'ordre de venir se présenter au lever du gouverneur-général avant de retourner dans l'Afghanistan. On sait que lord Ellenborough lui rend la liberté, et, comme en même temps il a pris soin de laisser la citadelle de Caboul au pouvoir d'un autre prétendant, c'est une manière comme une autre d'entretenir l'anarchie et la discorde civile au sein de ce malheureux pays. On ne sait quel accueil le gouverneur-général aura fait à son prisonnier. La meilleure politique était de le recevoir honorablement, car Dost-Mohamed est sans con-

tredit le premier homme de cette partie de l'Asie; il peut un jour ressaisir le pouvoir que les Anglais lui avaient enlevé, et redevenir plus dangereux que jamais.

Puisque nous parlons de lord Ellenborough, nous nous occuperons un instant d'un incident qui a soulevé en Angleterre les plus vives et les plus curieuses discussions, et qui a couvert le gouverneur-général de l'Inde d'un ridicule ineffaçable. Lord Ellenborough avait pourtant de bonnes intentions. Comprenant bien la déconsidération que les évènemens des deux dernières années avaient jetée sur le nom anglais, et la disgrace morale qu'avait subie la puissance anglaise dans l'esprit des populations de l'Inde, il avait voulu utiliser l'expédition de Caboul, et il avait imaginé de lui donner une couleur religieuse, mais, par malheur, une couleur de religion hindoue. Il avait lu dans l'histoire que, huit cents ans auparavant, Mahmoud le Ghaznévide avait envahi l'Inde, renversé les idoles hindoues, et, entre autres exploits, détruit le temple de Somnauth, dont il avait emporté à Ghizni les portes sacrées. Depuis lors, ces portes, en bois de sandal, étaient restées à Ghizni, et comme Mahmoud était un mahométan, ce trophée était un déshonneur pour la religion des Hindous.

Lord Ellenborough, voyant que les Anglais ne rapportaient de l'Afghanistan que peu de gloire, eut l'idée lumineuse d'en rapporter les portes de Somnauth. Bien des gens prétendent que les vieilles portes en bois de sandal sont apocryphes; mais cela ne fait rien à l'affaire. Le tout était de flatter les Hindous et de leur faire accroire que les Anglais étaient allés dans le Caboul pour y venger, sur la tombe de Mahmoud, la vieille injure de leur caste. Lord Ellenborough fit donc proclamer que l'armée anglaise rapportait en triomphe les fameuses portes, et qu'elles seraient rendues solennellement au temple qui en avait été dépouillé depuis huit siècles. Ce fut à cette occasion qu'il adressa aux princes de l'Inde une proclamation qui est devenue en Angleterre un inépuisable sujet, non-seulement de risée, mais de scandale. Cette proclamation commençait ainsi : « Mes frères et mes amis, notre armée victorieuse rapporte en triomphe les portes du temple de Somnauth, et la tombe dépouillée du sultan Mahmoud contemple les ruines de Ghizni (*sic*). L'insulte de huit cents ans est enfin vengée. Ces portes, si long-temps le monument de votre humiliation, sont devenues le plus brillant témoignage de *votre* gloire nationale et de *votre* supériorité sur les nations au-delà de l'Indus. C'est à vous, princes et chefs, que je confierai ce

glorieux trophée. Vous-mêmes vous transporterez, *avec les honneurs qui leur sont dues*, les portes de bois de sandal à travers vos territoires, *jusqu'au temple restauré de Somnauth*..... Vous voyez, mes frères et amis, comment le gouvernement britannique se montre digne de votre amour en consacrant la puissance de ses armes à vous restituer les portes du temple de Somnauth, si long-temps le monument de votre humiliation. »

Il est difficile de pousser plus loin le charlatanisme. Vouloir faire accroire à ces honnêtes Indiens, qui se sont fait battre et exterminer dans l'Afghanistan, qu'ils y sont allés venger une injure de huit cents ans dont pas un d'entre eux n'a de sa vie entendu parler, et leur dire, sans rire, qu'ils ont établi la supériorité de leurs armes sur une nation qui venait de leur donner une si rude leçon, est une entreprise qui passe toutes les bornes du grotesque. Quand les Anglais bombardèrent Copenhague, Napoléon dit ironiquement qu'ils avaient enfin vengé leur injure de dix siècles sur les descendans des hommes qui avaient envahi l'Angleterre du temps d'Alfred. La phrase de lord Ellenborough est de la même force, sauf que lord Ellenborough l'a dite sérieusement. On parle déjà de représenter le gouverneur-général de l'Inde sous la figure de Samson portant sur ses épaules les deux grandes portes de Somnauth en bois de sandal. Ce qu'il y a de mieux, c'est que le temple de Somnauth est détruit depuis plusieurs siècles. La population de la ville est aujourd'hui mahométane, et elle a converti à l'usage de son culte les ruines du temple hindou, de sorte que, ainsi que le disait spirituellement le *Times*, « l'offrande peut arriver, mais il n'y a ni édifice ni brahmines pour la recevoir. Lord Ellenborough a trouvé une paire de portes pour son idole, mais il lui reste à trouver une idole, un temple, et des prêtres pour ses portes. »

Si la proclamation de lord Ellenborough n'eût été que ridicule, il aurait pu se la faire pardonner; mais elle était l'acte le plus malhabile et le plus impolitique qu'il fût possible à un gouverneur-général de l'Inde de commettre, car elle réveillait les vieilles inimitiés de caste et de religion, et risquait de mettre aux prises les Hindous et les mahométans. Les Anglais ont dans l'Inde plus de dix millions de sujets musulmans, et lord Ellenborough imagine de leur faire le plus sanglant affront, en humiliant un de leurs prophètes sous les pieds d'une idole hindoue, et en convertissant l'expédition de Caboul en une croisade contre Mahomet au profit des divinités de Vishnou, de

Siva, ou de Jaggernaut. La politique constante des gouverneurs de l'Inde avait été de maintenir une impartiale balance entre ces deux grands partis religieux. Les musulmans forment, dans cette partie de l'empire britannique, l'élément le plus uni et le plus compacte de la population, et une franc-maçonnerie des plus redoutables. De plus, on sait combien les tombeaux sont sacrés pour les mahométans, et combien la violation des sépultures leur inspire d'horreur. Or, Mahmoud le Ghaznévide, dont les Anglais avaient dépouillé et saccagé la tombe à Ghizni, était non-seulement un mahométan, mais un saint parmi les vrais croyans, et un grand homme dans l'histoire. Gibbon raconte qu'il avait entrepris une guerre sainte contre les idoles païennes et grossières de l'Inde. Quand il arriva à Somnauth, il donna lui-même un coup de massue sur la tête de l'idole qui était adorée dans le fameux temple de cette ville. Les brahmines terrifiés lui offrirent pour leur divinité une rançon de 250 millions de notre monnaie; ses conseillers l'engagèrent à accepter, en lui disant que la destruction d'une image de pierre ne changerait pas le cœur des idolâtres, tandis que l'argent qu'ils offraient pouvait servir à soulager les vrais croyans. Le zélé serviteur du prophète répondit : « Vos raisons sont bonnes, mais jamais, dans la postérité, Mahmoud ne passera pour un marchand d'idoles. » Il brisa la tête de l'image, et il en sortit un flot de perles et de rubis qui y étaient cachés, et qui donnèrent le secret de la pieuse sollicitude des brahmines. La religion de Mahomet était donc, à tout prendre, un progrès sur celle des idoles, et c'est sans doute pour ce motif que la chambre des communes d'Angleterre a offert le singulier spectacle de sir Robert Inglis, le représentant de l'université d'Oxford et un des plus zélés puritains des trois royaumes, défendant la tombe de Mahmoud contre les prédilections idolâtres de lord Ellenborough.

Lord Ellenborough avait fait un acte impolitique, c'était assez pour le compromettre partout; il avait fait un acte ridicule, c'eût été assez pour le perdre en France; il avait fait un acte en apparence irréligieux, ç'a été assez pour le perdre en Angleterre. Il y a deux ou trois jours, nous avons vu sa proclamation traduite régulièrement à la barre de la chambre des communes. La presse avait déjà accablé le gouverneur-général sous un déluge de sarcasmes, mais le parti religieux s'est bien gardé de rire, et il a formellement accusé lord Ellenborough d'avoir encouragé le paganisme et rendu hommage aux idoles. Le premier ministre de la Grande-Bretagne s'est

vu forcé de venir désavouer en pleine chambre la conduite d'un des plus hauts fonctionnaires du royaume, et de demander grace pour une inconséquence en faveur de services signalés.

Nous ne connaissons pas de fait particulier qui caractérise d'une manière plus fidèle et plus complète l'esprit du peuple anglais, que l'incident dont nous venons de parler. Le gouverneur-général de l'Inde aurait commis les fautes politiques les plus impardonnables, qu'il aurait encore trouvé des défenseurs et des panégyristes; mais il suffit qu'il porte la plus légère atteinte aux sentimens, ou, si on veut, aux préjugés religieux de la nation, pour qu'il soit renié par son parti, abandonné à la merci de ses adversaires, et pour qu'il succombe sous la sentence souveraine et sans appel de l'opinion.

JOHN LEMOINNE.

LETTRES

SUR LA SESSION.

DISCUSSION DE L'ADRESSE.

Au Directeur de la Revue des Deux Mondes.

MONSIEUR,

La chronique de la *Revue* a porté son jugement sur les dernières discussions du parlement français; en les retraçant de nouveau, en les prenant pour texte d'une lettre politique, je m'expose à contredire ou à répéter ce que vos lecteurs ont déjà trouvé dans ce recueil. Cependant le sujet est fécond et comporte un examen approfondi; votre impartialité habituelle me permet d'ailleurs d'espérer que vous ne refuserez pas d'accueillir quelques observations qui, lors même que vous ne les adopteriez pas entièrement, se recommandent au moins, j'ose le dire, par la sincérité et la bonne foi.

La discussion de l'adresse a été, est encore le sujet d'une vive polémique : tandis que le ministère se décerne les palmes du triomphe, l'opposition le dit désavoué par les chambres, embarrassé dans les complications d'une marche tortueuse, frappé à mort. Que contiennent de vrai ces affirmations contraires? Quels pas a faits la question du droit de visite, presque seule à l'ordre du jour? Quelle est depuis ces débats la situation du ministère et des chambres? C'est ce que je vous demande la permission d'examiner.

Je m'arrête d'abord aux résultats généraux de la discussion de l'adresse.

La politique intérieure a peu occupé les chambres; à part un ou deux discours, tout le débat a porté sur les affaires extérieures. M. de Beaumont, dans la chambre des députés, a présenté un tableau animé des tergiversations, des incertitudes du ministère. Il l'a montré ne pouvant point ce qu'il voulait, et voulant ce qu'il ne pouvait point, flottant ainsi entre ses vœux secrets et ses actes publics, traîné à la suite d'une majorité qui le subjugue, et agissant ou s'abstenant selon les caprices de ses appuis, devenus ses tyrans. Cette attaque pressante et quelque peu passionnée, tout en excitant les applaudissemens de l'opposition, n'a été suivie d'aucune réponse du ministère ni de ses amis; d'autres intérêts absorbaient l'attention, et, quelque vif que pût être le combat sur les affaires du dedans, toute la sollicitude des chambres et du public se concentrait sur l'extérieur.

C'est un des caractères de la situation actuelle que cette préoccupation presque exclusive des affaires étrangères; en général, l'opinion et ses organes s'attachent aux points où la politique du gouvernement est en défaut, et où se déclarent les périls les plus imminens. Si l'ordre est menacé, si les factions conspirent, les chambres consacrent tous leurs soins au rétablissement de la sécurité publique. Des lois viennent désarmer la révolte, dissoudre les associations, et dans toutes les discussions, les questions de l'intérieur tiennent le premier rang. C'est ce qui se passa dans les premières années du gouvernement de juillet, après l'apaisement des tempêtes soulevées par les affaires de la Pologne et de l'Italie. La restauration avait vu auparavant l'opposition appliquer aussi tous ses efforts à la défense des garanties constitutionnelles attaquées par le gouvernement, et, malgré les faiblesses de la diplomatie, ne la discuter qu'accessoirement et à de rares intervalles. Je n'entends pas dire que la politique intérieure n'excite en ce moment ni plaintes, ni ombrages : l'opération du recensement a laissé en plusieurs lieux d'ineffaçables ressentimens; des artifices peu dignes ont faussé l'application des lois sur le jury et sur les annonces judiciaires; les intérêts du service public et les règles de l'équité administrative ont été souvent sacrifiés aux exigences de l'intrigue et de l'ambition. Je le reconnais et m'en afflige, mais ces écarts, malgré leur caractère fâcheux, ne forment pas, à mon avis, l'objet principal de l'inquiétude publique. Les grands intérêts de l'ordre ne sont pas actuellement compromis, et, dans les douze dernières années, la société n'a jamais couru moins de dangers que depuis que les soutiens les plus ardens du pouvoir se sont parés du titre ambitieux de *conservateurs*. L'opposition fait entendre des accusations fondées : elle souhaite et propose des réformes qui doivent être discutées et dont l'esprit pratique et réservé atteste sa modération; mais ceux même qui partagent ses griefs et adoptent ses projets sentent au fond du cœur que les libertés publiques ne sont pas plus exposées que l'ordre. Malgré d'utiles améliorations repoussées et des abus regrettables tolérés, le pays ne gémit sous le poids d'aucune oppression; les conseils de quelques amis exaltés sont repoussés, grace à l'état des mœurs et de l'opinion. Toute mesure

excessive choquerait au sein du calme où nous vivons, et si la politique est exclusive et partiale, ce qui froisse quelques intérêts privés, elle ne se montre point violente et emportée, ce qui alarmerait le pays tout entier.

Mais les esprits sont loin de partager cette sécurité relativement à la politique extérieure; le cabinet du 29 octobre a été constitué pour la paix, et l'on sait trop que, la voulant *partout et toujours,* il ne devait pas aisément reculer devant les sacrifices qu'elle imposerait à la dignité de la France. La convention du 13 juillet 1841 a témoigné un empressement exagéré à rentrer dans le concert européen, et les discours de M. le ministre des affaires étrangères ont, en plus d'une rencontre, laissé percer des dispositions qui blessaient les instincts généreux du pays. La plupart des appuis du nouveau cabinet n'ont pu se défendre eux-mêmes d'une secrète défiance, et les plus dévoués n'ont jamais accordé qu'une approbation pleine de regrets, et apporté au cabinet que le tribut d'une muette et douloureuse résignation.

Cet état général des esprits explique la place que la politique étrangère a occupée dans la discussion de l'adresse; elle l'a due à la position particulière du ministère et aux angoisses de l'opinion.

C'est donc sur les affaires extérieures qu'a porté tout le poids du débat, et, parmi ces affaires, celle du droit de visite a tenu le premier rang; l'importance de cette question m'autorise à en parler avec quelques détails.

Les débats de la dernière session et la polémique de la presse ont épuisé l'attention sur le droit de visite sans diminuer l'intérêt qu'il excitait. Les deux chambres s'étaient déjà prononcées presque unanimement contre les traités de 1831 et 1833, et les personnages politiques qui avaient passé aux affaires se défendaient presque tous d'y avoir pris part de près ou de loin. Cette année, ils ont trouvé des apologistes, peu nombreux, il est vrai, mais décidés. M. de Gasparin, dans la chambre des députés, envisageant la question seulement au point de vue religieux et philantropique, a déployé toute l'énergie d'une conviction puissante et obstinée, et, sans fournir de nouveaux argumens sur les intérêts de politique et de diplomatie, il s'est livré sur l'esclavage et la traite à de longs et intéressans développemens. M. de Broglie, dans la chambre des pairs, a courageusement revendiqué la solidarité du traité de 1831, qu'il n'avait point signé, comme de celui de 1833, conclu sous son ministère; il s'est livré, pour les défendre, à une discussion approfondie, qui a, dit-on, exercé sur la chambre des pairs une influence notable, et qui cependant, je regrette de le dire, repose sur des assertions presque toutes contestables et quelques-unes matériellement inexactes. L'autorité de l'orateur, la juste confiance accordée à ses paroles, l'importance des nouveaux argumens qu'il a présentés, me paraissent exiger une réponse. M. Dupin l'a déjà faite en partie; je vais essayer de la compléter.

Toute l'argumentation de M. de Broglie a reposé sur une comparaison entre les traités de 1831 et l'état de choses qu'ils ont remplacé. Selon lui, « d'un « droit de visite unilatéral, ils ont fait un droit réciproque; d'un droit de « visite qui s'exerçait sans l'intervention de la France, ils ont fait un droit

« de visite qui ne peut s'exercer sur les bâtimens de chaque nation qu'avec le « mandat de cette nation; d'un droit de visite qui s'exerçait par tous les « croiseurs d'une même nation, ils ont fait un droit de visite limité quant au « nombre des croiseurs; d'un droit de visite qui s'exerçait dans toute l'étendue « des mers, ils ont fait un droit de visite restreint à certaines zônes; ils l'ont « entouré de garanties, et ils ont rendu aux tribunaux de chaque nation le « jugement des bâtimens de cette nation. »

M. Dupin a déjà démontré que le droit de visite concédé par les traités de 1831 et 1833 est autre que celui qui s'exerçait antérieurement, et dans les dernières discussions du parlement d'Angleterre, M. Peel a reconnu à son tour cette distinction entre la simple vérification de la nationalité du pavillon par l'examen des papiers de bord, qui constitue le *droit de visite* proprement dit, et l'examen du vaisseau, l'appréciation de sa cargaison, la constatation de l'équipage, du mobilier, des denrées, des marchandises, qui constituent le *droit de recherche,* ainsi appelé par les Anglais, *right of search*, et que nous désignons improprement sous nom de *droit de visite*.

C'est le premier de ces droits seul qui s'exerçait sous la restauration, et ce n'est pas à celui-là que s'appliquent les conventions de 1831 et 1833; elles n'ont porté que sur le droit de recherche, laissant celui de visite ce qu'il était et ne le modifiant en aucune façon. Du reste, il n'est pas exact de dire que ce dernier droit s'exerçât sans contrôle, sans limites, sans garantie, et qu'il eût pour conséquence d'enlever à chaque nation le jugement de ses bâtimens.

Voici quelles étaient les règles établies.

S'il était constaté que le bâtiment visité fût en droit de porter le pavillon français, on le laissait ordinairement libre de continuer sa marche, fût-il chargé d'esclaves, et les tableaux empruntés aux *state papers,* et publiés par M. le duc de Broglie lui-même, contiennent l'indication d'un certain nombre de bâtimens français ainsi visités et non arrêtés, bien qu'employés à la traite. Mais ils étaient toujours saisis, dans le cas où ils avaient été surpris dans les eaux anglaises, c'est-à-dire sous la juridiction britannique. Si le pavillon français avait été usurpé et que le bâtiment appartînt à une nation engagée envers l'Angleterre par des traités, il était capturé et livré aux tribunaux que ces traités avaient constitués ou désignés. Si enfin un bâtiment français avait été saisi à tort, comme se trouvant dans les parages du royaume uni, il était rendu aux juridictions françaises : c'est la doctrine que M. de Talleyrand établissait dans une dépêche du 23 juin 1831, écrite à l'occasion de la saisie du navire *le Philibert*, pris par les Anglais en 1826 : « Le gouvernement de « sa majesté britannique, disait-il, ne peut se refuser de reconnaître que si « le navire *le Philibert* a été saisi dans des parages indépendans de sa juri- « diction, comme les renseignemens qui m'ont été transmis semblent le dé- « montrer, l'autorité anglaise, en le soumettant à l'action d'un tribunal an- « glais aurait violé de la manière la plus positive les droits de souveraineté « de la France. Le gouvernement français ne pourrait pas autoriser de pareils « actes, et le gouvernement anglais l'a déjà reconnu dans plusieurs occasions

« en nous remettant, pour être jugés par nos tribunaux, les navires français « que ses croisières avaient arrêtés au-delà des possessions britanniques, « comme suspects d'être employés à faire la traite. »

Ainsi le droit *de visite,* et non *de recherche,* s'exerçait à l'abri de certaines mesures de précautions, et les tribunaux de chaque nation n'étaient pas dessaisis du jugement des bâtimens de cette nation. Cependant il avait donné lieu à des abus, comme il est arrivé plus tard pour le traité de 1831, et il en résulta des réclamations qui firent accorder au pavillon français des franchises plus larges.

En effet, en 1829, les croiseurs anglais s'étaient emparés sur la côte d'Afrique des navires *la Laure* et *la Louise,* l'un comme espagnol, l'autre comme hollandais. Ils étaient français. Notre ambassadeur, M. de Montmorency-Laval, réclame le 4 juin 1830 : « Ces actes, » écrit-il à lord Aberdeen, déjà ministre des affaires étrangères à cette époque, « ces actes non-seulement « constituent une violation du pavillon français et une atteinte au droit des « gens, mais ils entravent encore l'action confiée aux croisières françaises « pour assurer l'application des lois relatives à la traite des noirs. Sous ce « double rapport, le gouvernement de sa majesté très chrétienne a cru devoir « faire des représentations sérieuses au cabinet britannique, et réclamer de « lui des instructions qui prescrivent aux commandans des croisières anglaises « plus de réserve dans l'exercice de leurs fonctions, et qui soient en même « temps de nature à prévenir le retour d'actes dont la répétition compromet- « trait la bonne intelligence, que, dans l'intérêt des lois sur la traite, il con- « vient de maintenir entre les croisières des deux nations. »

Le 6 juillet 1830, lord Aberdeen accuse réception de cette dépêche, et annonce qu'il a demandé des renseignemens sur les faits dénoncés. En même temps, il envoie des instructions aux croiseurs pour qu'ils s'abstiennent de capturer en aucun cas des bâtimens français. Ces instructions n'ont pas été publiées, mais leur existence et leurs effets sont constatés par un rapport du commandant de la station de Sierra-Leone, qui, à la fin de janvier 1831, se plaint des abus que couvre et favorise l'inviolabilité accordée au pavillon français. Ce rapport est trop important pour que je n'en reproduise pas les propres termes. Après avoir dénoncé les progrès de la traite *pendant les six derniers mois,* il les attribue premièrement à la sévérité des nouvelles lois qui porte les négriers à proportionner leurs bénéfices aux risques qu'ils courent; puis il poursuit : « La seconde raison est dans les ordres que j'ai reçus « et qui m'interdisent toute intervention (*interference*) à l'égard du pavillon « français; comme on peut aisément se procurer des pavillons et papiers fran- « çais pour quelques centaines de dollars, si quelque chose étonne, c'est qu'il « se trouve encore sur la côte d'autres pavillons pour faire le commerce, et, « quand nos instructions seront plus généralement connues, il n'y en aura « plus d'autre. »

Ainsi, avant les conventions de 1831, le droit de visite seul était exercé, et une fois le pavillon français reconnu, toute liberté restait aux bâtimens, même

quand ils étaient ouvertement et publiquement employés à la traite. Cet état de choses constaté par les documens officiels s'éloigne beaucoup du tableau tracé devant la chambre des pairs.

M. le duc de Broglie a présenté les traités de 1831 comme ayant été commandés par les circonstances et en quelque sorte imposés par l'Angleterre : « Fallait-il, » a-t-il dit à cette occasion, « à une époque où l'Angleterre était « la seule puissance qui témoignât de la sympathie pour la révolution qui « venait de s'accomplir; fallait-il, dis-je, commencer par *rompre directement* « *avec elle?* Fallait-il lui signifier que le principe qu'on lui avait laissé appli- « quer jusque-là, nous entendions le lui contester; que, si elle essayait de « l'appliquer de nouveau, il s'ensuivrait des conflits et une prompte rupture? « Fallait-il, quand on avait la perspective menaçante d'une guerre univer- « selle sur le continent, *se mettre encore sur les bras une guerre maritime?* »

Ce serait pour le droit de visite une triste et regrettable origine que d'avoir en quelque sorte payé la rançon de la France en 1830, et servi de don de joyeux avénement à notre révolution, comme le traité du 20 novembre 1841 à M. Guizot auprès de lord Aberdeen. Mais, grace à Dieu, pour l'honneur de l'Angleterre et de la France, la négociation qui a produit le traité de 1831 n'a jamais eu le caractère qu'on lui prête, jamais la France ne s'est trouvée placée dans la désespérante alternative qu'on a exposée. Permettez-moi encore quelques citations qui rétabliront la vérité historique.

Le rapport du commandant anglais du 20 janvier 1831, étant parvenu à l'amirauté, sir James Graham, placé à la tête de ce département, communiqua ce document à lord Palmerston, qui tenait le portefeuille des affaires étrangères, et lui suggéra de solliciter de la France ou l'assimilation de la traite à la piraterie ou la concession du droit de visite réciproque. Lord Palmerston adopta cette pensée et donna des instructions conformes à lord Granville en le chargeant d'exprimer « l'intérêt que prend à cette question le gouvernement de « sa majesté britannique, et son vif espoir qu'aucun sentiment de jalousie « nationale n'empêchera la coopération cordiale de la France et de l'Angle- « terre dans un arrangement si honorable pour toutes deux et si avantageux à « la cause de l'humanité. »

C'est à cette dépêche que M. le comte Sébastiani fit, le 7 avril 1831, la réponse lue par M. Billaut à la chambre des députés. Il refusait d'accepter aucun des deux moyens proposés et s'exprimait ainsi sur le droit de visite : « Le gouvernement français a déjà fait connaître à plusieurs reprises les « motifs qui ne lui permettaient pas d'adhérer à de semblables propositions. « Ces considérations n'ont rien perdu de leur force ni de leur importance. « L'exercice d'un droit de visite sur mer en pleine paix serait, malgré la « réciprocité qu'offre l'Angleterre, essentiellement contraire à nos principes « et blesserait de la manière la plus vive l'opinion publique en France. Il « pourrait en outre avoir les plus fâcheuses conséquences en faisant naître « entre les marins des deux nations des différends susceptibles de compro-

« mettre les relations qui unissent si intimement la France et l'Angleterre. »

Malgré cette réponse, lord Palmerston insiste encore, mais il ne compte plus sur le succès, et sa lettre du 19 avril 1831 à lord Granville se termine en ces termes : « Si les objections à cette proposition (du droit de visite) « devenaient malheureusement insurmontables, il vous est prescrit d'insister « de la manière la plus vive auprès du gouvernement français pour qu'il « envoie, sans délai, des vaisseaux chargés de faire exécuter les lois de la « France sur tous les navires portant son pavillon. On ne peut prévoir au- « cune objection à une telle proposition; les vaisseaux de sa majesté britan- « nique recevraient ordre de coopérer cordialement avec l'escadre française, « et, il ne peut exister aucune raison d'en douter, les efforts unis de la France « et de l'Angleterre atteindraient promptement le but pour lequel les deux « pays se sont mutuellement liés par de solennels engagemens. »

Aucune objection ne vint en effet de la France. Le ministre de la marine prit sur-le-champ les mesures réclamées. Depuis un an, les circonstances avaient fait négliger la station d'Afrique. Il n'y était resté que la canonnière-brick *la Bordelaise,* mais on fit partir le 9 juin le brick *le Cuirassier,* et le 12 juillet la corvette *la Bayonnaise*, et une escadre composée d'une frégate et de trois autres bâtimens légers fut disposée pour s'y rendre à la fin de septembre.

Lord Palmerston comprenait, par la réponse si explicite du comte Sébastiani, qu'il fallait renoncer au droit de visite. Une motion sur la traite et sur les mesures qu'elle avait motivées était annoncée au parlement; il en obtient l'ajournement et écrit le 15 juillet à lord Granville pour qu'il s'informe des ordres donnés par le gouvernement français afin de renforcer la croisière d'Afrique : « Nous serions bien charmés, dit-il en terminant, que « votre réponse nous permît d'affirmer que le gouvernement français n'a « négligé aucun moyen, *compatible avec la déférence due aux sentimens* « *nationaux*, de coopérer aux longs et persévérans efforts que le gouverne- « ment britannique n'a cessé de faire pour épargner aux nations civilisées du « globe l'opprobre d'un tel trafic. »

L'Angleterre acceptait alors le refus de la France et ne songeait plus à le combattre; mais le mois de septembre vit arriver à Paris le nouveau ministre des États-Unis, M. Rives, et un missionnaire officieux de la cause de l'abolition, M. Irving; l'un et l'autre pressèrent de nouveau le gouvernement français de prendre des mesures contre la traite. On sait que les États-Unis, bien que possesseurs d'esclaves, mais dont la population noire se recrute et se développe à l'aide de la reproduction indigène, se sont constitués les adversaires de la traite, dont la suppression nuit aux établissemens des Antilles, leurs rivaux. L'arrivée de ces deux auxiliaires prêta de nouvelles forces à l'agent anglais et donna à ses démarches un caractère moins politique et plus philantropique. Les abolitionistes crurent leur cause engagée dans le

droit de visite, et les plus éminens d'entre eux, alors en possession d'une grande influence dans le gouvernement, les mêmes qui venaient d'obtenir la signature du traité des 25 millions, appuyèrent les nouvelles négociations de l'Angleterre.

Le 31 octobre 1831, lord Granville apprend à son gouvernement l'appui qu'il obtient des envoyés américains; le cabinet français commence à se rapprocher, mais, « malgré la réciprocité stipulée, il continue de craindre que le « public français ne considère l'adoption du droit de recherche comme une « reconnaissance de la supériorité maritime de l'Angleterre. » Cependant la question doit être prochainement portée de nouveau au conseil, et « la satis- « faction avec laquelle le gouvernement et le public anglais salueraient la « coopération de la France à leur œuvre d'humanité disposera certainement « le cabinet français à prendre la proposition en grande considération. »

Lord Palmerston ne perd point de temps, et le 7 novembre, il envoie à lord Granville l'indication des précautions qui peuvent être prises pour prévenir les abus du droit de visite et calmer les jalousies nationales. « Des « commissions seront données par les gouvernemens respectifs, elles n'auront « d'effet que pour trois ans, devront être renouvelées à l'expiration de cette « période et pourront être révoquées pendant sa durée, s'il en résulte quelque « abus ou quelque gêne. » Il termine en disant : « Il paraît au gouverne- « ment de sa majesté que cette expérience (*experiment*) partielle et tempo- « raire, qui laisserait encore la question dans tous les temps sous le contrôle « des deux gouvernemens, serait extrêmement utile et aurait pour résultat, « ou d'éloigner toutes les objections faites à un arrangement plus permanent, « ou de rendre cet arrangement sans objet (*unnecessary*). »

Le traité fut signé le 30 du même mois.

Cette convention ne saurait donc avoir eu pour cause le désir d'éviter une rupture avec l'Angleterre; on pouvait se borner à l'envoi d'une croisière en Afrique; lord Palmerston ne réclamait rien de plus; il désirait seulement pouvoir affirmer au parlement qu'il avait obtenu du gouvernement français tout ce que la susceptibilité nationale permettait d'accorder. C'est l'esprit philantropique, l'influence des abolitionistes, les instances de leurs partisans les plus actifs, qui dictèrent le traité; on put croire qu'il serait agréable à l'Angleterre et se réjouir de ce résultat, mais ce ne fut pas le motif qui le fit signer.

Ces faits ont échappé à la chambre des pairs; M. le duc de Broglie n'a produit sa savante et lumineuse argumentation qu'à la fin du débat, et elle est demeurée sans réponse. Elle a, dit-on, vivement frappé les esprits et contribué au rejet de l'amendement de M. le comte Turgot.

Vous savez, monsieur, le résultat de la discussion; à la chambre des pairs, tout a été mis en œuvre pour étouffer les résistances que soulevait le droit de visite; aucune démarche n'a été épargnée pour fermer la bouche à ses adversaires; l'esprit de réserve et de prudence, attribut particulier de cette chambre, a été invoqué. On l'a conjurée de ne point intervenir dans cette

question, et comme elle craignait que la chambre des députés ne se montrât moins discrète, on s'est engagé à obtenir que celle-ci gardât aussi le silence. Cette promesse a levé les scrupules, et la chambre s'est tue, observant la même discrétion que le discours de la couronne.

A la chambre des députés, l'attitude du ministère a confondu de surprise ses amis aussi bien que ses adversaires; on l'a vu changer plusieurs fois de résolution, désavouer le langage qu'il avait tenu dans l'autre chambre, supplier d'abord la commission de s'abstenir de toute démonstration, puis refuser de s'expliquer sur le parti qu'il prendrait, remettre ensuite sa réponse au lendemain, et le lendemain se référer à ce qu'il avait dit la veille; hésiter encore après le discours de M. Dupin, redoutant tout ensemble le commentaire de l'éloquent magistrat, et l'exploitant auprès des siens; enfin, en désespoir de cause, se ralliant explicitement au projet de la commission. Ces tergiversations ont eu pour résultat un vote unanime de la chambre contre le droit de visite.

Le sentiment qui avait dicté ce vote était si puissant, M. Dupin, interprète des sentimens de tous, avait tenu un langage si ferme, qu'au moment de cette résolution solennelle, et dans les jours qui l'ont suivie, on ne comprenait pas que l'adresse pût recevoir deux interprétations. La chambre avait remercié le roi de la non-ratification du traité de 1841, et, tout en recommandant l'exécution loyale et stricte des traités antérieurs jusqu'à l'abrogation, elle en avait proclamé les inconvéniens, et formellement provoqué la révocation. Par respect pour la prérogative royale, dont M. Odilon Barrot avait le plus énergiquement proclamé les droits, elle n'avait voulu imposer au gouvernement ni un jour, ni une forme pour les négociations à entreprendre, mais elle avait été nette et absolue quant au principe en lui-même. Depuis l'adhésion du ministère, on se demandait seulement comment il avait pu, après avoir conjuré la pairie de se taire, consentir à ce que la chambre des députés parlât sur le droit de visite. Les amis sincères du gouvernement constitutionnel s'affligeaient d'une conduite qui avait fait perdre à la chambre des pairs une occasion heureuse et facile de s'associer à une démonstration nationale; ils rappelaient que l'aristocratie anglaise et la chambre des lords devaient leur influence et leur popularité à l'empressement avec lequel elles s'emparent de toutes les questions où le nom et la gloire de la Grande-Bretagne sont en cause. Il paraît même que la chambre des pairs s'était émue, et le ministère était menacé de vives et prochaines interpellations.

Depuis ce temps, l'affaire a entièrement changé de face; les journaux anglais, rédigés on sait par qui et sous quelle influence, répétés complaisamment par les feuilles ministérielles de France, ont affecté de ne voir dans le vote de la chambre qu'une vaine formule, qu'une protestation, comparable à celle que la Pologne obtient chaque année de nos deux chambres. On a dit qu'aucune obligation ne pesait sur le ministère, et qu'il lui était loisible d'attendre dix ou vingt ans, s'il lui plaisait, pour entamer la négociation. Le seul homme de mer de la chambre des pairs qui se fût prononcé contre l'amen-

dement de M. le comte Turgot, M. l'amiral Roussin, est entré dans le cabinet. Depuis lors, on assure que les hommes politiques de la pairie reviennent de leur première émotion, et commencent à penser que leur chambre a tenu la conduite la plus prudente; le ministère se flatte auprès d'eux d'avoir rendu service à la pairie en l'arrêtant dans la voie où elle allait s'engager, et la chambre des députés, au contraire, passe pour s'être livrée à une démarche imprudente et irréfléchie.

Qui trompe-t-on ici, monsieur? Si le ministère a franchement accepté l'adresse des députés, il aura peine à expliquer comment il s'est opposé à ce que la pairie tînt un langage analogue; si, au contraire, il a obtenu de celle-ci qu'elle s'abstînt pour l'opposer à la chambre des députés, il s'est joué de cette dernière, et l'a prise pour dupe. J'avoue, et je le regrette sincèrement, que cette dernière version me paraît la plus probable; le langage étudié du cabinet, la satisfaction des ministres et même de l'opposition en Angleterre, sans doute à la suite de quelque communication confidentielle, les forfanteries des journaux de Londres, dont les rédacteurs obéissent à une impulsion connue, l'entrée de M. l'amiral Roussin dans le cabinet, tout autorise et légitime ce soupçon. Une explication est devenue indispensable. Sans doute la chambre n'acceptera point le rôle qu'on lui destine dans cette comédie politique; elle ne voudra pas être la risée de l'Angleterre et donner à penser que ses paroles ne sont qu'une lettre morte sans valeur et sans portée. Nous verrons si l'on pourra contenter à la fois Londres et Paris, M. Peel et M. Dupin, la chambre des communes et la chambre des députés, et prolonger une équivoque qui n'a déjà que trop duré. Que penser d'une politique qui conduit à de tels expédiens, et faut-il que toutes les fautes du ministère enveniment et compliquent la question du droit de visite, si délicate et si périlleuse en elle-même?

La discussion de l'adresse n'a pas résolu la question ministérielle, et cependant il est nécessaire qu'un vote significatif apprenne au cabinet s'il possède la majorité, car cette question n'a été décidée ni par les élections, ni dans la courte session d'août, ni dans les débats de l'adresse.

Le ministère, dans la dernière chambre, possédait une majorité réelle, mais formée par les circonstances beaucoup plus que par la sympathie politique. Les élections ont modifié cette situation, moins encore par les échecs notables qui ont décimé la phalange ministérielle que par les mécontentemens dont elles ont provoqué l'explosion. Le cabinet s'est vu presque partout désavoué, même par ses propres candidats; il a trouvé les colléges les plus importans déclarés contre lui, l'opinion publique hostile; après les élections, sa chute semblait imminente, et la déplorable catastrophe qui a ravi M. le duc d'Orléans aux espérances de la nation avait pu seule lui rendre une existence momentanée.

La courte session d'août, bien que consacrée exclusivement aux mesures de prudence politique commandées par la perspective d'une minorité, n'avait prêté aucune force au cabinet. Trois élections ajournées malgré lui, une en-

quête ordonnée contre son gré pour en vérifier les circonstances, son candidat à la présidence nommé au deuxième tour de scrutin seulement, étaient les signes, sinon d'un désaccord complet, du moins d'une hésitation manifeste.

La dernière discussion a plutôt constaté l'opposition de la chambre que sa sympathie pour le cabinet. Le vote unanime sur le droit de visite n'est point assurément le gage d'une adhésion, et le cabinet s'est trouvé trop heureux de voir la question ministérielle disparaître sous cette unanimité. Les affaires de Syrie ont amené un débat dont la conclusion a dû médiocrement satisfaire le ministère.

Les pièces communiquées à cet égard, et dont plusieurs fragmens ont été lus à la tribune, ont donné sur la politique de M. Guizot des renseignemens qui sans doute ne seront pas perdus pour la chambre. Il convenait, je ne le conteste point, qu'après les évènemens de 1840 et la rentrée dans le concert européen, la France marchât d'accord avec les autres puissances dans les négociations à suivre auprès du divan. Mais il faut avoir lu les pièces même qui ont été déposées aux archives de la chambre, pour imaginer à quel point le représentant de la France, M. de Bourqueney, a été dépouillé d'initiative et de force propre. M. de Carné en a fourni, avec beaucoup d'à-propos, les preuves les plus concluantes. Le 23 février 1842, quand d'exécrables désordres ensanglantaient le Liban, M. Guizot écrivait à M. de Bourqueney : « Vous n'avez, « quant à présent, ni approbation ni désapprobation à témoigner; vous conti- « nuerez seulement à laisser voir vos doutes et vos appréhensions, vous ré- « servant le droit de juger et de décider d'après les évènemens. » Le 16 juin suivant, il lui disait : « La question est devenue européenne. Il faut éviter tout « ce qui nous donnerait aux yeux des cours l'apparence d'une action propre, « cherchant à devancer ou à dépasser la leur; une marche qui tendrait à « nous présenter comme poursuivant un but personnel aurait pour consé- « quence de réunir encore une fois les puissances contre nous et de nous « rejeter dans l'isolement. » Voilà, monsieur, la confiance que la convention du 13 juillet inspirait à M. Guizot lui-même. M. de Bourqueney, lié par ces instructions, s'interdit toute action individuelle. Sélim-Bey, au moment de se rendre en Syrie où il était envoyé, témoigne le désir de savoir si le gouvernement français attache une importance particulière à ce que le gouvernement de la montagne soit rendu à tel ou tel membre de la famille Scheab. « Je « n'accepte pas ces ouvertures, » écrit M. de Bourqueney le 26 mars. Cependant il est juste de reconnaître qu'il montre une certaine décision dans les réclamations relatives aux réparations de la coupole du saint sépulcre : il obtient une satisfaction complète; mais M. Guizot, qui depuis a revendiqué l'honneur de cette solution, lui avait écrit le 23 février pour « le laissér maître » de transiger sur le fond de la question. » (Dépêche de M. de Bourqueney du 15 avril.)

La pensée de confier l'administration de la Syrie à deux chefs distincts fut conçue dans les premiers mois de 1842 : vint-elle de M. de Metternich, comme on l'a prétendu? Il importe peu de connaître son origine. Après de

longues discussions et une résistance obstinée de la Porte, ce projet fut adopté par elle, et M. de Bourqueney en informa le gouvernement. M. Guizot lui répondit le 6 janvier 1843 : « Je ne me dissimule point ce que la mesure « consentie par la Porte offre d'incomplet et de précaire, notamment par « l'exclusion de la famille Scheab du gouvernement de la montagne, contrai- « rement aux droits qu'elle tient du passé, et peut-être aussi contrairement « au vœu des populations. »

Le discours de la couronne, prononcé quelques jours après, contenait le passage suivant : « L'accord des puissances a affermi le repos de l'Orient et « amené en Syrie, pour les populations chrétiennes, le rétablissement d'une « administration conforme à leur vœu. »

La commission reproduisait cette phrase dans son projet et y ajoutait quelques mots qui paraissaient contenir une approbation formelle. C'est à cette occasion qu'un débat assez sérieux s'est engagé. M. David avait revendiqué avec éloquence les droits de la France sur les populations chrétiennes de la Syrie : M. Berryer a proposé de n'emprunter au discours de la couronne que l'annonce de l'affermissement du repos en Orient et de caractériser la nouvelle administration, non comme conforme au vœu des populations, mais seulement comme « plus régulière. » M. le ministre des affaires étrangères est monté trois fois à la tribune pour combattre cette proposition; le rapporteur s'est joint à lui : MM. de Valmy, Vivien et Dufaure ont appuyé l'amendement, et deux épreuves par assis et levé étant déclarées douteuses, 206 voix se sont prononcées contre le ministère, qui n'en a obtenu que 203. On a dit, pour atténuer l'effet de ce vote, qu'il n'avait pas porté sur un dissentiment réel et ne contenait aucune improbation du cabinet. Sans en vouloir exagérer la portée, je ne crains pas de dire que les circonstances même dont on se prévaut pour l'infirmer en ont fait la gravité, car dans l'absence d'un intérêt véritable, des dispositions hostiles au ministère pouvaient seules faire adopter une proposition qu'il avait si énergiquement repoussée. Il est vrai que M. Duchatel a défié deux jours plus tard l'opposition de formuler un blâme contre le cabinet, et que ce défi n'a pas été accepté; mais l'approbation résulte-t-elle du silence, et un ministère peut-il se dire en possession de la majorité parce qu'il n'a pas éprouvé un refus explicite de concours? Il est d'ailleurs des démonstrations extrêmes qui ne doivent pas être prodiguées; un ministère prudent n'aurait pas proposé à la chambre d'y recourir, et l'opposition s'est montrée politique et habile en ne répondant pas à cette provocation.

Je ne prétends pas que l'opposition ait la majorité, mais je nie que le ministère la possède davantage, et son maintien ou sa chute ne me paraît en aucune façon résolu par ce qui s'est passé jusqu'ici.

La question ministérielle est donc entière : comment la chambre doit-elle se prononcer? C'est ce qui préoccupe en ce moment tous les hommes politiques. Il faut, avant tout, que l'incertitude qui règne dans les hautes régions du gouvernement ait promptement un terme : le pouvoir languit et s'affaisse au milieu de ces perpétuelles hésitations, et le premier besoin du pays est qu'une

main puissante imprime à la société un mouvement régulier et lui fasse sentir son influence. Mais ce besoin peut-il être satisfait avec le ministère actuel?

Le cabinet du 29 octobre repose aujourd'hui sur une base étroite et fragile; il n'est pas appuyé sur des fondemens durables, il ne représente qu'une seule opinion, celle du parti qui s'attribue exclusivement le nom de conservateur, et cette opinion lui assure à peine la majorité, si même elle la lui donne encore. C'est à cette cause que se rattachent ses embarras et ses fautes; il ne se sent maître d'aucune question, il se voit condamné à les résoudre toutes, non par les raisons d'utilité publique qui leur sont propres, mais dans des vues de parti, avec la préoccupation exclusive des adhérens que la solution peut donner ou ravir; c'est ainsi que la grande loi des chemins de fer n'a été qu'un expédient, c'est ainsi que le ministère n'a pu ni conclure l'union douanière, ni rassurer les intérêts qu'elle alarmait, et que, dans les soins journaliers de l'administration intérieure et la distribution des emplois, les règles de service et les droits personnels échouent presque en toute occasion devant la raison politique et le besoin d'acquérir des suffrages ou la crainte d'en perdre.

Il est vrai qu'il s'est maintenu plus de deux années, que jusqu'ici la majorité ne lui a point absolument manqué, et qu'en plusieurs occasions elle s'est donnée à lui forte et puissante. Faut-il en conclure, comme le font ses amis, qu'il soit puissant et maître du présent et de l'avenir? Je ne le crois pas, et il me paraît facile d'expliquer tout ensemble sa force passée et sa faiblesse actuelle.

Le cabinet du 29 octobre a été constitué pour une mission déterminée et précise. Le traité du 15 juillet avait fait concevoir la crainte de la guerre; l'opinion était inquiète, agitée, les intérêts matériels en alarme; le cabinet du 29 octobre a été chargé de conjurer toute chance de guerre, de renouer des rapports brisés. Je ne veux ici ni juger le caractère de sa mission, ni censurer sa conduite; je raconte sans exprimer aucune opinion. Cette tâche, quelque jugement qu'on en porte, tant qu'il s'y est voué, les appuis ne lui ont pas manqué. Toutes les fractions de la chambre contenaient certains membres dont les plus vives préoccupations se tournaient vers la paix, et qui soutenaient un cabinet dont elle formait le principe exclusif et le but unique.

En 1841 a été signée la convention du 13 juillet, et la chambre lui a donné, au commencement de la dernière session, son froid et triste contreseing. Ainsi s'est trouvé accompli, chacun sait comment, ce dernier épisode de l'affaire d'Orient. De ce jour, le cabinet du 29 octobre a perdu sa signification; ses auxiliaires accidentels se sont retirés de lui, et son propre corps de bataille ne lui a plus fourni que des troupes fatiguées et mécontentes. Aujourd'hui le cabinet se trouve sous le poids d'une loi générale qui depuis 1830 a reçu de fréquentes applications.

Les ministères préposés à un objet spécial et limité peuvent, si la mission est noble et patriotique, s'illustrer en l'accomplissant; mais rarement leur existence se prolonge au-delà. Leur composition intérieure a été dirigée par

une pensée exclusive, leur politique s'y est subordonnée; ils ont ordinairement dépassé le but, sous l'empire de contradictions irritantes et dans l'entraînement de l'action; le résultat une fois obtenu, ils ne répondent plus ni aux vœux de l'opinion, quelquefois blessée par eux-mêmes, ni aux besoins d'une situation nouvelle : leur conservation serait un contresens et un embarras.

Ainsi le cabinet formé pour traverser le jugement des ministres de Charles X ne survit point à cette redoutable épreuve; celui du 11 octobre lui-même, appelé à rétablir l'ordre, est ébranlé le jour où la force publique a dispersé l'émeute, où les lois ont repris leur empire; le 6 septembre ne s'explique plus dès que la chambre s'est prononcée sur la question d'Espagne, qui lui a donné le jour. Le 15 avril, formé pour rapprocher les partis, fait l'amnistie et se trouve aussitôt gêné dans sa marche.

C'est cette loi qui, depuis un an, a frappé le cabinet de langueur et d'atonie : sa composition, ses principes, ses alliances, ne répondent plus aux conditions du moment; sa base s'est rétrécie au point de ne pouvoir plus le soutenir. Jusqu'ici, son ambition s'était bornée à faire adopter les projets de ses prédécesseurs; on ne citera pas une seule mesure importante qui lui ait donné une valeur propre, indépendante du but originaire de sa formation. Les élections, qui pouvaient prolonger sa durée, si la vie n'eût déjà été tarie en lui, ont fourni une dernière et éclatante preuve de sa faiblesse. Depuis un mois, la tribune lui est ouverte, il a pu exposer un système, produire ses projets; qu'a-t-il fait? Toutes ses propositions de loi reposaient depuis longtemps dans les cartons de ses prédécesseurs; aucun acte, aucune parole n'a révélé en lui une volonté ferme, un plan déterminé de gouvernement. Jamais ministère, à vrai dire, n'a été moins libre : il veut supprimer la ligne des douanes entre la France et la Belgique, et quelques-uns de ses amis réunis dans un salon suffisent pour l'arrêter. Il repousse la révision des traités de 1831 et de 1833, et il accepte l'injonction de négocier pour l'obtenir. Ses appuis politiques l'attaquent dans leurs conversations particulières, et désavouent toute solidarité avec lui. M. Guizot n'est pour eux qu'un homme d'un talent puissant qu'ils emploient au service de leurs idées, sur lequel ils comptent médiocrement, une sorte d'avocat-général politique dont ils paient la parole avec les honneurs du ministère. On le ménage si peu que, dans la réponse au discours du trône, on n'a pas fait difficulté de remercier la couronne de la non-ratification du traité de 1841, qu'il avait signé, et qu'on dénonce ainsi comme un acte mauvais pour le pays. A ces contrariétés M. Guizot répond qu'elles viennent de son parti et se tient pour satisfait, comme si la majorité qui soutient un cabinet avait le droit de l'amoindrir, et que le blâme se convertît en éloge en passant par des mains amies.

Le cabinet du 29 octobre, pour me servir d'une locution familière, me paraît avoir fait son temps et ne plus posséder l'élément vital; peut-être néanmoins parviendra-t-il à prolonger son existence. Sa succession sera onéreuse pour les héritiers qui la recueilleront, et j'en sais qui, pouvant y prétendre,

ne se mettent point sur les rangs. La lassitude des partis peut lui accorder un répit; il veut rester, et il ne sera pas difficile sur les conditions, il l'a déjà prouvé; ses fautes servent les partis extrêmes, et quelques-uns de leurs membres, entraînés par la politique détestable qui cherche le bien dans l'excès du mal, pourront lui donner leur perfide appui : je ne dis donc point qu'il doive tomber sur-le-champ; mais ce que j'affirme, c'est que le reste de son existence s'accomplira au milieu des embarras et des secousses.

C'est pourquoi je pense que son maintien ne répond point au besoin de stabilité dans le gouvernement et d'autorité dans le pouvoir qu'éprouvent tous les amis dévoués de la révolution de juillet et de l'ordre de choses qu'elle a fondé. Je sais que des députés assez nombreux, tout en convenant des inconvéniens attachés au maintien du cabinet, sont cependant frappés de la puissance exercée par M. Guizot à la tribune, qu'ils le considèrent, quant à présent, comme le défenseur nécessaire du gouvernement, et qu'ils désirent, en consolidant le ministère, retenir au pouvoir un homme dont la parole est éloquente et paraît convaincue. L'influence qu'exerce un orateur éminent dans un pays comme le nôtre, qui admire le talent, même quand il en condamne l'emploi, est immense, et je n'entends point la contester. M. Guizot est, en effet, le soutien du ministère, il le relève, il l'a préservé maintes fois de sa chute, il est sa force, j'en conviens; mais j'ajoute qu'il est aussi sa faiblesse, et mon opinion très arrêtée est que sa présence dans le cabinet deviendra la principale cause de sa destruction. M. Guizot a un grand tort, un tort irrémédiable dans un gouvernement libre, où le concours de l'opinion est indispensable au pouvoir : il est impopulaire. Ce n'est pas que je sois un courtisan de la popularité : je sais combien elle vend cher ses capricieuses faveurs, et je plains ceux qui consentent à les payer ce qu'elles coûtent ordinairement; mais aussi je redoute ceux qui affectent pour la popularité un superbe dédain, et qui, désespérant de l'obtenir, se font un titre de l'avoir perdue. Les amis de M. Guizot prétendent qu'il est devenu impopulaire en défendant la cause de l'ordre, en résistant aux factions. Ils le vantent. Je ne veux citer aucun nom propre; cependant les deux chambres renferment plus d'un personnage politique qui a combattu l'anarchie, non-seulement à la tribune comme M. Guizot, mais de sa personne au milieu des périls de l'émeute : en est-il un seul qui ait vu se déclarer contre lui une opposition aussi générale?

Ce n'est pas là l'origine de l'impopularité de M. Guizot. Elle tient à une autre cause. M. Guizot appartient à l'école cosmopolite, qui ne s'émeut point au nom de la patrie. Son génie s'élève au-dessus de ces mesquins attachemens, il plane sur tous les hommes à la fois et ne sait pas s'enfermer dans les étroites limites d'une nation. Les grandeurs de la France n'exaltent point son orgueil; ses revers semblent ne lui causer ni humiliation ni douleur. Nous l'avons vu, en 1840, se charger lui-même d'exécuter l'insolente prophétie de lord Palmerston qu'il avait communiquée à M. Thiers; l'année sui-

vante, il signe le traité d'extension du droit de visite et ne s'aperçoit qu'aux clameurs de l'opinion combien cette concession est inopportune et malhabile; il y a peu de jours, il ne trouvait dans nos époques de gloire et de triomphe que *des jeux du hasard et de la force;* dans la même discussion, il parlait froidement, et comme de chose parfaitement simple en soi, du mauvais vouloir que la France rencontre en Europe et des sacrifices à faire pour qu'elle y soit acceptée. C'est cette disposition générale et constante de l'esprit, j'ai presque dit du cœur, qui livre la personne et le nom de M. Guizot à de si vives agressions.

Tout ministre serait affaibli par les défiances qu'il soulève; ces défiances sont surtout redoutables quand elles s'adressent à un ministre des affaires étrangères. Les dernières discussions l'ont prouvé : le pays entier s'inquiète de la direction donnée à ses relations avec les autres peuples; il néglige presque la politique intérieure, tant les esprits sont attirés ailleurs; tout est désormais sujet à doute et à contestation; la parole du ministre est infirmée, ses négociations n'inspirent point confiance. Le traité du 20 novembre 1841, signé comme il l'a dit dans la seule vue de contrarier lord Palmerston, a prouvé aux chambres la nécessité de leur contrôle permanent sur tous ses actes, et en introduisant, peut-être outre mesure, les pouvoirs parlementaires dans les négociations diplomatiques, a créé des précédens qui pourront priver l'action de la France au dehors d'indépendance et de vigueur. M. Guizot lui-même est obligé de s'avouer les soupçons qu'il soulève; aussi voyez avec quel soin il s'attachait l'autre jour à prouver que l'arrangement de la Syrie était éclos à Vienne et non à Londres. *Je vais rassurer la chambre,* disait-il deux jours auparavant en affirmant que l'Angleterre n'était pour rien dans je ne sais quelle autre négociation. Tout prend, sous son administration, une couleur suspecte; dans ces dernières années, le discours de la couronne s'était borné, à plusieurs reprises, à mentionner, selon l'usage, la reine Isabelle seule, en parlant de l'Espagne, même quand la régence était amie de la France. Cette année, la même expression a soulevé des difficultés. M. Barrot a été amené à proposer d'introduire dans l'adresse non-seulement la reine, mais son gouvernement constitutionnel, et M. Guizot s'est vu contraint d'adhérer à cette proposition. Avec lui, toute concession est impossible; elle sera toujours prise pour complaisance ou timidité, et par les ennemis du gouvernement pour trahison.

M. Guizot est d'ailleurs sujet, depuis le 29 octobre, à de fréquentes absences de mémoire qui le compromettent gravement à la tribune. Ses souvenirs sont confus et inexacts, ses affirmations les plus hautaines souvent contraires à la réalité des faits. J'en citerai quelques exemples. M. Thiers annonce à la chambre les conventions qui depuis ont été signées le 13 juillet 1841; M. Guizot nie leur existence. M. Billaut se plaint des aggravations apportées au droit de visite; M. Guizot affirme que le nouveau traité n'en contient aucune. Le même député demande si l'on peut espérer la modification des traités de 31 et 33; M. Guizot annonce une négociation pendante. Enfin, il se félicite de-

vant la chambre des pairs de trois changemens essentiels consentis par lord Aberdeen dans l'exécution des traités. Eh bien! sur tous ces points, M. Guizot était trahi par les infidélités de sa mémoire. Les conventions alléguées par M. Thiers existaient conformément à son dire; le droit de visite avait été étendu et aggravé; lord Aberdeen s'était prononcé à l'avance et péremptoirement contre toute révision; les anciens traités n'avaient reçu aucune modification, et notamment le nombre des croiseurs anglais n'était pas réduit de moitié, mais d'un sur quarante-neuf. N'est-il pas fâcheux que de telles méprises échappent à un ministre? Elles infirment la gravité de sa parole, et permettent à ses adversaires de révoquer en doute sa véracité, ce qui est une insinuation évidemment calomnieuse.

A mon avis, si la paix peut être compromise, c'est par M. Guizot. Ses amis eux-mêmes le reconnaissent en gémissant. Ne les a-t-on pas entendus affirmer que la question du droit de visite n'avait acquis de l'importance que par les inimitiés conjurées contre lui, et qu'avec tout autre elle aurait passé inaperçue?

A l'intérieur, son désaccord avec l'opinion produit des résultats analogues. Écoutez encore les amis du ministère; ils vous diront que le nom de M. Guizot a fait perdre bien des voix à l'ancienne majorité. Que de candidats n'ont échappé à une défaite qu'en le désavouant! J'en connais qui, par une honorable loyauté, sont allés lui confier leurs anxiétés et le danger qui les menaçait, et je lui dois la justice d'ajouter qu'il les a autorisés et encouragés à se séparer de lui... pendant la lutte électorale.

Dans une telle situation, c'est au parti conservateur de consulter l'intérêt véritable de la cause qu'il défend : lui aussi est intelligent et sensé; qu'il prononce. Je serais presque tenté de faire un appel à M. Guizot lui-même. Le nom de Robert Walpole a été prononcé dans la question du droit de visite; ce n'est pas moi qui l'introduis dans ce débat. Il rappelle un souvenir qui devrait porter avec lui son enseignement. Walpole préféra le pouvoir au succès de ses convictions, et consentit, pour le garder, à des mesures qu'il n'approuvait point. Il ne fit que retarder sa chute. Il est des jours où il faut savoir préférer l'avenir au présent; la petite ambition s'attache aux portefeuilles et tient au pouvoir pour lui-même; la grande ambition ne le considère que comme un moyen et lui demande, non des satisfactions d'un jour, mais l'intérêt du pays et la gloire personnelle.

La chambre est inquiète, partagée, mécontente; elle ne se sent pas dans une situation régulière et normale; il est temps de mettre un terme à ces embarras. Un nouveau ministère, j'en suis convaincu, pourrait aisément composer une majorité considérable. Je connais bon nombre de députés que rallierait sur-le-champ une administration modérée et conciliante à l'intérieur, prudente, mais ferme au dehors. Le moment est propice, mais plus tard de nouveaux partis se formeraient, des arrangemens pourraient se prendre. A une majorité violente, parce qu'elle serait faible, répondrait une opposition ardente

et passionnée, parce qu'elle serait inquiète et aigrie. Les esprits s'enflammeraient, et d'incurables ressentimens sépareraient pour toujours peut-être des hommes qui pourraient s'entendre à l'heure qu'il est.

Puisse l'exemple de la dernière législature n'être point perdu! Abandonnée à elle-même au début, sans principes, sans guides, tiraillée, divisée, déconcertée par les querelles personnelles, elle n'a pu suivre une marche régulière et forte. Appuyant tour à tour les cabinets du 12 mai, du 1er mars et du 29 octobre; guerrière à l'origine, pacifique à la fin; dévouée à l'excès au pacha d'Égypte, puis l'abandonnant aux colères de la coalition; votant des mesures de réforme et les repoussant plus tard; soutenant le cabinet du 29 octobre, tandis qu'elle condamnait le traité du droit de visite et les réductions projetées dans l'effectif naval, elle n'a point exercé sur le pays l'ascendant et la puissance qui doivent être l'apanage des pouvoirs parlementaires. Je désire ardemment que la chambre élue en 1842 s'attache à une politique moins intermittente, et se montre digne du rôle considérable qu'elle est peut-être appelée à jouer en France et en Europe.

La discussion de l'adresse a laissé la question ministérielle indécise, mais une occasion prochaine permettra de la résoudre : nous verrons l'attitude que prendra la chambre, et si votre impartialité vous permet d'accueillir encore des communications qui peut-être ne sont pas en complète harmonie avec vos opinions personnelles, nous reprendrons l'examen de ces graves questions.

UN DÉPUTÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

15 février 1843.

La discussion de l'adresse a eu pour résultat une sorte d'*imbroglio* parlementaire qui agite les partis et met le cabinet dans une position délicate. D'ordinaire, c'est dans les débats sur l'adresse que les partis mesurent leurs forces, que deux systèmes de gouvernement se trouvent aux prises, que la majorité confirme ou rompt son pacte avec le ministère. La question politique une fois vidée, il devient possible aux chambres de se consacrer sérieusement aux affaires du pays et de les discuter pour ce qu'elles sont, sans préoccupations étrangères au sujet de la discussion. Sans doute la question ministérielle est au fond de tout débat parlementaire; épier toutes les occasions de renverser le cabinet, c'est le rôle de l'opposition, c'est son droit. Il n'est pas moins vrai que lorsque la question politique vient d'être débattue comme question spéciale, et que le cabinet, vivement attaqué, a été non moins vivement défendu par une majorité suffisante, une sorte de trève tacite s'établit jusqu'à faits nouveaux entre les deux grandes fractions de la chambre; l'opposition reconnaît que le renversement du cabinet pour le moment est impossible; le ministère, rassuré et fort de l'adhésion des chambres, se préoccupe moins de ses propres affaires et songe davantage aux affaires du pays.

Tel n'a pas été le résultat du débat qui vient de se clore. Au fait, sur la question capitale, il n'y avait ni majorité ni minorité; à quelques voix près, on était unanime. La question ministérielle, loin de se trouver impliquée dans le débat, en a été formellement écartée. Ce n'est donc pas une question vidée, mais une question ajournée; tout le monde le reconnaît, tout le monde le dit. Toutes les interprétations officielles et ingénieuses viennent échouer

contre ce sentiment général. Si on veut appeler le débat sur le droit de visite une bataille, il faut ajouter qu'il n'y a eu que des vaincus ou que des vainqueurs, comme on voudra; les deux propositions sont également vraies. Le ministère a accepté un amendement qu'il aurait voulu pouvoir repousser; les amis du ministère ont accepté des commentaires que certes ils n'auraient pas faits : ses adversaires ont dû se contenter d'un amendement rédigé en quelque sorte par le ministère lui-même. Ou bien on peut dire que le ministère a pu, à l'aide de ses amis, faire avorter la pensée d'un amendement plus explicite et impératif, et que l'opposition a forcé le ministère d'accepter *une situation* qui n'est pour lui qu'un embarras et un péril.

Quoi qu'il en soit, la position n'est bonne pour personne. L'opposition s'est faite bonne fille pour attirer les centres sur un terrain bien glissant pour des conservateurs; si elle s'en tenait là, au lieu d'avoir été habile, elle aurait été dupe; les conservateurs, de leur côté, suivent un ministère qui, sur une question vitale, n'est pas au fond de leur avis; enfin le cabinet n'a pu combattre ouvertement ses ennemis, de crainte de blesser ses amis, et il a dû se résigner à des résolutions que, dans son ame et conscience, il est loin d'approuver.

C'est là une situation précaire, une sorte de mensonge, une réticence convenue et qui ne fait illusion à personne. Les partis eux-mêmes en souffrent, à plus forte raison les individus. Ainsi tout le monde désire, dit-on, arriver le plus tôt possible à quelque chose de net et de décisif. Nous n'en sommes pas surpris; le cabinet doit le désirer plus que tout autre, car c'est le gouvernement qui a essentiellement besoin de force et d'autorité. Ce qu'il n'a pas fait au sujet du droit de visite, il doit chercher à le faire dans une occasion prochaine. Il faut qu'il sache ce qu'il en est du pêle-mêle au milieu duquel il s'est trouvé; il faut que la majorité lui dise si, après tout, c'est en lui qu'elle place sa confiance, si c'est avec lui qu'elle compte parcourir sa carrière. La force et la dignité de l'administration sont à ce prix. Le cabinet se trouve en présence d'une chambre nouvelle qu'il connaît peu, qui ne se connaît pas bien elle-même. Elle n'a émis jusqu'ici que deux votes remarquables : le vote de la régence, donné à la monarchie et que tout ministère aurait également obtenu, et le vote d'une adresse que la chambre a cru rendre d'autant plus efficace qu'elle ne touchait en rien aux ministres.

Bref la chambre nouvelle n'a pas encore abordé la question ministérielle. Il y a cent députés dans la chambre pour qui ces luttes, où se développe tout l'orgueil de l'omnipotence parlementaire, sont encore un jeu inconnu. Et cependant ces nouveaux députés sont, dit-on, les moins impatiens. Timides comme des vierges, ils ont plus de curiosité que d'ardeur. Ils ne comptent pas, eux, autant de mariages que de consuls. Les noces et le divorce leur paraissent également chose sérieuse. Que leurs anciens doivent sourire de tant d'innocence! Ils s'appliquent sans doute à former l'esprit et le cœur de ces nouveaux venus.

Quoi qu'il en soit, les débats politiques vont reprendre leur cours dans l'une et dans l'autre chambre. Demain, le projet de loi sur les fonds secrets sera, dit-on, présenté à la chambre des députés. La question ministérielle sera probablement vidée la semaine prochaine.

Il circule à ce sujet des bruits qui seraient alarmans pour le cabinet s'ils avaient quelque fondement. On dit qu'un certain nombre de conservateurs se détachent définitivement de l'armée ministérielle; que le ministère, s'il ne périt pas par la parole, périra par les boules; qu'on veut à tout prix essayer d'un nouveau mélange, d'une coalition nouvelle. Des bruits de cette nature ne circulent pas sans être accompagnés d'une liste de ministres. Il y en a de trois nuances, peut-être de quatre. Nous ne voulons pas jeter ces noms à la curiosité du public. Qu'il se donne un peu de peine et qu'il devine; un ou deux exceptés, il est facile de les deviner.

Dans la lutte qui se prépare, il est quelques faits qui seront pour le cabinet un embarras et un danger : avant tout, les éloges dont la presse étrangère l'accable. S'ils ne sont pas perfides, ces éloges, accompagnés d'injures pour la chambre et pour le pays, sont pour le cabinet une faveur déplorable. On a été jusqu'à accuser les ministres de se les être procurés. En vérité, nul n'a le droit de leur imputer une conduite si stupide.

La nomination de M. l'amiral Roussin a également aigri quelques esprits. Ce qui nous a surpris plus que la nomination elle-même, c'est l'inopportunité du moment. Un arrondissement de Paris allait procéder à une élection des plus contestées. Des élections de députés allaient également se faire à Châlons, à Beauvais. N'importe : au lieu de prier M. l'amiral Duperré de garder son portefeuille jusqu'à la fin du mois, on s'empresse de jeter à la polémique le nom de M. Roussin, nom sans doute des plus respectables, mais qui n'était pas moins celui d'un défenseur du droit de visite. Pourquoi cet empressement? Dans quel but? Quelle utilité pouvait-on attendre de l'adhésion immédiate de M. l'amiral Roussin au cabinet du 29 octobre? Quelle force y apporte-t-il? Qu'a-t-on voulu? Se donner un air d'indépendance? Interpréter le paragraphe de l'adresse? Le commenter à son tour? Nullement. On a voulu éviter tel ou tel aspirant au ministère de la marine; on n'a pas osé confier ce ministère à un *civil,* et on a prié M. l'amiral Roussin de tirer le cabinet d'embarras. On a dû comprendre après coup que si la nomination de M. Roussin a indisposé une dizaine d'électeurs sur seize cents dans le troisième arrondissement, cela a suffi pour donner partie gagnée à l'opposition.

A ces faits fâcheux le ministère peut aujourd'hui opposer un heureux résultat de ses démarches et de sa persévérance. Le gouvernement espagnol a désavoué l'imputation portée par l'ancien chef politique de Barcelone, M. Gutierrez, contre le consul de France M. de Lesseps. Ce désavœu se trouve formellement exprimé dans la gazette officielle de Madrid, sous la forme d'une lettre du ministre de l'intérieur au ministre de la guerre. Le ministre déclare que l'assertion du chef politique n'était pas exacte, et que les

bruits répandus à ce sujet avaient été entièrement dissipés par l'enquête du capitaine-général. Loin de vouloir atténuer l'importance d'un fait également heureux et également honorable pour les deux pays, nous aimons à féliciter le cabinet d'avoir mis fin d'une manière satisfaisante à un déplorable débat. Laissons à l'esprit de parti le soin de tout louer et de tout blâmer; nous ne voulons être que justes, mais nous le voulons être envers et contre tous.

Quant aux prochains débats, ce que nous voudrions, avant tout, c'est que la discussion se plaçât sur un terrain élevé, là où les systèmes politiques se développent dans tout leur jour, et où les hommes disparaissent devant l'importance des choses et la grandeur des idées. Ce vœu, nous le savons, ne sera pas accompli : il paraîtra même ridicule, un désir de rêveur, de visionnaire. Aujourd'hui les hommes sont tout; les choses ne sont rien. Il s'agit bien de savoir ce que vous êtes, ce que vous pensez, ce que vous voulez; l'important est de savoir quelles sont vos affections, vos haines, quels sont vos amis, vos ennemis, quel mal vous ferez à ceux-ci, quels avantages vous promettez à ceux-là. Les idées sont de trop aujourd'hui : il n'y a de place que pour des passions, et quelles passions! On parvient par les passions; on gouverne avec elles et pour elles; on tombe sous les coups qu'elles vous portent. Que de passions n'a-t-on pas soulevées contre le 1er mars, même après sa mort! On ne lui laissait pas même la paix du tombeau. Aujourd'hui on soulève les passions contre le 29 octobre. C'est la loi du talion. *Patere legem quam fecisti.* Pour nous, qui sommes complètement étrangers à ces querelles, nous ne pouvons que nous affliger en pensant que, quelle que soit l'issue du combat qui se prépare, le pays ne jouira probablement que d'une courte trève. La vanité et les haines se remettront à l'œuvre jusqu'à ce qu'un évènement grave vienne dessiller les yeux du public et lui fasse comprendre que les hommes n'oublient si facilement ses intérêts que parce que, dans sa coupable indulgence, il leur permet de les oublier impunément. Le jour où une dizaine seulement de colléges électoraux feraient bonne justice, le jour où ils demanderaient sérieusement à certains candidats : Qu'avez-vous fait, non pour vous, pas même pour nous, mais pour le pays? ce jour-là nous verrions les plus ardentes colères s'apaiser, les vieilles haines s'amortir; car il n'y a rien de profond, rien d'invincible dans ces dissentimens. L'ordre se rétablira au premier coup de la férule du maître.

En attendant, on a pu juger de l'état des esprits par le spectacle que nous a offert le troisième arrondissement électoral de Paris. Le parti conservateur a-t-il pu persuader à ses candidats de ne pas sacrifier l'intérêt général à leur ambition personnelle, de ne pas diviser les électeurs, de ne pas seconder et fortifier leur entêtement par une double candidature? Un des candidats ne s'est retiré que lorsque le mal était fait, que les amours-propres étaient engagés, que les préventions avaient pu persister plausiblement dans leur obstination. Et alors qu'a-t-on vu? Des conservateurs porter leurs voix au candidat de l'opposition plutôt que de les donner à un de leurs candidats, homme des

plus honorables et des plus capables, mais avec lequel ils ont ou croient avoir je ne sais quel démêlé d'intérêt particulier.

Après les débats politiques arriveront, si toutefois il reste aux chambres un peu de temps, les affaires du pays. Il en est de très graves et de très compliquées. Ainsi, sous une forme ou sous une autre, nous verrons se reproduire l'interminable lutte des intérêts particuliers de telle ou telle industrie, de tels ou tels producteurs, avec l'intérêt général. Les *prohibitifs* avaient tenté de gagner leur procès par une phrase de l'adresse à la chambre des députés et à la chambre des pairs. La tentative a échoué dans l'une et l'autre enceinte. Les ministres ont déclaré dans les deux chambres que les phrases proposées n'avaient d'autre portée que celle d'une recommandation au gouvernement pour que, dans les mesures qu'il pourrait prendre au profit de notre commerce extérieur, il n'oubliât pas les ménagemens qui sont dus aux intérêts existans. C'est avec ce commentaire que les paragraphes ont été votés. Ainsi ils ne préjugent absolument rien. Il n'est pas de publiciste sérieux, pas d'économiste sensé qui veuille conseiller des mesures violentes, qui ne sache et n'enseigne que lorsque des faits considérables se sont établis sous la protection des lois, l'erreur elle-même mérite quelque respect et quelque ménagement. Les secousses, les brusques transitions ne conviennent pas à une administration sage et régulière. Mais il y a loin de là à la sanction et à la perpétuité d'un privilége. Privilége, quoi qu'on dise, est le mot propre. Tous les sophismes viennent échouer contre une observation bien simple. Prohibez un produit étranger, vous paralysez celles des industries françaises dont les produits serviraient à payer le produit étranger. Prohibez les fers, vous enrichirez nos propriétaires de forêts. Aux dépens de qui? De nos producteurs de vin, de soieries, de nouveautés. La question n'est donc pas de savoir si on favorisera le travail national, phrase ambitieuse dont on se sert pour troubler les esprits, mais si on favorisera une certaine production aux dépens de certaines autres productions également nationales. Et comme parmi les productions favorisées, il en est qui sont forcément limitées par la nature des choses, et qui en conséquence n'admettent pas une pleine concurrence même à l'intérieur, la question est de savoir si on assurera, aux dépens de toutes les autres productions nationales et de tous les consommateurs, des profits énormes et permanens à certains producteurs. Le jour viendra où l'on ne sera étonné que d'une chose : c'est que des nations intelligentes aient pu s'aveugler si long-temps et méconnaître des vérités si manifestes. Au surplus, empressons-nous de le dire, de le répéter, notre gouvernement est entré dans la bonne voie; il fait tout ce qu'il peut pour relâcher peu à peu les liens de la prohibition. Aussi notre commerce maritime a-t-il pris un grand essor; il n'est pas ce qu'il pourrait être, mais il est encore moins ce qu'il était. Si l'on avait, il y a quelques années, annoncé comme imminentes toutes les modifications apportées successivement à nos tarifs, on n'aurait pas manqué de prédire la ruine complète du pays. Or,

ces modifications, loin de le ruiner, en ont considérablement augmenté la richesse. Il en sera de même des modifications futures. Nous ne demandons la mort de personne, mais nous voulons avant tout la vie, la prospérité, la grandeur du pays; nous voulons de l'équité non-seulement pour quelques-uns, mais pour tous.

En Espagne, les affaires se présentent sous des couleurs moins sombres. Le fait que nous avons déjà cité, la juste satisfaction que le gouvernement espagnol vient de donner à la France, en est une preuve. Les prochaines élections donnent à penser à tout le monde. Le régent n'a pu se dissimuler la gravité de la situation qu'il s'est faite. Ses amis, ses conseillers, ont peut-être contribué à lui ouvrir les yeux. Il marchait vers un abîme. L'Espagne ne paraît pas disposée à se livrer pieds et poings liés à un soldat qui ne peut pas lui offrir en compensation ce qui séduit et éblouit les nations généreuses, la gloire. Espartero ploie sous l'empire de la nécessité. Il a fait remise aux Barcelonais de ce qu'il leur restait à payer sur la contribution dite de guerre, dont ils avaient été frappés. Soane lui-même s'était effrayé de la résistance, et avait enfin compris que de nos jours, que dans un pays libre, le glaive ne tranche pas toutes les questions. Le gouvernement paraît vouloir préparer sa paix avec le pays. Il a beaucoup à faire pour rentrer dans les voies de la légalité, et pour faire oublier ses écarts. Au surplus, la question espagnole, sous toutes ses faces, est tout entière au fond de l'urne électorale. Il y a eu rarement un acte politique plus important que les élections prochaines en Espagne. Si le parti modéré retrouve son énergie, s'il comprend les besoins, les nécessités du pays, s'il sait, par son désintéressement et son habileté, attirer à lui les hommes honnêtes de tous les partis, tous les amis d'un gouvernement régulier, tous ceux qui sentent que les lois de la monarchie et les emportemens du sabre ne peuvent se concilier sans que la monarchie succombe, il aura bien mérité de l'Espagne, il aura rendu un service au régent lui-même, en préservant l'homme politique des catastrophes que se préparait le soldat irascible et violent.

En Suisse, le directoire fédéral veut à tout prix renouveler la querelle des couvens d'Argovie; il s'efforce de brouiller ce grand canton avec la diète. Sans doute, en ne jugeant l'affaire que par les textes, le directoire a le droit pour lui. Messieurs de Lucerne sont, à ce qu'il paraît, de bons légistes; sont-ils des hommes d'état? Il est permis d'en douter. Qu'arrivera-t-il si le canton d'Argovie résiste? si Berne, Thurgovie, Vaud, Soleure, prennent fait et cause pour lui? si d'un autre côté la circulaire du directoire, immense *factum*, allume la colère des cantons catholiques? Qui ramènera l'ordre au milieu de ce désordre? Quoi que la diète décide, quel bien peut-on espérer? Si la diète se rétracte, elle s'abaisse, et le directoire devient la risée de la Suisse; si elle persiste, comment le directoire s'y prendra-t-il pour mettre à exécution les arrêtés de la diète? En politique, rien de plus facile que de mettre la main à l'œuvre, de commencer quelque chose; il est plus difficile

d'achever. Les hommes d'état doivent toujours se demander : Comment cela finira-t-il dans l'hypothèse la moins favorable? La Suisse a besoin d'être traitée comme un pays gravement malade; elle l'est par ses divisions, par ses luttes intestines, par une déplorable recrudescence de l'esprit local. Si le gouvernement fédéral, au lieu de ménager la situation délicate du pays, y apporte une main rude et cherche à y appliquer des remèdes violens, il attirera sur la Suisse des malheurs qu'il sera le premier à déplorer. Ajoutons un dernier mot. Loin de nous la pensée que la circulaire du directoire ait été une inspiration de l'étranger. Nous aimons à croire qu'elle ne lui est pas venue de Vienne ni de Rome; mais notre conviction sera-t-elle partagée par tout le monde en Suisse? L'esprit de parti ne s'emparera-t-il pas de la mesure pour l'envenimer, et même des hommes modérés ne seront-ils pas tentés de se séparer dans ce cas du vorort, de crainte de seconder les vues de l'étranger? On rappellera des coïncidences accidentelles, mais fâcheuses : la rentrée solennelle du nonce à Lucerne, l'arrivée en Suisse du ministre d'Autriche; on dira que c'est à ce moment que la circulaire a paru. Le gouvernement de Lucerne semble avoir oublié qu'il est le produit d'une contre-révolution. Libre sans doute aux Lucernois de se donner tel gouvernement cantonnal que bon leur semble; mais quand il s'agit de gouverner la Suisse, le conseil d'état de Lucerne ne doit pas oublier que la grande majorité de la confédération se compose d'hommes voués aux principes nouveaux. On peut être contre-révolutionnaire dans les conseils de Lucerne, mais à la condition d'être modéré, raisonnable, prudent dans les conseils de la Suisse; car, encore une fois, la contre-révolution n'a pas pour elle les forces du pays, et nous la croyons incapable de compter sur des forces étrangères au pays.

Un traité vient d'être conclu entre la Russie et l'Angleterre. Les avis se sont partagés sur la question de savoir quels sont les avantages que peuvent s'en promettre les deux états contractans, et quels rapports en résulteront pour eux. Les uns ont vu dans ce traité la preuve frappante d'une liaison de plus en plus intime entre la Russie et l'Angleterre; à les entendre, une profonde pensée politique se cache sous une convention commerciale; la Russie a dérogé à ses principes administratifs pour complaire à l'Angleterre, et la détacher de plus en plus de l'alliance française. D'autres, au contraire, n'ont vu dans la convention qu'un acte fort insignifiant, un pur traité de navigation qui ne change rien au tarif des deux pays, qui ne modifie en rien les conditions essentielles de leur commerce, et qui n'assure pas à l'Angleterre des avantages assez considérables pour influer sur sa politique. Les deux opinions s'écartent également, ce nous semble, de la vérité. Le traité anglo-russe n'est pas un traité de commerce proprement dit, cela est vrai. Il ne modifie pas les tarifs; les importations et les exportations demeurent soumises aux mêmes lois qu'auparavant. Il est donc certain que le traité n'est pas de nature à garantir à l'Angleterre un grand débouché et à lier ainsi les destinées et l'avenir des deux pays. Il y avait un peu d'affectation dans quelques cris de joie qu'on

a poussés en Angleterre. D'un autre côté, il est vrai que le traité est plus qu'un simple traité de navigation. Il est à la fois un traité de navigation et de libre établissement. Le commerce anglais, avec sa hardiesse, son habileté, ses capitaux, s'établira en Russie, et des rapports plus intimes et permanens se formeront entre les deux nations. La Russie aura entre ses mains des gages que de long-temps elle ne donnera pas à l'Angleterre, car la richesse et l'esprit d'entreprise sont loin d'être les mêmes dans les deux pays. Malgré cela, les conséquences politiques qu'on a voulu en déduire nous paraissent exagérées. Les Anglais pourront fréquenter les ports russes et s'établir en Russie, comme ils le peuvent dans d'autres états. Ces intérêts, quelque précieux qu'ils puissent être, ne sont pas de nature à dominer la politique.

Les discussions du parlement anglais ont fait connaître qu'en réalité tout n'est pas dit entre l'Angleterre et les États-Unis au sujet du droit de visite. Quoi qu'il en soit du droit conventionnel pour la répression de la traite des noirs, l'Angleterre n'a pas entendu renoncer à son principe de droit maritime, d'après lequel elle soutient avoir le droit de visiter tout navire en pleine mer, non pour y exercer un droit de perquisition, mais pour s'assurer de la nationalité du pavillon. Les États-Unis, de leur côté, n'ont point renoncé à leur principe, qui est le principe directement contraire, le principe qui établit qu'en pleine mer aucun navire n'a droit de police sur un autre navire, et que celui qui se permet d'aborder un bâtiment, malgré le pavillon dont il se couvre, donne un droit légitime de plainte et agit à ses périls et risques. Le droit conventionnel, quel qu'il soit, bon ou mauvais, opportun ou non, n'a rien de commun avec la grande question de principe que nous venons d'indiquer. Au surplus, le dernier mot n'a pas encore été dit, ce nous semble, sur aucune de ces questions; on ne l'a pas encore dit sur la nature et la portée des traités qui règlent le droit purement conventionnel de visite; on ne l'a pas dit, et il n'est pas, convenons-en, facile de le dire, sur la question qui divise l'Angleterre et les autres puissances maritimes. Il ne se passera pas long temps avant que ces grandes et belles questions se reproduisent aux tribunes des pays constitutionnels.

— Le désir de reproduire quelques traits de nos mœurs actuelles a inspiré à M. Émile Souvestre l'idée d'une série intitulée : *Romans de la vie réelle*. Cette série, ouverte avec succès par *Riche et Pauvre,* vient de s'augmenter d'un roman nouveau. *Le Mât de Cocagne* (1) est l'histoire des tristes concessions par lesquelles un ambitieux achète le pouvoir et la fortune; c'est

(1) 2 vol. in-8°, chez Coquebert, rue Jacob.

aussi le tableau des souffrances de l'homme austère qui n'a jamais su faire fléchir la vertu devant l'intérêt. On retrouve dans le nouveau roman de M. Souvestre une donnée qu'il avait développée dans le premier ouvrage de sa série. La lutte de l'égoïsme et du dévouement, déjà retracée dans *Riche et Pauvre*, se reproduit dans *le Mât de Cocagne* avec des circonstances nouvelles. Le duel n'est plus cette fois entre la fortune et la misère, il est entre l'ambition et le mérite, et c'est l'ambition qui triomphe. Un homme qui a reçu de la nature un cœur généreux, un esprit supérieur, meurt dans l'oubli après une vie misérable; un autre, souple et rampant, fait de la lâcheté une arme à son égoïsme et s'élève au pouvoir. Nous n'analyserons pas l'action qui sert à mettre en relief l'idée principale du *Mât de Cocagne*. Cette action est heureusement conçue et se développe avec intérêt. Nous regrettons seulement que l'auteur n'ait pas introduit dans son œuvre un troisième type qui, entre l'ambition servile et la vertu stoïque, personnifiât les véritables qualités de l'homme d'état. M. Souvestre aurait été ainsi amené à peindre la vie politique sous de moins sombres couleurs; sa conclusion, moins absolue, aurait été plus vraie. Considéré comme peinture de mœurs énergique et attachante, *le Mât de Cocagne* mérite d'ailleurs de sincères éloges, et on doit désirer que M. Souvestre continue cette série d'études sur la vie réelle où il pourra déployer à l'aise ses qualités d'observateur exact et de narrateur émouvant.

— Parmi les créations de l'art du moyen-âge, la danse des morts est peut-être celle où le génie de cette époque a laissé sa plus fidèle empreinte. L'érudition moderne à dû plus d'une fois rechercher les origines de ce fantastique poème, et elle a réussi a éclairer d'assez vives lueurs le problème qu'il offrait à sa curiosité. Après les recherches savantes de M. Peignot, de M. Douce, M. Fortoul a voulu traiter de nouveau un sujet qui, après avoir été étudié à un point de vue purement historique, pouvait être repris avec intérêt au point de vue de l'art. Le petit volume qu'il vient de publier, *Essai sur les Poèmes et les Images de la Danse des Morts* (1), accompagné d'une suite de gravures exécutées d'après Holbein, donne une idée précise des transformations qu'a subies, sous l'influence du développement intellectuel de l'Europe, le thème primitif de la danse macabre. M. Fortoul prouve que ce thème fut emprunté à la France par les artistes du moyen-âge. Il passe en revue les peintures gothiques de la danse des morts exécutées à Bâle, à Berne, à Strasbourg, puis les poèmes inspirés par ces peintures. Il arrive enfin à l'œuvre qui résume tous ces efforts divers de l'art du moyen-âge en les conciliant avec l'esprit de la renaissance. Un libraire de Lyon publia au commencement du XVIe siècle, sous le titre de *Simulacres de la Mort,* un ouvrage

(1) 1 vol. in-18°, chez Jules Labitte, quai Voltaire.

contenant quarante-un sujets gravés sur bois avec un texte explicatif. Un des plus beaux génies de la renaissance, Hans Holbein, avait dessiné les sujets de ces gravures. De même que Dante résumait dans *la Divine Comédie* toutes les légendes des premiers siècles chrétiens, Holbein a recueilli dans son œuvre toutes les sombres fantaisies de l'art gothique. Seulement, docile aux tendances d'une époque sensualiste, il a transporté dans le monde réel, au milieu de toutes les pompes de la vie, la ronde gothique dont les funèbres anneaux se déroulaient avant lui dans le vide. C'est dans nos occupations et nos plaisirs qu'il fait intervenir la solennelle apparition de la mort. La création de Holbein a marqué le terme suprême de cette suite de poèmes bizarres écrits par des mains inconnues sur les murs des cloîtres et des cathédrales. Chez lui la funèbre vision du moyen-âge jette son dernier reflet. Après le peintre de Bâle, on a exécuté quelques danses des morts, mais la gracieuse fantaisie de la renaissance ou la fine raison du XVIIe siècle règne presque seule dans ces créations d'un art nouveau. M Fortoul rend à la France l'honneur d'avoir la première donné à l'Europe du moyen-âge l'idée de la danse macabre, puis d'avoir, au début de la renaissance, confié à Holbein la tâche de rajeunir la donnée des peintres du XIVe siècle en l'adaptant aux exigences d'une époque plus sensuelle et mieux préparée aux fêtes de l'art. L'ouvrage où il développe cette pensée sera lu avec intérêt non-seulement comme un résumé substantiel de recherches curieuses, mais comme une ingénieuse dissertation.

— Il s'exhale des œuvres de ceux qui sont morts jeunes une certaine poésie mélancolique qui dispose à l'indulgence. On ouvre d'abord le livre avec émotion, et, même quand on n'a pas été complètement charmé, on le ferme néanmoins avec regret. Comment être sévère vis-à-vis de promesses ainsi interrompues ? Comment maintenir l'inflexibilité de la critique devant des espérances qui avaient leur éclat, mais qui se sont inopinément abîmées dans une tombe ? Bien des talens réels ont été depuis douze années ainsi tranchés dans leur fleur. Que Farcy teigne de son sang les pavés de juillet, que Dovalle tombe dans une rencontre sous une balle meurtrière, qu'Hégésippe Moreau expire de misère sur un grabat, la Muse est là pour recueillir le legs incomplet et mutilé de leurs chants. Et le cœur aussi a des hommages divers pour leur mémoire; notre admiration court à celui qui s'est fait tuer pour la loi, notre douloureuse sympathie au malheureux qui a péri pour les susceptibilités de l'honneur, notre pitié enfin à l'écrivain chez qui le désordre des passions n'avait pas encore étouffé le talent. Les écrits de Mlle Louise Ozenne, qu'une main amie vient aujourd'hui recueillir, sous le titre de *Mélanges* (1), ne rappelle ni de si poétiques ni de si funèbres souvenirs : la poésie pourtant et la tristesse s'y retrouvent empreintes en bien des pages comme dans la biogra-

(1) 1 vol. in-8°, chez Firmin Didot.

phie même de cette personne distinguée et trop peu connue. Dans une préface chaleureuse, mais qu'on aurait seulement voulu trouver un peu plus simple, et par là plus ressemblante encore au modèle, M. H. Romand a raconté, avec une vive sympathie, qu'il fera partager à tous les lecteurs, cette vie dévouée et obscure que la mort vint interrompre si prématurément. Mlle Ozenne était une jeune fille de Louviers arrivée à Paris il y a une douzaine d'années, et qui, à la suite de malheurs de famille, était devenue l'unique providence, l'unique recours des siens. Destinée à une position plus brillante, à une vie plus facile, Mlle Ozenne accepta la nécessité avec abnégation; elle consacra à l'éducation des autres ses efforts et son talent. Dans cette existence laborieuse, dans cet esclavage d'une vie occupée, du temps se trouvait néanmoins pour les lettres : les relations nombreuses et tout-à-fait distinguées que s'était créées Mlle Ozenne l'induisirent bientôt, comme cela est inévitable dans ce temps-ci, à la publicité des journaux. Elle s'en tira en personne de sens, et on eut d'elle, sous le pseudonyme de Camille Baxton, plus d'une page ferme et élevée. Tandis que les femmes auteurs faisaient dans la presse de mauvais romans, Mlle Ozenne y fit de bonne critique et surtout de bonne critique contre les mauvais romans. Il y avait là au moins le mérite du contraste. Ces jugemens sur la plupart des travaux d'imagination de notre époque sont incomparablement la meilleure partie du recueil qu'on vient de publier. Dans la vue générale de l'histoire de la littérature française qui ouvre le volume, l'auteur, on s'en aperçoit vite, ne possède pas son sujet avec plénitude : c'est une esquisse maigre et très superficielle qu'on eût mieux fait de laisser mourir dans *l'Encyclopédie* où l'auteur l'avait insérée. Il n'en est pas ainsi des morceaux de critique sur les plus célèbres des romans contemporains; ils méritaient d'être recueillis, et ils pourront même servir à l'histoire littéraire de notre temps. On y peut regretter çà et là quelques inexpériences de plume, des vues hasardées ou inexactes, des sympathies risquées, des concessions aux engouemens du jour; en un mot l'arme tremble plus d'une fois aux mains de Clorinde; mais en somme, des idées généreuses, des remarques finies, quelquefois des vues vraiment originales, toujours de l'élévation et de la noblesse dans la pensée, donnent à ces fragmens un caractère particulier et qui mérite l'attention. Ce volume est digne de franchir le cercle de l'amitié qui en fait hommage sur une tombe, car le public peut s'y intéresser avec profit. De toute façon c'est un souvenir qui honorera la mémoire de Mlle Ozenne.

V. DE MARS.

LA FLORIDE.

I. — VOYAGES ANCIENS ET MODERNES.

II. — MÉMOIRE INÉDIT SUR LA FLORIDE DU MILIEU.

I.

Soixante-cinq ans à peine nous séparent du jour où le président du premier congrès américain, John Ancock, après avoir levé les yeux au ciel comme pour le prendre à témoin de la justice de sa cause, signa d'une main ferme la déclaration d'indépendance des colonies anglaises. Ses collègues suivirent cet exemple; trois millions d'hommes se séparaient à jamais de la mère-patrie et prenaient rang parmi les peuples. Disséminés sur le sol de treize provinces dont chacune, en s'unissant aux autres, conservait son individualité, ils voulurent consacrer le souvenir de cette origine. Treize étoiles brillèrent sur l'azur du drapeau arboré par la nation nouvelle. Mais la constellation qui se levait en Amérique ne devait pas s'arrêter à ce nombre; aujourd'hui il est plus que doublé, et la population, croissant avec une rapidité sans exemple, a atteint le chiffre de dix-huit millions.

Maîtres de la vaste contrée qui s'étend de la Floride au Canada,

et que bornent d'un côté la mer Atlantique, de l'autre une triple chaîne de montagnes, les fils émancipés de l'Angleterre ne se contentèrent pas long-temps de ce riche patrimoine. A l'ouest de ces possessions existait un pays immense, connu seulement de quelques chasseurs. Des fleuves larges comme des lacs y serpentaient à travers des forêts sans fin, des prairies sans bornes. Le Caraïbe, libre comme au temps de ses pères, poursuivait dans ces plaines encore inexplorées les troupeaux de daims et de buffles. Mais les *pionniers* arrivent, la carabine sur l'épaule, la pioche et la hache à la main. Ils franchissent les montagnes, passent les fleuves, et devant eux les forêts tombent, les prairies se couvrent de culture. En vain les guerriers rouges font trève à leurs vieilles querelles et se liguent contre l'ennemi commun qui s'empare de leur terrain de chasse : le souffle tout-puissant de la civilisation les disperse et refoule leurs tristes débris aux deux extrémités du nouvel empire, au midi dans les déserts de l'Arkansas, au nord dans les savanes glacées de l'Ouisconsins. Point de paix, point de trève à cette invasion : à peine un flot de pionniers s'est-il fait sa part de terre qu'un flot nouveau arrive, le pousse en avant ou passe par-dessus. Et comme si l'Union américaine ne pouvait suffire à cette prise de possession, voilà que des milliers de colons partent de la lisière des Vosges, des vallées de la forêt Noire, des rivages de l'Irlande, et viennent se mêler aux émigrans de la Nouvelle-Angleterre. Tous ils vont en avant comme poussés par une main invisible, surmontant un à un les obstacles, laissant derrière eux de nouveaux états, et ajoutant chaque année une étoile de plus à la bannière des États-Unis.

Tandis que les pionniers sont à l'œuvre et domptent la nature et les tribus indiennes, les hommes placés à la tête de la jeune république travaillent avec le même bonheur à son agrandissement. Les armes et la politique les servent tour à tour contre les nations européennes. Au nord, la Grande-Bretagne est forcée de céder sur la question des limites. Au midi, la Floride et la Louisiane, ces deux riches fleurons des couronnes d'Espagne et de France, ne font que passer par les mains de l'Angleterre pour aller se fondre dans l'Union. Bientôt viendra le tour du Texas, cet état libre d'hier; bientôt le golfe creusé comme une immense rade entre les deux Amériques ne sera plus qu'un lac anglo-américain. A ce peuple d'industriels et de commerçans, séparé de ses comptoirs de la mer Pacifique par trois cents lieues de déserts, il faut l'empire du Mexique, et les robustes milices des États-Unis n'auront pas de peine à soumettre les descen-

dans dégénérés des vainqueurs de Montésume. Encore quelques années, et les deux Océans salueront à la fois le drapeau de l'Union flottant sur les Andes de Panama comme pour appeler les navires des deux mondes.

Les États-Unis n'ont donc, pour ainsi dire, d'autres limites au midi que celles de l'Amérique septentrionale. Au nord, les possessions anglaises élèvent une barrière qu'ils n'ont pas encore essayé de franchir. En sera-t-il toujours de même? Quand la population anglo-américaine sera près de remplir l'immense territoire qui la sépare de l'Océan Pacifique, quand elle commencera à se sentir pressée entre le golfe du Mexique et le Canada, la domination de l'Angleterre devra forcément disparaître de ce continent. Pour cette nouvelle conquête, les États-Unis n'auront même pas besoin de tirer l'épée. L'exemple qu'ils ont donné est de ceux qui ne s'oublient pas : le Canada grandit chaque jour, et le moment approche où, secouant de lui-même le joug de la métropole, il ira faire cause commune avec eux. La rivalité des races anglaise et française retardera sans doute cette révolution, mais elle est trop dans la force des choses pour être ajournée à jamais; l'émancipation du Canada n'est qu'une question de temps. Ainsi l'Amérique du Nord tout entière s'appellera un jour États-Unis. La moitié d'un continent, le huitième environ de la surface habitable du globe, ne formera qu'une seule nation.

Mais en reculant leurs limites du pôle à l'équateur, de l'Atlantique à la mer Pacifique, les États-Unis doivent se morceler. Pas plus dans l'ordre politique que dans le monde physique les géans ne sont des êtres normaux; ils ne se perpétuent pas. L'empire romain, ce colosse des temps passés, égalait à peine en étendue le tiers de l'Amérique septentrionale. Chez lui, une organisation puissante, un centre d'action d'où partait en tout sens une impulsion commune et où tout revenait, semblaient garantir une existence éternelle; l'empire romain s'est pourtant partagé. Aucune de ces conditions de durée ne se trouve dans l'Union américaine, agglomération fortuite d'états qui n'ont guère de commun que la langue, mais dont les mœurs, les lois, les intérêts, diffèrent autant que ceux des peuples les plus éloignés. Réunis par le même besoin d'indépendance, par la nécessité de s'entr'aider pour atteindre ce but, s'ils ont pu croire un moment à une fusion complète, cette illusion doit s'être déjà dissipée, même aux yeux les moins clairvoyans. La doctrine du gouvernement individuel, *self-government*, est une base bien fragile pour asseoir un grand empire : aussi voyez ce qui se passe. Le congrès vote une loi

de douanes qui blesse les intérêts d'un état du sud; celui-ci nomme aussitôt une convention, déclare la loi non avenue, arme sa milice, et force le général Jackson, ce président aux habitudes si despotiques, à céder sans même combattre. Au nord, l'état de l'Ohio se trouve trop à l'étroit dans les limites fixées par le gouvernement central; c'est aux armes qu'il en appelle. Il déclare la guerre à son voisin, l'état du Michigan, et le congrès, revenant sur sa décision première, se voit contraint de sacrifier celui-ci. Des citoyens de New-York voyagent en Virginie; un comité de vigilance, sans autre autorité que celle qu'il s'est attribuée, croit reconnaître en eux des apôtres de la liberté des noirs; il leur applique la loi de *Lynch*, les pend, les brûle à petit feu, leur fait subir des tourmens dignes du poteau des Caraïbes, ou tout au moins les roule dans du goudron, puis les couvre de plumes et les expose aux insultes d'une populace ameutée. Un des plus riches négocians de New-York signale dans une brochure les abus et les dangers de l'esclavage; les planteurs de la Louisiane répondent en mettant sa tête à prix. Devant ces actes de rébellion, devant ces attentats qu'encouragent des populations entières, les autorités locales, le gouvernement central, gardent également le silence. — Nous ne voulons pas, disent-ils, compromettre l'Union.— Comme si après de tels actes l'Union existait encore!

On peut bien, pour sauver quelque temps les apparences, fermer les yeux et laisser faire. En attendant, d'autres germes de dissolution se développent à l'ouest. Les états fondés par les émigrans n'ont pas cette tradition d'une origine commune, la seule qui rattache entre eux les états du sud et du nord. Ici, d'ailleurs, la population, composée en partie de Suisses, d'Allemands, d'Irlandais, présente déjà ses caractères propres. Plus elle s'étendra dans l'intérieur des terres, plus elle s'individualisera. Du croisement de ces divers peuples, du mélange de leurs langues naîtra une race distincte parlant un dialecte particulier. Dès-lors les derniers liens qui unissent encore ces jeunes états à leurs frères aînés se trouveront usés et tomberont d'eux-mêmes. Les intérêts matériels, cette loi suprême des Anglo-Américains, aideront à la séparation. Dans l'ouest, une terre prodigue n'attend que des cultivateurs et des industriels pour livrer toute sorte de richesses. Le Mississipi et ses affluens ouvrent mille voies de communication entre leurs riches vallées et le golfe du Mexique. Les Américains de l'ouest iront-ils franchir les Alleganis pour gagner les ports de la Pensylvanie ou de la Nouvelle-Angleterre? Non, ils resteront chez eux, et à côté des états du littoral ils

fonderont une puissance continentale. Plus tard, leurs descendans franchiront, peupleront les déserts, encore inexplorés, qui s'étendent jusqu'à la mer Pacifique. Peut-être de nouveaux centres s'organiseront-ils sur leurs pas. A coup sûr, lorsque les populations futures toucheront à la mer après avoir franchi les Montagnes Rocheuses, les rives occidentales de l'Amérique verront s'élever un empire qui ne conservera plus qu'un souvenir bien vague de ses ancêtres de la côte orientale.

En Europe, la barbarie et la guerre ont été le point de départ de l'organisation sociale. Dans l'Amérique septentrionale, les peuples se forment sous les auspices de la civilisation et de la fraternité. Partie des deux limites extrêmes, l'humanité dans les deux mondes semble néanmoins tendre vers un terme moyen semblable. Les notes et les protocoles diplomatiques commencent à remplacer chez nous les grandes batailles où nos pères prodiguaient leur sang. L'influence, tous les jours plus réelle, que prennent nos congrès européens rappelle sous bien des rapports l'autorité si contestée du gouvernement central de l'Union. Les expéditions à frais communs entreprises pour assurer l'indépendance de la Grèce, pour enlever la Syrie au pacha d'Égypte, semblent préparer de futures associations pour l'accomplissement de grandes œuvres d'utilité générale. Sans doute, nous sommes encore loin de la paix universelle; sans doute, cette harmonie naissante n'a pas des racines aussi profondes que quelques hommes d'état feignent de le croire. Le moindre incident peut la troubler et rallumer le feu mal éteint de la guerre. Le traité du 15 juillet n'a pas soulevé chez nous plus de ressentimens que la loi des douanes dans la Caroline et les autres états du sud; déjà le congrès américain s'est vu forcé d'appuyer ses décisions par la force des baïonnettes. A mesure que les provinces se multiplieront, leurs intérêts, devenus plus distincts, les isoleront davantage, et le jour n'est pas loin peut-être où ces *états frères* ne seront plus que des *peuples alliés*. Alors il n'y aura plus de différences entre leurs relations réciproques et celles qui régissent les Européens.

Trois grandes nations, diverses de mœurs, de caractère et d'institutions, existent déjà sous ce vieux nom de république, qui couvre et prétend relier en un seul faisceau l'ensemble des États-Unis. Deux appartiennent aux provinces peuplées directement par la métropole avant la déclaration de l'indépendance. Elles occupent le littoral endeçà des Alleganis. M. Michel Chevalier a très bien caractérisé ces deux branches, qui, sorties d'un même tronc, n'ont plus aujourd'hui

d'autre point de contact que le souvenir de leur origine. Au nord habite le Yankee, au midi le Virginien. Le premier, laborieux, entreprenant, poussant jusqu'à la fièvre l'activité qu'il cache sous un extérieur froid et taciturne, ne recule devant aucune fatigue, devant aucun obstacle, pourvu qu'il aperçoive au-delà quelque intérêt de commerce ou d'industrie, n'hésite jamais à faire dans ce double but les tentatives les plus folles en apparence, semble puiser des forces nouvelles jusque dans l'insuccès, et par sa persévérance qui dégénère en entêtement, par sa confiance qu'on pourrait taxer de témérité, réalise ces prodiges que l'Europe vient étudier avec étonnement. Le second, vif, spirituel, mais paresseux par caractère et par préjugé, abandonne à ses esclaves le travail qu'il méprise. Celui-là, religieux et moral dans sa vie privée, appartient d'ordinaire à quelques branches du presbytérianisme; celui-ci, plus que relâché dans ses mœurs, professe la religion épiscopale. L'Yankee descend des sectaires qui, persécutés par la mère-patrie, vinrent chercher la liberté de conscience dans les forêts du Nouveau-Monde et ne durent leur existence qu'à un travail opiniâtre et incessant : il a reçu de ses ancêtres des principes démocratiques qu'il conserve dans toute leur pureté. Le Virginien est l'héritier de ces favoris de la couronne qui reçurent à titre d'apanage de vastes concessions, et les exploitèrent, grace à leur fortune, sans sortir de l'oisiveté : aussi, tout en lui rappelle les habitudes, les instincts de l'aristocratie. Il montre encore avec plaisir ses anciennes armoiries et remplace par la qualification de colonel ou de général les titres nobiliaires prohibés par la république. Les habitans du nord doublent le produit de leurs terres par le commerce et l'industrie; dans le sud, ce sont eux encore qui tiennent entre leurs mains ces deux sources de richesses. Le Virginien leur livre la matière première qu'il recueille dans ses plantations, mais ce sont les négocians yankee qui la travaillent et la répandent dans le monde entier.

A côté de ces deux variétés de la race anglaise, derrière les Alleganis et au nord des monts Cherokees s'élève et grandit chaque jour une population qui tend à prendre de plus en plus d'importance aux États-Unis. Les hommes de l'ouest sont les Anglo-Américains pur sang, car seuls ils ont rompu avec toutes les traditions européennes dont les habitans du littoral conservent encore quelques traces. Chez ces derniers, la centralisation gouvernementale trouve de nombreux et énergiques adversaires, soutiens zélés des droits des états, mais au moins ils ont conservé avec l'amour de leur province le respect

des lois qu'ils ont eux-mêmes établies. Dans l'ouest, la doctrine du *self-government* s'applique non-seulement à la chose publique, mais encore aux individus. On reconnaît ici les dignes fils de ces aventuriers qui ne trouvaient que des entraves dans les lois protectrices de la société et cherchaient au milieu des bois une indépendance farouche. Sans cesse en lutte avec les élémens, avec les bêtes féroces, avec les sauvages, habitués à ne compter que sur eux-mêmes et ne trouvant de secours que dans la force physique, les habitans des nouveaux états ont perdu peu à peu le respect des institutions et jusqu'au sentiment religieux, si prononcé chez leurs pères. Dans les bois, deux chasseurs qui se rencontrent s'abordent le doigt sur la détente de leurs carabines. Au milieu des villes, c'est encore à cette arme qu'ils en appellent pour vider le moindre différend. Pendant une session de la législature, un général de la milice du Tennessee entre en discussion avec un journaliste de Nashville : le lendemain il le rencontre, et, sans plus de provocations, lui tire un coup de fusil à bout portant. La justice évoqua l'affaire; mais le général était riche : il déposa quelques sacs de dollars comme caution et continua à siéger dans l'assemblée législative. Plus tard il en fut quitte pour une légère amende. Ce fait caractérise parfaitement le peuple dont nous parlons. L'Anglo-Américain de l'ouest ne respecte au monde que deux choses : les dollars et la carabine.

De cette population de l'ouest dépend surtout l'avenir des États-Unis. C'est elle qui, grace à l'esprit entreprenant, à l'inflexible ténacité qu'elle tient des Yankee, à l'énergie indomptable qu'elle puise dans son genre de vie, avance chaque jour en suivant le cours du soleil, abattant les forêts, franchissant les montagnes, domptant les fleuves les plus rapides, et transformant en riches provinces, en nouveaux états, les vastes solitudes de l'Amérique septentrionale. Pour fruit de ses labeurs, elle conquiert un monde. Un jour, des monts Alleganis à l'Océan-Pacifique, la terre appartiendra tout entière aux descendans de ces infatigables pionniers. On dirait qu'ils ont conscience de la grandeur de leurs destinées. L'Anglo-Américain de l'ouest méprise tout ce qui n'est pas né sur le sol des États-Unis; il commence à dédaigner ses concitoyens des bords de l'Atlantique. Bientôt, s'il n'obtient pas dans le congrès la prépondérance qu'il croit lui être due, il revendiquera jusque dans les formes cette indépendance absolue dont il jouit déjà de fait.

Tous les peuples ont eu leur temps de barbarie et de moyen-âge, périodes de grandes guerres et de combats particuliers où les élé-

mens divers de la société se heurtent pêle-mêle comme cherchant à se coordonner, à préparer l'édifice futur. Les États-Unis subissent la loi commune. Enfantés pour ainsi dire de toutes pièces par les nations les plus civilisées, ils conservent encore, il est vrai, dans quelques villes du littoral, des traces de cette origine. En revanche, la barbarie règne seule aux frontières occidentales, parmi ces populations nomades qui marchent à l'avant-garde. En négligeant ces deux extrêmes, nous pourrons dire que l'Union tout entière est en plein moyen-âge. Ici sans doute cette phase de l'existence des peuples diffère, sous bien des rapports, de ce que nous voyons dans les siècles passés. L'humanité ne se répète jamais, et les circonstances exceptionnelles qui ont donné naissance aux États-Unis doivent imprimer à leur développement un caractère tout spécial. Au XIIe siècle, dans notre Europe déjà si peuplée, on se battait hommes contre hommes pour s'enlever quelques vassaux, quelques tours féodales. Jetés sur un sol qu'ils ne sauraient occuper en entier, les Américains de nos jours n'ont aucune raison pour guerroyer entre eux; ils se liguent pour vaincre un ennemi commun, — la nature. Contre ce rude adversaire, ils emploient la surabondance de force physique que nos pères usaient à porter et à parer leurs grands coups de lance.

Là est le secret de cette activité fiévreuse qui semble dévorer l'Anglo-Américain, qui le pousse en enfant perdu dans les entreprises les plus insensées. Dans cette lutte, il n'a que faire de cottes de mailles de Milan, d'épées de Tolède, de béliers, de tours mobiles, de ces mille engins inventés par nos chevaliers pour attaquer et pour défendre leurs inaccessibles donjons. Le fer et le feu lui ouvrent les forêts et les prairies; à ces armes de tous les temps il ajoute celles que lui fournit la science moderne, la carabine contre les sauvages et les bêtes féroces, la mécanique et la vapeur contre l'immensité des distances. Les moyens diffèrent comme l'ennemi qu'il faut combattre; mais, en Amérique comme en Europe, au XIXe comme au XIIe siècle, même acharnement à la guerre, même mépris pour la vie des individus, même orgueil dans le triomphe, même dédain pour quiconque se tient en dehors de la lutte. Dans les deux époques, la force brutale est la plus nécessaire; aussi elle domine et écrase l'intelligence. Si l'esprit des Américains travaille bien plus que celui de nos anciens preux, c'est uniquement pour concourir à l'accomplissement de l'œuvre actuelle. L'Yankee est industriel, parce que l'industrie seule peut terrasser l'ennemi qui

le défie sans cesse; il est commerçant, parce que le commerce est nécessaire à l'industrie. Dans cette double sphère d'activité, il enfantera des merveilles, mais ne lui demandez rien au-delà.

Cependant arrive pour les peuples le jour de la renaissance. Fatiguée de ses divisions sanglantes, l'Europe voulut compléter et raffermir ses institutions au sein de la paix; elle abandonna le fracas des batailles pour l'étude paisible des sciences et des beaux-arts. Les principes d'hiérarchie et d'autorité consacrés par le catholicisme et par la féodalité elle-même étaient autant de germes d'organisation qui se développèrent rapidement. La Grèce et Rome avaient conservé quelques restes des traditions de l'intelligence; l'Europe les recueillit avidement. L'Espagne mauresque, détruite par le fer des descendans de Pélage, lui légua les trésors de la science ancienne accrus par ses propres travaux. Puisant à toutes ces sources à la fois, l'Europe s'élança dans sa nouvelle carrière et y marcha à pas de géant. Lorsque l'Amérique du Nord en sera venue au même point, lorsque de l'un à l'autre Océan, du pôle à l'isthme de Panama, l'homme régnera sur la nature vaincue, trouvera-t-il sous sa main les mêmes élémens de régénération politique et intellectuelle? L'individualisme enfante d'intrépides pionniers; il est peu propre à servir de base à un ordre social quelconque. La lutte contre la matière entraîne à ne compter pour quelque chose que les intérêts matériels, assez rarement d'accord avec la culture des arts et de la science pure. Ces traits de caractère, déjà si fortement empreints chez les Anglo-Américains, se prononceront chaque jour davantage. Mais aux deux extrémités du continent qui nous occupe, des idées d'un ordre bien différent ont des représentans qui monteront à leur tour sur la scène quand l'heure sonnera, et joueront à coup sûr un grand rôle dans cette œuvre de l'avenir. Au midi, les petits-fils assoupis de Cortez et de ses compagnons s'éveilleront au contact de la civilisation anglo-américaine, et mêleront à ses théories exagérées de liberté le principe de l'autorité, à son caractère égoïste et positif leur esprit chevaleresque et poétique. Au nord, les idées d'hiérarchie sociale et toutes celles qui sont du ressort de l'intelligence trouveront de fervens apôtres dans la population française du Canada.

Les auteurs qui ont écrit sur les États-Unis ont trop négligé de rechercher les traces que notre domination a laissées dans le nord de l'Union. Le nom de la France est encore respecté sur les rives glacées des lacs de la frontière. La tradition y conserve le souvenir de ces guerres héroïques où une poignée de braves oubliés par la

mère-patrie défiaient à la fois la puissance anglaise, le courage féroce des Indiens, les obstacles que leur opposait une nature sauvage. On y répète de ces noms improvisés sur le champ de bataille et qui figureraient dignement à côté de ceux des Pyramides, du Mont-Thabor, de Masagran. Notre langue se parle dans ce coin du monde séparé de nous par quinze cents lieues de mer; elle est familière à la plupart des tribus sauvages, et M. de Castelnau (1) l'a trouvée seule en usage dans l'île sacrée de Michilimakimac, à l'extrémité du lac Huron. Ces vestiges de notre passage sont certainement peu de chose; ils n'en méritent pas moins d'être signalés. Seuls ils servent de point de contact entre les Anglais des États-Unis et les Français du Canada. Or, si le monde de la matière appartient aux premiers, nul ne peut nous disputer l'empire de ces idées qui pénètrent jusqu'au fond des masses et enfantent des révolutions. Peut-être est-ce sur ces rives sauvages que commencera la fusion des deux peuples et que se formera une nation nouvelle, forte de corps et d'esprit, digne en un mot de régner sur la moitié d'un continent.

Deux publicistes français, MM. Michel Chevalier et de Tocqueville, ont visité l'Amérique septentrionale. Tous deux, dans le présent, ont cherché à prévoir l'avenir de ces contrées; ni l'un ni l'autre ne se sont en rien préoccupés du Canada. M. de Castelnau, dans ses *Souvenirs de l'Amérique du Nord,* lui consacre un chapitre intéressant, mais trop court. Pourtant, à défaut d'autre intérêt, la curiosité seule eût dû engager ces voyageurs à étudier cette colonie, qu'on retrouve au XIXe siècle telle que l'avait établie le XVIIe. Dans cette Amérique où se sont succédé les principaux peuples d'Europe et où chaque nouveau conquérant effaçait en quelques années le type de la nation qu'il remplaçait, n'est-ce pas un véritable phénomène que cette race canadienne, toujours française, résistant à la fois au flot anglais qui l'envahit par le nord, au débordement des Yankee qui la presse du côté du sud, et conservant comme un dépôt sacré le langage, les mœurs, les institutions qu'elle reçut de la mère-patrie? Pour le Canadien, la séparation d'avec la France est un fait qu'il subit sans l'accepter : aussi voit-il avec dédain, presque avec haine, tout ce qui n'est pas d'origine française, et se défend-il de savoir l'anglais comme d'une mauvaise action, et cela, au plus haut comme au plus bas degré de l'échelle sociale. Jamais Anglais, quel que soit

(1) *Vues et Souvenirs de l'Amérique du Nord;* Paris, 1842.

son rang, ne pénètre dans les réunions de cette brillante aristocratie qui conserve les traditions de Louis XIV. Entrez dans un magasin, demandez un objet quelconque en vous servant d'une autre langue que le français : « Je ne vous comprends pas, monsieur; » telle sera la réponse que vous obtiendrez presque toujours. Au contraire, faites-vous reconnaître pour *Français de France,* soudain toutes les portes s'ouvrent, et le marchand vous offre lui-même des réductions de prix que vous n'auriez pas osé proposer.

Cette religion du souvenir, si pure dans son origine, a bien ses inconvéniens. Pour mieux défendre sa nationalité, le Canadien repousse un changement quelconque; il est par conséquent stationnaire par principes et fort peu ami du progrès. Gai, brave, insouciant, toujours prêt à tirer l'épée, il a conservé intact le caractère de ses ancêtres, il est resté en tout le Français de Louis XIV. Il y aurait là de précieuses études pour ceux de nos romanciers qui cherchent à ressusciter le grand siècle dans leurs écrits. Au Canada, ils retrouveraient la haute noblesse dont les gentilshommes de la régence n'étaient que des descendans abâtardis. Les seigneurs avec leurs vassaux, le clergé et sa dîme, les couvens et leurs scènes de violence ou de désespoir, tout ce que nos anciennes institutions avaient de pittoresque et d'abusif passerait vivant sous leurs yeux. Ce sont, il faut en convenir, de singuliers anachronismes; mais pourrions-nous élever une voix sévère contre ces hommes qui, livrés à l'étranger par leur patrie, n'en parlent pourtant qu'avec amour, ne la nomment jamais que *la belle France?*

Le clergé seul fait exception à cette règle générale. Les intérêts de ce monde, bien plus que ceux du ciel, l'ont détaché de ses compatriotes et entièrement rallié à la politique anglaise. Il ne l'a que trop bien prouvé lors de la dernière tentative faite par les Canadiens pour conquérir leur liberté. En se soulevant contre l'Angleterre, ils devaient naturellement compter sur l'appui des réfugiés irlandais, qui forment plus du tiers de la population non française. Il n'en a rien été. A la voix des prêtres catholiques, les enfans d'Erin ont pris les armes, non point contre les Anglais hérétiques, dont la politique impitoyable les avait chassés de leur terre natale, mais contre leurs coreligionnaires, contre ces Canadiens qui les appelaient dans leurs rangs en leur offrant une nouvelle patrie. Aussi, après des prodiges de bravoure, il a fallu céder à la force et courber de nouveau la tête sous le joug qu'on avait cru briser. Une seule chance restait aux Canadiens. Seuls, ils ne peuvent rien contre l'empire britannique :

l'appui des Etats-Unis leur assurerait la victoire. Un moment ils ont pu croire que les graves sujets de mésintelligence qui régnaient entre les deux gouvernemens amèneraient une guerre et faciliteraient leur émancipation. Le traité récemment conclu a dû leur enlever cette dernière espérance. Mais la fortune a ses reviremens soudains : nos frères du Canada doivent se tenir prêts. Et si jamais la lutte recommence, puisse le sort des armes leur être favorable! Puissent-ils, à côté des états qui représentent l'Angleterre au-delà des mers, constituer une France américaine!

II.

Dans la civilisation future de l'Amérique septentrionale, les États-Unis apporteront l'élément industriel et commercial : l'élément intellectuel viendra surtout du Canada. Ce dernier trouvera promptement des auxiliaires au sud de l'Union. La race virginienne, par son oisiveté même, se trouve placée dans les circonstances les plus favorables à la culture de l'esprit. Elle aussi s'étend et gagne du terrain. Lorsque ses fils s'éloignent dans la direction du nord-ouest, et pénètrent dans le Tennessee, dans le Kentucky, ils se mêlent aux descendans des Yankee, et, contraints de mener le même genre de vie, ils perdent leurs traits les plus caractéristiques. En revanche, le type virginien se prononce de plus en plus à mesure que la population s'étend vers le sud. C'est là sa véritable patrie. Si nos prévisions sont justes, si les Français du nord et les Anglo-Américains du sud doivent un jour se donner la main pour une œuvre commune, il y a un intérêt bien grand à suivre dans leur développement les états directement peuplés par ces derniers.

A ce titre, la Floride surtout mérite toute notre attention. Naguère entièrement occupée par les tribus sauvages, cette province n'est réellement ouverte aux Européens que depuis un petit nombre d'années. Jetée à l'extrémité de l'Union, entièrement entourée par la mer ou par les populations virginiennes de la Georgie et de l'Alabama, elle ne se peuple, pour ainsi dire, que du trop plein de ces deux états. Privée de ces grands fleuves qui pénètrent jusqu'au cœur des continens, et, par la facilité des communications, amènent le mélange des populations riveraines, elle ne peut que donner naissance à une race pure, destinée sans doute à jouer en Amérique le rôle qu'ont rempli en Europe les peuples méridionaux. La Floride offre des rapports

frappans avec l'Italie : il n'y manque, pour compléter la ressemblance, que des montagnes et un volcan. Toutes deux forment une presqu'île à l'extrémité du continent dont elles font partie, et l'île de Cuba semble placée là tout exprès pour représenter la Sicile. Toutes deux sont baignées par un grand golfe et une grande mer dont la brise tempère les ardeurs du soleil : l'une et l'autre ont des marais pestilentiels et des côtes salubres, des lacs nombreux et rians, des fleuves qui prennent naissance sur leur territoire et arrosent des plaines également fertiles. La destinée de ces deux péninsules serait-elle la même, et la Floride réveillera-t-elle un jour en Amérique le goût des beaux arts, si complètement étouffé aujourd'hui par les préoccupations industrielles et commerciales?

La Floride est une des parties de l'Amérique les plus anciennement connues. Sa découverte a suivi de bien près celle du Nouveau-Monde et précédé celle du Mexique. Cependant les désastres qui suivirent les premières tentatives d'exploration, les difficultés sans nombre qui se multiplièrent sous les pas des malheureux colons dispersés sur ses côtes, rebutèrent long-temps les Européens. Quelques trafiquans, quelques hardis aventuriers osèrent seuls se hasarder au milieu de ses marais et de ses forêts vierges pour acheter aux Indiens ces pelleteries si recherchées par le luxe de nos grandes villes. En 1773, un naturaliste anglais, William Bartram, la visita le premier avec soin. Véritable pionnier de la science, il ne craignit pas de s'aventurer au milieu des contrées les moins explorées et de remonter seul, dans un canot, plusieurs de ses grandes rivières. Le récit de ses voyages est encore aujourd'hui l'ouvrage le plus complet que nous ayons sur la Floride. Depuis cette époque, les relations de commerce avec les Indiens devinrent plus fréquentes, quelques voyageurs marchèrent sur les traces des marchands et publièrent le résultat de leurs observations. Lorsque cette province passa sous le pouvoir des États-Unis, les armes de l'Union pénétrèrent bien avant dans l'intérieur du pays. Enfin, M. de Castelnau vient de passer une année entière dans une de ses divisions dont le nom même était à peine connu en Europe. Son *Mémoire sur la Floride du milieu*, présenté à l'Académie des sciences, a été l'objet d'un rapport favorable de la part de M. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire.

Comme bien d'autres contrées de l'Amérique, la Floride a appartenu tour à tour à chacun des peuples qui, depuis quatre siècles, se disputent les lambeaux du Nouveau-Monde. Dès l'an 1497, un Anglais, Sébastien Cabot, chargé par Henri VII de trouver un passage

pour pénétrer jusqu'aux Indes, aperçut au nord de Cuba une côte qu'il se contenta de signaler. En 1512, Jean Ponce de Léon, gouverneur de Porto-Rico, cherchant à découvrir une certaine île de Bimini, où existait, disait-on, la fontaine de Jouvence, fut jeté par la tempête sur cette terre, en prit possession au nom du roi d'Espagne, et lui donna le nom de Floride. Dès cette époque, les Espagnols tentèrent, à diverses reprises, de conquérir ces contrées nouvelles où ils espéraient retrouver les richesses du Mexique et du Pérou; mais ils furent toujours repoussés par les indigènes. En 1538, Fernand de Soto, un des compagnons de Pizare, débarqua dans la baie du Saint-Esprit à la tête de forces considérables, s'ouvrit un passage à travers les populations indiennes, et vint mourir de la fièvre sur les bords du Mississipi. Ce qui restait de son armée eut grand'peine à regagner l'île de Cuba.

Aucune de ces expéditions n'avait laissé de traces en Floride. En 1562, François Ribault, envoyé par Charles IX, découvre la côte orientale et fonde près de l'embouchure de la rivière de Saint-Jean un établissement français, le premier qu'on ait essayé d'élever dans cette partie du continent américain; mais bientôt, oubliés par la métropole, les colons sont contraints d'évacuer le pays. Long-temps encore cependant la France et l'Espagne se disputent cette possession, lorsqu'au bout d'un siècle, la France renonce à s'occuper de la Floride et se rejette uniquement sur la Louisiane et le Canada. L'Angleterre prend sa place, et, par le traité de Paris en 1763, elle obtient la cession de la Floride, qui, vingt ans après, revient de nouveau aux Espagnols. En 1810, une partie de cette province est cédée aux États-Unis en même temps que la Louisiane. Enfin, le 22 février 1819, l'Espagne renonce à toutes ses prétentions sur ces contrées et les abandonne en totalité au gouvernement de l'Union.

Bornée au nord par la Georgie, au nord-ouest par l'état d'Alabama, la Floride est entourée sur tous les autres points par l'Océan Atlantique, qui, en formant le golfe du Mexique, se replie autour de la presqu'île dont le nom est devenu celui de la province entière. Sa forme est irrégulière et sa largeur très variable; sa plus grande longueur est d'environ deux cent cinquante lieues, sa surface de neuf mille lieues carrées, un peu moins que le quart de celle de la France. Elle possède plus de quatre cents lieues de côtes, bordées surtout au sud et à l'est par de petites îles plates et découpées en baies et en petits havres. Ces rivages communiquent avec l'intérieur par un nombre infini de rivières, la plupart navigables. Tout, dans cette con-

trée, semble disposé, on le voit, pour faciliter le commerce, soit à l'intérieur, soit à l'étranger.

Les mers qui baignent la Floride présentent un phénomène digne de remarque; elles n'ont pas le même niveau. Les eaux du golfe du Mexique sont bien plus élevées que celles de l'Océan Atlantique. La physique générale du globe explique très bien ce fait. Les vents alisés, qui sous les tropiques soufflent d'orient en occident, refoulent continuellement devant eux les vagues de la mer, et de cette impulsion incessante résulte le grand courant, appelé *courant équatorial*, qui vient se briser contre les côtes de l'Amérique méridionale. Là, il rencontre, à cinq degrés au sud de l'équateur, le cap Saint-Roch, qui divise sa masse et dirige une partie de ses eaux vers le midi, le long des côtes de l'Amérique. L'autre portion, de beaucoup la plus considérable, se porte vers le nord, parcourt la mer des Antilles, et pénètre dans le golfe du Mexique par le détroit qui sépare le Yucatan de l'île de Cuba. Là, ce courant se dirige d'abord vers le nord et vient battre les rivages de la Louisiane et de l'Alabama, puis il se divise en deux branches : l'une se replie vers l'ouest, rase les côtes de la Louisiane et du Mexique, pénètre jusqu'au fond du golfe, et vient rejoindre le courant d'entrée à la pointe du Yucatan; l'autre se porte à l'est, redescend le long de la Floride et s'échappe dans la mer Atlantique par le canal de Bahama. Ce détroit joue ici en quelque sorte le rôle d'une écluse, et la vitesse du courant qui le traverse est quelquefois de deux lieues à l'heure. Cette branche du courant équatorial prend alors le nom de *Gulf-Stream;* elle remonte jusqu'au banc de Terre-Neuve, se replie vers l'est, traverse toute l'Atlantique, et n'est arrêtée que par les côtes de l'ancien continent. Un de ses bras longe les rivages d'Espagne et de France, pénètre dans la Manche, contourne les îles britanniques et se fait sentir jusqu'aux Orcades. Les eaux du Gulf-Stream, échauffées par le soleil des tropiques, présentent une température bien supérieure à celle de nos mers; aussi exercent-elles une influence remarquable sur les provinces qu'elles baignent. C'est à elles que l'Irlande doit la douceur de son climat; ce sont elles qui permettent aux myrtes de venir en pleine terre au milieu des rochers qui bordent notre Bretagne.

Ainsi, cette mer méditerranée que nous appelons golfe du Mexique peut être considérée comme un vaste bassin recevant sans cesse les eaux que les vents alisés lui amènent du midi par le détroit du Yucatan, pour les verser par le canal de Bahama. La presqu'île de la Floride semble disposée comme une immense digue destinée à rompre

le premier choc du courant, à empêcher qu'il entre dans l'Atlantique avec une force irrésistible. Ces faits nous expliquent la différence de niveau que nous signalions tout à l'heure. Ils rendent également compte d'un autre phénomène très singulier observé dans la rivière de Saint-Jean, magnifique fleuve qui prend sa source vers l'extrémité méridionale de la presqu'île, la traverse en entier du sud au nord, et vient se jeter dans l'Océan Atlantique près des frontières de la Georgie. Les eaux de cette rivière, parfaitement douces à son embouchure, sont salées à une cinquantaine de lieues au-dessus, et le deviennent d'autant plus, qu'on remonte davantage. De plus, la force de son courant n'est pas constante dans les parties supérieures de son cours. Ce double résultat tient à l'élévation de niveau du golfe du Mexique, dont les eaux pénètrent par l'intermédiaire de marais et d'étangs jusqu'au centre de la presqu'île. C'est au milieu de ces flaques d'eau salée que se forme peu à peu la rivière de Saint-Jean. Ce fleuve prend littéralement sa source dans la mer. Il en résulte que ses eaux s'élèvent ou s'abaissent avec les marées, et qu'elles demeurent saumâtres jusqu'à ce que, des affluens nombreux et considérables venant à s'y mêler, elles perdent cette empreinte de leur origine.

Dans l'est de la Floride, la rivière de Saint-Jean sera pour les Américains une de ces grandes routes toutes tracées par où ils pénètrent, grace à la vapeur, jusqu'au centre des régions les plus sauvages. A l'ouest, l'Apalachicola leur offre les mêmes avantages. De plus, elle met la Floride en communication avec la Georgie. Deux rivières navigables bien au-delà de leur point de jonction, la Chattaoutchi et la Flint, lui donnent naissance, et forment par leur réunion un des plus puissans cours d'eau de ces contrées. Aussi, le génie du commerce et de l'industrie a-t-il pris un rapide essor dans la Floride centrale depuis que les armes du général Jackson ont permis aux blancs de s'y hasarder sans trop de dangers. Plus de trente bateaux à vapeur battent aujourd'hui de leurs larges roues ces flots qui naguère n'étaient sillonnés que par le canot d'écorce et la pagaie de l'Indien. Mais, si la civilisation domine sur le cours du fleuve, la nature seule règne encore en souveraine sur ses rives inexplorées. Partout s'étendent de vastes forêts d'yeuses et de magnolias, qui, dans ces plaines humides, acquièrent des dimensions colossales. Les cannes et les hautes herbes couvrent le sol submergé. Du milieu d'elles, mille plantes grimpantes s'élancent vers le tronc des grands arbres, les enlacent de leurs replis et s'élèvent de branche en branche, tandis que

de celles-ci pendent jusqu'à terre ces mousses gigantesques appelées *tillantsias*, qui atteignent jusqu'à quarante et cinquante pieds de long. Des quadrupèdes aux physionomies étranges, des oiseaux au brillant plumage animent ces solitudes, et s'enfuient effrayés par le bruit des pistons, par le sombre panache qui flotte au-dessus du *steamer*. Souvent aussi les peuplades indiennes du voisinage, attirées par l'étrangeté du spectacle, se pressent sur quelque promontoire désert. Mornes et silencieux, les guerriers caraïbes contemplent sans pouvoir cacher leur admiration la machine mugissante qui vient envahir leur antique domaine, et ces blancs dont le génie semble enfanter des monstres pour les traquer jusque dans leurs plus profondes retraites.

La ville la plus importante de la Floride est Pensacola, située à l'ouest, au fond de la baie du même nom. Son arsenal et son port militaire seront un jour de magnifiques établissemens, et aideront puissamment à assurer la domination des États-Unis dans le golfe du Mexique. Sur la côte orientale de la province, on trouve Saint-Augustin, fondée par les Espagnols en 1570. Cette antique métropole est aujourd'hui bien déchue, et son port mal abrité est presque entièrement abandonné. La capitale actuelle est Tallahassee. Fondée en 1824, dans une belle plaine à huit lieues au nord de la baie des Apalaches, cette ville ne s'est pas développée avec la rapidité miraculeuse qu'il est si fréquent d'observer dans les nouveaux établissemens des États-Unis. Elle ne compte guère que quinze cents habitans. Pourtant sa position est des plus heureuses. Les terres qui l'entourent sont d'une fertilité rare et arrosées par de nombreuses sources. De plus, elle est à la fois le siége du gouvernement central de la province et le chef-lieu d'un comté. Mais ces avantages disparaissent en grande partie devant l'insalubrité du climat. Dangereuse en tout temps pour les étrangers, l'atmosphère de cette ville devient pestilentielle pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre. Alors nul n'est certain d'échapper aux fièvres bilieuses qui tous les ans dévastent la contrée. Aussi, pendant cette saison meurtrière, chacun cherche à fuir le fléau. Les boutiques se ferment, les habitations sont désertes : le marchand court faire ses emplettes dans les villes du nord, et le planteur va jouir de ses richesses sur les bords du Niagara ou aux eaux de Sarratoga.

Le sol de la Floride semble composé en entier de dépôts marins; partout on trouve des débris de coquilles mêlés au sable, au terreau, qui en forment la base. Il est probable en effet que la plus grande

partie de cette province n'est qu'un vaste atterrissement. Lorsque les forces cachées au centre de notre globe soulevèrent les Andes et l'Amérique au-dessus des mers primitives, le courant équatorial, subitement arrêté dans sa marche d'orient en occident, vint se heurter contre cette barrière. Nous avons vu plus haut pourquoi il dut se porter vers le nord. Trouvant moins de résistance vers le milieu du nouveau continent, il y creusa peu à peu le golfe du Mexique, ou du moins arracha de ses côtes les matériaux les moins résistans. Repoussé par le massif de l'Amérique septentrionale, il chercha une issue vers l'Atlantique, et, rencontrant la chaîne de roches calcaires qui borde la Floride à l'est, il fut contraint de se replier jusqu'au canal de Bahama. Tous ces obstacles, en retardant sa marche, lui permirent de déposer les masses énormes de détritus de tout genre qu'il enlevait au continent. Peu à peu, des bancs de sable et de vase s'élevèrent au pied de la digue opposée par la nature à l'impétuosité de ses vagues. A mesure que la mer élargissait sa route, son niveau s'abaissait, et bientôt du milieu des ondes sortit la Floride, pays plat, à peine ondulé, semé de vastes flaques d'eau et se perdant en pente insensible sous la mer qui lui donna naissance. Les marais salés qui s'étendent du bord occidental de la presqu'île jusqu'à la rivière de Saint-Jean attestent encore de nos jours la réalité de ce mode de formation. Dans la Floride centrale, dans la Floride de l'ouest, ces dépôts couvrirent la roche calcaire, qui resta visible seulement sur un petit nombre de points, et surtout dans les îlots qui avoisinent Saint-Augustin.

La roche calcaire elle-même forme une couche d'épaisseur variable, et repose sur un lit d'argile et de gravier. Elle est facilement attaquée et traversée par les eaux pluviales. Celles-ci, arrêtées par un obstacle qu'elles ne peuvent vaincre, s'écoulent entre la roche et l'argile, se réunissent et forment une multitude infinie de canaux souterrains qui, profitant de la première issue, apparaissent tout à coup au grand jour. La rivière de Wakula, qui se jette dans la baie des Apalaches, présente un des plus curieux exemples de ce phénomène. Sa source, décrite pour la première fois par M. de Castelnau, consiste en un bassin ovalaire de trois cents pieds de large, de quatre-vingts pieds de profondeur, d'où sort un véritable fleuve beaucoup plus considérable que la Seine. Ses eaux sont d'une limpidité parfaite. Le voyageur placé dans son canot distingue les moindres rochers qui tapissent le fond de l'abîme; son œil suit tous les mouvemens des myriades de poissons qui, se jouant au-dessous de

lui, tantôt s'approchent de la surface, tantôt s'enfoncent et disparaissent sous la sombre voûte des cavernes latérales.

Quelquefois un éboulement subit vient tout à coup barrer le passage à ces fleuves souterrains. Alors les eaux accumulées cherchent à s'ouvrir un passage : un bruit pareil à celui d'un tonnerre lointain se fait entendre; le sol est agité comme par un tremblement de terre; il cède enfin, et avec un horrible fracas s'élance dans les airs une gerbe d'eau, de roches, de graviers, qui retombe et s'étend au loin dans les campagnes, entraînant tout sur son passage, creusant, dans l'espace de quelques heures, le lit d'une nouvelle rivière. Ces éruptions soudaines ne sont pas très rares en Floride, et quelques-uns des lacs les plus considérables de cette province n'ont pas d'autre origine. Le lac Jackson, entre autres, occupe aujourd'hui une plaine jadis cultivée et couverte de forêts. On y voit encore des arbres debout, et, pendant l'étiage, on distingue sur son fond les *trails* ou sentiers que les Indiens avaient autrefois pratiqués dans les bois. Souvent le conduit momentanément obstrué se dégage peu à peu; le lac se dessèche, la source tarit, et l'on peut, comme Bartram l'a fait bien des fois, descendre dans ces espèces de cratères. On trouve alors la roche calcaire ouverte jusqu'à la couche d'argile par un large orifice où viennent aboutir en tout sens des canaux cylindriques aussi réguliers, aussi polis que si la sonde d'un ingénieur les eût forés dans le roc. A côté des phénomènes que nous venons de décrire, on aperçoit des ponts naturels, des rivières qui s'enfoncent sous terre tantôt pour se perdre à jamais, tantôt pour reparaître à des distances souvent considérables. On voit qu'il est peu de contrées où la nature ait semé avec plus de largesse ces spectacles que l'œil le plus indifférent ne peut contempler sans admiration.

Les hommes ont aussi laissé en Floride des traces curieuses de leur séjour. Sur plusieurs points, on rencontre de grandes chaussées en terre, des collines artificielles généralement de forme carrée, et qui ont jusqu'à sept cents pieds de long sur deux cents pieds de haut. Les unes servaient jadis d'emplacement pour la maison des chefs, de citadelle pour les villages des anciens Caraïbes; c'étaient autant de petits Capitoles. D'autres remplaçaient chez ces nations les orgueilleuses pyramides des Pharaons, les sombres nécropoles de l'Égypte. Une épaisse végétation les recouvre, et des générations d'arbres séculaires se sont sans doute succédé sur ces monumens funèbres. Les peuples qui les élevèrent n'existent plus depuis long-temps. Les Indiens, dont on connaît le respect religieux pour les restes de leurs

ancêtres, voient avec indifférence l'archéologue européen fouiller ces antiques tombes et en retirer des ossemens humains, des haches, des pointes de flèches en pierre dure. — Ce ne sont point les os de nos pères, — disent-ils. Et en effet la forme des crânes annonce une race toute différente des Caraïbes qui habitent aujourd'hui ces contrées, et semble plutôt offrir quelques ressemblances avec celle des têtes appartenant à la race péruvienne.

Le botaniste et l'agriculteur trouvent en Floride trois espèces de terrains caractérisés par leurs productions végétales. Les *sapinières*, dont le sol, presque toujours sablonneux, est le plus souvent stérile, fournissent seulement des pins excellens comme bois de construction. Puis viennent les *savanes* et les *marécages*. Les premières forment d'immenses prairies dont l'herbe élevée de quatre à cinq pieds ondule comme une mer sous le souffle du vent, tandis que quelques bouquets d'arbres élèvent leurs têtes verdoyantes au-dessus de ces graminées, et, comme autant de petites îles, reposent l'œil fatigué par la monotonie du paysage. Les marécages occupent à eux seuls plus de la moitié de la province. De leur vase croupissante sortent de longues cannes, des joncs, des roseaux gigantesques; leurs flaques d'eau se cachent sous les feuilles vertes et les larges fleurs des nymphœa et des nénuphars. A la surface des lacs qui occupent les bas-fonds, le vent pousse d'une rive à l'autre des îles flottantes de *pistià stratiotes*, plante aquatique assez semblable à notre laitue des jardins, mais dont les racines libres au milieu de l'eau savent trouver dans ce liquide une nourriture suffisante et n'ont pas besoin de s'enfoncer dans la vase. Plusieurs espèces d'arbres de haute futaie ombragent ces terrains sans cesse submergés. Ce sont des frênes, des ormeaux, des lauriers, des chênes aux glands doux et savoureux comme nos châtaignes. Au-dessous d'eux tous, le *cyprès distique* élève son tronc droit et lisse, semblable à une colonne de cent pieds de haut, de huit et dix pieds de diamètre, que couronne un large dais de feuilles délicates, tandis que de nombreuses protubérances, sortant de ses racines, forment autour de la base comme une enceinte de bornes à la tête d'un rouge vif.

Mais, pour voir la nature déployer toutes ses richesses végétales, il faut pénétrer dans un de ces *hammocs*, espèces d'oasis jetées au centre des forêts de pins ou des marécages, occupant quelquefois une grande étendue et bordant presque toujours le cours des rivières. Ici le limon déposé jadis par les eaux de la mer est devenu une terre dont rien n'égale l'inépuisable fécondité. Partout les cèdres, les gom-

miers, les ilex, les sassafras, les catalpas, entrelacent leurs branches à celles du magnolia, dont les pétales, d'un blanc de lait, répandent au loin leurs émanations suaves. Partout les corolles de l'azalea, semblables à autant de papillons, rivalisent avec les bouquets écarlates du sumac. Au milieu de ces arbres aux branches robustes, les palmiers balancent leurs sveltes colonnes et leurs larges feuilles fendues en éventail. Les cactus, les yukas, disputent le sol aux orangers couverts de fruits et de fleurs. Des lianes, des vignes sauvages, dont le tronc a quelquefois un pied de diamètre, relient ensemble ces enfans de la forêt, courent de l'un à l'autre en guirlandes verdoyantes, et, soutenant d'épaisses charmilles de clématites, de convolvulus, forment des pilastres isolés, des colonnades sans fin, des cabinets, de longues voûtes, de hautes salles de verdure où ne pénètrent jamais les rayons du soleil. Sous ces lambris naturels, des plantes plus modestes se déploient comme un tapis aux mille teintes. La perfide *dionée* étale ses feuilles hérissées de poils en épines, et qui, se repliant brusquement au moindre contact, percent de cent coups de poignard l'insecte assez imprudent pour s'y reposer. A côté d'elle, la *sarracénie* dresse sa noble fleur d'un jaune d'or et ses feuilles roulées en cornet où se dépose près d'un litre de rosée, boisson toujours fraîche que la nature semble préparer d'avance pour étancher la soif du voyageur.

Sur ces arbres, sur ces pelouses voltigent et s'ébattent des myriades d'oiseaux au brillant plumage. Le dindon sauvage aux riches reflets cuivrés peuple les forêts. Des vols de troupiales, de tourterelles, de perruches aux couleurs tranchantes, fourmillent sur tous les buissons. Plusieurs espèces d'oiseaux-mouches, voltigeant d'une fleur à l'autre, semblent vouloir lutter d'éclat avec elles et avec les grands papillons qui leur en disputent les sucs parfumés. Le long des rivières, sur les lacs, sur les étangs, aux nombreuses tribus des canards se mêlent le pélican au large goître et le cormoran des Florides : des aigrettes plus blanches que la neige, des échassiers aux teintes sombres, piétinent sur les rivages; au milieu d'eux, le flammant aux longues jambes, au cou plus long encore, promène son plumage rosé. Pendant que l'oiseau-moqueur répète tour à tour les chants, les cris de ces races emplumées, deux espèces de vautours et l'aigle à tête blanche planent lentement sur leurs têtes, les premiers cherchant à découvrir quelque cadavre pour satisfaire leur sale appétit, le second guettant de l'œil le héron immobile sur une pierre à fleur d'eau. Aussitôt que le patient échassier est parvenu à saisir un poisson, notre brigand fond sur lui

du haut des airs, le frappe de son bec redoutable, le force à lâcher sa proie, et s'en saisit avec adresse avant qu'elle soit retombée dans l'eau.

La classe des mammifères, celle des reptiles, ont aussi de nombreux représentans dans la Floride. Des troupeaux de daims parcourent ses plaines désertes. Parfois on les voit fuir avec la rapidité de l'éclair devant une bande de loups affamés ou devant quelque jaguar au pelage tacheté. Celui-ci remplace le tigre dans les savanes de ces contrées; mais, bien moins à redouter que son frère d'Asie, il semble ignorer sa force prodigieuse et ose rarement braver les regards de l'homme. Plusieurs grandes espèces d'écureuils s'élancent de branche en branche poursuivis par les chats sauvages : leur agilité fait ressortir encore plus la gêne et la lourdeur des mouvemens de l'ours noir, qui partage avec eux ces retraites aériennes. Au-dessous s'agitent dans l'herbe le hideux serpent à sonnette, le serpent noir, qui fait la chasse au précédent sans craindre ses redoutables crochets, le serpent de verre, dont le corps se brise au moindre choc. Sur le bord des lacs, des rivières, la grenouille mugissante fait entendre sa voix de taureau, et l'alligator lui répond par ses rugissemens. Ce reptile, qui représente en Amérique le crocodile de l'ancien monde, serait pour l'homme un ennemi d'autant plus redoutable, qu'une cuirasse impénétrable le met à l'abri de ses armes; mais, timide et farouche plutôt que féroce, il n'attaque presque jamais, et souvent les Indiens traversent à la nage des fleuves où fourmillent ces gigantesques sauriens.

Le climat de la Floride est très chaud dans l'intérieur des terres, mais sur les côtes il est des plus tempérés. Dans l'île de Key-West, placée vers le point le plus méridional, le thermomètre s'élève rarement au-dessus de trente degrés centigrades, température que dépassent souvent nos étés de la Provence. On compte les années où le mercure descend au-dessous de zéro. Malheureusement, ce climat si doux n'en est pas moins meurtrier. Les villes de Pensacola et de Saint-Augustin sont célèbres, il est vrai, par la pureté de l'air qu'on y respire, et tous les ans bon nombre de phthisiques viennent y passer l'hiver; mais partout ailleurs la saison chaude ramène annuellement des épidémies redoutables même pour les enfans du pays, et la fièvre jaune étend quelquefois ses ravages jusqu'au nord de la province. Si nous comparons avec M. de Castelnau la mortalité du nord et du sud des États-Unis en prenant pour limite la latitude de Washington, nous trouverons qu'il meurt dans le nord environ trois personnes

sur cent par an, dans le midi cinq sur cent, dans la Floride en particulier six sur cent.

La culture du sol de la Floride ressemble à celle des autres états méridionaux de l'Union, et les produits en sont les mêmes. On n'y récolte guère d'autre céréale que le maïs. De vastes plantations de tabac, de cannes à sucre, mais surtout de cotonniers, sont exploitées par des esclaves. En laissant ainsi aux nègres tout le travail, les planteurs, il faut bien le dire, paraissent obéir à une impérieuse nécessité. Dans ces contrées, les rayons d'un soleil presque tropical tombant d'aplomb sur d'immenses marais, sur des terres où pourrissent sans cesse des débris d'arbres jetés à bas pour le défrichement, en dégagent ces miasmes infects que la race blanche ne peut braver impunément. La race nègre, au contraire, semble se plaire dans ce milieu qui pour nous est mortel. Chétive et abâtardie dans les états du nord où pourtant elle est libre, elle acquiert ici, au sein de l'esclavage, tout son développement physique. Mais livré à lui-même, ce n'est pas au travail que le nègre emploierait la force et l'énergie qu'il semble puiser dans une atmosphère brûlante. Entre ses mains, la culture la plus florissante serait bien vite arrêtée et anéantie; l'émancipation de la race noire serait pour la Floride naissante, pour tous les autres états du sud, le signal d'une ruine complète et immédiate.

Telle est l'opinion bien arrêtée des planteurs sur l'application locale d'une question qui, prise dans sa généralité, préoccupe de nos jours les plus hautes intelligences, qui peut-être ne sera résolue que par la voie sanglante des armes. Avouons que les faits semblent parler en leur faveur. La détresse des colonies anglaises, obligées d'importer des cargaisons d'Indiens ou de prétendus engagés volontaires pour remplacer leurs anciens esclaves, est un rude avertissement pour les États-Unis. L'exemple de Saint-Domingue est peu propre à donner raison à ceux qui regardent la liberté comme devant être pour les nègres un stimulant au travail. Voyez cette île, qui colonie française fournissait du sucre au monde entier, aujourd'hui contrainte d'aller au dehors chercher cette même denrée; qu'est-elle devenue entre les mains des compagnons de Toussaint-Louverture? Ne citons qu'un seul fait. Pour obtenir des produits quelconques de ce sol si merveilleusement fécond, le gouvernement de cette république s'est vu contraint d'attacher les cultivateurs au sol, d'en faire des serfs. Bien plus, il a autorisé tous les officiers de l'armée, c'est-à-dire les propriétaires, à corriger leurs ouvriers *avec une canne de grosseur*

moyenne. Les nègres émancipés se replacent d'eux-mêmes sous la loi du bâton.

Il est fort beau sans doute de se livrer à des spéculations philantropiques, il est surtout aisé de tracer l'effroyable tableau de l'esclavage et de la dégradation qui en est la suite, d'écrire des pages pleines d'une sensibilité touchante sur la confraternité de tous les hommes. Reconnaissons pourtant avec bonne foi que la plupart des livres publiés sur ces matières portent un caractère évident d'exagération, pour ne pas dire plus. Tous les voyageurs qui sont allés juger par leurs propres yeux, sans avoir pris d'avance des engagemens par la publication prématurée de leurs opinions, sont d'accord sur ce point. A l'appui de ce qui précède, nous croyons devoir citer textuellement un passage emprunté à M. de Castelnau.

« Lorsque, arrivant d'Europe avec mes idées de liberté universelle, je vis pour la première fois des esclaves, je ne pus les regarder sans une vive pitié et sans me sentir profondément attristé de leur sort. Bientôt je les vis joyeux et paraissant heureux; et étonné, j'inscrivis sur mon journal : *L'esclave peut rire!* Un jour, à Richemont, j'appris qu'une vente d'esclaves allait avoir lieu. Je fus quelque temps indécis : un sentiment de curiosité me poussait vers le lieu de la scène, tandis que mes principes arrêtaient mes pas. Il me semblait que m'y rendre était en quelque sorte sanctionner par ma présence un sacrifice humain. Cependant, voyageur venu dans ce pays pour étudier ses institutions, je devais tout connaître, et je me rendis lentement au lieu indiqué. — Je vais donc voir un marché d'esclaves, me disais-je; de malheureux captifs nus, ou plutôt recouverts par le sang ruisselant des plaies causées par le fouet, vont se présenter à mes regards; il faut préparer mon esprit à un spectacle d'horreur, et déjà le cri de la mère à qui on enlève son enfant ne vient-il pas frapper mon oreille? La femme arrachée à son époux va se tordre dans les angoisses du désespoir, et tous, malgré leurs pleurs, seront vendus, vendus pour toujours, et leurs enfans vendus aussi! — Le marché était le magasin du commissaire-priseur; au milieu de la foule, quelques nègres bien mis causent et rient. — Les barbares! me disais-je; rire quand leurs semblables doivent éprouver des tortures si cruelles! — Mais j'attends en vain, les esclaves ne viennent pas, ou plutôt j'apprends que ce sont ceux-là même dont je viens de blâmer l'insensibilité! Un homme seul pleurait; lui au moins comprend sa position, et avec intérêt je lui demande la cause de ses

pleurs. — Maître, me dit-il, je n'ai été vendu que six cents dollars, et Jacques, qui est moins fort que moi, en a rapporté sept cents : je suis déshonoré. — Ma sensibilité se trouva singulièrement calmée, et depuis je vis vendre des milliers de nègres, mais sans avoir pu recouvrer une seconde fois mes idées philantropiques.

« Si, comme principe politique, ajoute M. de Castelnau, l'esclavage me semble blâmable, c'est bien plus par l'immoralité qu'il introduit nécessairement parmi les blancs, que par sympathie pour la race noire.... Bien que l'on puisse citer des exemples exceptionnels, cette race est une variété dégénérée de l'espèce humaine, dont l'immoralité est la nature, et chez qui les fonctions animales remplacent toutes les nobles conceptions de l'esprit. »

Nous serons moins sévère que M. de Castelnau. Sans doute la race nègre ou éthiopique est inférieure aux races blanche et rouge : à peine s'élève-t-elle au-dessus des malheureux Alfourous de la Polynésie, ces derniers représentans de notre espèce. C'est là un fait incontestable; soutenir le contraire, et s'appuyer pour combattre l'esclavage sur une égalité qui n'existe pas, c'est faire beau jeu par cette exagération même aux partisans de l'opinion que l'on attaque. Mais l'immoralité grossière, le dévergondage révoltant qu'on observe dans les colonies chez les individus de cette race, sont peut-être plus imputables à la conduite de leurs maîtres qu'à leur nature propre. Le nègre est une *monstruosité intellectuelle*, en prenant ici ce mot dans son acception scientifique. Pour la produire, la nature a employé les mêmes moyens que lorsqu'elle enfante ces *monstruosités physiques* dont nos cabinets renferment de nombreux exemples. Dans ces jeux de la nature, comme les nommaient les anciens, il n'y a pas eu interversion des lois de formation, ni mise en action de forces nouvelles. Non, il a suffi pour atteindre ce résultat, que certaines parties de l'être s'arrêtassent à un certain point de leur évolution, tandis que les autres parcouraient tous les degrés de leur développement normal. De là ces fœtus sans tête ou sans membres, ces enfans qui réalisent la fable du cyclope..... Eh bien! le nègre est un blanc dont le corps acquiert la forme définie de l'espèce, mais dont l'intelligence tout entière s'arrête en chemin. Voyez ce qui se passe aux États-Unis dans ces écoles où les enfans des trois races reçoivent le même enseignement. Jusqu'à l'âge de dix ou douze ans, le jeune nègre se montre l'égal du blanc et du Caraïbe; mais, à mesure qu'il avance en âge et que son corps devient celui d'un homme, son esprit reste enfant. Il y a dans son intelligence, comme

disent les physiologistes en parlant des organes, *arrêt de développement*.

Ainsi, homme fait au physique, le nègre n'est au moral qu'un enfant. De là cet amour du plaisir, cette horreur du travail, cette imprévoyance de l'avenir, cette tendance à employer la force brutale, ce respect involontaire qu'elle imprime. De là aussi cette cruauté irréfléchie qui le porte à tourmenter les êtres faibles, qui lui fait trouver un divertissement jusque dans les souffrances de ses camarades, et s'allie parfois avec une bonté toute naïve. Tous ces traits de caractère s'observent chez les enfans de la race blanche : chez eux, ils se modifient et s'effacent par les progrès de l'âge, par l'influence de l'éducation; ils persistent chez le nègre pendant toute sa vie. Joignez à cela maintenant l'influence des besoins impérieux qu'amène l'âge de puberté, celle des passions brûlantes qu'ils font naître, mettez au service de ces instincts naturels la force et les organes d'un adulte, et rien ne vous surprendra plus dans cette nature du nègre, assemblage assez confus de bonnes et de mauvaises qualités, que les partisans des deux opinions contraires nous semblent avoir exagérées outre mesure chacun dans son sens.

Peut-on espérer de voir jamais le nègre sortir de cet état d'infériorité? Un temps viendra-t-il où l'enfant devenu homme pourra marcher tête levée et traiter d'égal à égal avec le blanc? Cette régénération nous semble fort douteuse partout; elle est impossible aux États-Unis, dans les colonies. Les caractères de race sont quelque chose de stable et qui se perpétue, qui tend plutôt à déchoir qu'à se perfectionner. Voyez ce qui se passe chez ces animaux domestiques que nous modifions pour ainsi dire au gré de nos désirs? Pour en améliorer le type sauvage, pour amener leur corps et leur intelligence au plus haut point de perfection qu'ils puissent atteindre, nous sommes obligés d'apporter un soin minutieux dans le choix des individus destinés à propager l'espèce, de condamner les autres au célibat. De plus nous renouvelons à chaque instant leur sang appauvri par des croisemens appropriés. L'oubli de ces précautions amène en peu de temps une dégradation inévitable. Eh bien! malgré son intelligence supérieure, malgré cette ame dont il est fier à si juste titre, l'homme est soumis aux mêmes lois. L'abâtardissement de la grandesse espagnole suffirait pour le prouver, alors même qu'on manquerait d'autres exemples. Si donc nous voulions sérieusement améliorer une race humaine, il faudrait avoir recours aux deux moyens que nous venons de signaler. Or, le premier est évidemment im-

praticable; le proposer serait vouloir passer pour absurde. Le second nous semble impossible, du moins dans les contrées dont nous parlons. Le libertinage peut bien amener quelques croisemens isolés entre le maître et l'esclave; mais là où l'esclavage est détruit, comme l'a fort bien démontré M. de Tocqueville, une barrière insurmontable s'élève entre le nègre et le blanc. Nous ne croyons pas que la philantropie ait jamais décidé personne à la franchir. Wilberforce lui-même eût reculé sans doute devant l'obligation de prendre pour femme une négresse, et, à coup sûr, aucune des aimables patronesses de nos sociétés négrophiles ne consentirait à accepter un noir pour époux, ne voudrait donner le jour à de petits mulâtres. Dans toute l'Amérique du Nord, on ne peut espérer d'être plus heureux en s'adressant à la race rouge. Le guerrier, la femme caraïbe, éprouvent pour le nègre autant de dégoût que de mépris, et le *zamboë* ou métis de ces deux races y est presque inconnu.

Ce n'est donc point sur des rives étrangères que la race éthiopique peut espérer de se perfectionner; peut-être un jour trouvera-t-elle dans sa propre patrie les élémens de cette régénération. Sur le sol de l'Afrique vivent des hommes de même couleur, il est vrai, mais de races bien différentes. Tous les noirs ne sont pas des nègres, et les Gallas, les Abyssins, malgré la teinte foncée de leur peau, ne le cèdent peut-être sous aucun rapport aux races les plus blanches; chez eux, le développement du cœur et de l'esprit égale celui du corps, et peut-être n'attendent-ils que le contact de la civilisation européenne pour se placer à notre niveau. Les Caffres eux-mêmes, malgré leurs habitudes errantes, sont bien supérieurs aux nègres. Entre ces noirs et la race éthiopique, le préjugé de la couleur ne peut exister, et c'est en se mêlant aux peuples que nous venons de nommer que celle-ci pourra un jour se relever de l'état constant d'infériorité où la placent l'histoire aussi bien que l'anthropologie.

Si, dans l'état actuel des choses, le nègre est au blanc ce que l'enfant est à l'homme fait, quels rapports doivent donc s'établir entre les deux races lorsqu'elles viennent à se rencontrer? La réponse nous semble facile. Les peuples les plus civilisés sont précisément ceux où la génération parvenue au milieu de sa course s'occupe davantage des générations qui la suivent. Agir autrement envers ces fils qui doivent nous succéder un jour serait se rendre coupable envers eux, envers nous, envers la société tout entière. Sans direction, l'enfant se perd presque toujours; il n'ira pas de lui-même préparer son avenir par un travail présent qui le rebute; abandonné à ses pen-

chans, il n'est que trop enclin à tourner vers le mal jusqu'aux facultés les plus précieuses que lui départit la nature. L'homme fait lui doit l'instruction qui développe l'intelligence, l'éducation qui améliore le cœur. Pour que l'enfant se dirige sans s'égarer vers ce double but, ne faut-il pas qu'il subisse une certaine autorité? Y a-t-il dans cet empire de l'âge et de la raison sur la jeunesse et l'inexpérience quelque chose qui répugne à la conscience, et le contraire ne serait-il pas plutôt immoral? Eh bien! chaque fois que le blanc et le noir habiteront la même contrée, feront partie de la même société, des relations analogues doivent exister entre eux. Par la justice comme par la force des choses, la domination appartient au premier : c'est plus qu'un droit, c'est un devoir.

Est-ce à dire que nous prenions ici la défense de la traite, de l'esclavage? A Dieu ne plaise! Nul plus que nous n'a en horreur cet abus de la force brutale, cet appel aux passions sordides qui arrache des malheureux à leur patrie, qui pousse la mère à vendre sa fille, le fils à livrer son père à des fers que rien ne peut rompre. La possession absolue de l'esclave, ce droit de vie et de mort que s'arroge le maître, est à nos yeux une monstrueuse immoralité. Ce que nous refusons au père vis-à-vis de son fils, comment l'accorderions-nous au blanc pour en user contre le nègre? Les droits dont nous parlons sont d'une autre nature; l'exercice de ces droits entraîne des devoirs sacrés. Partout où les deux races se trouvent en contact, nous croyons que l'espèce de patronage dont il s'agit ici serait profitable également au blanc et au noir. Au-delà se trouve la tyrannie pour l'un, l'abrutissement pour l'autre, l'immoralité pour tous les deux.

Donc il faut détruire l'esclavage, et cela dans un intérêt commun; mais comment atteindre ce noble but sans compromettre à la fois la fortune, la vie des maîtres et l'avenir des affranchis? Bien des moyens ont été proposés : la plupart sont irréalisables; le plus mauvais de tous nous semble être l'émancipation en masse, qu'elle soit ou non précédée d'un noviciat. A son tour, M. de Castelnau propose une solution dont l'idée nous paraît ingénieuse. Il voudrait que le prix de chaque esclave fût fixé officiellement d'après le cours, puis que ce prix fût partagé en autant d'annuités, si on peut s'exprimer ainsi, qu'il y a de jours dans la semaine moins un. Ce jour réservé serait entièrement accordé à l'esclave pour exercer son industrie, et quand il aurait ramassé le montant d'une annuité, il pourrait forcer son maître à lui vendre un autre jour; ainsi de suite jusqu'à ce qu'il eût racheté la semaine entière, et par conséquent conquis sa liberté.

Cette manière de procéder réunirait évidemment de nombreux avantages; elle ne coûterait rien à l'état, et pourtant les fortunes particulières n'auraient à faire aucun sacrifice. Elle accoutumerait peu à peu le maître à traiter avec celui qu'il regardait comme sa propriété, et l'esclave à user sagement de l'indépendance. Le besoin de travailleurs ne se faisant sentir que petit à petit, on éviterait à la culture une crise dangereuse, et dont il lui serait peut-être impossible de se relever. Enfin les rapports des deux races ne s'établissant sur le pied de l'égalité que d'une manière insensible, les préjugés seraient respectés et on leur donnerait le temps de s'affaiblir, au lieu de les révolter en les choquant de front. Malheureusement la paresse innée du nègre sera, nous le craignons bien, un obstacle insurmontable à l'application d'une mesure si séduisante. De plus il nous semble probable que les nègres à demi émancipés, et soustraits par cela même à l'influence morale que les blancs exercent sur eux, ne tarderaient pas à en appeler à la violence pour s'emparer de ce reste de liberté qu'ils auraient encore à gagner par le travail.

Nous sommes, au reste, bien convaincu que le gouvernement de l'Union ne songera jamais sérieusement à détruire l'esclavage. Plusieurs états du nord l'ont, il est vrai, prohibé dans l'étendue de leur juridiction; mais ce n'a été qu'après s'être bien assurés que pour eux le travail des ouvriers libres était plus lucratif que celui des esclaves. Quant aux états du sud, ils s'opposeront toujours à toute mesure de ce genre. Leurs frères du nord et de l'ouest feront peut-être sonner bien haut les mots de religion et d'humanité; mais nous doutons fort qu'ils veuillent jamais tenter une expérience dont le contre-coup funeste se ferait sentir jusque chez eux. Ils savent que les trois cent mille balles de coton qu'ils échangent annuellement contre leurs cuirs, leurs céréales et leurs produits manufacturiers, coûteraient bien autrement cher s'ils essayaient de les tirer d'ailleurs que de la Virginie ou de la Floride. Or, qu'il soit presbytérien ou épiscopal, le citoyen des États-Unis commence toujours par calculer, et, digne fils de l'Angleterre, il ne permit jamais à la religion du Christ ou de l'humanité de l'emporter sur la religion de l'utile. La question reste donc tout entière. Heureux les Américains si le temps n'amène pas une solution sanglante, et si leurs provinces du sud ne deviennent pas un second Saint-Domingue. Cette catastrophe est possible; elle est cependant plus éloignée qu'on ne le pense généralement. Bien loin de gémir de leur esclavage, les nègres semblent en être fiers. Ce n'est qu'avec pitié qu'ils parlent d'un nègre libre. « Le malheu-

reux, disent-ils, il n'a pas de maître! » En présence d'une sujétion aussi complètement acceptée, on voit sans surprise les maîtres armer eux-mêmes leurs esclaves, et s'en faire une garde contre les sauvages. Il y a loin, on le voit, de cette confiante sécurité aux terreurs continuelles que M. de Tocqueville nous montre comme assiégeant sans cesse les planteurs du sud.

III.

A côté de la race noire, esclave ici comme partout ailleurs, vivent le blanc et le Caraïbe, tous deux libres et se disputant la possession du sol. Les premiers viennent presque tous d'Angleterre directement ou indirectement. L'Espagne semble avoir pressenti de bonne heure que la Floride devait lui échapper. Son gouvernement n'a jamais favorisé le développement de cette colonie, et, de nos jours, la race des premiers conquérans n'est plus représentée dans ce pays que par un petit nombre de familles fixées à Saint-Augustin. Quelques Français, chassés de leur patrie par les tourmentes politiques, ont trouvé un asile sur ces plages lointaines. Parmi eux, nous citerons un des fils de Murat, qui, né sur les marches du trône de Naples, a su accepter avec une véritable philosophie la position de simple planteur, et a changé le titre de prince contre celui de général de milice. A ces rares exceptions près, la population blanche de ces contrées est toute d'origine britannique. Mais l'Anglais de la Floride ne ressemble guère à ses ancêtres de la Grande-Bretagne. L'influence du climat s'exerçant sur plusieurs générations successives a profondément modifié le type primitif; en se rapprochant de l'équateur, la race anglaise a emprunté aux natures méridionales leurs traits les plus caractéristiques.

Le grand planteur floridien est vif, intelligent, généreux et hospitalier; malheureusement, élevé dans l'oisiveté la plus complète, il mêle à ces qualités des vices qui le dégradent, et le jeu, l'ivrognerie, se partagent ses loisirs. Habitué à exercer un pouvoir absolu sur tout ce qui l'entoure, la moindre opposition le met en fureur. Pour lui comme pour le Corse et l'Italien, l'injure la plus légère demande du sang. La vengeance semble être le premier de ses besoins, et dans ce pays où les lois sont sans force, où chacun porte constamment des armes, peu de jours se passent sans amener des scènes sanglantes. L'assassinat, fréquent en Floride, n'est presque jamais poursuivi. Parfois

deux planteurs ennemis se rencontrent dans la rue, et engagent publiquement un combat au pistolet et au poignard. Leurs amis, leurs esclaves, prennent part à la lutte, et si l'un d'eux est tué, l'assassin en est quitte pour se retirer pendant quelque temps sur ses terres, où nul n'oserait l'inquiéter.

Ces habitudes de violence prennent dans la classe inférieure un caractère de véritable férocité. Les *squatters*, dont Cooper nous a si pittoresquement décrit les habitudes errantes, passent leur vie dans les bois. Là, livrés à eux-mêmes, bravant les lois qui ne sauraient les atteindre, sans frein religieux qui les arrête, ils ne reconnaissent d'autre puissance que la force, d'autres plaisirs que l'assouvissement des plus brutales passions. Grands, robustes et comme remplis d'une énergie surabondante, ces hommes à peine civilisés semblent sans cesse tourmentés par le besoin de se battre. A chaque instant, leur conversation est interrompue par des cris de guerre empruntés aux Indiens. Souvent un jeune homme se rend à cheval sur la place du marché, et après s'être frappé les flancs avec les bras en imitant le chant du coq, il s'écrie : « Je suis un cheval, mais je défie qui que soit de me monter. » Il est bien rare que ce défi ne soit pas entendu, et, sans autre raison, commence une lutte où le bâton ferré, le poignard, le pistolet et le *rifle* ou longue carabine jouent un rôle actif et meurtrier. Le *squatter* vit habituellement du produit de sa chasse; tout au plus sème-t-il quelques poignées de maïs dans le premier champ venu, sans s'inquiéter en rien du propriétaire. Si celui-ci s'avise de réclamer, on lui répond par un coup de carabine. Élevés dans l'idée que les Indiens ont usurpé une terre qui leur appartient, les *squatters* sont toujours prêts à partir pour la chasse au sauvage, et pour eux comme pour les Caraïbes la chevelure enlevée à un ennemi vaincu est un trophée dont ils se parent avec orgueil.

Quand les Espagnols abordèrent dans ces contrées, ils y trouvèrent une population nombreuse dont les institutions et les mœurs annonçaient un degré assez avancé de civilisation. Partagés en nations distinctes, les indigènes vivaient sous l'autorité de chefs héréditaires. Ils reconnaissaient une caste guerrière dont les membres pouvaient seuls avoir plusieurs femmes. La polygamie était interdite au reste de la nation. L'adultère entraînait les peines les plus sévères, et, bien loin d'être réduites à l'état d'avilissement qu'on observe chez presque toutes les nations sauvages, les femmes pouvaient être revêtues des plus hautes fonctions. Lorsque Fernand de Soto arriva dans la province de *Cofaciqui*, il la trouva gouvernée par une jeune princesse

dont Garcilasso de la Véga fait à diverses reprises le plus grand éloge. Dans les guerres qui éclataient entre eux, les Floridiens faisaient des prisonniers qu'ils échangeaient plus tard ou réduisaient en esclavage. Ils ignoraient la coutume barbare et si générale parmi les Caraïbes, de faire périr dans les tourmens tout ennemi pris les armes à la main.

Ces peuples connaissaient quelques métaux et l'art de les travailler. L'extrémité des lances ou des flèches était souvent armée d'une pointe de cuivre. A la fois chasseurs et agriculteurs, ils avaient défriché de grandes étendues de terrain où ils cultivaient principalement le maïs. De véritables avenues d'arbres à fruits ornaient l'entrée de leurs villages et de leurs villes. Celles-ci étaient parfois considérables et protégées par un système régulier de fortifications. La ville de *Mauvila*, où la petite armée de Soto faillit être détruite, était entourée d'un mur épais formé de troncs d'arbres cimentés par un mélange de paille et d'argile. De cinquante en cinquante pas s'élevaient des tours crénelées, et deux portes seulement s'ouvraient dans la campagne. Ces premiers habitans de la Floride adoraient la lune et le soleil; chaque année, dans une cérémonie publique, les jeunes femmes consacraient leur premier-né à ce dernier astre. Leurs temples étaient de vastes édifices. Celui de Tolomaco, dont Garcilasso nous a laissé la description, avait cent pas de long sur quarante de large et une hauteur proportionnée; de fines nattes en joncs en formaient la toiture. Ces temples étaient à la fois des lieux de sépulture où se conservaient les corps embaumés des caciques, des trésors publics où l'on déposait les perles pêchées dans le golfe du Mexique, et des arsenaux remplis d'armes d'une grande richesse.

Ces anciens peuples de la Floride appartenaient sans doute à la race péruvienne. Garcilasso, ce descendant de la race royale des Incas, les appelle *ses compatriotes*. Contemporain de Soto, ayant connu personnellement plusieurs des compagnons de ce capitaine, et ayant eu lui-même occasion de voir des Floridiens, il ne leur eût pas donné ce titre, s'ils n'avaient appartenu à la grande famille des tribus péruviennes. Mais plus qu'aucune autre partie du monde, l'Amérique a été le théâtre de ces grandes invasions qui remplacent une population entière par une autre. Les Floridiens de Soto n'existent plus depuis long-temps, et au moins deux races distinctes leur ont succédé sur le même sol. La première, dont l'histoire et l'origine sont peu connues, formait encore au commencement du dernier

siècle plusieurs nations distinctes, dont les principales étaient les *Savannees*, les *Ogeeces*, les *Wapoos*, les *Icossans*, les *Yamassees*, les *Patikas*, etc. Vers la fin du XVIIe siècle, on vit pénétrer en Floride un peuple nouveau, les *Creeks*, qui bientôt régnèrent seuls sur ce territoire.

Les Creeks sont très probablement originaires de l'isthme de Panama. Leurs pères, disent-ils, habitaient une montagne d'où l'on voyait le soleil se lever et se coucher dans deux mers différentes. Chassés par les Espagnols, ils émigrèrent vers le nord-est, passèrent le Mississipi et firent long-temps partie de la confédération des Natchès. Après la destruction de cette tribu célèbre, les Creeks, craignant de tomber sous la domination des Français, émigrèrent de nouveau, et entrèrent en Floride. Remarquables par leur intrépidité, même au milieu des races sauvages, il soumirent par la force des armes la plupart des peuplades qui occupaient cette contrée, et, bien loin de les détruire après les avoir vaincues, ils les admirent dans leur sein sur le pied de l'égalité. Cette politique à la fois humaine et habile accrut rapidement leurs forces et dut aider puissamment à la rapidité de leurs conquêtes. Seuls les Yamassees rejetèrent toute espèce de propositions et opposèrent une résistance désespérée; battus dans plusieurs combats, ils furent refoulés jusque sur les bords de la rivière de Saint-Jean, et dans une bataille décisive ils périrent presque tous les armes à la main. Dans un de ses voyages solitaires, Bartram découvrit les tombeaux où furent ensevelis les derniers débris de cette tribu. Ils sont placés sur une colline que le fleuve entoure presque de toutes parts, et consistent en une trentaine de monticules peu élevés que des citroniers, des magnolias et des chênes verts couvrent d'une ombre épaisse et religieuse. Les vainqueurs s'étendirent chaque jour davantage, pénétrèrent en Georgie et formèrent le plan de réunir en une seule nation tous les Indiens de cette contrée. Ils furent arrêtés par les Cherokees et la belliqueuse tribu des Choctaws. Après bien des combats, les premiers se soumirent et entrèrent à titre d'alliés dans la confédération des Creeks : les Choctaws soutinrent la guerre et surent conserver leur indépendance et leur nationalité.

Les Creeks, maîtres de toute la Floride, se partagèrent en deux grandes divisions. Les Creeks inférieurs ou *Siminoles* occupèrent les parties les plus méridionales; les Creeks supérieurs ou *Muscogis* eurent en partage le nord de la province et une partie de la Georgie. Leur population s'accrut rapidement. A l'époque où Bartram visita

ce territoire, on y comptait un nombre considérable de villages et cinquante-cinq villes principales, chefs-lieux d'autant de tribus. Parmi ces petites capitales aujourd'hui détruites, il s'en trouvait où le nombre des habitans atteignait le chiffre de quinze cents à deux mille. Les édifices qui composaient ces grands établissemens n'étaient rien moins que de simples huttes. C'étaient de véritables maisons à deux étages, construites avec des troncs d'arbres faute de pierres, et bien supérieures aux *log-house* des colons anglais. Chacune d'elles avait son jardin où l'on récoltait quelques légumes; mais les terrains à maïs étaient ordinairement à quelque distance de la ville. Là chaque famille avait son champ, et, bien que les travaux de culture se fissent en commun, chacun recueillait et emmagasinait le grain venu sur sa portion de terre. Les chefs prélevaient seulement une certaine quantité de la récolte pour un grenier public destiné à parer aux besoins imprévus. Ce grenier était attenant à la chambre du conseil, vaste rotonde où les guerriers seuls avaient le droit d'entrer, et d'où les femmes étaient bannies sous peine de mort.

A certaines époques, les députés de toutes les peuplades s'assemblaient pour délibérer sur les intérêts généraux de la confédération. Lorsque le sujet de la réunion était de nature pacifique, on choisissait pour lieu de rendez-vous la ville d'*Apalachucla* située au confluent de la Flint et de la Chattaoutchi. Cette capitale était consacrée à la paix, et il était défendu d'y verser le sang humain. A quatre lieues au nord, sur les rives de la Chattaoutchi, se trouvait *Coweta*, la ville de sang. C'était là que se décidaient les grandes expéditions militaires et qu'on exécutait les criminels ou les prisonniers condamnés à mort à titre de représailles. Chaque tribu reconnaissait un chef suprême, décoré du titre de *mico :* à lui appartenait le gouvernement civil, l'administration du grenier public, le droit de convoquer et de présider le conseil, de recevoir les étrangers et les ambassadeurs. Après lui marchait le *grand chef des guerriers*, dont le pouvoir entièrement indépendant s'étendait sur toutes les affaires militaires. Ni l'un ni l'autre n'agissait jamais sans consulter le conseil des vieillards.

Les Creeks adoraient le *grand esprit*, et, comme les autres peuples de l'Amérique du Nord, croyaient aux *prairies bienheureuses*. Leurs mœurs étaient douces et pures. S'ils laissaient aux femmes seules les soins du ménage et le travail des champs, du moins ils les traitaient avec bonté, et un guerrier aurait cru se déshonorer en les frappant. Ils enlevaient la chevelure de l'ennemi tombé sous leurs coups, mais

jamais le prisonnier n'était lié au poteau des tortures. Il était seulement regardé comme esclave et partageait en cette qualité le travail des femmes. C'est ainsi que Bartram dit avoir vu un vieux chef de Muscogis servi par des Yamassees faits prisonniers pendant la lutte acharnée des deux peuples. Cette servitude tout individuelle ne se transmettait pas aux descendans : le fils de l'esclave était libre et membre de la tribu.

Telle était la nation des Creeks en 1778, avant d'avoir été décimée par les balles des *squatters* et démembrée par les actes du congrès américain. Les traits de cette esquisse rapide sont empruntés aux écrits d'un homme qui, pendant deux années entières, a vécu au milieu de ces peuples, recueillant et vérifiant par lui-même les témoignages des trafiquans établis dans ces contrées. On voit que cette race mexicaine, tout en empruntant quelque chose aux populations septentrionales, avait conservé ses caractères propres, et qu'elle possédait tous les élémens d'une civilisation plus avancée. Mais l'Anglo-Américain de nos jours semble s'être donné pour tâche de mener à fin l'œuvre de destruction commencée par les Cortez, les Pizare, les Almagro. A mesure que les États-Unis grandissent, la race caraïbe disparaît. A leur approche, les habitations vastes et commodes groupées en villages populeux font place aux huttes d'écorce perdues au milieu des bois; le feu mystique s'éteint et n'appelle plus les guerriers dans la salle du conseil; les nations, les peuplades se dispersent, et les individus isolés tombent sous le fusil des chasseurs, périssent de misère et de faim, ou traînent dans les villes une vie dégradée par des vices empruntés aux Européens. La puissante confédération des Creeks est aujourd'hui dissoute. Après une résistance héroïque, la plupart de ses tribus ont été déportées au-delà du Mississipi. Les Chattaoutchis eux-mêmes, qui de tout temps s'étaient montrés les fidèles alliés des Américains et avaient combattu à côté des planteurs contre leurs frères des forêts, ont été relégués en 1839 dans les déserts de l'Arkansas. Plus clairvoyantes, les tribus méridionales n'ont pas voulu croire aux promesses de ce gouvernement, qui se fait un jeu de violer ses plus sacrés engagemens; elles sont restées indépendantes, et, sous le nom de *Séminoles*, luttent encore avec l'énergie du désespoir contre la fatalité qui les poursuit en Floride comme dans l'isthme de Panama, comme sur les rives du Mississipi.

Les Séminoles ont conservé les traits distinctifs de leur race; ils ont le visage ovale, le nez saillant, les yeux bien fendus, les pommettes très proéminentes, la peau d'un rouge cuivré. Leurs femmes

sont moins maltraitées par la nature que celles des autres tribus, et quelques filles de chefs peuvent même passer pour jolies; mais cette fleur de beauté passe vite, et à vingt-cinq ans la jeune Séminole est entièrement flétrie. Les hommes sont en général grands et bien faits; presque tous ont la main remarquablement petite et douce. En temps de paix, leur costume se compose d'une chemise de toile ou de peau, de longs bas de cuir et de mokassins, quelquefois ils s'enveloppent d'une couverture pittoresquement drapée; mais aussitôt que le cri de guerre retentit dans les forêts, le guerrier dépose tous ces vêtemens et les remplace par des couleurs éclatantes qui dessinent sur son corps des emblèmes de mort. Pour combattre ses ennemis, il emploie encore les armes de ses ancêtres, les flèches et le tomahac. Il y joint la longue carabine et un couteau à scalper de fabrique anglaise, et parfois suspend à son bras gauche un bouclier en peau d'alligator parfaitement à l'épreuve des balles.

On trouve encore chez les Séminoles des traces de leurs anciennes institutions. Les vieillards et les chefs ont conservé leur empire. Ces derniers forment une espèce d'aristocratie héréditaire, et bien qu'un simple guerrier puisse, par son courage, s'élever à cette dignité, il n'a jamais autant d'influence que les chefs entourés du prestige de la naissance. Les lois sont en petit nombre, mais d'une application facile, et nul ne peut se soustraire à leurs arrêts. — Le meurtre, même involontaire, est puni de mort. Deux jeunes guerriers étant ensemble à la chasse, l'un d'eux eut le malheur de tuer son camarade par accident. Aussitôt il alla se livrer lui-même. Le conseil s'assembla, et prononça la peine du talion. Sans murmurer, le jeune homme vint s'agenouiller au milieu du cercle formé par ses juges, et le plus proche parent de son ami lui fracassa le crâne d'un coup de massue. — L'adultère est puni, comme chez les anciens Creeks, par la perte du nez et des oreilles. Le chef suprême des Chattaoutchis, le vieux Conchattemico, interrogé sur l'origine des blessures qui défiguraient son visage, réfléchit un instant, puis répondit : « Il y a long-temps, bien long-temps, quand j'étais jeune et fou, je fus surpris avec la femme d'un Indien; je fus mutilé. C'est la loi : c'est bien. »

Dans leur guerre actuelle contre les Américains, les Séminoles se montrent aussi féroces que le furent de tout temps les Hurons, les Iroquois, et les autres peuplades du nord. Chassés de leurs habitations, traqués comme des bêtes fauves, ils ont eu recours à de terribles représailles, et, dans leurs expéditions, ils n'épargnent plus ni l'âge ni le sexe; ils font périr leurs prisonniers dans les plus af-

freux tourmens. C'est à tort qu'on voudrait voir la preuve d'une férocité instinctive dans ces excès qu'explique, sans les justifier, un désespoir trop légitime. Tout blanc qui n'appartient pas à la nation persécutrice peut, comme autrefois, voyager en sûreté parmi ces derniers représentans des Creeks. En 1839, l'équipage d'un brick français, naufragé sur les côtes de la Floride, allait être massacré. Un jeune mousse fit le signe de la croix. Aussitôt les sauvages, convaincus que ces blancs n'étaient pas de race anglaise, les accueillirent et leur facilitèrent les moyens de gagner Saint-Augustin. Même dans la lutte désespérée qu'ils soutiennent contre les États-Unis, les Séminoles conservent une sorte d'esprit chevaleresque : ils rendent hommage à leur manière au courage de leurs ennemis. Lorsque le général Jackson eut vaincu les Mikasoukis, leur principal chef, Néomaltha, se rendit auprès de lui et le harangua en ces termes. « Tu es un guerrier; ceux qui t'ont précédé étaient de vieilles femmes; toi, tu es un grand chef. Fais-moi mourir dans les tourmens, car, si tu étais mon prisonnier, je voudrais voir jusqu'où va ton courage. » — Lorsqu'il apprit qu'on lui laissait la vie, il s'écria : — « Conduisez-moi loin, bien loin; car, ne pouvant plus combattre les blancs que j'exècre, je veux au moins ne plus les voir. » — Ce souhait du guerrier vaincu fut exaucé; on le transporta dans l'Arkansas, où il vit encore. Les États-Unis se montrent rarement aussi généreux envers les chefs séminoles qui se distinguent dans cette guerre. Presque tous ceux dont ils ont pu s'emparer sont morts dans les fers. Nous devons citer, entre autres, Oscéola, homme remarquable par son génie, qui avait conçu le projet de réunir sous une seule bannière toutes les tribus errantes au-delà du Mississipi, et de venir ensuite à la tête de cent mille guerriers balayer les établissemens fondés dans ces parages. Fait prisonnier par trahison, il fut enfermé dans un fort de l'Union, et mourut bientôt de chagrin.

La surface de la Floride, avons-nous dit plus haut, est de neuf mille lieues carrées; la population blanche et noire qui occupe cette province s'élève à peine à cinquante-quatre mille individus; c'est, on le voit, six habitans par lieue carrée. Eh bien! l'espace manque aux planteurs et aux *squatters*. Tout moyen leur est bon pour anéantir les quatre ou cinq mille Séminoles qui survivent à une guerre d'extermination. Bien loin de s'opposer à leurs efforts, l'Union les aide de toutes ses forces : elle prodigue hommes et trésors pour conquérir des marécages où ses propres sujets ne sauraient subsister. Il résulte des documens officiels que, depuis dix ans que dure cette guerre,

les États-Unis y ont dépensé 20 millions de dollars, ou 606 millions de francs; on estime qu'ils ont pris ou tué deux mille cinq cents sauvages. Ainsi chaque tête d'Indien leur revient à plus de 40,000 francs.

Si un jour, écrasés par le nombre et reconnaissant leur impuissance, les Séminoles demandent la paix, l'Union, nous n'en doutons pas, se hâtera généreusement de l'accorder, mais à la condition pour eux de s'expatrier, de rejoindre dans l'Arkansas les débris de leur ancienne confédération. Là ils retrouveront aussi les Chérokees, les Choctaws, toutes ces populations du sud, jadis nations puissantes, aujourd'hui faibles tribus, que le congrès entasse dans le *territoire indien*. L'Arkansas et l'Ouisconsins sont les deux colonies de déportation où l'Union dépose pour quelques années les Indiens qui l'embarrassent. Le Ouisconsins, destiné aux peuplades du nord, est une région de sept mille lieues carrées, reléguée derrière les rives glaciales du lac Michigan. L'Arkansas, situé au-delà du Mississipi, est borné au midi par le Texas, et son étendue est de treize mille lieues carrées environ. Voilà ce que les Indiens sont contraints d'accepter comme équivalent de plus de deux cent mille lieues carrées de terrain qui leur appartenaient. Il est vrai que plusieurs tribus ont reçu en outre des sommes d'argent; mais, pour montrer tout ce qu'il y a d'illusoire dans ces prétendues indemnités, il nous suffira de dire que les terres cultivées des Chérokees leur ont été payées moins de moitié du prix minimum fixé par le congrès pour la vente des terres publiques, et de tous les hommes rouges, les Chérokees ont été les mieux traités. D'ailleurs, l'Union ne renonce nullement aux terres qu'elle a l'air de donner en échange; les Indiens ne les reçoivent qu'à titre d'*occupans* et non de *propriétaires*. Quand ces malheureuses peuplades auront défriché l'Arkansas, quand la civilisation recommencera à s'introduire chez elles, le congrès réclamera le sol qu'il leur avait prêté, et leur proposera comme dédommagement de les transporter un peu plus loin, par exemple derrière les Montagnes Rocheuses.

Qu'on ne taxe pas d'exagération ces prédictions désolantes. Malheureusement le passé nous permet de prévoir l'avenir. Les Muscogis, les Chérokees, les Choctaws, avaient reconnu les avantages de la civilisation européenne bien long-temps avant de se trouver étreints par les établissemens. Ils avaient modifié leur gouvernement, adopté l'institution du jury, créé des écoles, fondé un journal qui s'imprimait à la fois en anglais et en indien. La bêche commençait à remplacer le tomahac dans la main des guerriers; ils s'adonnaient à la culture, et en 1835 les Choctaws envoyèrent au marché cinq cents

balles ou plus de cinquante mille kilogrammes de coton. Des traités solennels reconnaissaient l'existence de ces peuples comme nations indépendantes, et leur garantissaient leur territoire. Mais la population anglo-américaine est arrivée jusqu'à elles, précédée par ces aventuriers qui lui fraient la route; les établissemens des Indiens ont été détruits, leurs plantations ravagées, leurs arbres coupés, leur vie menacée. Au lieu d'en appeler à la guerre, ils se sont adressés aux états. Ceux-ci ont répondu par des décrets qui abolissaient leurs lois les plus fondamentales, détruisaient leur hiérarchie, les anéantissaient comme corps de nation, sans offrir au moins en revanche quelques garanties pour la fortune, pour la vie des individus. Alors ils ont eu recours au gouvernement central, et, dans une lettre admirable de noblesse et de simplicité, ils ont présenté au congrès leurs trop justes plaintes. Pour toute réparation, on leur a offert de les transporter dans l'Arkansas.

Le fait que nous rappelons ici n'est point un acte isolé. Il se lie à tout un système adopté par l'Union et suivi avec persévérance. Une loi a décidé qu'on ne tolérerait l'existence d'aucune nation indienne en-deçà du Mississipi. Un M. Bell a présenté au congrès un rapport où il cherche à démontrer que les indigènes n'ont aucun droit à la possession de ces terres qu'ils tiennent de leurs aïeux, et que les Anglo-Américains peuvent les en dépouiller en toute justice. Les conclusions de ce rapport ont été adoptées. En présence de cette négation audacieuse des plus imprescriptibles lois de la nature, on cherche sur quel principe s'appuient le gouvernement, la civilisation, qui proclament de telles doctrines. Et lorsqu'on songe qu'elles sont l'expression d'un sentiment à peu près unanime chez un peuple dont les mille sectes rivalisent de rigorisme; lorsqu'on voit en même temps l'incendie de Caboul, le massacre des prisonniers afghans commis au chant des psaumes par les enfans de la religieuse Angleterre; lorsqu'on se rappelle que l'Amérique méridionale a été dépeuplée par la catholique Espagne, et que la destruction des Péruviens commença au signal donné par un prêtre, on se demande avec douleur ce qu'est devenue dans les mains des hommes cette religion que son fondateur résumait en ces termes : *Aimez Dieu, aimez le prochain*.

Les hommes les plus éminens dont se glorifie l'Union américaine ont, il est vrai, protesté hautement contre ces abus de la force brutale. Irving a flétri dans ses écrits la conduite des pionniers. J. Q. Adams n'a pas craint d'accuser en plein congrès l'odieuse injustice des états

de Georgie et d'Alabama, ainsi que la connivence coupable du gouvernement central. Cet ancien président des États-Unis s'est toujours montré le digne successeur des Washington, des Jefferson. Comme eux, il était bien convaincu que, pour égaler l'Européen, le Caraïbe n'a besoin que d'exercer son intelligence; aussi cherchait-il à répandre parmi eux l'instruction en tout genre. Plus récemment, MM. Gallatin et Crawford, partageant pleinement cette manière de penser, ont essayé, à diverses reprises, d'attirer l'intérêt du congrès sur les peuples indigènes. Le dernier, dans un rapport remarquable, demandait que le gouvernement s'efforçât d'attirer dans le sein de l'Union, par tous les moyens possibles, la population indienne, « plus exempte de vices, disait-il, que celle que nous envoie l'Europe. » Enfin M. Everett demandait à la chambre des représentans de pourvoir à l'éducation des Indiens dans les arts agricoles et mécaniques, de les garantir du contact des marchands qui les volent et les corrompent, de les constituer en confédération sous la tutelle des États-Unis; mais ces quelques hommes d'élite ont vainement tenté de ramener leurs concitoyens aux sentimens de justice et d'humanité dignes d'une nation qui se dit civilisée. Les bills de M. Everett ont été repoussés : le rapport de M. Bell était passé à une immense majorité.

A une époque où le mot de philantropie se trouve dans toutes les bouches, où cette vertu est presque devenue une profession, nous voudrions pouvoir ajouter que les écrits des Crawford, des Everett, ont eu quelque retentissement en Europe. Nous serions surtout heureux de pouvoir placer les noms de quelques Français à la suite de ceux de Washington, de Jefferson, de Gallatin. Il n'en est rien malheureusement. M. de Castelnau excuse la conduite des États-Unis par la férocité des sauvages. Il oublie que la vengeance seule a poussé les Séminoles aux cruautés qu'il leur reproche; il oublie qu'on a vu ces barbares, au milieu même de l'ivresse du triomphe et de la vengeance, baisser leur tomahac à l'aspect d'un simple habit de quaker, et rendre ainsi hommage à ce que la tradition leur raconte des vertus de William Penn. M. de Tocqueville, ce peintre si énergique des horreurs de l'esclavage, ne trouve contre les destructeurs des Indiens que quelques lignes d'une froide ironie; il adopte pleinement une opinion chaque jour invoquée dans le congrès pour justifier les plus atroces persécutions. A ses yeux, les Caraïbes sont incivilisables, et il les proclame incapables de toute modification, de tout progrès, lui qui a rapporté en Europe un numéro du journal imprimé par les Chérokees

à New-Echota! Quant à M. Michel Chevalier, il dresse tranquillement le tableau statistique de la population indienne, en conclut avec le plus grand calme que la race caraïbe disparaîtra sous peu de l'Amérique septentrionale, et se console en observant qu'il en existera toujours des échantillons dans l'Amérique du Sud!

Ainsi, parce qu'on transporte d'Afrique dans les colonies quelques milliers de nègres qui ne font guère que changer d'esclavage, qui souvent échappent par la servitude à une mort cruelle, des voix éloquentes s'élèvent avec raison, nous sommes les premiers à le proclamer, contre ce trafic infâme; des sociétés se forment, des gouvernemens s'émeuvent, et l'Europe se coalise pour soutenir la cause de l'humanité. Mais en même temps on extermine une race tout entière : une nation puissante travaille sans relâche et d'un commun accord à cette œuvre d'anéantissement, et personne ne crie à la barbarie, pas un de ces hommes qui tressaillent au seul mot de *nègre*, ne sent le moins du monde s'émouvoir ses entrailles! Pourquoi cette différence? Les hommes rouges ne sont-ils pas nos frères aussi bien que les noirs? La race caraïbe, incontestablement supérieure à la race éthiopique, est-elle moins digne d'intérêt? Nul n'oserait répondre affirmativement. Malheureusement son existence ou sa destruction importe peu à la politique de ce pays où l'on ne peut frapper un cheval sous peine d'amende, où il est permis en revanche d'assommer un homme aux applaudissemens des parieurs. Aussitôt que l'Angleterre a cru pouvoir se passer d'esclaves, elle a voulu supprimer l'esclavage dans les colonies rivales : elle a proposé et obtenu dans ce but l'emploi de moyens qui lui assurent l'empire des mers. Un jour sa sollicitude s'étendra jusqu'à l'Indien. Ce sera quand sa digne fille, l'Union américaine, prête à planter son drapeau sur les côtes occidentales du Nouveau-Monde, menacera les marchands de l'Inde d'une concurrence redoutable. Oh! alors, on peut le prédire d'avance, la moderne Carthage sentira tout ce qu'il y a d'odieux dans la conduite des États-Unis envers les Peaux-Rouges. Ses écrivains prêcheront la croisade, ses lords organiseront des comités, ses ministres multiplieront les notes diplomatiques et armeront leurs vaisseaux. Mais il ne sera plus temps, et le dernier des Caraïbes sera tombé sous la balle de quelque *rifle* en maudissant cette race blanche qui semble prédestinée à dévorer toutes ses sœurs.

A. DE QUATREFAGES.

LA SOCIÉTÉ

ET

LE SOCIALISME.

La Statistique. — La Philosophie. — Le Roman.

Depuis quelque temps, il s'élève contre la société un concert de récriminations et d'anathèmes. Chaque jour, un champion nouveau lui adresse un défi, tantôt au nom des lettres, tantôt au nom de la science. De la civilisation actuelle, on ne veut voir que les défauts; on oublie les bienfaits qu'elle a répandus sur le monde. La manie de l'imitation empire encore cet état de choses, et la passion l'envenime. De là tant de lamentables calculs et de descriptions abjectes. A lire ce qui s'écrit, il semble vraiment que les efforts des générations, le travail des siècles, n'ont abouti qu'à transformer le globe que nous habitons en un vaste dépôt de mendicité ou une léproserie immonde.

Au fond de ces déclamations, un même sentiment se retrouve; il

s'agit d'alléger la responsabilité individuelle de tous les torts que l'on impute au régime social. Naguère on admettait que l'homme doit porter la peine de ses fautes; on veut aujourd'hui que ce soit la société. La société, voilà le grand coupable. Elle a pour mission de procurer aux êtres qu'elle régit un bonheur sans nuages et sans limites : quand elle y manque, il faut lui demander des comptes sévères. Ainsi les termes du programme sont renversés. Pour l'individu, plus de responsabilité; le devoir collectif a effacé le devoir personnel. L'homme n'est tenu à rien depuis que la société est mise en demeure de pourvoir à tout; c'est elle qui est chargée de toutes les invectives comme de toutes les réparations, et, par une singulière loi d'équilibre, on se montre d'autant plus exigeant d'un côté que l'on est plus accommodant de l'autre. On autorise la dépravation des élémens sociaux et l'on demande une société parfaite.

L'antiquité n'a pas commis une semblable méprise. Ce qu'elle a eu d'abord en vue, c'est l'homme : elle s'est adressée à la conscience individuelle plutôt qu'à la conscience sociale; elle a cherché une responsabilité effective, sérieuse, et non une responsabilité abstraite, illusoire. Les grands esprits, dans l'ordre philosophique et religieux, n'ont pas un instant hésité sur ce point; c'est sur l'éducation de l'individu qu'ils ont fondé le perfectionnement de l'espèce. Les formules les plus célèbres de l'éthique ancienne intéressent directement l'homme, le prennent à partie pour ainsi dire. Le *connais-toi* de Socrate, l'*abstiens-toi* d'Épitecte, sont des conseils de morale personnelle, des règles de conduite précises. Le christianisme, à son tour, parle au cœur humain d'une manière directe; il ne s'inquiète ni des torts de la civilisation, ni des imperfections de la société. Dans le schisme même, personne ne se paie d'une aussi mauvaise défaite. Pélage et Abélard, en exagérant le libre arbitre, Priestley en inclinant vers la loi de la nécessité, les antinoméens et les déterministes, le Koran empreint de tant de fatalisme, le dogme païen qu'assombrit l'expiation, tous les cultes comme tous les systèmes, proclament la responsabilité de l'homme, sans faire jamais au milieu dans lequel il vit une part trop grande, sans y puiser les élémens d'une justification aussi dangereuse que commode.

C'est là que se trouve la vérité, non ailleurs : tout autre point de vue laisse la passion sans frein, la conscience sans autorité. Aucune société ne résisterait à un régime où le sentiment du devoir personnel s'affaiblirait devant l'intervention d'on ne saurait dire quelle tutelle collective. La civilisation actuelle est le fruit de l'éducation

lente et successive de l'homme; la loi du devoir a élevé l'individu, et par conséquent l'association humaine. Sans doute, cette loi n'a jamais eu une application complète, et bien des infractions en altèrent la vertu. Il n'en est pas résulté, cela est vrai, des sociétés irréprochables; mais le bien qui s'est produit dans le cours des temps émane de ce mobile, et on ne saurait lui imputer le mal qui couvre encore la terre. L'imperfection de l'homme n'accuse que l'homme; pour qu'il atteigne l'idéal où il doit aspirer, il ne faut amoindrir ni sa liberté ni sa responsabilité. Il y a plus de respect pour la dignité de sa nature chez ceux qui consentent à le voir malheureux par sa faute et régénéré par l'épreuve d'un combat intérieur, que chez ceux qui lui arrangent un bonheur forcé, pour ainsi dire mécanique, obtenu sans effort, partant sans mérite. La part de l'individu doit être grande dans la direction que prend sa destinée. Si la société en fournit quelques élémens, il appartient à l'homme de se les approprier, de les dompter quand ils sont rebelles, de ne point en abuser quand ils sont favorables.

Dans la pratique, cette confusion est pleine de dangers; elle autorise une grande partialité envers les faiblesses et les crimes des individus. Le mal n'excite plus dès-lors de haines vigoureuses; on le regarde comme un produit fatal de la civilisation et excusable à ce titre. C'est ainsi que le sens moral s'affaiblit dans les classes élevées comme dans les classes inférieures. La chimère d'une perfectibilité exclusivement collective ne laisse pas aux vertus privées un rôle suffisamment digne et nécessaire; elle les traite comme une superfétation, presque comme un préjugé. Le bien peut s'accomplir sans cela; l'exercice en est facultatif et arbitraire. L'impulsion sociale couvre et transforme tout; le bon et le mauvais sont emportés, confondus dans une sorte de mouvement fatal et aveugle. Le vice a une excuse; la vertu n'a plus de sanction. Voilà où aboutit invinciblement tout système qui tend à justifier l'homme aux dépens de la société, et qui sacrifie des garanties réelles à des combinaisons imaginaires. On ne saurait plus évidemment quitter la proie pour courir après l'ombre.

Les censeurs systématiques de la société abondent tous, sciemment ou à leur insu, dans cette déception. En l'accusant outre mesure, ils tendent à la dégrader davantage; en la chargeant de toutes les iniquités, de toutes les misères, de toutes les douleurs d'ici-bas, ils nous préparent des douleurs, des misères, des iniquités plus grandes. Ils placent l'effort ailleurs qu'il ne faudrait, et, s'abusant

sur le symptôme, ils font prendre le change sur le remède. Pour colorer cette agression d'un prétexte spécieux, volontiers ils se retranchent derrière l'intérêt qu'inspirent les classes laborieuses et s'en déclarent les défenseurs. A ce titre, et comme cela arrive dans presque toutes les causes, on les voit briller aux dépens de la partie. Certes, aucun mandat n'est plus respectable que celui-là, quand il s'exerce dans la limite des réformes possibles et n'est pas un déguisement de la vanité. Rien au monde n'est plus digne d'attention que ces classes inférieures dont les jours s'écoulent dans un travail sans trève, jusqu'au repos de la tombe. Ce sont les bras de ces hommes qui procurent aux classes aisées des jouissances pleines de raffinemens, et il est, hélas! trop vrai que plusieurs de ces malheureux peuvent ressentir les atteintes de la faim près des gerbes qu'ils ont récoltées, manquer de vêtemens au milieu des riches tissus qu'ils ont ourdis. Le dénuement et la misère n'ont pas disparu d'ici-bas malgré l'influence de la civilisation : il y a encore plus d'une blessure à guérir, plus d'un besoin à satisfaire. A ce point de vue, la poursuite d'améliorations nouvelles est non-seulement légitime, mais encore obligée. Les cœurs y sont enchaînés, l'intérêt même le commande. Seulement, il ne faut pas imiter les enfans dont parle Plutarque, et essayer, comme eux, de sauter au-delà de notre ombre. La loi de l'humanité est d'aller en avant; mais c'est précisément parce que cette marche doit être longue, qu'elle ne doit point avoir le caractère d'un tour de force, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, d'une course au clocher.

La société a encore beaucoup à stipuler pour l'homme, cela est vrai, mais à la condition que l'homme ne s'abandonnera pas. Aucun effort d'ensemble ne pourrait l'élever ni à la grandeur morale, ni au bien-être physique, s'il n'y travaillait lui-même constamment et sans relâche. Ici encore la loi du devoir personnel est la seule qui soit féconde et intelligente. Dans l'état de tutelle où vivent quelques classes de la société, l'une de leurs plus grandes garanties est dans l'honneur et le désintéressement des classes qui disposent de l'empire. L'idéal de ce régime, où le plus grand nombre abdique au profit de quelques-uns, serait que le pouvoir s'exerçât un peu plus dans l'intérêt de ceux qui implicitement ou formellement le délèguent, et beaucoup moins pour le bénéfice particulier de ceux qui en sont investis. On parle de progrès social, celui-ci serait le plus urgent à réaliser. Plus de dévouement et de meilleurs modèles dans les rangs élevés, afin d'amener plus d'aisance et de répandre plus de

moralité dans les rangs inférieurs, voilà une formule plus courte et plus sérieuse que ne le sont les formules chimériques. Elle ne sera pas plus obéie que les autres, et peut-être faut-il en accuser ceux qui ont combattu, sous divers prétextes, l'autorité du devoir. L'égoïsme humain ne saurait capituler que devant une forte éducation de l'ame et un travail intérieur qui conduisent au détachement et à l'abnégation. Quelques ames d'élite ont seules une générosité instinctive; pour les autres, c'est le fruit du temps et de l'exemple. Il est triste de dire que l'école des grands dévouemens se perd et que celle du calcul personnel gagne chaque jour du terrain. On a rendu la bride aux penchans : ils vont où la nature les emporte.

Il est donc de l'honneur de l'écrivain de ne pas déserter la défense des classes inférieures : la déclamation a rendu le terrain difficile; mais on peut reprendre les choses où elles étaient avant les écarts de l'exagération et la fièvre des utopies. C'est une mission si sainte, qu'elle se relèvera sans peine du tort qu'on lui a fait et des déviations qu'on lui a imprimées. Quand on étudie le problème avec quelque maturité d'esprit, on y découvre une foule de détails par lesquels déjà le bien pourrait se réaliser. Il ne s'agit pas sans doute de métamorphose complète, de changement à vue; ces prétentions doivent être abandonnées aux rêveurs. Mais dans un coup d'œil rapide sur les souffrances sociales, peut-être est-il possible de ramener l'attention sur quelques données, sinon neuves, du moins utiles et inspirées par le plus simple bon sens. La misère, le vice et le crime, ces trois fléaux, semblent être pour long-temps les accessoires obligés de toute civilisation humaine. C'est le fruit des passions : les passions n'abdiquent pas. Il ne reste dès-lors qu'à chercher des remèdes partiels, des moyens d'atténuation, tout en faisant, comme l'on dit, la part du feu. Telle est la pensée de la récapitulation qui va suivre.

Avant de l'aborder, il est convenable pourtant d'écarter une accusation préliminaire qui a été souvent reproduite. On a dit et répété que la misère et le crime sont un produit fatal de la civilisation, destiné à s'accroître en raison directe de l'activité industrielle d'un peuple et des victoires que le génie humain remporte sur la nature. C'est là une erreur gratuite. Évidemment on déprécie le temps présent au profit du temps passé, et la difficulté des moyens de vérification donne des forces à cette méprise. En effet, les élémens historiques manquent lorsqu'on veut examiner avec quelque précision ce qu'était, dans les siècles antérieurs, la condition des classes infé-

rieures. La statistique est une science toute moderne; on en abuse aujourd'hui, on n'en usait pas assez autrefois; on veut tout prouver actuellement avec les chiffres, jadis personne ne songeait à cette preuve. Diverses raisons, soit politiques, soit administratives, s'opposaient d'ailleurs à ce que des calculs pussent être invoqués avec suite et avec autorité. La diversité du régime provincial troublait l'unité des documens, et la censure royale en restreignait forcément l'usage. De là une lacune inévitable dans l'histoire économique du pays et une brèche ouverte aux amateurs d'hypothèses.

Cependant, à l'aide de l'observation la plus superficielle, on peut suppléer à l'absence des documens et s'assurer que la misère, loin de grandir avec la civilisation, tend au contraire à diminuer devant une aisance chaque jour accrue et les issues nouvelles que se fraie le travail. Il serait trop douloureux de penser que le progrès social, cette idole du temps, ressemble à ces divinités indiennes qui ne marchent vers le temple qu'en écrasant à chaque pas, sous les roues de leur char, un plus grand nombre de victimes. Cela n'est point; les sociétés modernes ont été calomniées; elles sont au-dessus des sociétés anciennes, comme intelligence, comme bien-être. Si, par misère, on entend ce mal moral qui se traduit au dehors par des exigences inquiètes, une soif immodérée de jouissances et les appels d'une ambition déréglée, oui, certes, notre époque est en proie à cette misère, et les classes ouvrières ne sont pas les seules qui s'en trouvent atteintes. Chez elles, comme dans toute la hiérarchie de la société, se manifestent ces prétentions à l'empire, inévitables dans un temps où tout le monde veut commander et où personne ne se résigne à obéir. Quand de toutes parts chacun semble malheureux de sa position et cherche à se faire une meilleure place, pourquoi les classes laborieuses n'éprouveraient-elles pas le même vertige? Telle est la misère du temps, et au milieu des flatteries dont ils sont l'objet, il est surprenant que les ouvriers ne s'en soient pas ressentis d'une manière plus profonde. Mais si par misère on entend ce mal physique qui se manifeste par des habitudes dégradées et la privation des premières nécessités de la vie, non, il n'est pas exact de dire que notre siècle est, sous ce rapport, plus mal partagé que les siècles antérieurs : c'est le contraire qui est vrai.

Il suffit, pour s'en assurer, de jeter un coup d'œil sur les annales des générations humaines. Certes, comme dépravation, l'antiquité a laissé loin d'elle les temps modernes. Fondé sur les sens, le paganisme avait dû faire aux sens une part très ample, et c'est l'un des

cultes qui ont osé élever la prostitution à la hauteur d'un rite religieux. Les lupercales, les bacchanales, les mystères de la bonne déesse, n'étaient autre chose qu'une débauche organisée et s'exerçant, sous l'œil des prêtres, avec un débordement périodique. Plus près de nous, divers schismes scandalisèrent l'église par d'étranges déréglemens. Carpocrate et Prodicus en donnèrent l'exemple dans les premiers siècles de notre ère, et après eux des sectes nombreuses, comme les Picards, les Vaudois, les frères de l'esprit libre, les dulcinistes, les fossariens, les multiplians, les florians, dont parle Philastre, ne craignirent pas de couvrir leurs dissolutions du voile d'un fanatisme pieux. Les turlupins allèrent plus loin encore; ils eurent des grandes prêtresses et parodièrent les écarts de l'idolâtrie. Ainsi la débauche avait pris asile à côté du sanctuaire d'une manière ouverte, profanation qui a été épargnée à notre temps. Les ravages qu'elle faisait dans les autres classes n'étaient pas moindres. Une sorte de magistrature burlesque avait été imposée, dans le moyen-âge, à la prostitution, et le roi des ribauds n'eût pas échangé son sceptre effronté pour une souveraineté plus décente. Les usages de l'époque autorisaient cette licence, et la langue même, telle qu'on la retrouve dans Rabelais, trahit cette liberté des mœurs par la liberté de l'expression. Les siècles suivans ne dérogèrent point, et il suffit de citer le règne de Louis XV pour donner la mesure du déréglement où étaient arrivés nos pères. En ce genre, il sera difficile de les surpasser.

Voilà pour la licence des mœurs. Quant à la misère des classes nombreuses, il faut se souvenir de ce qu'étaient les ilotes et les prolétaires dans le monde ancien. L'esclavage ajoutait encore à ces douleurs un chapitre dont chaque jour les pages s'effacent. Dans l'ère moderne, ce fut la féodalité qui se chargea de reproduire sous une autre forme les servitudes du régime romain. On parle de l'assujétissement dans lequel les maîtres peuvent tenir les ouvriers; mais que l'on compare ce joug à celui du vasselage d'autrefois, plein de brutalités et de caprices, ne respectant ni la liberté ni la dignité de l'homme, disposant de lui comme d'une machine, et ne lui laissant pas même la jouissance des fruits de son travail! Qui voudrait aujourd'hui, même parmi les plus malheureux journaliers, retourner à cette condition qui faisait du serf une sorte de propriété mobilière? Au lieu de regarder toujours en avant de soi, que l'on jette plus souvent un coup d'œil en arrière : on y puisera, en contemplant le chemin parcouru, la patience nécessaire pour achever l'étape labo-

rieuse qui nous est assignée. Toute génération a eu un contingent de peines et de joies; notre lot est meilleur que celui de nos aïeux, et nous préparons à nos enfans, il faut l'espérer du moins, une existence plus prospère que la nôtre. En fait de misère, qui en a plus essuyé que les populations du moyen-âge, en butte à des famines incessantes, décimées par la guerre, foulées par les partis armés, ravagées par la peste, ruinées par les exactions arbitraires? Un membre de l'Institut, M. Berryat de Saint-Prix, a dernièrement tracé un tableau animé et consciencieux de cette situation trop peu connue. Même plus près de nous, et dans ce que l'on nomme le grand siècle, on voit éclater des plaintes que l'histoire officielle ne mentionne pas. Derrière le luxe de Louis XIV se cachent les privations de tout un peuple. Un seul homme a osé élever la voix, c'est Vauban : aussi, malgré ses services, mourut-il dans la disgrace du souverain. Vauban avait le cœur aussi grand que le génie : quand il se fut assuré du mal, il ne craignit pas de le dévoiler. Dans un passage du *Projet de dîme royale*, Vauban constate que la classe des privilégiés se réduisait de son temps à dix mille familles opulentes ou aisées sur vingt-deux millions d'ames! Un autre écrivain de ce règne, Boisguilbert, aussi judicieux et aussi sincère que Vauban, confirme la triste statistique de ce dernier et ajoute : « Bien que la magnificence et l'abondance soient extrêmes en France, comme ce n'est qu'en quelques particuliers et que la plus grande partie est dans la dernière indigence, cela ne peut compenser la perte que fait l'état pour le grand nombre (1). » Si la misère a sévi sous un roi comme Louis XIV et avec un ministre tel que Colbert, au milieu du silence des factions et de la sécurité intérieure, qu'on juge de ce qu'elle devait être quand le pays était mis au pillage par des mercenaires ou envahi par la soldatesque ennemie. Certes, la matière de tableaux larmoyans abondait dans ces périodes fécondes en calamités; il ne leur a manqué qu'une chose, des statisticiens.

L'amélioration du sort des classes laborieuses est donc un fait qui ressort du moindre rapprochement historique. On peut même, dans les témoignages contemporains, en découvrir la marche et en constater le mouvement. L'un des plus judicieux et des plus consciencieux observateurs des phénomènes industriels, M. le docteur Villermé, a recueilli à ce sujet, dans les manufactures, des aveux précieux de la part des plus vieux ouvriers, de ceux qui, ayant vécu sous deux

(1) *Détail de la France sous Louis XIV.*

régimes, ont pu faire l'expérience personnelle de l'un et de l'autre. Tous ils avouent que leur classe est aujourd'hui mieux logée, mieux meublée, mieux vêtue. Le drap dans les habillemens a remplacé la grosse toile. On rencontre moins qu'autrefois des pieds et des jambes nus; les sabots deviennent rares, les souliers les ont remplacés. Quand arrive un jour de fête, cette population des ateliers se confond par sa mise avec la classe bourgeoise, et semble en être une variété. L'alimentation est plus substantielle et plus abondante; enfin, et c'est là une preuve décisive, la vie moyenne s'est accrue, et, dans l'intervalle d'un demi-siècle, on l'a vue s'élever de trente-cinq à quarante ans. On peut ajouter à ces divers indices le succès des caisses d'épargne et les réserves considérables qu'elles assurent désormais à l'ouvrier. Plus on ira, plus la situation de cette intéressante classe se dépouillera de ce qu'elle peut avoir de précaire. Avec l'aisance viendront la dignité, l'esprit d'ordre et de conduite, la tempérance, la régularité des mœurs. Le bien engendre le bien, comme le mal engendre le mal. Déjà cette amélioration graduelle serait plus sensible et plus manifeste, si, dans la voie du bien-être, les besoins ne s'accroissaient pas toujours en raison des jouissances, et si toute satisfaction n'était pas immédiatement suivie d'un désir nouveau. Que d'objets, autrefois de luxe, sont devenus pour l'ouvrier des objets de première nécessité! que de raffinemens auxquels jamais il n'aurait cru atteindre, et qui sont aujourd'hui à sa portée! Cependant cela ne suffit pas, car il est dans l'essence de l'homme d'aspirer toujours à plus qu'il ne possède. De là cette plainte éternelle qui ne cessera qu'avec l'humanité, et qui est aussi vieille que le monde.

Sous bien des rapports, les sociétés antérieures étaient donc en arrière de la société actuelle; c'est un fait désormais hors de doute. Il y a eu dans le cours des siècles une suite d'acquisitions lentes et précieuses qui composent le lot de notre temps. Les civilisations se forment comme les terrains d'alluvion; chaque âge y contribue et laisse plus qu'il n'a reçu. L'homme s'est ainsi ennobli de deux manières, moralement par une éducation chaque jour plus répandue, matériellement par un bien-être qui sans cesse tend à s'accroître. Le pouvoir, concentré d'abord dans quelques mains, s'est disséminé de manière à intéresser la classe moyenne admise à en régler l'exercice. Évidemment ce sont là des progrès, et, à ce spectacle, toute imputation de décadence tombe d'elle-même.

Le rôle du passé étant ainsi déterminé, il ne reste plus qu'à compter avec l'époque actuelle. En le faisant, il importe de se séparer de

l'école de l'exagération et de s'étudier à en éviter les données et le langage. Quand on traite aujourd'hui de semblables matières, on ne saurait y apporter ni trop de sagesse ni trop de sang-froid. La défense des classes laborieuses ne peut pas, ne doit pas être délaissée, quoique des amis dangereux l'aient singulièrement compromise. Seulement il devient essentiel d'émettre des réserves très explicites et d'assigner à ces questions des limites précises et raisonnables. Les choses en sont là que, pour être écouté, la plus stricte modération est désormais nécessaire. Aussi ne sera-t-il fait ici aucune concession ni à l'utopie, ni au roman, ni même à la statistique : les améliorations lointaines font toujours du tort aux améliorations prochaines, et il y a du bénéfice à se tenir en garde contre des chimères. Cette réserve exprimée, on peut se demander où en est notre siècle pour ces trois plaies sociales, le vice, le crime et la misère, qui rongent surtout les couches inférieures de la société. Est-il quelques mesures immédiates à prendre, quelques topiques certains que l'on puisse appliquer à de tels maux? Pour rappeler une expression devenue célèbre, y a-t-il à ce sujet quelque chose à faire? Ce sont là des questions dignes de quelque intérêt.

Quand on parle du vice, la prostitution se présente en première ligne : c'est de toutes les plaies sociales celle qui affecte le plus douloureusement la pensée et qui porte aux mœurs l'atteinte la plus profonde. Un écrivain spécial (1) a rendu au public le triste service de l'initier aux mystères et aux souffrances de cette vie d'abjection. Les détails de cette déplorable statistique sont connus, trop connus peut-être. Une seule chose peut consoler d'un aussi affligeant tableau, c'est que la société ne pousse personne dans ce monde de la dépravation. Les chutes y sont, à peu d'exceptions près, volontaires; elles ne doivent être imputées qu'aux mauvais penchans de la victime ou aux séductions de ces odieuses créatures qui spéculent sur le déshonneur. Peut-être cette question de la prostitution n'a-t-elle jamais été envisagée avec assez de rigueur. On admet trop facilement que c'est un fléau nécessaire, et que le seul devoir de l'autorité est d'en régler, pour ainsi dire, l'exercice. On la montre comme régnant sur toute la surface du globe, à l'ombre d'une tolérance universelle. Lutter contre elle semble une entreprise pleine de dangers; on aime mieux lui donner une organisation savante, la cantonner, faire des sacrifices réguliers à ce minotaure. Ce système, que l'on croit inattaquable,

(1) *De la Prostitution dans la ville de Paris*, par M. Parent-Duchâtelet.

est précisément ce qui prêterait le plus à une discussion. Il n'est pas vrai d'abord que la prostitution soit partout tolérée et autorisée; elle ne l'est pas dans les pays musulmans ni dans plusieurs villes de la Suisse, où aucun inconvénient ne résulte de cet état de choses. Sans doute, il est difficile de combattre le concubinage et les liaisons irrégulières; mais si l'action publique est impuissante pour la répression des vices, si elle ne peut imposer aux citoyens ni la continence, ni la réserve, elle n'est pas tenue à organiser le déréglement et à donner des garanties au désordre.

Le régime suivi actuellement a un autre écueil bien plus grave, celui d'autoriser l'exploitation en matière de débauche. La police accorde en effet une sorte de sanction à ce trafic abject qui se pratique dans les maisons de tolérance. Elle les classe et les patente, elle leur reconnaît une vie presque légale. Quoi de plus dangereux, et quelle prime donnée au pervertissement! Ce sont là autant de foyers de séduction que l'on crée, autant d'écoles d'infamie. L'établissement une fois fondé, il faut qu'il marche, qu'il se recrute, et aucun moyen ne répugne aux créatures qui président à ces spéculations. Liées par un contrat léonin, les victimes se débattent en vain sous cette horrible étreinte; elles doivent tout à l'entreprise, leur santé, leur pudeur, leur temps; l'entreprise ne leur doit que le vêtement et la nourriture. Contrat odieux! et la police lui donne une sorte de valeur en brevetant l'exploitation! Vraiment, c'est trop de condescendance. Que la prostitution directe soit soufferte, puisqu'on ne peut l'empêcher, et que les natures vicieuses disposent d'elles-mêmes; mais qu'on abolisse la prostitution indirecte, la prostitution en commandite, collective et enrégimentée. On dira que l'usage a consacré cet abus; mais l'usage maintenait aussi les jeux publics, et pourtant ils ont disparu sans inconvénient réel et au grand avantage de la moralité publique. Dans l'un et dans l'autre cas, l'objection la plus sérieuse a été la crainte de sortir de la notoriété pour entrer dans la clandestinité, et de voir des maisons dangereuses et ignorées de la police remplacer des maisons assujéties à une surveillance assidue. Quant aux jeux publics, l'expérience a prouvé que cette appréhension est chimérique : pourquoi n'en serait-il pas de même pour la prostitution? D'ailleurs, c'est là un risque que l'on peut courir en tout état de cause : quand le vice aurait moins de sécurité, la morale n'y perdrait rien.

Si de la région du vice on passe dans celle du crime, on y rencontre cette écume sociale, déshonneur de la civilisation et fléau des

grandes villes (1). Au premier rang figure la série innombrable des escrocs et des filous, déprédateurs redoutables et tacticiens consommés; puis vient la classe qui ne se fie pas seulement à l'adresse pour la perpétration du vol, et qui va jusqu'à l'effusion du sang. Les forçats et les réclusionnaires libérés sont presque toujours les auteurs de ces meurtres qui ne s'exécutent pas isolément, mais en participation pour ainsi dire. Chaque bande a un chef, des éclaireurs, des recéleurs, enfin toute une organisation mystérieuse et une hiérarchie régulière. Le partage du butin se fait avec une conscience qui étonne de la part de pareilles gens. Des cafés, des magasins de vins, des cabarets, connus de la police et objets d'une surveillance particulière, sont les points où ces malfaiteurs se donnent rendez-vous pour préparer leurs attentats. Un vol est considéré comme une affaire que l'on propose, que l'on négocie, et dans laquelle une prime est réservée à celui qui en fournit l'idée et le plan. Une fois en campagne, la bande prend des dispositions pour déjouer les embûches qu'on pourrait lui tendre et se mettre à l'abri des surprises. Chacun a un poste assigné, une fonction, une consigne, et, en cas d'alerte, la troupe entière se réunit pour opposer plus de résistance ou se retirer en meilleur ordre. Ce sont de véritables campagnes entreprises contre la société, et dans lesquelles la stratégie et la tactique jouent un rôle essentiel. L'art du vol a, comme l'art de la guerre, de grands capitaines et des généraux illustres. C'est ordinairement la voix du bagne qui confère ces hauts grades, et cette investiture est rarement méconnue au dehors.

Dans cette organisation savante du crime, il y a quelque chose qui étonne, c'est qu'on ne puisse pas prévenir des actes préparés dans des lieux publics et d'une manière aussi peu mystérieuse. Latéralement à ces bandes de malfaiteurs, la police entretient, avec une judicieuse vigilance, des brigades de surveillans qui, au moyen de certaines affinités et de la connaissance de l'argot en usage parmi les criminels, peuvent suivre jour par jour, presque heure par heure, les habitudes, les moyens d'existence, les projets, les démarches de cette population dépravée. Depuis le *garni* infect dans lequel il s'abrite le soir, jusqu'à la taverne qu'il fréquente, on peut épier le libéré, observer quelles relations il entretient, deviner quels desseins il nourrit. Quand un attentat se commet, il est rare que la police ne mette pas sur-le-champ la main sur les coupables; des indices cer-

(1) *Des Classes dangereuses de la Société*, par M. Frégier.

tains la guident, et elle agit. Rien de mieux que cette rapidité dans la répression; c'est déjà une garantie précieuse pour la sécurité publique. Cependant serait-il impossible d'obtenir ce résultat par des mesures préventives, et d'empêcher l'exécution du crime en intervenant à propos? Si la loi n'autorise pas l'arbitraire, même vis-à-vis des hommes qui conspirent contre la société, la police, sans sortir du cercle légal, a des moyens d'action sur les chefs de bandes, sur les malfaiteurs les plus audacieux. Ils sont, en leur qualité de libérés, soumis aux servitudes de la surveillance, et comme tels ils peuvent être exilés des résidences où ils deviennent trop dangereux. Peut-être serait-il convenable aussi d'emprunter à la police de Londres quelques détails d'organisation d'une efficacité éprouvée. Les combinaisons y sont en général prises dans le sens préventif; on y voit l'intention arrêtée d'apporter des obstacles aux délits et aux crimes. Il est vrai que, chez nos voisins, ce service est établi sur la plus grande échelle, et qu'il emploie un personnel imposant; mais pour tout ce qui touche à la sécurité et à la moralité publiques, il faut savoir se défendre de mesures incomplètes et d'économies mal entendues. Nul argent ne saurait être mieux placé que celui-là, et ce que l'on ajoute à la surveillance est autant d'épargné au budget des prisons et aux allocations pénitentiaires.

C'est vers ce dernier point que l'on doit surtout appeler l'esprit de réforme. Depuis que le régime des bagnes et des maisons de détention a été amélioré, ce séjour n'inspire plus au malfaiteur ni répugnance, ni crainte. L'emprisonnement a perdu tout caractère d'intimidation : on le considère comme une halte dans le crime. Dans cette enceinte où fermentent tant d'immoralités, s'ourdissent des complots qui éclateront à l'expiration de la peine. On y aiguise le poignard qui accomplira un nouveau meurtre, on y tient école des moyens d'effraction et d'escalade qui accompagneront les attentats contre les propriétés et contre les personnes. Là se forment ces bandes qui deviennent si redoutables au dehors, ces associations qui constituent une sorte de compagnonnage pour l'assassinat et le vol. Isolées, ces natures seraient dangereuses, et l'on ne craint pas de doubler, en les mettant en contact, leur puissance pour le mal. Ces êtres dépravés ressemblaient à des tirailleurs épars : en les renfermant ensemble, on en fait une armée compacte et disciplinée. Évidemment c'est dans ce système que la criminalité actuelle puise sa principale énergie. Dès qu'un homme a passé dans une maison de détention, sous les yeux et dans la sphère d'influence des meneurs

de la phalange pénitentiaire, il est désormais acquis à une conjuration éternelle contre l'ordre légal; il rompt avec la société pour entrer dans un monde à part et s'y élever, d'échelon en échelon, jusqu'à l'échafaud. Ce malheureux, une fois entré dans un milieu corrompu, n'aura plus ni la vertu ni la force d'en conjurer les atteintes; la contagion le gagnera, il s'initiera aux beautés de l'argot à l'usage des malfaiteurs; il entendra chaque jour les récits édifians des héros du crime, saura comment ils conduisent leurs opérations, quelles ruses ils emploient pour déjouer la surveillance, quels complices ils rencontrent, quels lieux ils fréquentent. Triste, mais inévitable éducation contre laquelle peu de condamnés savent se défendre, et dont les résultats se manifestent clairement dans les tableaux des récidives!

A cette situation fâcheuse il n'est qu'un seul remède, c'est l'isolement. On a, dans ces derniers temps, compromis cette mesure par des applications politiques. C'est une faute; il fallait conserver à l'emprisonnement solitaire le caractère qui lui appartient, et en faire exclusivement une arme contre les malfaiteurs. De l'avis des esprits les plus éclairés et des observateurs les plus réfléchis, nul moyen n'est plus efficace pour nettoyer les étables du crime. La détention, comme on l'entend, comme on la pratique aujourd'hui, est un complot incessant contre la société. Elle engendre plus d'attentats qu'elle n'en punit, et ressemble moins à une expiation qu'à une menace. Tant que les détenus auront entre eux des communications quotidiennes, il en sera ainsi. Se voir et se parler, pour des criminels, c'est conspirer, c'est s'affermir dans la dépravation. La prison renvoie toujours un homme plus vicieux qu'elle ne l'a reçu; les plus mauvaises natures y donnent le ton et s'y exaltent par le frottement. Il faut donc séparer, isoler les détenus; tout l'indique. C'est le seul moyen de dissoudre les associations souterraines, de faire tomber en désuétude la langue des bagnes et des maisons centrales. Entre des hommes qui ne se seront jamais aperçus, point de conjuration possible, point de pacte secret. Le libéré ne trouvera plus, en quittant la chiourme, des complices pour persévérer dans le mal, des railleurs pour le détourner du bien : il sera livré à ses instincts et à ses penchans. La réclusion cellulaire, la séparation rigoureuse des détenus, auront seules la vertu d'opérer cette dispersion de l'élément pénitentiaire que chaque jour la prison et le bagne versent dans la société. Vainement essaie-t-on d'y substituer des combinaisons ingénieuses qui laissent subsister pour les hôtes de la même maison de détention la complicité de la vue, du geste et de la parole. Pour

être efficace, l'isolement doit être complet et le séquestre absolu. Mettre les détenus en présence dans les ateliers, et leur imposer la loi du silence, a le double inconvénient de créer une contrainte odieuse et illusoire, et de maintenir tous les mauvais effets des communications actuelles. Si l'on veut sérieusement changer de régime, il convient d'écarter les malentendus et les fictions.

Divers reproches ont été faits à la mesure de l'isolement systématique. Cette peine est, dit-on, un épouvantail pour le criminel : elle jette dans un sombre abattement les hommes qui supportaient avec le plus d'insouciance les fatigues des bagnes et les travaux des maisons centrales; ils ont peur du silence et de l'oubli, ils ne peuvent s'habituer à la perspective de cette tombe anticipée. Jusqu'ici l'objection n'est pas sérieuse; elle prouve seulement que la peine a une sanction, qu'elle inspire une terreur salutaire. L'emprisonnement en commun n'intimidait pas, l'emprisonnement solitaire intimide; c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de ce dernier moyen de répression, et, dans la bouche des intéressés, cet éloge a plus de valeur encore. Il est vrai qu'on accuse en outre l'isolement d'exercer une action funeste sur la santé et sur la raison des détenus, d'accroître la moyenne de la mortalité pénitentiaire, et surtout d'engendrer de nombreux cas de folie et d'hébètement. A l'appui de ce grief, la statistique expose des calculs victorieux que détruisent les calculs non moins concluans de la statistique opposée. Cette science est coutumière de ces luttes : il faut s'en servir avec prudence, comme d'une arme à deux tranchans. En admettant même comme vrai un fait suspect, quand il serait aussi prouvé qu'il l'est peu que la vie cellulaire est moins favorable au condamné que la vie en commun, il faudrait encore mettre en balance d'un côté l'intérêt social tout entier, de l'autre les chances de longévité du rebut de la population. Que tout homme ait droit à la compassion de ses semblables, rien de mieux; mais, pour être judicieuse, cette compassion ne doit pas sacrifier le grand nombre au petit, la règle à l'exception. Le premier devoir et le premier soin de toute société sont de s'épurer et de laisser aux générations qui arrivent de meilleurs élémens que ceux qu'elle a reçus des générations antérieures. C'est pour cela que le châtiment a été institué, non comme une dérision, mais en vue d'intimider et de punir.

Quand on envisage l'ensemble des souffrances humaines, on ne s'explique pas ces sollicitudes excessives pour les classes qui en sont le moins dignes. En fait de sacrifices, la société en supporte de bien

plus regrettables et douloureux que ceux d'une mortalité plus grande parmi les voleurs et les assassins. Pour l'honneur du drapeau, nos soldats campent dans les marais pestilentiels de l'Afrique, et la fièvre éclaircit leurs rangs plus que la balle des Arabes. Sous nos yeux, la partie laborieuse de la population habite tantôt des logemens sans air ni soleil, tantôt des ateliers insalubres : à un salaire à peine suffisant s'ajoutent pour elle la perspective d'une suspension de travail et les charges de la vie de famille. Parmi ces ouvriers, il en est qui sont voués à des métiers notoirement dangereux, comme les plombiers et les verriers, et pourtant on les voit se résigner courageusement et tomber à leur poste comme d'intrépides soldats. Ainsi la société ne peut pas porter aux hommes méritans tous les secours dont ils ont besoin : elle ne peut ni les soustraire à un milieu délétère, ni les affranchir des incertitudes de l'existence; et l'on voudrait qu'elle épuisât, vis-à-vis du crime, la mesure des soins et des attentions, que, non contente d'assurer aux détenus une nourriture abondante et saine, des cellules aérées, des vêtemens, un lit, des médicamens au besoin, elle s'inquiétât minutieusement des conséquences de la réclusion et reculât devant l'idée d'augmenter d'un ou deux pour cent le chiffre de la mortalité annuelle! Non, cette sollicitude serait immorale et injuste : la détention doit conserver un caractère expiatoire; en adoucir outre mesure les conditions, c'est donner un encouragement au crime, c'est abolir la crainte du châtiment.

Dans l'intérêt de la sécurité publique, il est donc temps de briser le faisceau que les malfaiteurs sont parvenus à former, et de les combattre par l'isolement. Une civilisation comme la nôtre ne doit pas supporter le spectacle de cette fédération du vice qui a des points de réunion permanens, des chefs, des espions, une hiérarchie, un code et un idiome. Si le régime cellulaire peut, comme il y a lieu de le croire, rompre une aussi malfaisante ligue, il importe de ne pas en différer l'expérience. Les adversaires de l'isolement ne discutent guère que sur des adoucissemens de détail et des difficultés d'exécution. Il est aisé de concilier ces dissidences et de trouver une combinaison qui, sans altérer l'efficacité de ce régime, en tempère les inconvéniens. Quel qu'en soit d'ailleurs le mode, une réforme est urgente, surtout depuis que la littérature va prendre des héros et des héroïnes dans les régions où l'on parle l'argot. L'affiliation des malfaiteurs doit être anéantie : qu'on sache prendre une mesure décisive, et bientôt elle n'existera plus que dans les romans.

Du vice et du crime, on peut arriver sans transition à la misère qui y confine par tant de points. C'est là d'ailleurs le principal chef d'accusation qu'on fait valoir contre la société. La misère des classes laborieuses est présentée comme un grief accablant pour la civilisation qui en souffre le spectacle. Des hommes généreux, des écrivains sensés, se sont émus à ce cri, et de divers côtés on a cherché des solutions au problème le plus épineux des temps modernes, celui de concilier la liberté du travail avec la continuité et la suffisance du salaire. Ce qu'une pareille étude a fait ressortir, c'est que, dans le cours des temps, les classes laborieuses n'ont jamais connu qu'un état précaire, aggravé par l'ignorance et le fanatisme. Les formules de civilisation, graduellement améliorées, ont adouci cette misère, mais avec la lenteur et le calme qui président aux évolutions humaines. Le travail, après avoir passé par le régime des castes de l'Égypte et de l'Inde, de l'esclavage romain et du vasselage féodal, s'est enfin émancipé : aujourd'hui il s'appartient, il dispose de lui-même. Dans cet état nouveau et récent, doit-on s'étonner qu'il aît encore l'imprévoyance et la faiblesse de l'adulte? Avec le temps, l'éducation du travailleur s'achèvera. Il comprendra mieux quelle est son importance dans l'ensemble des relations sociales, et quel rôle il lui appartient d'y jouer. Ce n'est pas par des prétentions qu'il s'élèvera, comme on le lui conseille aujourd'hui, mais par des services. Il serait étrange que l'émancipation demeurât stérile, quand la servitude a été féconde. C'est faire injure aux classes laborieuses que de le supposer.

Qu'on n'affecte plus autant de souci pour les hommes qui vivent du travail de leurs mains : ils trouveront leur route d'eux-mêmes. Ils ont la patience et le nombre; quand ils y joindront l'esprit de prévoyance et de conduite, toute société devra compter avec eux. On parle d'association, de formules d'association : avant d'y songer, les classes laborieuses ont à épuiser l'épreuve complète du régime d'affranchissement dans lequel elles ne sont entrées que depuis un demi-siècle. Toute association, même avec des clauses disciplinaires, ne peut être aujourd'hui qu'un contrat libre, volontaire, spontané; il faut qu'en y entrant chaque membre sache à quoi il s'engage, quels droits il aliène, à quels devoirs il se soumet. Dans la masse actuelle des ouvriers, ce sentiment, cette conscience, n'existent pas encore. Toute association libre les trouvera un jour dociles, le lendemain rebelles, aussi prompts à se lier qu'à se dégager, répugnant même aux obligations qu'ils se seront créées. En mainte occasion, on a

cité des exemples heureux de l'association et des bienfaits qui en découlent, surtout au point de vue des institutions d'épargne et de prévoyance. Il fallait ajouter qu'aucune de ces créations n'a pu survivre long-temps à l'inconstance des travailleurs : celles qui se sont maintenues ne le doivent qu'au dévouement et au zèle de quelques hommes de cœur étrangers à la classe ouvrière. Dans l'état actuel, cette classe redoute encore moins la privation que la discipline, et ne reconnaît, au milieu de bien des misères, qu'un seul bonheur réel, celui de n'obéir qu'à elle-même. Pour mieux constater ce droit, elle en abuse souvent au point de se nuire, comme dans les chômages volontaires et les interruptions systématiques du travail. Les coalitions, dont plus d'une industrie a offert le spectacle, n'ont pas d'autre origine que le désir de faire acte d'indépendance vis-à-vis de l'entrepreneur, et de secouer la servitude du salaire. Voilà où en sont les choses aux yeux des hommes qui les observent froidement : évidemment ce sont là des élémens réfractaires pour l'association, qui demande avant tout à l'individu le sacrifice de ses caprices et la fidélité aux engagemens.

On a beau faire, on n'échappera pas à ce dilemme : de deux choses l'une, ou l'association des travailleurs sera forcée, ou elle sera libre. Si elle est forcée, elle rentre dans le régime des corporations d'autrefois, des jurandes et des maîtrises, c'est-à-dire dans une organisation arbitraire du travail. A part quelques esprits enthousiastes du passé, personne ne veut de ce retour à un privilége condamné par l'expérience (1). Reste alors l'association libre qui manque de sanction, qui n'est qu'une lettre morte. Vainement un écrivain (2), dont on ne peut méconnaître ni les intentions, ni les lumières, a-t-il essayé de tracer un règlement où la liberté se concilie avec la discipline, et le droit commun avec la hiérarchie. Ce système n'a qu'un défaut, celui de stipuler dans le vide : personne ne s'y ralliera. Tant que le travail restera libre, l'ouvrier préférera l'indépendance à la solidarité. Ce n'est jamais de plein gré que l'homme s'impose des chaînes, même dans l'intérêt de son propre

(1) M. Rossi, en parlant de l'apprentissage, qui était, avec la division arbitraire des métiers, le caractère distinctif des corporations anciennes, a dit avec le plus grand sens : « L'apprentissage n'était point établi en faveur des ouvriers, mais tout en faveur des maîtres; c'était une sorte de servitude temporaire. » Cette phrase résume admirablement le vice fondamental du système des corporations.

(2) *Du Progrès social*, par M. de Lafarelle, député du Gard. — *Réorganisation disciplinaire des classes industrielles*, par le même.

bien-être. Tout avantage de corps lui paraît vain auprès de cette latitude d'action, de cette liberté de mouvement dont il jouit aujourd'hui. La corporation industrielle ne pouvait subsister qu'à la condition d'être close et de régner despotiquement sur une profession. Vouloir en faire quelque chose de paternel et d'accessible à toute heure, sans titre particulier, sans caractère exclusif, c'est le rêve d'un homme de bien, mais ce n'est malheureusement qu'un rêve.

Les habitudes du compagnonnage, loin d'accuser, comme on l'a dit, une tendance à l'association, prouvent au contraire combien il existe d'élémens dissociables parmi les populations ouvrières. Le compagnonnage est une institution des temps barbares fondée sur la rivalité des corps de métier, et en vue de la guerre séculaire qu'ils se livrent. Non-seulement elle classe chaque profession à part, mais elle consacre des catégories dans la même profession. Au lieu du principe de la solidarité, c'est le principe de la séparation qui y prévaut. Toutes les coutumes du compagnonnage respirent une haine farouche entre les divers corps du *devoir*, c'est le nom qu'ils se donnent. Isolés ou en bandes, les compagnons s'adressent des défis grossiers, se provoquent par des chansons outrageantes, et finissent par engager des duels meurtriers ou des mêlées épouvantables. Y a-t-il rien là-dedans qui ressemble à une association, dans la saine acception du mot, et qui en contienne le germe? Sans doute, le compagnonnage stipule un échange de secours mutuels entre les membres d'un même *devoir*, mais les traces du bien qui en résulte sont effacées par un cérémonial puéril qui aboutit presque toujours à des stations prolongées dans les cabarets. En somme, ce sont là des traditions fâcheuses, un legs de siècles peu éclairés. Au lieu de refondre le compagnonnage, comme le voudrait un ouvrier qui a écrit un livre sur cette institution, au lieu d'en composer l'idéal, comme l'a fait un romancier, il y aurait plus d'avantage à l'extirper du sein des classes laborieuses. Le compagnonnage est une sorte de guerre civile entre les travailleurs, guerre d'autant plus opiniâtre qu'elle n'a pas d'objet et ne saurait avoir d'issue.

Ce qui plaît à l'ouvrier dans le compagnonnage, ce qui l'attache à cette coutume, c'est précisément le caractère turbulent et agressif qu'elle revêt. Autant il lui répugnerait de subordonner son indépendance à une association calme et sensée, autant il y a d'attrait pour lui dans ces affiliations militantes. Le bruit l'attire, les promenades en corps de *devoir*, avec la canne à la main et les signes distinctifs au chapeau, sont pour lui une grande source de jouissances. Ce que

l'on entend par une association n'aurait à ses yeux qu'une valeur abstraite et passive; le compagnonnage, au contraire, se produit au soleil, s'agite, s'escrime, a des mots de passe, des gestes mystérieux, des pratiques particulières pour la *conduite* et *l'embauchage*, enfin tout un code et presque des rites. C'est la franc-maçonnerie des classes laborieuses : elles y tiennent précisément à cause de ces détails qu'on peut taxer de barbarie ou d'enfantillage. On aurait donc tort de voir là-dedans un acte réfléchi, susceptible de discussion et donnant ouverture à une réforme. L'entraînement, l'exemple, l'habitude, ont fondé le compagnonnage; le jour où les classes laborieuses chercheront à en peser le mérite, à en raisonner les effets, il sera bien près de finir : tôt ou tard, le bon sens des ouvriers en fera justice.

Il ne faut ni décrier l'ouvrier ni le flatter. En général, on ne garde pas, à son égard, assez de mesure, on ne montre pas assez de justice; on le place ou trop haut ou trop bas; on va volontiers à l'extrême, soit qu'on l'exalte, soit qu'on le déprécie. L'ouvrier, pris en masse, a des vertus, des qualités qu'on ne doit pas méconnaître; il est serviable, désintéressé, dévoué, patient; il se résigne à une condition précaire avec une philosophie qui ne se rencontre pas dans les classes élevées; il a le sentiment de l'ordre, et, dans une certaine mesure, celui de la dignité personnelle. Ce qui lui manque, c'est l'esprit de prévoyance, c'est le souci du lendemain. Dans les grands centres industriels surtout, il travaille plutôt par boutades qu'avec suite, et cherche dans les plaisirs du cabaret une triste diversion aux fatigues de l'atelier. Un autre travers de l'ouvrier, c'est une répugnance invincible et involontaire pour ce qui le domine. L'instinct de l'obéissance et de la discipline ne dépasse pas, pour lui, la sphère des devoirs directs : il accepte une hiérarchie dans le travail; hors du travail, il ne reconnaît plus ni conducteurs ni maîtres. On a pu le voir, dans ce qui touche à la politique, désavouer ceux qui parlaient en son nom et donner le spectacle d'une armée où les soldats dictaient la loi aux généraux. L'ouvrier est ainsi fait : il exige toujours plus qu'on ne peut lui accorder et dépasse le but où l'on essaie de le conduire. Dans l'ordre industriel, cette jalousie, cette inquiétude, se retrouvent. Là, plus le patronage est immédiat, plus il paraît intolérable. L'ouvrier qui s'est élevé au rang d'entrepreneur excite plus de rancunes que celui qui a toujours occupé cette position. Aussi a-t-on vu ces travailleurs parvenus repoussés par leurs anciens camarades quand il s'est agi d'organiser à Paris les conseils de prud'-

hommes, sorte de juridiction de famille chargée de vider les différends entre les ouvriers et les maîtres.

Cette question est une de celles qui ont pu mettre en relief le caractère des ouvriers. Un homme sorti de leurs rangs, un compositeur typographe, avait fait imprimer à ses frais un petit livre où était débattue cette question des conseils des prud'hommes. Les ouvriers, quand il s'agit d'eux, ont le tort de ne pas savoir limiter leurs prétentions. Boyer s'était montré plus sage, quoiqu'il allât encore au-delà des concessions possibles. Il fut désavoué par les siens, méconnu et délaissé; il n'a pas survécu à cette épreuve, il est mort le désespoir dans l'ame. L'organisation d'un conseil des prud'hommes, même incomplète, était pourtant un bienfait. Les grandes villes industrielles de France, Lyon, Saint-Étienne, Rouen, Reims et plusieurs autres jouissent depuis long-temps de cette institution, qui n'a présenté sur ces divers points que d'excellens résultats. Dans l'ensemble du royaume, le nombre des affaires vidées devant cette juridiction exceptionnelle s'est élevé, de 1830 à 1834, à 60,555, dont 58,330 ont été conciliées, c'est-à-dire 29 sur 30. 56 affaires seulement sont arrivées en appel. Lyon, en 1835, a eu 3,885 contestations portées devant le conseil des prud'hommes, sur lesquelles 3,714 ont été conciliées et 172 jugées. Saint-Étienne, en 1836, sur 2,616 instances, a compté 2,591 arrangemens et 25 jugemens. Rouen, dans le cours de cette même année, a vu passer 1,006 affaires donnant lieu à 967 conciliations et à 25 jugemens. Aucun appel n'a été formé pour ces diverses sentences, ce qui est un témoignage évident de la justice des décisions.

Ainsi c'était déjà un progrès que de réaliser à Paris, dans des conditions analogues, une institution qui fonctionne avec succès dans nos premières villes industrielles. A l'épreuve, on aurait pu juger si quelques améliorations étaient nécessaires, et les réaliser graduellement. Il n'en a pas été ainsi : la mesure a été livrée à la discussion, et dès-lors les exigences se sont donné carrière. C'est surtout à propos de la composition des conseils que le débat a pris de la vivacité. Jusqu'ici les entrepreneurs d'industrie en ont fourni l'élément principal : quelques chefs d'ateliers, contre-maîtres et ouvriers patentés complètent le personnel de ces tribunaux conciliateurs. Sans doute l'intérêt du maître, représenté dans une proportion inégale, y conserve la haute main; mais on conçoit combien cette circonstance doit inspirer de retenue aux manufacturiers opulens, aux notabilités industrielles que l'élection investit de ces pouvoirs. Rare-

ment l'ouvrier aura de déni de justice à essuyer de la part de juges pareils, et dans plus d'une occasion on n'épuisera pas contre lui toutes les rigueurs du droit. Tant que l'entrepreneur tiendra la position dominante, il en sera ainsi : la balance penchera en faveur de l'ouvrier, et les affaires, comme le prouvent les résultats cités, n'iront pas au-delà d'une juridiction de famille. Cependant c'est contre cette situation qu'au nom des travailleurs on s'est récemment élevé. On a demandé que les juges fussent pris moitié parmi les maîtres, moitié parmi les ouvriers, les ouvriers à patente étant considérés comme des maîtres. Ainsi le conseil des prud'hommes serait partagé en deux camps; ce qui, dans bien des cas, rendrait leur action impossible. Le tribunal de conciliation deviendrait un tribunal passionné, et les entrepreneurs, plutôt que d'en subir la loi, conduiraient les ouvriers, à grands frais, dans toute l'échelle des ressorts supérieurs. D'un instrument de paix, on aurait fait de cette façon un instrument de luttes. Ces prétentions n'ont pas été admises, et Paris attend encore une juridiction des prud'hommes. Les exigences amènent inévitablement de tels résultats : elles servent d'oreiller à l'indolence administrative, qui ne cherche que des prétextes pour s'abstenir de toute innovation. L'ouvrier en porte la peine et recule ainsi, par un caprice puéril, des réformes qui lui seraient profitables.

On le voit, ce qui manque le plus aux classes laborieuses, c'est l'esprit de calcul, c'est de savoir se contenir et se conduire. Avec le temps, cette éducation se complètera. La responsabilité personnelle suppose une expérience personnelle; aucune tutelle collective ne peut suppléer cette condition. Peu à peu et individuellement, l'ouvrier, averti par ses propres fautes, éclairé par la pratique de la liberté, acquerra les qualités qui lui manquent, s'élèvera à une position chaque jour meilleure. C'est la loi des siècles, et les anomalies actuelles, fort discutables d'ailleurs, ne sont qu'un incident fugitif dans cette marche constante et nécessaire des choses. Le travailleur a eu ses jours d'enfance et d'adolescence; il aura sa période de maturité. C'est à lui d'entrevoir déjà cet avenir et d'y aspirer. Pour s'en montrer dignes, il faut que les ouvriers éteignent en eux les prétentions inquiètes et sans but, la soif des réformes impossibles, le besoin d'agitations ruineuses. Leur principale force est dans leur modération et dans ce travail lent qui détache incessamment de leur classe des sujets intelligens et laborieux pour les élever dans l'échelle sociale. Ils ont le titre de noblesse des sociétés modernes, le travail; soldats de l'armée industrielle, leur avancement est dans

leurs mains, et il n'est point de haut grade auquel ils ne puissent prétendre. Cette ambition légitime vaut mieux que tous les rêves qui prétendent faire de notre globe un palais d'Aladin, et de chaque homme un millionnaire.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer de nouveau à quelles contradictions se laissent aller les écrivains qui parlent au hasard des classes laborieuses. D'un côté, on représente ces classes comme en butte à toutes les misères, en proie à toutes les dégradations. Aucune couleur n'est assez sombre pour ces tableaux; les populations de truands n'habitaient pas, dit-on, des logemens plus infects, n'avaient pas des mœurs plus repoussantes. Quand la description est achevée, quand on a épuisé ce minutieux inventaire de la souffrance et de l'abjection, on élève un cri d'accusation contre la société au sein de laquelle de pareils symptômes se manifestent. Tel est le premier point de vue; maintenant, voici le second. Ces classes que l'on vient de voir si abaissées se relèvent le front ceint d'une divine auréole. A elles toute la vertu, tout l'honneur qui se rencontrent encore ici-bas! C'est chez elles qu'il faut chercher l'inspiration véritable, la science supérieure; les ouvriers seuls sont de grands philosophes et des poètes immortels. Veut-on sur les destinées à venir une révélation sûre et pertinente, c'est à un ébéniste qu'il faut la demander; désire-t-on entendre des vers où règne le sentiment exquis de l'art, où respirent les beautés de la nature, un tailleur de pierres a seul aujourd'hui la puissance d'enfanter ce chef-d'œuvre. Quels rapports n'a-t-on pas découverts entre la métaphysique sociale et la menuiserie? Le rabot conduit directement à une intuition merveilleuse de la marche de l'humanité, à une critique raisonnée du libre arbitre et de la prédestination. Voyez-vous d'ici un forgeron arrêtant son soufflet pour discuter sur l'objectif de Kant et sur la hiérarchie des capacités de Saint-Simon? C'est pourtant la prétention que l'on voudrait inspirer à la classe ouvrière; on en fait une tribu de docteurs et de rimeurs. Singuliers amis du peuple que ces écrivains qui, d'une part, le dégradent jusqu'à la calomnie afin de le rendre plus digne de pitié, et de l'autre, quand il a besoin de pain, l'invitent à se repaître de fumée!

On dirait qu'on ne peut parler aujourd'hui des classes laborieuses sans tomber dans l'un ou l'autre excès. C'est toujours et à propos de tout la même absence de mesure. Une pareille tendance ne saurait avoir que des résultats fort tristes. Il est dangereux d'inspirer aux hommes le dégoût de leur condition et de leur faire des promesses

qui ne seront pas tenues; on s'expose à les voir continuer l'utopie dans le sens de la passion et venger leurs mécomptes par des tentatives de bouleversement. Si l'ouvrier ne veut pas devenir le jouet d'une déception amère, il faut qu'il se méfie de ses flatteurs. Son rôle ici-bas n'est celui ni d'un héros de roman, ni d'un poète; il remplit des fonctions plus utiles et des devoirs plus réels. Pour roman, il a les soucis de la famille; pour poésie, il a le travail. Il y a plus d'honneur pour lui, plus de profit pour le pays dans l'accomplissement d'une tâche manuelle que dans des aspirations inquiètes vers les œuvres de l'esprit et la vie de l'intelligence. Le chapitre des vocations manquées est déjà long dans la carrière des lettres : que les ouvriers se gardent d'y ajouter une douloureuse page de plus. On ne peut pas servir deux maîtres, et les devoirs modestes de l'homme qui vit de ses bras sont incompatibles avec les ravages de l'orgueil littéraire.

Dans le domaine de la politique, l'ouvrier devrait également rompre avec les conseils qui l'entraînent à des prétentions excessives. Sans doute, les classes laborieuses comptent pour beaucoup dans l'ensemble de la population; on ne saurait, sans aveuglement, méconnaître l'influence et les droits du nombre. Ce serait en outre un triste gage de tranquillité que celui qui reposerait sur l'abdication complète des masses et sur l'abrutissement qui résulte des soucis et des plaisirs grossiers de l'existence matérielle. En France, ce rôle ne fut jamais celui des classes laborieuses. Qui plus vivement qu'elles s'intéressa à l'odyssée militaire de l'empire, aux rancunes contre l'invasion, au mouvement de juillet 1830? Où les bulletins de la grande armée trouvèrent-ils plus de lecteurs enthousiastes, et la victoire des trois jours plus d'énergiques coopérateurs? A toutes les époques, il en fut ainsi : toujours le peuple, dans notre patrie, se mêla à la vie publique; c'est là un de ses titres comme une de ses traditions. Mais il ne s'ensuit pas que tout ouvrier doive rédiger son plan de constitution et se retirer sur le mont Aventin, si on ne l'exécute pas à la lettre. Les destinées de la France ne peuvent pas être à la merci des systèmes politiques et sociaux issus des fumées du cabaret. L'avenir des ouvriers comme celui des maîtres, des pauvres comme des riches, est renfermé dans l'idée du devoir, d'où découlent des habitudes d'ordre et de discipline. Hors de là, on s'agite dans un cercle d'illusions, on court après des fantômes.

Les rêveries de ce genre sont devenues si contagieuses, si générales de notre temps, qu'elles ont mérité les honneurs d'un nom nouveau et désormais consacré : c'est celui de *socialisme*, en d'autres

termes l'art d'improviser des sociétés irréprochables. Plus d'un esprit qui se croit sérieux a payé tribut à cette chimère : il y a aujourd'hui des socialistes partout, dans le roman, dans la statistique, dans la philosophie, dans l'histoire, dans l'économie politique et industrielle. Le mot a fait des ravages, et la chose aussi : des sectes éphémères et bruyantes ont laissé cette empreinte avant de disparaître. C'est de là que sont venues les déclamations contre la société, les anathèmes tumultueux, les récriminations interminables. Il semble qu'on les entende encore. La société est sans cœur et sans entrailles; elle envoie les jeunes gens au canon, les jeunes filles à la prostitution; elle n'a ni soin, ni souci de la vie et de l'honneur des créatures. Toute institution est viciée en germe; comme dans le mauvais fruit, partout on découvre le ver. L'adultère souille le mariage, la fraude déshonore l'industrie, la haine et la jalousie enveniment les rapports, l'égoïsme plane sur le tout et couronne l'ensemble des relations humaines. Ainsi du reste. On devine ce qu'un pareil texte renferme d'amplifications et quelle masse de griefs on peut invoquer contre une société qui n'a pas la prétention d'être parfaite.

Il faut pourtant s'entendre : la civilisation, telle qu'elle existe, n'est pas un décor d'opéra que l'on fait disparaître d'un coup de baguette. Elle représente un ensemble de sentimens et d'intérêts qu'il est difficile d'ébranler. On peut, en y réfléchissant, s'expliquer les illusions des socialistes. Habitans d'un monde imaginaire où l'ame est affranchie de toute peine, le corps de toute infirmité, il n'est pas surprenant qu'ils regardent avec un profond mépris ce monde réel que la douleur tient asservi et que le besoin assiége sous mille formes. Mais c'est là un état particulier de l'esprit, une foi qui ne visite qu'un petit nombre d'ames. Le gros des intelligences ne croit ni aux systèmes infaillibles, ni aux transformations soudaines. De semblables déceptions ne sont d'ailleurs pas nouvelles. Il en est de la régénération sociale comme de la transmutation des métaux, que le moyen-âge regardait comme une découverte non-seulement possible, mais prochaine. Toutes les chimères se ressemblent, et le même sort les attend.

La société réelle a donc poursuivi tranquillement sa marche en dépit du socialisme et des nombreuses sectes qu'il a fait éclore. Les clameurs ne l'ont pas troublée, les injures ne l'ont pas atteinte. Au milieu du grand mouvement de passions et d'affaires qui accompagne la vie humaine, c'est à peine si cette petite turbulence a été remar-

quée. A tous les déchaînemens dont elle était l'objet, la société n'a répondu que par l'indifférence : c'est ainsi qu'elle s'est vengée. On eût mieux aimé ses colères que son dédain : elle n'a pas donné cette satisfaction aux hommes qui l'attaquaient par système. A quoi bon d'ailleurs se charger d'une justice qui se faisait toute seule? A peine éclos, les systèmes se fractionnaient pour se livrer bataille. Il s'agissait de renouveler la face du globe, et vingt procédés pour un étaient offerts. Jamais autant de recettes du parfait bonheur ne furent imaginées, livrées à l'essai. C'est peut-être l'embarras du choix qui a engagé la société à rester ce qu'elle est, mêlée de mauvais et de bon, s'appuyant sur le passé en regardant vers l'avenir. Quant aux écoles et aux églises nouvelles, il suffisait de les laisser aux prises entre elles pour les voir s'éteindre dans le choc des rivalités et les défaillances de l'isolement.

Le socialisme avoué est donc fini ou bien près de finir; mais il semble vouloir laisser une dernière trace dans les sciences et dans les lettres. Bien des travaux se ressentent de cette préoccupation, et obéissent à cet esprit. L'histoire, l'économie politique, la philosophie, la médecine même, en ont été atteintes, non pas, si l'on veut, dans les grandes écoles, mais par l'apparition de dissidens nombreux et résolus. Il serait trop long de récapituler ici ce qui a été fait sous l'empire de cette disposition : qu'il suffise de signaler trois catégories d'écrivains qui, plus ouvertement que les autres, ont sacrifié aux chimères et aux déclamations du socialisme. La première comprend les statisticiens que la passion des chiffres égare; la seconde, les aventuriers de la pensée, rhéteurs vaniteux ou philosophes empiriques; la troisième, certains romanciers toujours prêts à abuser de la couleur. De ces trois classes, la moins excusable est sans contredit celle des statisticiens. Personne n'a attaqué la société avec plus de violence qu'eux, ni intenté à la civilisation, au nom de chiffres fort équivoques, un procès plus opiniâtre et plus brutal. Si la statistique ne sait pas mieux se contenir, elle se fera, auprès des esprits sérieux, un tort irréparable. C'est une science qui renferme des calculs et des argumens pour toutes les causes, fussent-elles diamétralement opposées. Les chiffres sont complaisans; ils se prêtent aux désirs secrets de l'observateur et à la fortune des livres. On se propose de prouver une chose, et l'on voit tout dans le sens de cette démonstration.

C'est ce qui est arrivé pour l'étude des misères sociales. Les chiffres les plus affligeans, les tableaux les plus douloureux, sont devenus

l'accompagnement obligé de ce travail, et en ont composé, pour ainsi dire, la mise en scène. Il fallait frapper, émouvoir, et, comme l'intention semblait justifier les moyens, on a évidemment forcé la preuve et grossi l'effet. De longs cris d'alarme ont été poussés de vingt côtés; on a dressé des tables effrayantes de la misère et de la dépravation publique; on est allé fouiller dans toutes les sentines, afin d'arranger, par groupes symétriques, les crimes, les vices, les douleurs, et de présenter ensuite à la société cet effrayant et hyperbolique inventaire. La statistique sociale ne procède pas autrement : c'est une science d'étalage. On dirait qu'elle veut emprunter quelque chose à la tactique de ces mendians qui empirent l'état de leurs plaies pour mieux exciter la pitié de la foule.

Si l'on voulait chercher, dans des publications récentes, des exemples de ces écarts, le choix seul serait embarrassant. L'un de ces statisticiens, qu'une mort précoce a naguère enlevé, s'était fait un titre spécial de la description des misères de la société anglaise; il avait poussé ce travail jusqu'aux derniers confins de l'hyperbole. De la ville de Londres, il n'avait vu que les cloaques, et, en copiant les enquêtes du parlement, il s'était attaché à en reproduire la partie la plus sombre. On sait aujourd'hui que beaucoup de misères, ainsi décrites, n'ont existé que dans l'imagination de l'auteur ou dans celle des hommes qu'il a consultés. Il y a, de l'autre côté du détroit, une école de statisticiens coloristes qui a devancé et inspiré la nôtre; c'est elle qui, dans le parlement et hors du parlement, dessert les enquêtes rembrunies et fournit les calculs alarmans. Ordinairement le parti religieux y joue un grand rôle et y apporte un fanatisme qui trouble nécessairement le regard. En France, les imitateurs ajoutent à cela l'ardeur naturelle de notre caractère, et le désir de faire leur chemin par des descriptions originales et dramatiques. Ainsi s'engendrent et se multiplient les erreurs.

Quand la statistique française opère sur le terrain national, elle est sujette à d'autres illusions. Jamais on ne vit aligner des calculs avec cette candeur, et les interpréter avec cette naïveté. Ainsi, sur quelques renseignemens puisés à la préfecture de police, un auteur a dernièrement appris aux honnêtes gens de la capitale qu'ils doivent se défier de soixante-trois mille individus, vicieux ou criminels, vivant à leurs côtés. Soixante-trois mille! pas un de plus ni de moins, c'est-à-dire une personne sur quinze. Certes, il y a de quoi donner à réfléchir à ceux qui habitent une ville où tant de corruption fermente. L'auteur assure pourtant qu'il est discret, et qu'avec moins de ré-

serve il aurait pu élever à plus de cent mille le nombre de ces êtres dangereux. Ensuite il pose des chiffres, et quoi de plus concluant qu'un chiffre? Nous voici donc exposés à coudoyer 63,000 suspects dont 1,867 forçats réclusionnaires ou correctionnels, 3,500 escrocs, 7,000 protecteurs de prostituées, 1,500 vagabonds, 6,000 voleurs, 8,000 fraudeurs, 600 recéleurs et 33,000 ouvriers débauchés; le tout au plus juste, et sans que la statistique puisse nous faire un rabais sur ces tables de la perversité. C'est à ne pas y croire : à quelques unités près, on sait, par exemple, qu'il y a dans Paris 8,000 fraudeurs. Qui fournit les élémens de ce nombre? Les fraudeurs, avant d'exercer leur profession, viennent-ils prendre un numéro d'ordre et faire leur déclaration à la police? Sérieusement il n'y a rien dans tout cela qui ne soit hasardé et arbitraire. Il suffit pourtant que ces évaluations soient imprimées, qu'elles émanent d'un fonctionnaire public, pour qu'à l'instant même on s'en empare. L'auteur n'y aura vu sans doute qu'une distraction à des travaux administratifs, et une occasion de se signaler par deux volumes pleins de calme et de bonhomie; mais la déclamation s'armera de ces chiffres pour prouver que nous vivons dans un monde infâme, et la littérature se mettra sur-le-champ à l'unisson de cette clientelle de 63,000 scélérats.

Ce sont là de tristes déviations : l'écrivain qui aspire à un rôle scientifique devrait montrer plus de sang-froid et plus de discernement. Sa tâche ne consiste pas à ne voir qu'un côté des choses et à prendre des conclusions exclusives. Son devoir est d'oublier tout, même le succès, pour ne rechercher que la vérité. Il est l'homme de la raison, non de la passion. Voilà ce qui a manqué à divers statisticiens qui se sont occupés des misères sociales : ils n'ont pas su, ni peut-être voulu envisager complètement le problème et l'aborder avec modération. Les écarts du sentiment et les erreurs de la colère dominent leurs travaux et les laissent sans autorité. Ce sont tout au plus des peintures de fantaisie qui ne résistent pas à l'examen le plus superficiel. Aucun de ces écrivains, parmi les misères dont il faisait le dénombrement, ne s'est attaché à distinguer celles qui, provenant des vices et des folies des hommes, ont le caractère de châtimens mérités, de celles, en bien plus petit nombre, qui dérivent d'une fatalité invincible et ressemblent à des défis accablans qu'un sort ennemi envoie aux malheureux. C'est pourtant là une distinction très essentielle à établir et une réserve importante à faire. La compassion qui s'attache à des souffrances volontairement encourues ressemble à un brevet d'impunité accordé à la paresse, à la

débauche et à l'imprévoyance. Dans tous les cas, la société n'en saurait être responsable, et il serait puéril de vouloir mettre à sa charge les maux qui résultent des écarts personnels et des fautes privées.

Un autre travers dont la statistique aurait dû se défendre, c'est l'exagération; en toute chose, la mesure est inséparable de la vérité. On s'imagine trop facilement que, pour la défense de ceux qui souffrent, la déclamation est permise et l'enluminure légitime. S'il y a erreur, on croit que c'est une erreur qui honore, et que l'intention couvre et domine le fait. Il serait temps de renoncer à ce sophisme. L'un des principaux obstacles à toute amélioration, même de détail, est précisément cette absence de modération et ces prétentions excessives. Exagérer ce qu'il y a à faire, c'est offrir un prétexte aux hommes qui veulent que rien ne se fasse, c'est desservir ceux qu'on prétend secourir. Les tableaux trop rembrunis, loin d'avancer les réformes, les éloignent et les paralysent; personne ne se charge volontiers des entreprises hasardeuses et des cures désespérées.

Ces exagérations des statisticiens, certains philosophes les ont partagées, et par philosophes on entend ici ces rêveurs à la suite qui ont essayé de toutes les chimères sans pouvoir se fixer à aucune. Jouets d'une vanité maladive, ces hommes n'avaient ni assez de puissance pour professer l'erreur, ni assez de bon sens pour servir la vérité. Avec plus d'orgueil que de facultés, plus d'audace que de lumières, ils étaient condamnés à se vêtir des lambeaux de vingt systèmes disparates, et à s'agiter, sans jamais conclure, dans un cercle d'hallucinations. Les socialistes de première main, et les écoles qui en sont issues, ont eu du moins le sentiment d'une théorie complète, et l'ont développée avec une vigueur peu commune. Même en les combattant, on doit rendre justice aux qualités qui les distinguent. Chez les nouveaux socialistes, rien de pareil : les prétentions ont grandi, l'intelligence a disparu. L'emphase remplace l'inspiration, la médiocrité perce sous les airs de prophète. Les uns nuisent à la cause qu'ils veulent servir en substituant au langage de la raison les égaremens de la colère et en distillant sur les hommes plus de fiel que n'en devraient contenir des cœurs élevés. D'autres empruntent aux sectes et aux théories sociales des combinaisons qu'ils travestissent en y ajoutant des rêveries désormais vouées à un ridicule ineffaçable. Pour tromper les ames crédules, ces esprits fourvoyés poussent des découvertes dans tous les sens, tantôt vers le mysticisme, tantôt sur le terrain économique, heureux d'échapper ainsi à leurs incertitudes,

et de couvrir d'un vernis d'érudition les fluctuations et l'indigence de leur pensée.

C'est surtout dans cet état nouveau que le socialisme est devenu dangereux. Les véritables inventeurs, avec la foi qui les anime, appellent la discussion et ne font pas consister leur talent à la fuir. Ils confessent hardiment, clairement, leurs doctrines, et apportent dans le débat une sincérité qui les honore. Il n'en est pas de même des socialistes que nous avons en vue : ils aiment à s'escrimer dans l'ombre, et, quand on les presse trop vivement, ils s'enveloppent de leurs nuages. Leurs adeptes même ne réussissent pas à les tirer de ce silence prudent, lorsque leur impatience les somme enfin de formuler ce qu'ils sont, ce qu'ils veulent. Que prétendent-ils donc? Réformer la société? Mais quelle est alors celle qu'ils espèrent mettre à la place? En prendraient-ils les élémens dans la sphère des médiocrités jalouses, des vanités implacables, des ambitions déréglées, des préventions sans limites? A la surface de toute civilisation flottent des illusions juvéniles et des éblouissemens de l'orgueil que l'on prend volontiers pour de la force : est-ce sur ces types exceptionnels que l'on se propose de modeler l'établissement humain? On aura alors un monde de docteurs indisciplinés et de sophistes intraitables. Livrer le gouvernement à des esprits qui ne savent pas se gouverner eux-mêmes, c'est une grave responsabilité et une entreprise pleine de périls. La singulière réforme que celle qui mettrait le vertige en haut de la hiérarchie et donnerait aux populations, comme inspirateurs et comme guides, des hommes ivres de leurs mérites et livrés à tous les écarts de l'amour-propre!

Dans la voie des invectives, les romanciers qui ont suivi le mouvement socialiste n'ont pas moins d'emportement et d'opiniâtreté. C'est là un singulier spectacle. Voici une nation qui se meut dans la sphère de ses droits et de ses devoirs, une nation affairée et attentive à ses intérêts, une nation passionnée et qui n'est étrangère à aucune noble inspiration. Cette nation pense et agit, fonctionne et travaille, obéit aux faits sans négliger les idées; elle assiste à son propre développement, se rend compte de sa vie; elle a un sentiment complet de ce que sont chez elle, de ce que valent les lois, les mœurs, les usages, les relations de famille; elle n'ignore ni les abus ni les inconvéniens de ce régime, et les déplore sans les exagérer. Acteur ou témoin, chacun, dans sa petite sphère, se crée ainsi une opinion suffisante et acquiert la conscience entière de l'ensemble des relations sociales. Eh bien! à côté de cette grande

famille, une tribu imperceptible d'écrivains prétend modifier complètement l'opinion que la société française doit se former d'elle-même, créer un monde de fantaisie et le lui imposer, imaginer des mœurs odieuses, et les lui faire accepter comme des mœurs réelles, composer un tableau repoussant et le présenter à la ronde comme un chef-d'œuvre d'exactitude. Telle est la comédie qui se joue et qui n'est pas couverte d'assez de sifflets. La société, dans des heures d'oubli, a eu la faiblesse de l'applaudir : c'est un tort dont on abuse aujourd'hui contre elle.

Que les écrivains et les romanciers surtout y prennent garde; le châtiment peut n'être que différé. Pour punir la calomnie et réprimer la déclamation, la société a un moyen énergique, une arme sûre : le délaissement. Si les romanciers font peu de cas de l'estime publique, ils ont un faible pour le succès. C'est de ce côté qu'ils seront frappés, s'ils ne s'amendent. Les paradoxes n'amusent pas long-temps, et le public sera bientôt saturé de peintures immorales ou grotesques. La caricature n'a jamais été de l'art, et les débauches de la plume ne sauraient suppléer ni à l'observation vraie, ni à l'exécution contenue.

Quel titre ont d'ailleurs ces romanciers à se dire les interprètes de la vie réelle, et où l'auraient-ils étudiée? Ils flétrissent la société! Serait-ce par hasard qu'ils s'y trouvent mal à l'aise? La société honore le respect des engagemens, la vie de famille, la fidélité aux devoirs, l'esprit de conduite, le désintéressement, la dignité d'état, la conscience : est-ce là ce qu'on ne peut lui pardonner? et faut-il y voir l'origine de toutes ces colères? L'insulte ne serait alors qu'une expression du dépit ou une formule du remords. Peut-être aussi, sous l'empire de l'enivrement littéraire, les romanciers ont-ils, comme les philosophes, rêvé les palmes de l'apostolat. Il en est aujourd'hui qui, après avoir prostitué leur plume à d'indécentes gravelures, aspirent aux honneurs d'un prix Monthyon et à la couronne du moraliste. Certes, c'est là une prétention étrange de la part de ces esprits qui ont abusé de tout, même du talent, et ont fait du commerce des lettres l'industrie la plus éhontée et la plus vulgaire.

Les romanciers de cet ordre devenir des moralistes, des réformateurs de la société! En vérité, la prétention est étrange, elle est digne de notre temps. Avant de regarder autour d'elle, cette littérature aurait mieux fait peut-être de s'interroger, de sonder ses reins, pour employer une expression biblique. Après avoir été sceptique, railleuse, blasée en toutes choses, avide et peu scrupuleuse, il ne lui manquerait plus que de devenir hypocrite, de prendre la morale

en guise de manteau et la réforme sociale comme un dernier expédient pour battre monnaie. Ce serait un scandale de plus ajouté à tant d'autres. Moraliste, celui qui a emprunté la langue de Rabelais pour infecter le public de récits indécens et de contes cyniques! Moraliste, celui qui s'est fait un jeu de conclure toujours au succès et à l'impunité du crime! Moraliste, celui qui, après avoir composé un chapelet de femmes adultères, déclare que la chute est obligée pour toutes les filles d'Ève, et que la chasteté, exception rare, est un mot qui peut toujours se traduire par le manque d'occasion! Oui, tous moralistes, moralistes de même trempe, qui reviendront à la vertu, si la vertu a du débit et fait mieux les choses que le vice!

La même cause a porté le roman vers la description des misères sociales : la vogue était acquise à de pareils tableaux. De là cette école de coloristes dont l'idéal consiste à outrer les difformités de la nature humaine. Autant les anciens recherchaient le beau en toutes choses, autant cette école recherche le monstrueux; elle nous traite en convives blasés dont le goût ne se réveille qu'aux ardeurs de l'alcool et au feu des épices. Les émotions violentes, les passions échevelées, les sentimens impossibles, les imprécations, les blasphèmes, entrent pour beaucoup dans l'art d'écrire tel qu'on le comprend aujourd'hui. La révolte contre la société anime les conceptions les plus applaudies. Le roman prend un caractère de protestation de plus en plus impérieux et universel; il proteste contre le mariage, il proteste contre la famille, il proteste contre la propriété, il ne lui reste plus qu'à protester contre lui-même. Partout se retrouve la prétention de rendre la civilisation responsable des fautes de l'individu et d'abolir le devoir personnel pour mettre tout à la charge du devoir social. Les romanciers appellent cela poser des problèmes au siècle. Problème singulier que celui d'organiser un monde où les passions seraient sans frein et es fantaisies sans contrainte! La société actuelle a le tort impardonnable de ne pas laisser aux instincts sensuels une entière liberté; aussi, se montre-t-on inflexible à l'égard d'un régime entaché de tant de rigorisme et d'intolérance.

Le roman ne s'en est pas tenu là; de l'élégie il est passé au drame. Désormais ce n'est plus sur la compassion qu'il s'appuie, mais sur l'horreur. Au lieu de parcourir les replis du cœur pour vérifier combien il renferme de sentimens dépravés et d'idées malsaines, le roman s'égare à la découverte des bouges les plus infects et des existences les plus immondes; il se propose de prouver, par la des-

cription des mauvais lieux et l'usage d'un cynique idiome, jusqu'à quel degré d'avilissement l'homme peut descendre, et de quel ignoble limon il est pétri. Il n'est sorte de corruption souterraine et d'obscénité mystérieuse dont il ne se fasse l'écho. Les régions où l'on parle la langue du bagne n'ont plus de secrets pour lui; il s'est chargé de diminuer la distance qui sépare le monde criminel du monde élégant. C'est presqu'un cours d'éducation à l'usage des lecteurs de livres frivoles; ils peuvent y apprendre l'art compliqué des effractions et des escalades. Les grands scélérats ont le droit d'être fiers de cette fortune qui leur arrive. Une tribune leur est ouverte, un auditoire de belles dames leur est acquis! La vogue est à eux, ils semblent l'avoir fixée et ils en abusent; ils ont des romanciers, ils auront des poètes. Bientôt il ne leur manquera plus qu'une Iliade où éclatent toutes les beautés de l'argot.

Voilà où nous en sommes, grace aux écarts du roman. Naguère il se contentait de tresser des couronnes au vice; aujourd'hui il élève un piédestal au crime. Qui peut dire où s'arrêtera cette étude des existences exceptionnelles, cette excursion dans les repaires du vol et de l'assassinat? Comme le meurtrier y devient intéressant! comme la prostituée y gagne du terrain dans l'opinion! Le meurtrier a l'instinct profond du devoir; la prostituée respire cette grace frêle et délicate qui n'échoit qu'aux races privilégiées. Le roman a si bien fait, que ces deux figures n'inspirent plus ni éloignement ni répugnance. On s'y habitue sans peine; le suffrage des boudoirs adopte une débauche si agréable et un attentat si charmant! De là aux sombres épisodes et aux expéditions sanglantes il n'y a plus que des nuances et des transitions. On les franchit, et les coups de poignard, le dévergondage hideux, la corruption la plus repoussante, celle de l'enfance, sont acceptés au même titre et accueillis avec la même faveur. L'assassin pose, et le beau monde applaudit; le malfaiteur a son jour de Capitole, et il y chante un hymne qui ne semble pas près de finir.

Sérieusement, c'est là un des plus douloureux spectacles auxquels une époque puisse assister et un genre de séduction plus dangereux qu'on ne le suppose. Il y a dans le crime on ne saurait dire quelle volupté dépravée dont il ne faut pas réveiller le goût, et la prudence la plus vulgaire conseille de jeter un voile sur les monstruosités exceptionnelles. Toute civilisation a des égouts; qui ne le sait? mais un peuple à part les habite, et personne n'est tenu d'en visiter les

immondes profondeurs. Croit-on inspirer à l'homme le désir du bien, la passion des grandes choses, en l'initiant à des turpitudes qui ne devraient jamais souiller son oreille ou sa vue? Est-ce là un enseignement qui puisse satisfaire autre chose qu'une misérable et futile curiosité? Que l'on ouvre le livre où sont inscrits les grands noms littéraires, et l'on verra si aucun d'eux a dérogé au point d'écrire une telle histoire et de tracer de pareils tableaux. Deux hommes seulement ont abordé cette tâche avec un succès que leurs plagiaires obtiendront difficilement : on les nomme Mercier et Rétif de la Bretonne. Qu'est-il resté de leurs œuvres? Qui se souvient du *Tableau de Paris*, livre pensé dans la rue et écrit sur la borne, comme le disait Rivarol? Qui connaît *les Nuits de Paris*, ce cauchemar en quatorze volumes, où l'auteur passe en revue les antres de la débauche et du crime, sans reculer devant aucun détail, sans faire grace au lecteur d'une seule impureté? Ces écrivains ont été aussi les héros de leur temps. Où sont-ils aujourd'hui, et qu'est devenue leur gloire? Ceux qui les suivent et les imitent auront le même sort; rien ne vit ici-bas que par l'idée morale. Le rôle d'un écrivain n'est pas de remuer la fange de la civilisation et de poursuivre en l'honneur du crime un idéal impossible et impie. C'est un soin qu'il faut laisser aux sténographes des cours d'assises chargés de rendre le forfait dramatique et l'échafaud intéressant.

Est-ce là d'ailleurs qu'est la société? Ne vivons-nous que dans un monde d'escrocs et de prostituées? N'y a-t-il ici-bas que des infamies et des guet-apens? Cette légion de mères de famille dont les joies ne dépassent pas l'enceinte du foyer domestique, ces ménages où le travail défraie à la fois les besoins de la semaine, les plaisirs du dimanche et l'épargne pour les vieux jours, ces millions d'hommes laborieux qui portent le poids du soleil avec une persévérance admirable, suffisent à tous leurs devoirs et meurent sans laisser la moindre tache sur leur nom : tout cela, on l'oublie, on le dédaigne; personne n'en tient compte, ni les romanciers, ni les philosophes, ni les statisticiens. Ce que l'on recherche, ce que l'on poursuit, ce sont les difformités, les exceptions. Il faut produire de l'effet, maîtriser la curiosité, frapper des coups qui portent. De là ce monde de fantaisie substitué au monde réel, de là cette importance excessive attribuée à quelques existences équivoques, à quelques misères de détail, au préjudice de l'intérêt que mérite l'ensemble et de l'opinion qu'on doit s'en former.

Il est donc temps de faire un retour sur soi-même et de cesser un

eu où l'honneur des lettres se perdrait tout entier. Le socialisme est fini : il faut en effacer les derniers vestiges. Assez long-temps on a eu l'exagération et l'injure à la bouche en parlant de notre régime social : revenons à un ton plus décent et à une appréciation plus saine. A l'envisager de sang-froid, ce régime n'est pas ce qu'on s'obstine à le faire; on le place trop bas ou l'on attend trop de lui, on méconnaît ce qu'il a de réel, on force ce qu'il renferme d'idéal. Ce monde, que le christianisme a bien jugé, sera éternellement le siége de la souffrance, et, quand on songe qu'aucune classe ne se dérobe à cette loi, que les plus puissans comme les plus humbles lui paient un égal tribut, on s'étonne de voir encore tant de cerveaux en quête de cette chimère que l'on nomme la perfection absolue. Sans doute, les sociétés se civilisent et les hommes s'améliorent, mais il n'en est pas moins évident qu'à côté d'une plaie qui se ferme, s'ouvre presque toujours une nouvelle blessure. La souffrance morale s'accroît partout où le mal physique diminue, et c'est ce phénomène seul qui rétablit une sorte d'équilibre artificiel dans la destinée humaine.

Par-dessus tout, il importe que l'homme ne s'habitue pas à l'attente d'un bonheur indépendant de ses efforts, et ne se berce pas de l'idée fausse, dangereuse, que la société lui doit tout, aisance, joie, sécurité, sans lui demander en retour la pratique de quelques vertus et le triomphe sur quelques passions. Ces sorties contre la civilisation et les misères qu'elle ne peut guérir sont autant d'excuses au relâchement, autant de prétextes dont les natures vicieuses s'emparent. On fait ainsi la partie belle aux penchans dépravés, on fournit des armes au désordre. C'est là l'intérêt le plus pressant, celui au secours duquel il faut se porter. Les sociétés ont sans doute encore du chemin à faire dans la voie des améliorations, mais ce qui a surtout besoin d'être fortifié de nos jours, c'est le sentiment du devoir et l'empire de la conscience.

Quand on réfléchit à la nature des publications qui se succèdent depuis un certain nombre d'années, on s'étonne que la société n'en ait pas été plus profondément atteinte. Autrefois, l'autorité morale émanait des écrivains, et les siècles passés ont tous obéi à l'initiative de quelques grands esprits. Les consciences trouvaient ainsi une règle; l'action s'exerçait de l'élite à la masse, du petit nombre à la multitude. De nos jours, au lieu de céder aux écrivains, la société leur résiste; elle les accepte comme une distraction frivole, elle ne subit pas leur influence. Les célébrités du paradoxe et de la déclamation, romanciers ou philosophes, ont eu beau l'éprouver de mille

manières, l'assiéger de visions grotesques ou sombres : elle n'a pas voulu prendre au sérieux ces débauches de l'imagination. Elle n'a vu dans ces tableaux que des fantaisies sans conséquence, elle n'a prêté à leurs auteurs que l'intention de la divertir en passant. Plus ils semblaient abonder dans le sentiment de leur importance, plus elle les trouvait plaisans et singuliers. Les écrivains en ont été pour leurs frais de mise en scène; à peine la société en a-t-elle été effleurée.

On dirait même que le dégoût issu de ces exagérations de la plume a déterminé une réaction dans un sens inverse. A mesure que les écarts de certains romanciers ou philosophes devenaient plus graves, la société se contenait, se surveillait davantage; elle eût rougi de ressembler au scandaleux portrait que l'on affichait pour le sien, elle voulait que l'erreur fût manifeste et la calomnie évidente. Dans les relations de famille, ce contraste s'est surtout fait sentir. Jamais cette longue accusation d'adultère qui remplit tant de volumes et défraie tant de fictions n'a été moins justifiée; la faute n'est que l'exception, la règle est le devoir. Il en est de même des autres douleurs, des autres plaies sociales : presque toujours la plainte porte aujourd'hui à faux ou s'entache d'une exagération flagrante. Ainsi la voix des écrivains résonne dans le vide et n'a plus d'échos.

Ce résultat est heureux; il prouve qu'en dehors de la vérité il peut y avoir un succès, mais pas d'ascendant, pas d'empire sur les esprits. Les auteurs des grandes époques ne défraient pas seulement une rapide lecture; ils sont des conseils, des amis; on les consulte souvent, on les cite, on les honore. Y a-t-il rien de pareil aujourd'hui, et où sont les livres qui durent? Ces romans nouveaux que la vogue adopte s'éteignent dans le bruit qu'ils font et ne laissent aucune trace; ces théories qui prétendent au gouvernement du monde s'éclipsent pour faire place à d'autres chimères. De tout cela il ne reste rien, si ce n'est le sentiment d'un oubli éternel et irrévocable. Rien ne se soutient ici-bas, ne traverse les siècles que protégé par l'estime. Or, on peut lire de pareils écrits; on ne saurait les estimer. Deux qualités pourraient seules sauver les auteurs de l'abandon, et ils ne les ont pas : l'une est le sentiment de l'art qu'ils sacrifient à la spéculation littéraire; l'autre est la sincérité des convictions, évidemment compromise par les démentis qu'ils se donnent.

L'influence de ces écrivains est donc en pleine décadence : leur plume expie une longue suite d'excès. Tandis que les livres se plaisaient à calomnier la société, elle prenait le parti de se gouverner

elle-même et de ne relever que de sa propre initiative. Aux reproches d'abaissement, elle opposait de grands sentimens instinctifs et des vertus pratiques. En vain le socialisme l'a-t-il violentée, injuriée; elle n'a pas cédé aux violences, elle a souri aux injures; elle avait la conscience de sa force et celle de la faiblesse de ses ennemis. Pour les réduire au silence, il eût fallu peu d'efforts; elle n'a pas daigné prendre cette peine; elle était trop haut, eux trop bas. Si les enfans perdus de la philosophie, du roman et de la statistique veulent continuer cette croisade insensée, la société les laissera achever leur suicide sans s'émouvoir, sans s'irriter. A une démence obstinée et volontaire, elle ne doit répondre que par la pitié et le dédain. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de souhaiter à ses détracteurs un peu de ce bon sens, présent du ciel, et dont il est plus avare qu'on ne se l'imagine. Le bon sens quitte toujours les hommes qui s'enivrent d'eux-mêmes et de leurs idées : c'est le premier châtiment de leur vanité et la cause d'une irrémédiable impuissance.

LOUIS REYBAUD.

LE MONDE

GRÉCO-SLAVE.

V.[1]

Les Serbes. — Histoire du prince Miloch.

I.

Limité à l'ouest par la Save et la Drina, au nord par le Danube, à l'est par le Timok, au sud par la Bosnie et la Macédoine, le petit état qui depuis 1830 s'appelle principauté de Serbie n'occupe qu'un territoire de treize cents lieues carrées, et ne compte que cinq ou six cent mille habitans au lieu d'un million, comme le prétendent les voyageurs. On ne peut guère voir, dans l'établissement de cette principauté, que la première concession faite par les maîtres déchus de l'empire turc aux plus impatiens d'entre ces cinq millions d'opprimés dont se compose aujourd'hui la race serbe. Enhardi par le succès et devenant de jour en jour plus dignes de la liberté, les

(1) Voyez les livraisons des 1er février, 1er juin, 1er août et 15 décembre 1842.

Serbes ne tarderont pas à arracher au sultan des concessions nouvelles. La principauté de Serbie ne forme donc que l'embryon d'un royaume destiné à devenir un jour vaste et puissant, s'il atteint les limites physiques qu'assignent à la race qui l'habite les montagnes grecques et la mer Adriatique.

Hors du pays proprement nommé Serbie vivent plusieurs millions d'hommes, les uns catholiques romains, les autres schismatiques, mais tous frères, et qui, après avoir eu long-temps un même gouvernement, font, depuis un demi-siècle, d'obscurs, mais héroïques efforts, pour reconquérir sinon une indépendance complète, au moins leur nationalité. Ces hommes qui tournent les yeux vers la principauté serbe comme sur un fanal de salut sont malheureusement dispersés sur un territoire fort étroit et démesurément long. La race serbe occupe le tiers de la Turquie d'Europe et tout le midi de la Hongrie. En Turquie, ses provinces sont la Bosnie, la Hertsegovine, une partie de la Macédoine, le nord-est de l'Albanie, le Tsernogore, et la principauté spécialement nommée Serbie; dans l'empire d'Autriche, le Serbe habite la Dalmatie, la Croatie, la Slavonie, une partie de l'Istrie, les frontières militaires, le Banat, la Syrmie, et le littoral du Danube depuis la Batchka jusqu'à Saint-André, près Ofen. Toutes ces provinces composaient au moyen-âge une unité nationale si forte, que les *krals*, ou rois serbes, prirent quelque temps le titre d'empereurs d'Orient, et que, pour les abaisser, il fallut une coalition de leurs voisins, comme plus tard pour la Pologne. Puisque cette race ainsi décimée compte encore aujourd'hui cinq millions d'individus, n'est-il pas à croire que si jamais elle parvenait à renouer par une confédération ses membres dispersés et à obtenir une existence moins précaire, elle doublerait bientôt le nombre de ses enfans?

Sous la domination turque, la principauté de Serbie était divisée en douze pachaliks ou nahias, qui avaient pour chefs-lieux Belgrad, Chabats, Valiévo, Sokol, Oujitsa, Pojega, Roudnik, Kragouïevats, Iagodina, Grotska, Smederevo et Tjoupria (1). Ces douze villes, unies entre elles par un réseau de douze cent trente-un villages, relevaient toutes d'un visir suprême, qui siégeait dans la citadelle de Belgrad. Aujourd'hui des gouverneurs nationaux ont remplacé les pachas, et les Turcs n'occupent plus qu'au nombre de quelques milliers les for-

(1) Nous écrivons ces noms et tous les mots serbes comme ils sont écrits par les indigènes, sans nous conformer à l'orthographe vicieuse adoptée par nos journaux et nos voyageurs.

teresses de Belgrad, Smederevo et Sokol, ruines féodales à ponts-levis, à portes de fer, à murs minces et très hauts, flanqués de petites tourelles rondes qui surplombent au haut des remparts comme des nids d'hirondelles, et ne résisteraient pas aux boulets. Le fort même de Sokol, réputé imprenable parce que le rocher qui le porte se cache dans les nuages, serait canonné et réduit en poudre avant une heure par des batteries placées sur les pics calcaires qui le dominent. Aussi les garnisons turques de ces châteaux, se voyant tout-à-fait à la merci des Serbes, se gardent bien de les molester.

La Serbie actuelle se divise en dix-sept nahias ou départemens, qui sont ceux de Kragouïevats, Roudnik, Chabats, Valiévo, Tchatchak, Oujitsa, Belgrad, Pojarevats, Smederevo, Tjoupria, Alexinats, et les six nouveaux districts cédés par la Turquie, c'est-à-dire la Kraïna, la Tserna-Rieka, les deux cercles de Krouchevats ou de Parakine, le Stari-Vlah et le Podrinski, ou pays de la Drina. Si l'on excepte Belgrad, peuplée d'à peu près seize mille ames, Oujitsa, qui en contient cinq mille, et Iagodina, qui paraît en avoir autant, les autres chefs-lieux n'ont pas plus de deux mille habitans. En général, les villes serbes ne sont que des amas de huttes ou de boutiques en bois, ceintes d'un talus palissadé, et qu'aucune voie régulière n'unit entre elles, car les chemins de ce pays ne sont encore que des sentiers à peine tracés par monts et vallées. Cependant la grande route d'Autriche à Constantinople passe par Iagodina, Tjoupria, Deligrad, Alexinats et Nicha, et anime ces déserts, où le mouvement des voyageurs a développé quelque industrie. Il y a en outre des chaussées peu étendues, où les voitures pourraient passer, comme celle qui va de Belgrad à Smederevo, à Chabats, et par Valiévo jusqu'en Bosnie. Quant à l'intérieur du pays, il reste encore impénétrable pour tout étranger accoutumé au comfort européen. Les rives du Danube présentent plus de facilités pour la circulation; mais l'Autriche, qui a ouvert les nouvelles voies de communication par le Danube, est aussi la seule qui en profite, et la Serbie, n'ayant pas encore un seul bateau à vapeur, est forcée de livrer aux exploitateurs autrichiens tout ce beau littoral qui s'étend de Belgrad à Vidin, et dont la fécondité faisait dire, il y a quelques mois, à un voyageur : « On ne saurait trouver une contrée plus riche des dons de la nature, plus agréablement accidentée, plus heureusement mêlée de bois et de terres labourables, mieux arrosée, mieux partagée sous tous les rapports. Je me bornerai à citer la délicieuse vallée de l'Ipek, si mal indiquée sur

les cartes (1), et qui pourrait soutenir la comparaison avec la Limagne et le Grésivaudan. » Il eût fallu ajouter que cette Limagne et ce Grésivaudan de la Turquie sont encore couverts de forêts, et qu'on n'y rencontre guère que des pâtres. C'est pourquoi le commerce de la principauté ne consiste qu'en bestiaux, dont la plus grande partie s'exporte sur les marchés d'Allemagne.

Le seul entrepôt important du pays est Belgrad, qui, comme ville turque, n'offre plus que de lugubres ruines, et comme ville slave n'est encore qu'au berceau. Mais ce *nid d'aiglons blancs battus de l'orage*, comme disent les *piesmas*, semble destiné à jouer encore dans l'avenir un rôle non moins important que celui qu'il jouait il y a cent ans, alors qu'il était le rendez-vous des armées de l'Europe et de l'Asie. Si au contraire la paix subsiste, Pesth, Belgrad et Galats, foyers de trois nationalités renouvelées, pourront un jour, par la navigation à la vapeur, rivaliser avec les ports les plus florissans de l'Europe.

Une route à l'européenne censée large de seize toises, mais envahie par le gazon et pleine de fondrières dans les temps pluvieux, est à la rigueur praticable pour les voitures, et peut mener les touristes de Belgrad à Kragouïevats. Cette petite capitale de la dynastie déchue se compose à peine de trois cents maisons. Dominée par plusieurs collines, elle ne peut être défendue; mais ses habitans trouvent une forteresse naturelle dans le mont Roudnik, aux contreforts couverts d'immenses forêts, et entourés d'abîmes infranchissables pour l'ennemi. Le konak de Miloch et de ses enfans est maintenant désert; il a été peint à fresque par des artistes serbes qui y ont représenté des scènes bizarres de la vie militaire et domestique; la salle du divan a gardé ses tapis et ses riches tentures. De la cour, défendue par de hautes palissades, on entre dans la petite mosquée que Miloch fit construire pour ses chers Ottomans. L'église renferme toujours les trônes des deux représentans de l'église et de l'état : le *vladika* et le *kniaze;* le trône du kniaze ou prince temporel, richement décoré et surmonté des armoiries serbes, porte en slavon ces mots : *Ton zèle, ô Seigneur! me dévore tous les jours de ma vie*, formule sacramentelle écrite au diadème de chaque roi-pontife. Tous ces monumens ont été laissés, depuis la dernière révolution, dans un abandon complet. Le gymnase serbe continue seul imperturbablement ses cours de phi-

(1) M. Blanqui, que nous citons ici, paraît confondre la vallée du Pek avec celle d'Ipek, croyant rectifier ainsi une erreur des géographes.

losophie, de grec, de mathématiques, termes un peu ambitieux pour qui sait à quoi ces cours se réduisent; mais là du moins l'étude n'est pas mise, comme dans l'Europe civilisée, au nombre des jouissances coûteuses. Les pâtres quittent leurs troupeaux et viennent sur les bancs apprendre gratuitement les églogues de Virgile et les rapsodies d'Homère. Le pauvre, qui ne peut se nourrir lui-même, se met au service d'un marchand et soigne sa boutique ou bêche son jardin; cette tâche remplie, il peut, aux heures des leçons, siéger en classe quelquefois au-dessus des fils du sénateur. Le soir, on rencontre, dans les bois voisins ou sur les bords du torrent de la Lepenitsa, ces grossiers enfans des muses encore dans leurs haillons de bergers et souvent déjà vieux. Récitant à haute voix leurs leçons, ils s'épuisent à introduire dans leur dure cervelle les mystères de la science ou de la poésie classique. L'avenir n'aura-t-il pas une récompense pour ces obscurs et patiens efforts?

Les habitans des villes ont subi la double et fatale influence des mœurs turques et du luxe allemand; seuls les habitans des campagnes ont conservé dans toute sa force le type de la nationalité serbe, type éminemment oriental, par cela même qu'il est profondément slave. L'esprit de tribu, ce principe des sociétés asiatiques, n'est point encore éteint dans la Serbie; on y voit, dans certains districts, les familles alliées se grouper en confréries (*bratstva*). Chacune de ces confréries ou tribus a un président qui, sous le nom de *knèze* ou *hospodar*, est à la fois le juge-de-paix et le patriarche de toute la knéjine ou du district que possède la tribu. La dignité de knèze est dans certains lieux élective, dans d'autres héréditaire; mais cette hérédité ne constitue nullement une noblesse territoriale, puisque le même sang coule dans les veines de tous les enfans de la tribu, qui ne forment qu'une famille et sont tous également nobles : aussi voit-on les sociétés ainsi organisées tendre à la démocratie. En effet, si le système aristocratique est ordinairement le fruit de la conquête et de l'oppression exercée par une race guerrière, la vie de tribu semble l'état primitif des peuples encore libres du joug étranger. On retrouve cette organisation patriarcale chez toutes les races autochtones d'Europe, les Ibères, les Gaulois, et même chez les premiers citoyens de Rome, où les tribus, sous le nom de familles Tarquinia, Fabia, Appia, etc., formaient la base de l'organisation des curies et le rempart des libertés populaires. La vie de tribu développe, avec les progrès de la civilisation, un puissant élément municipal qui est la plus forte garantie des nationalités. Cette forme vénérable et naïve de nos pre-

mières sociétés ne se retrouve plus aujourd'hui qu'en Turquie, et ceux même qui l'ont conservée s'agitent dans un tel chaos moral, et sacrifient tellement, pour la plupart, aux théories sociales étrangères, qu'on ne peut guère s'attendre à voir l'esprit de tribu conserver long-temps son influence au sein du monde européen. Le pays où cet esprit se maintient le plus vivace est le Tsernogore; aussi la race serbe a-t-elle dans cette montagne un caractère particulier de force et d'audace. Sur le Danube, au contraire, l'énergie nationale est comme paralysée par l'influence prépondérante des idées allemandes. De là les luttes incessantes des Serbes danubiens contre leurs compatriotes des montagnes.

Néanmoins, comme jamais un peuple ne renie entièrement sa nature, des traces de la vie de tribu se retrouvent encore, nous le répétons, même dans la Serbie danubienne. La population champêtre s'y agglomère instinctivement par groupes de familles, dont chacun se choisit un représentant, un chef ou hospodar. Mais amenés par l'exemple des boyards valaques et des magnats hongrois à méconnaître les devoirs qui lient un père de tribu à ses fils adoptifs, les hospodars tendent à s'isoler du peuple. D'un autre côté, le pouvoir central du pays, frappé des avantages de la police européenne, cherche à établir l'égalité des pères et des enfans, ou, en d'autres termes, à gouverner par une administration uniforme le peuple et les hospodars. Il abolit les priviléges des chefs populaires, donnant aux villes et aux villages des knèzes et des employés choisis hors de leur sein; en un mot, il tranche de l'absolutisme, au lieu d'exercer l'autorité d'une pacifique présidence sur les chefs de tribus, sur ces pasteurs du peuple, groupés autour de l'hospodar suprême comme les rois de l'Iliade autour d'Agamemnon. Qu'un homme d'Occident sourie à l'idée de cette organisation homérique, rien de mieux; mais ce dédain superbe ne peut convenir au chef de la Serbie. Des exemples prouvent que le peuple ne laissera jamais impunément outrager ses vieilles coutumes. Miloch, à part ses nombreux actes de tyrannie, serait tombé, par cette seule cause qu'il combattait la vie de tribu, et ne sentait pas que les Serbes sont, comme l'a dit un auteur musulman, *les Arabes d'Europe*.

Ce peuple, qui a pour trait distinctif un amour exalté de l'indépendance, et que des publicistes slaves appellent la *nation la plus démocratique de l'Orient*, forme en effet une véritable république; seulement c'est une république orientale, qui n'exclut point, comme les démocraties européennes, la subordination de soi-même à la fa-

mille dont on est membre. L'égalité dont les Serbes sont avides ne consiste point à se ravaler tous au rang de *vilains*, mais à se croire tous *gentilshommes*. Je demandais à ces paysans s'il y a des nobles parmi eux : « Oui, me répondaient-ils, nous le sommes tous (*mi smo svi blagorodni*). » L'hospodar n'est pas plus illustre que ceux dont il gère les intérêts, et qui, s'il administre mal, élisent à sa place ou son fils ou un autre de ses parens. Le même droit qu'il exerce sur ses hospodars particuliers, ce peuple l'a toujours exercé à l'égard de l'hospodar suprême, tout en reconnaissant l'hérédité dynastique. Rebelle à tout joug, sans journaux, sans capitale qui lui serve de forum, il dicte la loi à ses maîtres. L'énergie du Serbe, comme celle du lion, ne se révèle pas au premier abord; c'est sans émotion et sans bruit qu'il accomplit les choses les plus difficiles. Une pensée nouvelle, un vœu populaire, volent, comme par des télégraphes invisibles, d'un village à l'autre. Alors commencent ces sourdes rumeurs si connues de ceux qui ont habité l'Orient, et si lentes à grandir avant d'éclater un jour comme la foudre. Une indomptable fierté, un grand amour de la patrie et de la gloire, une fougue qui n'exclut point la patience, telles sont en résumé les qualités du peuple serbe.

II.

L'histoire civile des contrées qui devinrent, en 1830, la principauté de Serbie, commence en 1804, immédiatement après la prise de Belgrad par Tserni-George et les haïdouks confédérés. La mission émancipatrice de ces généreux brigands venait de s'accomplir; et les propriétaires, auparavant humbles flatteurs des Turcs, s'élancèrent pour recueillir le fruit du sang versé par les *enfans nus* (prolétaires de l'Orient). C'eût été aux chefs de famille d'achever l'œuvre commencée par les haïdouks, il eût fallu réorganiser les vieilles tribus dissoutes par les Osmanlis; mais ces tribus étaient devenues des compagnies de soldats, obéissant chacune à son *voïevode* (chef de combat). Ce furent donc ces voïevodes qui, après la guerre, passèrent au rang de knèzes ou chefs civils. Ne reposant point sur le culte des aïeux, comme dans les tribus proprement dites, la puissance de ces knèzes improvisés n'avait d'autre base que la richesse, et, pour s'assurer ce moyen d'influence, la plupart d'entre eux commirent des atrocités dans leur patrie reconquise. Après avoir été emportée d'assaut, Belgrad resta plusieurs jours abandonnée au pillage; pour pouvoir s'ap-

proprier plus complètement tous les trésors entassés depuis des siècles dans les konaks des spahis, les hospodars excitaient le fanatisme de leurs bandes. Tout Turc qui refusait le baptême périssait dans les plus cruelles tortures; les enfans étaient coupés en morceaux, les femmes éventrées ou réduites en esclavage, au nom du Christ. Bientôt on ne vit plus dans toute la Serbie un seul Turc. Mais cette victoire ne profita qu'aux chefs, et quand il s'agit d'organiser le nouveau gouvernement, ce fut une oligarchie qui sortit de ce chaos.

Chaque voïevode conserva l'autorité civile sur le district qu'il avait conquis, et s'y fit obéir à l'aide de ses *momkes*, gardes qui, nourris par lui, le défendaient envers et contre tous, et le soutenaient comme les vassaux nobles de la féodalité défendaient leurs suzerains. Le peuple, qui avait fait la guerre à ses frais sans demander la moindre solde, restait indigent après comme avant le triomphe, se reposant avec confiance sur l'égalité de droits qui allait exister entre les riches et les pauvres, jusqu'alors réunis par l'égalité de l'oppression. En attendant, les chefs militaires accaparaient les spahiliks et les anciens biens nationaux confisqués sur les Turcs. Bientôt ces chefs grossiers en vinrent à menacer la liberté publique. Ils parurent armés aux assemblées nationales, et entravèrent par la violence les discussions des diètes; ils allèrent jusqu'à exiger des paysans dans quelques nahias la dîme et les *robotes* (corvées), comme sous les Turcs. La féodalité, qui naît ordinairement de la conquête, allait naître pour la Serbie de son émancipation même. Le peuple, indigné, se coalisa contre les hospodars, et après plus d'une lutte sanglante, il investit de la dictature le roi des haïdouks, le père des prolétaires, George le noir ou le proscrit.

Ce triomphe de la volonté populaire était un coup terrible porté à la souveraineté des hospodars. Mais le parti vaincu ne se laissa point abattre; il se hâta d'invoquer l'ordre légal, et du consentement même du nouveau dictateur, les hospodars envoyèrent, en 1805, demander secours et conseil au tsar russe. Leur député fut le *prota* (archipope) Mathieu Nenadovitj. Ce jeune homme possédait à la fois les sympathies du parti des hospodars et du parti populaire. Son père, Alexa, déserteur d'un des régimens iliriens que l'empereur Joseph envoyait contre la France, était passé dans la sauvage Serbie, où, sachant lire et écrire, il avait été reçu comme un grand homme. Devenu knèze de Valiévo, il s'était fait bénir dans toute sa nahia; aussi les Turcs, après avoir plusieurs fois tenté d'assassiner Alexa, l'avaient-ils enfin, lors de l'insurrection, choisi pour leur première victime. Le fils de

ce martyr de la patrie, adopté par son oncle, Jacob Nenadovitj, successeur d'Alexa à Valiévo, et le plus influent de tous les hospodars, partit donc pour Pétersbourg. Mathieu Nenadovitj se mit seul en route, ne sachant aucune langue étrangère, mais guidé par son bon sens à travers les nations. Arrivé devant l'autocrate, il lui remit ses lettres; on lui répondit de faire établir par les hospodars un sénat, et qu'à cette condition la Russie soutiendrait les Serbes. Le jeune *prota*, passant par Charkov pour regagner la Serbie, y rencontra un compatriote nommé Philippovitj, homme instruit, qui occupait la chaire de droit à l'université de cette ville. Il réussit à enflammer le patriotisme de Philippovitj, qu'il décida à le suivre en Serbie. Revenus dans leur pays, les deux Serbes obtinrent facilement de George l'institution d'un *soviet* (sénat) de douze membres, représentant les douze nahias ou départemens de la nouvelle république. Telle fut l'origine de l'assemblée qui était appelée à doter la Serbie d'une organisation politique. Chargés de défendre les droits de tous et de chacun contre la violence des chefs militaires, les *sovietniks* (sénateurs) avaient bien été élus par le peuple, mais sous l'influence des hospodars, dont ils étaient plus ou moins les créatures. Le peuple n'eut donc, comme par le passé, qu'un seul représentant, le dictateur qu'il avait intronisé de force, et contre qui les hospodars se tenaient ligués au nom de l'ordre civil. Ainsi, par une déplorable fiction, ce sénat, institué pour défendre les libertés du peuple, était sans cesse poussé à agir contre le plus sincère défenseur du peuple, George-le-Noir.

Cependant il faut rendre justice aux louables intentions des premiers sovietniks. Ils firent cesser le règne du glaive; ils établirent dans chacune des douze nahias un tribunal de première instance qu'ils surveillaient, et auquel on pouvait appeler du jugement des *kmètes* (juges de village); ils réglèrent l'impôt, les taxes pour les églises, et décrétèrent la vente des biens turcs des villes. Aucun d'eux ne savait écrire, si ce n'est leur président, le prota Nenadovitj; ces dépositaires du pouvoir suprême tenaient leurs séances au milieu des ruines du vieux monastère de Blagoviechtenié, dans la Choumadia. Assis en cercle et les jambes croisées sur des nattes, ces vieillards n'avaient ni gardes ni domestiques; on leur envoyait leur nourriture des villages voisins, et parfois, quand la guerre contre les Turcs absorbait toute l'activité du peuple, on laissait ces législateurs des semaines entières sans autre aliment que les fèves cuites et la slivovitsa. Chassé de ses ruines par des contremarches de troupes,

le sénat transportait dans les forêts son tribunal souverain et le siége légal de la liberté serbe.

Le secrétaire de ce corps avait d'abord été Philippovitj. Cet homme intègre, qui mourut trop tôt, fut remplacé dans la rédaction des actes par l'habile Iougovitj, que son dévouement au chef du peuple fit, à tort ou à raison, passer pour un intrigant. Au fond, chacun des sovietniks n'était guère que l'organe législatif d'un des chefs militaires, devenus, sous le nom de hospodars, gouverneurs civils, et qui régnaient en hauts justiciers, chacun dans la nahia délivrée par ses armes : Milenko à Pojarevats, Pierre Dobriniats à Poretch, Vouitsa à Smederevo, Ressavats à Iagodina, Milane Obrenovitj à Roudnik, George-le-Noir à Belgrad et à Kragouïevats, et enfin Jacob Nenadovitj à Valiévo et dans les nahias du sud. Ce dernier chef était le plus puissant de tous après George. Ces gouverneurs importunaient le sénat d'exigences sans cesse renaissantes, et aigrissaient le dictateur George au point qu'un jour il osa, comme Napoléon, assiéger ce *conseil des anciens*, et, en faisant appuyer aux barreaux des fenêtres de la salle les canons des carabines de ses soldats, il apprit au corps souverain à respecter la force.

Cependant il y avait une autorité devant laquelle s'inclinaient le dictateur, le sénat et tous les hospodars de la république : c'était la *skoupchtina* (assemblée nationale), qui venait tous les ans rétablir l'équilibre rompu entre la robe et l'épée, et prononcer en dernier ressort sur les débats que le sénat n'avait pas eu la puissance de terminer : s'il s'agissait d'un grand criminel, la nation le jugeait et l'exécutait sur l'heure, ou s'il s'était retranché dans quelque montagne, il était poursuivi et traqué avec les siens jusqu'à son extermination. Ainsi tout se décidait par la majorité, mais par la majorité armée.

L'assemblée générale de cette république militaire était souvent, comme celles de la vieille Pologne et des comitats hongrois actuels, obligée, pour se faire obéir, de tirer l'épée contre les récalcitrans. Tout Serbe quelconque avait le droit d'y venir voter, mais chacun se rangeait d'ordinaire sous le vote de son hospodar, et se battait même pour lui au besoin, comme les petits gentilshommes de Pologne ou de Hongrie pour leurs magnats. La *skoupchtina* ne présentait donc pas à la liberté individuelle des garanties beaucoup plus sûres que le *soviet :* une véritable représentation nationale était encore irréalisable en Serbie; il n'y avait de possible que la représentation des localités ou tribus près du pouvoir central par des

députés formant le sénat. Malheureusement les membres de ce sénat, d'accord sur les points généraux, étaient entraînés à des discussions violentes dès que les intérêts de leurs tribus se trouvaient en lutte. En outre, un hospodar dans son canton, entouré de ses nombreux cliens, ne devait pas se croire battu, parce que son représentant au sénat avait le dessous. Quant au dictateur, son autorité était toute militaire; il n'était vis-à-vis des citoyens qu'un hospodar au niveau des autres, et ne gardait sa prépondérance qu'en rattachant à sa cause les plus influens des sovietniks.

Parmi les amis de George-le-Noir se signalaient Miloïé et Mladen Milovanovitj de Kragouïevats, auxquels il avait affermé la douane et le monopole du commerce d'exportation. Ces deux haïdouks, enrichis au pillage de Belgrad, vivaient en *pobratims* (frères adoptifs), avaient mis en commun leur immense fortune, et l'augmentaient tous les jours par l'achat des meilleures maisons de Belgrad et des plus riches terres d'alentour, dont ils forçaient les propriétaires à se déposséder au plus bas prix. Mladen était en outre le plus éloquent de tous les Serbes. Ce puissant orateur avait acquis sur ses collègues un ascendant irrésistible, et dès 1807 il tenait tellement toutes les affaires entre ses mains, qu'on disait qu'il formait à lui seul le sénat. Mais ses deux rivaux de tribune, Avram Loukitj de Roudnik et Iovane Protitj de Pojarevats, l'attaquèrent un jour avec tant de violence, que le sénat ligué souscrivit un acte qui forçait Mladen à quitter Belgrad. Tserni-George dut céder, et chargea son ami disgracié de conduire à Deligrad le corps de troupes appelé les *bekiars*. Dès-lors le dictateur ne fut plus défendu au sénat que par le secrétaire Iougovitj, qui assuma sur lui toute la haine des chefs serbes.

Les hospodars songeaient avant tout à garder leurs richesses nouvellement acquises, et craignant qu'un gouvernement indigène ne leur en contestât la légitime possession, ils tendaient, peut-être sans se l'avouer clairement, à incorporer de nouveau la Serbie à une monarchie voisine. Ces hommes, qu'on pourrait appeler le *parti riche*, se divisaient en deux camps : l'un désirait le joug russe; l'autre, sous Léonti, le métropolite grec de Belgrad, voulait retourner au sultan, et lui demander pour gouverneur un Fanariote. Ces deux fractions du parti riche aspiraient également aux droits des boyards, et pour fonder une classe patricienne, ils allaient jusqu'à compromettre l'indépendance de leur patrie. Le parti des pauvres seul restait fermement attaché à la défense de sa nationalité, et, sans être ennemi de l'ordre civil, sentait la nécessité d'une dictature jusqu'à ce que le

peuple eût atteint ses frontières et sa constitution naturelles. Mais Tserni-George, l'idole du *parti pauvre*, avait le malheur de ne pas se préoccuper assez de l'existence de ces deux factions. Dans sa généreuse imprévoyance, il nommait aux premières dignités des individus du parti contraire au sien, et qui, une fois installés, ne voulaient plus s'entendre avec les hommes du dictateur. En outre la faction plébéienne, encore trop faiblement organisée pour se mouvoir elle-même, n'était défendue que par des riches, Mladen et autres, qui n'avaient que peu de zèle pour sa cause, et qui en mainte circonstance la sacrifiaient à leurs propres intérêts.

Dans l'impossibilité de s'entendre, les deux partis voulurent recourir à une intervention étrangère. Dosithée Obradovitj, qui avait fondé les écoles et la littérature nationale, qui par ses services avait acquis une grande influence au sénat, obtint qu'une députation partirait pour Trieste, chargée de remettre au gouverneur français des provinces illyriennes une lettre du gouvernement serbe. Cette lettre en serbe, avec traduction italienne, offrait à la France le protectorat des Slaves de Turquie. Préoccupé de choses plus grandes, Napoléon ne s'aperçut pas de l'importance de cette proposition, et ne fit pas, pour appuyer la Serbie, tout ce qu'une sage politique aurait dû se proposer; il se contenta d'envoyer un sabre d'honneur à Tserni-George, en lui exprimant son admiration pour ses exploits. D'un autre côté, l'Autriche traitait comme rebelles George et les siens, et refusait de négocier avec eux. Abandonnés de tout l'Occident, les Serbes n'étaient encouragés dans leur lutte que par le tsar; il était naturel qu'ils se montrassent reconnaissans pour la Russie. Toutefois, quand l'empereur Alexandre avait exigé des Serbes, pour prix de sa protection, qu'ils l'acceptassent pour souverain, George indigné avait répondu : « Nous nous sommes affranchis du joug turc sans le tsar, sans lui nous saurons nous défendre. » Plus tard, le cabinet de Pétersbourg déposa son arrogance; il offrit modestement de s'allier d'égal à égal avec ceux dont il avait voulu faire ses sujets. Alors le dictateur changea de langage; il accepta les offres d'Alexandre, et un corps de trois mille Russes passa le Danube à Kladovo pour se réunir à l'armée serbe.

Cette manifestation de la Russie était loin de satisfaire les hospodars, qui redoutaient le dictateur plus que les Turcs, et demandaient avant tout des garanties contre lui. Ils insistèrent pour que le tsar leur envoyât un diplomate capable de les soutenir de ses lumières, et le consul Rodophinikine, Grec de naissance, vint au nom du tsar

siéger à Belgrad près du *soviet* de Serbie. Le premier soin du consul russe fut de gagner à sa cause le chef du parti turc parmi les Serbes, le métropolite grec Léonti. Ce pontife démontrait aux paysans combien ils étaient insensés de se battre pour des hospodars avides uniquement de remplacer les spahis; il leur conseillait de demander plutôt à la Porte un prince pareil à ceux de Valachie et de Moldavie. Rodophinikine, en ralliant les partisans de Léonti aux hospodars *russophiles*, s'assura l'unanimité dans le sénat, où la nation n'eut plus aucun représentant. Dès-lors la question de l'indépendance absolue fut oubliée : à ce noble rêve de Tserni-George, on substitua le système d'une existence bâtarde, sous le double protectorat de la Porte et de la Russie.

N'entendant rien aux intrigues diplomatiques, le dictateur se contenta de rappeler à Belgrad ses deux soutiens, Mladen et Iougovitj, pour surveiller et diriger le sénat; puis, se mettant à la tête de l'armée, il marcha de nouveau contre les Turcs, les chassa une seconde fois des frontières qu'ils avaient franchies, et rentra simple paysan dans la Choumadia, où, comme Cincinnatus, il labourait à Topola le champ de ses pères, laissant aux troupes nationales la garde des citadelles qu'il avait conquises. A peine venait-il de délivrer son pays, que les hospodars, dominés par l'influence russe, l'accusèrent de l'avoir délivré seul, et d'avoir renvoyé des renforts considérables que la Russie lui offrait. A la diète armée de Losnitsa, Jacob Nenadovitj présenta son neveu le prota qui arrivait de Pétersbourg, et annonçait que le tsar avait daigné accepter la couronne de Serbie. Les deux partis, celui des *pauvres* et celui des *riches*, se divisèrent sur cette question. Les premiers rejetèrent cette proposition avec fureur, les seconds la couvrirent d'applaudissemens : les deux factions étaient près d'en venir aux mains, lorsque l'hospodar Jacob ajourna la discussion à la *skoupchtina* du nouvel an (1810). A cette assemblée, qui devait être décisive, il parut avec six cents cliens, *momkes* et *kmètes*, qui tous se mirent à crier dans les rues de Belgrad : « Nous voulons le tsar! » Après avoir entendu Jacob faire au milieu de la diète l'exposé véhément de toutes les concussions de Mladen, le dictateur lui répondit : « Si Mladen a mal fait, prends sa place et fais mieux; vous autres vous voulez l'empereur russe : essayons de l'empereur russe! » Mladen et Miloïé durent quitter de nouveau Belgrad; Jacob, proclamé par l'assemblée souveraine président du sénat, prit possession de son siége, et éloigna tous les sénateurs qui lui étaient hostiles. Le parti russe triomphait pleinement;

Jacob, devenu plus puissant que le dictateur lui-même, en vint jusqu'à demander son expulsion. Milenko insurgea dans ce but les nahias du Danube; le terrible haïdouk Veliko vint le joindre à Poretch, indigné qu'à la dernière skoupchtina on lui eût reproché ses violences sur les jeunes filles, au lieu de le louer de ses blessures et de tant de chevaux tués sous lui. George-le-Noir sut gagner d'abord le haïdouk en le comblant de caresses et le déclarant son fils adoptif; mais il échoua vis-à-vis des hospodars, qui venaient d'envoyer en Russie leur collègue Milane Obrenovitj, pour prendre le tsar comme arbitre entre eux et le dictateur. Arrivé au camp russe de Valachie, Milane y trouva Peter Dobriniats, qui, se prétendant le véritable envoyé de la Serbie, demandait l'expulsion de Tserni-George par les troupes russes, et l'élévation du consul moscovite à sa place. Le voïevode Milane eut la faiblesse de se prêter momentanément aux plans du transfuge, et tous deux, par leurs émissaires, firent entrer dans leur complot les hospodars. George les avait laissé faire, tant qu'ils ne lui demandaient que de céder sa puissance et d'éloigner ses amis du sénat; mais quand il fut question de livrer sa chère Serbie aux Russes, il frémit de colère. N'osant plus, devant de telles discordes, méconnaître la nécessité d'un protecteur étranger pour sa patrie, il implora la France, qui ne daigna pas l'écouter; il envoya à l'empereur d'Autriche son ami Iougovitj, qui reçut un refus humiliant. Rejeté par tout le monde, menacé de l'exil, George fut enfin forcé d'accepter la garantie moscovite: il se résigna, et ne posa pour condition que d'être reconnu chef suprême de l'armée serbe. Le général Kamenski, dans sa proclamation de mai 1810, lui donna solennellement ce titre; ce qui confondit toutes les espérances des hospodars, et se résignant à leur tour, ils allèrent en bons citoyens décharger toute leur rage sur les Turcs.

La campagne de 1810 fut brillante; mais à peine était-elle terminée que les querelles intestines recommencèrent entre Jacob, qui prétendait être le knèze ou le chef civil du peuple, et George, qu'il voulait renvoyer au camp et réduire au simple rôle de voïevode, chef militaire. Les hospodars, allant plus loin, espérèrent, par leurs accusations, réussir à envelopper le dictateur dans la réprobation qui pesait sur Mladen et Iougovitj; ils crurent qu'ils ne pourraient autrement faire condamner par la skoupchtina George à l'exil avec ses principaux défenseurs. Mais la réussite de leur complot dépendait de l'appui d'un régiment russe dont Milane Obrenovitj fut chargé de hâter l'arrivée. Instruit de cette circonstance, George convoqua

la skoupchtina avant l'époque accoutumée : il l'ouvrit lui-même le premier jour de l'an 1811, et profitant de l'absence des voïevodes, qui ne voulaient point paraître à la diète sans le régiment russe, il fit voter qu'à l'avenir les voïevodes seraient entièrement arrachés à la suprématie des hospodars et gouverneurs locaux, qu'ils ne dépendraient plus du sénat que dans les affaires civiles, et relèveraient militairement du *grand chef*. Ensuite, pour que ce dernier pût efficacement protéger les petits chefs, George se fit investir par le peuple de tout le pouvoir exécutif de la république. Quant au sénat, il resta divisé en deux corps suprêmes, l'un rigoureusement législatif, l'autre formé par les ministres de la guerre, de la justice, des cultes, des finances, de l'intérieur et des affaires étrangères; ces six ministres furent Mladen, Sima Markovitj, Dosithée Obradovitj, tous trois pour George et le peuple, puis Jacob, Milenko et Peter Dobriniats, tous trois pour les hospodars. On gardait ainsi un équilibre apparent entre les deux partis, mais le ministère important, celui de la guerre, était donné à Mladen. Enfin, après avoir voté l'exil *ipso facto* contre ceux qui résisteraient à ce nouvel ordre de choses, l'assemblée se dispersa. Quand les hospodars arrivèrent avec le régiment russe, la diète avait terminé ses séances. Déjà ébranlés par la perte de leur député Milane, qui venait de mourir à Boukarest, ils furent déconcertés par les mesures de l'assemblée. Jacob, leur chef, lassé de ses longues luttes civiques, se soumit à l'ordre nouveau, maria son fils à la fille de Mladen, et s'assit tranquille au sénat.

Dobriniats et Milenko étaient seuls restés dans l'opposition; ils s'associèrent le plus riche citoyen de Belgrad, Stephane Jivkovitj, et on put craindre de les voir, avec leurs cliens, assaillir et tuer Mladen, dont Jivkovitj avait été autrefois le concurrent. Miloch, qui venait d'hériter du pouvoir de son frère défunt Milane, offrait de leur amener deux mille montagnards pour culbuter le nouveau gouvernement et assurer le triomphe du parti des hospodars; mais Dobriniats et Milenko découragés passèrent le rude hiver de 1811 tranquilles dans leur konak de Belgrad, prenant part, comme de bons patriotes, aux fêtes de leurs adversaires triomphans.

Les deux sénateurs dînaient un jour chez le ministre Mladen avec George-le-Noir et Balla, colonel du régiment russe amené à Belgrad par les hospodars. Désirant connaître les instructions données par la Russie à ses agens, George feignit d'être irrité contre Milenko, que la voix publique accusait d'aspirer à la dictature; il parla de le faire arrêter. Balla intercéda, George prit en main son bonnet, et

conjura le colonel, par le pain de son empereur, de lui dire s'il était venu pour soutenir son parti ou celui des hospodars. Balla répondit qu'il était venu prêter main forte à la nation dont Tserni-George était le chef suprême. « Laisse-moi donc baiser ta main à la place de celle du tsar, » répondit le paysan serbe ravi d'être reconnu souverain. Le lendemain, il envoya à Dobriniats et à Milenko les diplômes de ministres et de sénateurs; ils pouvaient, leur disait-il, entrer dans l'opposition parlementaire; la guerre entre les deux factions devait, dans l'intérêt même de la patrie, se retirer des camps pour ne plus se poursuivre que dans le sénat; il ne voulait pour lui qu'une chose, le bonheur de toujours mener comme autrefois les Serbes à la victoire. Les deux champions refusèrent leur place au soviet, et, d'après l'arrêt de la skoupchtina contre ceux qui refuseraient d'obéir, ils furent menés sous escorte hors des frontières et passèrent en Valachie. Leurs partisans s'insurgèrent bientôt, toutefois en si petit nombre, que quelques centaines de momkes suffirent pour les dompter. Le voïevode Miloch, qui avait pris part à la révolte, vint demander pardon à George, et le dictateur, après lui avoir fait jurer fidélité, le renvoya généreusement dans sa voïevodie de Roudnik. Quant au métropolite Léonti, on se contenta de le transférer à Kragouïevats, pour l'empêcher d'ourdir de nouvelles intrigues avec le consul russe de Belgrad, Nedoba, successeur de Rodophinikine.

Délivré de ses rivaux, George exerça quelque temps une autorité toute royale. Ce héros, ami des lumières, de la liberté et de l'égalité civiles, était terrible dans sa justice; il tuait de sa propre main ceux qu'il croyait coupables : on le vit immoler le knèze Theodosi, son ancien protecteur; on le vit même faire pendre au seuil de sa demeure son propre frère qui, dans l'espoir de l'impunité, avait déshonoré une jeune fille. Il oubliait complètement une injure qui n'atteignait que lui seul, dès qu'il l'avait pardonnée; mais les ennemis de sa nation le trouvaient sans aucune pitié. En face des Turcs, ce lion ne se maîtrisait plus, il faisait massacrer même les prisonniers auxquels il avait promis leur grace. Dans cette nature sauvage, rien ne tempérait la fougue des instincts puissans, mais bruts, que l'éducation seule parvient à dominer. Tel était le prince, tel était aussi le peuple de la Serbie.

Affaiblie par les victoires des Serbes en 1810, la Porte fit, l'année suivante, proposer à Tserni-George de le reconnaître comme régent de son pays aux mêmes conditions que les deux hospodars de Moldavie et de Valachie. Le dictateur ne pouvait accepter une telle pro-

position ni désarmer sans qu'un cabinet européen se portât comme garant du traité qui allait se conclure. Le cabinet de Pétersbourg seul accepta de garantir aux Serbes les conditions qui leur seraient accordées. Mais tout à coup les plans du tsar et ceux de Napoléon se trouvèrent bouleversés. Au lieu d'attaquer Constantinople, le souverain français, voyant Alexandre s'allier avec l'Angleterre, son ennemie, dirigea vers la Russie toutes les forces de l'Occident. Le cabinet russe oublia les Serbes, ou plutôt usa de toute son influence pour les désarmer et les remettre en quelque sorte les mains liées au pouvoir du sultan, qui consentit enfin à signer, en mai 1812, le traité de Boukarest. Par le huitième article de ce traité, la Porte se réservait la possession des places fortes, accordait une entière amnistie aux Serbes, leur garantissait les mêmes avantages qu'à ses sujets des îles de l'Archipel, et leur remettait enfin l'administration intérieure du pays, ainsi que la faculté de lever eux-mêmes les impôts dus au sultan.

La Russie, amie du sultan, voulait alors, de concert avec les Anglais, attaquer par la Serbie et le Tsernogore les corps français de la Dalmatie. Les rives serbes de la Drina se couvraient déjà de magasins russes pour cette expédition; déjà l'avant-garde moscovite foulait les balkans bulgares, quand le divan se tourna subitement vers la France, et renvoya ses alliés russes au-delà du Danube. Le tsar, ayant fait évacuer la Serbie par ses troupes, dut feindre une inébranlable confiance dans le traité de Boukarest, et quoique la députation serbe de Stambol eût été congédiée avec mépris, il ne parut pas douter que les promesses faites au sujet des Serbes dans ce traité ne fussent près de s'accomplir.

Au printemps de 1813, la guerre sainte des Turcs contre les *giaours* de Serbie recommença, comme il était aisé de le prévoir. Tserni-George, qui avait déjà repoussé tant d'invasions, qui depuis neuf ans battait l'ennemi en toute rencontre, devait craindre moins que jamais; il avait cent cinquante canons en bon état, sept citadelles en pierre, quarante forteresses en terre; la population de la Serbie, par les émigrations des provinces voisines, s'était doublée. A l'appel de son héros, elle se leva tout entière avec enthousiasme : Mladen mena dix mille braves vers Nicha et la Morava, Sima dix mille autres vers la Bosnie et la Drina, et le dictateur réunit à Iagodina une armée de réserve. Mais à Belgrad, le consul russe Nedoba ayant protesté de toutes ses forces contre ces préparatifs militaires, le sénat, qui lui était tout dévoué, ordonna de licencier les troupes. Se fiant à la pro-

tection du tsar, les hospodars obéirent aux injonctions de Nedoba et congédièrent leurs bandes au moment même où l'ennemi envahissait de tous côtés les frontières. Les hordes musulmanes s'avançaient en éventrant les femmes et jetant les petits enfans dans l'eau bouillante, par une cruelle parodie du baptême. Les Serbes expiaient dans d'affreux supplices leur propre fanatisme; triomphans en 1804, ils avaient aussi martyrisé des milliers d'Ottomans et baptisé de force leurs enfans et leurs femmes. Alors les vieillards leur avaient dit : « Vous paierez vos cruautés un jour. » Ce jour était arrivé.

Le consul Nedoba, dont les créatures circonvenaient Tserni-George, avait bien soin de cacher ces horreurs au héros, qui restait encore ferme dans son refus de permettre à l'armée turque d'entrer en Serbie; il exigeait qu'elle n'y envoyât que de petits détachemens, trop faibles pour opprimer, suffisans comme garnisons. De cette manière, pensait-il, le peuple aurait échappé à la vengeance musulmane. Enfin l'armée entière des Ottomans parut, et Nedoba déclara officiellement qu'elle venait d'accord avec le tsar, qu'en cas de résistance la Russie s'unirait à la Porte contre les Serbes rebelles; qu'au contraire, s'ils se soumettaient, tous leurs droits seraient respectés. Rassuré par cette déclaration, George passa à Zemlin, croyant, par sa retraite, assurer une paix honorable à son pays et lui conserver son héroïque jeunesse pour des temps plus heureux. Alors, pour mettre fin à sa mission, le consul russe fit lui-même miner et sauter en l'air le palais du sénat, dont on voit encore aujourd'hui les ruines; il brûla de sa main toutes les archives de l'état serbe, annales de dix années d'une gloire étrangère à la Russie, et, après cet exploit, il alla rejoindre en Hongrie les hospodars émigrés, leur annonçant qu'en Serbie tout était pacifié. La Porte n'avait donné à la Serbie que la paix du tombeau. Dans le seul mois de décembre 1814, le visir de Belgrad, Soliman, fit empaler trois cents prisonniers serbes. Ces rangées de victimes, sur leurs pieux, vivaient quelquefois trois ou quatre jours, et leur cœur palpitait encore que déjà les bandes de chiens affamés leur rongeaient les jambes et faisaient fuir les mères qui avaient espéré recueillir le dernier soupir de leurs fils. Avides de vengeance, les fils des anciens spahis étaient revenus dans toutes les palankes serbes, où ils faisaient relever par les vaincus leurs forteresses et leurs konaks détruits. Menés à coups de fouet au travail comme des bêtes de somme, sans sommeil et presque sans nourriture, les rayas succombaient en foule aux maladies épidémiques qui naissaient de leurs affreuses corvées. Néanmoins il y avait alors parmi ce

peuple de martyrs un homme qui exploitait avec empressement cet état de choses. C'était Miloch.

Né en 1780 d'un valet de ferme, nommé Techo, et de Vichnia, veuve du fermier Obren, Miloch fut d'abord, comme son père, réduit à garder le bétail d'autrui dans son village natal de Dobrina, éloigné de trois lieues d'Oujitsa, et où le voyageur Pyrch, en 1832, trouva encore vivante la femme que le futur prince avait servie en qualité de porcher. En gravissant les rochers du mont Roudnik au sortir de Dobrinia, on arrive à des hauteurs presque inaccessibles : là s'élève, au milieu d'une forêt de pruniers, une ferme nommée *Tsernoutja* (retraite des noirs). Cette ferme fut construite par Miloch, quand il voulut mettre en sûreté l'énorme butin que lui légua en mourant son frère utérin Milane. Héritier de ce chef héroïque, auquel il avait dû son initiation dans l'art de la guerre, il lui emprunta même son nom d'Obrenovitj (fils d'Obren), que le fils de Techo, devenu voïevode, ne quitta plus. Les richesses qu'il avait commencé d'entasser dans sa sauvage retraite étaient pour l'avare Miloch l'objet d'une telle sollicitude, qu'il ne put se résoudre à émigrer en 1813 avec les hospodars dont il avait épousé la querelle. Jacob Nenadovitj, déjà en sûreté sur la terre autrichienne, s'exposa généreusement à repasser la Save pour décider Miloch à le suivre en Autriche. Miloch s'obstina dans son refus. Bientôt, avec ses momkes, il se retira à Brousnitsa. Là, il ne tarda pas à s'entendre avec les Turcs, et à se faire reconnaître par eux *obor-knèze* de Roudnik, à la condition qu'il les aiderait à *purifier* le pays de tous les *brouillons* qui voudraient l'agiter. Le village de Takovo le vit déposer ses armes aux pieds d'Ali Sertchesma, capitaine des *delis*, gardes-du-corps du visir. Mené à Belgrad comme un fidèle raya, il fut présenté par les beys, ses amis, au cruel pacha Soliman, qui l'appela son bien-aimé, son fils adoptif, et lui fit présent de beaux pistolets et d'un étalon arabe. Ces honneurs flattèrent la vanité de Miloch, qui jura de verser son sang pour rétablir en Serbie l'autorité musulmane. Désormais il ne s'écoulerait pas de semaine, ajoutait-il, qu'il n'envoyât quelque tête de rebelle serbe pour couronner les portes de Belgrad. L'obor-knèze tint parole, car il y trouvait un double avantage : d'une part, il retirait le prix du sang, le denier de Judas; de l'autre, grace au supplice des knèzes compromis, il devenait peu à peu le seul raya riche et puissant de sa nation.

La Serbie était donc retombée sous le joug turc à la même époque à peu près où la chute de l'empire français ébranlait l'Europe. Le

congrès de Vienne allait se réunir. On assurait qu'il redresserait tous les torts, qu'il rendrait à chacun ses droits. A cette nouvelle, un prêtre à longue barbe, le bâton de pasteur à la main, quitta la Serbie dévastée pour aller supplier, dans la capitale autrichienne, ceux qui se disaient les libérateurs des nations, d'accorder à la sienne, dans leur vaste protocole, l'aumône d'un article. Ce prêtre était l'intrépide Matthieu Nenadovitj de Valiévo. Déjà en 1814 il avait rédigé avec le voïevode Moler, fait signer par les autres chefs, puis porté lui-même à l'empereur François à Vienne, une supplique du peuple serbe et une demande de secours. Dans l'audience qu'il avait accordée à Nenadovitj, l'empereur avait promis qu'il intercéderait en faveur des Serbes près du divan, et tâcherait de les délivrer, ajoutant : « J'ai toujours été, suis et serai votre ami; je vous ai envoyé du blé, de la farine, du sel, de bons conseils, etc. » Toutefois, il avait fini par déclarer loyalement qu'il n'interviendrait point par les armes. Cette audience, qu'un écrivain serbe, Miloutinovitj, a racontée longuement dans son *Istoriia Serbie troegodichnia* (Histoire serbe des trois années 1813-14 et 15), avait encouragé Matthieu Nenadovitj à renouveler en 1815 ses tentatives auprès du congrès. Le prêtre présenta au prince de Metternich, aux plénipotentiaires de Prusse, d'Angleterre et des autres états, des pétitions rédigées par les écrivains serbes Davidovitj et Frouchitj. Il alla d'un souverain à l'autre, les conjurant avec larmes d'avoir pitié d'un million d'hommes. Les jeunes monarques, les élégans diplomates, riant de la naïveté de ce barbare, se le renvoyaient les uns aux autres; les plus sérieux lui demandaient avec étonnement : Qu'est-ce donc que la Serbie? Pendant ce temps, à Belgrad, on empalait des hommes; les knèzes, compromis, traqués comme des bêtes fauves par les suppôts de Miloch, étaient livrés à Soliman. En dépit de ces deux tyrans, l'héroïque milice des haïdouks se grossissait chaque jour; les bandes de ces libres guerriers interceptaient les routes, attaquaient les caravanes turques. Mieux vivre en brigand que de languir esclave! disait tout Serbe généreux, et il partait pour la montagne, n'emportant avec lui d'autre bien que sa carabine.

L'obor-knèze de Roudnik, qui avait une maison à Belgrad à l'endroit même où est aujourd'hui le palais du prince des Serbes, faisait une cour assidue au visir Soliman, et l'accompagnait souvent dans ses promenades à cheval. Quand il n'allait pas en personne présenter les têtes des anciens compagnons d'armes pris dans ses piéges, il les envoyait du moins par les plus recommandables de ses compatriotes.

Un jour, le capitaine Voutchitj, ancien soldat de Tserni-George, était auprès de Miloch, quand ses momkes arrivèrent des montagnes avec de nouvelles têtes de haïdouks, qu'ils se mirent à laver avant d'aller en faire hommage au visir. — Donnez cela à des Turcs, leur dit Voutchitj indigné, et rougissez d'aller porter de vos mains à l'oppresseur les têtes de vos frères! Miloch, au même instant, s'écria : — Tu vas les porter toi-même à la citadelle, et sans retard, entends-tu, Voutchitj? — Un non énergiquement accentué retentit dans le konak. Miloch ordonna aussitôt à ses gardes d'arrêter Voutchitj; mais le capitaine, armant ses pistolets, resta impassible, les yeux fixés sur les gardes de l'obor-knèze, dont aucun n'osait l'approcher, malgré les foudroyantes injonctions de Miloch. Suivi par les momkes, qui se glissaient derrière lui, et reculaient devant chacun de ses regards de lion, Voutchitj s'éloigna du konak, au milieu des bénédictions du peuple. Telle fut l'origine d'une rivalité qui ne s'est plus éteinte entre ces deux hommes, doués l'un et l'autre d'une grande finesse, d'une force de volonté et d'une vigueur de corps extraordinaires; mais tous deux unissant à ces qualités une extrême violence : on remarque d'ailleurs chez Voutchitj une noblesse de sentimens qui manque entièrement à Miloch.

Les haïdouks finirent par entraîner dans leur révolte jusqu'aux paisibles laboureurs, et l'insurrection devint générale. Alors Miloch marcha en tête des troupes turques contre les Serbes, qui le battirent à plusieurs reprises, mais durent bientôt céder au nombre et capituler avec leur ennemi. Cent cinquante des principaux chefs serbes furent envoyés par l'obor-knèze à Belgrad, où leurs têtes ne tardèrent pas à orner les poteaux des quatre portes de la ville. Trente-six des plus dignes staréchines, parmi lesquels figurait l'igoumène de Ternovo, furent empalés par Soliman. Ses *delis* embrochaient les femmes et les brûlaient; ils en étouffaient d'autres sous des amas de pierres, ou leur tenaient la tête plongée dans les sacs d'avoine qui s'attachent au cou des chevaux, jusqu'à ce que la cendre dont ces sacs étaient remplis eût suffoqué les malheureuses.

Malgré ces atrocités, Miloch demeurait ferme et prêtait appui aux Turcs, voulant à tout prix rester obor-knèze. Telle fut l'origine de la puissance de cet homme : chacun peut faire la comparaison de ces faits avec les prétendus commencemens de son règne racontés par l'historien allemand Ranke et par les Anglais Slade, Walsh, etc. Il ne tarda pas cependant à reconnaître avec douleur que, malgré son dévouement illimité pour les Osmanlis, il n'avait pas réussi à se faire

aimer d'eux, et même il dut bientôt craindre pour ses jours. Il était présent quand on apporta au visir la tête du terrible Stanoié Glavach, qui, gracié par les Turcs avant la dernière révolte, avait mieux aimé périr que de tourner ses armes contre ses compatriotes. Les *delis* lui dirent, en montrant cette tête : « Maintenant, Miloch, c'est à la tienne de tomber. — V'Allah! s'écria l'astucieux raya; le visir va donc perdre les cent bourses dont je lui suis débiteur pour les soixante esclaves et la jeune fille qu'il m'a cédés? » Et il persuada à Soliman de le laisser partir afin de chercher dans ses troupeaux un nombre de porcs suffisant pour couvrir cette dette. Revenu dans les montagnes sous cet étrange prétexte, Miloch alla trouver en secret les haïdouks, leur jura de cesser de les poursuivre, pourvu qu'ils le défendissent contre la haine musulmane, et, à cette condition, promit de leur obtenir bientôt des Turcs une complète amnistie. Les patriotes, convaincus qu'ils n'avaient pas de plus grand ennemi que Miloch, mais espérant convertir à leur cause ce rusé capitaine, lui pardonnèrent le passé. La conjuration se propageait, quand Miloch, craignant les recherches de la police turque, partit pour Belgrad et obtint du visir un passeport pour Trieste, en l'assurant qu'à son retour il pourrait le payer en argent comptant, au lieu de le payer en nature. Il remontait la Save avec ses porcs, lorsqu'il vit accourir vers lui des cavaliers : Soliman venait de découvrir le complot des haïdouks et leur coalition avec Miloch. L'obor-knèze se jeta dans une barque et passa en Autriche; mais son frère, le marchand Ephrem, qui était alors pour son commerce au village d'Otrouchnitsa, entre Belgrad et Palech, fut saisi, chargé de fers, et plongé dans les souterrains infects de la Neboïcha-koula, bastille de Belgrad. Il y resta trois mois, pendant lesquels le Danube, ayant débordé, inonda son cachot. Les geôliers ne s'inquiétaient pas de leur prisonnier, dont les jambes demeurèrent plongées dans l'eau pendant plusieurs semaines; enfin il fut échangé contre un riche Turc dont les haïdouks s'étaient emparés. Quant à Miloch, voyant que l'insurrection devenait générale, il quitta l'Autriche et rentra dans ses montagnes, où les knèzes, pour légaliser leur résistance aux yeux même de la Porte, le proclamèrent leur chef. Dès-lors la guerre commença dans les nahias du sud, tandis que Voutchitj, de son côté, insurgeait les nahias du nord. L'archimandrite Mileta Pavlovitj arma ses moines et marcha lui-même à leur tête; les popes garantissaient le paradis à tous les morts.

Si l'obor-knèze eût aimé la gloire, il pouvait s'en couvrir à sou-

hait dans cette lutte nationale; tous les Serbes, oubliant ses torts, accouraient à son appel. Personne ne lui contestait une grande bravoure; sa taille colossale imposait à tous, non moins que sa voix terrible, qui, dans le combat, s'entendait au milieu des plus vives fusillades. Sa femme Loubitsa, jeune et belle, l'accompagnait à cheval, des pistolets à la ceinture; l'archimandrite Pavlovitj le suivait partout, et chaque matin lui donnait sa bénédiction. L'heureux chef des haïdouks goûtait ainsi dans sa tente toutes les jouissances de la terre et du ciel; rien ne le pressait de traiter avec les Turcs. Appuyé par tout le peuple, il pouvait guerroyer hardiment jusqu'à ce qu'il eût rendu à son pays la glorieuse indépendance dont il avait joui sous George-le-Noir. Mais Miloch ne songeait qu'à son propre intérêt; aussi sa carrière militaire fut-elle courte. Après quatre ou cinq combats, il s'aboucha avec le nouveau visir de Belgrad, Marochli-Ali, pacha bulgare animé de dispositions conciliatrices, et qu'on envoyait à la place du cruel Soliman. Suivi des knèzes de son parti, il vint trouver Marochli, se prosterna à ses pieds en présence de plus de cinquante beys, et, le front dans la poussière, se reconnut par trois fois raya; après quoi l'honneur du café et du tchibouk lui fut accordé, et le visir le déclara son agent, son substitut parmi les Serbes. Dès-lors les deux peuples restèrent, l'un dans les forts, l'autre dans les monts et les villages; à la guerre succéda une paix armée. Dans chaque nahia, un knèze serbe siégeait près d'un mousselim turc; on pouvait appeler de leurs jugemens au tribunal de Belgrad, appelé la *chancellerie serbe*, et composé de douze staréchines, députés des douze nahias, qui, unis à l'obor-knèze, jugeaient sans appel et remettaient les condamnés aux bourreaux turcs. Chaque année, la skoupchtina répartissait l'impôt qu'il fallait payer au pacha, et dont le taux ne changeait plus. Ce tribut était remis au chef turc par les douze anciens de Belgrad. Une telle situation toutefois n'était que provisoire, tant que la sanction du sultan ne l'avait pas consacrée; d'ailleurs les Serbes, avides d'une plus large existence politique, ne pouvaient long-temps s'en montrer satisfaits.

Du fond de la Bessarabie, où il s'était réfugié, Tserni-George avait suivi avec une vive sollicitude les évènemens dont la Serbie était le théâtre. Assuré que l'organisation provisoire était contraire aux vœux de la nation, il se dévoua encore une fois à la cause des Serbes et ourdit avec des patriotes grecs une conspiration dont le réseau devait embrasser toute la Turquie d'Europe. Quand il jugea le moment favorable, il quitta la Bessarabie et apparut tout à coup au

milieu des Serbes. Il avait étudié en Styrie la tactique autrichienne. « Si je puis, disait-il, discipliner à l'européenne vingt mille des miens, et me réunir aux Grecs, aucune armée ottomane ne nous résistera; il dépendra de nous d'aller chasser les Turcs même de Stambol. » George ne s'attendait pas à rencontrer dans les montagnes natales un rival dont l'égoïsme ne reculerait devant aucun attentat. Miloch avait intérêt à se débarrasser de George : il feignit de l'amitié pour lui, parvint à connaître le lieu où il se tenait caché, et une nuit les Turcs, guidés par les indications de l'obor-knèze, pénétrèrent dans la cabane où George dormait après avoir assisté à un banquet de haïdouks. George-le-Noir ne se réveilla plus; ses amis portèrent ses restes dans la petite église qu'il avait bâtie à Topola en 1811.

Ce nouveau crime de Miloch, que l'Europe regarde à tort comme son premier forfait, lui permit d'aspirer plus ouvertement au pouvoir suprême. Les knèzes alors s'effrayèrent, et, connaissant par expérience le caractère cruel de Miloch, pensèrent qu'il valait mieux se remettre aux mains du pacha Marochli, dont tous appréciaient la paternelle douceur; ils chargèrent donc Pierre Molar Nicolaïevitj, président de la chancellerie serbe, et le nouveau métropolite Nikchitj, de traiter cette affaire avec le visir. Pour rester obor-knèze, Miloch n'hésita point à faire assassiner le vieux et vénérable Nikchitj dans sa maison de Chabats; quant à Molar, il le fit traîner devant un tribunal de trente staréchines qu'il croyait de son parti; mais le prota Nenadovitj, membre de ce tribunal, dessilla les yeux de ses collègues, qui déclarèrent Molar innocent. Miloch n'eut plus que la ressource de le citer devant la justice turque : il suborna des traîtres qui accusèrent Molar de conspirer contre le sultan, et Marochli fut contraint de le faire décapiter. L'effroi imposa silence aux autres knèzes, et il n'y eut plus personne qui osât protester au nom du peuple contre l'administration prétendue nationale.

En 1820, le divan expédia enfin aux Serbes un plénipotentiaire chargé de leur lire le firman qui leur octroyait l'invariabilité de l'impôt et le droit de n'avoir que des juges de leur sang. Pour recevoir ce firman, Miloch se dirigea vers Belgrad; mais, instruit que les spahis lui dressaient une embuscade, il s'approcha avec un nombre de kmètes si considérable, que le pacha refusa de le recevoir dans la ville. Miloch et l'envoyé turc se rencontrèrent donc au village de Toptchider : la haine et la défiance régnèrent dans cette entrevue, et quand les Serbes en vinrent à rappeler les clauses du traité de Boukarest, le représentant de la Porte, indigné, remonta à cheval

et s'éloigna. Voyant qu'il n'était plus considéré que comme un rebelle appuyé par la Russie, Miloch, effrayé, envoya quelques mois après une députation à Stambol, pour se raccommoder avec le divan; mais l'insurrection d'Ipsilanti et des Grecs étant survenue, les députés serbes furent emprisonnés comme suspects. Une nouvelle guerre était imminente, les knèzes s'y préparaient : Miloch toutefois insista pour qu'ils continuassent de payer chaque année au sultan l'impôt convenu, et même les dîmes aux spahis; ils durent obéir.

Miloch poursuivit bientôt plus ouvertement le but qu'il s'était proposé, la centralisation du pouvoir. La tendance sociale des Serbes a toujours été de diviser leur pays en cantons fédérés sous de petits princes électifs ou héréditaires. La politique turque se garde bien, on peut le croire, de contrarier ce penchant. En 1821, le pacha Marochli promit à Marko Abdoula, knèze de Smederevo, et à Stephane Dobriniats, des bérats qui les établissaient chefs indépendans, chacun dans sa nahia. Les deux knèzes, saisis par les agens de Miloch, périrent sous leurs coups; mais il ne put se débarrasser aussi aisément de rivaux plus puissans : l'ancienne ligue des hospodars se renoua pour sauver Milosav Ressavats, ami d'Abdoula, qui, par l'achat d'immenses vignobles sur la Morava, était devenu le plus riche propriétaire de la nation. Au lieu de renoncer à réaliser une centralisation monarchique impossible dans ce pays nécessairement divisé par tribus et par cantons, l'obor-knèze s'obstina à renouveler en les outrepassant les anciennes mesures de Tserni-George contre les hospodars. Il essaya de séparer les knèzes d'avec le peuple, et de se les attacher en introduisant la coutume de les solder lui-même, pour qu'ils ne dépendissent plus de la nation, mais de lui seul; il eut soin aussi que le taux de la solde ne fût pas fixé, afin de pouvoir l'élever ou le diminuer selon le dévouement qu'on montrerait à sa personne. En dépit de ces mesures, il y eut en 1825 une nouvelle révolte; Miloch exigeait beaucoup plus d'impôts que les Turcs, il prélevait le haratch jusque sur les enfans de deux jours. Indignées de ces vexations, les nahias de Smederevo, de Pojarevats et même de Kragouïevats, s'insurgèrent. L'obor-knèze leur opposa les nahias du sud : les deux partis, celui du nord sous Miloïé Povovitj, surnommé *Djak*, ou le diacre, et celui du sud sous Voutchitj, se livrèrent bataille à Oplentsa, près Topola. Djak fut vaincu, pris et fusillé avec cent vingt autres Serbes à Hassan-Palanka; son armée, en capitulant, avait exigé, entre autres garanties, qu'un de ses chefs, Andreï, serait fait knèze de Topola. Miloch le jura; quelques semaines après, il fit assassiner

Andreï. Alors, craignant que tant d'insurrections successives ne produisissent un mauvais effet chez les peuples voisins, il envoya au divan de Constantinople des pièces où il essayait de prouver la rébellion de Djak contre le sultan; puis il écrivit au gouverneur autrichien de Zemlin, pour lui apprendre que, grace à ses efforts, la route commerciale entre l'Autriche et le Bosphore, purgée de brigands, présentait enfin la plus entière sécurité.

Cependant il sentait le besoin de se réhabiliter aux yeux des siens par quelque manifestation plus sérieuse : dans ce but, il convoqua pour le mois de janvier 1827 une grande skoupchtina, où il eut soin de n'appeler que ses créatures. Il en réunit mille dans l'église de Kragouïevast, et son ministre Davidovitj, récemment arrivé en Serbie, lut un discours où l'obor-knèze tâchait de se justifier des meurtres de ses rivaux, répondait aux reproches qu'on ne lui ménageait pas sur sa soif insatiable d'impôts, et développait les avantages assurés au pays par le traité d'Akerman. Miloch finissait en priant la skoupchtina de demander au sultan pour lui-même le titre de prince héréditaire. Aussitôt l'assemblée souscrivit un acte solennel où elle jurait de ne plus obéir qu'à lui et à sa postérité. L'obor-knèze reconnaissant mit cet écrit sur sa tête et le baisa, puis embrassa les assistans les uns après les autres. « Ne craignez plus rien, leur disait-il, je suis *l'enfant du peuple*, je n'oublierai pas mon origine. »

Les knèzes de l'opposition virent avec désespoir le succès qui accueillait la nouvelle démarche de Miloch. Décidés à chasser l'obor-knèze ou à mourir, ils tentèrent avec six mille combattans un coup de main sur Kragouïevats. L'obor-knèze dut s'enfuir; mais Voutchitj, qui faisait taire sa haine contre Miloch pour soutenir le pouvoir central, livra aux insurgés un combat acharné, où ils perdirent près de cinq cents hommes. De son côté, le visir de Belgrad, pour appuyer Miloch, avait fait venir cinq mille Bosniaques, qui bloquèrent le quartier serbe de cette ville, et ne se retirèrent que quand la paix eut été rétablie. Miloch crut alors pouvoir calmer les mécontens, en publiant et jurant ce qu'il appela la constitution serbe. Ce curieux document de mœurs gréco-slaves déclarait tous les Serbes nobles et égaux. Chaque commune restait solidaire devant la justice des actions de ses enfans, devait restituer l'équivalent des vols commis sur ses terres, et livrer le coupable à la police. Le condamné pouvait en appeler du tribunal de sa nahia au tribunal suprême qui siégeait à Belgrad ou à Kragouïevats. La police des chemins était confiée aux boulouk-bachi, dont chacun avait sous lui douze *mom-*

kes à cheval; le peuple devait se confier à cette milice et lui laisser exterminer les derniers haïdouks. La peine de mort ne pouvait être infligée que par le souverain, qui, seul investi de tous les droits du glaive, portait en ses mains la mort et la vie. L'assemblée générale du peuple devait veiller tous les ans à rectifier les abus, fixer l'impôt et répartir le tribut annuel dû à la Porte ottomane.

Cette constitution, dont nous ne citons ici que les principaux traits, prouvait, sous une apparence libérale, à quel point l'ancien champion de la liberté comprenait l'art du despotisme. On ne peut nier cependant qu'à force de couper des têtes, le *grand chef* ne fût parvenu à établir dans son pays une sécurité parfaite pour les voyageurs; les objets même qui se perdaient sur les routes étaient apportés aux tribunaux. Un jeune paysan de Verbovats, près Smederevo, ayant assassiné un riche marchand étranger pour s'emparer de son trésor, avoua, plusieurs années après, à son vieux père ce crime qui était resté entièrement ignoré. Aussitôt le vieillard saisit son fils et le mène à la skoupchtina, pour tenir le serment qu'il avait fait avec tous les siens de ne plus souffrir aucun criminel dans le pays. Ce nouveau Brutus se nommait Militj. L'obor-knèze, après l'avoir présenté comme un modèle à l'assemblée, lui rendit son fils. Miloch triomphait, car il venait, à force de meurtres, d'obtenir le monopole des rapines dans son malheureux pays.

Dans le but de se justifier des évènemens de 1813, la Russie avait, en 1826, inséré dans les conventions d'Akerman ce passage sur les Serbes : « La sublime Porte mettra immédiatement à exécution toutes les clauses de l'article 8 du traité de Boukarest relatives à la Serbie, laquelle est *ab antiquo* sujette et tributaire du sultan... Lesdites mesures seront réglées et arrêtées de concert avec la députation serbe de Constantinople dans un délai de dix-huit mois. » Ces conventions, après le délai fixé, ne se trouvant point exécutées, la Russie lança en 1828 une armée vers les Balkans. A cette nouvelle, tous les knèzes serbes se levèrent, demandant à Miloch qu'il les laissât profiter d'un moment aussi favorable pour chasser du pays les dernières garnisons turques. Mais la Russie défendit à l'obor-knèze de bouger, et appuya cette injonction des plus sévères menaces. On le sait, et l'exemple de la Grèce en 1831, celui de l'Égypte en 1840, l'ont trop bien prouvé, les plans d'agrandissement de la Russie s'opposent à ce qu'il s'élève en Turquie des états nouveaux qui, dans l'énergie de leur jeunesse, pourraient un jour lui disputer l'héritage du sultan, le commerce de la mer Noire, et entraîner peut-être dans le cercle de leur action

ses plus riches provinces méridionales. De tous les cabinets d'Europe, il n'en est donc pas un qui doive être en réalité plus opposé que celui de Pétersbourg à une régénération totale du peuple serbe. On s'explique parfaitement dès-lors que l'empereur Nicolas ait, en 1828, sommé Miloch de s'abstenir de toute démonstration guerrière vis-à-vis de la Porte, s'il ne voulait voir l'armée russe entrer sur le territoire serbe en ennemie. Cette menace, Nicolas aurait-il pu l'accomplir? Nous ne le pensons pas; l'opinion publique de l'Europe s'y fût opposée, et les Grecs, les Albanais, les Valaques, saisissant cette occasion de consommer leur propre émancipation, n'auraient pas tardé à courir aux armes. Miloch pouvait donc mépriser l'avertissement du tsar, tous les Serbes auraient applaudi à cette fière conduite avec enthousiasme; mais le tsar avait promis à Miloch de le reconnaître comme prince héréditaire en récompense de son immobilité, et Miloch sacrifia l'affranchissement définitif de sa patrie au plaisir de s'en faire le prince légitime. Il repoussa donc les Serbes insurgés de Bosnie et d'Hertsegovine qui lui tendaient les bras; il refusa d'être leur Washington : ce rôle était trop haut pour une ame vulgaire.

Enfin, le 29 novembre 1829, la Porte dut mettre à exécution la clause du traité de Boukarest pour laquelle la Russie avait pris les armes. La petite cour de Kragouïevats vit arriver un tatar de Stambol, porteur d'un diplôme qui remplit d'allégresse tout le konak du haïdouk; c'était le premier hati-cherif que la Porte eût daigné octroyer aux brigands de la Serbie. Cette pièce si importante, puisqu'elle consacre diplomatiquement la régénération civile de la Serbie, n'a point été publiée, pas même en serbe; je la traduis ici tout entière :

TRÈS SUBLIME ET PREMIER RESCRIT DU TSAR OTTOMAN AU PEUPLE SERBE.

« Avec la ferme assurance que le contenu de ce firman restera une vérité, ô toi, mon grand et puissant lion, administrateur de nombreuses affaires, qui donnes au monde le *nizam* (la loi), puisse ta pure intelligence, qui dirige si habilement les intérêts de notre race, arriver heureusement au but de toutes tes entreprises! Que ta domination et ton bonheur soient éternels! que personne n'ose contester tes droits! inébranlable gouverneur de Belgrad, Hussein-Pacha, que Dieu te garde! Et toi, ô cadi turc, qui es un haut savant, qui montres la route sacrée de la tradition que tu as apprise des saints, la suprême bénédiction impériale repose sur ta tête, cadi de Belgrad, interprète de la science.

« Or, quand vous arrivera de ma part ce firman, comprenez-le bien. Conformément au traité d'Akerman, notre gouvernement, prenant à témoin la cour russe, considère que les Serbes, nos rayas depuis des siècles, sont dignes de notre impériale clémence. Par conséquent, tout ce qui les concerne au huitième article du traité de Boukarest s'exécutera dans le terme de dix-huit mois. Cet intervalle de temps sera employé par mon conseil à discuter avec les envoyés du divan (sénat) de la Serbie, et en présence des représentans de la cour russe, les demandes faites par les knèzes serbes. Conformes au traité de Boukarest, ces demandes sont les suivantes : Que le peuple serbe puisse pratiquer librement les rites et cérémonies de son église; qu'il choisisse ses juges dans son sein; qu'il puisse administrer intérieurement son pays avec une entière indépendance; que tous les impôts se fondent dans un seul tribut; que toutes les propriétés turques de Serbie soient remises aux mains des Serbes et administrées par eux en séquestre; qu'ils puissent avec leurs propres passeports parcourir pour leur commerce toute la Turquie; qu'ils aient le droit de fonder chez eux des écoles, des hôpitaux, des imprimeries; qu'enfin aucun Turc, excepté ceux des citadelles, ne puisse vivre ou demeurer en Serbie.

« Avant que ces neuf demandes de nos fidèles et dociles rayas eussent pu être mûrement examinées par notre cour, et sanctionnées de concert avec la Russie, un concours de circonstances vint suspendre l'exécution du traité de Boukarest, et la guerre recommença. Maintenant que la paix vient d'être rétablie entre notre Porte et la cour russe, le sixième article du traité d'Andrinople stipule de nouveau les franchises de la Serbie, déjà stipulées dans les conventions d'Akerman, à l'exécution desquelles de trop grands obstacles s'étaient opposés jusqu'ici. En vertu de ce sixième article, le divan va donc faire droit aux réclamations de la Serbie; les six nahias qui lui avaient été enlevées lui seront rendues, et toutes ses libertés seront reconnues solennellement. C'est pourquoi, à la condition qu'ils me restent soumis, j'écris, revêts de ma signature et envoie ce firman à mes fidèles rayas serbes. Et maintenant, toi, visir, et toi, cadi, faites part au peuple serbe de ces décisions, et qu'il prie Dieu pour son tsar.

« Écrit le 1er réboul-akira 1245. »

Quelque avantageux qu'il fût aux Serbes, ce firman du tsar turc ne fixait rien en faveur de Miloch; aussi l'obor-knèze le tint-il secret,

et il demanda aux deux empereurs une récompense plus positive de sa neutralité. Trompée par ses protestations de dévouement, et le regardant comme sa créature, la Russie résolut de lui faire octroyer le rang qu'il sollicitait depuis quinze années. En août 1830, le bérat qui l'instituait prince héréditaire de Serbie arriva à Kragouïevats. On reçut en même temps un hati-cherif que Mahmoud avait signé de sa propre main, et qui mettait à exécution les promesses du premier firman, relatives aux neuf demandes des Serbes. Miloch, dans l'ivresse de la joie, envoya aussitôt des circulaires dans toutes les nahias, pour convoquer la skoupchtina. Des points les plus éloignés de la Serbie, tous les pères de famille arrivèrent, tous les guerriers accoururent. Une diète allait se célébrer avec toute la pompe traditionnelle de ces antiques solennités slaves. Le matin de la Saint-André, ces citoyens des forêts qui avaient dormi sous des tentes, autour de leur *ville blanche* (Belgrad), gravirent, au nombre de huit mille, les plateaux du Vratchar illuminés par le soleil levant. Toujours trompé, toujours confiant, ce peuple, à peine délivré du joug turc, allait donc s'imposer un autre joug, et reconnaître la suprématie de Miloch, jusqu'à ce que, las de cette nouvelle tyrannie, il la brisât comme la première, et prononçât, en 1839, sur ce même plateau du Vratchar, l'arrêt de l'exil contre le prince reconnu en 1830. Escorté de brillans cavaliers portant la lance à trois queues, le visir de Belgrad s'avança, salua d'un air protecteur le chef des rayas, qui se prosterna à ses pieds, et déroulant le hati-cherif, il le lut devant la diète. Le peuple, dans son imprévoyance, accueillit cette lecture avec une joie sans bornes; les voïevodes eux-mêmes et les capitaines des montagnes renoncèrent gaiement à leurs droits en faveur d'un compagnon d'armes. Plus de haïdouks ni de priviléges d'épée! s'écriait-on; mais une liberté égale pour tous, sous la direction du père commun de la grande famille serbe.

On était au jour anniversaire de la prise de Belgrad par Tserni-George en 1806; on se souvenait aussi que les spahis, chassés par le héros, étaient revenus en 1813, et qu'alors les églises en deuil avaient dû enfouir sous terre jusqu'à leurs cloches. Depuis ce temps, on n'employait plus que des marteaux de bois pour appeler les fidèles. Le nouveau hati-cherif, en accordant l'exercice public du culte, encouragea les Serbes à déterrer ces cloches pour les suspendre de nouveau. Hussein-Pacha s'y opposa avec menaces, mais les capitaines serbes répondirent respectueusement qu'ils repousseraient la force par la force, et le *très pur* visir dut céder. Toutes les cloches

convièrent donc le lendemain par leurs joyeux carillons le peuple au sacre de son kniaze. Au milieu des antiques cérémonies usitées pour cette circonstance dans l'église orientale, Miloch fut oint de l'huile du Seigneur par le métropolite. Ce n'était plus un chef populaire; d'élu de ses compagnons de péril, il devenait l'élu des puissances, l'élu d'en haut; il était sacré. Désormais il ne feindra plus d'offrir au peuple mécontent son abdication, comme il a fait quelques mois avant l'arrivée du hati-cherif; il prendra sur l'autel tous les droits qu'il lui plaira de conquérir et qu'il n'aura plus à demander aux diètes. Bien qu'il se passât au fond des forêts, cet évènement fit quelque bruit dans le monde. Après l'avoir raconté dans sa *Gazette serbe*, Davidovitj ajoute : « Maintenant, les journaux d'Europe parlent de la Serbie; on nous connaît, on nous sait redevenus un peuple. Ce qu'on écrit de nous est parfois vrai, parfois capable d'exciter le sourire chez nous autres Serbes; mais quoi qu'on dise, c'est toujours une preuve qu'enfin on s'occupe de nous (1). »

D'après la nouvelle organisation, le kniaze des Serbes pouvait traiter directement avec son suzerain Mahmoud par les députés qu'il envoyait à Stambol; mais le suzerain était loin, et ses réponses n'arrivaient qu'à de longs intervalles. En outre, les nombreuses réformes solennellement promises ne s'élaboraient qu'avec une extrême lenteur dans les bureaux du divan. Ces années 1831 et 1832 s'écoulèrent donc sans évènemens notables. Ce ne fut qu'en 1833 qu'un nouveau firman impérial apporta à tous les Turcs et aux pachas de la Serbie l'ordre d'évacuer les positions que le texte des traités leur interdisait désormais. « Ce firman libérateur fut salué, dit la *Gazette serbe de Belgrad*, par un cri de joie de tous les Serbes, du Danube à la Drina et du Timok à la Save; tous les fusils se déchargèrent, toutes les villes furent illuminées; il y eut partout des festins. Le bonheur de Miloch ne pouvait être décrit. » Ce qui très probablement rendait Miloch si heureux était la cession qui allait lui être faite par le visir de la douane de Belgrad. Cette cession, entraînant après elle le droit de taxer à volonté tout le commerce d'exportation de la Serbie, assurait indirectement au prince le monopole commercial de sa principauté. La prise de possession de ce précieux privilége par le chef de la Serbie ne se fit pas attendre. Miloch se rendit le 14 décembre 1833 à Belgrad, où il voulut faire une entrée triomphale; puis, après avoir prié et baisé les icones à la

(1) *Serbske novine*, 1834.

cathédrale, il se rendit chez le visir Vedchi-Pacha, qui, avec un pompeux cortége, le mena sur la Save à la *Djoumrouk* (édifice de la douane), et l'investit solennellement de ses nouvelles fonctions. Le prince nomma aussitôt consul de commerce Alexa Simitj, et afin d'élever la magnifique douane actuelle, il donna l'ordre d'abattre sans retard les boutiques en bois des pauvres marchands de la Save, qui se trouvèrent ainsi sans toit, et auxquels le souverain n'offrit pas même un dédommagement. Ceux qui voulurent absolument garder les terrains où étaient leurs cabanes, furent obligés de les racheter 1,000 francs par toise carrée. Si la douane serbe avait été déclarée édifice national, on aurait au moins pu se dire : Les souffrances de quelques-uns achètent le bien de tous; mais Miloch avait reçu de la Porte cette douane comme sa propriété privée, et il se garda bien de réparer envers ses compatriotes l'injustice du divan.

Bientôt tout le commerce d'exportation de la Serbie se trouva frappé d'impôts bien plus forts que sous la domination ottomane. Ces entraves inaccoutumées provoquèrent des protestations énergiques. Lésé dans ses droits les plus chers, le peuple réclamait à grands cris une assemblée nationale. Forcé de céder au vœu populaire, Miloch restreignit du moins le plus possible le nombre des députés, et les convoqua dans la ville où il avait le plus de partisans, à Kragouïevats. Il n'y eut d'appelés que dix kmètes par nahia; quant aux capitaines, il y en eut un sur chaque district qui dut rester pour maintenir l'ordre. Ces députés, réunis le 1er février 1834, vinrent à la file baiser la main du kniaze, baiser que le gracieux souverain rendait à chacun sur le front. Puis le cortége se dirigea vers l'église où devait s'ouvrir la diète. Ne se reposant pas sur le respect que doit inspirer le saint lieu aux plus fougueux tribuns, Miloch l'avait fait entourer par ses canonniers et toute sa garde à pied et à cheval, chargée de surveiller les orateurs. Autour du prince, assis dans la nef avec sa famille sur un tribunal élevé, figuraient les évêques, les archimandrites, les archipopes, les hauts dignitaires civils. « Suivant l'usage des kniazes serbes parlant à la nation, Miloch se tenait debout, dit le journal de Belgrad, où le représentant des idées françaises, Davidovitj, commençait à s'exprimer de plus en plus librement. De même qu'en France et en Angleterre tout le peuple recueille avidement les paroles du monarque ouvrant la session parlementaire, de même ici la multitude qui se pressait dans l'intérieur et autour de l'église écouta avec une attention profonde le discours du trône serbe. Nous citerons textuellement cette pièce curieuse.

« Frères, depuis qu'en 1830, le jour de Saint-André, premier élu, nous reçûmes sur le Vratchar le hati-cherif de notre clément empereur, et le bérat de succession, depuis lors jusqu'à ce moment, nous n'avions point eu l'occasion de nous trouver ainsi réunis tous ensemble. Il m'est donc bien doux de me voir aujourd'hui entouré de ma très chère famille, de nos vénérables évêques, des membres du grand tribunal et autres juges nationaux, des capitaines de nahia et des principaux kmètes. Les nouvelles conventions avec la Porte vous étant connues, je me borne à vous exposer comment elles ont été exécutées. La démolition des forteresses construites par nos devanciers, et notamment de celle de Tjoupria, était nécessaire pour obtenir le repos. Maintenant, nous n'aurons plus de querelles avec ces pillards albanais, qui rarement laissaient passer une année sans frapper de mort quelque paysan serbe. Il est décidé que les Turcs évacueront la Serbie dans le laps de cinq années. J'avoue qu'il m'a été impossible d'obtenir qu'ils quittent aussi Belgrad. Notre impérial protecteur, Nicolas, juge nécessaire que le sultan, son allié, garde cette place forte, située à la frontière d'un autre empire. Il pense que ce serait un outrage à la majesté des sultans, si les étrangers ne rencontraient de Turcs dans aucune ville serbe. Du moins, à l'exception des soldats du visir, ces Turcs ne pourront plus porter d'armes. En outre, les étrangers de viennent inhabiles à posséder aucun bien immeuble dans notre pays, comme les pachas le leur permettaient auparavant, pour augmenter encore notre oppression. Tels sont les droits conquis par le nouveau hati-cherif.... Remercions donc l'Être suprême, et prions pour notre sultan Mahmoud, pour l'empereur russe Nicolas Pavlovitj; qu'à jamais vivent dans notre mémoire les comtes Nesselrode et Strogonof, qui ont les premiers fait connaître les affaires serbes au cabinet de Pétersbourg! N'oublions pas non plus Ribeaupierre, ni surtout l'ambassadeur Boutenief, dont l'énergie, en nous procurant le dernier hati-cherif, a mis fin à nos démêlés avec la Porte.

« Maintenant que l'indépendance de notre patrie est un fait diplomatiquement reconnu, l'organisation régulière de l'état doit être le plus ardent de nos vœux. Voyons comment sont constitués les peuples civilisés, cherchons à nous organiser de la même manière. L'importance d'une pareille affaire m'a fait désirer de convoquer à cette skoupchtina dix fois plus de monde que je n'en vois ici; mais il eût été impossible, au milieu de l'hiver, de loger un aussi grand nombre d'hommes, et leurs chevaux, vu la mauvaise récolte de l'année pré-

cédente, n'auraient pu trouver de fourrage. Pour ces causes, j'ai ajourné la grande réunion nationale à la Saint-George prochaine : alors nous nous rassemblerons dans quelque belle plaine, où nous aurons de l'espace pour nos tentes et des prairies pour nos chevaux. Frères et seigneurs, je vous convoque pour ce jour, où je vous prouverai combien j'ai à cœur votre prospérité future. Dans l'impossibilité de fixer d'avance par quels moyens elle se consolidera, je me bornerai à vous dire que nous discuterons principalement les points suivans : organisation du pouvoir législatif, répartition de l'impôt, paiement de l'ancienne dette épiscopale contractée par les six districts réunis à nous l'été dernier. Pour éclairer chacun de ces points, nous élirons un conseil d'état divisé en six ministères, de l'intérieur, des affaires étrangères, de la police, des finances, de la justice et de la propagation nationale des lumières. Quant aux 147,000 piastres, dues par nos anciens évêques à la *sainte et grande église* (celle de Constantinople), il vaudra mieux la payer en une seule fois, pour n'en plus perdre les intérêts. Sur tous ces points, seigneurs, il me faut votre avis et votre approbation. De retour dans vos foyers, communiquez donc à tout le peuple mes plans; vous et la nation aurez jusqu'à la Saint-George assez de temps pour délibérer et méditer votre réponse. Alors nous recueillerons les voix et adopterons le meilleur parti. J'ai rempli mon devoir; remplissez le vôtre, staréchines, en allant dire à vos jeunes gens que tout ce qu'ils pensent, ils peuvent le dire librement, sans plus se permettre des murmures à l'écart. Maintenant il s'agit de conserver intact ce que nous avons obtenu, en paraissant, aux yeux des deux empereurs, dignes de la clémence de l'un et de la protection de l'autre; sans quoi nous pourrons vite nous les aliéner de nouveau, transformer la clémence en colère et la protection en hostilité. Pour détruire tout notre bonheur présent et tout le travail de mes mains, il suffirait d'une seule chose, se laisser entraîner à de vils complots insurrectionnels. Que Dieu nous en préserve! »

Ces dernières paroles, qu'on n'entendit pas sans surprise, faisaient trait à la dernière révolte des rayas serbes de Bosnie, pour la répression de laquelle Miloch avait prêté son appui à la Porte; il y avait, dans cette hautaine ingratitude d'un conspirateur heureux appelant l'insurrection *vile*, dès qu'il en a recueilli les avantages, quelque chose d'odieux que les fallacieuses promesses du prince ne pouvaient faire disparaître. Les kmètes, les staréchines, les knèzes des districts, les capitaines de frontière, tous ces fiers guerriers, naguère

les égaux de leur chef, s'entre-regardaient avec étonnement, la tête nue, silencieux, comme si le discours durait encore. Promenant sur la foule ses regards satisfaits, Miloch, après avoir joui quelque temps du sentiment de crainte qu'il inspirait, daigna sourire à ses sujets, et disposant en pontife du lieu saint où il siégeait, leur permit de se couvrir; puis prenant le ton d'un père : « Soyez les bien-venus, mes amis, reprit-il; êtes-vous tous en santé, tous en paix? » La paix ne devait plus durer long-temps, car la rage couvait au fond des cœurs. Seuls, dans leur aplomb imperturbable, les courtisans criaient : Hourra à l'hospodar, au père du peuple, qui se sacrifie pour nous et que Dieu seul peut récompenser! Et l'héritier des pachas descendait de son trône, se mêlait aux députés, leur serrait la main. « Allons, frères, à l'œuvre! il faut répartir l'impôt selon la propriété; n'ayons plus de *soubachi* (collecteur des redevances en nature), mais rassemblons nous-mêmes nos dîmes, et leur vente produira la moitié de la *porèse* (impôt foncier). — Tes plans, ô maître, sont admirables, disaient les kmètes résignés. » Les salves de mousqueterie de la garde accompagnèrent le cortége du prince retournant à son konak, où le lendemain, 2 février, la skoupchtina se rendit *pour baiser le pan de l'habit de son altesse* (*svetlost*), et lui remettre par les mains de George Protitj l'adresse des représentans du pays, en réponse au discours du trône. Cette timide adresse osait à peine rappeler au prince la promesse de donner un code et de ne plus juger d'après son divin bon plaisir.

Le lendemain, la skoupchtina se rassembla de nouveau, mais à part et en plein champ, pour soumettre les projets de loi à un premier examen. La discussion fut vive et dura jusqu'à la nuit. Le prince soutint en personne le choc de la délibération; mais, le jour suivant, il se plaignit, devant l'assemblée, d'avoir été mal compris, et ajourna les débats à la Saint-George prochaine. Le seul but de cette petite skoupchtina avait été de sonder le terrain et de préparer la grande usurpation de tous les pouvoirs sociaux par celui qui n'en devait être que le protecteur. Miloch avait voulu donner à ses kmètes une première leçon de la manière dont ils auraient à se conduire à l'avenir vis-à-vis du prince héréditaire. L'impossibilité de la résistance leur était prouvée par les canons et les baïonnettes qui désormais surveilleraient la skoupchtina. Après avoir ainsi formé les knèzes, Miloch lança cette meute docile parmi le peuple qu'elle devait plus tard amener à ses pieds comme une proie résignée à la mort.

Le kniaze, qui ne regardait son pays que comme une grande ferme dont il avait l'exploitation, parcourait chaque année les nahias pour son commerce de bestiaux, choisissant parmi les troupeaux de ses sujets les plus belles pièces qu'il payait à vil prix. Ces porcs, bœufs et moutons d'élite, étaient conduits à Belgrad et enfermés dans les vastes écuries de la douane, jusqu'à ce qu'il les envoyât vendre pour son compte sur les marchés d'Autriche. Pour s'exempter, pendant cet intervalle, des frais de la nourriture, il les faisait paître dans les pacages communaux de Belgrad. Ces vastes pâturages, qui s'étendent le long de la Save, appartenaient depuis des siècles à la classe indigente; chaque famille pauvre y entretenait une vache et quelques chèvres dont le lait l'aidait à vivre. Miloch trouva que cette liberté de pâture portait préjudice à son trésor; il ceignit les pacages communs de haies, et les déclara prairies du souverain. La *Sava-Mahala* (faubourg de la Save), enclavée dans ce nouveau domaine, dut disparaître, et ses habitans eurent ordre d'évacuer leurs maisons. Ces malheureux, espérant obtenir un dédommagement, temporisèrent jusqu'à l'année suivante. Alors Miloch, étant venu visiter ses nouvelles acquisitions, et furieux de ce que la Mahala subsistait encore, appela ses momkes, rassembla des paysans, et fit mettre le feu aux deux cents cabanes dont se composait ce faubourg. Femmes et vieillards, surpris par les flammes, prirent la fuite en s'efforçant de sauver quelque débris de leur pauvre ménage; ce fut en vain : le feu, excité par le vent, roula ses langues ardentes, qui léchèrent la colline comme pour la purifier de toutes ces immondices de la misère humaine et la rendre digne de recevoir la voluptueuse villa d'un prince. Miloch, présent à cette horrible scène, excitait ses momkes du geste et de la voix. Davidovitj ne pouvait l'arrêter. — Que vont dire, répétait-il à Miloch, nos frères, les Serbes de la rive autrichienne, en voyant ces longues rangées de maisons en flammes? — En effet on crut, à Zemlin, que l'armée turque était revenue, et on envoya prendre sur-le-champ des informations. Dans leur douleur, les habitans de Belgrad se disaient entre eux : Cachons bien ces crimes, que l'Allemagne les ignore; car que penserait-on de nous, d'avoir pris pour maître un tel homme?

Ayant ainsi *nettoyé* les bords de la Save, le kniaze y fit bâtir son palais d'été et y établit des magasins pour le sel de Valachie et de Hongrie, dont il avait acheté une énorme quantité. Peu de temps après, comme par un avertissement céleste, la Save débordée envahit ces magasins et emporta les provisions de l'avare. Miloch, impatient

de réparer ses pertes, n'en fut que plus ardent à la rapine. Il savait trouver des torts et intenter à tous les riches des procès qui entraînaient la confiscation de leurs biens au profit de l'état. Or, l'état serbe, c'était Miloch; rien ne distinguait plus sa caisse privée de la caisse nationale; l'une et l'autre étaient gardées dans la même chambre et confiées au même intendant. C'est alors que le voyageur prussien Pyrch s'extasiait sur ce prince, qui, selon lui, levait proportionnellement moins d'impositions qu'aucun autre souverain d'Europe, et qui parvenait cependant à doter le trésor public d'une épargne considérable, « tant il comprend à un haut degré, ajoutait Pyrch, *l'art de lever des impôts indirects.* » Triste vérité! Quelques patriotes firent insérer vers la même époque, dans la *Gazette d'Augsbourg*, des plaintes de ce que Miloch ne donnait aux Serbes ni les tribunaux, ni les lois, ni le sénat, ni les ministères promis, et de ce que leur pays était réduit à voir d'un œil jaloux la brave nation grecque s'ouvrir, au milieu de tant d'abîmes, le chemin du progrès. La gazette officielle de Belgrad, fort scandalisée de ces paroles, répondit que le prince serbe montrait depuis long-temps des tendances très *européennes*. Bientôt, pour consoler le *civilisateur* des Serbes, si odieusement calomnié, la *Gazette d'État de Prusse*, donnant le signal aux feuilles allemandes, se mit à faire un emphatique éloge de son gouvernement.

Cependant la grande skoupchtina de la Saint-George, si solennellement promise, n'avait point eu lieu, le peuple murmurait de plus en plus. Pour faire accepter les nouveaux impôts, Miloch se vit forcé de réunir au moins un simulacre de diète; il la convoqua pour le jour de la transfiguration du Sauveur, annonçant dans sa circulaire qu'on verrait alors la Serbie se *transfigurer comme le phénix* et recevoir enfin son organisation législative. Le 1er juin, cette petite skoupchtina, composée des employés, serdars, knèzes, capitaines et kmètes dévoués à Miloch, s'ouvrit à Kragouïevats par une messe solennelle où le métropolite prêcha sur les douceurs de la paix, les avantages de l'ordre et de l'obéissance. Puis Miloch, entouré de sa garde, exposa à l'assemblée qu'il la réunissait pour fixer l'impôt de l'année et régler l'affaire des *koulouks*, corvées dues par les paysans aux capitaines et employés champêtres. Le peuple demandait qu'on abolît entièrement la *kouloutchenié*, et qu'en place de ce droit on payât aux employés un dédommagement annuel; mais la plupart des députés durent s'associer aux sympathies de Miloch pour les institutions du bon vieux temps des pachas, et décidèrent que le *haratch*, la *porèse* et tous les

impôts se lèveraient isolément comme par le passé. Quant au droit du *koulouk*, les serdars furent chargés de veiller à ce que les capitaines n'exigeassent pas des paysans plus de jours de corvée qu'il ne leur en était dû, et ces corvées furent restreintes aux travaux champêtres, sans pouvoir s'étendre à la construction des moulins, *hanes* et boutiques. Pour l'administration, rien ne fut réglé, pas même les appointemens des administrateurs. Le lendemain l'assemblée envoya au prince sa lettre de remerciemens ainsi conçue : « Très gracieux hospodar, nous avons entendu de la bouche de votre grandeur et parfaitement compris les raisons pour lesquelles il ne vous a pas été possible de convoquer à la Saint-George la grande skoupchtina que vous nous aviez promise... Nous voyons bien nous-mêmes que le temps n'est pas propice, et qu'il faut remettre à un avenir plus heureux la réforme de notre patrie. Nous consentons donc, au nom du peuple, à payer les impôts comme par le passé jusqu'à la grande skoupchtina prochaine. » Le kniaze, satisfait, daigna se faire voir encore à l'assemblée, qui, congédiée le troisième jour, partit en bénissant le père de la patrie!

Deux diplomates français, le baron de Bois-le-Comte revenant d'Egypte, et le comte de Lanoue, secrétaire d'ambassade à Constantinople, avaient assisté aux séances de cette prétendue diète. A en croire la *Gazette de Belgrad*, ils admiraient surtout la prestesse des délibérations, qu'ils comparaient aux lenteurs des chambres françaises, où un mois entier se passe souvent à vérifier les pouvoirs des députés. Ces deux diplomates, chargés par leur gouvernement d'étudier la cour de Miloch, son pays et ses ressources, avaient parcouru plusieurs nahias, escortés d'une garde d'honneur et surveillés à leur insu par le drogman du prince, Tsvetko Raïovitj, le même qui avait accompagné partout l'officier prussien Pyrch. On conçoit que, voyageant sous de tels auspices, ils n'aient entendu qu'un concert de louanges en faveur du kniaze. Leurs entretiens avec Miloch eurent lieu par l'intermédiaire de M. Zoritj, ancien gouverneur des enfans du prince, et le seul homme en Serbie qui parlât passablement le français. Pour faire sa cour au tsar russe, Miloch s'exprimait sur Louis-Philippe et son *usurpation* en termes tellement grossiers, que l'interprète, craignant un scandale, se voyait forcé de traduire ces insultes en complimens auxquels les deux diplomates répondaient par de profonds saluts. Cette mystification se reproduisit pour plusieurs pachas et visirs ottomans : auprès d'eux, Miloch prenait pour drogman Alexa Simitj, Serbe lettré, qui, en interprétant

les rudes paroles de son maître, les polissait de son mieux et quelquefois leur donnait un sens tout contraire. Un jour, mécontent d'Alexa et voulant le lui faire sentir, il alla voir le visir de Belgrad avec un autre drogman qui se crut naïvement obligé à rendre le sens littéral. Le visir ne revenait pas de son étonnement; c'était un langage si trivial, si inaccoutumé chez le héros qui auparavant s'exprimait toujours avec tant d'élévation. Enfin Miloch lui-même s'aperçut de l'effet produit par cette traduction trop fidèle de ses paroles : « Maladroit qui répète ce que je dis! s'écria-t-il en repoussant son interprète; frères, courez vite me chercher Alexa. » Des anecdotes pareilles se présentent en foule dans la vie de Miloch; mais ce n'est pas une chronique scandaleuse que nous voulons écrire ici.

Le kniaze avait deux frères, ses dignes émules, Ephrem et Iovane. Les membres de cette *trinité infernale*, comme disait le peuple, s'étaient fait de la Serbie trois parts pour ne pas se gêner mutuellement. Miloch exploitait le nord, il était l'unique marchand, le seul propriétaire des bords du Danube; le domaine d'Ephrem s'étendait sur la Save, de Belgrad à Chabats, et Iovane, homme grossier et sans intelligence, tenait sous son joug les montagnards du sud. Un seul trait peindra Iovane : amoureux de la nièce d'un pope, il voulut la faire enlever par ses gardes. Le pope, armé de ses pistolets, parvint à chasser les satellites de Iovane. L'hospodar, furieux, intenta aussitôt au prêtre un double procès; il le fit d'abord condamner par l'évêque diocésain à avoir la barbe coupée (c'est la forme de dégradation ecclésiastique), pour avoir oublié ses devoirs de prêtre en se servant d'armes temporelles. Le malheureux pope fut convaincu ensuite d'avoir également oublié ses devoirs de citoyen en repoussant violemment la force publique. On le pendit et on le roua.

Laid, boiteux, disgracié de la nature et d'une santé frêle, Ephrem ne pouvait comme Iovane se plonger dans les orgies. Sa vie solitaire lui avait permis d'apprendre à lire et à écrire, il connaissait même la langue russe et avait des manières polies; c'était, en un mot, malgré sa nullité, l'*Européen* de la famille. Cependant il n'en poursuivait pas avec moins d'âpreté l'accroissement de sa fortune. Son administration était une concussion perpétuelle : une grande partie des maisons de Chabats et de Belgrad lui appartenait, il en avait forcé les propriétaires à les lui céder à vil prix; à ceux qui osaient refuser, il suscitait des procès et des avanies de tout genre qui amenaient peu à peu leur ruine. Chacun des trois frères avait un certain nombre de bourreaux d'élite, dont le plus célèbre était Mitjitj, gardien de la

frontière du Stari-Vlah. Tous les knèzes dont on voulait se défaire et qu'on n'osait décapiter publiquement, étaient envoyés en mission dans ce district, où ils périssaient dans les défilés sous les coups des momkes de Mitjitj, déguisés en haïdouks bosniaques. C'est ainsi que fut assassiné l'opulent Mladen, dont Miloch convoitait les richesses. Ces victimes étaient ensuite inhumées avec de grands honneurs dans les couvens du Stari-Vlah et du mont Roudnik.

Avec une merveilleuse astuce, Miloch parvenait à faire croire au bas peuple qu'il agissait dans son intérêt; c'était le bonheur du pauvre que ce terroriste fondait en persécutant les grands, les *aristocrates*, qui rêvaient la féodalité; lui, au contraire, en butte à leurs calomnies, était le père des opprimés, le démocrate, le niveleur. Fantasque toutefois comme tous les tyrans, Miloch s'amusait souvent à effrayer le pauvre peuple. Tantôt, après l'avoir invité à une fête et à un feu d'artifice, il dirigeait les fusées contre lui; tantôt, comme à Pojarevats, il défendait avec des menaces terribles que personne, autour du konak, fît le moindre bruit pendant ses siestes d'été, et alors, disent les Serbes, on eût entendu une mouche voler sur la ville. Plus d'une fois il voulut exiger de ses sujets admis en audience, qu'ils se prosternassent devant lui et lui baisassent le pied, honneur qu'on ne rend qu'au sultan. La loi turque défendant au raya de passer à cheval devant la demeure d'un pacha, le kniaze s'autorisait de cet usage musulman pour faire infliger la bastonnade à tout chrétien qui ne descendait pas de sa monture en passant devant son konak, et les fiers montagnards étaient contraints à prendre un long détour afin d'éviter le palais fatal. Sa luxure égalait son avarice et sa férocité : pour se débarrasser plus aisément des maîtresses qu'il répudiait, il avait interdit à tous les jeunes gens de sa garde de recevoir leurs femmes d'autre main que la sienne; l'oukase de 1834 sur ce sujet est formel. Son pourvoyeur de débauche, Abraham, parcourait périodiquement les villages afin de choisir les plus belles jeunes filles, qu'il amenait ensuite à la cour, où Miloch voulait bien, comme il le disait, *se charger de leur éducation*; puis, quand il était las de l'une d'elles, il la faisait *dame d'honneur*. Heureuses encore les familles quand Miloch ne prétendait pas se satisfaire sur-le-champ, comme dans un voyage le long de la Morava, où il fit arracher une fille des bras de sa mère désespérée pour l'entraîner dans sa tente! L'usage de l'*otmitsa* (enlèvement de l'amante par son amant), enraciné chez les Serbes, ne pouvait se détruire subitement, d'autant plus qu'il était la ressource du pauvre dont une famille riche dédai-

gnait l'alliance. Un paysan qui avait enlevé ainsi sa femme fut cité devant le kniaze qui, après une vive remontrance, le renvoya gracié. Peu de jours après, il voit la jeune femme objet du procès; cette femme était belle. Le tyran débauché révoque aussitôt la grace accordée au mari, le fait revenir, mettre à genoux devant lui, et d'un coup de hache lui fend le crâne.

On le voyait souvent, après avoir jugé, prendre part lui-même à l'œuvre des bourreaux. Amené devant le kniaze, à Kragouïevats, un malheureux, accusé de vol, subissait la question; Miloch, qui le frappait sans réussir à lui arracher l'aveu du délit, perdit patience et le décapita de ses mains. Un jour, sur la place de Belgrad, il vit un Serbe quereller un marchand turc; furieux de ce qu'un de ses sujets oubliait à ce point les devoirs de l'hospitalité, il s'élança sur lui, le foula aux pieds, et sous ses bottes ferrées lui écrasa la tête. Malgré son accueil, d'ordinaire si gracieux pour les étrangers, Miloch ne se contenait pas toujours à leur égard, et, avant l'arrivée du consul d'Autriche, plus d'un Serbe autrichien avait dû repasser en Hongrie avec la langue ou les bras coupés. Son ministre des affaires étrangères, le loyal Davidovitj lui-même, n'était pas à l'abri des violences de cet étrange souverain. Un jour que ce ministre lui adressait quelques remontrances, Miloch, furieux, faillit le tuer, et, revenu à lui-même, se contenta, comme par clémence, de le faire jeter dans un cachot, d'où il ne le tira ensuite que parce qu'il avait un absolu besoin de ses services. Il haïssait surtout son ministre de l'intérieur, George Protitj, et son ministre de la guerre, Voutchitj Perichitj : le premier à cause de ses richesses, que l'avare tyran disait être mal acquises, le second à cause de l'amour que lui portait le peuple entier, et de la gloire militaire dont il s'était couvert. Mainte fois il avait essayé de le faire périr, mais le héros ne quittait jamais ses armes, et, tant qu'ils lui voyaient des pistolets dans sa ceinture, les plus hardis sicaires n'osaient approcher de Voutchitj. Miloch le raillait souvent de ce que, devenu ministre, il continuait à marcher vêtu et armé comme un haïdouk : « Pardonnez-moi, altesse, c'est que je suis naturellement peureux, » répondait en riant le terrible Voutchitj. Tous ces faits et bien d'autres se racontent encore dans les réunions publiques et privées des Serbes. C'est sur les lieux que nous avons recueilli ces étranges récits de témoins dont la sincérité ne nous paraît pas douteuse.

Aux excès de la vie privée succédaient les tristes comédies de la vie politique. La nahia de Smederevo s'était insurgée en 1825; Mi-

loch, ayant réprimé la révolte, détermina les kmètes de Kousodol, Selevane et autres villages de cette nahia, à venir, en supplians, à sa cour, reconnaître que, depuis cette fatale révolte contre leur père chéri, ils étaient maudits de Dieu, et que leurs champs ne produisaient plus rien. Ils conjurèrent publiquement le kniaze aimé du ciel d'obtenir leur pardon de l'être suprême en les bénissant de nouveau; ce qu'il fit en présence du métropolite à Pachina-Palanka. Le reste de la nahia ayant imploré la même grace pour faire cesser les fléaux que le ciel, obéissant à une colère de prince, versait sur ces régions, Miloch, nouvel Osiris, descendit lentement la Morava dans une barque pavoisée d'emblèmes religieux. Toute la population de Smederevo et des districts environnans l'attendait au village d'Oseronitsa, où le prince aborda le 29 avril 1834. Sa barque, non encore amarrée au rivage, fut saisie par ceux qui avaient préparé cette honteuse scène et portée triomphalement sur leurs épaules jusqu'à l'église, à travers des prairies inondées, où ils enfonçaient jusqu'aux genoux. Des jeunes filles, dans leurs plus beaux atours, jetaient des fleurs sur les pas du kniaze, que précédait le métropolite Peter avec croix et bannières. Ce même prélat, après la messe, prononça un long sermon sur le droit divin des princes et sur le devoir d'obéir à leurs inévitables décrets. Puis, Miloch se leva et dit : *Je vous pardonne à vous tous qui avez offensé et la patrie et moi; désormais, aimons-nous comme des frères! — Et tout le peuple de pleurer de joie et d'amour,* dit la *Gazette d'État.*

La fête de la Transfiguration avait eu lieu sans que la Serbie se transfigurât, comme le kniaze l'avait promis. Toutes les questions de réformes étaient oubliées, les employés n'étaient plus occupés qu'à maintenir à tout prix le *statu quo* et à prêcher au peuple la patience et l'horreur des conspirations, que Dieu maudit d'une manière si évidente, en frappant de stérilité les champs des conspirateurs. Mais l'extinction successive des différentes branches de commerce sous le monopole universel du prince marchand rendait toujours plus difficile l'acquittement des impôts. Les murmures des victimes se changeaient en rugissemens; Miloch commençait à craindre. Il défendit donc par oukase aux citoyens de porter désormais des armes en public, et le droit de vendre de la poudre ne fut plus accordé qu'à quelques négocians dont il était sûr. La colère du peuple aurait éclaté en dépit de ces faibles précautions, si elle n'avait fait place tout d'un coup à l'attendrissement. On venait d'apprendre la maladie de Milane, fils aîné de Miloch, et le seul de toute la famille princière

qui eût obtenu par ses aimables qualités la sympathie générale. Ce jeune homme, reçu avec tant de joie, quelques mois auparavant, à son retour de Hongrie, avait rapporté des bals et des fêtes maghyars une maladie de poitrine qui menaçait ses jours; le docteur Steitj fut appelé de Zemlin à Pojarevats pour le soigner, et, tant qu'on craignit pour sa vie, le peuple, dont il était la seule espérance, tint les mains levées au ciel, et resta pieusement sous le joug. Protégé par l'amour qu'inspirait son héritier présomptif, Miloch put, comme par le passé, s'abandonner à tous ses caprices, accabler de coups sa propre femme, déshonorer les filles de ses plus fidèles serviteurs, et faire jeter dans les rivières ceux de ses favoris dont il était las. Toutes ces atrocités n'empêchaient pas le despote serbe de prier Dieu chaque jour aussi long-temps qu'un prêtre.

L'héritier de la couronne ayant recouvré la santé, le peuple reprit son attitude menaçante; on l'entendit encore parler de réformes, on voulait contraindre le vieux kniaze à donner les lois promises. Tous les Serbes influens se coalisèrent dans ce but. Le docteur Steitj, qui possédait la confiance des knèzes coalisés, les dissuada de recourir à la violence; ils présentèrent donc au prince une pétition collective, qui fut rejetée avec dédain. Les knèzes, à qui cette démonstration patriotique pouvait coûter la vie, songèrent alors à prévenir leur ruine, et, quoiqu'on fût au milieu de l'hiver, ils se répandirent dans les nahias pour armer leurs familles et leurs cliens. Les citoyens d'Iagodina, au nombre de mille, coururent les premiers aux armes à la voix de leur knèze Mileta Radoïkovitj et du sénateur Avram Petronievitj. En même temps, Milosar Ressavats marchait avec une nombreuse division sur Kragouïevats, où tous les autres chefs, chacun de son côté, arrivèrent le même jour, 7 janvier 1835. Le lendemain à l'aurore, quinze mille citoyens armés et vainqueurs faisaient tranquillement leur entrée dans cette petite capitale, abandonnée par la cour et par Miloch, qui fuyait éperdu vers la Valachie. Un corps de troupes, expédié contre les rebelles, sous la conduite de Iovantché Spasitj, gouverneur de Smederevo, passa, en dépit de son commandant, sous le drapeau des patriotes. Voutchitj, qui, en sa qualité de ministre de la guerre, gardait le palais du prince et les caisses de l'état pour les préserver du pillage, se rendit le 9 janvier dans le camp du peuple, qui l'attendait pour le proclamer dictateur. Le capitaine des gardes du prince, Pierre Toutsakovitj, avec son artillerie et quinze cents soldats d'élite, voulut alors marcher contre Voutchitj; mais ses canonniers eux-mêmes refusèrent de faire feu sur le peuple.

Les deux partis conclurent donc un armistice, et la grande skoupchtina fut déclarée ouverte. La presque unanimité des voix demandait la déposition de Miloch. George Protitj, dans des discours furibonds, excitait même l'assemblée à expulser la famille entière des Obrenovitj; mais les vieillards, qui savaient combien il en coûte pour fonder une dynastie, voulaient conserver celle qu'ils avaient si chèrement achetée.

Ce fut dans ces circonstances, et le 19 janvier, que le ministre Davidovitj quitta la résidence de Miloch, Pojarevats, pour se rendre au sein de l'assemblée. Arrivé au camp national, il présenta des lettres que Miloch assurait être venues de la Russie, et où le tsar exprimait son intention de soutenir le kniaze par une armée. Mais un acte que lut aussi le ministre garantissait aux Serbes une amnistie entière et toutes les libertés civiles demandées par les knèzes. Ces concessions du prince commencèrent à calmer les insurgés, et la crainte des Russes acheva de les déterminer au rappel de Miloch. Après avoir stipulé des garanties pour sa sûreté, le kniaze rentra, le 14 janvier, dans Kragouïevats, non pas triomphalement, comme l'annoncèrent les journaux d'Allemagne, mais l'oreille basse, sans canons et sans baïonnettes. Voutchitj, président de la diète, l'accueillit par d'amers reproches, auxquels Miloch répondait en sanglotant : « Frère, je sais bien que le peuple me déteste; tâche donc de l'apaiser, et je ferai tout ce qu'il demandera. » Le peuple, attendri par tant de preuves de repentir, se borna à demander une charte, et déclara qu'il viendrait la chercher le 2 février prochain, puis il se dispersa. La gazette officielle rapporte que tant de milliers d'hommes ne commirent pas le plus petit désordre dans leur marche et leur retraite, quoiqu'ils fussent tous livrés à eux-mêmes, n'ayant pas d'autres chefs que ceux qu'ils s'imposaient. « Oui, nous disaient les paysans que nous interrogions sur cet évènement, nous avons campé dans les jardins, et n'avons pas pris un oignon, quoique nous fussions affamés et sans vivres. »

Il est curieux de voir comment la feuille officielle raconte cette victoire populaire. « Miloch, dit-elle, voulant se rendre aux désirs exprimés par le sultan, s'était embarqué sur le Danube pour aller visiter sa hautesse à Constantinople. Mais les staréchines, effrayés du départ de leur père, avaient assemblé le peuple et étaient accourus en tumulte à Kragouïevats, le 7 janvier, en criant : « Nous ne laisserons pas partir notre prince bien-aimé, il se doit à la patrie! » Et le kniaze avait daigné assurer qu'il resterait pour présider la grande

skoupchtina régénératrice.» C'est ainsi que les cours écrivent leur histoire. La relation de la *Gazette d'Augsbourg*, quoique également infidèle, était plus habilement conçue. A en croire ce journal, l'insurrection serbe aurait été l'œuvre des grands qui espéraient obtenir les priviléges des boyards valaques, en héritant de tous les droits féodaux des spahis, et qui, frustrés dans leurs prétentions aristocratiques, se révoltèrent pour arracher par la force ce qu'on ne leur accordait pas de plein gré; mais le peuple prit le parti du prince; après avoir subi de paternelles réprimandes, les *magnats* serbes prêtèrent de nouveau serment de fidélité au souverain, et tout fut oublié; pas un cheveu ne tomba de ces têtes coupables. Osez encore blâmer Miloch!

Cependant la grande skoupchtina, ajournée au 2 février, s'était réunie de nouveau pour exiger du prince un acte qui garantît la vie et les propriétés de chacun. Du milieu de l'assemblée, réunie dans une vaste prairie, sous Kragouïevats, le métropolite et les évêques entonnèrent en slavon le *Veni, sancte Spiritus*, auquel dix mille voix répondirent; et le kniaze, qui occupait avec sa cour un *tchardak* (pavillon élevé), ouvrit la séance par cette insidieuse harangue :

« Frères et seigneurs, je vous avais promis de vous réunir à la Saint-George en une grande assemblée, mais le manque de pâturages pour vos chevaux me contraignit de réduire les députés à un petit nombre; puis vint la sécheresse de l'été et de l'automne qui nous priva de foin et d'eau, et restreignit encore le nombre des députés aux skoupchtinas suivantes. En outre, malgré nos efforts, nous ne pouvions venir à bout de rédiger les propositions de loi, ni mettre au clair le nombre des sujets, la quotité des dîmes et autres impôts. Pour toutes ces affaires, il faut du temps. L'état serbe ne fait que naître, et un état qui commence ne doit rien précipiter, ne pas laisser échapper devant le monde une seule syllabe dont il pourrait avoir à se repentir. Il a fallu des siècles à tous les états pour s'organiser comme ils le sont aujourd'hui. La nation serbe ne peut marcher ni plus vite ni autrement que les autres; elle doit d'abord s'approprier la civilisation européenne, avant de prendre en Europe la place qui lui est due; d'où je ne conclus nullement que le jour ne soit venu, frères, où vous devez enfin décréter votre organisation... Depuis une longue année, je travaille moi-même assiduement, de concert avec le grand tribunal, à la confection de nos lois. J'ai revu et corrigé notre code civil et criminel, qui soumettra désormais le Serbe accusé aux décrets invariables de la loi écrite, et non plus à l'arbitraire ni à la conscience du juge... Abolissant le haratch, le tchibouk, les

taxes des mariages, des moulins, de l'eau-de-vie, de la cueillette de glands, les dîmes de *koukourouts* (maïs), d'avoine, de miel, de vin, et toutes les corvées, je crois pouvoir réduire l'impôt à la somme unique de trois thalers par tête pour chaque demi-année. Quant à la répartition de cet impôt, elle cesse d'être mon affaire et devient celle des staréchines de chaque localité. Ni mon gouvernement, ni qui que ce soit, n'aliéneront plus les forêts et pacages communaux, dont le peuple doit reprendre l'entière jouissance, puisqu'il en paie les impositions; et nul village désormais n'interdira ses biens communaux aux frères d'un autre village... Pour assurer la liberté des personnes et l'inviolabilité des biens, pour régler les droits et devoirs du prince, les droits et devoirs des employés et ceux de chaque citoyen, je publie l'*oustav* (la charte), qui va vous être lu. Nous jurerons tous les uns aux autres, le kniaze aux employés et au peuple, le peuple aux employés et au kniaze, de maintenir cette charte aussi sacrée que si c'était le saint Évangile, et de ne laisser personne en altérer une syllabe sans le consentement de toute la nation rassemblée, devant laquelle mes ministres seront responsables de leurs actes. »

Après ce discours, Davidovitj se leva, le visage rayonnant, et déroula la charte serbe, ouvrage de ses mains et première implantation française dans les forêts de la Turquie. Cette constitution n'avait qu'un seul défaut, celui d'essayer une transaction impossible entre les formes gouvernementales de l'Europe moderne et le vieux génie de l'Orient. C'est le 3 février 1835 que la charte serbe fut souscrite par Ephrem Obrenovitj, au nom de l'altesse princière, qui ne sait pas écrire, puis par le soviet, les chefs du clergé et tous les députés de la skoupchtina. Miloch, les yeux tournés vers l'orient et la main sur la croix, jura, au nom de la sainte Trinité, d'obéir à la loi nouvelle et de respecter désormais la liberté des personnes et l'inviolabilité des biens. Tout le peuple, versant des larmes de joie et levant au ciel les trois doigts de la main, jura à son exemple fidélité à la constitution. Alors la diète, les évêques en tête, se rendit à l'église pour assister à une messe d'action de graces, durant laquelle l'oustav resta déposé sur le *nalone* (table des offrandes), au pied de la croix et de l'iconostase; la charte était censée recevoir un sceau divin et sortir, comme la loi de Moïse, comme toute loi orientale, du fond du sanctuaire. Dans son sermon sur ce texte : *le passé est passé, tout va devenir nouveau*, le métropolite Peter, habile flatteur des deux partis, célébra la Serbie changée par l'oustav dû au kniaze *élu de Dieu*, et montra

l'église, qu'il confondait avec la patrie, guérie enfin de ses longues douleurs par une constitution telle que bien des nations civilisées l'envieraient.

Ce peuple qui quelques jours auparavant bondissait comme un lion échappé de l'arène, était redevenu doux comme un agneau. Le lendemain à l'aurore, toute la skoupchtina, précédée de la bannière nationale, alla porter au kniaze trois présens symboliques de la part des trois classes de la société : les agriculteurs et marchands, les prêtres et savans ou hommes de loi, les guerriers et employés de l'état. La première classe, correspondant à ce qu'on appelait en France le tiers ou le troisième état, était précédée d'un kmète portant un plat d'or sur un coussin blanc, avec le *hleb-sol* (pain et sel), emblème qui chez les Slaves désigne à la fois la soumission et l'hospitalité. Puis venait le sénateur Mileta Radoïkovitj, portant au nom des *iounaks* (braves), qui le suivaient, un magnifique sabre enrichi de brillans, du prix de 10,000 thalers, avec l'exergue : *A son kniaze Miloch Ier la Serbie reconnaissante.* Enfin le métropolite, entouré des évêques et de tout le clergé, s'avançait avec une superbe coupe d'or, symbole de la joie et du salut procurés par la charte; derrière lui se pressaient dix mille députés, ivres de bonheur. En présence de ces manifestations chaleureuses, Miloch, attendri, pleura : il coupa une tranche du pain qui lui était offert, la plongea dans le sel et la mangea; puis, prenant des mains du métropolite la coupe pleine d'un vin doré, il porta la santé de son peuple, et vida cette coupe d'un seul trait, *la renversant en l'air pour n'en pas laisser échapper une goutte,* comme s'il eût eu soif de ce breuvage, qui signifiait l'amour du peuple.

Ainsi la nation entière paraissait sortir du tombeau; elle était appelée à revivre; ses représentans, délivrés de la terreur, et par conséquent rendus à toutes les idées généreuses, ne craignaient plus les empereurs; ils se sentaient capables de repousser la force par la force, et déjà parlaient de protéger les rayas de Turquie. Jamais la nationalité serbe ne s'était montrée si ardente et si fière. Mais l'homme qui l'avait ainsi réveillée, Davidovitj, devait bientôt porter la peine de son audace.

Né à Zemlin, Davidovitj avait, de 1810 à 1820, rédigé seul à Vienne la première de toutes les gazettes en langue serbe. Cette feuille, remplie de faits curieux sur l'état ancien et présent, littéraire et politique de la nation, était autorisée par le gouvernement autrichien, qui espérait alors obtenir par ses services le protectorat de la Serbie, aux dépens des Russes, encore faibles sur le Danube. A force

de lire les journaux de Paris, le publiciste serbe était devenu tout français par ses sympathies et ses idées. Mal récompensé, après la guerre d'émancipation des énormes sacrifices d'argent qu'il avait dû faire à sa patrie, pour continuer la publication de cette gazette dont il envoyait les numéros en Slavonie et jusqu'en Turquie; chargé de dettes, il dut s'enfuir d'Autriche comme banqueroutier, et, malgré l'ingratitude du gouvernement serbe, il vint lui offrir ses services. Pour le malheureux Davidovitj, il ne s'agissait plus de carrière littéraire; il se devait à ses trois enfans et à leur mère, Grecque aimable et spirituelle dont l'affection avait plus d'une fois relevé son courage. Désormais il lui fallait exercer une profession pour vivre; il se fit écrivain public à Belgrad. Le peu d'hommes instruits qui se trouvaient en Serbie ne tardèrent pas à reconnaître la supériorité de son esprit, et à le consulter en tout; il devint l'oracle de la nation. Mais cet ardent réformateur n'osait pas toujours se raidir contre le despote. Davidovitj était époux et père; il voulait assurer l'avenir de ses enfans. Cherchant à tenir le milieu entre Miloch et le peuple serbe, il travaillait à son émancipation, tout en ménageant le souverain. D'ailleurs son attitude austère et résignée imposait à Miloch, et mainte fois d'un de ses calmes regards il parvint à arrêter les emportemens du tyran. Pyrch, dans son voyage, remarque que tous les autres ministres habitaient le konak du prince comme s'ils n'eussent été que ses premiers domestiques; Davidovitj seul avait sa demeure à lui; seul, par l'ascendant de son caractère, il avait su gagner une position indépendante. Aussi, quand la nation, redevenue momentanément souveraine, voulut une constitution écrite, elle ne confia à nul autre qu'à ce loyal patriote le soin de la rédiger. Mais les agens russes de Stambol et de la Valachie comprirent bien vite la secrète pensée de l'homme qui avait écrit la charte serbe; ils excitèrent Miloch à le maltraiter. De la présidence des ministres, Davidovitj tomba bientôt au rang de simple sénateur. Un jour que, pour assouvir sa rancune personnelle contre son ex-ministre George Protitj, le tyran lui faisait administrer, sans autre forme de procès, soixante-dix coups de bâton, Davidovitj, à la vue des lambeaux de chair arrachés des épaules de son collègue, apostropha le prince, présent à cette exécution, et lui rappela la charte qu'il avait jurée. Miloch, indigné, le fit mettre aux fers pour la troisième fois, et lorsqu'au bout de trois mois il sortit de son cachot, un oukase l'exclut du sénat et le relégua à Smederevo. Là, retiré dans une cabane qu'il éleva de ses mains, Davidovitj eut la douleur de voir Miloch détruire successivement

toutes les libertés de la Serbie. Il avait constamment désiré faire un voyage en France, pour enrichir son pays des lumières qu'il y aurait pu recueillir. Cette consolation lui fut refusée. Dès-lors sa vie ne fut plus qu'une longue lutte contre la mort. Il forma encore le projet de s'enfuir au Montenegro; mais l'argent manquait, même pour ce court voyage, à l'homme qui avait eu en main durant tant d'années toutes les caisses du gouvernement. Lorsqu'en 1838, la Russie se déclara enfin contre Miloch et en faveur du peuple, Davidovitj parut se ranimer : prévoyant qu'il allait en être de la Serbie comme des principautés moldo-valaques, il n'avait plus qu'un désir, c'était d'aller à Stambol et de parler à l'ambassadeur de France, pour lui découvrir le véritable état des choses. Il était trop tard, les souffrances morales avaient lentement détruit cette forte organisation. Dans son délire, Davidovitj prononçait encore d'une voix éteinte les noms de l'amiral Roussin et de Louis-Philippe qu'il mêlait à ceux de Boutenief et de Nicolas; il mourut en avril 1838, à l'âge de quarante-huit ans. Ayant poursuivi avec trop d'ardeur l'accomplissement de réformes prématurées pour son pays, il finit par se trouver écrasé sous le poids de sa tâche, et mourut de douleur, les yeux tournés vers cette France où tout lui paraissait si beau.

Un jeune homme, Jivanovitj, fils d'un pope de Syrmie, plein de talent, mais aussi d'ambition, avait supplanté Davidovitj. Devenu secrétaire intime du kniaze, il écrivit pour Miloch aux cours de Russie, de Constantinople et de Vienne, afin de leur prouver le danger moral qui les menaçait si elles laissaient subsister aux frontières de leurs états un *volcan révolutionnaire*, une *petite France*, à laquelle leurs sujets ne tarderaient pas à porter envie. Les cours se laissèrent aisément convaincre, et promirent aide à Miloch pour abolir la charte jurée. En vain le terrible Voutchitj menaçait-il le kniase de la colère du peuple s'il ne tenait pas son serment. A peine six mois s'étaient écoulés depuis la diète constituante, que déjà les envoyés de Miloch parcouraient les villages, pour obliger les habitans à leur remettre tous les exemplaires imprimés de la constitution. De toutes parts, ces exemplaires étaient apportés au kniaze, qui les brûlait comme une œuvre des Latins ou des athées. On avait beau les enfouir, la police princière les poursuivait avec tant de persévérance, qu'on crut enfin avoir réduit en cendres jusqu'au dernier exemplaire.

Dès le commencement de l'année 1836, les chefs de l'opposition ne figuraient plus dans le sénat, on les avait remplacés par de pacifiques et dévoués courtisans. Jivanovitj, voulant enlever à son pré-

décesseur même sa gloire passée, se plaignait amèrement dans la *Gazette de Belgrad* de ce que les feuilles allemandes eussent regardé Davidovitj comme l'ame du gouvernement serbe. Il poussa ses outrages envers l'ancien ministre jusqu'à le forcer dans sa retraite à signer une lettre officielle où il exprimait au kniaze sa reconnaissance pour les généreux secours accordés par lui à sa famille, séparait sa cause de celle des rebelles de 1835, surtout de celle du *Lelevel serbe*, de George Protitj, dont il condamnait les plans destructeurs et l'audace républicaine. George Protitj venait alors de s'enfuir à Zemlin : tant qu'il n'avait eu à affronter que les coups de bâton des valets de Miloch, il avait tenu bon, espérant toujours faire triompher son idée. Mais Miloch, malgré l'amnistie jurée et le baiser de paix donné à tous les chefs de la dernière insurrection, ne cachait plus son dessein de les faire tous exterminer; le bruit courait même qu'il avait fait distribuer 500,000 piastres dans le divan pour faire approuver cet attentat par le cabinet turc. Invité bientôt à venir se justifier à Pojarevats, Protitj craignit d'être fusillé sur la route dans le défilé de Grotska, le long du Danube, où les momkes apostés par le prince avaient déjà fait rouler dans la rivière, sous le feu de leurs carabines, plus d'un knèze suspect à l'hospodar. Se réservant donc de revoir la Serbie dans des temps plus heureux, il donna à tous les autres chefs le signal de l'émigration.

La nation était retombée dans le silence de l'esclavage; cette année 1836 est lugubre pour elle. Le nom de la Serbie n'est pas même prononcé dans plus de la moitié des numéros du journal officiel, On ne fait mention du pays gouverné par Miloch que pour décrire des villes illuminées et des fêtes célébrées sur le passage du kniaze. Le prince de Metternich lui envoie des décorations de la part de Ferdinand; c'est l'occasion de nouvelles *réjouissances nationales*. Puis six pièces de canon avec leur train, présent de la sublime Porte, arrivent par le Danube à Kladovo, et de là à Kragouïevats, où, accueillies par mille hourras, elles sont placées devant le konak du prince pour en défendre l'entrée. Tous les anciens abus reparaissaient. Miloch considérait l'état comme une grande ferme et le peuple comme un troupeau dont il était le berger et le propriétaire. Les millions que lui rapportait ce qu'on pourrait nommer la tonte annuelle de ses sujets étaient envoyés à la banque de Vienne, et placés à intérêt en son nom, comme si c'eût été son propre argent. Il tenait dans ses mains tout le commerce de transit, et avait le droit presque exclusif de l'exportation des bestiaux. Sans traitement réglé et révocables

d'un jour à l'autre, les fonctionnaires étaient descendus au rang de simples domestiques. Miloch ne voyait dans ses dignitaires que des jouets de son caprice; il nommait un jeune officier, Tsvetko Raïovitj, général en chef de l'artillerie, puis le destituait aussitôt en lui faisant donner vingt-cinq coups de bâton; il transformait le colonel en juge, le simple soldat en aide-de-camp, le valet en capitaine, et le capitaine en valet. Il trouvait son plaisir à ces changemens subits de fortune. La même inconstance régnait dans ses amours. Sa favorite Stanka, qu'il aimait tant en 1835, que, chassé par le peuple, il l'eût emportée dans ses bras, disait-il, jusqu'aux extrémités du monde, cette rustique beauté n'était plus la reine du konak; après l'avoir livrée à un marchand de Belgrad, Miloch l'avait remplacée par trois favorites qui régnaient à la fois sur son cœur. Celle des trois qu'il préférait était une superbe esclave qu'il venait d'acheter à Stambol, sous prétexte de la convertir au christianisme, et qui avait reçu avec le baptême le nom mystique de Danitsa (étoile du matin). Pour Miloch, c'était plutôt l'étoile du soir, car sa chute approchait.

La tentative du kniaze auprès de la Porte pour en obtenir un firman qui l'autorisât à châtier les rebelles de 1835, avait complètement échoué. M. de Boutenief, qui, seul de tous les ambassadeurs, connaissait le véritable état de la Serbie, et ne croyait pas possible de soutenir plus long-temps Miloch contre la haine de tout le peuple, força le divan de retirer à l'hospodar ses faveurs et de lui écrire une note menaçante où on le sommait de régner avec plus de justice. Miloch se garda bien de publier ce nouveau firman, qui est encore inédit; mais le bruit du mécontentement de la Porte se répandit parmi les Serbes, qui élevèrent plus hardiment la voix contre leur tyran. Toutefois ces plaintes ne passaient pas la frontière. Les marchands serbes allaient à Vienne, à Trieste, à Leipzig, sans dire un seul mot de Miloch. Ils craignaient sans doute l'intervention étrangère; sans doute aussi chez ce peuple nouveau, qui brûlait de vivre de sa vie propre, on sentait le besoin de vider ses querelles en famille. La situation de Miloch n'en était pas moins critique. Les deux essais d'assassinat tentés dans les bois par ses momkes sur le sénateur Petronievitj avaient tourné à la honte du prince; ses coups n'abattaient plus que des victimes obscures; les plus redoutables vivaient, réfugiées en Turquie et à Constantinople. Lorsqu'il reconnut enfin son impuissance, le cœur faillit à Miloch, qui se mit à trembler comme une femme. Non content de faire veiller chaque nuit dans son antichambre deux momkes avec carabines chargées, il gardait

constamment près de son lit le fidèle major Anastase. Souvent, malgré ces précautions, il était pris de terreurs paniques. On le voyait se lever en sursaut, et on l'entendait crier au secours.

Tel était le prince dont la plupart des Européens qui ont traversé la Serbie ont fait un grand homme. L'Allemagne aurait dû être mieux informée que l'Angleterre et la France. Cependant l'ingénieur Richter, dans une brochure intitulée *Serbiens Zustande*, défendait encore Miloch en 1839, tout en avouant que « c'est un caractère vindicatif et cruel; que par des motifs de haine privée, il a fait périr des personnages héroïques, dévoués au bien général, chers à toute la nation, et dont il était jaloux; qu'il n'a enfin acquis que très tard la douceur et les vertus de prince qui embellissent aujourd'hui son ame. » — « On a souvent peint Miloch comme un tyran, dit un autre Allemand, M. Possart, auteur d'un tableau géographique et statistique de la Serbie en 1835. Un tyran n'obtiendrait pas de son peuple des témoignages de confiance et d'amour tels que peu de souverains au monde peuvent se flatter d'en recevoir de semblables. La preuve de son patriotisme se trouve dans son administration économe, et la bonté avec laquelle il se préoccupe du moindre de ses sujets. Il est, on peut le dire, un des plus illustres et des plus grands monarques de notre époque. Heureux le peuple qui possède un tel père ! »

Ces rapports officieux étaient publiés sous les auspices de l'Autriche. Cependant le cabinet de Vienne répondait mal aux espérances de Miloch, qui avait compté obtenir de son nouvel allié la sanction de ses tyrannies. L'Autriche était trop faible, trop circonvenue par l'influence russe, pour disputer à Nicolas le protectorat des principautés gréco-slaves. De son côté, l'empereur russe, éclairé par ses agens, ne regardait plus la cause de Miloch comme digne de son appui, quelque zèle que le tyran affectât encore pour son protecteur du Nord. L'impuissance de l'Autriche une fois reconnue par Miloch, et la France lui étant particulièrement odieuse, il ne restait au kniaze d'autre refuge que l'Angleterre. La légation anglaise de Stambol fut donc priée d'envoyer un consul à Belgrad. Miloch désirait que ce fût un homme énergique, un homme d'épée, qui pût parler aux mutins le haut langage des canons britanniques. Le colonel Hodges fut chargé de cette mission. Ayant gagné ses épaulettes avec les terribles guerilleros d'Espagne, qu'étaient devant lui les pauvres rayas de la Serbie? Marchant dans les rues avec ses pandours aux pistolets chargés, l'inviolable consul, représentant

d'une nation constitutionnelle, essaya de mille manières de prouver aux Serbes qu'ils ne pouvaient être régis que militairement. Il leur parlait lui-même en toute circonstance comme à des esclaves. Un homme qui s'est acquis par ses travaux sur l'Orient une réputation légitime, M. Urquhart, revenant de Turquie vers cette époque, s'arrêta quelques mois à Belgrad. Il se fit fournir par M. Tirol, employé à la chancellerie de Kragouïevats, les renseignemens les plus détaillés sur les produits et ressources de la principauté, et envoya ces documens à lord Ponsonby, sans se douter de l'usage qu'en ferait la diplomatie anglaise, préoccupée là comme partout d'un intérêt d'argent. Armé de ses pièces, Hodges dressa les bases d'un traité de commerce qui devait être conclu avec le seul marchand libre de la Serbie, Miloch. Les métaux, les pelleteries, le charbon de terre, le bois de construction, tout allait être livré aux Anglais, qui paieraient avec des calicots, des indiennes, des draps de Birmingham, déposés dans des comptoirs sur le Danube et la Save. En retour, on assurait à Miloch la puissance la plus absolue sur ses sujets, même le droit de les ensevelir en foule dans les mines nouvellement ouvertes, sans autre salaire que leur ration de pain noir. Pour récompenser le zèle de son agent, le cabinet de Londres érigea le consulat de Serbie en consulat-général vers la fin de l'année 1837. Ce fut l'occasion d'une fête pour le gouvernement serbe. Le kniaze se rendit avec sa femme, ses enfans, son frère Ephrem, le métropolite Peter, l'avocat Hadchitj, de Neusats, et une foule d'employés, à un grand banquet chez le consul-général. Mille toasts furent portés à l'absolutisme. — Surtout, point de lois, disait Hodges; après le diable, rien n'est aussi funeste que les législateurs. Le kniaze ne pouvait cacher son orgueil et sa joie. Au festin succéda un bal magnifique, où, après quelques contredanses anglaises, on vit Miloch et les siens exécuter un sauvage *kolo*.

La Russie, qui, l'année précédente, avait aidé Miloch à détruire la charte serbe, et garanti au kniaze la complète possession de son pouvoir, venait d'adopter une nouvelle politique vis-à-vis des Serbes. Voyant leur prince invoquer l'Angleterre, et tout le peuple sur le point de s'insurger, elle abandonna le kniaze à la vengeance nationale. Devenu libéral par nécessité, le cabinet de Pétersbourg rejeta le statut organique que Miloch lui avait soumis. Tout, dans cet acte, était laissé à l'arbitraire; on y définissait le sénat *un corps exécuteur des volontés du kniaze*, et le trésor de l'état *une caisse où entraient tous les impôts pour couvrir les dépenses, dans la mesure, le*

temps et le mode fixés par le kniaze. La Russie rejetait soudain tous les plans qu'elle avait approuvés, un an auparavant, dans une dépêche secrète dont quelques employés de la chancellerie serbe avaient eu connaissance. Depuis que Miloch appelait les Anglais, on ne doutait plus à Pétersbourg que ce ne fût décidément un monstre indigne de pardon. Profitant de ces dispositions de la Russie et de la présence de Nicolas au camp de Vosnesensk, les chefs de l'opposition, Stoiane Simitj, Voutchitj, et avec eux une foule de knèzes appuyés par le frère même du prince, Ephrem, passèrent à Orchova, d'où ils envoyèrent leurs plaintes à l'empereur par l'intermédiaire de Protitj, réfugié alors à Boukarest. Nicolas n'eut garde de laisser échapper cette occasion d'augmenter son influence en Turquie; il dépêcha aussitôt le prince Dolgorouki pour aller constater les griefs des Serbes. Le 13 octobre 1837, l'envoyé de Nicolas entrait à Kragouïevats, salué par l'artillerie. Le prince russe n'épargna point au kniaze les reproches sur son ingratitude envers le tsar, et le menaça de toute la colère impériale s'il continuait de refuser des lois justes à son pays. Ce diplomate était un trop haut personnage pour que Miloch ne fût pas devant lui souple jusqu'à la bassesse. Il lui fit les plus magnifiques promesses, lui accorda le retour et l'amnistie de tous les exilés et émigrés volontaires, publia le 16 octobre un oukase qui déclarait qu'à l'avenir les propriétés seraient inviolables, sans toutefois garantir cette inviolabilité autrement que par sa parole de prince. Deux jours après, dans un grand banquet, dans une réunion prétendue *populaire*, Miloch portait la santé de Nicolas, et Dolgorouki celle de Miloch. En même temps des hommes à gages remplissaient l'air de leurs cris en l'honneur du kniaze, qui se confondait en protestations d'amour pour la Russie. Convaincu que désormais Miloch gouvernerait mieux, c'est-à-dire qu'il serait plus dévoué au tsar, Dolgorouki repartit le 20 octobre pour Boukarest, avec l'intention d'engager son maître à laisser au kniaze la puissance suprême. Miloch l'escorta jusqu'à la frontière, en le comblant d'honneurs et en réitérant les assurances de sa complète conversion. Mais à peine s'étaient-ils donné, selon la coutume slave, le baiser d'adieu, que Miloch, se retournant vers ses favoris, se mit à rire à gorge déployée de la simplicité du *bon Russe.*

Miloch avait appelé à Belgrad, en février 1837, deux légistes serbes de Hongrie, Lazarevitj, bourguemestre de Zemlin, et l'avocat Hadchitj, de Neusats, gentilhomme riche et très aimé en Syrmie. Laissant intact le code criminel, emprunté aux lois autrichiennes, ils

devaient refondre tout le code civil, rédigé par Davidovitj conformément à la procédure française, et qui avait été reconnu inapplicable à l'état social des Serbes. Miloch, qui, pour tranquilliser Nicolas, avait dû remettre à Dolgorouki un écrit signé où il s'engageait à donner à son pays une constitution avant trois mois, pensait qu'il trouverait dans les deux légistes des agens dociles, tout prêts à couvrir ses illégalités de leur nom. Il présenta donc à leur approbation un statut organique dressé par Jivanovitj. Après avoir lu cet oustav, qui faisait des sovietniks autant de valets du prince, Lazarevitj, absolutiste par principes, n'y trouva rien à changer; mais son collègue Hadchitj refusa de le souscrire. La commission constituante, qui était formée de sept membres sous la présidence d'Ephrem, se scinda alors en deux partis, l'un qui voulait les amendemens proposés par Hadchitj, l'autre qui flétrissait ces amendemens comme démagogiques, et se contentait d'un semblant de constitution. Raditjevitj, citoyen estimé de tous, vint se jeter entre les deux partis, et proposa un oustav conciliateur, sur lequel la commission fut appelée à voter en février 1838. Tout à coup le consul Hodges, s'apercevant que les plans commerciaux de l'Angleterre allaient échouer, détermina Miloch, dont il était devenu le principal appui, à porter la question devant son suzerain Mahmoud. Ainsi la Russie fut jouée par l'Angleterre dans l'espérance qu'elle avait conçue de s'attribuer à elle seule la ratification du nouvel oustav serbe, sans l'intervention de la Porte. Miloch déclara la commission dissoute, et les différens projets de constitution furent tous envoyés à Stambol, du consentement même du consul russe Vachtchenko, qui s'était enfin installé le 10 février à Belgrad. En transportant le débat devant le cabinet de Stambol, sur lequel l'or a une action si sûre, Hodges et Miloch espéraient arriver plus aisément à leurs fins. Douze mille ducats furent, dit-on, offerts à Mahmoud pour qu'il voulût bien ratifier le choix des trois commissaires chargés d'exposer devant lui les désirs des Serbes; mais le sultan, qui avait une confiance toute particulière dans Petronievitj, chef des réfugiés serbes, exigea qu'il fût du nombre des commissaires, et Miloch fut forcé de le nommer. Seulement, pour paralyser l'action du commissaire désigné par Mahmoud, il lui adjoignit Jivanovitj, homme de puissante intrigue et l'ame de son gouvernement. Le troisième député fut Spasitj, gouverneur de Smederevo, soldat grossier, qui, sentant sa nullité intellectuelle, riait lui-même fort librement avec Miloch de sa mission constituante.

Jivanovitj était parti en jurant à son cher maître et au consul

Hodges qu'il leur rapporterait une charte telle qu'ils n'auraient pas à s'en plaindre. Les Serbes tremblaient, sachant combien l'or est puissant, et Miloch, avec un rire sardonique, disait aux siens : « Frères, qu'y a-t-il besoin d'une charte? nous avons déjà celle de 1835, que j'ai jurée. » Vainement la fureur du peuple montait comme une mer; à chaque nouvelle pétition des knèzes, le prince montrait *son poirier*, grand arbre qui se trouvait devant son konak, sur la place de Kragouïevats, et aux branches duquel il faisait pendre les conspirateurs. Cet arbre, qu'on regardait comme le symbole du tyran, était devenu le sujet de récits qui font frémir. Bientôt les branches de ce poirier, comme celles des chênes vénérés par les druides, revêtirent aux yeux du peuple un caractère prophétique; dans le desséchement progressif de l'arbre de Miloch, on vit comme une approbation céleste donnée aux projets d'émancipation. Enfin, durant l'automne de 1838, un ouragan terrible déracina l'arbre maudit. — Vive la patrie libre! cria le peuple. Depuis long-temps l'insurrection se trouvait prête, mais Voutchitj la retint de sa main puissante. — Attendons encore, dit-il, l'issue des conférences de Stambol, — et les chefs patriotes, entourés de leurs iounaks armés, se préparèrent en silence au combat, jurant, si l'égoïste diplomatie de l'Europe soutenait encore Miloch, de le chasser par la force ou de périr. Toutefois, ils crurent prudent de recevoir dans leurs rangs le frère du prince, Ephrem, qui, s'abusant encore sur la haine si méritée dont il était l'objet, espérait pouvoir succéder au souverain détrôné. Ephrem, qui avait de nombreux griefs contre Miloch, signa même avec plusieurs autres chefs, le 12 novembre 1838, un acte secret où tous s'engageaient à unir leurs efforts pour l'expulsion du tyran. Depuis qu'il était soutenu par les *luthériens* d'Angleterre, le kniaze, aux yeux même du clergé, n'était plus qu'un impie. N'osant sortir de son konak, il faisait chaque nuit barricader les rues voisines par les soldats de sa garde. « Je meurs de peur, disait-il aux siens; il faut qu'un tel état cesse, réconciliez-moi avec le pays, vidons en famille nos querelles de famille, reprenons sincèrement la charte de Davidovitj, qui m'avait tant fait chérir. » Il était trop tard; l'exaspération populaire était au comble. Le consul Hodges lui-même tremblait d'être chassé; il n'osait plus aller voir publiquement Miloch : le mépris que cet Anglais avait montré pour des barbares indignes, selon lui, d'être libres, lui avait enlevé toute sympathie et toute influence. Il n'avait plus qu'une espérance : Miloch, en se jetant dans les bras du sultan, en se refaisant raya, pouvait regagner le pouvoir et se

dégager de l'influence du cabinet russe, qui appuyait le parti constitutionnel. Le seul homme que craignît Miloch dans le comité serbe de Stambol, Petronievitj, était gardé nuit et jour par ses deux collègues. Heureusement ce patriote avait l'affection de Mahmoud, qui voulut l'entretenir en secret. Petronievitj parle turc avec une grande élégance; le sultan l'écouta long-temps, la vérité perça tout entière, et une nouvelle guerre civile fut épargnée à la Serbie. Jivanovitj, convaincu d'avoir distribué parmi les membres du divan cent mille ducats de la part de Miloch pour obtenir un oustav favorable, essaya en vain de plaider la cause de son maître. Dans cette lutte, où l'avenir de la Serbie était en jeu, Petronievitj fut décidément le vainqueur.

C'est sur ces entrefaites qu'à l'exemple du cabinet de Londres, le gouvernement français envoya un agent diplomatique en Serbie. M. Duclos, chargé de cette mission, reçut de l'amiral Roussin l'ordre de se déclarer pour Miloch, et de n'agir en tout que de concert avec le consul anglais. Lié ainsi par ses instructions, il se voyait dépouillé de toute influence avant même son arrivée en Serbie. Les commissaires serbes se préparant à quitter Constantinople, Petronievitj offrit à M. Duclos d'être son compagnon de voyage, et ils partirent ensemble pour Belgrad. La charte nouvelle les y avait précédés, avec le drapeau tricolore serbe, rouge, blanc et bleu. A la place du croissant, on avait brodé sur cet étendard national la couronne fermée et quatre étoiles. Obligé de se rendre à Belgrad pour y régler avec le consul russe et le visir ottoman le mode de publication de l'oustav, Miloch entra le 11 janvier 1839 dans cette ville toute remplie de ses ennemis, qui, rangés sur son passage, jouissaient de son humiliation et du silence réprobateur gardé par la foule. Quelques jours après, le dimanche de Saint-Théodore, patron des Obrenovitj, un feu d'artifice eut lieu sur la promenade du Kalemeïdan; des réjouissances populaires célébraient l'abolition de la tyrannie. Miloch était fêté, mais à l'instar de ces taureaux antiques, auxquels on dorait les cornes, et que l'on parait de fleurs pour les mener à l'autel. On était à la veille de la *skoupchtina* que Miloch n'avait réunie que contraint par la nécessité. Le lendemain 10 février, dès l'aurore, les députés serbes traversaient en foule les rues de Belgrad. Le visir, à la tête des troupes ottomanes, sortit bientôt de la citadelle, apportant aux représentans de la Serbie la charte des deux tsars, décrétée vers le milieu de la lune de Chevala 1254 (décembre 1838). Miloch se prosterna devant le diplôme impérial, le baisa et le mit sur sa tête; alors

le bey envoyé de Mahmoud prit la charte, dont on fit lecture, d'abord en turc, puis en serbe :

« A mon visir Ioussouf-Moukhliss-Pacha (puisse-t-il être glorifié!) et au kniaze de la nation serbe (que sa fin soit heureuse!) — Considérant les droits et franchises accordés aux habitans de ma province de Serbie, en récompense de leur fidèle dévouement, et attendu que, d'après les hati-cherifs antérieurs, ils jouissent d'une régence séparée, j'ai trouvé nécessaire de leur octroyer encore une constitution nationale particulière, irrévocable tant que la Serbie observera ses devoirs d'obéissance à ma très haute Porte, et paiera les redevances convenues. J'envoie donc à la nation serbe le statut organique suivant :

« 1° La dignité de kniaze te reste à toi, Miloch, et à ta famille, à cause de ta fidélité, et par suite du bérat impérial que je t'avais précédemment accordé. 2° Tu dirigeras avec loyauté l'administration intérieure du pays, et quatre mille bourses devront couvrir chaque année ta dépense particulière. 3° Je te soumets la nomination aux divers emplois de la province, le mode d'exécution des lois, l'application des peines prononcées par les tribunaux; je t'accorde le droit de grace, le commandement en chef des postes militaires, la police du pays, le soin de fixer et de prélever les taxes particulières et l'impôt général, dont tu déclareras auparavant la quotité aux représentans de la nation. 4° Comme tous ces droits te suffisent pour faire le bonheur de ton peuple, j'exige que tu te choisisses, pour gouverner ta province, trois ministres qui, placés sous toi, dirigeront l'intérieur, les finances et la justice. 5° Ta chancellerie privée, sous la surveillance de ton lieutenant ou procureur, n'aura qu'à délivrer les passeports et à veiller sur les relations de la principauté avec les puissances étrangères. 6° Le sénat national sera composé de staréchines les plus considérés du pays, au nombre de dix-sept, y compris le président. Pour être membre du sénat, il faut être Serbe de naissance ou naturalisé Serbe, avoir atteint l'âge de trente-cinq ans, et posséder des biens immeubles. Tu gardes le droit de choisir les sénateurs et leur président, pourvu que ton choix n'appelle que des citoyens généralement estimés par leur capacité, leur probité intègre et des services rendus au pays. Avant son entrée en fonctions, chacun d'eux, en présence du métropolite, prêtera serment de ne jamais agir contre les intérêts de la nation, les devoirs de sa charge, ou contre ma volonté impériale. L'unique tâche du sénat est de discuter les intérêts

nationaux et de te prêter assistance. 7° Les sénateurs auront des appointemens convenables, que tu fixeras d'accord avec eux; aucun règlement ne pourra être adopté, aucune nouvelle imposition prélevée sans leur approbation; le cercle de leur activité embrassera les sujets suivans : décider en matière de justice, d'impôt et de législation du pays, fixer les rétributions de tous les employés, et créer de nouveaux emplois, si le besoin s'en fait sentir; évaluer les dépenses annuelles de l'administration, et chercher la manière la plus avantageuse de répartir et de percevoir les contributions; déterminer le nombre, la paie, le service des troupes de garnison chargées de maintenir la paix dans le pays; exiger des trois ministres un compte annuel détaillé de leur administration; enfin rédiger, adopter à la majorité des voix, et présenter à ta ratification toute ordonnance quelconque qui leur semblera utile, à condition qu'elle ne porte aucune atteinte aux droits de suzeraineté de ma Porte, à qui le pays appartient. 8° Les sénateurs ne pourront être destitués qu'en cas d'infraction aux lois du pays, et en vertu d'un jugement ratifié par ma Porte. Les trois hauts dignitaires du gouvernement et le directeur de la chancellerie princière font de droit partie du sénat. Un *kapou-kihaia* de la Serbie, envoyé par ses concitoyens, résidera en permanence auprès de ma resplendissante Porte, pour gérer les affaires de sa nation et mettre mes volontés souveraines d'accord avec les institutions et immunités de son pays... »

Miloch avait écouté, tête baissée, cette constitution décrétée par deux souverains absolus qui, républicains hors de chez eux, le dépouillaient de son autocratie et faisaient entrer le sénat dans la participation de ses droits. « Je ne serais plus Miloch, dit-il tout bas à ses favoris, si je souffrais un tel outrage; nous verrons! » Les émigrés, revenus en foule, serraient la main de Vachtchenko et s'embrassaient entre eux. Le peuple ne pouvait oublier cependant que cette charte lui venait des tsars étrangers, des oppresseurs de l'Orient; il n'y avait pris aucune part, et il n'osait s'y fier. La présence de Vachtchenko à cette lecture n'avait-elle pas une menaçante signification? Aussi, malgré les efforts du sénat pour convoquer tous les guerriers ou citoyens de la Serbie, et quoiqu'on eût écrit dans les dix-sept nahias que tout Serbe élu ou non élu par sa commune pouvait assister à la skoupchtina, il n'en était venu que deux ou trois mille. Réunis sur le vaste glacis du Kalémeïdan, les députés accueillirent la lecture de l'oustav par de sourds murmures. — Est-ce donc pour

obtenir une charte turco-russe que nous avons combattu tant d'années? Est-ce pour cette œuvre de l'étranger qu'en 1835 nous avons marché sur Kragouïevats, et que, depuis une année, nous aiguisons nos sabres? Nous aurions bien su nous venger; qu'était-il besoin d'invoquer Mahmoud ou Nicolas, et de faire venir un consul russe? C'étaient nous seuls qu'il fallait appeler contre le tyran. — En même temps, leurs regards se tournaient pleins de mépris vers Miloch, qui avait attiré à son pays la honte d'une intervention étrangère; le prince lui-même se sentait humilié, et la rage, plutôt que le repentir, lui arrachait des larmes.

Laissant le visir et les beys turcs sous leurs tentes aux brillantes couleurs, le peuple rentra dans Belgrad, s'attroupa spontanément autour de la cathédrale, et demanda qu'on mît la charte des tsars en délibération : lui, peuple indépendant, voulait s'assurer si sa conscience lui permettait de la ratifier. Ce fier langage effraya les knèzes, qui accoururent haranguer les paysans, s'efforçant de leur prouver combien la charte était libérale. Voulant s'en convaincre par lui-même, le peuple exigea qu'on lui en distribuât des exemplaires; puis, se disséminant en divers groupes, il se fit relire toute la constitution, article par article, approuvant celui-ci, rejetant celui-là et demandant qu'il fût effacé. « Mais les tsars! criaient les sénateurs. — Ils n'ont rien à faire ici, » répondaient les généreux montagnards. Évidemment les sénateurs n'étaient pas à la hauteur d'un tel peuple : la plupart des sovietniks, vieillards ou riches propriétaires, lassés d'une lutte de tant d'années, ne demandaient plus qu'à mourir en paix, heureux de pouvoir léguer à leurs fils les espérances d'une plus complète émancipation. D'un autre côté, les représentans du peuple étaient en trop petit nombre pour l'emporter; malgré leurs protestations, on regarda la charte comme approuvée, et les amis du sénat firent insérer dans la *Gazette d'Augsbourg* que l'âge d'or commençait en Serbie, que quinze mille Serbes armés avaient écouté et couvert d'applaudissemens la charte des empereurs, que la loi avait tout réglé, la quotité de l'impôt, les appointemens de chaque employé depuis le ministre jusqu'au dernier secrétaire, enfin que l'assemblée nationale reprenait ses droits méconnus, etc. Or rien de tout cela n'était vrai, la skoupchtina de quinze mille Serbes se composait en réalité de douze ou quinze cents hommes du peuple fort mécontens; les appointemens des fonctionnaires restaient soumis à l'arbitraire des ministres, et la charte nou-

velle ne prononçait pas même le nom d'assemblée nationale. Ainsi aux duperies officielles des absolutistes succédaient les mystifications du parti appelé constitutionnel.

Ephrem, pour calmer le peuple, se mêlait à la foule, et criait : « Amis, jurez de soutenir à jamais, vous et vos enfans, la constitution libératrice. » Mais le peuple, qui, avec son merveilleux instinct, voyait dans cet oustav le prélude de son asservissement à l'étranger, lui répondait : « Nous avons juré d'obéir à une autre charte, et nous tenons notre serment. Ce n'est pas à nous de jurer, c'est à vous autres de nous prouver que vous êtes fidèles. » L'idée encore vivace en Orient de l'infaillibilité du peuple, en ce qui touche ses intérêts civils, donnait ce jour-là à l'attitude des paysans serbes un caractère imposant. Les sénateurs et les nouveaux ministres allèrent donc en secret et sans pompe prêter dans l'église leur nouveau serment; quant au peuple, il s'en tint à celui qu'il avait prêté en 1835.

La charte des tsars n'avait contenté ni Miloch, qu'elle humiliait devant l'Europe, ni la nation, qui s'indignait de voir des influences étrangères dominer le sénat. S'apercevant du mécontentement général, le consul anglais en concluait que le régime despotique était le seul qui convînt à la Serbie; le consul russe au contraire en tirait cette conséquence, que le despote n'avait pas encore été assez abaissé. Pour les agens autrichiens, ils assuraient que la nationalité serbe était un vain rêve des slavistes. En réalité, ce qui empêchait la nation de se développer, c'étaient les intrigues de ces trois consuls, que le peuple aurait voulu embarquer sur le Danube, avec la race entière des Obrenovitj, pour se choisir une nouvelle dynastie et se donner des lois conformes à ses besoins; il était surtout blessé de l'abolition de la skoupchtina. L'avocat Hadchitj, qui avait posé les bases du nouvel oustav, se plaignait hautement qu'on eût dénaturé son plan : on n'avait point opposé, comme il l'eût désiré, le pouvoir d'une chambre des députés à celui du sénat; on n'avait point prévu le cas où le prince se refuserait à souscrire les lois votées par le sénat et les députés, cas dans lequel Hadchitj réclamait la convocation *ipso facto* de la grande skoupchtina. Cette diète populaire était une institution profondément nationale; aucun des anciens rois n'avait osé l'abolir. Sous Tserni-George, elle était le fondement de l'état; Miloch même, tout en éludant l'action de cette assemblée, en avait reconnu la légitimité. De quel droit donc les empereurs gardaient-ils sur cette vénérable institution un dédaigneux silence? Alarmé de ces murmures, le consul Vachtchenko écrivit aux cours de l'Ermitage

et du Bosphore; on l'autorisa aussitôt à faire déclarer par le sénat au peuple serbe que l'intention des bons empereurs n'était pas de gêner en quoi que ce fût la liberté de la Serbie, que dans l'oustav ils n'avaient point parlé de skoupchtina, parce qu'évidemment une institution aussi antique ne pouvait être abolie. Un oukase fut même rédigé pour promettre vaguement au peuple qu'il conserverait ses assemblées, et qu'elles seraient convoquées *quand le sénat le jugerait convenable*. Cette singulière ordonnance du 18 avril 1839 n'avait d'autre signature que celle de George Protitj, ministre de l'intérieur.

Malgré la haine du peuple contre Ephrem, le consul russe avait insisté pour qu'il fût nommé président du sénat, et un oukase de Miloch du 14 février 1839 avait placé *son cher frère* au premier rang de l'état. En effet, bien que dans ce même oukase le prince déclarât encore les sénateurs *soumis à sa suprématie directe*, néanmoins, depuis la publication du nouvel oustav, cette suprématie était illusoire; la force exécutive, aussi bien que législative, était réellement passée aux mains du sénat. Un homme supérieur à la tête de ce corps pouvait devenir tout puissant; mais la nullité morale et le silence absolu d'Ephrem forcèrent ses collègues à choisir un vice-président qui dirigeât au moins les séances; leur choix tomba sur Stoïane Simitj. Le premier acte que décrétèrent les sénateurs inamovibles fut la déclaration des droits que leur assurait le hati-cherif. Cet acte (*oustroïenié sovieta*), d'une haute importance, constate l'inviolabilité des sovietniks, qui, affranchis de la surveillance du prince, ne peuvent être accusés et jugés que par ordre du sultan. Ces knèzes, tout patriotes qu'ils sont, consentaient donc, en 1839, à remettre dans les mains de la Porte la défense de leurs droits qui, en 1830, avait été confiée à un chef de leur propre race; mais ils obtenaient aussi du divan des garanties nouvelles. Le même acte, qui reconnaît au kniaze le droit de nommer aux places vacantes du sénat, met pour condition à l'exercice de ce droit, que le peuple confirmera par ses suffrages le choix du prince, et il ajoute : « C'est pourquoi tout candidat élevé par le prince au rang de sovietnik doit avoir été auparavant proposé ou approuvé par le soviet. » Ainsi le soviet et le peuple sont pris ici comme synonymes, ou plutôt l'un est à l'autre ce que la tête est au corps. « Comme le sénat, est-il dit plus loin, renferme les hommes les plus méritans de la nation, le kniaze ne peut choisir que parmi eux ses ministres. En outre il ne peut les forcer à déposer leurs portefeuilles, ni exiger d'eux la publication d'une ordonnance quelconque avant qu'elle ait été ratifiée par le sénat. Ce

corps peut choisir qui bon lui semble pour rédiger les projets de lois jugées par lui nécessaires, et les met en délibération sans que le kniaze puisse s'y opposer. » N'accordant au prince que le seul pouvoir exécutif, le soviet pouvait donc lui interdire, comme contraire à la charte, toute tentative d'empiètement sur les attributions du pouvoir législatif, *qui lui est entièrement étranger*. Voilà ce que les diplomates russes autorisaient après avoir fait anéantir, comme trop républicaine, la charte de Davidovitj!

Miloch ne pouvait donc plus faire un acte de souveraineté sans avoir obtenu d'abord l'assentiment du sénat, son tuteur. Le sénat, il est vrai, ne pouvait publier aucune ordonnance qui eût force de oi sans la signature du kniaze. Armé de son *veto*, Miloch pouvait encore suspendre la marche du gouvernement; il pouvait en appeler des arrêts du sénat aux deux cours protectrices. Le prince exploita largement son droit de protestation : pendant les premiers mois du nouveau gouvernement, il ne permit pas la publication d'un seul acte officiel; de concert avec Jivanovitj, il soumit le corps législatif à une espèce de blocus. Enfin les sénateurs, sous prétexte que Kragouïevats manquait de logemens nécessaires pour tous les employés, quittèrent cette petite capitale créée par Miloch et toute dévouée à son fondateur. Le kniaze eut l'imprudence de les suivre à Belgrad avec toute sa cour. L'accueil que lui firent les habitans fut significatif : pas un citoyen ne se porta au-devant de lui pour le complimenter; une trentaine de cavaliers sauvages, aux longs poignards, aux carabines chargées, aux vieux manteaux déchirés, environnaient le prince. Un sombre silence planait sur la foule et n'était interrompu que par le souffle des chevaux qui gravissaient la colline. C'était bien l'entrée d'un tyran.

Bientôt un grave incident ramena l'attention publique sur la question la plus importante du moment, la lutte du prince et des sénateurs. Le nouveau sénat, lors de son installation, avait trouvé le trésor de l'état presque vide; il rendit Miloch responsable du déficit. Sommé de rendre ses comptes, le prince répondit qu'avant la publication de l'oustav il avait été le maître absolu de la Serbie, qu'il avait représenté le peuple, et qu'à ce titre il ne pouvait être accusé de concussion. Les sénateurs opposaient à cette justification de Miloch une dénégation formelle; ils prouvaient que son usurpation n'avait jamais été sanctionnée par les libres suffrages du peuple. Voyant le sénat persister ainsi dans son projet d'enquête, Miloch vendit secrètement à ses amis une partie considérable des biens

nationaux qu'il s'était appropriés; le sénat fut instruit de la fraude et déclara ces ventes non valides. Il ne restait plus à Miloch qu'à accuser le sénat de rébellion; c'est ce qu'il fit, et, ne voulant pas, disait-il, rester le prisonnier du soviet, il s'enfuit à Zemlin. Représentant d'une cour qui avait appuyé la dynastie des Obrenovitj, et tremblant que le peuple ne la déclarât déchue du trône, Vachtchenko se rendit alors près du prince fugitif et réussit, en prodiguant les promesses, à le ramener en Serbie. Revenu à Belgrad, Miloch se hâta d'exploiter les bonnes dispositons du consul russe. Il obtint de Vachtchenko qu'il appuyât un manifeste adressé à son souverain. Dans cette pièce, Miloch priait le tsar de lui accorder un asile en Russie, et soumettait à sa décision suprême le différend qui s'était élevé entre lui et le sénat. Nicolas, flatté de cette marque de confiance, répondit en invitant Miloch à venir à Pétersbourg. Aussitôt le kniaze fit entamer des négociations analogues auprès de la cour d'Autriche, et, dès qu'il les crut assez avancées, il repassa à Zemlin, annonçant qu'il allait se plaindre à Vienne. Par cette conduite habile, Miloch compromettait le consul russe, qui, après avoir décidé le tsar à protéger le kniaze, avait le plus grand intérêt à empêcher l'Autriche d'intervenir dans cette affaire. Vachtchenko visitait chaque jour le kniaze au lazaret; Petronievitj et les autres sénateurs du parti national, tremblant que l'Autriche n'intervînt en faveur de Miloch, allaient jusqu'à deux fois par jour le supplier de revenir. Grace à l'ignorance où était l'Europe du véritable état des choses, Miloch avait pris tout d'un coup une position très forte. En Hongrie, on était près de le regarder comme un autre Louis XVI, qui veut échapper à ses bourreaux. En Serbie, beaucoup de patriotes penchaient à croire que le protectorat autrichien ne serait pas aussi écrasant que celui de l'empereur russe, et tendaient la main aux Serbes de Hongrie, tous favorables à Miloch, par suite des faux rapports publiés dans les feuilles allemandes. C'est alors que deux chefs du parti de Miloch, l'habile Jivanovitj et le médecin piémontais Cunibert, voyant leur maître ébranlé par les supplications du sénat, dont ils avaient personnellement à redouter la colère, s'évadèrent la nuit de Belgrad, et rejoignirent à Zemlin le prince fugitif, pour l'engager à persister dans ses refus. Mais la princesse Loubitsa arriva presque en même temps de Temesvar avec ses fils; pour se rendre populaire, elle accabla de reproches son mari en présence des sénateurs et lui peignit la honte qui le suivrait dans les cours où il irait porter ses plaintes. Alors Miloch, versant des larmes, jura de régner désormais en kniaze citoyen, soumis à la

constitution, ratifia la sentence d'exil perpétuel prononcée par le haut tribunal contre Cunibert et Jivanovitj; puis, escorté par une députation du sénat, il rentra dans Belgrad.

Évidemment, malgré tout ce qu'a pu dire la presse européenne, la Russie n'avait plus qu'un bien faible intérêt à détrôner Miloch, car elle tenait en ses mains le sénat, qui était devenu le seul pouvoir effectif de la principauté. Aussi Vachtchenko mettait-il en œuvre toute son éloquence pour persuader au kniaze de se tenir en paix. Il lui vantait le bonheur d'un prince constitutionnel, qui n'a rien à faire qu'à savourer les joies du rang suprême, qui a toute puissance pour le bien et nulle puissance pour le mal, et qui recueille toute la gloire de la prospérité publique, sans qu'on puisse lui attribuer aucun des maux du pays. Ce langage ne faisait qu'indigner le vieux tyran, et le consul était mieux écouté quand il rappelait au prince les terribles effets de la colère du peuple. « Mon influence et la crainte qu'inspire le tsar te maintiendront malgré la nation, disait-il, tant que tu respecteras l'oustav; mais si tu le foules aux pieds, tu te retrouveras seul en présence d'un peuple avide de vengeance. » Ces remontrances furent cependant vite oubliées : le sénat avait insisté pour que Miloch rendît compte de sa gestion des deniers publics depuis dix ans; il exigeait qu'il restituât les biens confisqués et réparât tous les dommages causés par ses intendans aux particuliers. Il y avait là de quoi pousser à bout un avare moins endurci que Miloch; plutôt que de rendre les millions demandés, il accepta la guerre civile. Sachant combien le peuple voyait de mauvais œil une charte imposée par les puissances étrangères, et dans laquelle il n'avait pu introduire aucune modification, Miloch tout à coup proclama l'abolition de l'oustav; il envoya son frère Iovane dans le mont Roudnik, pour soulever les paysans de ses domaines, et invita les troupes régulières à venir briser les chaînes dont les sénateurs l'avaient chargé. Le malheureux ne se doutait pas que ces vieillards, objets de sa haine, étaient désormais ses seuls protecteurs, et qu'en brisant ce dernier appui, il se livrait lui-même sans défense à toute la colère du peuple.

L'armée, provoquée par les agens de Miloch et sans attendre que les paysans d'Iovane prissent les armes de leur côté, se souleva bientôt aux cris de : *A bas la charte, vive le prince absolu!* Après avoir forcé l'arsenal, la garnison de Kragouïevats se joignit à celle de Tjoupria, et toutes ces troupes marchèrent sur Belgrad, entraînant garrottés leurs propres officiers qui refusaient de violer la charte, et ceux des employés qui n'avaient pas eu le temps de s'enfuir dans

les forêts voisines. A cette nouvelle, les sénateurs, profondément surpris, forcèrent Miloch à les suivre chez le visir de la citadelle pour lui annoncer ce qui se passait. Ils voulaient le laisser comme otage aux mains des Turcs; mais le visir et le consul russe se refusèrent également à prendre sur eux une telle responsabilité. Comme le prince protestait de sa complète innocence, on feignit d'y croire; seulement on exigea de lui qu'il envoyât aux rebelles deux de ses aides-de-camp avec une lettre où il leur conseillait d'abandonner leur folle entreprise. Miloch dut céder à la force; mais pour détruire l'effet de sa lettre, il fit donner secrètement aux siens l'ordre de n'écouter aucun avis, et de marcher toujours en avant jusqu'à ce qu'ils eussent arraché leur maître aux mains des constitutionnels. Conduits par un sous-officier nommé Taditj, les soldats révoltés poursuivirent donc leur marche, musique en tête, étendards déployés, excitant sur la route tous les paysans à les suivre contre les impies qui avaient incarcéré le kniaze et voulaient le tuer.

Réduit aux expédiens extrêmes, le sénat dut investir Voutchitj de la dictature militaire pour tout le temps que durerait l'insurrection; déjà, en 1835, ce héros, l'idole du peuple, avait noblement soutenu le rôle difficile qu'on lui confiait de nouveau. A la tête des volontaires qui, au bout de quelques jours, s'élevèrent au nombre de quinze mille, le dictateur eut bientôt cerné les troupes du prince, es réduisit à se rendre prisonnières, dispersa les bandes que l'or de Miloch avait soulevées, et prit Kragouïevats. Alors réunissant sur la prairie de cette ville toute l'armée civique, il enjoignit à chaque capitaine de nahia, à chaque knèze de district de tenir dans sa tente registre ouvert, pour que tout membre de la nation pût y inscrire ses griefs et constater les dommages causés par Miloch, soit à sa personne, soit à ses biens. Il engagea en même temps les chefs serbes à lui exposer librement leurs vœux. Les guerriers de toutes les nahias s'accordaient pour demander une grande skoupchtina. Les sénateurs seuls s'y opposaient. — Le peuple imprévoyant, disaient-ils, chasserait la dynastie maudite; alors la Russie, qui l'a appuyée de sa garantie, enverrait chez nous un plénipotentiaire; son joug s'appesantirait sur la Serbie. Mieux vaut garder, en le contenant, un tyran national. Ces sénateurs avaient raison; mais quel triste sort pour un peuple avide d'indépendance! Aussi l'enthousiasme patriotique qui s'était d'abord réveillé avec tant d'éclat, faisait-il place à une froide résignation; la plupart cependant persistaient encore à demander la skoupchtina. « Que sommes-nous,

s'écriaient-ils, si nous ne pouvons rien faire sans la permission des tsars? » Et les iounaks formaient dans la plaine de vastes groupes autour des plus ardens tribuns, qui les poussaient à des actes d'indépendance. Les staréchines aux cheveux blanchis contemplaient avec attendrissement ces nobles scènes, ils s'associaient à ces généreux élans. « Où est le temps qui nous a vus rayas? s'écriaient-ils. Comme notre peuple a grandi en intelligence et en dignité! » Et l'ardeur des jeunes gens se communiquait même à ces vieillards, qui refusaient de se retirer avant qu'on eût promis la skoupchtina. Voutchitj dut céder, et jura qu'elle aurait lieu, quoi qu'en pussent dire le sénat et la Russie.

Aussitôt l'armée des citoyens se dirigea sur Belgrad, où elle voulait tenir debout et en armes une assemblée générale. Elle s'arrêta à une demi-lieue de la ville, pour recevoir sur le Vratchar le salut du sénat, et le remercier, au nom de la patrie, du zèle qu'il avait déployé. Un homme d'une taille colossale et dont le vaste front pâle décelait un caractère inflexible, présidait ce conseil de vieillards : c'était l'ardent patriote Stoïane Simitj. On eût dit une vivante personnification de la fermeté, de l'énergie civiques. Tout le temps que dura la délibération, il conserva la même attitude, la même impassibilité. Enfin, les paysans demandèrent que le sénat déclarât la diète ouverte, et qu'elle fût appelée à juger son prince parjure. Le soviet, effrayé, allégua que Miloch ne pouvait être jugé que par les empereurs; mais les citoyens s'emportèrent, et menacèrent, si on déclinait leur compétence, de prendre chacun une pierre pour aller de leurs mains lapider le tyran. Nikiphore, évêque d'Oujitsa, qui était venu remercier, au nom de l'église, les sauveurs de l'oustav, ne put les ramener à des dispositions plus calmes qu'en opposant à leurs plaintes toute l'autorité de sa parole évangélique. En même temps, Voutchitj, parcourant ces groupes en tumulte, s'efforçait de leur faire entendre un langage pacifique. « Frères, calmez-vous, criait-il; il vous sera fait pleine justice, la charte vous en est garant. Mais songez que d'esclaves que vous étiez, la loi vous a rendus hommes; qu'il y a maintenant une nation serbe dont il faut ménager l'avenir. Ne compromettez pas votre dignité de citoyens : que dirait l'Europe en apprenant que vous n'avez pu attendre le cours de la justice contre votre oppresseur, et que vous vous êtes vengés en rayas? » Les kmètes ne répondirent à ces exhortations qu'en demandant de nouveau une instruction judiciaire. Les sénateurs cédèrent sur ce point, tout en faisant entendre qu'un tel procès exigeait du temps, et

Stoïane Simitj pressa vivement les citoyens de retourner chez eux jusqu'à ce que la commission d'examen pût présenter son travail, promettant qu'alors on les convoquerait de nouveau. Mais les insurgés se refusèrent à quitter Belgrad avant que le violateur de l'oustav eût évacué le pays, et Voutchitj leur objectant que, sans la permission des empereurs qui l'avaient établi, on ne pouvait chasser Miloch, tous les kmètes s'élancèrent vers le dictateur en criant : « Sers notre cause, frère ancien ! ne nous demande pas une faiblesse. Nos droits sont désormais sacrés, les tsars eux-mêmes les ont solennellement reconnus; qu'importe après cela leur blâme, si le bon droit et le ciel sont pour nous? Quoi qu'il arrive, il faut que justice soit faite; jusqu'alors nous resterons à Belgrad. » De tant d'orateurs rustiques qui prenaient successivement la parole, rarement l'un interrompait l'autre; tous ces hommes qu'agitaient des passions si vives portaient dans l'expression de leurs griefs et de leurs vœux une logique et une netteté singulières. Cette naïve éloquence finit par l'emporter. Les sénateurs déclarèrent la skoupchtina ouverte, et ainsi constitué en diète souveraine, le peuple signifia au sénat qu'il avait à répondre devant lui de la personne du prince confié à sa surveillance. Une heure après cette déclaration, deux officiers de garde, envoyés par le sénat, croisaient leurs épées devant la porte de Miloch prisonnier.

Le triomphe du parti national était si complet, que le sénat, après avoir gratifié d'un ducat chacun des six cents soldats réguliers qui lui étaient restés fidèles, les licencia le jour même de leur entrée dans Belgrad. Cette entrée triomphale de tous les chefs du peuple avec Voutchitj à leur tête eut lieu par la porte de Stambol. Groupés sur les murailles, les Turcs voyaient avec stupéfaction la fête civique dont leurs anciens rayas étaient les héros. Faisant un peu tard une démonstration patriotique, les dames de la maison régnante s'étaient rassemblées au palais d'Ephrem, pour voir du balcon passer le cortége.

Cependant Miloch captif poussait des cris de rage, assurant qu'il était étranger à la révolte de ses troupes contre l'oustav. Il demandait qu'on fît venir le métropolite et les évêques pour qu'il pût, la main sur la sainte croix, protester de son innocence. Tant d'hypocrisie ne pouvait qu'exciter le dégoût dans les ames loyales des guerriers serbes, et confirmer le peuple dans sa résolution de mettre fin à un règne abhorré. Le consul Vachtchenko espérait encore détourner le sénat de céder au vœu de ce petit peuple qui, selon lui, voulait se donner des airs de grande nation. Tout ce qu'il put obtenir fut qu'on limiterait le nombre des membres de la diète, et que la masse du

peuple ne serait point admise à prendre part aux délibérations. Quand l'assemblée sortit de Belgrad pour aller tenir en plein champ, sous des platanes, sa séance décisive, il fallut fermer les portes de la ville pour empêcher le reste du peuple de s'élancer à la suite de ses députés. Voutchitj, à leur tête, redevenu simple citoyen, traversait les rues obstruées par la foule, comme un dictateur romain après son abdication. Sa large tunique blanche, son caleçon turc, sa ceinture rouge garnie de pistolets, et surtout sa fière attitude, le faisaient distinguer sans peine au milieu des autres sénateurs. La séance commença par un discours du métropolite Peter, qui déclarait que le kniaze, chargé d'accusations auxquelles il ne pouvait pas répondre, avait résolu d'abdiquer et de se retirer pour le reste de ses jours dans ses biens de la Valachie. L'assemblée nationale accueillit par un long murmure cette déclaration inattendue. — Quoi! s'écriait-on, sans restituer les sommes enlevées au pays, Miloch se retirerait dans les terres qui sont le fruit de ses brigandages! Il irait jouir de sa colossale fortune, amassée en vingt années de meurtres et de rapines, et, tranquille à l'étranger, il emploierait une partie de ses richesses à soudoyer chez nous des espions et des traîtres! Non, il ne doit pas nous échapper avant d'avoir rendu ses comptes. Il faut qu'il subisse son jugement, ou bien que, s'avouant lui-même par écrit coupable et digne de l'exil, il restitue l'or qu'il doit à ses concussions. — Quelques voix s'élevèrent faiblement pour demander qu'on laissât Miloch emporter ses trésors, à condition qu'il délivrerait à jamais la Serbie de sa présence; mais ces timides propositions se perdirent au milieu de clameurs furieuses. Effrayés de ce tumulte, les vieux sénateurs, même ceux que Miloch avait le plus maltraités, protestèrent contre toute violence faite à la personne du kniaze; ces vieillards en cheveux blancs voulaient descendre au tombeau en paix avec tout le monde.

Quelques partisans de Miloch, comme le colonel Raïovitj, profitèrent de ces dispositions du sénat pour inviter le peuple à la douceur; personne ne daigna leur répondre. « Frères! s'écria enfin Stoiane Simitj, le kniaze se reconnaît l'auteur de la révolte, il avoue ses tyrannies, il désire seulement qu'on lui en épargne l'aveu public, et qu'on le laisse se retirer en paix. Il se soumet d'avance à ce que décideront les tribunaux par rapport aux restitutions; il rendra sur ses biens privés tout ce qu'il a, par violence, confisqué aux particuliers. — Restituer tout est impossible, répondirent les orateurs du peuple un peu calmés par ces aveux; qu'il rende seulement ce qu'il a extor-

qué depuis le jour où il jura, en 1835, la charte serbe. Depuis ce jour, seulement nous avons des droits, et ce qu'on nous a enlevé nous est légitimement dû. Quant aux crimes antérieurs de Miloch, nous remettons à Dieu le soin de notre vengeance. » Reconnaissant la modération de ces demandes, Voutchitj les appuya contre ses collègues; il fit remarquer aux sénateurs qu'étant seulement les représentans de la nation, ils ne pouvaient pas, sans le consentement de la nation même, délivrer le tyran de ses dettes, qu'il fallait en dresser un relevé exact et le présenter à la diète, seule compétente en ce qui concerne les aliénations de biens privés et publics. Le soviet céda sur tous ces points, et il fut convenu que Miloch rendrait ses comptes depuis 1835.

Pendant cette longue séance, le frère du prince, Ephrem, président du sénat, caché derrière les siéges de ses collègues et appuyé au tronc d'un acacia, avait feint d'abord une dédaigneuse indifférence. Jouant avec son chapelet turc, il se tournait en souriant vers un Français qui se trouvait près de lui, chaque fois que les orateurs populaires commettaient quelque gaucherie. Mais quand il vit le sénat entraîné et l'assemblée nationale s'ériger décidément en jury, il commença à trembler de tous ses membres et sembla près de défaillir; il fallut que ses momkes le transportassent sur son cheval pour le ramener en ville.

Le consul russe Vachtchenko apprit avec une surprise mêlée d'effroi les conclusions de la diète; qu'allait dire l'empereur son maître, quand il connaîtrait les désordres qui se passaient dans un pays protégé par ses aigles? Il se hâta d'appeler Voutchitj, lui reprocha les excès barbares qu'il autorisait par sa présence, lui rappela les égards que les nations civilisées vouent à leurs princes, et le pressa d'user de son influence pour obtenir une rétractation de la skoupchtina. Le généralissime était arrivé chez le consul escorté de toute une cour de brillans capitaines : d'un signe de tête, il pouvait chasser du pays et Vachtchenko et la dynastie qu'il défendait; mais alors le temps des haïdouks serait revenu, il aurait fallu s'enfuir dans les montagnes, dormir au bois, la main sur la carabine, près d'un cheval toujours sellé. Voutchitj aimait trop sa patrie pour céder en un tel moment à ses passions; il se montra donc prêt à faire ce que désirait Vachtchenko. Aussitôt on invita la princesse Loubitsa à venir chez le consul russe pour s'entendre avec Voutchitj sur les moyens d'effectuer l'évasion de son mari. La princesse, feignant d'être affaissée sous l'excès de sa douleur, se fit porter chez le consul,

et à peine eut-elle aperçu Voutchitj qu'elle accabla d'injures cet ancien ennemi de sa famille. Déjà le général cédait comme un enfant au premier mouvement de sa colère, quand, voyant la princesse fondre en larmes, il jura de faire évader Miloch. En effet, déterminé par ses instances, le sénat se rendit, dès le lendemain matin, près du prince captif pour lui annoncer que, conformément aux désirs de Voutchitj et du consul russe, on voulait bien le laisser partir sans exiger de lui aucune restitution. Pendant ce temps, toute la diète, réunie autour de la cathédrale, après avoir entendu la messe de l'aurore, écoutait un pathétique discours du métropolite, qui exhortait l'assemblée au pardon et la suppliait de se contenter de l'abdication du prince en faveur de son fils aîné Milane. Long-temps les kmètes ne répondirent que par des refus obstinés : furieux de voir le tyran leur échapper sans avoir rien restitué à tant de malheureux plongés dans la misère, les députés exigeaient qu'au moins la dynastie fût abolie; mais on leur rappela que le texte du bérat était formel : les empereurs avaient garanti l'ordre de succession. D'ailleurs l'héritier de Miloch était généralement aimé. Une députation de la diète avec les évêques, les juges, l'état-major de l'armée et les sénateurs, se rendit donc au konak pour recevoir des mains du prince l'acte de sa démission. A la deuxième heure du jour (dix heures du matin), Miloch descendit vers les députés jusqu'au bas de l'escalier, et leur remit, sous le titre d'*otretchenié* (abdication), l'acte que nous traduisons ici :

« Au sénat, aux différentes autorités, au clergé et à toute la nation serbe, je déclare que, ma santé détruite par les soucis de tant d'années consacrées au gouvernement de mon pays ne me permettant plus de prolonger mes travaux, j'ai résolu de me décharger volontairement de ma dignité de kniaze et des devoirs qui y sont attachés. C'est pourquoi j'abdique aujourd'hui solennellement et pour toujours en faveur de mon fils aîné Milane, mon héritier et successeur au pouvoir, d'après les termes même du hati-cherif concédé à la nation et du bérat octroyé à ma personne par le très clément sultan. Le repos et la tranquillité m'étant devenus indispensables après de si pénibles années, je quitte la Serbie à jamais, et n'emporte dans mon cœur qu'une seule consolation, celle de laisser ma patrie libre, calme, unie et prospère à l'ombre d'une puissante protection. Ne sachant pas signer, j'ai fait souscrire par mon plus jeune fils Mi-

khaïl mon nom et prénom, et apposer mon sceau à cet acte, afin de prouver qu'il émane de mon libre et plein consentement.

« Donné à Belgrad, 1er juin 1839.

« MILOCH OBRENOVITJ,
« Kniaze des Serbes. »

Un second acte, contenant la cession du pouvoir au *nasledník* (successeur) Milane, fut également lu à l'assemblée. Le prince y donnait à son fils toutes ses bénédictions, l'engageait à ne régner qu'avec clémence, à consacrer toute sa vie au bonheur de ses sujets; par là seulement, ajoutait Miloch, il pourrait adoucir les souffrances et les regrets de son vieux père. Ces deux actes furent présentés à la diète, qui en accueillit la lecture par un morne silence; les députés étaient sous la pénible impression de la résistance opposée au vœu populaire. Ils demandèrent seulement que Miloch partît sans délai, et son départ fut fixé au lendemain.

Toute la nuit, le prince fit entendre des lamentations déchirantes. « Ma chère Serbie, ma douce terre natale, je ne te verrai donc plus! Je ne serai plus ton *clément*, ton fils *béni!* » (Le mot *miloch* en serbe a cette double signification.) N'avait-il pas ses raisons pour regretter cette patrie qui l'avait vu passer de l'état de valet de ferme, gagnant trois sous par jour, au rang de prince assez riche pour pouvoir mettre en sûreté, dans la banque de Vienne, un million six cent mille ducats?

A neuf heures du matin, le sénat et les évêques escortèrent Miloch jusqu'à la Save, où l'attendaient une goëlette armée et deux barques remplies de soldats, chargés de le garder jusqu'à son arrivée en Valachie, pour l'empêcher de fuir en Autriche. Au milieu de la foule épaisse rassemblée sur les quais, Miloch était aisément reconnaissable à sa taille gigantesque, à sa tête énorme et à sa grosse loupe sur la joue gauche. Il marchait d'un pas ferme; mais, sur le point d'entrer dans la goëlette, il s'attendrit de nouveau, pria tous ceux qu'il avait persécutés de lui pardonner ses violences, et s'avoua l'instigateur de la dernière révolte contre une charte qu'il croyait pernicieuse. Puis il jura un éternel amour à sa patrie, et rappela que, malgré ses fautes, il avait néanmoins fait beaucoup pour la régénération de la Serbie. Enfin, il embrassa les sénateurs, ses ennemis, leur souhaita une vieillesse plus tranquille que la sienne. « Quittons-nous sans haine, dit-il; séparons-nous comme il convient à

des hommes, à de vieux compagnons des guerres de la liberté. Au nom de la gloire de notre pays, sacrifions nos mutuelles inimitiés; qu'il n'y ait point de scandales, que le reste de l'Europe ignore ce que fut mon règne! Ne faites rien écrire dans les journaux contre moi; que l'oubli me couvre désormais comme si j'étais dans la tombe. Dites que j'ai abdiqué de plein gré, et, puisque je ne peux plus vous nuire, laissez Dieu seul me juger : je retournerai bientôt à lui. Frères, adieu pour toujours! Que le ciel soit avec vous! »

Il y avait de la dignité dans un tel langage. Miloch avait durant vingt ans représenté un peuple, et l'ame la plus vulgaire s'élève dans l'exercice d'une telle mission. Les nations, que Dieu a créées toutes inviolables et saintes, impriment un caractère auguste au front qu'elles couvrent du diadème. C'est ce que sentirent les Serbes, et, quand leur prince monta dans son caïque, ils se précipitèrent pour lui baiser la main. Loubitsa, qui n'avait jamais reçu de son époux que des outrages, poussa des cris perçans en le voyant s'éloigner. Les employés allemands, toujours dévoués au pouvoir, furent cependant les seuls qui osèrent exprimer publiquement leurs regrets. L'un d'eux, Richter, dans une courte brochure publiée sur la Serbie (1), n'a pas craint de dire : « Miloch est digne de vénération pour ses magnifiques qualités. Comme il était plein d'amour! Quelle prévenance envers les plus pauvres! Avec quelle reconnaissance il se découvrait devant le salut du dernier de ses sujets! Il ne succomba que dans une série d'intrigues dont son ame ouverte et franche ne sut point se défendre.... » Les voyageurs français n'ont pas moins contribué que les Allemands à égarer l'opinion de l'Europe au sujet des Obrenovitj. Mais, quelque éloge qu'ils aient pu faire du caractère et des intentions de Miloch, il est un fait démontré aujourd'hui jusqu'à l'évidence : c'est que le prince serbe n'est pas tombé devant de lâches intrigues, mais devant la colère d'une nation appauvrie par ses rapines et révoltée de ses excès.

Depuis son abdication, Miloch a fait pour ressaisir le pouvoir plusieurs tentatives qui ont toutes échoué; ses cabales n'ont abouti qu'à empoisonner les jours de ses deux fils, Milane et Mikhaïl, et à rendre impossible la franche réconciliation des Serbes avec sa postérité. Les règnes si courts des deux jeunes princes ont d'ailleurs été remplis de tant d'intrigues étrangères, qu'ils appartiennent moins à l'histoire de la Serbie qu'à celle de l'Orient même considéré dans

(1) *Serbiens Zustände*, 1840.

ses rapports avec la diplomatie européenne. Ces règnes forment pour ainsi dire un drame à part qui n'est rien moins que terminé. En 1842, le peuple serbe a chassé les derniers restes de la famille Obrenovitj. Un fils de Tserni-George gouverne aujourd'hui la principauté. Toutefois, les Obrenovitj ne se tiennent pas pour battus, et peut-être ont-ils quelque raison de ne pas désespérer encore. En effet si, au commencement de 1843, le cabinet britannique, reniant la dynastie déchue, qu'il voit soutenue par la Russie, a pu entraîner notre diplomatie dans sa politique nouvelle; si notre consul-général, M. Kodrika, poussé en avant par l'Angleterre comme une sentinelle perdue, a le premier de tous les consuls reconnu la légitimité du prince Alexandre Georgevitj, cette vague démonstration, que n'appuiera sans doute aucune mesure ultérieure, sera d'un bien faible poids dans les conseils de l'Europe, et l'Autriche et la Russie n'en demanderont pas avec moins d'instances l'éloignement volontaire ou forcé du *fils de l'émancipateur*. Il faut donc attendre encore avant de juger dans son ensemble une crise politique dont le dénouement intéresse non seulement les Serbes, mais l'Orient tout entier.

III

Trois partis s'agitent dans la principauté serbe : il y a le parti national, composé d'hospodars à mœurs orientales, qui, appuyé sur la population des montagnes, conservent un culte pieux pour les antiques souvenirs et la vie de tribu. Il y a le parti allemand, que les relations commerciales de la Serbie avec l'Autriche ont formé dans les contrées qui bordent le Danube et la Save. Ce parti combat au nom de la civilisation européenne la tendance orientale de la nation. Enfin, il y a le parti *mixte*, composé des employés qui ne croient qu'à leur solde, soutenu par les cours protectrices, qui ne croient qu'à elles-mêmes, et la diplomatie européenne, qui approuve tout aveuglément. Cette dernière fraction politique n'a aucune chance de vitalité dans le pays; elle ne pourrait se maintenir au pouvoir qu'en se reniant elle-même pour s'appuyer sur l'un ou l'autre des deux partis vraiment sérieux de la Serbie. La question reste ainsi entre ceux qui appellent l'organisation allemande, et ceux qui soutiennent et veulent régulariser les institutions orientales.

Il est clair, pour qui a étudié la race slave, que les institutions germaniques répugnent profondément à son génie; à plus forte raison,

cette race ne pourrait-elle accepter des institutions autrichiennes. Ce sont cependant les formes gouvernementales de l'Autriche que le parti allemand voudrait acclimater en Serbie; par cette prétention même il est jugé.

Reste le parti des hospodars, le seul qui ait vraiment les sympathies de la nation. Ce parti, hostile à la monarchie absolue, appelle cependant de tous ses vœux un gouvernement fort et régulier; seulement, il désire que le pouvoir s'appuie, non sur des protecteurs étrangers, mais sur les antiques institutions du pays. Ces institutions ont, comme les mœurs mêmes du peuple, un grand caractère de noblesse et de simplicité. Chaque village est régi par ses kmètes, ou anciens, qui, réunis en conseil, choisissent les knèzes, divisés en trois ordres : 1° les knèzes des bourgades (*ceoski-knezovi*), qui remplacent nos maires et nos juges de paix; 2° les knèzes des districts, dont l'autorité, plus étendue, est quelquefois héréditaire; 3° les knèzes des nahias, dont chacun est élu par toutes les communes du département et siége en leur nom auprès de l'*ispravnik*, lieutenant du prince, afin de contrôler ses actes. De son côté l'*ispravnik*, à l'aide de ses *kapetani*, distribués dans les différentes knéjines de son ressort, contrôle les actes du peuple ou des pères de famille, et s'attache à concilier les plans et les intérêts généraux de l'état avec ceux des communes et des nahias. Chaque localité administre elle-même ses biens; chaque confrérie ou commune possède le sol de son territoire et peut affermer ou laisser en pacage ses terres, dont les revenus se versent à la caisse communale pour être employés aux travaux publics ou au soulagement des pauvres. La répartition des impôts devant toujours être discutée par les kmètes, le riche ne peut échapper aux charges publiques comme il arrive trop souvent dans les états dont les revenus sont perçus d'après les données si incomplètes du cadastre. En Serbie, nul ne peut cacher sa fortune réelle, toujours connue des voisins; l'impôt n'écrase pas le pauvre à l'avantage du riche, et souvent même les lois de la solidarité orientale obligent le grand propriétaire à payer pour ses voisins ou parens ruinés.

Tel est le système pour lequel le parti national de la Serbie combat depuis trente ans contre la mauvaise volonté des princes. Les hospodars, qui, au temps de Tserni-George, n'avaient pensé qu'à se liguer entre eux pour former une faction aristocratique, sont entrés depuis très long-temps dans une voie plus libérale. Éclairés sur les tendances de leur pays, ces hospodars, que les journaux d'Allemagne, fidèlement copiés par les journaux de France, appellent si ridicule-

ment les *boyards* serbes, sont en réalité les plus sincères amis du peuple, les pères des tribus qui les ont choisis comme leurs représentans; c'est à ce seul titre qu'ils conservent de l'influence.

Les Obrenovitj voulurent neutraliser au profit de leur despotisme ces institutions des ancêtres; ils avaient établi une administration centrale, ou plutôt une servile bureaucratie, dans un pays où chaque village aspire à se gouverner lui-même, et, les nationaux ne sachant pas lire, ils avaient dû confier l'administration à des étrangers, la plupart pleins de mépris pour le culte et les usages du pays. La charte des empereurs, malgré ses restrictions tyranniques, eut au moins pour résultat d'abaisser cette naissante aristocratie d'hommes de plume devant les knèzes, qui sont les vrais représentans du pays. Chacun des dix-sept membres du corps législatif ne pouvant être choisi, d'après la nouvelle charte, que dans les rangs des knèzes et par leur concours, ils se retrouvèrent ainsi associés au pouvoir souverain. Le kniaze ou prince ne fut plus que le président de ces chefs nationaux. Les journaux d'Occident ont donc prétendu à tort que les deux cours auxquelles est due cette charte imposèrent les formes constitutionnelles à un peuple encore trop ignorant pour les comprendre. Cette constitution est loin sans doute de satisfaire aux légitimes exigences des Serbes, mais on y chercherait vainement des analogies avec la charte française; on ne lui trouve de terme de comparaison que dans le système administratif des anciens Grecs, dont l'Orient conserve encore la précieuse tradition. L'Europe devrait s'apercevoir enfin que les peuples gréco-slaves aspirent surtout à des institutions démocratiques; seulement ils comprennent la liberté autrement et plus profondément peut-être que les Occidentaux. La seule force des baïonnettes pourrait imposer à des peuples animés encore de l'esprit de tribu cette centralisation, ce despotisme de la majorité, qui caractérisent la démocratie française.

Parmi les innovations européennes introduites par Miloch pour soutenir son despotisme, il faut signaler l'installation d'une police princière dans les communes rurales, qui avaient eu jusqu'alors la surveillance exclusive et la responsabilité des actes de leurs habitans. Foulant aux pieds ces traditions de solidarité orientale, Miloch établit, et ses successeurs ont laissé subsister, des bureaux d'enquête placés dans chaque nahia sous la direction immédiate du *natchalnik* (gouverneur militaire), et chargés de surveiller la conduite des citoyens. Ces chefs de police et ces gouverneurs ont pour conseillers des secrétaires instruits en Europe dans l'art d'opprimer au nom de la loi.

Ce sont ces serviles agens qui prétendent civiliser les Serbes, et qui, étonnés de soulever la défiance des populations, écrivent aux journaux d'Europe pour décrier le pays où ils ont reçu l'hospitalité. A les en croire, les dix-sept paysans qu'on appelle sénateurs devraient être envoyés comme écoliers en Allemagne, pour y étudier l'administration. Heureusement ces simples vieillards ont sous leurs yeux l'exemple des ridicules effets d'une importation prématurée des lois occidentales en Serbie : Davidovitj avait fait rédiger le code serbe en le modelant sur le code Napoléon. Après douze années de constans efforts, les traducteurs avaient terminé leur tâche, et le nouveau code put être enfin communiqué au sénat et à la diète. Ces pieux enfans de la nature furent indignés des articles relatifs aux cultes, au mariage, à la dot des femmes, à l'organisation des familles; ils s'effrayèrent des germes d'aristocratie cachés dans les titres et les attributions dévolus à la propriété, et ils n'en crurent pas leurs oreilles lorsqu'ils entendirent mentionner, parmi les obligations imposées aux possesseurs de maisons, celle des servitudes. — Quoi! s'écrièrent ces naïfs vieillards, même à Paris, chez la nation la plus libre du monde, encore tant de servitude! — Beaucoup de travail avait été fait en vain; il demeura prouvé que le code français resterait long-temps encore incompréhensible aux Serbes. En effet la politique, science purement expérimentale, doit toujours procéder des élémens simples aux élémens complexes; la France, quand elle s'élança du chaos féodal, n'arriva pas du premier bond à la centralisation monarchique; elle dut traverser lentement la période des grands vassaux et des grandes communes, dont chacune était comme une république à part dans l'état. Les tribus serbes actuelles aspirent au même genre de liberté que nos pères du XIIIe siècle. Il faut savoir concilier l'établissement d'un pouvoir unitaire avec leur légitime besoin d'une large existence municipale. Bien des germes d'une organisation factice ont déjà été implantés dans ce pays; il faut qu'il sache s'en délivrer, ou qu'il craigne pour sa vie propre. Si la Serbie ne peut, à l'exemple de la Grèce, secouer l'influence occidentale, la sève de sa nationalité se retirera dans les montagnes, en Hertsegovine et au Monténégro. Déjà ce dernier pays se trouve dans une voie de développement bien plus normale, bien plus réellement *serbe*, que la principauté danubienne.

L'organisation militaire de la Serbie ne présente pas moins d'anomalies que son état civil. En se contentant d'exercer la jeunesse dans les villages, sans l'arracher de ses foyers en temps de paix, ce

peuple fournirait aisément soixante mille hommes bien disciplinés; mais il s'obstine à créer, au moyen de la conscription, une armée permanente à l'européenne, une garde du prince, au lieu d'une garde nationale, et le gouvernement n'a pu jusqu'ici obtenir plus de trois mille hommes de troupes régulières. Les soldats font l'exercice à la russe, portent l'uniforme vert à paremens rouges, et reçoivent chacun 5 francs de gratification par mois. Quelque restreinte que soit cette conscription, et quoique le temps de service n'excède pas six années, le gouvernement n'ose lever lui-même les recrues; il se décharge de cette tâche sur les knèzes : chaque knéjine, suivant les usages orientaux, choisit elle-même ses conscrits, ou leur achète à volonté des remplaçans. Une autre mesure non moins conforme au génie oriental est l'élection des officiers par les soldats, qui, rassemblés périodiquement, présentent leurs candidats à la ratification de l'état-major. Parmi les troupes d'élite, il faut signaler la cavalerie, qui, montée sur ses petits chevaux slaves, manœuvre admirablement. Quant à l'artillerie, elle ne se compose que d'une trentaine de pièces mal servies. Les soldats employés comme musiciens reçoivent leur congé au bout de trois ans, et, en quittant le drapeau, emportent leur instrument, afin de répandre dans les campagnes le goût de la musique européenne. Dans le cas d'une levée en masse des citoyens, chaque knèze marche à la tête des gens de son district, et les grades civils deviennent des grades militaires. Cette levée de la masse a lieu spontanément chaque fois que la patrie est en danger; mais, dans aucun cas, elle ne pourrait être destinée à soutenir le sultan. Le seul et dernier signe de dépendance qui rattache, depuis 1833, les Serbes à la Porte, est le tribut annuel de 2,300,000 piastres, formant à peu près le quart du budget total de la principauté.

Le commerce entre ce pays et la Turquie est entièrement libre; les Serbes n'ont pas un centime à payer pour écouler leurs produits dans l'empire, tandis qu'au contraire les objets importés de Turquie chez eux paient un droit à la frontière, comme les marchandises européennes. Aussi la douane seule de Belgrad rapporte-t-elle plus d'un demi-million de francs par année; ses tarifs, décrétés par le premier oukase de Miloch, du 20 décembre 1833, établissent que le bois envoyé de Serbie à *Césaria* (Vienne) doit payer 20 paras par toise, que les produits d'Europe destinés à la Romélie paient par chaque *teskéré* (bolette et plombage) 10 paras, et autant pour l'emmagasinage, droit élevé à deux piastres pour les marchandises qui

vont directement et sans plus rien payer jusqu'à Constantinople. Ces dispositions si favorables au développement du commerce indigène, se complètent par la défense faite à tout étranger d'acquérir en son nom des biens immeubles dans le pays avant d'avoir reçu l'*indigénat*. Des consuls serbes sont déjà accrédités à Boukarest, à Constantinople, à Vienne et dans d'autres villes allemandes, pour y veiller aux intérêts commerciaux de leur pays.

Quant aux agens diplomatiques des quatre grandes puissances, anglaise, russe, française et autrichienne en Serbie, ils se tiennent tous, excepté le consul moscovite, tellement en dehors du mouvement social des Serbes, que la plupart gèrent de la ville hongroise de Zemlin leur consulat de Serbie. C'est ainsi qu'on abandonne aux sourdes intrigues de ses ennemis une population généreuse et intelligente. Heureusement pour la Serbie, l'égoïste indifférence des grands états ne l'a pas encore ruinée sans retour. Sa position internationale est forte; l'Autriche, qui fera tout au monde pour empêcher la Russie de s'incorporer ce pays, n'oserait de son côté y toucher elle-même par crainte de la Russie. On peut dire que la plus sûre garantie de l'indépendance des Serbes se trouve dans la jalousie mutuelle des empires autrichien et russe. La nature a d'ailleurs assuré aux Autrichiens, maîtres de la Hongrie, une action puissante sur tous les pays traversés par le Danube, où leurs bateaux à vapeur versent sans cesse l'excédant de leurs fabriques. Aussi long-temps qu'un tel débouché leur sera garanti, ils ne convoiteront que médiocrement la Serbie. Il faut, disent les diplomates autrichiens, qu'un peuple aussi turbulent que les Serbes reste démembré : nous en avons déjà la moitié sous nos lois; si le reste nous arrivait, tous réunis nous donneraient trop à faire; sous un même sceptre, ils s'émanciperaient, ils deviendraient forts et menaçans. Laissons-les donc se diviser de plus en plus comme les Polonais; soutenons chez eux les prétendans; que Mikhaïl ou Alexandre règnent, comme Poniatovski régnait à Varsovie, en attendant le dernier partage. *Divide et impera.*

S'il y a en Europe une puissance à qui ces partages de peuples soient odieux, elle peut agir; la Serbie est encore un champ ouvert à tous; quiconque voudra y conquérir de l'influence n'a qu'à s'assurer par des services réels l'amitié des chefs les plus populaires. Si le cabinet français craint d'agir publiquement, pourquoi n'essaierait-il pas au moins de provoquer par la presse les sympathies de l'Europe pour cinq millions d'hommes qui ne méritent pas sans

doute un moindre intérêt que la petite peuplade des Maronites? Au cas d'une rupture de la paix en Orient, les Serbes joueraient, après les Grecs, le rôle le plus important dans le grand drame du Bosphore. En intéressant l'opinion européenne au sort de ce peuple, notre cabinet se préparerait une intervention aisée pour le jour où l'Angleterre et la Russie voudront enfin se partager ce vieux monde oriental qu'elles couvent depuis si long-temps. Il est vrai que, pour intervenir avec autorité, il faut connaître la cause qu'on veut défendre, et la France, préoccupée d'autres soins, a trouvé commode jusqu'à ce jour d'adopter sans discussion, dans tous les débats gréco-slaves, l'opinion de l'Angleterre! Par suite de leurs instructions, nos consuls en Serbie ont dû constamment soutenir le parti anti-national, ce qui les a nécessairement placés en état d'hostilité vis-à-vis des indigènes. Ces diplomates auraient un plus beau rôle à jouer, ils pourraient reprendre, en la modifiant, l'œuvre de Davidovitj, et enlever à l'agent du tsar la dictature civile qu'il prétend exercer en Serbie. Mais pour se faire les organes du peuple serbe vis-à-vis de l'Orient et de l'Europe, pour protester contre les envahissemens russes dans un pays auquel des traités solennels reconnaissent le droit de se régir librement, il faudrait que nos agens connussent la langue des indigènes, qu'ils eussent pénétré par leurs études et une longue expérience dans ce qu'on pourrait appeler le *mystère organique* de ces peuples : à cette condition seulement ils pourraient s'aventurer dans le dédale politique du monde gréco-slave, sans craindre d'en heurter les tendances, sûrs au contraire d'obtenir des populations un concours efficace.

Pour n'avoir point agi ainsi, on a laissé les diplomates russes, autrichiens et anglais, plonger la Serbie dans un triste chaos. Grace à notre ignorance, ces agens ont pu entraîner dans une voie de faiblesse et de ruine une nation qui marchait rapidement à sa régénération. Ainsi nous laissons briser peu à peu en Orient tout ce qui se relève, tout ce qui pourrait contribuer à sauver l'Europe des envahissemens de la Russie, en opposant une digue à ses interventions multipliées. La Russie ne reculera en effet que devant des intérêts indigènes fortement organisés, et elle se réjouit de voir l'Occident ne songer qu'à l'exploitation commerciale de ces peuples dont elle devient peu à peu la seule protectrice politique.

CYPRIEN ROBERT.

LES ESCLAVES.

FRAGMENT D'UNE TRAGÉDIE.[1]

TOUSSAINT.

Avancez,
Mes enfans, mes amis, frères d'ignominie!
Vous que hait la nature et que l'homme renie;
A qui le lait d'un sein par les chaînes meurtri
N'a fait qu'un cœur de fiel dans un corps amaigri;
Vous, semblables en tout à ce qui fait la bête;
Reptiles, dont je suis et la main et la tête!
Le moment est venu de piquer aux talons
La race d'oppresseurs qui nous écrase... Allons!
Ils s'avancent; ils vont, dans leur dédain superbe,
Poser imprudemment leurs pieds blancs sur notre herbe;
Le jour du jugement se lève entre eux et nous!
Entassez tous les maux qu'ils ont versés sur vous :

(1) M. de Lamartine a bien voulu nous communiquer le fragment qu'on va lire d'une tragédie intitulée *les Esclaves*, composée il y a quelques années, et que sa position politique ne lui a pas permis de donner encore au Théâtre-Français. C'est le discours de Toussaint-Louverture aux noirs de Saint-Domingue pour les encourager à reconquérir leur liberté.

Les haines, les mépris, les hontes, les injures,
La nudité, la faim, les sueurs, les tortures,
Le fouet et le bambou marqués sur votre peau,
Les alimens souillés, vils rebuts du troupeau;
Vos enfans nus suçant des mamelles séchées,
Aux mères, aux époux, les vierges arrachées,
Comme pour assouvir ses brutaux appétits
Le tigre à la mamelle arrache les petits;
Vos membres, dévorés par d'immondes insectes,
Pourrissant au cachot sur des pailles infectes;
Sans épouse et sans fils vos vils accouplemens,
Et le sol refusé même à vos ossemens,
Pour que le noir, partout proscrit et solitaire,
Fût sans frère au soleil et sans dieu sur la terre.
Rappelez tous les noms dont ils vous ont flétris,
Titres d'abjection, de dégoût, de mépris;
Comptez-les! dites-les! et dans notre mémoire,
De ces affronts des blancs faisons-nous notre gloire!
C'est l'aiguillon saignant qui, planté dans la peau,
Fait contre le bouvier regimber le taureau;
Il détourne à la fin son front stupide et morne,
Et frappe le tyran au ventre avec sa corne.

Vous avez vu piler la poussière à canon,
Avec le sel de pierre et le noir de charbon;
Sur une pierre creuse on les pétrit ensemble;
On charge, on bourre, et feu! le coup part, le sol tremble.
Avec ces vils rebuts de la terre et du feu,
On a pour se tuer le tonnerre de Dieu!
Eh bien! bourrez vos cœurs comme on fait cette poudre,
Vous êtes le charbon, le salpêtre et la foudre.
Moi, je serai le feu, les blancs seront le but.
De la terre et du ciel méprisable rebut,
Montrez en éclatant, race à la fin vengée,
De quelle explosion le temps vous a chargée!

(Il se penche et écoute un moment à terre.)

Ils sont là! — là, tout près, — vos lâches oppresseurs!
Du pauvre gibier noir exécrables chasseurs,
Vers le piége caché que ma main va leur tendre
Ils montent à pas sourds et pensent nous surprendre.
Mais j'ai l'oreille fine, et bien qu'ils parlent bas,
Depuis le bord des mers j'entends monter leurs pas.
Chut!... Leurs chevaux déjà boivent l'eau des cascades,
Ils séparent leur troupe en fortes embuscades,
Ils montent un à un nos âpres escaliers.
Ils les redescendront avant peu par milliers!
Que de temps pour monter ce rocher sur la butte!
Pour le rouler en bas combien? Une minute!

. . . . . .

. . . . . .

Avez-vous peur des blancs? Vous, peur d'eux! Et pourquoi?
J'en eus moi-même aussi peur; mais écoutez-moi.
Au temps où m'enfuyant chez les marrons de l'île,
Il n'était pas pour moi d'assez obscur asile,
Je me réfugiai, pour m'endormir, un soir,
Dans le champ où la mort met le blanc près du noir,
Cimetière éloigné des cases du village,
Où la lune en tremblant glissait dans le feuillage.
Sous les rameaux d'un cèdre au long bras étendu,
A peine mon hamac était-il suspendu,
Qu'un grand tigre, aiguisant ses dents dont il nous broie,
De fosse en fosse errant vint flairer une proie.
De sa griffe acérée ouvrant le lit des morts,
Deux cadavres humains m'apparurent dehors;
L'un était un esclave et l'autre était un maître;
Mon oreille des deux l'entendit se repaître,
Et quand il eut fini ce lugubre repas,
En se léchant la lèvre il sortit à longs pas.
Plus tremblant que la feuille et plus froid que le marbre,
Quand l'aurore blanchit, je descendis de l'arbre,
Je voulus recouvrir d'un peu du sol pieux

Ces os de notre frère exhumés sous mes yeux.
Vain désir! vains efforts! de l'un, l'autre squelette
Le tigre avait laissé la charpente complète,
Et rongeant les deux corps de la tête aux orteils,
En leur ôtant la peau les avait faits pareils.
Surmontant mon horreur, voyons, dis-je en moi-même,
Où Dieu mit entre eux deux la limite suprême?
Par quel organe à part, par quel faisceau de nerfs
La nature les fit semblables et divers?
D'où vient entre leur sort la distance si grande?
Pourquoi l'un obéit, pourquoi l'autre commande?...
A loisir je plongeai dans ce mystère humain,
De la plante des pieds jusqu'aux doigts de la main;
En vain je comparai membrane par membrane :
C'étaient les mêmes jours perçant les murs du crâne;
Mêmes os, mêmes sens, tout pareil, tout égal,
Me disais-je; et le tigre en fait même régal,
Et le ver du sépulcre et de la pourriture
Avec même mépris en fait sa nourriture!
Où donc la différence entre eux deux? — Dans la peur;
Le plus lâche des deux est l'être inférieur!
Lâches? Sera-ce nous? et craindrez-vous encore
Celui qu'un ver dissèque et qu'un chakal dévore?
Alors tendez les mains et marchez à genoux,
Brutes et vermisseaux sont plus hommes que nous!
Ou si du cœur du blanc Dieu nous a fait les fibres,
Conquérez aujourd'hui le ciel des hommes libres;
L'arme est dans votre main; égalisez les sorts!

LES NOIRS, avec acclamation.

Liberté pour nos fils et pour nous mille morts!

TOUSSAINT.

Mille morts pour les blancs et pour nous mille vies!...

Les voici; je les tiens. Leurs cohortes impies
Sur nos postes cachés vont surgir tout à coup.
Silence jusque-là, puis d'un seul bond debout!
Qu'au signal attendu du premier cri de guerre
Un peuple sous leurs pieds semble sortir de terre!
Chargez bien vos fusils, enfans, et visez bien :
Chacun tient aujourd'hui son sort au bout du sien.
A vos postes! Allez!

(Ils s'éloignent. Toussaint rappelle les principaux chefs, et leur serre la main tour à tour.)

A revoir; demain, frères,
Ou martyres au ciel, ou libres sur la terre!

(Après un moment de silence.)

Mais il faut vous laisser conduire par un fil,
Sans demander : Pourquoi? Que veut-il? Que fait-il?
Que chaque ame de noir aboutisse à mon ame;
Toute grande pensée est une seule trame
Dont les milliers de fils, se plaçant à leur rang,
Répondent comme un seul au doigt du tisserand;
Mais si chacun résiste et de son côté tire,
Le dessein est manqué, la toile se déchire.
Ainsi d'un peuple, enfans! Je pense, obéissez!
Pour des milliers de bras, une ame, c'est assez.

LES NOIRS.

Oui, nous t'obéirons! toi le vent, et nous l'onde!
Toussaint sur Haïti, comme Dieu sur le monde!

TOUSSAINT.

Eh bien! si vous suivez mon inspiration,
Vous étiez un troupeau, je vous fais nation!
. . . . . .
. . . . . .

(Ils tombent à ses pieds.)

A. DE LAMARTINE.

LETTRES

SUR LA SESSION.

QUESTION DE CABINET.

Au Directeur de la Revue des Deux Mondes.

Depuis ma dernière lettre, la question de cabinet a été posée dans les bureaux de la chambre avec franchise et netteté, à l'occasion de la loi des fonds secrets. Cette question, de l'aveu de tous, n'avait pas été résolue dans la discussion de l'adresse : enveloppée dans l'unanimité du vote sur le droit de visite, supérieure aux débats de l'affaire de Syrie, étrangère aux autres paragraphes, elle était restée indécise. Il semblait que le ministère ne pût s'y méprendre et dût provoquer lui-même un prompt débat sur sa politique et ses actes; c'était, dit-on, sa première impression. Le lendemain de l'adresse, on avait annoncé que la loi des fonds secrets serait apportée immédiatement et la chambre appelée à s'expliquer. La réflexion a changé ces dispositions; la chambre semblait moins favorable qu'on ne l'avait espéré : on a voulu gagner du temps. Ce n'est qu'après un assez long retard que le ministère a pris enfin son parti et a demandé le million accordé depuis quelques années aux dépenses de la police; mais, en faisant cette demande, il s'est borné à insister sur les nécessités du service public, sur le besoin de surveiller les

factions, ranimées par la catastrophe du 12 juillet, et il n'a pas dit un mot de la question de confiance, qu'on avait toujours considérée, depuis 1830, comme étroitement liée au vote des fonds secrets. Peut-être espérait-il éviter un nouveau débat et pensait-il aussi à se prévaloir du vote de l'adresse comme d'une adhésion de la chambre. De pareilles illusions égarent souvent les ministères, et on en a vu de plus forts succomber au moment où ils s'y attendaient le moins. On assure que le cabinet croyait obtenir huit commissaires sur les neuf que la chambre devait nommer : l'organisation des bureaux avait paru autoriser cet espoir, et déjà, dans la commission de l'adresse, l'opposition n'avait eu qu'un seul représentant. Le résultat a trompé cette attente. La commission s'est trouvée composée de quatre opposans contre cinq partisans du ministère, et le compte fidèle des suffrages divers a constaté en faveur du cabinet une majorité de dix-huit voix seulement, majorité bien faible et bien insuffisante, si l'on songe que dans tous les bureaux l'opposition s'est livrée aux attaques les plus vives et les plus directes, que dans plusieurs ses candidats avaient été pris dans des nuances trop prononcées pour ne pas donner ombrage aux députés les plus rapprochés des centres, qu'en général dans les bureaux les considérations de personne exercent beaucoup d'empire, et qu'enfin des députés de la gauche en assez grand nombre manquaient à leur poste.

Ce résultat a jeté l'alarme dans le camp ministériel; on dit que rien n'a été oublié pour raffermir les convictions ébranlées, pour réveiller les amitiés qui sommeillent, pour intéresser les dévouemens qui se plaignaient d'être négligés. Le télégraphe agite ses longs bras et va chercher dans leurs postes lointains ou dans leurs paisibles demeures ceux que le devoir des fonctions publiques ou le charme de la vie privée retenaient loin du parlement. La presse ministérielle discute, défend, attaque, injurie; des listes de ministres sont livrées à la naïve crédulité du public. On épie les moindres démarches des personnages importans; on leur attribue les résolutions les plus opposées; on les montre tantôt à l'assaut du pouvoir, résolus et animés, tantôt découragés et quittant la partie; on se sert de leurs noms pour favoriser d'obscures intrigues. Chacun s'apprête pour une discussion prochaine et s'attend à un de ces événemens qui marquent la vie des gouvernemens constitutionnels.

Il semble que le parti le plus sage et le plus simple en ce moment soit de laisser les affaires suivre leur cours naturel, et, pour ceux qui sont destinés à croiser le fer dans la lutte, d'aiguiser leurs armes. Cependant la polémique ministérielle a répandu certains argumens qu'il peut être bon d'examiner en dehors de la tribune. Dans les conversations du monde, dans les couloirs de la chambre, s'engagent parfois des discussions qui ne sont pas de nature à être portées devant la chambre elle-même, et dont il appartient à la presse de dire quelques mots.

J'ai déjà assisté à de nombreuses luttes parlementaires et à plus d'une crise ministérielle; mais un phénomène nouveau et singulier distingue la situation

actuelle. Le cabinet pour lui-même n'a pas, je l'affirme, cent voix dans la chambre; s'il n'existait point et qu'il s'agît de le former, il serait impossible. Presque tous ses adhérens sont prêts à reconnaître sa faiblesse et ses inconvéniens, ils ne prennent pas même la peine de le défendre; mais après les plus vives critiques, ils se déclarent résignés à voter pour lui. Le même langage est dans toutes les bouches, on dirait un mot d'ordre : à quels hommes, à quels principes passerait le pouvoir, si le cabinet du 29 octobre le perdait? Il faut les connaître, dit-on, avant qu'il soit renversé, et savoir quel profit le pays retirerait d'un changement dans le personnel et dans le système du gouvernement; il ne faut pas s'exposer à une politique plus déplorable encore, selon la formule de M. Leseigneur. D'ailleurs, le cabinet dure depuis plus de deux ans, c'est presque un miracle de longévité; il est bon de le conserver comme un gage de stabilité. Enfin, une crise ministérielle cause toujours au pays et aux affaires un dommage que les hommes désintéressés et étrangers aux querelles de parti doivent éviter. Toutes ces raisons, comme vous le voyez, monsieur, se concilient parfaitement avec la censure du cabinet; elles sont présentées avec d'autant plus d'assurance, que ceux qui les invoquent se donnent en même temps les honneurs de l'indépendance et peuvent à la fois flatter l'opposition en faisant bon marché du cabinet, et le cabinet en lui promettant leur appui. Situation commode dans un temps, comme le nôtre, de convictions molles, d'indifférence politique et de ménagemens universels, où beaucoup d'hommes, fort honorables du reste, aiment le repos, craignent la lutte et ne veulent pas se faire d'ennemis.

Quelle est la valeur des raisons que je viens de reproduire? c'est ce que je me propose d'examiner.

On demande en premier lieu quels hommes remplaceraient les ministres actuels. Vous comprenez parfaitement, monsieur, que mon projet n'est point de discuter ici les titres et l'aptitude des personnages politiques que désigne l'opinion. Je laisse à M. Desmousseaux de Givré, qui s'est fait une spécialité de l'injure, le soin de discuter des noms propres et de remplacer les argumens par des personnalités, et la logique par le sarcasme; mais je nie que les adversaires du cabinet aient à composer à l'avance un ministère pour le substituer à celui qu'ils combatent. Il faudrait entendre les cris de ceux qui demandent à l'opposition ses candidats, si elle avait l'imprudence d'en dresser la liste! Que d'attaques contre les hommes qui y seraient inscrits! que de propos amers sur leur ambition et leur outrecuidance! Les plus empressés à provoquer aujourd'hui la composition prématurée d'un cabinet se montreraient demain les plus violens à la condamner et ne trouveraient pas d'expressions assez vives pour flétrir cette usurpation des droits de la couronne. Qui ne voit d'ailleurs que, pendant la durée du cabinet actuel, il est impossible de concerter aucune combinaison? Parmi ceux qui pourraient plus tard être appelés à jouer un rôle, les uns n'écouteraient qu'une honorable défiance d'eux-mêmes, les autres refuseraient de s'engager pour une pure éven-

tualité, d'autres enfin craindraient de contracter des alliances que les évènemens ultérieurs seraient susceptibles de rompre. Il est des combinaisons que la nécessité pourrait prescrire et rendrait légitimes, et qui seraient mal comprises, si elles s'opéraient avant d'être commandées par les circonstances et conseillées par la politique.

Pour moi, toute la question sur ce point se réduit à ceci : les hommes de talent, de patriotisme et d'expérience manquent-ils? Si le ministère était renversé, les chambres ne renferment-elles point, dans la sphère des opinions qui pourraient hériter du pouvoir, les élémens d'une administration capable de diriger les affaires du pays? Qui oserait le nier? Les personnages éminens qui peuvent entrer au ministère ne sont que trop nombreux; on s'en plaint quelquefois, on condamne leurs rivalités, on soupçonne leur ambition : on doit au moins accorder qu'il y a là pour le pays une véritable richesse. Je sais, et je le déplore, que de cruelles dissensions séparent des hommes d'état dont l'alliance, autrefois projetée, ferait disparaître de graves difficultés; mais, malgré ces divisions, une administration nouvelle est encore aisée à former. Le ministère actuel a eu, sans le vouloir, le mérite d'amener des rapprochemens long-temps désirés et de réunir dans une opposition commune ceux qu'avaient séparés des circonstances qui ne sont plus. Les souvenirs irritans sont éteints; les incompatibilités entre les personnes ont cessé, et quand les opinions et les vœux s'accordent, les alliances se font d'elles-mêmes.

Les hommes ne manquent donc point; les causes de désunion disparaîtraient nécessairement, et l'on n'a pas à craindre une longue interruption dans les pouvoirs. Cette assurance doit suffire.

Mais au moins, dit-on, si les hommes ne sont pas désignés à l'avance, que les principes soient proclamés, et que ceux qui se portent les héritiers du cabinet produisent le programme qu'ils comptent adopter.

A qui s'adresse cette demande? Quels sont les prétendans sur qui l'on entend faire peser l'obligation de dresser ainsi tout un plan de gouvernement? Ceux qui répondraient à un tel appel se montreraient bien présomptueux et bien téméraires. L'opposition ne gouverne point et n'a pas la responsabilité du pouvoir; un seul devoir lui est imposé : juger le ministère. Elle prononce sur la conduite qu'il a tenue, approuve ou condamne sa politique, le maintient ou le renverse. C'est là son unique programme. Son blâme ou sa louange indique ses opinions et engage son avenir : elle s'oblige à suivre ce qu'elle adopte, à s'écarter de ce qu'elle censure; elle expose ainsi implicitement sa propre politique, ses doctrines, ses maximes de gouvernement. On ne saurait exiger d'aucune de ses fractions, même les plus voisines du pouvoir, qu'elles se prononcent sur toutes les questions actuelles ou à venir; elles n'en possèdent point les élémens, et ne peuvent les résoudre. Parlera-t-on des affaires extérieures? Quel est l'état des négociations? Quels sont les engagemens pris, les concessions faites ou refusées? Un ministère nouveau ne rompt point avec ce qui l'a précédé; les traditions du passé pèsent sur lui, non qu'il y soit

lié, mais parce qu'il doit les étudier, les approfondir, en rechercher l'esprit, et ne s'en écarter, s'il le juge nécessaire, qu'avec prudence et ménagement. S'agit-il de l'intérieur, chaque mesure est soumise à des lois d'opportunité, de convenance personnelle, qui doivent en hâter ou en retarder l'adoption : un pouvoir sage consulte sans cesse l'état de l'opinion, les vœux des chambres, les besoins de la politique, et y conforme tous ses actes. Bien imprudente serait l'administration, non-seulement en projet, mais même maîtresse du pouvoir, qui dresserait la formule générale de ses plans et de ses résolutions.

On comprendrait l'insistance avec laquelle on demande leur programme à ceux qu'on désigne comme des prétendans, s'il était question d'introduire dans le gouvernement une politique nouvelle et inconnue, et de substituer un autre ordre de principes à celui qui prévaut aujourd'hui. Si la gauche était près d'obtenir la majorité, le parti qui lui est opposé pourrait l'interpeller et donner cours à son inquiète curiosité; mais tel n'est point l'état de la question. Le pouvoir n'est pas destiné à passer en ce moment du centre à la gauche; il est seulement revendiqué par les opinions intermédiaires qui ne poursuivent aucune réforme radicale. Derrière ces débats ne se trouvent point des questions susceptibles d'inquiéter les amis de l'ordre et d'exposer le pays à des expériences périlleuses.

Mais s'il s'agit de si peu, quel sera le profit d'un changement? Ne voulez-vous, s'écrie-t-on, que substituer certains hommes à d'autres? Est-ce purement une question de portefeuilles et d'ambitions privées, et ces querelles valent-elles que les hommes impartiaux s'en mêlent?

N'admirez-vous point la position commode que se font les défenseurs du ministère? Ont-ils des adversaires dont les principes ne puissent se concilier avec les leurs, ils se récrient contre l'esprit révolutionnaire, exagèrent le péril, enflent leurs poumons pour pousser de bruyantes clameurs, et vous montrent Catilina aux portes du sénat. Au contraire, l'opposition se produit-elle modérée et conciliante, ils s'attachent à réduire le désaccord aux plus minces proportions, et, à la faveur de cette dissimulation, ils prétendent dépouiller de tout intérêt un changement d'administration.

Pour n'être pas radicale et révolutionnaire, l'opposition des partis modérés contre le cabinet n'en est pas moins réelle et sérieuse, et les efforts même prodigués pour l'écarter en attestent l'importance. J'en appelle au besoin à tous les esprits sincères. La politique qui avait consenti à l'extension du droit de visite est-elle la même que celle qui veut parvenir à le supprimer? La politique qui se proclame « modeste et tranquille, » et qui sur tous les points isole la France, est-elle la même que celle qui veut la dignité sans forfanterie, la fermeté sans imprudence, qui recherche les alliances, et, sans vouloir les payer par d'injurieuses concessions, accepterait, pour les obtenir, toutes les conditions honorables et légitimes? La politique qui se cramponne au *statu quo* comme au dernier terme du progrès, et qui refuse toute réforme, est-elle la même que celle qui fait la part du temps, des idées, des mœurs, des

lumières, et, sans risquer aucune innovation téméraire, ne se refuse point aux améliorations que l'opinion réclame et que l'état du pays comporte? Peut-on confondre ensemble ceux qui exercent le pouvoir dans des vues égoïstes, qui concentrent l'influence et toute l'action politique dans les mains d'une coterie, et ceux qui considèrent le gouvernement comme le dispensateur équitable et impartial des innombrables ressources dont les lois l'ont constitué dépositaire? Non : ces choses-là ne sont pas identiques; un changement d'administration qui substituerait l'un de ces systèmes à l'autre présenterait une grande et heureuse signification, et l'on ne peut consciencieusement le déclarer illusoire et sans portée.

Je crois donc que l'opposition ne peut être obligée de formuler son système, et à ce sujet je citerai les paroles d'un orateur que le parti conservateur ne désavouera pas. Lorsqu'en 1841 M. Peel attaquait le cabinet de lord John Russel, on lui reprochait aussi de ne point faire connaître ses projets. Voici ce qu'il répondit devant ses électeurs : « Messieurs, on ne cesse pas de me demander ce que je compte faire, si je suis chargé de la direction des affaires publiques; c'est une question à laquelle je ne veux répondre que lorsque je m'y verrai appelé. Tout ce que je veux aujourd'hui, c'est éloigner les hommes qui occupent ces positions officielles : ils n'ont pas eu la confiance du parlement, ils n'ont pas la confiance du peuple. Changez le médecin, le malade n'a pas confiance en lui. Et puis ces gens viennent me demander : « Qu'avez-vous à prescrire? » Je vois autour de moi plusieurs de mes amis exerçant la profession de médecin; de bon compte, ces docteurs voudraient-ils prescrire un traitement quand un malade en suit déjà un autre? Donc, ne voulant pas passer pour un empirique, j'attendrai pour donner mes conseils, pour prescrire mes potions, que le malade m'ait fait appeler en consultation. »

Le maintien du ministère dans sa situation actuelle serait, dit-on, un gage de stabilité. C'est la seconde proposition des adversaires d'un changement.

On veut un cabinet qui parcoure une longue carrière, on désire éviter à l'avenir cette mobilité qui compromet dans l'opinion du pays et du monde entier notre forme de gouvernement. J'admets ce vœu et je le forme à mon tour, mais je demande qu'on s'explique. Quand on souhaite au cabinet une existence durable, ce n'est pas apparemment pour le simple plaisir de lui en faire honneur dans les statistiques ministérielles ou dans la biographie des honorables membres qui l'auront composé; ce serait chose puérile. Si l'on cherche la durée, c'est moins, ce me semble, pour elle-même que pour l'autorité, la prépondérance et la vigueur qu'elle communiquerait au pouvoir. Autrement les cabinets n'inspirent confiance ni à l'étranger ni à la nation; ils ne peuvent point négocier au dehors, point commander au dedans. Mais, pour leur donner ce pouvoir, il ne suffit pas que matériellement, pour ainsi dire, ils vivent long-temps; il faut encore qu'ils aient puissance et vigueur : c'est la force plutôt que la durée qui leur est nécessaire. Un cabinet ébranlé qui

vivrait au jour le jour, qui ne se soutiendrait qu'à force de complaisances et de faiblesses, et contre lequel s'élèveraient incessamment des questions menaçantes, ne parviendrait point, quand il traînerait pendant dix ans sa chétive existence, à satisfaire aux conditions de la stabilité; il serait placé dans une dépendance constante : au-dessus de lui, au-dessous, des exigences chaque jour renaissantes le priveraient d'initiative et de liberté; il serait faible tout à la fois dans la diplomatie, dans le gouvernement intérieur et dans les chambres. Comment les puissances étrangères entameraient-elles avec lui des négociations quand chaque courrier peut leur apporter la nouvelle de son renversement? Comment prépareraient-elles par des arrangemens préliminaires des traités ou des alliances quand elles le voient si vivement attaqué, sans lendemain, obligé de céder à tout et à tous? Croyez-vous, par exemple, que M. Guizot, contraint, par un vote unanime qu'il n'a pu conjurer, de refuser la ratification du traité du droit de visite, ait encore la faculté de parler haut avec les ambassadeurs des grandes puissances et trouve grand crédit auprès d'eux? La diplomatie n'aime point à livrer ses secrets, elle ne veut faire connaître ses conditions suprêmes que quand elle peut leur obtenir une consécration certaine et définitive; elle s'éloigne des négociateurs impuissans qui parlent et n'agissent point, qui traitent et sont désavoués, de ceux surtout qui se font obstacle à eux-mêmes, tant ils inspirent peu de confiance au pays. A l'intérieur, les agens divers qui représentent le gouvernement et distribuent ses ordres sur tous les points du territoire, les préfets, les procureurs-généraux, ne s'attachent pas à un ministère sans cesse en lutte avec une minorité puissante et nombreuse à qui le pouvoir peut échoir tous les jours. Ils se ménagent, louvoient, ne se livrent point, s'enferment dans la réticence ou l'équivoque, cherchent à ne se point compromettre, et, s'ils ne trahissent pas, du moins ils servent sans goût et sans zèle. Dans les chambres enfin, combien le rôle d'un ministère sans appui solide, fût-il ancien, est pénible et faux! Il ne commande point et vit dans une perpétuelle servitude; il n'a plus de souci que pour sa propre existence, et néglige les affaires publiques; il ne peut faire passer aucune loi telle qu'il l'a présentée. La minorité, excitée par sa force, irritée devant des ministres que blâment ceux même qui les appuient, ne leur épargne aucune attaque, ne leur passe aucune faute. La majorité, embarrassée de son rôle ingrat, cherche à se le faire pardonner par sa raideur dans toutes les questions qui ne touchent point à la politique. Le gouvernement et l'administration se trouvent également affaiblis et paralysés. Ce n'est pas tout encore : on initie le public aux secrets les plus délicats du gouvernement; on met à nu tous les rouages; on discrédite la constitution en détruisant tout prestige. Quand le peuple aperçoit un ministère dont le maintien est subordonné au télégraphe qui convoque ses agens, à une malle-poste en retard, à un rhume qui retiendra quelqu'un de ses partisans; quand, après avoir compté la majorité sortie du scrutin, il peut se dire quels hasards l'ont formée et pouvaient la détruire, il ne prend plus au sérieux un

pouvoir livré à de tels accidens, et qui paraît soumis aux caprices du sort bien plus qu'à des lois rationnelles et morales. L'humeur, l'intrigue, l'ambition des places, mettent sans cesse en doute une majorité si étroite que quelques voix de moins la font disparaître : les hommes les moins capables acquièrent une importance particulière; le ministère est tenu de compter avec tout le monde, et, par une fatale conséquence, c'est entre les mains des moins fermes, des moins incorruptibles, que tombe le pouvoir, c'est de leur concours, toujours douteux, parfois mis à l'enchère, que dépend le gouvernement tout entier. Est-ce là, je le demande à ceux qui de très bonne foi se proposent de soutenir le cabinet dans un intérêt de stabilité, est-ce là une situation normale, régulière, utile au pays? Convient-il qu'elle dure long-temps?

Mais on veut éviter une crise ministérielle : toutes ont des conséquences dommageables pour le pays; elles suspendent les affaires, paralysent les transactions et répandent l'inquiétude. J'en conviens, quoiqu'on exagère beaucoup ces inconvéniens. Qu'on me dise néanmoins s'il est plus avantageux d'ajourner péniblement une crise toujours menaçante que de la traverser sur-le-champ. Avec un cabinet battu en brèche, que la majorité tolère sans l'aimer, supporte sans le défendre, les intérêts de tous genres, que sa chute peut compromettre, souffrent à la fois de l'incertitude du jour et de celle du lendemain. La crise est déclarée du moment que le cabinet manque d'espace et d'air, et ceux qui veulent en retarder le dénouement la prolongent et ne l'évitent point. Je suppose que le ministère obtienne la majorité sur les fonds secrets; sera-t-il consolidé par ce vote? Nullement; il n'aura pas été renversé, voilà tout. Mais la session amènera vingt autres embarras, et l'enquête électorale, et les ministres d'état, et les sucres, et les patentes, et le roulage, et le budget; tout sera question ministérielle et se ressentira de la situation du cabinet. Il ne se retirera point, dit-on; il est d'humeur douce et facile, ne s'irrite pas aisément, et se dévouera à la chose publique aux dépens de son propre repos. Ces projets sont fort beaux, et d'autres cabinets déjà les avaient formés; seulement ils ne sont pas de facile exécution. Quelque dose d'humilité que donne l'amour du portefeuille, le jour vient où la mesure est comblée; il se trouve quelque ame fière qui se révolte, quelque ami sincère du pouvoir qui ne veut pas l'amoindrir; le malheur aigrit, la solidarité inquiète, et, malgré de solennelles résolutions, les divisions intérieures achèvent l'œuvre commencée par les luttes de la tribune. Le sentiment public avertit chacun de ce danger, et ceux qui croient éviter la crise en l'ajournant ne font que la rendre plus profonde et plus alarmante.

Je ne partage donc point les scrupules des honorables membres qui, tout en blâmant le ministère, se proposent de lui donner leurs voix, soit par l'incertitude des hommes et des principes qu'une crise ferait triompher, soit par amour de la stabilité ou effroi d'une crise ministérielle. Mais je veux examiner la situation sous un autre point de vue. Ce ne serait pas assez d'avoir discuté des objections qui touchent, pour ainsi dire, à la forme plus qu'au fond, si

l'on ne se rendait pas exactement compte du but que doit se proposer un cabinet nouveau et des moyens que lui offrirait la chambre pour l'atteindre.

Quiconque aspire à consolider le gouvernement fondé en juillet s'afflige de la vie précaire et contestée de la plupart des cabinets depuis 1830. Ces embarras ont tenu à l'instabilité de la majorité. Les combinaisons qui ont prévalu ne réunissaient que le nombre de voix rigoureusement nécessaire pour garder le pouvoir. Il semble que, repoussant toutes les conditions qui pouvaient leur donner une plus large assiette, on n'ait jamais voulu faire que la somme de concessions indispensable à la réunion d'une étroite majorité. Tous les cabinets à leur origine obtiennent de nombreuses adhésions. La fatigue, l'espoir, la tolérance des mœurs politiques, leur offrent d'abord des appuis suffisans et leur donnent quelques mois d'une vie concédée par grace. Mais après ce sursis ordinaire, quand on pèse leurs forces, on les trouve dépourvus de puissance réelle, et la chambre, coupée en deux, ne les soutient plus qu'avec déplaisir et presque à contre-cœur.

Les inconvéniens de cet état de choses ont frappé tous les bons esprits, et les véritables conservateurs, ceux qui méritent ce nom, s'accordent à reconnaître que le premier besoin de la France en ce moment est de constituer dans la chambre une majorité. Je n'appelle point ainsi le partage presque égal des voix, source de contestations perpétuelles et de luttes sans terme, mais ce qui mérite réellement le nom de majorité dans un gouvernement constitutionnel, c'est-à-dire un parti puissant, dévoué au cabinet, vivant de sa vie, s'animant de ses inspirations, et disposé à le soutenir en toute occasion. Depuis treize ans, ou plutôt depuis bientôt trente ans, pour être vrai, on poursuit ce but en France. M. de Villèle l'atteignit, chacun sait par quels moyens; le cabinet du 11 octobre le toucha aussi un instant, grace aux difficultés de la politique intérieure : les autres administrations l'ont poursuivi à leur tour sans y parvenir. C'était l'espoir du 29 octobre. M. Guizot l'exprimait dans la séance du 26 février 1841. « Depuis l'origine de la session, disait-il, une idée dominante a préoccupé le cabinet : reconstituer dans cette chambre une majorité de gouvernement, depuis trop long-temps désunie ou flottante. Le cabinet est convaincu, et il l'a dit dès les premiers jours, que la réorganisation d'une vraie majorité de gouvernement était en ce moment le plus pressant intérêt du pays, de la chambre, de la couronne, de l'honneur de nos institutions.... Y a-t-il quelqu'un dans cette chambre, sur quelque banc que ce soit, qui pense que la réorganisation d'une majorité de gouvernement, la constitution des deux grands élémens de discussion dans la chambre, la majorité et l'opposition, ne soient pas très désirables? Y a-t-il quelqu'un qui croie que la confusion, la désunion, l'éparpillement des opinions et des partis, soient une bonne chose pour le gouvernement, pour l'honneur de la chambre, pour la dignité de nos institutions? Personne ne le pense. »

De bonne foi, le but honorable que se proposait le cabinet et que son chef par le talent exprimait en ces termes, ce but est-il réalisé? A l'époque où

M. Guizot tenait ce langage, il se félicitait de posséder la majorité, et il avait raison; mais quelle était la situation du cabinet? Pour les combats de la tribune, il comptait dans ses rangs M. de Lamartine et M. Dufaure; pour les scrutins, M. Dufaure et M. Passy lui avaient attiré un certain nombre de membres du centre gauche; il en trouvait encore, comme je l'ai déjà dit, dans toutes les fractions de la chambre. Son propre parti était uni et marchait derrière lui comme un seul homme. Ces combinaisons n'étaient pas très solides, à dire vrai, et M. Guizot ne contenait cette majorité qu'à force d'adresse, de ménagement, et en éludant presque toutes les difficultés; mais enfin elle existait. Les voix sont-elles encore partagées de la même façon? Partis extrêmes, gauche, centre gauche, tout est aujourd'hui réuni contre le cabinet; la division est entrée dans les rangs de ses amis. M. de Lamartine et M. Dufaure, dans des conditions et à des titres divers, l'attaquent à la tribune; les affaires extérieures, qui, au 29 octobre, lui donnaient le plus de voix, sont celles qui lui en retirent le plus aujourd'hui. Alors il trouvait des appuis dans les partis opposés; en ce moment il en a perdu, et des plus notables, dans son propre sein. La chambre est partagée par moitié; plusieurs votes importans ont déjà ébranlé le cabinet. Est-ce là, je le demande à M. Guizot lui-même, une vraie majorité de gouvernement? Celle que le cabinet espère ne sera-t-elle point, en supposant qu'il l'obtienne, « désunie et flottante? » Ne trouvera-t-on plus « la confusion, la désunion, l'éparpillement des partis et des opinions, » que M. Guizot déclarait une mauvaise chose pour le gouvernement, pour l'honneur de la chambre, pour la dignité de nos institutions?

Le cabinet du 29 octobre n'a donc point fondé une majorité constitutionnelle, et chacun sent qu'il est hors d'état de la composer aujourd'hui. C'est une œuvre laborieuse et que ne peut pas accomplir la main qui y a échoué une première fois. Un ministère qui sait se créer une majorité voit chaque jour s'accroître le nombre de ses adhérens; c'est la marche opposée qu'a suivie le 29 octobre. Comment croire que son armée fasse des recrues quand les défections l'ont presque dispersée? Ce n'est donc plus à lui que peut être confié le soin de reconstituer la majorité. Mais s'il était renversé, la chambre actuelle offrirait-elle les élémens de cette majorité, et un cabinet nouveau pourrait-il les rassembler et toucher enfin à ce terme de tant d'efforts successifs? Je le crois, et je me bornerai à indiquer les raisons qui me donnent cette opinion.

Je n'ai pas besoin de dire que je repousse le système qui consiste à former une majorité par les conquêtes individuelles : honteuse ressource des pouvoirs qui, à défaut des principes, sollicitent et aiguisent les appétits cupides. Ce système n'a pas même le triste mérite du succès. L'intérêt retire bientôt les appuis qu'il a donnés. On sert un jour le ministère pour mériter ses faveurs, on le quitte le lendemain pour ressaisir une popularité perdue; l'appât d'une place attire une voix, la jalousie et le dégoût en repoussent plusieurs. Par une heureuse combinaison, la politique des intérêts privés n'est pas seulement immorale, elle est encore vaine et inefficace.

Quelques personnes songent à n'appuyer le pouvoir que sur le centre droit, le seul parti qui soit, selon elles, compact et uni, le plus nombreux de tous, puisqu'il balance les autres, et elles prétendent qu'une administration qui reposerait sur cette base serait encore la plus solide qui se puisse former.

Je ne saurais adopter cette pensée. Je ne conteste ni la force, ni l'union de ceux qui sont devenus les soutiens exclusifs du cabinet : je crois qu'aucune administration puissante et durable ne pourrait se former sans eux et les avoir tous pour adversaires, mais je suis également convaincu qu'à eux seuls ils ne peuvent constituer non plus une administration puissante et durable. M. Guizot l'avait senti autrefois quand il recherchait l'appui d'une partie du centre gauche, et quand il lui avait, si l'on m'a dit vrai, promis en échange certaines mesures de réforme; il le sentait quand, après la coalition, il était prêt à entrer dans un cabinet qui aurait représenté toutes les opinions modérées de la chambre.

Les députés qui se sont érigés en conservateurs et s'attribuent exclusivement ce titre possèdent des qualités incontestables : avec le sentiment des nécessités du pouvoir, ils ont de la discipline et de la fermeté; leur tort est de se croire les seuls, les derniers dépositaires des bonnes doctrines de gouvernement. Je proteste, pour mon compte, contre cette prétention. L'esprit conservateur qui ne veut rien accorder au temps et à l'opinion a perdu plus de gouvernemens que la politique modérée qui sait déférer à propos et dans une juste mesure aux vœux et aux besoins publics. C'est l'esprit conservateur qui poussait sous la restauration le cri de « plus de concessions; » c'est la politique modérée qu'avait inaugurée le ministère Martignac, dont le brusque renversement préluda aux ordonnances de juillet; c'est la politique modérée que souhaite le pays et qui a triomphé dans les dernières élections. Elle n'est point représentée par le centre droit seul, par le parti conservateur actuel; ce parti s'est montré trop ardent parce qu'il était convaincu, trop exclusif parce qu'il se voyait menacé dans la possession du pouvoir. Il ne comprend pas assez les concessions que commande une politique impartiale et conciliante; il s'effraie outre mesure de la moindre réforme. Sa raideur peu traitable a besoin d'être adoucie : elle le serait par une alliance avec les nuances modérées de l'opposition. Cette alliance peut seule, à mon avis, établir l'accord entre l'esprit conservateur et l'esprit de progrès, entre les idées libérales et les idées de consolidation. C'est, si je ne me trompe, le vœu de la France et le besoin de la chambre nouvelle.

Une alliance entre toutes les opinions sages et constitutionnelles ne rencontrerait point de difficultés réelles. Le centre droit obtiendrait un gouvernement puissant et respecté. La portion de la chambre qu'on appelle encore la majorité ne renferme pas quarante députés qui se refusassent à cette transaction, et ceux même qui n'y seraient point portés par goût s'y soumettraient par raison; imbus, plus que les autres, des idées de conservation, ils ne voudraient point sans doute créer des embarras à l'administration nouvelle; à moins de se liguer avec les partis extrêmes, ils demeureraient isolés, et s'ils

formaient une telle ligue, elle serait misérable et vaine. Le centre gauche entier adhérerait sans réserve à un ministère formé sous ces auspices. La gauche, sans accorder peut-être à ce cabinet une adhésion explicite, ne le poursuivrait point de son ardente hostilité. Le ministère, s'il ne l'avait pas pour appui, ne s'attacherait pas du moins à l'aigrir et à la blesser; il ne l'exclurait pas systématiquement des affaires, seulement il conserverait avec elle toute son indépendance; il ne serait jamais condamné à subir sa loi, et, sans la prendre pour alliée, il pourrait espérer de ne point trouver dans ses rangs des adversaires violens et irrités.

La chambre va choisir entre cette combinaison qui sortirait nécessairement d'une crise ministérielle et le maintien du cabinet. Si la question est bien posée, comment des hommes qui ont vraiment à cœur la force et la dignité de notre gouvernement se prêteraient-ils à perpétuer un malaise qui compromet nos institutions et inquiète les bons citoyens? Le scrutin s'ouvrira dans quelques jours; que chacun y suive son inspiration et se dégage des liens de parti qui paralysent tant de bons sentimens. Les rangs ministériels contiennent des membres qui souhaitent une autre administration, qui veulent étendre la sphère de la majorité et calmer des ressentimens fâcheux. Pourquoi ne céderaient-ils pas à ces impressions et seraient-ils sourds à la voix de leur libre conscience? Ils ne doivent pas se préoccuper des injures que dirige contre eux une polémique passionnée jusqu'à la maladresse; les intrigans ne sont pas ceux qui servent leurs convictions et ont le courage de rompre avec leur parti quand il se trompe. Il en est qui prononcent ces séparations avec éclat et exposent leurs griefs au grand jour; d'autres ne veulent point faire retentir leurs dissentimens dans le public, se refusent à attaquer des amis de la veille et se contentent d'apporter à l'heure du jugement leur muet suffrage : ce ne sont pas les moins honnêtes ni les moins fermes. Permis aux feuilles ministérielles d'attaquer les hommes qui se proposent de suivre cette ligne; ces hommes sauront se contenter de la satisfaction d'un devoir accompli et de l'honneur d'une conduite loyale, simple et énergique.

Il importe surtout que chaque vote conserve son caractère et que la source en soit connue. Dans les partis extrêmes, la politique pessimiste doit, dit-on, procurer des appuis au ministère : je le regrette, et pour la pensée blâmable qui dirigera ces suffrages, et pour la force d'emprunt qu'elle prêtera au 29 octobre; mais si ce projet s'exécute, si des voix légitimistes ou ultra-radicales se donnent à un cabinet qui semble avoir leur prédilection, je demande qu'elles s'avouent et ne se cachent point dans un hypocrite désaveu. Il ne faut pas que, par une dissimulation coupable, ceux qui voteront pour M. Guizot se réservent de déclarer plus tard qu'ils l'ont combattu; il ne faut point que le cabinet soit impunément appuyé par des hommes qui, selon la formule de l'un d'entre eux, sont à la fois pour lui et contre la dynastie, et, ennemis déclarés de nos institutions, ne passeraient sous le drapeau ministériel que pour les pervertir; il ne faut pas qu'on puisse attribuer aux opinions constitu-

tionnelles des voix qui leur seraient complètement étrangères. Ne serait-il pas étrange et intolérable que le cabinet le plus étroitement lié au parti conservateur ne se soutînt que par le concours des suffrages les plus hostiles, et qu'il trouvât sa force dans les fautes qui le font considérer par nos ennemis politiques comme le plus propre à soutenir et à faire triompher leur cause?

Depuis quelque temps, il s'est accrédité une opinion que le maintien du ministère fortifie malheureusement chaque jour, et qui menace notre avenir. C'est celle qui attribue toutes les fautes de notre gouvernement, non à des ministères passagers, mais à ce qu'on est convenu d'appeler le système. M. de Lamartine lui a porté l'appui de sa redoutable éloquence. Il est des hommes que leur dévouement égare au point de leur fermer les yeux sur les périls d'une pareille doctrine. On entend même des conservateurs répéter sans cesse qu'ils ne veulent point de changement de ministère, parce qu'il n'en résulterait aucune modification réelle dans la marche du gouvernement. Eux aussi semblent placer ailleurs la pensée qui régit nos affaires, et cette opinion, bien que fausse, prévaut dans l'esprit de certains députés inexpérimentés. Je désire vivement qu'elle soit démentie et convaincue d'imposture, car je n'en connais pas de plus dangereuse; elle tend à déplacer la responsabilité, à prêter aux fautes du ministère une origine qu'elles n'ont point, et à porter les esprits logiques à chercher le remède dans les plus extrêmes mesures. La chambre doit s'empresser d'ôter tout prétexte à ces funestes imputations : en refusant au cabinet un vote d'adhésion, elle prouverait qu'à ses yeux lui seul répond de sa politique, et qu'elle compte sur ses successeurs pour rétablir à l'extérieur des relations compromises, à l'intérieur la confiance et l'harmonie si désirables entre les grands pouvoirs.

UN DÉPUTÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

28 février 1843.

C'est demain que commence la lutte parlementaire qui doit décider de l'avenir du cabinet. Aussi cette *chronique* paraît-elle dans le moment le moins propre à captiver l'attention du lecteur. De quoi parler en effet? Des préparatifs du combat? Ils n'ont plus d'intérêt en présence du combat lui-même. Des combattans dont on vient de proclamer les noms? Mais paraîtront-ils tous dans l'arène? N'y a-t-il pas parmi eux de modestes écuyers dont la présence annonce seulement l'arrivée de chevaliers encore inconnus? Enfin, de plusieurs des orateurs inscrits, comment en parler? Qu'en dire? Qui les connaît?

Nos pronostics seraient également sans intérêt pour le lecteur. L'évènement est trop prochain. Les péripéties du combat captiveront toute l'attention du public. Le temps des conjectures est passé : on ne peut aujourd'hui que regarder, qu'attendre avec anxiété. Qui se soucie de la voix d'un prophète au milieu du bruit des fers qui se croisent et des cris de victoire ou d'alarme?

Le combat sera acharné, car il est décisif. Les vaincus ne mourront pas, il est vrai; nul ne meurt aujourd'hui. Nous combattons comme des armées de *condottieri*. On se renverse, on se meurtrit, on se dépouille, on se rançonne; on ne se tue pas. On a mille fois raison; cela ne vaut pas la mort d'un homme. Le public approuve fort la prudence des combattans; il ne prend pas plus les choses au sérieux qu'eux-mêmes. Assis au cirque, il ne lève pas un doigt impitoyable; cela était bon pour des femmes romaines; cela paraîtraît horrible pour des hommes de notre temps. Nous ne sommes pas sanguinaires; toute notre cruauté s'épuise dans les romans et les drames. Le

public veut que ses hommes politiques vivent, qu'ils puissent se racheter, se convertir, aller à gauche, aller à droite, s'allier, se séparer, se combattre, s'allier de nouveau, et lui donner long-temps le spectacle de leur habileté, de leur souplesse, de leurs tours de force. Le public a raison, car si ces hommes disparaissaient de la scène politique, par qui seraient-ils remplacés? Où sont-ils ces débutans de brillantes espérances, ces hommes nouveaux pouvant faire oublier le talent des anciens et en rendre la perte indifférente au pays? Encore une fois, le public a raison. Que nos hommes d'état vivent, dussent-ils ne pas se convertir. Ils vivront; le combat qui va se livrer ne sera mortel pour personne. Il ne sera pas moins décisif dans le sens que ce mot peut avoir de nos jours, c'est-à-dire que les vaincus se trouveront pour un temps assez long éloignés du pouvoir. Qu'ils le perdent ou qu'ils ne parviennent pas à le conquérir, la défaite ne sera pas réparée d'un jour. Il y aura de douloureuses meurtrissures qui rendront nécessaire un repos assez prolongé.

Ce résultat est prévu. De là, pour les uns, une grande retenue, pour les autres un redoublement d'efforts et d'activité. De là aussi un spectacle plaisant. Un esprit morose, un moraliste austère emploierait peut-être une épithète plus significative et plus vraie. Nous voulons parler des accusations incessantes que les deux partis se jettent à la tête depuis long-temps. — Vous intriguez, disent les uns, et vous séduisez par des promesses. — Vous intriguez, répondent les autres, et vous corrompez par des moyens plus positifs que des promesses. — Certes, nous ne répéterons pas toutes les anecdotes dont chacun cherche à étayer son affirmation. Paix, messieurs, paix. Probablement personne de vous ne ment. On connaît l'amour de nos hommes politiques pour la vérité. Nous voudrions bien que quelqu'un eût le droit de répéter ces mots latins dont Pascal accablait ses adversaires. Mais ce sont là des armes dangereuses; elles ne sont pas de notre temps. Le public lui-même trouverait étrange que quelqu'un eût le droit et la prétention de s'en servir. Il aime mieux croire ce qu'on lui dit, ce qu'on lui dit des uns et des autres, en rire, s'en amuser. Une qualité seule le frappe et lui plaît aujourd'hui; l'adresse, l'habileté. Soyez le plus habile, réussissez, il applaudit. Le public n'a pas perdu le sens moral. Ce serait une calomnie que de l'affirmer. Mais c'est là une faculté qu'il laisse chômer pour le moment. Il n'y a pas de père de famille à qui il n'arrive parfois de préférer les libertés un peu vives des petits théâtres aux graves enseignemens de la scène française.

Quelques personnes paraissaient craindre un combat sans coups, une guerre silencieuse, sournoise, qui se passerait tout entière dans les profondeurs de l'urne, dans les mystères du vote individuel. On rappelait le ministère du 12 mai, mort comme la république de Venise, mais après une vie toute différente, mort sans bruit et sans gloire. Cette crainte était chimérique. Ce n'est pas ainsi que peut tomber un ministère qui a des amis et des ennemis également ardens, acharnés, impétueux. Le 12 mai n'avait qu'un tort, le tort d'être et d'occuper la place qu'on convoitait. Il suffisait de l'en chasser. On ne voulait rien de plus. Il n'y avait contre lui ni haine, ni rancune. Les

rancunes, les haines politiques existent à l'endroit du 29 octobre. On ne veut pas seulement l'éloigner, on veut l'abattre. Sans doute il en est plus d'un, parmi ses adversaires, qui se contenterait fort de pouvoir l'éloigner sans bruit, sans combat, par un vote silencieux, caché. Ce sont là les hommes que le ministère a le plus à redouter. Combien sont-ils? Qu'oseront-ils? *That is the question.* Mais à côté de ces hommes prudens, à paroles d'oracle, à figure impassible, grands maîtres en diplomatie parlementaire, le ministère rencontre des adversaires ardens, imprudens même, pour qui la réserve serait un supplice, et le silence est impossible. Ajoutons que M. Guizot n'est pas homme à se laisser étrangler entre deux portes; il est capable de faire parler, de faire crier même des muets.

Nous aurons donc un grand combat, ou, si l'on veut, un tournoi magnifique; car probablement une fois la lutte engagée, nous verrons successivement paraître dans l'arène plus d'un combattant de grand renom. Il est bien difficile de rester sous la tente au bruit des armes, bien difficile de ne pas décider la victoire de ses amis s'ils avancent, de n'en pas couvrir la retraite s'ils succombent.

Quoi qu'il en soit, la question de confiance est nettement posée dans le rapport de la commission. On est entré franchement dans les conditions de notre gouvernement. Nous désirons, dans l'intérêt du pays, qu'on n'en sorte pas. Que la chambre juge le système politique du cabinet, qu'elle se prononce. Le repousse-t-elle? Qu'une nouvelle administration se forme et nous dise, non tout ce qu'elle fera (ce serait vouloir disposer des circonstances et commander à l'avenir), mais quels sont les points sur lesquels elle s'éloignera des principes et des tendances du 29 octobre. La chambre, au contraire, adopte-t-elle le système actuel? Qu'il soit alors entendu que c'est le système non-seulement du ministère, mais de la majorité, c'est dire le système de la chambre, le système dont on ne pourrait sortir que par la dissolution, au moyen d'une chambre nouvelle.

C'est ainsi, et ainsi seulement, que le pays pourra enfin être sérieusement gouverné. La chambre des députés commence sa carrière politique. Si elle se coupe en deux, si tout se réduit, de part ou d'autre, à cinq ou six voix de majorité, la chambre s'annule et frappe en même temps d'impuissance tout cabinet, quel qu'il soit. Elle pourra alors tout faire, hormis le bien du pays. Le pays comprendra l'impuissance de la chambre, et si les dernières élections ont amené près de cent députés nouveaux, les élections prochaines pourraient bien en amener deux cents. Le débat qui va s'ouvrir décidera donc de l'avenir politique de l'assemblée. Ce que nous désirons avant tout, c'est une majorité incontestable; c'est que la chambre brise ou consolide, sans équivoque, sans incertitude, son alliance avec le ministère. Qu'il ait pour lui 30 voix au moins de majorité, ou qu'il succombe. Sans cela, la lutte recommencera demain; la question ministérielle reparaîtra dans tout débat de quelque gravité. Nul ne désespérant du succès, les partis seront toujours sous les armes; il n'y aura ni paix ni trève. Aux dépens de qui? Du pays. Nous au-

rons, non plus pendant quelques jours, mais pendant des sessions entières, des combinaisons adroites, nous ne voulons pas répéter le mot à la mode, des combinaisons dans tous les sens, ministérielles et anti-ministérielles. Quels sont les hommes réservés, pudiques, qui reculent devant ces moyens et s'abstiennent? Où sont-ils ces candidats à la robe sans tache? *Rara avis.*

Après le débat sur les fonds secrets, ou, à mieux dire, sur la question de confiance, la chambre des députés rencontrera deux autres discussions qui ne seront pas, dit-on, ni moins délicates ni moins sérieuses : le rapport de la commission d'enquête et le projet de loi sur les sucres.

Si le cabinet, tout en ne succombant pas cette semaine, ne remporte qu'une victoire peu décisive, c'est à l'occasion de l'enquête que le combat sera de nouveau engagé, que la question ministérielle agitera derechef l'assemblée. C'est ainsi que, comme nous le disions à la fin de décembre, la meilleure partie de la session se passera en luttes personnelles; la France devra se contenter de savoir, non comment, mais par qui elle sera gouvernée.

La question des sucres est des plus importantes et des plus difficiles au point de vue politique, car la question économique n'en est pas une pour quiconque connaît ces matières et n'a point d'intérêt à dissimuler la vérité. Nous avons plus d'une fois abordé cette question; il est superflu d'y revenir. La question politique est toute de convenances et de circonstances. Il ne s'agit plus de savoir ce qu'il serait bon en soi de faire; il ne peut y avoir de doute sérieux à cet égard; il s'agit de savoir ce que permettent au gouvernement les circonstances actuelles. Le cabinet a, dit-on, pris son courage à deux mains, et déclaré formellement qu'il soutient en tout et pour tout le projet présenté et repousse tout amendement. C'est bien, et nous ne voulons pas demander pourquoi tout à coup tant de résolution et de bravoure. Nous savons seulement que les députés des ports n'entendent pas raillerie à l'endroit des sucres. La mort de la betterave d'abord, les questions ministérielles après; c'est là leur *credo* politique. Or, parmi les députés d'un *ministérialisme* fort douteux se trouvent précisément plusieurs de ces députés des ports, hommes de valeur, d'influence, gardant *in petto* les souvenirs rancuniers des victimes de la coalition. En passant à l'ennemi, par leur nombre, mais surtout par leur exemple, ils auraient porté un coup funeste au ministère. Le ministère n'a sans doute pas hésité. Restez, il a pu leur dire, suivez-moi, et vous aurez la loi des sucres. Si vous travaillez à me renverser, vous compromettrez les intérêts des colonies, car une crise ministérielle va s'ouvrir; elle sera longue, difficile, pleine de vicissitudes et de péripéties. La session peut alors s'écouler sans que le projet soit discuté dans les deux chambres, et, le fût-il, croyez-vous qu'un ministère nouveau mette un grand zèle à défendre et faire adopter les projets de ses prédécesseurs? Vous avez besoin de moi, j'ai besoin de vous; pourquoi nous séparer? Ce pacte a pu exister sans être explicite, on a pu s'entendre sans se parler. *Intelligenti pauca.* Toujours est-il que le cabinet soutient son projet *unguibus et rostro,* et que les députés des ports veulent, avant tout, que ce projet devienne loi.

Le parlement anglais, qui n'a été convoqué qu'en février, en est déjà à la discussion du budget. Sir Robert Peel a prononcé en plusieurs occasions d'admirables discours, admirables de tact, de bon sens, de simplicité et de grandeur. Ajoutons que toutes les fois qu'il a été amené par son sujet à parler de la France au point de vue de ses rapports avec l'Angleterre, son langage a été plein de justice, de noblesse, de courtoisie. « J'ai pleine confiance, disait-il dernièrement encore, dans la raison et le bon sens de la nation française, et je sais qu'en Angleterre il n'existe qu'un désir, celui de rester dans de bons termes d'amitié avec la France. » Ces paroles étaient prononcées aux applaudissemens universels et bruyans de la chambre des communes. Il est possible que dans les débats de la chambre des députés il soit question de l'Angleterre et de ses rapports avec la France. Nous aimons à croire que nous n'entendrons à ce sujet ni vaines déclamations ni vieux quolibets. La tribune doit avoir sa grandeur et sa dignité, car la tribune c'est la France, la France légale, la France officielle, la voix de l'élite du pays.

Genève a été le théâtre d'une émeute sanglante, d'une émeute scandaleuse et d'autant plus criminelle, que le prétexte en était parfaitement ridicule. Lorsqu'on entreprend d'arracher son pays au joug étranger ou d'y briser le despotisme, ou d'en sauver les libertés sérieusement attaquées, les conspirations, les commotions populaires, les insurrections, trouvent leur excuse dans la grandeur du but et la légitimité du motif. Ceux-là même qui redoutent le plus ces terribles manifestations de la force irrégulière sentent leurs passions généreuses s'émouvoir, lorsque cette force se met évidemment au service du droit, du droit méconnu, trahi, foulé aux pieds; s'ils ne justifient pas, ils pardonnent du moins ces entreprises, fussent-elles trop hardies, imprudentes, téméraires. Mais à Genève, où la révolution la plus démocratique s'est accomplie hier; à Genève, pays de suffrage universel, de nul cens électoral; à Genève, où le principe électif est poussé jusqu'à ses dernières limites, que veut l'insurrection? que peut-elle vouloir? Le conseil représentatif, l'élu de la nation, discutait paisiblement un projet de loi, et parce qu'il se trouvait dans ce projet une disposition qui déplaisait à la minorité, parce que la majorité ne voulait pas d'un amendement, on crie aux armes! on élève des barricades, on organise la guerre civile, et on fait feu sur ses concitoyens! Il faudra donc, pour ne pas recevoir des coups de poignard, des coups de bâton, des coups de fusil, que dorénavant la majorité demande à la minorité si elle daigne lui permettre d'adopter tel ou tel article de loi. A-t-on jamais imaginé une tyrannie à la fois plus coupable et plus ridicule? C'est ainsi qu'on respecte la liberté, la volonté du peuple! Encore une fois, Genève est un pays de suffrage universel; le canton de Vaud aussi, et certes on a adopté à Lausanne plus d'un article de loi qui ne satisfait point la minorité, la partie la plus avancée, la plus ardente du pays. A-t-elle pour cela couru aux armes, blessé et tué ses concitoyens? Elle attend le triomphe de ses idées du temps, des lumières, d'une nouvelle élection. Ce triomphe se réalisera ou ne se réalisera pas, peu importe ici; toujours est-il qu'il faut respecter le principe dont on

émane. Si, après avoir proclamé la souveraineté du nombre, on ne veut pas s'y soumettre, il faut, ou reconnaître la supériorité des principes qu'on a combattus, ou avoir le courage de soutenir tout haut que la société ne doit être que désordre, qu'un assemblage fortuit de bêtes féroces.

Aussi apprenons-nous que l'émeute genevoise a fort déplu à tout ce qu'il y a de plus considérable dans le parti démocratique en Suisse. Ce parti n'a pas fait les nombreuses révolutions de 1830 et 1831 pour offrir à l'Europe un spectacle permanent d'agitations et de désordre. Il tenait à prouver, et il a prouvé que, si populaire que fût la forme de leur gouvernement, les Suisses aimaient l'ordre public autant que la liberté. Les cantons révolutionnés jouissent depuis long-temps d'une paix profonde, et, chose remarquable, même les discordes et les dissentimens fédéraux, même les débats quelquefois très ardens de la diète, n'ont pu troubler essentiellement la paix publique en Suisse. Sans cet esprit d'ordre qui est général dans cette population à la fois si courageuse, si prudente et si grave, la Suisse, avec tous les levains qui fermentent dans son sein, avec ses divergences de mœurs, d'intérêts, de langue, d'industrie, de religion, ne serait que le vaste foyer d'un terrible incendie. La minorité genevoise déshonore, aux yeux des patriotes suisses, la cause de la liberté et de la démocratie. Ils n'acceptent point la responsabilité de ses faits et gestes; ils ne voient rien là d'helvétique. Du désordre pour le désordre, ou pour satisfaire des convoitises et des vanités personnelles, il n'y a rien là en effet qui puisse mériter le respect ou l'indulgence de la Suisse.

Une amnistie générale a mis fin à cette déplorable équipée. Espérons que Genève n'achèvera pas de se perdre dans l'opinion publique par le renouvellement de ces scandales. Au surplus, nous sommes convaincus que, si le désordre venait à recommencer, les confédérés viendraient au secours du droit et de la constitution. Entre autres, Berne et Vaud tiendraient à prouver qu'ils ne confondent pas, eux, la liberté avec l'anarchie, et la souveraineté du peuple avec les violences d'une minorité.

Ajoutons que si le fait qui vient de se passer à Genève était autre chose qu'un accident, s'il était le symptôme d'une maladie endémique, il soulèverait une question grave et digne de toute l'attention des publicistes. C'est la question de savoir si la démocratie, si la démocratie pleine, absolue, peut exister régulièrement dans un pays qui n'a pas une forte organisation politique, des pouvoirs publics solidement constitués. La démocratie est de sa nature vive, mobile, agitée. Dans les démocraties, il y a peu de grandeur individuelle, d'influence personnelle; mais en revanche chacun peut se faire l'interprète des masses, leur organe, leur chef: s'il sait épier le moment favorable, pressentir une opinion, exalter un sentiment, il n'a pas besoin d'antécédens glorieux, de clientelle laborieusement acquise, soigneusement conservée. C'est le flot populaire qui élève les hommes et les abaisse. Le héros d'aujourd'hui peut être oublié demain, mais, pour briller aujourd'hui, il n'est pas nécessaire d'avoir existé hier. Comme dans toutes les formes de

société, il y a là des inconvéniens et des avantages, de la puissance et de la faiblesse, du bien et du mal. Mais ce qui est évident, c'est qu'en règle générale un gouvernement faible, désarmé, ne peut résister aux orages de la démocratie. Autant vaudrait renfermer une liqueur en fermentation dans un vase dont les cercles seraient en carton peint. On peut sans doute citer des exceptions, précisément en Suisse. Il est des cantons pleinement démocratiques et dont néanmoins le gouvernement, bien que faiblement organisé, n'est nullement menacé et ne court aucun danger. Le fait est vrai, seulemènt il trouve son explication dans la nature même de la population de ces cantons. Ce sont des populations essentiellement agricoles, des hommes sédentaires, laborieux, qui ne sont point agglomérés dans une ville. Il n'y a pas de ville considérable en Suisse. Il n'y en a pas une qui approche de Genève pour la population, et cependant Genève ne compte pas trente mille ames. La Suisse est couverte de petits propriétaires fonciers. Une grande partie de ses ouvriers sont en même temps des cultivateurs. Qui ne connaît les mœurs graves, les habitudes réfléchies des Suisses, dont la majorité est de race allemande, et apporte dans ses résolutions la lenteur quelquefois excessive des hommes d'outre-Rhin? Genève, au contraire, est une ville essentiellement manufacturière, pleine d'ouvriers, d'ouvriers intelligens, mais dont il est facile d'exciter le mécontentement et d'irriter la vanité. Genève, d'ailleurs, se trouve par ses antécédens et par sa gloire dans une position difficile. Il y a à Genève un grand développement intellectuel, mais nulle autre carrière que le commerce. De là un grand nombre d'esprits inquiets, mécontens, ne sachant pas trop ce qu'ils veulent, mais voulant toujours autre chose que ce qui est. Bref, Genève est moralement une grande ville et en fait un tout petit état. L'individu s'y développe comme il se développerait à Paris, à Londres, à Berlin, et ensuite l'état ne peut rien pour lui. Ainsi la Suisse porte en elle-même les correctifs de la démocratie; Genève se trouve, au contraire, dans les conditions qui aggravent les inconvéniens de la démocratie. Et cependant le gouvernement est plus faiblement constitué à Genève qu'il ne l'est à Berne, à Lausanne, à Soleure. L'avenir nous apprendra si les Genevois corrigeront par leur bon sens et leur patriotisme les défauts inhérens à leur constitution sociale et politique.

Le canton directeur s'est aperçu un peu tard que sa circulaire relative aux couvens d'Argovie n'était pas destinée à trouver un accueil favorable dans les cantons les plus considérables de la Suisse. Il bat en retraite comme il peut, et il prend surtout soin d'assurer ses confédérés, et notamment tout bon catholique, que sa circulaire ne lui a pas été inspirée par le nonce du pape ou par l'ambassadeur d'Autriche. Soit. Mais s'il est malheureux de faire naître certains soupçons, il est peu digne pour un gouvernement de les démentir. D'ailleurs, à quoi cela sert-il? Ceux qui seraient convaincus du fait ne manqueraient pas de dire que tout mauvais cas est niable. Quoi qu'il en soit, le *vorort* ne convoquera pas, à ce qu'on dit, de diète extraordinaire. L'affaire sera renvoyée à la diète ordinaire de juillet. C'est dire que la tentative est manquée.

— L'histoire de la stratégie chez les anciens a été, depuis trois siècles, l'objet de travaux savans et estimés. A l'heure qu'il est, ce serait même un sujet à peu près épuisé pour l'érudition, si l'érudition ne ressemblait à ce serpent symbolique des mythologies qui mordait sa propre queue : n'ayant plus guère de ressources au dehors, l'érudition, en effet, a pris le parti de se servir de substance à elle-même, et de recommencer toujours. Il n'y a pas de raison pour que cela finisse, et c'est une façon comme une autre, une façon assez innocente de dépenser le temps. Dans le vaste domaine de la science, quelques petits recoins se trouvent pourtant çà et là qui ont échappé aux investigations de la critique, ou que la critique n'a fait qu'entrevoir à la légère. C'est d'un de ces champs restreints et peu connus que s'est emparé M. le colonel Armandi dans son *Histoire militaire des Éléphans* (1), livre étendu et consciencieux où une connaissance approfondie des faits est mise au service d'un esprit lumineux et sain. On regrette seulement que M. Armandi ne se soit pas plus rigoureusement enfermé dans les strictes limites de son sujet. C'est là le danger de ces programmes étroits, de ces dissertations spéciales : tout y est objet à épisodes, on grapille dans le voisinage, on se trouve induit à dérober de côté et d'autre des textes piquans, des détails étrangers. En un mot, trouvant son royaume trop petit, on l'agrandit par la conquête. Par malheur, si c'est là en politique la vraie manière de fonder les grands empires, ce n'est peut-être pas en érudition le moyen le plus sûr de créer des monumens durables. Les éléphans furent un élément très secondaire de la stratégie des anciens. Importés d'Orient en Occident, ils jouèrent, il est vrai, un certain rôle dans l'histoire militaire depuis Alexandre jusqu'à César; mais cependant il y eut peu de rencontres importantes, il y eut peu de grandes expéditions où ils décidèrent du résultat. On est donc surpris de voir M. Armandi prendre à chaque instant occasion de décrire au long les batailles, et d'expliquer les conquêtes. Ce penchant, très louable chez un militaire, l'est moins chez un érudit; le savant colonel a un peu oublié ses nouveaux devoirs d'écrivain pour ses anciens devoirs d'officier. C'est là l'unique reproche qu'on puisse, en bonne conscience, adresser à son curieux et intéressant volume. Le principal y disparaît trop souvent dans l'accessoire. A part cette critique sur la méthode même, sur la composition du livre, les amis de l'érudition sérieuse applaudiront aux très estimables recherches de M. Armandi. Ce travail intéresse non-seulement l'histoire de la stratégie ancienne, mais encore l'histoire naturelle; bien des anecdotes, bien des faits singuliers s'y mêlent, qui soutiennent l'attention du lecteur et piquent sa curiosité. C'est là une façon vraiment digne d'achever une carrière honorable, et on ne saurait trop féliciter M. Armandi de se si bien souvenir dans les lettres de ce qu'il a pratiqué autrefois dans les camps. Ce genre d'érudition appartient de droit aux soldats, et leur est une noble retraite.

(1) Un vol. in-8°, chez M. Amyot, rue de la Paix, 6.

V. DE MARS.

HISTORIENS

MODERNES

DE LA FRANCE.

III.

M. DE BARANTE.

L'abus violent qu'on a fait de certains dons, la volonté ambitieuse et bruyante qu'ont marquée certains esprits de conquérir, d'afficher du moins ce qu'ils n'avaient pas naturellement, la perturbation qui s'en est suivie dans les genres les plus graves, bien des circonstances contribuent aujourd'hui à donner un prix tout nouveau et comme un attrait particulier à ces physionomies d'écrivains calmes, modérées, ingénieuses, à ceux qui ont uni l'élévation ou la distinction de l'idée à la discrétion du tour, qui, en innovant quelque peu à leur moment, n'ont détruit ni bouleversé les grandeurs et les vérités existantes, qui se sont mûris à leur tour dans des applications diverses,

et ont su imprimer à l'ensemble de leur vie et de leur œuvre la règle souveraine de la bienséance et une noble unité.

M. de Barante est de nos jours un des rares écrivains dont la carrière, non pas entièrement close, mais tout-à-fait définie, se dessine le mieux sous cet aspect. Cette mesure de nouveauté et de retenue, il l'a tour à tour essayée dans la critique littéraire, et développée plus en grand dans l'histoire; il n'a cessé de l'observer dans la pratique politique. En nous tenant surtout ici au critique et à l'historien, nous avons à toucher plus d'un point délicat et compliqué, assez lointain déjà pour qu'il y ait plaisir et profit à y revenir. C'est d'ailleurs le caractère et la qualité de certains esprits que, tout en atteignant à la réputation méritée, ils ne tombent pas dans les grands chemins et sous les jugemens courans de la foule; ils échappent ainsi au lieu-commun de la louange; ils demeurent des sujets choisis. On n'a qu'une manière encore d'en parler avec quelque à-propos, c'est de les bien connaître.

M. Prosper Brugière de Barante est né à Riom en juin 1782, d'une famille ancienne et considérée, qui, sur la fin du XVIIe siècle, ne fut pas sans payer son premier tribut aux lettres. Claude-Ignace Brugière (ou Breugière) de Barante, bisaïeul de notre contemporain, était venu jeune à Paris, y avait connu Valincourt, l'ami de Boileau, et aussi Le Sage et Fuzelier, cette arrière-garde légère du grand siècle, ce qui ne l'empêcha pas de retourner vivre chez lui en excellent avocat. Il avait traduit quelque chose d'Apulée, et Goujet, en sa *Bibliothèque française* (1), mentionne très honorablement des observations de lui sur les prétendus fragmens de Pétrone trouvés à Belgrade. Le jeune amateur de ces deux profanes anciens n'en devint pas moins un grand janséniste, et le conseil du parti en Auvergne durant les persécutions du cardinal Fleury. Ces contrastes sont de bon augure par la façon dont ils se tempèrent. Nous distinguons tout d'abord une souche solide et sérieuse, mais qui permet à la variété de s'y greffer et presque d'y fleurir.

Le fils de Claude-Ignace allait également à Paris dans sa jeunesse, y était recommandé à son compatriote Danchet, et faisait même quelque préface à je ne sais quelle tragédie de cet illustre d'un jour. Mais c'est au père de M. de Barante qu'il faut surtout demander compte de son influence directe et suivie sur l'éducation de son fils.

Élevé à Juilly, au collége de l'Oratoire, puis venu à Paris pour ses

(1) Tome VI, page 205.

études de droit et répandu alors dans des sociétés diverses, particulièrement dans le monde parlementaire, M. de Barante père garda toujours ses premières impressions contre le coup d'état Maupeou. Son ame, qui se formait à ce moment, y contracta pour jamais ce quelque chose de libéral, mais de sage, qui ne cessa pas d'être sa mesure au milieu des orages qu'il eut à traverser. Homme distingué d'ailleurs plutôt que précisément laborieux, de société plutôt que de cabinet, sachant et donnant beaucoup par la conversation, il appartenait à cette classe d'esprits éclairés que produisit avec honneur la fin du XVIIIe siècle. Même lorsqu'il fut retourné et fixé à Riom comme lieutenant-criminel du bailliage, il continua d'entretenir avec Paris des rapports fréquens que son mariage multiplia encore (1). Ainsi nulle trace de rouille municipale dans cette vie d'Auvergne, mais l'étendue et l'aisance des relations, en même temps qu'une atmosphère morale et préservée. Comme nous l'avons déjà observé pour Mlle de Meulan et pour d'autres esprits influens sortis du même milieu, nous rencontrons ici un nouvel exemple d'un intéressant berceau placé dans cette haute classe moyenne, au sein de cette haute société administrative qui vivait avec l'aristocratie sans en être, et qui devait, dans la génération prochaine, la remplacer.

Sans entrer dans les détails d'enfance que nous savons écrits et retracés avec émotion par la plume la mieux informée et la plus fidèle, il convient seulement pour notre objet de remarquer que l'éducation première de M. Prosper de Barante fut plutôt domestique que scholaire. La révolution vint très vite interrompre les cours qu'il suivait au collége d'Effiat. Il vit son père arrêté, il l'allait visiter en bonnet tricolore dans la prison de Thiers, il salua sa délivrance inespérée avec bonheur : la leçon des choses prit le pas dans son esprit sur la lettre des livres; et quand son père, profitant d'un premier instant de calme, le conduisit à Paris vers la fin de 95 pour y achever des études commencées surtout par la conversation et dans la famille, le jeune homme avait déjà beaucoup appris.

Le Paris politique alors en pleine bigarrure offrait un curieux spectacle; il en ressentit d'abord l'intérêt. La pension où il fut placé le laissait jouir d'une certaine liberté; l'éducation, ou ce qui s'affichait alors sous ce nom, était un confus mélange où les restes informes des anciennes connaissances s'amalgamaient à des fragmens de pré-

(1) Il épousa Mlle de Villepion, dont le père était dans les finances du duc d'Orléans.

ceptes, débris incohérens de tous les naufrages; on faisait la liaison tant bien que mal, moyennant une veine de phraséologie philosophique et philantropique à l'ordre du jour. Dans ce vague de direction, le jeune Prosper de Barante s'appliquait à la géométrie, en vue de l'École polytechnique. Un premier échec ne le découragea point; il insista, et, à un second examen, fut admis. Le goût des mathématiques pourtant survécut peu en lui à ce double effort; celui des sciences physiques occupa plus long-temps son esprit. Il voyait le monde dans l'intervalle de ses études, et côtoyait parfois quelques petits tourbillons renaissans de coteries littéraires, sans s'y trouver attiré. Il attendait en toutes choses et s'essayait.

Cependant le 18 brumaire s'était accompli; le gouvernement consulaire inaugurait le siècle. M. de Barante père venait d'être nommé préfet à Carcassonne. C'était un fonctionnaire comme il en fallait à cette renaissance, et comme le chef les recherchait volontiers : homme de justice et d'ordre, nouveau à la fois et ancien, n'ayant pas trempé dans le régime intermédiaire. Ce changement de position dans la famille inclina sans doute le fils vers la carrière politique. Il touchait à sa vingtième année; un voyage qu'il fit à cette époque en Auvergne, et durant lequel il perdit sa mère, apporta une impression décisive dans sa vie morale, et détermina l'homme en lui. Les *Pensées* de Pascal, qu'il lut beaucoup à cette heure de crise et sous l'interprétation de cette grande douleur, lui furent (comme j'espère que pour qui les lira de même elles n'ont pas cessé de l'être) salutaires et fortifiantes. Dès ce jour, le jeune homme se trouva l'un de ceux qui ne devaient pas continuer purement et simplement le XVIIIe siècle; il appartenait déjà d'esprit et de cœur au groupe qui allait avec mesure, mais non sans éclat, s'en séparer.

J'ai hâte d'arriver aux écrits où nous avons droit de nous étendre. De Carcassonne, M. de Barante père fut envoyé préfet à Genève; c'était passer d'une ville de province à une cité européenne et à un grand centre. Son fils, dès-lors attaché au ministère de l'intérieur, l'y alla visiter. Coppet et sa gloire, et le fruit d'or à demi défendu, brillaient à deux pas sur la colline. M. Prosper de Barante apportait là des prédispositions toutes particulières, une jeunesse pure et sérieuse, une éducation diverse, un peu inégale, rectifiée par une réflexion précoce, surtout rien de scholaire, rien de cet enthousiasme purement littéraire qui sent sa rhétorique et qui la prolonge au-delà du moment. De bonne heure il avait pu voir la vie sous ses différens aspects; il savait déjà le monde, et dans les lettres, dès qu'il y appli-

querait son regard, il devait chercher de l'étendue et un libre horizon. Tout cela préparait certainement sa maturité ingénieuse. Il y a ainsi un moment dans chaque vie distinguée où tout s'accumule et conspire, et ne demande qu'à éclore. Quand le flambeau en lui-même est si prêt à luire, le foyer, quel qu'il soit, ne manque jamais.

Aujourd'hui que tout noble centre a disparu, et que la pensée, si elle veut être pure, cherche vainement un lieu désintéressé où se groupent avec charme et concert les activités diverses, ces souvenirs des foyers et comme des patries autrefois brillantes sont bien faits pour rappeler un moment le regard en arrière et le reposer. Après les désastres de tant d'années orageuses, on le conçoit, c'était mieux qu'un arc-en-ciel et qu'une promesse que cette réunion d'élite, cette émulation combinée des plus vives et des plus rares intelligences. La science originale et perçante d'un Schlegel, la digression inépuisable et spirituellement rapide d'un Benjamin Constant, faisaient déjà un beau fonds, sans compter ces hôtes de chaque jour qui y passaient, et qui, sous la baguette magique de la Muse du lieu, y revêtaient toute leur fraîcheur, y rendaient toutes leurs étincelles.

M. de Barante, une fois entré dans le cercle, dut y recevoir beaucoup; mais il y porta, il y garda à coup sûr un caractère propre. Jeune, au sein de cette société enthousiaste, il ne se départit point de la réserve ni du goût. Cette règle morale, qu'on ne craindrait pas de dire qu'il observa jusque dans le sentiment, nous la retrouvons nettement traduite dans son expression d'écrivain. Il eut ce que Mme de Staël a qualifié heureusement une *réserve animée*, de la discrétion dans le trait, une justesse prompte, quelque chose de ce que Mlle de Meulan, de son côté, marquait également. Tout auprès de cette exaltation un peu factice de Benjamin Constant, il sut se faire des points fixes. A l'excès paradoxal de Schlegel il opposa l'impartialité. *Impartialité*, ce fut de bonne heure sa devise, son inspiration originale en critique, comme par la suite en histoire.

Tel nous le montre son Discours ou *Tableau de la Littérature française au dix-huitième siècle*, ouvrage conçu durant ces années et qui parut pour la première fois en 1809. Ce petit volume, qui présentait moins des développemens que des résultats, a trop bien réussi, il a trop contribué à répandre et à faire accepter de tous aujourd'hui les conclusions qu'il exprimait, pour qu'on n'ait pas besoin de se reporter au moment où il parut, si l'on veut en apprécier l'originalité. Chose singulière! la critique littéraire à la fin du

XVIIIe siècle, de cette époque éminemment philosophique, était devenue chez la plupart des disciples purement méticuleuse et *littérale :* elle ne s'attachait plus guère qu'aux mots. L'école d'où sortait M. de Barante la ramena aux idées, et rétablit le point de vue élevé que la littérature doit tenir dans une société polie, mais sérieuse. Quand je dis que la critique issue en droite ligne de la philosophie du XVIIIe siècle se prenait surtout aux mots, je sais bien que parmi ces mots on faisait sonner très haut ceux de *philosophie* et de *raison;* mais, sous ce couvert imposant et creux, on était trop souvent puriste et servile. Une autre école opposée à cette philosophie produisait alors d'éloquens écrivains, des critiques instruits et piquans sans doute; mais c'était une réaction qui, en parant à un excès, poussait à un autre. Dans le courant même des idées du moment et de celles de l'avenir, quelques esprits eurent l'honneur, les premiers, de noter avec précision ce qu'on appelle en mer le changement des eaux, de signaler ce qui devait se poursuivre et ce qui devait se modifier, de marquer en un mot la *transition sans rupture* entre les idées du XVIIIe siècle et les pensées de l'âge commençant. Dans cette direction exacte que je tâche de définir, et à ne les prendre que comme critiques, il faut nommer Mme de Staël, Benjamin Constant, Mlle de Meulan et M. de Barante. Ce dernier, plus jeune, moins engagé, fut aussi celui qui résuma le plus nettement. « L'auteur du Discours dont il s'agit, écrivait Mme de Staël, est peut-être le premier qui ait pris vivement la couleur d'un nouveau siècle. » Cette couleur consistait déjà à réfléchir celle du passé et à la bien saisir plutôt qu'à en accuser une à soi. Pourtant, si, pour mieux voir, l'auteur ici se mettait volontiers en idée à la place de ceux qu'il jugeait, il n'abdiquait pas la sienne. Il tendait à substituer aux jugemens passionnés et contradictoires une critique relative, proportionnée, explicative, historique enfin, mais qui n'était pas dénuée de principes; loin de là, une sorte d'austérité y mesurait à chaque moment l'indulgence. Ainsi il jugeait le XVIIe siècle et le XVIIIe, rendant au premier sa part, sans immoler le second. Le nôtre, en avançant, a de plus en plus marché dans cette voie d'intelligence et d'impartialité, mais en s'embarrassant de moins en moins des principes. Il est presque arrivé déjà à la moitié de son terme, et il semble vouloir justifier cette parole que Mme de Staël proférait sur lui dès l'origine : « Le XVIIIe siècle énonçait les principes d'une manière « trop absolue; peut-être le XIXe commentera-t-il les faits avec trop « de soumission. L'un croyait à une nature de choses, l'autre ne

« croira qu'à des circonstances. L'un voulait commander l'avenir, « l'autre se borne à connaître les hommes. » Pronostic si plein de sagacité et de sens! Combien n'en rencontre-t-on pas de tels au sein de cette parole généreuse, de cette nature enthousiaste et douée des hautes clartés!

Le caractère de ce premier écrit de M. de Barante a donc été d'introduire une vue moderne dans la critique. Il n'y avait rien là d'appris ni de répété des livres; les idées étaient neuves; la conversation et la discussion les avaient mûries. On peut dire que, pour bien des esprits distingués, c'était un compte-rendu de leurs impressions et de leurs jugemens sous une forme nette qu'ils durent vite adopter et reproduire. Littérairement, on trouverait des objections, on voudrait du moins des amendemens à quelques sentences dans lesquelles le critique, en abrégeant, a trop tranché. Il est bien dur, par exemple, de venir dire en parlant de Diderot : *le talent dont il a donné quelques indices...* Je ne saurais non plus accorder que la plaisanterie de Bayle soit *presque toujours lourde et vulgaire*. Que cette plaisanterie et l'habit qu'elle porte ne soient plus de mode, à la bonne heure! Que ce soit un habit de savant et qui même n'ait jamais été à aucun moment taillé dans le dernier goût, c'est très vrai encore. Mais sous cette coupe un peu longue et ces manches qui dépassent, prenez garde, l'ongle s'est montré, non pas du tout un ongle de pédant, il a la finesse. — Ce ne sont là, au reste, que de simples points; l'ensemble des conclusions, même en ce qu'elles parurent avoir d'abord de rigoureux, demeure approuvé.

Vers le temps de la publication de cet ouvrage, la situation politique de M. de Barante commençait à se dessiner avec distinction. Simple auditeur au Conseil d'état vers 1805, s'il se sentait peu favorable d'affection au gouvernement impérial, il ne s'en montra que plus strict dans l'accomplissement de ses devoirs. Sa liaison avec Coppet, ses visites durant le séjour ou, comme on disait, l'exil d'Auxerre, tout cet attrait prononcé pour une noble disgrace, ne laissaient pas d'introduire des chances périlleuses dans sa carrière, dans celle même de son père vénéré (1). Il dut y avoir là des luttes morales, touchantes, qu'on ne peut s'empêcher de soupçonner, qu'il ne nous appartient pas de sonder dans toutes leurs délicatesses. Le gouvernement d'alors était très ombrageux sur les moindres affaires

(1) M. de Barante père fut révoqué de sa préfecture de Genève à la fin de 1810.

d'écrivain. Un article du *Publiciste* dans lequel, à propos de la *Mort d'Henri IV* de Legouvé, M. de Barante, sous le voile de l'anonyme, soutenait les avantages de la vérité historique au théâtre, le mit en contradiction avec Geoffroy. Le *Publiciste*, toujours sous les mêmes initiales (A. M., je crois), soutint sa thèse. Geoffroy lança une réplique violente, au moins eu égard au diapason du temps. Cela fit bruit, et le jeune auditeur fut envoyé en Espagne pour y porter des dépêches. Plus tard, après Iéna, M. de Barante eut une mission en Allemagne; il séjourna à Breslau. Ce spectacle des pays conquis et de l'odieuse administration qui pesait sur eux, frappa vivement son ame équitable et compatissante; il n'en put contenir l'impression en écrivant à son père. Que la lettre ait été interceptée ou non, il fut rappelé peu après et nommé sous-préfet à Bressuire. Cette nouvelle destination, qui lui procurait solitude et loisir au fond du Bas-Poitou, lui convenait; c'est à ce moment qu'il recueillit ses idées sur la littérature du XVIIIe siècle et en rédigea le tableau. Il traduisait aussi dès-lors la plupart des pièces dramatiques de Schiller, dans la compagnie de M. de Chamisso. Bientôt un mariage selon ses vœux allait fixer son bonheur et enchaîner sa destinée avec grace à l'un des noms les plus aimables du siècle illustre qu'il venait de juger. Vers le même temps il faisait de près connaissance avec les Vendéens, avec l'héroïque famille de La Rochejaquelein. En écoutant ces souvenirs encore fervens, et dont chaque coin de haie gardait l'écho, l'idée lui venait d'en faire part un jour au public, de mettre du moins sa plume au service d'une pieuse et honorable confidence.

Il la méritait à bien des titres. Son administration, en ces temps et en ces lieux difficiles, lui valut tous les suffrages, toutes les affections. Préfet de la Vendée en 1809, puis à Nantes à dater de 1813, il eut à contenir bien des mécontentemens, à amortir bien des rigueurs, à concilier les devoirs du fonctionnaire et ceux de l'homme. Ce serait trahir ici ces choses généreuses que d'y insister. Contentons-nous d'en atteindre le bienfait, en quelque sorte, dans les *Mémoires* de Mme de La Rochejaquelein, produit littéraire heureux de cet esprit de conciliation et de sympathie, fruit charmant né, pour ainsi dire, de cette greffe des deux France.

Ces *Mémoires*, qui parurent à la première restauration et qui en promulguaient assurément les titres les plus glorieux, n'avaient d'ailleurs (est-il besoin de le dire?) aucune prétention littéraire à proprement parler. Expression fidèle de la pensée de leur auteur, ils

étaient seulement redevables à M. de Barante de ces soins de révision et de correction, dont le plus vrai succès consiste à ne laisser aucune trace d'eux-mêmes. La description du Bocage, dans le troisième chapitre, était toute de lui; la préface en prévenait le lecteur, sans quoi on n'eût point songé à isoler le morceau, tant le tout se fondait avec goût et courait avec une grace sévère. Pas un trait n'altérait la simplicité touchante, qui seule convenait au témoignage des grandes choses et des hautes infortunes dans la bouche de la noble veuve de Lescure. Le concert des deux auteurs, en un mot, avait été si parfait, que rien n'avertissait qu'il y en eût un. On lut avec émotion, on connut pour la première fois dans son entière sincérité cet épisode unique, cette première Vendée restée la plus grande et la seule vraiment naïve; on salua, on suivit avec enthousiasme et avec larmes ces jeunes et soudaines figures d'une Iliade toute voisine et retrouvée à deux pas dans les buissons et derrière les haies de notre France; ces défis, ces stratagèmes primitifs, ces victoires antiques par des moyens simples; puis ces malheurs, ce lamentable passage de la Loire, ce désastre du Mans, cette destruction errante d'une armée et de tout un peuple. La vieille France, après cette lecture, pouvait tendre la main à l'autre, sans se croire trop en reste de gloire et de martyre : Moscou et le Mans, la Bérésina et la Loire! Qu'importe l'espace et le lointain? ne voyez que l'héroïsme. La Vendée enfin avait trouvé pour sa digne époque un historien. Il existe un manuscrit des Mémoires dans lequel on lit, m'assure-t-on, des détails intéressans que l'imprimé ne reproduit pas toujours. Il en est sur les premières années de Mme de Lescure avant son mariage, sur Versailles au 5 octobre et sur Paris au 10 août. Il en est d'autres qui ajouteraient dans quelques points aux informations particulières sur les dissidences des chefs entre eux. On conçoit que des considérations personnelles, des ménagemens dus à des souvenirs si saignans, aient imposé quelques réticences; mais les années, en avançant, permettent beaucoup (1).

(1) Le prince de Talmont, on le voit par les Mémoires imprimés, était celui de tous les chefs qui, par ses antécédens et son caractère, se trouvait le moins en accord avec ces mœurs simples, frugales, chrétiennes, et avec cette espèce d'égalité fédérale des gentilshommes vendéens. Arrivé d'hier de Versailles, tout plein des habitudes du bel air, il mettait au service de la cause, les jours de combat, la plus brillante valeur, après quoi il ne se souciait guère de rien de sage; et, pour ne citer qu'un trait qui le peint, un jour, après ce fatal passage de la Loire, qu'il avait sur-

La restauration, au moins au début, semblait remplir un des vœux de M. de Barante; ses liaisons sociales, on l'a vu, ses goûts modérés, ses lumières, et, pour les nommer par leur nom, ses vertus civiles, le disposaient à l'ordre constitutionnel sagement entendu, c'est-à-dire à ce qu'on augurait du régime nouveau. Démissionnaire de sa préfecture durant les cent jours, il devint, à la seconde rentrée, secrétaire-général de l'intérieur, puis directeur-général des contributions indirectes, et il ne quitta cette position qu'à la retraite de ses amis doctrinaires, quand ils firent leur scission avec le second ministère de M. de Richelieu. Il crut même, à cette époque, devoir payer sa dette aux controverses du jour par une brochure intitulée : *Des Communes et de l'Aristocratie*, qu'il a réimprimée depuis en la dégageant de ce qu'elle avait de trop accidentel et de polémique. Depuis ce moment, et durant les neuf dernières années de la restauration, il se contenta de servir sa nuance d'opinion par ses discours et ses votes à la Chambre des pairs, en même temps qu'il honorait ses loisirs par la composition de sa grande histoire.

L'*Histoire des Ducs de Bourgogne*, publiée de 1824 à 1827, obtint un succès prodigieux qui s'est depuis soutenu, et elle portait avec elle un système qui a été controversé dès l'origine. Nous voudrions surtout ici tâcher d'en bien expliquer et d'en raconter en quelque sorte la pensée, en nous servant presque de la méthode de l'auteur, c'est-à-dire sans trop prétendre juger d'abord, et il se trouvera peut-être que tout naturellement ensuite le jugement ressortira.

Le XVIIIe siècle avait usé et abusé de l'histoire philosophique, de celle où l'historien intervenait à chaque instant et s'imposait à son sujet. Voltaire en avait donné l'exemple avec séduction; Robertson y avait porté une mesure spécieuse, et Raynal un excès rebutant. Gibbon et Hume avaient su combiner avec des opinions très marquées, et presque des partis pris, de hautes qualités de science et de clairvoyance auxquelles on a trop cessé de rendre justice. Pourtant, de cette habitude générale de continuellement juger le passé au point

tout conseillé pour se rapprocher de ses vassaux, ayant trouvé au château de Laval une ancienne bannière de famille, une bannière des La Trémouille, bleu et or, il imagina de la faire porter devant lui. Mais M. de La Rochejaquelein, à la première vue de ce drapeau, le sabra en s'écriant : « Prince, nous ne suivons que les Fleurs de lys! » — Et c'est ce même prince de Talmont qui, plus tard lui-même, eut ce mot sublime pour toute réponse aux juges qui l'interrogeaient : « Faites votre métier, j'ai fait mon devoir. »

de vue du présent était né en quelques esprits élevés le désir bien naturel d'une méthode contraire, où l'on irait d'abord à l'objet pour l'étudier en lui-même et en tirer tout ce qu'il contient.

Un historien très estimable et très méritant, M. de Sismondi, plus soucieux des sources et plus porté aux recherches originales qu'on ne l'avait été avant lui, gardait avec cela les formes de l'école philosophique; il imposait ou du moins il accolait son opinion du jour au fait d'autrefois. Placé au point de transition des deux manières, elles se heurtaient plutôt encore qu'elles ne s'unissaient en lui.

M. de Barante, dès son premier coup d'œil, s'était montré choqué des abus de la méthode dite philosophique en histoire; il fut conduit au désir d'en purger absolument le noble genre, et de lui rendre, s'il se pouvait, son antique sincérité. Le grand exemple présent de Walter Scott venait apporter des preuves vivantes à l'appui de cette manière, en dehors, il est vrai, du cercle régulier de l'histoire, mais si près qu'il semblait qu'il n'y eût qu'un pas à faire pour y rentrer.

En France, vers 1820, des esprits éminens s'occupaient avec ardeur, chacun dans sa voie, de cette réforme considérable. Celui qui la professa le premier et avec le plus d'autorité, le maître des théories en cette matière, M. Guizot continuait pourtant lui-même l'histoire philosophique, tout en la transformant; il analysait les faits, les élevait à l'idée, les réduisait en élémens, les groupait enfin et les distribuait selon les vues de l'esprit; mais comme cet esprit était très étendu, très perçant, très impartial dans l'ordre des idées, il évitait cette direction exclusive qu'on reprochait aux écrivains du XVIIIe siècle. Cependant la pratique historique laissait de ce côté à désirer; malgré l'élévation de l'enseignement, malgré ce talent de narrateur dont il devait faire preuve à son tour dans son *Histoire de la Révolution d'Angleterre*, M. Guizot n'aimait pas avant tout à raconter; on l'a dit mieux que nous ne le pourrions redire (1), l'exposition qui abrège en généralisant avait pour lui plus d'attraits; bien des faits sous sa plume étaient resserrés en de savans résumés qui eussent pu aussi se dérouler autrement et prendre couleur. En un mot, le talent supérieur, qu'on a vu éclater depuis sur un autre théâtre, faisait dès-lors ses réserves en quelque sorte : l'orateur parlementaire se marquait dans l'historien.

Un rapprochement, un contraste m'a dès long-temps frappé, et il vient ici assez à propos, puisqu'il s'agit de récit. Voyez le premier,

(1) *Globe*, 3 juin 1826.

le plus jeune de nos vieux chroniqueurs. Joinville est simple, naïf, candide; sa parole lui échappe, colorée de fraîcheur, et sent encore son enfance; il s'étonne de tout avec une bonne foi parfaite; les choses du monde sont nées pour lui seulement du jour où il les voit. Par combien de degrés l'affaire historique a marché, et qu'il y a loin de là au rapporteur philosophe qui considère et qui décompose, qui embrasse du même œil aguerri les superficies diverses, qui communique à chaque observation, même naissante, quelque chose d'antérieur et d'enchaîné! ce qu'il sait d'hier ou du matin, il semble le savoir de toujours.

Un autre esprit, maître plutôt en fait d'art, un écrivain, un peintre original et vigoureux, allait aborder l'histoire de front par une prise directe, immédiate; il allait y porter une manière scrupuleuse et véridique, et, si l'on peut dire, une fidélité passionnée. S'attachant à des époques lointaines, peu connues, réputées assez ingrates, traduisant de sèches chroniques avec génie, il devait serrer tout cela de si près et percer si avant, qu'il en tirerait couleur, vie et lumière. Il semblerait créer en trouvant. C'est assez indiquer le rôle de M. Augustin Thierry.

M. de Barante, qui concevait son ouvrage vers le même temps, eut une idée plus simple et dont l'exécution dépendait surtout du choix de l'époque. Aussi ne faut-il pas accorder, je le crois, à sa très ingénieuse préface une portée plus grande que celle à laquelle il a prétendu : « Dès long-temps, dit-il, la période qu'embrassent les « quatre règnes de cette dynastie (*les Ducs de Bourgogne de la maison « de Valois*) m'a semblé du plus grand intérêt. J'ai cru trouver ainsi « un moyen de circonscrire et de détacher de nos longues annales « une des époques les plus fécondes en évènemens et en résultats. « En la rapportant aux progrès successifs et à la chute de la vaste et « éclatante domination des princes de Bourgogne, le cercle du récit « se trouve renfermé dans des limites précises. Le sujet prend une « sorte d'unité qu'il n'aurait pas, si je l'avais traité à titre d'histoire « générale. » Ainsi dans ce choix des quatre ducs de Bourgogne, M. de Barante voyait surtout une manière ingénieuse de découper et de prendre de biais un large pan de l'histoire de France. Or, cette époque des XIVe et XVe siècles était précisément la plus riche en chroniques de toutes sortes, et déjà assez française pour qu'en changeant très peu aux textes on pût jouir de la saveur et de la naïveté: naïveté relative, et d'autant mieux faite pour nous, qu'elle commençait à soupçonner le prix des belles paroles. Parmi les chro-

niqueurs de cet âge, il en était un surtout, le premier en date et en talent, que M. de Barante ne prétendait pas découvrir à coup sûr, mais qui, bien moins en circulation alors que depuis, a eu, grace à lui d'abord, sa reprise de vogue en ces années et tout un regain d'arrière-saison. Je veux parler de l'Hérodote du moyen-âge, de celui que présageait Joinville, de Froissart, dont Gray, écrivant à Warton en 1760, disait : « Froissart est un de mes livres fa-« voris. Il me semble étrange que des gens qui achèteraient au poids « de l'or une douzaine de portraits originaux de cette époque pour « orner une galerie, ne jettent jamais les yeux sur tant de tableaux « mouvans de la vie, des actions, des mœurs et des pensées de leurs « ancêtres, peints sur place, avec de simples mais fortes couleurs. » En France, Sainte-Palaye déjà l'avait rappelé à l'attention des érudits; M. de Barante le mit en valeur pour tous (1). Il lui dut lui-même ses principales ressources au début et comme la mise en train de son œuvre. Froissart au point de départ, Comines au point d'arrivée, les deux termes du voyage étaient rassurans, et le chemin entre les deux n'était pas dépeuplé de pèlerins et de conteurs, Monstrelet, le Religieux de Saint-Denis et bien d'autres.

Il sembla donc à M. de Barante que, par une construction artistement faite de ces scènes originales et en se dérobant soi-même historien, il était possible de produire dans l'esprit du lecteur, à l'occasion des aventures retracées de ces âges et avec l'intérêt d'amusement qui s'y mêlerait, une connaissance effective et insensiblement raisonnée, un jugement gradué et fidèle. Il pensa que rien qu'avec des récits contemporains bien choisis, habilement présentés et enchâssés, on pouvait non-seulement rendre aux faits toute leur vie et leur jeu animé, mais aussi en exprimer la signification relative. En venant plaider dans sa préface contre l'histoire officielle et oratoire, il n'a jamais demandé, il n'a pu demander que l'histoire vraiment philosophique fût supprimée; il n'a pas dit, à le bien entendre, il n'a pas cru que l'histoire morale, celle des Tacite, des Salluste et des grands historiens d'Italie, dût cesser d'avoir ses applications diverses, surtout à des époques moins extérieures et plus politiques, aux époques d'intrigue et de cabinet : mais, ce jour-là, il demandait

(1) M. Dacier avait commencé une édition des *Chroniques* de Froissart, mais qui fut interrompue par la révolution. La nouvelle édition complète, publiée par les soins de M. Buchon, parut en 1824. M. de Barante avait donné l'article Froissart dans la *Biographie universelle* (1816); sa prédilection s'y déclare.

pour le genre qui était le sien, pour cette méthode appliquée une fois à une époque particulière qui y prêtait, il demandait place au soleil et admission légitime, et, en homme d'esprit, il a trouvé à ce propos toutes sortes de raisons et de motifs qu'il a déduits; et il en a su trouver un si grand nombre là même où l'on s'était dit qu'il y avait objection, qu'on a pu croire que les conclusions chez lui dépassaient le but. Il ne voulait, en effet, qu'autoriser auprès du public l'imprévu de son essai, et l'essai, dans ces limites précises, a complètement réussi.

On n'attend pas que nous nous engagions dans une analyse, que nous allions resserrer ce que l'auteur, au contraire, a voulu étendre, que nous décolorions ce qu'il a laissé dans sa fleur de récit. M. de Barante a eu l'honneur, en ce grand mouvement historique qui fait encore le lot le plus clair de notre moderne conquête, d'introduire une variété à lui, un vaste échantillon qu'il ne faudrait sans doute pas transposer à d'autres exemples, mais dont il a su rendre l'exception d'autant plus heureuse en soi et plus piquante. Il a osé lutter avec le roman historique alors dans toute sa fraîcheur et sa gloire, il l'a osé presque sur le même terrain, avec des armes plutôt inégales puisque la fiction lui était interdite, et il n'a pas été vaincu. Son Louis XI, pour la réalité et la vie, a soutenu la concurrence avec *Quentin Durward*. Si l'on voulait citer des morceaux, on aurait la bataille d'Azincourt, le meurtre de Jean-Sans-Peur, l'épisode de la Pucelle, la rentrée de Charles VII à Paris opposée à celle du roi anglais Henri VI, et tant d'autres pages d'émotion ou de couleur; mais ce serait faire tort et presque contre-sens à la méthode de l'auteur que de se prendre ainsi à des morceaux là où il a voulu surtout le développement varié et continu. Un critique historique distingué et modeste (1), qui a pu, dans *le Globe*, entretenir le public jusqu'à six fois, et toujours avec intérêt, des livraisons successives des *Ducs de Bourgogne*, s'est appliqué à faire ressortir ce qui résultait des divers tableaux en conséquences politiques et en déductions morales sur le caractère des hommes et des temps; il s'est plu à ajouter au fur et à mesure cette pointe de *conclusion* que le narrateur précisément se retranchait. A voir combien il y a peu à mettre pour tirer cette conclusion et la faire sentir, on se demande avec le critique pourquoi cette discrétion extrême. Est-ce exagération d'un système absolu dont un homme d'esprit a peine lui-même à se défendre? N'est-ce pas plutôt

(1) M. Trognon.

nécessité et convenance d'une méthode une fois adoptée? Il fallait conserver à tout le livre sa couleur, son unité, se priver de quelques avantages pour en recueillir d'autres. En un mot, s'il m'est permis de reprendre une image déjà employée, une fois entré en lice avec le roman historique, et le tournoi ouvert aux yeux des juges, il fallait tenir la gageure et ne pas recourir aux armes défendues.

Et n'est-ce pas un peu ainsi que le bon sire de La Laing faisait, aux prises avec le chevalier anglais, en ce galant tournoi de Bruges? C'était l'âge des joûtes magnifiques; l'historien s'en est posé une à lui-même, avec les règles du combat.

Il n'en restera pas moins vrai en principe que, puisqu'après tout l'historien fait toujours quelque peu l'histoire, soit qu'il articule à l'occasion ses pensées, soit qu'il se borne à extraire, à disposer les faits de manière à produire indirectement l'effet qu'il désire, il n'y a pas lieu, dans le champ ordinaire de ce noble genre, à tant de scrupule artificiel, à tant d'effacement de soi, à tant de confiance surtout en la réflexion du lecteur. Il est des momens rares, il est vrai, mais indiqués, où l'historien intervient à bon droit dans le fait et le prend en main; et, quand le lecteur sent qu'il a affaire à une pensée ferme et sûre, il aime cela.

Au reste, à mesure que M. de Barante avançait dans son histoire et qu'il l'embrassait tout entière, il se trouvait insensiblement poussé à en tirer plus qu'il n'avait prévu d'abord. Dans les derniers volumes, on l'a remarqué, les tableaux se resserrent; il est conduit à laisser moins aisément courir sa plume à la suite des vieux chroniqueurs. C'est surtout dans la lutte de Louis XI et de Charles-le-Téméraire que cet art se marque le mieux, et en même temps son opinion se fait jour. Que le Charles XII d'alors se précipite fatalement par ses fautes, que Louis XI s'éteigne à petit feu dans ses hypocrites intrigues, l'historien saura faire entendre le jugement des peuples sur leur tombe. Un sentiment moral, sympathique, humain, s'exhale partout de ces pages, qui n'affectent point de rester froides en se montrant plus colorées. Impuissant que je suis à apporter mon tribut en telle matière et à payer un hommage tout-à-fait compétent à l'auteur, soit par une approbation approfondie, soit même sur quelques points par une contradiction motivée, je veux du moins signaler, à propos de cette héroïque destinée de Charles-le-Téméraire, quelques renseignemens peu connus, quelques vues neuves que j'emprunterai aux recherches d'un savant étranger, non point étran-

ger par la langue. Les grands désastres de Charles appartiennent en propre à l'histoire de la Suisse, dont ils sont comme le plus glorieux butin, et par cet aspect ils ont rencontré naturellement pour narrateur et pour peintre l'admirable Jean de Muller, le plus antique des historiques modernes. Or, à la suite de la traduction récente due à la plume de M. Monnard (1), on trouve dans les tomes VII et VIII, à titre d'appendice, d'excellentes dissertations de M. de Gingins, qui prennent ces évènemens fameux par un revers assez inattendu, mais désormais impossible à méconnaître, sauf la mesure. M. de Gingins, à peine cité en France, est un de ces érudits qui, sans se soucier de l'effet vulgaire, poursuivent un résultat en lui-même, à peu près comme M. Letronne quand il avise un point de géographie, ou comme M. Magendie quand il interroge à fond un rameau de nerf. De plus, dans le cas présent, un mobile particulier l'animait : né au sein de la Suisse romande, pour laquelle ses aïeux combattaient en chevaliers, il s'est senti sollicité à en rechercher le rôle dans ces guerres et à s'y intéresser en patriote non moins qu'en curieux. Toute la Suisse, en effet, ne se rangeait pas alors dans un seul camp, et avec le Bourguignon la portion dite française fut vaincue. Le pays de Vaud notamment, qui relevait de la Savoie, mais dont le baron et seigneur, le comte de Romont, était d'ailleurs attaché au duc de Bourgogne, eut à subir de la part des Allemands une irruption inique, non motivée, et marquée des plus cruelles horreurs. Selon M. de Gingins, cette querelle compliquée des Suisses contre le duc Charles ne saurait se justifier au point de vue national, ni dans ses préliminaires, ni dans ses différentes phases. Ennemis héréditaires de la maison d'Autriche, amis incertains et très récens de la couronne de France, les Confédérés avaient, au contraire, toujours trouvé dans la maison de Bourgogne une alliée sûre et fidèle. Intérêts de commerce et d'échange, intérêts politiques, tout les liait; la Franche-Comté de Bourgogne était devenue presque la seconde patrie des Suisses. Comment donc expliquer le brusque revirement qui les mit aux prises? Les intrigues de l'archiduc Sigismond pour récupérer la Haute-Alsace, qu'il avait cédée au duc Charles dans un moment de détresse, l'or et surtout

(1) Cette histoire, exactement traduite, savamment annotée, et à laquelle MM. Vulliemin et Monnard donnent des suites développées qui s'étendront jusqu'à nos jours, mériterait un examen tout particulier, qui rappelerait utilement l'attention sur ces hauts mérites et ces originales beautés, si austères à la fois et si cordiales, de Jean de Muller.

les paroles de Louis XI, qui le mirent à même de la racheter à l'improviste, amenèrent la première phase dans laquelle les Suisses, entraînés par Berne, et agresseurs hors de chez eux, épousèrent une querelle qui n'était pas la leur, se jetèrent à main armée entre la Franche-Comté et l'Alsace, franchirent le Jura neuchâtelois, et devinrent patemment les auxiliaires actifs d'un vieil ennemi contre un prince qui ne leur avait jamais été que loyal. La seconde phase de cette guerre, la mémorable campagne de 1476, à jamais illustrée par les noms de Granson et de Morat, cette lutte corps à corps dans laquelle il semblerait que les Suisses traqués ne faisaient que se défendre, est plus propre sans doute à donner de l'illusion; mais même dans ce second temps, si on veut bien le démêler avec M. de Gingins, on est fort tenté de reconnaître que le duc Charles (Charles-le-*Hardi*, comme il l'appelle toujours, et non le *Téméraire*) ne franchissait point le Jura en conquérant; il venait rétablir le comte de Romont et les autres seigneurs vaudois dans la possession de leur patrimoine, dont les Suisses les avaient iniquement dépouillés pour leur attachement à sa personne; il venait délivrer le comté de Neuchâtel de l'occupation oppressive des Bernois. Toute la gloire du succès et l'éblouissement d'une journée immortelle ne sauraient atténuer à l'œil impartial ces faits antérieurs et les témoignages qui les éclairent. Enfin la campagne qui se termina à la bataille de Nancy, et qui forme la troisième période de la guerre de Bourgogne, cette expédition dans laquelle le duc de Lorraine recruta dans les cantons, moyennant solde fixe, les hommes d'armes de bonne volonté, ne fut à aucun titre une guerre nationale, pas plus que toutes celles du même genre où les troupes suisses *capitulées* ont figuré depuis. L'ensemble d'une telle querelle, entièrement politique et même mercenaire, où les Confédérés servirent surtout l'ambition de Berne, ne saurait donc s'assimiler que par une confusion lointaine à ce premier âge d'or helvétique, à cette défense spartiate et pure des petits cantons pauvres et indépendans. Mais, en revanche, l'éclat du triomphe émancipa hautement la Suisse, la mit *hors de page*, elle aussi, et au rang des états; et comme l'a très bien dit un autre historien de ces contrées : « La bataille de Morat a changé l'Europe; elle a dégagé la « France, relevé l'Autriche, et ouvert à ces deux puissances le chemin « de l'Italie, que la maison de Bourgogne était tout au moins en me- « sure de leur barrer. Aussi voyez les Suisses pendant les trente an- « nées qui s'écoulèrent entre Morat et Marignan! Rien alors ne se

« fait sans eux, et les plus grands coups ce sont souvent eux qui les « donnent (1). »

Quoi qu'il en soit des vues nouvelles que ce coin de la question, tardivement démasqué, ne peut manquer d'introduire dans l'histoire finissante de la maison de Bourgogne, l'effet des beaux récits de Jean de Muller et de M. de Barante subsiste; l'impression populaire d'alors y revit en traits magnifiques et solennels que le plus ou le moins de connaissance diplomatique ne saurait détruire. Cette destinée fatale qui pesa sur le malheureux Charles, à mesure qu'on l'approfondira davantage, ne peut même que gagner en pathétique sombre.

Après le succès éclatant de son histoire, M. de Barante dut concevoir quelques autres projets que son talent vif et facile lui eût permis sans doute de mener à fin. La révolution de juillet est venue les interrompre, en le jetant encore une fois dans la vie politique active. Nous noterons pourtant une charmante petite nouvelle de la famille d'*Ourika* et du *Lépreux*, intitulée *Sœur Marguerite;* échappée à la plume de notre ambassadeur à Turin, en 1834, elle a témoigné de cette délicate variété de goût qu'on lui connaissait, et de cette jeunesse conservée de cœur. C'est l'histoire, sous forme de souvenir, d'une jeune personne, fille d'un médecin d'aliénés, laquelle se prend à vouloir guérir l'un d'eux, l'un des moins atteints, et ne réussit qu'à lui inspirer un sentiment que peut-être elle partage. Il se croit guéri, il la demande à son père qui la refuse. Le père est tué par le jeune homme dans un accès de fureur. Elle-même finit par se faire sœur de charité dans l'établissement où le pauvre insensé achève de mourir (2).

Employé bientôt dans une plus lointaine ambassade et passé de Turin à Pétersbourg, si brillant et si flatteur que fût le succès personnel qu'il y obtint, M. de Barante n'a pas été sans éprouver durant quelques années cette tristesse de voir finir les saisons loin de son pays, loin des relations contemporaines qui furent chères et qu'on ne remplace plus. Du moins il a dû à cet éloignement de ne pas assister de près aux déchiremens de ces mêmes amitiés, de n'y

(1) *Histoire de la Révolution helvétique dans le Canton de Vaud*, par M. J. Olivier (1842).

(2) *Sœur Marguerite* se trouve au tome III des *Mélanges historiques et littéraires* de l'auteur (1835).

prendre aucune part, de les pouvoir garder toutes en lui avec une inviolable fidélité. Réimprimant en 1829 son ancienne brochure *des Communes et de l'Aristocratie*, il s'était félicité d'en retrancher ce qui tenait aux controverses antérieures des partis : « Il y a un grand « contentement, disait-il, à supprimer les vivacités d'une vieille po- « lémique, à se censurer soi-même; à se trouver en harmonie avec « des hommes honorables dont autrefois on était plus ou moins « divisé; à se sentir plus toléré et plus tolérant; à reconnaître qu'au- « tour de soi tout est plus calme dans les opinions et les souvenirs. » Ce passage dut plus d'une fois lui revenir en mémoire, ce me semble, avec le regret de penser qu'il ne se rapportait pas également à d'autres, et qu'à mesure que les choses étaient réellement plus calmes, les esprits des amis entre eux devenaient précisément plus aigris. Quant à lui, dans ses retours et ses séjours en France, il maintient ce rôle honorable et affectueux qui fait oublier le politique et qui sied à l'ami des lettres. Toutes les fois qu'il a dû prendre la parole dans des solennités publiques (et il l'a fait récemment en plusieurs occasions), on a retrouvé avec plaisir son esprit ingénieux et grave; l'idée morale, la disposition religieuse, qu'il a témoignée de tout temps, semble même prévaloir en lui avec les années, et rien n'altère cette sorte d'autorité légitime qu'on accorde volontiers, en l'écoutant, à l'écrivain éclairé, à l'homme de goût et à l'homme de bien.

SAINTE-BEUVE.

CHILLAMBARAM

ET

LES SEPT PAGODES.

Le code des lois civiles et religieuses des Hindous, dont on peut avec assez de certitude faire remonter la rédaction au-delà du VIIIe siècle avant l'ère chrétienne, définit ainsi la terre sainte du brahmanisme : « L'espace compris entre les monts Himalayas et les monts Vindhyas, entre la mer orientale et la mer occidentale. » Hors des limites de cette contrée, *patrie des hommes honorables* (Aryabharta), on ne trouvait plus que des barbares, des hommes impurs, avec lesquels toute alliance était interdite, des profanes dont la présence eût souillé le palais des rois et le temple des dieux. Ainsi, la nation hindoue tout entière voulait tenir, au milieu de celles qui lui étaient connues, le même rang qu'occupait dans son sein la caste sacerdotale, entourée de privilèges, chargée de conserver la tradition des textes immuables et sacrés. Ce sentiment d'orgueil a été commun aux peuples les plus célèbres de l'antiquité; les Juifs, les Égyptiens, les Grecs, les Romains eux-mêmes, traitaient leurs voisins avec mé-

pris. Contemporains de ces nations mortes depuis si long-temps, les Chinois ont eu le tort impardonnable de conserver jusqu'à nos jours cette vanité héréditaire qui venait moins alors d'une ignorance hautaine que de la conscience d'une supériorité relative. En effet, combien des peuples soumis à des prescriptions civiles, appuyés sur des dogmes religieux, vivant en société, l'emportaient sur des peuplades errantes, sans monumens ni traditions, sans art ni poésie! Les contrées civilisées ou déjà sorties de l'état sauvage restaient séparées entre elles par des intervalles trop considérables pour qu'elles pussent se connaître et se respecter; elles s'abritaient donc contre le voisinage ou les envahissemens de la barbarie, celles-ci par des frontières naturelles, mais fictives, celles-là par des lignes de forts ou de longues murailles.

A l'époque où nous nous reportons, c'est-à-dire vers les derniers siècles avant notre ère, la presqu'île indienne n'avait ni villes ni temples; elle sommeillait encore couverte de forêts impénétrables, « séjour choisi de toutes les espèces de bêtes fauves, retraites de nombreuses troupes d'oiseaux, assombries par d'énormes arbres chargés de lianes, recherchées par une foule d'animaux féroces, abondamment pourvues d'eau, embellies de mille sortes de fleurs, jonchées de mille touffes de lotus, et toutes brillantes de nymphéas bleues, » comme le disent les poètes. Cette vaste contrée, les Hindous la connaissaient sous le nom de forêt Daôdaca, expression qui dénote que d'une part elle n'était habitée par aucun peuple agriculteur et policé, et que de l'autre on ne l'abordait pas sans effroi.

Tout le long de la chaîne des Gaths, qui, se détachant de celle des monts Vindhyas, traverse la péninsule du nord au sud et s'interrompt à peine au golfe de Manaar pour surgir jusqu'au pic d'Adam, la tradition plaçait des êtres fabuleux et méchans, les Rakchassas, mangeurs d'hommes, jadis maîtres de Ceylan. A chaque demi-dieu, à chaque divinité même, les Hindous attribuent, comme le plus grand service rendu à l'humanité, la destruction d'un certain nombre de ces êtres hideux et malfaisans dont Bouddha, selon la croyance de ses sectateurs, purgea définitivement l'île de Lanka. Toutefois, en réduisant à des proportions plus raisonnables ces démons que l'allégorie ou la peur revêtait de formes étranges et souvent gigantesques, ne peut-on pas voir en eux des sauvages cruels, plus redoutés que connus de leurs voisins, des cannibales particulièrement odieux aux peuples de l'Inde, qui s'abstiennent de tuer même les animaux nuisibles?

Après les Rakchassas, en suivant l'ordre des temps, on trouve la presqu'île habitée par deux races, les Vedars et les Couroumbars. Bien qu'ils aient eu leurs rois, les Vedars ont laissé peu de traces, mais ils se sont conservés jusqu'à nos jours. Disséminés dans les forêts, dans les monts Nilgherris, réunis ailleurs en tribus, commandés par leurs chefs ou *poligars*, assez mal vus des Hindous, dont ils n'ont entièrement adopté ni les croyances ni les usages, ils passent leur vie à chasser, ce qui n'est pas d'un brahmanisme très orthodoxe, et habitent des huttes malpropres dont un homme de bonne caste ne peut franchir le seuil sans être souillé. Les Couroumbars, qui sans doute opprimaient leurs voisins, s'établirent de préférence dans les plaines; ils eurent des forteresses dont il existe encore quelques vestiges, des villages entourés de remparts et de fossés qui s'élevaient dès les premiers siècles de notre ère à l'embouchure du Coleroon, au sud du Carnatic. Peu à peu, traqués par les Hindous, devant lesquels ils se retiraient comme les Indiens de l'Amérique devant les colons venus d'Europe, ils furent détruits par un roi de la dynastie des Cholas (1), qui régnait vers le ve siècle.

D'où venaient ces deux familles? la tradition ne le dit pas. Peut-être ces anciens peuples étaient-ils les habitans dépossédés du pays où s'établirent les Hindous descendus de la Bactriane. Ils avaient sans doute supplanté d'autres sauvages répandus dans la forêt Daôdaca, et s'y étaient fixés depuis plusieurs siècles, jusqu'à ce qu'une nouvelle migration de peuples venus du nord les refoulât encore et finît par les absorber également. Toujours est-il qu'ils se trouvent mêlés aux premiers événemens que retrace l'histoire si obscure de cette partie de l'Asie.

Les Hindous avaient donc émigré, puisqu'on les voit apparaître successivement sur tous les points de la presqu'île. Un surcroît de population et l'esprit de conquête purent porter le peuple et les rois à fonder, hors des limites du territoire sacré, des colonies et de nouveaux états. L'épopée de Rama, qui, déshérité et exilé par son père, se fraie une route jusqu'à Ceylan, repose sans doute sur un fait qui se rattache à ces premiers établissemens des Indiens dans la forêt Daôdaca. Mais ce qui put, sinon attirer les brahmanes vers ces cités naissantes, du moins les chasser de leur patrie, ce furent les persécutions que leur firent éprouver les bouddhistes. Dans les légendes, on dit bien que tel petit prince, *roi des rois et maître du monde*,

(1) Cholomandalam, pays des Cholas, d'où Choromandel.

dota une famille brahmanique de plusieurs villages, y fonda vingt temples, mais les raisons qui amenèrent les prêtres dans la forêt Daôdaca ne sont jamais données.

Peu à peu les bouddhistes envahirent une grande partie de la contrée convertie par leurs adversaires; mais, arrivés au faîte de leur puissance vers les premiers siècles de l'ère chrétienne, ils furent à leur tour si vivement attaqués, qu'ils disparurent de toute la surface de l'Inde, et dans la péninsule leur souvenir même s'effaça; aujourd'hui il faut, pour les trouver, franchir le golfe de Manaar ou les monts Himalayas. Toutefois derrière eux ils laissaient les *djaïnas*, qui protestaient aussi contre le culte brahmanique. Anathématisée par les prêtres de Civa, cette nouvelle réforme était cependant si vivace, que les sectes djaïnites, multipliées à l'infini, existent encore dans toute la partie méridionale de l'Hindostan. Selon leurs traditions, la forêt Daôdaca fut civilisée et conquise par *Salivahana*, héros qui donne son nom à une ère sacrée commençant à l'an 78 de la nôtre.

Les djaïnas paraissent avoir été florissans surtout du VIIIe au XIIe siècle; plusieurs fois, quand la faveur royale les encourageait à ces actes de violence, ils s'approprièrent les pagodes bâties par leurs adversaires; sans doute aussi ils en élevèrent eux-mêmes, mais les plus remarquables monumens de la presqu'île portent trop exclusivement le caractère brahmanique (1), pour qu'on ne les regarde pas comme consacrés au plus ancien culte de l'Inde. Constituant, au moyen de légendes fabuleuses, une nouvelle terre sainte, établissant de nouveaux lieux de pèlerinage à la jonction des fleuves, au bord des étangs, sur des rochers où de pieux anachorètes avaient l'habitude de faire leurs ablutions et de choisir leurs retraites, les brahmanes prirent racine sur ce sol vierge défriché par eux. Et si l'on songe que cette caste privilégiée conserve sans mésalliance le sang plus pur et plus vif d'une race venue des climats tempérés, qu'elle avait par conséquent plus de chances de résister aux épidémies, et qu'enfin la guerre et la famine, ces deux fléaux de l'Inde ancienne, ne l'attaquaient guère, on comprendra facilement l'accroissement rapide qu'elle sut prendre. De là, les grottes ou caves d'Ellora, de Mahabalipouram, d'Elephanta, de Salsette; les pagodes de Trich-

(1) On doit en excepter le curieux temple souterrain de Carlie, dans le pays mahratte. Quant aux grottes d'Ellora, il se peut qu'elles renferment quelques statues de dieux djaïnites; cependant l'ensemble du travail doit être attribué aux brahmanes.

nopoli, de Madura, de Djaggernath, de Chillambaram, monumens qui portent presque la même date respective : d'abord les grottes, qui, malgré la magnificence du travail, annoncent un culte primitif et encore clandestin; puis les pagodes, qui, s'élevant au grand jour, attestent un double développement de l'art et un triomphe définitif.

Entre ces ruines plus ou moins vivantes et les murs blancs de la petite ville de Pondichéry, centre de nos excursions dans le nouveau monde du brahmanisme, il y a l'espace de plusieurs siècles. Aussi avons-nous dit quelques mots du passé pour ne pas faire éprouver au lecteur cette sensation de brusque surprise et de fatigue qui saisit le voyageur lui-même quand, au sortir d'une ville presque européenne, il rencontre un monument dont l'aspect inattendu le replonge dans des temps oubliés, pleins de ténèbres épaisses, au milieu desquelles brillent çà et là, comme des points lumineux, les débris d'une société puissante, d'une civilisation avancée.

La pagode de Chillambaram, annuellement visitée par tant de pèlerins, est située à seize lieues au sud de Pondichéry; en sortant de cette ville, on suit pendant près d'une heure une magnifique allée de tulipiers jaunes, derrière lesquels on aperçoit tantôt des lignes serrées de cocotiers, tantôt des fourrés de bananiers dont les immenses feuilles recouvrent des grappes de fruits jaunissans. Cette route bien tracée rappelle les beaux temps de la domination française, on sent qu'elle menait à une capitale. A la fois voie et promenade, embellie d'ombrages qui ont survécu à la colonie déchue, elle n'est cependant animée ni par le galop des cavaliers ni par le roulement des voitures, comme les chemins qui conduisent aux grandes cités de l'Inde anglaise; ce qu'on y rencontre, ce sont, au matin, les jardiniers courant vers le bazar, un panier sur la tête; le soir, les lourds chariots traînés par deux petits bœufs blancs et criant sur l'essieu, qui reprennent après la halte de midi la route de Tandjore.

Parti de bonne heure, aux dernières clartés de la lune et bien avant les premiers rayons du soleil, je suivais, par une nuit tiède et sans brise, la double rangée d'arbres, songeant à cette ville démantelée qui laisse échapper le voyageur par ses rues ouvertes sans lui faire entendre le qui vive d'une sentinelle. Quelques chacals hurlaient dans les taillis qu'on appelle encore, par habitude, le *Jardin du Roi;* les chiens parias répondaient à ces cris sauvages par des aboiemens prolongés. Peu à peu les vers luisans se glissèrent sous les feuilles, et au-dessus de moi les étoiles pâlirent; un souffle léger et

mystérieux, imprégné des odeurs de la plaine, traversa l'atmosphère; mais ce passage de la nuit au jour, marqué dans tous les pays chauds par une fraîcheur délicieuse, est de bien courte durée sous les latitudes équinoxiales. A peine les corneilles ont-elles annoncé par leurs cris tumultueux cette aurore presqu'insaisissable, à peine les petits hérons, sortant tout d'un coup de la tête du palmier sur lequel ils se perchent, ont-ils pris leur vol vers les ruisseaux et les étangs, que l'horizon, de blanc qu'il était, est devenu pourpre; le soleil ne monte pas, il jaillit, selon l'expression hardie des poètes indiens, et darde ses feux déjà brûlans. Les oiseaux, qui dans un concert joyeux ont salué le retour de la lumière, se taisent, et courent à l'ombre chercher leur pâture; bientôt, sur le ciel doré, on n'aperçoit plus que l'aile arrondie de la buse ou celle plus arquée d'un grand aigle descendu des montagnes vers la mer. Au ramage si gai du matin succède un silence absolu : la route devient déserte; il semble que le soleil a suspendu la vie dans toute la nature, et si l'on entend quelque bruit dans les broussailles, dans la plaine, c'est celui d'un fruit mûr qui éclate et laisse tomber sa graine, le craquement des feuilles fendues par la chaleur.

J'avais traversé une jolie *aldée* (petit hameau) dont les habitans, convertis au catholicisme, ont de charmans jardins bien arrosés, des cabanes assez propres groupées autour de l'église. Ces églises de l'Inde, presque cachées sous les arbres et entourées d'un mur blanc, ont plutôt l'air d'un hospice, tant on y voit de mendians, de lépreux, de malades affligés d'éléphantiasis. Assis à la porte de l'enclos, ces malheureux, que les brahmanes, dans leur impitoyable hypocrisie, regardent comme des pécheurs expiant les crimes d'une vie précédente, attendent la parole de charité et d'espérance que leur adresse au passage le missionnaire, seul homme au monde qui compatisse à leurs douleurs. Le soir, quand la petite cloche, bien grêle auprès de la conque sonore des pagodes, tinte l'angelus, ces pauvres gens, chargés de tout le poids des misères humaines, s'agenouillent au milieu de l'enclos, comme sous un parvis, et récitent à haute voix une longue prière que dirige quelque vieil aveugle à barbe blanche. Pour ceux-là, le dogme de la métempsychose a peu d'attraits; ils sont trop rudement éprouvés à leur passage sur la terre pour ne pas redouter les hasards d'une seconde naissance.

Çà et là, sur les routes, on rencontre des bazars, c'est-à-dire une certaine quantité de marchands, paysans et autres, accroupis sous

des arbres et fumant le houkka; ils vendent aux voyageurs le riz, le piment, les bananes, les cocos et surtout le *calou*, liqueur extraite du palmier et nommée à Bombay *toddy*, avec laquelle les parias s'enivrent soit pour rendre plus légitime le mépris qu'ils inspirent aux castes supérieures, soit pour se consoler de l'état d'abjection dans lequel ils vivent. Ces bazars sont donc à la fois les lieux de halte et les tavernes d'un pays où les hôtels sont inconnus; ils représentent les relais d'une *chauderie* à l'autre. La chauderie (*tchâori*) est le caravanseraï de l'Inde; elle consiste d'ordinaire en une cour carrée, garnie de galeries intérieures et extérieures, avec une citerne au milieu pour les ablutions; les brahmanes y ont des places réservées. Quand j'arrivai à celle d'Avakouppam, près de la petite rivière de ce nom, c'était l'heure du repos et de la sieste; le vent de terre élevait sur les chemins des tourbillons de poussière qu'il promenait en spirales à travers une campagne desséchée. Cette brise étouffante fait monter le thermomètre à 38 degrés Réaumur, et fend les pierres comme dans nos climats du nord un froid trop intense; elle annonce la fin d'une sécheresse de sept mois et l'arrivée des pluies.

Il y avait à l'ombre des galeries un bon nombre de voyageurs hindous endormis, et qui mêlaient leur ronflement au bourdonnement de mille insectes attirés par le voisinage des eaux et le feuillage serré d'un bouquet de vieux manguiers. Des enfans noirs et nus lançaient des pierres dans ces arbres pour en faire tomber les fruits encore verts, à la grande frayeur des rats palmistes. Derrière cette plantation s'étendait une ligne de palmiers flabelliformes, puis enfin la rivière aux flots argentés et si peu profonde, malgré sa largeur, qu'une cigogne la traversait à gué. Sur l'autre bord, la vue était bornée par une plaine sablonneuse couverte de ces mêmes palmiers auxquels convient un sol maigre et aride. Épars dans cette lande, comme les colonnes d'un temple ruiné debout sur la surface mobile du désert, ces arbres laissaient entre eux de longues et larges allées dans lesquelles erraient des troupeaux, cherchant en vain l'ombre et la fraîcheur, et fuyant surtout la piqûre des moustiques.

Au milieu de cette immobilité, de ce repos général, je vis accourir un homme qui trottait dans le sable d'un pas régulier et rapide, la poitrine tendue, les coudes en arrière; bientôt il passa près de la chauderie, et le bruit de son bâton chargé d'anneaux sonores fit lever la tête à tous les dormeurs; c'était le *tapal*, la poste à pied, l'homme qui porte sur son dos la malle aux lettres, et parcourt en plein midi,

selon son heure, le relai qui lui est assigné. On prétend que le cliquetis de la ferraille suspendue à son bâton a pour but d'éloigner les serpens sur lesquels le courrier est exposé à marcher; j'y verrais plutôt quelque chose de pareil aux grelots et aux clochettes des mules d'Espagne, un bruit joyeux qui distrait le coureur solitaire, fait lever la tête aux femmes assises sur le seuil de leurs cabanes, et annonce à tout le village le passage du tapal.

Une fois sur le territoire anglais, que l'on retrouve à une petite distance de la rivière, on ne tarde pas à atteindre Couddeloure, grosse bourgade, résidence d'un collecteur. Pendant trente-trois années, de 1750 à 1783, la pagode de Trivada, située hors de la ville, fut tour à tour prise, reprise, occupée, assiégée par les Français et les Anglais. Mêlée aux querelles des deux nations rivales, troublée dans son repos, dans son recueillement contemplatif, par des guerres incessantes, persécutée dans ses croyances par le fanatisme des nababs musulmans, la population hindoue devait rester au fond fort indifférente aux chances d'une lutte où il s'agissait seulement pour elle de changer de maître; peut-être même ressentait-elle une antipathie secrète pour les alliés d'Hayder-Ali et de Tippoo, qui décapitaient avec leurs candjiars les statues des pagodes. En 1678, les Français, expulsés de San-Thomé par les Hollandais, étaient venus s'établir dans la bourgade de Poudou-Chereri (Pondichéry), conduits par un aventurier du nom de Martin, un de ces hommes énergiques toujours prêts à se sacrifier pour une patrie qui jamais peut-être ne gardera leur souvenir. Le radja de Gengee céda aux colons un petit territoire, dont plus tard, malgré les instances des Hollandais, alors tout puissans dans l'Inde, il refusa de les chasser. Peu d'années après, la bourgade, devenue ville forte, donnait asile au radja d'Arcot, battu par les Mahrattes, et, par suite des nécessités de la guerre, les Français de Pondichéry vinrent un jour s'emparer eux-mêmes de Gengee, forteresse perchée sur un roc inaccessible, et qu'il était important de ne pas laisser aux Anglais. Les radjas durent donc se repentir de l'hospitalité accordée gratuitement ou vendue aux Européens; forcés d'embrasser un parti, de céder leurs palais, leurs citadelles, jusqu'à leurs temples, ils expièrent la faute involontaire qu'ils avaient commise en préparant, sans le savoir, la ruine de leur pays. Doit-on s'étonner que la Chine, instruite de ces évènemens qui s'accomplissaient dans son voisinage, se soit entêtée jusqu'à la fin à profiter d'une si terrible leçon!

Au milieu du siècle dernier, la population de Couddeloure était

évaluée à soixante mille ames; il est difficile, à vue d'œil, de fixer un chiffre exact, tant les habitations sont disséminées. Cette *villa* (dans le sens espagnol du mot) comprend plus d'une demi-lieue de maisons, de champs, d'enclos, de jardins où mûrissent les énormes pamplemousses (*citrus decumana*), qui abondent dans les bazars, ainsi que le fruit monstrueux du jackier (*artocarpus integrifolia*). Au-delà de cette riante *huerta*, on retrouve un chemin poudreux, çà et là des touffes de *pandanus* groupés sur des monticules de sable, des bosquets épais de *cashew* (*anacardium*), couverts de petites pommes et de fleurs roses, des bois de palmiers sauvages, sous lesquels le chacal s'abrite en plein jour. Parfois aussi, au milieu d'un espace aride, surgit un vieil acacia épineux à moitié calciné par la chaleur et chargé de guenilles : c'est une espèce d'arbre fétiche devant lequel tout voyageur déchire un morceau de son vêtement pour le suspendre aux rameaux, comme s'il s'agissait de compenser ainsi le feuillage absent. De loin en loin paraît un village, dont l'abord est marqué par un de ces figuiers *banians*, image de la fécondité, recourbant vers le sol leurs branches, qui pendent en racines échevelées, s'implantent de nouveau, et forment une tonnelle colossale; sous ces voûtes naturelles se tient tantôt un marché, tantôt une école; c'est comme un grand nid qui rassemble au soir les vieillards et les enfans. Autour des maisons, grace à la fraîcheur des citernes, s'élève le cocotier, qui nourrit l'homme de son amande, l'abreuve de son lait, l'enivre de son vin, et lui fournit sa feuille pour couvrir des cabanes, la bourre de son fruit pour faire des nattes, des cordes, des tissus, sa noix pour puiser l'eau et confectionner l'appareil dans lequel on fume le houkka. On voit aussi le bambou dont le pêcheur fait des mâts et des rames, le jardinier des conduits pour l'irrigation, le vannier des paniers; les tiges frêles et tendres de ce gigantesque roseau se glissent à travers les branches horizontales du ouatier, dont la fleur jaune brise en s'ouvrant une gousse charnue, s'épanouit en candélabres comme celle de l'agave, et se change en un duvet soyeux que le vent secoue dans les airs. Là, jamais la végétation ne s'arrête; les plantes herbacées, les arbres à moelle, pompent aisément l'eau que puise la racine aux étangs et aux canaux; ce sont de frais bosquets où le parfum des fleurs, le bourdonnement du colibri, le chuchottement des petits oiseaux, vous invitent à dormir; mais, prenez garde, sous ces herbes veloutées rampent souvent de hideux serpens.

Cependant j'approchais de Chillambaram. Je rencontrai un religieux

voué à Vichnou, comme l'indiquaient la couleur jaune de sa tunique, de son turban et de son écharpe flottante, le chapelet pendu à son bras, la triple ligne tracée sur son front (1). Un serviteur, un disciple, le suivait à pied, portant les bagages et l'éventail. Le *djogui* trottait sur un petit cheval birman, et nous montrait la route. Déjà, au-dessus d'un bouquet d'arbres gigantesques apparaissaient les sommets des pyramides bâties sur les portes de la pagode. Une large chaussée établie dans une plaine basse traverse en plus d'un endroit des marais à sec depuis plusieurs mois. Le soleil descendait; une poussière dorée voilait les dernières lignes de l'horizon; le crépuscule jetait une teinte violette sur cette campagne attristée. Dans le lointain résonnait un son plaintif et vibrant tour à tour, pareil à l'appel et au soupir d'une poitrine humaine. C'était le *poudja* (l'adoration) du soir qu'annonçait la conque des brahmanes.

Le *bangalow* (maison de poste destinée aux Européens) se composait, selon la coutume, de deux chambres; l'une était occupée par des ingénieurs anglais, l'autre me servit de campement. Il nous paraîtrait naturel que des voyageurs réunis par le hasard dans un pays lointain échangeassent quelques paroles amicales; mais l'étiquette britannique ne procède pas ainsi; ce serait s'exposer à se *compromettre* avec une personne d'une classe inférieure; aussi chacun reste dans son coin, s'ennuie, se gourme : on dirait deux ennemis qui s'observent. Cependant la chaleur trop accablante obligea les gentlemen aussi bien que moi à dormir à la belle étoile sous les *verandas*.

Je m'éveillai, sinon frais, du moins dispos, près d'un grand étang bordé de trois côtés par des arbres magnifiques, sous lesquels était rangée toute une population de pèlerins, de marchands, de voyageurs, campés dans leurs chariots ou sous des nattes. Puis, après avoir laissé aux prêtres le temps de faire les ablutions du matin, de tracer sur leur front, sur leur poitrine et sur leurs bras les trois lignes de Civa, de manger leur riz et de chausser leurs babouches, je m'acheminai à travers des rues larges, bien tracées, ombragées d'acacias. Là sont les maisons des brahmanes, habitations assez simples, soutenues par des piliers souvent ornés de figures et décorés d'une veranda avec un banc, où l'heureux desservant vient se coucher, rêver aux priviléges de sa naissance, et se reposer de son désœuvre-

(1) Trois lignes verticales tracées sur le front désignent les sectateurs de Civa; trois lignes horizontales, les religieux voués à Vichnou.

ment; à moins qu'après tant de siècles il ne cherche à se remettre des fatigues que causa à ses ancêtres l'achèvement d'un temple si merveilleux.

L'enceinte extérieure consiste en un parallélogramme de deux cent vingt toises sur cent soixante; les murs ont trente pieds de hauteur et sept d'épaisseur; quatre belles portes, tournées vers les quatre points cardinaux et ouvrant sur quatre routes, conduisent dans l'intérieur de la pagode; chacune de ces portes est surmontée d'une pyramide haute de cent cinquante pieds, à sept étages, entièrement couverte de figures et couronnée par une face hideuse qu'abrite une coquille en éventail. A travers ces figures de poses et de mouvemens si variés, circule tout un monde de petits lézards; dans les fissures de la pierre, dans les interstices fouillés par le ciseau, poussent des herbes, des arbustes, semés là par les oiseaux et le vent de la mousson. La partie supérieure de la pyramide, faite de brique, repose sur un massif dans lequel est taillée une ouverture haute de trente-deux pieds et large de trente-sept, porte gigantesque qui laisserait passer les éléphans deux à deux. Les montans et le linteau sont d'une seule pierre; une lourde chaîne, en pierre aussi, suspendue à une grande élévation, et désormais brisée, était engagée de chaque côté de ces montans, de telle façon qu'elle avait dû être prise dans la même masse et ne faisait qu'un avec ces blocs de granit. A chaque gradin marquant les étages est appliquée une bande de cuivre qui, jadis frottée et polie aux jours des solennités, reflétait les rayons du soleil, et ceignait ainsi chaque pyramide de sept auréoles.

Moins grandioses que les portiques cyclopéens de la Haute-Égypte couverts non d'images, mais de mystérieux symboles; plus sévères et plus harmonieuses de forme que les tours chinoises, où la minutie des détails détruit l'effet des proportions, les portes de Chillambaram sembleraient presque grecques par la base, gothiques par le sommet; car le caractère particulier de la philosophie et de l'art chez les Hindous, c'est toujours l'imagination vagabonde et désordonnée jaillissant en gerbes sur la source du dogme, la pyramide échafaudant ses rangées de figures terribles et grimaçantes sur le socle de granit; aussi chacun de ces édifices est une épopée complète, ou mieux un drame de Shakspeare, où le rire même a sa tristesse et sa mélancolie.

A la seconde enceinte est adossée une galerie à deux étages, disposée en cellules dans lesquelles on place les fruits et les fleurs, le beurre fondu et l'huile, employés dans les sacrifices. Les colonnes

de ce cloître sont sculptées aussi avec soin; l'artiste hindou met partout l'ornement autour du pilastre, parce que sous ses yeux la liane se suspend toujours au tronc de l'arbre. Pénétrons plus avant; nous trouverons de vastes chapelles, des sanctuaires, un étang, une piscine, une variété d'édifices qui trouble le regard, et une grandeur de lignes qui bientôt repose l'esprit un peu déconcerté. Dans la troisième enceinte, fermée de murs sur lesquels court une inscription en caractères *telingas*, sont contenues trois *chabeïs* ou chapelles.

La première est consacrée à Içwara, le maître, le Dieu universel et infini, cause et substance des êtres créés; Civa, selon l'acception mythologique et populaire, et plus particulièrement ici, Civa qui se plaît dans les neiges du mont Kaïlaça, comme l'indique son surnom Sitambara (Chillambaram), vêtu de blanc. Au fond de la seconde, on voit Vichnou dans son attitude pensive et conservatrice, assis sur le serpent Çécha aux mille têtes. Les détails de sculpture abondent dans ces deux petites pagodes; l'une, détachée du sol, repose sur deux roues de pierre comme un char immense; l'autre, soutenue par des piliers de la plus gracieuse forme, semble le vestibule d'un palais féerique créé par enchantement, car on ne peut supposer que tout cela ait été bâti par les *karoumans* (tailleurs de pierre), qu'on rencontre sur les routes presque nus et portant de grossiers outils dans un sac de cuir.

Enfin, voici la troisième chapelle : deux statues à quatre bras en porphyre brun, presque bleu, et de taille colossale, défendent l'entrée du sanctuaire. Là tout est symbolique; cinq piliers de sandal sans images représentent les cinq élémens : l'air, la terre, le feu, l'eau et l'atmosphère, *akas*; quatre piliers historiés, les quatre Vedas; dix-huit autres, les dix-huit Pouranas, et dix autres, les dix Çastras; il n'y a pas jusqu'au nombre des chevrons qui n'ait un rapport allégorique avec des nombres consacrés. Au-dessus de l'édifice brillent neuf boules de cuivre, qui sont les neuf incarnations de Vichnou, ou les neuf ouvertures du corps. Le temple même est séparé du sanctuaire par un espace large de quelques pieds et pareil à un fossé; c'est là que s'arrêtent les profanes. Les brahmanes seuls, préposés à l'entretien des choses saintes, s'asseoient familièrement près de l'idole frottée d'huile, richement habillée, éclairée par des lampes sans nombre, parée de fleurs; au fond de ce *sacrarium*, règne un demi-jour mystérieux. Cette idole renommée fut, selon la légende, trouvée dans un coffre par un roi de la dynastie des Cholas, à qui Civa lui-même, sous la forme d'un précepteur spirituel, indiqua ce précieux trésor caché en terre; cette

tradition, fort obscure, n'en présente pas moins au lecteur attentif quelque allusion à un fait historique, que voici en substance. Vers la fin du premier siècle de notre ère, les djaïnas tout-puissans firent cesser les sacrifices brahmaniques, détruisirent les temples; afin de venger son culte proscrit, Civa envoya une pluie de feu, ou, pour substituer l'histoire à la légende, les civaïstes se soulevèrent et brûlèrent les djaïnas dans leurs demeures. De cette colère de Civa naquirent trois rois qui se baignèrent ensemble au lieu où trois rivières se joignent, près de Condjevaram, firent serment de rétablir le civaïsme dans tout son éclat, et, en récompense de leur dévouement, le dieu lui-même, sous la forme d'un brahmane, fit connaître à l'un d'eux l'endroit où, lors des persécutions, les habitans avaient caché leurs richesses et les saintes images. C'est donc à tort que les desservans de Chillambaram font remonter à l'an 400 du Calyouga (de l'âge de fer ou âge actuel), correspondant à l'an 607 avant Jésus-Christ, l'érection d'un monument qui ne put, d'après leur propre Pourana, être construit avant le second siècle de notre ère. N'est-ce pas déjà une respectable antiquité? D'ailleurs, de très anciens ouvrages disent qu'un million d'aumônes à Benarès ne vaut pas plus qu'une seule faite à Sitambara. Et Civa, dans les mêmes textes, dit aussi : « Je suis un des trois mille prêtres établis à Sitambara. » Avec de pareils souvenirs, une pagode ne peut manquer d'être célèbre dans tout le pays, d'attirer un concours rassurant de pèlerins, n'eût-elle que seize siècles d'existence.

Derrière cette enceinte est l'étang sacré, auquel on descend par de belles marches régnant sur les quatre faces du parallélogramme, entouré de galeries où les baigneurs font sécher leurs écharpes et leurs turbans, lavés chaque jour. Quant au pagne des hommes, et à la pièce de toile bariolée dont s'enveloppent les femmes, ce sont les indispensables vêtemens que jamais un Hindou ne quitte; on les frotte dans l'eau en prenant le bain. Aussi, dans cette piscine où se plongent à la fois tant de personnes de tout âge et des deux sexes, il ne se passe rien qui puisse choquer la décence; d'ailleurs, le bain est un acte religieux. L'autre piscine, fermée au public, est couverte d'une coupole à peu près moresque, d'une architecture charmante et d'apparence plus moderne; les trois boules dorées qui surmontent cet édifice lui donnent l'aspect plutôt d'une mosquée que d'une pagode.

Une galerie de cent colonnes, aujourd'hui en assez mauvais état, était le principal reposoir où l'on plaçait l'idole avant de la conduire

dans un autre temple plus gigantesque, long de trois cent seize pieds, large de deux cent dix, et soutenu par mille piliers chacun d'une seule pierre. On y arrive par un péristyle élevé sur quelques marches, orné de chaque côté, à l'extérieur et à sa base, de peintures représentant des cortéges, des danses animées où l'on retrouve les mouvemens et les costumes des bayadères de nos jours. Entre ce péristyle et deux escaliers latéraux sont sculptés les éléphans que réclame tout monument indien. Le plafond a ses fresques aussi; mais il est à remarquer que, dans ces contrées où l'on semblait édifier pour des siècles éternels, l'architecture et la sculpture acquirent un développement que la peinture n'atteignit jamais; comme si cette branche de l'art, sœur cadette des autres, si choyée des temps modernes, eût paru produire des choses trop peu durables pour un peuple qui écrivait dans la pierre son histoire et ses dogmes.

Reposons-nous donc sous ces milles colonnes, disposées avec tant d'art et de symétrie que, de quelque côté qu'on promène son regard, elles offrent toujours de régulières allées. Un soleil perpendiculaire ne jette autour des temples aucune ombre, mais sous ce vestibule spacieux quelle fraîcheur! Tout au fond, voici un banc haut de deux pieds et demi, sur lequel on serait tenté de s'asseoir, si ce n'était l'autel où l'on dépose les offrandes, la couche divine où deux fois Civa en personne a daigné s'étendre. Le chef actuel des brahmanes, *Soundaridîkchitarapanditara* (le très savant et excellent sacrificateur Soundari), l'a vu de ses yeux, et nous tenons le fait de son auguste bouche. Derrière cet autel règne un fossé profond, jardin sans cesse arrosé, qui produit les bananes, les cocos et les fleurs odorantes dont on fait hommage aux idoles. Quelques pèlerins couchés sur les dalles dorment paisiblement, et voient sans doute en rêve le dieu qu'ils sont venus adorer de l'extrémité septentrionale de la presqu'île; près d'eux sont le bâton formé de trois branches tordues ensemble (*tridanda*), le vase de cuivre bien poli pour les ablutions. Çà et là de petites vaches blanches trottent et font retentir la corne de leurs pieds sur la pierre unie; partout rôdent les rats palmistes; les huppes que la chaleur poursuit se cachent sous les corniches, le bec ouvert, l'aile tendue. Les baigneurs qui sortent de la piscine viennent s'allonger, faire l'*ashthanga* (prosternation des huit parties du corps) devant la statue colossale du taureau sacré, qui, au dire des dévots, se lève chaque soir, sort de dessous son dais de granit, et se promène dans l'enceinte de la pagode; à moins toutefois que cette mystérieuse promenade ne soit accomplie par cet autre taureau vivant, gras et dodu,

caressé par tous les croyans, et véritable dieu du temple, dont la superstition lui accorde la possession pleine et entière. Puis, quand le soleil a descendu un peu vers l'invisible *montagne de l'ouest*, derrière laquelle il se dérobe chaque soir, un certain mouvement succède au repos de la sieste. Quelque troupe bruyante de musiciens sort de l'une des chapelles et se dirige hors de la pagode pour accompagner un *poudja*, une procession, dans un reposoir voisin. Ce sont des flageolets aigus criant à l'unisson, de petites cymbales de cuivre, et un double tambour placé sur le dos d'un bœuf, que frappe avec de courtes baguettes un timbalier à cheval sur la croupe. La foule suit, disparaît sous les larges portes; l'Européen resté seul rentre en lui-même. Après avoir admiré le travail humain de ces beaux édifices, il rêve au vide du sanctuaire où sont inscrites des formules dénuées d'enseignement, où tout parle à l'esprit sans toucher le cœur, où tout est calculé pour subjuguer l'ame par les sens, pour l'enfermer dans une barrière de dogmes inexorables dont les brahmanes même ont si bien caché les entrées qu'ils ne les peuvent retrouver.

En 1750, la divine image de Wallyamman, le palladium de la pagode, fut une fois encore enlevée du sanctuaire; les trois mille prêtres, au nombre desquels Civa s'honorait d'être compté, furent réduits à fuir devant l'invasion musulmane des nababs voisins. Les Français, commandés par Villeneuve, se retranchèrent dans cette immense enceinte, trop difficile à défendre; trois des portes furent bouchées avec des pierres. Leurs alliés élevèrent autour du mur extérieur de petits bastions moresques, et il fut un instant question de flanquer de tours massives ce paisible édifice, transformé en citadelle par les mécréans. Pour comble de profanation, des parias serviteurs de l'armée tuèrent des bœufs en face de l'image du taureau; sous ce même temple, dans cette chapelle aux mille colonnes, *ananda chabeï* (la chapelle de la béatitude sans fin), les officiers français donnèrent à leurs ennemis, pendant les suspensions d'armes, des banquets et des fêtes. Cela dura dix années. Le 19 mars 1760, après une de ces vigoureuses résistances auxquelles ils avaient habitué les Anglais, nos soldats, européens et cipayes, capitulèrent, la dynastie musulmane du Mysore succomba, la France perdit son influence et à peu près ses colonies : l'image vénérée revint à son sanctuaire, et les brahmanes reprirent possession de leur *agraharam* (village de religieux), bien appauvri, même en proportion du nombre des desservans, qui ne s'élève pas à plus de trois cents désormais.

Pensant avec tristesse à ceux de nos compatriotes qui gisent en-

terrés là quelque part sous les décombres, et poursuivi par une soixantaine de brahmanes, le chef en tête, qui m'exposaient leur misère et demandaient l'aumône, je regagnai mon gîte; le jour tombait. Devant les portes, j'entendais le chant monotone de quelque *vaïcya* (laboureur), couché sur le banc de la galerie, et je distinguais à peine dans l'ombre du crépuscule sa blanche écharpe bordée de rouge. Des pagodes ruinées, des chapelles, des reposoirs, qu'on visiterait ailleurs avec soin, se rencontrent çà et là; mais, écrasés par la magnificence du grand temple, ils ressemblent à des miniatures. Autour de l'étang principal, voisin de la porte, brillaient les feux des pèlerins et des marchands occupés à faire cuire le riz du soir; chaque campement, chaque chariot avait son groupe, digne d'être étudié; de belles jeunes filles descendaient au *tank* (étang) pour y remplir leurs cruches arrondies; elles s'y ébattaient avec des éclats de rire joyeux, et leur silhouette se profilait sur la surface limpide des eaux que leurs mouvemens faisaient miroiter aux premiers rayons de la lune; puis elles marchaient gravement, une main sur la hanche nue, l'autre à peine posée sur l'amphore qui s'incline aux ondulations du cou; chacune cheminait silencieusement vers sa cabane; et sous les grands arbres, sous l'obscurité d'un feuillage épais, elles passaient comme des ombres, trahies à peine par le bruit des anneaux qui ornent leurs pieds. Dans les airs hurla le hibou; dans les taillis, sous les ruines, aboya le chacal; alors « s'avança la nuit protectrice de toutes les créatures : décoré des constellations, des planètes, des étoiles brillant toutes ensemble, le ciel, pareil à un tissu léger, s'éclaira et resplendit complètement. Alors errèrent à leur gré les êtres qui marchent dans les ténèbres, ceux qui marchent au grand jour rentrèrent sous le joug du sommeil; alors aussi retentit le bruit terrible des animaux qui se meuvent dans l'obscurité, les bêtes fauves se réjouirent; la nuit, source de frayeurs, régna de toutes parts... » O magnifique poésie d'une langue plus ancienne encore que la vieille pagode, es-tu donc morte à jamais, et le brahmane déchu ne sait-il donc plus faire entendre d'autres accens que ceux de la conque gémissante qui jette un dernier murmure entre les quatre pyramides géantes?

II.

Après avoir visité cette pagode célèbre, il me restait à voir les grottes les plus renommées de la côte de Coromandel, celles de Mahabalipouram.

Le voyageur qui, sortant de Pondichéry par la route du nord, se dirige vers Mahabalipouram, est frappé de la tristesse des campagnes. Il y a entre la côte de Malabar et celle de Coromandel, dans certaines parties, la même différence qu'entre le Chili et les provinces de la Plata; la même cause aussi produit cette différence. Les Gaths sont, comme les Andes, bien plus rapprochées du rivage occidental que du rivage oriental; dans tous les pays, les montagnes font les ruisseaux, mais dans ces deux contrés d'Amérique et d'Asie, les ruisseaux font les récoltes. Cochin, Alepee, Quilon, ont de belles et fraîches forêts comme Valdivia et la Concepcion; tout l'espace compris entre le Godaveri et le Coleroon souffre de la sécheresse comme les plaines qui s'étendent entre la Plata et Rio-Negro. Sur la droite, une ligne de palmiers indique le bord de la mer, qu'on entend quelquefois déferler au pied des dunes de sable; tantôt on traverse des campagnes arides, pauvres, des villages habités par des gens de caste inférieure, vivant sous des cabanes faites de feuilles d'arbres, et réduits à boire, vers la fin de la saison sèche, une eau bourbeuse; tantôt on rencontre des vallées trop basses, marécageuses, où s'élèvent par bouquets irréguliers de gros arbres, dans lesquels nichent les milans et les vautours malpropres (*vultur pondicerensis*) au bec jaune, aux plumes courtes et hérissées comme celles des oiseaux enfermés dans les cages; des plages salines, que le vent a gercées et fendues comme la gelée; des lacs formés par l'Océan, mornes flaques d'eau qui repoussent bien loin d'elles toute végétation. Après avoir franchi le plus considérable de ces bras de mer, on monte vers un village entouré de jardins; la place fort spacieuse est tout entière ombragée par un figuier gigantesque, mais cette bourgade qu'on se représente si riante n'est autre chose qu'un bagne de la présidence de Madras; triste halte, car on ne repose pas bien en face de ceux qui sont condamnés à de rudes travaux.

Désormais, jusqu'à la petite rivière d'Ennevore, jusqu'à cette riche *huerta*, déployée comme un parterre autour de Madras, les routes et les villages vont s'animant. Les chauderies que je rencontrai étaient remplies; au soir, des voyageurs par centaines y murmuraient leurs prières en lavant leurs barbes et leurs mains; les uns causaient jusqu'au matin par petits groupes, au grand préjudice des voisins qui témoignaient par des bâillemens prolongés le regret d'un sommeil interrompu; d'autres, plus affairés, reprenaient leur course après un léger repas; c'étaient souvent des cipayes allant rejoindre l'escadre destinée à l'expédition de Chine. Vêtus de l'habit rouge, mais jambes

nues, portant au bout d'un bâton le shako et la culotte d'ordonnance, ils cheminaient bravement la nuit, sans redouter les voleurs, qui inspirent aux Hindous une crainte excessive. Les vols doivent être assez fréquens dans les chauderies, puisque, d'heure en heure, un *tchaokidar* (homme de police) fait sa ronde avec une cresselle pour avertir les dormeurs que le chien veille au repos de la bergerie. Deux espèces de mendians abondent surtout dans ces caravanseraïs; les *lada-sanyassis* (pénitens nus), aux cheveux en désordre, au regard abruti, qui sont arrivés, par de honteux libertinages, à amortir leurs passions; et les faquirs, religieux musulmans, qui, à la différence des sanyassis, adressent plus particulièrement leurs demandes d'aumônes aux Européens; ils vont ceux-ci d'une pagode à un étang consacré, ceux-là d'une mosquée au tombeau d'un santon, voyagent en toute saison, et vivent de la poignée de riz que leur accorde la charité publique. Ces êtres passent leur vie dans la plus complète indépendance; comme les oiseaux, ils trouvent la pâture au bord du chemin; comme eux aussi, ils supportent la faim et la soif, mais ils inspirent moins de pitié que de dégoût; car les prescriptions les plus vulgaires de la morale semblent inconnues au musulman contemplatif, et la métaphysique ténébreuse du gymnosophiste hindou ne produit en lui que le cynisme le plus révoltant.

Peu à peu nous approchons de Mahabalipouram; déjà se montrent des rocs pareils à ceux qui recèlent les sculptures célèbres; sur une de ces collines formée de grosses pierres détachées les unes des autres tinte une clochette, et de toutes parts arrivent, par les sentiers poudreux, du fond de la plaine, du milieu des buissons, des jeunes gens de bonne caste portant le cordon d'investiture en sautoir, et sur la poitrine le *lingam* enfermé dans une petite boîte d'argent. Derrière eux, à part et se tenant par la main, marchent des jeunes filles, le front frotté de poudre de sandal, ornées de leurs plus beaux bracelets. Sur leurs cheveux noués avec soin brille aux derniers rayons du soleil la plaque d'or; à leurs oreilles, à leur nez pendent de longues boucles; elles ont sur le front des couronnes de *polyanthus*, et toutes se taisent, s'arrêtent et baissent les yeux en apercevant un Européen. Mais bientôt cette population empressée que la cloche semble faire sortir de dessous terre serpente au milieu des rochers, se groupe à la suite d'une procession, circule en files interminables dans les anfractuosités de la colline, où elle disparaît aux yeux; puis les têtes se laissent voir encore sur la cime de cette petite montagne d'où partent des chants, des bruits de tambours et de trompettes, et derrière

laquelle se cache quelque pagode invisible dont toute la contrée célèbre la fête.

La nuit tomba sur cette scène pastorale assez semblable à celles que décrit Tchatour-Bhoudj Misr dans son *Premságar* (océan d'amour (1). Et songeant à la réforme du brahmanisme, dont cet ouvrage est l'histoire, et qui, par ses tendances à un culte plus adouci, offre de si singuliers rapports avec le paganisme grec, je me mis à cheminer à pied, à la lueur des étoiles, jusqu'à un village où je trouvai l'hospitalité dans un *mandaba* (reposoir) soutenu par de lourds piliers. J'y reposai, adossé aux plus obscènes sculptures, en compagnie d'une vieille femme idiote et d'une petite vache fort turbulente, qui galopait sans cesse et s'en allait fréquemment boire à l'étang. L'animal était le dieu du parvis, la folle pouvait être quelque ame en peine possédée d'un esprit surnaturel; les chauves-souris énormes planaient d'un vol fantastique sur les eaux blanches du réservoir entouré de grands arbres; quelques oiseaux aquatiques debout sur une patte, pareils à des sentinelles, se tenaient çà et là au bord du bassin; parfois ils prenaient leur vol l'un après l'autre, troublés dans leur repos par le passage d'un chien errant que l'obscurité cachait à mes yeux, puis retombaient un peu plus loin dans la même posture, dans la même immobilité. C'était une nuit magnifique, qui invitait plus à marcher qu'à dormir; aussi, je repris bientôt ma route, impatient d'arriver enfin à Mahabalipouram.

L'ensemble des monumens compris sous cette dénomination se compose d'un groupe de sept rochers taillés en pagodes, de deux temples élevés au bord de la mer, et d'une grande quantité de reposoirs, de chapelles creusés dans le rocher principal, ainsi que de figures sculptées sur la pierre, à ciel ouvert. Décrire tout cela serait répéter en partie ce qu'ont dit Langlès dans ses *Monumens de l'Hindostan*, et après lui le docteur Babington dans le deuxième volume des *Transactions de la Société Asiatique de Londres*. Cependant, sans copier ses devanciers, chaque voyageur a peut-être le droit de parler à son tour et à sa manière de ces ruines gigantesques, souvenirs d'un autre âge, de proposer au lecteur cette énigme historique dont le mot n'est pas trouvé encore.

Le marin qui dépend de la brise, c'est-à-dire du présent, ne voit dans ces édifices, nommés par lui *les Sept Pagodes*, autre chose qu'un

(1) Cet ouvrage, devenu fort rare dans l'Inde, est une histoire de Krichna et des bergers du pays de Bradj qui avaient voué à cette divinité un culte spécial.

point de remarque utile à la navigation; le brahmane, intéressé à cacher dans la nuit des temps l'origine d'un mystérieux travail dont la date reste ignorée, veut que toutes les grottes de la presqu'île aient été creusées par les Pandous, demi-dieux du Mahabharata; il existe parmi les Hindous cinq à six autres explications toutes aussi inacceptables que celle-ci. Les pagodes ont leurs légendes conservées par les prêtres, rédigées sous forme de puranas, des titres de propriété, des *grants of land*, gravés sur des plaques de cuivre, portant donation du terrain, le tout accompagné de dates ou au moins du nom des donataires, princes et radjas connus dans l'histoire. C'est à l'aide de ces documens et des inscriptions qui parfois couvrent les édifices de haut en bas, qu'on a pu lever jusqu'à un certain point le voile qui cache les siècles intermédiaires du brahmanisme. Les caves n'ont que des inscriptions en caractères fort anciens, très courtes, moins légendaires que sentencieuses; et point de puranas locaux, ni de titres de dotation, car rien ne prouve qu'elles impliquassent possession du terrain, puisqu'elles se cachaient sous le rocher (1). Ces monumens sont donc plus anciens que les autres, c'est là un fait incontestable. Cependant, comme la presqu'île ne fut guère explorée ni surtout habitée par les Hindous avant notre ère, on est forcé d'admettre que ces travaux peuvent tout au plus compter deux mille ans d'existence; ils appartiennent à la période romane de la péninsule et au moyen-âge du brahmanisme.

Arrivé au village, je m'étais installé sur la veranda d'une chauderie faisant face à la grande place; je vis s'élever aussitôt une rumeur, un *alboroto* parmi les brahmanes, et leur chef vint me dire qu'il m'était impossible de camper au lieu réservé à ses collègues, surtout un jour de grande fête. Alors je priai le *pandit* de m'assigner un logement, et il me désigna celui que j'eusse choisi si je l'avais osé, un temple souterrain situé précisément entre le grand roc chargé de sculptures et la chapelle de Krichna. Cette chapelle, peut-être la plus ancienne de toutes, est remarquable par la naïveté des figures. Krichna debout, le bras tendu, soutient le plafond de sa main puissante; autour de lui sont rangées les filles des bergers; des pâtres jouent de la flûte, d'autres traient les vaches : c'est une idylle gran-

(1) Ainsi, l'inscription en ancien *tamul*, citée par Babington, et qui parle de donation, s'applique à une pagode, et non à une cave, car généralement les temples de ce dernier genre ne servent plus à la célébration des sacrifices, bien que les figures dont ils sont remplis soient tirées du panthéon hindou, à de rares exceptions près.

diose. Par une bizarrerie très remarquable dans la sculpture hindoue, les hommes ne sont jamais représentés nus, tandis que les femmes n'ont souvent d'autre vêtement que la parure de la tête et les pendans d'oreille. Le roc, large de quatre-vingt-dix pieds sur une hauteur de trente environ, est un gigantesque bas-relief sur lequel se meuvent soixante figures humaines, sans compter une foule de gazelles, de lions à la crinière frisée comme le lion héraldique, d'oiseaux de toute espèce, et surtout deux éléphans un peu plus grands que nature. Sous les jambes du plus colossal sont quatre petits, dont l'un se prosterne devant la divinité un peu fruste, cachée sous un dais, à laquelle tous ces êtres rendent hommage (1).

Les chapelles nombreuses creusées sur les deux côtés de cette colline de granit et à moitié masquées, dans la partie occidentale surtout, par des buissons épineux où l'on risque de laisser lambeaux par lambeaux sa jaquette blanche et son pantalon de toile, et où l'on tremble à chaque pas de marcher sur un serpent; ces chapelles, bien moins profondes, bien moins imposantes que les grottes d'Elephanta, se font cependant remarquer, celles-ci par la hardiesse des compositions, la vivacité des poses, celles-là par le fini de l'exécution et la beauté du dessin; elles semblent être autant de reposoirs où s'arrêtait l'idole dans sa procession fatigante vers une dernière pagode, aujourd'hui ruinée, qui couronnait la crête du roc. Les bas-reliefs sont souvent disposés à droite et à gauche du fond, qui en est la partie principale, et rappellent en peinture les tryptiques des anciens maîtres allemands. Plusieurs des sujets qu'ils représentent sont peu intelligibles aux Européens, car nous n'avons point encore de traductions ni de textes imprimés des dix-huit Puranas; cependant, sur les parois de la plus considérable de ces excavations, on reconnaît l'incarnation de Vichnou en sanglier (*vahâharatara*), ailleurs Dourga, la femme de Civa, montée sur un lion, agitant ses huit bras armés, et s'élançant à la poursuite des Asouras (démons). Autour de la déesse s'agite un cortége redoutable de guerriers dont le principal personnage est un géant à tête de bœuf, qui, la massue à la main, semble guider et entraîner l'armée sur ses pas. Plus loin on voit la divinité sous le parasol, dans son attitude sereine et divine; un antilope et un lion sont debout près d'elle; ailleurs elle est assise sur un trône, entourée de servantes qui lui apportent des cruches pleines

(1) La Société asiatique de Calcutta possède dans son musée un grand tableau de Daniell qui représente toute cette partie du roc de Mahabalipouram.

d'eau; deux éléphans prennent les vases dans leurs trompes et les vident successivement sur les épaules de Dourga. Qui sait si jadis quelque radja ne s'amusa pas à dresser des éléphans à ce singulier service?

On peut encore se figurer les brahmanes tournant avec le soleil autour de la montagne transformée en pagode et coupée d'escaliers. Pendant la chaleur de midi, les grottes inférieures offraient un abri plein de fraîcheur et de mystère; puis, à mesure que l'ombre s'allongeait, ils montaient de reposoir en reposoir, adorant la divinité sous ses manifestations diverses, jusqu'à ce que, arrivés à la cime, sous le petit temple aujourd'hui ruiné, ils se plongeassent dans le cinquième élément, dans l'éther, qui est Brahme, le dieu impersonnel. De là, ils entendaient mugir la mer derrière les dunes, ils voyaient étinceler sur la plage l'Océan, *trésor et réceptacle des eaux*, digne de respect et d'adoration à cause des milliers d'êtres qu'il renferme; de là, ils contemplaient aussi les astres, dans lesquels ils voulaient lire toutes les phases de la vie humaine, comme ils y avaient déchiffré heure par heure toutes celles des nuits, des saisons et des années (1). On devine que le grand rocher chargé de sculptures fait face à l'orient; les premiers rayons du soleil frappent et animent cette scène solennelle. S'ils n'en tirent pas, comme de la statue de Memnon, un son harmonieux, du moins ils l'illuminent d'une si splendide lumière qu'on prendrait ce roc immobile pour le voile radieux et diaphane derrière lequel se cache un sanctuaire invisible.

Serait-il déraisonnable de penser que les brahmanes, sortis de leur pays par suite d'un exil volontaire ou forcé, et se trouvant jetés au milieu d'une population hostile ou au moins rebelle à leurs doctrines, se réfugièrent d'abord dans des grottes naturelles qu'ils agrandirent, dans lesquelles ils sculptèrent toute leur théogonie, leurs principales légendes, les plus saisissantes pages de leur histoire, enseignant ainsi sans en avoir l'air, parlant aux yeux des hôtes qui les avaient accueillis, jusqu'à ce que, prenant sur la masse convertie à leurs dogmes l'empire auquel ils aspiraient, ils quittassent ces cavernes pour édifier ouvertement les temples magnifiques, symbole de leur puissance incontestée, de leur triomphe décisif?

(1) Les brahmanes cultivent encore l'astrologie, qui est une de leurs cinq branches d'enseignement; dans les maisons riches, ils sont appelés à la naissance d'un enfant pour tirer son horoscope, qu'ils présentent aux parens sur une large feuille de papier contenant les calculs, les explications et les signes magiques employés au moyen-âge par les nécromanciens.

A un demi-mille au nord du rocher, s'élèvent les cinq pagodes monolythes; ce sont de monstrueuses pierres, des masses de granit dont trois représentent des chars (*rathas*) dans lesquels on promène des idoles aux jours de fête; tout auprès, on voit un éléphant et un lion, qui ne paraissent pas entièrement terminés, colossales ébauches d'un ciseau de géant. Ces monumens, différens entre eux de grandeur et d'exécution, présentent, celui-ci un carré parfait à trois étages rentrans, couronnés d'un dôme, celui-là un parallélogramme aux angles arrondis. Enfin, le plus singulier a la forme d'un *tchaïtya* bouddhique, ou d'une chapelle chrétienne; le toit pointu, presqu'en ogive, encadre dans la façade principale, entre les découpures de deux lignes de pendentifs, un clocheton gracieux appuyé sur une rangée de petits portiques qui sont le motif dominant, partout reproduit sur les édifices de Mahabalipouram. Ces *rathas*, d'une architecture assez sévère, peu ornés, sans autres figures que les quelques statues de divinités placées aux angles sous des espèces de niches, ressemblent à des tombeaux; les statues elles-mêmes ont des mouvemens calmes; leurs poses sont nobles et sérieuses; elles n'ont rien d'extravagant, excepté les quatre bras, dont deux doivent manifester la divinité par les attributs, et les deux autres déterminer la pensée par le geste. L'une d'elles, où l'on reconnaît Krichna à cause du taureau qui l'accompagne, porte sur la tête un turban posé en arrière et surmonté du croissant. On conçoit que le temps n'a altéré en rien ces monumens, rochers pleins, taillés seulement à la surface. Dans la plaine de sable qui les entoure, on ne voit aucune cabane, mais le vent y a semé de beaux palmiers dont les grandes feuilles forment un parasol toujours étendu sur la tête du voyageur que la curiosité attire vers ce groupe de temples inachevés.

Maintenant, dirigeons-nous sur le bord de la mer, et après avoir dépassé des rocs jadis vénérés, sur les contours desquels la superstition antique avait cru voir tracées des figures de bœuf, de cheval, de fantastiques divinités, nous arriverons aux deux pagodes envahies par les flots à marée haute. Là, le silence est d'autant plus solennel qu'on a devant soi l'immensité des vagues. Les deux pagodes, assises sur une large base, construites de grandes pierres, se terminent par des aiguilles élancées comme celles des minarets; de curieux bas-reliefs sont sculptés de chaque côté des couloirs qui règnent au rez-de-chaussée; mais la mer, dans des coups de vent, a renversé la muraille du fond et semé de ruines les abords du temple. Sur ces débris épars on retrouve des fragmens plus ou moins entiers; le plus

complet représente un ascète instruisant ses disciples : l'un d'eux, à moitié convaincu, se mord les doigts dans l'attitude de la plus profonde attention. En avant de l'entrée, à quelques pas dans la mer, on aperçoit un pilier ou *stambha,* qui ferait croire, par sa position, que les eaux tendent peu à peu à s'avancer sur le rivage; conjecture que corroborerait aussi l'état de délabrement des deux édifices minés sourdement par la vague. Les brahmanes parlent d'un déluge qui aurait jadis détruit une grande ville bâtie entre le rocher de Mahabalipouram et cette plage menacée. On ne trouve aucun vestige de cette prétendue cité. Ces prêtres, premiers nés de la création, aiment à reculer toute chose dans les nuages d'un passé merveilleux, à mettre derrière ce qui existe un autre monde, avec lequel ils puissent partager les honneurs d'une antiquité presque divine.

Or, si tous les temples dont nous venons de parler ont cessé de servir au culte, il en existe un fort passable au milieu du village, et c'est là que se préparait la fête annoncée. La plus belle partie de l'édifice est un reposoir supporté par quatre colonnes sveltes et dégagées, hautes de vingt-six pieds et faites d'une seule pierre. Au moment où je quittai le bord de la mer, la lune se leva pleine et rouge, comme un bouclier sortant de sa fournaise, derrière les deux pagodes solitaires; de petits *downis* (bateaux de la côte), en attendant la brise de terre, vinrent jeter l'ancre le plus près possible de cette plage sacrée. Les brahmanes remontaient les marches du magnifique étang creusé dans le milieu de l'*agraharam;* leurs femmes et leurs filles, après avoir frotté de fiente de vache le sol des maisons, traçaient devant les portes, avec de la craie, le disque et la conque de Vichnou. Des flambeaux brillaient dans la pagode; ceux qui avaient dormi tout le jour commençaient les cérémonies nocturnes, et moi, fatigué de mes courses, je retournai dans ma grotte, chaude comme une étuve, pour essayer de prendre un peu de repos.

Trois beaux piliers, soutenus par des lions, formaient le péristyle de mon petit palais. Je m'y endormis bientôt, en rêvant à ceux qui l'avaient creusé, il y a deux mille ans, à une époque où l'Europe entière était aussi païenne que la presqu'île de l'Inde, où les druides auraient sans doute immolé sur un dolmen l'étranger que le hasard eût amené au milieu de leurs fêtes. Vers minuit, je fus réveillé par l'éclat strident d'une trompette; je courus m'accouder, avec quelques gens de basse caste, sur la muraille extérieure de la pagode. Les fleurs du *poudja* (sacrifice), jetées en cet endroit depuis bien des années, formaient un monceau qui atteignait la hauteur du mur d'enceinte.

La lune avait monté et dominait l'intérieur de la cour, l'illuminant comme un globe de cristal; une musique infernale retentissait autour de l'idole, devant laquelle brillaient autant de lampes qu'il étincelait d'étoiles autour de l'astre *aux blancs rayons*. Au son des tambours, des cymbales, des trompes, s'agitait avec une joie bruyante la troupe des dévots, qui se promenaient autour de la statue, lui versaient du lait sur la tête, et se prosternaient à diverses reprises pleins d'un saint enthousiasme; car « celui qui ce jour-là entend le son des instrumens qui retentissent en l'honneur de Vichnou, sans en être charmé, est comparable à un chien devant qui on joue du *vinou* (de la flûte); celui qui, sans désapprouver une pareille solennité, n'y prend aucune part et s'occupe d'autre chose, sera puni de son indifférence en renaissant, dans une autre vie, sous la forme d'un coq. »

Je me sentais à l'abri d'une pareille menace, car j'ouvrais de grands yeux, comme cela arrive à qui s'éveille la nuit en face d'une éblouissante clarté, et je prenais à la fête la part active du curieux. Bientôt un éclatant *flourish* de tous les instrumens à la fois ébranla les murailles; tout le cortége des brahmanes, des musiciens, des bayadères, partit précédé de torches qui vomissaient un tourbillon d'étincelles; de peuple, il n'y en avait pas, car ce village de Mahabalipouram n'est qu'un monastère, une communauté de desservans. La procession défila devant moi; huit porteurs soutenaient sur leurs épaules une idole assise sous un palanquin aux franges enfumées, couverte d'ornemens plus ou moins précieux, rayonnante au milieu des lumières. Les porteurs trottaient; les brahmanes, bien frottés d'huile de coco, le dos nu et brillant, semblaient courir aussi consciencieusement que s'ils eussent été entraînés avec une force irrésistible par cette idole qui les dominait; les danseuses accompagnaient la divinité, à laquelle elles se vouent dans la personne des prêtres, chantant des hymnes fort libres, que l'on devinait à la vivacité un peu déréglée de leurs mouvemens. Tout cela passa si vite, cette marche d'un reposoir à l'autre fut si précipitée, que les torches, subitement disparues, laissèrent dans les plus épaisses ténèbres cette partie de la colline non encore éclairée par la lune. Et si j'avais eu, je ne dis pas la foi d'un Hindou, mais seulement l'imagination d'un poète, j'aurais pu voir dans les grottes successivement illuminées s'agiter les fantastiques images, les statues de pierre s'éveiller et répondre au regard que lançait l'idole de sa prunelle d'argent, le rocher, avec tout son monde de gazelles, de lions, d'éléphans et de héros, frémir au passage du cortége.

Après avoir stationné dans les quatre chapelles bâties aux quatre coins du village, la statue vénérée rentra dans son sanctuaire; les flambeaux s'éteignirent dans un nuage d'une blanche fumée roulant encore quelques éclairs bleuâtres; les trompettes jetèrent une dernière note déchirante à laquelle répondirent les échos de la colline, comme si les divinités de granit, du fond de leurs grottes, eussent salué leur compagne par un cri d'adieu.

Ainsi il dure encore, ce vieux culte, frère du paganisme grec et de la sombre philosophie égyptienne; il a vu le temple de Delphes perdre ses oracles, les cent portes de Thèbes crouler une à une, les sphinx s'ensevelir sous les sables du désert, le feu sacré des Mages près de s'éteindre, et chassé de son parvis, lui demandant un asile. Rongé au cœur durant des siècles par la réforme bouddhique, qui attaquait corps à corps les privilèges de la caste sacerdotale, miné par les vingt sectes des djaïnas, frappé au front par le glaive de l'islam, combattu sur tous les points par les enseignemens féconds du christianisme, le géant brahmanique est encore debout. Pareille au figuier saint qui d'arbre devient forêt, cette religion vivace a couvert de ses rameaux changés en racines l'Inde entière, du Gange à l'Indus, de Ceylan à l'Himalaya. Isolée de tout pouvoir séculier, indifférente à la chute des empires, au lieu d'un pontife souverain, elle compte cent mille prêtres tout puissans dans *le monde des dieux* et dans *le monde des hommes*. Cependant, à mesure que les communications trop multipliées avec l'Europe répandront parmi le peuple hindou le doute stérile ou une autre croyance qui étouffera le brahmanisme, cette grande machine fonctionnera de plus en plus à vide, les fidèles manqueront au prêtre; resté seul dans ses temples déserts, en face de ses dieux difformes et menaçans, le brahmane compulsera en vain les livres qui lui accordent un passé idéal et un avenir sans fin. S'il s'avoue vaincu, il déchirera ces pages et jettera au front de ses idoles de la poussière au lieu de parfums; peut-être aussi, trop fier pour rentrer au milieu des castes méprisées, pour condescendre à redevenir homme, ira-t-il au fond de ces grottes cacher sa honte et sa douleur, comme les vieux lions qui se retirent pour mourir dans les cavernes où ils sont nés. Et quand l'empire chinois, déjà entamé, livrant ses ports et ses fleuves aux vaisseaux de l'Occident, sera forcé d'abdiquer son antique souveraineté, quand le Fils du Ciel, pontife suprême, cessera d'offrir les sacrifices à la Terre, que restera-t-il du vieux monde?

Les sept pagodes et l'amas de monumens que nous avons essayé de décrire sont parfaitement isolés de la contrée environnante par

une ligne de rochers, puis par une plaine aride à peu près inculte; mais à peine a-t-on fait quelques lieues au nord, que les chemins s'animent, les villages, plus nombreux, voient passer des voyageurs et des marchands, des chariots et des palanquins; sur les collines, sous les palmiers se dressent et se cachent de vieux temples, les uns visités par des pèlerins qui baisent les cent marches d'un escalier taillé dans la pierre, les autres abritant sous leurs portiques pleins d'ombre le bœuf sacré, auquel les enfans des brahmanes présentent avec respect des touffes d'herbes fleuries. Sur le chapiteau d'une colonne, entre deux statues accroupies, se meut et grimace une figure étrange; c'est celle d'un singe familier qui bondit au son des instrumens de cuivre et gambade de joie au passage des processions. Ce singe est un dieu aussi, Hanouman, le général des armées de Rama dans sa conquête de Ceylan. Bientôt, sur la mer qui scintille derrière les dunes, à travers les bouquets de palmiers, on voit glisser les blanches voiles de quelque gros navire cinglant vers Madras, la *Chennapatnam* des Hindous. Ainsi le voyageur retrouve l'Inde moderne et repasse par une brusque transition des calmes souvenirs du passé au bruit et à l'activité du présent.

TH. PAVIE.

DE LA POÉSIE

DE

M. DE LAMENNAIS.

AMSCHASPANDS ET DARVANDS.

« Le vrai poète sait tout, a dit Novalis, c'est un univers en petit. » Mais alors si le poète sait tout, c'est donc le poète qui sera le vrai philosophe? Au lieu de l'interrompre, laissons Novalis compléter sa pensée : « La poésie est le héros de la philosophie. La philosophie élève la poésie au principe des choses; elle nous apprend à connaître la valeur de la poésie. La philosophie est la théorie de la poésie; elle nous montre ce qu'est la poésie; elle nous montre que la poésie est l'unité et l'universalité des choses. » Au fond de ces paroles, il y a la vérité.

L'esprit de l'homme aspire naturellement à créer. L'homme au milieu de la nature non seulement raisonne pour se défendre contre

elle et pour s'en servir; mais en face du monde que lui révèlent ses sens, il en crée un autre. C'est ce que sentirent admirablement les Grecs, quand ils inventèrent le nom de poète, ποιητής, l'homme qui fait, qui crée. L'observation est presque une fatigue pour l'homme, tandis qu'il crée avec audace et plaisir. Il produit avec une sorte de jouissance sublime les idées, les systèmes et les images dont il peuple l'infini de sa pensée; il édifie des religions, il fait des dieux, et, dans la plus haute expression de son génie, il est vraiment verbe créateur.

A cette hauteur, la poésie et la philosophie se confondent; à cette hauteur, l'homme est possédé par une inspiration divine sous la dictée de laquelle il écrit ces grands poèmes qui sont à la fois des religions et des systèmes. C'est alors que la poésie est vraiment, comme l'a dit Novalis, le héros de la philosophie; elle se jette en avant avec un héroïque esprit d'aventure, elle éclate, elle chante. Cependant arrive après elle, d'un pas sûr, la sagesse, qui reconnaît et explique l'ouvrage de sa céleste sœur. Platon, dans le *Cratyle*, dit que la sagesse, Σοφία, est un mot indiquant l'action d'atteindre le mouvement... « Les poètes, ajoute-t-il, pour exprimer qu'une chose se met en mouvement avec rapidité, se servent du mot ἐσύθη. Il y a eu un personnage célèbre de Lacédémone qui s'appelait Σοῦς, c'est-à-dire prompt, et c'est le mot dont on se sert à Sparte pour exprimer un élan rapide; Σοφία équivaut donc à Σόος ἐπαφη, l'action d'atteindre le mouvement; ce qui se rapporte encore à l'idée du mouvement universel (1). » Il y a une grande profondeur philosophique dans toute cette philologie. C'est bien le rôle de la sagesse, de la science, d'atteindre l'éternel mouvement de l'esprit et de l'univers pour en trouver les raisons et les lois.

En se développant, le génie de l'homme se partagea, et ces scissions en prouvèrent la grandeur et la faiblesse. Il multipliait ses conquêtes, mais il ne put les garder qu'à la condition de la division du travail. Il fallut dresser une carte des connaissances humaines, et il ne fut plus donné qu'à un petit nombre d'hommes privilégiés de parcourir à peu près toutes les provinces de cet immense empire. Il arriva même que ce qui dans l'origine des choses avait été le plus étroitement uni sembla le plus séparé. Ainsi, aujourd'hui les poètes paraissent à mille lieues des philosophes, et il faut s'attendre à étonner beaucoup de gens en parlant des rapports intimes de la philosophie et de la poésie.

(1) *Cratyle*, traduction de M. Cousin.

Néanmoins, dans l'histoire des grandes littératures, on rencontre le témoignage de cette alliance : il n'en saurait être autrement. Puisque dans le développement primitif et fondamental de l'esprit humain la poésie et la philosophie se trouvaient confondues, il était inévitable que les monumens écrits portassent à toutes les époques l'empreinte plus ou moins profonde de cette union. Ce n'est pas seulement dans les temps reculés où la pensée humaine s'agite avec une confusion puissante, qu'on reconnaît cette alliance que nous signalons : on la retrouve encore quand la division du travail intellectuel a profondément séparé les genres. Alors, dans leur manière de rendre leurs pensées, les philosophes rappellent les poètes de leur nation, et de son côté la poésie a non pas dans ses couleurs, mais dans sa structure, quelque chose qu'elle doit à la métaphysique qui s'est développée à côté d'elle. Comment comprendre le génie de Platon sans Sophocle et Aristophane? Dans Vico, on sent parfois respirer Alighieri, et Descartes et Corneille ont entre eux des traits de ressemblance. En Allemagne, Schiller et Fichte sont frères; qui niera les analogies de la poésie de Goethe avec la métaphysique de Schelling et de Hegel?

Voilà des rapports légitimes et purs entre les poètes et les philosophes, parce qu'ils résultent de la nature des choses. Mais les reconnaîtrons-nous, ces rapports féconds et vrais, dans ces œuvres où les formes et les couleurs d'une poésie prétentieuse servent d'enluminure à de fausses abstractions? Qu'un philosophe à la recherche de la vérité s'échauffe, et qu'en parlant de Dieu, de la nature et de l'homme, il rencontre sans les avoir cherchées les inspirations d'une poésie grande et simple; de son côté, que le poète, par un rare privilége, arrive de plein saut à la profondeur philosophique, et que nous lui devions non-seulement de splendides images, mais de puissantes pensées, à coup sûr cet empiètement réciproque est pour le lecteur une source de nobles jouissances. A la suite du philosophe, on ne cherchait que le vrai; on se trouve tout à coup en face du beau : nous ne demandions au poète que des tableaux attrayans, et il y mêle sur le fond des choses des révélations imprévues. Nous sommes là dans les hautes régions de l'art et du génie. Mais il nous en faut descendre pour étudier le procédé de quelques écrivains de nos jours qui ont l'ambition de *faire de l'art*, de se montrer poètes dans l'intérêt de ce qu'ils appellent leurs idées. Voici comment les choses se passent : on a dans l'esprit quelques principes erronés, dans le cœur certaines passions violentes dont on voudrait répandre

autour de soi la contagion; alors on cherche avec labeur des formes auxquelles on attribue la puissance de rendre populaires les sentimens dont on est tourmenté. Dans ce pénible effort, l'artiste se met au service, sous le joug du démagogue. Ces préoccupations fanatiques enfantent des œuvres ambitieuses et médiocres, sans harmonie, sans unité, sans poésie : on y voit l'écrivain, le romancier, tout sacrifier à la prédication de mensongères et subversives pensées. L'action qu'ils déroulent, les personnages qu'ils mettent en scène, les mœurs qu'ils leur attribuent, tout est subordonné à la thèse dont ils poursuivent la démonstration servile. Le fond outrage la raison, et les défectuosités de la forme offensent douloureusement le goût. L'art a des lois qu'on n'enfreint pas impunément, et les téméraires qui les ont méconnues se trouvent n'avoir abouti qu'à se mettre eux-mêmes en dehors des conditions du vrai et du beau.

Ces réflexions qu'à plusieurs reprises certaines compositions contemporaines, surtout dans ces dernières années, sont venues éveiller dans notre esprit, pourquoi faut-il que nous y soyons ramenés par le poème en prose que publie aujourd'hui M. de Lamennais? Nous éprouvons quelque embarras, nous ne le cacherons pas, à parler de cette production étrange : il est pénible d'avoir à signaler les aberrations du talent. Cependant, devant cette publication nouvelle, la critique philosophique et littéraire ne saurait rester muette. Après l'exposition didactique de ce qu'il nomme sa philosophie, M. de Lamennais nous livre une œuvre d'imagination; il a voulu se faire poète, il a voulu donner aux idées qui lui sont chères une expression assez retentissante pour être entendue de tous. Il faut bien apprécier ce qui s'annonce avec une pareille ambition. Seulement, sous notre plume, la critique s'attachera à se montrer aussi calme et aussi mesurée que le livre dont nous devons l'examen à nos lecteurs est violent et désordonné. M. de Lamennais a des calomnies et des injures pour toutes les institutions de son pays, pour la plupart des hommes éminens de son époque : néanmoins notre critique n'a pas le dessein d'exercer contre lui de sanglantes représailles; nous ne voulons que le juger, et souvent même nous ne pourrons nous empêcher de le plaindre. En effet, comment se défendre d'une amère douleur en voyant une haute intelligence se rabaisser elle-même par les haines furieuses et les folles chimères dont elle est devenue la proie?

Quand, il y a neuf ans, M. de Lamennais publia les *Paroles d'un Croyant*, il était encore chrétien. C'était de l'ame d'un prêtre pro-

fessant encore une foi vive dans la divine révélation du Christ que partait un cri d'anathème contre les puissances de la terre. M. de Lamennais invoquait le nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit : il répétait avec saint Jean que le Verbe s'était fait chair, qu'il était venu dans le monde et que le monde ne l'avait pas connu, et ses dernières paroles montraient à la fin des temps la nature languissante et malade tout-à-fait transfigurée, parce qu'une goutte du sang de l'agneau tombait sur elle. Ce mélange de mysticisme chrétien et d'extrême démocratie produisit une impression profonde : il attira l'attention de la foule, celle des hommes politiques et des philosophes. Il semblait qu'avec ce prêtre l'autorité de la religion passait elle-même du côté des principes et des passions révolutionnaires : devant un fait pareil toutes les autres considérations disparaissaient. On ne s'arrêta guère à examiner le mérite intrinsèque et la valeur littéraire des *Paroles d'un Croyant*. La signification de l'œuvre était tout entière dans le caractère de son auteur et dans le parti qu'il prenait. D'ailleurs, pour le succès de ce chant biblique, le temps était favorable : il y avait alors dans l'atmosphère je ne sais quoi de brûlant et de fiévreux. La société qu'avait remuée à fond la commotion de 1830 semblait encore tourmentée par l'attente d'autres mouvemens. Ainsi on voit parfois dans la nature les derniers et sourds murmures d'un orage expirant se mêler aux bruits avant-coureurs de tempêtes nouvelles.

Les *Paroles d'un Croyant* furent l'apogée du christianisme de M. de Lamennais. Chose étrange! C'est à partir de la publication de ce petit livre où l'exaltation révolutionnaire se mettait sous la consécration de l'Évangile, que successivement tous les sentimens chrétiens de M. de Lamennais s'évanouirent; il s'en détacha comme d'un vêtement importun et passé de mode. Le *Livre du Peuple*, en 1838, nous montra bien encore M. de Lamennais saluant dans le Christ le législateur suprême et dernier de l'humanité; mais il donnait à sa loi une interprétation qui n'était celle ni du catholicisme, ni du protestantisme; il demandait à la religion chrétienne le bonheur matériel et terrestre, il y voyait surtout un moyen d'arriver à la souveraineté et à la félicité du peuple. L'auteur de l'*Essai sur l'Indifférence* s'égarait alors dans une sorte de néo-christianisme bien fait pour jeter ses lecteurs en d'étranges perplexités. Il voulut enfin, par l'*Esquisse d'une Philosophie*, entrer dans une voie toute nouvelle. Ce fut un assez piquant spectacle pour les philosophes de voir l'homme qui avait prodigué tant d'injures à la raison et à Descartes, demander la

construction d'un système au travail de la pensée individuelle. Il est vrai que, dans cette transformation, on retrouve encore les traces du vieil homme; une portion considérable du premier volume, qui présente une explication philosophique de la Trinité, a été visiblement conçue et en partie écrite quand l'auteur appartenait encore à la foi catholique; on s'en aperçoit même à travers les variantes néo-platoniciennes à l'aide desquelles M. de Lamennais a remanié sa théorie. Mais en avançant l'auteur finit par se prononcer tout-à-fait : il nie le péché originel, il nie les miracles, il nie la divinité du christianisme. L'*Esquisse d'une Philosophie*, nulle comme édification d'idées positives, est remarquable comme œuvre de destruction; quand on en a terminé la lecture, on est presque effrayé par le nombre des négations que l'écrivain a accumulées dans son livre; c'est un amas de ruines. Quelque temps après, M. de Lamennais, dans ses *Discussions Critiques*, prit soin pour ainsi dire de donner lui-même le commentaire de sa métaphysique aux moins clairvoyans. Ce recueil de quelques pensées détachées contient sur le christianisme les paroles les plus outrageantes et les plus amères : M. de Lamennais en accuse les sombres et sinistres doctrines d'être pleines d'absolues contradictions; et il leur reproche de faire du monde présent comme le vestibule de l'enfer. Suivant lui, le christianisme n'est plus pour le clergé autre chose qu'une forme et qu'un intérêt, et il voit les catholiques, en se rencontrant dans les sentiers déserts du vieux monde, n'ayant rien à se dire que ce mot des trappistes : Frères, il faut mourir. Ainsi s'est accompli, dans M. de Lamennais, le détachement le plus entier d'avec l'antique foi dont il fut le ministre; enfin tout a disparu, et dans cette ame il n'y a plus qu'un vide immense.

Cependant aujourd'hui M. de Lamennais veut chanter : que nous dira-t-il? Je le vois qui s'éloigne avec une sorte de précipitation convulsive des autels du Christ; en apercevant la croix, il a détourné la tête; il cherche aujourd'hui d'autres dieux. Il promène ses regards sur les symboles et les images de toutes les religions qui ont passé sur le monde; il y cherche une expression, une forme poétique dont il puisse s'accommoder : tout lui conviendra, hormis ce qui pourrait rappeler l'idéal chrétien. Son choix s'est arrêté sur le magisme. On n'ignore pas que dans l'antique religion des Perses, dont Zoroastre fut plutôt le réformateur que le fondateur, il y avait un empire de la lumière dans lequel régnait Ormuzd, et un empire des ténèbres dont Ahriman était le souverain. Le Zendavesta nous montre autour du trône d'Ormuzd sept *amschaspands* ou princes de la lumière, auxquels

obéissent de bons génies, les *jzeds*. Le terrible trône d'Ahriman est aussi environné de sept princes des ténèbres, *dews* ou *darvands*, qui ont pour satellites et pour serviteurs une foule de mauvais génies. Voilà le fond assez peu nouveau que M. de Lamennais s'est imaginé d'exploiter. Il suppose qu'à certaines époques Ormuzd et Ahriman envoient des amschaspands et des darvands parcourir les mondes dont se compose l'univers. Ce sont des espèces de *missi dominici*, de hauts commissaires chargés de constater si les petits anges et les petits diables répandus sur toute la surface du globe font bien leur devoir. Or nos voyageurs écrivent à ceux de leurs amis amschaspands et darvands qui sont restés au logis, auprès d'Ormuzd et d'Ahriman. C'est cette correspondance dont M. de Lamennais a pu se procurer quelque chose. Un vieux mage, mort depuis quelque temps à peine, en a laissé quelques feuilles que publie aujourd'hui M. de Lamennais; ce sont de ces services qu'on se rend entre confrères. Par un hasard heureux, les fragmens de correspondance qu'on nous livre ont trait à ce qui se passe sur notre planète. Nos amschaspands et nos darvands ne s'occupent ni du soleil, ni de la lune, ni de Saturne, ni de Jupiter, mais de nous autres humains, et surtout de nous autres Français. Ils assistent de fort près au spectacle de nos institutions et de nos mœurs, ils connaissent nos hommes politiques, ils fréquentent la chambre des députés et la chambre des pairs. Ormuzd et Ahriman arrivent ainsi à apprendre dans le dernier détail ce qui se passe dans la France de 1830 et à la cour du roi Louis-Philippe.

Comment ne pas admirer une pareille conception? Admirons aussi les avantages qu'y trouve l'auteur. Il a à sa disposition le génie du bien et le génie du mal, l'empire des ténèbres et le royaume de la lumière. Tous ceux qui ne partagent pas les idées et les passions de M. de Lamennais doivent trembler, car ils sont, sans rémission et sans pitié, adjugés à Ahriman. Vous avez des opinions modérées, vous respectez la constitution de votre pays, vous servez l'état dans l'administration ou dans la magistrature, vous siégez dans les chambres, vous êtes industriel, propriétaire, électeur: je vous plains, car, à votre insu, vous appartenez à l'empire des ténèbres, vous êtes l'homme-lige des pervers envoyés d'Ahriman, des darvands; ils habitent en vous, et, par une transformation épouvantable, vous devenez darvands vous-mêmes, archi-darvands. Mais si la société a des enfans révoltés, corrompus, violens, pour qui les institutions et les lois soient un joug odieux, et qui, poussés par de sombres fureurs, se précipitent dans tous les extrêmes de la licence et du crime, oh!

ceux-là sont les purs enfans de la lumière, ils sont l'objet de toute la sollicitude d'Ormudz et de ses amschaspands, qui les inspirent et les dirigent; enfin déjà sur la terre ils deviennent jusqu'à un certain point amschaspands eux-mêmes. Voilà des catégories dont il faut bien reconnaître la largeur et la simplicité. D'un seul coup, par cette grande répartition, M. de Lamennais a fait justice de tout le monde; il a mis à sa droite les bons, imperceptible minorité; il a rangé à sa gauche les méchans, majorité immense, et il les envoie lui-même suivant leurs mérites, avec l'autorité d'un vrai mage, dans le royaume des ténèbres ou dans l'empire de la lumière.

En faut-il davantage pour reconnaître dans quel déplorable désordre est tombé l'esprit de M. de Lamennais? Délaissé par ses croyances anciennes, dans la douloureuse impuissance d'en trouver pour lui et pour les autres de nouvelles, sans direction, sans lumière, M. de Lamennais a cherché au hasard un cadre où il pût jeter pêle-mêle toutes les pensées discordantes dont il est agité. Il a mis la main sur la mythologie persane, il s'est emparé de cet antique dualisme d'Ormuzd et d'Ahriman, il a cru qu'il pourrait commodément placer sous cette vieille rubrique tout ce qu'il aurait à dire sur les sujets les plus opposés. Dans son poème, les questions les plus disparates se heurtent les unes contre les autres. Il n'est pas rare de voir l'auteur oublier la forme qu'il a choisie pour disserter en son propre nom. Ainsi le génie *Bahman* écrivant au génie *Schahriver*, qui est un des amschaspands environnant le trône d'Ormuzd, lui parle de la législation romaine sur le divorce. Cette confusion anarchique de tous les tons et de tous les sujets produit sur l'esprit du lecteur l'impression la plus désagréable, et il lui faut un singulier courage pour avancer dans ce chaos fastidieux.

Il est impossible de prendre au sérieux les amschaspands et les darvands de M. de Lamennais, quand on se rappelle que tout récemment il a nié l'existence du mal, dont il fait aujourd'hui la base de son poème. « A proprement parler, a écrit M. de Lamennais dans l'*Esquisse d'une Philosophie*, le mal n'existe point. » L'auteur s'élève dans ce livre contre le dualisme du bien et du mal, il s'y attache à détruire de fond en comble la théorie chrétienne du péché originel, à démontrer qu'il n'y a point eu de déchéance, et que la déchéance n'est autre chose que la création elle-même. Si telles sont maintenant les opinions philosophiques de M. de Lamennais, comment peut-il venir nous chanter aujourd'hui le règne du mal sur la terre? — Mais, dira-t-on, ne prêtez pas tant d'attention à la forme; elle

n'est qu'un moyen de donner un libre cours aux passions de l'écrivain. — Misérable excuse : la poésie ne jaillit pas du mensonge; elle sort avec tous ses charmes des profondeurs du vrai. L'art, s'il veut exercer de l'autorité sur les ames, doit avoir ses convictions, garder sa dignité, ne pas descendre à illustrer sciemment l'erreur. Philosophe, M. de Lamennais raille les chrétiens qui pensent que le mal existe; poète, il veut nous épouvanter avec l'image du mal, de ses ravages et de son empire : il ne croit donc pas parler à des hommes? Il faut dans l'artiste plus de respect pour soi-même et pour les autres. M. de Lamennais veut célébrer la puissance du mal, et il a rejeté loin de lui la religion qui inspira Milton! Au poète chrétien qui croit à la corruption naturelle de l'homme et à la rédemption du genre humain par le sang sacré du Sauveur, à celui-là seul appartient le droit de nous faire peur, avec saint Paul, de la servitude du mal et du péché.

Contradictions fondamentales, contradictions de détail abondent dans le livre de M. de Lamennais. Jamais les idées d'un écrivain ne furent troublées par plus d'anarchie. Le commerce est flétri sous le nom de trafic par M. de Lamennais; il place ceux qui s'y livrent sous la direction particulière d'un des génies du mal. Cependant l'auteur reconnaît que l'ardeur de produire, c'est-à-dire l'industrie, doit servir à réaliser la liberté future du monde : or, comment, sans le commerce, l'industrie aurait-elle cette puissance? Dans un autre ordre d'idées, nous surprenons M. de Lamennais faisant de la politique conservatrice en l'honneur des femmes. Il nous montre l'homme se laissant entraîner par l'orgueil de l'esprit et de la science, cherchant dans sa vaine et débile raison à ébranler les bases de l'ordre et de l'intelligence même, tandis que la femme, éclairée d'une lumière plus intime et plus immédiate, les défend contre lui et conserve dans l'humanité les croyances, les vérités nécessaires, les lois de la vie intellectuelle et morale. Nous ne reprocherons pas assurément à M. de Lamennais de répéter ici ce qui a été dit si souvent de la salutaire puissance de la femme chrétienne sur la famille et la société; mais quelques lignes plus loin, il nous dit que c'est la femme qui enfantera l'avenir qu'attend l'humanité; ce qui est une contradiction ou une prodigieuse naïveté. Il est clair que l'avenir, quel qu'il soit, ne peut sortir que des entrailles de la femme. Nous ne sommes pas fâchés au reste de voir M. de Lamennais louer les femmes de toutes les façons, soit comme élément conservateur, soit comme élément révolutionnaire. Il leur devait une réparation, car

en 1841 (1) il les avait fort maltraitées. Il disait alors n'avoir jamais rencontré de femmes qui fût en état de suivre un raisonnement pendant un demi-quart d'heure; ce qui parut fort étrange, et l'on se demanda avec quelles femmes causait ordinairement M. de Lamennais. Il disait encore que la femme la plus supérieure atteint rarement à la hauteur d'un homme de médiocre capacité; ce qui était un grossier blasphème dans la bouche d'un contemporain de Mme de Staël, et d'un écrivain appartenant à la littérature qui a produit le plus grand nombre de femmes ingénieuses et éloquentes. Aujourd'hui M. de Lamennais cherche à réparer ses torts avec plus de zèle, il est vrai, que de logique. N'importe, il y a là un bon sentiment, et c'est chez l'auteur chose malheureusement trop rare pour ne pas lui en tenir compte.

Dans tous les temps on a vu des écrivains et des penseurs faire la critique de la société dans laquelle ils vivaient. Cette critique est un droit pour tout esprit qui s'en croit le talent, et elle peut être utile à ceux qui en deviennent l'objet; agréable, piquante, énergique, passionnée, suivant l'humeur et les forces des écrivains qui la manient, cette critique peut amener la société à des retours, à de salutaires réflexions sur elle-même. Mais pour y parvenir, elle doit être au moins au niveau des lumières de ceux qu'elle entreprend de réformer. Il faut que ceux qu'elle réprimande et qu'elle châtie soient obligés de lui reconnaître une raison supérieure, un bon sens solide. Or, de bonne foi, quelle impression M. de Lamennais peut-il se flatter de produire sur les hommes éclairés de son pays et de l'Europe par sa critique de l'état social? Je me représente en Allemagne, au fond de son cabinet, un honnête homme qui, sur la réputation de M. de Lamennais, aura lu avec empressement son dernier livre : il est curieux de connaître les idées de ce grand réformateur, les jugemens qu'il porte sur les bases de l'ordre politique de nos temps modernes. Notre consciencieux lecteur procède avec méthode; il cherche comment M. de Lamennais apprécie la vie positive de la société, et il tombe sur ces mots : « Les relations de l'administrateur avec l'administré s'expriment en un mot, un seul : payez. » Quelque peu surpris, il poursuit son examen : voyons, que dit le célèbre écrivain de la diplomatie? « Les fonctions du diplomate se réduisent à une seule, tromper. Ses discours, son silence, sa figure, son geste, ses caresses, ses colères, tout en lui ment.... » Notre honnête homme est ébahi

(1) *Discussions critiques et Pensées diverses.*

d'un lieu-commun aussi plat. Toutefois il ne se décourage pas, il poursuit. Cette fois, il s'attaque à une grosse question, au gouvernement représentatif sur lequel ont médité les plus grands esprits. Qu'en dit M. de Lamennais? Sur ce point, sa pensée n'est pas ambiguë : la théorie des trois pouvoirs est une indigne jonglerie, et l'équilibre de ces pouvoirs est à la fois une mystification et une bêtise..... Ah! Monsieur l'abbé, permettez : Aristote, qui était un grand homme, et, comme dit Sganarelle, beaucoup plus grand que vous et moi, ne pensait pas ainsi; et c'était précisément le spectacle des démocraties grecques, de leurs excès, qui lui avait fait devancer par d'admirables pressentimens l'expérience des temps modernes et les appréciations de Montesquieu.

Nous arrêterons-nous à réfuter gravement M. de Lamennais, quand il nous représente la science financière comme un brigandage organisé, l'administration de la justice comme la violation systématique de tout droit humain; et cela dans un pays dont l'Europe admire les finances, et dont la magistrature a su conquérir par sa haute probité l'estime universelle? *L'esprit d'imprudence et d'erreur* s'est emparé de l'écrivain, et lui souffle les plus étranges billevesées. La fureur qui anime M. de Lamennais contre nos institutions sociales a dépravé sa raison; quand on se met à s'insurger contre le bon sens, il a une terrible façon de se venger, il abandonne entièrement ceux qui l'outragent. Quelle pitié d'entendre M. de Lamennais s'agitant comme un insensé s'écrier : « Qu'est-ce aujourd'hui que les religions? Mensonge. Qu'est-ce que la justice, les lois, la politique? Mensonge. Tous mentent, prêtres, rois, grands, petits. » A l'en croire, pour que le monde soit régénéré, il ne faut pas qu'une institution, qu'une idée reste debout; il faut que tous les systèmes s'éteignent, et s'éteignent ensemble; c'est seulement de cette manière que les peuples se trouveront préparés à recevoir une doctrine commune. Que devient donc alors la vérité de cette belle parole de Leibnitz, que le *présent est gros de l'avenir?* On croyait jusqu'ici que les choses humaines s'amélioraient par le travail d'une transformation successive. Erreur, tout doit périr. M. de Lamennais veut mettre de ses mains l'humanité au tombeau : seulement alors il se charge de la ressusciter. Étrange sauveur! Tout nier, tout détruire, telle est l'unique tendance de l'écrivain, et cette manie est chez lui tellement tyrannique, qu'elle ne lui permet pas même d'épargner, nous ne dirons pas d'anciens systèmes, mais les tentatives qui se sont pro-

duites de nos jours pour en édifier de nouveaux. Contre ces tentatives, il n'a pas moins de colère que contre la religion qu'il a quittée. M. de Lamennais, qui ne se plaît qu'au milieu des décombres et des débris, ne peut supporter chez les autres l'ambition de fonder quelque chose. Il est singulier que chez un homme qui se donne pour réformateur les systèmes et les utopies de quelques novateurs de bonne foi rencontrent une si dédaigneuse antipathie. Qu'a donc, depuis douze ans, découvert M. de Lamennais pour mépriser si fort les travaux de ses contemporains? Du haut de quelle vérité positive leur lance-t-il ainsi l'anathème? Tout lui faisait une loi de plus de modestie, de plus de charité.

La charité! Mais M. de Lamennais devait en manquer bien plus encore, et ce mot nous rappelle que nous arrivons à la partie la plus pénible de notre tâche. Quand la critique est obligée de signaler les pensées vulgaires ou fausses d'un homme qui a eu du génie, c'est déjà besogne fâcheuse : mais combien il est plus triste d'avoir à condamner chez un écrivain célèbre les sentimens d'une ame qui s'est elle-même volontairement dégradée! Nous avions bien entendu parler de quelques portraits tracés par M. de Lamennais dans sa solitude; on en disait les couleurs fort vives et la touche audacieuse. L'auteur s'était proposé de caractériser ses ennemis politiques, c'est-à-dire les principaux défenseurs d'un gouvernement auquel il a voué une haine profonde; on pouvait donc s'attendre à d'énergiques peintures. Mais en vérité les juges les plus sévères de M. de Lamennais n'auraient jamais songé à lui attribuer les excès dont il n'a pas craint de se rendre coupable. Il a sali ses pages de ce que peut vomir d'outrages la haine la plus furieuse, et, nous ne craindrons pas de le dire, la plus inepte. Oui, par un juste châtiment, au moment où l'écrivain travaillait à déverser l'injure et l'ignominie sur la vieillesse, sur les longs et glorieux services rendus à l'état, sur les hommes les plus illustres de la tribune et de l'armée, dans cette occupation odieuse il perdait son talent.

La vengeance n'est pas une muse; c'est une furie. Quand un écrivain n'a plus d'autres inspirations, il descend dans un abîme fangeux. M. de Lamennais a cru sans doute qu'il se portait l'émule de Tacite, et que ses portraits iraient rejoindre dans la postérité ceux de Cornelius. Il nous semble que le gendre d'Agricola ne nous a pas laissé de hideuses caricatures; Tacite ne nous a pas représenté de chimériques et grotesques criminels, mais des hommes. Voyez-le

caractérisant un ministre fameux; il s'agit de Séjan : lui refusera-t-il toute qualité? Il s'en gardera bien, dans l'intérêt de la vérité et de l'art. Il nous le montrera infatigable et audacieux, habile à se déguiser, noircissant les autres, flatteur et superbe : il nous parlera de sa modération extérieure cachant un désir effréné du pouvoir; nous verrons Séjan affectant parfois le faste et les largesses, mais plus souvent la vigilance et l'activité; qualités, ajoute admirablement Tacite, aussi fatales que des vices quand elles servent d'instrument et de masque à l'ambition de régner. *Corpus illi laborum tolerans, animus audax; sui obtegens, in alios criminator : juxtà adulatio et superbia; palam compositus pudor, intus summa apiscendi libido, ejusque causâ modo largitio et luxus, sæpius industria ac vigilantia, haud minus noxiæ quoties parando regno finguntur.* Voilà un homme vivant, réel, possible. En contemplant ce portrait, on sent que la main de celui qui l'a tracé ne tremblait pas de l'agitation maladive d'une haine aveugle : c'est l'œuvre d'un juge impartial et d'un artiste complet.

Par le caprice le plus imprévu, l'auteur des *Amschaspands et Darvands* redevient prophète chrétien dans la dernière partie de son poème, et reprend le ton des *Paroles d'un Croyant*. Nous n'aurons pas la simplicité de reprocher à M. de Lamennais de manquer aux convenances morales en accouplant les croyances chrétiennes à la mythologie persane, mais, sous le rapport de l'art, cette confusion est du plus mauvais effet. On est au milieu des amschaspands et des darvands, quand tout à coup on voit M. de Lamennais reparaître en prophète, en saint homme, auquel Jehovah donne une mission : « Seigneur, vous le savez, je suis vieux et je n'ai plus de voix. Laissez votre serviteur reposer un peu avant qu'il s'en aille. Encore quelques instans, et il ne sera plus. » Mais le Seigneur insiste, et il veut absolument que son serviteur profite des derniers momens qu'il doit passer sur cette terre *recouverte d'une vapeur de crimes* pour annoncer une parole de colère et de vengeance aux hommes d'iniquité, aux tyrans, aux oppresseurs, aux hommes d'égoïsme et de haine : quant aux fils de l'avenir, cette formidable parole doit être pour eux un sujet de consolation et d'espérance. Comment M. de Lamennais a-t-il pu tomber ainsi dans une répétition affaiblie des *Paroles d'un Croyant*, après avoir rompu si ouvertement non-seulement avec la hiérarchie catholique, mais avec tout christianisme? Triste contrefaçon de la magnifique poésie d'hommes

vraiment inspirés! La forme de la prophétie est une des plus belles expressions qu'ait pu revêtir le génie humain; ç'a été dans les temps antiques une sorte de dialogue entre l'homme et Dieu, dialogue fécond en accens sublimes, quand celui qui le racontait aux autres était vraiment rempli de l'esprit divin. Quel est ce poète qui ne peut résister à Jehovah, et qui s'écrie dans un douloureux enthousiasme : « Malheur! nation pécheresse, peuple chargé d'iniquités, race de pervers! Ils ont abandonné Jehovah, méprisé le saint d'Israël; arrière! » Qui parle ainsi? C'est Isaïe, le premier des quatre grands prophètes, Isaïe à la fois poète, tribun et pamphlétaire, croyant ardemment à sa mission divine et puisant dans cette foi un courage qui, suivant la tradition, n'a pas défailli sous les cruautés du dernier supplice. Isaïe a la majesté d'Homère, et Grotius lui trouvait plus de véhémence qu'à Démosthènes. Le prophète ne craint pas d'adresser à Israël les plus sanglans reproches : « Ce sont vos crimes qui sont une séparation entre vous et votre Dieu, vos péchés vous cachent sa face, et c'est pour cela qu'il ne vous exauce plus. Vos mains sont souillées de sang, et vos doigts de crimes; vos lèvres profèrent le mensonge, votre langue fait entendre l'iniquité.... Ils couvent des œufs de basilic, et tissent des toiles d'araignée : celui qui mange de leurs œufs mourra, et qui les brise écrase une vipère (1). » Isaïe épouvante le peuple avec l'image de la vengeance du Très-Haut : « Le nom de Jehovah vient de loin, sa colère brûle, son feu est violent, ses lèvres sont pleines de fureur, et sa langue un feu dévorant. Il met un mors trompeur sur la mâchoire des peuples. » Quelquefois aussi le prophète fait luire aux yeux d'Israël les doux rayons d'un heureux avenir : « Les malheureux se réjouiront en Jehovah, et les peuples triompheront par le saint d'Israël. L'insolent est à bout, c'en est fait du farceur, et ceux qui exploitent la justice seront exterminés. C'est pourquoi Jehovah dit à la maison de Jacob, lui qui a racheté Abraham : Maintenant Jacob ne rougira plus de honte, et son visage ne pâlira plus. » En lisant Isaïe, on dirait qu'à travers les siècles la voix de cet homme vibre encore, tant, au milieu de ses contemporains, il a parlé avec conviction et puissance! Il prend tous les tons avec le même succès et un charme égal, parce qu'il partage vraiment toutes les passions et toutes les espérances du peuple sur

(1) Nous citons la traduction de la Bible nouvellement faite sur l'hébreu par M. Cahen.

lequel il verse ses trésors d'éloquence et de poésie. Dans Isaïe, on ne voit pas un rôle appris, un masque emprunté; il n'y a rien chez lui du comédien, et, pour parler sa langue, du *farceur*. Tout dans l'homme sous la parole duquel se courbait Ézéchias est grave, et c'est par la vérité morale qu'il s'élève aux plus grands effets de l'art. Mais parodier les prophètes quand on a déserté la voie lumineuse et sacrée qui conduit de Moïse à Jésus-Christ, quand on s'est mis en dehors de toute tradition, quand on dénonce au monde avec une joie folle l'agonie et la mort prochaine du christianisme, c'est accuser soi-même la futilité mensongère de ses conceptions et de ses chants, c'est se placer au nombre de ces esprits mauvais dont parle l'Écriture, de ces faux prophètes qu'a dépravés l'orgueil et qui parlent au nom de dieux étrangers.

Y a-t-il eu imprudence ou perfidie de la part de certains amis de M. de Lamennais quand, à propos des *Amschaspands et Darvands*, ils ont évoqué le souvenir des *Lettres Persanes?* Ce rapprochement est à lui seul une critique cruelle. Montesquieu a écrit ses *Lettres Persanes* avec un esprit tout-à-fait maître de lui-même. Il raille agréablement ses contemporains, mais il n'a jamais songé à les calomnier, à les insulter. On sent qu'il aime cette société dont il fait une malicieuse peinture. Usbek écrit à Ibben : « Les hommes n'ont pas, en Perse, la gaieté qu'ont les Français : on ne leur voit point cette liberté d'esprit et cet air content que je trouve ici dans tous les états et dans toutes les conditions. » Les Persans de Montesquieu se plaisent au milieu des Français, tout en signalant leurs travers. « On dit, écrit l'un d'eux, que l'homme est un animal sociable. Sur ce pied-là, il me paraît qu'un Français est plus homme qu'un autre : c'est l'homme par excellence, car il semble être fait uniquement pour la société. A Paris règnent la liberté et l'égalité... » Jusque dans ses jugemens les plus rigoureux, Montesquieu sait garder une mesure pleine de discrétion et de goût. Il écrivait en 1721, au plus fort de la réaction contre Louis XIV; il est sévère à son égard; il le montre plaisamment ayant un ministre qui n'a que dix-huit ans et une maîtresse qui en a quatre-vingts. Néanmoins, tout en le censurant, il ne dégrade pas le monarque illustre qui vient de disparaître; il sait se mettre à part de la foule brutale qui jeta des pierres contre le cercueil du grand roi. Il y a aussi des portraits dans les *Lettres Persanes*, mais ils ne sont pas l'œuvre d'un libelliste effréné; sans maudire personne, Montesquieu réussit, par ses piquantes esquisses, à se mettre

à côté de La Bruyère. Enfin, tout en restant satirique, il fait sentir ingénieusement ce que son siècle et son pays renferment de grand et de bon. C'est à cette impartialité de jugement, à cette sérénité d'esprit, que nous devons une composition pleine de charme et de convenance. Les *Lettres Persanes* forment un ensemble harmonique où d'agréables contrastes sont habilement ménagés, où les traits principaux des deux civilisations de l'Orient et de l'Occident sont mis en opposition d'une manière naturelle et facile, où les rapprochemens imprévus et nouveaux se succèdent, sans que le lecteur soit contraint d'accepter de burlesques invraisemblances. Montesquieu fait parler des hommes et non pas des *génies;* il préludait ainsi à la peinture du genre humain. Avant de s'engager sans retour dans les sévères et infinies régions de l'histoire, il s'arrêtait sur le seuil à mêler ensemble la fantaisie et la réalité. On eût dit que, suivant le précepte de Platon, ce n'est qu'après avoir sacrifié aux graces qu'il voulait se mettre à la poursuite de la vérité. Nature grande et généreuse, dont le génie littéraire a dû en partie ses forces et son éclat à deux qualités morales, la justice et la bonté.

Que M. de Lamennais est loin aujourd'hui de ces sources du beau! La haine l'a tellement aveuglé, qu'il ne s'est pas aperçu combien ce qu'il nous donne pour de la poésie est indigne de ce nom. Le siècle auquel il s'adresse peut avoir un esprit perverti, ne discutons pas ce point en ce moment, mais enfin pour de l'esprit, le siècle en a, et son goût est quelque peu difficile et superbe. Pour notre siècle Goethe et Byron ont chanté : des conceptions fortes, des idées profondes lui ont été offertes avec profusion; nous avons été au fond de toutes les émotions et de toutes les pensées, nous avons la science du bien et du mal; rien ne nous étonne, je dirais presque ne nous touche : nous sommes pour ainsi dire arrivés, dans la sphère de l'art et des lettres, à cette sorte d'insensibilité dont les stoïciens faisaient une vertu dans l'ordre moral. Et c'est à cette époque dédaigneuse et blasée que M. de Lamennais vient offrir naïvement son puéril poème, ses génies du bien et du mal qui se succèdent devant le lecteur avec une monotonie désespérante, et s'expriment souvent, surtout les représentans d'Ahriman, avec la plus ridicule emphase. Il y a entre autres un certain Astouïad dont la scélératesse est la plus bouffonne du monde. Astouïad, qui est le génie de la corruption du cœur, est tellement difficile à satisfaire en matière de perversité, qu'il se défie des autres démons qui travaillent avec lui au triomphe

du mal; il ne les trouve pas assez énergiques, assez zélés; enfin il va plus loin, il y a des momens où, il ne craint pas de l'avouer, il *soupçonnerait Ahriman lui-même*. On pressent qu'un jour Astouïad serait capable de demander la tête d'Ahriman.

Sans doute il y a quelques beautés de détail dans le livre de M. de Lamennais : nous avons remarqué une peinture éclatante des merveilles de la création, et un tableau charmant du bonheur du pauvre. Il faut dire aussi que l'industrie de l'écrivain sait orner les lieux-communs les plus connus et les déclamations les plus usées. Il y a maintenant chez M. de Lamennais beaucoup plus de métier que d'inspiration. Mais tous ces artifices du style sont impuissans à masquer la stérilité du fond; ils ne sauraient non plus faire illusion sur l'état moral de l'écrivain. M. de Lamennais s'est étrangement mépris quand il a cru qu'il pourrait à volonté se métamorphoser en poète : chez lui trop de passions violentes s'opposaient à cette transformation lumineuse. Il ne s'élèvera jamais à la puissance de l'art, celui qui n'a pas dans l'esprit des croyances positives, dans l'ame de nobles ardeurs. Or M. de Lamennais ne croit plus à rien, et qu'aime-t-il, lui qui jette son fiel sur toute chose et sur tout homme? Ah! M. de Lamennais doit être bien malheureux; c'est du moins la conviction que vous donne la lecture de son déplorable livre. Mais aussi pourquoi écrire, et surtout pourquoi vouloir chanter, quand on est aussi malade? Si M. de Lamennais eût consulté ses forces et l'intérêt de sa renommée, il n'eût pas porté une main à la fois téméraire et tremblante sur la lyre du poète, dont il n'a su tirer que des sons faux et barbares. N'a-t-il pas mieux à faire? n'a-t-il pas à tâcher enfin de s'entendre avec lui-même? Il a tout nié, tout maudit : dans cette voie fatale il ne peut aller plus loin. Que, par un suprême effort, il se remette à la poursuite de quelques vérités positives : n'aura-t-il parcouru la carrière de la philosophie et de la pensée dans laquelle nous l'avons appelé il y a plus de dix ans, que pour tourner toujours dans le cercle douloureux d'un scepticisme incurable?

La chute profonde qu'ont faite dans le monde littéraire les *Amschaspands et Darvands*, doit servir d'enseignement aux jeunes écrivains, aux jeunes poètes. Il n'y a que trop d'esprits enclins à penser qu'il suffit d'un caprice d'imagination, d'un échauffement de tête, d'une certaine fougue de tempérament pour s'élever à des effets poétiques. C'est méconnaître tout ensemble la nature de la poésie et les conditions de notre siècle. Pour parler d'abord de notre époque, tout

y est plus difficile que dans d'autres temps. Le poète est nécessairement assailli par d'innombrables réminiscences; il a devant lui l'antiquité avec sa perfection primesautière et désespérante; puis viennent les génies heureux auxquels il a été donné de rivaliser avec les modèles antiques en les imitant. Enfin, les littératures étrangères, tant celles du Nord que celles du Midi; l'Italie, qui s'enorgueillit de son Dante, l'Angleterre, si fière de Shakspeare, sont là pour montrer au poète en travail toutes les beautés dont il voudrait avoir la fleur et la gloire. Qu'il se propose d'animer la toile, le marbre ou la pierre, qu'il tente de ressusciter l'antique ou se voue à l'art moderne, l'artiste retrouve la supériorité et la tyrannie de modèles et de types connus. Voilà déjà bien des raisons pour ne pas s'engager à l'aventure dans des entreprises qui menacent si fort de rester stériles : il y en a d'autres.

La poésie, c'est la substance des choses revêtue de la forme la plus plus belle. Pour arriver à créer, il faut donc savoir profondément. Or, il y a pour l'homme deux grandes sources de connaissances, la foi et la philosophie. Par la foi, l'esprit admet volontairement tout un ensemble d'idées, de dogmes et de sentimens; il s'identifie avec tout un monde moral, il en reçoit une nourriture vivifiante, une énergie toujours féconde. Ainsi nous voyons les poètes chrétiens, les chantres de *l'Enfer* et du *Paradis*, et ceux qui ont mis sur la scène *Athalie* et *Polyeucte*, concentrer et répandre toute la splendeur de la religion dont ils sont les interprètes et les croyans. La religion qui fait descendre Dieu sur la terre, et qui est comme une évocation de l'absolu, inspire et rend heureux les artistes qui la servent, pourvu que leur adoration soit sincère et profonde. Dans le domaine de l'art, comme dans la pratique de la vie, il ne suffit pas de s'appeler chrétien, il faut l'être; c'est-à-dire qu'on n'est ni chrétien ni poète quand on se complaît d'une manière prétentieuse dans une sorte de sentimentalisme vague et puéril qu'on cherche à teindre de quelques couleurs empruntées à un faux catholicisme. L'art chrétien n'accorde ses palmes qu'à des études profondes, à une foi vraie, à l'élévation sérieuse du génie et de l'ame.

L'autre source de poésie est la réflexion, la philosophie. Ici c'est dans le développement infini de la pensée qui pénètre au fond de toute chose et qui plane sur les hauteurs paraissant les plus inaccessibles que le poète puise sa force. La carrière est immense, et elle demande une rare vigueur; les théories fausses, les idées à demi

écloses, les pensées mal comprises amènent de tristes naufrages. Que celui qui veut porter à ses lèvres la coupe du bien et du mal se demande s'il aura le courage de la vider. La poésie, telle qu'elle est sortie, surtout depuis soixante ans, des entrailles de la philosophie moderne, est une muse sévère et forte dont on n'obtient pas aisément un encouragement et un sourire. Elle dédaigne les stériles hommages de ces présomptueux qui ne soupçonnent pas que dans ce siècle le véritable enthousiasme ne peut résulter que d'une réflexion profonde. Qu'est-ce que la beauté, sinon une révélation glorieuse de la vérité? Il faut donc conquérir cette vérité par d'héroïques et longs efforts, car la nature la cache, on dirait qu'elle en est envieuse; du moins elle nous la fait toujours acheter. La vérité, c'est la statue d'Isis, dont il faut enlever le voile, c'est l'or au fond de la mine. Que le poète, chrétien ou philosophe, ne s'avise de chanter qu'après s'être mis d'accord avec lui-même. L'unité seule produit l'harmonie.

LERMINIER.

LA BELGIQUE.

SA NATIONALITÉ, SA SITUATION ACTUELLE.

On s'est accoutumé en France à considérer le nouvel état belge comme un tronçon détaché d'un empire qui devra se reformer tôt ou tard, et cette prévention se lie à trop de souvenirs, de regrets et d'espérances nationales, pour que le premier mouvement ne soit pas de rejeter la pensée qu'une patrie étrangère puisse naître, encore moins soit née déjà, sur le sol même dont les traités de Vienne avaient prétendu faire la place d'armes de la sainte-alliance. Mais nous nous adressons aux esprits élevés, à ceux qui vont droit à la vérité, et, fût-elle importune, n'hésitent pas à la regarder en face. Nous leur demanderons si, à une époque aussi changeante que la nôtre, la juste ambition d'un grand pays comme la France peut se repaître éternellement des mêmes objets et tourner sans péril dans un cercle d'idées immobiles. Le temps inexorable marche, et modifie sans cesse les rapports de la famille européenne. Les petits états se font une destinée à part, pendant que les nations souveraines attendent patiemment que des clartés nouvelles s'élèvent sur leur horizon. Chaque heure de ce siècle qui s'écoule pour la France

dans la paix et dans l'expectative déplace insensiblement le problème de son avenir; chaque année qui s'ajoute à son passé d'hier démasque, en se retirant, un nouveau lendemain. C'est la connaissance exacte des perpétuelles altérations de sa donnée politique qui doit l'intéresser avant tout. Son théâtre est si vaste d'ailleurs, qu'elle ne saurait prendre alarme pour un peuple de plus qui sera éclos sous son aile. Témoin, depuis douze ans, de faits dont l'importance secondaire lui échappe dans le bruit que font autour d'elle les évènemens de chaque jour, nous les dirons tels que nous les avons observés; notre seul mérite, nous le revendiquons d'avance, sera une impartialité rigoureuse, et nous tirerons de cet examen, en tant qu'il intéresse l'avenir commun des deux pays, une conclusion que ce début ne fait qu'en partie pressentir.

Il est des nations dont il serait puéril de prouver l'existence : elles sont, pour rappeler ici le mot d'un grand capitaine, elles sont comme le soleil; malheur à qui ne les voit point! Mais d'autres, par un jeu cruel des circonstances, ont toujours été placées dans des conditions si étranges et si fausses, qu'on les nie même encore après que le congrès des empires a été forcé de les reconnaître. Tel est le petit peuple belge, composé jusqu'à ce jour en apparence d'élémens indécis et hétérogènes, mais sous sa physionomie un peu terne, au fond, singulièrement lui-même. C'est parce qu'il offre seul aujourd'hui l'exemple d'une pareille anomalie, que nous voulons démontrer qu'on a tort de lui contester sa place dans la société politique, et combattre une incrédulité qui lui a été si nuisible jusqu'à l'heure présente. Nous rassemblerons toutes les preuves éparses de sa personnalité nationale; nous rappellerons d'abord sa naissance, contemporaine des plus fameuses origines, son passage, pour ainsi dire, souterrain à travers l'histoire, ses révoltes constantes, brusques éruptions de nationalité qui attestent l'existence du feu intérieur, son culte passionné de l'art où s'est réfugié son génie, et les causes fatales, pour la plupart indépendantes de lui-même, qui ont favorisé sa servitude, et, sans un accident heureux, l'auraient prolongée pour jamais. Sans la connaissance et l'examen réfléchi de son passé, on comprendrait mal ce que son caractère aujourd'hui a de vraiment individuel; il est donc nécessaire avant tout de jeter un rapide coup d'œil sur cette vie latente de six siècles qui a précédé l'instant où il s'est dégagé de ses propres ténèbres : vie un peu mêlée à celle de ses maîtres et de ses voisins, parce qu'il le fut trop souvent lui-même à leurs passions et à leurs intérêts, mais qui s'en détache par certains

évènemens matériels ou moraux qui n'appartiennent qu'à lui, qu'on ne saurait attribuer à nul autre.

Le peuple belge, celui que nous voyons aujourd'hui régulièrement constitué, est descendu, comme toutes les autres nationalités européennes, de la société religieuse du moyen-âge; seulement il en est sorti, non point tout d'une pièce et compacte, mais par fragmens et par lambeaux. C'est ce qui fait qu'il semble né d'hier. Ici les chances, les vices même de l'établissement féodal, ont laissé tomber une semence impérissable dans les entrailles de la civilisation, et en ont en même temps étouffé le développement. Gouvernés par des vassaux de la couronne de France, les comtés de Flandre, de Hainaut et de Namur, ainsi que le duché de Brabant, si proches du foyer de puissance dont rayonnait celle de leurs seigneurs, auraient dû, dans le cours naturel des progrès et des envahissemens de l'unité monarchique, y faire retour long-temps avant toutes les autres provinces du royaume. S'il en est, au contraire, qui semblaient ne devoir jamais se reprendre au grand corps dont elles avaient été démembrées, c'étaient bien plutôt celles dont la position excentrique, reculée encore par la barrière de la Loire, protégeait l'isolement. Cependant il est arrivé que les rois de France ont fini par arracher même la Guienne à des feudataires aussi redoutables que l'étaient les rois d'Angleterre, et quoique, depuis Philippe-Auguste jusqu'à Louis XIV, aucun n'ait perdu de vue la nécessité de reconquérir les provinces belges, ils n'ont réussi, en définitive, qu'à en recouvrer la limite extrême. Tout a tourné contre eux : leur politique traditionnelle, leurs desseins les mieux préparés, et le hasard même, qui amenait des dés si imprévus dans le jeu de la loterie féodale.

Ainsi, l'affranchissement des communes a plus gagné de villes aux monarques français que leur bon droit et leur épée. C'est pourtant ce grand acte imité par le seigneur de la Flandre qui a commencé à éloigner d'eux la possibilité de la lui reprendre un jour. Par des causes qu'il serait superflu d'énumérer ici, les communes de cette petite contrée s'élevèrent bientôt à un si haut degré de force et de richesse, que, rien qu'en agitant la bannière de leurs métiers, depuis Ypres jusqu'au port de Damme, elles faisaient sortir du sol des armées d'artisans, et voyaient se hérisser les remparts des outils du travail aiguisés en instrumens de guerre. Là, le contrepoids que les rois avaient voulu établir pour balancer la puissance de leurs grands vassaux rompit de lui-même un pénible équilibre. La bourgeoisie, devenue puissance à son tour, n'était fidèle à son maître que quand

il combattait son seigneur suzerain; elle se tournait contre lui dès qu'il agissait en vassal. Il y eut des jours funestes où la Flandre tint toute la monarchie en échec, où l'on vit la fleur de la chevalerie française moissonnée en rase campagne sous sa faux plébéienne. Ainsi, la sanglante bataille des Éperons d'or fut l'Alhama du roi Philippe-le-Bel.

C'est là le moment précis où le peuple belge commence à se séparer de l'unité française : il faut remonter aussi haut, si l'on veut rassembler les origines éparses de sa nationalité présente. C'est dans le creuset des passions populaires du XIIIe et du XIVe siècle que se jette et s'élabore l'élément flamand, le plus considérable et le plus ancien de tous. On voit poindre alors et grandir une de ces animosités farouches qui individualisent les peuples, car tous ont commencé par la haine de l'étranger. Du jour où les communes de Flandre ont combattu l'armée royale et l'ont vaincue, le Flamand se distingue du Français, son voisin, par une antipathie prononcée, plus encore que par son langage. C'est la haine de l'Écossais pour l'Anglais, si vivace à la même époque, haine que le temps affaiblira et qui finira par disparaître, comme elle est effacée à présent sur les deux bords de la Tweed, si la fusion s'opère à temps entre les deux peuples, mais qui se transformera, du côté du plus faible, en une habitude de défiance ombrageuse, s'ils continuent à vivre séparés. Pendant la première période de la puissance communale dans le nord, qui embrasse tout le temps de la splendeur de la commune de Gand et se termine à la bataille de Roosebeeck (1381), où le second Artevelde périt, le comte de Flandre demeure attaché à la France, parce qu'il ne peut rien sans son secours; ses partisans en minorité sont flétris du nom de Liliards, et trouvent plus d'une fois leurs vêpres siciliennes. Il y a enfin une sorte de nationalité flamande prolongée jusque vers l'Allemagne, qui fait front à la nationalité française.

En même temps, deux faits d'un parallélisme bien remarquable vont se répéter de siècle en siècle : d'un côté, les efforts infructueux de la monarchie française pour rentrer en possession des provinces septentrionales qui ont relevé d'elle, et de l'autre, dans ces mêmes provinces, des symptômes réitérés d'existence individuelle, n'aboutissant jamais jusqu'à constituer l'individu.

Pourquoi ces deux tentatives contraires, dont l'issue semble n'avoir pu être semblable, échouèrent-elles également? Nous l'allons expliquer. Il se présenta deux fois, à cent ans d'intervalle, une heure décisive et solennelle où les rois de France auraient pu, grace aux

lois féodales, s'emparer de la plus grande partie de la Belgique et la réunir à leur empire. Cette heure qui passe et qui ne revient plus, eux la virent deux fois, et deux fois ils la saisirent mal. Elle sonna d'abord en 1379, vers l'époque de la chute de la commune gantoise. Le comte de Flandre, Louis de Male, tout dévoué à la France, n'avait qu'une fille; unie à un prince français, elle rapportait à la couronne le riche domaine que le temps en avait distrait. Charles V, il est vrai, ne laissa point échapper une occasion si belle, mais il fit la faute de donner la main de Marguerite à son frère Philippe-le-Hardi, déjà maître, par suite d'une première faute, du duché de Bourgogne à titre d'apanage héréditaire, et l'état bourguignon s'éleva, en face de la France, plus considérable un moment que la vieille monarchie même. Un concours d'évènemens identiques se reproduisit à l'extinction de la ligne masculine de cette maison ducale dans la personne de Charles-le-Téméraire. Une jeune fille hérite alors de tout cet amas de puissance qu'avait laissé s'accumuler l'imprudence d'un roi réputé sage. Louis XI, dont on admire tant le génie politique, tombe dans la même erreur et favorise, par sa manie des intrigues ténébreuses, l'avénement d'une puissance plus colossale encore. Au lieu de précipiter, par une invasion rapide, le mariage de Marie avec le dauphin, il attend de la corruption, pratiquée sous main, ce que la conquête seule lui aurait donné. Pendant qu'il complote sourdement, le feu mal éteint des rébellions communales se rallume; les partisans de la France, Hugonet et Imbercourt, sont décapités sur la place publique de Gand, et le peuple victorieux donne à Maximilien d'Autriche la main de sa duchesse éplorée : évènement capital d'où sortit le monstrueux empire de Charles-Quint, comme un siècle auparavant un autre mariage avait suscité l'essor de la puissance bourguignonne; occasion deux fois perdue qui ne devait plus se retrouver, car l'institution féodale marchait rapidement à sa décadence, et les droits de la couronne allaient se prescrire sans retour. Depuis ce moment, la France, toujours attentive aux nécessités de sa position géographique, ne put convoiter la possession de la Belgique sans troubler le nouvel équilibre peu à peu substitué en Europe à l'anarchie politique des temps que nous venons de parcourir.

Comment, de leur côté, les communes flamandes laissèrent-elles passer l'occasion de s'élever au rang de peuple, et usèrent-elles dans des actes déréglés de pouvoir une force qui, mieux ménagée, les eût conduites peut-être à la conquête paisible de leur indépendance? C'est qu'elles étaient des communes, et rien de plus; souveraines à ce

titre, toutes les fois que la faiblesse de leurs maîtres relâchait les liens de leur obéissance, mais incapables, sous l'empire du principe qui les avait fondées, d'y substituer les nœuds plus durables qui forment les nations. La liberté au moyen-âge diffère essentiellement de la liberté moderne : elle était une exception au sein de la servitude sociale hiérarchiquemet organisée, une *franchise* pour tout exprimer d'un mot, tandis que celle-ci est un droit universel dont les besoins seuls de la société autorisent à limiter l'usage. Aussi, comme il lui manquait la faculté de généralisation qui distingue la nôtre, elle ne dépassa point les bornes étroites de la cité, et eut tous les vices de l'égoïsme, l'orgueil, l'ambition, l'amour exclusif de soi-même et l'indifférence pour autrui. Les communes étaient despotiques et jalouses comme tous les privilégiés; satisfaites de leurs chartes, soucieuses seulement d'en assurer le respect, elles ne songeaient pas plus à combattre en dehors d'elles le principe de la servitude que les affranchis, dans l'antiquité, n'avaient eu la pensée généreuse de détruire l'esclavage. La patrie, pour chacune d'elles, commençait au pied de leur beffroi et finissait à leurs murailles, et chacune d'elles voyait dans sa voisine une rivale que l'instinct de l'envie désignait à sa haine. Si un danger commun les forçait parfois à se coaliser, le retour de la sécurité venait les replonger bientôt dans l'isolement de leurs antipathies furieuses. Bruges était Capulet à Gand, et Gand lui était Montaigu; cette même cité de Bruges s'efforçait, dès qu'elle croyait l'occasion favorable, de ramener sous sa juridiction les campagnes environnantes qu'une sorte de charte rurale en avait détachées sous le nom de *Franc*. Telles furent, sous un autre aspect, les tendances funestes des républiques italiennes, filles malheureuses de la démocratie du moyen-âge, qui s'entredéchirèrent le sein avant l'aurore de la liberté moderne. S'il faut s'étonner de quelque chose, c'est que Bruges, Ypres, Courtray, villes indépendantes de fait, ne l'aient point été un moment de droit comme d'autres cités moins riches au-delà des monts; c'est que Gand surtout, qui, sous la conduite de ses deux grands *ruwaerts*, Jacques et Philippe d'Artevelde, levait des armées, organisait des confédérations municipales, signait des traités de commerce et d'alliance avec les rois d'Angleterre, n'ait point ambitionné l'honneur de former un état distinct à l'exemple de Pise et de Florence. Mais qu'une nation flamande ne soit pas sortie de ces jours lointains de grandeur et de prospérité, cela ne doit point nous surprendre. Y a-t-il de nos jours une patrie italienne, à moins que vous ne donniez ce nom à l'objet déplorable de l'amour sans espoir

et des regrets amers de vingt peuples, ennemis quand ils étaient puissans, réconciliés depuis qu'ils ont perdu la force d'être libres? Comme eux, la Flandre laissa passer une occasion précieuse, et devenue l'héritage d'un César maître des deux hémisphères, comme eux aussi, elle ne la retrouva plus.

Cependant un second élément national concourait à former le caractère de ce peuple dont le nom n'apparaîtra qu'au XIXe siècle. C'est dans les provinces *wallonnes* ou françaises que nous le signalerons. Là, au moyen-âge, il n'y avait pas de langue qui établît déjà une barrière naturelle entre des provinces dépendantes d'une même couronne, et justifiât jusqu'à un certain point leur séparation politique. On parlait, dans les comtés de Hainaut et de Namur, ainsi que dans l'évêché de Liége, l'idiome dominant en-deçà de la Loire. Le wallon actuel n'est autre chose que la langue d'oïl ou d'oui qui est tombée à l'état de patois en demeurant au fond du peuple. Nous ne doutons point que cette dégénérescence ne soit due aux circonstances qui rejetèrent une fraction de la famille française en dehors de la France politique. Pendant que la langue parlée par celle-ci suivait les progrès d'un état destiné à occuper un rang si élevé dans la civilisation, le vieil idiome s'immobilisait dans les extrémités mortes, pour ainsi dire, où ne circulait plus la sève du tronc principal. Ce serait une étude intéressante à faire que de rechercher, au moyen de la philologie, l'instant précis où les modifications de la langue d'oui s'arrêtent dans le nord, où elle y devient stationnaire ou plutôt croupissante sous la forme du wallon. Je suis convaincu que cet instant coïnciderait avec l'époque où l'action du foyer, jusque-là commun, cesse de s'y faire sentir, par suite des circonstances qui détachèrent définitivement ces provinces du reste de la monarchie.

La partie française de la Belgique n'a guère d'histoire propre au moyen-âge. Le Hainaut, le comté de Namur, le Luxembourg même, suivent la destinée de la Flandre, lorsque des alliances de famille les réunissent sous le sceptre d'un même seigneur. L'évêché de Liége, qui dépend de l'empire, a seul des annales intéressantes, et la vie municipale de la commune liégeoise offre des traits de ressemblance avec celle des grandes cités flamandes. Les Liégeois sont presque toujours en guerre ouverte avec leur évêque, qu'ils assiégent dans son palais épiscopal, qu'ils déposent parfois, et que parfois ils massacrent. Eux aussi lèvent des armées redoutables; eux aussi, avec leurs piques et leurs maillets, ne craignent pas d'affronter sur les champs de bataille les lances de la gendarmerie bardée de fer. On cite d'eux

des actions d'un héroïsme sauvage, comme on en trouve dans toutes les luttes de la liberté, d'intrépides dévouemens qui n'eussent pas déparé les journées de Sempach et de Morat, mais qui n'ont point retenti dans l'histoire, parce qu'il ne suffit pas de l'enthousiasme du patriotisme pour illustrer un peuple : il faut que le sang de ses holocaustes ait rejailli sur l'autel de la civilisation et l'ait sanctifié, et jamais la postérité ne tient compte des sacrifices qui furent inutiles à la cause du genre humain. Comme on le voit, l'élément français, quoique partie constitutive de la nationalité belge, a moins de vie, de puissance et d'originalité que l'élément flamand. Mais, entre deux fragmens de peuple ayant passé déjà par les mêmes phases de l'indépendance communale, la fusion sera facile, et elle s'opérera peu à peu sous le régime des ducs de Bourgogne, lorsque, soudés l'un à l'autre par une force supérieure, ils se seront accoutumés à vivre d'une vie commune, à partager les mêmes sentimens, les mêmes passions et la même fortune.

C'est ainsi que la Belgique actuelle pénètre par ses racines jusqu'au fond du moyen-âge, racines si vivaces, que, labourées avec le sol qui les avait reçues et toujours foulées sous les pas des conquérans, il en devait jaillir sans cesse des rejetons nouveaux. Maintenant il faut redescendre tout d'un coup jusqu'au XVIe siècle pour retrouver une seconde expansion de cette sève qui mérite de fixer nos regards. Les communes ne sont plus : le feu des discordes populaires s'est retiré de tous ces foyers épars pour aller se concentrer sur un plus vaste théâtre; mais le génie de la liberté municipale a laissé trop de fermens d'agitation au sein des provinces belges pour qu'elles soient les dernières à se précipiter dans l'arène nouvelle des passions humaines. La réforme vient remuer le monde : des troubles éclatent aussitôt dans les Pays-Bas. C'est à ces troubles que la Hollande doit son origine et sa rapide splendeur : le rôle du peuple belge, qui retomba sous le joug de l'Espagne, s'en est trouvé obscurci. Cependant la lutte, de son côté, ne fut ni moins acharnée ni moins glorieuse. Peut-être la Providence ne voulut-elle pas qu'une nation continentale autant que maritime s'élevât aux portes de la France, car si Philippe II et ses succeseurs n'avaient point réussi à faire rentrer dans le devoir la partie méridionale des provinces révoltées, il n'y aurait eu qu'une république depuis les bords du Zuiderzée jusqu'aux portes d'Arras; la réforme aurait accompli pour jamais ce que la diplomatie a tenté vainement de fonder en 1815. Les Hollandais alors différaient peu des Flamands, dont ils n'avaient d'ailleurs ni les richesses ni la célébrité; une même

foi les eût rapidement confondus, le dissentiment religieux les sépara sans retour. Il y avait sans doute dans la nature des Belges, passionnés pour l'art au même degré au moins que les Français, cet instinct des croyances expansives et rayonnantes qui est incompatible avec les dogmes arides du protestantisme. Quand ils eurent épuisé dans une insurrection stérile le reste d'inquiétude qui leur venait des anciennes querelles communales, ils acceptèrent de nouveau la domination lointaine de leurs maîtres, et entrèrent dans une longue période d'anéantissement social et de léthargie politique, pour ne plus se réveiller qu'au bruit précurseur des tempêtes modernes. Mais de leur insurrection du XVIe siècle sortit pour eux un dernier élément de patriotisme qu'une longue immobilité devait préserver longtemps de toute atteinte; nous voulons parler de cet attachement presque fanatique au catholicisme qui forme aujourd'hui encore un des côtés les plus saillans de leur caractère national.

Ce n'est pas qu'ils aient passé sans transition de leur existence si turbulente du XVIe siècle à l'inertie végétative des deux âges suivans. L'Espagne, effrayée peut-être de leur impatience naturelle, et désespérant de les contenir de si loin, s'ils tentaient de se soulever encore, voulut les constituer en un état séparé qui aurait été gouverné par une dynastie nouvelle issue de la maison d'Autriche. Cette combinaison prudente eût peut-être changé le cours de leur destinée nationale, si les archiducs Albert et Isabelle, en faveur de qui elle avait été faite, avaient laissé une postérité. Le règne trop court de ces princes est cependant resté dans la mémoire du pays, et ce qui le lui rend cher encore, c'est qu'il fut illustré par Rubens, le Michel-Ange flamand, et par sa splendide école.

Nous touchons à l'histoire moderne, et, sur le chemin où nous avons suivi pas à pas la trace si souvent effacée de la nationalité belge, c'est encore une levée de boucliers qui nous arrête au bord de l'abîme de 89. Chose étrange et qui mérite bien de fixer l'attention des lecteurs français, pendant que l'esprit régénérateur du XVIIIe siècle souffle sur les peuples et sur les rois, la Belgique seule, comme cette princesse des contes de fées qui dormit cent ans, se réveille dans ses vêtemens gothiques et se lève pour agiter une dernière fois devant son souverain la vieille bannière communale; car c'est sous ce jour qu'on doit envisager l'insurrection brabançonne, qui a passé inaperçue au milieu des convulsions d'une société expirante. Cette révolution (puisqu'elle porte un aussi grand nom) est toute féodale et recule vers le moyen-âge : elle n'emprunte au XVIIIe siècle

que sa date. La Belgique, pétrifiée, pour ainsi dire, par l'habitude d'un despotisme d'ailleurs paternel, n'avait pas fait un pas en avant depuis l'époque d'Albert et d'Isabelle. Elle en était encore à ses vieilles franchises de villes et de provinces, pendant que le cri d'égalité faisait tressaillir les échos des deux mondes. C'est d'elle qu'on pouvait dire qu'elle n'avait ni rien appris ni rien oublié. Et cela va si loin, qu'au rebours des autres révolutions contemporaines, les rôles naturels sont intervertis dans celle-ci. C'est du trône que descendent les réformes, et c'est le peuple qui les repousse. Joseph II était un de ces disciples couronnés de Voltaire, qui, faisant dans leur esprit un compromis bizarre des devoirs du philosophe avec les droits du monarque, entendaient pousser le progrès à coups de bon plaisir. Son peuple des Pays-Bas, isolé du reste de l'empire, lui parut merveilleusement propre aux expérimentations de sa royale fantaisie. Par malheur, les Belges ne virent en lui que leur comte et leur duc d'autrefois qui déchirait de respectables priviléges. Les Brabançons, entre autres, avaient conservé leur antique charte sous le nom de *joyeuse entrée*, charte que Joseph II avait jurée à son avènement, et que, dans son ardeur pour les nouveautés, il n'hésita pas à violer : de là cette insurrection organisée dans les couvens, légalisée dans les assemblées provinciales, et soutenue par une armée de la foi. Il y avait sans doute au milieu de tout cela un parti des idées modernes; mais il était très faible encore, et Vonck, qui les représentait à côté de Vandernoot, le tribun gothique, voulut en vain imprimer au mouvement une direction plus conforme au génie de son temps. Lorsque le sort des batailles eut donné ensuite la Belgique à la république française, celle-ci trouva la révolte étouffée; mais, confondant habilement avec sa propre cause celle d'un peuple opprimé au contraire pour son attachement à l'ordre social qu'elle venait de détruire, elle ne voulut voir dans la révolution brabançonne que le fait extérieur de la résistance aux volontés d'un despote, et la convention, sur la requête de quelques clubs où s'agitait la lie du peuple conquis et de l'armée conquérante, se hâta de décréter la réunion des Pays-Bas autrichiens au territoire français, malgré les protestations impuissantes des véritables patriotes, dont elle feignait de remplir le vœu le plus ardent.

Résumons-nous ici. Dès le XIIIe siècle, le peuple belge apparaît dans ses républiques municipales; dès le XVe, les deux élémens, flamand et wallon, dont il est composé, se joignent et se combinent. Dans la période suivante, il prend part aux sanglantes querelles de

la réforme, et ne s'en retire que plus dévoué à la croyance catholique, et lorsque les révolutions nouvelles éclatent, il lui est resté de toutes ses épreuves un caractère national si bien à lui, que seul on le voit remonter péniblement son passé, tandis que le reste du monde se précipite en désordre, à la voix de la France, sur la pente de l'avenir.

La domination française altéra jusqu'à un certain point l'originalité de ce peuple si long-temps stationnaire. En l'enchaînant à son destin, la république le contraignit d'entrer dans le courant du siècle. Par la suppression des couvens, elle détruisit l'influence temporelle de la religion; par la vente de leurs biens, devenus nationaux, elle démocratisa la propriété. L'empire consomma cette œuvre de rénovation, et le code civil, qu'il aura la gloire d'avoir rendu partout également populaire, a constitué sans retour la société belge sur le modèle de la société française. Ce sont là d'immenses réformes; de même qu'en France, elles n'ont point eu leur restauration. La réaction de 1814 ne fut que politique; la conquête de 1794 avait été sociale. C'est pourquoi, dans le grand classement des nations modernes, la Belgique occupe désormais sa place du côté où campent les forces de la révolution, et, sous peine de suicide national, il ne lui est pas permis d'être transfuge. La Belgique est française par ses lois, par l'institution nouvelle de la propriété, par la suppression de ses anciennes castes, et surtout par cette vie intime d'un quart de siècle, par ces souvenirs brillans de périls et de gloire partagés avec la France impériale, que, dans son juste orgueil, elle ne répudiera jamais. Quelques années enfin lui ont suffi, dans le dernier siècle, pour franchir la distance énorme qui la séparait du peuple progressif par excellence. Mais on aurait tort d'en conclure qu'une nation qui avait tant gardé de son passé ait pu se transformer radicalement dans une crise aussi courte qu'elle fut terrible. Quoique initiée à une existence nouvelle, elle est toujours au fond la fille posthume du moyen-âge. Elle lui doit toujours ce qu'elle a de force et de vitalité propre, et tant de traits qui la distinguent de la famille française. Sa résistance de quinze ans au mariage que lui avait imposé la sainte-alliance l'a bien prouvé, et la pensée de cette résistance ne lui est pas venue après coup, comme on le croit généralement. Elle a précédé l'union même. En effet les notables, consultés en 1814 pour l'acceptation de la loi fondamentale, la repoussèrent à la majorité des votes : le souverain du nouveau royaume, imitant l'exemple de la convention, passa outre; mais le fait a subsisté. Plus tard, quand la

Belgique s'insurgeait contre ce roi, le plus libéral après tout qui fût alors en Europe, quand elle le combattait avec les armes de la religion, au moment où la religion se rendait odieuse à la France nouvelle, ce n'était point, il faut en convenir, à l'influence des idées françaises qu'elle obéissait. Quoique le temps l'eût bien changée, elle retrouva dans Guillaume Ier un second Joseph II, et les anciens partis de Vonck et de Vandernoot se reformèrent sous d'autres noms. Seul, le libéralisme ne serait jamais parvenu à creuser un abîme entre la Belgique et la Hollande; il avait même commencé par se caser dans la nouvelle patrie que les traités lui avaient faite. Les seuls dissolvans vraiment actifs de la combinaison néerlandaise de 1815, ce furent l'incompatibilité des croyances religieuses et la recrudescence des anciennes rancunes populaires. Ainsi le clergé ne voulut pas recevoir, dans un collége fondé par un roi protestant, l'éducation libérale qu'il se donne aujourd'hui dans ses séminaires et dans son université; les Flamands refusèrent de parler la langue hollandaise, qui diffère si peu de la leur; tous furent insensibles à la prospérité nouvelle qu'ils devaient au partage du commerce des Indes; bien peu balancèrent à en faire le sacrifice, quand le contre-coup des évènemens de juillet eut précipité le dénouement de leur propre drame, et le drapeau qu'ils déployèrent alors, ce furent ces mêmes couleurs brabançonnes que les métiers et les couvens avaient promenées en 89, dans des processions moins fameuses, mais plus étranges encore que celles de la ligue.

Tel était, lorsque sa propre révolution éclata, le peuple qui, après s'être vu pendant tant de siècles le jouet et la proie de la politique, parvenait enfin pour la première fois à proclamer son indépendance. Nous ne rappellerons pas les circonstances particulières auxquelles il doit d'avoir pu la faire accepter par les puissances dont le concours règle le sort du monde; nous voulons seulement insister sur un fait assez considérable dès aujourd'hui pour qu'on se donne la peine de le méditer. Depuis douze ans, la Belgique s'appartient et vit d'une vie qui lui est propre : en douze ans, un peuple qui serait né tout entier dans une heure d'enfantement et de trouble ne serait rien encore; mais si, comme nous venons de le montrer, il compte son passé par siècles, s'il est arrivé jusqu'à notre époque avec une individualité que ni les vicissitudes de son servage constant, ni l'action irrésistible des âges, n'ont pu entièrement effacer, il a eu le temps déjà de reconquérir son histoire et de fixer les conditions de son avenir. Aussi le travail de la nationalité belge, dans cette durée si bornée encore de

son établissement nouveau, a été rapide et continu. Cette Belgique, qu'on prenait d'abord pour un accident, a senti le besoin de désabuser l'Europe; elle a compris l'importance qu'il y a pour les petits peuples à s'emparer de leur terrain, et chaque heure de sa liberté a été pour elle une heure féconde et précieuse. Tout a concouru à stimuler son énergie. Outre l'élan ordinaire qui pousse les sociétés au sortir des révolutions, l'issue inespérée de sa lutte de quinze ans a exalté son courage. Quand elle s'est vue tout à coup nation dans l'univers moderne, et nation reconnue par ces volontés hautaines qui, quinze ans auparavant, avaient tracé partout d'inflexibles frontières, aussitôt, avec la confiance que donne la faveur inattendue de la fortune, elle s'est prise à croire à la possibilité de toujours vivre ainsi, et, sans se dissimuler la grandeur des périls qui la menaceront plus tard, elle a marché droit devant elle, soutenue par un secret pressentiment que le destin la doit favoriser encore. C'est grace à cette heureuse sécurité qu'elle a pu accomplir, dans ses voies particulières, des progrès dont nous allons faire apprécier l'étendue, en racontant son existence intérieure, comment, à l'ombre du régime qu'elle-même a fondé, elle vient de manifester enfin son génie, et quels obstacles plus nombreux et plus puissans chaque jour elle se hâte d'opposer à son absorption future par le seul de ses voisins qui n'en ait pas abandonné l'espoir.

Observons d'abord les institutions qu'elle s'est données. En les expliquant, nous rencontrerons des dissemblances profondes qui distinguent son ménage politique de celui de la France, et qui tiennent précisément à la différence de leur nature, de leurs penchans et de leur origine.

Il y a, dans la vie de certains peuples, des tendances si impétueuses et si persistantes, qu'elles traverseront sans dévier des crises où les institutions les plus fermes iront s'abîmer sans retour. C'est ainsi que les historiens ont montré comment a grandi sans relâche, dans les luttes de la réforme, sous la monarchie absolue et depuis l'avénement de la démocratie, cette unité fameuse qui fait la force de la France nouvelle et qui donne tant d'autorité à son apostolat social, unité qui, dans son régime intérieur, s'est formulée par la centralisation, et, dans sa charte, a laissé tant de pouvoir encore au principe le plus compromis par les révolutions, au principe de la royauté. En Belgique, la tendance a toujours été contraire; la vie nationale, comme on vient de le voir, s'est jadis éparpillée dans les villes et dans les provinces : eh bien! c'est vers la décentralisation

qu'elle incline encore. Aussi, pour qui ne connaîtrait pas son histoire et ses mœurs publiques, sa constitution serait inintelligible et paraîtrait d'une application impossible. En effet, cette loi fondamentale, considérée absolument, est infiniment plus libérale que la charte française; aux yeux d'un observateur superficiel, il semblerait que le pouvoir monarchique ne devrait pas subsister un seul jour chez un peuple qui en a environné l'exercice de tant de restrictions et de tant de défiances. Mais regardez de plus près; le congrès constituant de 1831 n'a pas voulu établir le gouvernement démocratique pur; il n'a pas été hostile à la royauté : c'est le régime provincial et municipal cher à un pays célèbre par la splendeur de ses communes, qu'il a été jaloux de maintenir. Aussi les législatures suivantes se sont-elles hâtées de développer, dans des lois organiques, un principe qui n'avait été que posé dans la constitution. Et tel est l'attachement des Belges à cette liberté, la seule que ni l'Espagne ni l'Autriche n'osèrent point anéantir, que tout récemment ils ont considéré la faculté donnée au gouvernement de nommer le bourgmestre (le maire) en dehors du conseil communal, comme une grave concession faite au pouvoir royal! Pour mieux faire comprendre encore l'empire de ces habitudes séculaires, que la Belgique a conservées de sa vie municipale du moyen-âge, nous dirons qu'elles seules ont le pouvoir de déplacer, en certaines occasions, la majorité législative, si peu variable d'ailleurs. La Belgique ne compte que neuf provinces équivalant, pour l'étendue, aux départemens français. Sur ce nombre, il en est deux (le Limbourg et le Luxembourg) qui, morcelées par le traité des 24 articles, sont loin d'avoir l'importance des sept autres. Parmi ces dernières, les deux Flandres (orientale et occidentale) composent presque une petite nation à part, dont la députation, extrêmement nombreuse en raison d'une population très condensée, forme un véritable parti dans les questions d'intérêt purement matériel. Son opposition a presque la valeur d'un véto absolu. Pour le prouver, nous n'en citerons qu'un exemple. Le projet de chemin de fer présenté dans la session de 1833 à 1834 n'avait d'abord pour but que de relier le port d'Anvers à la ville de Cologne. L'utilité en était incontestable; cependant, sans l'embranchement accordé à Ostende, il n'aurait point passé. Le Hainaut, riche de ses fers et de ses houilles, est une province avec laquelle il faut compter. Celles de Liége et d'Anvers ont aussi des intérêts tout locaux que le gouvernement doit savoir ménager, s'il ne veut pas compromettre le sort des lois les plus nécessaires au bien-être du pays tout entier.

Quant à l'ancienne division des Wallons et des Flamands, elle ne se fait point jour dans la politique et s'efface insensiblement dans le peuple. Mais ce n'est pas tout : les grandes villes de la Belgique ont une importance presque égale et sont par elles-mêmes des pouvoirs qu'on ne heurte pas impunément de front. Gand, dont Guillaume Ier avait fait le Manchester de la Néerlande, a été orangiste jusque dans ces derniers temps; il a fallu toute la prudence et toute l'adresse du nouveau régime pour l'amener à se rallier. Anvers saigne encore des blessures que lui a faites la révolution, et ses plaintes, souvent injustes, toujours amères, sont patiemment écoutées par le reste du pays, qui voudrait lui rendre son ancienne splendeur commerciale. Liége vit dans un milieu à part, et se considère comme le centre de la famille wallonne. Bruxelles, théâtre de la révolution, siége actuel de la royauté et du gouvernement, se voit souvent contester son titre et ses prérogatives de capitale par ses trois ombrageuses rivales, qui la traitent de ville de cour et la jalousent, comme ailleurs on envie les courtisans. Aussi le gouvernement se garde bien de brusquer la centralisation; il partage avec une impartialité peut-être timide ses graces entre les quatre grandes villes, et s'excuse du mieux qu'il peut, chaque fois que la force des choses le pousse à favoriser plus particulièrement la résidence des corps politiques et du souverain.

Ainsi voilà un premier point de dissemblance entre la France et la Belgique. Ici, la centralisation absolue; les villes et les départemens (qui ne représentent plus les anciennes provinces) sacrifiés, se sacrifiant eux-mêmes à l'unité nationale; là, au contraire, des provinces attirant tout à elles, des cités fières et prépondérantes, une tendance constante à la dispersion des intérêts, que le pouvoir respecte tout en l'empêchant de nuire à l'intérêt commun.

Revenons à la constitution : elle a consacré les principes les plus avancés des théories modernes, le suffrage presque universel (tant est bas le chiffre du cens électoral), l'éligibilité exempte de tout cens pour l'une des deux chambres, la condition d'âge pour ainsi dire illusoire, et la rétribution (sous forme d'indemnité) des fonctions de représentant qui en permet l'accès aux ambitieux dépourvus de fortune. Comment l'a-t-elle pu faire sans danger pour l'avenir? C'est que, depuis le dernier siècle, il y a en Belgique deux partis bien nettement tranchés, celui des idées religieuses qui représente la conservation, en ce sens qu'elle la fait dépendre de la moralité du peuple et de sa soumission à l'église, et le parti des idées modernes ou du progrès; la bannière de Vandernoot et le drapeau de Vonck, comme nous

l'avons déjà dit, avec des couleurs nouvelles. Or, dans un pays où les partis sont vigoureusement fixés, la charte la plus libérale ne laisse rien au hasard des aventures. Ainsi la Belgique partage avec l'Angleterre l'avantage précieux d'avoir ses tories et ses whigs, des hommes d'état dans les deux camps, et deux administrations complètes toujours préparées à se succéder l'une à l'autre; la force d'inertie du sentiment religieux remplace pour elle les garanties de stabilité que, de l'autre côté de la Manche, on a cherchées dans le maintien d'une aristocratie de caste.

Ce jeu régulier des institutions politiques n'a pas d'analogie en France, où l'opposition constitutionnelle se prolonge, faute de limites, jusqu'à la faction républicaine, et ne refuse même pas le secours de la faction carliste; où la conservation, agglomérée autour de la dynastie en masses indisciplinées et confuses, s'en détache trop souvent par fractions de partis et va grossir les rangs de ses adversaires de la veille. C'est qu'en France, avant tout, il y a deux principes en présence, la démocratie et la monarchie, entraînés par leur lutte à sortir chaque jour de la sphère des idées, pour recruter dans la nation leurs armées flottantes et engager un éternel combat qui remet sans cesse les choses en question. Si cette lutte est nécessaire, si chacune de ses péripéties et de ses catastrophes intéresse vivement l'avenir de la société tout entière, elle livre un grand pays à toutes les incertitudes du lendemain, et ne lui a pas permis jusqu'à ce jour de déterminer d'une manière fixe et durable les conditions de sa politique intérieure.

Sous le régime que le peuple belge s'est donné, les partis au contraire ont leur mission tracée depuis long-temps. Ils étaient antérieurs à l'indépendance du pays; tant qu'il a fallu résister pour la conquérir, ils sont restés unis; après la victoire, ils ont fait la constitution de commun accord, et une fois entrés dans une vie normale, ils se sont séparés pour travailler, chacun avec ses propres armes prises dans cet arsenal commun, à faire dominer leur principe. Le parti catholique est le plus puissant, d'abord en ce que, par ses idées appartenant au passé, il pénètre plus avant dans l'antique nationalité du pays, ensuite parce que, comme tout parti soumis à une autorité qui ne se discute pas, il est plus solidement organisé. C'est le clergé qui le dirige, et le clergé obéit aveuglément à ses évêques. Le clergé belge ne relève que de lui-même; maître absolu chez lui, il ne dépend pas même du pouvoir par le subside qu'il en reçoit, et

qui lui est payé plutôt à titre de liste civile. Grace à cette position qu'il s'est assurée en prenant part à la discussion du pacte constitutionnel, il a formé, au moyen de l'épiscopat, un véritable état dans l'état, qui dispose admirablement de toutes ses ressources et ne laisse rien aux écarts des individualités. Dans les grandes circonstances, telles que les élections générales, qui, tous les deux ans, renouvellent une partie de la législature, les rôles sont arrêtés d'avance, les candidats désignés et les manœuvres électorales exécutées avec cet ensemble d'action qui caractérise l'obéissance hiérarchique. Il a son budget volontaire que d'abondantes souscriptions alimentent, et qui pourvoit à ses dépenses politiques. Toutes les sectes chrétiennes ont fait dépendre la perpétuité de leur influence sociale de l'instruction, en d'autres termes, de la moralisation de la jeunesse. Si, dans le catholicisme, une communauté fameuse a pu survivre aux coups nombreux qui l'ont frappée, c'est que depuis son origine elle a poursuivi avec une ardeur infatigable la pensée de ses fondateurs, qui a été de s'emparer, par l'éducation, des générations nouvelles avant qu'elles entrent dans le siècle. Le parti religieux en Belgique s'est donné la même tâche; quinze ans, il a lutté contre le régime néerlandais pour l'honneur du principe de la liberté d'enseignement; aussitôt après sa victoire, il l'a inscrit dans la loi du pays, comme la plus précieuse de ses conquêtes, et, pressé d'en recueillir les fruits, il a fondé par tout le royaume, en peu d'années, des écoles primaires et moyennes, avec lesquelles les établissemens similaires que soutient l'état ont peine à rivaliser. L'érection d'une université libre dans la ville de Louvain a couronné son système. Arrivé à ce point suprême de sa longue entreprise, il s'est écarté pour la première fois de ses habitudes de réserve et de prudence, en faisant proposer aux chambres le rétablissement de la main-morte; il voulait assurer le bénéfice de cette exception à son université, dont l'existence, quoique déjà florissante, sera toujours précaire tant qu'elle n'aura pas une source fixe de revenus. Mais, quand il a vu l'alarme causée par ce retour trop manifeste vers le passé, il s'est ravisé sagement et a fait connaître qu'il renonçait à solliciter un privilége, du moment que le public suspectait ses intentions. Le parti catholique, comme on le voit, est puissant, actif, fortement uni et fortement constitué. Il compte peu de noms; les évêques, hommes très remarquables pour la plupart, en sont les chefs réels, quoiqu'ils ne se tiennent pas dans la lumière; l'archevêché de Malines en est le

centre. M. de Theux, qui a été fort long-temps ministre, est destiné à recomposer le cabinet, quand l'opinion dont il est le représentant ostensible reviendra au pouvoir. Le parti catholique enfin s'appuie sur le peuple des campagnes, sur les propriétaires du sol, au nombre desquels se trouve presque toute l'ancienne noblesse, et sur la plupart des villes de second ordre. Le secret de sa force consiste en ceci, que, sans cesser de préserver l'immuabilité du dogme de toute atteinte, il a toujours eu l'habileté de se jeter dans le mouvement temporel, afin de lui imprimer sa propre direction.

Mais cette force même a son côté vulnérable; il ne lui est pas toujours facile de concilier une combinaison aussi étrange que l'est l'alliance des idées religieuses du moyen-âge avec les théories politiques des temps modernes. C'est ce qui compense jusqu'à un certain point le désavantage de la position du parti libéral, plus passionné, plus vif, quand il attaque, mais à qui manque l'esprit de suite et la discipline si facile à obtenir dans les rangs du catholicisme. Ce parti copie de loin le système d'organisation de son adversaire. Lui aussi a ses agens d'élection, ses écoles, son université; mais celle-ci est languissante, et ses ressources matérielles, fondées sur des souscriptions purement patriotiques, ne sont point nourries par la foi qui sait se dépouiller pour la gloire des objets de son culte. Cependant, avec l'appui qu'il trouve dans les grandes villes, et porté comme il l'est par le courant du siècle, auquel il lui suffit de s'abandonner, il parvient à tenir la balance entre lui et son adversaire, et oppose des bornes salutaires à une domination qui pourrait devenir oppressive, si elle ne trouvait plus d'obstacles. Dans le parti libéral, précisément en raison de son défaut de cohésion, les individus ont plus de valeur. MM. Lebeau et Rogier, qui, tous les deux, ont été ministres, en sont les hommes d'état; M. Devaux, qui ne veut pas des fatigues du pouvoir, a la réputation de diriger du fond de son cabinet, comme rédacteur principal de la *Revue nationale*, et de son banc à la chambre des représentans, la conduite de ses deux amis politiques. M. Verhaegen, également député, est plutôt le tribun du parti; il est à la tête de la franc-maçonnerie belge, qui, de confrérie fort innocente qu'elle avait toujours été, s'est transformée peu à peu en club central de l'opinion libérale.

Avons-nous besoin de faire remarquer que derrière ces deux partis qui se combattent sans se vaincre jamais, s'agite un des grands problèmes qui divisent la société moderne, qu'il faut y voir la conserva-

tion religieuse et morale aux prises avec le progrès ou l'instabilité des idées et des choses, le passé cherchant à se renouer à l'avenir, et que c'est la Belgique qui discute cette puissante question aux portes de la France, et fait sur elle-même, avec ses mœurs et son caractère propre, une épreuve sociale dont les suites intéressent tous les peuples catholiques et constitutionnels?

Entre ces deux partis, au-dessus d'eux, la mission de la royauté, que l'on pourrait croire sacrifiée, n'est pas la moins belle. Sans la royauté (nous faisons abstraction ici de toute cause extérieure), la Belgique, comme état, n'existerait peut-être pas huit jours. La royauté y est là comme un centre de cohésion qui retient et groupe les forces nationales du pays, toujours prêtes encore à rentrer dans leurs anciens foyers; car ce qui est nouveau, nous croyons l'avoir prouvé suffisamment, ce n'est pas la nation, c'est l'unité belge. Si la royauté n'existait pas, il viendrait tôt ou tard un moment où les deux grands partis que nous avons nommés seraient conduits fatalement à la nécessité de se vaincre et de se ruiner sans retour. La présence d'une autorité qui leur est supérieure les empêche seule de recourir à cette extrémité. La royauté est si bien le pouvoir modérateur appelé par sa position à les contenir dans de justes bornes, que tout récemment, en 1841, il n'y aurait pas eu d'issue à la crise parlementaire qui renversa le ministère libéral, si par la formation d'un nouveau cabinet, qu'on pourrait nommer le cabinet de la couronne, et qui subsiste encore sous la direction de M. Nothomb, ce pouvoir n'avait évité de donner la victoire à l'un en consommant la chute de l'autre. Mais pour qu'il ait cette influence, il faut qu'il soit respecté. Or, la royauté l'est doublement, parce qu'elle est un besoin, et tout pouvoir nécessaire est fort; ensuite, parce qu'émanée tout entière de la révolution de septembre, elle est un constant sujet d'orgueil pour ce pays. Le congrès a discuté la forme républicaine et la forme monarchique, et il s'est librement prononcé pour celle-ci, de sorte qu'il n'a laissé aucun prétexte de division, de regret, à une faction démagogique. La royauté belge, devenue la manifestation vivante de l'indépendance nationale, substituée à l'union révolutionnaire des libéraux et des catholiques, dont on pouvait dès 1831 prévoir la dissolution prochaine, c'est donc, en d'autres termes, l'unité nationale, et tout le pays se rallierait sans doute autour d'elle, si des dangers du dehors venaient menacer le maintien de l'œuvre accomplie en 1830 par un effort commun. Il faut aussi faire entrer en ligne de compte les

grandes relations personnelles du roi, que des liens de famille unissent aux souverains des deux premières monarchies de l'Occident, son intelligence profonde de la situation du pays et du caractère du peuple sur lequel il a été appelé à régner, et l'usage prudent qu'il fait de son influence entre les deux partis, dont il sera long-temps le conciliateur et l'arbitre. Enfin, pour prouver par un seul fait l'estime qui entoure le trône, nous rappellerons que dans ce pays si essentiellement religieux, après le choix d'un roi protestant, ce qu'il y a de plus remarquable sans contredit, c'est que jamais, à la tribune ni dans la presse, ni même dans le public, il n'a été fait une seule allusion à l'exercice de son culte particulier.

Le rôle du gouvernement n'est que le développement de celui de la royauté. Tous ses efforts doivent tendre et ont tendu en effet jusqu'à ce jour à favoriser la formation de l'unité nationale, à faire du royaume belge un état. Or, les différens ministères qui se sont succédé depuis le commencement du régime actuel, à quelque opinion qu'ils aient appartenu, ont eu ce but devant les yeux, et tous ayant repris l'œuvre commune au point où leurs prédécesseurs l'avaient laissée, le progrès en ce sens n'a pas souffert d'interruption. La pensée constante du gouvernement belge a été d'abord d'en finir avec les difficultés diplomatiques auxquelles l'intrusion d'un peuple nouveau dans le système européen avait donné inévitablement naissance. Quoique impuissante vis-à-vis de la conférence qui a réglé les conditions de son existence légale, la Belgique n'en est pas moins parvenue, par son obstination, à restreindre l'étendue des sacrifices au prix desquels on voulait la lui faire acheter, et ses envoyés ont surtout fait preuve d'une habileté incontestable, quand ils n'ont plus eu à compter qu'avec la Hollande. Le traité conclu entre les deux pays au commencement de cette année vient de fermer enfin la période diplomatique : la séparation des deux peuples est radicale; on a écarté soigneusement toutes les causes possibles de collision qui auraient pu résulter de l'usage d'un fleuve international et du paiement d'une dette commune; cette convention enfin est si avantageuse à la Belgique, qu'on a pu croire un moment que les chambres hollandaises refuseraient de la ratifier.

Toutefois le gouvernement n'avait pas attendu la solution de ces difficultés, qui n'ont pas duré moins de douze ans, pour diriger le pays dans sa nouvelle carrière. La création du réseau des chemins de fer est celui de tous ses actes qui a eu le plus de retentissement, qui a le mieux posé le nouveau royaume en Europe : nous nous y arrê-

terons d'abord. Comme la pensée en remonte à 1833, il est venu prouver aux peuples d'ancienne race que les hommes suscités par une révolution mal comprise avaient dès cette époque le sentiment des besoins d'un état où tout était à refaire, où tout restait à établir. Dans l'insurrection universelle de septembre, le cri de la patrie avait étouffé la voix des intérêts matériels. A ne l'envisager qu'au point de vue des convenances économiques, la formation d'un royaume néerlandais, composé de la Belgique agricole et industrielle d'une part, et de la Hollande maritime et coloniale de l'autre, promettait d'être singulièrement avantageuse aux deux peuples, et le congrès de Vienne avait plus mal parqué d'autres populations. Pendant quinze ans, la Belgique fut un immense atelier monté pour la fabrication des moyens d'échange entre les Indes hollandaises et leur métropole, et le port d'Anvers était devenu, aux dépens de Rotterdam et d'Amsterdam, l'issue naturelle par où les produits d'un florissant travail se dirigeaient vers ces possessions lointaines. Le divorce, consommé de fait en 1830, eut un double résultat immédiat, de relever le commerce du nord et de fermer son unique débouché à l'industrie du midi. A peine la Belgique se fut-elle constituée, qu'elle ressentit le malaise de ce brusque déplacement. Son gouvernement, au sein même des embarras sans nombre qui entravaient sa marche et le forçaient de pourvoir d'abord à l'imprévu de la journée, se mit dès-lors en quête d'une direction nouvelle dans laquelle il pût jeter tant d'activité, et pensa surtout à creuser un autre lit au commerce d'Anvers, dont le cours avait été si brusquement interrompu. Le projet primitif d'un chemin de fer rhénan n'avait pas d'autre but. M. Rogier, ministre de l'intérieur alors, fut le promoteur de cette belle idée, qui consistait à faire d'Anvers l'entrepôt de l'Allemagne, en concurrence avec Rotterdam et Hambourg. Le Rhin descend vers la mer du Nord par les embouchures de la Meuse; on le ferait dériver dans l'Escaut au moyen de l'une de ces voies récemment inventées, dont les voyageurs qui revenaient d'Angleterre racontaient les prodiges. Le projet avait de la grandeur, assurément; mais plus d'un problème, d'une solution difficile, en obscurcissait la perspective. Premièrement, l'Allemagne était hostile encore à la Belgique, la Prusse surtout, qui avait à redouter pour ses provinces catholiques du Rhin le contact plus étroit d'un peuple à la fois religieux et révolutionnaire; puis, le gouvernement central n'avait point la force qu'on lui voit aujourd'hui, et l'on savait l'opinion très peu disposée à confier à l'état des travaux qui,

en Angleterre, avaient été entrepris par les capitalistes; enfin, le trésor était pauvre, et l'avenir financier du pays chargé d'une dette que la diplomatie menaçait de grossir encore. Tous ces obstacles ne rebutèrent point le ministère; il eut le courage de les aborder de front; le succès couronna son audace. Il fit décréter le principe de l'exécution d'un projet national par la nation, ne craignit pas de demander à l'emprunt son concours pour une dépense productive, rassura l'Allemagne, et s'en remit au temps du soin de détruire des préventions plus rebelles. La discussion parlementaire étendit considérablement le projet primitif, ainsi que nous l'avons dit déjà. Des amendemens qu'il fallut admettre dotèrent chaque ville importante, chaque province jalouse, d'un prolongement de l'artère principale, et la trame du chemin de fer s'ourdit séance par séance. Maintenant, le réseau fixé par la loi du 1er mars 1834 est presque entièrement achevé; il ne présente de lacune qu'entre Liége et Aix-la-Chapelle, où les difficultés du sol au point culminant de la ligne retardent encore la jonction du Rhin et de l'Escaut. Déjà ce vaste travail a produit de beaux résultats au dehors aussi bien qu'au dedans du pays. Avoir exécuté les premiers sur le continent des voies coûteuses de communication réservées jusqu'alors à la riche Angleterre, et n'avoir point désespéré, dans cette longue entreprise, de la fortune d'un état ébranlé encore par le contre-coup de son orageuse origine, voilà ce qui inspire un grand orgueil aux Belges. Peuple nouveau, ils s'admirent complaisamment dans une œuvre nouvelle. Sous ce rapport, ils ont des traits de ressemblance avec les Anglo-Américains, si remarquables par leur bruyante satisfaction d'eux-mêmes. Mais chez le peuple belge, cet excès d'amour-propre est bien excusable. Plus on le dit faible à côté de ses formidables voisins, plus il sent que cette démonstration toute pacifique de ses ressources et de sa confiance en lui-même l'a placé haut dans l'estime de l'étranger; il sait qu'il ne pouvait, dans un siècle industriel avant tout, faire plus à propos acte de vie et de nationalité. Il a vu l'Allemagne revenir à lui, la France applaudir aux résultats positifs de sa persévérance, et il est fier de leurs suffrages. Tout à l'heure nous dirons si la pensée primitive du gouvernement belge paraît destinée à se réaliser, si Anvers deviendra en effet le second port de l'Allemagne dans la mer du Nord. Nous voulons dès à présent signaler l'avantage immédiat que la Belgique a recueilli de la construction de ses chemins de fer. C'est chez elle surtout que ces routes si rapides ont réellement supprimé l'espace. Comme dans les parties les plus peuplées du pays les villes

s'y rencontrent de cinq lieues en cinq lieues, celles-ci ne sont plus séparées les unes des autres que par quarante minutes de trajet. Le rapprochement a été moral en même temps que mathématique; avant peu il aura fait disparaître les anciennes rivalités des cités et des provinces, en rendant désormais leur isolement impossible. Et d'un autre côté, nous l'avouons avec peine, il en résulte que momentanément du moins, la Belgique se trouve rejetée plus loin de la France qu'elle ne l'était naguère. Ainsi, Mons, ville presque française, a reculé vers le nord et touche aux portes de Bruxelles, tandis qu'il y aura comparativement un abîme de distance entre la frontière et Paris aussi long-temps que la vapeur ne l'aura point franchie.

En même temps qu'il posait les bases de cette utile entreprise, le gouvernement belge s'appliquait à favoriser, dans la limite de son action, les progrès du génie national. Ici les circonstances vinrent en aide à sa bonne volonté, car l'essor de l'intelligence ne se décrète pas comme les travaux de l'industrie. Il se trouva que le mouvement des esprits avait accompagné parallèlement celui de la révolution. Au moment où ce pays se préparait pour le combat qui le devait élever au rang de peuple, un autre fait, témoignage moins éclatant, mais plus irrécusable peut-être de sa régénération, s'accomplissait dans une sphère supérieure. Nous voulons parler de la renaissance de l'art flamand; cet évènement remonte à l'année qui précéda l'explosion révolutionnaire. Sous le gouvernement de la maison d'Autriche, tout s'était éteint successivement en Belgique, la peinture, cet art essentiellement indigène, comme le reste. D'ailleurs, le passage du XVIIIe siècle fut marqué partout en Europe par la décadence des grandes écoles. La peinture flamande laissa se rompre alors la chaîne de ses traditions qui s'était perpétuée jusque bien après la mort de Rubens. Au temps où la Belgique fut absorbée par la république française, il n'y existait plus d'école proprement dite, il n'y restait plus rien qui pût combattre l'influence de David, dont la domination n'était bonne que pour un pays où l'art avait été forcé de revenir, par le rigorisme du style classique, à la conscience de sa dignité. Ce style fit donc invasion dans la patrie de Rubens à la suite de l'armée conquérante; aucune manière cependant ne pouvait être plus contraire à la nature du génie flamand que la sécheresse pompeuse d'un pareil maître. Maladroitement imitée, elle ne parvint pas à produire, dans l'espace de vingt-cinq années, un seul peintre d'histoire dont les tableaux supportent aujourd'hui l'examen. Elle eut au moins pour effet indirect de ranimer le goût de la grande peinture; les ateliers

se rouvrirent; parmi les élèves qui s'y formaient, l'instinct rebuté d'un seul, en s'égarant à l'aventure, pouvait retrouver les anciennes traces et déterminer une heureuse réaction. C'est ce qui arriva : une toile exposée au salon de Bruxelles en 1829 par un jeune homme inconnu, M. Gustaf Wappers, produisit une sensation extraordinaire. Sans avoir consulté personne, n'écoutant que sa passion pour le dernier maître qui eût glorifié le génie national, et fuyant la poétique aride qui subjuguait encore les disciples de l'exilé, il était retourné à Rubens, avait retrempé son pinceau dans les véritables sources du coloris, et, par *le Bourgmestre de Leyde*, fruit de cette silencieuse inspiration, il venait de prendre date. Ainsi fut renouée la continuité de l'art flamand, interrompue depuis plus d'un siècle, et cet instant fut si décisif, la témérité de M. Wappers fut si bien une révélation, qu'en moins de trois ans des peintres d'un mérite aujourd'hui considérable avaient paru en foule et constitué la nouvelle école belge, l'une des plus fécondes qu'il y ait à présent en Europe. Nous citerons parmi les noms qu'elle compte, outre M. Wappers, dans le genre historique, MM. Gallait et de Keyzer, dans le genre proprement dit MM. Leys, de Block, dans la peinture des bestiaux M. Verboeckhoven, etc.

Ce qu'il y a de vraiment remarquable, pour rentrer plus particulièrement dans notre sujet, c'est que cette coïncidence du réveil de l'art et de la nationalité belge répète un fait qui s'était reproduit déjà dans des temps bien antérieurs. La peinture moderne, née avec l'architecture chrétienne, en a suivi de près toutes les transformations. Or, les deux peuples qui jouissaient d'une certaine indépendance et d'une liberté relative au milieu de la servitude du moyen-âge, les Italiens et les Flamands, sont précisément ceux qui, les premiers et les derniers dans la période catholique, ont cultivé avec le plus de succès ces deux branches de l'art. Au XIVe siècle, époque de la splendeur des communes belges, en même temps que les architectes achevaient de bâtir les cathédrales, les beffrois et les hôtels-de-ville, une école de peinture déjà nombreuse préludait à l'âge d'or dont Philippe-le-Bon fut le Périclès et qu'illustrèrent Jean Van-Eyck, l'inventeur de la peinture à l'huile (plus connu en France sous le nom de Jean de Bruges), Hubert Van-Eyck, son frère, et le suave Memling, lequel est aux deux premiers ce que le Pérugin est à Giotto et à Cimabuë. Leur école embrasse toute la phase gothique de l'art et se prolonge en Allemagne par Albert Dürer, qui en dérive évidemment, jusque dans les premières années du XVIe siècle. Sous le règne de Charles-

Quint, bien moins favorable que celui de la maison de Bourgogne à l'expansion de la nationalité flamande, une école de transition s'élève où l'imitation de Raphaël domine, et qui va au travers des troubles de la réforme, pendant lesquels l'art subit une sorte d'éclipse, depuis Bernard Van-Orley, l'un des meilleurs élèves flamands de Sanzio, jusqu'à Otto Vénius, le maître de Rubens. Puis ces troubles s'apaisent, l'Espagne promet une sorte d'indépendance à la Belgique pacifiée; aussitôt le grand Pierre-Paul paraît, et avec lui Van-Dyck, Jordaens, Crayer, Téniers et toute la pléïade brillante de ses contemporains dont il serait superflu de redire les noms. Mais dès que s'est évanouie la lueur de liberté dont l'administration trop courte des archiducs avait flatté l'espoir du peuple belge, toutes ces constellations s'éteignent à la fois. Ainsi l'art s'élève et s'abaisse avec les chances heureuses ou contraires d'une nationalité incertaine, et lorsque le traité d'Utrecht semble avoir comprimé l'une sans retour, l'autre meurt tout-à-fait pour ne renaître qu'un grand siècle plus tard, avec elle, et la veille de sa révolution; et dernière particularité, qui caractérise bien le patient amour des Belges pour leurs traditions, c'est précisément à Anvers, dans la ville où brilla Rubens, sous le regard pour ainsi dire de cette grande ombre, que l'école s'est reformée. Elle a fait de cette pittoresque cité la Mecque de la peinture flamande; c'est là que les disciples vont terminer leurs études, c'est de là qu'ils retournent répandre dans leurs provinces le culte d'un art redevenu une seconde religion pour le pays tout entier. N'oublions pas de constater que la sculpture ou plutôt la statuaire a vu apparaître vers la même époque des artistes dignes de recueillir l'héritage de Duquesnoy. Parmi eux, MM. Guillaume Geefs, Joseph son frère, et Simonis, brillent au premier rang.

Si nous voulions rassembler en un seul faisceau toutes les preuves du mouvement extraordinaire qui s'est manifesté dans toutes les régions de l'art belge, nous citerions avec plus de détails l'intelligente restauration des monumens du passé, les effigies des grands hommes dressées dans leurs villes natales; nous parlerions du réveil d'un autre art national qui revendique le beau nom de Grétry : car, pour n'insister sur ce point qu'en passant, n'est-il pas au moins très remarquable qu'un pays d'une aussi médiocre étendue ait produit à lui seul, en dix années, plus d'instrumentistes célèbres que tout le reste de l'Europe? Les noms si connus de Batta, Vieuxtemps, Hauman, Servais, datent tous, en effet, de la même époque.

La littérature n'a pas suivi, elle ne pouvait suivre cet élan rapide.

La raison en est facile à comprendre, et pour qui voudra réfléchir aux circonstances particulières où le peuple belge s'est trouvé jeté depuis sa naissance, son infirmité constante, sa nullité même, sous ce rapport, ne prouvera point contre sa nationalité. Dans un pays où deux idiomes sont en présence et se confondent parfois, où leurs patois remontent trop souvent jusqu'à la couche moyenne de la société, il n'y a pas de littérature possible. C'est l'instrument, dans ce cas, et non le génie propre qui manque. La Belgique en est là. Cependant la langue française y gagne du terrain et refoule peu à peu le flamand dans le peuple, malgré la résistance singulière d'une petite coterie qui voudrait l'élever jusqu'au rang d'idiome littéraire, résistance qui, soit dit en passant, s'appuie toujours sur le respect du pays pour des habitudes séculaires. Nous ne pouvons dire encore si, du jour où les hommes de quelque portée dans la partie flamande auront renoncé de bonne grace à une langue sans avenir et qui partage inutilement leurs facultés de style, la Belgique aura une littérature; elle l'espère du moins. Jusqu'à présent, elle n'a que des écrivains en petit nombre et d'une modeste valeur dont la contrefaçon arrête encore l'essor. En attendant meilleur avenir, c'est vers les recherches historiques que s'est portée toute l'activité des esprits. Dans chaque ville où il y a des dépôts de manuscrits et de chartes, des compilateurs patiens rendent successivement les vieilles annales à la lumière. Ce qui s'oppose à ce qu'il paraisse encore un historien, c'est que ce peuple, qui se possède depuis si peu de temps, a le faible des parvenus, et tâche de persuader aux autres, comme il se persuade à lui-même, qu'il a une histoire à lui seul et qu'elle ne s'est interrompue jamais. Quand il sera revenu de ce travers, du reste bien concevable, les matériaux seront prêts pour les monumens historiques qui manquent à son véritable passé, et s'il parvient à se créer une forte littérature avec une langue qui n'est pas exclusivement la sienne, c'est par ces travaux solides qu'il commencera. Il est vraiment regrettable que le tourbillon politique ait détourné de sa vocation première la génération qui s'élevait en 1829. Des esprits tels que M. Vandeweyer, ambassadeur à Londres, tout entier alors aux études philosophiques, et M. Nothomb, auteur d'une *Histoire de la Révolution belge*, aujourd'hui chef du cabinet, auraient depuis long-temps devancé notre prophétie.

Nous venons de réunir à peu près tous les témoignages de vie, tous les symptômes de nationalité que nous avions découverts depuis long-temps chez le peuple belge : son existence d'autrefois, ses

travaux actuels, les différences sensibles qui le séparent dans la vie politique, morale, intellectuelle, de la famille française, tout ce qui lui fait enfin un caractère et un génie à part. Il nous reste à dire notre sentiment sur l'avenir de cette nationalité. C'est ici que nous redoublerons de franchise. Il importe à la France de connaître la vérité, nous l'avons dit dès le début; il faut qu'elle sache ce qu'il y a de solide et de réel au fond de ce fait nouveau, la Belgique indépendante, afin de l'ajuster à ses propres plans d'avenir.

Le problème embrasse deux questions principales. Dans l'hypothèse de la durée du système européen où la diplomatie lui a fixé enfin une place, la Belgique peut-elle exister par elle-même? Durant aussi long-temps que ce système, n'est-elle point destinée à disparaître dans la fumée du premier coup de canon qui sera tiré sur le continent? Nous séparerons ces deux questions pour plus de clarté, et nous allons traiter la première.

Il y a une opinion en France (et elle ne s'arrête pas aux limites de tel ou tel parti) qui n'a pu se décider encore à prendre la Belgique au sérieux, et croit toujours qu'il suffira en tout temps pour la faire rentrer dans l'unité française, que les circonstances permettent enfin le remaniement de l'Europe. Cette opinion est considérable à nos yeux, puisqu'elle est l'expression d'un sentiment national. Nous désirons, sans l'espérer, que nos paroles lui aient prouvé qu'elle se nourrit d'une illusion dangereuse même pour la France, en ce qu'elle l'enraie dans les anciennes ornières de sa politique conquérante.

Mais il est une autre opinion plus grave que nous tenons surtout à éclairer : c'est celle qui, sans nier absolument qu'un peuple pouvait s'élever au-delà de la frontière du nord à la faveur des évènemens diplomatiques survenus après 1830, pense que géographiquement la Belgique n'est pas née viable, qu'elle ne saurait dénouer toute seule les difficultés de sa situation industrielle et commerciale, qu'entraînée irrésistiblement par la pente des intérêts matériels, elle devra tôt ou tard, au sein même de la paix, se jeter dans les bras de celui de ses voisins qui peut le mieux le satisfaire. C'est à cette dernière opinion que nous soumettons les considérations qu'on va lire.

La position du nouvel état belge en face des intérêts matériels, la voici en peu de mots. Des industries créées par le blocus continental, démesurément accrues par l'action directe du roi Guillaume Ier, se sont trouvées tout à coup hermétiquement enfermées, lorsqu'une

barrière infranchissable est venue s'élever entre elles et leur débouché unique, la Hollande. Comme un flot qui ne cesse de monter, ces industries battent les murs de leur prison, et ne parviennent encore à déverser leur trop-plein que par d'insuffisantes échappées. Ce qu'il leur faut, c'est une voie large et régulière d'écoulement; ce qu'elles demandent, c'est qu'on retourne l'ouverture du fer à cheval que formait la ligne des douanes sous le régime précédent, du côté du peuple qui voudra bien abaisser sa digue. Deux directions s'offrent à elles, la France et l'Allemagne, et si toutes les deux leur manquent, un pis-aller, la mer avec ses marchés lointains. Voilà la situation industrielle de la Belgique nettement définie, je pense. Son gouvernement l'a comprise, comme nous l'avons fait voir, dès le lendemain de la révolution. Sans doute, en notre siècle, l'industrie a la voix haute; tous les foyers qu'elle a établis dans chacune des provinces méridionales de l'ancien royaume retentissent de ses plaintes : ce sont les bassins houillers de Mons, de Charleroi et de la Meuse, les verreries de la Sambre, les usines à fer de Liége, de Namur et du Luxembourg, les grands ateliers de machines à Seraing, à Bruxelles et à Gand, les manufactures de coton de cette dernière ville, la fabrique des toiles dont Courtray est le centre, la draperie de Verviers enfin. La Belgique entière écoute tour à tour leurs doléances, même lorsqu'elles exagèrent le mal; mais il est une voix plus puissante qui domine et qui dominera toujours ces clameurs, c'est la voix de son indépendance, si jalouse et si vigilante qu'elle aperçoit une arrière-pensée dans toutes les avances que ses voisins semblent lui faire. Ceux qui espèrent que la nationalité belge viendra échouer contre l'écueil de la question industrielle, ne connaissent pas la mesure des sacrifices que ce peuple, avec le tour particulier de son caractère et sa persistance de volonté, est capable de s'imposer par amour pour son propre ouvrage.

Que l'on réfléchisse bien à ceci. Un peuple, s'il est réellement un peuple, n'abdique aucun de ses droits, ne se met pas à la merci d'une nation plus puissante, ne se suicide point, en un mot, pour quelques millions de quintaux de fer ou de houille qu'il ne trouve pas à placer. Quelque malaise qu'il en éprouve, il consent à souffrir pourvu qu'il soit : *c'est assez, il est plus que content.* Nous qui connaissons la Belgique, qui avons assisté à sa régénération, qui la voyons agir, qui l'étudions sérieusement tous les jours, nous savons qu'elle a une soif impérieuse d'être qui fera toujours taire ses autres besoins. N'oublions pas que des incompatibilités d'un ordre purement

moral ont été assez puissantes en 1830, pour la décider à l'abandon complet de tous les avantages matériels qu'elle retirait de son union avec la Hollande; combien, après douze ans passés dans l'indépendance, est-elle plus loin encore de vouloir reprendre une chaîne dorée! Mais ce petit peuple ne tient pas seulement à sa liberté pour la satisfaction stérile de n'appartenir à personne; c'est qu'elle lui est indispensable pour le maintien de ses mœurs, pour la préservation de ses croyances, pour le développement régulier de son génie. Nous croyons l'avoir démontré suffisamment, aucun peuple n'est plus occupé que lui dans la sphère des idées pratiques; il s'est préparé du travail pour plus d'un siècle, et non-seulement il est dévoré du désir de vivre, mais il est intéressant pour le reste de la civilisation qu'il vive. Dominé par ses besoins moraux, fût-il réduit à l'une de ces extrémités où les nations plus vieilles et plus fatiguées capitulent avec leur nécessité de repos et de bien-être, il n'aliénera jamais de son propre mouvement aucun des droits précieux qu'il est fier d'avoir conquis. Comme après tout un pays ne meurt pas de pléthore, et qu'à la rigueur il peut toujours éteindre une partie de ses fourneaux, fermer quelques ateliers et pourvoir, avec les grandes ressources qui lui restent, aux souffrances de la classe ouvrière pendant le déplacement du travail, il ne balancerait point à prendre ce parti héroïque, si on lui mettait le marché à la main, imitant ainsi l'exemple d'un équipage en péril qui jette une riche cargaison à la mer pour sauver le navire. Mais il n'est pas probable que les choses en viennent là : un malaise qui a duré douze ans sans amoindrir les fortunes, sans arrêter la marche ascendante de la richesse publique, n'aboutit point d'ordinaire à une pareille crise.

La Belgique ne périra donc point par la question industrielle; mais il n'en importe pas moins à sa prospérité future qu'elle la résolve le plus tôt possible. La période de la diplomatie politique est finie pour elle; elle voudrait fermer avec le même bonheur celle de la diplomatie commerciale. Malheureusement, le soin de son indépendance ne lui permet pas de marcher librement dans cette voie. Celui de ses voisins vers lequel tous ses intérêts matériels l'attirent est celui qu'elle redoute le plus. Son instinct lui dit que le grand peuple dont elle arrête la frontière au nord, n'a pas renoncé à reconstruire, même par des moyens nouveaux, le colossal édifice d'un empire terminé au Rhin, qu'elle est pour lui un objet constant de convoitise, et qu'un double péril la menace de son côté, la guerre et l'absorption pacifique. La guerre, quoique les signes du temps paraissent en

reculer de plus en plus l'éventualité, elle sent bien qu'un accident inattendu, ce *grain de sable* qui parfois change la face du monde, peut d'un moment à l'autre la faire éclater et ramener pour elle les chances d'asservissement. L'absorption politique, tout à l'heure on lui en a jeté imprudemment la menace, et c'est par la fusion, par la solidarité des intérêts industriels des deux pays, qu'on prétend l'opérer. C'est cette double crainte qui la préoccupe dans tous les actes de sa politique commerciale. Et nous disons même, car nous ne voulons rien dissimuler, qu'en Belgique le sentiment national se complique, par cette cause, d'une constante défiance des vues ambitieuses de la France et d'une jalousie maladive de sa supériorité accablante sous tant de rapports. Le langage habituel des publicistes parisiens, des paroles trop significatives lancées du haut de la tribune française par des orateurs et même des hommes d'état dont on sait l'influence, n'ont pas peu contribué à justifier ses ombrages. Il faut qu'on veuille bien les concevoir et les excuser en France. Si la nation belge a une vitalité réelle, il est naturel qu'elle s'indigne du dédain qu'on lui montre, et qu'elle redoute la conquête ou l'absorption dont on promène sous ses yeux le fantôme. La peur raisonne parfois, quoi qu'on en dise; la susceptibilité nationale des Belges ne s'effarouche si vite que parce qu'ils voient leur destinée indirectement fixée à celle de la France, que parce qu'ils recevront toujours les premiers le contre-coup de toutes ses agitations. Il en résulte que tous leurs hommes politiques, tous ceux dont la vie s'est encadrée dans le nouvel ordre de choses que la révolution de septembre a créé, cherchant des points d'appui à l'indépendance de leur pays, du côté où l'avenir paraît moins menacé, sont par position et par patriotisme anti-français (sans que nous voulions attacher à cette désignation aucune nuance de haine); et quel que soit le parti dont ils suivent le drapeau, tous s'accordent merveilleusement sur ce point. Les catholiques et les libéraux entretiennent le même sentiment de réserve et d'inquiétude vis-à-vis de la France; les premiers craignent son scepticisme philosophique; les seconds veulent bien partager ses idées, mais non pas sa fortune; tous croient à tort ou à raison que l'avenir de la Belgique est sur son chemin, et qu'elle n'aspire qu'à y mettre un terme. Sur ce terrain-là, MM. Rogier, Lebeau, Devaux, Verhaegen, Nothomb et de Theux se donnent la main sans distinction de couleur politique, et les voix dont ils disposent dans les chambres se réunissent avec eux pour approuver tout ce qui peut tendre à dégager

plus nettement les intérêts personnels du pays des intérêts généraux de la France.

Voilà ce qui explique la direction suivie par le gouvernement belge dans toutes ses négociations commerciales avec l'étranger. Des trois portes assiégées par l'industrie et dont nous avons parlé plus haut, la plus large, la plus nécessaire, celle de la France, est la dernière à laquelle il soit allé frapper. Il s'est réconcilié franchement avec la Hollande, parce qu'il sait bien que si au fond du cœur le roi actuel n'a peut-être pas abandonné l'espoir de reformer l'ancien royaume des Pays-Bas, son peuple se prononcerait contre toute velléité de restauration, au point de recommencer, s'il le fallait, l'ancienne querelle de la république et du stathoudérat. Il caresse l'Allemagne, et surtout la Prusse, qui forme dès à présent la tête du grand corps germanique, parce qu'elle a une cause commune à défendre sur le Rhin. La construction d'un chemin de fer rhénan a été en partie le produit de cette pensée constante. Plutôt que d'offrir Anvers au commerce français en compensation d'avantages trop chèrement payés, il le livre gratuitement à l'Allemagne. Il attire les États-Unis vers l'Escaut par l'établissement coûteux d'une ligne transatlantique de bateaux à vapeur. Il encourage la fondation d'une colonie dans les solitudes de l'Amérique centrale; il conclut des traités de commerce avec l'Espagne, avec la Turquie, avec les républiques et les empires du Nouveau-Monde, et semble enfin n'avoir de plus ardente envie que de hâter le jour où le pays pourrait se passer des relations commerciales de la France. Si le patriotisme du gouvernement belge se trompe, son erreur est trop respectable, elle prouve trop de quels soins jaloux il entoure l'intégrité nationale pour qu'on soit fondé à y trouver un sujet de récriminations et de blâme. Mais jugeons de sang-froid la portée de tous les actes que nous venons d'énumérer.

La Hollande, quoique sincèrement réconciliée avec la Belgique, n'accordera aux produits de ce pays aucune préférence sur ceux de l'Angleterre. Les traités de commerce avec un autre continent ne garantissent pas de la formidable concurrence anglaise. La colonie dans le Guatimala est encore à naître. Les États-Unis ne feront d'Anvers un entrepôt pour leurs cotons que s'ils trouvent à en alimenter l'Allemagne par cette voie, possibilité qui dépend de l'avenir du chemin de fer rhénan. C'est donc là le seul point qui mérite de fixer l'attention du public français. Quoique cette belle voie de communication ne puisse manquer assurément d'être utile aux deux peuples

qu'elle rapproche, elle ne nous paraît pas devoir établir entre eux l'intimité de relations commerciales qu'on s'en promettait naguère. Les fleuves d'une navigabilité facile conserveront toujours sur les voies ferrées l'avantage du bon marché; car la vitesse importe plus aux voyageurs qu'aux marchandises. Il n'est pas probable que la Hollande voie le commerce du Rhin lui échapper par la saignée qu'on a voulu pratiquer, de Cologne à Anvers, à cette artère fluviale de l'Allemagne. La route de fer, sur laquelle le transport des marchandises sera toujours beaucoup plus dispendieux, n'en attirerait à elle le monopole que si Anvers devenait l'un des ports du *Zoll-Verein*. Or, la Prusse a déclaré que cette union douanière est exclusivement allemande et n'admettra aucun peuple étranger dans son sein. Il nous semble qu'en repoussant aussi nettement les avances de la Belgique, l'Allemagne vient de paralyser en partie les futurs bienfaits d'une jonction entre le Rhin et l'Escaut. Pour que l'un des deux fleuves se détourne réellement dans l'autre, il faut que la ligne des douanes du *Zoll-Verein* ne vienne pas élever un barrage au milieu de ce nouveau canal. Autrement Hambourg conservera ses droits de port allemand, et Rotterdam ses priviléges de position acquis par un long usage.

Cependant les hommes d'état belges persistent à reculer vers l'Allemagne, dans le dessein d'échapper à l'ascendant de la France. Cette manifestation nous semble trop affectée pour que, fidèle à notre promesse d'être impartial, nous ne la réduisions pas à sa juste valeur. Sous le rapport de la fraternité internationale, la Belgique a encore moins à espérer de ce côté-là; ceux qui font des avances à la Prusse le savent bien eux-mêmes. Si ce n'est parfois sur le terrain de la religion, il n'y a ni points de contact, ni sympathies réelles entre les Belges et les Allemands des provinces prussiennes : vie politique, forme de gouvernement, langage, tout entre eux diffère. Un cordon de populations wallonnes isole la Flandre de la race teutonique, avec laquelle elle seule a quelque analogie, lui fait une frontière morale et garantit le pays tout entier d'une fusion qu'un très petit nombre d'hommes ont pu rêver sérieusement, mais qui ne s'opérera jamais. Il n'y a pas une idée enfin qui passe du mouvement germanique dans le mouvement belge; ce fait intellectuel dit tout.

En revanche, tous ses intérêts comme toutes ses sympathies réelles portent le peuple belge vers la large base sur laquelle il s'appuie, du côté de la France; c'est de là que lui viennent l'air et les grandes

idées; c'est par là que débouchent ses principales industries du fond de l'impasse où les évènemens de 1830 les ont acculées. Il faudra donc que son gouvernement, après le long détour qu'il a fait pour fuir cette nécessité, y revienne ramené par les véritables besoins du pays. Conclue de peuple à peuple, l'union commerciale avec la France serait une alliance de raison et d'inclination à la fois. La Belgique en accueillait la perspective avec transport parce que c'est elle en effet qui y gagnerait le plus; mais depuis la menace d'absorption imprudemment jetée par la presse parisienne, elle n'a pas vu sans déplaisir les droits acquis dicter d'inacceptables conditions au gouvernement français. C'est que, l'absorption politique se formulant à ses yeux en tentative d'absorption nationale, elle recule devant une lutte disproportionnée; elle a peur de signer un traité de Méthuen, qui la ferait descendre peut-être jusqu'à l'état d'abjection et de dépendance où l'Angleterre, pour prix d'un privilége accordé à des huiles, à des vins, avait su plonger le Portugal. Le gouvernement belge exploitera cette défiance, et tant que les causes qui y ont donné lieu n'auront pas été écartées, il pourra faire ajourner l'espoir de l'union commerciale.

Pour que cette union puisse s'accomplir entre la Belgique et la France, il nous semble donc indispensable auparavant que les rapports politiques des deux pays soient nettement définis et que le plus nouveau voie prévaloir chez l'autre l'opinion favorable à sa durée; cette assurance est d'autant plus nécessaire au petit peuple belge que, malgré lui, malgré ses hommes d'état, le problème de son avenir revient toujours se concentrer dans cet étroit espace. Il aura beau faire, sa fortune est inévitablement liée à celle de la France, il ne peut secouer l'influence de suprématie que les grandes nations exercent sur leurs voisins plus faibles et se soustraire aux conséquences de son origine, qui l'a placé à toujours dans la sphère d'action, ou, pour nous servir d'un terme plus énergique, dans le tourbillon de la puissance française en Europe; il est prédestiné à être son auxiliaire passif, à la prolonger sur l'Escaut, comme un ministre le disait hier à la tribune, mais il voudrait que ce fût librement et dans la mesure de ses forces et de son intérêt propre; il voudrait passer, la nationalité sauve, les jours mauvais qui peuvent revenir encore.

C'est à la France de juger si elle peut accorder les avantages de l'union commerciale à un peuple libre, ou si elle veut faire de l'aban-

don futur de la nationalité la condition absolue de cette faveur. On nous demandera quel profit trouverait sa politique dans le cas où elle adopterait le premier parti. Nous pensons qu'elle recueillerait plus tard amplement la récompense de sa générosité; il nous semble qu'un peuple frère, allié intime de la France et servant d'avant-garde à la révolution, vaudrait mieux cent fois aux heures du péril commun que neuf départemens où il faudrait commencer par tarir toute force et toute sève patriotiques avant d'y transfuser le sang d'une autre nationalité. La Belgique, confiante dans la parole de la France, satisfaite de vivre de sa vie intérieure, s'apaiserait tout d'un coup; ses défiances et ses craintes, qui partent d'une susceptibilité exagérée peut-être, s'effaceraient à l'instant même; l'union des intérêts matériels serait accueillie par elle avec un enthousiasme sans mélange, et il s'établirait dès ce jour entre la nation souveraine par la puissance et par les idées, et le petit peuple volontairement placé sous son noble protectorat, des relations de voisinage, une solidarité d'avenir, une affinité sociale bien plus profitables pour tous deux qu'une absorption déguisée, ou consacrée un moment par la force qui consacre tout.

Quant à la seconde question que présente l'avenir de l'état belge, à savoir les chances qu'il a de survivre à une guerre européenne, celle-là dépend entièrement de la France. Si une conflagration universelle éclatait, tout porte à croire que les autres puissances qui ont contribué à fonder ce royaume le conserveraient, parce qu'il est la dernière des combinaisons possibles en dehors d'une réunion redoutée, et qu'elles espéreraient toujours de le retourner contre leur grand adversaire. Mais son intérêt immédiat, à défaut de tout autre motif, interdirait à la Belgique de tremper dans une ingratitude dont elle serait la première victime. Sa ligne de conduite au milieu d'une semblable crise lui est tracée par sa faiblesse. Respectée, elle ne fournirait aucun prétexte d'invasion à ses ambitieux voisins. Spectatrice d'un combat auquel la prudence lui défendrait de se mêler, elle ne prendrait parti sans doute que si le principe même des révolutions d'où elle est sortie était mis en péril. Attaquée chez elle, elle opposerait à ses agresseurs un rempart d'opinion que la civilisation protége, que la France la première, à raison des nobles principes dont elle est l'apôtre, est tenue de reconnaître, le rempart de sa nationalité. Plus il s'écoulera de temps avant que la paix européenne ne soit troublée, plus cette nationalité se développera et prendra de

consistance autour de l'unité dont nous avons essayé de décrire les progrès; et le jour viendra bientôt où la suppression de la Belgique ne serait en définitive que la compression de ce qui, tôt ou tard, éclate et déborde, je veux dire d'un véritable peuple.

Il se peut encore que la Belgique disparaisse dans une de ces convulsions universelles que notre époque a vues, et dont la Providence l'a préservée il y a douze ans. Mais de quelque part que vînt le coup qui la renverserait, quelle que fût la puissance qui en accroîtrait son territoire, et dût celle-ci chercher à la tromper sur son abaissement par la promesse fondée d'une prospérité nouvelle, cette petite nation a déjà trop savouré le fruit de l'indépendance pour se consoler plus tard de l'avoir perdue sans retour. Désormais plus qu'à aucune période de son histoire, elle serait une cause d'inquiétude et d'affaiblissement pour le peuple qui l'aurait asservie. Ses maîtres auraient beau lui crier qu'elle était misérable et incertaine du lendemain; comme cette femme à qui l'on rappelait sa jeunesse pauvre et obscure, elle répondrait que c'était là son temps de splendeur et de félicité, et sans motif, sans provocation, sans espoir, elle ferait comme a fait la Pologne, comme font tous les peuples fiers qui ont respiré un seul jour l'air pur de la liberté, elle s'insurgerait pour la joie funeste d'une heure de vengeance. Enfin, pour tout résumer en deux mots, la Belgique nous semble ne pouvoir plus être désormais qu'une nation libre ou une Irlande.

EUGÈNE ROBIN.

SITUATION FINANCIÈRE

DE LA FRANCE.

I. — PROJET DE LOI POUR LA FIXATION DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE L'EXERCICE 1844.

II. — COMPARAISON DES BUDGETS GÉNÉRAUX DE RECETTES ET DE DÉPENSES DE 1843 ET DE 1830.

III. — COMPTE GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES POUR L'ANNÉE 1841.

IV. — RAPPORT AU ROI SUR L'ADMINISTRATION DES FINANCES, 1830.

V. — COMPTE-RENDU AU NOM DU CONSEIL-GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE FRANCE (26 janvier 1843).

A la fin de l'année 1840, et après les évènemens qui avaient changé ou plutôt dévoilé la situation de la France vis-à-vis de l'Europe, le ministère qui s'était formé au milieu de la tempête et qui s'était donné la mission de l'apaiser, déposa devant les chambres le bilan de notre situation financière, bilan de perspective, et dont, par un artifice peu digne du pouvoir en toute circonstance, il avait à dessein chargé le tableau.

Le projet de loi sur les crédits supplémentaires et extraordinaires, présenté le 7 décembre 1840, évaluait le découvert probable du trésor,

pour les années 1840, 1841 et 1842, à 839 millions. Un mois plus tard, le 18 janvier 1841, le ministre des finances proposait d'ouvrir, par la loi des travaux extraordinaires, un crédit de 534 millions, qui se confondait, jusqu'à concurrence de 146 millions, avec les estimations précédentes, et qui devait porter par conséquent le découvert du trésor à 1230 millions environ. Pour rendre ces calculs plausibles, le ministère avait fait figurer, au budget de la guerre, un effectif de 493,000 hommes, bien que l'armée n'en eût compté, à aucune époque, plus de 426,000 dans ses rangs. Par un effet de la même tactique, les budgets de 1841 et 1842 comprenaient un fonds de 36 millions, destiné à pourvoir aux intérêts et à l'amortissement d'un emprunt qui n'était pas encore contracté.

Pendant que l'on entassait ainsi les chiffres sur les chiffres, afin d'élever à une hauteur chimérique la montagne du déficit, on nous signifiait en même temps qu'il n'y avait aucun soulagement à attendre de l'accroissement éventuel du revenu. La majorité de la chambre partageait sur ce point le désenchantement réel ou simulé du ministère; car M. Thiers, ayant démontré un jour que les recettes du trésor s'augmentaient régulièrement en moyenne de 20 millions par année, fut interrompu par des murmures d'incrédulité. Et pourtant le revenu de 1840 offrait déjà une plus-value de 36 millions.

Ce qui prouve que les alarmes du gouvernement n'avaient alors rien de bien sérieux et n'étaient guère que des tableaux de fantaisie, c'est qu'au moment où il faisait ressortir l'exagération menaçante des dépenses que lui avaient, disait-il, léguées ses prédécesseurs, il avait le courage d'entreprendre de nouvelles dépenses, des travaux extraordinaires qu'il était encore en son pouvoir d'ajourner. Ajoutons qu'en créant ou en acceptant toutes ces charges, le ministère ne semblait pas se préoccuper beaucoup des moyens d'y subvenir. Évidemment, si la situation lui avait paru désespérée, il n'aurait pas reculé devant un changement quelconque dans l'assiette ou dans le taux de l'impôt, il n'aurait pas dit d'un ton calme, et qui contrastait avec la sombre couleur de ses prophéties : « Nous ne vous proposons point d'établir des taxes nouvelles ni d'élever le tarif de celles qui se perçoivent (1); » surtout il aurait présenté, pour faire face à ce prétendu découvert de 1230 millions, des ressources moins incertaines qu'un emprunt de 450 millions et que les réserves de l'amortissement; enfin il n'aurait pas donné à entendre que la France devait s'interdire jus-

(1) Budget de 1842, page 19.

qu'en 1847 tout nouveau travail d'utilité publique, sachant bien qu'un système de finances est toujours mauvais quand il lie les mains pour l'avenir à une grande nation.

Il y a plaisir à voir comment le déficit, péniblement échafaudé dans la loi des crédits supplémentaires en décembre 1840, s'est réduit d'année en année, entre les mains du ministère actuel, sans qu'il ait eu besoin de se signaler par une recherche bien passionnée ni bien efficace de l'économie dans le maniement des deniers publics.

Quelques jours s'étaient à peine écoulés depuis la lecture de son premier exposé que M. Humann, présentant le budget de 1842, en donnait une seconde édition dans laquelle il retranchait d'un trait de plume plus de 200 millions; le découvert probable des trois années 1840, 1841 et 1842, s'y trouvait ramené au chiffre de 505 millions qui, joints aux 534 millions de travaux extraordinaires, présentaient un chiffre total de 1 milliard 39 millions.

Ce milliard est celui sur lequel souffla la parole de M. Thiers, dans la discussion des crédits supplémentaires (1). Il prouva sans peine que les commissions nommées par la chambre, tout en accordant au gouvernement les crédits sérieusement demandés, trouvaient 100 millions à retrancher de ses évaluations. Voilà donc le déficit réduit à 939 millions, en avril 1841. A la fin de l'année, il ne s'élevait plus par aperçu qu'à 896 millions, ainsi que M. Humann le déclarait lui-même en présentant le budget de 1843 (2). Le même ministre annonçait, dans le même document, qu'au moyen de quelques atténuations, par l'accroissement naturel des recettes et en faisant emploi des réserves de l'amortissement, le découvert se trouverait réduit encore de 95 millions au 1er janvier 1843, et ne représenterait plus qu'une somme ronde de 800 millions.

Pendant que s'opérait cette diminution successive de 440 millions dans les hypothèses financières du cabinet, le ministère en était venu à se rassurer lui-même, et il ne demandait plus qu'à faire passer l'opinion publique d'une terreur sans mesure à une imprudente sécurité. Les crédits supplémentaires avaient repris leur cours; il y avait entre les ministres comme une émulation de projets et de dépenses. Le ministre des travaux publics, laissant tous ses collègues bien loin derrière lui, avait présenté d'un seul coup et fait adopter aux chambres une loi sur les chemins de fer, qui, avec toutes ses dépendances, n'ajoutait pas moins de 7 à 800 millions, un second mil-

(1) Séance du 12 avril 1842.
(2) Budget de 1843, page 8.

liard si l'on veut, aux charges de l'état. Notez bien qu'en inventant une dépense aussi excessive, le ministère s'était bien gardé de créer des ressources dont l'étendue répondît à ces nouveaux besoins. Sur l'emprunt de 450 millions autorisé par les chambres et hypothéqué aux travaux votés en 1841, 150 millions seulement ont été réalisés, et le reste est encore à trouver. Les réserves de l'amortissement sont engagées pour plusieurs années. La dette flottante, déjà chargée des découverts antérieurs à 1840, doit suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires. Voilà cependant l'instrument à l'aide duquel on s'est flatté de battre monnaie pour l'exécution des chemins de fer! C'est la dette flottante, une dette exigible, une dette à échéance fixe, qui va supporter le budget tout entier de l'extraordinaire. On s'expose ainsi à suspendre les paiemens du trésor, à la première crise. Après avoir exagéré en plus, on exagère en moins. En deux ans, on a passé du système de la peur au système des illusions. Ils sont l'un et l'autre également en dehors de la vérité; toutefois le second a plus de dangers que le premier, et il est plus près de l'abîme où la fortune publique peut s'engloutir.

Mais laissons là le programme ministériel, avec ses variantes et ses exagérations. Nous ne sommes plus, comme en 1840 et en 1841, sur le terrain des probabilités. Une expérience de deux années a mis toutes les théories à l'épreuve; nous touchons à l'ère des faits accomplis. Le moment est donc favorable pour reconstruire sur des données désormais positives, sans faiblesse comme sans présomption, le bilan de notre situation financière, et pour embrasser dans un exposé fidèle les charges ainsi que les ressources de l'état.

M. le ministre des finances vient de présenter aux chambres le budget de 1844. Les propositions de M. Laplagne font ressortir les dépenses pour cet exercice, l'ordinaire et l'extraordinaire compris, à 1404 millions, et les recettes, en ajoutant au revenu 80 millions pris sur l'emprunt, à 1327 millions. L'excédant prévu des dépenses sur les recettes est donc de 77 millions; nous n'exagérons pas en supposant que les supplémens de crédit, qui soldent le contingent de l'imprévu, porteront le déficit tant ordinaire qu'extraordinaire de l'exercice à 100 millions de francs.

Avant d'entrer plus avant dans l'examen de cette situation, il convient de se rendre compte des charges que les exercices antérieurs peuvent avoir léguées au trésor, et des ressources qui restent disponibles pour y pourvoir. Cette revue, quelque peu rétrospective, nous sera facile, grace à la méthode et à la clarté que l'administration des

finances a introduites dans les documens qu'elle livre aux investigations du public.

BILAN.

Notre situation financière se compose de trois élémens : les dépenses et les recettes ordinaires, les travaux extraordinaires et les moyens de crédit destinés à y faire face, enfin la dette flottante qui comprend tous les engagemens à terme du trésor.

Grace au merveilleux accroissement du revenu public, accroissement qui, dans la seule année 1842, a dépassé de 68 millions les évaluations du budget, le découvert des trois années 1840, 1841 et 1842 se trouve réduit à 315 millions (1), et à 248 si l'on en défalque une somme égale aux réserves de l'amortissement. Pour l'année 1843, M. le ministre des finances annonce un découvert spécial de 52 millions qui reporterait le déficit à 300 millions; mais, en y appliquant les réserves qui seront probablement disponibles à la fin de 1843, pour une somme de 69,500,000 fr., on le ramène au chiffre de 230 millions.

230 millions, voilà l'excédant probable des dépenses sur les recettes au 31 décembre 1843; tels sont les résultats accumulés des quatre exercices, le bilan d'une situation qui n'est ni la guerre ni la paix, et qui mène peut-être plus sûrement à la guerre qu'à la paix. Pour combler ce déficit, il ne faudra rien moins que l'emploi des réserves de l'amortissement pendant les années 1844, 1845 et 1846; et l'époque de notre libération se trouvera nécessairement reculée, si le budget ordinaire de 1844 présente, comme il est déjà permis de le prévoir, un nouveau déficit de 50 à 60 millions.

Passons maintenant au budget de l'extraordinaire, à celui dont les moyens de crédit, dans le plan du ministère, doivent faire tous les frais. La loi du 25 juin 1841 a ouvert, en les partageant par allocations annuelles, des crédits qui s'élèvent à 496,821,400 francs, et qui ont pour objets l'achèvement des routes, des canaux et des ports, la construction ou la réparation des places fortes, l'extension de nos grands ports militaires, ainsi que les approvisionnemens de nos arsenaux. Deux lois, en date du 11 juin 1842, ont mis en outre à la charge du trésor l'établissement d'un grand réseau de chemins de fer dont la

(1) Savoir : déficit de 1840. . . . . 128,094,539 fr.
— 1841. . . . . 24,500,570 } 315,709,081 fr.
— 1842. 153,103,972

Voir la page 10 du budget de 1844.

commission de la chambre des députés, en y comprenant un prêt de 22 millions aux compagnies de Rouen et du Hâvre, évaluait la dépense à 497 millions, et qui coûtera certainement 2 à 300 millions de plus, en supposant même que l'état n'ait pas à fournir ni à poser la voie de fer, mais en vue duquel les chambres n'ont voté jusqu'à présent que 148 millions principalement applicables à des tronçons.

En réunissant les conséquences des votes de 1841 et de 1842, on trouve que le trésor aurait à pourvoir, par les seules ressources du crédit, à une dépense en partie consommée, en partie prochaine, de 645 millions (nous admettons pour le moment, comme on voit, que le concours de l'état à l'exécution des grandes lignes de chemin de fer n'ira pas au-delà des 148 millions déjà votés). Pour faire face à cette difficulté de 645 millions, le gouvernement a été autorisé à emprunter, par une émission de rentes, 450 millions. Un emprunt aussi énorme fût-il aujourd'hui réalisé ou réalisable, le système du ministère laisserait encore, au compte de la dette flottante, une surcharge de 195 millions. Mais on sait que le précédent ministre des finances n'a émis, en octobre 1841, qu'une fraction de l'emprunt, et qu'il en reste encore 300 millions à placer; en sorte que, provisoirement du moins, la dette flottante est appelée à supporter la plus forte part des dépenses que doivent entraîner les travaux extraordinaires et la construction des chemins de fer.

Il y a plus; on peut raisonnablement prévoir telles circonstances dans lesquelles l'émission des deux dernières séries de l'emprunt deviendrait très difficile, et où la surcharge résultant pour la dette flottante des lois du 25 juin 1841 et du 11 juin 1842 ne resterait pas par conséquent au-dessous de 495 millions. C'est là, dans notre pensée, le danger le plus sérieux de la situation, et celui qu'il importe d'envisager de très près.

CRÉDIT.

L'emprunt de 1841 est le premier que l'on ait contracté en France, en 3 pour 100, à un taux relativement aussi élevé. La nouveauté de l'opération, le moment qui fut choisi pour la tenter, le fractionnement de l'emprunt en plusieurs séries, tout, jusqu'aux taux de l'adjudication, devait provoquer la controverse. Le ministre des finances lui-même, M. Humann, voulut y prendre part, et voici dans quels termes il essayait de justifier, en présentant le budget de 1843, la combinaison à laquelle il s'était arrêté.

« L'importance de l'emprunt devait être déterminée par les besoins et les convenances du trésor; or, le trésor était dans l'abondance, mais l'abondance lui venait de l'émission de ses obligations à terme, des sommes déposées par les caisses d'épargne, les communes et les établissemens publics, et qui s'élevaient ensemble à plus de 350 millions. La prévoyance nous faisait un devoir de ne pas laisser dépasser à la dette flottante de sages limites. D'un autre côté, il nous était démontré qu'avec une ressource supplétive de 150 millions et l'emploi intelligent des moyens de trésorerie, on pouvait faire face, pendant deux années au moins, à toutes les dépenses prévues. Il n'y avait pas lieu de pousser les précautions plus loin.

« Le choix de l'effet public sur lequel il convenait le mieux d'emprunter, a été de notre part l'objet d'un examen approfondi. Une adjudication de rentes 5 pour 100 au-dessus du pair pouvait affaiblir le droit de l'état de rembourser sa dette au pair; ce droit, je l'ai constamment soutenu, et mes convictions me faisaient un devoir de le conserver intact. La rente 4 1/2 avait aussi dépassé le pair, et la considération que nous venons d'exposer lui était également applicable. Nous avons médité avec quelque préférence l'idée de mettre en adjudication des rentes 4 pour 100; mais l'emprunt est un contrat parfaitement libre : l'un des contractans ne peut pas imposer à l'autre la loi de ses convenances; nous avons dû pressentir celle des capitalistes, et je n'ai pas tardé à me convaincre que la rente 4 pour 100 n'était pas la valeur sur laquelle il fût possible d'asseoir un emprunt dans les circonstances actuelles. Trop près du pair, elle n'offrait pas dans une mesure suffisante cette mieux-value éventuelle que recherchent les prêteurs. Il était à prévoir que, pour accroître cette éventualité, on ne vous offrirait qu'un prix fort inférieur à la valeur intrinsèque de l'effet dont il s'agit. Une création de rentes 3 1/2 pour 100 ne se présentait pas avec des garanties de succès. L'impossibilité de juger à l'avance si ces rentes seraient bien ou mal accueillies sur le marché, la difficulté d'apprécier la valeur vénale d'un nouveau fonds émis dans d'étroites limites, et qui n'avait pas eu cours en France, laissaient trop d'incertitude dans les esprits; les prêteurs n'auraient pas manqué de se mettre à couvert des risques par des offres insuffisantes. Restait la rente 3 pour 100.

« L'adjudication a été faite au prix nominal de 78 fr. 52 cent. 1/2 pour 3 francs de rentes, et au prix réel de 76 fr. 75 cent. en tenant compte, à l'intérêt de 4 pour 100, des facilités de paiement qui ont été accordées. En d'autres termes, l'état s'est constitué débiteur, pour

les 150 millions qu'il reçoit, d'un capital nominal de 195,440,000 fr. portant intérêt à 3 pour 100. Si tout ce capital nominal devait être racheté au pair, dans une période de quarante années, il en coûterait à l'état quarante annuités chacune de 8,422,000 fr., et en somme totale 336,920,000 fr. Supposons maintenant un emprunt fait en rentes 5 pour 100 au pair, pour être amorti dans le même temps de quarante années au pair; l'état aurait à payer quarante annuités, chacune de 8,708,000 fr., et en somme totale 348,320,000 fr. D'où il suit que l'emprunt fait en rentes 3 pour 100, comparé à un emprunt en rentes 5 pour 100 au pair, présente une économie totale de 11,400,000 fr., dans l'hypothèse même où l'état rachèterait au pair tout le capital nominal dont il s'est constitué débiteur.

« L'opération, envisagée sous d'autres points de vue, n'est pas moins satisfaisante. La France, après cinquante années de révolution, de succès et de revers, a emprunté à l'intérêt de 3 fr. 91 cent., quand naguère l'Autriche négociait à moins du pair ses obligations métalliques, portant 5 pour 100 d'intérêt; quand un emprunt à 4 pour 100 proposé par la Russie était offert à 87; quand la Hollande, encore riche des capitaux amoncelés, ne place ses rentes 2 1/2 pour 100 qu'à 51 et 52. »

Nous avons reproduit, avec quelque étendue, l'opinion de M. Humann, à cause de sa valeur critique, et parce qu'elle met à nu l'infirmité des bases sur lesquelles repose en France le crédit public. Certes, à ne considérer que la situation relative de l'Angleterre et de la France, le 3 pour 100 anglais ne vaut pas 97 fr., ou le 3 pour 100 français vaut plus de 82 fr.; car, si la valeur d'un effet public se mesure à la sécurité qu'offre le placement, il n'y a pas au monde une dette plus sûrement hypothéquée que la nôtre, ni qui ait devant elle plus d'espace et plus d'avenir. Le revenu de la France égale, à peu de chose près, celui de la Grande-Bretagne (1), mais il s'en faut que les charges permanentes, celles qui ne comportent pas de réduction, que la dette, en un mot, pèse du même poids sur les deux pays. L'intérêt à payer aux créanciers de l'état en Angleterre excède annuellement 740 millions de francs, l'amortissement non compris, soit 57 pour 100 du revenu. La dette flottante et la dette fondée, si l'on en distrait l'amortissement et les rentes rachetées, ne s'élèvent guère en France qu'à 200 millions de francs, soit à 15 pour 100 du revenu. Ajoutons qu'une grande partie des recettes du trésor provenant chez

(1) Le revenu brut de l'Angleterre est en moyenne d'environ 1,310 millions de France, et celui de la France excédera probablement, en 1843, 1,260 millions.

nous de l'impôt direct, le revenu n'est pas susceptible, en temps de crise, de la même diminution que de l'autre côté du détroit, où les causes qui paralysent la consommation restreignent aussi la matière imposable et tarissent de cette manière les ressources de l'Échiquier.

Ainsi, comme valeur de placement, le 3 pour 100 français est naturellement supérieur au 3 pour 100 anglais; et celui-ci étant coté à 96, celui-là devrait atteindre le pair. D'où vient cependant que les fonds anglais gardent sur les nôtres un avantage qui n'a jamais été moindre que 10 pour 100, et qui est en ce moment de 18 pour 100? Au reste, ce n'est pas seulement le crédit de l'Angleterre qui devance aujourd'hui celui de la France; de petits états du continent, qui n'ont ni une existence politique solide, ni des finances à l'abri d'une commotion, voient leurs fonds publics accueillis sur les marchés avec une grande faveur. Le 4 pour 100 prussien est coté à 103, et les bons du trésor (*schulds-scheine*), portant un intérêt de 3 1/2 pour 100, à 104 5/8. Le 3 1/2 pour 100 de Francfort est coté à 104 5/8, c'est-à-dire plus cher que le 3 1/2 pour 100 anglais, qui est à 102; celui de Bavière est à 101, et celui de Bade à 96 1/2.

Quelles sont les causes qui dérangent la progression naturelle de notre crédit, et qui le rejettent, dans l'échelle des valeurs, au-dessous non-seulement de l'Angleterre, mais même de la Prusse, de la Bavière, du duché de Bade et de la ville de Francfort? M. Humann les a fait pressentir; il n'est pas hors de propos d'insister.

L'Angleterre et quelques autres états de l'Europe ont réduit l'intérêt de leur dette, toutes les fois que le taux des fonds publics a dépassé le pair (1); par là, le crédit public a été mis en rapport avec les progrès du crédit privé. La France est peut-être le seul pays de l'Europe où l'on ait procédé au rebours de ces données du bon sens, et où le gouvernement ait entrepris de résister à ce mouvement de la richesse qui produit partout la baisse de l'intérêt. On s'obstine à garder, malgré le cri public qui en provoque la conversion, trois fonds qui ont dépassé le pair, le 5 pour 100, le 4 1/2 pour 100 et le 4 pour 100. Et comme ces fonds, par la seule force des choses, restent en même temps sous le coup d'un remboursement, ils se trouvent comprimés, perdent toute élasticité, et n'ont plus que des cours fictifs qui ne répondent pas au prix réel de l'argent. Le 5 pour 100 pèse sur le 4 pour 100, qui pèse à son tour sur le 3. Et, ce qui est plus grave, les fonds publics, au lieu de servir d'étalon au taux de

(1) En ce moment même, il est question de convertir le 3 pour 100 anglais, qui est à 102.

l'intérêt, au lieu de primer toutes les valeurs dans le pays, sont le plus souvent à meilleur marché que les valeurs commerciales et que les propriétés foncières. Quand la banque de France prête sur papier de commerce à 4 pour 100, et quand la rente de la terre n'est guère que de 2 à 3 pour 100, le 5 pour 100, même au prix déraisonnable de 122 fr., représente 4 et 1/8 pour 100.

Nous ne doutons pas que, si le 5 pour 100, le 4 1/2 pour 100 et le 4 pour 100 étaient convertis, le 3 pour 100 français, que l'on a déjà coté à 86 fr. en 1840, s'élevât promptement à 90. Mais dans l'état de malaise où est encore aujourd'hui le crédit public, le gouvernement doit se féliciter d'avoir emprunté 150 millions, en octobre 1841, au taux nominal de 78 fr. 52 c. 1/2. Ce qui le prouve, c'est que, malgré les efforts combinés des maisons puissantes auxquelles l'emprunt fut alors adjugé, et malgré l'emploi d'un amortissement qui équivaut presque à 3 pour 100 du capital nominal, le nouveau fonds est demeuré long-temps stationnaire, et ne s'élève guère, après dix-huit mois, à plus de 3 fr. 50 c. au-dessus du taux d'émission.

Ce fut peut-être une faute d'annoncer l'emprunt aussi long-temps à l'avance, si le trésor, comme l'avoue M. Humann, voyait l'argent affluer dans ses caisses; ce fut une faute plus grande, d'en fractionner l'émission. En 1841, le trésor aurait emprunté 300 millions aussi bien que 150, et au même taux. Aujourd'hui que l'expérience est faite, et que les banquiers ont eu le temps de reconnaître que le 3 pour 100 n'a pas, dans l'état des choses, l'élasticité qu'ils supposaient à ce fonds, on peut craindre qu'ils ne se montrent moins faciles et moins empressés. Une pareille disposition des esprits ne devait pas échapper à M. le ministre actuel des finances; aussi renonce-t-il à négocier *pour long-temps*, c'est l'expression officielle, le surplus de l'emprunt de 450 millions.

Ce qui fait la difficulté d'un emprunt en 3 pour 100 en France, c'est que cet effet n'a pas ou n'a que très peu de preneurs parmi les rentiers. Tant que ceux-ci trouvent à acheter du 5 ou du 4, ils ne recherchent pas même s'il existe un fonds dans lequel l'augmentation possible du capital compense le taux moindre de l'intérêt. De là vient que le 3 pour 100 ne se classe pas, et qu'il n'est guère qu'une valeur de spéculation. Voilà pourquoi aussi il monte et baisse plus rapidement que le 5 pour 100. Lorsque les banquiers, qui en sont détenteurs, en ont plein leurs portefeuilles, toute émission supplémentaire doit déprécier cette marchandise et encombrer le marché.

Faut-il conclure, des réflexions qui précèdent, que M. le ministre

des finances agit prudemment en rejetant sur la dette flottante, ne fût-ce que pour un temps, les dépenses auxquelles devait subvenir le surplus de l'emprunt? Telle n'est pas notre pensée. Si une émission de rentes 3 pour 100 rencontre en ce moment de trop grandes difficultés, il doit être possible, en dépit de la constitution vicieuse de notre crédit, d'obtenir le concours des capitalistes, au moyen de quelque autre combinaison. Ce serait un phénomène par trop étrange que celui d'un état comme la France renonçant à faire appel au crédit, pendant que le duché de Bade et la Bavière, des états nouveaux venus sur la scène politique, que les traités ont faits et qu'ils peuvent défaire, trouvent des prêteurs à un taux inespéré.

La dette flottante est un moyen de service pour le trésor; il ne faut pas en faire une machine à emprunts. La dette flottante est destinée soit à couvrir l'arriéré des caisses, soit à représenter les avances des agens comptables au gouvernement sur les produits de l'impôt qu'ils ont à recouvrer. On la détourne de sa destination naturelle, quand on s'en sert pour appeler les capitaux que l'on veut retenir ensuite dans la dette fondée.

En Angleterre, où les emprunts ne se font pas de la même manière qu'en France et sur le reste du continent, lorsque la dette flottante atteint des proportions trop considérables, le gouvernement annonce qu'il en consolidera une partie à de certaines conditions; et telle est l'affluence des capitaux, telle est la difficulté des placemens, que l'opération manque rarement son effet. Rappelons cependant que la dernière tentative de ce genre a dû être reprise à deux fois, et que M. Spring-Rice y avait échoué avant que M. F. Baring réussît.

Mais, dans un pays comme le nôtre où les preneurs des bons du trésor ne sont pas les capitalistes qui achètent des rentes, et où les emprunts, au lieu de se faire par souscription, sont adjugés à des banquiers qui en entreprennent le placement, un ministre ne peut pas à volonté verser le trop plein de la dette flottante dans la dette fondée; et ce sera toujours une opération imprudente que d'enfler outre mesure, en vue d'un emprunt ultérieur, les dimensions d'une dette à terme, dont les créanciers du trésor, dans un moment de crise, refusent souvent de renouveler le contrat.

La dette flottante en Angleterre s'est élevée en 1805 à un capital de 1,450 millions de francs. Elle oscille habituellement entre 6 et 800 millions. Cette somme colossale n'est pas hors de proportion avec le capital de la dette fondée, ni même avec la masse des capi-

taux disponibles sur le marché. Si l'on tient compte de la différence des habitudes, de l'inégalité de richesse, et de la modération relative de notre dette fondée, on trouvera que, lorsque l'Angleterre emprunte 700 millions sur les bons émis par l'Échiquier, c'est assez pour la France de porter sa dette flottante à 350 ou à 400 millions.

Il s'en faut de beaucoup que l'administration renferme aujourd'hui dans ces limites les obligations à terme du trésor. Notre dette flottante, qui était au 1er janvier 1841 de 365,890,367 fr., s'élevait déjà à 449,920,829 fr. le 1er janvier 1842. M. Lacave-Laplagne demande, pour 1844, l'autorisation de la porter à 476 millions; et, en supposant que la dette flottante continue à faire le service des découverts, il y aura nécessité de l'étendre en 1845 jusqu'à 550 ou 560 millions.

Voilà ce qui nous paraît un danger réel dans la situation. Un gouvernement perd la liberté de se mouvoir au dedans comme au dehors, quand il a tendu à ce point tous les ressorts du crédit. C'est un débiteur qui se voit incessamment sous le coup d'une contrainte par corps. Dans quelle entreprise en effet oserait-il s'aventurer, sachant que ses créanciers peuvent, d'un moment à l'autre, lui demander le remboursement de sommes qui s'élèvent à 400 ou 500 millions, pendant que sa réserve en espèces n'excède pas habituellement 80 à 100 millions?

Le péril s'aggrave d'ailleurs en ce que la dette flottante, qui était dans l'origine une dette à terme, perd insensiblement ce caractère pour se transformer en une dette à vue. Au lieu de se composer uniquement des avances des receveurs-généraux et des capitaux prêtés sur des bons du trésor à échéance de trois, six, neuf mois et même d'un an, elle est assise déjà pour moitié sur des comptes courans et sur des dépôts dont la somme peut varier du jour au lendemain, au gré ou selon les besoins des déposans.

Au 1er janvier 1830 (1), la dette flottante s'élevait à 270 millions. Elle représentait les fonds déposés par les communes pour 65,874,000 fr.; les dépôts de diverses administrations spéciales et établissemens publics, pour 28,325,000 francs; les avances des comptables, pour 32,437,000 francs, et enfin les engagemens à terme du trésor, pour 143,551,000 fr. Ainsi, en 1830, les avances des comptables et les prêts à terme, la partie solide de la dette flottante, y figuraient pour 176 millions sur 270, soit 65 pour 100, tandis que les comptes cou-

(1) Voir le rapport de M. de Chabrol sur l'administration des finances.

rans des communes et autres établissemens, la partie mobile de cette dette, y comptaient pour 94 millions, soit 35 pour 100. En 1842, nous allons trouver cette proportion renversée. Prenons le compte des finances pour l'année 1841. Au 1er janvier 1842, la dette flottante s'élevait à près de 450 millions, dont voici la décomposition :

Bons du trésor remis à divers.	123,680,710
— à la caisse d'amortissement.	32,181,480
Traites et mandats.	28,692,120
Avances des comptables.	54,162,476
TOTAL. . .	238,716,786
Comptes courans et dépôts des communes. .	126,416,258
Caisse des dépôts et consignations.	25,783,713
Fonds non employés des caisses d'épargne. .	31,188,000
Caisse des invalides, etc., près de.	29,000,000
Etc., etc.	
TOTAL. . .	211,203,841

Il résulte de ce relevé que les bons du trésor remis à divers porteurs, qui représentaient, en 1830, 52 pour 100 de la dette flottante, n'y figurent plus que dans la proportion de 22 pour 100, tandis que les effets à payer, qui composaient, en 1830, les 65 centièmes de la dette flottante, n'en sont plus que les 52 centièmes en 1842, et les 49 centièmes si l'on retranche des deux termes les bons remis à la caisse d'amortissement. Les comptes courans au contraire se sont élevés de 94 millions à 211 millions, et au lieu de 35 pour 100, ils représentent 47 pour 100.

Ce revirement dans les sources auxquelles puise la dette flottante a des conséquences que l'on appréciera plus sainement, si l'on envisage les relations du trésor avec les autres caisses publiques et notamment avec la Banque de France, ainsi qu'avec la caisse des dépôts et consignations.

La caisse des dépôts et consignations ne fut d'abord qu'une tutelle exercée par le gouvernement, un moyen de conserver les capitaux retirés de la circulation par un litige, ou arrêtés temporairement par l'autorité dans les mains des débiteurs. Ces fonds ne s'élevaient guère, dans l'origine, qu'à 100 et quelques millions de francs; et, comme les nouveaux dépôts venaient régulièrement combler le vide opéré par le retrait de ceux dont le terme était expiré, les capitaux que la caisse des consignations plaçait sur le trésor n'exposaient pas l'état à de brusques demandes de remboursement. Mais depuis que

cet établissement est chargé du service des caisses d'épargne, et qu'il dispose à ce titre d'un capital incessamment remboursable de 300 millions, ses relations avec le trésor ont cessé de présenter à l'un et à l'autre le même degré de sécurité.

Au 30 novembre 1842, la caisse des dépôts et consignations avait reçu plus de 400 millions, dont 286 provenaient des versemens faits dans les caisses d'épargne. Sur cette somme, 250 millions étaient placés en rentes ou en actions des canaux; 68 étaient représentés par des prêts à terme faits au trésor, aux départemens ou à des établissemens publics; 100 millions étaient déposés au trésor, en compte courant. A la fin de janvier 1843, les fonds des caisses d'épargne s'élevaient à 306 millions, dont 200 millions placés en rentes, et 106 millions remis au trésor, en compte courant. Or, cet emploi, que la caisse des dépôts fait des capitaux de l'épargne, elle le fait à ses risques et périls. Aux termes du contrat, les déposans peuvent retirer leurs fonds dans les huit jours, et la caisse des dépôts est tenue de les restituer. L'opération consiste donc en ceci que des capitaux incessamment exigibles sont colloqués dans des placemens à terme ou à perpétuité; ce rapprochement suffit pour en indiquer le péril. Dans un moment de panique, il peut arriver que les déposans se présentent en foule pour redemander leurs fonds, et que la caisse alors se trouve dans l'alternative de vendre des rentes à un taux souvent inférieur au prix d'achat, ou de retirer du trésor les capitaux déposés en compte courant, peut-être même de recourir à la fois à ce double expédient, et de provoquer ainsi de graves embarras. Or, il ne faut pas l'oublier, la caisse des consignations engage la responsabilité du trésor; elle n'est que le trésor sous une autre forme, et ses embarras doivent en définitive retomber sur l'état. C'est principalement pour obvier à ce danger que le trésor laisse dormir dans les caves de la Banque une réserve qui, depuis cinq ans, n'a jamais été au-dessous de 87 millions, et qui s'est élevée jusqu'à 193 millions. Ces fonds ne produisent pas d'intérêt, et il arrive ainsi que le trésor paie aux déposans des caisses d'épargne un intérêt de 4 pour 100 pour des capitaux dont il ne fait aucun emploi.

L'influence qu'un tel état de choses exerce sur le régime de la Banque de France n'est pas moins fâcheuse : elle tend à modifier profondément, sinon à dénaturer la constitution de ce grand établissement. Les banques de circulation et de dépôt sont instituées pour prêter aux gouvernemens, et non pour leur emprunter. Le gouvernement ne doit pas commanditer les banques, car il deviendrait ainsi

responsable de leurs opérations, et finirait par trouver qu'ayant la responsabilité de ces actes, il peut bien se charger de les diriger; la Banque ne tarderait pas à se confondre ainsi avec l'état.

En Angleterre, la Banque de Londres est le principal preneur des bons de l'Échiquier; non-seulement elle en reçoit, en garantie des avances qu'elle fait au gouvernement anglais sur le recouvrement des revenus publics, mais elle prend encore une grande partie de ceux qui sont émis pour le service de la dette flottante, et qui sont d'ailleurs très recherchés des banquiers, comme étant le fonds le moins exposé à recevoir le contre-coup des évènemens et à subir une forte dépréciation.

La Banque de France a rempli les mêmes fonctions depuis qu'elle est régulièrement constituée; mais les avances qu'elle faisait au trésor n'étaient pas représentées, avant 1815, par des bons négociables à volonté. Depuis cette époque, elle a régulièrement prêté à l'état une partie du capital de la dette flottante jusqu'en 1836, où le trésor cessa d'être débiteur de la Banque pour devenir son créancier. Le compte courant du trésor présentait en sa faveur un solde de 36 millions à la fin de 1836, de 112 millions à la fin de 1837, de 166 millions à la fin de 1838, de 169 millions à la fin de 1839, de 116 millions à la fin de 1840, et de 104 millions à la fin de 1841; en 1842 le minimum avait été de 97 millions, et le maximum de 145.

Ainsi, avant 1836, la Banque prêtait au trésor, à l'aide des dépôts que les capitalistes faisaient dans ses caisses; depuis bientôt dix ans, la Banque prête aux capitalistes, à l'aide des dépôts du trésor. Cet établissement voit sa clientelle de prêteurs se réduire d'année en année; les fonds déposés à la Banque en compte courant par les particuliers, qui s'étaient élevés à 111 millions en 1823, à 117 en 1825 et à 106 en 1831, n'ont pas cessé de décroître depuis 1837, comme on le verra par le tableau qui suit :

COMPTES COURANS.		MINIMUM.			MAXIMUM.	
1837.	—	51	millions.	—	90	millions.
1838.	—	43	—	—	81	—
1839.	—	41	—	—	69	—
1840.	—	44	—	—	90	—
1841.	—	32	—	—	63	—
1842.	—	32	—	—	50	—

Comme le trésor, en se faisant créancier de la Banque, éloigne les autres prêteurs, l'argent versé par le trésor dans les caisses de la Banque en repousse les capitaux qui affluaient de tous les côtés vers

ce puissant réservoir. Les encaisses de la Banque n'augmentent pas avec les versemens du trésor, et par contre ils ne diminuent pas à mesure que le trésor opère le retrait des fonds déposés. « Au 31 décembre, dit le compte-rendu de 1840, l'encaisse se trouve dépasser de près de 20 millions celui du 6 janvier 1840, bien qu'à la première de ces époques le trésor fût créditeur de 170 millions, et qu'à la seconde sa créance se trouvât réduite à 114 millions. » Un autre fait non moins significatif est celui-ci : « Au 31 décembre 1839, la réserve en espèces s'élevait à 213 millions, dans lesquels les dépôts du trésor figuraient pour 169 millions, tandis qu'en décembre 1831 et 1832, époque où le trésor était débiteur de la banque, la réserve dépassait 265 millions dans la première année, et dans la seconde 281 millions. »

Il nous paraît donc constant que la Banque trouverait d'autres prêteurs ou commanditaires, à défaut du trésor. Elle gagnerait à ce changement d'établir un courant d'affaires plus régulier entre elle et le public, et elle redeviendrait ainsi ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, un intermédiaire entre les capitalistes, le commerce et l'état. Quant au trésor, s'il doit emprunter à quelqu'un, il vaut mieux que ce soit à la Banque, qui est le prêteur le plus commode et celui qui peut attendre le plus long-temps. En prenant à 4 pour 100 les fonds des caisses d'épargne, dont le remboursement est exigible à toute heure, pour les déposer sans intérêt à la Banque, qui n'en a aucun besoin, et qui prêterait bien plutôt à l'état sans l'obliger à tenir en caisse une réserve improductive, le gouvernement se livre à l'opération la plus détestable comme la plus insensée.

La prudence veut que l'on supprime ou que l'on diminue le compte courant des caisses d'épargne avec le trésor. Ces sommes seraient avantageusement remplacées dans la dette flottante par des bons à terme que l'on négocierait à la Banque ou aux particuliers. Quant aux fonds de l'épargne, pourquoi ne pas s'en servir pour développer les grands travaux d'ordre public? Ce que l'état doit aux déposans, qui sont des membres de la classe ouvrière et par conséquent des mineurs, c'est sa garantie, ce n'est pas l'intérêt des fonds déposés. Que les chambres autorisent la caisse des consignations à prêter aux compagnies de chemins de fer à raison de 4 1/2 pour 100, et que l'état se rende garant du paiement des intérêts, ainsi que de l'amortissement; cette combinaison aura le mérite d'accroître le revenu de l'épargne sans diminuer la sécurité des placemens. Dans un pays où les capitaux sont divisés et où ils ne peuvent rien que par

l'association, exécuter les chemins de fer avec les épargnes prélevées par les classes laborieuses sur le salaire de chaque jour, ce serait presque réaliser le beau idéal d'une situation dont la France n'a connu jusqu'ici que les inconvéniens et les ennuis.

BUDGET.

Nous venons d'exposer l'état de nos finances tel qu'il paraît devoir être à la fin de 1843. Il en résulte que le découvert du trésor sur les dépenses ordinaires sera de 230 millions. Quant aux dépenses extraordinaires, celles que l'on se propose de couvrir par les ressources de la dette flottante et par l'emprunt, elles s'élèvent à 645 millions. Voyons maintenant ce que le budget de 1844 doit ajouter à ce découvert ou en retrancher.

« Les crédits qui vous sont demandés pour le service ordinaire du budget, dit M. le ministre des finances (1), s'élèvent à 1,281,013,710 fr. Les évaluations de recettes montent seulement à 1,247,228,366 fr., d'où résulte, sur le service ordinaire, un découvert de 33,785,344 fr.

« En réunissant aux recettes et aux dépenses les 80 millions à prendre sur l'emprunt, et aux dépenses les 43,500,000 fr. des chemins de fer, on arrive à un total général de 1,406,513,710 fr. pour les dépenses, de 1,327,228,366 fr. pour les recettes, d'où 77,285,344 f. à demander à la dette flottante. »

Nous avons séparé, dans nos appréciations, le domaine de l'extraordinaire des charges annuelles du budget. Nous persisterons dans cette méthode, en nous bornant à faire remarquer que, si les chambres sont appelées à voter dans la présente session les fonds nécessaires à l'exécution d'une ou deux grandes lignes de chemins de fer, les besoins de l'extraordinaire pourront s'augmenter d'au moins 100 millions et s'élever ainsi à 750 millions, nouvelle charge pour la dette flottante dans le système du gouvernement.

Quant au budget ordinaire de 1844, qui présente dès son ouverture un déficit de près de 34 millions, on peut raisonnablement admettre, ainsi que nous l'avions déjà fait pressentir, que les crédits supplémentaires, dont les ministres ne sont pas avares, le porteront avant la fin de l'année à 60 millions. L'évaluation des revenus pour 1844 a été basée sur les recettes de 1842. Or, il est assez probable

(1) Voir le budget de 1844, page 26.

que la progression du revenu public, qui n'a pas même été arrêtée par les évènemens de 1840, continuera à suivre son cours, et que les recettes de 1844 excéderont d'au moins 40 millions celles de 1842. Ainsi, l'exercice 1844 se solderait par un déficit de 20 millions qui, ajoutés au découvert des années précédentes, le porteraient à 250 millions. La situation du trésor et celle du pays n'en seraient pas sensiblement modifiées.

Ce qui nous alarme dans ce résultat, c'est moins un déficit de 20 millions, c'est moins le budget de 1844 lui-même, que les errements financiers dont il est la conséquence, et qui, présentés d'abord comme le produit de circonstances exceptionnelles, tendent à devenir un état de choses permanent; c'est que l'on régularise le désordre, au lieu d'y mettre un terme; c'est que, malgré l'accroissement prodigieux et continu du revenu public, l'on ne soit pas encore parvenu à rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes; c'est enfin qu'au milieu de ce luxe inoui d'allocations, qui élève le budget ordinaire à 1,300 millions, il ne soit pourvu que d'une manière insuffisante aux services les plus essentiels.

1830. — 1843.

Le gouvernement a compris que cette élévation des dépenses le rendait suspect, aux yeux de la France, de dissipation et de prodigalité. Il a voulu aller au-devant des reproches, et, dans l'espoir de prouver que l'accroissement du budget avait été amené, non point par des fantaisies stériles, mais, comme le dit M. le ministre des finances, par les besoins d'une civilisation avancée, il a fait distribuer aux chambres un état de comparaison entre le budget de 1843 et celui de 1830, et, pour tout dire, entre l'administration actuelle et l'administration des Bourbons. Les rapprochemens auxquels on se livre dans ce tableau ont un grand intérêt de curiosité; ils présentent, en quelque sorte, le bilan des améliorations et des charges que la révolution de 1830 a apportées au pays. Mais, en prenant acte des améliorations, nous sommes loin de considérer toutes les charges comme également nécessaires, et nous n'acceptons que sous bénéfice d'inventaire les tableaux que le ministère a dressés. En voici le résumé:

BUDGET DES RECETTES.

MINISTÈRES et SERVICES.	BUDGET de 1843.	BUDGET de 1830.	DIFFÉRENCES AU BUDGET DE 1843. EN PLUS.	EN MOINS.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Contributions directes. . .	402,012,768	327,562,684	74,450,084	»
Enregistrement, timbre, domaines.	237,041,110	186,295,000	50,746,110	»
Produits des forêts et de la pêche.	34,862,000	29,695,111	5,166,889	»
Contributions indirectes, tabacs et poudres.	252,481,000	213,185,000	39,296,000	»
Douanes et sels.	193,227,000	165,190,000	28,037,000	»
Produit des postes	48,393,000	30,523,000	17,870,000	»
Produits universitaires . .	4,084,482	»	4,084,482	»
Loterie.	»	12,500,000	»	12,500,000
Produit des jeux.	»	5,500,000	»	5,500,000
Salines et mines de sel de l'est.	»	1,800,000	»	1,800,000
Produits éventuels du service départemental. . . .	11,400,000	746,340	10,653,660	»
Produits et revenus de l'Algérie.	2,440,000	»	2,440,000	»
Prod. de la rente de l'Inde.	1,050,000	»	1,050,000	»
Recettes des colonies. . .	5,994,000	»	5,994,000	»
Produits divers du budget.	13,188,000	6,790,000	6,398,000	»
Ressources extraordinaires.	75,000,000	»	75,000,000	»
TOTAUX. . .	1,281,173,360	979,787,135	321,186,225	19,800,000
Différence en plus au budget de 1843. . .			301,386,225	

Le budget des recettes de 1843 excède celui de 1830 de 301 millions, et de 226 millions seulement, si l'on en déduit les 75 millions de ressources extraordinaires prélevés sur l'emprunt; d'un autre côté, il faudrait retrancher du budget de 1830, pour rendre les termes de la comparaison plus exacts, le produit des impôts qui ont été supprimés, de la loterie, des jeux, des boissons, etc., produit qui s'élève à 60 millions. En dernière analyse, l'augmentation réelle des revenus, de 1830 à 1843, serait de 286 millions, dont 168 proviennent de l'extension qu'a prise la matière imposable; 100, des changemens apportés aux tarifs et des centimes additionnels; 18 millions enfin représentent le produit des services rattachés pour ordre au budget de l'état.

L'accroissement des produits de l'impôt indirect, si l'on tient compte de la réduction de 31 millions sur les boissons, a été d'environ 200 millions de 1830 à 1841, année qui a servi de base aux évaluations du budget de 1843. L'augmentation avait été de 157 millions pendant les douze années qui s'écoulèrent de 1816 à 1828 (1).

(1) L'accroissement général des revenus directs et indirects a été, sous la restauration, de 212 millions.

Ainsi, le progrès du revenu s'est opéré sous la restauration dans la proportion de 13 millions par an, et à raison de 18 millions par an depuis la révolution de juillet.

Les progrès du revenu public représentent-ils bien exactement ceux de la richesse dans le pays? Le gouvernement aurait-il pu les développer davantage par des tarifs sagement pondérés? C'est une question que nous aurons à examiner plus loin. Il suffit de constater ici, pour montrer à quel point la prévoyance ou la fermeté du pouvoir a été mise en défaut par les évènemens, que la progression des dépenses a été plus que double de celle du revenu. C'est ce que M. le ministre des finances prouve lui-même jusqu'à l'évidence par le tableau suivant :

BUDGET DES DÉPENSES.

MINISTÈRES et SERVICES.	BUDGET de 1843.	BUDGET de 1830.	DIFFÉRENCES AU BUDGET DE 1843. EN PLUS.	EN MOINS.
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Dette consolidée et amortissement.	264,174,531	245,543,065	18,631,466	»
Emprunts spéciaux pour canaux et travaux divers. .	10,445,300	7,834,255	2,611,045	»
Intérêts de capitaux remboursables à divers titres.	23,250,000	15,000,000	8,250,000	»
Dette viagère.	62,558,000	65,938,350	»	3,380,350
Dotations.	15,970,000	36,800,000	»	20,830,000
Ministère de la justice. . .	20,393,875	19,529,020	864,855	»
— — des cultes.	37,485,544	36,623,200	862,344	»
— — des affaires étrangères.	8,453,291	8,116,000	337,291	»
— — de l'instruction publique.	16,493,233	3,576,700	12,916,533	»
— — de l'intérieur. . .	97,996,107	54,814,917	43,181,190	»
— — de l'agriculture et du commerce. .	13,055,507	9,256,283	3,799,224	»
— — des trav. publics. (service ordin.).	53,410,900	33,770,745	19,640,155	»
(serv. extraord).	69,320,000	»	69,320,000	»
— — de la guerre (service ordinaire). .	294,840,792	187,138,250	107,702,542	»
(serv. extraord.).	35,740,000	»	35,740,000	»
— — de la marine (service ordinaire). .	102,465,876	65,109,900	37,355,976	»
(serv. extraord.).	4,440,000	»	4,440,000	»
— — des finances. . . .	17,126,380	20,468,955	»	3,342,575
Frais de régie et de perception.	142,380,741	121,370,842	21,009,899	»
Remboursemens et restitutions, etc.	63,261,300	41,949,397	21,311,903	»
TOTAUX. . .	1,353,261,377	972,839,879	407,974,423	27,552,925
Différence en plus au budget de 1843. . . .			380,421,498	

La différence de 380 millions, qui ressort de la comparaison des

deux budgets, provient d'une augmentation de dépenses de 496 millions atténuée par une diminution de 116 millions.

Cette réduction se décompose ainsi qu'il suit : annulation des rentes rachetées, 36 millions; diminution de la dette viagère, 13 millions; réduction de la liste civile et de la subvention accordée à la Légion-d'Honneur, 21 millions; réduction de dépenses résultant de l'achèvement ou de la suppression de plusieurs services, et notamment de la garde royale, 24 millions; économies réalisées sur les dépenses de personnel et de matériel, 18 millions. Ainsi, par le fait de la révolution de juillet, une économie de 116 millions a été obtenue dans les dépenses, et les besoins du budget, tel que la restauration l'avait fixé pour l'année 1830, se sont trouvés réduits de 972 à 856 millions. Le gouvernement a donc créé, depuis 1830, pour 496 millions de dépenses nouvelles, et même pour 542 millions, si l'on ajoute aux prévisions du budget de 1841 les 46 millions de crédits supplémentaires que prévoit M. le ministre des finances dans l'exposé qui précède le budget de 1844. En admettant ces calculs, les dépenses se seraient accrues, depuis 1830, d'environ 42 millions par année.

Une partie de cet accroissement est purement temporaire, nous voulons parler des dépenses qui ont pour objet l'achèvement de nos voies de communication et le matériel de nos arsenaux; d'autres allocations résultent de la nécessité de tenir dans un état plus imposant la force défensive et offensive qui fait la sécurité du pays. Le reste représente les fautes et les fantaisies de l'administration.

La restauration avait désarmé la France et avait pour ainsi dire laissé son territoire en friche; l'armée se trouvait réduite à 224,000 hommes et à 46,000 chevaux; nos armemens maritimes étaient représentés par 128 bâtimens de guerre et de transport, parmi lesquels on comptait un seul vaisseau de ligne et que montaient à peine 13,000 matelots; les places fortes et le matériel des arsenaux étaient dans le plus déplorable abandon. Même négligence pour les travaux qui intéressent la viabilité du sol : les routes se dégradaient d'année en année, les rivières et les ports restaient à l'état de nature, le budget des ponts-et-chaussées s'élevait à un peu moins de 34 millions; il est aujourd'hui de 53 millions. En 1821 et 1822, la restauration, tardivement émue de notre infériorité sur ce point, entreprit six cents lieues de canaux dont le plan fut conçu sans beaucoup de discernement et l'exécution conduite avec bien peu de vigueur. Aujourd'hui, l'on ne saurait évaluer à moins d'un milliard les sommes qui ont été

extraordinairement consacrées, par l'état ou par les départemens de puis 1830, à développer les voies de communication.

En supposant que l'augmentation réelle des dépenses de 1843, comparées à celles de 1830, ne soit que de 496 millions, il convient d'en indiquer les élémens tels que les présente le résumé que le ministre des finances vient de publier. Nous les classerons sous deux chefs :

	DÉPENSES PRODUCTIVES.		DÉPENSES IMPRODUCTIVES, OU DE L'ARRIÉRÉ.	
	Fr.		Fr.	Fr.
Travaux publics, ordinaires et extraordinaires.	87,798,455	—	»	
Travaux militaires.	42,394,000	—	»	
Dépenses départementales. .	59,195,594	—	»	
Occupation de l'Algérie. . . .	47,768,225	—	»	
Accroissement de l'effectif de la guerre et de la marine. .	69,702,772	—	»	
Accroissement de la dette. .	»	—	75,769,453	137,631,193
Augmentations de solde et traitemens.	»	—	24,910,480	
Création et entretien de divers services (instruction publ.).	9,542,533	—	36,951,260	
Accroissement de frais de perception.	»	—	24,253,965	42,605,240
Services rattachés au budget.	»	—	18,350,274	
TOTAUX. . .	316,401,579	—		180,236,433

En retranchant des dépenses improductives l'accroissement des frais de perception et les services rattachés pour ordre au budget, qui sont compensés par un accroissement égal dans les recettes, on reconnaît que, sur 453 millions, les dépenses productives, celles qui ajoutent à la puissance ou à la richesse de la France, excèdent à peine 316 millions (1). Ces dépenses elles-mêmes, toutes nécessaires qu'elles

(1) Voici dans quels termes M. le ministre des finances juge, évidemment sous l'influence d'un optimisme un peu partial, les changemens apportés depuis 1830 dans l'économie de nos budgets :

« Pour les recettes :

« Un accroissement dû, pour les deux tiers, au développement de l'aisance dans toutes les classes et au surcroît de consommation de toute nature qui en est la conséquence, la presque totalité du surplus demandé aux contribuables par les votes des conseils électifs, auxquels ils ont eux-mêmes confié leurs intérêts, et, d'un autre

sont, ne pouvait-on pas les entreprendre successivement, au lieu de s'y livrer simultanément? Sont-elles, en tout cas, le dernier mot des améliorations qu'exige la bonne gestion des intérêts publics? Le chiffre des dépenses actuelles est-il une limite extrême que l'on ne franchira pas à l'avenir? voilà ce que nous discuterons avec plus de fruit, en prenant pour base le budget de 1844 qui augmente encore les charges prévues par celui de 1843.

Nous avons déjà fait remarquer que le budget ordinaire de 1844 s'ouvrait en déficit, et cela sans pourvoir suffisamment aux services les plus essentiels. C'est le cas de rappeler les paroles que M. Humann prononçait en présentant le budget de 1843. « Une grande nation comme la nôtre, disait ce ministre, peut supporter sans alarmes des charges accidentelles; c'est surtout en vue de ces nécessités, que le cours des évènemens ramène à des intervalles plus ou moins longs, qu'elle s'applique à maintenir son crédit, à l'aide duquel elle peut y pourvoir. Mais, quand les ressources du pays cessent d'être au niveau de ses charges permanentes, il y aurait péril pour la chose publique à ne pas se hâter d'y porter remède. Pour y parvenir, il n'est que deux moyens : réduire les dépenses ou augmenter les revenus. La réduction des dépenses a toujours été parmi nous une tâche peu productive et qui manquait parfois son but; les travaux annuels de vos commissions l'attestent. Ce n'est donc qu'en augmentant les produits de l'impôt que nous pouvons espérer d'aligner nos budgets. » M. Humann a trop tôt désespéré de la possibilité d'opérer des économies dans les dépenses de notre gouvernement. Qu'importent les lumières

côté, le trésor abandonnant des ressources importantes, la loterie et les jeux, pour déférer à des réclamations faites au nom de la morale publique, une forte part de l'impôt des boissons pour soulager une de nos principales productions agricoles.

« Pour les dépenses :

« De fortes réductions opérées sur la liste civile, l'ancienne maison militaire, le personnel des ministères, des administrations publiques, les traitemens des fonctionnaires haut placés;

« Des améliorations considérables dans les situations inférieures de la magistrature, du clergé et de l'armée;

« La dotation de l'instruction publique presque triplée par le développement de l'instruction populaire;

« Nos forces de terre et de mer accrues en hommes et en matériel, les charges de l'Algérie occupant une place qui était vide en 1830;

« L'application à des travaux productifs des impôts volontairement supportés par les départemens et par les communes;

« Et enfin 130 millions de plus consacrés, en une seule année, à la création ou au perfectionnement de nos moyens de défense et de communication. »

de telle ou telle administration, les dispositions de telle ou telle chambre? Ce sont là des difficultés qui n'ont rien de radical, et dont l'expérience doit tôt ou tard triompher. Pour rétablir l'équilibre dans notre système financier, on peut tout ensemble diminuer les dépenses et augmenter les recettes. Nous allons aborder cette démonstration.

DÉPENSES.

Toutes les fois que les chambres ont voulu opérer des économies, elles l'ont fait non par des réformes qui auraient simplifié les rouages ou corrigé les abus administratifs, mais par des retranchemens qui portaient sans préparation sur les personnes ou sur les choses. On a rogné les appointemens de quelques employés, on a supprimé d'un trait de plume cinquante, soixante, et quelquefois cent mille hommes dans les rangs de l'armée active, on a désarmé des vaisseaux et congédié des matelots, on s'est abstenu de renouveler le matériel de nos arsenaux, on s'est cru plus riche du moment où l'on a cessé de pourvoir aux éventualités de l'avenir, et cependant l'on n'est pas parvenu à rencontrer cette chimère que M. Humann avait rêvée le premier, l'équilibre des budgets.

Qu'en est-il résulté? Les nécessités, que l'on avait ajournées, se sont présentées inopinément et sous la forme la plus menaçante. Le traité du 15 juillet 1840 ne nous a pas trouvés prêts à faire respecter nos droits. En moins de six mois, il a fallu improviser une marine, une armée, un matériel de guerre, des fortifications. Pour avoir reculé, pendant cinq ans, devant une dépense annuelle de 50 à 60 millions, nous en avons eu 3 ou 400 à dépenser d'un seul coup. Nous avons largement soldé l'arriéré, sans compter l'affaiblissement auquel cette politique mesquine et sans prévoyance nous a pour long-temps condamnés.

En général, les économies qui méritent ce nom ne peuvent pas venir des chambres. Toute réforme efficace suppose un système, et l'administration est seule en mesure d'apporter dans ces changemens une vue d'ensemble, de substituer un ordre à un autre, de ne pas détruire en amendant. Les assemblées délibérantes ne doivent pas prendre, en pareil cas, d'autre initiative que celle du contrôle et du conseil; leur liberté d'action ne s'exerce véritablement que sur les détails; le reste étant une affaire de responsabilité, il convient de le renvoyer au gouvernement.

Et par exemple, tous les bons esprits s'accordent à penser que notre administration paperassière est mal organisée pour agir. On reconnaît que tout y devient formule et formalité, que les écritures y tiennent une place énorme, que l'impulsion ne s'y renouvelle pas, et que le contrôle réel n'y existe point. Il n'est pas moins avéré que le nombre des employés s'y trouve hors de proportion avec la masse des affaires, et qu'il serait préférable d'avoir moins d'instrumens que l'on choisirait et que l'on paierait mieux. Enfin, le gouvernement n'est plus qu'une machine, lui qui devrait surtout être un moteur. Un ministre passe trois ou quatre heures par jour à donner des signatures, autant ou même davantage à recevoir des solliciteurs. Combien lui reste-t-il de temps et de forces pour les affaires de la nation?

Voilà donc une réforme urgente, si l'on ne veut pas que le gouvernement périsse étouffé sous des montagnes de papier. Qui mettra cependant la main à l'œuvre? Sera-ce la chambre? Évidemment non. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de refuser les allocations qu'on lui demande périodiquement pour donner plus d'accroissement ou plus d'importance aux bureaux, et qui cette année encore s'élèvent, pour les divers départemens ministériels, à 4 ou 5 millions. Mais il n'y a qu'un ministre, et un ministre fort, pour porter la cognée dans cet arbre pourri.

Notre administration est comme notre agriculture. Nous employons un trop grand nombre d'hommes pour les résultats que nous obtenons. La centralisation, qui est la force, la vie même de ce pays, s'affaiblit par l'extension qu'on lui attribue et se perd dans les détails. On veut que les chefs du gouvernement, ministres, directeurs, chefs de divisions, voient tout par eux-mêmes, et l'on fait passer sous leurs yeux une telle quantité d'objets, qu'ils ne les peuvent pas discerner. En donnant plus de latitude aux agens ainsi qu'aux conseils locaux, aux maires, aux préfets, aux ingénieurs en chef, aux conseils généraux, aux conseils municipaux, on diminuerait de beaucoup cette besogne de la correspondance qui ralentit et complique les affaires; il deviendrait possible de licencier la moitié de cette armée d'employés qui seraient plus utilement appliqués à la création ou à l'échange des produits. Mais, encore une fois, il faut un grand ministre pour entamer et pour mener à fin une telle entreprise; et cette gloire ne paraît pas avoir tenté les puissances du jour.

En dehors de la réforme administrative, il est encore d'autres moyens de diminuer les charges du pays. Le premier, et ce n'est

pas le moins important, consiste à déclarer acquises toutes les extinctions de dépenses, et à n'autoriser aucune entreprise nouvelle, tant que le gouvernement n'aura pas terminé celles qui sont en cours d'exécution. Dans cet ordre d'idées, il faudrait sévèrement blâmer le cabinet qui, avant d'avoir commencé la colonisation de l'Algérie et d'en avoir achevé la conquête, va s'emparer des îles Marquises, et surcharge ainsi le budget d'une allocation annuelle de 2 millions.

Il serait bien temps aussi de mettre un frein à cette accumulation d'entreprises à laquelle se livre aujourd'hui le ministère des travaux publics. A chaque session, ce département ministériel accouche de quelque nouveau projet. Avant d'avoir terminé ses routes, il veut ouvrir des canaux; il fait des canaux avant d'avoir rendu navigables les rivières auxquelles cette navigation artificielle doit se lier; et, pendant que tant de travaux absorbent ses crédits et occupent ses ingénieurs, il a de plus la prétention d'exécuter les chemins de fer. Dans les chemins de fer encore, il ne se contente pas de deux ou trois grandes lignes, il lui faut un réseau de huit à neuf cents lieues. Rien ne peut se faire dans le pays qu'il n'y mette la main, et jamais monopole ne fut plus universel.

Qu'arrive-t-il? Les 122 millions, que lui allouait le budget de 1843, ne suffisent déjà plus. Il veut que tout marche de front, et partout l'exécution se ralentit. Le trésor, fatigué des appels incessans qui lui viennent de ce côté, referme ses coffres; de là, les doléances suivantes qu'on lit, dans le budget, au chapitre des travaux publics. « Il est douloureux pour l'administration d'entendre accuser à chaque instant la lenteur de ses opérations, lorsque cette lenteur tient presque uniquement à l'insuffisance des crédits annuels dont elle peut disposer. Elle s'est vue, en 1842, dans la pénible obligation de fermer une partie des chantiers du canal de la Marne au Rhin, et de licencier une foule d'ouvriers précisément à l'époque de l'année où elle aurait employé leurs bras avec le plus de succès : et cependant le crédit total affecté à l'ouverture du canal était loin d'être épuisé; mais le crédit spécial de l'année était consommé. Il serait bien à désirer, pour des entreprises de ce genre dans lesquelles la célérité est à la fois une cause d'économie et de succès, il serait bien à désirer, disons-nous, que tant qu'elle n'a pas excédé les limites de l'allocation totale que les chambres ont votée, l'administration pût toujours proportionner ses ressources à l'activité que les travaux sont

susceptibles de recevoir. Ces travaux seraient ainsi mieux faits, en moins de temps, à moins de frais, et le pays viendrait plus tôt en possession des avantages qu'ils doivent créer. »

Cela serait désirable, en effet. Mais à qui revient la responsabilité des lenteurs que subit l'exécution de ces vastes ouvrages, sinon à vous qui, voulant tout faire à la fois, avez proposé aux chambres de répartir les dépenses sur un plus grand nombre d'années? Il est utile, il est beau de sillonner le territoire de canaux et de chemins de fer; nous ne doutons pas que la France fût plus riche et plus puissante, si elle possédait les mêmes conditions de viabilité que l'Angleterre; et, pour atteindre ce résultat, les sacrifices ne doivent pas nous coûter. Cependant la prudence conseille de n'entamer que les travaux que l'on peut terminer promptement. Le possible est par tout pays la mesure de l'utile; et, avant de grossir les charges de l'extraordinaire, il faudrait consulter les ressources du trésor.

Les chemins de fer sont éventuellement la charge qui doit peser le plus lourdement sur nos finances. C'est aussi celle qu'une administration prévoyante et modérée pourrait le plus aisément diminuer. Qu'importe que les compagnies qui les exploiteront les prennent à bail pour cinquante ans, ou qu'elles obtiennent une concession de quatre-vingt-dix-neuf ans? La fortune publique est intéressée au succès des chemins de fer, et non pas à ce que l'état devienne propriétaire quelques années plus tôt d'une voie de transport dont il sera toujours obligé d'affermer l'exploitation. S'il y a donc un moyen d'appeler les capitaux particuliers et l'industrie privée à prendre la place de l'état dans l'exécution, on devra considérer ce résultat comme un double bienfait, en ce qu'il épargnera au trésor des dépenses qui finiraient par l'accabler, et en ce qu'il secondera le développement de l'esprit d'association si nécessaire à la grandeur et à la prospérité de la France.

Ce moyen est connu, et l'expérience en a déjà montré la valeur. Il consiste à prêter ou à donner aux compagnies exécutantes le crédit de l'état au lieu de l'argent du trésor. C'est la garantie d'un minimum d'intérêt, système qui a déterminé l'achèvement du chemin de fer entre Paris et Orléans, et à l'aide duquel, ou nous nous trompons fort, cette compagnie a proposé, sans qu'on daignât l'écouter, de pousser jusqu'à Montereau l'embranchement de Corbeil.

Nous croyons fermement qu'en accordant la garantie d'un minimum d'intérêt de 4 pour 100 aux capitaux qui s'engageraient dans les chemins de fer, et en autorisant la caisse d'épargne à prêter, au

taux de 4 1/2 pour cent, le supplément de capital qui serait nécessaire, on trouverait sans beaucoup de difficulté des compagnies disposées à entreprendre les lignes de Paris à Châlons-sur-Saône et de Paris à Bordeaux. Ce serait exonérer le trésor d'une charge éventuelle de 200 à 250 millions, et créer en outre, pour la richesse disponible, ce qui manque le plus en France, un placement certain.

L'exécution des chemins de fer peut fournir de plus les moyens de maintenir ou plutôt de rétablir nos forces militaires sur un pied respectable, et de les mettre en rapport avec notre situation. Aux termes du budget de la guerre, que M. le maréchal Soult propose pour 1844, l'armée se trouverait réduite à 344,000 hommes et à 84,000 chevaux; elle se composerait de 284,000 hommes pour les divisions de l'intérieur, et de 60,000 pour l'Algérie; elle coûterait 306 millions. Le ministre ne dissimule pas que cet effectif est insuffisant, même pour une époque de paix; car il évalue à 306,000 hommes les forces indispensables à l'intérieur, et à 60,000 les forces nécessaires à l'occupation d'Alger. Cette évaluation s'éloigne peu de celle que M. le maréchal Soult présentait, pour la période pacifique, dans le budget de 1842 qui fixait à 370,000 hommes et à 76,000 chevaux le minimum de l'armée. La dépense, même en tenant compte des supplémens de crédit qu'exige la guerre d'Afrique, ne devait pas s'élever à plus de 320 millions.

Le chiffre de 370 à 380,000 hommes est celui que nous voudrions voir prendre pour base dans la fixation de l'effectif. Une armée de 380,000 hommes, s'appuyant à l'intérieur sur une forte réserve et dans l'Algérie sur un vaste et vigoureux système de colonisation, rendrait à la France, pour peu que son gouvernement fût prudent et résolu, l'ascendant qu'elle a perdu depuis ces dernières années. Mais il ne faut pas que l'armée reste oisive ni improductive. Ce n'est pas pour étaler, dans les garnisons de l'intérieur, des parades stériles que la France confie chaque année à l'état 80,000 hommes, la cinquième partie et les hommes les plus robustes de chaque génération. L'armée doit être une grande école de civilisation et de travail, aussi bien qu'un moyen de défense. Les écoles, les camps d'exercice, les travaux publics, voilà l'éducation qu'il faut donner à cette jeunesse militante. L'oisiveté des garnisons n'est pas moins funeste à la santé qu'à l'intelligence et à la moralité des soldats.

M. le ministre de la guerre porte, au budget de 1844, une somme de 840,000 francs, supplément de crédit qui permettra de réunir 33,000 hommes en camp de manœuvres et d'opérations pendant

cinq mois de l'année. La chambre, nous le croyons, élèverait volontiers le crédit à 2 millions, dans l'espoir de faire participer 80,000 hommes à ces exercices et à l'instruction qu'en retirent les divers corps de l'armée. Chaque saison aurait ainsi ses travaux : pendant l'hiver, nos soldats se livreraient au maniement des armes et suivraient les écoles régimentaires; les grandes manœuvres les occuperaient pendant l'été, et perpétueraient dans les régimens les traditions d'Austerlitz et de Wagram.

Les régimens ou les bataillons, que l'on ne réunirait pas dans les camps d'exercice, pourraient être employés utilement aux travaux publics. Ce serait là un moyen de diminuer la dépense de leur entretien, en l'imputant sur les fonds que doivent absorber les travaux extraordinaires, et de remédier à la hausse désordonnée que produira infailliblement, sans cela, dans le prix de la main-d'œuvre, l'accumulation de tant d'entreprises menées de front. Que l'on déclare par exemple une ou deux lignes de chemins de fer lignes stratégiques, et que l'on charge le génie militaire de l'exécution; il y occupera les soldats avec la même facilité qu'on trouve à les appliquer aux fortifications de Paris, et les dépenses de l'état diminueront ainsi, malgré l'accroissement de l'effectif, de 20 à 25 millions par année.

Pour ce qui est de la marine, il y a peu de chose à dire. Grace à l'insistance de la chambre, le gouvernement maintient un état d'armement qui rassure et qui suffit. On n'a plus à lui demander que d'imiter la prévoyance de l'Angleterre (1), et de travailler à l'accroissement progressif de notre matériel. Ce sera plus tard l'œuvre d'une législation plus favorable à la liberté commerciale de nous donner

(1) « Je puis donner à la chambre (des lords) l'assurance que, dans trois mois, il y aura trente vaisseaux de ligne environ prêts à mettre en mer : dix-huit sont dans la Medway, dix à Portsmouth et dix à Devonport. Neuf bâtimens sont en chantier, et l'on a donné l'ordre d'en construire huit de plus. Il y a, en outre, douze autres bâtimens de toutes classes qui doivent être bientôt équipés. Les bateaux à vapeur en construction sont au nombre de six; cinq doivent être lancés cette année, deux ont dû subir quelques modifications; il y en aura sept en tout. L'ordre a été donné d'en construire huit de plus dans divers chantiers. Cinq vaisseaux sont en construction; l'année prochaine, on en commencera trois autres à Chatham. Ce sont les difficultés financières du pays qui ont empêché seules le gouvernement d'aller plus loin. Il y aura bientôt à Londres des établissemens pour tout ce qui concerne la navigation à la vapeur, analogues à ceux de Norwich, Portsmouth et Plymouth. L'Angleterre compte cette année quatre-vingt-seize bateaux à vapeur. *Le gouvernement est décidé à faire tous ses efforts pour soutenir la puissance navale de l'Angleterre, dans le cas d'une guerre subite.* » (Paroles du comte d'Haddington, séance du 24 février 1843.)

une réserve énergique pour le cas de guerre, en augmentant le nombre de nos matelots. Que la leçon de 1840 ne soit pas perdue pour nous. En travaillant, pendant les années de paix qui nous restent encore, à développer la richesse nationale, n'oublions pas que la France doit se préparer à toutes les éventualités, et que la situation de l'Europe lui commande de rester l'arme au bras.

Le gouvernement et les chambres pourraient mettre encore à profit l'intervalle pacifique pour reprendre le projet trop vite et trop longtemps interrompu de rembourser notre dette en 5 pour 100 et en 4 1/2 pour 100. Cette mesure, que l'état du crédit rend désormais inévitable, aurait pour effet de réaliser, sur la masse de nos dépenses, une économie qui ne serait pas à dédaigner. Mais le principal avantage de l'opération consisterait à mettre le taux nominal du crédit public dans un rapport plus exact avec son taux réel, et à changer ainsi en France l'étalon de la valeur. On rendrait à l'état la faculté d'emprunter, qui se trouve aujourd'hui paralysée dans ses mains; la conversion des rentes, combinée avec la réforme de notre système hypothécaire, déterminerait, dans toutes les transactions, la baisse du loyer des capitaux.

M. d'Audiffret (1) a démontré sans peine que le remboursement, ou plutôt la conversion du 5 pour 100 ne pouvait pas rencontrer d'obstacles sérieux en France. Sur 134 millions de rentes 5 pour 100, non rachetées, 95 millions seulement sont la propriété individuelle

(1) Voici la classification que M. d'Audiffret établit des rentes 5 pour 100, d'après les documens officiels, dans son *Système financier de la France :*

« Les rentes 5 pour 100 s'élèvent à	147,110,461 fr.
Sur cette somme, les rentes rachetées s'élèvent à	12,540,978
Il reste à convertir.	134,569,483 fr.
Cette somme comprend des rentes appartenant à des services publics dont l'état recueille les produits et auxquels il fournit des subventions, savoir.	17,906,000 fr.
Montant de la dette, produisant une réduction profitable au trésor	116,663,483 fr.
Sur cette somme, les établissemens publics, tant à Paris que dans les départemens, possèdent	21,335,000
Reste donc, pour les rentes appartenant aux particuliers, tant étrangers que régnicoles, une somme de	95,328,000 fr.»

Le budget de 1843 présente un autre calcul; il divise les rentes 5 pour 100 en rentes immobilisées et en rentes mobilisées, les premières s'élevant à 45,419,635 fr. et les secondes à 101,621,353 fr.

d'étrangers ou de Français; les 39 millions restant se distribuent entre les communes ou les établissemens publics, et tombent nécessairement sous le coup de la conversion. C'est donc sur une masse de 95 millions de rentes, moins de 2 milliards en capital, que porte la difficulté de la conversion. Or, l'Angleterre en 1822 a fait une opération bien autrement gigantesque, puisque la conversion embrassait un capital de 3,740,695,000 fr. de rentes 5 pour 100 que l'on a réduites à 4 pour 100 d'intérêt. En 1826, nouvelle réduction; un capital de rentes 4 pour 100 s'élevant à 1,752,635,000 fr. est converti en rentes 3 1/2. En 1830 un capital de 3,775,543,000 fr. est encore réduit en 3 1/2 pour 100.

Dans ces trois opérations, qui embrassaient un capital primitif d'environ 10 milliards, les rentes, que leurs propriétaires refusèrent de convertir, représentaient une somme de 289 millions de fr. en capital, soit à peu près 3 pour 100.

On remarquera que dans toutes ces réductions le gouvernement anglais a procédé d'une manière brutale, n'offrant jamais la moindre compensation aux rentiers dont il réduisait le revenu, ce qui devait infailliblement diminuer l'attrait de l'opération. Le gouvernement français, au contraire, devra, dans l'intérêt de cette mesure comme dans celui des porteurs du 5 pour 100, restreindre volontairement le bénéfice que la concession est appelée à réaliser; et de là, les combinaisons dans lesquelles, en offrant aux rentiers du 4 pour 100 à la place du 5 pour 100, on y ajoutait soit dix, soit huit annuités de 1 pour 100.

La question d'opportunité est la seule que l'on puisse désormais agiter au sujet de la conversion, et nous la croyons tranchée par le fait même de la direction politique que suit le ministère actuel. Les hommes qui ont pris pour devise « la paix partout, la paix toujours, » auraient bien mauvaise grace à différer la reconstitution du crédit en France, en prétextant l'état de l'Europe ou celui du pays.

REVENU.

Le revenu public de la France est évalué pour l'année 1844 à 1,247,228,366 fr., et, dans cette somme, le produit des impôts indirects figure pour 755,230,000 francs. Les recettes du mois de décembre 1841 et des onze premiers mois de 1842 ont servi de base aux appréciations du gouvernement. En admettant que la progres-

sion, qui n'a cessé de se manifester dans le revenu depuis 1832, suive la même marche, on peut espérer que le revenu de 1844 excédera d'au moins 40 millions celui de 1842, et que les recettes s'élèveront peut-être à 1,300 millions.

C'est là un revenu considérable et solidement établi. La France supporte sans difficulté le poids de cette contribution qui se divise en plusieurs sortes d'impôts, et que les contribuables augmentent volontairement en accroissant leurs consommations. Depuis 1814 jusqu'à 1827, les contributions directes avaient été dégrevées de 92 millions; depuis 1830, le produit de ces taxes s'est relevé de 70 millions, dont 12 millions proviennent de l'accroissement naturel de la matière imposable, et dont 45 millions ont été votés par les conseils départementaux principalement pour améliorer les voies de communication. L'impôt foncier en 1844 ne s'élève donc pas au même chiffre que sous la restauration; et pourtant nous n'exagérons rien, en admettant que le revenu des propriétés tant rurales qu'urbaines s'est depuis cette époque accru de moitié. Ainsi, une contribution moindre prélevée sur un revenu amélioré, voilà l'état de l'impôt direct. Provisoirement du moins, il n'y a pas de raison de toucher à cette florissante situation.

Mais on conviendra que l'impôt indirect, l'impôt de consommation pourrait et devrait rendre davantage au moyen de tarifs mieux appropriés aux besoins des consommateurs. Si l'Angleterre, dont le système contributif repose à peu près exclusivement sur l'impôt indirect, avec une population de 24 millions d'habitans, verse entre les mains du fisc une somme de 1,300 millions, pourquoi la France, qui a plus de 34 millions d'habitans, ne rendrait-elle pas au trésor, en suivant la même proportion, 18 à 1,900 millions?

Pour nous réduire à ce qui est immédiatement possible, nous ne doutons pas qu'en modifiant les tarifs ou le mode de perception de certaines taxes indirectes, on ne parvînt en France à élever promptement le revenu de l'état à 1,500 millions. En Angleterre, les douanes (*accise*), qui comprennent aussi les droits établis sur le tabac et sur le sucre, rapportent plus de 500 millions. Le produit de ces trois articles n'est porté dans les évaluations du budget de 1844 que pour 258 millions, environ moitié du produit anglais; encore les droits de douane proprement dits y sont-ils compris pour moins de 105 millions.

L'inégalité tout-à-fait monstrueuse de ces résultats s'explique quand on réfléchit que notre tarif de douanes a été combiné en vue,

non de la perception, mais de la protection. Il semble en vérité que le législateur ait voulu frustrer le trésor des revenus que l'introduction des marchandises étrangères devait lui procurer. Presque tous les articles d'importation qui ont de la valeur ont été prohibés ou frappés de droits prohibitifs; il suffit de citer les fils, les tissus, les fers et les bestiaux. Si l'on admettait tous ces articles à des droits de 25 ou 30 pour 100, qui doute que la recette de la douane s'élevât bientôt de 104 à 200 millions?

Les droits établis sur les sucres rendront, suivant les calculs de M. Laplagne, 52 millions; en Angleterre, le même impôt produit plus de 130 millions. Il serait possible d'en retirer en France 75 à 80 millions si l'on décrétait, en rendant cette assimilation progressive, l'égalité des droits entre le sucre indigène et le sucre colonial, et si l'on abaissait en même temps la surtaxe qui frappe le sucre étranger. La France consomme annuellement 120 à 130 millions de kilog. de sucre, dont les colonies fournissent 80 millions. En supposant une consommation de 140 millions au droit de 50 francs par 100 kilog., le produit serait pour le trésor de 70 millions de francs; mais comme il ne paraît pas que le sucre indigène puisse fournir 60 millions de kilogrammes, il faut admettre que le sucre étranger entrera dans la consommation pour 30 ou 40 millions de kilogrammes, en payant au trésor un droit de 60 à 65 francs par 100 kilog. Cette combinaison rapprocherait le produit annuel de la taxe, du chiffre de 75 millions que nous avons posé.

Le monopole du tabac est compté, dans les revenus de 1844, pour 102 millions de francs. Cet impôt produirait sans peine 18 millions de plus si la régie améliorait la qualité de ses tabacs à fumer.

Le produit des trois ou quatre impôts différens que supportent les boissons est évalué à 97 millions. En simplifiant cette taxe et en la répartissant plus également entre toutes les classes de citoyens, on devrait en retirer aisément 125 à 130 millions.

La taxe des lettres figure dans le budget de 1844 pour 43 millions. L'élévation des tarifs s'oppose ici au produit. En Angleterre, le nombre des lettres a triplé depuis l'établissement de la taxe uniforme de 1 *penny* (2 sous). Il est raisonnable de penser que, si le port des lettres était réduit en France à 2 sous pour les lettres qui circulent dans la même ville, à 3 sous pour les lettres qui ne franchissent pas les limites du même département, et à 5 sous pour les lettres envoyées d'un département à un autre, on obtiendrait bientôt, au moyen de cette réforme, un revenu très supérieur. Il y a lieu de

croire aussi que la réduction à 2 pour 100 du droit sur les articles d'argent, qui est aujourd'hui de 5 pour 100, et qui rend à peine 1 million, élèverait bientôt de 5 ou 6 millions le produit des postes, qui est évalué pour 1844 à 49 millions, et qui ne devrait pas, en somme, rester au-dessous de 70 millions.

Enfin, la mise en exploitation des grandes lignes de chemins de fer augmentera nécessairement le revenu que donne au trésor le droit du dixième établi sur le prix des places, et le portera en peu de temps de 9 millions à 20. Toutes ces augmentations, que la force des choses amènera, si la bonne volonté du pouvoir ne la devance pas, se résument dans le tableau suivant :

	1844.	Ultérieurement.
Produit des douanes. . . .	104 1/2 millions.	— 200 millions.
— sucres.	52 —	— 75 —
— boissons. . . .	97 —	— 125 —
— tabacs.	102 —	— 120 —
— postes.	49 —	— 70 —
— du dixième. . . .	9 1/2 —	— 20 —
TOTAUX. . .	414 millions.	— 610 millions.

On voit par ce qui précède qu'un gouvernement prévoyant et ferme serait maître d'élever le revenu de la France à une prospérité que les ministres les plus prodigues ne pourraient pas dissiper plus tard, quand ils le voudraient. Une mine d'or est sous les pas du fisc; il n'a qu'un coup de pioche à donner pour la découvrir à tous les regards. Qu'il s'affranchisse seulement de la tutelle des propriétaires de bois, des maîtres de forges et autres titulaires de la féodalité industrielle; et les douanes, ouvertes dans une sage mesure à l'importation des produits étrangers, verront doubler leur revenu. Alors s'effacera en peu d'années le déficit de nos finances, et nous pourrons envisager avec plus de liberté l'avenir qui s'ouvre devant nous.

CONCLUSION.

Mais l'accroissement possible et probable du revenu, quelques proportions qu'il affecte désormais, ne doit pas nous faire perdre de vue la réduction nécessaire des dépenses. Nous avons des finances fortement engagées; et des finances engagées ne sont, dans aucun cas ni dans aucun pays, des finances prospères. Une nation puissante,

surtout lorsque l'avenir est incertain, doit garder toute la liberté de ses mouvemens. De même qu'une armée n'est forte qu'avec une réserve d'hommes pour appui, ainsi un gouvernement n'a sa politique assurée que si des dettes à terme ne pèsent pas sur le trésor, s'il n'a pas sur les bras des entreprises de longue durée, et s'il garde une réserve en écus.

Nous avons une comptabilité dont on vante l'entente, et qui aligne les chiffres dans l'ordre le plus régulier. De quoi cela sert-il, si le désordre est dans les intelligences qui gouvernent, et si l'on ne sait se rendre compte ni de ce que l'on fait, ni de ce que l'on veut? Nous entassons les entreprises sur les entreprises, et les dépenses sur les dépenses. Avec l'Algérie à coloniser, nous allons chercher encore de l'espace et des postes à occuper dans la mer Pacifique. Un demi-milliard est à peine voté pour les routes, les canaux et les places fortes, que le gouvernement engage les chambres dans un réseau de chemins de fer qui peut leur coûter un milliard tout entier. Nous marchons de déficit en déficit, en tenant admirablement nos livres. Le corps social est chez nous sain et vigoureux, mais il dissipe ses forces, et s'énerve par une dépense excessive de chaque jour. Nous agissons comme si la Providence ne devait jamais nous éprouver; et quand vient le jour de l'épreuve, nous nous trouvons hors d'état de porter dignement un nom qai impose de si grands devoirs. Nous sommes perpétuellement placés entre la nécessité de faire un effort gigantesque ou de nous résigner à une lâcheté.

Le succès de la politique la mieux entendue dépend, plus qu'on ne croit, de l'ordre dans les finances. Les guerres de l'empire ont prouvé que la richesse, avec le temps, devait triompher de la force. L'Angleterre a vaincu Napoléon, grace à son industrie et à son commerce universel, qui lui donnaient le moyen d'acheter toutes les armées du continent. Aujourd'hui que le duel politique a changé d'acteurs et s'agite entre la Russie et l'Angleterre, quelle cause arrête la puissance d'expansion de l'empire russe dans cette lutte, si ce n'est le défaut d'argent? Et que sert d'avoir six cent mille hommes sous les armes, quand on n'a pas 500 millions de revenus?

La France pourrait avoir les plus belles finances de l'Europe, si l'abondance de ses ressources était égalée par l'habileté de son administration. Non-seulement notre revenu l'emporte sur celui de chacune des grandes puissances continentales, mais il égale, ou peu s'en faut, celui de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche réunies. La partie disponible de ce revenu, en dehors des charges de la dette

tant perpétuelle que viagère, est d'ailleurs très supérieure aux ressources annuelles dont l'Angleterre peut disposer. Sur un revenu de 1,300 millions, la dette fondée, la dette flottante, la liste civile et les pensions en absorbent près de 800 millions dans la Grande-Bretagne; il ne reste donc que 500 millions environ à consacrer aux dépenses de perception et d'administration, à la marine et à l'armée. En France, au contraire, la dette publique, les dotations et les pensions, ne réclament pas au-delà de 380 millions par année. Il reste donc près de 900 millions dont on peut disposer pour les services administratifs ainsi que pour entretenir les forces de terre et de mer. Le développement possible de notre puissance est donc à celui de la puissance anglaise comme 9 est à 5, et il ne tiendrait qu'à notre gouvernement d'occuper dans les conseils de l'Europe la place qui nous appartient.

Ajoutons que le revenu de la France est celui qui présente la plus ferme assiette, ayant une partie fixe, les contributions directes (1), que l'on peut augmenter en cas de guerre, et une partie mobile, les contributions indirectes, dont le produit s'accroît chaque année en temps de paix (2). Les puissances continentales tirent principalement leur revenu de l'impôt foncier, et voilà pourquoi la paix ne les enrichit pas; l'Angleterre fait reposer le sien presque uniquement sur les taxes de consommation, dont le produit diminue à la moindre commotion qui se fait sentir, soit dans le monde politique, soit dans le monde commercial, et voilà pourquoi la guerre lui est principalement redoutable. Le système financier de la France est le seul qui offre une élasticité égale pour la guerre comme pour la paix.

A l'avantage d'asseoir notre revenu sur la double base de l'impôt direct et de l'impôt indirect, nous joignons celui de n'avoir pas épuisé, comme l'Angleterre, tous les moyens d'exciter la consommation. De l'autre côté du détroit, dans les jours de prospérité, le peuple consomme à peu près tout ce qu'il peut consommer, et le tribut qu'il paie au fisc sous cette forme peut décroître, mais ne peut plus s'augmenter. Chez nous la consommation est bornée aux villes, qui sont loin d'ailleurs de renfermer, comme en Angleterre, les deux tiers de la population. Les campagnes ne paient guère d'autre taxe de ce genre que la taxe du sel. Quand nos paysans feront entrer dans

(1) Le produit des contributions directes est porté au budget de 1844 pour 409 millions.

(2) Le produit des contributions indirectes est porté au même budget pour 755 millions.

leurs habitudes l'usage du sucre, du café, du vin et du tabac, le produit des contributions indirectes prendra une rapide et immense extension. Dès aujourd'hui, l'on reconnaîtra qu'au rebours de l'impôt anglais il doit croître et ne peut guère plus décroître.

Pour compléter ce rapprochement, il faut dire que, malgré un revenu décroissant, le gouvernement anglais a su faire face aux difficultés de sa position et augmenter son influence en Europe; tandis que le gouvernement français, avec un revenu croissant, avec un système admirable d'impôt, secondé comme il l'était par toutes les forces du pays, s'est laissé humilier et amoindrir, et nous a fait perdre en influence, depuis dix ans, autant que les traités de Vienne nous avaient enlevé en territoire après une double invasion.

En 1828, le revenu de l'Angleterre était encore de 58 millions de livres sterl.; en 1841, il était tombé à 52 millions. Dans l'intervalle, le gouvernement avait diminué ou supprimé les taxes jusqu'à concurrence de 7 millions de livres sterl., et les avait augmentées jusqu'à concurrence de 2 millions. Mais les dépenses avaient subi des réductions équivalentes, qui avaient précédé la diminution du revenu.

En 1828, le revenu ordinaire de la France ne s'élevait pas à 900 millions; il dépasse aujourd'hui 1,250 millions. C'est ce bienfait de la Providence que nous avons gaspillé!

Ainsi voilà deux empires, dont l'un se maintient et grandit par la seule vigueur de son gouvernement, pendant que la prospérité intérieure, que les ressources nationales diminuent; dont l'autre s'abaisse et descend par l'incurable faiblesse de ceux qui le mènent, en dépit des forces merveilleuses que la nation a déployées. Toute la situation est dans ce contraste. Il prouve qu'un peuple a beau s'évertuer à vouloir et à produire, s'il n'a pas un gouvernement qui mette ces trésors de courage et de richesse en valeur.

LÉON FAUCHER.

THÉATRE-FRANÇAIS.

LES BURGRAVES,

TRILOGIE,

PAR M. VICTOR HUGO.

Jamais grand peuple n'abdiqua volontiers une grande gloire : quand, depuis deux siècles, une nation possède, comme la nôtre, un théâtre supérieur à celui de Rome, presque l'égal de celui d'Athènes, et qu'elle sent cette source de poétiques jouissances près de tarir et de lui échapper, elle ne se résigne pas à cette perte. Tout ce ce qu'il y a chez elle d'esprits d'élite s'émeut et s'inquiète; on cherche la cause du mal, on propose des expédiens, on se met en quête de remèdes. C'est qu'il ne suffit pas, en effet, pour qu'un art existe, de pouvoir montrer aux curieux, de temps à autres, une série de chefs-d'œuvre séculaires; il faut qu'à côté d'eux, sinon au-dessus, viennent incessamment s'ajouter de nouveaux et vivans chefs-d'œuvre. Il en est comme d'une noble race, qui n'est pas réputée durer parce qu'on voit luire aux murs d'une galerie les images et les blasons de ses aïeux. Il faut encore un héritier et des rejetons à la vieille souche. Aussi, dans les dernières années de la restauration, l'épuisement et

la langueur dont semblait atteint le génie tragique, firent-ils pousser un cri d'alarme. Quelques écrivains, sentinelles avancées de l'art, s'insurgèrent, non contre les maîtres de la scène, à Dieu ne plaise, mais contre leurs insuffisans successeurs qui s'imaginaient continuer Racine et Corneille, oubliant que dans l'art on ne continue pas ce que l'on copie, et que *continuer les maîtres*, c'est créer et innover à son tour.

L'éclatant appel de la critique fut entendu. Un poète vint, qui ne ressemblait aux modèles que par l'originalité et la grandeur du talent; un poète qui apportait au théâtre une gerbe de nouveautés : nouvelle forme, nouvelle langue, nouvelles émotions. Toutefois, ce drame si triomphalement inauguré sur notre scène par *Hernani*, était-ce bien celui que l'école critique, comme on disait alors, avait appelé de tant de vœux? Était-ce bien la colombe si long-temps attendue dans l'arche romantique? Hélas! non. Fatiguée de tout ce qu'offrait de décrépit et de faux la tragédie sans invention et sans style des successeurs de Ducis, la critique n'avait guère fait qu'achever de démolir ces ruines; son œuvre n'avait été à peu près que négative. Dans ses élans les plus hardis de reconstruction poétique, elle n'avait rêvé qu'un drame plus vrai, miroir des évènemens, reflet fidèle et intelligent des grandes choses du passé. *Pinto* lui semblait le point de départ, *Clara Gazul* et *les États de Blois* un acheminement, *Marie Stuart* et surtout le *Cid d'Andalousie* une transition. On a dit que la révolution de juillet avait dissout l'école critique; il est vrai que le grand mouvement de 1830 emporta ailleurs la pensée de tous et acheva ainsi la dispersion; mais, en réalité, la fin de la croisade romantique date de la première représentation d'*Hernani*. De ce jour, en effet, le grand rôle, le rôle influent de la critique était terminé; celui de la poésie commençait. L'œuvre de la réforme ou, mieux encore, de la résurrection théâtrale, que la polémique avait provoquée, un poète l'accomplissait; il entrait, il est vrai, dans la place par une autre brèche que celle qu'avait indiquée et entr'ouverte la théorie; mais il y entrait et s'y installait avec toute la puissance du talent et l'auréole de la conquête.

Une partie des réformateurs théoriciens, peu satisfaits de n'avoir canonné la tirade que pour revoir la tirade debout et grandissante, de n'avoir proscrit les *a parte* et les monologues, que pour voir reparaître les *a parte* et s'allonger indéfiniment les monologues, de n'avoir prêché le respect de l'histoire et la lecture des chroniques que pour voir les plus grandes figures historiques déplorablement

grossies ou rapetissées, suivant les besoins de l'optique théatrale : cette armée désappointée, disons-nous, protesta vivement contre l'intrusion sur notre première scène d'un art, à son avis, extravagant et effréné. Une autre brigade de la même troupe, plus frappée de la grandeur du but et de la nouveauté des moyens, applaudit, tout en faisant quelques réserves, à cette forme de drame insolite et fantasque, mais puissant et gracieux, qui, par ses effets comme par son principe, constitue un genre à part, un genre qui a ses inconvéniens, sans doute, mais qui les rachète avec usure par des beautés de premier ordre.

Qu'est-ce donc que ce nouveau drame que M. Victor Hugo créait avec tant d'éclat et de verve dans *Hernani*, qu'il a continué en le modifiant, je ne dirai pas en le perfectionnant, dans toutes les pièces qui ont suivi, et auquel il revient dans son dernier ouvrage, *les Burgraves*, avec une puissance d'exécution égale et, en quelques parties, supérieure à celle de son début? Ce genre de drame, qui a eu des analogues en Grèce, en Angleterre, en Allemagne, n'en a point sur notre scène, au moins dans le mode sérieux; il s'adresse à une faculté dont nous ne sommes pas entièrement dépourvus, dieu merci! mais qui est loin chez nous d'être dominante, l'imagination. A tort ou à raison, M. Hugo a regardé comme épuisé le drame héroïque et sévère de Corneille, la tragédie mythologique et tendre de Racine, la tragédie passionnée et philosophique de Voltaire. Ces trois poètes s'adressaient à l'esprit, à l'ame, à la raison; M. Victor Hugo crut pouvoir s'adresser en outre et surtout à la fantaisie. Aux combinaisons purement humaines, passionnées, raisonnables, il ajouta des combinaisons surnaturelles et fantastiques; on avait dramatisé la fable et l'histoire, il crut pouvoir dramatiser la légende. Nos grands poètes tragiques avaient évoqué des hommes; ils s'étaient assujétis aux conditions de vraisemblance qui résultent du jeu des passions humaines, et ils en avaient tiré des chefs-d'œuvre de toute sorte. M. Hugo nous présente un spectacle tout différent : ce n'est ni la réalité humaine ni la littéralité historique qu'il a en vue. Ses personnages sont des fantômes, des ombres évoquées par sa baguette magique; ce sont, même quand ils s'appellent Charles-Quint ou Frédéric de Souabe, les fils de son imagination, les représentans de sa pensée, qu'il introduit, qu'il transforme, qu'il fait évanouir quand et comme il lui plaît; son drame est un rêve, mais un rêve, si on l'ose dire, taillé dans le granit ou ciselé sur l'acier. *Hernani* nous avait montré une romance espagnole élevée aux dimensions du

drame; *les Burgraves* sont une ballade allemande, une tradition, ou plutôt un mélange de traditions ayant cours aux bords du Rhin, une *saga* dont Hoffmann aurait pu faire un conte fantastique. M. Victor Hugo en a composé une tragédie ou, comme il l'appelle assez inexactement, une *trilogie*. Pourquoi non? N'est-il pas bien permis à M. Victor Hugo de faire ce qu'Eschyle a fait dans *Prométhée*, Shakspeare dans *le Roi Lear* et *le Songe d'une nuit d'été*, Schiller dans *la Fiancée de Messine* et dans *Jeanne d'Arc?*

Le drame idéal, merveilleux, fantastique, est aussi légitime, et il a dans l'histoire de l'art de tout aussi beaux précédens que la tragédie basée sur le jeu régulier des passions humaines. Si l'une descend de Sophocle, l'autre remonte à Eschyle; toutes deux s'adressent à des facultés qui ont un droit égal à être satisfaites. Seulement Eschyle, Shakspeare, Schiller, les maîtres du genre, avaient affaire à des auditeurs mieux disposés que les nôtres. Chose étrange! quand nous nous trouvons assis en face d'un théâtre, nous devenons sur-le-champ de la plus singulière exigence; nous voulons, à tout prix, retrouver derrière la rampe la peinture de la vie réelle. O poète! vous avez eu beau travailler, pendant quinze ans, à faire notre éducation poétique, vos plus transparentes fantaisies n'en risquent pas moins de rester incomprises; vos plus poétiques fictions risquent d'être traitées d'absurdes, d'impossibles, et par les plus modérées d'invraisemblables. Invraisemblables! comprenez-vous l'énormité? Enfans, nous lisons *Gulliver* avec délices; plus tard, nous nous délassons à la lecture des *Redoutables tours du château d'Otrante;* mais au théâtre, c'est bien différent! Là, nous voulons de la raison, de la vérité. Combien les Grecs dont on nous parle à tout propos, sans les connaître, avaient une plus large et plus juste idée de l'art dramatique! Croyez-vous que quand le vieil Eschyle clouait le Titan, martyr de la civilisation hellénique, sur la cime de je ne sais quel Caucase baigné par l'Océan, la Grèce assise dans le théâtre de Bacchus fît à l'auteur des objections géographiques, ou se prît à le chicaner sur les invraisemblances de sa fable? La beauté idéale de la conception et la perfection des vers absolvaient le poète; et, certes, la grandeur du tableau qui termine le premier acte des *Burgraves* aurait fait battre des mains à tout le peuple d'Athènes.

Comme *Hernani*, *les Burgraves* se composent de deux parties distinctes, trop distinctes même, quoique réunies dans un même cadre. Il y a, d'une part, une légende individuelle, un fabliau mêlé de crime et d'amour; puis, de l'autre, il y a un coup d'œil général et

comme à vue d'oiseau jeté sur une grande époque historique. Laissons un moment le fabliau et envisageons l'histoire.

Quel a été le but du poète? Il a voulu nous montrer l'antique et robuste féodalité allemande, depuis les temps historiques jusqu'à son déclin; d'abord grande et simple comme les héros d'Homère, ensuite loyale encore et valeureuse comme un homme d'armes, puis efféminée, abâtardie, félone, déclinant ainsi de génération en génération, et s'effaçant enfin d'elle-même devant une idée plus grande et plus forte, l'idée de la patrie commune et de l'unité allemande. Le poète, pour personnifier ces deux grandes forces, celle de l'individu et celle de la société, dont la longue lutte a agité tout le moyen-âge, a su trouver les symboles les plus poétiques et les plus frappans. Comme type de la force féodale, il a choisi une famille parmi les burgraves, seigneurs des bords du Rhin, toujours en guerre contre la diète, qui, du lac de Constance aux Sept-Montagnes, ont crénelé la cime de toutes les collines. Il nous introduit dans le château, déjà délabré au XIIIe siècle, aujourd'hui caché dans les bruyères, des seigneurs de Happenheff. Et pour que nous connaissions bien toute cette nichée de vautours, il nous montre d'abord l'aïeul, le centenaire Job, burgrave du Taunus, qui, dans sa longue simarre blanche, semble un roi de pierre au portail d'une cathédrale; puis son fils Magnus, vigoureux vieillard de soixante et dix ans, colosse de fer, armure vivante; et au-dessous ses petits-fils, vêtus de soie, troupe folle et cruelle qui se rit de Dieu dans l'orgie. D'un côté, on entend des chansons dissolues et le choc des verres; de l'autre, on voit une porte close et silencieuse. C'est dans cette partie abandonnée du vieux château que les deux vieillards, Magnus et Job, le père et l'aïeul, vivent à peu près relégués par leurs fils;

> Car ils ont fait leur temps; ils ont l'esprit troublé :
> Voilà plus de deux mois que le vieux n'a parlé.

Les jeunes burgraves et leurs joyeux convives viennent en ce lieu finir l'orgie, se vantant de leurs brigandages et de leurs parjures. A ce bruit et à ces propos malséans, la porte des vieux parens s'entr'ouvre. Magnus et l'aïeul apparaissent sur le seuil, graves et soucieux. Magnus, qui a entendu le comte Gérard se vanter en riant d'avoir faussé sa foi, lui jette à la face cette belle leçon d'honneur antique :

> . . . . . Jadis il en était
> Des sermens qu'on faisait dans la vieille Allemagne

Comme de nos habits de guerre et de campagne;
Ils étaient en acier. . . . . .
. . . . . .
Le brave mort dormait dans sa tombe humble et pure,
Couché dans son serment comme dans son armure;
Et le temps qui des morts ronge le vêtement
Parfois rongeait l'armure et jamais le serment.

Et comme les propos indécens recommencent :

. . . . . Jeunes gens! vous faites bien du bruit :
Laissez les vieux rêver dans l'ombre et dans la nuit.
La lueur des festins blesse leurs yeux sévères :
Les vieux choquaient l'épée; enfans, choquez les verres;
Mais loin de nous.

Cependant, voici qu'un pauvre homme demande asile au manoir. Hatto, l'héritier des burgraves, ordonne qu'on le chasse. A ce mot, Magnus, qui était retombé dans sa rêverie, se réveille en sursaut et éclate.

. . . . . En quel temps vivons-nous, Dieu puissant?
Et qu'est-ce donc que ceux qui vivent à présent?
On chasse à coups de pierre un vieillard qui supplie! —
De mon temps — nous avions aussi notre folie,
Nos festins, nos chansons, — on était jeune enfin, —
Mais qu'un vieillard vaincu par l'âge et par la faim,
Au milieu d'un banquet, au milieu d'une orgie,
Vînt à passer tremblant, la main de froid rougie,
Soudain on remplissait, cessant tout propos vain,
Un casque de monnaie, un verre de bon vin;
C'était pour le passant, que Dieu peut-être envoie.
Après nous reprenions nos chants, car plein de joie,
Un peu de vin au cœur, un peu d'or dans la main,
Le vieillard souriant poursuivait son chemin.
Sur ce que nous faisions, jugez ce que vous faites!

Alors Job, le centenaire, qui n'a pas encore fait un mouvement ni prononcé une seule parole, se redresse, fait un pas et touche l'épaule de Magnus :

Jeune homme, taisez-vous. — De mon temps, dans nos fêtes,
Quand nous buvions, chantant plus haut que vous encor,
Autour d'un bœuf entier posé sur un plat d'or,
S'il arrivait qu'un vieux passât devant la porte,

Pauvre, en haillons, pieds nus, suppliant, — une escorte
L'allait chercher : sitôt qu'il entrait, les clairons
Éclataient, on voyait se lever les barons;
Les jeunes, sans parler, sans chanter, sans sourire,
S'inclinaient, fussent-ils princes du saint-empire,
Et les vieillards tendaient la main à l'inconnu,
Et lui disaient : Seigneur, soyez le bien-venu.
(A un page.)
Va quérir l'étranger....

LE PAGE,

. . . . Il monte, monseigneur.

JOB, aux burgraves.

Debout! (A ses petits-fils.) Autour de moi,
Ici. (Aux clairons.) Sonnez, clairons, ainsi que pour un roi!

Et le mendiant, revêtu d'un sareau de bure, est introduit dans la grand' salle, avec le cérémonial usité pour un monarque. — C'est là assurément la plus belle et la plus grande peinture de la vie féodale qui ait jamais été tracée. C'est, nous le répétons, un tableau digne de la muse antique.

Il reste, à présent, au poète à donner une voix et un corps à l'autre moitié de sa pensée. Qui prendra-t-il pour représentant de la grande idée de l'unité allemande? Qui choisira-t-il dans l'histoire comme symbole de l'autorité sociale? Ici encore M. Hugo a eu la main heureuse. Il a fait choix de celui des chefs de l'empire dont le talon de fer a écrasé le plus de ces nids d'hommes de proie, de l'empereur Frédéric de Souabe... Je me trompe, il suffira au poète (et l'effet de son œuvre en sera décuplé), il lui suffira de réveiller pour un moment l'*ombre* de Frédéric de Souabe. En effet, nous sommes en 1216, il y a plus de vingt ans déjà que Frédéric Barberousse a perdu la vie en Orient, dans les eaux du Cydnus; mais qu'importe? Les peuples ne permettent pas de mourir à qui a eu la volonté et le pouvoir de les servir. L'Allemagne n'a jamais tenu pour mort Frédéric Barberousse; il dort, le grand monarque, voilà tout. Personne ne doute au bord du Rhin qu'il n'habite avec sa cour en Thuringe, sur le mont Kyffhœuser, près de Nordhausen; demandez plutôt à Henri Heine, qui vous en donnera des nouvelles toutes fraîches. Ou bien encore, suivant d'autres, le vieux guerrier est assis au fond d'une grotte, balançant son chef blanchi, et quelquefois

étendant la main, comme dans un songe, pour reprendre son glaive et son bouclier. De nos jours même, Barberousse est encore, dit-on, le messie qu'attend l'Allemagne, le messie qui, lorsqu'il reviendra dans le monde, fera reverdir l'arbre desséché, et rendra la gloire et la liberté aux Teutons. Ne soyez donc pas surpris d'apprendre que le mendiant qu'on vient d'introduire, au bruit des fanfares, dans le manoir de Happenheff, n'est autre que Frédéric Barberousse. Il se nomme : on hésite à le croire : mais la marque d'un fer rouge qu'autrefois, dans un assaut, le comte Job lui a imprimée sur la main droite, ne permet pas le doute. Tout tremble à la vue formidable de l'apparition impériale.

Vous me reconnaissez, bandits; je viens vous dire
Que j'ai pris en pitié les douleurs de l'empire;
Que je viens vous rayer du nombre des vivans,
Et jeter votre cendre infâme à tous les vents.
Vos soldats m'entendront; ils sont à moi; j'y compte :
Ils étaient à la gloire avant d'être à la honte.
. . . . . .
N'est-ce pas, vétérans? . . . . . .
Tandis que ces bandits vous fêtent en riant,
On entend les chevaux hennir en Orient.
Les hordes du Levant sont aux portes de Vienne.

(Aux comtes et aux barons.)

Aux frontières, messieurs! Allez; qu'il vous souvienne
De Henri-le-Barbu, d'Ernest-le-Cuirassé!
Nous gardons le créneau : vous, gardez le fossé.
Allez! . . . . . .

Les jeunes burgraves baissent la tête; le vieux Magnus seul, l'homme de fer, se redresse; il s'écrie de sa plus forte voix de commandement :

. . . . . Triplez les sentinelles!
Les archers au donjon! les frondeurs aux deux ailes!
Haut le pont! bas la herse! . . . . . .

Et d'un ton moins haut, mais aussi ferme :

Soldats, courez au bois; taillez granit et marbres;
Prenez les plus grands blocs, prenez les plus grands arbres,
Et sur le mont qui jette au monde la terreur,
Faites un grand gibet, digne d'un empereur.

Barberousse est seul; il n'a pour défense que son courage, son nom et son droit. Alors Job, qui est resté jusque-là impassible et muet, promène un regard pensif de ses petits-fils sur l'empereur; puis, s'approchant de Frédéric :

> . . . . . Vous êtes
> Mon ennemi. . . . . .
> Je vous hais; mais je veux une Allemagne au monde.
> Mon pays plie et penche en une ombre profonde;
> Sauvez-le! Moi, je tombe à genoux, en ce lieu,
> Devant mon empereur que ramène mon Dieu.

Puis, s'attachant au col une chaîne d'esclave, il se remet lui et les siens aux mains du chef de l'empire.

Telle est la partie légendaire plutôt qu'historique du nouveau drame. Tout cela est à la fois d'une grande beauté et d'une grande nouveauté. Mais ces tableaux d'une majesté vraiment épique ne suffisent pas à former un drame. M. Hugo a dû y attacher une seconde légende, qui a le tort très grave (et c'est même le grand défaut de la pièce) de contrarier et d'affaiblir, en plusieurs points, l'impression de la première.

Ce grand vieillard homérique, ce vieux comte Job, qui demeure des mois entiers sans parler et qui parle ensuite comme Nestor, ce noble symbole de la féodalité vaincue et résignée, eh bien! pour le besoin du drame, l'auteur fera de lui un odieux criminel, un assassin, un fratricide. Il y a soixante et dix ans, fils d'un père inconnu et portant le nom de Fosco, il a, dans une salle basse du donjon de Happenheff, commis un affreux assassinat. Amoureux d'une jeune Corse qui lui préférait son frère Donato, il a poignardé son rival, a jeté son corps dans le fleuve, et a vendu Ginévra comme esclave. Or, Fosco était fils naturel et Donato fils légitime de Frédéric, duc de Souabe. Donato, recueilli par des pêcheurs et guéri de ses blessures, est devenu l'héritier de Frédéric, puis empereur sous le nom de Frédéric Barberousse, sans que Fosco, devenu de son côté burgrave du Taunus, ait jamais reconnu son frère dans l'empereur, qu'il a toute sa vie combattu.

Chaque nuit le comte Job, comme le héros d'un conte d'Hoffmann (*le Majorat*, si je ne me trompe), se traîne dans la salle du meurtre et tâche d'effacer la tache de sang qui reparaît toujours. Le mélancolique vieillard, en proie aux remords et le cœur navré des basses inclinations de sa race, reporte toute sa tendresse,

Car l'ame aime toujours parce qu'elle est divine,

sur une jeune orpheline, Regina, comtesse du Rhin, sa nièce, fiancée sans amour au jeune burgrave Hatto, et sur un jeune archer de sa garde, Otbert, dont les vingt ans lui rappellent un fils de sa vieillesse qu'une femme étrangère a enlevé. Souvent réunis aux côtés du vieillard, Otbert et Regina se sont connus, puis aimés. Les scènes où cet amour s'exprime sont les plus charmantes et les plus gracieuses de l'ouvrage. Le timbre de ces deux jeunes voix amoureuses rappelle et peut-être égale en douceur les soupirs des deux amans de Rimini.

REGINA.

Que suis-je? une orpheline, et vous, un orphelin;
Le ciel, nous unissant par nos douleurs communes,
Eût pu faire un bonheur de nos deux infortunes;
Mais...

OTBERT à ses genoux,

Mais je t'aimerai, mais je t'adorerai,
Mais je te servirai; si tu meurs, je mourrai;
Mais je tuerai Hatto, s'il ose te déplaire;
Mais je remplacerai, moi, ton père et ta mère;
Oui, tous les deux, j'en prends l'engagement sans peur :
Ton père, j'ai mon bras; ta mère, j'ai mon cœur.

REGINA.

O doux ami, merci!...

Et ce passage :

Je ne vous aime pas! — Regina, dis au prêtre
Qu'il n'aime pas son Dieu; dis au Toscan sans maître,
Qu'il n'aime point sa ville; au marin sur la mer
Qu'il n'aime point l'aurore après les nuits d'hiver.
Va trouver sur son banc le forçat las de vivre,
Dis-lui qu'il n'aime pas la main qui le délivre,
Mais ne me dis jamais que je ne t'aime pas.
Car vous êtes pour moi, dans l'ombre où vont mes pas,
Dans l'entrave où mon pied se sent pris en arrière,
Plus que la délivrance et plus que la lumière.
Je suis à vous sans terme, à vous éperdument...
Et vous le savez bien... Oh! les femmes vraiment

Sont cruelles toujours et rien ne leur plaît, comme
De jouer avec l'ame et la douleur d'un homme...
Mais pardon; vous souffrez..., je vous parle de moi,
Mon Dieu, quand je devrais, à genoux devant toi,
Ne point contrarier ta fièvre et ton délire,
Et te baiser les mains, et te laisser tout dire.

« Ta fièvre... » Il est vrai, Regina meurt à seize ans d'un mal inconnu et sans remède. Assise dans un fauteuil, auprès d'une croisée ouverte, elle dit un adieu mélancolique aux prés, aux bois, au soleil, aux hirondelles qui partent et qu'elle ne reverra pas. Mourir si jeune et aimée! Elle demande à son amant, comme elle ferait à Dieu, de la sauver. Otbert essaiera. Il y a dans le burg une vieille esclave nommée Guanhumara; cette femme l'a élevé, lui sans parens, et l'a introduit comme archer dans le château. Elle possède des philtres infaillibles pour tuer ou guérir. Otbert l'implore; elle promet au jeune homme la vie de sa maîtresse, mais à une condition : il servira sa vengeance; il tuera, la nuit prochaine, l'homme qu'elle désignera, sans discuter, sans hésiter, sans regarder.

Quelle est cette femme? Quelle injure a-t-elle soufferte? Qui veut-elle punir? Guanhumara est cette même femme corse, cette Ginévra qu'il y a soixante ans, Fosco et Donato se sont disputée, et que Fosco a vendue les fers aux pieds. Après bien des courses lointaines, la vieille Corse est revenue dans le burg du comte Job; c'est elle, il y a vingt ans, qui lui enleva Otbert, son dernier né : aujourd'hui elle veut faire périr le père par la main du fils. Rien n'égale l'implacable haine de cette ame ulcérée par tant d'années de souffrances. Savez-vous ce qui rend si belle cette terrible figure, que le poète semble avoir empruntée des *Euménides?* C'est qu'elle est l'énergique personnification de la plus mortelle ennemie de la société féodale : Guanhumara n'est pas seulement une esclave irritée; cette femme hideuse et maudissante, c'est l'Esclavage :

De durs anneaux de fer dans ma chair sont scellés,
Vingt maîtres différens, moi, malade et glacée,
Moi, femme, à coups de fouet, devant eux m'ont chassée!
Maintenant, c'est fini, je n'ai plus rien d'humain,
(Mettant la main sur son cœur.)
Et je ne sens rien là quand j'y pose la main.
Je suis une statue et j'habite une tombe;
J'arrive, pâle et froide, en ce château perdu,

Et je m'étonne encor qu'on n'ait pas entendu,
Au bruit de l'ouragan courbant les branches d'arbre,
Sur le pavé fatal venir mes pieds de marbre.

Il est impossible de lire de tels vers sans se rappeler les chœurs d'Eschyle. Citons encore un morceau de facture eschyléenne. C'est le passage où Guanhumara voue Fosco, son vieil ennemi, au poignard d'Otbert; on croit entendre comme un écho du fameux *Serment des sept chefs :*

.... O vastes cieux! ô profondeurs sacrées!
Morne sérénité des voûtes azurées!
O nuit dont la tristesse a tant de majesté!
Toi qu'en mon long exil je n'ai jamais quitté,
Vieil anneau de ma chaîne, ô compagnon fidèle!
Je vous prends à témoin! et vous, murs, citadelle,
Chênes qui versez l'ombre aux pas du voyageur,
Vous m'entendez! Je voue à ce couteau vengeur
Fosco, baron des bois, des rochers et des plaines,
Sombre comme toi, nuit, vieux comme vous, grands chênes!

Cependant le jeune Otbert ignorait que ce Fosco qu'il doit tuer fût son maître et son bienfaiteur, encore moins pensait-il que ce fût son père. Les scènes dans le caveau perdu, où le parricide est près de s'accomplir, sont d'un effet pénible; cela ressemble trop au 24 *Février* de Werner. Au moment où le fer du jeune homme se lève sur le vieillard, Barberousse paraît, arrête la main d'Otbert, et montre à Job étonné Donato son frère vivant et qu'il peut cesser de pleurer.— Après ce dernier effort, la grande figure de Barberousse, demi-vivante, demi-morte, contente de ce qu'elle a fait pour sa famille et pour l'empire, *rentre dans sa nuit* et se recouche dans son mystérieux tombeau.

Après les citations et les remarques qui précèdent, il nous reste peu de chose à dire sur les beautés et les défauts de cet ouvrage. Deux mots seulement.

Cette œuvre, grande par la pensée, sévère par l'exécution, attachante mais trop compliquée par la fable, nous paraît ce que M. Hugo a tenté jusqu'ici sur la scène de plus grave et de plus élevé. Il y a incontestablement progrès dans l'inspiration, progrès dans l'expression. Si, en employant le mot impropre de *trilogie* pour désigner simplement une pièce en trois actes, le poète n'a voulu par là qu'indiquer la volonté nouvelle chez lui de se rapprocher du drame an-

tique, il a eu toute raison. Dans aucune autre de ses œuvres dramatiques, M. Hugo n'avait encore dirigé ses admirables facultés de manière à éveiller, comme dans celle-ci, les souvenirs de la scène grecque.

Le reproche le plus grave que me paraît mériter le nouveau drame porte sur une partie de l'art très importante à la scène, mais au fond pourtant secondaire, sur l'agencement de la fable. Il y a dans celle des *Burgraves* obscurité et complication. Dans une œuvre de la nature de celle-ci, où il existe une cause d'obscurité inévitable par suite de l'emploi du merveilleux, il est nécessaire d'apporter la plus grande clarté dans l'exposition des faits qui sont de l'ordre naturel. Dans les *Burgraves*, les récits du premier acte n'établissent pas assez nettement la position des personnages; l'identité surtout du jeune Fosco et du vieux Job passe à peu près inaperçue, et l'incertitude qui en résulte fait planer sur plusieurs parties de la pièce comme une sorte de nuage qui affaiblit l'intérêt.

J'ai entendu plusieurs personnes, et j'avoue que je suis du nombre, regretter vivement que l'auteur n'ait pas trouvé le moyen de ramener dans la seconde moitié de l'ouvrage les teintes gracieuses et passionnées dont il a su tirer un si heureux parti dans la première moitié. Quand la fantaisie se fait la maîtresse et dispose souverainement du drame, ne devrait-elle pas en effet s'efforcer de nous donner de préférence des sensations agréables? Il y avait d'ailleurs des raisons d'un autre ordre pour ne nous pas laisser trop oublier Regina. L'intérêt qui s'est porté d'abord si vivement sur elle passe ensuite (et c'est un inconvénient grave) exclusivement sur le vieux Job. Pendant toute la durée du dernier acte, les craintes sont pour le vieillard seul, et l'on ne songe plus guère au péril que court la jeune fille. En somme, *les Burgraves* sont une composition sévère et élevée, mais où l'on aimerait à trouver plus abondamment ce qui a fait tout pardonner à *Hernani*, c'est-à-dire plus de ces détails gracieux qui sont particulièrement nécessaires, suivant moi, aux pièces où la fantaisie domine. C'est en effet aux ouvrages de ce genre que semble surtout devoir s'appliquer le conseil de l'épître aux Pisons :

Non satis est pulchra esse poemata; dulcia sunto.

CHARLES MAGNIN.

POÈMES PHILOSOPHIQUES.

N° III.

LA FLUTE.

I.

Un jour je vis s'asseoir au pied de ce grand arbre
Un Pauvre qui posa sur ce vieux banc de marbre
Son sac et son chapeau, s'empressa d'achever
Un morceau de pain noir, puis se mit à rêver.
Il paraissait chercher dans les longues allées
Quelqu'un pour écouter ses chansons désolées;
Il suivait à regret la trace des passans
Rares et qui pressés s'en allaient en tout sens.
Avec eux s'enfuyait l'aumône disparue,
Prix douteux d'un lit dur en quelque étroite rue
Et d'un amer souper dans un logis malsain.

Cependant il tirait lentement de son sein,
Comme se préparait au martyre un apôtre,
Les trois parts d'une Flûte et liait l'une à l'autre,
Essayait l'embouchure à son menton tremblant,
Faisait mouvoir la clé, l'épurait en soufflant,
Sur ses genoux ployés frottait le bois d'ébène,
Puis jouait. — Mais son front en vain gonflait sa veine,
Personne autour de lui pour entendre et juger
L'humble acteur d'un public ingrat et passager.
J'approchais une main du vieux chapeau d'artiste
Sans attendre un regard de son œil doux et triste
En ce temps de révolte et d'orgueil si rempli;
Mais, quoique pauvre, il fut modeste et très poli.

II.

Il me fit un tableau de sa pénible vie.
Poussé par ce démon qui toujours nous convie,
Ayant tout essayé, rien ne lui réussit,
Et le chaos entier roulait dans son récit.
Ce n'était qu'élan brusque et qu'ambitions folles,
Qu'entreprise avortée et grandeur en paroles.

D'abord, à son départ, orgueil démesuré,
Gigantesque écriteau sur un front assuré,
Promené dans Paris d'une façon hautaine :
Bonaparte et Byron, poète et capitaine,
Législateur aussi, chef de religion
(De tous les écoliers c'est la contagion),
Père d'un panthéisme orné de plusieurs choses,
De quelques âges d'or et des métempsycoses

De Bouddha, qu'en son cœur il croyait inventer;
Il l'appliquait à tout, espérant importer
Sa révolution dans sa philosophie;
Mais des contrebandiers notre âge se défie;
Bientôt par nos fleurets le défaut est trouvé;
D'un seul argument fin son ballon fut crevé.

Pour hisser sa nacelle il en gonfla bien d'autres
Que le vent dispersa. Fatigué des apôtres,
Il dépouilla leur froc. (Lui-même le premier
Souriait tristement de cet air cavalier
Dont sa marche, au début, avait été fardée
Et, pour d'obscurs combats, si pesamment bardée,
Car, plus grave à présent, d'une double lueur
Semblait se réchauffer et s'éclairer son cœur;
Le bon Sens qui se voit, la Candeur qui l'avoue,
Coloraient en parlant les pâleurs de sa joue.)
Laissant donc les couvens, panthéistes ou non,
Sur la poupe d'un drame il inscrivit son nom
Et vogua sur ces mers aux trompeuses étoiles;
Mais, faute de savoir, il sombra sous ses voiles
Avant d'avoir montré son pavillon aux airs.
Alors rien devant lui que flots noirs et déserts;
L'océan du travail si chargé de tempêtes
Où chaque vague emporte et brise mille têtes.
Là, flottant quelques jours sans force et sans fanal,
Son esprit surnagea dans les plis d'un journal,
Radeau désespéré que trop souvent déploie
L'équipage affamé qui se perd et se noie.
Il s'y noya de même, et de même, ayant faim,
Fit ce que fait tout homme invalide et sans pain.

« Je gémis, disait-il, d'avoir une pauvre ame

Faible autant que serait l'ame de quelque femme;
Qui ne peut accomplir ce qu'elle a commencé
Et s'abat au départ sur tout chemin tracé.
L'idée à l'horizon est à peine entrevue,
Que sa lumière écrase et fait ployer ma vue.
Je vois grossir l'obstacle en invincible amas,
Je tombe ainsi que Paul en marchant vers Damas.
— Pourquoi, me dit la voix qu'il faut aimer et craindre,
Pourquoi me poursuis-tu, toi qui ne peux m'étreindre?
— Et le rayon me trouble et la voix m'étourdit,
Et je demeure aveugle et je me sens maudit. »

III.

« — Non, criai-je en prenant ses deux mains dans les miennes,
Ni dans les grandes lois des croyances anciennes,
Ni dans nos dogmes froids, forgés à l'atelier,
Entre le banc du maître et ceux de l'écolier,
Ces faux Athéniens dépourvus d'atticisme,
Qui nous soufflent aux yeux des bulles de sophisme,
N'ont découvert un mot par qui fût condamné
L'homme aveuglé d'esprit plus que l'aveugle-né.

C'est assez de souffrir sans se juger coupable
Pour avoir entrepris et pour être incapable.
J'aime, autant que le fort, le faible courageux
Qui lance un bras débile en des flots orageux,
De la glace d'un lac plonge dans la fournaise
Et d'un volcan profond va tourmenter la braise.
Ce Sysiphe éternel est beau, seul, tout meurtri,

Brûlé, précipité, sans jeter un seul cri,
Et n'avouant jamais qu'il saigne et qu'il succombe
A toujours ramasser son rocher qui retombe.
Si, plus haut parvenus, de glorieux esprits
Vous dédaignent jamais, méprisez leur mépris;
Car ce sommet de tout, dominant toute gloire,
Ils n'y sont pas, ainsi que l'œil pourrait le croire.
On n'est jamais en haut. Les forts, devant leurs pas,
Trouvent un nouveau mont inaperçu d'en bas.
Tel que l'on croit complet et maître en toute chose,
Ne dit pas les savoirs qu'à tort on lui suppose,
Et qu'il est tel grand but qu'en vain il entreprit.
— Tout homme a vu le mur qui borne son esprit.

Du corps et non de l'ame accusons l'indigence,
Des organes mauvais servent l'intelligence
Et touchent, en tordant et tourmentant leur nœud,
Ce qu'ils peuvent atteindre et non ce qu'elle veut.
En traducteurs grossiers de quelque auteur céleste
Ils parlent... Elle chante et désire le reste.
Et, pour vous faire ici quelque comparaison,
Regardez votre Flûte, écoutez-en le son.
Est-ce bien celui-là que voulait faire entendre
La lèvre? Était-il pas ou moins rude ou moins tendre?
Eh bien! c'est au bois lourd que sont tous les défauts,
Votre souffle était juste et votre chant est faux.
Pour moi, qui ne sais rien et vais du doute au rêve,
Je crois qu'après la mort, quand l'union s'achève,
L'ame retrouve alors la vue et la clarté,
Et que, jugeant son œuvre avec sérénité,
Comprenant sans obstacle et s'expliquant sans peine,
Comme ses sœurs du ciel elle est puissante et reine,
Se mesure au vrai poids, connaît visiblement
Que son souffle était faux par le faux instrument,

N'était ni glorieux, ni vil n'étant pas libre;
Que le corps seulement empêchait l'équilibre,
Et, calme, elle reprend, dans l'idéal bonheur,
La sainte égalité des esprits du Seigneur. »

IV.

Le Pauvre alors rougit d'une joie imprévue,
Et contempla sa Flûte avec une autre vue;
Puis, me connaissant mieux, sans craindre mon aspect,
Il la baisa deux fois en signe de respect,
Et joua, pour quitter ses airs anciens et tristes,
Ce *Salve Regina* que chantent les Trappistes.
Son regard attendri paraissait inspiré,
La note était plus juste et le souffle assuré.

C^TE ALFRED DE VIGNY.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1843.

Le ministère est sorti vainqueur de la grande bataille que l'opposition lui a livrée au Palais-Bourbon. Grace à la puissance de M. Guizot et aux fautes de ses ennemis, la victoire a dépassé les espérances du cabinet. Il lui reste maintenant d'en profiter, d'en assurer les résultats. Les plus habiles capitaines ont souvent manqué à la fortune au sein du triomphe. « Ce que nous désirons avant tout (disions-nous dans la dernière *chronique*), c'est une majorité incontestable; c'est que la chambre brise ou consolide, sans équivoque, sans incertitude, son alliance avec le ministère. Qu'il ait pour lui trente voix au moins de majorité, ou qu'il succombe. » Nos désirs étaient conformes aux intérêts du pays, qui a besoin avant tout d'administrateurs paisibles et confians, d'un ministère ayant devant lui quelques mois au moins de trève, et pouvant ainsi songer à autre chose qu'à lui-même.

La chambre a donné au ministère cette majorité, une majorité suffisante, lors même qu'on déduirait du vote qu'il a obtenu quelques voix de l'extrême gauche, les suffrages de quelques pessimistes. Il n'est pas moins vrai qu'une opposition qui compte 200 suffrages dans une assemblée de 459 personnes est chose formidable. Quelque solide que paraisse le terrain du ministère, il n'est pas moins entouré d'un courant toujours menaçant, qui ne cesse de faire effort pour le ronger et l'emporter. Le déplacement de quelques personnes pourrait compromettre l'existence du cabinet. Dans cette situation, il ne suffit pas de se bien défendre. Il faut avancer, il faut tâcher d'élargir ses bases. Le succès doit être achevé par une conduite pleine de modération et de prudence. Rallier au lieu de repousser : là est le secret et la force de l'avenir. Ce qui serait ridicule à des vaincus convient à ceux qui

ont réussi au-delà de leur attenté. Les chefs politiques, même les plus illustres et les plus habiles, ont toujours à lutter, quel que soit leur parti, avec les idées étroites et les sentimens vulgaires d'une foule de subalternes. Et, chose ridicule, mais vraie pourtant, vraie pour tous, dans toutes les opinions, les subalternes l'emportent souvent sur leur chef, et alors, comme on l'a dit, la queue mène la tête. Les fautes les plus graves sont commises par des hommes supérieurs, des fautes dont on aurait le droit de s'étonner, si on ne savait pas combien est grande la puissance de l'esprit de coterie et de l'importunité. Tous les partis comptent dans leurs rangs de ces hommes qui ne voient rien au-delà des évènemens présens, qui ne songent point (comment y songeraient-ils?) à la conduite des affaires, mais seulement aux satisfactions de l'esprit de parti, de ces hommes inquiets, bruyans, insistans, mouches du coche, qui ne laissent pas une minute de repos au conducteur, et finissent par lui faire abandonner la large et bonne voie.

On a beaucoup dit que la discussion des fonds secrets a porté un coup mortel aux partis intermédiaires, qu'elle aurait pour résultat de diviser la chambre en deux grandes fractions, le parti du gouvernement et l'opposition, qu'on ne verrait plus désormais de bataillon volant, à drapeau incertain, présentant tantôt une nuance, tantôt l'autre, passant aujourd'hui à la gauche, demain à la droite, se décomposant au besoin pour se reformer l'instant d'après, et se décomposer de nouveau, prenant toutes les questions par le petit bout, plus propre en toutes choses à nuire qu'à aider, plus désireux d'empêcher que de faire. Si ce résultat se vérifie, nous aussi nous sommes tout disposés à nous en féliciter et à en féliciter le pays; mais, à vrai dire, nous croyons peu aux miracles en politique, et ce résultat, pour quiconque connaît les habitudes d'esprit et les antécédens des hommes de notre temps, serait un grand miracle. Le partage exact de la chambre en deux grandes fractions suppose une soumission d'esprit, une résignation, une organisation, dont les démocraties n'ont jamais offert d'exemple. Dès que deux opinions se sont fortement dessinées, l'esprit individuel en fait naître une troisième qui se glisse entre les deux, et prétend leur démontrer qu'elles sont l'une et l'autre erronnées, excessives du moins.

Supposons toutefois que le miracle s'accomplisse, qu'il n'y ait plus dans la chambre ce tiers-parti qui a été trop souvent, nous en convenons, un embarras et un péril. Qu'est-ce à dire? Que nous aurons en présence l'une de l'autre deux masses homogènes et compactes, sans diversités, sans nuances? Ce serait un rêve que de le penser. Tout ce qu'on peut espérer, c'est que les opinions qui ont entre elles une affinité réelle, substantielle, renoncent à leurs déplorables divisions sans renoncer à leurs nuances, et n'offrent plus le spectacle de frères qui se déchirent pour des questions secondaires et des querelles d'amour-propre.

Il n'y a dans la chambre que trois partis substantiellement différens, la gauche, le parti légitimiste et les conservateurs. Nous parlons de partis, nous ne parlons pas d'individus. Dans chaque parti, il y a des personnes qui en

sont, pour ainsi dire, l'expression la plus adoucie, la plus décolorée, et qui pourraient à volonté se dire les derniers d'un parti ou les plus avancés du parti voisin.

Ces trois partis pris chacun dans son ensemble, nul ne peut les confondre; la gauche a trouvé insuffisant, mauvais, tout ce qui a été fait par le gouvernement fondé en juillet; les légitimistes, on sait ce qu'ils rêvent; les conservateurs ont été les hommes du gouvernement de juillet; ce qu'il a fait, ils l'ont fait; ce qu'il a voulu, ils l'ont voulu; c'est par eux qu'il s'est consolidé, qu'il a résisté à ses ennemis, fondé ses institutions, gouverné la France.

Mais qu'on le remarque, aucun de ces trois partis n'est parfaitement homogène. Par une sorte de symétrie qui n'est pas un hasard, chaque parti se trouve divisé en deux nuances principales. La gauche se compose de la gauche proprement dite et de l'extrême gauche. Il y eut un temps où ces deux nuances avaient chacune un représentant direct et avoué, hommes de valeur l'un et l'autre, M. Odilon Barrot et M. Garnier-Pagès. Nous ne savons si l'extrême gauche a pu remplacer l'habile orateur qu'elle a perdu, celui qui savait, sans les éluder, ne pas se briser contre les difficultés les plus ardues de la tribune, froisser la majorité sans la révolter, et se faire écouter de ceux que certes il ne pouvait convaincre.

Le parti légitimiste compte dans ses rangs des hommes ardens et des hommes politiques, des hommes contens et fiers de leur rôle de jacobites, et des hommes qui en sont fatigués, qui, après tout, ne peuvent pas, avec la conscience de leurs moyens, se réjouir d'une vie qui s'écoule dans une impuissance presque obscure et dans la poursuite d'une chimère.

Quant au parti conservateur, hélas! qui ne connaît les deux nuances qui le distinguent? Ce qu'il y a de déplorable, c'est que de ces nuances on veut en faire une cause de division, et que les uns et les autres sont également fiers de leurs erreurs, orgueilleux de leurs propres fautes. C'est une armée qui en se divisant prête le flanc à l'ennemi, et qui se vante de sa stratégie! C'est pitié d'entendre certains hommes du centre droit parler de leurs confrères du centre gauche, et réciproquement. Mais qui êtes-vous? D'où venez-vous, les uns et les autres? Qui a fondé la monarchie de juillet? Qui a tenu tête à l'émeute? Qui a proposé, conseillé, voté les lois de répression? Qui a refusé l'intervention armée en faveur de l'Italie, de la Pologne? Qui a défendu les fortifications de Paris, la loi de régence? Encore une fois, vous tous, hommes du centre droit, hommes du centre gauche, vous n'êtes qu'un seul et même parti, le parti conservateur, le parti du gouvernement, le parti de la liberté, de l'ordre et de la paix. On ne renie pas ainsi toute sa vie politique pour une pique, pour des querelles d'amour-propre, pour des malentendus. Lorsque les ministériels renforcés, les boutefeux du parti, s'écrient que les hommes du centre gauche sont des révolutionnaires, ils savent bien qu'ils exagèrent, qu'ils ne disent pas la vérité, que ce n'est là que de la mauvaise rhétorique pour éblouir et entraîner les esprits faibles, ces politiques de village qui peuvent ruminer un mois durant une grosse phrase, un mot vide de sens. Et lorsque

les hommes du centre gauche se disent hommes de l'opposition, ils exagèrent leur propre pensée. Ils devraient dire : Nous sommes brouillés avec nos amis, nous voudrions bien leur faire un peu de peine, leur inspirer quelque crainte; nous allons momentanément grossir cette bande, voter avec eux, jusqu'au jour cependant où se présentera une question grave, vitale pour les intérêts de notre véritable parti. Ce jour-là, ou nous parlerons pour lui, ou nous garderons le silence. Voilà le vrai, voilà ce qui a été, voilà ce qui est, voilà ce qui doit être; car, encore une fois, un parti ne s'abdique pas lui-même; il ne renonce pas du jour au lendemain à ses principes, à ses antécédens, à sa gloire. Ces brusques évolutions, on peut les concevoir d'un individu, de quelques individus. La famille humaine compte de grandes variétés dans son sein. Mais les partis sont des êtres collectifs. Ils peuvent commettre des fautes; ils n'ont pas d'élans subits et difficiles à expliquer.

Le parti conservateur est un, comme la gauche, comme le parti légitimiste. La gauche a deux nuances, le parti légitimiste a deux nuances, sans que ces nuances altèrent leur unité. Il en est de même du parti conservateur. Les conservateurs veulent tous la liberté, l'ordre et la paix, avec la monarchie et les institutions de juillet. Rien de plus, rien de moins. M. Thiers ne veut pas plus la république, le suffrage universel, la guerre de principes, de propagande, de conquête, que M. Guizot. M. Guizot ne veut pas plus que M. Thiers une autre dynastie, le despotisme, l'asservissement de la presse, l'humiliation de la France. Est-ce à dire que les deux nuances du parti conservateur n'existent pas? Elles existent, tout le monde le sait; M. Thiers et M. Guizot, dans la haute impartialité de leur esprit, en donneraient, nous en sommes certains, une définition parfaitement exacte. Nous, nous ne pouvons que comparer les hommes des deux nuances à deux orateurs s'adressant sur le même sujet à une même assemblée avec l'espoir de la convaincre tout entière. Regardez-les; ils ne se placeront ni l'un ni l'autre exactement en face de leur auditoire. Sans s'en douter, chacun s'adressera plutôt à un côté de l'assemblée qu'à l'autre, son regard se fixera plutôt sur les uns que sur les autres; on dirait qu'il tient à convaincre ceux-ci plus encore que ceux-là. C'est là le vrai. Dans toute pensée complexe, et il n'est pas de pensées plus complexes que les choses du gouvernement, il n'est personne qui n'accorde un peu plus d'attention à un élément de sa pensée qu'à un autre. Ces élémens, fussent-ils, abstraitement considérés, parfaitement égaux en importance politique, l'homme ne peut pas ne pas altérer quelque peu cette égalité au gré de ses goûts, de ses tendances, de ses opinions particulières. Nos études, nos habitudes d'esprit, nos antécédens, notre vie, tout influe sur nos appréciations des hommes et des choses. Celui qui se croirait complètement dégagé de ces liens ferait preuve d'une vanité par trop ridicule. C'est ainsi, pour dire les noms propres, que M. Guizot, tout en voulant la liberté et l'honneur du pays, se préoccupe avant tout de l'ordre et de la paix. C'est ainsi que M. Thiers, tout en voulant l'ordre et la paix, est fort susceptible à l'endroit des libertés publiques et de la dignité nationale. De

ces deux tendances, de ces deux dispositions d'esprit, laquelle préférer? Nous voulons d'autant moins réveiller les causes d'irritation, que nous aurions l'air de songer à notre propre apologie. Notre appui n'a pas manqué à l'administration de M. Thiers, et nous ne sommes nullement disposés à nous en repentir. Cette question de préférence est loin d'être la question importante, essentielle; car il est peut-être vrai de dire que l'une et l'autre tendance, isolément prise et entièrement livrée à elle-même, a ses inconvéniens et ses dangers. Qu'on se rappelle les jours, hélas! bien loin de nous désormais, où ces deux tendances vivaient ensemble et se tempéraient l'une l'autre; qu'on compare cette époque que l'histoire appellera glorieuse, et que les contemporains, presque toujours ingrats et oublieux, ont trop perdue de vue, qu'on la compare, dis-je, aux temps postérieurs, et qu'on juge.

Quoi qu'il en soit, les deux nuances existent, elles existeront toujours dans le parti conservateur comme dans les deux autres partis. La question pour nous n'est pas là. La question est de savoir si la nuance qu'on appelle centre gauche marchera avec le gouvernement ou avec l'opposition. Si elle fait cause commune avec l'opposition, il n'y a ni sûreté pour l'administration ni dignité pour les partis. C'est une fausse situation que tout le monde a intérêt à faire cesser. Le parti gouvernemental ne peut se mutiler impunément. C'est là une vérité évidente pour tout homme sérieux et désintéressé. Cette mutilation serait un péril permanent pour le ministère actuel, un péril aussi pour le ministère qui lui succéderait. En vérité, nous avons assez joué avec la chose publique, assez satisfait de petites passions, de petites rancunes et de petits intérêts. Il serait temps d'en finir et de songer à la France. Nous le disons également aux hommes du centre droit et aux hommes du centre gauche, à ceux qui voudraient le monopole des principes conservateurs, comme à ceux qui, irrités, arborent un drapeau qui en réalité n'a jamais été leur drapeau et ne le sera jamais.

Les bureaux de la chambre des députés ont autorisé la lecture de deux propositions importantes faites par deux hommes des plus honorables et des plus distingués par leurs lumières et leur désintéressement politique, M. de Sade et M. Duvergier de Hauranne.

M. de Sade propose d'interdire aux députés, pendant la durée de leur mission et un an après, l'acceptation de toute nouvelle fonction publique ainsi que tout avancement ou promotion. Il en excepte seulement les avancemens dans la carrière militaire par droit d'ancienneté et certaines fonctions politiques. N'est-ce pas dire aux électeurs : vous êtes les complices de vos députés, vous secondez leur ambition ou leur cupidité dans l'espoir qu'à leur tour ils feront vos affaires aux dépens du pays, en vous sacrifiant l'intérêt général? car aujourd'hui tout député nommé ou promu à des fonctions publiques est sujet à réélection, ou, à mieux dire, il cesse d'être député. S'il siége de nouveau dans la chambre, c'est que les électeurs l'ont voulu, qu'ils n'ont pas vu un motif d'exclusion dans la marque de distinction ou de faveur que le gouvernement lui a accordée. Il faut y réfléchir; la proposition de M. de Sade se rattache à

une théorie que le parti libéral a toujours combattue, la théorie qui exige des conditions d'éligibilité, et qui ne s'en rapporte pas pour la capacité intellectuelle et morale du candidat au libre jugement de l'électeur. Nous concevons que certains faits aient pu irriter un grand nombre d'esprits et blesser profondément tous ceux qui ont à cœur la dignité de la chambre et les intérêts moraux du pays. Loin de nous la pensée d'atténuer la gravité de ces faits. Nous concevons encore que l'éligibilité des hommes de trente ans, des hommes qui peuvent avoir leur carrière à choisir et leur fortune à faire, alarme de plus en plus ceux qui redoutent l'abus des faveurs ministérielles et des pactes politiques, bien qu'à vrai dire l'expérience n'ait point prouvé jusqu'ici que la jeunesse soit plus cupide et plus hardie que l'âge mûr. Mais après tout, la proposition de M. de Sade, convertie en loi, préviendrait-elle d'une manière efficace le mal qu'on redoute? Il est permis d'en douter. Elle priverait de leur légitime avancement des hommes capables et consciencieux; elle éloignerait de la chambre quelques hommes habiles ne pouvant pas faire à l'honneur de la députation le sacrifice de leur carrière, et à ce point de vue le projet n'est pas démocratique, il favorise les riches; quant aux hommes, s'il y en a, qui seraient disposés à d'ignobles transactions, des lois de la sorte ne sont pour eux que des toiles d'araignée. Il y a des siècles qu'ils ont appris à les toutes éluder. Le génie des législateurs anciens et modernes y a échoué. C'est en ces matières surtout qu'un texte de loi n'a jamais suppléé aux mœurs. Défendez les récompenses publiques, vous aurez les récompenses secrètes; enlevez les moyens directs, vous aurez les moyens indirects. Au lieu du député, on nommera son père, son fils, son frère, son oncle, son cousin, son ami, son protégé, que sais-je? On aura fait la même chose, mais on croira pouvoir marcher la tête haute, et on ne sera pas soumis à la réélection! Au nom de Dieu, si mal il y a, n'y ajoutons pas l'hypocrisie.

La proposition de M. Duvergier de Hauranne, dictée également par une pensée morale et politique, nous paraît à la fois plus importante et plus efficace. La question est loin d'être nouvelle. Il serait même fort difficile à un publiciste de rien dire de nouveau à ce sujet. Quant à nous, toute considération générale à part, le vote public nous paraîtrait aujourd'hui, pour nous, un remède topique. Rendre impossible un coup fourré et imposer à chacun le courage de son opinion, c'est faire beaucoup pour la moralité politique. C'est ainsi que se forment les habitudes de franchise et de dignité. C'est pitié d'entendre implorer à mains jointes le vote secret en faveur des hommes timides. C'est précisément pour ne pas avoir d'hommes timides que le vote doit être public. Le courage n'est pas le génie poétique; il peut s'acquérir. Les militaires les plus hardis affirment qu'il n'y a pas d'homme qui ne se trouble quelque peu la première fois qu'il va au feu. Bientôt les conscrits sont aussi braves que les vétérans. En toutes choses, la nécessité est une puissante maîtresse pour nous. Que de vieux enfans dans ce monde! Traitez-les comme des enfans proprement dits; ne leur permettez pas de mal faire; ne leur laissez pas le choix entre la timidité et le courage; vous en ferez des

hommes. Dans notre opinion, le mode proposé par M. Duvergier de Hauranne tournerait en définitive à l'avantage du parti gouvernemental. Malgré cela, nous espérons peu de le voir adopter d'emblée. Sachons du moins gré à la chambre d'avoir permis la lecture de la proposition à la presque unanimité.

Le ministère doit maintenant, si l'existeuce lui est chère, s'occuper très sérieusement des affaires du pays. Qu'il ne laisse pas dire qn'il n'est puissant qu'en paroles, et que, si M. Guizot avait une extinction de voix, on se demanderait : Où est donc le cabinet? Soyons justes : si d'importantes discussions n'occupent pas encore la chambre, on ne peut guère l'imputer au ministère. Des projets graves et nombreux ont été présentés. Les commissions travaillent, mais sans enfanter. On dit que la commission de la loi des sucres désespère d'elle-même. L'affreuse catastrophe de la Guadeloupe est encore venue troubler profondément les esprits. Quel horrible malheur! Et Dieu veuille que nous ayons tout appris et que de nouvelles secousses n'aient pas ajouté à d'épouvantables calamités des calamités nouvelles! Il ne peut y avoir qu'un sentiment et qu'une pensée dans ce moment : secourir d'une manière prompte et efficace nos compatriotes des Antilles. Le ministère a fait une demande. Elle est insuffisante. C'est à la chambre de seconder la juste sollicitude du gouvernement en lui proposant à son tour d'augmenter le chiffre de la subvention.

M. le ministre de l'instruction publique n'a pas encore présenté le projet de loi sur l'instruction secondaire. Il a fait mieux; il a présenté au roi et publié ensuite un rapport qui est un document complet, capital, où se trouvent recueillis, classés, rapidement expliqués, tous les faits, tous les renseignemens qui représentent « dans son ensemble, dans ses améliorations successives, dans son esprit et dans ses résultats, la grande institution scientifique et sociale qu'avait fondée l'empire, que la restauration a maintenue, malgré des intervalles de défaveur et de défiance, et qui, sous le régime actuel, a reçu du vote réitéré des chambres et de la confiance publique une extension et une activité nouvelle. »

Il fallait préparer les esprits à l'examen législatif que l'instruction secondaire doit encore provoquer. Et quelle préparation plus sincère et plus efficace qu'une exposition complète et détaillée de tous ces faits et de tous ces résultats dont on parle tant aujourd'hui, et qui sont encore peu connus?

L'instruction secondaire n'attirera jamais assez l'attention du public; elle est le fondement de la haute civilisation du pays. C'est par elle qu'on marche au premier rang parmi les nations policées. Si l'instruction élémentaire est destinée à former une nation intelligente et morale, c'est l'instruction secondaire qui forme les grandes et nobles nations, les peuples qui ne meurent jamais. Quelles que soient les vicissitudes de la politique, ils vivent dans l'histoire par l'éclat de leur nom et les créations de leur génie. C'est au sein de l'instruction secondaire que se prépare cette aristocratie mobile et toujours ouverte qui est à la fois le ciment, la force et l'ornement des pays d'égalité. Laissons parler M. Villemain :

« Presque toujours cette instruction attire à elle les enfans que distinguent d'heureuses dispositions; elle est souvent aussi la seule fortune qu'un homme qui a servi long-temps l'état, qu'un officier parvenu lentement aux grades les plus honorables laisse aux héritiers de son nom. Elle est, dans notre société si favorable à l'égalité des droits, la base même de cette égalité, par la concurrence qu'elle prépare et renouvelle sans cesse, entre le mérite pouvant s'élever à tout, et la fortune obligée de se recommander elle-même par le travail et le savoir. Par cela même aussi, l'instruction secondaire ne peut, dans sa plus grande diffusion, recevoir jamais qu'une application limitée aux intérêts publics, au recrutement de tous les services de l'état, de tous les travaux de la science, et de tant d'entreprises importantes, où se montrent toujours avec avantage les hommes qui réunissent des connaissances spéculatives et variées à l'activité de l'esprit pratique.

« L'instruction secondaire ne sera donc jamais réalisée que dans un cercle restreint, quoique mobile et croissant; mais ce qui importe, c'est que cette instruction se maintienne et s'étende dans une juste proportion selon les besoins du pays, c'est enfin que les moyens et les résultats en soient exactement connus et puissent être, à toutes les époques, facilement appréciés par le gouvernement et par le public. »

Qui ne croirait, à entendre certaines déclamations, que la société va périr chez nous par excès d'instruction! que nous n'aurons bientôt plus que des docteurs, des licenciés, des bacheliers, et que nous chercherons en vain un cordonnier et un tailleur! Lisez donc le rapport. Il y avait plus de jeunes gens voués aux études classiques avant 1789 qu'aujourd'hui. M. Villemain en déduit les raisons. « Cette différence s'explique facilement par les changemens mêmes de la société, la place moins grande faite à la vie de loisir et d'étude, la tendance beaucoup plus générale vers les professions industrielles et commerçantes.

« Ajoutons à ces causes diverses tous les moyens de gratuité qui existaient avant 1789 pour l'instruction classique, de telle sorte que cette instruction, alors plus recherchée par le goût et l'habitude des classes riches, était en même temps plus accessible aux classes moyennes ou pauvres. Alors on s'étonnera que la différence entre les résultats des deux époques ne soit pas plus considérable au préjudice de la nôtre, et, en reconnaissant que l'instruction secondaire est bien loin de former trop d'élèves aujourd'hui, qu'elle ne fait que suffire aux besoins d'une société régulière et forte, on avouera que, pour atteindre ce but dans des conditions moins favorables qu'autrefois, il a fallu l'action salutaire de l'Université.

« En effet, autrefois, tout dans les traditions et les mœurs secondait l'instruction classique; tout était préparé pour elle et la favorisait, le nombre des bourses et des secours de toute nature, la fréquentation gratuite d'une foule d'établissemens, l'extrême modicité des frais dans tous les autres. Ainsi, dans les 562 colléges qui existaient vers le milieu du dernier siècle, il y avait 525 bourses affectées aux jeunes aspirans à l'état ecclésiastique, 2,724 bourses

sans destination spéciale, et un grand nombre de fondations particulières qui procuraient, par voie de remises ou même de récompenses pécuniaires accordées en prix, le bienfait de l'éducation en tout ou en partie gratuite à 7,199 enfans. L'enseignement était en outre donné sans rétribution aucune dans beaucoup de colléges, et spécialement dans tous les colléges de Paris depuis 1719. Le nombre des élèves externes qui fréquentaient, à ce titre, les anciens colléges, à Paris et dans diverses provinces, est évalué à 30,000. En résumé, le nombre total des élèves qui recevaient l'éducation ou l'instruction, soit entièrement, soit partiellement gratuite, excédait 40,000. Cet état de choses n'était pas un don du gouvernement, mais l'ouvrage des libéralités de plusieurs siècles, et pour ainsi dire l'expression même des progrès de cette civilisation qui, depuis le moyen-âge, avait porté si loin la gloire de la France dans les lettres et dans les sciences. C'était grace à de telles fondations que l'instruction s'était répandue, s'était sécularisée.

« Les mêmes facilités, moins nécessaires aujourd'hui, n'existent plus. L'effort de la générosité publique et privée s'est tourné vers un autre objet. C'est l'instruction élémentaire qu'on a suscitée, encouragée, dotée, dans des proportions qui honorent votre règne. Que cette noble tâche soit incessamment poursuivie! Qu'elle avance chaque année vers un terme qu'on entrevoit dès aujourd'hui! Qu'elle prépare et qu'elle assure, par l'amélioration morale, un accroissement de bien-être et d'utile activité! Mais la France, en voulant procurer à tous les connaissances élémentaires, ne peut oublier que les arts de l'esprit dans leur complet développement sont le premier titre de sa gloire, que la puissance, sous toutes les formes, est aujourd'hui liée à la pratique de ces arts, et que, dans l'état actuel du monde, une grande nation a besoin d'être une nation savante. »

A ces considérations on pourrait peut-être ajouter que sous l'ancien régime la carrière militaire pour le grade d'officier était fermée à la roture, à la grande majorité des Français. L'église, le barreau, les lettres, étaient les seules voies dans lesquelles on pouvait espérer d'atteindre cette classe intermédiaire, qui, sans être la noblesse, avait, elle aussi, ses priviléges de droit et de fait. Aujourd'hui, non-seulement les professions industrielles et commerçantes, mais l'armée, ouvrent de larges et nobles carrières même aux hommes qui sont restés étrangers à l'instruction classique. Un simple soldat enlevé à la charrue, s'il est intelligent, peut arriver aux grades militaires.

Quoi qu'il en soit, on peut juger par ces courts extraits combien sont graves, importantes et curieuses, les questions que soulève le rapport de M. Villemain. C'est un travail consciencieux, lumineux, qui mérite d'être étudié et connu dans toutes ses parties. Le temps nous manque pour y insister aujourd'hui. Nous y reviendrons; nous pourrons alors, sur un ou deux points, indiquer quelles sont les améliorations qui nous paraissent nécessaires au beau système d'enseignement que M. Villemain dirige avec un zèle égal à ses vastes lumières.

***

On connaît trop les circonstances qui ont amené le vote des fonds secrets pour qu'il y ait utilité de les exposer encore. Il est cependant un point qu'il importe d'établir, moins dans un intérêt de parti que dans celui de la vérité historique. C'est que si l'opposition a été vaincue, elle avait dans les mains les moyens de s'assurer la victoire. Il est nécessaire que ceci soit hors de doute pour que le cabinet lui-même comprenne sa position véritable, et apprécie le caractère d'une majorité toute négative, qu'une autre direction donnée à ce débat aurait réduite à une minorité évidente.

La chambre a peu de sympathie pour le ministère : le plus grand nombre de ses membres avait contracté au sein des colléges électoraux des engagemens qui pèsent encore sur eux, même depuis le vote auquel ils ont concouru. Une majorité de 280 voix au moins aurait soutenu et soutiendrait encore tout cabinet qui, assis sur les deux centres, prendrait pour tâche de reconstituer un grand parti de gouvernement dans les conditions où ce parti existait avant la scission qui a séparé le centre gauche de la majorité actuelle. Personne n'a oublié comment cette scission s'est produite en 1836, et, en dehors des questions diplomatiques, l'on serait fort en peine d'assigner à ces deux fractions de la chambre un symbole politique différent, pour signaler entre elles une dissidence de quelque portée. A la chute du ministère du 22 février, le centre gauche, rejeté dans l'opposition, et fidèle à la fortune politique de son illustre chef, a sans doute contracté avec la gauche certaines affinités qui lui imposent aujourd'hui une grande réserve et quelques engagemens sur des questions secondaires. On ne parcourt pas impunément en commun une carrière de six années, traversée par un grand nombre de vicissitudes, et durant laquelle la gauche a donné à ses alliés accidentels d'honorables et fréquens témoignages de désintéressement et de déférence. Il serait d'un détestable exemple de voir des hommes politiques oublier tout à coup, sous l'empire de nouvelles circonstances, des relations dont le souvenir doit rester d'autant plus précieux à leurs amitiés personnelles qu'il engage moins leurs convictions intimes. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'aucune question touchant à l'ordre constitutionnel et à la politique intérieure du pays ne sépare le centre gauche du centre droit, bien qu'ils aient long-temps voté l'un contre l'autre : une concession prudente et utile peut-être à la dignité de la chambre comme aux services publics, une mesure relative aux fonctionnaires revêtus du mandat législatif, est à peu près le seul point sur lequel le centre gauche ne puisse pas transiger dans une alliance avec la majorité.

La chambre a la conscience de cette situation ; elle comprend à merveille qu'il n'y a de gouvernement fort et stable qu'au prix de cette alliance-là, et que l'œuvre de tous les hommes honnêtes et désintéressés doit consister à ménager le rapprochement de deux fractions qui se complètent l'une par l'autre, et dont les tendances diverses, sans être opposées, sont nécessaires pour attirer autour du pouvoir toutes les sympathies du pays.

S'il est une pensée qui puisse conquérir la majorité dans la chambre, c'est assurément celle-là ; s'il est une tentative dont on puisse garantir à l'avance

le succès, c'est celle qui sera faite pour la réaliser. Jusqu'à ce que les circonstances aient mis le parlement en mesure de l'accomplir, on peut prédire, sans crainte d'être démenti par les évènemens, que le gouvernement restera impuissant et tiraillé, plus dominé par les exigences de ses amis que par celles de ses adversaires eux-mêmes, et que la majorité, sans foi dans l'avenir autant qu'incapable de s'assimiler des élémens nouveaux, s'affaiblira chaque jour dans la chambre et dans l'opinion. Réunir les deux centres dans un symbole commun par un ministère de transaction, telle est donc la question capitale, et elle restera posée pendant tout le cours de la législature actuelle.

A l'ouverture de la session, cette question était admirablement comprise. Il n'était pas une conversation de couloir entre les membres intelligens de la majorité qui n'attestât de leur part une disposition très vive à entrer dans cette voie de conciliation et de prudence. Un esprit moins exclusif au dedans, une politique plus nationale et plus ferme au dehors, c'était là, si l'on peut le dire, le lieu-commun de toutes les conversations. Vingt-huit ou trente membres de la majorité s'étaient formellement engagés à se détacher du cabinet dans le vote des fonds secrets, et à frayer ainsi la route à une combinaison nouvelle. La force des choses plaçait nécessairement celle-ci sous le patronage de l'homme d'état éminent dont le premier acte politique au dedans avait été l'amnistie, et qui, en 1830, avait notifié à l'Europe à quelles conditions la France entendait accepter la paix. La position prise par M. de Salvandy vis-à-vis du cabinet, dès la session dernière, dans la discussion du droit de visite, position que des circonstances nouvelles avaient dessinée d'une manière plus nette encore, autorisait pleinement à croire que son concours ne manquerait point au chef du cabinet du 15 avril; sur le banc ministériel même, il était tel membre, parmi les plus estimables et les plus considérés, que sa conviction sur l'une des principales questions du moment rattachait pour ainsi dire d'avance à la combinaison nouvelle, et qui n'acceptait que par point d'honneur une solidarité à laquelle il avait été très récemment associé. Comment ne pas espérer également que l'honorable et éloquent rapporteur de l'adresse voudrait substituer une politique plus française à celle qu'il venait de flétrir par des paroles si dures et si amères? comment croire que des épigrammes suffiraient à tant de patriotisme et à une si chaleureuse indignation? Ce n'étaient pas MM. de Carné, de Chasseloup et de Lagrange, les seuls qui aient donné publiquement à leur parti l'exemple d'une trop rare persévérance, qui appuyaient seuls dans les centres le projet d'un cabinet de transaction sous la présidence de M. le comte Molé, et dans lequel le principe conservateur aurait été représenté par MM. Dupin et de Salvandy. Si ces honorables membres étaient les plus fermes dans leurs convictions, ils n'étaient certes ni les plus chaleureux dans leurs paroles, ni les plus actifs dans leurs démarches, ni les plus passionnés dans leurs agressions. L'édifice de la majorité, atteint dans ses fondemens, tombait pour ainsi dire pierre par pierre; la défection, pour employer un mot qui cessait alors et qui bientôt encore cessera d'être une injure, la défection avait envahi les rangs des fonctionnaires de l'ordre judi-

ciaire et administratif, et jusqu'à la rédaction du *Journal des Débats*. Ceux-là même qui hésitaient à s'engager faisaient agréer leurs refus dans des termes si peu flatteurs pour le cabinet, et laissaient planer un vague si bien calculé sur leur résolution intime et définitive, que toutes les suppositions étaient permises, et que l'opposition avait pleinement le droit, quelques jours avant le combat, de s'étonner de la confiance qu'affectait le cabinet.

Cependant ces dispositions du parti conservateur étaient, il est juste de le reconnaître, subordonnées à un fait capital : la possibilité d'une transaction avec le centre gauche et la certitude d'une prompte solution de la crise ministérielle. Or, cette crise ne pouvait finir que de deux manières, ou par l'accession de MM. Passy et Dufaure au nouveau cabinet, ou par celle des amis de M. Thiers. Si la première combinaison n'était pas la plus forte, c'était celle qu'il était le plus facile de faire agréer à la majorité. Mais on sait avec quelle probité puritaine M. Passy s'est déclaré impossible, et avec quel abandon M. Dufaure est venu compromettre le fruit de trois années d'attente. En donnant pour programme au futur cabinet la réforme électorale, c'est-à-dire la pensée la plus stérile dans ses résultats pratiques, la plus dangereuse dans les vagues espérances qu'elle soulève, cet honorable membre ne pouvait manquer de déterminer dans les centres une réaction vive et instantanée. C'est lui qui a sauvé le cabinet d'une défaite à peu près inévitable, et lui seul, comment le méconnaître? était en mesure de lui rendre un tel service. M. Dufaure, dont les convictions sincères sont respectées de toute la chambre, a repris désormais sa place derrière M. Barrot; il s'est volontairement désintéressé dans toutes les combinaisons prochaines. Le mouvement électoral pourra l'appeler un jour aux affaires, mais la chambre actuelle ne paraît pas, dans les éventualités qui signaleront sa durée, devoir lui en ouvrir l'accès. Ce noviciat contribuera à développer l' esprit politique de M. Dufaure.

La manière dont l'ancien tiers-parti avait traité la question intérieure rendait la tribune presque inabordable pour les amis de M. Thiers. La démoralisation d'ailleurs avait envahi les rangs de la majorité, et ils n'éprouvaient pas un bien vif désir de prendre leur part dans une défaite en dehors de laquelle il ne leur était pas interdit de rester placés. De plus, la situation personnelle de M. Thiers était bien connue. Ne voulant pas, ne pouvant pas accepter en ce moment le pouvoir pour lui-même, il se trouvait dans l'obligation, en prenant la parole, d'ajouter une démission à celle qu'avaient déjà donnée MM. Passy et Dufaure; enfin il aurait rompu, pour une cause qui ne lui était pas personnelle, un silence que M. de Salvandy s'obstinait à garder sous le coup des provocations les plus directes et devant les agressions de M. Mauguin attaquant corps à corps le ministère du 15 avril. C'eût été de la générosité; M. Thiers s'est borné à être habile, et son silence a réussi autant qu'un bon discours.

Au sein d'une pareille déroute, la fraction dissidente du parti conservateur a pu à bon droit se considérer comme dégagée, et il y a certainement dans ce fait une victoire accidentelle pour le cabinet plutôt qu'une conquête

véritable de la majorité. Les paroles de M. de Carné n'en conservent pas moins toute leur vérité : « il faut que le gouvernement élargisse sa base, et qu'il surgisse un pouvoir en mesure de substituer un principe d'expansion au principe de concentration sur lequel s'asseoit de plus en plus le cabinet du 29 octobre. »

Si celui-ci a joui pendant quelques jours de l'enivrement de son triomphe, s'il a savouré l'innocente satisfaction d'enrôler dans les rangs de la phalange ministérielle tous les hommes qui ont mis des boules noires à l'amendement de M. Lacrosse par crainte des complications du lendemain, nous croyons que ces illusions commencent fort à se dissiper, et qu'on ne se voit pas sans inquiétude en présence de la prise en considération, déjà certaine, de la proposition de M. de Sade. L'attitude et la physionomie des bureaux dans leur séance d'hier ne permettent pas de douter qu'il ne sorte quelque chose de la proposition soumise à la chambre. C'est une revanche que la majorité entend prendre du vote des fonds secrets : puisse-t-elle ne pas le faire aux dépens de la dignité de l'administration et de nos institutions elles-mêmes !

Que sera-ce lorsque, avec cette majorité accidentelle et despotique qui s'impose au cabinet avec toute la tyrannie de ses exigences individuelles ou locales, il faudra aborder la loi des sucres, et défendre le budget, sur lequel l'opposition se propose, dit-on, d'organiser une campagne complète, en s'appuyant sur l'argument péremptoire d'un déficit en pleine paix pour rejeter toutes les augmentations réclamées? Viennent des révélations de Londres sur le traité de commerce dont les bases paraissent convenues, des complications en Espagne sur l'affaire de M. de Lesseps, des interpellations sur les négociations politiques et commerciales, et l'on verra si la majorité relative de vingt-deux voix, que MM. Passy et Dufaure ont donnée au cabinet le jour même où ils s'en sont séparés, suffira pour lui permettre de vivre et de gouverner. Nous désirons nous tromper, mais l'avenir nous apparaît plein de contradictions, d'incertitudes et de faiblesses.

— La librairie, comme toutes les choses de ce monde, a d'inexplicables mystères; il en est des livres comme des hommes, et les plus heureux ne sont pas toujours les plus méritans. La preuve en est qu'on réimprime M. Capefigue. L'*Histoire de la Réforme et de la Ligue* vient de paraître, et c'est la troisième édition, dans un format nouveau, qui la met à la portée des plus humbles fortunes. Nous signalons cette réimpression parce qu'elle révèle un mode inconnu de perfectionnement inventé par l'auteur pour les éditions nouvelles des livres d'érudition. On avait reproché à M. Capefigue d'avoir souvent, dans ses notes, cité avec inexactitude; au lieu de répondre à ce reproche par une correction sévère, M. Capefigue a trouvé plus simple de faire disparaître les notes. Il avait procédé jusqu'ici comme les bénédictins; il prend

aujourd'hui des allures plus dégagées; il imite Voltaire et Montesquieu, et ne laisse à ses récits que l'autorité de sa parole. Le lecteur y perdra peu de chose, et M. Capefigue y gagnera beaucoup, car la critique, qui l'a si vivement harcelé à l'occasion des nombreux manuscrits qu'il a découverts, des nombreux titres qu'il a refaits en les citant, n'aura maintenant pour toute pâture que les pompes de son style et sa chronologie, qui ne concorde pas toujours avec *l'Art de vérifier les dates*. Soyons juste cependant; M. Capefigue a profité; il a retouché le pittoresque, estompé l'enluminure, et s'il a eu le tort d'enlever les notes au lieu de les vérifier, c'est que probablement, tout imbu qu'il était de l'étude de la Saint-Barthélemy, il aura cru devoir appliquer à son livre la théorie des rigueurs salutaires.

— Un roman de Mme Charles Reybaud, *l'Oblat*, déjà publié dans cette *Revue*, vient d'être réuni en volumes sous le titre du *Moine de Châalis* (1). Il est superflu de rappeler à nos lecteurs les qualités qui distinguent une œuvre qu'à coup sûr ils n'ont pas oubliée. Ce sont celles qu'on a plus d'une fois pu reconnaître et applaudir dans les romans de l'aimable écrivain, le vif instinct du drame et du récit uni à une sensibilité délicate et à une observation de la vie réelle que l'attention la plus sévère ne trouve jamais en défaut. *Le Moine de Châalis* prendra rang parmi les plus heureuses productions de cette plume élégante et facile à laquelle on doit déjà tant de charmans récits.

—M. Théophile Gautier vient de publier, sous le titre de *Tra los Montes* (2), l'œuvre où il a recueilli les souvenirs de son voyage en Espagne. Les pages consacrées dans cette *Revue* même à Grenade, à Cordoue, à Séville, par l'auteur de *Tra los Montes*, nous dispensent de nous étendre sur ce livre, où l'on retrouve la verve et l'originalité du spirituel écrivain. C'est en artiste et en poète que M. Gautier a vu l'Espagne; la description des lieux tient une grande place dans *Tra los Montes*, mais qui voudrait s'en plaindre après avoir lu les peintures à la fois exactes et brillantes que trace le voyageur des splendides paysages et des monumens si magnifiques et si variés de la Péninsule? La physionomie et le caractère des habitans n'ont pas trouvé en M. Gautier un observateur moins fidèle. Il a su faire revivre dans toute leur vérité les figures étranges, les types rudes et fiers qui ont inspiré Velasquez et Ribera. Une place est acquise désormais au nouvel ouvrage de M. Gautier parmi les plus piquans et les plus fidèles tableaux de l'Espagne moderne.

(1) Chez Dumont, Palais-Royal.
(2) 2 vol. in-8°, chez Magen, quai des Augustins.

V. DE MARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.

(NOUVELLE SÉRIE.)

CRISE ACTUELLE DE LA PHILOSOPHIE ALLEMANDE. — École de Hegel, nouveau système de Schelling, par M. A. LÈBRE. 5
EL BARCO DE VAPOR, par M. THÉOPHILE GAUTIER. 43
DE L'ADMINISTRATION DE L'AGRICULTURE EN FRANCE, par M. DE GASPARIN. 72
LA RUSSIE EN 1842. — II. — Moscou, par M. X. MARMIER. 95
DES LOIS ANGLAISES SUR LE TRAVAIL DES ENFANS DANS LES MANUFACTURES ET DANS LES MINES, par M. P. GRIMBLOT. 124
POÉSIES, par M. ALFRED DE MUSSET. 148
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 152

DE LA RENAISSANCE DANS L'EUROPE MÉRIDIONALE, par M. EDGAR QUINET. 161
LE DROIT DE VISITE AVANT ET APRÈS LA RÉVOLUTION DE JUILLET, par M. PELET DE LA LOZÈRE. 173
EXPÉDITION DU CAPITAINE HARRIS (*Narrative of an Expedition into southern Africa*), par M. TH. PAVIE. 206
POÈTES ET ROMANCIERS MODERNES DE LA FRANCE. — XLVIII. — Henri Beyle (M. de Stendhal), par M. AUG. BUSSIÈRE. 250
POÈMES PHILOSOPHIQUES. — I. — La Sauvage, par M. ALFRED DE VIGNY. . 300
LES ORIGINES DE LA PRESSE, par M. PHILARÈTE CHASLES. 308
REVUE LITTÉRAIRE, par M. G. DE MOLÈNES. 339
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — Histoire politique. 354

ÉTAT DE LA PHILOSOPHIE EN FRANCE. — Les Radicaux, le Clergé, les Éclectiques, par M. JULES SIMON. 365
LES COLONIES PÉNALES DE L'ANGLETERRE, par M. LÉON FAUCHER. . . . 396
Discours prononcés dans les Chambres Législatives, de M. le baron Pasquier, par M. LERMINIER 424
LES AMÉRICAINS EN EUROPE ET LES EUROPÉENS EN AMÉRIQUE, par M. PHILARÈTE CHASLES. 446
REVUE LITTÉRAIRE DE L'ALLEMAGNE, par M. DE LAGENEVAIS. 477
POÈMES PHILOSOPHIQUES. — II. — La Mort du Loup, par M. ALFRED DE VIGNY. 497

L'Espagne. — La Presse et les Élections espagnoles, par M. Léonce de Lavergne. 501
Revue musicale. 517
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 527
Théatre-Français. — *Phèdre* et Mlle Rachel, par M. G. de Molènes. . 533

Vaillance, par M. Jules Sandeau. 541
La russie en 1842. — III. — Le Couvent de Troïtza, le Clergé russe, par M. X. Marmier. 619
La littérature illustrée, par M. F. de Lagenevais. 645
Journal d'un prisonnier dans l'afghanistan (*Journal of an Affghanistan prisonner*, by lieut. Vincent Eyre), par M. John Lemoinne. . 672
Lettres sur la session. — I. — Discussion de l'Adresse, par Un Député. 704
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 722

La floride. — Voyages anciens et modernes, par M. N. de Quatrefages. 733
La société et le socialisme. — La Statistique, la Philosophie, le Roman, par M. L. Reybaud. 774
Le monde gréco-slave. — V. — Les Serbes. — Histoire du prince Miloch, par M. Cyprien Robert. 811
Les esclaves. — Fragment d'une Tragédie, par M. A. de Lamartine. . 891
Lettres sur la session. — II. — La Question de Cabinet, par Un Député. 896
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 909

Historiens modernes de la france. — III. — M. de Barante, par M. Sainte-Beuve, ... 917
Chillambaram et les sept pagodes, par M. Th. Pavie. 936
De la poésie de M. de Lamennais. — *Amschaspands et Darvands*, par M. Lerminier. 963
La belgique. — Sa Nationalité, sa Situation actuelle, par M. Eugène Robin. 982
Situation financière de la france, par M. Léon Fauchèr. . . . 1017
Théatre-Français. — *Les Burgraves*, de M. Victor Hugo, par M. Ch. Magnin. 1054
Poèmes philosophiques. — III. — La Flûte, par M. Alfred de Vigny. . 1067
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 1073

FIN DE LA TABLE.

ERRATA.

Dans l'article sur la *Crise actuelle de la Philosophie allemande*, page 18, ligne 7, au lieu de : 1808, lisez : 1828. — Page 42, ligne 5, au lieu de : *Walke*, lisez : *Valke*.

Dans *la Sauvage*, nº I des Poèmes philosophiques de M. Alfred de Vigny, p. 306, ligne 5, au lieu de : *sans* sa marche cyclique, lisez : *dans* sa marche cyclique.

Dans *les Esclaves*, de M. de Lamartine, page 895, ligne 12, au lieu de : *martyres au ciel*, lisez : *martyrs dans le ciel*.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00674 8137